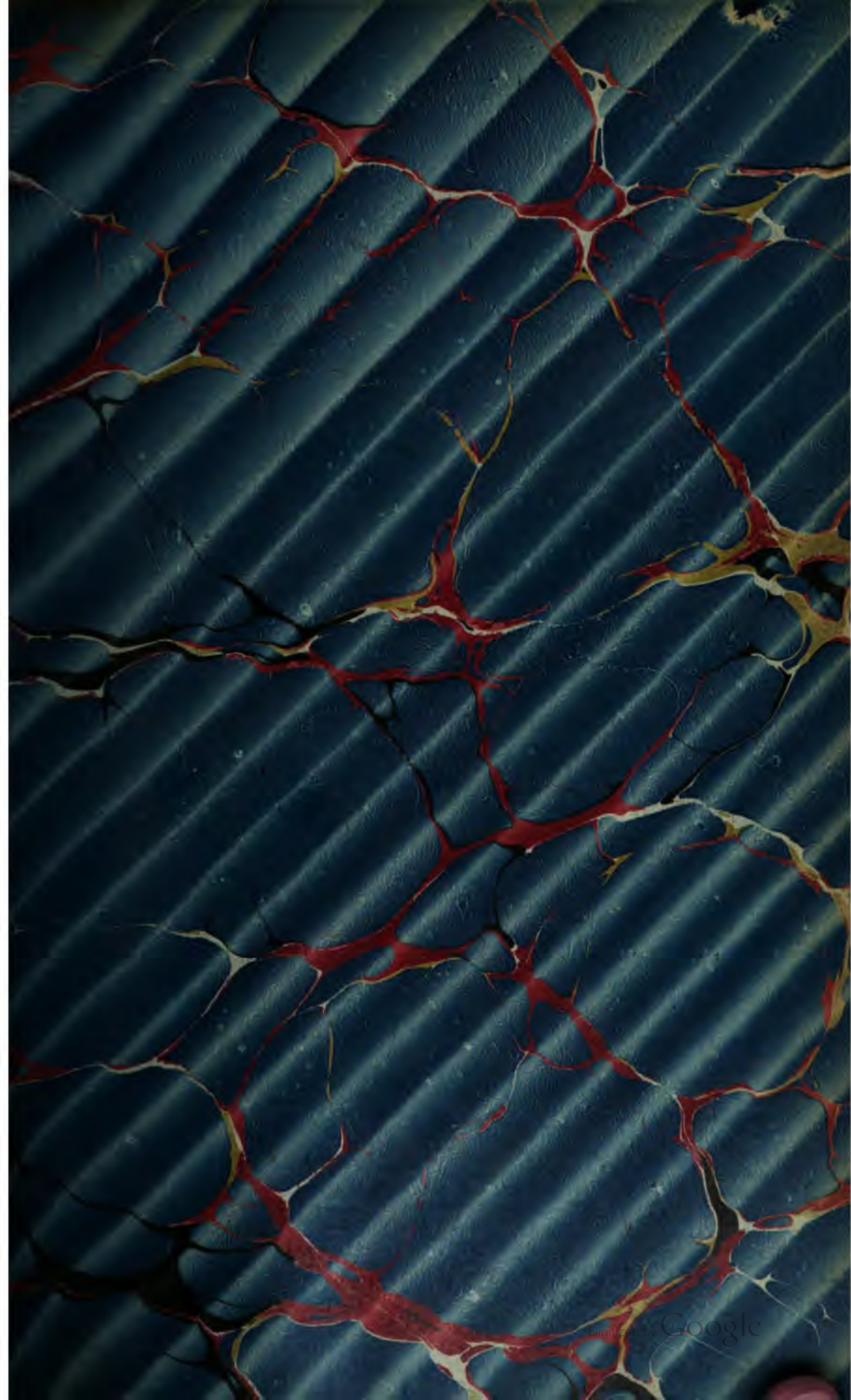

3 2044 103 261 012





STATISTIQUE

DES

PRISONS ET ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

1875

a

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

STATISTIQUE

DES

PRISONS

ET

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

ET

COMPTE RENDU PRÉSENTÉ A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

POUR L'ANNÉE 1875

par M. CHOPPIN
directeur de l'administration pénitentiaire.

PARIS

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT
Rue Jean-Jacques-Rousseau, 41

1878

STATISTIQUE

DES PRISONS ET ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

POUR L'ANNÉE 1875.

(24e année).

Paris, le 1er avril 1878.

RAPPORT

A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous présenter la statistique des prisons et établissements pénitentiaires pour l'année 1875.

Cette année a été marquée par un fait considérable.

Après une enquête dans laquelle ont été recueillis tous les documents de nature à faire connaître l'état des prisons en France et à l'étranger, et où ont pu se produire toutes les opinions touchant la solution des questions de régime pénitentiaire, l'Assemblée nationale, sur le rapport de l'honorable M. Bérenger (de la Drôme), a définitivement adopté, à la date du 5 juin, une loi portant qu'à l'avenir, les inculpés, les prévenus et les accusés, ainsi que les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous, seront individuellement séparés le jour et la nuit, et que les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour pourront, sur leur demande, être soumis au même régime.

Les maisons d'arrêt et de justice et les maisons de correction départementales, affectées à ces diverses catégories de détenus, ne doivent être désormais appropriées ou construites qu'en vue de l'application de l'emprisonnement individuel, et d'après des plans préalablement approuvés par le ministre de l'intérieur, l'État pouvant, d'ailleurs, contribuer aux dépenses de transformation de ces établissements, par l'allocation de subventions dont l'importance varie selon la situation financière des départements. La même loi institue auprès du ministre de l'intérieur un conseil supérieur des prisons pour veiller, d'accord avec lui, à l'exécution des prescriptions qu'elle renferme. La composition et les attributions de ce conseil ont été déterminées par un décret du Président de la République, du 3 novembre, et un arrêté ministériel dudit jour a pourvu à la nomination de ses membres.

J'indiquerai, dans la partie de ce rapport consacrée aux prisons départementales, les dispositions prises en 1875 par l'administration pour la mise à exécution de la nouvelle loi.

C'est en 1875 aussi, et à dater du 1er janvier, qu'en vertu d'un décret du 18 décembre 1874, le service pénitentiaire de l'Algérie est passé sous l'autorité immédiate du ministre de l'intérieur. Cette mesure, réclamée par un vœu du conseil supérieur de gouvernement, auquel s'était associée la commission du budget de 1874, se trouvait au nombre de celles dont la commission d'enquête avait signalé l'utilité. Les renseignements statistiques concernant les prisons de la colonie n'ayant pu, pour cette première année, être fournis avec toute l'exactitude nécessaire, on s'est borné à relater, dans les tableaux afférents aux établissements similaires de la métropole, ceux qui font connaître le mouvement de l'effectif.

En France, le nombre des détenus était, au 31 décembre 1874, de	56,196
Il en est entré pendant l'année	349,125
Ensemble	405,321
Le total des sorties, s'est élevé à	350,874
Il restait au 31 décembre 1875	54,447 détenus.

Le total des journées de détention a été de 20,256,188, ce qui cor-

respond pour 1875 à une population moyenne de 55,496, contre 55,91 5 en 1874,

Il y a ainsi, par rapport à l'année précédente, une diminution de 1,749 sur la population au 31 décembre, et de 419 sur la population moyenne. Mais les individus écroués à raison de crimes ou délits se rattachant à l'insurrection de 1871, soit dans les établissements spéciaux, soit dans les maisons centrales de force et de correction ou dans les prisons départementales, qui étaient, le 31 décembre 1874, au nombre de 2,325 et avaient formé pendant l'année un effectif moyen de 2,790, ne figuraient plus à la statistique de 1875 que pour 1,636 au 31 décembre et 1,827 en moyenne, ou 689 et 963 en moins. Par suite, les chiffres relatifs aux détenus de droit commun se trouvaient ramenés à :

Au 31 décembre 1874	53,871
Au 31 décembre 1875	52,811
Diminution	1,060
En moyenne, 1874	53,125
1875	53,669
Augmentation	544

Pour l'Algérie, on relève les nombres ci-après :

Effectif au 31 décembre 1874	4,083
Entrées	33,052
Ensemble	37,135
Sorties	33,097
Effectif au 31 décembre 1875	4,038

Les journées de détention se sont élevées au total de 1,468,218, soit une population moyenne de 4,023.

En résumé, les prisons et établissements pénitentiaires dépendant du ministère de l'intérieur renfermaient, au 31 décembre 1875, 58,485 détenus, et en avaient eu 59,519 en moyenne pendant l'année.

Les développements qui vont suivre font connaître, en analysant les

résultats accusés par les tableaux statistiques, le mouvement de cette population, sa composition et la situation des diverses branches du service, instruction, discipline, état sanitaire, etc. Ce travail est divisé en sept parties :

Transfèrements;

Maisons centrales de force et de correction, et pénitenciers agricoles ;

Maisons de détention et maisons centrales de correction; affectées aux individus condamnés pour faits insurrectionnels;

Établissements d'éducation correctionnelle ;

Maisons d'arrêt, de justice et de correction, chambres et dépôts de sûreté;

Dépôt de condamnés aux travaux forcés;

Dépenses, personnel, renseignements divers.

PREMIÈRE PARTIE

TRANSFÈREMENTS PAR LES VOITURES CELLULAIRES.

TABLEAUX I et I bis. — Répartition, par catégorie, des individus transférés.

Les voitures cellulaires ont transporté, pendant l'année, 24,714 individus, savoir :

		SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Condamnés à la déportation, transférés au dépôt de Saint-Brieuc....		62	»	62
Condamnés au bannissement, transférés aux frontières............		5	»	5
Condamnés aux travaux forcés, transférés dans les dépôts.........		1,249	»	1,249
Femmes destinées aux colonies pénales, transférées au port d'embarquement..		»	6	6
Condamnés des deux sexes, à la détention, à la réclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, femmes condamnées aux travaux forcés, transférés dans les maisons centrales de force et de correction et les maisons de détention..		7,142	1,370	8,512
Transférés d'une prison départementale dans une autre..	pour centralisation au chef-lieu..............	4,519	830	5,349
	revenant d'appel, reconduits dans les départements d'origine..............................	857	61	918
	pour divers motifs (1)...........................	268	51	319
	pour les rapprocher de leur destination définitive	53	4	57
A reporter..................		14,155	2,322	16,477

(1) *Voir* page X l'indication des motifs.

		SEXE masculin.	SEXE féminin	TOTAL.
	Report	14,155	2,322	16,477
Transférés d'une maison centrale.	dans une autre	1,719	3	1,722
	dans un pénitencier agricole	675	»	675
	dans une prison départementale	367	»	367
	dans un asile d'aliénés	»	4	4
Étrangers expulsés,	transférés aux frontières	2,103	208	2,311
Libérés transférés.	dans les dépôts de mendicité	858	115	973
	dans leurs foyers	6	3	9
Jeunes détenus transférés	du lieu du jugement dans les établissements d'éducation correctionnelle	1,849	»	1,849
	d'un établissement d'éducation correctionnelle dans un autre	219	»	219
Condamnés par défaut, reconduits dans les départements d'origine, prévenus, accusés, extradés, transférés aux frais des ministères de la justice, de la marine et de la guerre		106	1	107
Évadés		1	»	1
	TOTAUX	22,058	2,656	24,714

La plupart des transfèrements se justifient par l'énoncé même de la destination donnée aux individus auxquels ils s'appliquent. Mais il en est quelques-uns qui nécessitent de plus amples explications.

Parmi les 319 détenus (268 hommes, 51 femmes) *transférés d'une prison départementale dans une autre, pour divers motifs* figurent 210 hommes et 31 femmes évacués, pendant l'année, pour cause d'encombrement de plusieurs prisons, dans d'autres où se trouvaient des places disponibles, et 14 hommes, condamnés, pour faits insurrectionnels, à des peines ne dépassant pas une année, dirigés, des prisons de la Seine, sur le quartier spécial établi à Rouen.

Sous la rubrique : *Hommes transférés d'une maison centrale dans une autre* (1,719), sont compris les condamnés de l'insurrection évacués d'Embrun sur Landerneau, au nombre de 214; les condamnés à l'emprisonnement pour faits de droit commun, détenus à Aniane et répartis entre Embrun et Nîmes (338); les reclusionnaires de Nîmes envoyés à Aniane (239) (1); les condamnés à la détention qui étaient renfermés dans le quartier provisoire de la maison centrale de Clair-

(1) L'établissement d'Aniane a été constitué *maison de force* et celui de Nîmes *maison centrale de correction*; celui d'Embrun a été affecté exclusivement aux condamnés de droit commun.

vaux; et les condamnés à l'emprisonnement pour faits insurrectionnels, séquestrés par mesure disciplinaire dans le même établissement, transportés à Thouars et à Belle-Isle ou réintégrés à Landerneau (149); les condamnés aux travaux forcés destinés à la Guyane, conduits du dépôt de Saint-Martin à celui d'Avignon (58), où ils ont été réunis à d'autres, Arabes, Annamites et Nègres, dirigés sur le port de Toulon (235), les condamnés à la déportation, du dépôt de Saint-Brieuc et de la maison de Thouars où ils avaient été placés en observation, sur le port de Brest (77), les individus évacués, par mesure sanitaire, de la maison centrale de Beaulieu, dans laquelle sévissait une épidémie, sur celles de Clairvaux et de Gaillon (206), ou pour cause d'encombrement, de Loos sur Riom (54); les condamnés extraits, par mesure disciplinaire, de la maison centrale de Landerneau (36); les condamnés aux travaux forcés ou à la déportation, transférés des dépôts de Saint-Martin et de Saint-Brieuc ou du port de Brest, après commutation, dans les établissements où ils devaient subir leur nouvelle peine (40); les individus appartenant au culte protestant ou israélite envoyés, sur leur demande, dans des établissements auxquels sont attachés des ministres de leur religion (7). Ces chiffres forment un total de 1,646. Le déplacement des 66 autres condamnés a été motivé par diverses considérations, telles que leur état de santé, leur habileté dans certaines industries, l'intérêt de la discipline, etc.

Des 367 individus *transférés d'une maison centrale dans une prison départementale,* 153 ont été évacués, par suite d'encombrement, de Loos sur Laon et Beauvais; 93, pour le même motif, de Gaillon sur Rouen; 37 de Riom sur Lyon, et 26 d'Albertville sur Chambéry; 17 condamnés pour faits insurrectionnels, à qui il restait moins de trois mois d'emprisonnement à subir, lors de la translation de la population de la maison centrale d'Embrun à Landerneau, et domiciliés à Paris, ont été déposés dans les prisons de la Seine pour terminer leur peine; 11 étrangers soumis à des arrêtés d'expulsion ont dû, peu de temps avant leur libération, être placés dans des prisons situées sur le passage des voitures cellulaires se rendant vers le point de la frontière désigné pour leur sortie du territoire de la République; 4 ont été conduits de divers établissements à Paris pour contracter mariage; 6 condamnés arabes, détenus à Nîmes, ont été dirigés sur Marseille pour y être em-

barqués à destination de la maison centrale de L'Harrach; parmi les 20 autres individus qui ont quitté les maisons centrales pour les prisons départementales, la plupart avaient à régler des affaires intéressant des tiers, et, pour quelques-uns seulement, cette mesure était motivée par des raisons de famille.

Les jeunes détenus transférés *d'un établissement d'éducation correctionnelle dans une autre* sont, comme l'indique le relevé ci-dessus, au nombre de 219. Le contingent fourni à la colonie privée du Tesson, de nouvelle formation, par les cinq colonies publiques, entre dans ce total pour un chiffre de 84, celui des enfants conduits des colonies pénitentiaires dans des quartiers correctionnels, par mesure disciplinaire, en exécution de l'article 10 de la loi du 5 août 1850, est de 68; la suppression de la colonie de Boulard, annexe de Saint-Hilaire, a nécessité le transfèrement de 40 jeunes détenus au quartier spécial organisé à la prison de Nantes; 27 ont été changés d'établissement, à raison de l'intérêt qu'il pouvait y avoir pour eux à les rapprocher de leurs parents.

Si l'on compare le nombre total d'individus transférés en 1875 par les voitures cellulaires (24,714, dont 22,058 hommes et jeunes garçons, 2,656 femmes et jeunes filles), avec les chiffres de 1874 (25,765, dont 22,734 hommes et jeunes garçons, 3,031 femmes et jeunes filles), on constate une diminution de 1,051, dont 676 pour le sexe masculin et 375 pour le sexe féminin, savoir :

Hommes condamnés à la déportation transférés à Saint-Brieuc	127	2,419
— condamnés au bannissement, transférés aux frontières	15	
— condamnés à la détention, à la reclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, transférés à leur destination légale	657	
— transférés d'une prison départementale dans une autre: pour centralisation au chef-lieu	316	
— revenant d'appel	242	
— pour divers motifs	270	
— transférés d'une maison centrale dans un pénitencier agricole	84	
— transférés, après libération, dans un dépôt de mendicité	77	
— évadé	1	
Jeunes garçons transférés du lieu de jugement à leur destination légale	311	
— d'un établissement d'éducation correctionnelle dans un autre	319	
A reporter		2,419

Report		2,419

A DÉDUIRE, AUGMENTATION:

Hommes condamnés aux travaux forcés, transférés à Saint-Martin............	17	
— transférés d'une prison départementale dans une autre pour les rapprocher de leur destination définitive	6	
— transférés d'une maison centrale dans une autre..........................	1,275	1,743
— transférés dans une prison départementale.............................	215	
— étrangers expulsés..	220	
— transférés, après libération, dans leurs foyers..........................	3	
— condamnés par défaut, reconduits dans les départements d'origine, prévenus, accusés, extradés..	7	
Reste en diminution....................		676

Femmes destinées aux colonies pénales	38	
— condamnées aux travaux forcés, à la reclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, transférées dans les maisons centrales.............	168	
— transférées d'une prison départementale dans une autre		
— pour centralisation au chef-lieu	60	
— reconduites, après appel, dans les départements d'origine.............	33	379
— pour divers motifs..	23	
— pour les rapprocher de leur destination définitive	1	
— transférées d'une maison centrale dans une prison départementale.....	17	
— étrangères expulsées	21	
— transférées, après libération, dans un dépôt de mendicité	17	
— condamnées par défaut, reconduites dans les départements d'origine ...	1	

A DÉDUIRE, AUGMENTATION:

Femmes transférées d'une maison centrale dans un asile d'aliénés...........		4
Reste en diminution		375

Pour le transport des 24,714 individus remis en 1875 au service des voitures cellulaires, il a été fait 251 voyages, d'une durée totale de 4,883 journées de 24 heures, et comprenant un parcours de 1,334,709 kilomètres, dont 1,268,447 sur les chemins de fer, et 66,262 sur les routes de terre.

Le nombre des détenus transférés ressort, en moyenne, à 98 par voyage ou à . . . . 5; 06 par journée de voyage;
la durée de chaque voyage, à . . . . 19 jours 45;
la distance parcourue, à . . . . . . 5, 317 kilom. 565 par voyage
ou. . . . . 273-338 par jour.

La proportion des trajets en chemins de fer, par rapport au parcours total, est de 95.04 p. 0/0.

En 1874, il avait été transporté . . 106 détenus par voyage,

ou. . . . . 5.34 par journée de voyage;
la durée moyenne des voyages était de. 19 jours 84;
la distance moyenne, de . . . . . . 5,297 kilom. 074 par voyage
ou. . . . . 266-886 par jour,
et le parcours sur les chemins de fer entrait à raison de 94.88 p. 0/0 dans le développement kilométrique de l'ensemble des voyages effectués.

Il y a donc eu une diminution dans le nombre des détenus transportés par chaque voyage et pour chaque journée, ainsi que dans la durée des voyages, en même temps qu'une augmentation dans la distance parcourue. Ces résultats sont particulièrement imputables aux transports opérés à de grandes distances et, la plupart du temps, avec retour à vide, comme ceux qui ont eu lieu pour l'évacuation des insurgés d'Embrun sur Landerneau, leur remplacement par des condamnés à l'emprisonnement pour faits de droit commun, pris à la maison centrale d'Aniane, et l'échange des reclusionnaires et des correctionnels entre ce dernier établissement et celui de Nîmes. L'ouverture de nouvelles sections a, d'ailleurs, produit un accroissement dans la proportion des trajets effectués sur les chemins de fer, ce qui a contribué à abréger la durée des voyages.

TABLEAU II. — Répartition des étrangers expulsés, transférés aux frontières.

Le service pénitentiaire prête à celui de la sûreté son concours dans des proportions qui deviennent chaque année plus étendues, pour le transport aux frontières des étrangers soumis à des arrêtés d'expulsion. Tandis qu'il en avait été transféré 2,112 en 1874 et 1,982 en 1873, le nombre de ces individus s'est élevé en 1875 à 2,311, dont 2,103 hommes et 208 femmes. Les pays auxquels se rapportent les chiffres les plus forts, sont :

La Belgique	850	hommes. —	103	femmes
L'Italie	764	—	38	—
La Suisse	152	—	17	—
La Prusse	148	—	15	—

TABLEAU III. — Répartition des condamnés transférés dans les pénitenciers agricoles de la Corse.

Ces établissements ont reçu, en 1875, des maisons centrales:

CASABIANDA	reclusionnaires correctionnels	400
CASTELLUCCIO	reclusionnaires correctionnels	121
CHIAVARI	reclusionnaires correctionnels	154
Ensemble	reclusionnaires correctionnels	675

Le contingent fourni aux pénitenciers agricoles, en 1874, était de 759, dont 303 pour Casabianda, 151 pour Castelluccio et 305 pour Chiavari.

Si l'on ajoute le nombre des individus envoyés en Corse, soit 675, à celui des hommes présents au 31 décembre 1875 dans les maisons centrales du continent, qui est de 13,785, on constate que, sur le total de 14,460, il a été prélevé 4.67 p. 0/0, tandis qu'en 1874 la proportion des détenus transférés dans les pénitenciers ressortait à 5.08. Toutes les maisons centrales, à l'exception de celle d'Embrun, de nouvelle création, ont contribué à la formation des convois, pour des chiffres qui varient selon la situation plus ou moins prospère des travaux industriels dans les divers établissements, leur état d'encombrement, l'aptitude de la population aux travaux des champs, etc. C'est ainsi qu'il a été pris 7.33 p. 0/0 à Albertville, 7.65 à Eysses, 7.02 à Aniane, 6.07 à Beaulieu, et seulement 4.08 p. 0/0 à Poissy, 3.90 à Clairvaux et à Fontevrault, 1.27 à Nîmes (1).

(1) Le rapport sur la statistique de 1874 (page XIX) fait connaître que la présence d'un grand nombre de Corses et d'Italiens dans la maison centrale de Nîmes y rend plus difficile le recrutement des détenus destinés aux pénitenciers.

DEUXIÈME PARTIE.

MAISONS CENTRALES DE FORCE ET DE CORRECTION ET PÉNITENCIERS AGRICOLES (1).

FRANCE.

Les condamnés de l'insurrection détenus à la maison centrale d'Embrun ayant pu, comme je l'ai indiqué à l'article des transfèrements, être évacués sur celle de Landerneau ou sur les prisons de la Seine, cet établissement a été affecté à des hommes condamnés pour faits de droit commun à plus d'un an d'emprisonnement. Il a reçu, en premier lieu, 305 individus extraits de la maison centrale d'Aniane, d'où le surplus des condamnés de cette catégorie a été transféré à Nîmes et remplacé par des reclusionnaires.

Par suite de ces mesures, l'Administration disposait, au 31 décembre 1875, pour les hommes condamnés à la reclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, de 16 établissements, savoir :

Maisons de force (Aniane et Melun) 2

Maisons centrales de correction (Clairvaux, Embrun,

(1) Pour les maisons de détention et les maisons centrales de correction affectées aux condamnés de l'insurrection, qui figurent à la même série de tableaux, *voir* la 3e partie du présent rapport.

Gaillon, Nîmes et Poissy). 5

Maisons centrales de force et de correction (Albertville, Beaulieu, Eysses, Fontevrault, Loos et Riom). 6

Pénitenciers agricoles assimilés aux maisons centrales de force et de correction (Casabianda, Castellucio et Chiavari) 3

La séparation des correctionnels et des reclusionnaires, résolue depuis longtemps, mais commencée seulement en 1873, se poursuit ainsi avec les ménagements que commande la nécessité de n'apporter aucun trouble sérieux dans l'organisation des services économiques et industriels des divers établissements pénitentiaires: le moment n'est pas éloigné où cette réforme sera entièrement réalisée (1).

Les six établissements affectés aux femmes (Auberive, Cadillac, Clermont, Doullens, Montpellier et Rennes) reçoivent encore indistinctement des condamnées aux travaux forcés, à la reclusion et à plus d'un an d'emprisonnement. La situation topographique de ces établissements et leur inégale répartition sur la surface du pays rendent plus difficile l'exécution de mesures analogues à celles qui ont été prises pour les hommes.

Les tableaux I à XII font connaître le mouvement général d'entrée et de sortie, le chiffre de la population et les éléments dont elle se compose; les suivants jusqu'au n° XXVIII contiennent les renseignements relatifs à l'instruction scolaire, à la discipline, à l'état sanitaire, au travail, à l'emploi du pécule; le n° XXIX indique la situation des libérés, au moment de leur sortie; les deux derniers, XXX et XXXI, donnent sous une forme synoptique la répartition, à divers points de vue, des journées de détention et celle de l'effectif au 31 décembre.

TABLEAU I. — Mouvement général d'entrée et de sortie. Population au 31 décembre.

Dans les établissements affectés aux hommes, la population, au 31 décembre 1874, était de.. 16,511

A reporter.............................. 16,511

(1) Depuis 1875, les maisons de Beaulieu et de Riom ont été affectées aux reclusionnaires; Eysses, Loos et Landerneau, aux correctionnels. Il y a lieu d'espérer que la distinction se fera prochainement en ce qui concerne Fontevrault, qui aura la même affectation. En Corse, le moment ne tardera pas non plus, au moins pour les deux pénitenciers de Chiavari et de Castellucio, où la population sera classée suivant la nature des peines prononcées.

Report..........................	16,511
Le nombre des entrées s'est élevé à..........................	9,031
Ensemble..........................	25,542
Celui des sorties, à..........................	9,421
L'effectif, au 31 décembre 1875, était de..........................	16,121

dont 13,785 pour les maisons centrales, 2,336 pour les pénitenciers agricoles de la Corse.

Il y a eu 5,963,460 journées de détention, soit une population moyenne de 16,338 (14,234 dans les maisons centrales et 2,104 dans les pénitenciers), laquelle comprenait :

Condamnés à la déportation..........................	1
— aux travaux forcés..........................	49
— à la détention..........................	80
— à la reclusion..........................	4,187
— à l'emprisonnement..........................	12,021

En 1874, les mêmes établissements renfermaient un effectif moyen de 14,056 pour les maisons centrales, 1,948 pour les pénitenciers, ou 16,004 pour le total.

L'année 1875 présente, par rapport à la précédente, les différences ci-après :

Sur la population au 31 décembre,

En moins, pour les maisons centrales..........................	409
En plus, pour les pénitenciers agricoles de la Corse.....	19
En moins, pour l'ensemble..........................	390

Sur la population moyenne,

En plus, pour les maisons centrales..........................	178
— pour les pénitenciers..........................	156
En plus pour l'ensemble..........................	334

La différence en moins sur l'effectif au 31 décembre correspond, en premier lieu, à une réduction du nombre des condamnés. Il n'en est entré, en effet, pendant l'année 1875, venant du lieu de leur condamnation, que 7,040, et il en a été mis en liberté, par l'expiration de la

peine ou grâce, 6,225 ; tandis qu'en 1874, le chiffre des entrées réelles s'élevait à 7,866, et celui des libérations était seulement de 6,046. Il y a eu, d'ailleurs, 689 décès en 1875, contre 651 en 1874. Mais l'influence de ces faits ne s'est manifestée qu'à une époque déjà avancée de l'année, ainsi que le prouve l'accroissement de la population moyenne. Aussi a-t-on dû, à raison de l'encombrement des maisons centrales avant l'affectation de celle d'Embrun aux condamnés de droit commun, évacuer sur des prisons départementales 309 détenus, pris à Loos, à Gaillon, à Riom et à Albertville, parmi ceux dont la peine était sur le point d'expirer. En outre, 115 condamnés à la détention déposés à Clairvaux ont été transférés à Thouars et à Belle-Isle.

La réorganisation de l'établissement d'Embrun a permis d'augmenter de 600 places la contenance réglementaire des maisons centrales (1), qui a été ainsi portée à 13,099. Leur effectif étant de 13,785 au 31 décembre 1875, on se trouvait encore en présence d'un excédant de 686. Quant aux pénitenciers agricoles, il n'y avait d'encombrement qu'à Chiavari, mais le genre d'occupation auquel sont appliqués les condamnés atténue notablement les inconvénients de cette situation.

Dans les établissements affectés aux femmes, la population était, au 31 décembre 1874, de	3,638
Le nombre des entrées s'est élevé à	1,441
Ensemble	5,079
Celui des sorties, à	1,423
L'effectif, au 31 décembre 1875, était de	3,656

soit une augmentation de 18.

Les journées de détention forment un total de 1,329,184, correspondant à une population moyenne de 3,642, ou 142 de plus qu'en 1874.

Cette moyenne de 3,642 se décompose ainsi :

Travaux forcés	1,194
Reclusion	347
Emprisonnement	2,101

Au 31 décembre, le nombre des détenus excédait de 383 la conte

(1) Contenance calculée à raison de 15 mètres cubes par individu dans les dortoirs.

nance réglementaire. La prise de possession de la nouvelle maison centrale de Rennes a, depuis lors, mis à la disposition de l'Administration les locaux nécessaires pour pourvoir amplement à tous les besoins.

En résumé, les maisons centrales et les pénitenciers agricoles renfermaient, au 31 décembre 1875, 19,777 détenus des deux sexes le nombre des journées de présence s'y était élevé à 7,292,644, et la population moyenne de l'année ressortait à 19,980.

TABLEAU II. — Répartition de la population suivant la juridiction et la pénalité.

Les 16,121 hommes détenus au 31 décembre 1875 avaient été jugés :

Par les cours d'assises	7,909	ou	49.06 0/0
Par les tribunaux correctionnels	7,270	ou	45.10
Par les tribunaux militaires ou maritimes	942	ou	5.84

En 1874, les proportions étaient : 47.07 0/0, 46.10 0/0 et 6,83 0/0.

La diminution que l'on remarque dans le nombre des individus jugés par les conseils de guerre provient de l'évacuation du quartier de condamnés à la détention de Clairvaux, sur Belle-Isle et Thouars.

Sous le rapport des peines encourues, la population comprenait :

Déportation	1	en 1875,	comme en	1874
Travaux forcés	39	—	contre 60	—
Détention	3	—	au lieu de 157	—
Reclusion	4,182	—	— 4,180	—
Emprisonnement	11,896	—	— 12,113	—

Le condamné à la déportation a été maintenu en France à raison de l'état de sa santé, sur l'avis d'une commission médicale. Des 3 condamnés à la détention conservés à Clairvaux, un devait être mis en liberté peu de temps après la suppression du quartier affecté à cette catégorie ; le transfèrement des deux autres avait été ajourné dans l'intérêt de la discipline. Quant aux condamnés aux travaux forcés, 10 d'entre eux, provenant de la maison de justice de Caen, attendaient dans la maison centrale de Beaulieu leur départ pour le dépôt de Saint-Martin de Ré ; 24 avaient été extraits du bagne de Toulon comme sexagénaires, 5

expiaient une peine prononcée pour crime commis dans un établissement pénitentiaire.

Dégagé de ces éléments étrangers à sa composition légale, l'effectif se trouvait ramené à 16,078 en 1875, 16,293 en 1874, et la proportion des reclusionnaires y était respectivement de 26.01 et 25.65 0/0, celle des correctionnels de 73.99 et 74.35 0/0.

Les deux catégories de détenus étaient ainsi réparties:

	Reclusion.	Emprisonnement.
MAISONS DE FORCE	—	—
Aniane	534	106
Melun	1,050	2
MAISONS CENTRALES DE CORRECTION		
Clairvaux	4	2,036
Embrun	»	451
Gaillon	12	994
Nîmes	106	1,133
Poissy	3	1,125
MAISONS CENTRALES DE FORCE ET DE CORRECTION		
Albertville	70	401
Beaulieu	471	293
Eysses	248	923
Fontevrault	393	1,340
Loos	139	1,186
Riom	407	315
PÉNITENCIERS AGRICOLES		
Casabianda	211	699
Castelluccio	147	337
Chiavari	387	555

On voit qu'il restait encore des condamnés à l'emprisonnement dans les maisons de force et des condamnés à la reclusion dans les maisons de correction : la plupart d'entre eux n'avaient que quelques mois à subir, et on avait cru devoir épargner les frais de leur transfèrement ; les autres étaient des contre-maîtres ou des ouvriers habiles, dont le déplacement a été ajourné dans l'intérêt du travail industriel.

Relativement à la durée de la peine, les reclusionnaires se classaient comme il suit :

De 5 à 7 ans	2,831	soit	67.69 0/0
De plus de 7 à 10 ans	1,124	—	26.88 —
— 10 à 15	142	—	3.40 —
— 15 à 20	44	—	1.05 —
— 20 ans	1	—	0.02 —
A perpétuité	40	—	0.96 —

En 1874, la proportion des condamnés de 5 à 7 ans était seulement de 66.94, mais celle des condamnés de plus de 7 à 10 ans s'élevait à 29.12 0/0.

Les correctionnels avaient encouru les peines ci-après :

1 an et un jour	1,136	soit	9.55 0/0
De plus de 1 an et 1 jour à 2 ans	3,793	—	31.88 —
— de 2 à 3 ans	2,937	—	24.69 —
— de 3 à 4 ans	1,285	—	10.80 —
— de 4 à 5 ans	2,258	—	18.98 —
— de 5 à 7 ans	275	—	2.31 —
— de 7 à 10 ans	166	—	1.40 —
— de 10 à 15 ans	40	—	0.34 —
— de 15 à 20 ans	6	—	0.05 —

Par rapport à l'année 1874, le nombre proportionnel des condamnés à deux ans et au-dessous a diminué de 9.49.

Parmi les 3,656 femmes détenues au 31 décembre dans les maisons centrales, 2,123, soit 58.07 0/0, avaient été jugées par les cours d'assises ; 1,497, soit 40.95 0/0, par les tribunaux correctionnels ; 36, soit 0.98 0/0, par les tribunaux militaires et maritimes.

Les proportions étaient : 57.70, 41.09 et 1,21 0/0 en 1874. La réduction constatée dans le nombre des femmes jugées par les conseils de guerre résulte de la mise en liberté de plusieurs de celles, condamnées aux travaux forcés, à la reclusion ou à l'emprisonnement pour des crimes ou délits se rattachant à l'insurrection, qui étaient renfermées à la maison centrale d'Auberive.

Les peines subies consistaient : pour 1,208, soit 33.04 0/0, en travaux forcés ; pour 352, soit 9.63 0/0, en reclusion ; pour 2,096, soit 57.33 0/0, en emprisonnement.

Il y avait, en 1874, 1,183 femmes ou 32.52 0/0 condamnées aux travaux forcés, 343 ou 9.42 0/0 à la reclusion, 2,111 ou 58.03 /0 à l'emprisonnement, et en outre 1 ou 0.03 0/0 à la détention.

Des 1,560 femmes condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion,

653	ou	41.86 0/0	avaient à subir une peine de	....	5 à 7 ans
348	—	22.31 0/0	—	plus de	7 à 10
195	—	12.50 0/0	—	plus de	10 à 15
196	—	12.56 0/0	—	plus de	15 à 20
7	—	0.45 0/0	—	plus de	20
161	—	10.32 0/0	— une peine perpétuelle		

Les proportions étaient à peu près les mêmes en 1874.

Les 2,096 correctionnelles avaient été condamnées :

293	soit	13.98 0/0	à .... 1 an et un jour
792	—	37.79 0/0	.... de plus d'un an et un jour à deux ans
389	—	18.56 0/0	.... de plus de 2 à 3 ans
211	—	10.06 0/0	.... de plus de 3 à 4 ans
296	—	14.12 0/0	.... de plus de 4 à 5 ans
96	—	4.58 0/0	.... de plus de 5 à 7 ans
14	—	0.67 0/0	.... de plus de 7 à 10 ans
5	—	0.24 0/0	.... de plus de 10 à 15 ans

En 1874, le nombre de celles dont la peine ne dépassait pas 2 ans était de 56.80 0/0.

TABLEAU III. — Nature des crimes ou délits ayant motivé la condamnation.

Dans les établissements affectés aux hommes, les crimes ou délits auxquels se rapportent les nombres les plus élevés sont, pour l'ensemble de la population, au 31 décembre 1875 :

Le vol simple..................................	4,263	soit	26.44	0/0
Le vol qualifié.................................	3,598		22 32	—
Les attentats aux mœurs........................	1,752		10.87	—
La rupture de ban..............................	950		5.89	—
L'escroquerie..................................	892		5.53	—
Les coups et blessures.........................	828		5.14	—
L'abus de confiance............................	619		3.84	—
Le vagabondage.................................	340		2.11	—
Le faux en écriture privée.....................	321		1.99	—
Le meurtre.....................................	257		1.59	—
Les outrages envers des fonctionnaires, la rébellion, le refus d'obéissance militaire..................	209		1.30	—
Le viol..	208		1.29	—
L'incendie.....................................	178		1.10	—
La mendicité...................................	165		1.02	—
La complicité d'attentat aux mœurs.............	162		1. »	—

Aucune des autres espèces d'infractions n'atteint 1 0/0, et il en est qui ne sont représentées dans le total de l'effectif que par quelques unités, comme l'abandon ou l'exposition d'enfant, 1 ; le bris de scellés, 1 ; l'intelligence avec l'ennemi, 1 ; le parricide, 3 ; la destruction de titres, 3 ; la complicité d'infanticide, 3 ; la contrefaçon de sceaux ou poinçons, 3 ; la complicité d'enlèvement de mineurs, 4 ; l'évasion, 5 ; l'exercice illégal de la médecine, 5, etc.

Il existe des différences assez sensibles entre les nombres qui précèdent et ceux que relevait la statistique de 1874. C'est ainsi, par exemple, que les vols qualifiés (3,598 en 1875 contre 3,530 en 1874), les attentats aux mœurs (1,752 au lieu de 1,576), les infractions au ban de surveillance (950 au lieu de 887), etc., ont augmenté, tandis que les vols simples (4,263 au lieu de 4,489), l'escroquerie (892 au lieu de 912), l'abus de confiance (619 au lieu de 719), etc., ont diminué. On remarque, d'ailleurs, que, par suite de l'évacuation du quartier de détentionnaires de Clairvaux, les maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun ne renfermaient plus, à la fin de 1875, qu'un petit nombre d'individus jugés à raison de faits insurrectionnels, lesquels, comme on l'a dit plus haut, s'y trouvaient encore internés par mesure de discipline ou de sûreté.

Si l'on considère séparément les reclusionnaires et les correctionnels, et qu'on les classe suivant les distinctions qui ont été établies dans les précédentes statistiques afin d'apprécier l'état moral que paraît révéler la nature des crimes ou délits, et les probabilités plus ou moins grande de récidives, on constate les résultats ci-après :

RECLUSION

1re Catégorie	Vol qualifié	1,927 ou	46.08 0/0	2,311 ou 55.26 0/0
	Incendie	130	3.11 —	
	Fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque	108	2.58 —	
	Assassinat	61	1.46 —	
	Association de malfaiteurs, empoisonnement, faux témoignage, parricide, pillage, recel, séquestration de personnes	85 ou	2.03 —	
2e Catégorie	Fau en écriture privée	107	2.55 0/0	
	Abus de confiance	95	2.27 —	
	Faux en écriture publique	87	2.08 —	
	Vente ou achats d'effets militaires	72	1.72 —	
	A reporter	361	8.62	2,311 ou 55.26 0/0

	Report	361 ou	8.62 0/0	2.311 ou 55.26 0/0
2° Catégorie	Complicité d'attentats aux mœurs	68	1.63	547 ou 13.08 0/0
	Complicité d'avortement, banqueroute frauduleuse, détournement de deniers publics, complicité d'infanticide, menaces de mort, complicité d'enlèvement de mineurs, extorsion de signature, complicité d'avortement, complicité de viol	118 ou	2.83 —	
3° Catégorie	Évasion			1 ou 0.02 0/0
Catégorie	Attentats aux mœurs	724	17.31 0/0	1,256 ou 30.04 0/0
	Meurtre	192	4.59 —	
	Viol	158	3.78 —	
	Coups et blessures	157	3.75 —	
	Bigamie, enlèvement de mineurs, outrages à des fonctionnaires, rébellion, refus d'obéissance militaire	25	0.61 —	
5° Catégorie	Arrestations illégales, désertion, intelligence avec l'ennemi, usurpation de fonctions			67 ou 1.60 0/0

EMPRISONNEMENT

1re Catégorie	Vol qualifié	1,660 ou	13.95 0/0	1,941 ou 16.32 0/0
	Recel	128	1.08 —	
	Assassinat, association de malfaiteurs, empoisonnement, excitation à la débauche, fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque, faux témoignage, incendie, parricide, pillage, séquestration de personnes	153	1.29 —	
2° Catégorie	Vol simple	4,263 ou	35.84 0/0	6,344 ou 53.33 0/0
	Escroquerie	892	7.50 —	
	Abus de confiance	524	4.40 —	
	Faux en écriture privée	214	1.80 —	
	Complicité d'abandon ou exposition d'enfant, complicité d'attentats aux mœurs, complicité d'avortement, banqueroute simple, banqueroute frauduleuse, destruction de titres, détournement de deniers publics, extorsion de signatures, faux en écriture publique, complicité d'infanticide, port illégal de la légion d'honneur, complicité de suppression d'enfant, vente et achat d'effets militaires, complicité de viol	451	3.79 —	
3° Catégorie	Rupture de ban	950 ou	7.99 0/0	1,496 ou 12.57 0/0
	Vagabondage	340	2.86 —	
	Mendicité	165	1.39 —	
	Évasion, faux dans les passe-ports, certificats ou feuilles de route	41	0.33 —	
4° Catégorie	Attentats aux mœurs	1,024 ou	8.61 0/0	
	Outrages à des fonctionnaires, rébellion, refus d'obéissance militaire	189	1.59 —	
	A reporter	1.213	10.20	1,213 ou 10.20 0/0

	Report.................	1,213 ou 10.20 0/0	2,006 ou 16.88 0/0
4e Catégorie	Coups et blessures	671 ou 5.64 0/0	
	Adultère, bigamie, enlèvement de mineurs, meurtre, viol	122 1.04 0/0	
5e Catégorie	Arrestation illégale, bris de scellés, contravention aux lois fiscales, contrefaçon de sceaux ou poinçons de l'État, délits de chasse, désertion, dévastation de plants et récoltes, entraves à la liberté du travail, port d'armes et d'uniforme dans un mouvement insurrectionnel, exercice illégal de la médecine, homicide par imprudence, ivresse publique, usurpation de fonctions..		109 ou 0.90 0/0

On voit que le total des deux premiers groupes, qui comprennent les classes les plus dangereuses de détenus, est moins élevé pour les condamnés à la reclusion (68.34 0/0) que pour les condamnés à l'emprisonnement (69.65); le troisième, composé d'individus que de mauvais antécédents, des habitudes de paresse ou de vagabondage exposent à de fréquentes rechutes, ne compte qu'un seul reclusionnaire sur 4,182, tandis qu'il représente 12.57 0/0 des correctionnels; mais dans le quatrième, où sont rangés les actes commis sous l'influence des passions ou de mouvements violents et instantanés, on ne trouve que 16.74 0/0 de condamnés à l'emprisonnement, contre 30.04 de condamnés à la reclusion.

La population des établissements affectés aux femmes offre une situation analogue. Sur l'ensemble, les crimes ou délits auxquels correspondent les nombres les plus forts sont:

Le vol simple....................................	752	ou	20.57	0/0
L'infanticide....................................	626		17.12	—
Le vol qualifié....................................	568		15.54	—
Les attentats aux mœurs....................................	144		3.94	—
L'incendie....................................	134		3.66	—
L'excitation à la débauche....................................	126		3.45	—
L'assassinat	125		3.42	—
L'escroquerie....................................	118		3.23	—
Le recel....................................	107		2.93	—
L'empoisonnement	101		2.76	—
La suppression d'enfants....................................	95		2.60	—
L'abus de confiance....................................	92		2.52	—
Les coups et blessures....................................	88		2.41	—
La rupture de ban....................................	77		2.11	—
L'avortement	67		1.83	—
Le vagabondage....................................	53		1.45	—
La complicité d'infanticide....................................	47		1.28	—
La complicité d'avortement....................................	46		1.26	—
Le meurtre....................................	39		1.01	—

Par rapport à l'année 1874, on constate que le vol qualifié (568 en 1875, contre 526 en 1874), les attentats aux mœurs (144 contre 121), l'incendie (134 contre 132), l'excitation à la débauche (126 contre 123), l'assassinat (125 contre 109), l'abus de confiance (92 contre 52), les coups et blessures (88 contre 84), la rupture de ban (77 contre 74), le vagabondage (53 contre 36), la complicité d'infanticide (47 contre 44), ont augmenté ; le vol simple (752 en 1875, contre 880 en 1874), l'infanticide (626 contre 672), l'escroquerie (118 contre 137), le meurtre (39 contre 62), ont diminué ; il y a égalité dans le chiffre des suppressions d'enfants (95). Il est à remarquer que le total des femmes condamnées pour crimes ou délits contre l'enfant (l'avortement, l'infanticide, la suppression, l'abandon ou l'exposition) à l'exclusion de la complicité des mêmes faits, qui s'élevait, au 31 décembre 1874, à 828, était seulement, à la fin de 1875, de 793.

Le groupement par catégorie, suivant la classification indiquée plus haut, donne les résultats ci-après :

TRAVAUX FORCÉS ET RECLUSION

1re Catégorie	Vol qualifié	257	ou 16.47 0/0	679 ou 43.53 0/0
	Assassinat	125	8.01 —	
	Incendie	125	8.01 —	
	Empoisonnement	97	6.22 —	
	Recel	26	1.67 —	
	Fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque	25	1.60 —	
	Association de malfaiteurs, excitation à la débauche, parricide, pillage, séquestration de personnes.	25	1.55 —	
2e Catégorie	Complicité d'infanticide	34	2.18 0/0	127 ou 8.14 0/0
	Attentats aux mœurs	27	1.72 —	
	Complicité d'avortement	24	1.55 —	
	Détournement de deniers publics, complicité d'enlèvement de mineurs, extorsion de signatures, faux, complicité d'infanticide, de suppression d'enfant, de viol...	42	2.69 —	
3e Catégorie	....			
4e Catégorie	Infanticide	613	ou 39.30 0/0	743 ou 47.63 0/0
	Coups et blessures	41	2.63 —	
	Meurtre	36	2.31 —	
	Avortement	30	1.92 —	
	Suppression d'enfant	17	1.09 —	
	Abandon ou exposition d'enfant, bigamie, castration	6	0.38 —	
5e Catégorie	Arrestation illégale			11 ou 0.70 0/0

EMPRISONNEMENT

Catégorie	Délit	Nombre		Proportion	Total
1re Catégorie	Vol qualifié	311	ou	14.84 0/0	535 ou 25.52 0/
	Excitation à la débauche	121		5.77 —	
	Recel	81		3.87 —	
	Association de malfaiteurs, empoisonnement, fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque, faux témoignage, incendie, pillage.	22		1.04 —	
2e Catégorie	Vol simple	752	ou	35.88 0/0	1,170 ou 55.82 0/0
	Escroquerie	118		5,63 —	
	Attentats aux mœurs	117		5.58 —	
	Abus de confiance	87		4.15 —	
	Complicité d'avortement	22		1.05 —	
	Faux en écriture privée	21		1.00 —	
	Complicité d'abandon d'enfant, complicité d'attentats aux mœurs, banqueroute frauduleuse, banqueroute simple, destruction de titres, destruction de voie ferrée, complicité d'enlèvement de mineurs, extorsion de signatures, complicité d'infanticide, menaces de mort, complicité de suppression d'enfant, complicité de viol	53		2.53 —	
3e Catégorie	Rupture de ban	77	ou	3.67 0/0	156 ou 7.44 0/0
	Vagabondage	53		2.53 —	
	Mendicité	23		1.10 —	
	Faux dans les passe-ports ou certificats, ivresse publique	3		0.14 —	
4e Catégorie	Suppression d'enfants	78	ou	3.72 0/0	206 ou 9.83 0/0
	Coups et blessures	47		2.24 —	
	Avortement	37		1.77 —	
	Abandon ou exposition d'enfants, adultère, bigamie, infanticide, meurtre, rébellion	44		2.10 —	
5e Catégorie	Homicide par imprudence	21	ou	1.00 0/0	26 ou 1.39 0/0
	Arrestation illégale	5		0.39 —	

Ainsi, en ce qui concerne les femmes, les deux premiers groupes représentent 51.67 0/0, seulement pour les condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion, et 81.34 pour les condamnées à l'emprisonnement.

TABLEAU IV. — Départements où les détenus ont été condamnés.

Les départements qui comptent le plus grand nombre de condamnés dans l'effectif au 31 décembre 1875, sont les suivants :

HOMMES

Seine	2,849	soit	17.67 0/0
Seine-Inférieure	693		4.30 —
Nord	662		4.11 —

Bouches-du-Rhône	525	soit	3.26 0/0
Seine-et-Oise	392		2.43 —
Calvados	386		2.39 —
Ille-et-Vilaine	365		2.26 —
Rhône	358		2.22 —
Meurthe-et-Moselle	343		2.13 —
Somme	319		1.98 —
Hérault	312		1.94 —

FEMMES

Seine	512	soit	14.00 0/0
Seine-Inférieure	156		4.27 —
Calvados	139		3.80 —
Ille-et-Vilaine	130		3.56 —
Nord	125		3.42 —
Manche	118		3.23 —
Seine-et-Oise	87		2.38 —
Aisne, Côtes-du-Nord, Somme	73		2.00 —

Les chiffres afférents au département de la Seine étaient de 2,925 hommes et 474 femmes, ou 17.72 et 13,03 0/0, en 1874; le nombre des hommes jugés dans Seine-et-Oise s'élevait à 453 ou 2.74 0/0, soit 61 ou 0.31 0/0 de plus, différence qui s'explique par la suppression du quartier de la maison centrale de Clairvaux affecté à des insurgés condamnés par les conseils de guerre de Versailles, de Rambouillet et du Mont-Valérien. Les proportions concernant les autres départements ne présentent que des écarts sans importance.

Indépendamment des individus condamnés en France, les maisons centrales et les pénitenciers agricoles renfermaient, au 31 décembre 1875, 8 hommes, et 1 femme atteints par des décisions des cours et tribunaux de l'Algérie, 47 hommes jugés dans les autres colonies françaises, 4 par les conseils de guerre de l'armée d'Italie, 2 par ceux de la campagne de France de 1870-1871, 6 en mer, 3 par les tribunaux consulaires des Échelles du Levant; 9 hommes subissaient des peines prononcées par les magistrats de la principauté de Monaco.

TABLEAU V. — Condamnés étrangers.

Le nombre des étrangers détenus au 31 décembre 1875 s'élève à 1,010 ou 6.27 0/0 parmi les hommes, et 128 ou 3.50 0/0 parmi les

femmes, et les pays qui ont fourni les contingents les plus élevés, sont :

POUR LES HOMMES

L'Italie	376
La Belgique	191
L'Allemagne	41
L'Espagne	75
La Suisse	75
L'Angleterre	66

POUR LES FEMMES

La Belgique	46
L'Allemagne	27
L'Italie	17
L'Espagne	17
L'Angleterre	11

En 1874, les proportions étaient 5.74 sur 100 hommes et 4.12 sur 100 femmes. L'augmentation constatée, en ce qui concerne les premiers, s'applique presque entièrement aux Italiens (376 contre 274) ; la diminution afférente au sexe féminin porte notamment sur les Allemandes (27 contre 39), les Espagnoles (17 contre 23) et les Belges (46 contre 51).

TABLEAU VI. — Age des condamnés.

Sous ce rapport, la population se répartissait ainsi :

	HOMMES		FEMMES	
	NOMBRE	PROPORTION pour 100	NOMBRE	PROPORTION pour 100
De 16 à 20 ans	1,568	9.726	270	7.385
21 à 25 —	3,045	18.889	594	16.247
26 à 30 —	3,110	19.292	637	17.424
31 à 40 —	3,837	23.801	944	25.821
41 à 50 —	2,430	15.074	704	19.256
51 à 60 —	1,356	8.411	373	10.202
61 à 70 —	636	3.945	114	3.118
De plus de 70 ans	139	0.862	20	0.547
	16,121	100 »	3,656	100 »

Les proportions étaient, à moins d'une unité près, les mêmes en 1874.

Parmi les hommes condamnés à la reclusion, on trouve beaucoup moins que parmi les condamnés à l'emprisonnement, d'individus de 16 à 20 ans (5.28 contre 11.32 0/0) et plus de 26 à 30 (20.56 contre 18.90), de 61 à 70 (6.12 contre 3.03) et au-dessus de 70 ans (1,39 contre 0.63) ; mais il y a presque égalité entre les deux catégories de

condamnées, en ce qui concerne les détenus âgés de 21 à 25 ans, de 31 à 40, dé 41 à 50 et de 51 à 60 (23.81 et 23.86 0/0, 15.04 et 15.12 0/0, 8.44 et 8.32 0/0, 19.34 et 18.80 0/0).

Parmi les femmes, les différences sont plus sensibles entre les condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion d'une part, et les condamnées à l'emprisonnement, de l'autre. Les premières sont plus nombreuses que les secondes dans les groupes de 21 à 25 ans (17.44 contre 15.36 0/0), de 26 à 30 (17.63 contre 17.27), de 31 à 40 (27.50 contre 24.57), de 61 à 70 (4.10 contre 2.39) et de plus de 70 ans (0.71 contre 0.43); elles le sont moins dans ceux de 16 à 20 ans (6.54 contre 8.02 0/0), de 41 à 50 (17.63 contre 20.47) et de 51 à 60 (8.46 contre 11.50).

Pour les deux sexes, d'ailleurs, et dans les deux catégories, le groupe le plus nombreux est celui des individus âgés de 31 à 40 ans.

TABLEAU VII. — État civil.

Des 16,121 hommes détenus au 31 décembre 1875, 11,181 étaient célibataires ou veufs, dont 9,435 sans enfants, 1,746 ayant des enfants; 4,940 mariés, dont 3,542 ayant des enfants, 1,398 n'en ayant pas. Sur les 3,656 femmes, on comptait 2,342 célibataires ou veuves, dont 1,465 sans enfants, 877 ayant des enfants, et 1,314 mariées, dont 929 ayant des enfants, 385 n'en ayant pas.

Ces chiffres donnent, pour 100 détenus, les proportions suivantes:

		HOMMES		FEMMES	
Célibataires ou veufs.	sans enfants............	58.53	69.36	40.07	64.06
	ayant des enfants.......	10.83		23.99	
Mariés.	ayant des enfants.......	21.97	30.64	25.41	35.94
	sans enfants............	8.67		10.53	

En 1874, les proportions étaient: pour les hommes: célibataires ou veufs, 66.31 (60.73 sans enfants, 5.58 avec enfants), mariés, 33.69 (avec enfants 24.58, sans enfants 9.11: pour les femmes: célibataires ou veuves, 61.77 (sans enfants 38.84, avec enfants 22.93), mariées, 38.23 (avec enfants 25.78, sans enfant 12.45).

Si l'on considère séparément les criminels et les correctionnels, on constate qu'il y a seulement parmi les premiers, chez les hommes, 67.40 0/0 de célibataires ou veufs, et chez les femmes, 62.69, tandis

qu'on en compte, parmi les seconds, 70.08 pour les hommes et 65.08 pour les femmes. Ces indications concordent avec les résultats accusés par le tableau des âges et desquels il ressort que, pour les deux sexes, les condamnés à l'emprisonnement sont en plus forte proportion que les autres, dans les groupes de 26 à 40 ans, c'est-à-dire ceux qui, en général, comprennent le plus grand nombre d'individus mariés.

TABLEAU VIII. — Religions.

	HOMMES.		FEMMES.	
Le nombre des catholiques était de.	15,565 ou	96.55 0/0	3.607 ou	98.66 0/0
Celui des protestants de.......	500	3.10	47	1.29
Celui des israélites de	50	0.31	2	0.05
Celui des mahométans de......	4	0.03	»	»
Celui des individus sans religion reconnue, de................	2	0.01	»	»

Les hommes appartenant aux Eglises réformées étaient détenus:

35 à Eysses,
30 à Loos,
45 à Melun,
187 à Nîmes,
197 à Poissy,
2 à Gaillon,
2 à Aniane,
1 à Beaulieu,
1 à Fontevrault;

les femmes des mêmes communions,

13 à Clermont,
34 à Montpellier.

Les 50 hommes israélites étaient placés à Nîmes, les 2 femmes, à Montpellier.

Des pasteurs sont attachés aux maisons centrales d'Eysses, Loos, Melun, Nîmes, Poissy, Clermont et Montpellier; des rabbins à cette dernière et à celle de Nîmes.

Les protestants qui se trouvaient dans les autres maisons, y avaient été transférés avant que leur situation fût connue et n'avaient pas demandé a être réunis à leurs coréligionnaires.

TABLEAU IX. — Professions antérieures.

On comptait au 31 décembre 1875 :

HOMMES.

Professions agricoles, journaliers, domestiques........ 5,822 soit 36.114 0/0

Industries du bâtiment et du mobilier................	3,145 soit	19.509 0/0
Ouvriers d'ateliers et de fabriques....................	2,232	13.845
Employés des services publics et des particuliers......	846	5.248
Professions nomades................................	757	4.636
Militaires et marins................................	689	4.274
Commerçants, fabricants.............................	616	3.821
Professions alimentaires............................	570	3.536
Vagabonds, mendiants...............................	479	2.971
A la charge de leurs familles.........................	478	2.965
Professions libérales.................................	380	2.357
Propriétaires, rentiers...............................	107	0.664

FEMMES.

Professions agricoles, journalières, domestiques.......	1,980 soit	54.158 0/0
Ouvrières d'ateliers ou de fabriques...................	814	22.265
A la charge de leurs familles.........................	275	7.522
Vagabondes, mendiantes, filles publiques............	149	4.075
Professions nomades................................	143	3.911
Commerçantes, fabricantes..........................	143	3.911
Professions libérales................................	46	1.258
Professions alimentaires............................	39	1.067
Propriétaires, rentières..............................	37	1.012
Employées des services publics et des particuliers....	19	0.520
Industries du bâtiment et du mobilier................	11	0.301

La répartition de la population, sous ce rapport, varie peu d'une année à l'autre. On remarquera, toutefois, en se reportant à la statistique de 1874, qu'il existait, à la fin de ladite année, dans les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, 838 militaires et marins, ou 5.075 0/0, tandis que les mêmes établissements n'en renfermaient plus que 689, ou 4.274 0/0 au 31 décembre 1875: cette diminution résulte de l'évacuation du quartier de détentionnaires de Clairvaux. Le nombre des vagabonds et mendiants a augmenté en 1875 (479 ou 2.971 0/0 au lieu de 348 ou 2.108 0/0 pour les hommes, 149 ou 4.075 au lieu de 126 ou 3.463 0/0 pour les femmes.)

Les chiffres ci-après permettent d'établir la comparaison, au point de vue professionnel, de l'effectif des hommes condamnés à la reclusion, des femmes condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion, d'une part, et des individus de l'un et de l'autre sexe condamnés à l'emprisonnement, de l'autre.

TABLEAU.

HOMMES.

RECLUSION.	NOMBRE.	PROPORTION POUR 100.	EMPRISONNEMENT.	NOMBRE.	PROPORTION POUR 100.
	—	—		—	—
Professions agricoles, journaliers, domestiques	1,465	35.031	Profession agricoles, journaliers domestiques	4,337	36.458
Industries du bâtiment et du mobilier	790	18.891	Industries du bâtiment et du mobilier	2,349	19.746
Militaires et marins	537	12.841	Ouvriers d'ateliers ou de fabriques	1,722	14.475
Ouvriers d'ateliers ou de fabriques	507	12,123	Professions nomades	642	5.397
Employés des services publics et des particuliers	215	5.141	Employés des services publics et des particuliers	630	5.296
Commerçants, fabricants	188	4.496	Vagabonds et mendiants	465	3.909
Professions alimentaires	138	3.300	Professions alimentaires	430	3.615
Professions libérales	131	3.132	Commerçants, fabricants	425	3.572
Professions nomades	112	2.678	A la charge de leurs familles, sans métier ni profession	423	3.556
A la charge de leurs familles, sans métier ni profession	55	1.315	Professions libérales	246	2.068
Propriétaires, rentiers	30	0.717	Militaires et marins	151	1.269
Vagabonds et mendiants	14	0,335	Propriétaires, rentiers	76	0.639
Total	4,182	100 »	Total	11,896	100 »

FEMMES.

TRAVAUX FORCÉS et RECLUSION.	NOMBRE.	PROPORTION POUR 100.	EMPRISONNEMENT.	NOMBRE.	PROPORTION POUR 100.
	—	—		—	—
Professions agricoles, journalières, domestiques	997	63.910	Professions agricoles, journalières, domestiques	983	46.899
Ouvrières d'ateliers ou de fabriques	245	15.705	Ouvrières d'ateliers ou de fabriques	569	27.147
A la charge de leurs familles, sans métier ni profession	96	6.154	A la charge de leurs familles, sans métier ni profession	179	8 541
Commerçantes, fabricantes	68	4.359	Vagabondes, mendiants, filles publiques	179	5.677
Professions nomades	45	2.885	Professions nomades	98	4.675
Vagabondes, mendiantes, filles publiques	30	1.923	Commerçantes, fabricantes	75	3.578
Professions libérales	29	1.859	Professions alimentaires	23	1.097
Propriétaires, rentières	26	1.667	Professions libérales	17	0.811
Professions alimentaires	16	1.026	Employées des services publics et des particuliers	15	0.716
Employées des services publics et des particuliers	4	0.256	Propriétaires, rentières	11	0.525
Industries du bâtiment et du mobilier	4	0.256	Industries du bâtiment et du mobilier	7	0.334
Total	1,560	100 »	Total	2,096	100 »

On voit que, pour les hommes, dans les deux catégories, les contingents les plus élevés sont fournis par les individus exerçant les professions agricoles, les journaliers ou domestiques et par les ouvriers appliqués aux industries du bâtiment et du mobilier, et en proportions à peu près égales, mais avec un léger excédant (2.282 0/0) parmi les condamnés à l'emprisonnement. On trouve aussi, chez ces derniers, plus d'ouvriers d'ateliers ou de fabriques, d'hommes adonnés aux professions nomades, de vagabonds ou de mendiants, mais moins de militaires ou de marins (1), de commerçants ou fabricants, d'individus appartenant aux professions libérales, de propriétaires ou de rentiers.

Pour les femmes, c'est dans le groupe des professions agricoles, des journalières et domestiques, et dans celui des ouvrières d'ateliers ou de fabriques, que se rencontre, pour les deux catégories, la majorité de l'effectif; mais, la proportion afférente au premier est beaucoup moins orte parmi les condamnées à l'emprisonnement que parmi les condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion; des différences dans le même sens existent aussi, en ce qui concerne les commerçantes, les femmes appartenant aux professions libérales, les propriétaires ou rentières; tous les autres groupes professionnels présentent des différences en sens inverse.

TABLEAU X. — Antécédents judiciaires des condamnés.

La population des maisons centrales et des pénitenciers agricoles comprend toujours une forte proportion de récidivistes; c'est ce qui ressort des chiffres ci-après:

(1) Tous les militaires et marins condamnés à la reclusion, peine afflictive et infamante, subissent leur peine dans les maisons centrales, tandis que les condamnés à l'emprisonnement n'y sont transférés qu'autant qu'il s'agit de faits entraînant la dégradation militaire.

		HOMMES.		FEMMES.	
		Nombre.	Proportion pour 100.	Nombre.	Proportion pour 100.
Ayant subi antérieurement des condamnations entraînant les peines de la récidive (art. 56 à 58. C. P.).	une	2,924	18.138	395	10.804
	deux	1,328	8.238	193	5.279
	trois	815	5.055	103	2.817
	quatre............	470	2.915	51	1.395
	plus de quatre....	468	2.903	80	2.188
Ayant subi seulement des condamnations à un an et au-dessous.	une	2,382	14.776	470	12.856
	deux	1,552	9.627	208	5.689
	trois et plus.......	2,620	16.252	372	10.175
Ayant été seulement renfermés comme jeunes détenus dans les établissements d'éducation correctionnelle..		536	3.325	43	1.176
		13,075	81.229	19,15	52.379
Exempts d'antécédents judiciaires....................		3,026	18.771	1,741	47.621
		16,121	100 »	3,656	100 »

En 1874, la proportion des repris de justice était de 81.461 0/0 pour les hommes, et de 52.694 pour les femmes. Il y a donc eu pendant l'année 1875, dans le nombre des individus non exempts d'antécédents judiciaires, une diminution portant, en ce qui concerne les hommes, sur ceux qui avaient été condamnés antérieurement à des peines de plus d'un an d'emprisonnement, deux fois (8.238 0/0 en 1875 contre 9.152 en 1874), trois fois (5.055 contre 7.698), quatre fois (2.915 contre 3.464), plus de quatre fois (2.903 contre 3.404), alors que le chiffre de toutes les autres catégories de récidivistes est en augmentation. Pour les femmes, la réduction s'applique à celles qui avaient été condamnées à plus d'un an, trois fois (2.807 0/0 contre 3.244), quatre fois (1.395 contre 1.814) et plus de quatre fois (2.188 contre 2.584) ; ou à un an et au-dessous, trois fois et plus (10.175 contre 10.500).

De même que les années précédentes, c'est parmi les condamnés à l'emprisonnement que l'on trouve le plus de repris de justice. Le nombre s'en élève, dans cette catégorie, pour les hommes, à 10,207 soit 86.559 0/0, dont 4,990 ou 41.947 0/0 ayant subi antérieurement des peines de plus d'un an, 4,918 ou 41.342 0/0, des peines d'un an

et au-dessous, 389 ou 3.270 0/0 ayant été renfermés dans des établissement de jeunes détenus, tandis qu'il est seulement, parmi les reclusionnaires du sexe masculin, de 2,765, soit 67.117 0/0, dont 1,001 ou 23.936 0/0 ayant subi des peines de plus d'un an, 1,617 ou 38.660 0/0 des peines d'un an et au-dessous, 147 ou 3.515 0/0 ayant été détenus dans des établissements d'éducation correctionnelle. Les différences sont plus sensibles encore si l'on tient compte seulement des individus ayant au moins trois condamnations ; on constate, en effet, à l'égard de ceux-ci, les proportions suivantes :

		RECLUSION.		EMPRISONNEMENT	
Condamnés antérieurement à plus d'un an 3 fois......	p. 0/0	2.343	4.424	5.985	13.091
— — 4 fois......		1.148		3.514	
— — plus de 4 fois		0.933		3 598	
— — à un an et au-dessous 3 f. et plus.....			11.765		17.855
Ensemble..			16.189		30.952

Pour les femmes, le nombre des condamnées à l'emprisonnement non exemptes d'antécédents judiciaires est de 1,475 soit 70.372 0/0, dont 641 ou 30.582 0/0 ayant subi des peines de plus d'un an, 804 ou 38.359 0/0, des peines d'un an et au dessous, 30 ou 1.431 0/0 ayant été détenues dans des établissements d'éducation correctionnelle ; et celui des condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion ne ressort qu'à 182, soit 11.667 0/0 dont 67 ou 4.295 0/0 ayant subi des peines de plus d'un an, 110 ou 7.051 d'un an et au-dessous, 5 ou 0.321 ayant été renfermées dans des établissements de jeunes détenues. Celles qui comptaient au moins trois condamnations antérieures étaient dans les proportions de :

		TRAVAUX FORCÉS et reclusion.		EMPRISONNEMENT.	
à plus d'un an 3 fois..................	p. 0/0	0.641	1.154	3.388	8.732
4 fois..................		0.385		1.956	
plus de 4 fois..........		0.128		3.388	
à un an et au-dessous 3 fois et plus....			1.410		15.458
Ensemble.....			2.564		24.190

Le même tableau indique le nombre des condamnés contre lesquels avait été prononcée la peine accessoire de la surveillance. Il est de 7,350 ou 45.59 pour les hommes, 1,803 ou 49.32 pour les femmes, savoir :

			HOMMES.			FEMMES.		
Travaux forcés	39 soit		100 » 0/0		1,086 soit	89.90 0/0		
Détention	3		100 »		»	»		
Reclusion	3,430		82.02		304	86.36		
Emprisonᵗ par suite de jugements antérieurs	1,754	3,878	14.74	32.60	176	8.40	19.71	
Emprisonᵗ par suite du dernier jugement	2,124		17.86		237	11.31		
	7,350		45.59		1,803	49.32		

Ces chiffres, rapprochés de ceux qui ressortent des statistiques de 1873 et 1874, permettent de se rendre compte de l'usage qui a été fait, à l'égard des condamnés détenus dans les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, des dispositions de la loi du 25 mars 1874 sur la surveillance de la haute police.

En 1873, les proportions s'élevaient à :

	HOMMES.		FEMMES.	
Travaux forcés	100 » 0/0		100 » 0/0	
Détention	100 »		100 »	
Reclusion	100 »		100 »	
Emprisonᵗ par suite de jugements antérieurs	14.48	32.05	6.31	17.31
Emprisonᵗ par suite du dernier jugement	17.57		11 »	
Proportion générale	50.67 0/0		52.12 0/0	

En 1874, elles étaient de :

	HOMMES.		FEMMES.	
Travaux forcés	98.33 0/0		95.61 0/0	
Détention	100 »		100 »	
Reclusion	90 »		94.17	
Emprisonᵗ par suite de jugements antérieurs	12.87	30.63	7.39	19.03
Emprisonᵗ par suite du dernier jugement	17.76		11.61	
Proportion générale	48.03 0/0		51.04 0/0	

Ainsi, tandis que les juges ont usé, dans une assez large mesure, de la faculté que leur laisse la nouvelle loi de ne pas infliger la surveil-

lance aux individus condamnés aux peines afflictives et infamantes dont elle formait auparavant l'accessoire obligé, ils se sont montrés, sous ce rapport, plus sévères que par le passé contre les condamnés à l'emprisonnement.

TABLEAU XI. — Part des détenus dans le produit de leur travail.

On sait qu'il est accordé aux condamnés, sur le produit de leur travail, 3, 4 ou 5 dixièmes selon qu'ils ont à subir les travaux forcés, la reclusion ou l'emprisonnement, et que cette quotité est diminuée de 1 dixième pour chaque condamnation antérieure à plus d'un an, sans pouvoir descendre au-dessous de 1 dixième. Des réductions ou des augmentations peuvent être autorisées par le ministre, à titre de punition ou de récompense. Il y avait, au 31 décembre 1875 :

		HOMMES.		FEMMES.	
		Nombre.	Proportion p. 0/0.	Nombre.	Proportion p. 0/0.
Détenus recevant.	1 dixième.....	677	4.199	102	2.790
	2 —	916	5.682	160	4.376
	3 —	1,648	10.223	1,163	31.811
	4 —	5,335	33.093	761	20.815
	5 —	7,526	46.685	1,467	40.126
	6 —	19	0 118	3	0.082
		16,121	100. »	3,656	100. »

La quotité moyenne de la portion du produit du travail attribuée au pécule des détenus ressort ainsi à 4 dixièmes 13 pour les hommes, 3 dixièmes 91 pour les femmes; elle était, au 31 décembre 1874, de 4 dixièmes 15 et 3 dixièmes 95. La légère diminution constatée en 1875 est la conséquence de celle qui est signalé plus haut (*Tableau II*), dans la proportion des condamnés à l'emprisonnement.

TABLEAU XII. — Etat de l'instruction.

La première partie de ce tableau fait connaître l'état de l'instruction des détenus au moment de leur entrée. J'en extrais les chiffres suivants :

	HOMMES.		FEMMES.	
	Nombre.	Proportion p. 100.	Nombre.	Proportion p. 100.
Illettrés	5,105	31.667	1,673	45.760
Sachant lire	2,250	13.957	627	17.150
— lire et écrire	4,970	30.830	880	24.070
— lire, écrire et calculer	2,611	16.196	400	10.941
Possédant l'instruction primaire	898	5.570	55	1.504
— une instruction supérieure à l'instruction primaire	287	1.780	21	0.575
	16,121	100. »	3,656	100. »

Pour les hommes, la proportion des illettrés et des individus sachant lire et écrire est plus faible qu'en 1874, où elle s'élevait à 32.790 et 32.833 0/0; celle des individus sachant lire, écrire et calculer, possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure est plus forte qu'à la fin de ladite année, où elle n'atteignait que 13.040 0/0, 4.530 0/0, 5.087 0/0 et 1.720 0/0.

Pour les femmes, il y a également diminution en ce qui concerne les illettrées (45.904 0/0 en 1874), les détenues sachant lire et écrire (25.344 0/0), et augmentation, relativement à celles qui savaient lire (16.685 0/0), lire, écrire et calculer (10.253 0/0), possédaient l'instruction primaire (1.484 0/0) ou une instruction supérieure (0,330 0/0).

On remarque, d'ailleurs, certaines différences dans la composition, à ce point de vue, des deux catégories de détenus de l'un ou de l'autre sexe, qui comprennent, sur 100 individus :

	HOMMES.		FEMMES	
	Reclusion.	Emprisonnement.	Reclusion et travaux forcés.	Emprisonnement.
Illettrés	31.731	31.641	49.487	42.987
Sachant lire	12.339	14.517	16.731	17.462
— lire et écrire	31.325	30.641	21.538	25.954
— lire, écrire et calculer	16.619	16.081	9.167	12 261
Possédant l'instruction primaire	5.667	5.540	2.372	0.859
— une instruction supérieure	2.319	1.580	0.705	0.477
	100. »	100. »	100. »	100. »

S'il existe, parmi les hommes condamnés à l'emprisonnement, un peu moins d'illettrés et plus de détenus sachant lire, ceux dont l'instruction dépasse ce degré y sont en proportion moindre que parmi les condamnés à la reclusion ; sur 100 femmes condamnées à l'emprisonnement, on en compte à la fois moins d'illettrées et moins possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure, que sur un nombre égal de condamnées du même sexe aux travaux forcés ou à la reclusion. Ces renseignements concordent avec les indications qui ressortent du tableau relatif à la situation professionnelle.

La deuxième partie du tableau XII constate que la situation des condamnés se trouvait ainsi modifiée au 31 décembre 1875 :

	HOMMES.		Différence sur 100 détenus.	
	NOMBRE.	PROPORTION P. 0/0.	en plus	en moins
HOMMES				
Illettrés	3,364	20.867	»	10,800
Sachant lire	2,368	14.689	0,732	»
— lire et écrire	5,538	34.353	3,523	»
— lire, écrire et calculer	3,343	20.737	4,541	»
Possédant l'instructions primaire	1,209	7.499	1,929	»
— une instruction supérieure	299	1.855	0,075	»
	16,121	100 » »	10,800	10,800
FEMMES				
Illettrées	1,263	34.546	»	11,214
Sachant lire	790	21.608	4.458	»
— lire et écrire	1,005	27.489	3.419	»
— lire, écrire et calculer	445	12.172	1.231	»
Possédant l'instruction primaire	132	3.610	2.106	»
— une instruction supérieure	21	0.575	»	»
	3,656	100 » »	11.214	11.214

Il a donc été obtenu une amélioration à tous les degrés, et, quant aux illettrés en particulier, le nombre total s'en trouve diminué de de 1,741 ou 34.10 sur 100 pour les hommes, et 410 ou 24.51 sur 100 pour les femmes : la réduction n'était que de 24.44 et 22.16 sur 100 en 1874.

TABLEAU XIII. — Mouvement des Ecoles. — Résultats de l'enseiseignement pendant l'année. — Bibliothèques.

Le nombre des détenus présents dans les écoles des maisons centrales et des pénitenciers agricoles, au 31 décembre 1874, était

de..	2,882 hommes	568 femmes
Il y a été admis pendant l'année....................	3,460	346
Ensemble.......	6,342	914
Il en est sorti....................................	3,158	265
Le nombre des élèves s'élevait, au 31 décembre 1875, à	3,184	649

Par rapport à l'effectif, la proportion, qui était de 17.46 0/0 pour les hommes, 15.61 0/0 pour les femmes à la fin de l'année précédente, avait été portée ainsi à 19.75 0/0 et 17.75 0/0 au 31 décembre 1875.

Les 6,342 hommes et 914 femmes ayant fréquenté l'école en 1875, se répartissaient de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.
Illettrés....................................	1,826	187
Sachant lire..................................	1,398	300
— lire et écrire............................	1,553	262
— lire écrire et calculer ou recevant le complément de l'instruction primaire...............	1,565	165

Des 1,826 hommes et 187 femmes illettrés :

748 hommes, soit	40.96 0/0	et 101 femmes, soit	54.01 0/0	ont appris à lire
573	31.38	25	13.37	lire et écrire
124	6.79	9	4.81	lire, écrire et calculer.
381	20.87	52	27.81	étaient encore illettrés.

Des 1,398 hommes et 300 femmes sachant lire :

740 hommes, soit	52.93 0/0	et 113 femmes, soit	37.67 0/0	ont appris à écrire.
406	29.04	22	7.33	à écrire et à calculer.
252	18.03	165	55 »	n'avaient pas fait de progrès.

Des 1,553 hommes et 262 femmes sachant lire et écrire :

768 hommes, soit	49.47 0/0 et	109 femmes, soit	41.60 0/0	ont appris à calculer.
288	18.55	25	9.54	ont reçu le complément de l'instruction primaire.
497	32. »	128	48.86	n'avaient pas fait de progrès.

Des 1,565 hommes et 165 femmes sachant lire, écrire et calculer :

930 hommes, soit	59.42 0/0 et	131 femmes, soit	79.39	ont reçu le complément de l'instruction primaire.
635	40.58	34	20.61	n'avaient pas fait de progrès.

En résumé, le nombre des détenus ayant profité de l'enseignement qui leur a été donné pendant l'année 1875, est :

	Hommes.		Femmes.	
pour les illettrés, de..............	1,445 ou	79.13 0/0	135 ou	72.19 0/0
pour les individus sachant lire.....	1,146	81.97	135	45
— lire et.. écrire.........................	1,056	68	134	51.14
— lire, écrire et calculer.....................	930	59.42	131	79.30
Et pour l'ensemble.........	4,577	72.17 0/0	535	58.53 0/0

Pendant l'année 1874, la proportion générale était seulement, dans les établissements affectés aux hommes, de 71.10 0/0, soit 1.07 en plus en 1875, et il est à remarquer que les progrès réalisés portent sur les détenus les plus ignorants à leur rentrée, les illettrés et les individus sachant lire (72,35 et 79,89 0/0 en 1874 ou 6.78 et 2.08 de plus en 1875), tandis que ceux qui savaient déjà lire et écrire, ou lire, écrire et calculer, n'ont pas aussi bien mis à profit les leçons de l'instituteur (69.25 et 64.45 0/0 en 1874, ou 1.25 et 5.03 de moins en 1875), Dans les établissements affectés aux femmes, au contraire, les trois premiers groupes présentent des résultats moins satisfaisants (illettrées 80.84, sachant lire 54.30, sachant lire et écrire 51.25 0/0 en 1874. ou 8.65, 9.30 et 0.11 en moins en 1875) ; le dernier seul est en progrès (57.25 0/0 en 1874 ou 22.05 en plus en 1875), et la proportion générale (60.61) a diminué de 2.08.

Eu égard au nombre proportionnel d'illettrés ou d'individus sachant

lire qui ont profité de l'enseignement, les divers établissements se classent ainsi qu'il suit :

HOMMES		FEMMES.	
Loos	99.01 0/0	Clermont	71.33 0/0
Fontevrault	96.79	Doullens	69.35
Poissy	96.69	Cadillac et Rennes	60
Riom	93.55	Auberive	51
Eysses	88.64	Montpellier	26.67
Gaillon	86.88	Moyenne générale	55.65 0/0
Albertville	85.14		
Aniane	79.85		
Castelluccio	75.39		
Casabianda	72.24		
Chiavari	70.67		
Beaulieu	67.12		
Embrun	64.70		
Clairvaux	63.13		
Melun	54.57		
Nîmes	53.66		
Moyenne générale	80.37 0/0		

Le fond des bibliothèques, qui se composait, au 31 décembre 1874, de 20.002 volumes (1) dans les établissements affectés aux hommes, était réduit, à la fin de 1875, à 19,893, par suite de la réforme d'ouvrages détériorés. Dans les établissements affectés aux femmes, le nombre des volumes avait été porté de 2,124 à 2,329. D'importantes acquisitions ont eu lieu depuis cette époque. Le nombre des mises en lecture a atteint, dans les premiers, le chiffre de 218,065 ou 4,194 par distribution hebdomadaire, et dans les seconds, celui de 16.370 ou 315 par semaine : c'est une proportion, par rapport à l'effectif moyen, de 25.67 0/0 pour les hommes, 8.64 0/0 pour les femmes, en 1875, contre 22.86 et 5,91 0/0 seulement en 1874.

TABLEAU XIV. — Grâces et Récompenses.

Les condamnés qui ont été l'objet de mesures de clémence, en 1875, sont au nombre de 1,296, dont 1,041 hommes et 255 femmes, ce qui représente, sur la population moyenne, 6.37 0/0 pour les uns et 7 0/0

(1) Y compris la bibliothèque de la maison centrale d'Embrun, qui figurait dans la partie du tableau XIII relative aux établissements affectés aux condamnés de l'insurrection.

pour les autres ou 0.88 et 1.49 de moins qu'en 1874. Ces décisions ont été prises, en ce qui concerne les hommes, 757, soit 72.72 0/0, sur la proposition de l'administration et 284, soit 27.28 0/0, sur la demande des détenus ou de leurs familles, et, à l'égard des femmes, 196, soit 76.86 0/0, sur présentation d'office, 79, soit 23.14 0/0, sur recours: les chiffres proportionnels étaient, en 1874, 72.41 et 27.59 0/0 d'une part, 83.16 et 16.84 0/0 de l'autre.

Les 1,041 décisions gracieusess applicables aux hommes, ont consisté en:

Remise entière du restant de la peine.

Condamnés à la détention	8	292
à la reclusion	80	
à l'emprisonnement	204	

Commutation.

des travaux forcés en reclusion	3	16
de la reclusion en emprisonnement	13	

Réduction sur la peine:

	Détention	Reclusion	Emprisonn^t.	Total	
moins de 1 an	2	85	376	463	733
de 1 à 3 ans	8	112	133	253	
plus de 3 et moins de 5 ans	3	»	3	6	
5 ans et plus	9	2	»	11	
	22	199	512		

Les 255 femmes ont obtenu:

Remise entière du restant de la peine.

Travaux forcés	25	73
Reclusion	7	
Emprisonnement	41	

Commutation.

des travaux forcés en reclusion ou en emprisonnement	8	9
de la reclusion en emprisonnement	1	

Réduction sur la peine.

	Travaux forcés	Reclusion	Emprisonn^t	Total	
moins de 1 an	18	8	56	82	173
de 1 à 3 ans	39	12	26	77	
plus de 3 et moins de 5 ans	4	»	»	4	
5 ans et plus	10	»	»	10	
	71	20	82		

Ainsi sur 100 remises, commutations ou réductions de peine, il y en a eu, déduction faite, en ce qui concerne les hommes, des condamnés aux travaux forcés ou à la détention renfermés exceptionnellement dans les maisons centrales,

	HOMMES.	FEMMES.
pour les condamnés aux travaux forcés	»	40.78
à la reclusion	28.97	10.98
à l'emprisonnement	71.03	48.24

La population générale comprenant, sur 100 hommes, 26.01 condamnés à la reclusion et 73.99 à l'emprisonnement, sur 100 femmmes 33.04 aux travaux forcés, 9,63 à la reclusion, 57.33 à l'emprisonnement, on voit que les correctionnels ont été proportionnellement moins favorisés que les autres détenus ; le nombre élevé de récidivistes qui se trouvent parmi eux explique cette différence.

Indépendamment des actes de clémence qu'elle a provoqués de la part du chef de l'Etat, l'Administration a accordé, à titre de récompenses, à 499 hommes et 125 femmes, des dixièmes supplémentaires sur le produit de leur travail (1), et à 11 hommes l'autorisation d'augmenter leur pécule disponible par des prélèvements mensuels sur leur pécule réserve.

TABLEAU XV. — Etat disciplinaire.

Il a été déféré aux tribunaux, pour crimes ou délits commis dans les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, 24 hommes, qui ont été condamnés, savoir :

	A mort	Aux travaux forcés	A l'emprisonnement
pour tentative d'assassinat sur des gardiens	1	2	»
sur d'autres détenus	»	1	»
Coups et blessures à d'autres détenus	»	»	9
Vols	»	3	8
	1	6	17

L'individu condamné à mort subissait déjà, à la maison centrale de Nîmes, la peine des travaux forcés pour un crime commis dans l'éta-

(1) *Voir* plus haut, Tableau XI.

blissement; les autres n'avaient encouru antérieurement que l'emprisonnement.

L'année précédente avait été marquée par des condamnations plus nombreuses, motivées principalement par des actes d'une extrême gravité (27, dont 22 pour assassinat, meurtre ou coups et blessures).

La question du mode d'exécution des peines prononcées pour crimes commis dans les établissements pénitentiaires, est une de celles qui ont fait l'objet des études du conseil supérieur des prisons dans sa session de juin 1877 : un projet de loi a été préparé en vue d'assurer une répression plus efficace de ces attentats.

Les infractions à l'égard desquelles a eu à statuer la justice disciplinaire des établissements, sont au nombre de 70,816, soit 194 par jour, ou 1.19 0/0 sur la population moyenne pour les hommes, et 6,507, soit 18 par jour ou 0.49 0/0 pour les femmes : ce sont presque les mêmes chiffres qu'en 1874 (1.18 et 0.43 0/0). Ces infractions se répartissent de la manière suivante :

	HOMMES.			FEMMES.		
	1875.		Proportion sur 100 infractions en 1874.	1875.		Proportion sur 100 infractions en 1874.
	Nombre.	Proportion sur 100 infractions.		Nombre	Proportion sur 100 infractions.	
Vols	1,504	2.124	2.275	58	0.891	1.104
Voies de fait envers le personnel supérieur	»	»	0.001	»	»	
Voies de fait envers les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres	39	0.055	0.061	1	0.015	»
Voies de fait envers d'autres détenus	2,941	4.153	4.603	76	1.168	1.834
Rébellion, mutinerie	3,618	5.109	2.605	80	1.230	2.654
Actes d'immoralité	307	0.433	0.552	65	0.999	0.766
Infractions au silence	32,717	46.200	45.741	4,216	64.792	62.493
Refus de travail	1,383	1.953	1.896	89	1.368	1.781
Négligence, paresse dans le travail	6,467	9.132	10.465	204	3.135	3.206
Usage de tabac	3,287	4.642	5.578	»	»	»
Jeu, trafic, possession illicite d'argent	3,540	4.999	5.275	68	1.045	0.427
Infractions diverses	15,013	21.200	20.948	1,650	25.357	25.735
	70,816	100 »	100 »	6,507	10 »	100 »

La situation disciplinaire de l'année 1875 n'a, comme le montre le tableau ci-dessus, présenté que peu de différences avec celle de 1874,

et la reproduction, en nombres presque constants, des mêmes infractions est un fait de nature à frapper l'attention. On remarque, toutefois, avec satisfaction que la proportion des vols et des voies de fait, a diminué ; il en est de même des actes d'immoralité chez les hommes.

Les punitions infligées au prétoire de justice disciplinaire forment un total de 65,175 pour les hommes, 5,738 pour les femmes, savoir :

	HOMMES	FEMMES
Cellule	6,972	1,109
Salle de discipline	2,998	»
Pain sec	8,614	1,823
Autres privations alimentaires	25,809	2,091
Réduction de dixièmes	6	3
Autres punitions pécuniaires	11,777	627
Punitions diverses	8,999	85

5,641 infractions dans les établissements affectés aux hommes, 769 dans les établissements affectés aux femmes, ont été l'objet de simples admonestations.

Pour le sexe masculin, en 1875, la mise en cellule entrè à raison de 10.70 0/0, et l'envoi à la salle de discipline, de 4.60, dans le total des punitions ; en 1874 il y avait eu, sur 100 punitions, 12.46 mises en cellule et 1.98 envois à la salle de discipline. Cette dernière mesure, qui paraît exercer un effet répressif très-appréciable sur la population détenue, est maintenant d'un emploi général dans les établissements affectés aux hommes. Pour le sexe féminin, la proportion des mises en cellule a été de 19.33 sur 100 punitions en 1875, contre 21.59 en 1874.

La moyenne générale des punitions ressort à 179 par jour ou 1.09 pour 100 hommes, et à 16 ou 0.44 pour 100 femmes ; les proportions étaient 1.09 et 0.37 0/0, en 1874, et l'on a vu plus haut que le chiffre des infractions avait augmenté d'une très faible proportion, 0.01 pour les uns, 0.06 pour les autres.

Le nombre des détenus ayant encouru des punitions s'est élevé à 11,896 hommes et 2,594 femmes, soit, par rapport au total des individus présents au 31 décembre 1874 ou entrés en 1875 (1), 50.51 et 51.19 0/0, tandis qu'on en comptait 48.41 et 45.99 0/0 en 1874.

(1) Dans le chiffre qui sert de base à ce calcul, ne sont comprises que les entrées réelles, c'est-à-dire celles d'individus venant du lieu de leur condamnation, à l'exclusion des entrées par suite de transfèrement d'une maison centrale dans une autre, de réintégration après évasion, lesquelles, sur l'ensemble, formeraient double emploi.

Dans le total des infractions, les hommes condamnés à la reclusion figuraient à raison de 15,773 ou 1.03 pour 100 détenus de la même catégorie, par jour; les condamnés à l'emprisonnement, à raison de 56,698 ou 1.25 0/0; les femmes condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion sont signalées pour 1,583 infractions ou 0.26 0/0, les condamnées à l'emprisonnement pour 4,929 ou 0.66 0/0.

L'importance relative de chaque espèce d'infraction diffère, d'ailleurs, d'une catégorie à l'autre. C'est ce que démontre le relevé ci-après :

	HOMMES.		FEMMES.	
	RECLUSION	EMPRISONNEMENT.	TRAVAUX FORCÉS ET RECLUSION.	EMPRISONNEMENT.
	0/0 infractions	0/0 infractions	0/0 infractions	0/0 infractions
Vols	2.986	1.889	1.706	629
Voies de fait envers le personnel supérieur	»	»	»	»
Voies de fait envers les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres	0.101	0.042	»	0.020
Voies de fait envers d'autres détenus	3.506	4.294	1.011	1.219
Rébellion, mutinerie	14.341	2.163	1.263	1.219
Actes d'immoralité	0.621	0.382	1.579	0.812
Infractions au silence	51.284	44.887	61.150	65.963
Refus de travail	1.870	1.978	1.958	1.178
Négligence et paresse dans le travail	4.597	10.479	2.906	3.209
Usage de tabac	4.755	4.607	»	»
Jeu, trafic, possession illicite d'argent	4.565	5.134	1.263	0.975
Infractions diverses	11.374	24.145	27.164	24.776
	100 »	100 »	100 »	100 »

Quant au nombre des détenus ayant encouru des punitions, il est, pour les hommes :

Condamnés à la reclusion, de 2,622
à l'emprisonnement, de 9,133

Pour les femmes.

Condamnées aux travaux forcés ou à la reclusion, de 694
à l'emprisonnemnt, de 2.203

soit, par rapport au total de la population (effectif au 31 décembre 1874 et entrées de l'année 1875):

Hommes —	reclusion	50.83	0/0
	emprisonnement	50.17	
Femmes —	travaux forcés et reclusion	38.21	0/0
	emprisonnement	67.78	

Les individus condamnés aux peines afflictives et infamantes sont donc ceux qui commettent le moins d'infractions et encourent le moins de punitions; mais les faits dont ils se rendent coupables ont un caractère plus grave que ceux qui sont imputés aux condamnés à l'emprisonnement et il y a à peu près égalité dans le nombre des hommes des deux catégories qui sont annuellement punis par la justice disciplinaire. Il est à noter, d'autre part, que les derniers, parmi lesquels on compte un nombre élevé de vagabonds, de mendiants, de libérés en rupture de ban, sont plus souvent signalés pour paresse ou négligence dans le travail.

Il y a eu 99,527 journées de cellule de punition, 32,514 de salle de discipline et 237,016 de privations alimentaires dans les établissements affectés aux hommes; 5,558 journées de cellule de punition, 17,020 de privations alimentaires, dans les établissements affectés aux femmes (1).

On trouve ainsi:

	HOMMES.		FEMMES.	
Proportion sur 100 journées de détention				
des journées de cellule de punition....	1.67 contre	1.43 en 1874	0.42 contre	0.30 en 1874
des journées de salle de discipline........	0.55	0.30	»	»
des journées de privations alimentaires...	3.97	3.53	1.29	1.07
Durée moyenne de la punition				
de cellule.............	13j84	10j41	4j97	3j59
de salle de discipline...	10j72	13j60	»	»
de privations alimentaires, infligées comme punition principale...	4j72	6j05	3j28	4j44

(1) Dans le nombre des journées de privations alimentaires sont comprises celles qui se rapportent aux individus punis de la cellule, lesquels restent au pain sec trois jours sur quatre. Le total des journées de cellule étant pour les hommes, de 99,520, pour les femmes de 5,558, celui des journées de pain sec afférentes aux détenus soumis à l'isolement serait de 74,640 pour les uns, 4,169 pour les autres, ce qui réduit le chiffre des journées pour les privations alimentaires infligées comme punition principale à 162,376 et 12,851.

Le nombre des journées de présence dans les cellules des quartiers d'isolement a été de 44,242, soit une population moyenne de 121, pour les hommes et de 1,222, soit en moyenne, 3, pour les femmes. La proportion, par rapport à l'effectif, ressort, par suite, en 1875, à 0.750/0 pour le sexe masculin, 0.08 pour le sexe féminin, chiffres égaux à ceux de 1874.

Il a été tenté, en 1875, par des hommes, 17 évasions; 83 ont été consommées, mais 13 seulement des fugitifs n'étaient pas repris au 31 décembre Les établissements où ont eu lieu ces événements sont:

	TENTATIVES.	ÉVASIONS CONSOMMÉES	
	—	Évadés repris pendant l'année	Évadés non repris au 31 décembre.
		—	—
Maison centrale d'Aniane	3	»	»
de Clairvaux	4	5	8
de Gaillon	3	1	»
Pénitencier agricole de Casabianda	»	9	2
de Castelluccio	5	15	2
de Chiavari	2	40	1
TOTAUX	17	70	13

Les 13 condamnés évadés de Clairvaux étaient occupés à des travaux extérieurs; il en est de même de tous les évadés des pénitenciers agricoles de la Corse. Il n'y a donc eu, en définitive, dans toute la population renfermée à l'intérieur des maisons centrales, qu'une seule évasion consommée et encore le fugitif avait il été repris avant la fin de l'année.

En 1874, le nombre des tentatives avait été de 14 et celui des évasions consommées de 62, dont 17 non suivies de réintégration dans le courant de l'année.

TABLEAUX XVI à XXII. — Etat sanitaire.

Dans les établissements affectés aux hommes, les admissions à l'infirmerie forment, en 1875, un total de 9,743 dont 7,704 pour les maisons centrales et 2,039 pour les pénitenciers agricoles de la Corse, (Casabianda 1476, Castelluccio 168, Chiavari 395); les journées d'infirmerie s'élèvent au chiffre de 190,802 dont 160,293 pour les maisons centrales, 30,509 pour les pénitenciers agricoles (Casabianda 17,461,

Castelluccio 2,134, Chiavari 10,914); le nombre des décès est de 689, dont 589 pour les maisons centrales, 100 pour les pénitenciers agricoles (Casabianda 84, Castelluccio 4, Chiavari 12).

La comparaison entre les indications qui résultent de ces renseignements et celles qu'accusait la statistique de 1874, s'établit ainsi qu'il suit:

	PROPORTION 0/0					
	des entrées à l'infirmerie par jour à la population moyenne.		des journées d'infirmerie aux journées de détention.		des décès à la population moyenne.	
	1875	1874	1875	1874	1875	1874
Maisons centrales....	0.15	0.14	3.09	2.90	4.14	3.83
Pénitencier agricole de Casabianda...	0.53	0.44	6.23	6.96	10.93	10.76
id. de Castelluccio...	0.10	0.13	1.30	1.96	0.89	3.09
id. de Chiavari......	0.12	0.17	3.37	2.90	1.35	2.33
Proportions générales...	0.16	0.15	3.20	3.05	4.22	3.24

L'augmentation dans le nombre proportionnel des entrées à l'infirmerie, des journées d'infirmerie et des décès, afférente aux maisons centrales, porte sur celles d'Aniane, Beaulieu, Clairvaux, Fontevrault, Gaillon, Loos, Melun et Riom. Dans les autres, au contraire, l'état sanitaire a été plus satisfaisant que l'année précédente.

A Aniane, on a compté 661 entrées à l'infirmerie, 176 pour fièvres diverses, 153 pour gastrites, entérites, diarrhées, 51 pour indigestions et embarras gastriques, 25 pour anémie, débilité, gangrène, 23 pour variole etc. ce qui donne pour l'ensemble une moyenne journalière de 0.23 0/0 par rapport à la population, et le chiffre des décès s'est élevé à 33 dont 8 par suite de gastrite, entérite ou diarrhée, 7 de variole, 5 de phthisie, soit, sur l'ensemble une mortalité de 4.33.

A Beaulieu, la proportion des entrées à la population moyenne par jour a été de 0.20, et la mortalité de 5. 31 ; sur 647 admissions à l'infirmerie, il y en a eu notamment, 334 pour fièvre typhoïde, et sur 45 décès, 12 ont été causés par cette maladie, 6 par l'anémie, la débilité ou la gangrène.

L'épidémie prenant un caractère véritablement inquiétant, une partie de l'effectif a été évacuée sur d'autres établissements. La nécessité de cette mesure, était commandée par l'état d'encombrement de la maison centrale qui, disposée pour contenir 750 détenus, à raison de 15 mètres cubes d'air chacun dans les dortoirs, en renfermait, au commencement de l'année, 973; le nombre en était réduit, au 31 décembre à 774 et la moyenne avait été abaissée à 847.

A Eysses et à Fontevrault, bien que la proportion des entrées à l'infirmerie n'ait pas été excessive (0.14 et 0.13 0/0 par jour) la mortalité a atteint des taux très élevés (5.69 et 5.07 0/0); les maladies qui ont causé le plus de décès sont, dans la première de ces maisons, la phthisie, 24 sur 71, les pneumonies, pleurésies, etc. 6, les maladies du cœur et du péricarde, la péritonite, les maladies du cerveau, de la moelle et des méninges, la scrofule, 5 pour chaque groupe; dans la seconde, la phthisie, 44 sur 100 décès, les pneumonies, pleurésies, etc., 24, les hydropisies diverses, 9, les maladies du cerveau, de la moelle et des méninges, 8.

A Riom, avec un chiffre d'entrées de 0.20 0/0 par jour on a eu une mortalité de 8.48 0/0 causée principalement par les gastrites, entérites, diarrhées (14 décès sur 69), les pneumonies, pleurésies, etc. (13), la phthisie (8), la scrofule (5).

A la maison centrale de Gaillon, qui a reçu la majeure partie des détenus extraits de celle de Beaulieu, à la suite de l'épidémie, la moyenne journalière des admissions à l'infirmerie n'a été que de 0.20 0/0 de l'effectif, et la mortalité de 3.65; sur les 40 décès constatés, 10 ont été causés par la phthisie, 9 par les pneumonies, pleurésies, etc. 4 seulement par la fièvre typhoïde, 3 par l'anémie, la débilité ou la gangrène.

L'année 1875 est une des plus funestes qu'ait traversées le pénitencier de Casabianda. Mais la mortalité excessive qui s'est produite n'est pas un fait particulier à cet établissement, et les populations libres de la Corse, surtout celles de la plaine orientale, ont été cruellement éprouvées par la fièvre pernicieuse et la fièvre typhoïde. A Casabianda, d'ailleurs, on a repris avec énergie les travaux de déssèchement et de défrichement qui, s'ils doivent, comme on est fondé à l'espérer, assurer dans l'avenir l'assainissement du domaine, ont, à raison de leur

nature, contribué dans une forte proportion à accroître le chiffre des décès. L'administration n'a cependant rien négligé pour atténuer les conséquences d'un état de choses que tous ses efforts tendent à modifier. A l'entrée de la saison estivale, la majeure partie de l'effectif a, comme les années précédentes, émigré au refuge de Marmano, installé dans une forêt de l'Etat, à une altitude qui le met à l'abri de toute influence miasmatique, et c'est au mois d'octobre seulement qu'elle a été réintégrée à Casabianda. En outre, plusieurs convois de détenus ont été, en 1875, dirigés sur le pénitencier de Chiavari, où, après avoir suivi dans le refuge de Coti un régime approprié à leur état, ils ont été définitivement maintenus. En même temps qu'elle prenait des dispositions pour l'exécution de ces mouvements, l'administration arrêtait l'ordre de service ci-après, sur l'avis du médecin en chef des pénitenciers de la Corse :

« 1° A partir du 1er juin, époque à laquelle commencent les travaux de la moisson et le dégagement des miasmes fébrifères, jusqu'à l'immigration, on donnera, à tous les détenus qui restent à Casabianda, quatre régimes gras par semaine, de 0l30 à 0l60 de vin, et une solution de café pour boisson ordinaire ;

« Les détenus, après avoir pris le café, sortiront pour le travail à cinq heures du matin, heure où, à Casabianda, il n'existe plus de rosée et où l'air est complétement sec ; ils rentreront à dix heures pour le repas, se reposeront quatre heures, repartiront à deux heures de l'après-midi et rentreront à six heures et demie du soir ;

« 3° Il est indispensable que les détenus soient bien habillés et qu'ils aient chacun une chemise de rechange pour prévenir les refroidissements ;

« 4° Pendant toute la période estivale, on donnera à titre préventif, la décoction et même le vin de quinquina aux hommes résidant depuis le plus longtemps à Casabianda et qui, sans fébriciter, sont faibles ou portent le germe de la malaria ;

« 5° Il convient de soustraire tous les malades et les convalescents, dès les premières atteintes, à la sphère d'action des miasmes, en les dirigeant sur les refuges de Coti et de Marmano ; ces transfèrements doivent se faire, au plus tard, dans la seconde quinzaine de juin ;

« 6° Imprimer une grande activité aux travaux de la récolte, et

notamment à ceux du battage des céréales, qui s'exécutent au moment des plus fortes chaleurs, pour les terminer le plus promptement possible;

« 7° Immédiatement après l'achèvement de ces travaux, évacuer sur le refuge de Marmano tous les détenus qui auront essuyé les atteintes de la fièvre et diminuer de 1 h. la journée de travail;

« 8° Tous les malades de Casabianda devant être dirigés sur Marmano dans le cours de l'été, il est nécessaire d'organiser le service d'ambulance, pour pouvoir faire, si le besoin l'exige, deux transfèrements par semaine. »

Ces mesures, qui résument en quelque sorte la prophylaxie de l'endémie palustre, ont été ponctuellement suivies; on continue de les appliquer, et il ne paraît pas douteux que, sans les précautions prises, le nombre des malades et celui des morts eussent été plus considérables encore. Le transfèrement à Marmano se fait en voiture; les détenus à destination de Coti sont transférés par mer, sous la direction du médecin en chef, de Casabianda à Chiavari, d'où ils sont conduits, soit à pied soit en voiture, suivant leur état, au refuge dépendant de ce dernier établissement.

Dans les maisons centrales affectées aux femmes, le nombre des admissions à l'infirmerie s'est élevé, en 1875, à 2,386, celui des journées d'infirmerie à 53,327 et celui des décès à 127.

La proportion du chiffre des admissions de chaque jour, par rapport à la population moyenne, ressort à 0.18 0/0, celle des journées d'infirmerie aux journées de détention à 4.02, contre 0.19 et 4.44 en 1874.

La mortalité est à peu près la même pour les deux années, 3.46 0/0 en 1874 et 3.48 en 1875. A ce point de vue, les établissements se classent ainsi qu'il suit :

Doullens	4.06 en 1875	— 2.80 en 1874
Auberive	3.96	3.83
Rennes	3.77	5.38
Cadillac	3.62	2.49
Clermont	3.08	2.80
Montpellier	2.59	2.64

Les maladies qui ont motivé le plus grand nombre d'admissions en 1875, sont les affections des bronches et du larynx, 310 ou 12.99 0/0,

les indigestions et embarras gastriques 292 ou 12.24 0/0, les gastrites, entérites, diarrhées, 248 ou 10.39 0/0, l'anémie, la débilité, la gangrène 193 ou 8.09 0/0, les fièvres diverses, 188 ou 7.88 0/0, les abcès, furoncles, ulcères 121 ou 5.07 0/0, les rhumatismes, un chiffre égal, l'érysipèle 117 ou 4.90 0/0, les névralgies 88 ou 3.69 0/0.

Celles qui ont fourni le contingent le plus élevé à la mortalité sont la phthisie pulmonaire, 28 ou 22.05 sur 100 décès, les gastrites, entérites, diarrhées, 19 ou 14.96 0/0, les pneumonies, pleurésies, etc, 16 ou 12.60 0/0, les maladies du cerveau, de la moelle et des méninges 13 ou 10.024 0/0, la fièvre typhoïde 11 ou 8.66 0/0, les maladies des bronches et du larynx, 9 ou 7.09 0/0.

La nomenclature des maladies traitées et de celles qui ont eu une terminaison funeste, ne présentait, en 1874, que des différences peu sensibles avec l'énumération ci-dessus.

TABLEAU XXIII. — Aliénés et épileptiques. Suicides.

Le nombre des aliénés, épileptiques ou non, détenus, au 31 décembre 1874, dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles, était :

de..	45 hommes	3 femmes
celui des cas constatés pendant l'année 1875 a été de. ..	34	16
Ensemble...	79	19

Il est sorti :

par libération, grâce ou décès, 14 hommes 2 femmes / par transfèrement dans un établissement hospitalier.... 22 14	36	16
Il restait au 31 décembre 1875.	43	3

Dans 10 cas pour les hommes, 3 pour les femmes, les sujets avaient donné antérieurement des signes d'aliénation.

Il y avait, au 31 décembre 1874, épileptiques non aliénés.	79 hommes	5 femmes
Il en a été signalé..	63	7
Ensemble................	142	12

Le nombre des sorties a été :

par libération, grâce ou décès, 39 hommes ; 10 femmes / par transfèrement dans un établissement hospitalier, 21 »	60	10
Le nombre des épileptiques était ainsi au 31 décembre 1875 de	82	2

L'existence de l'aliénation mentale avait été reconnue, en 1874, chez 49 hommes, 16 femmes; celle de l'épilepsie sans aliénation, chez 57 hommes et 7 femmes.

Un homme condamné aux travaux forcés s'est suicidé par strangulation en 1875; il a été commis, en outre, pendant la même année, 2 tentatives de suicide au moyen d'instruments tranchants, 1 par chute. En 1874, 3 suicides avaient été accomplis, 5 avait été tentés par des hommes, 1 par une femme.

TABLEAUX XXIV à XXVII. — Travail.

Les espérances que faisait concevoir l'amélioration constatée vers la fin de l'année 1874 se sont réalisées dans les maisons centrales. Le nombre des journées de travail a été, en 1875, pour les hommes, de 4,203,719, dont 3,628,590 dans les maisons centrales et 575,129 dans les pénitenciers agricoles; pour les femmes, de 1,026,594, soit un effectif moyen de travailleurs:

Pour les hommes

	Ouvriers	Apprentis	Total
Dans les maisons centrales, de..................	10,978	728	11,706
Dans les pénitenciers agricoles de..................	1,855	»	1,855
Ensemble..............	12,833	728	13,561
Pour les femmes, de..............................	3,286	26	3,312

Eu égard à la population moyenne, la proportion des détenus occupés s'élève, pour l'année 1875, en ce qui concerne les hommes, à 83 0/0, dont 82.24 dans les maisons centrales, 88.17 dans les pénitenciers agricoles, et, en ce qui concerne les femmes, à 90.94 0/0; elle n'était, en 1874, pour les hommes, que de 76.63 0/0 dont 74.77 dans les maisons centrales, 90.09 dans les pénitenciers agricoles, et pour les femmes, de 89.40 0/0.

Au 31 décembre 1875, le nombre des détenus occupés était :

Pour les hommes

	Ouvriers	Apprentis	Total
Dans les maisons centrales, de..................	10,835	973	11,808
Dans les pénitenciers agricoles, de..................	1,931	»	1,931
Ensemble..................	12,766	973	13,739
Pour les femmes, de..............................	3,341	30	3,371

ce qui représente 85.22 0/0 de l'effectif présent à la même date dans les établissements affectés aux hommes, dont 85.64 pour les maisons centrales, 82.66 pour les pénitenciers agricoles et 92.20 dans les établissements affectés aux femmes, tandis qu'au 31 décembre 1874, on comptait 77.86 hommes occupés sur 100 détenus (maisons centrales 76.17, pénitenciers agricoles 88.22) et 90.43 femmes.

Sous le rapport de la nature des travaux auxquels elle était appliquée, la population se répartissait ainsi,

	HOMMES.		FEMMES.	
	Nombre moyen en 1875	Nombre au 31 décembre 1875	Nombre moyen en 1875	Nombre au 31 décembre 1875
Service intérieur économique.....	2,186	1,803	366	341
— — agricole.........	161	154	»	»
Travaux aux bâtiments...........	332	334	»	»
Travaux agricoles et autres travaux extérieurs.....................	1,257	1,374	»	»
Travaux industriels..............	9,625	10,074	2,946	3,030
	13,561	13,739	3,312	3,371

Les chiffres suivants, qui donnent la décomposition d'un effectif de 100 travailleurs, permettent de comparer la situation des années 1875 et 1874 à ce point de vue.

	HOMMES.				FEMMES.			
	1875.		1874.		1875.		1874.	
	Nombre moyen.	Nombre au 31 décembre.	Nombre moyen.	Nombre au 31 décembre.	Nombre moyen.	Nombre au 31 décembre.	Nombre moyen.	Nombre au 31 décembre.
Service intérieur économique.	16.12	13 12	16.93	14.27	11.05	10.12	11.25	10.06
— agricole....	1.19	1.12	1.08	0.96	»	»		»
Travaux aux bâtiments.......	2.45	2.43	2.46	2.00	»			»
Travaux agricoles et autres travaux extérieurs.........	9.27	10 »	9.94	11.39	»	»	»	»
Travaux industriels..........	70.97	73.33	69.59	71.38	88.95	89.88	88.75	89.94
	100 »	100. »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

Le nombre des hommes occupés ayant augmenté dans les maisons

centrales et diminué dans les pénitenciers agricoles, on s'explique l'accroissement constaté sur la proportion des individus appliqués à des travaux industriels. Quant aux femmes, on voit qu'il n'existe pas, d'une année à l'autre, de différences sensibles.

Les principales industries exercées par les hommes sont:

La chaussonnerie ayant eu, en 1875, un personnel de.	1,225 individus en moyenne.
La vannerie	903
La cordonnerie cousue	861
Le tissage de fil, laine ou coton	790
La fabrication des boutons de nacre	770
La cordonnerie clouée	726
La confection de vêtements	437
La brosserie	340
La menuiserie et l'ébénisterie	324
La fabrication et le rempaillage de chaises	312
La fabrication de galoches, espadrilles et sandales..	261
La mégisserie et la peausserie	221
La fabrication de lits et meubles en fer	221
La fabrication de bouts de parapluies	182
	7,573
Le surplus de l'effectif des ateliers, soit	2,052

était réparti entre 46 industries diverses, occupant de 1 à 140 détenus. La nomenclature qui précède est à peu près la même qu'en 1874. Quelques genres de travaux ont acquis ,en 1875, plus d'importance que l'année précédente, tels sont: la chaussonnerie qui employait seulement 1,096 ouvriers ou apprentis en 1874; la vannerie 629, la cordonnerie cousue 677, la cordonnerie clouée 656, la confection de vêtements, 354, la brosserie 278, la fabrication de lits et meubles en fer 175, celle des galoches, espadrilles, sandales, 162, etc. ; parmi celles qui, au contraire, ont décru, je citerai la fabrication de boutons de nacre occupant 889 hommes en 1874, la menuiserie et l'ébénisterie 369, la mégisserie et la peausserie 252, la fabrication de bouts de parapluies 207.

Les femmes étaient appliquées aux travaux ci-après :

	EN 1875	EN 1874.
Confection de lingerie fine ou grosse à la mécanique ou à la main	1.669	1.582
Cordonnerie (piquage)	583	515
Confection de corsets	402	380
Repassage	182	164
4 autres genres d'occupations (5 en 1874)	110	136

Le produit du travail s'est élevé, en 1875, à la somme totale de 4,499,730 fr. 45 c. dont 3,631,481 fr. 89 c. pour les hommes (main-d'œuvre, d'après les tarifs, 3,383,805 fr. 90 c., gratifications, 247,675 fr. 99 c.) et 868,248 fr. 56 c. pour les femmes (main-d'œuvre, d'après les tarifs, 854,130 fr. 71 c., gratifications, 14,117 fr. 85 c.) tandis qu'en 1874 il n'avait atteint que le chiffre de 3,930,345 fr. 02 c., dont 3,144,730 fr. 64 c. pour les hommes, 785,614 fr. 38 c. pour les femmes. Rapportées aux journées de travail et aux journées de détention, ces sommes donnent les moyennes suivantes :

1875.	HOMMES.		FEMMES.		MOYENNE GÉNÉRALE.	
	Par journée de travail.	Par journée de détention.	Par journée de travail.	Par journée de détention.	Par journée de travail.	Par journée de détention.
	cent.	cent.	cent.	cent.	cent.	cent.
Salaires d'après les tarifs	80.50	56.75	83.20	64.26	81.02	58.19
Gratifications	5.89	4.15	1.38	1.06	5.01	3.51
Ensemble	86.39	60.90	84.58	65.32	86.03	61.70
Les produits étaient, en 1874, de	82.71	53.83	80.99	61.50	82.36	59.21
Augmentation	3.68	7.07	3.89	3.82	3.67	2.49

Si l'on considère séparément, en ce qui concerne les hommes, les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, on constate que le produit moyen a été, dans les premiers de ces établissements :

Par journée de travail, en 1875, de	90 c.	32
— en 1874, de	85	98
Augmentation	4	34
Par journée de détention, en 1875, de	63 c.	08
— en 1874, de	54	60
Augmentation	8	48

Dans les seconds :

Par journée de travail, en 1875, de	61 c.	56
— en 1874, de	63	15
Diminution	5	59

Par journée détention, en 1875, de	46 c.	12
— en 1874, de	48	33
Diminution	2	21

Selon l'importance du produit moyen du travail par journée de détention, les maisons centrales se classent dans l'ordre ci-après :

HOMMES.			FEMMES.		
Poissy	85 c.	36	Clermont	73 c.	90
Melun	83	82	Auberive	71	53
Beaulieu	72	16	Doullens	66	20
Gaillon	69	57	Montpellier	63	98
Clairvaux	66	65	Rennes	56	43
Aniane	64	62	Cadillac	54	79
Nîmes	58	84			
Loos	55	25			
Fontevrault	55	05			
Riom	53	23			
Eysses	49	23			
Albertville	41	67			
Embrun	35	58			

La répartition des sommes provenant du travail a eu lieu de la manière suivante :

	HOMMES. fr. c.	fr. c.	FEMMES. fr. c.	fr. c.
Pécule { réserve	716,255 94	1,657,376 35	168,928 45	350,763 95
Pécule { disponible	941,120 41		181,835 50	
Portion laissée à la disposition du gouvernement et concédée aux entrepreneurs ou définitivement acquise au Trésor		1,974,105 54		517,484 61
TOTAUX		3,631,481 89		868,248 56

Soit par journée de détention :

Pécule { réserve	12 c. 01	27 c. 79	12 c. 71	26 c. 39
Pécule { disponible	15 78		13 68	
Portion laissée à la disposition du gouvernement		33 11		38 93
Ensemble		60 90		65 32

Dans les maisons centrales d'hommes, la moyenne du pécule s'élève à 28 cent. 57 (réserve 12 cent. 42, disponible 16 cent 54); elle est seulement de 19 cent. 81 (réserve 9 cent. 22, disponible 10 cent. 59) dans les pénitenciers agricoles.

TABLEAU XXVIII. — Dépenses des condamnés sur le produit de leur travail et les fonds déposés à leur profit.

Ces dépenses se sont élevées à la somme de 1,059,610 fr. 25. c. savoir :

	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL.	
Achat de pain et autres aliments...	730,718 fr.	45	107,298 fr.	97	838,017 fr.	42
— d'effets d'habillements et menus ustensiles............	59,658	32	20,222	96	79,881	28
Restitutions	531	58	125	38	656	96
Ports de lettres, frais d'actes, retraits de fonds déposés à l'entrée, dépenses diverses....................	58,212	17	9,777	52	67,989	69
Secours aux familles................	54,447	21	18,617	69	73,064	90
	903,567 fr.	73	156.042 fr.	52	1,059,610 fr.	25

Les détenus ont employé, en moyenne, par journée de détention, en achat de pains et autres aliments, dans les établissements affectés aux hommes, 12 cent. 25, et dans les établissements affectés aux femmes, 8 cent. 07, tandis qu'ils n'avaient consacré aux dépenses de cette nature que 11 cent. 27 et 7 cent. 48 en 1874 ; l'amélioration de régime qu'ils ont pu ainsi se procurer est la conséquence de l'accroissement du produit du travail. Les secours aux familles n'ont pas varié et il est à remarquer qu'ils ressortent à un chiffre plus élevé pour les femmes que pour les hommes (1 cent. 4 contre 0 cent. 9 en 1875 comme en 1874). Quant aux restitutions, quoique le total en soit supérieur à celui qu'accusait la statistique de l'année précédente (hommes, 311 fr. 09 c., femmes, 43 fr. 33 c.) on doit reconnaître qu'elles n'entrent toujours que pour une part bien modique dans l'emploi que les condamnés font de leur pécule.

TABLEAU XXIX. — Renseignements sur les individus libérés en 1875.

Le nombre des condamnés mis en liberté pendant l'année 1875 est de 7,485, dont 6,225 hommes et 1,260 femmes ; parmi eux 292 hommes ou 4.70 0/0, 73 femmes ou 5.79 0/0 avaient obtenu la remise du restant de leur peine : la proportion des individus sortant par suite de grâce, s'élevait à 5.77 et 6.12 0/0 en 1874. Voici quelle était, au divers points de vue qui peuvent présenter quelque intérêt, la situation des libérés des deux années.

	1875.				1874.	
	NOMBRE.		PROPORTION p. 0/0.		PROPORTION p. 0/0.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Temps passé dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles. — un an et moins	421	96	6.763	7.619	12.355	4.932
plus de 1 à 2 ans	3,868	763	62.137	60.556	54.185	67.432
de 2 à 3 ans	807	133	12.964	10.555	16.160	8.248
de 3 à 4 ans	462	76	7.422	6.032	5.772	3.231
de 4 à 5 ans	411	89	6.602	7.063	6.814	6.463
plus de 5 ans	256	103	4.112	8.175	4.714	9.694
	6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »
Conduite — bonne	3,804	704	61.108	55.873	65.233	48.129
médiocre	1,627	366	26.137	29.048	21.221	31.718
mauvaise	777	190	12.482	15.079	13.414	19.898
Ayant encouru des condamnations pendant leur détention	17	»	0.273	»	0.132	0.255
	6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »
Récidivistes	2,522	344	40.514	27.301	37.430	28.231
Soumis à la surveillance.	1,825	318	29.317	25.238	29.405	24.575
Destination des libérés. — Étrangers expulsés	318	38	5.109	3.016	5.359	3.741
Incorporés dans les armées de terre et de mer	284	»	4.562	»	3.027	»
Malades ou infirmes dirigés sur les établissements hospitaliers	17	1	0.273	0.079	0.099	»
Dirigés sur leur ancien domicile — sur leur demande	1,616	604	25.960	47.937	26.943	48.469
par ordre	15	151	0.241	11.984	0.430	2.296
Dirigés sur une autre localité — sur leur demande	3,951	456	63.470	36.190	63.596	44.388
par ordre	24	10	0.385	0.794	0.546	1.106
	6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »

		1875				1874	
		NOMBRE.		PROPORTION p. 0/0.		PROPORTION p. 0/0.	
		Hommes.	Femmes.	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.
Moyens présumés d'existence.	Étrangers expulsés ; incorporés dans les armées, dirigés sur des établissements hospitaliers	619	39	9.944	3.095	8.485	3.741
	Remis à une société de patronage	2	12	0.032	0.952	»	1.190
Non remis à une société de patronage.	Paraissant avoir des ressources personnelles	335	108	5.382	8.572	7.410	11.820
En état de travailler.	ayant du travail assuré.	2,040	422	32.771	33.492	26.530	35.034
	n'ayant pas de travail assuré	2,931	605	47.084	48.016	52.067	41.837
	Hors d'état de travailler	298	74	4.787	5.873	5.508	6.378
		6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »
Age.	Au-dessous de 21 ans	599	76	9.622	6.032	8.915	6.547
	de 21 à 25 ans	1,101	157	17.687	12.460	15.382	12.500
	de 26 à 30	1,171	226	18.811	17.936	19.898	17.687
	de 30 à 40	1,565	353	25.141	28.016	27.241	27.211
	de 40 à 50	1,011	265	16 241	21.032	15.911	22.024
	plus de 50	778	183	12.498	14.524	12.653	14.031
		6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »
Instruction au moment de la sortie.	Possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure.	640	131	10.281	10.397	9.246	11.054
	Sachant lire et écrire	2,990	341	48.032	27 063	47.370	24.660
	Sachant lire	703	207	11.293	16.429	14.555	14.45
	Illettrés	1,892	581	30.394	46.111	28.829	49.83
		6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »
Situation pécuniaire	Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule de 20 à 60 francs	1,540	296	24.739	23.492	23.305	28.827
	de plus de 60 à 100 francs	948	211	15.229	16.746	14.241	15.561
	de plus de 100 francs	1,383	366	22.217	29.048	21.303	28.912
	N'ayant rien touché à leur résidence, mais ayant pourvu, sur leur pécule, à leurs frais d'habillement et de route.	2,115	365	33.976	28.968	35.825	25.255
	Ayant reçu des secours de l'Etat à leur sortie	239	22	3.839	1.746	5.326	1.445
		6,225	1,260	100 »	100 »	100 »	100 »

Quelques-uns des renseignements comparatifs contenus dans ce tableau sont particulièrement de nature à fixer l'attention.

Il en ressort, en premier lieu, que, pour plus des deux tiers des individus libérés en 1874 et en 1875, la durée du séjour dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles n'avait pas excédé 2 ans ; si la proportion des hommes n'ayant pas été détenus plus d'un an, auquel-que peu diminué, celle des libérés qui n'avaient passé dans ces établissements que de 1 à 2 ans a fortement augmenté ; chez les femmes, au contraire, on constate des différences en sens inverse.

Le nombre des libérés soumis à la surveillance est le même qu'en 1874, sauf une très-faible différence, en moins pour le sexe masculin, en plus pour le sexe féminin.

Les chiffres indiquant le classement des détenus suivant la destination qu'ils ont reçue à leur sortie n'ont pas varié non plus, d'une manière sensible ; on remarque, toutefois, sur le nombre des hommes incorporés dans les armées de terre ou de mer, une légère augmentation, correspondant à celle que présente la proportion des libérés âgés de 25 ans au plus. Les femmes ayant regagné leur ancien domicile sont plus nombreuses en 1875 qu'en 1874, et l'on constate qu'il s'en trouve toujours beaucoup plus que d'hommes prenant cette direction. On compte, d'autre part, moins d'hommes et plus de femmes n'ayant pas de travail assuré.

Sous le rapport de l'instruction, tandis que la proportion des hommes possédant l'instruction primaire ou sachant lire et écrire a augmenté, celle des individus sachant seulement lire a diminué, et il y a plus d'illettrés. A l'égard des femmes qui savaient lire et écrire, ou au moins lire, on peut signaler une amélioration sensible, et, par suite, le chiffre des illettrées a baissé. Ces renseignements offriraient plus d'intérêt s'ils permettaient de comparer l'état de l'instruction des détenus au jour de leur libération à ce qu'il était lors de leur entrée : la statistique de 1876 fournira à ce sujet des éléments d'appréciation aussi précis que possible.

Enfin, la situation pécuniaire des libérés est, en général, plus favorable qu'en 1874.

TABLEAUX XXX. — Répartition des journées de détention.
XXXI. — Répartition de la population au 31 *décembre* 1875, *suivant l'état d'occupation, de chômage, de repos, de maladie et de punition.*

La plupart des indications que ces tableaux donnent sous une forme synoptique font l'objet d'observations développées dans le cours du présent rapport. Je me bornerai à les reproduire, en rapprochant des chiffres proportionnels qui en ressortent ceux qu'accusait la statistique de l'année précédente.

	JOURNÉES DE DÉTENTION,						POPULATION AU 31 DÉCEMBRE.					
	NOMBRE EN 1875.		PROPORTION p. 0/0.				NOMBRE EN 1875.		PROPORTION p. 0/0.			
			Hommes.		Femmes.				Hommes.		Femmes.	
	Hommes.	Femmes.	1875.	1874.	1875.	1874.	Hommes.	Femmes.	1875.	1874.	1875.	1874.
Travail en commun....	4,187,397	1,025,897	70.228	64.842	77.182	75.912	13,665	3,369	84.763	77.584	92.150	90.407
— à l'isolement....................	16,322	697	0.274	0.246	0.053	0.024	74	2	0.460	0.279	0.055	0.027
Chômage faute de travail.................	185,666	2,656	3.113	8.576	0.207	0.721	253	»	1.570	9.267	»	0.467
Condamnés à la déportation ou à la détention, n'ayant pas accepté le travail..	6,169	»	0.104	0.564	»	»	»	»	»	»	»	»
Infirmes, vieillards, arrivants, libérés......	305,794	43,814	5.129	5.221	3.282	3.912	677	0.120	4.201	5.802	3.282	3.189
Jours fériés..............................	777,560	183,938	13.039	13.836	13.839	13.531	»	»	»	»	»	»
Repos par prescription médicale..........	100,023	12,772	1.677	1.234	0.967	1.111	450	27	2.791	2.078	0.739	0.715
Mauvais temps, réparations à l'outillage, etc.	33,766	»	0.566	0.201	»	»	107	»	0.664	»	»	0.412
Maladie.................................	190,802	53,327	3.187	3.049	4.012	4.441	512	125	3.180	3.125	3.419	4.508
Cellule ou salle de discipline sans travail...	159,961	6,083	2.683	2.231	0.458	0.348	383	13	2.369	1.865	0.355	0.275
	5,963.460	1,329,184	100 »	100 »	100 »	100 »	16,121	3,656	100 »	100 »	100 »	100 »

Quartiers de préservation et d'amendement.

Ces quartiers, dont la population est comprise dans les chiffres qui précèdent, renfermaient :

Au 31 décembre 1874	621	hommes.	61	femmes.
Il a été admis pendant l'année	294		14	
Ensemble	915		75	
Il en est sorti	335		18	
Il restait au 31 décembre 1875	580		57	
ou par rapport à l'effectif total	3.60 0/0		1.56 0/0	

Le nombre des journées de présence y a été de 206,631 pour les hommes, 22,074 pour les femmes, soit, en moyenne, 567 détenus du sexe masculin et 60 du sexe féminin, ou 3.47 et 1.65 0/0 sur l'ensemble de la population.

Neuf maisons centrales d'hommes et deux de femmes possèdent des quartiers de préservation et d'amendement, savoir :

HOMMES.

Fontevrault	174	en moyenne, ou	9.97	0/0
Clairvaux	121		5.93	
Aniane	45		5.91	
Melun	40		3.86	
Gaillon	42		3.84	
Loos	47		3.28	
Poissy	38		3.22	
Eysses	36		2.89	

FEMMES.

Clermont	44	en moyenne, ou	5.03	0/0
Cadillac	16		3.40	

Les renseignements recueillis sur la conduite, en 1875, des individus ainsi séparés des autres condamnés, ne diffèrent pas de ceux qui ont été consignés dans les précédentes statistiques, et ils continuent d'être satisfaisants.

MAISONS CENTRALES DE FORCE ET DE CORRECTION

ALGÉRIE.

Il existe en Algérie trois maisons centrales de force et de correction, dont deux pour les hommes.

Ces dernières sont situées, l'une, dite de L'Harrach, au village de la Maison-Carrée, à 12 kilomètres d'Alger, près d'une station du chemin de fer d'Oran, l'autre à Lambèze, dans le département de Constantine, à 11 kilomètres de Batna.

A l'Harrach, l'administration et les principaux services sont installés dans une ancienne caserne turque, mal appropriée à sa destination actuelle, dont l'état de vétusté nécessiterait une restauration très-coûteuse et qui peut contenir à peine 300 hommes sur un effectif dépassant généralement 1,000. Le surplus est placé dans des bâtiments appartenant au concessionnaire de l'entreprise générale des services économiques et des travaux, et forme trois groupes ou chantiers permanents, un à la Chiffa, un à Ameur-el-Aïn et le troisième à Duperré, localités distantes respectivement de 42,60 et 130 kilomètres de la Maison-Carrée. Les condamnés y sont occupés à l'agriculture et à l'exploitation du palmier nain. Parmi ceux qui sont maintenus au siége de l'établissement, la plupart sont employés aux services économiques, quelques-uns travaillent les produits du palmier nain ou de l'alfa, beaucoup restent au chômage, par suite soit, de l'exiguïté des locaux pouvant servir d'ateliers, soit du manque d'aptitude des Arabes, qui s'y trouvent en majorité, pour les professions industrielles.

Les bâtiments de la maison centrale de Lambèze, construits il y a quelques années, sont convenablement disposés. Ils pourraient recevoir 960 détenus dont une partie en cellules. Mais on n'y conserve que les individus ayant à subir des peines de longue durée, ceux dont la conduite est mauvaise ou qui se sont évadés. Aux difficultés résultant de la prédominance de l'élément indigène, s'ajoutent celles qui proviennent de l'éloignement de tout centre important de production et de tout débouché, de sorte que l'organisation de travaux industriels fructueux y a

échoué jusqu'ici. On est donc obligé, comme à l'Harrach, d'appliquer à des travaux extérieurs tous les détenus qu'il est possible de faire sortir sans danger. Mais la situation est moins favorable. En 1875, 100 à 120 hommes étaient détachés à 2 kilomètres environ, sur le domaine agricole de Markouna appartenant aux entrepreneurs des services de la maison centrale; les autres formaient des chantiers, d'un effectif parfois très-faible, baraqués à des distances plus ou moins considérables de l'établissement, et employés, pour le compte de ces entrepreneurs ou de leurs sous-traitants, à des travaux de culture ou d'exploitation forestière, confection de routes, etc. Le marché passé entre l'administration et les propriétaires de Markouna, qui prenait fin en 1876, n'ayant pas été renouvelé, les travailleurs employés à poste fixe dans cette ferme ont dû être répartis entre divers chantiers mobiles. Les détenus qui restent à Lambèze sont occupés aux services économiques, à quelques menus travaux pour des particuliers ou à la préparation de l'alfa.

La maison centrale affectée aux femmes est installée dans l'ancien lazaret, aux portes d'Alger. L'immeuble est en assez bon état, et divers travaux exécutés depuis le passage des prisons de l'Algérie sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur en ont amélioré les dispositions. La contenance totale est de 150, mais l'établissement renferme, indépendamment des condamnées aux travaux forcés, à la reclusion ou à plus d'un an d'emprisonnement, les prévenues, les accusées, les condamnées à un an et au-dessous et les jeunes détenues de la circonscription judiciaire d'Alger.

Les renseignements relatifs au mouvement de la population et à la position légale des détenus sont les seuls qu'il ait été possible d'insérer à la statistique de l'année 1875: ils figurent au tableau I de la série comprenant les établissements similaires de la métropole.

	HOMMES.	FEMMES.
L'effectif, au 31 décembre 1874, était de	1.795	49
Le nombre des entrées, pendant l'année 1875, s'est élevé à	828	28
Ensemble	2.623	77

Celui des sorties, à.........................	773	11
Il restait au 31 décembre 1875...............	1.850	63
	1.913	

Les journées de détention forment un total de 675,787, dont 656,429 pour les hommes, 19,358 pour les femmes, ce qui correspond à une population moyenne de 1,852, dont 1,799 hommes, et 53 femmes.

Dans les chiffres qui précèdent, la maison centrale de

Lambèze compte pour	831 au 31 décembre 1875 et	829	en moyenne
celle de l'Harrach pour	1,019	—	979	—

D'après les indications données par le tableau, il y a eu, en 1875, parmi les hommes, 64 évasions (57 à Lambèze, 7 à l'Harrach); 33 des évadés de Lambèze et les 7 de l'Harrach ont été réintégrés pendant l'année. Il est décédé 61 hommes (30 à Lambèze, 31 à l'Harrach) et 3 femmes; c'est une mortalité de 3.39 0/0 (3.62 à Lambèze, 3.20 à l'Harrach) pour le sexe masculin, 5.66 0/0 pour le sexe féminin en Algérie, contre 4.14 et 3,48 0/0 dans les maisons centrales de France.

Le même document fait connaître que la population, au 31 décembre 1875, se composait pour les hommes de:

14 condamnés à la détention;

974 à la reclusion;

862 à l'emprisonnement.

Au 31 décembre 1874, les maisons centrales de L'Harrach et de Lambèze renfermaient 60 condamnés à la détention, militaires coupables de crimes punis par le Code de justice de l'armée, ou indigènes impliqués dans le mouvement insurrectionnel de l'Algérie en 1871; 1 est décédé, 45 ont été, en 1875, transférés à Thouars; la même mesure a été, depuis lors, appliquée aux 14 restant. Déduction faite de cette catégorie exceptionnelle de prisonniers, l'effectif serait de 1,836, et les reclusionnaires y entreraient à raison de 53.05 0/0, les correctionnels de 46.95. Ces chiffres ne représentent pas d'une manière complétement exacte la composition de la population pénitentiaire en Algérie, attendu qu'à raison de l'insuffisance des locaux de la maison centrale de l'Harrach et de l'éloignement de celle de Lambèze, les

condamnés du département d'Oran dont la peine n'atteint pas cinq ans sont maintenus à la prison du chef-lieu ; mais, même en tenant compte de cette circonstance, on trouverait encore une différence notable avec les proportions relevées en France, lesquelles sont, en 1875, de 26,01 reclusionnaires contre 73.99 correctionnels.

Les femmes détenues à la maison centrale du Lazaret étaient condamnées :

36 soit 57.14 0/0 aux travauxforcés ;
7 — 11.11 — à la reclusion ;
20 — 31.75 — à l'emprisonnement.

Dans les maisons centrales de la métropole, il y avait 33.04 0/0 condamnées aux travaux forcés, 9.63 à la reclusion, 57.33 à l'emprisonnement.

A l'époque où le service pénitentiaire de l'Algérie a été rattaché au ministère de l'intérieur, l'arrêté du 10 mai 1839 et la plupart des autres actes qui règlent en France le régime disciplinaire des maisons centrales ne recevaient, dans la colonie, qu'une exécution incomplète. L'usage du vin et du tabac y était autorisé. L'obligation du silence absolu y était remplacée, en fait, par la simple interdiction des conversations bruyantes. L'usage des tâches de travail, d'une application difficile, d'ailleurs, à raison de la nature des occupations des détenus, y était inconnu.

D'un autre côté, certains membres du personnel administratif manquaient des connaissances théoriques et de l'expérience nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions et la plupart des agents de surveillance, trop peu nombreux, en tout cas, ne possédaient pas les qualités multiples qu'exige leur service.

Avant d'entreprendre la mise à exécution des règlements de la métropole, l'administration avait besoin d'être exactement renseignée sur les choses et les personnes. Diverses circonstances ayant fait différer, jusqu'au mois de mars 1876, la visite des établissements pénitentiaires de l'Algérie par un inspecteur général des prisons, c'est seulement dans le second semestre de cette même année qu'on a pu, après avoir augmenté le personnel et modifié sa composition, commencer les réformes reconnues nécessaires.

La tâche est difficile et demande du temps. Le climat, les mœurs, la vaste étendue du pays, l'état de ses voies de communication, sa

situation économique, placent notre grande colonie d'Afrique dans des conditions dont il importe de tenir compte. La nécessité d'employer principalement les détenus sur des chantiers extérieurs, disséminés sous la surveillance d'agents subalternes, reste, d'ailleurs, un obstacle presque insurmontable à l'application, pour la majeure partie de la population, de la discipline dont il est possible d'assurer la stricte observance dans des ateliers clos, groupés au siége même de la direction.

C'est donc moins à une assimilation complète avec les établissements de France qu'à une adaptation raisonnée des règles essentielles du régime des maisons centrales, que doivent tendre nos efforts, et tel est, Monsieur le Ministre, l'ordre d'idées dans lequel seront élaborées les mesures que j'aurai l'honneur de soumettre successivement à votre approbation, comme l'ont été celles que vos prédécesseurs et vous avez bien voulu déjà sanctionner.

TROISIÈME PARTIE.

MAISONS DE DÉTENTION ET MAISONS CENTRALES DE CORRECTION AFFECTÉES AUX INDIVIDUS CONDAMNÉS A RAISON DE FAITS INSURRECTIONNELS.

La réduction de l'effectif des deux maisons centrales de correction, celles de Landerneau et d'Embrun, affectées aux condamnés de l'insurrection, a permis de réunir, en 1875, tous les détenus de cette catégorie dans la première ; l'autre, devenue ainsi disponible, a reçu, comme je l'ai fait connaître plus haut, des condamnés de droit commun.

Les maisons de détention de Belle-Isle et de Thouars ont été conservées et l'importance de celle-ci a même pu, après l'achèvement de divers travaux d'appropriation et de sûreté, être accrue par suite du transfèrement des détentionnaires restés en dépôt à la maison centrale de Clairvaux.

Cette partie de la population pénitentiaire figure dans les mêmes cadres statistiques que celle des maisons centrales de force et de correction et des pénitenciers agricoles. Elle y est l'objet des constatations suivantes :

TABLEAU I. — Mouvement d'entrée et de sortie. — Population au 31 décembre 1875.

	MAISONS DE DÉTENTION.		MAISONS CENTRALES DE CORRECTION.	
	Belle-Isle.	Thouars.	Embrun.	Landerneau.
Le nombre des détenus était, au 31 décembre 1874, de..................	627	569	363	450
Celui des entrées a été, en 1875, de.....	74	193	1	247
	701	762	364	697
Celui des sorties, de....................	124	211	364	306
Il restait, au 31 décembre 1875.........	577	551	»	391
	1,228		391	

Dans le total des entrées, les individus venant du lieu de leur condamnation ne comptent que pour 67 (détention 38, emprisonnement 29), les déportés transférés du dépôt de Saint-Brieuc à Belle-Isle, après commutation, pour 59 ; le surplus consiste en de simples déplacements résultant de l'évacuation du quartier de Clairvaux sur Thouars, ou de la maison centrale d'Embrun sur Landerneau, et de la réintégration de condamnés momentanément extraits pour divers motifs.

Les journées de présence forment un chiffre de 449,604 pour les maisons de détention, 196,913 pour les maisons de correction, soit une population moyenne de 1,132 pour les unes, 539 pour les autres, en 1875, au lieu de 1,063 et 963 en 1874.

TABLEAU II. — Répartition de la population suivant la juridiction et la pénalité.

Les individus renfermés dans les maisons de détention avaient été jugés:

par les cours d'assises.....	47, soit	3.83 p. 0/0
par les tribunaux militaires........................	1,181	96.17
	1,228	100.00

Parmi eux, 5 condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée, 19 à la déportation simple, avaient été, à plusieurs reprises, éliminés des listes d'embarquement par les commissions médicales, à raison du mauvais état de leur santé.

Les condamnés à la détention avaient à subir, soit en exécution des arrêts prononcés contre eux, soit par suite de commutation, des peines :

de 5 à 7 ans	839	soit 69.68 0/0	contre 76.19 0/0 en 1874
plus de 7 à dix ans	246	20.43	8.44
de 10 à 15 ans	25	2.08	8.96
de 15 à 20 ans	94	7.81	6.41
	1,204	100.00	100.00

Les condamnés à l'emprisonnement étaient sous le coup de jugements émanés :

des tribunaux correctionnels	12	soit 3.07 0/0
des tribunaux militaires	379	96.93
	391	100.00

Ils se répartissaient ainsi, sous le rapport de la durée des peines :

plus de 1 an et un jour à 2 ans	29	soit 7.42 p. 0/0	contre 5.66 0/0 en 1874.
de 2 à 3 ans	19	4.86	23.86
de 3 à 4 ans	125	31.97	23.86
de 4 à 5 ans	215	54.99	46.37
de 5 à 7 ans	1	0.25	»
de 7 à 10 ans	2	0.51	0.25
	391	100.00	100.00

On voit que les mises en liberté résultant de l'expiration des peines ou de mesures de clémence, n'ayant pas été compensées par de nouvelles entrées, avaient notablement modifié la composition de la population à ce point de vue.

TABLEAU III. — Nature des crimes ou délits ayant motivé la condamnation.

Les mêmes causes ont eu une influence sensible sur la proportion afférente à chaque espèce de crimes ou de délits. Voici, en effet, quelle était la situation à la fin des années 1875 et 1874.

	1875.				1874 proportion p. 0/0.	
	Nombre.		Proportion p. 0/0.			
	Déportation et détention.	Emprisonnement.	Déportation et détention.	Emprisonnement.	Déportation et détention.	Emprisonnement.
Pillage, dévastation de monuments, envahissement de maison habitée à l'aide de violence.	»	5	»	1.28	»	2.46
Séquestration de personnes....................	»	»	»	»	»	0.98
Détournement de deniers publics..............	»	»	»	»	»	0.37
Vente et achat d'effets militaires..............	»	»	»	»	»	0.49
Outrages à des fonctionnaires publics, rebellion, refus d'obéissance militaire......	49	1	3.99	0.26	1.84	0.62
Arrestation illégale...........................	»	»	»	»	»	1.23
Désertion...	134	6	10.91	1.53	8.11	1.11
Port d'armes et d'uniforme dans un mouvement insurrectionel	1,020	369	83.06	94.37	88.63	86.10
Infraction à des jugements de bannissement...	10	»	0.82	»	0.75	»
Intelligence avec l'ennemi....	15	»	1.22	»	0.67	»
Usurpation de fonctions.......	»	10	»	2.56	»	6.64
	1,228	391	100.00	100.00	100.00	100.00

Pour les condamnés à la détention, il y a une diminution sur le nombre proportionnel des individus impliqués dans l'insurection et une augmentation sur celui des hommes coupables de désertion ou de refus d'obéissance militaire. Cette augmentation provient du transfèrement à Thouars de l'effectif du quartier de détentionnaires de Clairvaux où étaient placés auparavant la plupart des condamnés militaires.

La répartition de la population suivant les départements où les détenus ont été condamnés, la nationalité de ceux-ci, leur âge, leur état civil, leur religion, leur profession, les parts à eux attribuées sur le produit de leur travail, l'état de leur instruction (tab. IV à IX, XI et XII) ne présente pas, d'une année à l'autre, de différences offrant quelque intérêt. Relativement aux antécédents judiciaires, un changement assez important s'est produit. Il ressort du tableau X que la proportion des individus ayant subi antérieurement des condamnations, qui était, au 31 décembre 1874, de 22.05 0/0, s'élevait, à la fin de 1875, à 29.34, ce qui s'explique par cette circonstance que les récidivistes ont été frappés de peines plus longues et ont moins participé que les autres aux mesures de clémence.

Dans les établissements affectés aux condamnés de droit commun, on compte 81.23 0/0 d'hommes ayant des antécédents judiciaires.

TABLEAU XIII. — Mouvement de l'école. — Résultats de l'enseignement pendant l'année.

Dans les maisons de détention, le nombre des individus présents à l'école, au 31 décembre 1874, était de	362
Il a été admis pendant l'année	257
Ensemble	619
Il est sorti	223
Il restait au 31 décembre 1875	396

Ainsi, sur 100 condamnés, 30.27 recevaient l'enseignement primaire, au 31 décembre 1874, et 32.25, au 31 décembre 1875. La proportion du total des élèves à celui des individus qui ont été détenus pendant l'année dans les établissements dont il s'agit, est de 42.31 0/0; elle s'élevait à 44.45 en 1874.

Les 619 hommes ayant fréquenté l'école se répartissent de la manière suivante :

Illettrés	80
Sachant lire	85
— lire et écrire	122
— lire, écrire et calculer ou recevant le complément de l'instruction primaire	332

Des 80 illettrés, avaient appris à lire	41 soit	51.25 0/0
— avaient appris à lire et à écrire	32	40.00
— étaient encore illettrés à la fin de l'année	7	8.75
Des 85 individus sachant lire, avaient appris à écrire	64 soit	75.30 0/0
— à écrire et à calculer	5	5.88
n'avaient pas fait de progrès	16	18.82
Des 122 sachant lire et écrire, avaient appris à calculer	37	30.33
avaient reçu le complément de l'instruction primaire	33	27.05
n'avaient pas fait de progrès	52	42.62
Des 332 sachant lire écrire, et calculer, avaient reçu le complément de l'instruction	276	84.13
n'avaient pas fait de progrès	56	16.87

Sur l'ensemble, la proportion de ceux qui ont profité de l'enseignement ressort, en 1875, à 78.84 0/0, tandis qu'elle était seulement de 64.63 en 1874.

L'évacuation de la maison centrale d'Embrun ayant commencé dès le mois de mai, l'école s'est trouvée désorganisée à partir de cette époque, et les résultats de l'enseignement ont été à peu près nuls.

A Landerneau, la statistique du mouvement scolaire donne les chiffres ci-après :

Présents à l'école au 31 décembre 1874	104,	soit 23.11 0/0
Admis pendant l'année	124	
Ensemble	228,	soit 32.71 0/0
Sortis	124	
Reste au 31 décembre 1875	104	soit 26,60 0/0

Les 228 individus ayant fréquenté l'école se divisent en :

17 illettrés dont	8	soit 47.06 0/0	ont appris à lire.
	6	35.30	— à lire et à écrire.
	1	5.88	— à lire, à écrire et à calculer.
	2	11.76	sont demeurés illettrés.
59 sachant lire dont	11	18.65	ont appris à écrire.
	33	55.93	— à écrire et à calculer.
	15	25.42	n'ont pas fait de progrès.
72 sachant lire et écrire dont	7	9.72	ont appris à calculer.
	10	13.89	ont reçu le complément de l'instruction primaire.
	55	76.39	n'ont pas fait de progrès.
80 sachant lire écrire et calculer dont	64	80.00	ont fait des progrès.
	16	20.00	n'en ont pas fait.

La proportion du nombre total des élèves qui ont profité de l'enseignement est de 61.40 0/0 ; elle avait atteint 80.65 0/0 en 1874. La diminution constatée pour l'année 1875 paraît devoir être imputée à la perturbation qu'a causée, dans tous les services de la maison centrale de Landerneau, le tranfèrement des détenus d'Embrun.

Les bibliothèques des trois établissements ont pourvu à 49,396 mises en lecture, savoir :

Belle-Isle	24,450,	soit 79.29	pour 100 détenus et par distribution hebdomadaire.
Thouars	13,403,	40.34	
Landerneau	11,543,	52.48	

A titre de terme de comparaison, je rappellerai que, dans les maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun, le nombre proportionnel des détenus ayant profité de l'enseignement est pour 1875 de 72.17 0/0, et celui des mises en lecture hebdomadaires de 25.67 0/0.

TABLEAU XIV. — Grâces, commutations de peines. — Récompenses.

Pendant l'année du compte, 640 individus ont été l'objet de mesures de clémence, dont 176 remises de peine, 20 commutations et 444 réductions. Elles se répartissent ainsi :

	Déportation.	Détention.	Emprisonnement.
Remise entière	3	86	87
Commutation en détention	17	»	»
— en emprisonnement	»	3	»
Réduction de moins de 1 an	»	18	29
— de 1 à 3 ans	»	162	119
— de plus de 3 ans et moins de 5 ans	»	10	»
— de 5 ans et plus	»	106	»
	20	385	235

L'année précédente, 294 détenus seulement avaient obtenu remise, commutation ou réduction de leur peine.

Des récompenses consistant en augmentation de la quotité du produit de la main-d'œuvre attribuée au pécule, ont, en outre, été accordées, par décision ministérielle, à 21 condamnés à la détention, qui étaient signalés pour leur assiduité au travail.

TABLEAU XV. — Etat disciplinaire.

Sauf un mouvement de résistance collective aux règlements qui s'est produit à la maison centrale de Landerneau, lors de l'arrivée des détenus d'Embrun, l'état disciplinaire a été généralement satisfaisant.

Les infractions signalées dans les maisons de détention se sont élevées seulement au nombre de 1,737 soit 0.39 par jour pour 100 détenus. Elles ont consisté en :

Vols	50	soit	2.878 0/0
Voies de fait envers les gardiens ou les contre-maîtres libres	14		0.806
Voies de fait envers d'autres détenus	132		7.599
Rébellion, mutinerie	95		5.469
Actes d'immoralité	18		1.036

Infractions au silence (1)	383 soit	22.050 0/0
Refus de travail (2)	17	0.979
Paresse, négligence dans le travail	53	3.051
Usage de tabac	66	3.800
Jeu, trafic, possession illicite d'argent	51	2.936
Infractions diverses	858	49.396
	1737	100

Il a été infligé, dans les mêmes établissements, à 562 individus, 1,560 punitions, savoir :

Cellule	350
Pain sec	421
Autres privations alimentaires	579
Amendes	76
Autres punitions	134

La proportion des punitions est de 0.35 pour 100 détenus par jour, et celle des hommes punis dans le courant de l'année ressort, par rapport au total des individus écroués, à 38.81 ; 177 infractions n'ont été l'objet que d'une admonestation.

Il y a eu 3,748 journées de cellule de punition, 21,809 d'isolement, 3,359 de privations alimentaires, soit, sur 100 journées de détention :

Journées de cellule de punition	0.83
— d'isolement	4.85
de privations alimentaires	0.75

En 1874, le nombre proportionnel des infractions était de 0.50 0/0 détenus, par jour, et celui des individus punis de 55.47 0/0 ; les actes de rébellion ou de mutinerie avaient été plus fréquents (20.977 sur 100 infractions) ; mais on avait compté moins de vols (0.149), de voies de fait contre les gardiens (0.548) ou contre d'autres détenus (3.082), moins d'infractions au silence (18.236), etc. Un individu subissant la peine de la détention avait été condamné à la reclusion pour tentative d'assassinat sur un gardien.

Dans les maisons centrales d'Embrun et de Landerneau, soumises

(1) Le silence n'est obligatoire, pour les condamnés à la détention, que dans les ateliers, les dortoirs, la chapelle et l'école.

(2) Les condamnés à la détention ne sont pas astreints au travail ; mais ceux qui sont admis, sur leur demande, dans les ateliers, doivent se conformer à toutes les règles d'ordre et de discipline concernant l'organisation du travail dans l'établissement. Ils sont tenus notamment de faire la tâche journalière ou hebdomadaire qui leur est fixée par l'Administration. (Arr. du 26 mai 1871, art. 33.)

aux mêmes règles disciplinaires que celles qui sont affectées aux condamnés de droit commun, on a constaté 2,968 infractions.

La proportion des infractions ressort à 1.50 par jour et pour 100 détenus, dans les premiers de ces établissements, 1.19 dans les derniers. Les chiffres suivants font connaître la nature des faits signalés dans les deux catégories :

	LANDERNEAU ET EMBRUN.		Etablissements de droit commun.
	Nombre.	Proportion sur 100 infractions.	Proportion sur 100 infractions.
Vols	2	0 067	2.124
Voies de fait envers le personnel supérieur	»	»	»
— les gardiens et les contre-maîtres libres	»	»	0.055
— d'autres détenus	22	0 741	4.153
Rébellion, mutinerie	284	9.569	5.109
Actes d'immoralité	»	»	0.433
Infractions au silence	2,194	73.922	46.200
Refus de travail	5	0.168	1.953
Paresse, négligence dans le travail	46	1.550	9.132
Usage de tabac	20	0.674	4.642
Jeu, trafic, possession illicite d'argent	6	0.202	4.999
Infractions diverses	389	13.107	21.200
	2,968	100	100

De ces 2,968 infractions, 591 ont donné lieu à une réprimande seulement, 2,371 à une punition, savoir :

Cellule	198
Pain sec	243
Autres privations alimentaires	1,394
Amendes	188
Autres punitions	348

La proportion des punitions est de 1.21 par jour et pour 100 individus. Le nombre des hommes punis s'élève à 510 ou 48.25 0/0 par rapport au total de ceux qui ont été détenus pendant l'année. Dans les établissements de droit commun, on trouve 1.09 0/0 pour les punitions, 50.51 0/0 pour les individus punis.

Les journées de cellule de punition forment, dans les maisons cen trales d'Embrun et de Landerneau, un chiffre de 2,558 ou 1.30 pour 100 journées de détention, celles des privations alimentaires de 13,771 ou 6.99, tandis que dans l'ensemble des autres maisons centrales et des pénitenciers agricoles, les proportions sont respectivement 1.67 et 3.97 0/0.

La statistique de 1874 accusait, pour les maisons de correction affectées aux condamnés de l'insurrection :

Proportion des infractions par jour	1.00 0/0
— des hommes punis, au total des détenus	43.90
— des journées de cellule de punition, aux journées de détention.	0.63
— des journées de privations alimentaires, aux journées de détention	3.63

Les différences que l'on remarque entre les deux années portent toutes sur la maison centrale de Landerneau et elles sont imputables à la mutinerie fomentée par les détenus venant d'Embrun. Ce mouvement, qui n'a, d'ailleurs, été accompagné d'aucune violence, a pu être réprimé, sans l'intervention active de la force armée, par l'emploi de mesures purement disciplinaires dont l'une des plus efficaces a été le transfèrement des principaux fauteurs du désordre, 18 dans les cellules du quartier d'isolement de la maison centrale de Clairvaux, 18 dans celles de la maison de correction départementale de Sainte-Menehould.

Deux des condamnés à la déportation, dont le départ pour la Nouvelle-Calédonie avait été ajourné par les commissions médicales, se sont évadés de la maison de détention de Thouars, où ils avaient été placés à la suite de l'évacuation du dépôt de Quelern ; repris dans les vingt-quatre heures, ils ont été, peu de temps après, dirigés sur leur destination légale. Une tentative d'évasion a été commise dans la même maison par deux condamnés à la détention.

TABLEAUX XVI à XIX et XXI. — Etat sanitaire.

Le nombre des entrées à l'infirmerie a été de 1192 (Belle-Isle 262, Thouars 528, Embrun 57, Landerneau 345); celui des journées d'infirmerie de 37,767 (Belle Isle 12,852, Thouars 17,173, Embrun 2,522, Landerneau 5,220) et celui des décès de 27 (Belle-Isle 4, Thouars 14,

Embrun 3, Landerneau 6). La comparaison entre ces chiffres et ceux qui se rapportent aux maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun (1) s'établit ainsi qu'il suit :

	Maisons de détention et maisons centrales affectées aux condamnés de l'insurrection.					Maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun.
	Belle-Isle.	Thouars.	Embrun.	Landerneau.	TOTAL.	
Proportion 0/0						
des entrées, par jour, à la population moyenne.	0.12	0.23	0.13	0.29	0.18	0.1[illegible]
des entrées aux journées d'infirmerie (durée moyenne du séjour)........................	49.05	32.55	44.24	15.13	31.69	20.81
des journées d'infirmerie aux journées de détention......	5.93	7.36	5.96	3.38	5.84	3.08
des décès de la population moyenne...	0.67	2.19	2.59	1.41	1.52	4.14

Ce rapprochement montre que si, dans les quatre établissements spéciaux, les admissions sont plus fréquentes et la durée du séjour à l'infirmerie plus longue, la mortalité y est près de trois fois moins élevée. L'année 1874 avait donné des résultats également favorables. La situation s'est, à la vérité, aggravée à Thouars où l'on n'avait constaté qu'une proportion de 3.83 journées d'infirmerie pour 100 journées de détention et pas un seul décès ; l'augmentation qui existe, à la charge de 1875, est due, en grande partie, au fort contingent de valétudinaires et de malades dangereusement atteints, qu'ont fourni les condamnés à la déportation maintenus en France, à raison de l'état de leur santé.

Les maladies qui ont motivé le plus grand nombre d'admissions à l'infirmerie sont :

A Belle-Isle, les maladies des bronches et du larynx (48 ou 18.32 0/0), les gastrites, entérites, diarrhées (47 ou 17.92 0/0), les fièvres diverses (21 ou 8.78 0/0), les maladies des yeux (22 ou 8.40 0/0), les rhumatismes (16 ou 6.10 0/0), la phthisie (15 ou 5.73 0/0) ; à Thouars, les maladies des bronches et du larynx (138 ou 26.13 0/0), les gastrites, entérites, diarrhées (86 ou 16.31 0/0), les abcès, furoncles, ulcères (47 ou 8.93 0/0), les maladies du cœur ou du péricarde (35 ou 6.63 0/0), les rhumatismes (31 ou 5.87 0/0), les fièvres intermittentes (30 ou 5.68

(1) Non compris les pénitenciers agricoles de la Corse.

0/0), les maladies diverses de la peau (22 ou 4.16 0/0) ; à Embrun les indigestions et embarras gastriques (12 ou 21.05 0/0), les maladies des bronches et du larynx (10 ou 17.54 0/0), les pneumonies, pleurésies, etc. (8 ou 14.03 0/0), les rhumatismes (6 ou 10.53 0/0) ; à Landerneau, les gastrites, entérites, diarrhées (89 ou 24.93 0/0), les maladies des bronches et du larynx (58 ou 16.81 0/0), l'anémie, la débilité, la gangrène (39 ou 11.13 0/0), les rhumatismes articulaires (30 ou 8.70 0/0), les pneumonies, pleurésies, etc. (25 ou 7.25 0/0), les maladies diverses de la peau (19 ou 5.51 0/0).

Les décès se répartissent ainsi :

Belle-Isle	Phthisie	2	4
	Maladie du cœur	1	
	Maladie de la moelle	1	
Thouars	Maladies des bronches et du larynx	8	14
	Gastrites, entérites, diarrhées	4	
	Maladie de la moelle	1	
	Hydropisie	1	
Embrun	Maladies des bronches et du larynx	2	3
	Pneumonie	1	
Landerneau	Maladies du cerveau, de la moelle et des méninges	3	6
	Maladie du cœur	1	
	Phthisie	1	
	Péritonite	1	

Ces nomenclatures diffèrent peu de celles que mentionne la statistique médicale des maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun.

TABLEAU XXIII. — Aliénés, épileptiques, suicides.

Il a été constaté pendant l'année 10 cas d'aliénation mentale, dont 4 chez des individus ayant présenté antérieurement les symptômes de cette maladie. Des 10 détenus reconnus aliénés, 6 ont été transférés dans des asiles ; l'état des 4 autres n'a pas paru assez grave pour motiver cette mesure.

Sur 9 épileptiques existant au 31 décembre de l'année précédente, 8 ont été libérés en 1875 ; aucun cas nouveau n'a été signalé pendant l'année.

Il n'y a pas eu de suicide accompli ni tenté.

TABLEAUX XXIV à XXVII. — Travail.

Il ressort des indications des tableaux XXX et XXXI (1) que le nombre des condamnés à la détention ayant formellement déclaré qu'ils entendaient user de la faculté qui leur est reconnue de ne pas travailler, est assez restreint. Néanmoins, en 1875, comme en 1874, la majeure partie de la population dans les maisons de Belle-Isle et de Thouars est restée inoccupée, et le produit de la main-d'œuvre y a été peu élevé.

A Embrun, la décroissance constante de l'effectif et l'éventualité prévue de la suppression de la maison centrale, avaient déjà ralenti les travaux que cette mesure a totalement arrêtés, dès le mois de mai.

A Landerneau, la situation eût été entièrement satisfaisante sous le rapport industriel, si les actes de désordre dont j'ai parlé précédemment n'avaient momentanément suspendu l'activité des ateliers, en même temps que la nécessité de procéder à une répartition des détenus venant d'Embrun entre les divers genres d'industrie exercés dans la maison, et de faire subir à presque tous un nouvel apprentissage, réduisait la proportion des journées productives.

Le relevé ci-dessous donne, au point de vue du travail, l'état des quatre établissements spéciaux comparé à celui des maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun :

	Belle-Isle.	Thouars.	Embrun.	Landerneau.	Maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun.
Nombre moyen des travailleurs.....	166	180	71	370	13,561
Proportion par rapport à la population moyenne....................	27.99 0/0	28.17 0/0	61.21 0/0	87.47 0/0	83 0/0
Nombre des travailleurs au 31 décembre 1875....................	143	185	»	341	13,739
Proportion par rapport à l'effectif à la même date......................	24.78 0/0	28.42 0/0	»	87.21 0/0	85.22 0/0
Produit du travail, gratifications comprises...........	37,283f.23	62,747f.55	11,918f.44	87,121f.37	3,631,481f.89
Nombre des journées de travail......	51,483	55,836	22,038	114,829	4,203,719
Produit moyen par journée de travail.	0f. 72.42	1f. 12.38	0f. 54.08	0f. 75.87	0f. 86.39
Produit moyen par journée de détention...........................	0f. 17.22	0f. 26.91	0f. 28.07	0f. 56.40	0f. 60.90

(1) *Voir* pages 164 et 166.

Il y a lieu de remarquer que dans ces chiffres sont compris ceux qui se rapportent aux détenus employés aux services économiques, lesquels ont été, en moyenne, de 88 à Belle-Isle (53.01 sur 100 individus occupés), 105 à Thouars (58.33 0/0), 28 à Embrun (39.44 0/0) 77 à Landerneau (20.80), et 16.12 0/0 seulement dans les maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun.

Les autres genres de travaux ayant occupé le plus de détenus sont: à Belle-Isle, la fabrication de filets de pêche 43, l'agriculture 16; à Thouars, les travaux aux bâtiments 31, l'industrie des tailleurs 18; à Embrun, la cordonnerie 10; à Landerneau, la chaussonnerie 147, l'industrie des tailleurs 42, la ferblanterie et la serrurerie 39, l'écharpillage de cordes 26, la passementerie 23.

En 1874, la moyenne des salaires par journée de détention était de 18 centimes à Belle-Isle; 34 c. 88 à Thouars; 21 c. 43 à Embrun et 44 c. 29 à Landerneau.

Le produit du travail, pour 1875, a été ainsi réparti:

	Belle-Isle.	Thouars.	Embrun.	Landerneau.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Pécule { réserve	8,970 20	14,956 34	2,823 26	19,089 53
Pécule { disponible	10,982 68	16,851 14	3,381 69	29,543 58
Portion laissée à la disposition du gouvernement et concédée aux entrepreneurs ou définitivement acquise au Trésor	17,330 35	31,940 07	5,713 49	38,488 26
TOTAL	37,283 23	63,747 55	11,918 44	87,121 37
Soit par journée de détention:	cent.	cent.	cent.	cent.
Pécule { réserve	4 14	6 14	6 65	12 36
Pécule { disponible	5 07	7 23	7 96	19 12
Portion laissée à la disposition du gouvernement	8 01	13 54	13 46	24 92
MOYENNE TOTALE	17 22	26 91	28 07	56 40

Il s'élève, dans les maisons centrales, à 12 c. 01 pour le pécule réserve, 15 c. 78 pour le pécule disponible, 33 c. 78 pour la portion revenant au Trésor.

TABLEAU XXVIII. — Dépenses des condamnés sur le produit de leur travail et les fonds déposés à leur profit.

Il a été employé :

	Belle-Isle.	—	Thouars.	—	Embrun.	—	Landerneau.
	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.
en achat de vivres supplémentaires...........	20,487 72	—	31,477 19	—	4,809 64	—	22,690 17
en achat d'effets d'habillement et menus ustensiles	4,424 91	—	7,601 20	—	794 69	—	5,830 63
en secours aux familles...	771 00	—	849 00	—	285 60	—	3,350 70
en restitutions...........	»	—	5 00		»	—	10 10
en port de lettres, frais d'actes, etc............	2,431 14	—	1,942 55	—	460 35	—	3,722 85
	28,114 77	—	41,874 94	—	6,350 28	—	35,604 45

soit, par journée de détention, à Belle-Isle — 12 c. 99 dont 9 c. 47 en aliments.
à Thouars — 17 95 13 50
à Embrun — 14 94 11 32
à Landerneau — 23 05 14 68

Ces chiffres diffèrent peu de ceux de l'année précédente.

On voit que les dépenses dépassent grandement les ressources disponibles sur le produit de la main-d'œuvre et que beaucoup de détenus, principalement à Belle-Isle et à Thouars, ont dû faire venir du dehors les fonds dont ils avaient besoin. Mais on constate aussi, avec satisfaction, qu'il en est un certain nombre qui ont prélevé sur leurs salaires des sommes relativement importantes pour venir en aide à leurs familles. Ils ont, d'un autre côté, reçu gratuitement des aliments supplémentaires d'une valeur de 4,789 fr. 32 c. ou 0 c. 74 par journée de détention.

Les condamnés de droit commun n'ont dépensé que 15 c. 15, dont 12 c. 25 en achat de vivres, et la part consacrée aux familles a été proportionnellement plus restreinte (54, 447 fr. 21 c. sur une dépense totale de 903,567 fr. 73 c.). La valeur des aliments supplémentaires délivrés à titre gratuit s'est élevée à 2 c. 10.

TABLEAU XXIX. — Renseignements sur les libérés.

Le nombre des individus mis en liberté pendant l'année 1875 est de

572, dont 396 par expiration de la peine, et 176 ou 30.77 0/0, en vertu de décisions gracieuses; il n'en avait été libéré en 1874 que 500, dont 67 seulement ou 13.40 0/0, par grâce. La proportion des condamnés de droit commun sortant des maisons centrales ou des pénitenciers agricoles, par suite de la remise du reste de leur peine, est de 4.69 0/0.

De ces 572 libérés

—	59, soit	10.32 0/0	avaient été détenus	plus de 1 à 2 ans;
—	299	52.27	—	plus de 2 à 3 —
—	158	27.62	—	plus de 3 à 4 —
—	54	9.44	—	plus de 4 à 5 —
—	2	0.35	—	plus de 5 ans. —

ces derniers étaient des soldats condamnés, avant 1871, à raison de crimes punis par le Code de justice militaire.

Si l'on se reporte à la partie du tableau qui concerne les détenus de droit commun, on constate que, parmi ceux-ci, 68.90 0/0 n'avaient pas subi plus de deux ans de captivité.

De notables différences existent encore, à d'autres points de vue, entre les deux catégories de libérés. C'est ce qui ressort des chiffres ci-après.

			Belle-Isle, Thouars, Embrun et Landerneau — Nombre.	Belle-Isle, Thouars, Embrun et Landerneau — Proportion 0/0.	Établissements de droit commun. — Proportion 0/0.
Récidivistes			19	3.32	40.51
Soumis à la surveillance			272	47.55	29.32
Destination des libérés	Étrangers expulsés		10	1.75	5.11
	Incorporés dans les armées de terre ou de mer		2	0.35	4.56
	Malades ou infirmes dirigés sur des établissements hospitaliers		»	»	0.27
	Dirigés sur leur ancien domicile	sur leur demande	365	63.81	25.96
		par ordre	»	»	0.24
	Dirigés sur une autre localité	sur leur demande	194	33.92	63.47
		par ordre	1	0.17	0.39
			572	100 »	100 »
Moyens présumés d'existence.	Expulsés, incorporés dans les armées, malades ou infirmes hospitalisés		12	2.10	9.94
	Remis à des sociétés de patronage		»	»	0.03
	Non remis à une société de patronage.	Paraissant avoir des ressources personnelles	29	5.07	5.38
		En état de travailler — ayant du travail assuré.	234	40.91	32.77
		En état de travailler — n'ayant pas de travail assuré	290	50.70	47.09
		Hors d'état de travailler	7	1.22	4.79
			572	100 »	100 »

L'administration ayant pourvu aux frais de voyage, au moment de leur libération, de tous les condamnés de l'insurrection, jusqu'à leur résidence, quel que fût le montant de leur pécule, il n'y a pas de comparaison à établir, sous le rapport pécuniaire, entre ceux-ci et les autres libérés. Je me borne à constater que :

152 ou 26.57 0/0 avaient reçu à leur résidence un solde de pécule de 20 à 60 francs;
114 19.93 — de plus de 60 à 100 francs;
107 18.71 — de plus de 100 francs;
199 34.79 n'avaient touché en sortant qu'une somme inférieure à 20 francs.

TABLEAU XXX. — Répartition des journées de détention. — XXXI. — répartition de la population au 31 décembre 1875, suivant l'état d'occupation, de chômage, de repos, de maladie ou de punition.

Les renseignements que contiennent ces tableaux permettent d'apprécier dans son ensemble la situation de la population des maisons de détention et des maisons centrales de correction affectées aux condamnés de l'insurrection, en 1875 et en 1874 d'une part, et celle des maisons centrales et des pénitenciers agricoles affectés aux condamnés de droit commun, de l'autre.

	ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.						Établissements de droit commun. Proportion 0/0 en 1875.
	NOMBRE EN 1875.		PROPORTION 0/0				
			1875.		1874.		
	maisons de détention.	maisons de correction.	maisons de détention.	maisons de correction.	maisons de détention.	maisons de correction.	
JOURNÉES DE DÉTENTION.							
Travail en commun	107,319	136,796	23.870	69.470	25.430	55.868	70.228
Travail à l'isolement	»	71	»	0.036	»	»	0.274
Chômage faute de travail	233,150	2,377	51 857	1.207	46.904	18.661	3.113
Condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail	3,690	»	0.821	»	0.694	»	0.104
Infirmes, vieillards, arrivants, libérés.	11,130	17,079	2.475	8.673	2.803	4.369	5.129
Jours fériés	37,961	22,808	8.443	11.583	12.458	12.305	13.039
Repos par prescription médicale	772	4,924	0.172	2.501	0.112	1.359	1.677
Repos par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc.	»	»	»	»	»	0.685	0.566
Maladie	30,025	7,742	6.678	3.932	5.030	3.294	3.187
Cellule ou salle de discipline sans travail	25,557	5,116	5.684	2.598	6.614	3.459	2.683
	449,604	196,913	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.							
Travail en commun	328	341	26.710	87.212	26.254	78.598	84.765
Travail à l'isolement	»	»	»	»	»	»	0.460
Chômage faute de travail	686	»	55.863	»	57,358	4.182	1.570
Condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail	20	»	1.629	»	0.585	»	»
Infirmes, vieillards, arrivants, libérés.	54	13	4.397	3.325	2.843	8.241	4.201
Repos par prescription médicale	1	19	0.082	4.859	0.251	0.615	2.791
Repos par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc.	»	»	»	»	»	1.353	0.664
Malades	99	12	8.062	3.069	5.853	3.690	3.180
Cellule ou salle de discipline sans travail	40	6	3.257	1.535	6.856	3.321	2.369
	1,228	391	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

Ces chiffres montrent que si, à raison des conditions légales et réglementaires du mode d'exécution de la peine de la détention, les maisons de Belle-Isle et de Thouars se trouvent, en quelque sorte, hors de toute comparaison, l'analogie est complète entre celles d'Embrun et et de Landerneau, renfermant des condamnés à l'emprisonnement, et les maisons centrales ou les pénitenciers affectés aux détenus de droit commun.

Dans la population des quatre établissements dont il s'agit, s'élevant, au 31 décembre 1875, à 1619, sont compris 204 hommes condamnés pour des faits étrangers à l'insurrection de 1871 (désertion, outrage à des supérieurs, intelligence avec l'ennemi, etc.). Le contingent des détenus jugés à raison de crimes ou délits insurrectionnels était ainsi de 1,415

D'autre part, les maisons centrales ordinaires renfermaient des individus condamnés pour crimes ou délits de droit commun se rattachant à l'insurrection ou extraits de celle de Landerneau par mesure de discipline, au nombre de 172

les condamnés à la déportation déposés à la prison de Saint-Brieuc, les hommes condamnés à un an et au-dessous et les femmes, à la déportation ou à la détention, écroués à Rouen, comptaient pour 49

L'effectif des détenus de l'insurrection s'élevait donc au total de 1,636

Il était, au 31 décembre 1874, de 2,301

La moyenne de l'année 1875 n'a pas dépassé 1,827, tandis que celle de 1874 s'élevait à 2,790.

QUATRIÈME PARTIE.

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

FRANCE.

La nomenclature des institutions de l'État affectées aux jeunes détenus du sexe masculin a été modifiée en 1875 par la création, à la prison de Nantes, d'un quartier spécial remplaçant la colonie correctionnelle dite de Boulard. L'évacuation de cette annexe de la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire a permis d'accroître la contenance de celle-ci. Ce changement est le seul qui ait été opéré en 1875 dans l'organisation des établissements d'éducation correctionnelle, et le nombre en était, à la fin de cette année, comme à pareille époque de la précédente, de 59, dont 35 pour les garçons (publics 10, y compris 5 quartiers tenant lieu de colonies correctionnelles (1) et installés dans des prisons départementales, privés 25) et 24 pour les filles (publics 3, dont 2 quartiers de prisons départementales, privés 21),

(1) Aux termes de la loi du 5 août 1850, les colonies correctionnelles, qui ne peuvent être que des établissements de l'État, reçoivent les jeunes garçons condamnés à un emprisonnement de plus de deux ans et ceux appartenant aux colonies pénitentiaires, qui ont été déclarés insubordonnés.

La statistique de ces divers établissements comprend quinze tableaux dont les dix premiers indiquent le mouvement de la population et les éléments dont elle se composait au 31 décembre 1875; les quatre suivants font connaître les résultats constatés pendant l'année en ce qui concerne l'état religieux, moral, disciplinaire et sanitaire, ainsi que le travail; le dernier donne des renseignements sur la situation des jeunes détenus à l'époque de leur mise en liberté.

TABLEAU I. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Population au 31 décembre.

	GARÇONS			FILLES			TOTAL pour les deux sexes		
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.
	publics.	privés.		publics.	privés.		publics.	privés.	
L'effectif au 31 décembre 1874 était de..........	2,268	5,383	7,651	130	1,772	1,902	2,398	7,155	9,553
Le nombre des entrées pendant l'année s'est élevé à	832	1,567	2,399	116	673	789	948	2,240	3,188
Ensemble..........	3,100	6,950	10,050	246	2,445	2,691	3,346	9,395	12,741
Celui des sorties, à......	871	1,279	2,150	110	575	685	981	1,854	2,835
Il restait, au 31 décembre 1875..................	2,229	5,671	7,900	136	1,870	2,006	2,365	7,541	9,906

Le nombre des journées de détention a été de 3,537,544, savoir:

Garçons. — Établissements......	publics............	804,275	2,816,796
	privés.............	2,012,521	
Filles. — Établissements..........	publics............	48,513	720,748
	privés............	672,235	
TOTAL pour LES DEUX SEXES. — Établissements...	publics............	852,788	3,537,544
	privés..............	2,684,756	

La population moyenne ressort ainsi :

pour les garçons, dans les établissements publics, à..............	2,203	7,717
— dans les établissements privés, à..............	5,514	
pour les filles, dans les établissements publics, à.........	133	1,975
— dans les établissements privés, à..........	1,842	
SOIT POUR LES DEUX SEXES,		
dans les établissements publics....................	2,336	9,692
dans les établissements privés...	7,356	

Le rapprochement entre ces chiffres et ceux de l'année précédente donne les différences ci-après :

	GARÇONS			FILLES			TOTAL pour les deux sexes		
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.
	publics.	privés.		publics.	privés.		publics.	privés.	
Population au 31 décembre.									
augmentation.....	»	288	249	6	98	104	»	386	353
diminution.......	39	»	»	»	»	»	33	»	»
Population moyenne.									
augmentation.....	»	493	410	»	189	181	»	682	591
diminution.......	83	»	»	8	»	»	91	»	

La population des quartiers correctionnels affectés aux garçons s'élevait, au 31 décembre 1875, à 420, et elle avait été en moyenne de 405 pendant l'année, tandis que les chiffres étaient respectivement de 399 et 394 en 1874. Il y avait ainsi, en définitive, sur 100 jeunes détenus :

	AU 31 DÉCEMBRE.		EN MOYENNE PENDANT L'ANNÉE.	
	1875	1874	1875	1874
dans les quartiers correctionnels................	5.32	5.21	5.25	5.39
dans les colonies pénitentiaires publiques.......	22.90	24.43	23.30	25.89
— — privées..........	71.78	70.36	71.45	68.72

Parmi les institutions de l'État affectées aux filles, une seule, le quartier annexé à la prison de Nevers, avait une destination analogue

à celle des colonies correctionnelles de garçons. L'effectif de ce quartier était, au 31 décembre 1875, de 45, au 31 décembre 1874, de 48, et la population moyenne s'y était élevée en 1875 à 43, en 1874 à 45. On trouve donc, sur 100 jeunes détenues :

	AU 31 DÉCEMBRE.		EN MOYENNE PENDANT L'ANNÉE.	
	1875	1874	1875	1874
quartier correctionnel	2.24	2.36	2.18	2.51
quartier et maison pénitentiaires publics	4.54	4.47	4.56	5.35
maisons pénitentiaires privées	93.22	93.17	93.27	92.14

En résumé, les établissements publics contenaient, sur l'effectif des garçons, 28.22 0/0 au 31 décembre 1875, et 28.55 pour la moyenne de l'année; et sur l'effectif des filles, 6.78 et 6.74.

A raison du peu d'importance de ces deux derniers chiffres, je crois inutile, dans l'examen des tableaux qui vont suivre, de faire de distinction entre les deux catégories d'établissements, en ce qui concerne le sexe féminin.

TABLEAU II. — Situation légale. — Durée de la peine ou de la correction.

Les 7,900 garçons détenus au 31 décembre 1875 se classaient ainsi, au point de vue de leur situation légale :

	NOMBRE			PROPORTION POUR 100		
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.
	publics.	privés.		publics.	privés.	
Placés sous la tutelle de l'administration (art. 66 C. p.)	2,050	5,625	7,675	91.47	99.19	97.15
Condamnés (art. 67 et 69 C. p.)	165	28	193	7.40	0.49	2.44
Détenus par correction paternelle (art. 375 et suivants C. civ.)	14	18	32	0·63	0.32	0.41
	2,229	5,671	7,900	100 »	100 »	100 »

Il n'y a pas de changement important à signaler, depuis l'année

précédente, dans la population générale, mais la proportion des condamnés et celle des enfants détenus par correction paternelle que renfermaient les établissements publics ont augmenté d'une manière sensible (6.19 et 0.27 en 1874 contre 7.40 et 0.63 en 1875).

Les 2,006 filles étaient réparties de la manière suivante:

Placées sous la tutelle de l'administration..................	1,793 ou	89.38 0/0
Condamnées...	45 —	2.24
Détenues par correction paternelle........................	168 —	8.38

En 1874, 94.07 sur 100 étaient placées sous la tutelle, 1.65 condamnées, 4.28 détenues par correction paternelle.

Sous le rapport de la durée assignée à la détention par les jugements ou arrêts, la population comprenait :

		GARÇONS — ÉTABLISSEMENTS publics.	GARÇONS — ÉTABLISSEMENTS privés.	GARÇONS — TOTAL.	FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.
Placés sous la tutelle de l'administration	moins de 1 an	12	6	18	5
	1 à 2 ans	35	153	188	58
	2 à 4	417	1,017	1,434	330
	4 à 6	829	2,122	2,951	690
	6 à 8	491	1,516	2,007	480
	8 à 10	215	623	838	170
	10 à 12	45	162	207	54
	12 à 14	6	26	32	6
Condamnés	moins de 1 an	1	1	2	4
	1 an	1	5	6	2
	1 à 2 ans	13	6	19	6
	2 à 4	49	2	51	11
	4 à 6	65	8	73	13
	6 à 8	17	4	21	2
	8 à 10	11	2	13	5
	10 à 12	8	»	8	2
		2,215	5,653	7,868	1,838

D'après ces indications, la moyenne du temps assigné par les tribunaux à l'éducation correctionnelle était :

pour les garçons placés sous la tutelle de l'administration,

dans les établissements publics	5 ans	56
dans les établissements privés	5	73
sur l'ensemble	5	69

pour les garçons condamnés,

dans les établissements publics	4	84
dans les établissements privés	3	81
sur l'ensemble	4	69

ou au total:

dans les établissements publics	5	51
dans les établissements privés	5	72
sur l'ensemble	5	66

pour les filles placées sous la tutelle de l'administration	5	63
condamnées	4	29
au total	5	60

Si l'on se reporte à la statistique de 1874, on constate, pour 1875, dans la durée de la correction, une légère différence en plus en ce qui concerne les jeunes détenus des deux sexes placés sous la tutelle de l'administration et les filles condamnées, en moins en ce qui concerne les garçons condamnés.

La composition de la population n'ayant pas sensiblement varié d'une année à l'autre, sous le rapport de la nature des faits qui ont motivé l'envoi en correction ou la condamnation, des juridictions, des départements où les enfants ont été jugés, de leur âge, de leur état civil et de la situation de leur famille, des religions, des professions et des antécédents judiciaires, je me bornerai à résumer les renseignements que contiennent les tableaux III à IX. Il en ressort que sur 100 jeunes détenus on comptait :

TABLEAU.

	GARÇONS						FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés	
	1875			1874				
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.		
Nature des faits ayant motivé la détention (Tab. III).	publics.	privés.		publics.	privés.		1875.	1874.
Assassinat, empoisonnement.	0.18	0.10	0.13	0.22	0.11	0.14	0.25	0.16
Meurtre, coups et blessures.	2.29	1.78	1.92	2.65	1.84	2.08	1.25	1 »
Incendie	1.66	1.39	1.46	2.34	1.38	1.66	2.44	2.37
Attentat à la pudeur	4.53	4.16	4.27	5.64	3.55	4.17	9.80	9.57
Vol qualifié, faux, fausse monnaie	4.71	4.87	4.82	4.01	4.88	4.27	1.59	2.10
Vol simple, escroquerie	55.72	62.78	60.92	53.22	63.22	60.26	54.91	56.26
Mendicité et vagabondage	27.54	23.68	24.64	28.26	24.15	25.37	20.79	22.18
Autres crimes ou délits	2.74	0.92	1.43	3.26	0.76	1.50	0.60	0.37
Désobéissance à l'autorité paternelle	0.63	0.32	0.41	0.40	0.61	0.55	8.37	5.99
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Juridictions (Ibid.).								
Tribunaux correctionnels	92.91	98.55	96.96	92.15	98.33	96.50	89.99	92.22
Cours d'assises	5.07	1.13	2.24	5.16	1.06	2.27	1.59	1.74
Tribunaux militaires ou maritimes	1.39	»	0.39	2.29	»	0.68	0.05	0.05
Correction paternelle	0.63	0.32	0.41	0.40	0.61	0.55	8.37	5.99
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Départements où les jeunes détenus ont été jugés (Tab. IV).								
Seine	20.68	14.67	16.37	19.27	13.36	15.11	20.99	19.14
Autres départements	79.32	85.26	83.58	80.69	86.59	84.84	79.01	80.86
Algérie et colonies	»	0.02	0.01	»	»	»	»	»
Principauté de Monaco et Échelles du Levant	»	0.05	0.04	0.04	0.05	0.05	»	»
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Âge au 31 décembre (Tabl. V).								
Au-dessous de 8 ans	0.22	0.46	0.39	0.13	0.54	0.42	0.35	0.26
De 8 à 10	1.75	3.45	2.97	1.85	4.16	3.48	5.03	5.21
— 10 à 12	6.95	9.95	9.10	7.89	12.26	10.96	10.47	9.31
— 12 à 14	17.86	23.26	21.65	20.42	24.41	23.23	20.04	22.24
— 14 à 16	30.37	29.80	30.05	36.02	31.12	32.57	29.26	29.44
A reporter	57.15	66.92	64.16	66.31	72.49	70.66	65.15	66.46

	GARÇONS						FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.	
	1875			1874				
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.		
	publics.	privés.		publics.	privés.		1875.	1874.
Report	57.15	66.92	64.16	66.31	72.49	70.66	65.15	66.46
De 16 à 18 ans	32.48	25.04	27.14	25.80	21.14	22.52	24.73	23.92
— 18 à 20	9.92	8.04	8.57	7.76	6.37	6.78	8.67	9.20
Plus de 20 ans	0.45	»	0.13	0.13	»	0.04	1.45	0.42
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Age au moment du délit (Tabl. V).								
Au-dessous de 8 ans	1.07	1.64	1.48	1.41	1.52	1.49	1.44	1.53
De 8 à 10	5.43	12.29	10.35	9.35	13.21	12.06	10.17	9.36
— 10 à 12	17.77	27.16	24.51	23.46	29.61	27.79	19.14	18.72
— 12 à 14	33.02	32.18	32.42	27.78	31.62	30.48	31.06	31.07
— 14 à 15	23.37	15.66	17.84	19.22	16.50	17.31	24.08	25.39
15 ans	19.34	11.07	13.40	18.78	7.54	10.87	14.11	13.93
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
État civil (Tabl. VI).								
Enfants légitimes	86.36	85.39	85.66	87.26	85.55	86.05	80.81	79.60
— naturels	13.04	14.61	14.34	12.74	14.45	13.95	19.19	20.40
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Situation des familles (Ibid.).								
Enfants appartenant à des parents :								
Aisés	2.06	1.29	1.50	0.88	1.75	1.49	1.20	1.68
Vivant de leur travail	77.08	74.56	75.27	74.07	76.63	75.87	65.46	63.04
Mendiants, vagabonds, prostituées.	13.28	13.22	13.24	13.85	10.18	11.27	23.88	25.24
Inconnus, disparus.	7.58	10.93	9.99	11.20	11.44	11.37	9.46	10.04
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Renseignements divers (Ibid.).								
Enfants dont les parents ont subi des condamnations	15.25	12.11	13 »	15.83	11.76	12.97	29.31	29.81
Orphelins d'un de leurs parents	9.78	23.65	19.73	12.22	21.57	18.80	30.01	12.33
Orphelins de père et de mère.	18.17	10.06	13.06	16.80	19.91	14.01	17.45	18.35
Élèves des hospices	1.17	1.92	1.71	1.54	2.45	1.73	0.95	1.42

	GARÇONS						FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.	
	1875			1874				
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.		
	publics.	privés.		publics.	privés.		1875.	1874.
Religions (Tabl. VII).								
Catholiques	99.42	98.64	98.86	99.47	98.57	98.84	97.36	99.82
Protestants	0.22	1.36	1 »	0.09	1.43	1.03	2.34	0.06
Israélites	0.36	»	0.14	0.44	»	0.13	0.30	0.12
Mahométans	»	»	»	»	»	»	»	»
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
État professionnel avant l'entrée (Tabl. VIII).								
Exerçant une profession industrielle.	23.60	15.09	17.49	27.12	17.13	20.09	18.10	15.98
— — agricole..	14.45	15.66	15.32	17.50	10.68	12.70	4.59	3.84
— une autre profession.	9.46	6.68	7.47	10.93	4.72	6.56	14.80	13.35
Sans profession	52.49	62.57	59.72	44.45	67 47	60.65	62.51	66.83
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Antécédents judiciaires (Tabl. IX).								
eunes détenus ayant été précédemment envoyés en correction ou condamnés.								
1 fois	7.22	5.48	5.98	6.70	6.24	6.38	2.84	2.16
2 fois	1.57	1.61	1.60	1.68	2.03	1.92	1.24	0.68
3 fois	0.58	0.79	0.72	0.31	1.30	1.01	0.60	0.32
4 fois	0.05	0.22	0.16	0.04	0.72	0.52	0.40	0 10
5 fois	»	0.63	0.45	»	0.71	0.50	0.15	0.05
	9.42	8.73	8.91	8.73	11 »	10.33	5.23	3.31
Détenus pour la première fois.	90.58	91.27	91.09	91.27	89 »	89.67	94.77	96.69
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

TABLEAU X. — Instruction.

La première partie de ce tableau indique l'état de l'instruction, au moment de leur entrée, des jeunes détenus présents au 31 décembre; la seconde fait connaître leur situation à cette dernière époque. Le rapprochement entre ces deux séries de renseignements permet d'apprécier les progrès réalisés dans l'intervalle.

Sous le rapport de l'instruction au moment de l'entrée, la population détenue au 31 décembre 1875 se répartissait ainsi :

	GARÇONS			FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	
	publics.	privés.		
Illettrés	1,219	3,202	4,421	1,314
Sachant lire	461	1,022	1,483	363
— lire et écrire	505	1,209	1,714	305
Possédant l'instruction primaire	39	235	274	24
— une instruction supérieure à l'enseignement primaire	5	3	8	»
	2,229	5,671	7,900	2,006

Soit pour 100 enfants :

	GARÇONS						FILLES. — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.	
	1875			1874				
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.		
	publics.	privés.		publics.	privés.		1875	1874
lettrés	54.69	56.46	55.96	53.88	57.03	56.10	65.50	65.57
Sachant lire	20.68	18.02	18.77	20.24	18.09	18.73	18.10	18.29
— lire et écrire	22.65	21.32	21.67	23.41	21.61	22.14	15.29	15.41
Possédant l'instruction primaire	1.75	4.14	3.47	2.47	3.90	2.98	1.11	0.73
— une instruction supérieure à l'enseignement primaire	0.23	0.06	0.13	»	0.07	0.05	»	»
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

Le nombre proportionnel des illettrés a, comme le constate ce tableau, diminué pour les deux sexes, sur l'ensemble de l'effectif, bien qu'il présente une légère augmentation dans les établissements

publics affectés aux garçons, et il n'est pas sans intérêt de rappeler que, d'après le tableau VI, la proportion des enfants âgés de 12 à 15 ans et au-dessus, au moment du délit, est plus élevée en 1875 qu'en 1874 pour les garçons dans les deux catégories d'établissements, et que, pour les filles, il y a réduction sur le groupe de 12 à 15 ans et accroissement sur celui de 15 ans.

A la fin de l'année, on comptait :

		GARÇONS — Établissements publics.	GARÇONS — Établissements privés.	GARÇONS — Total.	FILLES. — Établissements publics ou privés.
Illettrés.	Ayant appris à lire	409	935	1,344	374
	— à lire et à écrire	370	942	1,312	444
	— à lire, à écrire et à calculer	216	899	1,115	361
	Demeurés illettrés	224	426	650	135
		1,219	3,202	4,421	1,314
Sachant lire.	Ayant appris à écrire	210	403	613	153
	— à écrire et à calculer	227	530	757	195
	N'ayant pas fait de progrès	24	89	113	15
		461	1,022	1,483	363
Sachant lire et écrire.	Ayant reçu le complément de l'instruction primaire	410	948	1,358	253
	N'ayant pas fait de progrès	95	261	356	52
		505	1,209	1,714	305
Possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure,	Ayant fait des progrès	44	156	200	16
	N'ayant pas fait de progrès	»	82	82	8
		44	238	282	24

La proportion, par rapport au nombre des élèves de chaque catégorie présents au 31 décembre, de ceux qui ont profité de l'enseignement scolaire, est indiquée par les chiffres ci-dessous, pour les années 1875 et 1874 :

	GARÇONS.						FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.	
	1875			1874				
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.		
	publics.	privés.		publics.	privés.		1875	1874
Illettrés à leur entrée.......	81.62	86.70	85.30	82.65	82.28	82.39	89.73	85.21
Sachant lire................	94.79	91.29	92.38	96.73	90.14	92.25	95.87	87.63
— lire et écrire.........	81.19	78.41	79.23	76.65	81.86	80.22	82.95	71.99
Possédant déjà l'instruction primaire ou une instruction supérieure................	100.00	63.55	70.92	92.86	56.82	65.52	66.66	66.66
Proportion générale..........	84.61	84.87	84.80	84.35	82.78	83.24	89.53	83.49

On peut constater, sur l'ensemble, une certaine amélioration, plus sensible chez les filles que chez les garçons, et s'appliquant principalement, en ce qui concerne ces derniers, aux établissements privés. Dans les établissements publics, si des progrès marqués ont été réalisés par les enfants sachant lire et écrire ou possédant déjà l'instruction primaire ou une instruction supérieure, les résultats obtenus de ceux qui savaient seulement lire ou étaient entièrement illettrés au moment de leur entrée sont moins satisfaisants qu'en 1874.

TABLEAU XI. — État religieux, moral et disciplinaire.

Les jeunes garçons qui ont accompli leur première communion en 1875 sont au nombre de 285 dans les établissements publics, 777 dans les établissements privés ; 776 l'ont renouvelée dans les uns, 3,341 dans les autres ; 322 ont reçu la confirmation dans les premiers, 1,271 dans les seconds.

Parmi les filles, 189 ont fait leur première communion, 658 l'ont renouvelée, 326 ont reçu la confirmation.

Il a été accordé à 7 garçons (établissement public, 1; établissements privés, 6) remise définitive du restant de la peine prononcée contre eux par application de l'article 67 du Code pénal; 381 (établissements publics, 206; privés, 175) ont obtenu leur mise en liberté provisoire. On remarquera que cette dernière mesure est beaucoup plus fréquente dans les institutions de l'État, qui comptaient en 1875 une population moyenne de 2,203, que dans celles des particuliers où l'effectif était de 5,514; le même fait avait pu être constaté les années précédentes.

Le nombre des jeunes filles graciées a été de 4, et 35 sont sorties par libération provisoire.

Les récompenses distribuées dans l'intérieur des établissements forment un total de 29,089 pour les garçons, 5,925 pour les filles, savoir:

	GARÇONS.			FILLES — ÉTABLISSEMENTS publics ou privés.
	ÉTABLISSEMENTS publics.	ÉTABLISSEMENTS privés.	TOTAL.	
Livrets de caisse d'épargne	3	223	226	158
Récompenses pécuniaires	298	15,271	15,569	2,071
Livres et instruments d'honneur	»	1,332	1,332	780
Récompenses honorifiques	445	4,645	5,090	1,011
Autres récompenses	527	5,957	6,484	1,866
	1,273	27,428	28,701	5,886

Des moyens très-variés d'encouragement étant employés dans les divers établissements, ces chiffres échappent à toute comparaison. Dans les colonies pénitentiaires publiques, l'administration a introduit un système de récompenses pécuniaires réglementé par un arrêté, en date du 25 mars 1875 (1), dont voici les principales dispositions.

Il est remis à chaque enfant, au moment de son entrée dans l'éta-

1) *Voir aux annexes.*

blissement, un carton ou ticket divisé en 80 cases destinées à recevoir des marques indiquant la nature des bons points accordés, et différant entre elles dans chacune des six spécialités suivantes : travail, école, propreté, tenue et conduite, instruction religieuse, musique, manœuvres militaires et exercices de gymnastique. Les bons points peuvent, à titre de punition, être retirés par le directeur. Le retrait en est constaté par l'oblitération d'une ou plusieurs marques opérée au moyen d'un poinçon spécial. Toute évasion donne lieu à la suppression de la totalité des bons points obtenus. A la fin de chaque mois, le nombre des bons points non oblitérés figurant sur le ticket de chaque jeune détenu est totalisé. Chaque bon point donne lieu à l'allocation d'une gratification de cinq centimes inscrite au compte de l'enfant, dont la moitié forme une réserve pour l'époque de la libération et dont l'autre moitié peut être employée, dans l'établissement, à l'achat de menus objets, désignés par eux, tels que jouets, carnets, porte-crayons, effets accessoires n'altérant pas l'uniformité du costume réglementaire ; la distribution de ces objets a lieu le premier dimanche de chaque mois, en présence du directeur.

Des retenues pour bris, dégradations ou punitions peuvent être imputées sur le pécule disponible, qui est supprimé intégralement en cas de transfèrement dans un quartier correctionnel par mesure disciplinaire.

Le montant du pécule, réserve et disponible, des jeunes détenus mis en liberté provisoire, leur est payé en numéraire jusqu'à concurrence de cinq francs ; le surplus est versé à leur nom à la caisse d'épargne la plus voisine, et les livrets, remis par l'administration de ladite caisse au greffier-comptable de la colonie, sont envoyés, selon le cas, aux parents ou aux patrons des libérés.

Les jeunes détenus mis en liberté définitive peuvent recevoir en numéraire, sur le montant de leur pécule, une somme de dix francs. Le surplus est converti en un mandat sur la poste au nom de la personne chez laquelle se retire le libéré, ou de l'un des membres de la société de patronage qui a pourvu à son placement.

Le pécule, tant réserve que disponible, des jeunes détenus décédés dans les colonies publiques n'est, en aucun cas, remis à leurs héritiers.

Ce mode de récompense produit, à tous les points de vue, des résultats satisfaisants.

Il a été signalé 40,516 infractions commises par des garçons et 3,187 par des filles, savoir :

GARÇONS.	1875						PROPORTION POUR 100 en 1874		
	NOMBRE			PROPORTION POUR 100			ÉTABLISSEMENTS		PROPORTION générale.
	ÉTABLISSEMENTS publics.	ÉTABLISSEMENTS privés.	TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS publics.	ÉTABLISSEMENTS privés.	TOTAL.	publics.	privés.	
Vols	1,074	1,320	2,394	4.89	7.12	5.91	4 »	8.06	5.44
Actes d'immoralité	145	572	717	0.66	3.08	1.77	0.52	1.95	1.02
Voies de fait	1,396	929	2,325	6.35	5.02	5.74	6.41	2.79	5.13
Paresse	2,950	3,920	6,870	13.42	21.14	16.96	13.67	23.05	17 »
Insubordination	475	1,738	2,213	2.16	9.37	5.46	7.33	10.97	8.62
Autres infractions	15,935	10,062	25,997	72.52	54.27	64.16	68.07	53.18	62.79
	21,975	18,541	40,516	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

FILLES (Établissements publics ou privés).	1875 NOMBRE.	1875 PROPORTION pour 100.	PROPORTION pour 100 en 1875.
Vols	274	8.60	8.03
Actes d'immoralité	224	7.03	6.98
Voies de fait	44	1.38	1.53
Paresse	983	30.84	28.72
Insubordination	507	15.91	17.25
Autres infractions	1,155	36.24	37.49
	3,187	100 »	100 »

La proportion, du nombre total des infractions constatées, par jour, à la population moyenne, est, pour les garçons, de 2.73 0/0 dans les établissements publics, 0.92 dans les établissements privés, ou sur

l'ensemble 1.44, pour les filles, de 0.44 0/0; elle s'élevait, en 1874, pour les garçons, à 2.76 dans les établissements publics, 0.69 dans les établissements privés, ou 1.34 0/0 sur l'ensemble, pour les filles, à 0.48 0/0.

Il est à remarquer que si le chiffre proportionnel des fautes signalées, en ce qui concerne les garçons, bien qu'ayant diminué dans les établissements publics, y est toujours plus considérable que dans les établissements privés, il comprend, pour une moindre part, les actes d'une certaine gravité comme les vols, les faits d'immoralité, l'insubordination, la paresse.

Le rapport relatif à la statistique de 1874 indique les causes auxquelles semble pouvoir être imputée la multiplicité des infractions portées au compte des institutions de l'État: la composition de leur population, une plus grande rigueur dans l'application des règlements et sans doute aussi plus d'exactitude dans la tenue des relevés numériques. J'ajouterai que si l'on retranche des nombres afférents aux établissements publics ceux qui se rapportent aux quartiers correctionnels, où la proportion des infractions est de 3.18, on ne trouve plus, en effet, pour les colonies pénitentiaires gérées par l'administration, que 2.63 0/0, et l'écart avec celles que dirigent des particuliers ou des congrégations est moins considérable.

Les évasions sont, d'un autre côté, beaucoup plus fréquentes dans ces dernières : 139 ont été tentées, 196 accomplies pendant l'année 1875 (contre 205 et 277 en 1874) savoir:

	Établissements publics		Établissements privés.
	quartiers correctionnels.	colonies pénitentiaires.	
Tentatives	2	9	128
Évasions suivies de réintégration pendant l'année	»	26	109
Évasions non suivies de réintégration	»	10	51

Soit, par rapport à la population,

Tentatives 0/0	0.50	0.50	2.32
Évasions suivies de réintégration	»	1.44	1.98
— non suivies de réintégration	»	0.55	0.92

Quelques colonies privées offrent, à ce point de vue, une situation des plus défavorables. C'est ainsi qu'on a compté :

à Beaurecueil..................	15 évadés dont	6 non repris pendant l'année.
à Naumoncel....	21	18
à Courcelles	16	3
à Oullins...............	17	4
à Tesson.........	16	4

Or, à l'exception de la colonie de Tesson, ces colonies sont précisément de celles où la proportion des infractions signalées est au-dessous de la moyenne de 0.92 0/0 afférente à l'ensemble des établissements privés (Beaurecueil 0.28, Naumoncel 0.10, Courcelles 0.24, Oullins 0.57, Tesson 1.177), ce qui semble bien indiquer qu'au moins dans les quatre premières, le nombre peu élevé des fautes constatées tient plutôt à un défaut de surveillance qu'à un état disciplinaire satisfaisant.

Parmi les filles, il y a eu 9 évasions tentées et 7 accomplies ; 3 des jeunes détenues en fuite n'avaient pas été reprises à la fin de l'année ; le nombre des tentatives avait été de 10 et celui des évasions de 4 en 1874.

Le nombre des punitions a été, en 1875, de 38,813, soit 1.38 0/0 par jour (20,692 ou 2.57 0/0 dans les établissements publics, 18,121 ou 0.90 0/0 dans les établissements privés) pour les garçons, et 2,722 ou 0.38 0/0 pour les filles.

Il a été fait usage de la cellule à l'égard des garçons 1,167 fois, soit 5.64 sur 100 punitions dans les établissements publics, 2,997 fois, soit 16.54 sur 100 dans les établissements privés, et à l'égard des filles 366 fois, soit 13.45 dans les établissements publics ou privés. Le rapport entre le chiffre moyen par jour des mises en cellule et celui de la population ressort, en 1875, pour les garçons à 0.145 0/0 dans les établissements publics, 0.149 0/0 dans les établissements privés, contre 0.143 et 0.169 en 1874. L'emploi de ce moyen extrême de répression est donc toujours moins fréquent dans les premiers, bien que, comme on l'a vu plus haut, les infractions y soient signalées en plus grand nombre. — Pour les filles, la proportion des mises en cellule, à la population, a été de 0.050 0/0 en 1875 et 0.055 en 1874.

Indépendamment de ces punitions exécutées dans l'intérieur des établissements où les fautes avaient été commises, l'administration a

autorisé, par mesure disciplinaire, le transfèrement de 84 garçons (17 des établissements publics, 67 des établissements privés) et de 9 filles dans des quartiers correctionnels.

En outre, les tribunaux ont condamné à diverses peines, 8 garçons (établissements publics 2, privés 6) pour crimes ou délits commis pendant la détention, 15 (établissements publics 1, privés 14) en état d'évasion, et 3 filles, dont 2 pendant la détention, 1 en état d'évasion.

L'année précédente, il y avait eu 106 garçons et 7 filles transférées dans des quartiers correctionnels, 28 garçons condamnés par les tribunaux.

TABLEAU XII. — État sanitaire.

Pour les garçons, le nombre des admissions à l'infirmerie a été, en 1875, de 2,399, dont 1,068 dans les établissements publics, 1,331 dans les établissements privés, le nombre des journées d'infirmerie de 42,045, dont 17,657 dans les premiers, 24,338 dans les seconds, celui des décès de 97, dont 34 dans les unes, 63 dans les autres.

Il ressort de ces chiffres, les moyennes ci-après :

	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.	ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS.	TOTAL.
	—	—	—
Nombre d'admissions à l'infirmerie, par jour, pour 100 jeunes détenus.......	0.13	0.07	0.09
Nombre de journées d'infirmerie sur 100 journées de détention.................	2.20	1.21	1.49
Nombre de décès pendant l'année, pour 100 jeunes détenus..................	1.54	1.14	1.26

Mais il y a lieu de considérer que, dans certaines colonies privées, les enfants atteints de maladies graves sont évacués sur les hôpitaux, et le tableau I constate que 32 jeunes détenus y ont été, en 1875, l'objet de cette mesure, alors que 3 seulement, des établissements de l'État, ont été traités au dehors. L'administration n'a pu recueillir sur le nombre des journées de traitement et celui des décès dans les hôpitaux, des renseignements assez complets pour trouver place dans la statistique. Cette lacune doit être comblée en 1876, et il sera possible ainsi de comparer avec exactitude l'état sanitaire des deux catégories d'établissements. Si l'on tient compte seulement des données qui précèdent, on

constate que la situation était généralement plus favorable en 1874, année où la mortalité ne s'élevait qu'à 1.09 0/0 dans les infirmeries des établissements publics, 1.06 dans celles des établissements privés ou 1.07 en moyenne.

Les maladies qui ont motivé le plus grand nombre d'admissions à l'infirmerie sont, pour les premiers, les maladies des voies digestives (114), la phthisie (49), la scrofule (23), la fièvre typhoïde (14) ; pour les seconds, les maladies des voies digestives (359), la phthisie (87), la fièvre typhoïde (43), la scrofule (23). Dans les établissements publics, plus de la moitié des décès est imputable à la phthisie (18 sur 34) ; on descend ensuite à 4 pour les maladies des voies digestives, 2 pour la fièvre typhoïde, tandis que dans les établissements privés la phthisie, quoique ayant fourni aussi le contingent le plus élevé à la mortalité, y contribue pour un peu moins du tiers (19 sur 63), mais les maladies des voies digestives ont causé la mort de 9 jeunes détenus, la fièvre typhoïde de 8. Le surplus des admissions et des décès est compris sous la désignation un peu vague de « autres maladies ». Pour obtenir plus de précision, il faudrait astreindre les médecins à un travail de statistique clinique qu'il est difficile de leur imposer dans les établissements privés.

Indépendamment des 97 décès survenus à la suite de maladies, 1 à la colonie publique des Douaires, 1 à la colonie privée de Fontillet, 1 à Tesson ont été occasionnés par accident.

Pour les filles, il y a eu 581 admissions à l'infirmerie (scrofules 187, maladies des voies digestives 139, phthisie 73, fièvre typhoïde 12, scorbut 3, autres maladies 167), 11,137 journées d'infirmerie, et 36 décès (phthisie 24, fièvre typhoïde 4, maladie des voies digestives 1, autres maladies 7) ; 22 jeunes détenues ont été transférées dans les hôpitaux.

La proportion, par jour, du nombre des admissions à l'infirmerie à la population moyenne ressort à 0.08 0/0, celle des journées d'infirmerie aux journées de détention à 1.55, et celle des décès à la population à 1.82 : en 1874, la mortalité était de 1.67.

Le nombre des cas d'aliénation mentale constatés a été de 1 pour les garçons et 3 pour les filles.

TABLEAUX XIII et XIV. — Travail.

La population, sous le rapport professionnel, se répartissait ainsi qu'il suit, au 31 décembre 1875, dans les établissements affectés aux garçons :

	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS			TOTAL		
	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.
Services économiques (boulangerie, buanderie, cuisine, infirmerie, meunerie, etc.)	175	3	178	290	»	290	465	3	468
Agriculture (bergerie, porcherie, vacherie, conduite des attelages, travaux de culture, de jardinage, terrassements, etc.)	1,207	20	1,227	3,855	64	3,919	5,062	84	5,146
Industrie	655	»	655	1,270	89	1,359	1,925	89	2,014
	2,037	23	2,060	5,415	153	5,568	7,452	176	7,628
Inoccupés (malades, infirmes, punis, arrivants, etc.)	169	»	169	103	»	103	272	»	272
	2,206	23	2,229	5,518	153	5,671	7,724	176	7,900
Soit, sur 100 jeunes détenus.									
Services économiques	7.85	0.13	7.98	5.11	»	5.11	5.88	0.04	5.92
Agriculture	54.15	0.90	55.05	67.98	1.13	69.11	64.08	1.06	65.14
Industrie	29.39	»	29.39	22.39	1.57	23.96	24.37	1.13	25.50
	91.39	1.03	92.42	95.48	2.70	98.18	94.33	2.23	96.56
Inoccupés	7.58	»	7.58	1.82	»	1.82	3.44	»	3.44
	98.97	1.03	100 »	97.30	2.70	100 »	97.77	2.23	100 »

Il y a eu dans les mêmes établissements 2,207,530 journées de travail, qui se divisent de la manière suivante :

	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS			TOTAL		
	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement ou ses annexes.	à titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.
Services économiques	55,041	637	55,678	97,913	43	97,956	152,954	680	153,634
Agriculture	355,335	9,316	364,651	1,081,238	17,922	1,099,160	1,436,573	27,238	1,463,811
Industrie	178,691	»	178,691	384,694	26,700	411,394	563,385	26,700	590,085
	589,067	9,953	599,020	1,563,845	44,665	1,608,510	2,152,912	54.618	2,207,530
Soit sur 100 journées.									
Services économiques	9.19	0.11	9.30	6.08	0.01	6.09	6.93	0,03	6.96
Agriculture	59.32	1.55	60.87	67.22	1.11	68.33	65.08	1.23	66.31
dustrie	29.83	»	29.83	23.92	1.66	25.58	25.52	1.21	26.73
	98.34	1,66	100 »	97.22	2.78	100 »	97.53	2.47	100 »

Les statistiques antérieures ne faisaient pas connaître la répartition des journées de travail suivant la nature des occupations auxquelles étaient appliqués les jeunes détenus, et ne contenaient pas de renseignements sur ceux qui travaillaient au dehors, chez des particuliers, sans cesser d'être placés sous la main de l'administration des établissements d'où ils étaient détachés.

La proportion de ces derniers est peu considérable. Si on élimine des chiffres ci-dessus les journées afférentes, d'une part, aux quartiers correctionnels qui, à raison de la nature de leur population, ne peuvent fournir de travailleurs au dehors, d'autre part, à la Société de patronage de la Seine qui, au contraire, ne possède pas d'ateliers, on constate que la proportion des jeunes détenus employés chez des particuliers a été, en 1875, de 2.07 0/0 dans les colonies publiques et de 1.06 dans les colonies privées.

En comparant la situation des divers établissements d'éducation correctionnelle affectés aux garçons, en 1874 et en 1875, on constate qu'il existait, à la fin de cette dernière année :

	ÉTABLISSEMENTS publics.	ÉTABLISSEMENTS privés.	TOTAL.
En plus,			
Services économiques	0.97	»	»
Industrie	3.86	2.45	2.80
Inoccupés	1.72	0.74	0.94
En moins,			
Services économiques	»	0.82	0.33
Agriculture	6.55	2.37	3.41

Les genres d'industrie auxquels il a été employé le plus grand nombre de jeunes détenus pendant l'année sont :

DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS,

la cordonnerie, en moyenne	138
la confection de vêtements	131
la brosserie	49
le charronnage	30
la serrurerie et la maréchallerie	24

DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS,

la confection de vêtements	288
la taillanderie et la coutellerie	273
la cordonnerie	150
l'ajustage	143
la maçonnerie	100
la menuiserie	55
la reliure	55
la serrurerie et la maréchallerie	54
la brosserie	38
le charronnage	37

Les filles, toutes occupées dans les établissements mêmes ou leurs annexes, étaient ainsi classées, au 31 décembre 1875 :

Services économiques	395 soit	19.69 0/0
Agriculture	363	18.10
Industrie	1,192	59.42
	1,950	97.21
Inoccupées	56	2.79
	2,006	100 »

ou, par rapport à l'année 1874,

En plus,

Agriculture	0.70
Industrie	1.80

En moins,

Services économiques	1.66
Inoccupées	0.84

Les journées de travail, au nombre de 541, 943, se répartissaient ainsi :

Services économiques	99,933	soit	18.44 0/0
Agriculture	104,135		19.21
Industrie	337,875		62.35
	541,943		100 »

Les travaux industriels des jeunes filles ont consisté en :

Confection de lingerie et de vêtements, en ayant employé en moyenne	1,030
Ravaudage	23
Broderie	15
Tricot	14
Repassage	10

TABLEAU XV. — Renseignements sur les libérés.

Il ressort du tableau I que 1,560 garçons et 523 filles ont été mis en liberté pendant l'année. Ils se répartissent ainsi sous le rapport du caractère légal de la détention qu'ils avaient subie :

	Établissements publics.	Établissements privés.	Total.
GARÇONS.			
Placés sous la tutelle administrative (art. 66 C. p.)	577	897	1,474
Condamnés (art. 67 et 69 C. p.)	47	11	58
Détenus par correction paternelle (art. 375 et suivants C. c.)	»	28	28
	624	936	1,560

	Établissements publics ou privés.
FILLES.	
Placées sous la tutelle administrative	302
Condamnées	19
Détenues par correction paternelle	202
	523

Sous le rapport des causes de leur sortie, les 1,532 garçons détenus par application des articles 66, 67 et 69 du Code pénal se classent de la manière suivante, d'après le même tableau :

	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS			TOTAL		
	placés sous la tutelle administrative.	condamnés.	TOTAL.	placés sous la tutelle administrative.	condamnés.	TOTAL.	placés sous la tutelle administrative.	condamnés.	TOTAL.
GARÇONS.									
Expiration du temps fixé par le jugement............	384	33	417	717	10	727	1,101	43	1,144
Libération provisoire	193	13	206	174	1	175	367	14	381
Grâce entière.......	»	1	1	6	»	6	6	1	7
	577	47	624	897	11	908	1,474	58	1,532
Soit, sur 100 libérés :									
Expiration du temps fixé par le jugement............	66.55	70.21	66.83	79.93	90.91	80.07	71.69	74.14	74.67
Libération provisoire	33.45	27.66	33.01	19.40	9 09	19.27	24.90	24.14	24.87
Grâce entière......	»	2.13	0.16	0.67	»	0.66	0.41	1.72	0.46
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

La proportion des libérations anticipées était un peu plus forte en 1874 (34.11 au lieu 33.17 dans les établissements publics, 22,78 au lieu de 20.93 dans les établissements privés), et la différence porte sur celles qui ont eu lieu à titre définitif (1,42 dans les établissements publics, 0.89 dans les établissements privés, en 1874, contre 0.16 et 0.66 en 1875). Mais l'écart considérable déjà signalé à ce point de vue, entre les deux catégories d'établissements, subsiste toujours.

Pour les filles, on trouve dans les établissements publics ou privés :

	NOMBRE			PROPORTION POUR 100		
	placées sous la tutelle administrative.	condamnées.	TOTAL.	placées sous la tutelle administrative.	condamnées.	TOTAL.
Expiration du temps fixé par le jugement..	264	18	282	87.42	94.74	87.85
Libération provisoire....................	34	1	35	11.26	5.26	10.90
Grâce....................................	4	»	4	1.32	»	1.25
	302	19	321	100 »	100 »	100 »

En 1874, le nombre de celles qui avaient été mises en liberté par anticipation était de 13.14 0/0, toutes à titre provisoire.

Les renseignements que contient le tableau XV s'appliquent, sans distinction, aux deux classes de libérés. La statistique de 1876, en présentant séparément les indications afférentes à chacune d'elles, permettra d'établir d'utiles rapprochements. Elle mettra, de plus, en regard de l'état de l'instruction des jeunes détenus au jour de leur libération, leur situation au même point de vue lors de leur entrée. Pour l'année 1875, j'extrais de ce tableau les chiffres ci-après, en ce qui concerne les garçons :

TABLEAU.

	NOMBRE			PROPORTION POUR 100		
	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.	ÉTABLISSEMENTS		TOTAL.
	publics.	privés.		publics.	privés.	
Age.						
12 ans et au-dessous	2	6	8	0.32	0.66	0.52
Plus de 12 à 16 ans	112	165	277	17.95	18.17	18.08
de 16 à 18	301	433	734	48.24	47.69	47.91
de 18 à 20	206	296	502	33.01	32.60	32.77
Plus de 20 ans	3	8	11	0.48	0.88	0.72
	624	908	1,532	100 »	100 »	100 »
Instruction scolaire.						
Sachant lire, écrire et calculer	361	557	918	57.85	61.34	59.92
Sachant lire et écrire	179	208	387	28.69	22.91	25.26
— lire	45	109	154	7.21	12.00	10.05
Illettrés	39	34	73	6.25	3.75	4.77
	624	908	1,532	100 »	100 »	100 »
Instruction professionnelle.						
Ayant appris un métier agricole	383	641	1,024	61.38	70.60	66.84
— — industriel	203	244	447	32.53	26.87	29.18
- une autre profession	15	12	27	2.40	1.32	1.76
N'ayant appris aucun métier	23	11	34	3.69	1.21	2.22
	624	908	1,532	100 »	100 »	100 »
Moyens d'existence.						
En état de gagner leur vie	574	847	1,421	91.99	93.28	92.76
Hors d'état de gagner leur vie par suite d'infirmités ou de mauvaise santé	9	16	25	1.44	1.76	1.63
Pour insuffisance d'instruction professionnelle ou défaut d'intelligence	41	45	86	6.57	4.96	5.61
	624	908	1,532	100 »	100 »	100 »
Placement.						
Rentrés dans leurs familles	408	641	1,049	65.39	70.59	68.47
Restés dans l'établissement	»	10	10	»	1.10	0.65
Confiés à des sociétés de patronage	10	11	21	1.60	1.21	1.37
Engagés dans l'armée	35	38	73	5.61	4.19	4.77
Placés par les soins des directeurs comme ouvriers, domestiques, etc	171	208	379	27.40	22.91	24.74
	624	908	1,532	100 »	100 »	100 »

La comparaison entre les proportions mentionnées ci-dessus et celles qu'accuse la statistique de 1874 fait ressortir les différences suivantes :

	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS		ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS		TOTAL	
	augmentation.	diminution.	augmentation.	diminution.	augmentation.	diminution.
Age.						
N'ayant pas dépassé 16 ans	»	14.06	»	7.50	»	10.04
De 16 à 18 ans	9.70	»	4.80	»	6.69	»
18 à 20 ans	4.41	»	2.04	»	2.97	»
Plus de 20 ans	»	0.05	0.66	»	0.38	»
Instruction scolaire.						
Sachant lire, écrire et calculer	»	2.90	»	0.11	»	1.26
— lire et écrire	3.65	»	»	0.31	1.34	»
— lire	»	1.32	»	0.22	»	0.75
Illettrés	0.57	»	0.64	»	0.67	»
Instruction professionnelle.						
Ayant appris un métier agricole	1.17	»	»	1.07	»	0.42
— — industriel ou autre	»	2.73	0.52	»	»	0.57
N'ayant appris aucun métier	1.56	»	0.55	»	0.99	»
Moyens d'existence.						
En état de gagner leur vie	»	1.97	1.50	»	0.14	»
Hors d'état par suite d'infirmités ou de mauvaise santé	0.37	»	0.09	»	0.20	»
Par défaut d'intelligence ou insuffisance d'instruction professionnelle	1.60	»	»	1.59	»	0.34
Placement.						
Restés dans l'établissement ou confiés à des sociétés de patronage	0.36	»	»	1.02	»	0.51
Placés par les soins des directeurs	7.15	»	4.46	»	5.60	
Engagés dans l'armée	»	2.74	»	0.81	»	1.52
Rentrés dans leurs familles	»	4.77	»	2.63	»	3.57

Les conditions dans lesquelles se trouvaient les jeunes détenus au moment de leur sortie étaient donc, en général, moins bonnes en 1875 que l'année précédente. Par contre, leur avenir paraissait mieux assuré, puisque la proportion de ceux qui ont été soustraits,

par des placements chez des patrons choisis avec soin, à l'influence souvent pernicieuse de leurs familles, a notablement augmenté; et à cet égard le progrès est plus sensible dans les établissements de l'État que dans ceux des particuliers ou des congrégations. On remarquera, d'ailleurs, que le nombre des libérés ayant contracté des engagements militaires est toujours plus élevé dans les établissements publics (5.61 0/0 en 1875 et 8.35 0/0 en 1874) que dans les établissements privés (4.19 et 5.70).

Quant aux filles, si leur situation s'est améliorée sous le rapport de l'âge, de l'instruction scolaire et des moyens d'existence, elle est plus défavorable au point de vue de l'instruction professionnelle et du placement. C'est ce que constate le relevé ci-après:

TABLEAU

	1875 NOMBRE.	1875 PROPORTION pour 100.	PROPORTION en 1874	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
Age.					
12 ans et au-dessous	8	2.49	1.92	0.57	»
Plus de 12 à 16 ans	51	15.89	20.51	»	4.62
de 16 à 18	121	37.70	36.54	1.16	»
de 18 à 20	133	41.43	40.71	0.72	»
Plus de 20 ans	8	2.49	0.32	2.17	»
	321	100 »	100 »		
Instruction scolaire.					
Sachant lire, écrire et calculer	194	60.44	56.41	4.03	»
Sachant lire et écrire	78	24.30	26.92	»	2.62
Sachant lire	37	11.52	10.90	0.62	»
Illettrées	12	3.74	5.77	»	2.03
	321	100 »	100 »		
Instruction professionnelle.					
Ayant appris un métier agricole	69	21.50	24.68	»	3.18
— — industriel	223	69.47	58.97	10.50	»
— une autre profession	23	7.16	15.39	»	8.23
N'ayant appris aucun métier	6	1.87	0.96	0.91	»
	321	100 »	100 »		
Moyens d'existence.					
En état de gagner leur vie	294	91.58	89.10	2.48	»
Hors d'état, par suite d'infirmités ou de mauvaise santé.	10	3.12	2.24	0.88	»
Par défant d'intelligence ou insuffisance d'instruction professionnelle	17	5 30	8.66	»	3.36
	321	100 »	100 »		
Placement.					
Rentrées dans leurs familles	223	69.47	66.03	3.44	»
Restées dans l'établissement	18	5.61	8.97	»	3.36
Confiées à des sociétés de patronage	20	6.23	3.20	3.03	»
Placées par les soins des directeurs ou directrices comme domestiques, ouvrières etc,	60	18 69	21.80	»	3.11
	321	100 »	100 »		

Le nombre des jeunes libérés à l'habillement desquels il a dû être pourvu a été de 505, soit 80.93 0/0, dans les établissements publics, 879, soit 96.81 0/0, dans les établissements privés; la dépense a été de 12,977 fr. 84 c. ou de 25 fr. 70 c. pour chacun dans les premiers, 34,629 fr. 20 c. ou 39 fr. 40 c. dans les autres; ont reçu des secours de route, indépendamment du pécule dont ils étaient possesseurs, 472, soit 75.64 0/0, pour une somme totale de 6,557 fr. 35 c., soit 13 fr. 80 c. en moyenne dans les établissements publics, 841 ou 92.62 0/0, pour 30,054 fr. 28 c. ou 35 fr. 74 c. en moyenne, dans les établissements privés. Mon rapport sur la statistique de 1874 (1) explique les causes de la différence apparente existant entre les deux catégories d'établissements, quant au nombre et à l'importance de ces allocations.

Les jeunes filles ont reçu, à leur sortie, 294, soit 91.59 0/0, des vêtements d'une valeur totale de 14,836 fr. 15 c. ou 50 fr. 46 c. en moyenne, 183, soit 57.01 0/0, des secours de route montant à 3,606 fr. 10 c. ou 19 fr. 71 c. en moyenne.

Les variations annuelles que présentent ces proportions sont sans importance.

ALGÉRIE

L'Algérie ne possède qu'un seul établissement d'éducation correctionnelle, la colonie agricole de M'zéra, située commune de Reghaïa (ci-devant section de Saint-Paul, de la commune de l'Alma), à 28 kilomètres environ d'Alger, dans un domaine appartenant à un particulier. Aux termes du contrat passé entre celui-ci et le maréchal de France gouverneur général de l'Algérie, à la date du 12 mai 1868, l'établissement doit servir de colonie pénitentiaire pour les jeunes garçons, dans les conditions déterminées par les articles 3 et 4 de la loi du 5 août 1850, et de colonie correctionnelle pour ceux dont il est fait

(1) Page XCIX.

mention aux articles 10 et 11; les deux catégories doivent être entièrement séparées. Il est payé au fondateur 1 franc par journée de détention et une allocation de 80 francs à titre de première mise et frais de trousseau, pour chaque jeune détenu entrant. Les règles relatives à la discipline, à l'instruction, au régime matériel, au travail, etc., sont calquées sur celles en vigueur dans la métropole. L'État a la faculté de supprimer le quartier correctionnel, sans indemnité, mais il ne peut résilier le traité, en ce qui concerne la colonie pénitentiaire, avant le terme de 20 ans, à partir du 12 mai 1868.

L'étendue du domaine est de 417 hectares et tous les jeunes détenus sont employés à l'agriculture et aux travaux qui s'y rattachent.

De même que pour les maisons centrales, on n'a fait figurer l'établissement dont il s'agit qu'au tableau I, d'où j'extrais les renseignements ci-après :

Au 31 décembre 1874, l'effectif était de	171
Le nombre des entrées pendant l'année 1875 a été de	61
Ensemble	232
Celui des sorties s'est élevé à	55
Il restait au 31 décembre 1875	177

Le total des journées de détention est de 61,303 et correspond à une population moyenne de 168.

L'effectif au 31 décembre 1875 se compose de 136, soit 76.84 0/0, jeunes détenus placés sous la tutelle de l'administration, 15 ou 8.47 0/0 condamnés à 2 ans et moins et 26 ou 14. 69 0/0 à plus de 2 ans ; il ne s'y trouve aucun enfant détenu par correction paternelle. Les proportions sont respectivement dans la métropole 97.15 0/0, 0.34, 2.10 et 0.41 pour les enfants placés sous la tutelle de l'administration, condamnés à deux ans et moins ou à plus de deux ans et les détenus par correction paternelle.

Dans le total des sorties, sont comprises 5 évasions suivies de réintégration pendant l'année, et 9 décès. La mortalité ressort à 5.36 0/0 alors qu'elle est seulement de 1.26 dans les établissements similaires de la métropole.

L'inspection générale qui a eu lieu en 1876 a constaté qu'à part quelques tolérances locales, qui ont d'ailleurs été supprimées, l'ensemble des services de la colonie de M'zéra pouvait être considéré comme aussi satisfaisant que dans les établissements similaires de la métropole les mieux organisés.

CINQUIÈME PARTIE.

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET CORRECTION, CHAMBRES ET DÉPOTS DE SURETÉ.

FRANCE.

La loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales a été promulguée le 15 du même mois.

L'administration a dû se préoccuper tout d'abord de la situation des condamnés qui, antérieurement à cette date, subissaient volontairement leur peine dans des conditions plus ou moins complètes d'isolement. De concert entre les départements de la justice et de l'intérieur, il a été reconnu que ces détenus n'étaient pas fondés à réclamer, par application de l'article 4 de la loi, la réduction, de plein droit, du quart de la durée de leur peine. Mais il a été décidé en même temps que ceux d'entre eux qui n'auraient pas encouru de punition grave pourraient obtenir individuellement, par la voie gracieuse, une diminution proportionnelle au temps passé par eux en cellule. Plusieurs condamnés, notamment dans les prisons de la Seine, ont vu ainsi abréger la durée de leur détention.

D'un autre côté, par une circulaire en date du 10 août, les instructions nécessaires pour assurer l'exécution de la loi ont été données aux préfets. Cette circulaire, qui est accompagnée d'une note de l'inspecteur général des bâtiments pénitentiaires, détermine les condi-

tions auxquelles est subordonnée la reconnaissance des prisons comme établissements cellulaires, les dispositions à prendre en vue de la réappropriation des maisons primitivement construites pour l'emprisonnement individuel, de la transformation des maisons mixtes ou communes et de la construction de nouveaux établissements, les renseignements à fournir pour la fixation de la contenance des prisons et le choix de l'emplacement, l'instruction des demandes de subventions faites par les départements, le mode de payement de ces allocations, l'ordre suivant lequel les diverses catégories de détenus doivent, en cas d'insuffisance du nombre des cellules, être soumises à l'emprisonnement individuel, les règles à suivre pour l'application de la loi aux condamnés à plus d'un an et un jour et la cessation de l'emprisonnement individuel, le mode de calcul de la réduction du quart, etc., etc.

Une autre circulaire, datée du 14 octobre, a complété, par l'envoi de notes et de dessins concernant les prisons de la Belgique et des Pays-Bas, les détails techniques que contenait l'annexe de celle du 10 août.

Le Conseil de l'inspection générale des prisons, chargé de rechercher les conditions à remplir pour la construction des prisons cellulaires, n'a terminé son travail qu'en 1877, et c'est seulement à la date du 27 juillet de la même année qu'un programme officiel a été arrêté sur l'avis du Conseil supérieur. Des plans-spécimens établis d'après les données de ce programme en formeront le commentaire graphique. Mais les notes de l'Inspecteur général des bâtiments pénitentiaires ont pu, ainsi que l'explique la circulaire du 10 août, suppléer provisoirement à l'absence de ces documents. L'étude des projets présentés par quelques architectes locaux a fourni, d'ailleurs, d'utiles indications et, à ce point de vue, on n'a pas eu à regretter l'ajournement qu'a subi l'adoption de dispositions définitives.

Le fonctionnement du régime de l'emprisonnement individuel étant subordonné à la réalisation de certaines conditions spéciales d'installation des bâtiments, l'administration a dû étudier avec soin la situation, sous ce rapport, de chacune des 382 prisons départementales.

La maison d'arrêt et de correction du boulevard Mazas et un quartier de la maison de correction de la rue de la Santé, à Paris, sont,

parmi les établissements construits suivant le système cellulaire, les seuls où il ait paru possible d'appliquer immédiatement la loi du 5 juin. Il serait même nécessaire d'y modifier l'installation des infirmeries, afin d'éviter les inconvénients qui résultent de la réunion des détenus malades dans les salles communes. Un arrêté ministériel du 14 septembre 1875, mis à exécution à partir du 25 du même mois et notifié au procureur général par les soins de M. le garde des sceaux, a néanmoins reconnu la prison Mazas et le quartier cellulaire de celle de la Santé comme établissements destinés à l'emprisonnement individuel. Une commission instituée par le préfet de la Seine, de concert avec le préfet de police, est chargée d'examiner les diverses questions relatives à l'appropriation ou à la reconstruction des autres prisons.

En dehors de la Seine, 34 départements possèdent des maisons d'arrêt, de justice et de correction qui avaient été construites suivant le système cellulaire. Ces établissements sont au nombre de 59. Par suite, soit des défectuosités des plans primitifs, soit des modifications qui y ont été apportées pour la détention en commun, soit enfin de l'insuffisance du nombre des cellules, aucune ne peut, en son état actuel, servir à l'emprisonnement individuel dans les conditions déterminées par la loi. De là, la nécessité d'exécuter des travaux d'appropriation ou d'agrandissement plus ou moins considérables; plusieurs prisons actuellement insuffisantes et qui ne sont susceptibles d'aucune augmentation de contenance ne pourront être utilisées qu'autant qu'il aura été pourvu, dans le département où elles sont situées, à la construction ou à l'appropriation de nouveaux établissements assez spacieux pour recevoir leur excédant de population.

Le nombre des prisons disposées en vue de l'emprisonnement mixte ou en commun, qu'il est possible de transformer suivant le système cellulaire ne semblerait pas devoir être évalué à plus de 7.

Les autres, pour répondre aux exigences de la loi du 5 juin, seraient à réédifier.

D'après des études faites par une commission instituée à l'effet d'examiner les conséquences financières de cette loi, le nombre des prisons, dans les départements autres que la Seine, pourrait être fixé, après la réunion de maisons d'arrêt, de justice et de correction aujourd'hui

séparées et qu'il conviendra de grouper, à 368 (1). Ce nombre se répartirait ainsi, au point de vue de l'importance des établissements et de la nature des travaux à faire pour la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel :

Prisons.	20 détenus et au-dessous.	21 à 40.	41 à 60.	61 à 100.	101 à 150.	150 à 200.	201 à 300.	plus de 300.	TOTAL.
Cellulaires à approprier	6	31	6	6	8	»	2	»	59
Communes à transformer	»	»	»	1	2	2	»	2	7
Communes à reconstruire indépendamment de toute question de système	14	34	16	10	12	4	7	2	99
Communes à reconstruire par suite de l'introduction du nouveau régime	28	58	42	27	19	10	12	7	203
	48	123	64	44	41	16	21	11	368

Dans ces chiffres, les chefs-lieux de départements figurent pour un total de 95 prisons, savoir :

	20 détenus et au dessous.	21 à 40.	41 à 60.	61 à 100.	101 à 150.	150 à 200.	201 à 300.	plus de 300.	TOTAL.
Cellulaires à approprier	»	»	1	4	4	2	»	»	11
Communes à transformer	»	»	»	»	1	2	»	2	5
Communes à reconstruire indépendamment de toute question de système	»	»	»	4	9	2	6	2	23
Communes à reconstruire par suite de l'introduction du nouveau régime	1	2	8	8	14	7	10	6	56
	1	2	9	16	28	13	16	10	95

(1) Il est possible, toutefois, que ce chiffre soit augmenté par suite des circonstances locales. En tous cas, les appréciations formulées dans le présent rapport doivent être considérées comme provisoires. Le régime cellulaire est plus ou moins étroit suivant les pays et prête à des modes différents d'application. La réglementation définitive, qui dépend d'un décret à soumettre aux délibérations du Conseil d'État et qu'il est nécessaire de faire précéder d'une expérience concluante, réagira très-probablement sur les dispositions architectoniques à adopter dans les prisons.

La circulaire du 10 août 1875 est parvenue dans les départements à une époque trop rapprochée de l'ouverture de la session des conseils généraux, pour qu'il fût possible aux préfets de leur soumettre utilement des propositions relativement à la mise à exécution de la loi du 5 juin. Ces assemblées se sont bornées, pour la plupart, à donner acte de la communication qui leur était faite des instructions ministérielles ; quelques conseils généraux cependant ont, dès cette époque, manifesté des dispositions peu favorables; d'autres, en petit nombre, se sont montrés animés du désir de s'associer à l'œuvre de la réforme pénitentiaire. Mais aucun crédit n'a été ouvert aux budgets départementaux de 1876, en vue de l'exécution de la loi.

L'administration n'en a pas moins prescrit la préparation de projets, tant pour la réappropriation des prisons primitivement édifiées sur des plans cellulaires, que pour la transformation des prisons mixtes ou communes ou la construction de nouveaux établissements.

En ce qui concerne les prisons à approprier ou à transformer, on a pensé qu'il importait de ne pas sacrifier la possibilité d'une prompte application du régime de l'emprisonnement individuel aux exigences rigoureuses de programmes comportant une organisation complète et perfectionnée. Toutefois, on a considéré comme devant être maintenue d'une façon absolue, la nécessité, non-seulement de disposer d'un nombre de cellules en rapport avec les besoins, mais aussi de pourvoir au chauffage des cellules, à l'éclairage, à l'installation du service du culte dans des conditions qui permettent aux détenus de voir ou au moins d'entendre le prêtre, sans communications entre eux, à l'établissement de préaux cellulaires convenablement isolés et surveillés, et en nombre suffisant pour qu'il soit possible de donner aux prisonniers une heure de promenade par jour, de pouvoir et au service des vidanges. C'est dans cet ordre d'idées qu'est dirigée l'étude des projets.

En ce qui concerne les prisons qui ne peuvent être réappropriées ni transformées, l'administration a dû se préoccuper d'abord de celles dont, à raison de leur état défectueux, la reconstruction avait été résolue en principe antérieurement à la promulgation de la loi du 5 juin, et, préalablement à la rédaction des projets, fixer le nombre des cellules qu'elles devaient contenir.

Dans les calculs qui servent de base à cette fixation, on prend pour

règle la centralisation au chef-lieu du département de tous les individus condamnés à plus de trois mois. Cette mesure, qui ne soulève, au point de vue légal, aucune objection, offre de sérieux avantages.

En effet, la réduction de l'importance numérique des prisons d'arrondissement permet d'y supprimer divers aménagements qui ne sont nécessaires qu'autant que la population dépasse un certain chiffre, et comme, en général, le *maximum* d'effectif n'est pas atteint simultanément sur tous les points du département, le nombre des cellules à ajouter à la prison du chef-lieu peut être maintenu au-dessous du total des places qu'on eût dû réserver dans celles des arrondissements. En outre, la population de ces dernières ne devant plus se composer que de prévenus et de condamnés dont la peine n'excède pas trois mois, il est permis de renoncer, dans l'installation des cellules, à quelques dispositions coûteuses qui paraissent superflues pour des détentions de courte durée. On peut donc ainsi réaliser de notables économies sur les dépenses de construction.

D'autre part, en concentrant dans une seule prison, pour chaque département, tous les condamnés à plus de trois mois, on a la possibilité de ne pas étendre, dans les autres, les services de l'enseignement, du culte, de l'infirmerie et d'y réduire, sans être entraîné à une augmentation proportionnelle au chef-lieu, le nombre des agents de surveillance; de là, une diminution de frais qui a son importance.

Enfin, il n'est pas douteux que, dans la plupart des cas, les chefs-lieux de département ou d'assises offrent plus de ressources pour la composition des commissions de surveillance et qu'au point de vue de l'organisation du travail industriel, la centralisation des condamnés présente un intérêt marqué. Le contrôle de l'administration est, d'ailleurs, mieux assuré par ce moyen, et la réduction du nombre des prisons où, à raison de l'importance de la population et des éléments dont elles se compose, le concours d'employés particulièrement capables est nécessaire, rend moins difficile le recrutement du personnel.

On n'a pas pensé, toutefois, qu'il convînt de s'attacher à cette règle d'une manière absolue. Elle semble devoir souffrir une exception lorsqu'il s'agit de construire une prison d'arrondissement dans un département où celle du chef-lieu, établie pour l'emprisonnement en

commun, est dans des conditions qui ne permettraient pas de songer avant longtemps à y appliquer le régime cellulaire.

Ces principes admis, on calcule le nombre de cellules nécessaire dans chaque établissement en tenant compte du chiffre *maximum* atteint par les catégories de détenus qu'il doit recevoir aux termes de l'article 2 de la loi du 5 juin, déduction faite d'un quart en ce qui concerne les condamnés de trois mois à un an et un jour. Pour les condamnés à plus d'un an et un jour, on a cru devoir, jusqu'à présent, leur réserver des cellules dans la proportion de 45 0/0 du nombre de ceux qui subissent leur peine dans les maisons centrales. Enfin, pour éviter des mécomptes de la nature de ceux qui se sont produits dans plusieurs départements où des prisons construites il y a 30 ans ont aujourd'hui une population double et même triple de leur contenance normale, on a cru indispensable d'augmenter de 5 0/0, en vue de l'accroissement de la population générale de la France, le total obtenu par les procédés qui viennent d'être indiqués, et on se préoccupe, autant que possible, de réserver des moyens d'extension.

A la fin de l'année 1875, des études avaient été faites en vue de la fixation de la contenance de 12 prisons.

L'insuffisance du nombre des cellules existant dans les prisons de Mazas et de la Santé n'a permis de soumettre, à Paris, au régime de l'emprisonnement individuel, en dehors des inculpés, des prévenus, des accusés et d'une partie de l'effectif des condamnés à un an et un jour ou au-dessous, que quelques condamnés à plus d'un an et un jour. Dans les autres villes, on a dû s'abstenir d'appliquer aux détenus un mode d'emprisonnement qui ne pouvait être pratiqué dans des conditions pleinement satisfaisantes, au point de vue de l'hygiène, sans présenter cependant, au point de vue de la séparation des condamnés entre eux et de l'emploi de moyens efficaces de traitement moral, des garanties assez complètes pour justifier une réduction opérée de plein droit sur la durée des peines. Toutefois, des facilités d'isolement ont été accordées à la plupart de ceux qui les ont sollicitées et plusieurs d'entre eux, condamnés à plus d'un an, ont été placés dans les quartiers cellulaires des maisons centrales : il a été suppléé par des mesures personnelles de clémence au bénéfice des dispositions de l'article 4 de la loi.

La situation, en 1875, des établissements désignés sous le titre générique de Prisons Départementales, et comprenant les chambres et dépôts de sûreté et les maisons d'arrêt, de justice et de correction, fait l'objet de huit tableaux, dont je vais résumer les indications

CHAMBRES ET DÉPOTS DE SURETÉ

TABLEAU UNIQUE

Le nombre de ces lieux de détention, qui était, au 31 décembre 1874, de 2,916 dont 2,723 chambres et 193 dépôts, s'élevait, à la fin de l'année 1875, à 2,960 dont 101 dépôts seulement. Il y avait donc eu, d'une année à l'autre, une augmentation de 44, résultant de la création de nouvelles brigades de gendarmerie; en outre, 92 dépôts avaient été supprimés et remplacés par autant de chambres annexées aux casernes et dans lesquelles les détenus de passage restent sous la garde des gendarmes. Des 101 dépôts, 7 seulement, dont 1 dans la Seine, étaient confiés à des gardiens rétribués sur les crédits affectés au service pénitentiaire; les autres, servant en même temps de prisons municipales, se trouvaient placés sous la surveillance d'agents salariés par les communes.

	DÉTENUS CIVILS		MILITAIRES et MARINS.	TOTAL.
	HOMMES et jeunes garçons.	FEMMES et jeunes filles.		
La population était, au 31 décembre 1874, de......	60	11	3	74
Il est entré en 1875..............................	49,840	6,614	3,655	60,109
Ensemble..................	49,900	6,625	3,658	60,183
Le nombre des sorties a été de..................	49,857	6,615	3,655	60,127
Il restait, au 31 décembre 1875...................	43	10	3	56

Les journées de détention forment un total de 76,034, dont 70,375 pour les passagers civils (sexe masculin 61,739, féminin, 8,636) et 5,559 pour les militaires et marins.

La population moyenne ressort ainsi à 208, savoir :

Civils	hommes et jeunes garçons	169	193
	femmes et jeunes filles	24	
Militaires et marins			15

Il y avait eu, en 1874, un effectif moyen de 226 (civils 210, militaires 16), soit une diminution de 18 passagers (civils 17, militaire 1).

On a eu à signaler 7 évasions, dont 4 suivies de réintégration en 1875, tandis que 13 détenus s'étaient évadés en 1874 et 2 seulement d'entre eux avaient été repris avant la fin de l'année.

La durée du séjour des passagers dans les chambres et dépôts est descendue de 1 j. 31 en 1874, à 1 j. 27 en 1875.

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION

TABLEAU 1. — Mouvement général d'entrée et de sortie.

Les mouvements de la population dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction sont représentés par les chiffres ci-après :

	HOMMES et JEUNES GARÇONS			FEMMES et JEUNES FILLES			TOTAL		
	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.
Effectif au 31 décembre 1874.	4,016	15,630	19,646	1,504	3,036	4,510	5,520	18,666	24,186
Entrées............	58,314	149,124	207,438	35,653	30,752	66,405	93,967	179,876	273,843
	62,330	164,754	227,084	37,157	33,788	70,915	99,487	198,542	298,029
Sorties............	58,624	149,942	208,566	35,558	30,953	66,511	94,182	180,895	275,077
Effectif au 31 décembre 1875.	3,706	14,812	18,518	1,599	2,835	4,434	5,305	17,647	22,952

Le total des journées de détention a été de 8,620,837, dont 2,104,608 (sexe masculin 1,486,490, sexe féminin 618,118) dans la Seine ; 6,516,229 (sexe masculin 5,425,795, sexe féminin 1,090,434) dans les autres départements ; soit un effectif moyen de 23,619 individus, savoir ;

	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.
Sexe masculin..............................	4,073	14,865	18,938
Sexe féminin...............................	1,693	2,988	4,681
	5,766	17,853	23,619

En 1874, la population moyenne s'élevait à 24,579 (sexe masculin 19,523, sexe féminin 5,056) dont 5,778 (sexe masculin 4,066, sexe

féminin 1,712) dans la Seine et 18,801 (sexe masculin 15,457, sexe féminin 3,344) dans les autres départements. Les différences d'effectif entre les deux années sont ainsi :

Sur la population au 31 décembre,

	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.
Sexe masculin, diminution	310	818	1,128
Sexe féminin.. —	»	204	106
Sexe féminin.. augmentation	95	»	»
Diminution générale	215	1,019	1,234

Sur la population moyenne,

	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.
Sexe masculin, augmentation	7	»	»
Sexe masculin, diminution	»	592	585
Sexe féminin, diminution	19	356	375
Diminution générale	12	948	960

La proportion pour laquelle les prisons de la Seine comptent dans l'effectif général de l'année, est de 24.41 0/0 (sexe masculin 21.51, sexe féminin 36.17).

Des quatre quartiers spéciaux affectés à des condamnés de l'insurrection qui subsistaient encore à la fin de l'année précédente, deux, ceux de Versailles et d'Avignon, ont été définitivement évacués en 1875, et il n'a plus été conservé que le quartier de la prison de Saint-Brieuc servant de dépôt pour les hommes condamnés à la déportation, et celui de la maison de correction de Rouen qui renferme les hommes condamnés à un an et au-dessous d'emprisonnement et les femmes condamnées à la détention ou à la déportation, — ces dernières maintenues en France à raison de l'état de leur santé.

Ces diverses catégories de détenus sont comprises dans l'ensemble du mouvement des maisons d'arrêt, de justice et de correction pour les nombres suivants :

	POPULATION au 31 décembre 1874		ENTRÉES		SORTIES		POPULATION au 31 décembre 1875		JOURNÉES de détention.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Prévenus, accusés, condamnés attendant leur transfèrement : Versailles....	»	1	»	»	»	1	»	»	»	89
Quartier de déportés.................. { Saint-Brieuc..........................	43	»	72	»	90	»	25	»	11,392	»
Quartier de déportés.................. { Rouen................................	»	4	»	»	»	1	»	3	»	1,186
	43	4	72	»	90	1	25	3	11,392	1,186
Quartier de détention : Rouen..	»	10	»	1	»	1	»	10	»	3,935
Condamnés à un an d'emprisonnement et au-dessous : Rouen..............	21	»	14	»	24	»	11	»	5,356	»
Condamnés à plus d'un an d'emprisonnement : Avignon...................	1	»	»	»	1	»	»	»	25	»
Récapitulation { Prévenus, accusés, condamnés attendant leur transfèrement.	»	1	»	»	»	1	»	»	»	89
Récapitulation { Quartiers de déportés..............................	43	4	72	»	90	1	25	3	11,392	1,186
Récapitulation { Quartier de détention..............................	»	10	»	1	»	1	»	10	»	3,935
Récapitulation { Condamnés.... { à un an d'emprisonnement..............	21	»	14	»	24	»	11	»	5,356	»
Récapitulation { Condamnés.... { à plus d'un an d'emprisonnement.......	1	»	»	»	1	»	»	»	25	»
Totaux..	65	15	86	1	115	3	36	13	16,773	5,210
Population moyenne...									46	14
									60	

Trois convois de déportés comprenant ensemble 68 individus ont été dirigés, en 1875, sur la Nouvelle-Calédonie ; 7 de ces condamnés venaient de la maison de détention de Thouars où ils avaient été placés lors de l'évacuation du dépôt de Quélern, l'état de leur santé n'ayant pas permis de les embarquer à cette époque ; les 61 autres étaient détenus au dépôt établi à la prison de Saint-Brieuc. Les départs ont eu lieu de la manière suivante :

1er mars par le navire le Var....... 25 de Saint-Brieuc.
1er juin — l'Orne...... 24 dont 17 de Saint-Brieuc, 7 de Thouars
1er septembre — le Rhin..... 16 de Saint-Brieuc.

TABLEAU II. — Répartition de la population suivant la situation légale. — Population maxima.

Sous le rapport du sexe et de l'âge, l'effectif, au 31 décembre 1875, se répartissait ainsi :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Adultes	3,560	1,599	5,159	14,606	2,804	17,410	18,166	4,403	22,569
Jeunes détenus	146	»	146	206	31	237	352	31	383
	3,706	1,599	5,305	14,812	2,835	17,647	18,518	4,434	22,952
Soit, sur 100 individus.									
Adultes	67.11	30.14	97.25	82.77	15.89	98.66	79.15	19.18	98.33
Jeunes détenus	2.75	»	2.75	1.16	0.18	1.34	1.53	0.14	1.67
	69.86	30.14	100 »	83.93	16.07	100 »	80.68	19.32	100 »

Au point de vue de leur situation légale, les détenus étaient classés de la manière suivante :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Adultes.									
Prévenus, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.	1,142	209	1,351	3,258	547	3,805	4,400	756	5,156
Condamnés à plus d'un an attendant leur transfèrement à leur destination légale	126	31	157	672	112	784	798	143	941
Condamnés à l'emprisonnement de simple police	12	»	12	59	61	120	71	61	132
Condamnés à l'emprisonnement correctionnel.									
Pour 1 mois et au-dessous	480	76	556	1,606	297	1,903	2,086	373	2,459
Pour plus de 1 mois jusqu'à 3	615	189	804	2,910	568	3,478	3,525	757	4,282
pour plus de 3 mois jusqu'à 1 an	637	201	838	5,166	1,041	6,207	5,803	1,242	7,045
Pour plus de 1 an, autorisés à subir leur peine dans les prisons départementales	23	1	24	157	42	199	180	43	223
Détenus pour dettes envers l'Etat	17	»	17	473	102	575	490	102	592
Détenus pour dettes envers les particuliers	4	2	6	10	4	14	14	6	20
Détenus par mesure administrative	504	890	1,394	86	22	108	590	912	1,502
Passagers	»	»	»	209	8	217	209	8	217
Jeunes détenus.									
Correction paternelle	22	»	22	15	1	16	37	1	38
Prévenus, accusés, etc	47	»	47	81	9	90	128	9	137
Condamnés à 6 mois et au-dessous	7	»	7	53	14	67	60	14	74
Jugés, attendant leur transfèrement	70	»	70	57	7	64	127	7	134
	3,706	1,599	5,305	14,812	2,835	17,647	18,518	4,434	22,952

On comptait, par conséquent, sur un effectif de 100 :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Adultes.									
Prévenus, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.	30.81	13.07	25.47	21.99	19.29	21.56	23.76	17.05	22.46
Condamnés à plus d'un an attendant leur transfèrement à leur destination légale...........	3.40	1.94	2.96	4.54	3.95	4.44	4.31	3.22	4.10
Condamnés à l'emprisonnement de simple police.....	0.32	»	0.23	0.40	2.15	0.68	0.38	1.40	0.58
Condamnés à l'emprisonnement correctionnel.									
Pour 1 mois et au-dessous..........	12.95	4.75	10.48	10.84	10.48	10.78	11.26	8.41	10.72
Pour plus de 1 mois jusqu'à 3.........	16.59	11.82	15.15	19.65	20.04	19.71	19.04	17.07	18.66
Pour plus de 3 mois jusqu'à 1 an......	17.19	12.57	15.80	34.88	36.72	35.17	31.34	28.01	30.69
Pour plus de 1 an, autorisés à subir leur peine dans les prisons départementales.........	0.63	0.06	0.45	1.06	1.48	1.13	0.97	0.97	0.97
Détenus pour dettes envers l'État	0.46	»	0.32	3.19	3.60	3.26	2.65	2.30	2.58
Détenus pour dettes envers les particuliers.............	0.11	0.13	0.12	0.07	0.14	0.08	0.07	0.13	0.09
Détenus par mesure administrative	13.60	55.66	26.28	0 58	0.78	0.61	3.19	20.57	6.54
Passagers	»	»	»	1.41	0.28	1.23	1.13	0.18	0.94
Jeunes détenus.									
Correction paternelle	0.59	»	0.41	0.10	0.03	0.10	0.20	0.02	0.17
Prévenus, accusés, etc.........	1.27	»	0.88	0 55	0.32	0.51	0.69	0.20	0.60
Condamnés à 6 mois et au-dessous.....	0.19	»	0.13	0.36	0.49	0.38	0.32	0.31	0.32
Jugés, attendant leur transfèrement....	1.89	»	1.32	0.38	0.25	0.36	0.69	0.16	0.58
	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »

Les *détenus par mesure administrative* comptent toujours pour des

chiffres considérables dans la population des prisons de la Seine, tandis que celles des autres départements n'en renferment qu'un petit nombre. Dans les premières, cette catégorie se compose des mendiants et vagabonds des deux sexes et des filles soumises, internés, sur l'ordre du préfet de police, les uns à la maison de répression de Saint-Denis, les autres à Saint-Lazare, et, en outre, de quelques étrangers, frappés d'arrêtés d'expulsion par application de l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849 ou de l'article 272 du Code pénal, attendant leur transfèrement à la frontière. Dans les secondes, on ne retient, *par mesure administrative*, indépendamment des individus à expulser du territoire français, que les mendiants et vagabonds ayant subi une condamnation et devant être dirigés sur un dépôt de mendicité ou reconduits sous escorte à leur résidence conformément aux articles 273 et 274 du Code pénal; les filles arrêtées pour infraction aux règlements sur la prostitution sont, à peu d'exceptions près, détenues en vertu de jugements de simple police et c'est ce qui explique la proportion relativement élevée des condamnées de cette dernière catégorie. Des dispositions ont été prises récemment pour que les étrangers soumis à l'expulsion soient rapidement transportés à la frontière, de manière à abréger autant que possible la durée de leur détention.

Je n'ai à signaler, comme ressortant de la comparaison des nombres portés aux tableaux ci-dessus avec ceux de l'année précédente, que la forte augmentation de la proportion des hommes renfermés préventivement (30.81 au lieu de 21.89) et des femmes détenues par mesure administrative (55.66 contre 51) dans les prisons de la Seine; des détenus pour dettes envers l'État (3.19 pour les hommes, 3.60 pour les femmes au lieu de 1.68 et 1.38) dans les autres départements, et on remarque que sur 473 hommes et 102 femmes soumis, au 31 décembre 1875, à la contrainte par corps, à la requête des agents du Trésor, les Ardennes, Meurthe-et-Moselle, le Nord et les Vosges fournissent à eux seuls un contingent de 193 individus du sexe masculin, 18 du sexe féminin. Les différences, en plus ou en moins, que présentent les autres catégories, sont sans importance.

Si l'on additionne les chiffres correspondant au maximum de population qu'aient renfermé, pendant l'année 1875, les diverses maisons

d'arrêt, de justice et de correction, on trouve un total pour la Seine

de..................	4,704 hommes ou jeunes garçons		2,268 femmes ou jeunes filles.	
pour les autres départements, de.........	21,224	—	4,544	—
soit pour la France........	25,928	—	6,812	—
Ensemble.......	31,740			

L'excédant du maximum sur la moyenne est, par rapport à ce dernier terme,

	SEXE masculin.	SEXE féminin.
dans la Seine, de....................................	15.49 0/0	33.96 0/0
dans les autres départements, de.........................	42.78	52.07
pour la France entière..	36.90	45.52
	34.38	

En 1874, les maxima étaient partout plus élevés; ils atteignaient dans la Seine,

	pour le sexe masculin : 4,690	pour le sexe féminin:	1,947
dans les autres départements —	21,888	—	5,344
	26,578		7,291
ou ensemble...............	33,869		

Les écarts entre ces nombres et ceux qui représentent les effectifs moyens étaient, pour le sexe masculin, à peu près les mêmes qu'en 1875 (15.35 0/0 dans la Seine, 41.61 dans les autres départements) mais on constatait, pour le sexe féminin, des différences beaucoup plus faibles dans les prisons de la Seine (13.73 0/0), plus fortes dans les autres (59.81).

TABLEAU III. — État sanitaire.

Le nombre des cas de maladie ayant motivé, pendant l'année 1875, l'admission de détenus soit dans les infirmeries des maisons d'arrêt,

de justice et de correction, soit dans les hôpitaux, est de 15,132 et se répartit ainsi :

	SEINE.	AUTRES départements.	TOTAL.
Sexe masculin	3,455	5,725	9,180
Sexe féminin	4,078	1,874	5,952
	7,533	7,599	15,132

Soit, par jour, pour 100 détenus :

Sexe masculin	0.23	0.11	0.13
Sexe féminin	0.65	0.17	0.35
	0.36	0.12	0.18

Les journées de traitement forment un total de 369,273, savoir :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Journées d'infirmerie	74,842	166,807	241,649	79,822	31,901	111,723	154,664	198,708	353,372
— d'hôpital...	»	»	»	8,837	7,064	15,901	8,837	7,064	15.901
	74,842	166.807	241,649	88,659	38,965	127,624	163,501	205,772	369,273

La proportion du nombre des journées d'hôpital au total des journées de traitement, nulle dans la Seine, ressort, dans les autres départements, à 9.97 0/0 pour le sexe masculin, 18.13 pour le sexe féminin ou 12.46 pour les deux sexes. Elle était en 1874, sur l'ensemble, de 18.11 et s'élevait en 1869 à 30.26. La diminution considérable que l'on constate en 1875 atteste les bons effets des mesures prescrites à partir de 1870 et, en particulier, des dispositions formulées, dans une circulaire du 20 juin 1874, en vue de restreindre l'envoi de détenus dans les hôpitaux, aux cas d'impossibilité de les traiter dans les infirmeries des prisons.

Les journées d'infirmerie représentent, par rapport aux journées de

détention une proportion de 11.48 0/0 dans les prisons de la Seine, 1.96 0/0 dans celles des autres départements. Mais on ne saurait comparer la situation sanitaire des deux catégories d'établissements ni opérer de rapprochement entre l'année 1875 et la précédente, sans tenir compte des journées de traitement dans les hôpitaux. D'après les indications ci-dessus, on constate que la proportion du nombre des journées de maladie au total des journées de présence soit dans les prisons, soit dans les hôpitaux, a été :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
en 1875, de	5.03	26.99	11.48	1.63	3.55	1.95
en 1874, de	5.11	29.71	12.39	1.64	2.91	1.87

On voit que, sauf pour les femmes détenues dans les prisons des départements autres que la Seine, la diminution est générale; les prisons de ce dernier département fournissent toujours une proportion excessive de malades, dans laquelle entrent, pour la plus forte part, des individus qu'il est difficile de considérer comme faisant partie de la population légale des prisons et établissements pénitentiaires, les mendiants déposés à la maison de répression de Saint-Denis, et les filles soumises, atteintes de maladies syphilitiques, en traitement à Saint-Lazare.

Il y avait, au 31 décembre, à l'infirmerie dans les prisons de la Seine, 195 hommes ou jeunes garçons, soit, sur la population à la même date, 5.26 0/0, 447 femmes ou jeunes filles, soit 27.95 0/0; dans celles des autres départements, 139 hommes ou jeunes garçons, soit 0.94 0/0, 84 femmes ou jeunes filles, soit 2.96 0/0.

Il est décédé dans les prisons, par suite de maladie, 742 individus, dont 416 (sexe masculin 297, sexe féminin 119) dans la Seine, 326 (sexe masculin 284, sexe féminin 42) dans les autres départements. Les chiffres afférents à la population de ces derniers établissements doivent être augmentés des décès survenus dans les hôpitaux, soit 74

(66 pour les hommes et les jeunes garçons, 8 pour les femmes ou les jeunes filles). La mortalité, calculée sur l'effectif des prisons et des salles d'hôpital affectées au traitement des détenus, est ainsi :

	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
dans la Seine, de	7.29 0/0	7.03 0/0	7.21 0/0
dans les autres départements, de	2.35	1.66	2.24
Ensemble	3.41	3.60	3.45

Les proportions étaient moins élevées en 1874 (5.53 pour le sexe masculin, 5.37 pour le sexe féminin, dans les prisons de la Seine, 2.05 et 1.46 dans les autres.)

Le nombre des suicides a été, en 1875 comme en 1874, de 4 dans la Seine, tous commis par des hommes ; il ne s'est élevé dans les autres départements qu'à 14 (hommes 12, femmes 2) contre 17 (hommes 15, femmes 2) en 1874.

L'existence de l'aliénation mentale a été constatée chez 871 individus, savoir :

	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Seine	323	149	472
Autres départements	318	81	399
	744	230	871

Le cadre des renseignements relatifs à l'aliénation mentale dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, n'a pas été établi jusqu'à présent de manière à se prêter aux études qu'appelle cette grave question. La statistique de 1876 donnera sur ce sujet des indications plus précises et plus détaillées.

L'existence de l'épilepsie a été reconnue chez 117 hommes ou jeunes garçons, 61 femmes ou jeunes filles, dans les prisons de la Seine, 178 hommes ou jeunes garcons, 25 femmes ou jeunes filles, dans les autres.

TABLEAU. — IV Etat disciplinaire.

Il a été signalé 27,517 infractions pendant l'année 1875, savoir :

	SEINE.			AUTRES DÉPARTEMENTS		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Actes de violence	227	31	258	1,736	152	1,888
Immoralité	88	7	95	681	147	828
Refus de travail	216	55	271	1,097	65	1,162
Autres infractions	3,617	260	3,877	17,775	1,363	19,138
	4,148	353	4,501	21,289	1,727	23,016

La proportion du nombre des infractions, par jour, eu égard à la population moyenne, est :

dans les prisons de la Seine,

pour le sexe masculin, de 0.28 0/0
pour le sexe féminin, de 0.06

dans celles des autres départements:

pour le sexe masculin, de 0.39
pour le sexe féminin, de 0.16

et on compte, sur 100 infractions :

	SEXE MASCULIN		SEXE FÉMININ	
	SEINE.	AUTRES départements.	SEINE.	AUTRES départements.
Actes de violence	5.47	8.15	8.78	8.80
Immoralité	2.12	3.20	1.98	8.51
Refus de travail	5.21	5.15	15.58	3.77
Autres infractions	87.20	83.50	73.66	78.92
	100 »	100 »	100 »	100 »

Les punitions forment un total de **27,274** et se répartissent ainsi :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Cellule	3,307	228	3,535	7,724	675	8,399
Pain sec	661	»	661	8,210	734	8,944
Autres privations alimentaires	»	»	»	2,695	155	2,850
Amendes	6	»	6	1,157	8	1,16[illegible]
Autres punitions	171	125	299	1,335	80	2,41[illegible]
	4,148	353	4,501	21,121	1,652	23,773

Par rapport à la population, le nombre moyen, par jour, des punitions ressort,

dans les prisons de la Seine, pour le sexe masculin à......... 0.28 0/0
— — pour le sexe féminin à............. 0.06
dans celles des autres départements, pour le sexe masculin, à......... 0.39
— — pour le sexe féminin à............. 0.15

Au 31 décembre 1875, il y avait 75 hommes, dont 12 dans les prisons de la Seine, et 8 femmes, dont 3 dans ces établissements, en cellule de punition ; c'est, sur l'effectif à la même date, une proportion de :

0.32 0/0 pour le sexe masculin, dans la Seine,
0.42 — dans les autres départements,
0.19 pour le sexe féminin, dans la Seine,
0.18 — dans les autres départements.

Les **27,274** punitions mentionnées ci-dessus ont été encourues par **3,469** hommes ou jeunes garçons, dans les prisons de la Seine, **12,531** dans celles des autres départements, **314** femmes ou jeunes filles dans les premières, **1,189** dans les secondes ; soit par jour et pour **100** détenus :

	SEINE.	AUTRES DÉPARTEMENTS.
pourmasculin. le sexe	0.23	0.23
pour le sexe féminin	0.05	0.11

Ces chiffres ne diffèrent pas sensiblement de ceux que relevait la statistique de l'année précédente, sauf en ce qui concerne les hommes et les jeunes garçons détenus dans les prisons de la Seine, à l'égard desquels on constate une assez forte augmentation dans le nombre des infractions et des punitions (0.24 en 1874 contre 0.28 en 1875) et dans celui des individus punis (0. 17 contre 0.23).

Il n'en est pas de même si l'on considère le nombre de fois que les détenus ont été punis et, sous ce rapport, il existe des écarte considérables entre les proportions afférentes aux deux années, Il résulte, en effet, des données du Tableau IV que sur 100 détenus punis on trouve :

	1875		1874	
	SEINE.	AUTRES départements.	SEINE.	AUTRES départements.
pour les hommes et les jeunes garçons				
une seule fois	86.31	91.72	73.48	62.13
deux fois	8.16	5.10	17.88	23.73
trois fois et plus	5.53	3.18	8.64	14.14
pour les femmes et les jeunes filles				
une seule fois	68.11	77.04	95.12	76.00
deux fois	17.76	13.46	3.60	16.96
trois fois et plus	14.13	9.50	1.28	7.04

Aucune évasion n'a été accomplie ni tentée par des hommes dans les prisons de la Seine en 1875, mais 1 femme s'est évadée de la prison de Saint-Lazare et n'avait pas été reprise à la fin de l'année ; dans celles des autres départements, il y a eu 24 évasions accomplies par des hommes, dont 13 suivies de réintégration, et 41 tentatives commises par des hommes, 2 par des femmes. En 1874, on comptait 34 évasions consommées par des hommes dont 12 suivies de réintégration et 81 tentées par des hommes, 1 par une femme.

Le nombre des individus condamnés en 1875 par les tribunaux ordinaires pour crimes ou délits commis dans les prisons a été de 39, dont 37 hommes à des peines correctionnelles, 1 à une peine afflictive et infamante, 1 femme à une peine correctionnelle. Ces condamnations étaient motivées par les faits suivants :

Tentative de meurtre sur un gardien, (travaux forcés)		1 homme			
Coups et blessures à des agents de surveillance (peines correctionnelles).		1	—	1	femme
— à d'autres détenus	—	7	—	»	—
Voies de fait envers un fonctionnaire	—	1	—	»	—
— envers des agents de surveillance	—	2	—	»	—
Injures à des magistrats	—	2	—	»	—
Rébellion	—	1	—	»	—
Évasion avec bris de prisons (ou tentative)	—	8	—	»	—
Complicité d'évasion	—	2	—	»	—
Vol avec effraction	—	2	—	»	—
Vol simple	—	9	—	»	—
Escroquerie	—	1	—	»	—
Outrage public à la pudeur	—	1	—	»	—

Le nombre des condamnations était, en 1874, de 67 dont 1 pour assassinat et 8 pour coups et blessures.

TABLEAU V. — Enseignement scolaire.

Des écoles existaient en 1875 dans 40 prisons, soit 5 (Moulins, Nogent-sur-Seine, Bourges, Brest, Nancy) de plus que l'année précédente; à Paris, la maison d'arrêt et de correction des jeunes détenus était la seule où l'enseignement scolaire fonctionnât régulièrement. Les diverses écoles sont généralement situées au chef-lieu du département: toutefois, dans l'Aube, la prison de Troyes n'en possédait pas, tandis que celle de Nogent en avait une ; on en comptait 2 dans la Marne (Châlons et Reims) et 2 dans la Somme (Amiens et Abbeville). Celle de Valence se trouvait momentanément désorganisée au 31 décembre par suite d'une mutation dans le personnel. Sauf à Brest, à Rennes, à Orléans et à Vannes, l'enseignement n'était donné qu'aux détenus du sexe masculin.

Au 31 décembre 1874, le nombre des élèves était

	HOMMES et JEUNES GARÇONS.	FEMMES et JEUNES FILLES
de	790	19
Il a été admis pendant l'année 1875	4,044	82
Ensemble	4,834	101
Il est sorti pour divers motifs	3,949	65
Le nombre des élèves était au 31 décembre 1875, de.	885	36

soit 95 hommes ou jeunes garçons et 17 femmes ou jeunes filles de plus qu'à la fin de l'année précédente.

La proportion des détenus fréquentant l'école, par rapport à la population des prisons où l'enseignement est organisé, qui s'élevait seulement à 17.08 0/0 pour le sexe masculin, 18.62 pour le sexe féminin, en 1874, était de 19.06 et 26.47 en 1875. Le chiffre des condamnés à plus de trois mois étant de 36.30 0/0 pour les hommes et les jeunes garçons, 38.69 pour les femmes et les jeunes filles, et les individus d'un âge avancé ou d'une intelligence peu développée, mendiants, vagabonds, etc., formant une notable fraction de l'effectif, il reste peu d'efforts à faire pour que, dans les prisons dont il s'agit, tous les détenus en état de profiter des leçons de l'instituteur, soient admis à les suivre.

Les résultats de l'enseignement, en ce qui concerne les hommes et les jeunes garçons, ressortent des indications ci-après :

	SEINE.	AUTRES départements.
Illettrés, ayant appris à lire	141	608
— — à lire et à écrire	46	539
— demeurés illettrés	285	249
	472	1,396
Sachant lire, ayant appris à écrire	24	378
— — à écrire et à calculer	8	437
— n'ayant pas fait de progrès	36	106
	68	921
Sachant lire et écrire, ayant fait des progrès	152	698
— n'ayant pas fait de progrès	425	87
	577	785
Possédant une instruction plus développée, ayant fait des progrès	101	264
n'ayant pas fait de progrès	227	23
	328	287

Il y a eu ainsi, sur 100 élèves de chaque catégorie :

	SEINE.	AUTRES départements
Illettrés, ayant profité de l'enseignement	39.62	82.16
Sachant lire —	47.06	88.49
Sachant lire et écrire —	26.34	88.92
Possédant une instruction plus développée	30.79	91.35
Soit, sur l'ensemble	32.66	86.28

L'infériorité des résultats obtenus dans la Seine s'explique par cette circonstance que la seule prison possédant une école en 1875 était, comme je l'ai rappelé plus haut, la maison d'arrêt et de correction des jeunes détenus où les enfants ne font qu'un séjour de courte durée.

Pour les femmes, j'extrais du tableau IV les chiffres suivants :

Illettrées, ayant appris à lire	23
— — à lire et à écrire	13
— demeurées illettrées	18
	54
Sachant lire, ayant appris à écrire	10
— — à écrire et à calculer	8
— n'ayant pas fait de progrès	5
	23
Sachant lire et écrire, ayant fait des progrès	11
— — n'ayant pas fait de progrès	5
	16
Possédant une instruction plus développée, ayant fait des progrès	»
— — n'ayant pas fait de progrès	2
	2

Soit sur 100 élèves,

Illettrées, ayant profité de l'enseignement	66.67
Sachant lire —	82.76
Sachant lire et écrire —	68.75
Possédant une instruction plus développée, ayant profité de l'enseignement.	» »
Et sur l'ensemble	70.30

En 1874, la proportion générale des détenus ayant profité de l'enseignement était, par rapport au nombre des élèves, dans les prisons de la Seine, de 22.61 0/0, dans celles des autres départements, de 80.34 pour le sexe masculin, 51.39 pour le sexe féminin. Des progrès sensibles ont donc été réalisés en 1875.

TABLEAUX VI et VII. — Travail.

Une amélioration peut aussi être signalée sous le rapport du travail.

Le nombre des journées de travail s'est élevé, en 1875, à 3,982,320, dont 1,022,999 (sexe masculin 774,178, sexe féminin 248,821) dans les prisons de la Seine, et 2,959,321 (sexe masculin 2,401,225, sexe féminin 558,096), dans celles des autres départements; soit un effectif moyen de travailleurs de 12,846, dont 3,300 (sexe masculin 2,497, sexe fémi nin803) dansles premières, et 9,546 (sexe masculin 7,746, sexe féminin 1,800) dans les secondes. Le nombre des détenus occupés était, au 31 décembre, de 14,229, dont 3,581 (sexe masculin 2,704, sexe féminin 877) dans la Seine, 10,648 (sexe masculin 8,701, sexe féminin 1,947) dans les autres départements.

Si l'on rapproche ces chiffres de ceux de la population générale des prisons, on obtient les proportions suivantes:

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Nombre moyen des travailleurs par rapport à la population moyenne. 0/0	61.31	47.43	57.23	52.11	66.24	53.47	54.09	55.61	54.39
Nombre des détenus occupés au 31 décembre 1875 par rapport à la population, à la même date.......... 0/0	72.96	54.85	67.50	58.74	68.68	60.34	61.59	63.69	61.99

En 1875, la proportion du nombre moyen des détenus occupés était seulement de 51.26 0/0 dans la Seine, 46.97 dans les autres départements, et 47.98 sur l'ensemble; celle des individus travaillant, au 31 décembre, de 67.21 0/0 dans le département de la Seine, 58.90 dans les autres, ou 59,78 sur l'ensemble.

Pour apprécier plus exactement la situation des maisons d'arrêt, de justice et de correction à ce point de vue, il convient de considérer séparément les indications afférentes, d'une part, aux détenus qui ne sont pas astreints au travail, — prévenus, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi, condamnés en simple police, détenus pour

dettes, passagers, — d'autre part, à ceux à l'égard desquels il est obligatoire, — condamnés attendant leur transfèrement, condamnés à l'emprisonnement subissant leur peine dans une prison départementale, détenus par mesure administrative.

En rapprochant les renseignements qui ressortent des tableaux II et VII, on constate que, sur 100 individus, le nombre des travailleurs, au 31 décembre 1875, était :

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	TOTAL.
Pour les détenus non astreints au travail.	54.58	52.13	54.28	15.15	27.87	17.08	24.32	33.30	25.67
Pour les détenus astreints au travail.	82.25	55.26	72.52	75.46	82.88	76.67	76.73	71.90	75.71

Mais on doit tenir compte du chiffre des malades et de celui des individus en cellule de punition. D'après le tableau III, le premier s'élevait, dans les prisons de la Seine, à 5.26 0/0 pour les hommes et les jeunes garçons, 27.95 pour les femmes et les jeunes filles, et dans les autres, à 0.94 et 2.96 0/0 ; d'après le tableau IV, le second ressort, dans les prisons de la Seine, à 0.32 et 0.19 0/0, dans les autres, à 0.42 et 0.18 0/0. Ces indications s'appliquent à l'ensemble de la population de chaque sexe, sans distinction entre les diverses catégories légales de détenus, et il est certain que la proportion des détenus à l'infirmerie ou en punition est plus forte pour les condamnés et les détenus par mesure administrative que parmi les prévenus, les détenus pour dettes, etc... On peut donc évaluer à 12 0/0 au plus dans les prisons de la Seine, pour le sexe masculin, comme pour le sexe féminin, 22 ou 23 0/0 pour le sexe masculin, 13 ou 14 0/0 pour le sexe féminin, dans les autres prisons, le nombre des individus astreints au travail qui se trouvaient en état de chômage non justifié. Ces proportions sont sans doute encore trop élevées, et tous les efforts de l'administration tendent à les réduire, malgré les difficultés résultant du faible effectif de la plupart des prisons d'arrondissement, du

manque de ressources industrielles des localités où elles sont situées, de l'inaptitude et de la paresse de la majorité des détenus, difficultés dont on pourra mesurer l'importance si l'on considère que les condamnés dont le séjour dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction est de trop courte durée pour qu'ils puissent faire un apprentissage, c'est-à-dire ceux qui doivent être transférés dans les maisons centrales, le dépôt de forçats, les établissements d'éducation correctionnelle et ceux qui ont à subir une peine de trois mois au maximum, entrent, dans le total des individus pouvant être astreints au travail, à raison de 52.43 0/0 pour le sexe masculin, 21,32 pour le sexe féminin, dans les prisons de la Seine, 48.99 et 46.79 0/0 dans celles des autres départements.

Le montant du produit du travail a été de 2,036,479 fr. 77 c., dont 596,088 fr. 02 c. (hommes et jeunes garçons 433,043fr. 65 c. femmes et jeunes filles 163,044 fr. 37 c.) dans la Seine, 1,440,391 fr. 75 c. (hommes et jeunes garçons 1,228,626 fr. 55 c., femmes et jeunes filles 211,765 fr. 20 c.) dans les autres départements. Ces chiffres donnent un produit moyen,

	SEINE			AUTRES DÉPARTEMENTS			TOTAL		
	SEXE masculin.	SEXE féminin.	MOYENNE générale.	SEXE masculin.	SEXE féminin.	MOYENNE générale.	SEXE masculin	SEXE féminin.	MOYENNE générale.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Par journée de travail de..........	0 56	0 66	0 58	0 51	0 38	0 49	0 52	0 40	0 51
Contre, en 1874.....	0 51	0 67	0 54	0 50	0 38	0 47	0 50	0 46	0 49
Soit, en 1875, une augmentation de	0 05	»	0 04	0 01	»	0.02	0 02	»	0 02
une diminution de..	»	0 01	»	»	»	»	»	»	»
Par journée de détention, de.......	0 29	0 26	0 28	0 23	0 19	0 22	0 24	0 22	0 24
Au lieu de.........	0 25	0 22	0 24	0 19	0 17	0 19	0 20	0 18	0 20
Augmentation...	0 04	0 04	0 04	0 04	0 02	0 03	0 04	0 04	0 04

La somme ci-dessus de 2,036,479 fr. 77 c. a été répartie de la manière suivante :

AU TRÉSOR.

Redevance payée par l'entrepreneur des travaux des prisons de la Seine.	155,200 fr. 72 c.	156,472 fr. 73 c.	969,045 fr. 43 c.
Divers produits dans les autres départements..	1,272 01		

AUX ENTREPRENEURS.

Seine..................	114,908 fr. 59 c.	812,572 70	
Autres départements....	697,664 11		

AUX DÉTENUS.

Seine..................	325,978 fr. 71 c.	1,067,434 34
Autres départements....	741,962 67	

ALGÉRIE.

La statistique des chambres et dépôts de sûreté, et des maisons d'arrêt, de justice et de correction présente, pour l'année 1875, des lacunes non moins importantes que celles des maisons centrales, et qu'il a été impossible de combler, faute de renseignements locaux assez précis, le service n'ayant été organisé au point de vue du contrôle et de la comptabilité, suivant les règles adoptées pour la France, qu'à la fin de l'année, lorsque, par application d'un arrêté en date du 14 août, les directeurs des prisons d'Alger, de Constantine et d'Oran ont été investis des attributions de directeurs de circonscriptions pénitentiaires. Le département d'Alger forme la 46e circonscription, celui de Constantine la 47e et celui d'Oran la 48e.

Indépendamment des chambres et dépôts de sûreté et des maisons d'arrêt, de justice et de correction dont la destination est la même que dans la métropole, il existe, en Algérie, des lieux de détention répondant à des besoins d'un caractère spécial à la colonie.

Aux termes d'un décret du 19 août 1854, la compétence des juges de paix en Algérie peut être étendue par décret ans les localités où cette extension est jugée nécessaire. En matière correctionnelle, les juges de paix à compétence étendue connaissent : 1° de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels qui peuvent être constatées dans leur ressort; 2° des infractions aux lois sur la chasse;

3° de tous les délits qui n'emportent pas une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, ou 500 francs d'amende. La mise en pratique de cette législation exceptionnelle, motivée par la vaste étendue du ressort des tribunaux correctionnels et la difficulté des communications en Algérie, nécessite l'existence, près de chaque justice de paix, d'une prison servant de maison d'arrêt pour les prévenus et de maison de correction pour les condamnés. Ces établissements, dont l'organisation a été régularisée par l'arrêté précité du 14 août 1875, sont désignés sous le nom de *prisons-annexes :* les peines de 2 mois et au-dessous peuvent y être subies; au delà de cette limite, les condamnés sont transférés à la maison de correction du chef-lieu judiciaire. Le même arrêté dispose que les gardiens-chefs y jouiront d'un traitement de 900 à 1,300 francs; des gardiens ordinaires, assimilés à ceux des maisons d'arrêt de justice et de correction, peuvent être attachés aux *prisons-annexes* les plus importantes.

Les prescriptions de l'arrêté du 14 août n'avaient encore reçu, à la fin de l'année 1875, qu'une application très restreinte, et, dans presque toutes les prisons-annexes, le service de surveillance était confié à un agent auxiliaire moyennant une indemmité de 200 à 300 francs. La plupart de ces établissements sont compris au tableau concernant les chambres et dépôts de sûreté. Les autres, au nombre de 8, (Cherchell, Milianah, Dra-el-Mizan, Tenès dans le département d'Alger; Mascara, Sidi-Bel-Abbès, Nemours et Tiaret dans celui de Constantine) figurent au tableau du mouvement de la population des maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Il ressort du premier de ces tableaux qu'au 31 décembre 1874, l'effectif des lieux de détention auxquels il se rapporte était :

TABLEAU

	DÉTENUS CIVILS		MILITAIRES et MARINS.	TOTAL.
	HOMMES et jeunes garçons.	FEMMES et jeunes filles.		
de	19	»	»	19
Les entrées ont été pendant l'année de	14,089	315	4,268	18,672
Ensemble	14,108	315	4,268	18,691
Les sorties, de	14,054	315	4,268	18,637
L'effectif au 31 décembre 1875 était de	54	»	»	54

Les journées de détention se répartissent ainsi :

Détenus civils..	Hommes et jeunes garçons	46,757	47,541
	Femmes et jeunes filles	784	
Militaires et marins			4,450
	Total		51,991

Soit une population moyenne de 142 individus, savoir :

Détenus civils..	Hommes et jeunes garçons	128	130
	Femmes et jeunes filles	2	
Militaires et marins			12
	Total		142

Il n'est pas signalé d'évasions.

Au tableau I, le seul de la série des maisons d'arrêt, de justice et de correction qu'il ait été possible de remplir, sont mentionnés 20 établissements, savoir :

DÉPARTEMENT D'ALGER.

Maison d'arrêt, de justice et de correction pour les hommes, Alger,

Quartier de la maison centrale du Lazaret, près d'Alger, servant de maison d'arrêt, de justice de correction pour les femmes.

Maison d'arrêt et de correction de Blidah,

— — de Tizi-Ouzou,

Prison-annexe de Cherchell,

— de Milianah,

— de Dra-el-Mizan,

— de Tenès.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.

Maison d'arrêt, de justice et de correction de Constantine,

— — — de Bone,

Maison d'arrêt et de correction de Bougie,

— — de Philippeville,

— — de Sétif

DÉPARTEMENT D'ORAN.

Maison d'arrêt, de justice et de correction d'Oran,

Maison d'arrêt et de correction de Mostaganem,

— — — de Tlemcen.

Prison-annexe de Mascara,

— de Sidi-Bel-Abbès,

— de Nemours,

— de Tiaret.

Soit 4 maisons d'arrêt, de justice et de correction, 1 quartier ayant la même destination, 7 maisons d'arrêt et de correction et 8 prisons annexes.

Ces divers établissements renfermaient,

	HOMMES et JEUNES garçons.	FEMMES et JEUNES filles.	TOTAL.
Au 31 décembre 1874....................................	1,964	85	2,049
Le nombre des entrées a été pendant l'année 1875, de........	12,909	554	13,463
Ensemblo....................	14,873	639	15,512
Celui des sorties de..	13,079	539	13,618
	1,794	100	1,894

Le total des journées de détention s'élève à 679,137, dont 646,644 pour le sexe masculin, 32,493 pour le sexe féminin, soit une population moyenne de 1861 dont 1,772 hommes ou jeunes garçons, 89 femmes ou jeunes filles.

Dans le chiffre des sorties figurent 39 hommes évadés, (dont 13 seulement ont été réintégrés), 1 exécuté et 30 décédés. La mortalité ressort à 1,69 0/0.

J'ai indiqué, dans la partie du présent rapport consacrée aux maisons centrales, les difficultés que rencontre, en Algérie, l'organisation du service pénitentiaire, et j'ai fait connaître quelles étaient à cet égard les vues de l'administration. Des obstacles de même nature, auxquels s'ajoutent la multiplicité des établissements, disséminés sur un vaste territoire où le réseau des voies de communication est encore incomplet, l'état défectueux des bâtiments, l'insuffisance des budgets départementaux auxquels imcomberaient les dépenses de constructions, s'opposeront, pendant longtemps peut-être, à la réalisation de toutes les améliorations que réclameraient particulièrement les maisons d'arrêt, de justice et de correction.

SIXIÈME PARTIE.

DÉPOT DE CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS.

TABLEAUX I et I bis. — Mouvement de la population.

La statistique de 1874 constate qu'au 31 décembre de cette année, la population du dépôt de condamnés aux travaux forcés de Saint-Martin-de-Ré était :

de	225	individus.
Il en est entré en 1875	998	
Ensemble	1,223	
Le nombre des sorties a été de	1,086	
Il restait au 31 décembre 1875	137	

Les journées de détention forment un total de 82,612, ce qui représente un effectif moyen de 226 ; la durée moyenne du séjour des détenus au dépôt pendant l'année ressort à 67 jours.

En 1874, il y avait eu 1,244 entrées, la population moyenne montait à 267 et la durée de la détention à 69 jours, soit, pour les entrées, 246, pour le nombre moyen des détenus, 41, pour la durée de la détention, 2 jours, de plus qu'en 1875 ; mais il convient de rappeler que, dès le mois de septembre 1873, on avait cessé de diriger les condamnés aux travaux forcés sur le bagne, et que les transfèrements au dépôt de Saint-Martin ont commencé seulement dans les derniers jours de décembre, de sorte que les chiffres de l'année 1874 se trouvaient grevés de l'arriéré du dernier trimestre de la précédente.

Quatre départs ont eu lieu pour la Nouvelle-Calédonie, trois pour la Guyane.

Pour composer les convois à destination de la première de ces colonies, 949 hommes ont été présentés à l'examen des commissions médicales instituées à cet effet; le départ de 7 d'entre eux, ou 0.73 0/0, a été ajourné, à raison de maladies, ou d'infirmités temporaires. Parmi les 942 individus reconnus en état d'être transportés, 916 seulement ont été embarqués, savoir:

le 4 mars,	par le navire	Le Var	219
le 4 juin,	—	L'Orne	235
le 4 septembre,	—	Le Rhin	270
le 5 décembre,	—	La Néréide	192

10 au départ du Var, 9 à celui de l'Orne, 4 à celui du Rhin et 3 à celui de la Néréide ont dû, faute de place, être réservés pour un convoi ultérieur.

De même qu'en 1874, les hommes partis à destination de la Guyane étaient tous des ouvriers exerçant des professions pour lesquelles les bras manquent dans la colonie, et ayant demandé eux-mêmes à s'y rendre; 128, tous admis par les commissions médicales, ont été choisis et embarqués, savoir:

le 22 mars,	sur Le Finistère	40
le 23 août,	sur L'Entreprenante	23
le 3 décembre,	sur Le Finistère	65

Le nombre total des forçats dirigés sur les établissements pénitentiaires d'outre-mer s'est élevé ainsi à 1,044 en 1875; il était, en 1874, de 1,145, dont 1,052 pour la Nouvelle-Calédonie, 93 pour la Guyane, et, sur 1,309 détenus présentés aux commissions d'examen médical, 24 ou 1.83 0/0 avaient été éliminés provisoirement des listes d'embarquement.

Les tableaux II à XI indiquent la classification des individus entrés pendant l'année, sous le rapport de la juridiction par laquelle ils ont été condamnés, de la durée de la peine, des motifs de la condamnation, du lieu où elle a été prononcée, de la nationalité, de l'âge, de l'état civil, de la profession, des antécédents judiciaires et de l'instruction. Les chiffres suivants permettent d'établir, à ces divers points de vue, une comparaison entre les années 1875 et 1874.

		1875		1874	Différence en 1875	
		Nombre.	Proportion pour 100.	Proportion pour 100.	en plus.	en moins.
Juridictions (Tabl. II).						
Cours d'assises		819	82.06	88.91	»	6.85
Tribunaux militaires ou maritimes		179	17.94	11.09	6.85	»
		998	100 »	100 »	6.85	6.85
Durée de la peine (Ibid).						
De 5 à 7 ans		223	22.35	24.76	»	2.41
Plus de 7 à 10 ans		260	26.05	34.97	»	8.92
— 10 à 15		162	16.23	11.82	4.41	»
— 15 à 20		147	14.73	12.30	2.43	»
Plus de 20 ans		4	0.40	0.48	»	0.08
A perpétuité		202	20.24	15.67	4.57	»
		998	100 »	100 »	11.41	11.41
Nature des crimes ayant motivé la condamnation (Tabl. III).						
Vol qualifié	532					
Assassinat	87					
Incendie	85					
Fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque	29					
Pillage, dévastation de monumemts, de denrées, marchandises, effets, propriétés particulières, commis en réunion, envahissement de maisons habitées à l'aide de violence	16	759	76.05	76.13	»	0.08
Empoisonnement	5					
Parricide	5					
Faux en écriture privée	15					
Faux en écriture publique	12					
Complicité d'infanticicide	10					
Banqueroute frauduleuse	6	52	5.21	5.46	»	0.25
Vente et achat d'effets militaires	6					
Extorsion de signature	2					
Complicité de suppression d'enfants	1					
Attentat à la pudeur	113					
Viol	36	187	18.74	18.41	0.33	»
Meurtre	36					
Bigamie	2					
		998	100 »	100 »	0.33	0.33

	1875		1874	DIFFÉRENCE EN 1875	
	NOMBRE.	PROPORTION. pour 100.	PROPORTION pour 100.	en plus.	en moins.
Lieux où les condamnés ont été jugés (Tabl. IV.					
Seine	128	12.83	14.87	»	2.04
Bouches-du-Rhône	38	3.81			
Seine-Inférieure	35	3.51			
Calvados	28	2.81			
Rhône	27	2.71			
Nord	25	2.50	79.26	1.50	»
Gironde	20	2.00			
Seine-et-Oise	20	2.00			
Vosges	20	2.00			
Autres départements de la métropole	593	59.42			
Algérie	52	5.21	4.42	0.79	»
Autres colonies	12	1.20	1.21	»	0.01
En mer	»	»	0 08	»	0.08
République d'Andorre	»	»	0.16	»	0.16
	998	100 »	100 »	2.29	2.29
Nationalité (Tabl. V).					
Italiens	17	1.71			
Belges	14	1.40			
Espagnols	10	1.00	7.96	»	2.65
Allemands	5	0.50			
Autres étrangers	7	0.70			
Français	945	94.69	92.04	2.65	»
	998	100 »	100 »	2.65	2.65
Age (Tabl. VI).					
De 16 à 20 ans	110	11.02	9.97	1.05	»
21 à 25	224	22.45	22.03	0.42	»
26 à 30	227	22.75	21.46	1.29	»
31 à 40	218	21.84	26.45	»	4.61
41 à 50	150	15.03	13.58	1.45	»
51 à 60	66	6.61	6.35	0.26	»
Plus de 60	3	0.30	0.16	0.14	»
	998	100 »	100 »	4.61	4.61

	1875 NOMBRE.	1875 PROPORTION pour 100.	1874 PROPORTION pour 100.	DIFFÉRENCE EN 1875 en plus.	DIFFÉRENCE EN 1875 en moins.
État civil (Tabl. VII).					
Célibataires et veufs sans enfants	741	74.25	68.89	5.36	»
— — ayant des enfants	28	2.81	3.13	»	0.32
Mariés ayant des enfants	174	17.43	20.26	»	2.83
= sans enfants	55	5.51	7.72	»	2.21
	998	100 »	100 »	5.36	5.36
Religions (Tabl. VIII).					
Catholiques	955	95.69	95.82	»	0.13
Protestants	34	3.41	3.30	0.11	»
Israélites	2	0.20	0.32	»	0.12
Mahométans	4	0.40	0.16	0.24	»
N'appartenant à aucun culte reconnu	3	0.30	0.40	»	0.10
	998	100 »	100 »	0.35	0.35
Professions (Tabl. IX).					
Propriétaires, rentiers	6	0.60	0.80	»	0.20
Professions libérales	25	2.50	1.69	0.81	»
Employés des services publics et des particuliers	19	1.90	2.33	»	0.43
Commerçants, fabricants	43	4.31	2.89	1.42	»
Professions alimentaires	39	3.91	2.97	0.94	»
Ouvriers d'ateliers et de fabriques	138	13.83	10.93	2.90	»
Industries du bâtiment et du mobilier	220	22.04	20.66	1.38	»
Professions agricoles, journaliers, domestiques	358	35.87	42.61	»	6.74
Professions nomades	30	3.01	4.18	»	1.17
Militaires et marins	41	4.11	7.32	»	3.21
Vagabonds, mendiants	»	»	2.57	»	2.57
A la charge de leurs familles, sans métier ni profession	79	7.92	1.05	6.87	»
	998	100 »	100 »	14.32	14.32
Antécédents judiciaires (Tabl. X).					
Ayant subi antérieurement des condamnations entraînant les peines de la récidive	653	65.43	70.18	»	4.75
Ayant subi seulement des condamnations d'un an et au-dessous	206	20 64	19.13	1.51	»
A reporter	859	86.07	89.31	1.51	4.75

	1875		1874	DIFFÉRENCE EN 1875	
	NOMBRE.	PROPORTION pour 100.	PROPORTION pour 100.	en plus.	en moins
Report................	859	86.07	89.31	1.51	4.75
Ayant été seulement renfermés comme jeunes détenus dans un établissement d'éducation correctionnelle....................................	55	5.51	2.89	2.62	»
	914	91.58	92.20	4.13	4.75
Exempts d'antécédents judiciaires................	84	8.42	7.80	0.62	»
	998	100 »	100 »	4.75	4.75
Parts sur le produit du travail (Tabl. XI).					
Un dixième..................................	197	19.74	21.62	»	1.88
Deux —	202	20.24	24.44	»	4.20
Trois —	599	60.02	53.94	6.08	»
	998	100 »	100 »	6.08	6.08
Instruction (Tabl. XII).					
Illettrés..................................	331	33.17	44.21	»	11.04
Sachant lire..............................	18	1.80	0.32	1.48	»
— lire et écrire..........................	627	62.83	53.86	8.97	»
— lire, écrire et calculer................	11	1.10	»	1.10	»
Possédant l'instruction primaire................	4	0.40	0.89	»	0.49
— une instruction supérieure............	7	0.70	0.72	»	0.02
	998	100 »	100 »	11.55	11.55

En examinant les renseignements résumés ci-dessus, on remarque en premier lieu, que bien que le nombre proportionnel des forçats condamnés pour les crimes les plus graves (Tableau III) et celui des individus en état de récidive légale (Tableau X) aient diminué, la durée des peines à subir a augmenté. D'autre part, on constate dans le contingent des hommes mariés, avec ou sans enfants (Tableau VII), une réduction qui semble correspondre à celle que présente le groupe de 31 à 40 ans (Tableau VI). La proportion des illettrés (Tableau XII)

a notablement diminué, et il y a évidemment une relation entre ce fait et l'abaissement des chiffres concernant les cultivateurs, les journaliers, les domestiques, les individus exerçant des professions nomades, les vagabonds et les mendiants (Tableau IX). Je signalerai encore comme offrant un pénible intérêt, l'accroissement du nombre des condamnés de 16 à 20 ans (11.02 en 1875 contre, 9.97 en 1874), en regard de la faible réduction de celui des individus ayant des condamnations antérieures (91.58 contre 92.20).

Dans mon rapport relatif à la statistique de 1874, j'ai indiqué les points de dissemblance ou d'analogie existant entre la population du dépôt de forçats et celle des maisons centrales ou des pénitenciers agricoles; les variations qui se produisent d'une année à l'autre ne sont pas assez considérables pour qu'il y ait utilité à revenir ici sur ces rapprochements.

TABLEAU XIII. — Grâces. — Commutations. — Réductions de peine.

Il est de règle de surseoir à l'embarquement des condammés en faveur desquels sont formés des recours en grâce, jusqu'à la notification de la décision du chef de l'État. Ceux qui ont obtenu, en 1875, une atténuation de la peine prononcée contre eux sont au nombre de 35, soit 2.87 0/0 par rapport au total de l'effectif du 31 décembre 1874 et des entrées de l'année : la proportion n'était, en 1874, que de 1.15.

Les mesures de clémence dont ces 35 détenus ont été l'objet consistent en

commutation en détention	1
— en reclusion	27
— en emprisonnement	3
— réduction de 5 ans et plus	4

A raison de la briéveté du séjour des forçats au dépôt, l'administration ne présente pas, en ce qui les concerne, de propositions de grâces, comme elle le fait annuellement pour les détenus des maisons centrales et des pénitenciers, et, par suite de la même circonstance, il ne leur est pas accordé d'augmentation de la quotité de produit de leur travail qu'il sont appelés à recueillir dans les conditions déterminées par l'ordonnance du 27 décembre 1843, et dont il n'est mis aucune portion en réserve.

TABLEAU XIV. — État disciplinaire.

Les infractions signalées pendant l'année ont été au nombre de 2,737 ou 3.32 0/0 par jour, par rapport à la population moyenne; on n'en avait compté en 1874 que 1.46 0/0 dans le dépôt de forçats. Dans les maisons centrales et les pénitenciers, les proportions sont 1.19 0/0 en 1875 et 1.18 en 1874

Ces 2,737 infractions se répartissent ainsi:

Vols		26
Voies de fait.	contre le personnel supérieur	»
	contre les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres.	9
	contre d'autres détenus	26
Rébellion, mutinerie		261
Actes d'immoralité		7
Infractions au silence		1,960
Refus de travail		8
Paresse, négligence dans le travail		30
Usage de tabac		7
Jeu, trafic, possession illicite d'argent		80
Infractions diverses		323
		2,737

Les chiffres ci-dessous font connaître le nombre afférent à chaque catégorie sur un total de 100 infractions, en 1874 et en 1875, dans le dépôt de forçats, d'une part, et dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles, de l'autre :

		DÉPÔT DE FORÇATS		MAISONS CENTRALES	
		1874.	1875.	1874.	1875.
Vols		»	0.95	2.27	2.13
Voies de fait.	contre le personnel supérieur	»	»	0.01	»
	contre les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres	»	0.33	0.06	0.06
	contre d'autres détenus	»	0.95	4.60	4.15
Rébellion, mutinerie		5.19	9.53	2.60	5.11
Actes d'immoralité		4.69	0.26	0.55	0.43
Infractions au silence		41 »	71.61	45.74	46.20
Refus de travail		3.78	0.29	1.90	1.95
Paresse, négligence dans le travail		11.35	1.10	10.47	9.13
Usage de tabac		1.89	0.26	5.58	4.64
Jeu, trafic, possession illicite d'argent		8.62	2.92	5.27	5.00
Infractions diverses		23.48	11.80	20.95	21.20
		100 »	100 »	100 »	100 »

Ce rapprochement donne lieu de constater, entre les deux années, des écarts considérables dans l'établissement de Saint-Martin, dont la population se renouvelle presque entièrement tous les trois ou quatre mois, tandis qu'il ne se produit que des variations moins importantes dans les maisons centrales, où l'effectif a plus de fixité.

Sur les 2,737 infractions déférées au prétoire de justice disciplinaire, 1,739 seulement ont été punies : 998 n'ont été l'objet que de simples réprimandes. Les punitions se divisent de la manière suivante :

Cellule	272
Pain sec	80
Autres privations alimentaires	1,069
Punitions pécuniaires	132
Autres punitions	186

La moyenne des punitions ressort à 2.11 par jour pour 100 détenus en 1875, et le nombre des individus punis s'est élévé à 761 ou 62.48 0/0 sur le total de la population de l'année, tandis que les proportions étaient respectivement 1.32 et 5.60 0/0 en 1874, et qu'on trouve, pour les maisons centrales ou les pénitenciers, 1.09 punitions par jour pour 100 détenus en 1874 comme en 1875, et 50.51 individus punis en 1875, 48.41 en 1874.

Le nombre des journées de cellule de punition a été de 1,671, soit une proportion de 2.02 pour 100 journées de détention, et une durée moyenne de 6 jours 84. Les journées de privations alimentaires forment un total de 5,649 ou 6.84 pour 100 journées de détention ; sur ces 5,649 journées, 1,253 se rapportent aux individus punis de la cellule et qui ne reçoivent que du pain trois jours sur quatre, 4,396 à ceux auxquels le retranchement de tout ou partie des vivres autres que le pain, a été infligé comme punition unique : la durée moyenne en est de 4 jours 11.

Il y avait, en 1874, au dépôt de Saint-Martin, 2.63 journées de cellule et 3.74 de privations alimentaires pour 100 journées de détention, et la durée de la punition ressortait, pour la cellule, à 10 jours 88, pour le retranchement de vivres, à 2 jours 56. La statistique des maisons centrales et des pénitenciers accuse : journées de cellule 1.67 en 1875 et 1.43 0/0 en 1874, — journées de privations alimentaires 3.97 et 3.53 0/0, — durée moyenne du séjour en cellule

13 jours 84 en 1875 et 10 jours 41 en 1874, de la privation de vivres infligée comme punition principale 4 jours 72 et 6 jours 05. On retrouve, en comparant entre eux les chiffres concernant les punitions infligées pendant les deux années, dans le dépôt de forçats et dans les autres établissements, des différences analogues à celles qui ont été signalées au sujet des infractions.

De même qu'en 1874, aucune évasion n'a été accomplie ni tentée.

TABLEAUX XV à XVII. — État sanitaire.

Le total des admissions à l'infirmerie s'est élevé a 193, ou 0.23 0/0 par jour sur l'effectif moyen ; celui des journées d'infirmerie à 3,353, ou 4.06 sur 100 journées de détention, et le nombre des décès a été de 7, soit une mortalité de 3.10 0/0. En 1874, on comptait 0.31 admissions pour 100 détenus par jour, 3.82 journées d'infirmerie sur 100 journées de détention et 3.75 décès 0/0, par rapport à la population moyenne. Les chiffres sont, dans les maisons centrales proprement dites, 0.15 en 1875 et 0.14 en 1874 pour les admissions, 3.09 et 2.90 pour les journées d'infirmerie, 4.14 et 3.83 pour la mortalité.

Les maladies qui ont motivé le plus grand nombre d'admissions à l'infirmerie, sont : les indigestions et embarras gastriques 67 ou 34.71 0/0 ; les gastrites, entérites, diarrhées, 20 ou 10.36 0/0 ; la fièvre intermittente 16 ou 8.29 0/0 ; les maladies des bronches et du larynx 11 ou 5.70 0/0 ; les abcès, furoncles, ulcères 9 ou 4.66 0/0 ; la gale 8 ou 4.15 0/0

Deux décès ont été causés par des entérites, les cinq autres se répartissent également entre la pneumonie, la bronchite, la phthisie, le rhumatisme articulaire et la fièvre typhoïde.

La situation, à ce double point de vue, diffère peu de celle qu'accusait, pour le dépôt, la statistique de 1874. Mais si l'on se reporte à la statistique des maisons centrales (à l'exclusion des pénitenciers de la Corse), on constate que les maladies de l'appareil respiratoire y sont plus fréquentes et fournissent à la mortalité un contingent plus élevé que dans l'établissement de Saint-Martin où dominent les affections de l'appareil digestif. On remarquera aussi que, dans ce dernier, il n'y pas

eu en 1875, non plus qu'en 1874, d'admission à l'infirmerie ni de décès par suite d'anémie, débilité ou gangrène, tandis que ces cachexies contribuent à la mortalité annuelle des maisons centrales dans la proportion de près de 7 sur 100 décès.

On n'a constaté aucun cas d'aliénation mentale ou d'épilepsie, et il n'a été accompli ou tenté aucun suicide.

TABLEAUX XVIII à XX. — Travail. — Emploi du pécule.

Le travail a progressé d'une manière sensible en 1875 au dépôt de Saint-Martin.

Au 31 décembre, 131 détenus, ou 95.62 0/0, par rapport à la population présente à la même date, étaient occupés.

Il y a eu, pendant l'année, 56,166 journées de travail, ce qui correspond à un effectif moyen de 182 travailleurs ou 80.53 0/0.

Les proportions étaient seulement, en 1874, de 88 et 47.94 0/0.

Les occupations auxquelles les condamnés ont été appliqués sont :

le service intérieur, ayant employé en moyenne	41 individus.
l'effilochage de cordes	67
la confection de sacs en papier	28
la confection de vêtements	13
la cordonnerie	9
la tonnellerie	9
la menuiserie	8
la fabrication de chaises	7

Le produit du travail s'est élevé à 21,015 fr. 17 c. non compris une somme de 809 fr. 85 c. distribuée en gratifications. C'est, par journée de travail, une moyenne de 37 c. 42, ou 38 c. 86 si l'on tient compte des gratifications, et, par journée de détention, 25 c. 44 ou 26 c. 42. La journée de travail produisait au total 48 c. 13 en 1874, mais la journée de détention ne ressortait qu'à 19 c. 68. Les différences constatées entre les deux années (diminution sur le produit par journée de travail, augmentation par journée de détention) résultent de ce que le nombre proportionnel des travailleurs a augmenté par suite de l'emploi, à de simples occupations n'exigeant pas d'apprentissage, comme l'effilochage de cordes ou la confection de sacs en papier, mais ne pouvant donner que des salaires modiques, des

individus qui appartiennent à des professions non exercées dans le dépôt, et qui, pendant la majeure partie de l'année 1874, étaient demeurés presque tous au chômage, faute d'ateliers complétement organisés.

La somme de 21,825 fr. 02 c. formant le total du produit de la main-d'œuvre, a été attribuée pour 6,084 fr. 14 c. soit 7 c. 37 par journée de détention aux détenus, et inscrite intégralement à leur pécule disponible, et pour 15,740 fr. 88 c. soit 19 c. 05 par journée aux entrepreneurs. Le pécule avait profité seulement de 4 c. 99, l'entreprise de 14 c. 68, en 1874.

Dans les maisons centrales, où la durée du séjour des condamnés permet l'organisation d'industries plus lucratives, la moyenne des salaires s'est élevée en 1875, par journée de détention, à 63. c. 08, dont 28 c. 97 pour les détenus et 34 c. 11 pour le Trésor ou les entrepreneurs.

Sur l'ensemble des fonds provenant de leur travail dans l'établissement ou déposés à leur profit, les condamnés ont dépensé pendant l'année 15,463 fr. 58 c. savoir :

Achat de pain	728 fr.	73 c.	7,627 fr.	55 c.	soit 9 c.	23	par journée de détention.
— d'autres aliments	6,898	82					
— d'effets d'habillement et ustensiles supplémentaires			6,404	70	8	81	
Secours aux familles	528	65	1,431	33	0	68	
Restitutions	30	31					
Port de lettres, dépenses diverses	872	37					
TOTAUX			15,463	58	18	72	

La moyenne ne dépassait pas 12 c. 74 en 1874, à Saint-Martin. Dans les maisons centrales et les pénitenciers agricoles, les détenus ont consacré à l'achat d'aliments 12 c. 25 en 1875, mais ils n'ont employé, pour se procurer des effets ou ustensiles supplémentaires, que 1 centime en moyenne par journée de détention : l'élévation de cette dernière catégorie de dépense, au dépôt, est due principalement aux acquisitions de menues fournitures que les condamnés sont autorisés à faire au moment de leur embarquement.

TABLEAUX XXI. — Répartition des journées de détention, — XXII — Répartition de la population au 31 décembre 1875, suivant l'état d'occupation, de chômage, de repos, de maladie et de punition.

Voici quelle était, à ces divers point de vue, la situation, en 1875 et en 1874 :

	JOURNÉES DE DÉTENTION			POPULATION AU 31 DÉCEMBRE		
	1875		1874	1875		1874
	NOMBRE.	PROPORTION pour 100.	PROPORTION pour 100.	NOMBRE.	PROPORTION pour 100.	PROPORTION pour 100.
Travail	56,166	67.988	40.876	131	95.620	88 »
Chômage faute de travail	»	»	12.313	»	»	»
Repos. Arrivants et libérés	822	0.995	2.365	»	»	»
Repos. Jours fériés	8,272	10.013	15.874	»	»	»
Repos. Prescription médicale	37	0.045	4.970	1	0.730	5.333
Repos. Expectative d'embarquement	11,811	14.297	16.794	»	»	»
Infirmerie	3,353	4.058	3.830	5	3.650	6.222
Cellule de punition ou d'isolement	2,151	2.604	2.978	»	»	0.445
	82,612	100 »	100 »	137	100 »	100 »

Les observations auxquelles pouvait donner lieu le rapprochement de ces chiffres ont trouvé place dans le cours du présent rapport : l'ensemble indique, pour 1875, un état de choses entièrement satisfaisant.

SEPTIÈME PARTIE.

DÉPENSES. — ÉTAT DU PERSONNEL

Pour les exercices précédents, les dépenses du service pénitentiaire formaient seulement, au budget du ministère de l'Intérieur, deux chapitres, comprenant l'un les frais de toute nature relatifs à l'administration des établissements de détention, à la garde, à l'entretien et au transport des condamnés, aux travaux de construction, etc.; l'autre aux remboursements sur les produits du travail. Il en a été créé, pour l'exercice 1875, un nouveau, s'appliquant exclusivement au traitement du personnel, distrait du premier de ces chapitres. Depuis lors, on a affecté à chaque catégorie de dépenses répondant à des besoins de même nature, un crédit spécial réparti par articles entre les diverses classes d'établissement ou de services. C'est cette nomenclature plus rationnelle qui a été suivie dans le dépouillement des comptes de l'exercice 1875.

Les dépenses se sont élevées à la somme de 24,022,891 fr. 79 c. savoir:

	PERSONNEL (traitements et ACCESSOIRES des traitements).	ENTRETIEN des DÉTENUS.	TRANSPORT des détenus et des libérés; secours de route.	TRAVAUX ORDINAIRES aux bâtiments.	MOBILIER.	EXPLOITATIONS agricoles. DÉPENSES accessoires du service pénitentiaire.	ACQUISITIONS et constructions.	REMBOURSEMENTS sur le produit du travail.	TOTAL
France.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	f[illegible]
Transfèrements.....	154,185 90	» »	503,490 71	420 »	47,314 37	18,148 82	» »	» »	723,3[illegible]
Maisons centrales...	1,366,385 »	2,577,151 83	» »	155,111 26	39,952 08	3,483 45	510,301 82	3,085,047 43	7,757,4[illegible]
Pénitenciers agricoles..............	276,853 17	770,894 03	» »	21,652 75	17,550 96	152,008 57	125,263 98	115,461 61	1,479,6[illegible]
Maisons de détention et maisons centrales affectées aux condamnés de l'insurrection........	217,056 09	533,186 73	» »	3,994 57	7,124 92	624 61	» »	172,055 83	934,0[illegible]
Dépôt de forçats....	44,764 84	75,151 25	» »	6,135 »	1,144 79	40 29	» »	49,958 65	177,1[illegible]
Établissements de jeunes détenus:									
publics....	296,538 06	419,189 15	» »	32,843 08	3,300 55	143,447 48	48,208 30	7,226 35	950,7[illegible]
privés.....	» »	1,933,421 15	» »	» »	» »	55,000 »	» »	» »	1,[illegible]88,4[illegible]
Maisons d'arrêt, de justice et de correction...........	2,649,250 95	5,564,429 82	» »	» »	97,394 30	195,376 33	» »	116,761 31	8,623,21[illegible]
Remboursements divers pour frais de séjour de détenus hors des établissements pénitentiaires..............	» »	65,497 08	» »	8,699 81	» »	» »	» »	» »	74,19[illegible]
Algérie.									
Transfèrements.....	» »	» »	28,772 88	» »	» »	» »	» »	» »	28,77[illegible]
Maisons centrales ..	121,930 75	343,047 95	» »	23,841 43	493 00	2,077 70	» »	134,458 76	625,8[illegible]
Maisons d'arrêt, de justice et de correction...........	106,835 26	377,831 62	» »	» »	1,267 78	11,265 70	» »	» »	497,[illegible]
Établissement de jeunes détenus:									
privé......	» »	65,457 »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	65,45[illegible]
Remboursements divers pour frais de séjour de détenus hors des établissements pénitentiaires..............	» »	14,479 13	» »	» »	» »	» »	» »	» »	14,47[illegible]
Dépenses communes aux divers services.	68,746,85	» »	» »	» »	» »	33,836 86	» »	» »	102,58[illegible]
	5,302,596 87	12,739,736 74	532,263 59	252,697 90	215,542 84	615,309 81	683,774 10	3,680,969 94	21,022,8[illegible]

Le montant des produits du travail et autres produits versés au Trésor était de 5,572,078 fr. 11 c. savoir.

France.		
Maisons centrales....................................	4,421,417 34	5,572,078
Pénitenciers agricoles....................................	256,200 74	
Maisons de détention et maisons centrales spéciales aux condamnés de l'insurrection..................	217,211 98	
Dépôt de forçats....................................	52,748 35	
Établissements publics de jeunes détenus....................................	87,362 62	
Prisons de la Seine....................................	342,260 09	
Algérie.		
Maisons centrales....................................	164,876 99	

La dépense nette à la charge de l'Etat ressort à.................................... 18,450,813

Pour connaître la somme définitivement imputée pour les crédits du budget du ministère de l'Intérieur, il convient de retrancher du total de 24,022,891 fr. 79 c. 1° les avances faites à d'autres ministères et qui ont été l'objet de virements de comptes dans les écritures de la comptabilité générale des finances suivant les formes prescrites par les articles 49 et 50 du décret du 31 mai 1852; 2° les frais de nourriture des marins étrangers détenus dans les prisons de France, et dont le montant est reversé au Trésor, après recouvrement des mains des consuls des nations intéressées. Les crédits ainsi rétablis au profit du département de l'Intérieur s'élèvent à 17,870 fr. 82 c. savoir :

Entretien dans les prisons civiles de détenus appartenant aux armées de terre ou de mer	15,050 fr.	62 c.
Transport de justiciables des conseils de guerre, de prévenus ou accusés civils et d'extradés	2,546	»
Entretien de marins étrangers dans les prisons	274	20
Total égal	17,870 fr.	82 c.

Mais ces dépenses n'ont pas été distraites des comptes administratifs, les individus auxquels elles se rapportent étant compris dans les effectifs qui servent de base aux calculs. Par contre, on en a éliminé les frais de traitement de militaires de la garnison dans les infirmeries des maisons centrales de Clairvaux et de Fontevrault (2,705 fr. 41 c.) et le prix de diverses fournitures faites pour l'aumônerie militaire dans ce dernier établissement, attendu qu'il s'agit de services étrangers à celui des prisons.

Le service des prisons de l'Algérie, placé, à partir du 1er janvier 1875 seulement, sous l'autorité directe du Ministre de l'Intérieur, figure aux dépenses pour 1,231,809 fr. 05, c. et aux recettes pour 164,876 fr. 99 c.

Si l'on compare entre eux les chiffres afférents à la métropole, en 1874 et en 1875, on constate les résultats ci- après :

	1874.	1875.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Personnel, entretien des détenus, travaux ordinaires aux bâtiments, mobilier, exploitations agricoles, dépenses accessoires du service pénitentiaire........	19,211,283 62	18,560,797 46	» »	650,486 16
Acquisitions et constructions...........	1,384,611 49	683,774 10	» »	700,837 39
Remboursements sur les produits du travail............................	3,187,418 10	3,546,511 18	359,093 08	» »
	23,783,313 21	22,791,082 74	359,093 08	1,351,323 55
			diminution	992,230 47
Produits versés au Trésor..............	4,704,462 26	5,407,201 12	augmentation ..	702,738 86
Reste en dépense....	19,078,850 95	17,383,881 62	augmentation.	1,694,969 33

Les comptes afférents aux divers services présentent, entre les deux exercices, des différences en plus ou en moins, qu'il est utile de relever. Je ferai remarquer, toutefois, qu'à raison des modifications apportées à la classification des dépenses, on ne saurait établir dans les détails des rapprochements rigoureux, sans entrer dans des développements qui n'offriraient actuellement que peu d'intérêt.

TABLEAU I. — Transfèrements.

Les dépenses groupées sous ce titre et montant à 752,332 fr. 68 c. se répartissent ainsi :

FRANCE.	Détail	Transport
Transport, par les voitures cellulaires, de détenus et de libérés.....................	612,331 fr. 14 c.	695,348 fr. 72 c.
Transport par d'autres moyens...............	83,010 58	
Secours de route aux condamnés au bannissement, aux libérés des maisons de correction départementales et aux forçats rapatriés.		28,211 08
ALGÉRIE.		
Transport des détenus..................		28,357 62
Secours de route aux libérés, etc......		415 26
Total égal..		752,332 fr. 68 c.

Dans le chiffre de 612,331 fr. 14 c., afférent au service des voitures cellulaires, les frais de transfèrement proprement dits (locomotion, nourriture des détenus en route, chauffage et éclairage des wagons, etc.) entrent pour 392,262 fr. 05 c. Le total des individus transportés étant (*Voir* 1re partie, Tabl. I et I *bis*.) de 24,714, la dépense moyenne ressort pour chacun à 15 fr. 87 c; elle était en 1874 de 14 fr. 57 c. L'accroissement de dépense constaté en 1875 correspond à la diminution signalée dans le nombre des détenus transportés, par chaque voyage et pour chaque journée, et à l'augmentation des distances parcourues, différences qui sont particulièrement imputables, comme je l'ai expliqué plus haut (*Voir* page XIV), aux transports opérés entre les maisons centrales d'Embrun, de Landerneau, d'Aniane et de Nîmes.

La somme de 83,017 fr. 58 c. à laquelle s'élèvent les frais de transfèrement effectués par d'autres moyens se décompose de la manière suivante :

Transport de condamnés et de libérés adultes des deux sexes et de jeunes détenus :

par les convois civils	10,209 fr. 04 c.
par les chemins de fer	28,913 10
par les navires de l'État et des compagnies maritimes	15,896 65
Indemnités pour frais extraordinaires d'escorte, à la gendarmerie.	2,185 65
Transport de jeunes détenues par les voitures à l'usage du public sous l'escorte de personnes de leur sexe	13,328 14
Transport des détenus entre les diverses prisons de la Seine	12,485 »
Total égal	83,017 fr. 58 c.

Ces dépenses s'appliquent à des transfèrements effectués dans des conditions tellement variables qu'on ne saurait en extraire de moyenne présentant quelque intérêt. Les renseignements consignés au tableau permettent toutefois d'établir, ainsi qu'il suit, le coût du transport des 675 condamnés dirigés des maisons centrales sur les pénitenciers agricoles de la Corse :

Transport à Marseille par les voitures cellulaires	10,712 fr. 25 c.
— de Marseille au port	651 44
— — à Ajaccio ou à Bastia par des navires de l'État	10,473 19
— de Bastia à Casabianda	1.688 »
Frais d'escorte par la gendarmerie de Marseille à destination	546 45
Ensemble	24,071 fr. 33 c.

Pour l'Algérie, il a été dépensé, en transports,

par les compagnies maritimes soit entre la colonie et la France et *vice versa* soit sur le littoral	14,979 fr. 19 c.
par les compagnies de chemins de fer ou les voitures des convoyeurs	13,378 43
Ensemble........................	28,357 fr. 62 c.

Les indications qu'a pu réunir l'administration sur cette partie du service, en 1875, ne sont pas assez complètes pour permettre de donner avec certitude des détails analogues à ceux qui concernent les transfèrements dans la métropole.

TABLEAU II. — Maisons centrales, pénitenciers agricoles, maisons de détention, dépôt de forçats.

FRANCE

Maisons centrales de force et de correction affectées aux condamnés de droit commun et péniteneiers agricoles.

Les dépenses effectuées pour les divers services des maisons centrales (personnel, entretien des détenus, mobilier, travaux ordinaires aux bâtiments, remboursements sur le produit du travail, dépenses diverses) s'élèvent, non compris les acquisitions et constructions, et déduction faite des produits versés au Trésor, à 2,805,713 fr. 71 c. dont 1,838,680 fr. 57 c. pour les maisons en entreprise et 967,033 fr. 14 c. pour les maisons en régie, soit, par journée de détention, une moyenne de 42 c. 6 (42 centimes dans les établissements en entreprise, 44 centimes dans les établissements en régie. Si l'on considère séparément, parmi les maisons centrales en entreprise, celles qui sont affectées aux hommes, on trouve que le prix moyen de la journée y ressort à 48 centimes, soit 4 de plus que dans les maisons en régie, toutes occupées par des condamnés du sexe masculin. Cet excédant provient notamment de ce que les établissements en

régie (Clairvaux, Fontevrault, Gaillon et Melun) ayant tous un effectif très-élevé, les frais généraux s'y répartissent entre un plus grand nombre de journées. La moyenne de la dépense est ainsi, dans les maisons centrales d'hommes, soit en entreprise, soit en régie, de 46 c. 8, et dans les maisons centrales de femmes de 25 c. 7.

Les constructions auxquelles s'applique la somme de 510,301 fr. 82c. inscrite au relevé ci-dessus ont été exécutées dans les maisons centrales

d'Albertville (construction d'une infirmerie et d'une caserne)....	56,017 fr.	85 c.
de Gaillon (achèvement du quartier d'aliénés)................	9,427	03
de Rennes (bâtiments de l'administration et des services économiques, distribution des eaux, du gaz, solde de travaux de terrassement etc)..	444,856	94

Dans les pénitenciers agricoles, le prix de la journée de détention atteint le chiffre de 1 fr. 43 c., soit 97 centimes de plus que dans les maisons centrales. Cette différence porte, en premier lieu, sur le personnel qui, plus nombreux et mieux rétribué, coûte 36 centimes, par journée, en Corse, contre 21 c. 2 sur le continent. Elle tient aussi au régime plus dispendieux accordé aux détenus par mesure sanitaire, aux dépenses d'infirmerie qui sont très-élevées, notamment à Casabianda, à la cherté des denrées, des matières premières et des divers objets nécessaires aux services économiques ou agricoles, qui doivent, pour la plupart, être importés à grands frais. Il convient, en outre, de tenir compte de cette circonstance que les travaux de défrichement et d'assainissement, l'ouverture de routes, etc., ayant, pendant longtemps, absorbé la majeure partie de la main-d'œuvre des détenus, les exploitations agricoles n'ont pu encore atteindre le rendement dont elles sont susceptibles. A Casabianda, où ces conditions défavorables subsistent toujours, alors que la situation se trouve notablement améliorée à Castelluccio et à Chiavari, la nécessité d'évacuer pendant la saison des fièvres la population presque entière sur des refuges où il est difficile de l'occuper utilement, contribue encore à l'élévation du prix de revient de la journée de détention. Il n'est que juste de faire remarquer, d'un autre côté, que les travaux exécutés par les détenus ont transformé un sol inculte, malsain et sans voie de communication et ont ainsi donné au domaine de l'État une plus-value considérable.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait méconnaître qu'il doit être possible de réaliser des économies dans le service de pénitenciers agricoles et d'y accroître les recettes. C'est une des questions sur lesquelles se porte, particulièrement mon attention, et je ne désespère pas, Monsieur le Ministre, d'avoir à vous signaler ultérieurement des résultats moins désavantageux.

Indépendamment des dépenses dont il vient d'être parlé, une somme de 125,263 fr. 98 c., a été employée aux travaux de déssèchement des étangs del Sale et de Ziglione et à d'autres ouvrages ayant pour objet l'assainissement du domaine de Casabianda (1).

Abstraction faite des constructions ou autres dépenses analogues, le prix de la journée de détention, tous frais compris, ressort dans l'ensemble des maisons centrales et des pénitenciers agricoles, à 53 c. 1, en 1875 ; il s'élevait à 59 c. 49 en 1874.

Maisons de détention et maisons centrales de correction affectées aux condamnés de l'insurrection.

D'après les indications du tableau II reproduites ci-dessus, la journée a coûté 1 fr. 06 c. (1 fr. 19 c. dans les maisons de détention, 1 fr. 03 dans les maisons de correction). Le taux en était seulement, en 1874, de 0 fr. 9655, soit, pour 1875, une augmentation de près de 10 centimes imputable, d'une part, à la diminution de l'effectif total, circonstance qui élève la moyenne des frais généraux par journée, d'autre part, à l'accroissement de la proportion des condamnés à la détention qui reçoivent un régime plus dispendieux que les condamnés à l'emprisonnement et ne sont pas comme ceux-ci astreints au travail. La nature exceptionnelle de ces établissements explique, d'ailleurs, la différence que l'on remarque, quant à la dépense, entre eux et les maisons centrales affectées aux condamnés de droit commun.

Dépôt de condamnés aux travaux forcés de Saint-Martin-de-Ré.

Le compte se solde par une dépense de 124,446 fr. 47 c. à la charge de l'État. Le nombre des journées de détention ayant été de 82,612, la

(1) Ces travaux sont aujourd'hui entièrement terminés.

moyenne s'élève à 1 fr. 50 c. tandis qu'elle était seulement de 1 fr. 41 c. sur 97,308 journées en 1874.

ALGÉRIE

Le service des maisons centrales d'Algérie a coûté, en 1875, défalcation faite des produits versés au Trésor, 461,022 fr. 69 c. pour 688,432 journées de détention, soit, par journée, 67 centimes ou 24 c. 4 de plus que dans les établissements similaires de la métropole. Cette différence provient de l'élévation des prix de journée payés aux entrepreneurs et de la modicité des produits du travail.

L'administration n'ayant pris charge de ce service qu'à partir du 1er janvier 1875, ne possède pas de données complètes sur les dépenses des exercices antérieurs.

TABLEAUX III et III bis. — Etablissements de jeunes détenus.

La dépense, qui ressortait, en 1874, dans les établissements publics à 1 fr. 08 c. s'élève, en 1875, à 1 fr. 19 c. (garçons 1.17, filles 1.58). L'augmentation que l'on constate pour cette dernière année provient, en premier lieu, de la diminution du nombre des journées de détention, qui de 729,578 (garçons 703,085, filles 26,493) est descendue à 685,105 (garçons 659,005, filles 26,100). Elle résulte aussi de l'accroissement du montant total des frais de personnel portés de 281,389 fr. 01 c. (garçons 271,398 fr. 29 c., filles 9,990 fr. 72 c., à 296,538 fr. 06 c. (garçons 286,699 fr. 26 c., filles 9,838 fr. 80 c.), d'une différence notable entre les sommes consacrées respectivement, en 1874 et en 1875, aux travaux ordinaires aux bâtiments (6,015 fr. 86 c. en 1874 contre 32,381 fr. 89 c. en 1875), et du surcroît de dépense qu'occasionne l'allocation de récompenses pécuniaires aux jeunes détenus, en exécution d'un arrêté ministériel du 25 mars 1875 qui a reçu son effet à partir du 1er janvier de la même année.

En se reportant au tableau III, on remarque des différences très-sensibles entre les prix de journée dans les diverses colonies publiques. Tandis que la moyenne est seulement de 0 fr. 70 c. au Val-d'Yèvre, elle s'élève à 1 fr. 44 c. à Saint-Maurice, établissement qui était encore, en 1875, dans la période d'organisation, à 1 fr. 40 c. aux Douaires, 1 fr. 24 c. à Saint-Bernard, 1 fr. 18 c. à Saint-Hilaire. Il est manifeste que des réformes sont nécessaires dans certains établissements pour arriver à réduire les dépenses et à augmenter les produits. Déjà vos prédécesseurs et vous, Monsieur le Ministre, avez bien voulu approuver les mesures que j'ai eu l'honneur de proposer dans ce double but.

C'est ainsi qu'au lieu de diriger exclusivement les exploitations agricoles en vue de la production de denrées destinées à la consommation des colonies ou des maisons centrales, sans tenir toujours compte autant que de raison de la nature du sol et du climat, ou de la valeur vénale de produits parfois d'une qualité supérieure à celle que comporte le service d'établissements pénitentiaires, on s'attache désormais à obtenir le *maximum* de rendement, et on ne livre à la consommation que les produits qu'il ne serait pas possible de se procurer par voie d'achat à des conditions avantageuses ; le surplus est vendu dans les formes prescrites par les règlements. Ce système a forcément pour conséquence d'augmenter le montant des dépenses imputables sur les crédits budgétaires, mais il accroît, dans une plus forte proportion, le chiffre des recettes, et la balance est, en définitive, favorable aux intérêts du Trésor.

D'autre part, diverses considérations et notamment des raisons d'économie ont motivé, en 1876, la suppression de la maison pénitentiaire de Sainte-Marthe.

Le même tableau accuse, à l'article des constructions, une dépense de 48,208 fr. 30 c., effectuée à la colonie de Saint-Maurice : cette somme a été employée à l'installation d'une boulangerie et d'une grange avec batterie.

Dans les établissements privés, il a été payé par l'État, en France, une somme de 1,987,421 fr. 15 c, savoir :

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Entretien et trousseaux	1,531,895 45	401,525 20	1,932,421 15
Subventions extraordinaires	29,700 »	25,300 »	55,000 »
	1,561,595 45	426,825 70	1,987,421 15
Soit par journée de détention:	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Entretien et trousseaux	0 76 87	0 59 75	0 72 52
Subventions	0 01 49	0 03 77	0 02 06
	0 78 36	0 63 52	0 74 58

En 1874, le prix de journée, normal revenait, pour les garçons, à 75 c. 77, pour les filles, à 62 c. 05, ou, sur l'ensemble de la population, à 72 c. 37; soit, en ajoutant le montant des subventions, 77 c. 93 pour les garçons, 63 c. 79 pour les filles, ou 74 c. 93 pour les deux sexes. Les variations qui se produisent d'une année à l'autre sont dues uniquement à des différences fortuites existant dans l'effectif des divers établissements, lesquels ne reçoivent pas tous le même prix de journée.

On voit que ces moyennes sont de beaucoup inférieures à celles qui ressortent des comptes des établissements publics. Il n'est pas impossible, l'exemple de la colonie du Val d'Yèvre l'atteste, de ramener, dans ces derniers, la dépense à des proportions plus modérées, et j'ai indiqué les mesures qui ont paru devoir être adoptées à cet effet; mais les nécessités de la comptabilité publique et l'observance plus rigoureuse des règlements d'ordre et de discipline grèveront toujours les institutions de l'État de frais qui ne pèsent pas sur celles des particuliers: c'est dans un accroissement des produits et dans la plus-value donnée au sol par le travail des enfants qu'il faut chercher une compensation à ce surcroît de charges.

A la colonie de M'zéra (Algérie), le prix de la journée est de 1 franc; mais il est alloué au propriétaire une indemnité de 80 francs pour le trousseau de chaque jeune détenu entrant. Par suite de cette

allocation, la dépense s'est trouvée portée, en 1875, à 1 fr. 06 c. par journée de détention.

TABLEAU IV. — Maisons d'arrêt, de justice et de correction. — Chambres et dépôts de sûreté.

En France, les dépenses se sont élevées à 8,506,451 fr. 40 c. Mais il y a lieu de retrancher de ce chiffre divers produits versés au Trésor dans les prisons de la Seine et dont les entrepreneurs profitent dans celles des autres départements; le montant en est, déduction faite des remboursements, de 225,498 fr. 78 c. Par suite il ne reste plus en dépense que 8,280,952 fr. 62 c. dont 1,947,114 fr. 40 c. dans la Seine, 6,334,838 fr. 22 c. dans les autres départements, et le prix de la journée de détention ressort à 94 centimes, ou 92 c. 1 dans les prisons de la Seine, 94 c. 6 dans les autres: ces moyennes étaient respectivement de 96 c. 4, 1 fr. 05 c. et 93 c. 8, en 1874. Les frais d'entretien proprement dit des détenus (nourriture, habillement, blanchissage) ont coûté par journée,

Dans la Seine..................	en 1875	69 c.	86	en 1874	74 c.	28
Dans les autres départements..	—	61	07	—	62	36
Soit sur l'ensemble...........	—	63	18	—	65	12

La déduction des produits versés au Trésor ramène les moyennes de la Seine à 59.20 en 1875, et 64.71 en 1874, et les moyennes générales à 60.62 et 62. 90. Il y a donc eu, en 1875, une notable économie résultant de la diminution du prix des céréales. Le prix du pain a été, en effet, dans les prisons de la Seine, où il est pourvu à cette partie de l'alimentation au moyen de marchés spéciaux passés pour six mois, pour la 1re qualité, de 28 c. 5 ; pour la 2e de 21 c. 68 par kilogramme, en 1875, tandis qu'il s'élevait à 41 c. 4 et 36 centimes en 1874. Si la différence est moins forte pour les autres départements, c'est que la fourniture du pain y est comprise dans l'ensemble de celles qui incombent aux entrepreneurs généraux des services économiques et des travaux industriels et dont ceux-ci sont rémunérés, tant par le prix de journée qu'ils perçoivent, que par la portion du produit du travail à eux attribuée. Il leur est alloué seulement un

supplément de 1/2 centime par franc d'augmentation du taux de l'hectolitre de froment à partir d'un chiffre déterminé par le cahier des charges, pour chaque circonscription pénitentiaire. Cette indemnité ne couvrant qu'une partie de l'excédant de dépense causé par la hausse, le surplus demeure au compte des entrepreneurs qui, d'un autre côté, profitent intégralement de la baisse du prix au-dessous du *maximum* et les fluctuations des cours sont ainsi moins sensibles pour le Trésor.

En Algérie, le service des prisons départementales a coûté 497,200 fr. 36 c. pour 731,128 journées de détention, soit une moyenne de 68 centimes dont 51 c. 68 pour l'entretien des détenus. La modicité de ces chiffres doit être imputée, d'une part, aux conditions d'infériorité dans lesquelles se trouvait encore, en 1875, le personnel de ces établissements par rapport à celui des prisons de la métropole et, d'autre part, au prix peu élevé payé dans le département d'Alger à l'entrepreneur, en vertu d'un marché qui embrasse les maisons centrales de l'Harrach et du Lazaret en même temps que les maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Le résumé des dépenses donné à la page CLXXVI du présent rapport mentionne deux articles qui n'ont pu trouver place dans les tableaux statistiques :

Le premier se rapporte aux *Frais de séjour de détenus hors des établissements pénitentiaires* et comprend :

EN FRANCE. —	Traitement dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés...........	65,298 fr.	15 c.	74,196 fr. 89 c.
	Entretien de forçats en partance, au fort Lamalgue............	198	93	
	Remise en état des locaux du fort de Quélern ayant servi antérieurement de dépôt de déportés..	8,699	81	
EN ALGÉRIE. —	Traitement dans les hôpitaux...	5,537 fr.	93 c.	14,479 fr. 13 c.
	Entretien des Arabes internés ...	8,941	20	
	Ensemble........................			88,676 fr. 02 c.

Les frais de traitement de détenus dans les hôpitaux ou asiles de France, se montaient à 70,967 fr. 64 c. en 1874.

L'autre article, intitulé *Dépenses communes aux divers services,*

s'élève à la somme de 102,583 fr. 71 c. qui se répartit de la manière suivante :

Indemnités à deux architectes, à un inspecteur général de l'agriculture et à un auxiliaire	19,000 fr.	» c.
Frais de mission	25,022	40
Indemnités de déplacement à des fonctionnaires, employés ou agents, secours, indemnités pour travaux extraordinaires	24,724	45
Achat et reliure de livres pour les bibliothèques des établissements pénitentiaires	3,808	30
Impressions	23,185	10
Subventions à des institutions de patronage	5,300	»
Dépenses diverses	1,543	46
Total égal	102,583 fr.	71 c

Les dépenses similaires formaient, en 1874, un chiffre de 156,610 fr. 07 c. La différence de 54,026 fr. 36 c. existant entre cette somme et le total accusé pour 1875, se décompose ainsi :

DIMINUTIONS. —	Indemnités à des auxiliaires	5,560 fr.	»	59,398 fr.	29 c.
	Secours, etc.	23,718	94		
	Achat de livres	26,862	30		
	Subventions	1,770	90		
	Divers	1,486	15		
AUGMENTATIONS. —	Missions	1,346	»	5,371	93
	Impressions	4,025	93		
	Différence égale			54,026 fr.	36 c.

L'économie de 5,560 francs réalisée sur les indemnités allouées à des auxiliaires à été obtenue au moyen de la réduction du personnel supplémentaire attaché à l'administration centrale. La diminution de 23,718 fr. 94 c. afférente aux secours résulte en partie du soin apporté à l'examen des titres des postulants, et, pour le surplus, de l'imputation, sur les fonds des secours généraux dont la gestion est confiée au 3ᵉ bureau du cabinet, des allocations qui peuvent être accordées, après un premier subside, à d'anciens fonctionnaires, employés ou agents, ainsi qu'à des veuves ou à des enfants.

Des sommes importantes (12,819 fr. 29 c. en 1873 et 30,670 fr. 60 c. en 1874) ayant été employées les années précédentes à des achats de livres pour les bibliothèques des établissements

pénitentiaires, on n'a eu à pourvoir, en 1875, qu'aux dépenses nécessaires pour tenir les collections au courant. Les autres différences en plus ou en moins ne semblent pas nécessiter d'explications.

TABLEAUX V et VI. — Personnel.

Le personnel des établissements pénitentiaires était ainsi composé au 31 décembre 1875.

	FRANCE							ALGÉRIE		TOTAL.
	MAISONS centrales.	PÉNITENCIERS agricoles.	MAISONS de détention et MAISONS centrales affectées aux condamnés de l'insurrection.	DÉPÔT de forçats.	ÉTABLISSEMENTS publics de jeunes détenus.	MAISONS D'ARRÊT, de JUSTICE et de CORRECTION — SEINE.	MAISONS D'ARRÊT, de JUSTICE et de CORRECTION — autres DÉPARTEMENTS.	MAISONS centrales.	MAISONS d'arrêt, de JUSTICE et de CORRECTION.	
Service administratif	61	14	14	5	14	35	62	9	8	222
Service économique et industriel	10	15	4	»	22	21	1	»	»	73
Service agricole	1	4	»	»	3	»	»	»	»	8
Service des bâtiments	20	3	2	1	»	1	»	»	»	27
Service scolaire	14	3	2	»	6	2	11	»	»	38
Service religieux	31	4	5	2	7	13	378	3	3	446
Service médical	39	6	6	1	5	23	371	4	10	465
Service de surveillance — Hommes	678	138	106	27	154	250	1,158	80	96	2,687
Service de surveillance — Femmes	127	»	»	»	5	64	474	4	7	681
TOTAUX	981	187	139	36	216	409	2,455	100	124	4,647

1 inspecteur, 1 gardien-comptable en chef, 25 gardiens-comptables et 50 seconds-gardiens étaient attachés au service des transports cellulaires, ce qui porte à 4,724 le nombre total des fonctionnaires, employés ou agents dépendant de l'administration pénitentiaire. En ce qui concerne la métropole, ces chiffres ne présentent, par rapport à ceux qu'accusait la statistique de 1874, que des différences en plus ou en moins peu importantes. On remarquera que le personnel

enseignant dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction des départements autres que la Seine, se composait seulement de 11 instituteurs, bien que, d'après le tableau V de la 4[e] série, 40 de ces établissements possédassent des écoles au 31 décembre 1875: dans les 29 prisons où il n'existe pas de titulaires, les fonctions d'instituteurs sont remplies par un employé du greffe, l'aumônier, le gardien-chef ou un gardien.

En Algérie, les cadres ont paru devoir être conservés jusqu'à ce qu'une inspection générale, qui a eu lieu, ainsi que je l'ai fait connaître plus haut, en 1876 seulement, eût permis d'apprécier l'état et les besoins du service des prisons de cette colonie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon profond respect.

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHOPPIN.

I.

RANSFÈREMENTS PAR LES VOITURES CELLULAIRES

DES DÉTENUS ET CONDAMNÉS DE TOUTES CATÉGORIES.

Nos Tableaux.

— Répartition, par catégorie, des individus transférés (Hommes et jeunes garçons).

(bis). — Répartition, par catégorie, des individus transférés (Femmes).

— Répartition des étrangers expulsés du territoire français, transférés aux frontières, suivant la nationalité à laquelle ils appartiennent.

— Répartition des condamnés transférés dans les pénitenciers agricoles de la Corse.

TRANSFÈREMENTS PAR L

Tableau N° I. — RÉPARTITION, par catégorie, des Hommes et jeun

DÉPARTEMENTS.	CONDAMNÉS à la déportation.	CONDAMNÉS au bannissement.	CONDAMNÉS aux travaux forcés, transférés dans les dépôts de forçats.	Condamnés à la détention, à la reclusion et à plus d'un an d'emprisonnement transférés dans les maisons centrales.	CONDAMNÉS A UN AN ET AU-DESSOUS. Centralisés au chef-lieu du département.	Revenant d'appel, reconduits dans les départements d'origine.	TRANSFÉRÉS D'UNE PRISON DÉPARTEMENTALE DANS UNE AUTRE pour y subir leur peine.	pour
1	2	3	4	5	6	7	8	9
AIN	»	»	3	41	99	»	»	
AISNE	»	»	10	104	72	»	1	
ALLIER	»	»	6	41	65	»	8	
ALPES (BASSES-)	»	»	»	20	20	»	»	
ALPES (HAUTES-)	»	»	»	10	7	»	»	
ALPES-MARITIMES	»	»	4	53	16	»	»	
ARDÈCHE	»	»	2	29	22	»	»	
ARDENNES	»	»	4	42	62	»	»	
ARIÉGE	»	»	»	9	15	»	»	
AUBE	»	»	10	50	28	»	»	
AUDE	»	»	4	28	47	»	»	
AVEYRON	»	»	2	44	34	»	»	
BOUCHES-DU-RHÔNE	»	»	134	339	138	51	10	
CALVADOS	»	»	36	80	8	14	»	
CANTAL	»	»	2	15	19	»	1	
CHARENTE	»	»	2	48	62	»	»	
CHARENTE-INFÉRIEURE	»	»	7	67	56	»	»	
CHER	»	»	6	52	17	5	»	
CORRÈZE	»	»	6	24	12	»	»	
CORSE (1)	»	»	»	12	»	»	»	
CÔTE-D'OR	»	»	7	52	21	20	»	
CÔTES-DU-NORD	»	»	6	47	43	»	1	
CREUSE	»	»	2	10	11	»	»	
DORDOGNE	»	»	7	45	56	»	»	
DOUBS	»	»	12	97	46	29	1	
DRÔME	»	»	8	49	20	»	1	
EURE	»	»	14	99	110	»	»	
EURE-ET-LOIR	»	»	3	36	63	»	»	
FINISTÈRE	»	»	11	69	42	»	6	
GARD	»	»	14	35	24	28	»	
GARONNE (HAUTE-)	»	»	14	78	20	22	»	
GERS	»	»	5	21	35	»	»	
GIRONDE	»	»	27	170	53	39	2	
HÉRAULT	»	»	15	157	»	39	153	
ILLE-ET-VILAINE	»	»	9	157	98	48	»	
INDRE	»	»	4	20	34	»	»	
INDRE-ET-LOIRE	»	»	12	58	32	»	»	
ISÈRE	»	»	14	91	64	24	»	
JURA	»	»	3	20	21	»	»	
LANDES	»	»	8	29	25	»	»	
LOIR-ET-CHER	»	»	5	32	33	»	»	
LOIRE	»	»	16	83	30	»	1	
LOIRE (HAUTE-)	»	»	2	16	19	»	»	
LOIRE-INFÉRIEURE	»	»	16	83	86	»	3	
LOIRET	»	»	11	59	41	8	»	
LOT	»	»	2	19	39	»	»	
LOT-ET-GARONNE	»	»	3	29	29	12	»	
LOZÈRE	»	»	»	18	12	»	»	
MAINE-ET-LOIRE	»	»	18	86	116	33	»	
MANCHE	»	»	6	56	83	»	»	
MARNE	»	»	14	119	155	»	1	
MARNE (HAUTE-)	»	»	4	47	27	»	1	

(1) Les condamnés de la Corse sont pris à Marseille.

...TURES CELLULAIRES.

...çons transférés, suivant les départements où ils ont été pris.

TRANSFÉRÉS D'UNE MAISON CENTRALE dans une prison départementale pour y subir leur peine.	TRANSFÉRÉS D'UNE MAISON CENTRALE dans une prison départementale pour les rapprocher de leur destination définitive.	ÉTRANGERS expulsés de France, transférés aux frontières.	CONDAMNÉS LIBÉRÉS TRANSFÉRÉS dans les dépôts de mendicité.	CONDAMNÉS LIBÉRÉS TRANSFÉRÉS dans leurs foyers.	CONDAMNÉS par défaut, reconduits dans les départements d'origine.	JEUNES DÉTENUS TRANSFÉRÉS d'une prison départementale dans un établissement d'éducation correctionnelle.	JEUNES DÉTENUS TRANSFÉRÉS d'un établissement d'éducation correctionnelle dans un autre.	TRANSFÉRÉS aux frais des ministères de la justice, de la marine et de la guerre.	NOMBRE D'INDIVIDUS évadés des voitures.	TOTAUX
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
»	»	7	1	»	1	14	»	»	»	168
»	»	32	11	»	»	52	»	1	»	283
»	»	1	22	»	»	11	»	»	»	154
»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	47
»	»	4	»	»	1	5	»	»	»	31
»	»	23	»	»	»	7	»	»	»	107
»	»	6	2	»	»	13	»	»	»	75
»	»	12	»	»	»	11	»	»	»	131
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	28
»	»	6	»	»	»	10	»	»	»	105
»	»	3	»	»	»	5	»	»	»	88
»	»	»	4	»	»	12	»	»	»	96
»	»	425	172	»	»	55	»	9	»	1,336
»	»	3	28	»	»	35	»	»	»	205
»	»	»	10	»	»	2	»	»	»	49
»	»	1	»	»	»	8	»	»	»	121
»	»	»	2	»	»	9	»	»	»	141
»	»	3	4	»	»	3	»	»	»	90
»	»	1	31	»	»	3	»	»	»	77
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	»	12	37	1	2	31	»	»	»	183
»	»	»	»	»	»	27	»	»	»	124
»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	26
»	»	»	9	»	1	6	»	»	»	124
»	»	14	»	»	1	15	»	»	»	215
»	»	12	»	»	»	15	»	»	»	105
»	»	3	»	»	»	24	»	»	»	250
»	»	2	»	»	1	13	»	1	»	119
»	»	1	»	1	»	35	»	»	»	165
»	»	62	2	»	»	12	»	»	»	177
»	»	4	»	»	»	24	»	»	»	162
»	»	8	3	»	»	7	»	»	»	80
»	»	2	5	»	»	42	»	2	»	346
»	»	17	»	»	»	18	»	»	»	401
»	»	1	49	»	»	30	»	»	»	392
»	»	»	5	»	»	15	»	»	»	78
»	»	»	17	»	»	1	»	»	»	120
»	»	6	»	»	»	15	»	»	»	214
»	»	10	2	»	»	7	»	»	»	63
»	»	»	31	»	»	8	»	»	»	101
»	»	2	4	»	»	8	»	»	»	84
»	»	»	»	»	»	27	»	1	»	159
»	»	»	4	»	»	3	»	»	»	44
»	»	2	3	»	»	47	»	»	»	240
»	»	1	48	»	»	11	»	»	»	179
»	»	2	»	»	»	6	»	»	»	70
»	»	»	7	»	»	5	»	»	»	87
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30
»	»	»	»	»	»	24	»	»	»	277
»	»	»	2	»	»	21	»	»	»	168
»	»	6	11	1	»	22	»	»	»	329
»	»	9	»	»	»	9	»	»	»	97

DÉPARTEMENTS.	CONDAMNÉS à la déportation.	CONDAMNÉS au bannissement.	CONDAMNÉS aux travaux forcés transférés dans les dépôts de forçats.	Condamnés à la détention, à la reclusion et à plus d'un an d'emprisonnement transférés dans les maisons centrales.	CONDAMNÉS A UN AN ET AU-DESSOUS. Centralisés au chef-lieu du département.	Revenant d'appel reconduits dans les départements d'origine.	TRANSFÉRÉS D'UNE PRISON DÉ[PAR]TEMENTALE DANS UNE AUTRE pour y subir leur peine.	pour l[e] rappro[chement] de l[a] des[tination] défini[tive]
1	2	3	4	5	6	7	8	9
MAYENNE	»	»	8	57	81	»	»	
MEURTHE-ET-MOSELLE	»	»	7	138	88	41	»	
MEUSE	»	»	11	49	60	»	1	
MORBIHAN	»	»	7	44	51	»	»	
NIÈVRE	»	»	9	23	39	»	»	
NORD	»	»	23	370	351	40	51	
OISE	»	»	18	91	102	»	»	
ORNE	»	»	10	51	59	»	»	
PAS-DE-CALAIS	»	»	14	97	199	»	»	
PUY-DE-DÔME	»	»	15	45	5	28	»	
PYRÉNÉES (BASSES-)	»	»	7	53	68	1	2	
PYRÉNÉES (HAUTES-)	»	»	6	11	14	»	»	
PYRÉNÉES-ORIENTALES	»	»	23	41	30	»	2	
RHIN (HAUT-)	»	»	»	9	»	»	»	
RHÔNE	»	»	21	157	1	39	1	
SAÔNE (HAUTE-)	»	»	5	34	20	»	»	
SAÔNE-ET-LOIRE	»	»	11	57	73	»	»	
SARTHE	»	»	5	42	93	»	1	
SAVOIE	»	»	5	66	23	13	»	
SAVOIE (HAUTE-)	»	»	5	55	59	»	»	
SEINE	60	4	143	1,407	»	171	15	
SEINE-INFÉRIEURE	»	»	33	254	134	28	4	
SEINE-ET-MARNE	»	»	6	50	9	»	»	
SEINE-ET-OISE	»	»	13	128	153	»	1	
SÈVRES (DEUX-)	»	»	2	14	22	»	»	
SOMME	»	»	10	179	149	62	»	
TARN	»	»	2	15	33	»	»	
TARN-ET-GARONNE	»	»	4	31	39	»	»	
VAR	»	»	11	67	31	»	»	
VAUCLUSE	»	»	14	52	42	»	»	
VENDÉE	»	»	5	27	17	»	»	
VIENNE	»	»	4	82	32	48	»	
VIENNE (HAUTE-)	»	»	6	37	8	14	»	
VOSGES	»	»	16	64	72	»	»	
YONNE	»	»	7	41	61	»	»	
ALGÉRIE (1)	2	»	198	81	»	»	»	
PRINCIPAUTÉ DE MONACO	»	»	»	2	»	»	»	
COLONIES FRANÇAISES	»	»	29	22	14	»	»	
VENANT DES MAISONS CENTRALES ET DES DÉPÔTS DE DÉPORTÉS OU DE FORÇATS	»	1	6	»	»	»	»	
VENANT DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE	»	»	»	»	»	»	»	
VENANT DES ASILES D'ALIÉNÉS	»	»	»	4	»	»	»	
TOTAUX	62	5	1,249	7,142	4,519	857	268	[illegible]

(1) Les condamnés de l'Algérie et des colonies sont pris dans les ports.

TRANSFÉRÉS d'une maison centrale dans une prison départementale pour y subir leur peine.	TRANSFÉRÉS d'une maison centrale dans une prison départementale pour les rapprocher de leur destination définitive.	ÉTRANGERS expulsés de France, transférés aux frontières.	CONDAMNÉS LIBÉRÉS TRANSFÉRÉS dans les dépôts de mendicité.	CONDAMNÉS LIBÉRÉS TRANSFÉRÉS dans leurs foyers.	CONDAMNÉS par défaut, reconduits dans les départements d'origine.	JEUNES DÉTENUS TRANSFÉRÉS d'une prison départementale dans un établissement d'éducation correctionnelle.	JEUNES DÉTENUS TRANSFÉRÉS d'un établissement d'éducation correctionnelle dans un autre.	TRANSFÉRÉS aux frais des ministères de la justice, de la marine et de la guerre.	NOMBRE D'INDIVIDUS évadés des voitures.	TOTAUX.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
»	»	»	15	»	»	14	»	»	»	175
»	»	1	1	»	»	24	»	»	»	300
»	»	23	»	»	»	18	»	»	»	162
»	»	2	»	»	»	31	»	»	»	135
»	»	»	15	»	»	9	»	»	»	95
»	»	422	9	»	1	100	»	»	»	1,367
»	»	39	5	»	»	20	»	1	»	277
»	»	3	7	»	»	19	»	»	»	149
»	»	18	1	»	»	54	»	»	»	383
»	»	5	14	»	»	8	»	»	»	120
»	»	8	»	»	»	13	»	»	»	160
»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	35
»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	102
»	»	2	»	»	»	2	»	»	»	14
»	»	64	88	»	»	68	»	2	»	442
»	»	11	10	1	»	10	»	»	»	91
»	»	4	13	»	»	26	»	»	»	184
»	»	1	12	»	»	20	»	»	»	174
»	»	29	»	»	»	5	»	3	»	145
»	»	3	»	»	»	10	»	»	»	132
»	»	264	1	1	6	312	»	2	1	2,388
»	»	3	»	»	»	75	»	»	»	533
»	»	22	2	»	»	18	»	»	»	107
»	»	50	35	»	»	35	»	»	»	416
»	»	1	12	»	»	2	»	»	»	53
»	»	16	18	»	»	41	»	»	»	475
»	»	2	9	»	»	9	»	»	»	71
»	»	1	4	»	»	4	»	»	»	85
»	»	66	1	1	»	5	»	2	»	184
»	»	23	»	»	»	20	»	»	»	153
»	»	»	32	»	»	13	»	»	»	95
»	»	4	4	«	»	13	»	»	»	187
»	»	»	10	»	»	8	»	»	»	83
»	»	8	»	»	»	28	»	»	»	188
»	»	4	2	»	»	14	»	»	»	129
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	281
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	51	»	116
356	11	300	8	»	»	»	»	17	»	3,093
»	»	1	»	»	»	»	219	»	»	220
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
356	11	2,103	858	6	14	1,849	219	92	1	22,058

TRANSFÈREMENTS PAR L…

Tableau N° I *bis*. — RÉPARTITION, par catégorie, des femm…

DÉPARTEMENTS.	FEMMES destinées aux colonies pénales, transférées au port d'embarquement.	FEMMES condamnées aux travaux forcés, à la reclusion et à plus d'un an d'emprisonnement, transférées dans les maisons centrales.	CONDAMNÉES À UN AN ET AU-DESSOUS… Centralisées au chef-lieu du départe-ment.	Renv[oyées]…
1	2	3	4	5
Ain	»	2	10	
Aisne	»	48	7	
Allier	»	11	7	
Alpes (Basses-)	»	4	»	
Alpes (Hautes-)	»	1	»	
Alpes-Maritimes	»	5	1	
Ardèche	»	2	4	
Ardennes	»	6	20	
Ariége	»	4	1	
Aube	»	14	8	
Aude	»	6	3	
Aveyron	»	5	5	
Bouches-du-Rhône	»	25	17	
Calvados	»	58	21	
Cantal	»	1	6	
Charente	»	13	12	
Charente-Inférieure	»	5	7	
Cher	»	11	2	
Corrèze	»	4	»	
Corse (1)	»	»	»	
Côte-d'Or	»	22	1	
Côtes-du-Nord	»	22	23	
Creuse	»	3	1	
Dordogne	»	7	10	
Doubs	»	4	3	
Drôme	»	17	3	
Eure	»	21	19	
Eure-et-Loir	»	10	13	
Finistère	»	22	9	
Gard	»	7	1	
Garonne (Haute-)	»	17	2	
Gers	»	8	1	
Gironde	»	35	6	
Hérault	»	1	»	
Ille-et-Vilaine	»	14	24	
Indre	»	5	5	
Indre-et-Loire	»	7	2	
Isère	»	17	4	
Jura	»	7	3	
Landes	»	4	6	
Loir-et-Cher	»	13	8	
Loire	»	13	4	
Loire (Haute-)	»	3	1	
Loire-Inférieure	»	18	13	
Loiret	»	16	9	
Lot	»	4	3	
Lot-et-Garonne	»	2	6	
Lozère	»	5	2	
Maine-et-Loire	»	22	23	

(1) Les condamnées de la Corse sont prises à Marseille.

…TURES CELLULAIRES.

…sférées, suivant les départements où elles ont été prises.

TRANSFÉRÉES d'une … départementale dans une autre		TRANSFÉRÉES D'UNE MAISON CENTRALE		ÉTRANGÈRES expulsées de France, transférées aux frontières.	CONDAMNÉES LIBÉRÉES TRANSFÉRÉES		CONDAMNÉES par défaut, reconduites dans les départements d'origine.	TOTAUX.
…car …subir …leur …ine.	pour les rapprocher de leur destination définitive.	dans une autre.	dans une prison départementale pour y subir leur peine.		dans les dépôts de mendicité.	dans leurs foyers.		
6	7	8	9	10	11	12	13	14
»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	»	»	»	3	1	»	»	59
»	»	»	»	»	»	»	»	18
»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	2	»	»	»	8
»	»	»	»	»	»	»	»	6
»	»	»	»	»	»	»	»	26
»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	»	»	»	1	»	»	»	23
»	»	»	»	»	»	»	»	9
»	»	»	»	»	»	»	»	10
»	»	»	»	30	6	»	»	80
»	»	»	»	»	9	»	»	91
»	»	»	»	»	»	»	»	7
1	»	»	»	»	»	»	»	26
»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	»	»	»	»	»	»	»	13
»	»	»	»	»	1	»	»	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	7	»	»	34
»	»	»	»	»	»	»	»	45
»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	17
»	»	»	»	3	»	»	»	12
»	»	»	»	»	»	»	»	20
»	»	»	»	»	»	»	»	40
1	»	»	»	»	»	»	»	24
»	»	»	»	»	»	»	»	31
»	»	»	»	2	»	»	»	12
»	»	»	»	»	»	»	»	21
»	»	»	»	»	»	»	»	9
1	»	»	»	»	»	»	»	42
»	2	»	»	10	»	»	»	15
1	»	»	»	1	6	»	»	55
1	»	»	»	»	2	»	»	13
»	»	»	»	»	1	»	»	10
»	»	»	»	1	»	»	»	23
»	»	»	»	»	»	»	»	10
»	»	»	»	»	1	»	»	11
»	1	»	»	»	»	»	»	22
»	»	»	»	»	»	»	»	17
»	»	»	»	»	1	»	»	5
»	»	»	»	»	»	»	»	31
»	»	»	»	»	22	»	»	47
»	»	»	»	»	»	»	»	7
»	»	»	»	1	1	»	»	11
»	»	»	»	»	»	»	»	7
2	»	»	»	»	»	»	»	48

DÉPARTEMENTS.	FEMMES destinées aux colonies pénales, transférées au port d'embarquement.	FEMMES condamnées aux travaux forcés, à la reclusion et à plus d'un an d'emprisonnement, transférées dans les maisons centrales.	CONDAMNÉES À UN AN ET AU-DE[…] — Centralisées au chef-lieu du département.	Re[…] d'a[…] recca[…] dans dép[…] ment d'ori[…]
1	2	3	4	[5]
MANCHE	»	26	27	
MARNE	»	34	24	
MARNE (HAUTE-)	»	12	9	
MAYENNE	»	22	9	
MEURTHE-ET-MOSELLE	»	23	22	
MEUSE	»	10	9	
MORBIHAN	»	18	23	
NIÈVRE	»	10	8	
NORD	»	53	5	
OISE	»	22	25	
ORNE	»	15	11	
PAS-DE-CALAIS	»	19	52	
PUY-DE-DÔME	»	11	1	
PYRÉNÉES (BASSES-)	»	13	20	
PYRÉNÉES (HAUTES-)	»	1	10	
PYRÉNÉES-ORIENTALES	»	2	»	
RHIN (HAUT-)	»	1	»	
RHÔNE	»	14	»	
SAÔNE (HAUTE-)	»	8	3	
SAÔNE-ET-LOIRE	»	11	17	
SARTHE	»	10	14	
SAVOIE	»	6	4	
SAVOIE (HAUTE-)	»	5	15	
SEINE	2	255	»	
SEINE-INFÉRIEURE	»	55	49	
SEINE-ET-MARNE	»	9	3	
SEINE-ET-OISE	»	29	38	
SÈVRES (DEUX-)	»	6	3	
SOMME	»	27	32	
TARN	»	5	8	
TARN-ET-GARONNE	»	7	4	
VAR	»	7	8	
VAUCLUSE	»	6	6	
VENDÉE	»	3	5	
VIENNE	»	10	5	
VIENNE (HAUTE-)	»	7	1	
VOSGES	»	12	18	
YONNE	»	14	11	
VENANT DES MAISONS CENTRALES	4	»	»	
VENANT DES ASILES D'ALIÉNÉS	»	1	»	
TOTAUX	6	1,370	830	

Nombre de voyages			251
Nombre de journées de voyage (journées de 24 heures)			4,883
Nombre de kilomètres parcourus	en chemin de fer	1,268,447	1,334,709
	par les routes de terre	66,262	

…ANSFÉRÉS …ISON DÉPARTEMENTALE …ANS UNE AUTRE		TRANSFÉRÉS D'UNE MAISON CENTRALE		ÉTRANGÈRES expulsées de France, transférées aux frontières.	CONDAMNÉES LIBÉRÉES TRANSFÉRÉES		CONDAMNÉES par défaut, reconduites dans les départements d'origine.	TOTAUX.
…ar …abir …ar …ine.	pour les rapprocher de leur destination définitive.	dans une autre.	dans les asiles d'aliénés.		dans les dépôts de mendicité.	dans leurs foyers.		
…	7	8	9	10	11	12	13	14
»	»	»	»	»	1	»	»	54
1	»	»	»	»	4	»	»	63
»	»	»	»	»	»	»	»	21
1	»	»	»	»	2	»	»	34
»	»	»	»	1	»	»	»	51
1	»	»	»	1	»	»	»	21
»	»	»	»	»	»	»	»	41
1	»	»	»	»	»	»	»	19
32	»	»	»	74	4	»	»	171
1	»	»	»	8	2	»	»	58
»	»	»	»	»	»	»	»	26
»	»	»	»	»	»	»	»	71
»	»	»	»	1	1	»	»	15
»	»	»	»	1	»	»	»	34
»	»	»	»	»	»	»	»	11
»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	10	32	»	»	58
»	»	»	»	»	»	»	»	11
»	»	»	»	1	1	1	»	31
»	»	»	»	»	»	»	»	24
»	»	»	»	3	»	»	»	16
»	»	»	»	»	»	»	»	20
3	»	»	»	23	»	2	1	296
3	»	»	»	2	»	»	»	111
»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	»	»	»	4	5	»	»	76
»	»	»	»	»	»	»	»	9
»	»	»	»	10	4	»	»	78
»	»	»	»	»	»	»	»	13
»	»	»	»	»	»	»	»	11
»	»	»	»	1	»	»	»	11
»	»	»	»	1	»	»	»	13
»	»	»	»	»	1	»	»	9
»	»	»	»	2	»	»	»	18
»	»	»	»	»	»	»	»	8
1	»	»	»	1	»	»	»	32
»	1	»	»	2	»	»	»	28
»	»	3	4	»	»	»	»	19
»	»	»	»	»	»	»	»	1
61	4	3	4	208	115	3	1	2,656

Hommes transférés (1er tableau)........ 22,058

TOTAL POUR LES DEUX SEXES....... 24,714

TRANSFÈREMENTS PAR LES VOITURES CELLULAIRES.

Tableau N° II. — RÉPARTITION des ÉTRANGERS expulsés du territoire français, transférés aux frontières, suivant la nationalité à laquelle ils appartiennent.

DÉSIGNATION DES PAYS.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL
1	2	3	4
Angleterre	31	8	[illegible]
Autriche	12	3	[illegible]
Bade	7	5	[illegible]
Bavière	6	»	[illegible]
Belgique	850	103	[illegible]
Espagne	55	13	[illegible]
États-Unis d'Amérique	8	»	[illegible]
Hollande et Grand-Duché de Luxembourg	31	5	[illegible]
Italie	764	38	[illegible]
Prusse	148	15	[illegible]
Russie	24	»	[illegible]
Saxe	7	7	[illegible]
Suisse	152	17	[illegible]
Turquie	5	»	[illegible]
Wurtemberg	3	1	[illegible]
TOTAUX	2,103	208	2,3[illegible]
	2,311		

TRANSFÈREMENTS PAR LES VOITURES CELLULAIRES.

Tableau N° III. — RÉPARTITION des CONDAMNÉS transférés dans les pénitenciers agricoles de la Corse.

MAISONS CENTRALES.	CASABIANDA.		CASTELLUCCIO.		CHIAVARI.	
	Reclusion.	Emprisonnement.	Reclusion.	Emprisonnement.	Reclusion.	Emprisonnement.
1	2	3	4	5	6	7
Albertville	10	12	»	6	»	12
Aniane	22	3	11	»	6	7
Beaulieu	30	3	7	»	10	»
Clairvaux	»	38	»	27	8	10
Eysses	18	38	5	9	10	17
Fontevrault	22	26	6	5	6	6
Gaillon	»	39	»	16	»	2
Loos	22	14	8	»	6	12
Melun	55	»	7	»	»	»
Nîmes	»	10	»	3	»	3
Poissy	»	10	»	5	»	33
Riom	22	6	4	2	6	»
Totaux	201	199	48	73	52	102
	400		121		154	
Total général	675					

II.

MAISONS CENTRALES

DE FORCE ET DE CORRECTION OU DE DÉTENTION

ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.

— Mouvement général d'entrée et de sortie.
— Répartition de la population suivant la juridiction et la pénalité.
— Nature des faits qui ont motivé les condamnations.
— Répartition par département.
— Condamnés étrangers.
— Répartition suivant l'âge des condamnés et la durée de la captivité.
— État civil des condamnés.
— Religions.
— Métiers et professions exercés par les condamnés avant l'entrée.
— Récidivistes.
— Division des condamnés d'après les parts à eux attribuées sur le produit du travail.
— État de l'instruction des condamnés à leur entrée dans l'établissement et à la fin de l'année.
— Mouvement de l'école, résultats de l'enseignement pendant l'année.
— Grâces. — Commutations. — Réductions de peine. — Récompenses.
— Justice disciplinaire des établissements. — Condamnations prononcées par les tribunaux pendant la détention.
— Nombre et proportion des entrées à l'infirmerie, des journées d'infirmerie et des décès.
— Nature des maladies qui ont motivé l'admission à l'infirmerie.
— Nature des maladies qui ont causé la mort.
— Malades admis aux infirmeries et classés d'après la nature de la maladie, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé au moment de l'entrée dans l'établissement. — (Hommes.)
— Mêmes renseignements (Femmes).
— Malades décédés dans les infirmeries et classés d'après la nature de la maladie, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé au moment de l'entrée dans l'établissement. — (Hommes.)
— Mêmes renseignements. — (Femmes.)
— Aliénés, épileptiques et suicides.
— Industries exploitées, par établissement.
— Récapitulation générale des industries.
— Récapitulation des produits du travail par établissement. — Nombre moyen des travailleurs pendant l'année. — Nombre des travailleurs au 31 décembre 1875.
— Répartition des produits de la main-d'œuvre.
— Dépenses des condamnés sur le pécule.
— Renseignements sur les individus libérés ou graciés pendant l'année.
— Répartition des journées de détention.
— Répartition de la population au 31 décembre, suivant l'état d'occupation, de repos ou de chômage.

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉT

Tableau N° I. — MOUVEMENT d'entrée et

POPULATION

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION restant au 31 déc. 1874.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT du lieu de leur condamnation.	VENANT d'autres maisons centrales ou pénitenciers agricoles.	VENANT des colonies extra-continentales.	RÉINTÉGRÉS après extraction de l'établissement.	RÉINTÉGRÉS après évasion.	TOTAL	ENTRÉS dans une autre catégorie par commutation de peine
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Maisons centrales de force et de correction et pénitenciers agricoles.									
	FRANCE.								
ALBERTVILLE	Reclusion	84	9	»	»	»	»	9	»
	Emprisonnement	350	287	»	»	5	»	292	»
ANIANE	Travaux forcés	4	»	10	»	1	»	11	»
	Reclusion	208	162	260	»	3	»	425	1
	Emprisonnement	591	150	»	»	4	»	154	3
BEAULIEU	Travaux forcés	14	34	»	»	»	»	34	»
	Reclusion	263	248	39	»	2	»	289	1
	Emprisonnement	696	148	1	»	»	»	149	1
CLAIRVAUX	Déportation	1	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	148	3	»	»	»	»	3	»
	Reclusion	13	»	1	»	»	»	1	»
	Emprisonnement	1,839	1,217	78	»	28	5	1,328	»
EMBRUN	Emprisonnement	»	160	305	»	»	»	465	
EYSSES	Travaux forcés	1	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	278	37	4	»	»	»	41	»
	Emprisonnement	950	544	6	»	11	»	561	»
FONTEVRAULT	Travaux forcés	22	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	463	27	2	»	»	»	29	»
	Emprisonnement	1,277	765	»	»	11	»	776	»
GAILLON	Reclusion	33	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	1,070	481	151	»	13	1	646	»
LOOS	Travaux forcés	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	273	18	»	»	2	»	20	»
	Emprisonnement	1,183	793	1	»	5	1	800	1
MELUN	Travaux forcés	2	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1,050	190	18	»	8	»	216	»
	Emprisonnement	2	»	»	»	»	»	»	5

…N, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…rtie des condamnés pendant l'année 1875.

…ÉCEMBRE 1875.

…S AUX HOMMES.

…ENDANT L'ANNÉE 1875. TRANSFÉRÉS dans d'autres maisons centrales ou aux pénitenciers agricoles.	dans les *prisons départementales.*	dans les établissements hospitaliers.	ÉVADÉS pendant l'année.	DÉCÉDÉS.	TOTAL	CHANGÉS de la catégorie de condamnation par commutation de peine.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1875. PAR CATÉGORIE. Déportation	Travaux forcés	Détention.	Réclusion.	Emprisonnement.	Par établissement.	JOURNÉES de DÉTENTION.	POP…
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	…
14	»	»	»	2	23	»	»	»	»	70	»	471	175,608	
27	32	»	»	10	241	»	»	»	»	»	401			
»	»	»	»	3	5	1	»	9	»	»	»			
52	3	2	»	16	97	3	»	»	»	534	»	649	277,814	
318	8	1	»	14	642	»	»	»	»	»	106			
»	»	»	»	»	37	1	»	10	»	»	»			
39	2	1	»	23	81	1	»	»	»	471	»	774	309,143	
215	1	3	»	22	553	»	»	»	»	»	293			
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»			
1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»			
115	»	»	»	2	148	»	»	»	3	»	»	2,044	744,129	2,
1	»	»	»	1	10	»	»	»	»	4	»			
91	36	7	13	66	1,131	»	»	»	»	»	2,036			
»	4	1	»	8	13	»	»	»		»	451	451	75,973	
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»			
35	4	»	»	16	71	»	»	»	»	248	»	1,171	455,012	1,
68	1	1	»	55	588	»	»	»	»	»	923			
»	»	»	»	1	4	»	»	18	»	»	»			
33	1	1	»	28	99	»	»	»	»	393	»	1,751	637,053	1,
39	21	6	»	71	713	»	»	»	»	»	1,340			
5	»	»	»	1	21	»	»	»	»	12	»	1,006	399,449	1,
66	109	»	1	39	722	»	»	»	»	»	994			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1,325	523,217	1,
128	»	»	»	9	153	1	»	»	»	139	»			
45	154	»	»	30	798	»	»	»	»	»	1,186			
»	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»			
62	12	»	»	41	211	5	»	»	»	1,050	»	1,053	396,012	1,
4	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	2			

ÉTABLISSEMENTS AFF[…]

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION restant au 31 déc. 1874.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT du lieu de leur condamnation.	VENANT d'autres maisons centrales ou pénitenciers agricoles.	VENANT des colonies extra-continentales.	RÉINTÉGRÉS après extraction de l'établissement.	RÉINTÉGRÉS après évasion.	TOTAL des ENTRÉES.	ENTRÉS dans une autre catégorie, par commutation de peine.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
FRANCE									
NIMES	Travaux forcés	15	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	9	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	369	52	6	»	1	»	59	1
	Emprisonnement	969	684	58	»	14	»	756	2
POISSY	Reclusion	3	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	1,172	743	14	»	11	»	768	»
RIOM	Reclusion	238	168	68	»	»	»	236	»
	Emprisonnement	602	120	»	»	2	»	122	»
CASABIANDA (Pénitencier agricole)	Reclusion	337	»	120	»	3	5	128	»
	Emprisonnement	549	»	286	»	5	4	295	1
CASTELLUCCIO (Id.)	Reclusion	141	»	41	»	»	6	47	»
	Emprisonnement	359	»	80	»	»	8	88	»
CHIAVARI (Id.)	Reclusion	427	»	74	»	»	18	92	»
	Emprisonnement	504	»	169	»	»	22	191	»
	Totaux	16,511	7,040	1,792	»	129	70	9,031	16
ALGÉRIE									
LAMBÈZE	Détention	52	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	405	63	2	»	15	16	96	»
	Emprisonnement	409	272	»	»	6	17	295	»
L'HARRACH	Détention	8	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	508	152	»	»	3	5	160	»
	Emprisonnement	413	266	»	»	9	2	277	»
	Totaux	1,795	753	2	»	33	40	828	»
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.									
BELLE-ISLE (Maison de détention)	Détention	627	2	59	»	13	»	74	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	2
THOUARS (Id)	Déportation	58	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	511	36	155	»	2	»	193	16
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	2
EMBRUN (Maison centrale de correction)	Emprisonnement	363	»	»	»	1	»	1	»
LANDERNEAU (Id.)	Emprisonnement	450	29	215	»	3	»	247	»
	Totaux	2,009	67	429	»	19	»	515	20

…S AUX HOMMES.

…S PENDANT L'ANNÉE 1875.							CHANGÉS de la catégorie de condamnation par commutation de peine.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1875.						JOURNÉES de DÉTENTION.	POPULATION MOYENNE.	NOMBRE de détenus que peut contenir chaque établissement.
TRANSFÉRÉS								PAR CATÉGORIE.								
à …	dans d'autres maisons centrales ou aux pénitenciers agricoles.	dans les prisons départementales.	dans les établissements hospitaliers.	ÉVADÉS pendant l'année.	DÉCÉDÉS.	TOTAL des SORTIES.		Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Par établissement.			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
»	12	»	»	»	»	13	1	»	1	»	»	»	1,240	474,636	1,300	1,036
»	7	»	»	»	1	9	»	»	»	»	»	»				
»	280	»	»	»	12	321	2	»	»	»	106	»				
»	42	5	»	»	26	594	»	»	»	»	»	1,133				
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	1,128	430,844	1,180	1,000
»	52	16	6	»	22	815	»	»	»	»	»	1,125				
»	26	»	»	»	22	67	»	»	»	»	407	»	722	296,841	813	650
»	16	45	»	»	47	409	»	»	»	»	»	315				
»	52	4	»	7	50	253	1	»	»	»	211	»	910	280,311	768	1,000
»	28	5	»	4	34	146	»	»	»	»	»	699				
»	1	»	»	8	1	41	»	»	»	»	147	»	484	164,089	450	600
»	5	2	»	9	3	110	»	»	»	»	»	337				
»	2	5	»	24	7	132	»	»	»	»	387	»	942	323,329	886	660
»	1	2	»	17	5	140	»	»	»	»	»	555				
…61	1,882	472	29	83	689	9,421	16	1	39	3	4,182	11,896	16,121	5,963,460	16,338	15,359
»	45	»	»	»	1	46	»	»	»	6	»	»	831	302,552	829	960
»	»	14	»	20	9	92	»	»	»	»	409	»				
»	»	9	»	37	20	288	»	»	»	»	»	416				
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	»	1,019	353,877	970	900
»	1	4	»	4	17	103	»	»	»	»	565	»				
»	»	13	»	3	14	244	»	»	»	»	»	446				
»	46	40	»	64	61	773	»	»	»	14	974	862	1,850	656,429	1,799	1,860
»	4	15	»	»	4	122	2	»	»	577	»	»	577	216,450	593	580
»	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»				
7	»	»	»	»	7	17	17	24	»	»	»	»	651	233,154	639	720
»	»	1	4	»	7	92	1	»	»	627	»	»				
»	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»				
»	214	21	»	»	3	364	»	»	»	»	»	»	»	42,454	116	600
=	18	18	1	»	6	306	»	»	»	»	»	391	391	154,459	423	550
7	239	55	5	»	27	905	20	24	»	1204	»	391	1,619	646,517	1,771	2,450

ÉTABLISSEMENTS AF…

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION restant au 31 déc. 1874.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT du lieu de leur condamnation.	VENANT d'autres maisons centrales ou pénitenciers agricoles	VENANT des colonies extra-continentales.	RÉINTÉGRÉES après extraction.	RÉINTÉGRÉES après évasion.	TOTAL des ENTRÉES.	ENTRÉES dans une autre catégorie par commutation de peine	… par expiration de la peine ou par grâce.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
FRANCE										
AUBERIVE	Travaux forcés	171	40	»	»	»	»	40	»	18
	Détention	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	58	19	»	»	1	»	20	»	7
	Emprisonnement	333	183	»	»	1	»	184	1	162
CADILLAC	Travaux forcés	218	32	»	»	1	»	33	»	34
	Reclusion	42	6	»	»	»	»	6	»	9
	Emprisonnement	212	102	»	»	»	»	102	2	112
CLERMONT	Travaux forcés	229	31	»	»	»	»	31	»	21
	Reclusion	93	17	»	»	1	»	18	1	15
	Emprisonnement	531	317	»	»	»	»	317	3	279
DOULLENS	Travaux forcés	115	20	»	»	»	»	20	»	13
	Reclusion	49	8	»	»	»	»	8	»	6
	Emprisonnement	382	181	»	»	4	»	185	»	154
ꟾONTPELLIER	Travaux forcés	208	40	»	»	1	»	41	»	27
	Reclusion	45	12	»	»	»	»	12	»	6
	Emprisonnement	292	137	2	»	1	»	140	2	165
ꞦENNES	Travaux forcés	242	53	»	»	»	»	53	»	17
	Reclusion	56	12	»	»	»	»	12	»	5
	Emprisonnement	361	219	»	»	»	»	219	»	187
	Totaux	3,638	1,429	2	»	10	»	1,441	9	1,260
ALGÉRIE										
ꞁE LAZARET	Travaux forcés	30	10	»	»	»	»	10	»	3
	Reclusion	9	4	»	»	»	»	4	»	4
	Emprisonnement	10	14	»	»	»	»	14	»	4
	Totaux	49	28	»	»	»	»	28	»	11

[...]ÉS AUX FEMMES.

[...]S PENDANT L'ANNÉE 1875. — [TR]ANSFÉRÉES à [...]tion des [...]	d'autres maisons centrales ou aux pénitenciers agricoles	dans les prisons départementales.	dans les établissements hospitaliers.	ÉVADÉES pendant l'année.	DÉCÉDÉS.	TOTAL des SORTIES.	CHANGÉES de la catégorie de condamnation par commutation de peine.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1875. PAR CATÉGORIE. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Par établissement.	JOURNÉES de DÉTENTION.	POPULATION moyenne.	NOMBRE de détenues que peut contenir chaque établissement.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
»	»	1	»	»	8	27	»	»	184	»	»	»				
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	589	211,998	581	600
»	»	1	1	»	1	9	»	»	»	»	68	»				
»	1	1	3	»	14	181	»	»	»	»	»	337				
1	»	1	»	»	10	46	2	»	203	»	»	»				
»	»	»	»	»	1	10	»	»	»	»	38	»	437	171,353	470	400
»	»	»	2	»	6	120	»	»	»	»	»	196				
1	»	»	1	»	5	31	4	»	225	»	»	»				
1	»	»	»	»	5	21	»	»	»	»	91	»	867	319,008	874	1,000
»	1	2	1	»	17	300	»	»	»	»	»	551				
»	»	»	»	»	3	16	»	»	119	»	»	»				
»	»	»	1	»	3	10	»	»	»	»	47	»	517	188,381	516	430
»	»	4	3	»	15	216	»	»	»	»	»	351				
»	»	»	2	»	7	36	2	»	211	»	»	»				
»	»	»	»	»	2	8	»	»	»	»	49	»	541	196,817	539	503
1	1	1	»	»	5	153	»	»	»	»	»	281				
1	»	»	»	»	11	29	»	»	266	»	»	»				
1	»	»	»	»	3	9	»	»	»	»	59	»	705	241,627	662	340
»	»	»	2	»	11	200	»	»	»	»	»	380				
6	3	11	16	»	127	1,423	8	»	1,208	»	352	2,096	3,656	1,329,184	3,642	3,273
»	»	»	»	»	1	4	»	»	36	»	»	»				
»	»	»	»	»	2	6	»	»	»	»	7	»	63	19,358	53	75
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	20				
»	»	»	»	»	3	14	»	»	36	»	7	20	63	19,358	53	75

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTI

Tableau N° II. — RÉPARTITION de la populati

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	JUGÉS				À LA DÉPORTATION			AUX TRAVAUX FORCÉS.									
	par les cours d'assises,	par les tribunaux correctionnels,	par les tribunaux militaires.	TOTAL.	dans une enceinte fortifiée.	simple.	TOTAL.	De 5 à ans. 7	De 7 à 10 ans.	De 10 à 15 ans.	De 15 à 20 ans.	De plus de 20 ans.	À perpétuité.	TOTAL.	de 5 à 7 ans.	De 7 à 10 ans.	De 10 à 15 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Maisons centrales de force et de correction et pénitenciers agricoles.																	
ALBERTVILLE	148	314	9	471	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ANIANE	509	68	72	649	»	»	»	»	»	3	4	»	2	9	»	»	»
BEAULIEU	599	133	42	774	»	»	»	»	»	2	6	»	2	10	»	»	»
CLAIRVAUX	491	1,522	31	2,044	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2
EMBRUN	150	289	12	451	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
EYSSES	511	623	37	1,171	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
FONTEVRAULT	859	825	67	1,751	»	»	»	»	3	5	4	»	6	18	»	»	»
GAILLON	296	698	12	1,006	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
LOOS	391	913	21	1,325	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
MELUN	868	2	183	1,053	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»
NIMES	681	466	93	1,240	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»
POISSY	521	594	13	1,128	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
RIOM	459	169	94	722	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CASABIANDA	549	273	88	910	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CASTELLUCCIO	386	75	23	484	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CHIAVARI	491	306	145	942	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	7,90[illegible]	7,270	942	16,121	1	»	1	»	3	10	15	1	10	39	1	»	2
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.																	
BELLE-ISLE	10	»	567	577	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	444	92	10
THOUARS	37	»	614	651	5	19	24	»	»	»	»	»	»	»	393	154	15
LANDERNEAU	»	12	379	391	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	47	12	1,560	1,619	5	19	24	»	»	»	»	»	»	»	839	246	25

…TENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…1 décembre 1875, suivant la juridiction et la pénalité.

… AUX HOMMES.

	CONDAMNÉS																		
		À LA RÉCLUSION.							À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.										TO… GÉN… d… co… dam…
A perpétuité.	TOTAL.	De 5 à 7 ans.	De 7 à 10 ans.	De 10 à 15 ans.	De 15 à 20 ans.	De plus de 20 ans.	A perpétuité.	TOTAL.	De 1 an et 1 jour.	De plus de 1 an et 1 jour à 2 ans.	De plus de 2 à 3 ans.	De plus de 3 à 4 ans.	De plus de 4 à 5 ans.	De plus de 5 à 7 ans.	De plus de 7 à 10 ans.	De plus de 10 à 15 ans.	De plus de 15 à 20 ans.	TOTAL.	
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	4…
»	»	44	24	»	1	»	1	70	62	195	54	24	51	10	4	1	»	401	
»	»	313	127	79	5	»	16	534	39	25	15	7	10	8	1	1	»	106	
»	»	318	135	4	7	1	6	471	6	110	49	25	76	17	10	»	»	293	
»	3	2	2	»	»	»	»	4	87	301	1,090	153	337	30	37	1	»	2,036	2,
»	»	»	»	»	»	»	»	»	61	141	23	67	39	96	9	13	2	451	
»	»	233	13	»	»	»	2	248	295	317	186	62	59	2	2	»	»	923	1,
»	»	242	133	6	8	»	4	393	93	585	228	131	267	17	17	1	1	1,340	1,
»	»	7	5	»	»	»	»	12	12	480	198	65	205	11	22	1	»	994	1,
»	»	87	49	2	1	»	»	139	153	649	161	89	111	8	12	1	2	1,186	1,
»	»	694	320	10	12	»	14	1,050	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2	1,
»	»	62	35	7	2	»	»	106	280	351	229	83	140	23	12	9	»	1,133	1,
»	»	1	1	»	1	»	»	3	41	497	233	166	164	13	9	1	1	1,125	1,
»	»	247	117	33	7	»	3	407	»	138	61	38	57	11	8	2	»	315	
»	»	149	62	»	»	»	»	211	»	»	211	195	280	8	5	»	»	699	
»	»	138	9	»	»	»	»	147	»	3	95	99	136	1	3	»	»	337	
»	»	294	92	1	»	»	»	387	»	»	104	81	326	20	15	9	»	555	
»	3	2,831	1,124	142	44	1	40	4,182	1,136	3,793	2,937	1,285	2,258	275	169	40	6	11,896	16,
»	577	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	627	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	19	125	215	1	2	»	»	391	
»	1204	»	»	»	»	»	»	»	»	29	19	125	215	1	2	»	»	391	1,

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS	JUGÉES par les cours d'assises.	JUGÉES par les tribunaux correctionnels.	JUGÉES par les tribunaux militaires.	JUGÉES TOTAL.	À LA DÉPORTATION dans une enceinte fortifiée.	À LA DÉPORTATION simple.	À LA DÉPORTATION TOTAL.	AUX TRAVAUX FORCÉS. De 5 à 7 ans.	AUX TRAVAUX FORCÉS. De 7 à 10 ans.	AUX TRAVAUX FORCÉS. De 10 à 15 ans.	AUX TRAVAUX FORCÉS. De 15 à 20 ans.	AUX TRAVAUX FORCÉS. De plus de 20 ans.	AUX TRAVAUX FORCÉS. À perpétuité.	AUX TRAVAUX FORCÉS. TOTAL.	De 5 à 7 ans.	De 7 à 10 ans.	De 10 à 15 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
AUBERIVE.........	303	253	33	589	»	»	»	62	49	24	20	2	27	184	»	»	»
CADILLAC.........	329	108	»	437	»	»	»	76	45	34	29	»	19	203	»	»	»
CLERMONT........	427	439	1	867	»	»	»	91	43	38	33	»	18	225	»	»	»
DOULLENS.........	322	195	»	517	»	»	»	36	18	20	26	»	19	119	»	»	»
MONTPELLIER......	341	198	2	541	»	»	»	85	35	18	32	5	36	211	»	»	»
RENNES...........	401	304	»	705	»	»	»	81	60	43	51	»	31	266	»	»	»
Totaux.....	2,123	1,497	36	3,656	»	»	»	431	230	177	193	7	150	1,208	»	»	»

…AUX FEMMES.

CONDAMNÉES																			TOTAL GÉNÉRAL des condamnées.
		À LA RÉCLUSION.							À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.										
À perpétuité.	TOTAL.	De 5 à 7 ans.	De 7 à 10 ans.	De 10 à 15 ans.	De 15 à 20 ans.	De plus de 20 ans.	À perpétuité.	TOTAL.	De 1 an et 1 jour.	De plus de 1 an et 1 jour à 2 ans.	De plus de 2 à 3 ans.	De plus de 3 à 4 ans.	De plus de 4 à 5 ans.	De plus de 5 à 7 ans.	De plus de 7 à 10 ans.	De plus de 10 à 15 ans.	De plus de 15 à 20 ans.	TOTAL.	
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
»	»	53	12	1	»	»	2	68	18	168	66	33	43	4	3	»	»	337	589
»	»	19	5	13	1	»	»	38	31	48	57	21	23	16	»	»	»	196	437
»	»	58	31	1	1	»	»	91	77	231	81	40	83	14	5	»	»	531	867
»	»	28	15	3	»	»	1	47	31	92	88	58	20	55	4	3	»	351	517
»	»	27	17	»	1	»	4	49	25	111	62	35	43	1	2	2	»	281	541
»	»	37	18	»	»	»	4	59	111	122	35	24	82	6	»	»	»	380	705
»	»	222	98	18	3	»	11	352	293	792	389	211	296	96	14	5	»	2,096	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉ[TENTION]

Tableau N° III. — RÉPARTITION de la population par catégorie, a[u]

ÉTABLISSEMENTS AF[FECTÉS]

CRIMES ET DÉLITS	CATÉGORIES.	MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.													
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
§ 1er.															
Assassinat	Travaux forcés	»	5	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1	37	1	»	»	3	2	»	»	5	4	»	4	3
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»
Association de malfaiteurs	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	3	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	1
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»
Empoisonnement	Travaux forcés	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	2	»	»	»	1	2	»	»	1	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Excitation à la débauche	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	1	8	6	»	11	7	4	»	2	3	»	»
Fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque	Travaux forcés	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	5	31	5	2	»	»	8	»	5	30	1	»	6	4
	Emprisonnement	»	»	1	»	»	»	1	»	4	»	»	2	»	12
Faux témoignage	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
	Emprisonnement	3	»	1	»	»	2	1	1	»	»	5	»	»	»
Incendie	Travaux forcés	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	3	13	20	»	»	4	19	1	3	42	2	»	12	8
	Emprisonnement	»	»	»	3	2	»	9	4	2	»	4	7	»	10
Parricide	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pillage, dévastation de monuments, marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion; envahissement de maison habitée avec violence, etc.	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	2	»	»	»	»	2	»	»	14	1	»	»	9
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Recel	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	3	»	»	10	1	»	»	8	»	»	»	6
	Emprisonnement	6	»	4	22	2	23	»	26	14	»	3	»	4	13
Séquestration de personnes	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	1	»	»	4	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	7	»	»	»
Vol qualifié	Travaux forcés	»	1	5	»	»	»	4	»	»	»	1	»	»	»
	Reclusion	33	246	195	»	»	87	200	6	59	448	41	2	219	36
	Emprisonnement	8	15	22	213	26	107	115	253	40	»	118	231	57	109
§ 2.															
Abandon, exposition d'enfants	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Abandon, exposition d'enfants (complicité d')	Travaux-forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

…ION ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…mbre 1875, suivant les crimes et délits qui ont motivé la condam…

AUX HOMMES. TOTAL. PAR CATÉGORIE. Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Total des cinq catégories.	Par crimes ou délits.	Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels. BELLE-ISLE.	THOUARS.	LANDERNEAU.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation.	Détention.	Emprisonnement.	TOTAL Par crimes ou délits.	ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX … AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	TOT… PAR CATÉGO… Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement…
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	4…
»	»	»	6		»	»	»	»	»	»		31	4	28	16	21	13	113	»	
»	61	»	61	72	»	»	»	»	»	»	»	2	»	6	2	2	»	»	12	
»	»	5	5		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	»	1	»	
»	8	»	8	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	
»	»	2	2		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	3	»	»	»	
»	»	»	2		»	»	»	»	»	»		8	13	16	4	32	19	92	»	
»	6	»	6	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	2	»	5	
»	»	1	1		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	3	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	5	»	»	»	»	»	5	
»	»	42	42	42	»	»	»	»	»	»	»	13	15	27	13	20	33	»	»	1
»	»	»	2		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	»	»	1	»	
»	108	»	108	182	»	»	»	»	»	»	»	5	3	3	1	11	1	»	24	
»	»	22	22		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	»	»	»	»	
»	1	»	1	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	13	13		»	»	»	»	»	»		1	»	»	1	»	»	»	»	
»	»	»	8		»	»	»	»	»	»		10	7	22	13	7	35	94	»	
»	130	»	130	178	»	»	»	»	»	»	»	7	1	7	5	7	4	»	31	
»	»	45	45		»	»	»	»	»	»		2	4	1	2	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		2	»	3	»	»	»	5	»	
»	1	»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	
»	»	2	2		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		5	»	»	»	»	»	5	»	
»	34	»	34	88	»	»	»	»	»	»	5	4	»	»	»	»	»	»	4	
»	»	4	4		»	»	5	»	»	5		2	»	»	»	1	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		2	1	7	»	2	»	12	»	
»	30	»	30	158	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	4	»	5	»	14	
»	»	128	128		»	»	»	»	»	»		»	10	18	9	20	25	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	»	»	1	»	
»	5	»	5	22	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	
»	»	17	17		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	11		»	»	»	»	»	»		16	1	29	18	11	44	119	»	
»	1,927	»	1,927	3,598	»	»	»	»	»	»	»	20	8	52	19	8	31	»	138	
»	»	1,660	1,660		»	»	»	»	»	»		27	25	77	80	41	61	»	»	3
»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	»	»	1	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFE[...]

CRIMES ET DÉLITS.	CATÉGORIES.	MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.													
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Abus de confiance...	Reclusion......	»	7	13	»	»	36	6	»	»	29	2	»	1	»
	Emprisonnement	8	6	19	91	3	97	39	36	49	»	20	77	15	34
Attentat aux mœurs	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Attentat aux mœurs (Complicité d')....	Reclusion.......	»	2	1	»	»	4	»	»	»	»	2	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	12	»	»	»	»	»	26	2	»	39
Avortement (Complicité d').........	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion......	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	2	1
	Emprisonnemen.	»	»	»	1	1	»	»	»	1	»	»	3	»	»
Banqueroute simple..	Emprisonnement	3	»	»	13	2	23	3	4	4	»	4	16	»	»
Banqueroute frauduleuse	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	2	2	»	»	12	2	»	»	4	1	»	3	4
	Emprisonnement	10	1	1	22	2	4	8	8	6	»	»	21	3	1
Destruction de titres	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	»	»
Destruction de voies ferrées et lignes télégraphiques......	Reclusion.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Détournement de deniers publics......	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	10	»	»	3	»	»	»	4	1	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	4	1	1	»	10	2	2	»	»	9	1	»
Enlèvement de mineurs (complicité d')	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion......	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escroquerie.........	Emprisonnement	19	5	24	129	54	139	59	54	61	»	81	163	15	65
Extorsion de signature..............	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2
	Emprisonnement	»	»	1	2	1	»	4	1	»	»	»	1	1	»
Faux en écriture publique............	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	4	8	14	»	»	9	6	»	5	24	»	»	10	7
	Emprisonnement	»	1	5	8	3	6	13	4	11	»	13	2	4	»
Faux en écriture privée..............	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	6	11	1	»	7	8	»	4	49	»	1	6	5
	Emprisonnement	9	2	5	62	6	11	25	9	17	»	5	37	6	9
Infanticide (complicité d').........	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Menaces de mort	Reclusion.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	3
	Emprisonnement	1	»	»	5	2	5	»	2	2	»	7	14	»	»
Port illégal de la légion d'honneur....	Emprisonnement	»	»	1	5	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»
Suppression d'enfants (complicité de)....	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion......	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	1	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	1	»
Vente et achat d'effets militaires.....	Reclusion.......	»	10	»	»	»	6	1	»	»	1	»	»	1	15
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
Viol (complicité de).	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	10	»	»	5	»	»	1	1	1	»	»	16
	Emprisonnement	»	1	»	»	»	»	»	»	1	4	»	»	»	5

S AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

TOTAL par catégorie : Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Total des cinq catégories.	Par crimes ou délits.	Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels : Belle-Isle.	Thouars.	Landerneau.	TOTAL par catégorie : Déportation.	Détention.	Emprisonnement.	Par crimes ou délits.	Auberive.	Cadillac.	Clermont.	Doullens.	Montpellier.	Rennes.	TOTAL par catégorie : Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement.	Total des cinq catégories.	Par crimes ou délits.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	96	»	95	619	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	1	»	»	»	5	»	5	92
»	»	»	524	524		»	»	»	»	»	»		17	»	15	23	8	24	»	»	87	87	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	8	4	1	2	2	18	»	»	18	144
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	2	2	2	3	»	9	»	9	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		26	16	11	29	8	27	»	»	117	117	
»	»	68	»	68	162	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	94	94		»	»	»	»	»	»		»	»	2	»	»	»	»	»	2	2	
»	»	»	»	1	43	»	»	»	»	»	»	»	3	1	2	»	1	»	7	»	»	7	46
»	»	6	»	6		»	»	»	»	»	»		7	2	5	»	3	»	»	17	»	17	
»	»	»	6	6		»	»	»	»	»	»		4	3	3	»	6	6	»	»	22	22	
»	»	»	72	72	72	»	»	»		»	»	»	»	»	2	1	2	»	»	»	5	5	5
»	»	»	»	»	126	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	1	12
»	»	30	»	30		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	1	»	»	2	»	2	
»	»	»	96	96		»	»	»	»	»	»		3	2	1	1	2	»	»	»	9	9	
»	»	»	3	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	1	»	»	1	1	
»	»	»	»	»	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1	2
»	»	18	»	18		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	
»	»	»	31	31		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	2	»	»	2	4
»	»	4	»	4		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	»	»	»	1	»	1	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	
»	»	»	892	892	892	»	»	»		»	»	»	15	7	16	22	17	41	»	»	118	118	118
»	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1	8
»	»	5	»	5		»	»	»	»	»	»		»	1	»	»	»	2	»	3	»	3	
»	»	»	12	12		»	»	»	»	»	»		3	»	»	»	1	»	»	»	4	4	
»	»	»	»	»	158	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»	3	»	»	3	7
»	»	87	»	87		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	»	1	»	2	»	2	
»	»	»	71	71		»	»	»	»	»	»		1	»	»	1	»	»	»	»	2	2	
»	»	»	»	»	321	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	»	2	30
»	»	107	»	107		»	»	»	»	»	»		»	»	2	2	3	»	»	7	»	7	
»	»	»	214	214		»	»	»	»	»	»		3	1	7	3	3	4	»	»	21	21	
1	»	»	»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	12	6	1	28	»	»	28	47
»	»	1	»	1		»	»	»	»	»	»		»	5	»	»	1	»	»	6	»	6	
»	»	»	1	1		»	»	»	»	»	»		»	10	2	1	»	»	»	»	13	13	
»	»	11	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	38	38		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	»	»	»	1	1	
»	»	»	11	11	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	3	»	»	3	15
»	»	2	»	2		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	5	5		»	»	»	»	»	»		1	5	5	»	1	»	»	»	12	12	
»	»	72	»	72	73	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	1		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	1	2	5	»	»	5	7
»	»	41	»	41		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	
»	»	»	9	9		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	

CRIMES ET DÉLITS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFF[...] — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES. ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Vol simple	Emprisonnement	216	46	100	816	191	212	502	267	539	1	495	165	127	248	[illegible]
§ 3.																
Evasion	Reclusion	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	[illegible]
Faux dans les passeports, feuilles de route, certificats etc.	Emprisonnement	»	1	»	1	»	7	»	7	»	»	»	21	»	»	[illegible]
Ivresse publique	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Mendicité	Emprisonnement	2	1	6	17	2	31	54	7	7	»	20	14	3	»	[illegible]
Rupture de ban	Emprisonnement	12	1	28	187	26	133	110	101	144	1	44	132	10	»	[illegible]
Vagabondage	Emprisonnement	14	8	14	41	7	87	2	11	22	»	108	»	6	»	[illegible]
§ 4.																
Abandon, exposition d'enfants	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Adultère	Emprisonnement	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	3	»	»	[illegible]
Attentat aux mœurs	Travaux forcés	»	1	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	13	90	110	1	»	23	78	4	41	222	13	»	82	35	[illegible]
	Emprisonnement	42	8	22	215	30	»	203	76	129	»	21	123	42	63	[illegible]
Avortement	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Bigamie	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	1	»	1	1	1	1	»	1	1	»	»	[illegible]
Castration	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Coups et blessures	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	5	11	18	»	»	10	11	»	8	42	16	»	8	10	[illegible]
	Emprisonnement	36	4	27	99	24	23	120	53	98	»	74	51	10	26	[illegible]
Enlèvement de mineurs	Reclusion	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	[illegible]
Infanticide	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Meurtre	Travaux forcés	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	6	37	17	»	»	»	16	»	»	46	10	»	33	22	[illegible]
	Emprisonnement	»	1	»	2	14	»	8	3	»	»	27	»	5	»	[illegible]
Outrages à des fonctionnaires publics, rebellion, refus d'obéissance militaire	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	2	3	»	»	»	2	»	»	3	1	»	»	8	[illegible]
	Emprisonnement	2	1	6	36	14	6	24	40	15	»	12	9	2	12	[illegible]
Suppression d'enfants	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]

… AUX HOMMES. TOTAL. Par catégorie. Travaux forcés. 20	Détention. 21	Reclusion. 22	Emprisonnement. 23	Total des cinq catégories. 24	TOTAL. Par crimes ou délits. 25	Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels. Belle-Isle. 26	Thouars. 27	Landerneau. 28	TOTAL. Par catégorie. Déportation. 29	Détention. 30	Emprisonnement. 31	Par crimes ou délits. 32	ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES. Auberive. 33	Cadillac. 34	Clermont. 35	Doullens. 36	Montpellier. 37	Rennes. 38	TOTAL. Par catégorie. Travaux forcés. 39	Reclusion. 40	Emprisonnement. 41	Total des cinq catégories. 42	Par crimes ou délits. 43
»	»	»	4,263	4,263	4,263	»	»	»	»	»	»	»	150	68	268	94	84	88	»	»	752	752	752
»	»	1	»	1	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	4	4		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	37	37	37	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	2	2	2
»	»	»	165	165	165	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	2	»	»	»	23	23	23
»	»	»	950	950	950	»	»	»	»	»	»	»	4	»	22	17	3	3	»	»	77	77	77
»	»	»	340	340	340	»	»	»	»	»	»	»	7	18	6	3	5	11	»	»	53	53	53
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	2	»	»	2	5
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	2	1	»	»	3	3	
»	»	»	5	5	5	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2	»	2	»	»	»	6	6	6
4	»	»	»	4	1,754	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	724	»	724		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	1,024	1,024		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	3	»	4	12	»	»	12	67
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	7	»	2	»	6	»	18	»	18	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		5	3	14	11	»	4	»	»	37	37	
»	»	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	1	2
»	»	2	»	2		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	7	7		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	1	»	»	1	1	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	1	»	3	»	»	3	3
»	»	»	»	»	828	»	»	»	»	»	»	»	2	7	2	13	1	»	25	»	»	25	88
»	»	157	»	157		»	»	»	»	»	»		3	1	4	3	4	1	»	16	»	16	
»	»	»	671	671		»	»	»	»	»	»		8	»	10	13	10	6	»	»	47	47	
»	»	3	»	3	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	4	4		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	88	130	101	30	111	143	603	»	»	603	626
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		2	4	1	2	»	1	»	10	»	10	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	6	4	»	»	»	»	»	13	13	
3	»	»	»	3	257	»	»	»	»	»	»	»	8	2	3	3	12	»	28	»	»	28	39
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	192	»	192		»	»	»	»	»	»		3	»	1	1	3	»	»	8	»	8	
»	»	»	62	62		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	2	»	»	3	3	
»	»	»	»	»	209	1	48	»	»	49	»	50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18
»	»	20	»	20		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	189	189		»	»	1	»	»	1		1	»	11	6	»	»	»	»	18	18	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	4	»	»	13	»	»	13	95
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		2	»	»	1	»	1	»	4	»	4	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		21	3	8	8	27	11	»	»	78	78	

CRIMES ET DÉLITS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFF… — MAISON CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES. ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	CASTELLUCCIO.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Viol	Travaux forcés	»	1	»	»	»	»	4	»	»	1	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	7	23	»	»	27	25	1	6	39	5	»	8	5	8
	Emprisonnement	1	2	»	3	»	»	4	5	3	»	4	7	1	»	11
§ 5.																
Arrestation illégale	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	7	»	»	»	»	»	»	3	14	»	»	11	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	7	»	2	»	»
Bris de scellés	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Contravention aux lois fiscales	Emprisonnement	»	»	»	»	2	»	»	1	5	»	»	»	»	»	»
Contrefaçon des sceaux et timbres de l'Etat	Emprisonnement	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Délits de chasse	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	1	4	1	»	»	4	»	»	»
Désertion	Détention	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	7	»	»	»	1	»	»	2	2	»	»	10	»
	Emprisonnement	»	»	»	1	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»
Dévastation de plants et de récoltes	Emprisonnement	3	»	»	»	»	2	3	2	»	»	»	»	»	»	»
Entrave à la liberté du travail	Emprisonnement	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Excitation à la haine et au mépris du gouvernement, port d'armes et d'uniformes dans un mouvement insurrectionnel et autres crimes ou délits politiques	Déportation	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	2	»	»	17	»	»	»	1	»	»	6	»	»	1	»
Exercice illégal de la médecine	Emprisonnement	»	»	»	»	1	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»
Homicide par imprudence	Emprisonnement	3	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Infraction à des jugement de bannissement	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Intelligence avec l'ennemi	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Ivresse publique	Emprisonnement	»	2	1	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»
Usurpation de fonction, titres, insignes	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	1	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	2	1	»	1	2	»	»	2	»	»	»	»
Totaux		471	649	774	2,044	451	1,171	1,751	1,006	1,323	1,053	1,240	1,128	722	910	48[illegible]

AUX HOMMES. TOTAL PAR CATÉGORIE. Travaux forcés. 20	Détention. 21	Réclusion. 22	Emprisonnement. 23	Total des cinq catégories. 24	Par crimes ou délits. 25	Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionne's. Belle-Isle. 26	Thouars. 27	Landerneau. 28	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation. 29	Détention. 30	Emprisonnement 31	Par crimes ou délits. 32	ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES. Auberive. 33	Cadillac. 34	Clermont. 35	Doullens. 36	Montpellier. 37	Rennes. 38	TOTAL PAR CATÉGORIE. Travaux forcés. 39	Réclusion. 40	Emprisonnement. 41	Total des cinq catégories. 42	Par crimes ou délits. 43
»	»	»	»	6		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	158	»	158	208	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	44	44		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		6	»	»	»	»	»	6	»	»	6	
»	»	35	»	35	46	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	5	»	5	14
»	»	»	11	11		»	»	»	»	»	»		3	»	»	»	»	»	»	»	3	3	
»	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	8	8	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	3	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	11	11	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	1		33	101	»	»	134	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	22	»	22	27	»	»	»	»	»	»	140	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	4	4		»	»	6	»	»	6		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	10	10	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	8	8	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1		»	24	»	24	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	2	»	»	2	30	534	462	»	»	996	»	1,389	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	»	»	27	27		»	»	369	»	»	369		5	»	»	»	»	»	»	»	5	5	
»	»	»	5	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	7	7	7	»	»	»	»	»	»	»	9	»	»	4	8	»	»	»	21	21	21
»	»	»	»	»		1	9	»	»	10	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»		8	7	»	»	15	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	6	6	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	9	»	9	17	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	8	8		»	»	10	»	»	10		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
39	3	4,182	11,896	16,121	16,121	577	651	391	24	1,204	391	1,619	589	437	867	517	541	705	1,208	352	2,096	3,656	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTI

Tableau N° IV. — RÉPARTITION des détenus au 31 décem

DÉPARTEMENTS.	ÉTABLISSEMENTS AFFEC										
	MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.										
	ALBERT-VILLE.	ANIANE.	BEAU-LIEU.	CLAIR-VAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTE-VRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
AIN	42	7	»	4	»	»	1	»	»	5	2
AISNE	»	»	17	2	»	»	»	1	163	9	2
ALLIER	»	1	»	20	»	»	»	»	»	2	»
ALPES (BASSES-)	»	12	»	»	3	»	2	»	»	»	1
ALPES (HAUTES-)	1	5	»	»	6	»	»	»	»	1	16
ALPES-MARITIMES	»	26	»	»	16	»	1	»	»	»	25
ARDÈCHE	»	9	2	»	14	»	»	»	»	»	42
ARDENNES	»	»	2	1	»	»	»	»	51	5	»
ARIÉGE	»	4	»	»	4	14	1	»	»	»	3
AUBE	»	1	»	80	»	»	1	»	»	27	»
AUDE	»	24	»	»	11	11	1	»	»	»	7
AVEYRON	»	16	»	»	23	9	2	»	»	»	41
BOUCHES-DU-RHÔNE	»	104	1	1	131	1	2	»	»	3	203
CALVADOS	»	»	211	20	»	1	29	84	2	1	»
CANTAL	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CHARENTE	»	»	»	»	»	42	17	»	»	»	1
CHARENTE-INFÉRIEURE	»	1	2	»	»	51	23	»	»	1	»
CHER	»	2	»	16	»	»	1	»	»	11	1
CORRÈZE	»	»	»	»	»	14	»	1	»	»	3
CORSE	1	40	»	»	31	1	2	»	»	»	108
CÔTE-D'OR	»	»	»	85	2	»	»	»	»	15	4
CÔTES-DU-NORD	»	»	16	1	»	»	71	2	»	»	»
CREUSE	»	»	»	»	»	11	1	»	»	»	»
DORDOGNE	»	2	»	»	»	135	»	»	»	»	»
DOUBS	»	2	»	122	»	»	1	»	»	34	9
DRÔME	1	29	»	»	19	»	»	»	»	1	64
EURE	»	1	24	1	»	»	1	135	3	23	»
EURE-ET-LOIR	»	»	4	»	»	1	1	»	»	19	»
FINISTÈRE	»	»	17	»	»	»	142	»	»	»	»
GARD	»	21	1	1	4	»	1	»	»	1	187
GARONNE (HAUTE-)	»	37	»	»	13	103	»	»	»	»	2
GERS	»	7	»	»	»	24	»	»	»	»	»
GIRONDE	»	5	»	»	»	224	1	»	»	»	»
HÉRAULT	1	77	»	»	76	»	1	»	»	»	103
ILLE-ET-VILAINE	»	»	42	6	»	»	272	12	»	»	»
INDRE	»	»	»	»	»	17	1	»	»	»	»
INDRE-ET-LOIRE	»	1	8	1	»	»	104	1	»	1	»
ISÈRE	128	11	1	»	4	1	1	»	»	»	36
JURA	1	»	»	26	»	»	»	»	»	10	»
LANDES	»	6	»	»	»	59	»	»	»	»	»
LOIR-ET-CHER	»	»	»	1	»	2	69	»	»	2	»
LOIRE	32	2	»	1	»	»	»	1	»	3	7
LOIRE (HAUTE-)	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	19
LOIRE-INFÉRIEURE	»	»	12	»	»	»	177	»	»	»	»
LOIRET	»	»	3	2	»	3	111	1	»	3	»
LOT	»	1	»	»	»	56	»	»	»	»	»
LOT-ET-GARONNE	»	6	»	»	»	114	1	»	»	»	2
LOZÈRE	»	9	»	»	»	»	»	»	»	1	49
MAINE-ET-LOIRE	»	1	22	1	»	2	190	»	»	»	»
MANCHE	»	1	63	3	»	»	25	27	»	»	»
MARNE	»	»	4	132	»	»	»	»	»	58	»

…TENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…, suivant les départements où ils ont été condamnés.

…HOMMES.								ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.						
			Total des colonnes 2 à 17.	MAISONS DE DÉTENTION, maison centrale de correction spéciale aux condamnés de l'insurrection.			Total des colonnes 19 à 21							Tot… pa… dép… tem…
Casabianda.	Castelluccio.	Chiavari		Belle-Isle.	Thouars	Landerneau.		Auberive.	Cadillac	Clermont.	Doullens.	Montpellier.	Rennes.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	2	26	27	28	2…
						»								
						»								
5	2	10	107	»	»	2	»	7	»	»	»	18	»	2…
7	4	18	229	1	1	»	2	»	»	69	4	»	»	7…
4	2	2	74	»	»	»	2	24	»	»	1	2	»	2…
6	2	2	28	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	
3	3	7	43	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	
7	9	»	84	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	1…
8	7	11	95	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	1…
4	2	3	68	»	»	»	»	2	»	1	19	»	»	2…
3	3	1	33	»	»	»	»	»	7	»	»	4	»	1…
9	5	3	126	»	»	»	»	27	»	1	»	»	»	2…
4	»	»	58	»	»		»	»	»	»	»	15	»	1…
7	3	»	101	»	1	3	1	»	»	»	»	23	»	2…
39	14	23	525	1	22	»	26	»	»	»	»	55	»	5…
10	11	13	386	»	»	»	»	»	»	23	52	2	62	13…
7	»	4	40	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	1…
13	7	13	97	»	»		»	»	35	»	»	»	»	3…
8	3	9	101	»	2	»	2	»	49	»	»	»	1	5…
11	2	8	121	1	1	»	2	19	»	1	»	»	»	2…
7	»	11	40	»	»	»	»	»	13	»	»	»	»	1…
1	»	»	184	»	»	»	»	»	»	»	»	15	»	1…
5	5	6	134	»	»	3	3	40	»	»	»	»	»	4…
8	7	8	113	»	»	»	»	»	»	1	»	»	72	7…
4	1	3	24	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	
7	5	13	172	»	»	»	»	»	28	»	»	»	»	2…
6	4	7	209	3	6	»	9	24	»	2	»	1	»	2…
8	7	3	133	»	»	»	»	»	»	»	»	32	»	3…
11	7	12	219	»	»	»	»	»	»	33	29	»	»	6…
7	5	10	106	47	23	19	89	14	»	35	1	»	1	5…
13	3	6	182	1	6	»	7	»	3	»	»	»	79	8…
9	9	9	243	»	»	»	»	»	»	»	»	26	»	2…
19	9	18	202	»	1	»	1	»	33	»	»	7	»	4…
12	2	4	49	»	»	»	»	»	16	»	»	»	»	1…
21	12	21	297	»	6	»	6	»	82	»	»	»	»	8…
26	5	20	309	»	7	»	7	»	»	»	»	22	»	2…
17	3	12	364	1	1	»	2	»	»	»	»	»	130	13…
2	»	6	29	»	»	»	»	»	7	»	»	»	»	
7	»	4	128	»	2	»	2	»	4	2	»	»	21	2…
13	6	23	233	»	2	»	2	»	»	»	»	34	»	3…
2	»	3	43	»	»	»	»	26	»	»	»	1	»	2…
6	4	9	84	»	»	»	»	»	28	»	»	2	»	3…
3	3	1	83	»	»	»	»	»	3	18	»	»	5	2…
8	8	1	148	»	»	»	»	»	»	»	»	22	»	2…
2	2	5	56	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	1…
18	7	6	220	»	1	»	1	»	9	»	»	»	51	6…
3	2	3	134	3	8	»	11	»	»	43	1	»	4	4…
4	2	4	67	»	»	»	»	»	12	»	»	»	»	1…
6	6	9	144	»	»	»	»	»	18	»	»	»	»	1…
1	1	2	63	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	
8	10	13	247	»	»	»	»	»	4	»	»	»	38	4…
15	8	16	158	2	1	»	3	45	»	8	21	»	44	11…
5	3	6	214	1	»	»	1	23	»	1	»	»	»	2…
						»								

ÉTABLISSEMENTS AFFECT[…]

DÉPARTEMENTS.	MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.											
	ALBERT-VILLE.	ANIANE.	BEAU-LIEU.	CLAIR-VAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTE-VRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	P[…]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Marne (Haute-)	»	»	»	55	»	»	»	»	»	16	»	
Mayenne	»	»	23	2	»	»	74	3	»	»	»	
Meurthe-et-Moselle	»	»	»	255	1	»	2	»	»	36	6	
Meuse	»	»	»	64	»	»	»	»	»	25	»	
Morbihan	»	1	11	»	»	»	134	»	»	1	»	
Nièvre	»	»	»	15	»	»	»	»	»	3	»	
Nord	»	1	21	6	»	1	1	1	531	12	5	
Oise	»	»	5	2	»	»	»	5	109	3	1	
Orne	»	»	29	4	»	»	20	16	»	»	»	
Pas-de-Calais	»	2	12	»	»	»	»	»	142	5	»	
Puy-de-Dôme	1	2	1	»	2	»	»	»	»	1	36	
Pyrénées (Basses-)	»	6	»	»	»	56	»	»	»	»	»	
Pyrénées (Hautes-)	»	»	»	»	»	43	1	»	»	»	2	
Pyrénées-Orientales	»	32	»	»	16	18	»	»	»	»	»	
Rhin (Bas-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	4	
Rhin (Haut-)	»	»	»	5	»	»	»	»	»	5	6	
Rhône	70	10	»	10	23	»	2	»	»	5	57	
Saône (Haute-)	»	1	»	50	»	»	»	»	»	30	3	
Saône-et-Loire	»	1	»	77	»	»	1	1	»	33	1	
Sarthe	»	»	36	2	»	»	55	5	»	»	»	
Savoie	104	1	»	»	1	»	»	»	»	»	4	
Savoie (Haute-)	89	2	»	»	»	»	2	»	»	»	5	
Seine	1	7	84	799	»	2	26	286	39	420	18	
Seine-Inférieure	»	2	65	5	»	»	1	398	58	46	1	
Seine-et-Marne	»	»	»	7	»	1	2	1	»	37	3	
Seine-et-Oise	»	2	9	13	»	»	2	4	»	81	4	
Sèvres (Deux-)	»	1	»	»	1	6	19	»	»	»	»	
Somme	»	»	16	3	»	1	»	15	227	11	1	
Tarn	»	19	»	»	12	15	1	»	»	»	3	
Tarn-et-Garonne	»	4	»	»	»	61	»	»	»	»	2	
Var	»	53	»	»	18	»	2	»	»	»	33	
Vaucluse	»	16	»	1	15	»	»	»	»	»	74	
Vendée	»	»	5	»	»	»	42	»	»	»	»	
Vienne	»	»	2	»	»	29	103	»	»	»	»	
Vienne (Haute-)	»	1	»	»	»	37	»	»	»	1	1	
Vosges	»	»	»	86	»	»	»	»	»	21	2	
Yonne	»	»	1	56	»	»	»	1	»	20	3	
Algérie. Alger	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	3	
Algérie. Constantine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Algérie. Oran	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Colonies françaises	»	11	2	»	4	»	5	5	»	1	12	
Armée d'Italie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Campagne de France 1870-1871	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	
En mer	»	»	»	»	»	4	1	»	»	»	»	
Principauté de Monaco	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	8	
Tribunaux consulaires dans les Échelles du Levant	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	
Totaux	471	649	774	2,044	451	1,171	1,751	1,006	1,325	1,053	1,240	1,1[…]

X HOMMES.									ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.						
				TOTAL des colonnes 2 à 17.	MAISONS DE DÉTENTION. Maison centrale de correction spéciale aux condamnés de l'insurrection.			TOTAL des colonnes 19 à 21.							TOTAL par département
[illegible]	CASABIANDA.	CASTELLUCCIO.	CHIAVARI		BELLE-ISLE.	THOUARS	LANDERNEAU.		AUBERIVE.	CADILLAC	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	
[illegible]	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
»	1	5	3	80	»	»	»	»	56	»	1	»	»	»	57
»	12	2	7	123	»	»	»	»	»	»	»	1	»	46	47
»	15	6	18	343	1	3	»	4	30	»	5	»	»	8	43
»	4	3	5	101	»	1	»	1	25	»	»	»	»	»	25
»	5	2	12	166	1	1	»	2	»	7	»	»	»	49	56
[illegible]	2	2	2	46	»	2	»	2	1	1	1	»	»	4	7
14	24	12	31	660	4	5	»	9	»	»	3	122	»	»	125
7	1	7	10	151	»	»	»	»	1	»	66	3	»	»	70
[illegible]	1	6	7	84	»	»	»	»	»	»	3	16	»	13	32
[illegible]	12	9	22	216	»	»	»	»	»	»	2	57	»	»	59
[illegible]	7	2	9	168	»	7	»	7	»	»	»	»	28	»	28
»	16	3	7	88	»	5	»	5	»	20	»	»	2	»	22
»	4	1	10	61	»	»	»	»	»	13	»	»	1	»	14
8	6	»	7	87	»	4	»	4	»	»	»	»	10	»	10
»	4	»	»	12	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
»	3	2	32	53	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	1
[illegible]	37	10	5	358	»	8	7	15	2	»	»	»	46	»	48
»	4	2	6	96	»	»	»	»	24	»	»	»	»	»	24
7	2	5	2	132	»	1	»	1	23	»	1	»	»	»	24
»	3	6	7	116	»	»	»	»	»	»	2	1	»	38	41
1	10	2	10	133	»	»	»	»	»	»	»	»	17	»	17
1	8	5	2	114	»	»	»	»	»	»	»	»	17	»	17
[illegible]	155	85	156	2,849	82	69	73	224	87	»	365	44	15	1	512
3	49	32	24	693	»	2	»	2	»	»	79	77	»	»	156
»	7	4	5	114	»	»	»	»	1	»	34	1	»	2	38
[illegible]	14	5	27	392	427	323	284	1,034	30	»	54	2	»	1	87
»	2	»	5	37	»	»	»	»	»	1	»	»	3	8	12
3	8	5	29	319	»	»	»	»	»	»	8	65	»	»	73
»	4	1	4	59	»	»	»	»	»	6	»	»	16	»	22
1	3	1	11	83	»	»	»	»	»	14	»	»	3	»	17
»	6	20	23	155	»	1	»	1	»	»	»	»	17	»	17
»	4	»	5	116	»	»	»	»	»	»	»	»	20	»	20
»	3	»	2	52	»	»	»	»	»	5	»	»	»	8	13
»	7	2	7	150	»	»	»	»	»	3	»	»	»	19	22
4	8	3	15	70	»	3	»	3	»	11	»	»	»	»	11
»	4	4	5	123	»	»	»	»	31	»	2	»	»	»	33
»	5	2	6	96	»	»	»	»	26	»	2	»	»	»	28
»	2	»	»	6	»	37	»	37	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	59	»	59	»	»	»	»	1	»	1
»	»	»	»	2	»	27	»	27	»	»	»	»	»	»	»
»	5	1	1	47	1	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»
»	2	2	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
[illegible]	910	484	942	16,121	577	651	391	1,619	589	437	867	517	541	705	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION

Tableau N° V. — RÉPARTITION, par nationalité et par catég

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AF						
		ANGLETERRE.	AUTRICHE.	BELGIQUE.	DANEMARK.	ESPAGNE.	ÉTATS D'ALLEMAGNE.	GRÈCE.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.								
ALBERTVILLE.....	Reclusion..............................	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement..........................	»	2	2	»	»	1	»
ANIANE..........	Reclusion..............................	»	»	»	»	16	3	»
	Emprisonnement..........................	»	»	»	»	6	»	»
BEAULIEU........	Reclusion..............................	2	»	4	»	»	1	»
	Emprisonnement..........................	1	»	3	»	»	»	»
CLAIRVAUX.......	Emprisonnement..........................	1	»	14	»	1	39	»
EMBRUN.........	Emprisonnement..........................	»	»	»	»	1	»	»
EYSSES..........	Reclusion..............................	»	»	1	»	9	2	»
	Emprisonnement..........................	1	»	3	4	21	3	»
FONTEVRAULT....	Reclusion..............................	»	»	1	»	»	»	»
	Emprisonnement..........................	»	»	2	»	»	1	»
GAILLON.........	Emprisonnement..........................	9	»	5	»	1	3	»
LOOS...	Reclusion..............................	1	»	23	»	»	1	»
	Emprisonnement..........................	4	1	79	»	»	6	»
MELUN..........	Reclusion..............................	1	»	24	»	4	13	»
NIMES..........	Reclusion..............................	1	»	1	»	2	3	»
	Emprisonnement..........................	6	1	3	»	13	20	»
POISSY..........	Reclusion..............................	»	»	»	»	»	1	»
	Emprisonnement..........................	38	1	21	2	1	28	»
RIOM............	Reclusion..............................	1	»	4	»	»	3	»
	Emprisonnement..........................	»	»	»	»	»	»	»
CASABIANDA......	Reclusion..............................	»	»	»	»	»	4	»
	Emprisonnement..........................	»	»	»	»	»	3	»
CASTELLUCCIO....	Reclusion..............................	»	»	»	2	»	»	»
	Emprisonnement..........................	»	»	»	1	»	3	»
CHIAVARI........	Reclusion..............................	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement..........................	»	»	1	»	»	3	»
	Totaux..........................	66	5	191	9	75	141	»
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.								
BELLE-ISLE......	Détention..............................	»	1	8	»	»	4	»
THOUARS........	Déportation............................	»	»	2	»	»	»	»
	Détention..............................	1	»	10	»	»	4	»
LANDERNEAU.....	Emprisonnement..........................	»	»	2	»	»	»	»
	Totaux..........................	1	1	22	»	»	8	»

…TENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…, des étrangers détenus au 31 décembre 1875.

…AUX HOMMES.

	PORTUGAL.	RUSSIE.	SUÈDE ET NORWÉGE.	SUISSE.	PRINCIPAUTÉ DE MONACO.	TURQUIE.	AUTRES PAYS D'EUROPE.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	MAROC.	MEXIQUE.	AUTRES PARTIES DU MONDE.	TOTAL PAR CATÉGORIE. DÉPORTATION.	TRAVAUX FORCÉS.	DÉTENTION.	RÉCLUSION.	EMPRISONNEMENT.
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»
	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	91	»
	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	19
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»
	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	8
	»	1	»	10	»	»	5	»	»	»	1	»	»	»	»	83
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»
	»	»	»	2	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	46
	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»
	»	»	»	3	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	13
	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	22
	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	»
	»	1	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	96
	»	3	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	69	»
	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	»
	»	»	1	19	7	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»	271
	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
	»	»	»	19	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	136
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	18	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	7	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	4	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
	»	10	1	75	11	4	10	15	»	1	8	»	»	»	263	747
	»	1	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	17	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»
	»	2	»	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	23	»	»
	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7
1	»	5	»	5	»	»	1	»	»	»	»	2	»	40	»	7

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS. 1	CATÉGORIES. 2	ANGLETERRE. 3	AUTRICHE. 4	BELGIQUE. 5	DANEMARK. 6	ESPAGNE. 7	ÉTATS D'ALLEMAGNE. 8	GRÈCE. 9
AUBERIVE	Travaux forcés	»	»	4	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	2	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	5	»	»	5	»
CADILLAC	Travaux forcés	»	»	»	»	1	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	2	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	7	»	»
CLERMONT	Travaux forcés	»	»	3	»	»	2	»
	Reclusion	»	»	2	»	1	1	»
	Emprisonnement	»	»	7	»	1	15	»
DOULLENS	Travaux forcés	»	»	7	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	1	»	»	1	»
	Emprisonnement	2	»	14	»	»	»	»
MONTPELLIER	Travaux forcés	»	»	»	»	1	»	»
	Reclusion	1	»	1	»	2	»	»
	Emprisonnement	8	»	»	»	2	3	»
RENNES	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»
	Réclusion	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»
Totaux		11	»	46	»	17	27	»

[…]AUX FEMMES.

PORTUGAL.	RUSSIE.	SUÈDE ET NORWÈGE.	SUISSE.	PRINCIPAUTÉ DE MONACO.	TURQUIE.	AUTRES PAYS D'EUROPE.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	MAROC.	MEXIQUE.	AUTRES PARTIES DU MONDE.	TOTAL PAR CATÉGOR[…] DÉPORTATION.	TRAVAUX FORCÉS.	DÉTENTION.	RÉCLUSION.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	5	»	»	»	»	»	»	3	»	22	»	20

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉT

Tableau N° VI. — RÉPARTITION de la population au 31 décem

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	De 16 à 20 ans.	De 21 à 25 ans.	De 26 à 30 ans.	De 31 à 40 ans.	De 41 à 50 ans.	De 51 à 60 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.							
ALBERTVILLE	Reclusion	4	12	12	15	14	5
	Emprisonnement	45	73	61	81	83	38
ANIANE	Travaux forcés	»	»	»	»	2	6
	Reclusion	41	102	100	118	78	54
	Emprisonnement	16	14	28	19	23	3
BEAULIEU	Travaux forcés	»	»	»	1	»	5
	Reclusion	49	87	59	93	82	48
	Emprisonnement	33	40	60	81	56	22
CLAIRVAUX	Déportation	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	1	1	»	1
	Reclusion	»	1	»	»	1	2
	Emprisonnement	262	278	292	559	356	200
EMBRUN	Emprisonnement	52	72	68	128	76	36
EYSSES	Reclusion	13	48	58	51	39	27
	Emprisonnement	121	191	282	197	73	46
FONTEVRAULT	Travaux forcés	»	»	»	»	»	1
	Reclusion	5	42	82	96	72	45
	Emprisonnement	146	165	195	353	249	158
GAILLON	Reclusion	»	»	2	9	1	»
	Emprisonnement	110	141	167	246	183	112
LOOS	Reclusion	12	19	22	36	27	11
	Emprisonnement	149	162	197	284	227	132
MELUN	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	24	190	192	248	179	114
	Emprisonnement	»	»	1	»	1	»
NIMES	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	11	18	24	25	13	8
	Emprisonnement	141	241	288	182	116	113
POISSY	Reclusion	»	»	»	1	1	»
	Emprisonnement	98	242	197	225	193	95
RIOM	Reclusion	26	91	79	91	53	36
	Emprisonnement	37	44	48	75	57	34
CASABIANDA	Reclusion	2	38	58	75	38	»
	Emprisonnement	4	285	179	188	43	»
CASTELLUCCIO	Reclusion	34	92	21	»	»	»
	Emprisonnement	133	198	6	»	»	»
CHIAVARI	Reclusion	»	69	151	133	31	3
	Emprisonnement	»	90	180	221	63	1
	TOTAUX	1,568	3,045	3,110	3,837	2,430	1,336

N, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

5, suivant l'âge des condamnés et la durée de la captivité.

S AUX HOMMES.

TOTAL par CATÉGORIE.	TOTAL.	RÉPARTITION DE LA POPULATION SUIVANT LA DURÉE DE LA CAPTIVITÉ.							TOTAL.
		1re ANNÉE.	2e ANNÉE.	3e ANNÉE.	4e ANNÉE.	5e ANNÉE.	Après la 5e année.	TOTAL par catégorie.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
70	471	7	31	6	12	8	6	70	471
401		262	93	25	10	10	1	401	
9		»	1	»	3	»	5	9	
534	649	207	101	93	49	36	48	534	649
106		50	36	16	1	1	2	106	
10		»	»	»	»	»	10	10	
471	774	223	145	28	26	15	34	471	774
293		64	149	47	21	9	3	293	
1		»	»	»	1	»	»	1	
3	2,044	»	»	»	2	1	»	3	2,044
4		»	»	»	»	3	1	4	
2,036		1,205	555	158	77	27	14	2,036	
451	451	245	122	43	25	10	6	451	451
248	1,171	35	103	47	41	17	5	248	1,171
923		539	133	89	81	77	4	923	
18		»	»	»	»	»	18	18	
393	1,751	26	88	98	88	36	57	393	1,751
1,340		681	395	148	73	30	13	1,340	
12	1,006	»	»	2	3	5	2	12	1,006
994		403	362	135	59	17	18	924	
139	1,325	71	23	18	11	9	7	139	1,325
1,186		768	256	103	29	17	13	1,186	
1		»	»	»	»	»	1	1	
1,050	1,053	165	209	186	265	109	116	1,050	1,053
2		»	»	»	»	»	2	2	
1		»	»	»	»	»	1	1	
106	1,240	13	29	31	71	10	2	106	1,240
1,133		617	311	78	7	32	18	1,133	
3	1,128	»	»	»	»	1	2	3	1,128
1,125		704	192	121	58	39	11	1,125	
407	722	171	121	57	27	18	13	407	722
315		92	144	50	21	6	2	315	
211	910	16	33	56	31	60	15	211	910
699		17	68	240	194	138	42	699	
147	484	12	25	34	45	17	14	147	484
337		61	104	113	47	9	3	337	
387	942	74	105	80	69	42	17	387	942
555		150	190	112	60	29	14	555	
16,121	16,121	6,878	4,124	2,214	1,527	838	540	16,121	16,121

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS. 1	CATÉGORIES PÉNALES. 2	De 16 à 20 ans. 3	De 21 à 25 ans. 4	De 25 à 30 ans. 5	De 31 à 40 ans. 6	De 41 à 50 ans. 7	De 51 à 60 ans. 8
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.							
Belle-Isle	Détention	»	46	159	197	112	50
Thouars	Déportation	»	»	1	7	7	2
	Détention	»	20	124	239	160	68
Landerneau	Emprisonnement	»	70	65	116	95	36
	Totaux	»	136	349	559	374	156

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS. 1	CATÉGORIES PÉNALES. 2	De 16 à 20 ans. 3	De 21 à 25 ans. 4	De 25 à 30 ans. 5	De 31 à 40 ans. 6	De 41 à 50 ans. 7	De 51 à 60 ans. 8
Auberive	Travaux forcés	24	34	28	46	30	15
	Reclusion	3	9	5	15	17	13
	Emprisonnement	27	60	38	91	82	29
Cadillac	Travaux forcés	15	42	49	73	20	1
	Reclusion	2	5	9	7	10	4
	Emprisonnement	12	17	32	57	43	25
Clermont	Travaux forcés	24	35	29	64	43	23
	Reclusion	3	15	9	29	19	12
	Emprisonnement	49	71	92	150	110	60
Doullens	Travaux forcés	10	21	17	37	27	6
	Reclusion	2	6	7	15	9	6
	Emprisonnement	38	39	53	90	87	39
Montpellier	Travaux forcés	6	35	39	60	46	15
	Reclusion	»	1	6	13	9	9
	Emprisonnement	23	34	40	85	62	27
Rennes	Travaux forcés	13	62	59	57	41	25
	Reclusion	»	7	18	13	4	3
	Emprisonnement	19	101	107	42	45	61
	Totaux	270	594	637	944	704	373

…S AUX HOMMES.

Plus [illegible]	TOTAL par catégorie.	TOTAL.	RÉPARTITION DE LA POPULATION SUIVANT LA DURÉE DE LA CAPTIVITÉ. 1re année.	2e année.	3e année.	4e année.	5e année.	Après la 5e année.	TOTAL par catégorie.	TOTAL.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
»	577	577	3	10	30	526	8	»	577	577
»	24	651	»	44	3	17	4	»	24	651
»	627		32	»	52	328	158	13	627	
»	391	391	21	24	19	284	43	»	391	391
»	1,619	1,619	56	78	104	1,155	213	13	1,619	1,619

…S AUX FEMMES.

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
2	184		39	30	27	30	16	42	184	
»	68	589	17	14	10	16	8	3	68	589
1	337		149	128	34	21	3	2	337	
1	203		29	21	17	35	34	67	203	
»	38	437	4	1	8	10	9	6	38	437
3	196		95	51	27	16	7	»	196	
»	225		29	35	28	29	17	87	225	
1	91	867	11	20	17	17	15	11	91	867
3	551		310	139	88	8	3	3	551	
»	119		19	21	14	18	12	35	119	
»	47	517	12	9	7	10	6	3	47	517
»	351		129	104	63	38	13	4	351	
3	211		37	34	27	24	14	75	211	
3	49	541	11	15	8	9	3	3	49	541
2	281		130	87	47	13	3	1	281	
1	266		33	27	34	41	52	79	266	
»	59	705	3	5	12	13	16	10	59	705
»	380		162	128	39	33	4	14	380	
20	3,656	3,656	1,219	869	507	381	235	445	3,656	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION, PÉNITENCIERS A[…] COLES DE LA CORSE.

Tableau N° VII. — RÉPARTITION de la population, par catégorie, […] 31 décembre 1875, suivant l'état civil des condamnés.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES	Célibataires et veufs.			MARIÉS			TOTAL PAR CATÉGORIE.				
		sans enfants.	ayant des enfants.	TOTAL.	ayant des enfants.	sans enfants.	TOTAL.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Empri-sonnement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.												
ALBERTVILLE	Reclusion	48	3	335	17	2	136	»	»	»	70	»
	Emprisonnement	267	17		85	32		»	»	»	»	401
ANIANE	Travaux forcés	2	2	437	4	1	212	»	9	»	»	»
	Reclusion	324	32		125	53		»	»	»	534	»
	Emprisonnement	73	4		21	8		»	»	»	»	106
BEAULIEU	Travaux forcés	3	3	482	3	1	292	»	10	»	»	»
	Reclusion	247	41		146	37		»	»	»	471	»
	Emprisonnement	176	12		77	28		»	»	»	»	293
CLAIRVAUX	Déportation	1	»	1,3[illegible]3	»	»	651	1	»	»	»	»
	Détention	3	»		»	»		»	»	3	»	»
	Reclusion	2	»		1	1		»	»	»	4	»
	Emprisonnement	1,302	85		545	104		»	»	»	»	2,036
EMBRUN	Emprisonnement	331	18	352	59	40	99	»	»	»	»	451
EYSSES	Reclusion	109	77	807	45	17	364	»	»	»	248	»
	Emprisonnement	367	254		171	131		»	»	»	»	923
FONTEVRAULT	Travaux forcés	6	4	1,119	6	2	632	»	18	»	»	»
	Reclusion	218	17		116	42		»	»	»	393	»
	Emprisonnement	816	58		329	137		»	»	»	»	1,340
GAILLON	Reclusion	5	2	881	4	1	125	»	»	»	12	»
	Emprisonnement	640	234		70	50		»	»	»	»	994
LOOS	Reclusion	79	42	1,175	11	7	150	»	»	»	139	»
	Emprisonnement	689	365		73	59		»	»	»	»	1,186
MELUN	Travaux forcés	»	1	677	»	»	376	»	1	»	»	»
	Reclusion	612	62		290	86		»	»	»	1,050	»
	Emprisonnement	2	»		»	»		»	»	»	»	2
NIMES	Travaux forcés	»	»	674	1	»	566	»	1	»	»	»
	Reclusion	20	21		25	40		»	»	»	106	»
	Emprisonnement	583	50		343	157		»	»	»	»	1,133
POISSY	Reclusion	2	1	605	»	»	523	»	»	»	3	»
	Emprisonnement	498	104		367	156		»	»	»	»	1,125

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

Établissements.	Catégories pénales.	Célibataires et veufs: sans enfants.	Célibataires et veufs: ayant des enfants.	Célibataires et veufs: TOTAL.	Mariés: ayant des enfants.	Mariés: sans enfants.	Mariés: TOTAL.	Total par catégorie: Déportation.	Total par catégorie: Travaux forcés.	Total par catégorie: Détention.	Total par catégorie: Reclusion.	Total par catégorie: Emprisonnement.	Total par établissement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Riom	Reclusion	254	22	485	110	21	237	»	»	»	407	»	722
	Emprisonnement	198	11		87	19		»	»	»	»	315	
Casabianda	Reclusion	86	21	517	64	40	393	»	»	»	211	»	910
	Emprisonnement	315	95		214	75		»	»	»	»	699	
Castelluccio	Reclusion	147	»	484	»	»	»	»	»	»	147	»	484
	Emprisonnement	337	»		»	»		»	»	»	»	337	
Chiavari	Reclusion	262	63	758	47	15	184	»	»	»	387	»	942
	Emprisonnement	408	25		86	36		»	»	»	»	555	
	Totaux	9,435	1,746	11,181	3,542	1,398	4,940	1	39	3	4,182	11,896	16,121
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.													
Belle-Isle	Détention	401	16	417	102	58	160	»	»	577	»	»	577
Thouars	Déportation	12	1	401	9	2	250	24	»	»	»	»	651
	Détention	373	15		189	50		»	»	627	»	»	
Landerneau	Emprisonnement	229	15	244	109	38	147	»	»	»	»	391	391
	Totaux	1,015	47	1,062	409	148	557	24	»	1,204	»	391	1,619
Récapitulation par catégorie.	Déportation	13	1	12,245	9	2	5,497	25	»	»	»	»	17,740
	Travaux forcés	11	10		14	4		»	39	»	»	»	
	Détention	777	31		291	108		»	»	1,207	»	»	
	Reclusion	2,415	404		1,001	362		»	»	»	4,182	»	
	Emprisonnement	7,234	1,347		2,636	1,070		»	»	»	»	12,287	
	Totaux	10,450	1,793	12,245	3,951	1,546	5,497	25	39	1,207	4,182	12,287	17,740
		12,243			5,497			17,740					

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	Célibataires et veuves			MARIÉES.			TOTAL GÉNÉRAL					
		sans enfants.	ayant des enfants.	TOTAL.	Avec enfants.	Sans enfants.	TOTAL.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Empri-sonnement.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
AUBERIVE	Travaux forcés..	78	41		44	21		»	184	»	»	»	
	Reclusion	17	21	379	23	7	210	»	»	»	68	»	[illegible]
	Emprisonnement	132	90		84	31		»	»	»	»	337	
CADILLAC	Travaux forcés..	67	42		75	19		»	203	»	»	»	
	Reclusion	12	9	253	6	11	184	»	»	»	38	»	[illegible]
	Emprisonnement	75	48		41	32		»	»	»	»	196	
CLERMONT	Travaux forcés..	99	59		51	16		»	225	»	»	»	
	Reclusion	27	20	548	26	18	319	»	»	»	91	»	[illegible]
	Emprisonnement	220	123		150	58		»	»	»	»	551	
DOULLENS	Travaux forcés..	35	45		37	2		»	119	»	»	»	
	Reclusion	13	14	310	17	3	207	»	»	»	47	»	[illegible]
	Emprisonnement	108	95		110	29		»	»	»	»	351	
MONTPELLIER	Travaux forcés..	105	47		42	17		»	211	»	»	»	
	Reclusion	6	12	343	23	8	198	»	»	»	49	»	[illegible]
	Emprisonnement	119	63		62	46		»	»	»	»	281	
RENNES	Travaux forcés..	125	47		55	39		»	266	»	»	»	
	Reclusion	23	14	509	11	11	196	»	»	»	59	380	[illegible]
	Emprisonnement	213	87		63	17		»	»	»	»	»	
Totaux		1,465	877	2,342	929	385	1,314	»	1,208	»	352	2,096	3,6[illegible]
RÉCAPITULATION par catégorie.	Travaux forcés.	509	281		304	114		»	1,208	»	»	»	
	Reclusion	98	90	2,342	106	58	1,314	»	»	»	352	»	3,6[illegible]
	Emprisonnement	858	506		519	213		»	»	»	»	2,096	
Totaux		1,465	877	2,342	929	385	1,314	»	1,208	»	352	2,096	3,6[illegible]
		2,342			1,314			3,656					

…ISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…bleau N° VIII. — RÉPARTITION de la population, par catégorie, au 31 décembre 1875, suivant la religion des condamnés.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

…ABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	CATHOLIQUES.	PROTESTANTS.	ISRAÉLITES.	MAHOMÉTANS.	N'appartenant à aucun culte reconnu par l'État.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL Par établissement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
…aisons centrales et pénitenciers agricoles.												
…RTVILLE	Reclusion	70	»	»	»	»	»	»	»	70	»	471
	Emprisonnement	401	»	»	»	»	»	»	»	»	401	
…ANE	Travaux forcés	9	»	»	»	»	»	9	»	»	»	649
	Reclusion	532	2	»	»	»	»	»	»	534	»	
	Emprisonnement	106	»	»	»	»	»	»	»	»	106	
…LIEU	Travaux forcés	10	»	»	»	»	»	10	»	»	»	774
	Reclusion	471	»	»	»	»	»	»	»	471	»	
	Emprisonnement	292	1	»	»	»	»	»	»	»	293	
…RVAUX	Déportation	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2,044
	Détention	2	»	»	»	1	»	»	3	»	»	
	Reclusion	4	»	»	»	»	»	»	»	4	»	
	Emprisonnement	2,036	»	»	»	»	»	»	»	»	2,036	
…RES	Emprisonnement	451	»	»	»	»	»	»	»	»	451	451
…SSES	Reclusion	241	7	»	»	»	»	»	»	248	»	1,171
	Emprisonnement	895	28	»	»	»	»	»	»	»	923	
…NTEVRAULT	Travaux forcés	18	»	»	»	»	»	18	»	»	»	1,751
	Reclusion	392	1	»	»	»	»	»	»	393	»	
	Emprisonnement	1,338	»	»	2	»	»	»	»	»	1,340	
…LLON	Reclusion	12	»	»	»	»	»	»	»	12	»	1,006
	Emprisonnement	992	2	»	»	»	»	»	»	»	994	
…OS	Reclusion	134	5	»	»	»	»	»	»	139	»	1,325
	Emprisonnement	1,161	25	»	»	»	»	»	»	»	1,186	
…LUN	Travaux forcés	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1,053
	Reclusion	1,003	45	»	1	1	»	»	»	1,050	»	
	Emprisonnement	2	»	»	»	»	»	»	»	»	2	
…ES	Travaux forcés	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1,240
	Reclusion	83	15	8	»	»	»	»	»	106	»	
	Emprisonnement	919	172	42	»	»	»	»	»	»	1,133	
…INST	Reclusion	2	1	»	»	»	»	»	»	3	»	1,128
	Emprisonnement	929	196	»	»	»	»	»	»	»	1,125	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	CATHOLIQUES.	PROTESTANTS.	ISRAÉLITES.	MAHOMÉTANS.	N'appartenant à aucun culte reconnu par l'État.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RIOM	Reclusion	406	»	»	1	»	»	»	»	407	»
	Emprisonnement	315	»	»	»	»	»	»	»	»	315
CASABIANDA	Reclusion	211	»	»	»	»	»	»	»	211	»
	Emprisonnement	699	»	»	»	»	»	»	»	»	699
CASTELLUCCIO	Reclusion	147	»	»	»	»	»	»	»	147	»
	Emprisonnement	337	»	»	»	»	»	»	»	»	337
CHIAVARI	Reclusion	387	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	555	»	»	»	»	»	»	»	387	555
	Totaux	15,565	500	50	4	2	1	39	3	4,182	11,896
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.											
BELLE-ISLE	Détention	577	»	»	»	»	»	»	577	»	»
THOUARS	Déportation	19	2	»	3	»	24	»	»	»	»
	Détention	537	28	2	60	»	»	»	627	»	»
LANDERNEAU	Emprisonnement	378	13	»	»	»	»	»	»	»	391
	Totaux	1,511	43	2	63	»	24	»	1,204	»	391
RÉCAPITULATION par catégorie.	Déportation	20	2	»	3	»	25	»	»	»	»
	Travaux forcés	39	»	»	»	»	»	39	»	»	»
	Détention	1,116	28	2	60	1	»	»	1,207	»	»
	Reclusion	4,085	86	8	2	1	»	»	»	4,182	»
	Emprisonnement	11,806	437	42	2	»	»	»	»	»	12,287
	TOTAUX	17,066	553	52	67	2	25	39	1,207	4,182	12,287
		17,740					17,740				

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

…ISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	CATHOLIQUES.	PROTESTANTS.	ISRAÉLITES.	MAHOMÉTANS.	N'appartenant à aucun culte reconnu par l'État.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL Par établissement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
…IVE........	Travaux forcés.......	184	»	»	»	»	»	184	»	»	»	589
	Reclusion............	68	»	»	»	»	»	»	»	68	»	
	Emprisonnement.....	337	»	»	»	»	»	»	»	»	337	
…LAC........	Travaux forcés.......	203	»	»	»	»	»	203	»	»	»	437
	Reclusion............	38	»	»	»	»	»	»	»	38	»	
	Emprisonnement......	196	»	»	»	»	»	»	»	»	196	
…ONT.......	Travaux forcés.......	223	2	»	»	»	»	225	»	»	»	867
	Reclusion............	91	»	»	»	»	»	»	»	91	»	
	Emprisonnement.....	540	11	»	»	»	»	»	»	»	551	
…ENS.......	Travaux forcés.......	119	»	»	»	»	»	119	»	»	»	517
	Reclusion............	47	»	»	»	»	»	»	»	47	»	
	Emprisonnement.....	351	»	»	»	»	»	»	»	»	351	
…PELLIER.....	Travaux forcés.......	202	8	1	»	»	»	211	»	»	»	541
	Reclusion............	43	6	»	»	»	»	»	»	49	»	
	Emprisonnement.....	260	20	1	»	»	»	»	»	»	281	
…S........	Travaux forcés.......	266	»	»	»	»	»	266	»	»	»	705
	Reclusion............	59	»	»	»	»	»	»	»	59	»	
	Emprisonnement......	380	»	»	»	»	»	»	»	»	380	
	Totaux...........	3,607	47	2	»	»	»	1,208	»	352	2,096	3,656
…APITULATION …r catégorie.	Travaux forcés.......	1,197	10	1	»	»	»	1,208	»	»	»	3,656
	Reclusion............	346	6	»	»	»	»	»	»	352	»	
	Emprisonnement......	2,064	31	1	»	»	»	»	»	»	2,096	
	Totaux.........	3,607	47	2	»	»	»	1,208	»	352	2,096	3,656
		3,656					3,656					

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉT

Tableau N° IX. — RÉPARTITION de la population, au
condamnés exerçaient

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFFE — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.													
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
§ 1. Propriétaires, Rentiers..........	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	11	5	»	»	3	3	»	»	7	1	»	»	»
	Emprisonnement......	1	2	1	15	5	1	8	9	6	»	14	11	»	»
§ 2. *Professions libérales.*															
Agents d'affaires, d'assurances, de remplacement, Interprètes, Ecrivains publics...	Détention...........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion...........	»	4	»	»	»	»	1	»	2	21	1	»	1	»
	Emprisonnement......	2	»	»	11	1	»	6	5	9	»	1	13	»	»
Avocats, Officiers ministériels, Clercs..........	Détention	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	4	4	»	»	2	3	»	»	14	1	»	2	»
	Emprisonnement......	4	1	1	21	3	2	7	8	3	»	4	12	1	»
Architectes, Peintres, Sculpteurs, Musiciens, Artistes dramatiques.	Travaux forcés.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	1	3	»	»	»	»	»	»	9	1	»	1	1
	Emprisonnement	1	»	2	8	»	»	1	3	3	»	1	2	»	3
Dentistes, Herboristes, Chimistes..	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»
	Emprisonnement	2	1	»	2	3	»	1	»	2	»	2	1	»	»
Dessinateurs, Géomètres, Photographes, Modeleurs...........	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention.............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	2	»	3	»
	Emprisonnement	1	»	»	8	»	»	»	»	2	»	5	3	»	3
Ecclésiastiques, Religieux.........	Reclusion............	»	»	1	»	»	1	1	»	»	3	1	»	»	»
	Emprisonnem[t]........	»	»	»	1	1	»	1	»	1	»	3	»	»	»
Étudiants	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	2	»	»
Hommes de lettres.	Déportation..........	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	3	»	»	»	1	»	»	3	3	»	»
Instituteurs, Professeurs........	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1	5	2	»	»	4	1	»	2	10	1	»	»	»
	Emprisonnement.....	5	»	1	5	»	1	3	2	4	»	6	5	1	»
Médecins, Chirurgiens, Vétérinaires, Sages-femmes..........	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	3	2	1	»	3	2	1	»

ON ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

cembre 1875, suivant les métiers et professions que les
ment de leur jugement.

ÉS AUX HOMMES. | ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX F

TOTAL PAR CATÉGORIE.			TOTAL	MAISONS DE DÉTENTION et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.			TOTAL PAR CATÉGORIE.			TOTAL							TOTAL PAR CATÉGORIE.		
…tion.	Reclusion.	Emprisonnement.	PAR GROUPE PROFESSIONNEL.	BELLE-ISLE.	THOUARS.	LANDERNEAU.	Déportation.	Détention.	Emprisonnement.	PAR GROUPE PROFESSIONNEL.	AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		7	»	2	1	2	7	19	»	
»	»	»	107	»	3	»	»	3	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	30	»		»	»	»	»	»	»		3	»	3	»	1	»	»	7	
»	»	76		»	»	3	»	»	3		1	1	3	2	2	2	»	»	1
»	»	»		1	9	»	»	10	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	30	»	78	»	»	»	»	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	48		»	»	1	»	»	1		»	»	»	»	»	»	»	»	
1	»	»		»	2	»	»	2	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	30	»	100	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	69		»	»	3	»	»	3		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	1	»	2	»	
»	»	»	43	5	1	»	»	6	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	19	»		»	»	»	»	»	»		1	»	»	1	»	»	»	2	
»	»	24		»	»	5	»	»	5		»	»	»	1	»	»	»	»	
»	»	»		1	2	»	»	3	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	2	»	16	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	14		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	1	»	»	»	
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	30	5	3	»	»	8	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	8	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	22		»	»	9	»	»	9		»	»	»	1	»	»	»	»	
»	8	»	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	7		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	1	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	6		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	14	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	2	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	11		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	»	»	1	»	
1	»	»	62	»	2	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	28	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	33		»	»	»	»	»	»		3	»	1	»	»	1	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	4	2	1	1	2	13	»	
»	3	»	15	»	»	»	»	»	»	1	1	»	5	2	3	»	»	11	
»	»	12		»	»	1	»	»	1		1	2	»	1	2	2	»	»	

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFF[illegible] — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.													
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
§ 3.															
Employés des services publics...	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	1	8	10	»	»	3	11	»	1	25	1	»	5	3
	Emprisonnement......	8	3	8	28	5	2	29	12	19	»	7	21	7	4
Employés de commerce, d'industrie ou de fabrique..........	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	1	9	24	»	»	17	10	»	4	45	3	»	15	1
	Emprisonnement......	11	3	11	108	23	14	24	51	47	»	24	107	10	18
§ 4. *Commerçants, Fabricants.*															
Aubergistes, Logeurs, Cabaretiers, Cafetiers Brasseurs, Restaurateurs.....	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	1	3	8	»	»	1	4	»	1	19	1	»	5	4
	Emprisonnement......	4	»	5	16	2	6	14	28	5	»	19	19	1	9
Barbiers, Coiffeurs, Perruquiers....	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	3	5	»	»	2	1	»	»	2	1	»	2	6
	Emprisonnement......	3	1	»	9	1	4	7	7	6	»	8	5	»	10
Manufacturiers...	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
	Emprisonnement......	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Négociants, Marchands, Commissionnaires en marchandises, Banquiers.....	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés........	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	21	6	»	»	25	6	»	3	27	2	»	4	3
	Emprisonnement......	14	9	8	53	13	18	17	2	28	»	17	14	9	12
§ 5. *Professions alimentaires.*															
Bouchers, Charcutiers........	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	3	2	1	»	1	5	»	1	8	4	»	7	2
	Emprisonnement......	3	»	»	12	4	13	17	10	4	»	10	22	3	13
Boulangers, Pâtissiers, Vermicelliers, Meuniers.	Travaux forcés........	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	18	6	»	»	13	8	»	1	14	2	»	8	3
	Emprisonnement......	9	3	6	31	11	17	28	16	13	»	15	29	2	17
Cuisiniers, Confiseurs, Rôtisseurs.	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	5	3	»	»	3	1	»	»	3	»	»	3	»
	Emprisonnement......	3	2	2	6	6	9	1	12	2	»	2	19	2	19

…AUX HOMMES.											ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AU…							
TOTAL				Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.			TOTAL										Par catégorie	
Par catégorie			Par groupe professionnel.				Par catégorie.			Par groupe professionnel.								
Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.		Belle-Isle.	Thouars.	Landerneau.	Déportation.	Détention.	Emprisonnement.		Auberive.	Cadillac.	Clermont.	Doullens.	Montpellier.	Rennes.	Travaux forcés.	Reclusion.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	[illegible]	36	37	38	39
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	229	1	3	»	»	4	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»
»	73	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	3	»	3
»	»	155		»	»	4	»	»	4		»	»	1	»	1	»	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	»	»	1	»
»	»	»	617	26	22	»	»	48	»	75	»	»	»	»	»	»	»	»
»	142	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	475		»	»	27	»	»	27		»	»	6	»	»	7	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	2	10	9	5	»	29	»
»	»	»	185	7	5	»	»	12	»	20	»	»	»	»	»	»	»	»
»	53	»		»	»	»	»	»	»		3	2	»	2	1	»	»	8
»	»	132		»	»	8	»	»	8		6	5	5	8	4	17	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	1	»	»	»	»	»
»	»	»	94	4	6	»	»	10	»	12	»	»	»	»	»	»	1	»
»	23	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	»	»	1
»	»	70		»	»	2	»	»	2		»	»	»	»	1	»	»	»
»	»	»		»	1	»	»	1	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	»	5	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	3		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	5	»	»	4	14	26	»
»	»	»	332	8	15	»	»	23	»	32	»	»	»	»	»	»	»	»
»	110	»		»	»	»	»	»	»		»	»	1	1	»	1	»	3
»	»	220		»	»	8	»	»	8		4	3	»	»	»	22	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	165	2	7	»	»	9	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»
»	39	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	1	»	»	»	1
»	»	125		»	»	1	»	»	1		»	»	1	4	»	»	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	4	»	4	»
»	»	»	300	10	11	»	»	21	»	27	»	»	»	»	»	»	»	»
»	81	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	218		»	»	6	»	»	6		1	»	»	2	»	»	»	»
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»		»	»	»	»	»	»		1	2	»	»	4	»	7	»
»	»	»	105	8	4	»	»	12	»	17	»	»	»	»	»	»	»	»
»	18	»		»	»	»	»	»	»		3	1	»	»	»	»	»	4
»	»	87		»	»	4	»	»	4		5	3	»	6	1	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFF…

MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.

MÉTIERS ET PROFESSIONS. 1	CATÉGORIES. 2	ALBERTVILLE. 3	ANIANE. 4	BEAULIEU. 5	CLAIRVAUX. 6	EMBRUN. 7	EYSSES. 8	FONTEVRAULT. 9	GAILLON. 10	LOOS. 11	MELUN. 12	NIMES. 13	POISSY. 14	RIOM. 15	CASABIANDA. 16
§ 6. *Ouvriers d'ateliers et de fabriques.*															
Blanchisseurs, Repasseurs	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
	Emprisonnement	»	»	1	2	»	»	»	1	»	»	1	1	»	8
Bonnetiers, Passementiers, Tullistes, Dentelliers, Gantiers, Fleuristes	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	3	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	6
	Emprisonnement	9	»	5	20	»	8	1	7	5	»	2	11	»	4
Boutonniers, Peigniers	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	1	6	»	15	»	4	11	»	»	23	1	1
Brossiers, Vanniers	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1	»	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	3
	Emprisonnement	3	»	2	15	1	13	9	6	12	»	1	16	3	7
Chapeliers, Casquetiers	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	4	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	1	»
	Emprisonnement	»	1	1	3	5	11	3	1	»	»	3	9	1	12
Cordonniers, Chaussonniers, Piqueurs, Claqueurs	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	6	29	21	»	»	24	9	»	9	32	6	»	13	6
	Emprisonnement	28	4	18	72	28	65	47	34	37	»	29	113	13	30
Fouleurs, Teinturiers, Dégraisseurs, Savonniers, Papetiers	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	1	1	»	»	»	1	»	»	3	»	»	»	2
	Emprisonnement	6	»	2	9	3	3	3	4	»	»	2	7	»	7
Relieurs, Brocheurs, Découpeurs en carton	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	2	»
	Emprisonnement	2	»	1	8	»	1	2	6	1	»	2	5	1	5
Selliers, Bourreliers	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	»	2	»	»	»	2	»	»	1	1	»	2	3
	Emprisonnement	3	»	3	8	3	4	5	2	3	»	3	18	»	4
Tailleurs, Couturières, Lingères, Modistes	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	2	10	7	»	»	12	3	1	3	14	1	»	4	9
	Emprisonnement	12	2	6	35	9	17	22	9	21	1	21	34	5	25
Tanneurs	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Réclusion	»	3	5	»	»	»	2	»	»	5	»	»	1	»
	Emprisonnet	3	3	1	3	1	3	7	3	»	»	»	2	»	5
Tisseurs, Fileurs, Apprêteurs, Imprimeurs sur étoffes ou papiers peints, Peigneurs	Travaux forcés	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	4	10	20	»	»	7	12	»	10	26	2	»	17	»
	Emprisonnement	17	3	5	47	8	37	38	33	89	»	13	24	21	3

AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FE

TOTAL PAR CATÉGORIE. Reclusion. 22	TOTAL PAR CATÉGORIE. Emprisonnement. 23	PAR GROUPE PROFESSIONNEL. 24	MAISONS DE DÉTENTION et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels. BELLE-ISLE. 25	THOUARS. 26	LANDERNEAU. 27	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation. 28	Détention. 29	Emprisonnement. 30	PAR GROUPE PROFESSIONNEL. 31	AUBERIVE. 32	CADILLAC. 33	CLERMONT. 34	DOULLENS. 35	MONTPELLIER. 36	RENNES. 37	TOTA[L] PAR CATÉGORIE. Travaux forcés. 38	Reclusion. 39	Emprisonnement. 40
»	»	18	»	»	»	»	»	»	13	6	9	8	7	1	10	41	»	»
»	»		6	7	»	»	13	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	»		»	»	»	»	»	»		»	3	»	3	1	»	»	7	»
»	16		»	»	»	»	»	»		7	11	24	»	13	27	»	»	8[illegible]
»	»	97	»	1	»	1	»	»	16	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»		»	»	»	»	»	»		1	»	2	»	5	»	8	»	»
»	»		4	8	»	»	12	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
21	»		»	»	»	»	»	»		»	1	1	»	»	»	»	2	»
»	76		»	»	3	»	»	3		11	2	6	2	5	22	»	»	4[illegible]
»	»	70	1	4	»	»	5	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	62		»	»	2	»	»	2		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	102	»	»	»	»	»	»	13	1	»	1	»	»	»	2	»	»
»	»		4	8	»	»	12	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
10	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	92		»	»	1	»	»	1		1	»	6	»	1	»	»	»	8[illegible]
»	»	57	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	1	»	1	»	»
7	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	«	»	»
»	50		»	»	5	»	»	5		1	»	»	»	1	»	»	»	[illegible]
»	»	767	»	2	»	2	»	»	65	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»		»	»	»	»	»	»		1	»	»	»	2	»	3	»	»
»	»		31	20	»	»	51	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
189	»		»	»	»	»	»	»		1	»	»	1	»	»	»	2	»
»	576		»	»	12	»	»	12		1	4	»	»	1	»	»	»	6[illegible]
»	»	63	4	1	»	»	5	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	55		»	»	2	»	»	2		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	45	3	11	»	»	14	»	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	35		»	»	3	»	»	3		2	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
»	»	77	9	7	»	»	16	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
15	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	62		»	»	2	»	»	2		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	321	»	»	»	»	»	»	41	23	18	31	14	28	«	114	»	»
»	»		21	12	»	»	33	»		»	»	»	»	»	«	»	»	»
81	»		»	»	»	»	»	»		9	9	13	3	5	»	»	39	»
»	240		»	»	8	»	»	8		54	31	116	48	32		»	»	333[illegible]
»	»	56	2	4	»	»	6	»	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»
17	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	39		»	»	8	»	»	8		»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	480	»	»	»	»	»	»	28	»	»	10	»	11		21	»	»
»	»		10	7	»	»	17	»		»	»	»	»	»		»	»	»
116	»		»	»	»	»	»	»		1	»	1	1	2		»	5	»
»	363		»	»	11	»	»	11		12	1	25	27	21		»	»	86[illegible]

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AF… — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.													
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Typographes, Lithographes, Graveurs......	Detention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	3	»	»	»	1	»	»	2	12	1	»	3	1
	Emprisonnement......	1	1	»	18	1	»	4	6	3	»	4	17	»	»
§ 7. *Industries du bâtiment et du mobilier.*															
Bijoutiers, Argenteurs, Doreurs, Ciseleurs, Emailleurs, Horlogers......	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	2	4	»	»	2	3	»	»	20	»	»	3	3
	Emprisonnement.....	»	1	1	37	3	2	12	16	7	»	1	26	»	7
Carriers, Mineurs, Briquetiers, Tuiliers, Chaufourniers......	Travaux forcés........	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention.............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	2	10	11	»	»	2	4	»	»	7	7	»	2	6
	Emprisonnement......	14	2	1	25	10	29	17	15	12	»	45	37	6	29
Charpentiers, Scieurs de long.	Travaux forcés........	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	2	5	17	»	»	1	13	2	1	15	2	»	3	10
	Emprisonnement.	8	1	12	32	16	19	22	10	9	»	9	47	6	33
Forgerons, Serruriers, Maréchaux-ferrants, Mécaniciens, Tourneurs en fer, Cloutiers, Taillandiers, Tailleurs de limes Chaudronniers, Ferblantiers, Armuriers	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés.......	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	-»	»	»	»
	Reclusion............	6	15	26	1	»	9	16	»	8	67	8	1	24	11
	Emprisonnement.....	16	3	15	118	21	41	65	40	58	1	56	63	18	67
Maçons, Tailleurs de pierres, Paveurs, Plâtriers, Plafonneurs, Fumistes......	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés.......	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion......... ..	2	20	14	2	»	2	14	»	5	42	5	»	18	7
	Emprisonnement.....	5	3	11	74	13	39	48	37	43	»	71	43	10	15
Menuisiers, Ébénistes, Tapissiers, Tourneurs en bois, Charrons, Carrossiers, Tonnelliers, Sabotiers, Layetiers, Cerçliers, Bouchonniers.........	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés.......	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Détention.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	1	24	21	»	»	11	23	3	7	46	4	1	16	15
	Emprisonnement......	11	6	17	105	8	36	66	26	39	»	38	51	8	15
Peintres en bâtiment, en voitures, Vitriers, Vernisseurs, Couvreurs.....	Déportation...........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention.............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion............	»	2	5	»	»	3	6	»	2	8	2	»	2	9
	Emprisonnement......	3	1	4	47	4	18	30	9	9	»	6	46	»	12

S AUX HOMMES. | ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

TOTAL par catégorie: Détention.	TOTAL par catégorie: Réclusion.	TOTAL par catégorie: Emprisonnement.	TOTAL par groupe professionnel.	Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels: Belle-Isle.	Thouars.	Landerneau.	TOTAL par catégorie: Déportation	Détention	Emprisonnement	TOTAL par groupe professionnel.	Auberive.	Cadillac.	Clermont.	Doullens.	Montpellier.	Rennes.	TOTAL par catégorie: (Travaux) forcés.	Réclusion.	Emprisonnement.	TOTAL par groupe professionnel.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
»	»	»		7	27	»	»	34	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	23	»	79	»	»	»	»	»	»	43	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	56		»	»	9	»	»	9		1	»	»	1	»	»	»	»	2	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		2	»	1	»	»	»	3	»	»	
»	»	»	159	24	18	»	»	42	»	68	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
»	39	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	120		»	»	21	»	»	21		2	»	1	»	»	»	»	»	3	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	340	13	9	»	»	22	»	29	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	78	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	261		»	»	7	»	»	7		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	323	7	7	»	»	14	»	19	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	80	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	242		»	»	5	»	»	5		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	2	»	2	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	835	61	47	»	»	108	»	194	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	216	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	»	»	1	»	
»	»	618		»	»	84	»	»	84		»	»	»	»	4	»	»	»	4	
»	»	»		»	3	»	3	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
1	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	622	42	40	»	»	82	»	124	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	159	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	462		»	»	39	»	»	39		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	2	»	2	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
2	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	632	49	40	»	»	89	»	96	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	177	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	453		»	»	5	»	»	5		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	2	»	2	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	234	17	18	»	»	35	»	37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	41	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	193		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFF… — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.														
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	CASTELL…
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
§ 8. *Professions agricoles, journaliers, etc.*																
Bateliers, Mariniers, Pêcheurs	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1	1	3	»	»	1	8	»	»	4	1	»	2	1	[illegible]
	Emprisonnement	»	»	»	5	4	9	12	6	1	»	3	2	»	9	[illegible]
Bûcherons, Charbonniers, Résiniers	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	2	7	4	»	»	2	1	»	»	5	1	»	10	7	[illegible]
	Emprisonnement	4	1	»	9	1	22	6	6	4	»	2	8	6	20	[illegible]
Charretiers, Chargeurs, Camionneurs, Cochers, Conducteurs de diligences, Postillons, Rouliers Voituriers, Palefreniers	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	2	14	10	»	»	3	2	»	2	11	3	»	9	2	[illegible]
	Emprisonnement	5	1	4	54	9	51	15	24	27	»	19	43	7	19	[illegible]
Cultivateurs, Bergers, Bouviers, Fermiers, Jardiniers, Pépiniéristes, Laboureurs, Métayers, Vignerons, Domestiques de ferme, Ménagères	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	»	4	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	14	85	55	»	»	19	77	»	5	99	8	»	63	8	[illegible]
	Emprisonnement	103	18	31	191	76	129	238	66	71	»	86	36	56	56	[illegible]
Domestiques de ville, Portiers	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	»	22	22	»	»	2	2	»	1	39	1	»	6	19	[illegible]
	Emprisonnement	2	3	11	66	30	3	6	30	35	»	9	27	4	3	[illegible]
Équarrisseurs, Vidangeurs, Fossoyeurs	Reclusion	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	»	»	1	11	»
	Emprisonnement	1	»	1	2	»	»	1	2	1	»	4	2	2	8	»
Journaliers, Manœuvres, Terrassiers	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Travaux forcés	»	2	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	12	72	105	»	»	27	68	5	43	176	9	»	56	12	[illegible]
	Emprisonnement	52	12	73	458	82	171	266	216	433	»	108	44	59	101	[illegible]

…S AUX HOMMES. — ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

TOTAL PAR CATÉGORIE. Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL PAR GROUPE PROFESSIONNEL.	MAISONS DE DÉTENTION et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels. BELLE-ISLE.	THOUARS.	LANDERNEAU.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Déportation.	Détention	Emprisonnement	TOTAL PAR GROUPE PROFESSIONNEL.	AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	TOTAL PAR CATÉGORIE. Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL PAR GROUPE PROFESSIONNEL.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
»	»	»	»		»	5	»	»	5	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	22	»	79	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	57		»	»	1	»	»	1		»	»	1	»	»	»	»	»	1	
»	»	»	»		1	1	»	»	2	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	47	»	146	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	99		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		22	8	»	»	30	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	73	»	393	»	»	»	»	»	»	37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	320		»	»	7	»	»	7		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	3	»	3	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
14	»	»	»		»	»	»	»	»	»		25	80	54	25	97	84	365	»	»	
»	»	»	»	1,814	19	51	»	»	70	»	107	»	»	»	»	»	»	»	»	»	740
»	»	496	»		»	»	»	»	»	»		6	11	9	13	15	13	»	67	»	
»	»	»	1,304		»	»	34	»	»	34		23	48	66	45	76	50	»	»	308	
»	»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	»	»	»	»	»		42	21	29	13	10	10	125	»	»	
»	»	»	»	377	21	8	»	»	29	»	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	388
»	»	126	»		»	»	»	»	»	»		10	3	14	5	4	»	»	36	»	
»	»	»	251		»	»	»	»	»	»		65	29	55	47	31	»	»	»	227	
»	»	15	»	39	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	24		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»		»	2	»	2	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
6	»	»	»		»	»	»	»	»	»		60	43	52	39	21	79	294	»	»	
»	»	»	»	2,974	80	35	»	»	115	»	154	»	»	»	»	»	»	»	»	»	851
»	»	686	»		»	»	»	»	»	»		28	5	32	7	8	30	»	110	»	
»	»	»	2,282		»	»	37	»	»	37		75	32	128	117	28	67	»	»	447	

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	CATÉGORIES.	ÉTABLISSEMENTS AFF[…] — MAISONS CENTRALES ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.														
		ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.	EMBRUN.	EYSSES.	FONTEVRAULT.	GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	CASTELLUCCIO.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
§ 9. *Professions nomades.*																
Colporteurs, Marchands ambulants, Revendeurs, Brocanteurs..........	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détention...........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	2	15	13	»	»	3	10	»	4	27	5	»	8	3	[illegible]
	Emprisonnement......	13	9	7	65	12	53	63	54	18	»	103	21	24	49	[illegible]
Remouleurs, Étameurs Raccommodeurs, Ramoneurs.........	Travaux forcés........	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	4	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement......	3	1	1	10	»	2	2	11	»	»	4	9	1	»	[illegible]
Saltimbanques, Bateleurs, Chanteurs ambulants	Travaux forcés........	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	2	»	»	»	1	1	»	»	»	3	»	»	1	[illegible]
	Emprisonnement......	3	»	2	5	»	5	7	8	2	»	17	12	1	10	[illegible]
§ 10.																
Militaires et Marins	Déportation..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détention...........	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion........ ...	7	64	13	»	»	39	52	»	15	145	5	1	71	32	[illegible]
	Emprisonnement. . ..	2	3	5	5	10	3	24	25	12	»	25	2	1	18	[illegible]
§ 11.																
Vagabonds, Mendiants, Filles publiques.....	Travaux forcés........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	4	2	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	[illegible]
	Emprisonnement. ...	»	»	»	57	»	17	1	55	17	»	296	15	2	»	[illegible]
§ 12.																
A la charge de leur famille, sans métier ni profession	Travaux forcés.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
	Reclusion	»	7	6	»	»	»	7	»	1	14	1	»	11	»	[illegible]
	Emprisonnement.....	»	2	6	88	14	10	134	49	51	»	4	21	22	»	[illegible]
Totaux......................		471	649	774	2,044	451	1,171	1,751	1,006	1,325	1,053	1,240	1,128	722	910	[illegible]

… AUX HOMMES.											ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.									
TOTAL.				MAISONS DE DÉTENTION et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.			TOTAL.										TOTAL.			
PAR CATÉGORIE.			PAR GROUPE PROFESSIONNEL.				PAR CATÉGORIE.			PAR GROUPE PROFESSIONNEL.							PAR CATÉGORIE.			PAR GROUPE PROFESSIONNEL.
Détention.	Réclusion.	Emprisonnement.		BELLE-ISLE.	THOUARS.	LANDERNEAU.	Déportation.	Détention.	Emprisonnement.		AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	Travaux forcés.	Réclusion.	Emprisonnement.	
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
»	»	»		»	»	»	»	»	»		3	5	1	3	4	6	22	»	»	
»	»	»	601	5	3	»	»	8	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106
»	94	»		»	»	»	»	»	»		1	»	2	1	3	1	»	8	»	
»	»	506		»	»	1	»	»	1		13	4	14	13	20	12	»	»	76	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	1	»	1	»	»	
»	9	»	63	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	53		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	7	»	3	»	2	12	»	»	
»	9	»	93	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	2	»	36
»	»	83		»	»	»	»	»	»		»	9	2	1	1	9	»	»	22	
»	»	»		»	1	»	1	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
1	»	»	689	35	125	»	»	»	160	161	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	537	»		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	151		»	»	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		1	4	3	4	3	4	19	»	»	
»	14	»	479	»	»	»	»	»	»	»	1	2	4	3	1	»	»	11	»	149
»	»	465		»	»	»	»	»	»		15	6	36	5	14	43	»	»	119	
»	»	»		»	»	»	»	»	»		»	3	17	»	6	41	74	»	»	
»	55	»	478	»	»	»	»	»	»	2	»	1	6	3	2	87	»	22	»	275
»	»	423		»	»	2	»	»	2		33	5	53	21	20	40	»	»	179	
3	4,182	11,896	16,121	577	651	391	24	1,204	391	1,619	589	437	867	517	544	705	1208	352	2,096	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTI

Tableau N° X. — ÉTAT, par catégorie pénale, des récidivistes, d'après le nombre des co… lement récidivistes, qui, antérieurement, avaient subi des condamnations à un an et… d'éducation correctionnelle. — Nombre des individus soumis à la surveillance au 3…

ÉTABLISSEMENTS AF…

ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS À LA DÉPORTATION — ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.						CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS — ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.						CONDAMNÉS À LA DÉTENTION — ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.						CONDAMNÉS À LA RÉCLUSION — ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.						CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT — ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.				
	Une.	Deux.	Trois.	Quatre	Plus de quatre.	TOTAL.	Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	Plus de quatre.	TOTAL.	Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	Plus de quatre.	TOTAL.	Une.	Deux.	Trois.	Quatre	Plus de quatre.	TOTAL.	Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	Plus de quatre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																													
ALBERTVILLE	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	3	2	2	15	37	66	36	33	32	[illegible]
ANIANE	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3	»	4	»	»	»	»	»	»	84	24	12	7	2	129	19	5	5	3	[illegible]
BEAULIEU	»	»	»	»	»	»	1	1	1	1	1	5	»	»	»	»	»	»	83	26	8	3	3	123	59	33	16	12	[illegible]
CLAIRVAUX	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	2	393	181	125	78	[illegible]
EMBRUN	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	112	48	17	12	[illegible]
EYSSES	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	9	6	3	7	48	173	72	46	25	[illegible]
FONTEVRAULT	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	3	»	»	»	»	»	»	49	25	8	2	2	86	208	102	64	29	[illegible]
GAILLON	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	4	181	68	30	16	[illegible]
LOOS	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	9	7	1	1	39	211	98	76	33	[illegible]
MELUN	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	28	15	14	5	210	1	»	1	»	[illegible]
NÎMES	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	9	7	6	»	»	22	368	121	87	45	[illegible]
POISSY	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	3	233	161	108	61	[illegible]
RIOM	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32	16	12	5	4	69	30	32	17	6	[illegible]
CASABIANDA	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	53	26	4	»	»	83	148	80	37	18	[illegible]
CASTELLUCCIO	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	3	»	»	»	16	27	5	»	»	[illegible]
CHIAVARI	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	61	40	18	11	»	130	93	68	21	2	[illegible]
Totaux	»	»	1	»	»	1	2	2	4	4	1	13	»	»	»	»	»	»	600	216	98	48	39	1,001	2,322	1,110	712	418	[illegible]

ÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…s antérieures entraînant la peine de la récidive. — Nombre des individus, non léga-…us en avaient été renfermés comme jeunes détenus dans des colonies ou quartiers …re 1875.

…UX HOMMES.

NOMBRE DES CONDAMNÉS …, SANS SE TROUVER PLACÉS SOUS L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 56, 57 ET 58 DU CODE PÉNAL CONCERNANT LA RÉCIDIVE,

NOMBRE DES CONDAMNÉS RÉCIDIVISTES OU NON RÉCIDIVISTES SOUMIS A LA SURVEILLANCE (art. 44 du Code pénal) à l'expiration de la peine qu'ils subissent.

…	ont subi antérieurement des condamnations d'un an et au-dessous. Travaux forcés. Une.	Travaux forcés. Deux.	Travaux forcés. Trois et plus.	Détention. Une.	Détention. Deux.	Détention. Trois et plus.	Reclusion. Une.	Reclusion. Deux.	Reclusion. Trois et plus.	Emprisonnement. Une.	Emprisonnement. Deux.	Emprisonnement. Trois et plus.	TOTAL.	ont été détenus dans des colonies ou quartiers d'éducation correctionnelle. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement avec surveillance infligée antérieurement à la peine qu'ils subissent	Emprisonnement avec surveillance infligée par suite du dernier jugement.	TOTAL.
…	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59
»	»	»	»	»	»	»	9	3	14	36	27	111	200	»	»	»	»	15	15	»	»	60	87	80	227
»	2	1	1	»	»	»	100	58	88	10	13	34	307	»	»	»	18	5	23	9	»	455	15	26	505
»	3	2	2	»	»	»	91	43	90	57	25	95	408	»	»	»	14	15	29	10	»	320	63	82	475
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	217	121	278	618	»	»	»	»	38	38	»	3	4	334	391	732
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	72	67	165	304	»	»	»	»	13	13	»	»	»	37	104	141
»	»	»	»	»	»	»	57	27	19	205	79	159	546	»	»	»	7	26	33	»	»	221	186	215	622
»	2	2	1	»	»	»	72	36	53	227	148	401	942	»	»	»	14	66	80	18	»	350	168	195	731
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	89	64	116	271	»	»	»	»	6	6	»	»	12	156	139	307
»	»	»	»	»	»	»	24	19	38	178	118	401	778	»	»	»	4	39	43	»	»	127	153	171	451
»	»	»	»	»	»	»	144	54	76	»	»	»	274	»	»	»	31	»	31	1	»	896	2	»	899
»	»	1	»	»	»	»	9	11	4	146	168	93	432	»	»	»	3	29	32	1	»	106	143	172	422
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	102	77	71	250	»	»	»	»	49	49	»	»	3	216	208	427
»	»	»	»	»	»	»	24	79	53	37	56	39	288	»	»	»	7	16	23	»	»	189	67	38	294
»	»	»	»	»	»	»	79	19	22	56	57	65	298	»	»	»	13	31	44	»	»	193	66	152	411
»	»	»	»	»	»	»	41	11	12	126	51	36	277	»	»	»	18	28	46	»	»	134	4	32	170
»	»	»	»	»	»	»	75	38	23	90	75	60	361	»	»	»	18	13	31	»	»	360	57	119	536
»	7	6	4	2	»	»	725	400	492	1,648	1,146	2,124	6,554	»	»	»	147	389	536	39	3	3,430	1,754	2,124	7,350

ÉTABLISSEMENTS A[…]

ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS À LA DÉPORTATION						CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS						CONDAMNÉS. À LA DÉTENTION						CONDAMNÉS À LA RÉCLUSION						CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT				
	ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.					TXTAL.	ayant subi des condamnations antérieuures entraînant la peine de la récidive.					TOTAL.	ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.					TOTAL.	ayant subi des condamnations antérieures entraînant la peine de la récidive.					TOTAL.	ayant subi des condamnatioas. antérieures entraînant la peine de la récidive.				
	Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	plus de quatre.		Une	Deux.	Trois.	Quatre.	plus de quatre.		Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	plus de quatre.		Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	plus de quatre		Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	plus de quatre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.																													
BELLE-ISLE	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	7	4	2	»	36	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
THOUARS	3	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	57	12	9	»	»	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
LANDERNEAU	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	2	»	»	»
Totaux	3	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	80	19	13	2	»	114	»	»	»	»	»	»	10	2	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS A[…]

AUBERIVE	»	»	»	»	»	»	12	2	2	»	»	16	»	»	»	»	»	»	4	»	»	1	»	4	58	25	11	4	4
CADILLAC	»	»	»	»	»	»	5	3	2	»	»	10	»	»	»	»	»	»	3	2	»	»	»	5	18	16	5	1	7
CLERMONT	»	»	»	»	»	»	10	4	5	2	6	27	»	»	»	»	»	»	11	9	5	— 6	2	32	74	37	22	11	19
DOULLENS	»	»	»	»	»	»	6	3	3	»	»	12	»	»	»	»	»	»	4	5	3	=	»	13	57	23	9	8	[illegible]
MONTPELLIER	»	»	»	»	»	»	8	1	1	»	1	11	»	»	»	»	»	»	4	3	1		»	8	33	9	8	4	4
RENNES	»	»	»	»	»	»	19	8	9	2	»	38	»	»	»	»	»	»	2	2	1	»	»	5	72	41	16	13	29
Totaux	»	»	»	»	»	»	60	21	22	4	7	114	»	»	»	»	»	»	28	21	10		2	67	307	151	71	41	71

AUX HOMMES.

NOMBRE DES CONDAMNÉS ... SANS SE TROUVER PLACÉS SOUS L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 56, 57 ET 58 DU CODE PÉNAL CONCERNANT LA RÉCIDIVE, ont subi antérieurement des condamnations d'un an et au-dessous. — ont été détenus dans des colonies ou quartiers d'éducation correctionnelle.

NOMBRE DES CONDAMNÉS, RÉCIDIVISTES OU NON RÉCIDIVISTES SOUMIS A LA SURVEILLANCE, (art. 44 du Code pénal) à l'expiration de la peine qu'ils subissent.

... Trois et plus.	Travaux forcés. Une.	Deux.	Trois et plus.	Détention. Une.	Deux.	Trois et plus.	Reclusion. Une.	Deux.	Trois et plus.	Emprisonnement. Une.	Deux.	Trois et plus.	TOTAL.	Colonies: Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	TOTAL.	Surveillance: Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement avec surveillance infligée antérieurement à la peine qu'ils subissent.	par suite du dernier jugement.	TOTAL.
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59
»	»	»	»	76	31	52	»	»	»	»	»	»	159	»	»	3	»	»	3	»	576	»	»	»	576
»	»	»	»	47	39	42	»	»	»	»	»	»	130	»	»	9	»	»	9	»	605	»	»	»	605
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	6	7	44	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	51	51
»	»	»	»	123	70	94	»	»	»	31	6	7	333	»	»	12	»	1	13	»	1,181	»	»	51	1,232

AUX FEMMES.

34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59
»	17	3	5	»	»	»	15	5	3	40	22	30	149	»	1	»	1	6	8	139	»	55	14	51	259
»	16	8	2	»	»	»	9	5	3	34	17	26	117	»	»	»	»	3	3	197	»	28	7	19	251
»	17	2	7	»	»	»	14	7	4	77	38	76	242	»	3	»	1	12	16	225	»	91	52	56	424
»	8	7	2	»	»	»	8	5	4	51	33	71	189	»	4	»	3	6	13	106	»	40	62	15	223
»	9	4	1	»	»	»	4	1	2	43	13	33	110	»	»	»	»	3	3	153	»	31	14	25	223
»	17	2	9	»	»	»	10	5	6	75	31	88	243	»	»	»	»	»	»	266	»	59	27	71	423
»	84	26	26	»	»	»	60	28	22	396	154	324	1,050	»	8	»	5	30	43	1,086	»	304	176	237	1,803

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTE

TABLEAU N° XI. — RÉPARTITION de la population par catégorie au 31 leur travail, selon la catégorie péna

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉ

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	CONDAMN… 1 DIXIÈME. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	2 DIXIÈMES. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	3 DIXIÈMES. Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																
Albertville	Reclusion	»	»	»	5	»	»	»	»	4	»	»	»	»	9	
	Emprisonnement	»	»	»	»	13	»	»	»	»	28	»	»	»	»	[illegible]
Aniane	Travaux forcés	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	6	»	»	
	Reclusion	»	»	»	13	»	»	»	»	21	»	»	»	»	62	
	Emprisonnement	»	»	»	»	4	»	»	»	»	3	»	»	»	»	
Beaulieu	Travaux forcés	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	
	Reclusion	»	»	»	5	»	»	»	»	28	»	»	»	»	77	
	Emprisonnement	»	»	»	»	6	»	»	»	»	19	»	»	»	»	[illegible]
Clairvaux	Déportation	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	
	Emprisonnement	»	»	»	»	177	»	»	»	»	129	»	»	»	»	[illegible]
Embrun	Emprisonnement	»	»	»	»	16	»	»	»	»	27	»	»	»	»	[illegible]
Eysses	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Reclusion	»	»	»	9	»	»	»	»	13	»	»	»	»	27	
	Emprisonnement	»	»	»	»	29	»	»	»	»	54	»	»	»	»	[illegible]
Fontevrault	Travaux forcés	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	13	»	»	
	Reclusion	»	»	»	8	»	»	»	»	15	»	»	»	»	47	
	Emprisonnement	»	»	»	»	83	»	»	»	»	64	»	»	»	»	[illegible]
Gaillon	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	
	Emprisonnement	»	»	»	»	46	»	»	»	»	70	»	»	»	»	[illegible]
Loos	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Reclusion	»	»	»	13	»	»	»	»	18	»	»	»	»	19	
	Emprisonnement	»	»	»	»	71	»	»	»	»	77	»	»	»	»	[illegible]
Melun	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
	Reclusion	»	»	»	18	»	»	»	»	36	»	»	»	»	130	
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Nimes	Travaux forcés	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Reclusion	»	»	»	3	»	»	»	»	7	»	»	»	»	16	
	Emprisonnement	»	»	»	»	50	»	»	»	»	87	»	»	»	»	[illegible]
Poissy	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Emprisonnement	»	»	»	»	43	»	»	»	»	37	»	»	»	»	[illegible]

…TION, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…mbre 1875, d'après les parts attribuées aux condamnés sur le produit d… laquelle ils appartiennent.

…UX HOMMES.

…CEVANT															TOTAL PAR CATÉGORIE.					TOTAUX par établissement.
4 DIXIÈMES.					5 DIXIÈMES.					6 DIXIÈMES.										
Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
»	»	»	41	»	»	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	70	»	471
»	»	»	»	57	»	»	»	»	277	»	»	»	»	1	»	»	»	»	401	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	»	»	
»	»	»	384	»	»	»	»	54	»	»	»	»	»	»	»	»	»	534	»	649
»	»	»	»	13	»	»	»	»	79	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	
»	»	»	352	»	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	471	»	774
»	»	»	»	57	»	»	»	»	166	»	»	»	»	»	»	»	»	»	293	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	2,044
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	
»	»	»	»	358	»	»	»	»	1197	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2,036	
»	»	»	»	80	»	»	»	»	284	»	»	»	»	»	»	»	»	»	451	451
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	168	»	»	»	»	31	»	»	»	»	»	»	»	»	»	248	»	1,171
»	»	»	»	185	»	»	»	»	578	»	»	»	»	»	»	»	»	»	923	
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	»	»	»	
»	»	»	266	»	»	»	»	57	»	»	»	»	»	»	»	»	»	393	»	1,751
»	»	»	»	199	»	»	»	»	879	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,340	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	3	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	1,006
»	»	»	»	157	»	»	»	»	642	»	»	»	»	»	»	»	»	»	994	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	89	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	139	»	1,325
»	»	»	»	218	»	»	»	»	715	»	»	»	»	4	»	»	»	»	1,186	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	
»	»	»	825	»	»	»	»	41	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,050	»	1,053
»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	
»	»	»	72	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	»	1,24
»	»	»	»	368	»	»	»	»	507	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,133	
»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	1,12
»	»	»	»	154	»	»	»	»	779	»	»	»	»	12	»	»	»	»	1,125	

ÉTABLISSEMENTS AFFECT

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES	CONDAM													
		1 DIXIÈME.					2 DIXIÈMES					3 DIXIÈMES.			
		Déportation.	Travaux forcés.	Détention	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
RIOM	Reclusion	»	»	»	11	»	»	»	»	25	»	»	»	»	45
	Emprisonnement	»	»	»	»	21	»	»	»	»	14	»	»	»	»
CASABIANDA	Reclusion	»	»	»	5	»	»	»	»	18	»	»	»	»	33
	Emprisonnement	»	»	»	»	16	»	»	»	»	47	»	»	»	»
CASTELLUCCIO	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13
	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CHIAVARI	Reclusion	»	»	»	1	»	»	»	»	28	»	»	»	»	53
	Emprisonnement	»	»	»	»	2	»	»	»	»	44	»	»	»	»
TOTAUX		1	8	»	91	577	»	2	»	214	700	»	26	»	533
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.															
BELLE-ISLE	Détention	»	»	1	»	»	»	»	5	»	»	»	»	7	»
THOUARS	Déportation	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Détention	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
LANDERNEAU	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX		»	»	1	»	»	»	»	5	»	»	»	»	8	»

…X HOMMES.

…ANT														TOTAL PAR CATÉGORIE.					TOTAUX par ÉTABLISSEMENT.
4 dixièmes.				5 dixièmes.					6 dixièmes.										
Travaux forcés…	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
»	»	301	»	»	»	»	24	»	»	»	»	»	»	»	»	»	407	»	722
»	»	»	35	»	»	»	»	214	»	»	»	»	»	»	»	»	»	315	
»	»	135	»	»	»	»	23	»	»	»	»	»	»	»	»	»	211	»	910
»	»	»	255	»	»	»	»	287	»	»	»	»	»	»	»	»	»	699	
»	»	134	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	147	»	484
»	»	»	27	»	»	»	»	304	»	»	»	»	2	»	»	»	»	337	
»	»	269	»	»	»	»	36	»	»	»	»	»	»	»	»	»	387	»	942
»	»	»	127	»	»	»	»	311	»	»	»	»	»	»	»	»	»	555	
1	»	3,044	2,290	»	2	3	300	7,221	»	»	»	»	19	1	39	3	4,182	11,896	16,121
»	20	»	»	»	»	510	»	»	»	»	34	»	»	»	»	577	»	»	577
»	»	»	»	24	»	»	»	»	»	»	»	»	»	24	»	»	»	»	651
»	12	»	»	»	»	614	»	»	»	»	»	»	»	»	»	627	»	»	
»	»	»	8	»	»	»	»	381	»	»	»	»	»	»	»	»	»	391	391
»	32	»	8	24	»	1,124	»	381	»	»	34	»	»	24	»	1,204	»	391	1,619

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	CON												
		1 DIXIÈME					2 DIXIÈMES.					3 DIXIÈMES.		
		Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
AUBERIVE	Travaux forcés	»	4	»	»	»	»	4	»	»	»	»	136	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	3	»	»	»	»	14	»	»	»
CADILLAC	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	185	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	5	»	»	»	»	6	»	»	»
CLERMONT	Travaux forcés	»	3	»	»	»	»	5	»	»	»	»	203	»
	Reclusion	»	»	»	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	24	»	»	»	»	28	»	»	»
DOULLENS	Travaux forcés	»	1	»	»	»	»	5	»	»	»	»	89	»
	Reclusion	»	»	»	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	11	»	»	»	»	28	»	»	»
MONTPELLIER	Travaux forcés	»	2	»	»	»	»	3	»	»	»	»	179	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	9	»	»	»	»	9	»	»	»
RENNES	Travaux forcés	»	10	»	»	»	»	19	»	»	»	»	192	»
	Reclusion	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»	27	»	»	»	»	30	»	»	»
TOTAUX		»	20	»	3	79	»	37	»	8	115	»	984	»

MES.

	…			5 DIXIÈMES.					6 DIXIÈMES.					TOTAL PAR CATÉGORIE.					TOTAL
Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	Déportation.	Travaux forcés.	Détention.	Reclusion.	Emprisonnement.	par établissement
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	184	»	»	»	
»	59	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	»	58
»	»	50	»	»	»	»	241	»	»	»	»	2	»	»	»	»	337	
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	203	»	»	»	
»	33	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	38	»	43
»	»	18	»	»	»	»	157	»	»	»	»	»	»	»	»	»	196	
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	225	»	»	»	
»	71	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	91	»	86
»	»	92	»	»	»	»	381	»	»	»	»	»	»	»	»	»	551	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	119	»	»	»	
»	37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	47	»	51
»	»	51	»	»	»	»	239	»	»	»	»	»	»	»	»	»	351	
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	211	»	»	»	
»	42	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	49	»	54
»	»	35	»	»	»	»	216	»	»	»	»	1	»	»	»	»	281	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	266	»	»	»	
»	49	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	59	»	70
»	»	61	»	»	»	»	220	»	»	»	»	»	»	»	»	»	380	
»	291	307	»	4	»	9	1,454	»	»	»	»	3	»	1,208	»	352	2,096	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉT

TABLEAU N° XII. — RÉPARTITION de la population, par

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTAT, AU MOMENT DE LEUR ENTRÉE

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire
1	2	3	4	5
Maisons centrales de force et de correction et pénitenciers agricoles.				
ALBERTVILLE	Reclusion	30	7	29
	Emprisonnement	132	29	231
ANIANE	Travaux forcés	4	1	4
	Reclusion	238	12	116
	Emprisonnement	33	5	36
BEAULIEU	Travaux forcés	3	2	3
	Reclusion	118	63	182
	Emprisonnement	57	40	124
CLAIRVAUX	Déportation	»	»	»
	Détention	»	»	»
	Reclusion	»	»	4
	Emprisonnement	492	30	1,272
EMBRUN	Emprisonnement	149	45	186
EYSSES	Reclusion	61	47	64
	Emprisonnement	229	246	179
FONTEVRAULT	Travaux forcés	6	4	7
	Reclusion	138	97	85
	Emprisonnement	658	216	295
GAILLON	Reclusion	4	1	»
	Emprisonnement	325	168	284
LOOS	Reclusion	23	42	33
	Emprisonnement	468	321	265
MELUN	Travaux forcés	»	»	1
	Reclusion	252	100	446
	Emprisonnement	»	»	2
NIMES	Travaux forcés	1	»	»
	Reclusion	65	8	11
	Emprisonnement	517	196	170
POISSY	Reclusion	»	»	2
	Emprisonnement	113	39	74
RIOM	Reclusion	175	32	102
	Emprisonnement	140	47	72
CASABIANDA (Pénitencier agricole)	Reclusion	73	34	92
	Emprisonnement	221	243	203
CASTELLUCCIO (d°)	Reclusion	32	21	22
	Emprisonnement	73	33	63
CHIAVARI (d°)	Reclusion	118	52	122
	Emprisonnement	157	69	189
TOTAUX		5,105	2,250	4,970

…ON, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…rie, au 31 décembre 1875, sous le rapport de l'instruction.

…S AUX HOMMES.

…ABLISSEMENT, DES DÉTENUS …embre 1875.			ÉTAT DES DÉTENUS AU 31 DÉCEMBRE 1875.						
…sédant …struction …imaire …plète.	Ayant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	Totaux.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Possédant l'instruction primaire complète.	Ayant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	Totaux
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1	1	70	18	13	32	5	1	1	70
4	»	401	82	53	247	15	4	»	401
»	»	9	2	4	3	»	»	»	9
65	7	534	206	26	124	104	67	7	534
11	2	106	3	9	48	31	13	2	106
»	»	10	3	2	3	2	»	»	10
23	11	471	93	57	206	81	23	11	471
9	6	293	44	39	131	64	9	6	293
»	1	1	»	»	»	»	»	1	1
2	1	3	»	»	»	»	2	1	3
»	»	4	»	»	4	»	»	»	4
46	18	2,036	400	56	1,235	187	140	18	2,036
11	4	451	125	49	198	64	11	4	451
25	5	248	46	63	48	51	30	10	248
46	17	923	105	195	205	317	77	24	923
»	»	18	6	4	7	1	»	»	18
14	»	393	84	77	118	85	29	»	393
12	»	1,340	301	296	423	257	63	»	1,340
1	1	12	3	»	2	4	2	1	12
44	4	994	147	87	360	277	119	4	994
3	1	139	22	43	34	36	3	1	139
23	6	1,186	386	374	286	111	23	6	1,186
»	»	1	»	»	1	»	»	»	1
59	43	1,050	231	72	478	178	48	43	1,050
»	»	2	»	»	2	»	»	»	2
»	»	1	1	»	»	»	»	»	1
7	2	106	13	26	37	18	10	2	106
37	29	1,133	457	214	206	186	41	29	1,133
»	»	3	»	»	2	1	»	»	3
349	86	1,125	64	14	52	540	369	86	1,125
17	17	407	128	47	124	71	20	17	407
16	10	315	94	59	91	43	18	10	315
7	»	211	39	51	67	47	7	»	211
12	»	699	118	197	303	69	12	»	699
3	»	147	3	23	31	80	10	»	147
13	»	337	9	69	77	165	17	»	337
10	9	387	43	58	154	111	12	9	387
26	6	555	88	91	199	142	29	6	555
898	287	16,121	3,364	2,368	5,538	3,343	1,209	299	16,121

ÉTABLISSEMENTS AFF[…]

ÉTABLISSEMENTS. 1	CATÉGORIES PÉNALES. 2	ÉTAT AU MOMENT DE LEUR ENTRÉ[E…] Illettrés. 3	Sachant lire. 4	Sachant lire et écrire. 5	Sachant lire, écri[re] et calcul[…] 6
Maisons de détention et maison centrale de correction spéciale aux condamnés pour faits insurrectionnels.					
BELLE-ISLE	Détention	139	48	109	[illegible]
THOUARS	Déportation	6	3	7	
	Détention	130	61	165	[illegible]
LANDERNEAU	Emprisonnement	34	65	121	[illegible]
Totaux		309	177	402	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AF[…]

ÉTABLISSEMENTS. 1	CATÉGORIES PÉNALES. 2	Illettrés. 3	Sachant lire. 4	Sachant lire et écrire. 5	Sachant lire, écri[re] et calcul[…] 6
FRANCE					
AUBERIVE	Travaux forcés	78	20	22	[illegible]
	Reclusion	28	5	21	
	Emprisonnement	141	29	63	[illegible]
CADILLAC	Travaux forcés	148	20	20	[illegible]
	Reclusion	15	12	7	[illegible]
	Emprisonnement	112	48	20	
CLERMONT	Travaux forcés	96	29	69	[illegible]
	Reclusion	41	6	37	[illegible]
	Emprisonnement	227	46	190	
DOULLENS	Travaux forcés	41	25	44	
	Reclusion	15	7	19	
	Emprisonnement	159	27	140	[illegible]
MONTPELLIER	Travaux forcés	135	36	38	
	Reclusion	25	15	8	
	Emprisonnement	127	95	58	
RENNES	Travaux forcés	132	72	35	[illegible]
	Reclusion	18	14	16	[illegible]
	Emprisonnement	135	121	73	[illegible]
TOTAUX		1,673	627	880	[illegible]

S AUX HOMMES.

…BLISSEMENT, DES DÉTENUS … 1875.			ÉTAT DES DÉTENUS AU 31 DÉCEMBRE 1875.						
…ssédant …struction …rimaire …plète.	Ayant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	Totaux.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Possédant l'instruction primaire complète.	Ayant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	Totaux.
7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
[illegible]	8	577	19	29	178	200	143	8	577
[illegible]	2	24	6	2	7	6	1	2	24
[illegible]	7	627	115	77	151	215	58	11	627
[illegible]	17	391	23	33	109	125	71	30	391
[illegible]	34	1,619	163	141	445	546	273	51	1,619

S AUX FEMMES.

7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
22	7	184	64	27	29	29	28	7	184
3	3	68	21	8	25	6	5	3	68
12	8	337	105	34	87	88	15	8	337
[illegible]	»	203	140	25	23	15	»	»	203
[illegible]	»	38	6	15	10	7	»	»	38
[illegible]	»	196	98	56	23	19	»	»	196
2	»	225	46	43	72	38	26	»	225
[illegible]	»	91	26	7	39	16	3	»	91
1	»	551	170	79	199	81	22	»	551
[illegible]	»	119	29	38	45	7	»	»	119
3	»	47	12	11	19	3	2	»	47
4	»	351	150	21	152	23	5	»	351
[illegible]	»	211	97	63	41	7	3	»	211
[illegible]	1	49	21	15	8	2	2	1	49
[illegible]	1	281	78	125	68	5	4	1	281
6	»	266	80	83	61	32	10	»	266
1	»	59	9	15	22	12	1	»	59
1	1	380	111	125	82	55	6	1	380
55	21	3,656	1,263	790	1,005	445	132	21	3,656

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉT

Tableau N° XIII. — MOUVEMENT de l'École et résult

Cours spécia

ÉTABLISSEMENTS AFF

MOUVEMEN

ÉTABLISSEMENTS.	PRÉSENTS A L'ÉCOLE au 31 décembre 1874.				ADMIS A L'ÉCOLE pendant l'année 1875.				TOTAUX des colonnes 2 à 9.	SORTIS DE L'ÉCOLE pendant l'année 1875				
	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Recevant le complément de l'instruction primaire.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.		Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Possédant une instruction primaire complète.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.														
Albertville	7	6	47	38	42	19	10	17	186	2	16	9	38	27
Aniane	23	15	62	78	49	47	10	6	290	8	34	85	73	[illegible]
Beaulieu	4	6	30	45	37	26	19	6	173	»	16	29	21	[illegible]
Clairvaux	15	33	68	223	72	78	73	46	608	15	51	82	164	[illegible]
Embrun	»	»	»	»	53	32	38	26	149	»	»	10	8	[illegible]
Eysses	13	60	47	7	201	87	6	»	421	15	72	79	73	[illegible]
Fontevrault	8	17	126	205	243	241	107	»	937	»	6	198	235	[illegible]
Gaillon	15	29	50	54	53	76	31	24	342	3	21	56	81	54
Loos	2	46	66	53	83	72	51	14	387	1	9	29	119	[illegible]
Melun	8	13	46	62	29	25	28	»	211	1	22	20	20	33
Nîmes	16	33	142	24	141	56	55	49	516	24	83	55	67	18
Poissy	1	17	31	138	81	22	70	30	390	2	23	24	107	53
Riom	13	25	39	79	67	50	7	2	282	3	15	49	51	24
Casabianda	»	»	»	»	275	78	60	19	432	76	9	40	3	[illegible]
Castelluccio	109	53	85	253	64	30	16	11	621	24	36	46	18	13
Chiavari	17	57	77	36	95	39	56	20	397	15	31	25	105	19
Totaux	251	420	916	1,295	1,575	978	637	270	6,342	189	444	836	1,185	506

ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

enseignement pendant l'année 1875.

ibliothèques.

AUX HOMMES.

E. — RÉSULTATS DE L'ENSEIGNEMENT.																	NOMBRE D'INDIVIDUS ayant suivi des cours spéciaux		BIBLIOTHÈQUES.	
À L'ÉCOLE décembre 1875.			RÉSULTAT DE L'ENSEIGNEMENT PENDANT L'ANNÉE 1875.																	
			ILLETTRÉS				SACHANT LIRE.			SACHANT LIRE ET ÉCRIRE.			SACHANT LIRE, écrire, calculer.							
			AYANT APPRIS				AYANT APPRIS													
Sachant lire et écrire.	Recevant le complément de l'instruction primaire.	TOTAUX des colonnes 17 à 20.	à lire.	à lire et à écrire.	à lire, écrire et calculer.	Demeurés illettrés.	à écrire.	à écrire et à calculer.	N'ayant fait aucun progrès.	Ayant appris à calculer.	Ayant reçu le complément de l'instruction primaire.	N'ayant fait aucun progrès.	Ayant reçu le complément de l'instruction primaire.	N'ayant fait aucun progrès.	TOTAUX.	de dessin.	de musique.	NOMBRE de volumes existant dans la bibliothèque.	NOMBRE de mises en lecture.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
46	37	94	18	20	3	8	10	12	3	23	9	25	31	24	186	»	46	394	2,364
32	27	84	40	21	3	8	36	7	19	12	»	60	52	32	290	»	»	862	6,984
11	59	98	20	6	»	15	16	7	9	27	4	18	17	34	173	»	»	1,238	33,800
43	153	252	49	8	»	30	50	18	43	51	23	67	93	176	608	»	35	1,741	15,125
26	57	128	15	12	»	26	22	6	4	26	10	2	18	8	149	»	14	1,206	5,400
30	3	89	102	65	24	23	36	93	18	35	10	8	7	»	421	»	84	1,305	15,226
147	284	460	19	172	43	7	165	84	9	158	67	8	147	58	937	»	»	732	7,670
43	56	127	28	17	4	19	75	35	5	39	35	7	75	3	342	»	58	1,775	27,175
72	51	169	54	21	8	2	80	38	»	8[illegible]	29	»	67	»	387	»	»	1,195	10,527
40	50	115	14	6	1	16	15	5	18	33	2	33	62	»	211	»	63	2,511	15,805
176	31	269	55	42	15	45	13	7	69	16	5	176	29	44	516	»	»	665	13,104
40	133	179	27	40	11	4	24	15	»	78	23	»	168	»	3[illegible]0	»	»	3,177	41,160
67	50	130	21	49	2	8	66	7	2	30	15	1	81	»	282	25	54	1,030	6,448
39	81	304	171	8	»	96	59	17	2	48	»	12	»	19	432	»	»	599	4,792
108	313	484	59	76	2	36	35	20	28	37	21	43	51	213	621	»	»	500	3,250
54	77	202	56	10	8	38	38	35	23	67	35	31	32	24	397	»	»	963	9,235
974	1,462	3,184	748	573	124	381	740	406	252	768	288	497	930	635	6,342	25	354	19,893	218,065

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	MOUVEME													
	PRÉSENTS A L'ÉCOLE au 31 décembre 1874.				ADMIS A L'ÉCOLE pendant l'année 1875					SORTIS DE L'ÉCOLE pendant l'année 1875.				
	Illettrés	Sachant lire	Sachant lire et écrire.	Recevant le complément de l'instruction primaire.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire	Sachant lire, écrire et calculer.	TOTAUX des colonnes 2 à 9.	Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Possédant une instruction primaire complète.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Maisons de détention et maisons centrales spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.														
BELLE-ISLE	11	6	14	143	38	6	54	40	312	»	1	3	27	103
THOUARS	9	15	18	146	22	58	36	3	307	»	14	32	43	»
EMBRUN	2	4	3	103	»	»	»	»	112	1	2	2	89	18
LANDERNEAU	4	3	33	64	13	56	39	16	228	2	4	42	54	[illegible]
Totaux	26	28	68	456	73	120	129	59	959	3	21	79	213	143

ÉTABLISSEMENTS AF

AUBERIVE	1	22	28	21	15	14	20	2	123	1	4	10	11	10
CADILLAC	»	23	34	»	17	15	»	»	89	»	8	15	12	»
CLERMONT	11	58	47	49	47	27	12	»	251	»	16	9	24	18
DOULLENS	2	23	25	30	25	12	7	2	126	2	2	4	20	18
MONTPELLIER	15	50	44	»	36	19	11	8	183	14	12	13	3	[illegible]
RENNES	2	14	22	47	16	23	12	6	142	3	7	6	14	[illegible]
TOTAUX	31	190	200	147	156	110	62	18	914	20	49	57	84	33

AUX HOMMES.

– RÉSULTATS DE L'ENSEIGNEMENT.

À L'ÉCOLE 31 décembre 1875. Sachant lire	À L'ÉCOLE 31 décembre 1875. Sachant lire et écrire.	À L'ÉCOLE 31 décembre 1875. Recevant le complément de l'instruction primaire.	À L'ÉCOLE 31 décembre 1875. TOTAUX des colonnes	RÉSULTATS DE L'ENSEIGNEMENT PENDANT L'ANNÉE 1875. ILLETTRÉS. AYANT APPRIS à lire.	ILLETTRÉS. AYANT APPRIS à lire et à écrire.	ILLETTRÉS. AYANT APPRIS à lire, écrire et calculer.	ILLETTRÉS. Demeurés illettrés.	SACHANT LIRE. AYANT APPRIS à écrire.	SACHANT LIRE. AYANT APPRIS à écrire à calculer.	SACHANT LIRE. N'ayant fait aucun progrès.	SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. Ayant appris à calculer.	SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. Ayant reçu le complément de l'instruction primaire.	SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. N'ayant fait aucun progrès.	SACHANT LIRE, écrire, calculer. Ayant reçu le complément de l'instruction primaire.	SACHANT LIRE, écrire, calculer. N'ayant fait aucun progrès.	TOTAUX.	NOMBRE d'individus ayant suivi des cours spéciaux de dessin.	NOMBRE d'individus ayant suivi des cours spéciaux de musique.	BIBLIOTHÈQUES. NOMBRE de volumes existant dans la bibliothèque.	BIBLIOTHÈQUES. NOMBRE de mises en lecture.
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
29	54	95	178	26	23	»	»	8	»	4	18	24	26	127	56	312	»	58	830	24,450
13	59	139	218	15	9	»	7	56	5	12	19	9	26	149	»	307	»	98	1,119	13,408
»	»	»	»	1	»	»	1	2	1	1	3	»	»	18	85	112	»	»	1,206	3,680
19	30	55	104	8	6	1	2	11	33	15	7	10	55	64	16	228	»	»	624	11,543
61	143	289	500	50	38	1	10	77	39	32	47	43	107	358	157	959	»	156	3,779	53,076

AUX FEMMES.

18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
27	27	33	87	7	5	3	1	8	4	24	12	12	24	23	»	123	»	»	561	5,660
24	30	»	54	10	7	»	»	13	3	22	9	»	25	»	»	89	»	»	290	580
68	51	59	184	49	3	»	6	48	2	35	48	2	9	39	10	251	»	»	550	2,644
23	28	22	80	15	4	1	7	21	2	12	25	»	7	19	13	126	»	»	224	670
57	50	15	139	12	5	3	31	8	4	57	3	2	50	8	»	183	»	»	490	1,038
16	23	62	105	8	1	2	7	15	7	15	12	9	13	42	11	142	»	»	214	5,778
217	209	191	649	101	25	9	52	113	22	165	109	25	128	131	34	914	»	»	2,329	16,370

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉ

Tableau N° XIV. — RENSEIGNEMENTS relatifs aux grâces, commutati

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	REMISE entière du restant de la peine.	COMM De la déportation en détention ou en emprisonnement.	Des travaux forcés en reclusion	De la détention en emprisonnement
1	2	3	4	5	6
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.					
ALBERTVILLE	Reclusion	»	»	»	»
	Emprisonnement	4	»	»	»
ANIANE	Travaux forcés	»	»	1	»
	Reclusion	7	»	»	»
	Emprisonnement	12	»	»	»
BEAULIEU	Travaux forcés	»	»	1	»
	Reclusion	1	»	»	»
	Emprisonnement	17	»	»	»
CLAIRVAUX	Détention	8	»	»	»
	Reclusion	1	»	»	»
	Emprisonnement	26	»	»	»
EMBRUN	Emprisonnement	»	»	»	»
EYSSES	Reclusion	8	»	»	»
	Emprisonnement	23	»	»	»
FONTEVRAULT	Travaux forcés	»	»	»	»
	Reclusion	6	»	»	»
	Emprisonnement	15	»	»	»
GAILLON	Reclusion	1	»	»	»
	Emprisonnement	11	»	»	»
LOOS	Reclusion	1	»	»	»
	Emprisonnement	15	»	»	»
MELUN	Reclusion	19	»	»	»
	Emprisonnement	»	»	»	»
NÎMES	Détention	»	»	»	»
	Reclusion	6	»	1	»
	Emprisonnement	13	»	»	»
POISSY	Emprisonnement	39	»	»	»
RIOM	Reclusion	4	»	»	»
	Emprisonnement	6	»	»	»
CASABIANDA	Reclusion	11	»	»	»
	Emprisonnement	8	»	»	»
CASTELLUCCIO	Reclusion	5	»	»	»
	Emprisonnement	5	»	»	»
CHIAVARI	Reclusion	10	»	»	»
	Emprisonnement	10	»	»	»
	TOTAUX	292	»	3	»

…ON, PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…peines et récompenses accordées à chaque catégorie de détenus.

…S AUX HOMMES.

RÉDUCTIONS SUR LA PEINE.					TOTAL DES REMISES, COMMUTATIONS ET RÉDUCTIONS DE PEINES.			RÉCOMPENSES.			NOMBRE des CONDAMNÉS récompensés.
De moins de 1 an.	De 1 an à 3 ans.	De plus de 3 ans et moins de 5 ans.	De 5 ans et plus.	TOTAUX.	Sur la proposition de l'administration.	Sur la demande des condamnés ou de leurs familles	TOTAUX.	Dixièmes supplémentaires.	Virements permanents	TOTAUX.	
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
»	4	»	»	4	4	»	4	10	»	10	10
7	3	»	»	10	9	5	14	14	»	14	14
»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»
6	24	»	»	30	27	13	40	»	»	»	»
7	6	1	»	14	18	8	26	»	»	»	»
»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»
»	2	»	»	2	4	»	4	12	»	12	12
32	7	»	»	39	40	16	56	28	»	28	28
2	8	3	8	21	3	26	29	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»
78	6	1	»	85	72	39	111	»	1	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7	5	»	»	12	10	10	20	12	»	12	12
31	9	»	»	40	48	15	63	6	1	7	7
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2	2
5	11	»	»	16	11	11	22	25	»	25	25
25	7	»	»	32	31	16	47	15	»	15	15
2	»	»	»	2	3	»	3	2	»	2	2
25	4	»	»	29	37	3	40	59	»	59	59
»	»	»	»	»	2	»	2	21	»	21	21
24	2	»	»	26	34	7	41	43	»	43	43
31	»	»	»	79	69	34	103	24	9	33	33
»	48	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	1	1	»	1	»	»	»	»
8	20	»	2	30	37	»	37	63	»	63	63
40	15	»	»	55	70	»	70	37	»	37	37
46	6	»	»	52	44	47	91	58	»	58	58
13	4	»	»	17	11	10	21	20	»	20	20
25	4	»	»	29	28	7	35	9	»	9	9
4	23	»	»	27	35	4	39	»	»	»	»
9	7	»	»	16	15	9	24	»	»	»	»
2	5	»	»	7	11	1	12	»	»	»	»
15	5	»	»	20	23	2	25	»	»	»	»
7	14	»	»	21	31	»	31	25	»	25	25
12	4	1	»	17	27	»	27	14	»	14	14
463	253	6	11	733	757	284	1,041	499	11	510	510

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	REMISE entière du restant de la peine.	CO		
			De la déportation en détention	Des travaux forcés en reclusion ou en emprisonnement.	De la détention en emprisonnement.
1	2	3	4	5	6
Maisons de détention et maisons centrales de correction, spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.					
BELLE-ISLE	Détention	55	»	»	2
THOUARS'	Déportation	3	17	»	»
	Détention	31	»	»	1
EMBRUN	Emprisonnement	13	»	»	»
LANDERNEAU	Emprisonnement	74	»	»	»
	Totaux	176	17	»	3

ÉTABLISSEMENTS A

AUBERIVE	Travaux forcés	1	»	»	»
	Reclusion	2	»	»	»
	Emprisonnement	7	»	2	»
CADILLAC	Travaux forcés	11	»	»	»
	Reclusion	2	»	»	»
	Emprisonnement	4	»	4	»
CLERMONT	Travaux forcés	3	»	»	»
	Reclusion	»	»	»	»
	Emprisonnement	10	»	»	»
DOULLENS	Travaux forcés	1	»	»	»
	Reclusion	1	»	»	»
	Emprisonnement	8	»	»	»
MONTPELLIER	Travaux forcés	4	»	2	»
	Reclusion	»	»	»	»
	Emprisonnement	5	»	»	»
RENNES	Travaux forcés	5	»	2	»
	Reclusion	2	»	»	»
	Emprisonnement	7	»	»	»
	TOTAUX	73	»	8	»

AUX HOMMES.

…	RÉDUCTIONS SUR LA PEINE.					TOTAL DES REMISES, COMMUTATIONS ET RÉDUCTIONS DE PEINES.			RÉCOMPENSES.			NOMBRE des CONDAMNÉS récompensés.
…L	De moins de 1 an.	De 1 an à 3 ans.	De plus de 3 ans et moins de 5 ans	De 5 ans et plus.	TOTAUX.	Sur la proposition de l'administration.	Sur la demande des condamnés ou de leurs familles	TOTAUX.	Dixièmes supplémentaires.	Virements permanents	TOTAUX.	
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
2	18	162	10	19	209	»	266	266	21	»	21	21
17	»	»	»	»	»	»	20	20	»	»	»	»
1	»	»	»	87	87	»	119	119	»	»	»	»
»	11	3	»	»	14	»	27	27	»	»	»	»
»	18	116	»	»	134	»	208	208	»	»	»	»
20	47	281	10	106	444	»	621	640	21	»	21	21

AUX FEMMES.

8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
»	3	6	»	3	12	11	2	13	10	»	10	10
1	2	2	»	»	4	5	2	7	1	»	1	1
»	11	»	»	»	11	16	2	18	9	»	9	9
2	2	12	3	6	23	19	17	36	»	»	»	»
»	»	4	»	»	4	5	1	6	»	»	»	»
»	5	4	»	»	9	8	5	13	»	»	»	»
4	9	10	»	»	19	17	9	26	4	»	4	4
»	5	2	»	»	7	7	»	7	»	»	»	»
»	15	1	»	»	16	20	6	26	6	»	6	6
»	2	4	»	»	6	7	»	7	7	»	7	7
»	»	1	»	»	1	2	»	2	»	»	»	»
»	10	2	»	»	12	18	2	20	20	»	20	20
»	2	7	1	1	11	14	3	17	20	»	20	20
»	1	3	»	»	4	4	»	4	4	»	4	4
2	6	2	»	»	8	12	1	13	4	»	4	4
»	»	»	»	»	»	3	2	5	34	»	34	34
»	»	»	»	»	»	2	»	2	2	»	2	2
»	9	17	»	»	26	26	7	33	4	»	4	4
9	82	77	4	10	173	196	59	255	125	»	125	125

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION

Tableau N° XV. — RENSEIG

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	PEINES PRONONCÉES par les tribunaux pendant la captivité. Mort.	Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement	Total des colonnes 3 à 6.	NATURE DES INFRACTIONS. Vols.	VOIES DE FAIT contre le personnel supérieur.	contre les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres.	envers d'autres détenus.	Rébellion. Mutinerie.	Actes d'immoralité.	Infractions au silence.	Refus de travail.	Négligence, paresse dans le travail.	Usage de tabac.	Jeux, trafic, possession illicite d'argent.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																	
ALBERTVILLE..	Reclusion	»	»	»	»	»	5	»	»	16	9	1	195	5	7	19	1
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	23	»	»	85	43	4	1,293	38	35	99	[illegible]
ANIANE......	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	22	»	1	»	»
	Reclusion.....	»	»	»	»	»	19	»	»	87	167	11	1,258	59	132	11	41
	Emprisonnem^t..	»	1	»	»	1	14	»	»	63	107	6	663	29	77	8	22
BEAULIEU.....	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	»	7	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	5	»	1	11	9	2	295	3	»	2	6
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	90	»	»	41	34	14	1,360	73	»	28	97
CLAIRVAUX...	Détention......	»	»	»	»	»	»	»	»	38	172	»	47	6	9	17	12
	Reclusion......	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	1	1	»	»	»	»
	Emprisonnem^t...	»	1	»	5	6	32	»	»	269	602	9	8,616	115	3,751	189	572
EMBRUN......	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	16	»	1	44	68	3	247	17	44	32	7
EYSSES.......	Reclusion.......	»	»	»	»	»	47	»	2	25	27	2	806	27	17	8	40
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	62	»	»	42	34	6	1,306	126	162	62	113
FONTEVRAULT.	Reclusion.......	»	»	»	»	»	21	»	»	4	»	6	696	31	61	2	41
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	93	»	»	51	13	37	1,929	183	567	23	22
GAILLON......	Reclusion.......	»	»	»	»	»	1	»	2	2	»	1	5	»	»	2	2
	Emprisonnem^t..	»	3	»	3	6	49	»	»	252	7	33	2,564	70	354	435	24
LOOS.........	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	37	»	3	18	1	1	204	3	21	36	23
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	353	»	5	206	1	7	1,562	68	167	196	156
MELUN.......	Reclusion.......	»	»	»	»	»	173	»	»	179	1,927	36	3,890	55	252	192	[illegible]
NIMES.	Travaux forcés.	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	20	»	2	14	4	4	304	2	12	54	42
	Emprisonnem^t .	»	1	»	2	3	126	»	»	251	13	32	3,041	80	117	275	198
POISSY.......	Reclusion.......	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Emprisonnem^t..	»	»	»	1	1	8	»	»	844	42	13	833	133	54	367	941
RIOM........	Reclusion......	»	»	»	»	»	10	»	»	27	8	9	203	10	27	95	44
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	19	»	»	71	17	28	698	22	89	259	110
CASABIANDA...	Reclusion.......	»	»	»	»	»	78	»	»	25	»	7	»	27	6	123	38
	Emprisonnem^t..	»	»	»	2	2	24	»	4	2	»	5	»	19	21	148	75
CASTELLUCCIO.	Reclusion......	»	»	»	»	»	40	»	6	104	102	6	212	32	92	160	88
	Emprisonnem^t..	»	»	»	4	4	114	»	3	100	190	8	410	64	210	370	180
CHIAVARI.....	Reclusion	»	»	»	»	»	15	»	1	40	8	11	20	41	98	46	56
	Emprisonnem^t..	»	»	»	»	»	10	»	30	28	12	4	30	45	84	29	82
	TOTAUX........	1	6	»	17	24	1,504	»	69	2,941	3,618	307	32,717	1,383	6,467	3,287	3,510

…ITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…TS sur l'état disciplinaire.

… AUX HOMMES.

…UNITIONS PRONONCÉES PAR LA JUSTICE DISCIPLINAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT.								Nombre des condamnés punis.	PUNITIONS RÉCIDIVÉES			Journées de cellule par punition disciplinaire.	Journées de salle de discipline.	Journées de cellule dans les quartiers d'isolement.	Journées de privations alimentaires.	ÉVASIONS.		
Cellule.	Salle de discipline.	Pain sec.	Autres privations alimentaires.	Réductions de dixièmes.	Autres punitions pécuniaires.	Autres punitions.	Total des colonnes 21 à 27.		2 punitions.	3 punitions.	4 punitions et plus.					Tentées.	CONSOMMÉES: Évadés repris pendant l'année.	CONSOMMÉES: Évadés non repris au 31 décembre.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
15	»	67	113	»	9	2	206	25	35	28	9	359	»	»	1,070	»	»	»
246	»	284	793	»	46	8	1,377	153	249	174	77	1,713	»	»	6,623	»	»	»
1	»	24	3	»	»	»	28	7	3	1	»	4	»	»	114	»	»	»
211	169	350	554	»	153	69	1,566	477	528	441	262	3,002	384	2,254	5,006	3	»	»
153	104	244	402	»	141	32	1,076	290	323	226	112	1,331	177	532	2,210	»	»	»
1	»	1	6	»	»	2	10	6	3	»	»	»	»	386	24	»	»	»
40	»	20	243	»	22	70	395	103	99	51	19	384	»	2,132	1,223	»	»	»
331	»	128	1,205	»	261	305	2,230	575	437	244	133	3,097	»	4,264	4,907	»	»	»
37	»	14	203	»	28	25	307	128	46	26	51	333	»	550	850	»	»	»
1	»	»	2	»	1	»	4	4	»	»	»	10	»	»	6	»	»	»
384	420	818	7,089	»	2,933	2,834	14,478	1,646	305	198	967	4,329	2,236	4,701	41,569	4	5	8
166	»	66	328	»	»	»	560	326	54	17	64	1,331	»	897	1,759	»	»	»
43	86	217	307	»	69	307	1,029	186	62	54	70	514	2,124	1,985	925	»	»	»
82	284	476	624	»	83	728	2,277	324	84	101	124	1,182	7,216	2,470	1,346	»	»	»
232	98	106	329	»	188	82	1,035	199	51	64	91	3,162	»	2,355	4,280	»	»	»
957	348	567	1,629	»	825	314	4,640	1,127	109	172	493	12,641	»	7,065	16,768	»	»	»
1	»	3	4	»	2	1	11	5	»	»	2	8	»	»	30	»	»	»
814	»	699	1,722	»	623	1,557	5,415	785	180	208	293	10,800	»	»	20,952	3	1	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	179	4,222	»	»	»
14	39	153	85	»	58	129	478	154	45	31	45	558	1,021	1,369	30,876	»	»	»
101	442	1,109	515	5	331	1,080	3,583	1,011	203	137	350	3,459	10,517	3,005	18,421	»	»	»
244	364	875	2,018	»	1,171	246	4,918	598	126	123	187	5,914	3,920	495	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	203	1,871	»	»	»
111	27	93	350	»	170	46	797	148	35	26	32	1,279	157	»	15,347	»	»	»
639	617	928	2,768	»	1,249	607	6,808	662	192	161	246	14,692	4,762	1,147	10	»	»	»
»	»	»	1	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
756	»	1,257	837	1	2,268	128	5,247	976	743	488	366	6,895	»	6,909	31,016	»	»	»
128	»	15	314	»	135	8	600	132	30	35	31	613	»	847	871	»	»	»
348	»	66	1,048	»	369	17	1,848	497	86	92	137	1,969	»	497	4,643	»	»	»
47	»	»	92	»	58	91	288	177	39	47	25	1,829	»	»	276	»	5	2
139	»	11	83	»	45	20	287	170	65	73	19	2,109	»	»	166	»	4	»
250	»	23	534	»	122	44	961	111	137	218	94	3,907	»	»	5,487	2	6	2
256	»	»	1,370	»	246	88	1,983	270	350	452	296	3,885	»	»	10,578	3	9	»
64	»	»	132	»	90	85	391	302	53	80	73	4.680	»	»	1,992	2	18	1
80	»	»	106	»	81	74	341	321	62	70	74	3,538	»	»	1,578	»	22	»
6,972	2,998	8,614	25,809	6	11,777	8,999	65,175	11,896	4,734	4,038	4,746	99,527	32,514	44,242	237,016	17	70	13

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	PEINES PRONONCÉES par les tribunaux pendant la captivité. Mort.	Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnements.	Total des colonnes 3 à 6.	NATURE DES INFRACTIONS. Vols.	VOIES DE FAIT contre le personnel supérieur.	contre les agents de surveillance ou les contre-maîtres libres.	envers d'autres détenus.	Rébellion. Mutinerie.	Actes d'immoralité.	Infractions au silence.	Refus de travail.	Négligence, paresse dans le travail.	Usage de tabac.	Jeux, trafic, possession illicite d'argent.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.																	
BELLE-ISLE...	Détention......	»	»	1	»	1	2	»	5	83	11	8	63	17	44	9	11
THOUARS.....	Déportation....	»	»	»	»	»	1	»	»	1	5	»	10	»	»	»	3
	Détention......	»	»	»	»	»	47	»	9	48	79	10	310	»	9	57	37
EMBRUN......	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	»	»	»	8	12	»	22	4	12	12	»
LANDERNEAU..	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	2	»	»	14	272	»	2,172	1	34	8	6
	TOTAUX.......	»	»	1	»	1	52	»	14	154	379	18	2,577	22	99	86	57

ÉTABLISSEMENTS AF

AUBERIVE	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	7	»	»	5	»	8	220	3	10	»	»
	Reclusion......	»	»	»	»	»	5	»	»	2	»	1	104	3	2	»	»
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	14	»	1	15	»	17	431	1	28	»	5
CADILLAC.....	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	1	51	3	10	»	»
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	18	»	»	»	»
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	2	»	»	7	»	4	197	9	14	»	»
CLERMONT....	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	3	»	»	1	3	8	37	4	»	»	»
	Reclusion......	»	»	»	»	»	»	»	»	1	4	6	44	6	1	»	»
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	6	»	»	14	21	14	645	18	11	»	[illegible]
DOULLENS....	Travaux forcés.	»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	117	3	7	»	1
	Reclusion.......	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	60	»	5	»	[illegible]
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	»	»	»	9	12	»	1,134	7	80	»	»
MONTPELLIER.	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	4	»	»	»	12	»	196	1	6	»	16
	Reclusion......	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	14	»	1	»	1
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	6	»	»	5	27	5	640	14	19	»	43
RENNES......	Travaux forcés..	»	»	»	»	»	2	»	»	4	»	»	83	6	3	»	»
	Reclusion......	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	24	2	1	»	»
	Emprisonnemt..	»	»	»	»	»	3	»	»	10	»	»	201	9	6	»	»
	TOTAUX..............	»	»	»	»	»	58	»	1	76	80	65	4,216	89	204	»	68

… AUX HOMMES.

Punitions prononcées par la justice disciplinaire de l'établissement. Cellule.	Salle de discipline.	Pain sec.	Autres privations alimentaires.	Réduction de dixièmes.	Autres punitions pécuniaires.	Autres punitions.	Total des colonnes 21 à 27.	Nombre des condamnés punis.	Punitions récidivées. 2 punitions.	3 punitions.	4 punitions et plus.	Journées de cellule par punition disciplinaire.	Journées de salle de discipline.	Journées de cellule dans les quartiers d'isolement.	Journées de privations alimentaires.	Évasions. Tentées.	Consommées. Évadés repris pendant l'année.	Évadés non repris au 31 décembre.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
108	»	101	158	»	31	»	398	149	41	13	31	1,083	»	19,170	641	»	»	»
8	»	13	19	»	3	5	48	18	4	1	»	117	»	126	68	»	2	»
234	»	307	402	»	42	129	1,114	393	103	47	19	2,548	»	2,513	2,650	2	»	»
28	»	»	38	»	15	»	81	63	10	2	3	235	»	2,538	184	»	»	»
170	»	243	1,356	»	173	348	2,290	447	90	42	140	2,323	»	71	13,587	»	»	»
548	»	664	1,973	»	264	482	3,391	1,072	248	105	193	6,306	»	24,438	17,130	2	2	»

…UX FEMMES.

21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
29	»	63	14	»	101	1	208	139	28	7	9	134	»	»	248	»	»	»
13	»	28	9	»	42	»	92	58	12	5	3	58	»	»	176	»	»	»
88	»	164	19	»	267	2	540	415	45	22	17	364	»	»	684	»	»	»
20	»	6	81	»	15	»	122	65	26	21	10	165	»	»	952	»	»	»
8	»	1	25	»	2	2	38	17	4	6	2	88	»	»	272	»	»	»
47	»	8	265	»	16	4	340	118	26	28	30	485	»	»	1,878	»	»	»
26	»	»	49	»	»	»	75	49	15	3	5	130	»	365	323	»	»	»
40	»	»	64	»	»	»	104	37	4	7	13	224	»	»	490	»	»	»
287	»	6	703	»	»	1	997	416	85	77	110	1,384	»	»	4,273	»	»	»
24	»	77	33	»	8	20	162	65	12	8	22	85	»	»	224	»	»	»
26	»	34	22	»	4	4	90	36	8	6	10	72	»	»	195	»	»	»
200	»	728	333	1	31	40	1,333	374	35	62	312	741	»	»	1,749	»	»	»
41	»	83	43	2	35	4	208	87	17	11	35	139	»	540	726	»	»	»
3	»	16	11	»	6	»	36	23	5	2	3	12	»	»	145	»	»	»
184	»	498	202	»	94	7	985	462	92	71	123	1,061	»	317	3,091	»	»	»
14	»	17	79	»	2	»	112	75	9	5	4	79	»	»	382	»	»	»
3	»	3	18	»	»	»	24	13	2	1	2	9	»	»	55	»	»	»
56	»	91	121	»	4	»	272	145	53	19	9	328	»	»	1,157	»	»	»
1,109	»	1,823	2,091	3	627	85	5,738	2,594	478	361	719	5,558	»	1,222	17,020	»	»	»

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE D[...]

Tableau N° XVI. — NOMBRE et proportion des ent[...]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉE ET SÉJOUR A L'INFIRMERIE. Entrées à l'infirmerie.	Journées d'infirmerie.	PROPORTION SUR 100 des entrées à l'infirmerie à la population moyenne.	PROPORTION SUR 100 des journées d'infirmerie aux journées de détention.	RAPPORT des journées d'infirmerie aux entrées à l'infirmerie.	NOMBRE des décès.	PROPORTION PO[...] des décès aux entrées à l'infirmerie.	des [...] à [...] popul[...] moy[...]
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Maisons centrales et Pénitenciers agricoles.								
Albertville	134	3,649	27.86	2.07	27.23	12	8.95	
Aniane	661	5,877	86.85	2.11	8.89	33	4.99	
Auberive	»	»	»	»	»	»	»	
Beaulieu	647	11,089	76.38	3.58	17.14	43	6.95	
Cadillac	»	»	»	»	»	»	»	
Clairvaux	1,117	17,365	54.80	2.33	15.54	69	6.17	
Clermont	»	»	»	»	»	»	»	
Doullens	»	»	»	»	»	»	»	
Embrun	122	3,163	34.36	4.16	25.88	8	6.55	
Eysses	622	17,092	49.91	3.76	27.47	71	11.41	
Fontevrault	805	16,000	46.13	2.35	19.87	100	12.42	
Gaillon	791	12,252	72.30	3.06	15.48	40	5.05	
Loos	151	7,666	10.53	1.46	50.76	39	25.82	
Melun	654	17,024	60.33	4.30	26.03	42	6.42	
Montpellier	»	»	»	»	»	»	»	
Nîmes	906	19,156	69.69	4.03	21.14	39	4.30	
Poissy	480	17,389	40.67	4.03	36.22	22	4.58	
Rennes	»	»	»	»	»	»	»	
Riom	614	12,571	75.52	4.23	20.47	69	11.23	
Casabianda	1,476	17,461	192.43	6.23	11.92	84	5.69	1
Castelluccio	168	2,134	35.20	1.30	12.70	4	1.94	
Chiavari	395	10,914	44.58	3.37	27.63	12	3.03	
Totaux	9,743	190,802	59.69	3.20	19.58	689	7.07	
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.								
Belle-Isle	262	12,852	44.18	5.93	49.05	4	1.53	
Thouars	528	17,173	82.62	7.36	32.52	14	2.65	
Embrun	57	2,522	19.25	5.98	44.24	3	5.26	
Landerneau	345	5,220	81.56	3.38	15.13	6	1.73	
Totaux	1,192	37,767	67.27	5.84	31.69	27	2.26	

…N ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…rie, des journées d'infirmerie et des décès.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

ENTRÉE ET SÉJOUR A L'INFIRMERIE.				RAPPORT des JOURNÉES d'infirmerie aux entrées à l'infirmerie.	NOMBRE des décès.	PROPORTION POUR 100	
		PROPORTION SUR 100					
…rie.	Journées d'infirmerie.	des entrées à l'infirmerie à la population moyenne.	des journées d'infirmerie aux journées de détention.			des décès aux entrées à l'infirmerie.	des décès à la population moyenne.
	11	12	13	14	15	16	17
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
316	10,677	88.96	5.03	20.69	23	4.45	3.96
»	»	»	»	»	»	»	»
159	7,134	33.90	4.16	44.36	17	10.69	3.62
»	»	»	»	»	»	»	»
364	10,206	41.64	3.20	29.68	27	7.41	3.08
56	2,357	10.85	1.25	42.08	21	37.50	4.06
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
796	12,763	147.68	6.48	16.03	14	1.75	2.59
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
495	10,190	74.77	4.21	20.58	25	5.05	3.77
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
2.836	53,327	65.53	4.02	22.35	127	5.32	3.48
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉ...

Tableau N° XVII. — NATURE de la maladie qui a motivé l'admi...

NATURE DES MALADIES.		ÉTAB... MAISONS CENT... ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.
1		2	3	4	5
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	6	7	7	12
	2° Maladies des artères et des veines	»	»	2	»
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	6	24	5	100
	4° Maladies des bronches et du larynx	24	15	51	143
	5° Phthisie pulmonaire	4	7	4	20
Appareil digestif et annexes	6° Angines	»	4	2	7
	7° Indigestions et embarras gastriques	4	51	43	4
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc.	9	153	14	113
	9° Péritonites	»	»	»	4
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate.	»	4	3	11
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	4	4	2	»
	12° Maladies des organes génitaux	3	3	»	8
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges.	»	4	5	18
	14° Névralgies	1	7	»	10
	15° Névroses	»	2	1	»
	16° Epilepsie	2	2	»	7
	17° Folie	»	1	»	3
	18° Idiotie	»	»	»	2
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	1	4	1	38
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	»	5	»	10
	21° Abcès, furoncles, ulcères, etc.	7	26	41	182
	22° Erysipèles	1	15	5	25
	23° Maladies diverses de la peau	1	8	»	26
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	4	3	2	91
	25° Rhumatismes articulaires	»	38	9	16
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc.	2	9	2	9
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	2	6	2	22
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	4	14	37	19
	29° Fièvre typhoïde	1	4	334	»
	30° Fièvres diverses	6	176	27	59
	31° Fièvres éruptives	»	2	»	»
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	28	25	24	58
	33° Scorbut	»	1	»	1
	34° Scrofules	2	5	3	2
	35° Cancers	»	»	»	2
Maladies contagieuses	36° Syphilis	3	1	6	17
	37° Teigne	»	»	»	»
	38° Gale	»	»	»	6
Maladies de cause toxique	39° Empoisonnements	»	»	»	1
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	4	2	2	27
	41° Hernies	»	1	»	6
	42° Accouchements	»	»	»	»
	43° Maladies indéterminées	5	»	13	14
	44° Maladies simulées	»	5	»	22
	45° Suicides	»	»	»	1
Épidémies	46° Choléra	»	»	»	»
	47° Cholérine	»	»	»	»
	48° Variole	»	23	»	1
	49° Varioloïde	»	»	»	»
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»	»	»
TOTAUX		134	661	647	1,117

N ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

tenus à l'infirmerie, dans chacun des établissements.

NTS AFFECTÉS AUX HOMMES.														ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.						
TENCIERS AGRICOLES.									MAISONS DE DÉTENTION et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels				TOTAUX des HOMMES							
GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NÎMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	CASTELLUCCIO.	CHIAVARI.	BELLE-ISLE.	THOUARS.	EMBRUN.	LANDERNEAU.		AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	TOTAUX DES FEMMES.
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
6	»	23	7	10	1	8	»	9	7	35	2	3	170	3	2	1	4	1	3	14
11	»	»	4	»	1	»	8	»	»	»	»	1	43	»	1	»	»	»	1	2
27	31	32	32	13	53	49	4	4	1	2	8	25	520	24	2	10	8	8	6	58
84	28	42	104	22	77	58	20	15	48	138	10	58	1,063	36	43	41	2	120	68	310
46	21	68	24	34	16	4	3	»	15	1	»	»	392	1	1	9	1	7	14	33
26	1	3	9	12	6	11	8	2	3	16	3	1	142	26	»	20	1	6	21	74
60	»	148	108	72	14	38	»	10	7	12	12	»	735	64	3	71	»	60	94	292
49	6	18	191	18	78	45	16	16	47	86	2	89	1,020	74	38	30	5	83	18	248
1	»	3	2	»	1	1	»	»	»	»	»	»	17	5	»	3	»	»	5	13
3	1	3	3	7	3	19	»	1	»	»	»	»	65	1	»	4	»	4	»	9
7	2	12	11	2	4	18	1	3	3	10	3	»	99	6	»	2	»	1	1	10
5	»	7	6	2	2	»	1	3	2	11	»	2	63	29	3	1	2	1	20	56
7	2	12	8	7	6	7	»	2	10	7	»	10	127	7	5	5	2	5	11	35
10	1	7	10	»	1	4	»	»	4	3	1	8	79	26	4	7	»	47	4	88
1	»	1	1	1	2	»	»	1	»	»	»	»	15	1	»	7	»	22	5	35
9	»	»	4	4	6	2	»	»	1	»	»	»	45	»	»	»	»	1	»	1
2	2	8	4	1	1	5	»	»	2	2	»	5	44	4	1	2	»	1	»	8
»	»	»	2	2	7	»	»	»	»	2	»	»	28	»	»	»	»	»	1	1
17	2	12	12	18	13	11	5	2	22	13	1	5	192	1	1	13	»	20	7	42
8	»	6	8	»	5	2	1	»	1	11	»	8	67	6	»	»	»	13	5	24
85	8	61	51	65	19	14	»	5	11	47	5	10	739	29	4	9	2	26	51	121
22	12	6	6	23	3	27	2	4	»	5	»	1	208	43	13	26	1	19	15	117
9	»	4	8	2	9	4	»	»	8	22	»	19	137	4	2	6	1	3	16	32
18	7	13	13	24	42	21	1	10	16	31	6	»	374	26	»	2	3	69	21	121
21	4	1	3	2	6	2	»	»	»	11	»	30	163	6	8	5	1	1	12	33
9	»	8	4	8	6	»	9	»	11	1	1	1	99	1	»	»	»	2	5	8
1	»	8	1	3	5	12	»	1	»	7	»	»	98	1	1	2	2	5	»	11
22	»	2	29	7	2	816	64	220	3	30	3	»	1,299	6	»	4	»	2	5	17
11	»	»	1	6	»	35	»	3	»	»	»	»	423	8	»	4	4	1	2	19
13	2	13	104	34	16	34	4	23	23	6	»	18	635	24	4	»	9	147	4	188
»	»	»	13	1	»	2	»	4	»	2	»	»	24	1	1	3	»	»	2	7
33	4	42	20	24	16	81	3	8	4	»	»	39	551	29	14	43	3	98	6	193
4	»	»	»	1	»	2	3	1	»	1	»	»	14	»	»	»	»	1	»	1
29	4	17	23	11	26	8	5	»	3	»	»	»	160	3	»	5	3	9	15	35
»	6	1	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	16	»	»	3	»	3	1	7
13	»	3	10	»	3	17	4	7	»	»	»	1	95	4	»	3	»	»	1	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13	»	»	6	»	8	1	»	»	»	1	»	»	42	1	»	8	»	»	»	9
1	1	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»
38	6	52	27	17	7	74	6	28	6	14	»	6	351	13	»	2	»	2	1	18
4	»	5	1	15	»	11	»	1	2	1	»	»	53	»	»	1	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	2	3	2	2	3	15
11	»	»	30	1	66	12	»	»	»	»	»	5	268	»	6	9	»	6	50	71
67	»	12	6	11	62	21	»	»	1	»	»	»	219	»	»	»	»	»	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	34	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
791	151	654	906	480	614	1,476	168	395	262	528	57	345	10,935	516	159	364	56	796	495	2,386

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉ

Tableau N° XVIII. — NATURE de la maladie qui a ca

NATURE DES MALADIES.		ÉTAB… MAISONS CENT… ALBERTVILLE.	ANIANE.	BEAULIEU.	CLAIRVAUX.
1		2	3	4	5
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	6	1	3	11
	2° Maladies des artères et des veines	»	»	»	»
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	1	3	1	9
	4° Maladies des bronches et du larynx	»	1	6	»
	5° Phthisie pulmonaire	3	5	4	18
Appareil digestif et annexes	6° Angines	»	»	»	»
	7° Indigestions et embarras gastriques	»	1	»	»
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc.	1	8	4	1
	9° Péritonites	»	»	»	2
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate.	»	»	1	3
Appareil génito-urinaires	11° Maladies des voies urinaires	»	»	1	1
	12° Maladies des organes génitaux	»	»	»	»
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges.	»	1	3	11
	14° Névralgies	»	»	»	»
	15° Névroses	»	»	»	»
	16° Epilepsie	»	»	»	»
	17° Folie	»	»	»	»
	18° Idiotie	»	»	»	»
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	»	»	»	»
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	»	»	»	»
	21° Abcès, furoncles, ulcères etc.	»	1	»	»
	22° Erysipèles	»	»	»	3
	23° Maladies diverses de la peau	»	»	»	»
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	»	»	»	»
	25° Rhumatismes articulaires	»	»	»	»
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc.	»	1	1	3
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	»	3	1	»
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	»	»	»	»
	29° Fièvre typhoïde	1	»	12	»
	30° Fièvres diverses	»	»	»	»
	31° Fièvres éruptives	»	»	»	»
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	»	»	6	5
	33° Scorbut	»	»	»	1
	34° Scrofules	»	»	1	»
	35° Cancers	»	»	»	»
Maladies contagieuses	36° Syphilis	»	»	»	»
	37° Teigne	»	»	»	»
	38° Gale	»	»	»	»
Maladies de cause toxique	39° Empoisonements	»	»	»	»
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	»	»	»	1
	41° Hernies	»	»	»	»
	42° Accouchements	»	»	»	»
	43° Maladies indéterminées	»	»	»	»
	44° Maladies simulées	»	»	»	»
	45° Suicides	»	1	»	»
Épidémies	46° Choléra	»	»	»	»
	47° Cholérine	»	»	»	»
	48° Variole	»	7	»	»
	49° Varioloïde	»	»	»	»
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»	»	»
Causes accidentelles	51° Asphixie par submersion	»	»	»	»
Totaux		12	33	45	69

…N ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…des détenus dans chacune des maisons centrales,

…NTS AFFECTÉS AUX HOMMES.														ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES						
…TENCIERS AGRICOLES.									MAISONS DE DÉTENTION et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels				TOTAUX des HOMMES							
GAILLON.	LOOS.	MELUN.	NIMES.	POISSY.	RIOM.	CASABIANDA.	CASTELLUCCIO.	CHIAVARI.	BELLE-ISLE.	THOUARS.	EMBRUN.	LANDERNEAU.		AUBERIVE.	CADILLAC.	CLERMONT.	DOULLENS.	MONTPELLIER.	RENNES.	TOTAUX des FEMMES.
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
3	»	3	»	»	1	»	»	1	1	»	»	1	40	1	»	1	2	»	2	6
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
9	7	8	3	2	13	9	3	»	»	»	1	»	100	6	2	4	2	1	1	16
»	5	»	1	2	1	3	»	3	»	8	2	»	35	1	4	»	»	»	4	9
10	16	19	15	8	8	2	»	»	2	»	»	1	179	1	3	4	7	4	9	28
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
3	2	3	7	»	14	7	»	»	»	4	»	»	59	5	4	2	3	2	3	19
»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	12	1	»	1	»	»	3	5
»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	10	1	»	»	»	1	»	2
»	»	»	»	1	4	»	»	»	»	»	»	»	7	»	»	1	»	»	»	1
»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»
3	2	2	4	»	4	1	»	1	1	1	»	3	52	2	1	5	3	1	1	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»
2	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	9	1	1	1	»	»	»	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	1	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	2	4	1	»	»	»	1	»	»	23	»	1	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	31	»	»	»	»	»	»	32	»	»	»	»	»	»	»
4	»	»	»	1	»	10	»	2	»	»	»	»	34	4	1	2	3	1	»	11
»	»	»	2	»	»	1	»	4	»	»	»	»	8	»	»	»	»	1	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3	»	4	»	5	3	7	»	»	»	»	»	»	38	»	»	»	»	2	»	4
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	1	1	»	»	»
2	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	18	»	»	»	»	»	1	1
1	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	5	»	1	»	6
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	1
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
40	39	42	39	22	69	84	4	12	4	14	3	6	716	23	17	27	21	14	25	127

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTEN…

Tableau N° XIX. — MALADES admis aux infirmeries et classés d'après la nature …

NATURE DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des MALADES.	NOMBRE DES MALADES suivant LA FORME … Aiguë.
1		2	3
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	170	88
	2° Maladies des artères et des veines	43	21
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	520	410
	4° Maladies des bronches et du larynx	1,063	621
	5° Phthisie pulmonaire	392	116
Appareil digestif et annexes	6° Angines	142	140
	7° Indigestions et embarras gastriques	735	680
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc.	1,020	793
	9° Péritonites	17	14
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	65	49
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	99	39
	12° Maladies des organes génitaux	63	43
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	127	103
	14° Névralgies	79	60
	15° Névroses	13	2
	16° Epilepsie	45	6
	17° Folie	44	7
	18° Idiotie	28	7
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	192	134
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	67	39
	21° Abcès, furoncles, ulcères, etc.	739	568
	22° Erysipèles	208	114
	23° Maladies diverses de la peau	137	100
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	374	269
	25° Rhumatismes articulaires	163	122
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc.	99	77
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	98	21
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	1,299	1,196
	29° Fièvre typhoïde	423	393
	30° Fièvres diverses	635	582
	31° Fièvres éruptives	24	24
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	551	159
	33° Scorbut	14	9
	34° Scrofules	160	39
	35° Cancers	16	»
Maladies contagieuses	36° Syphilis	95	48
	37° Teigne	»	»
	38° Gale	42	42
Maladies de cause toxique	39° Empoisonnements	6	6
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	351	303
	41° Hernies	53	14
	42° Accouchements	»	»
	43° Maladies indéterminées	268	251
	44° Maladies simulées	219	215
	45° Suicides	1	1
Epidémies	46° Choléra	»	»
	47° Cholérine	»	»
	48° Variole	34	34
	49° Varioloïde	»	»
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»
	TOTAUX	10,935	7,963
	POPULATION MOYENNE	18,109	»
	PROPORTION POUR 100	60.38	»

… PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé au moment de … …son.

HOMMES.

Nombre des malades suivant l'âge. 21 à 30.	31 à 40.	41 à 50.	51 à 60.	Au-dessus de 60.	Nombre des malades suivant la saison. 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Nombre des malades suivant la durée de la captivité. 1re année.	2e année.	3e année.	4e année.	5e année.	Plus de 5 années	Existence de la maladie…
6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
61	42	37	13	9	47	45	46	32	49	31	26	39	7	18	3
9	12	4	7	4	16	7	14	6	21	10	5	3	1	3	
165	136	83	49	42	180	124	82	114	226	126	82	53	12	21	4
344	245	191	105	94	365	237	209	252	375	215	149	193	98	33	14
[illegible]	96	40	37	9	131	103	68	90	164	107	54	30	21	16	4
[illegible]	33	17	9	3	32	51	34	25	74	44	14	5	4	1	1
[illegible]	155	124	44	42	144	198	225	168	323	191	100	64	21	36	2
[illegible]	273	169	110	81	184	170	467	199	438	195	120	188	66	13	5
[illegible]	2	9	»	»	4	8	2	3	11	3	»	3	»	»	
[illegible]	18	8	8	4	20	18	12	15	25	25	10	1	4	»	
[illegible]	33	13	6	12	34	20	28	17	41	21	11	9	13	4	3
[illegible]	17	8	7	3	21	18	9	15	25	19	12	6	»	1	
[illegible]	37	24	13	3	35	37	26	29	47	32	20	7	12	9	
[illegible]	26	13	6	3	20	21	21	17	21	22	15	13	8	»	1
[illegible]	9	[illegible]	2	2	5	4	4	2	7	6	2	»	»	»	
[illegible]	21	[illegible]	7	6	6	17	8	14	29	16	»	»	»	»	2
15	10	[illegible]	6	4	14	11	12	7	19	14	10	1	»	»	2
12	7	[illegible]	3	»	11	4	6	7	5	5	9	4	1	4	1
82	34	[illegible]	12	13	38	54	42	58	71	31	24	18	28	20	2
20	22	[illegible]	5	10	19	20	13	15	26	19	10	5	3	4	
237	195	[illegible]	89	33	187	228	164	160	340	173	101	76	28	21	3
60	47	[illegible]	21	13	19	59	77	53	79	44	21	18	18	28	
47	35	[illegible]	9	6	23	43	38	33	51	26	15	26	18	1	2
98	105	[illegible]	39	22	119	103	69	83	117	143	48	28	33	5	7
59	28	[illegible]	14	11	44	44	33	42	56	59	30	10	6	2	1
22	33	[illegible]	8	6	25	21	25	28	6	18	46	26	3	»	1
21	43	[illegible]	9	4	16	42	19	21	17	22	22	20	9	8	2
533	394	[illegible]	128	8	275	323	486	215	251	402	386	123	85	52	4
163	118	[illegible]	27	6	10	269	127	17	183	128	75	17	10	10	
235	160	[illegible]	44	44	175	186	128	146	298	158	59	47	35	38	2
10	7	[illegible]	»	»	9	6	4	5	16	6	1	»	1	»	
192	138	3	47	22	146	135	144	126	249	156	84	37	21	4	9
[illegible]	5	5	2	»	5	3	3	3	1	1	5	7	»	»	
[illegible]	36	17	8	2	64	40	32	24	66	49	26	7	6	6	5
[illegible]	3	3	5	4	4	3	7	2	1	7	7	»	1	»	
26	22	16	15	9	18	18	37	32	55	21	12	7	»	»	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
3	9	10	9	8	11	13	7	11	33	4	5	»	»	»	4
3	2	»	»	»	4	2	»	»	3	2	1	»	»	»	
142	109	50	21	9	114	91	93	53	129	106	57	40	10	9	1
17	21	10	3	1	11	19	18	5	13	12	17	9	2	»	3
[illegible]	[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
[illegible]	[illegible]	23	12	16	70	72	58	68	87	75	52	35	13	6	1
[illegible]	[illegible]	38	16	8	57	42	59	61	43	25	69	38	28	16	1
[illegible]	[illegible]	»	»	1	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	
[illegible]	[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
[illegible]	[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
[illegible]	13	3	1	»	10	19	4	1	14	10	5	1	1	3	
[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
3,854	2,848	1,745	976	577	2,742	2,960	2,959	2,274	4,106	2,779	1,817	1,214	627	392	1,16…
6,863	4,439	2,425	2,048	805	»	»	»	»	7,381	4,225	2,835	2,021	1,018	629	»
56.14	63.97	71.96	47.73	71.60	»	»	»	»	55.63	65.77	64.09	60.07	61.59	62.32	»

MAISONS CENTRALES,

Tableau N° XX. — MALADES admises aux infirmeries et classées d'après la nature (…)
du

NATURE DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des MALADES.	NOMBRE DES MALA(DES) SUIVA(NT) LA FOR(ME) — Aiguë.
1		2	3
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	14	4
	2° Maladies des artères et des veines	2	1
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc	58	50
	4° Maladies des bronches et du larynx	310	222
	5° Phthisie pulmonaire	33	6
Appareil digestif et annexes	6° Angines	74	58
	7° Indigestions et embarras gastriques	292	193
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc	248	234
	9° Péritonites	13	13
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	9	7
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	10	7
	12° Maladies des organes génitaux	56	48
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	35	29
	14° Névralgies	88	66
	15° Névroses	35	7
	16° Epilepsie	1	»
	17° Folie	8	7
	18° Idiotie	1	1
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	42	19
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	24	15
	21° Abcès, furoncles, ulcères, etc	121	97
	22° Erysipèle	117	108
	23° Maladies diverses de la peau	32	19
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	121	50
	25° Rhumatismes articulaires	33	27
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc	8	7
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	11	7
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	17	15
	29° Fièvre typhoïde	19	19
	30° Fièvres diverses	188	187
	31° Fièvres éruptives	7	7
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	193	58
	33° Scorbut	1	»
	34° Scrofules	35	5
	35° Cancers	7	»
Maladies contagieuses	36° Syphilis	8	2
	37° Teigne	»	»
	38° Gale	9	9
Maladies de cause toxique	39° Empoisonnements	»	»
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	18	18
	41° Hernies	1	1
	42° Accouchements	15	15
	43° Maladies indéterminées	71	65
	44° Maladies simulées	1	1
	45° Suicides	»	»
Épidémies	46° Choléra	»	»
	47° Cholérine	»	»
	48° Variole	»	»
	49° Varioloïde	»	»
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»
	TOTAUX	2,386	1,704
	POPULATION MOYENNE	3,641	»
	PROPORTION POUR 100	63.53	»

CE ET DE CORRECTION.

e, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé au moment de

FEMMES.

NOMBRE DES MALADES SUIVANT L'AGE.					NOMBRE DES MALADES SUIVANT LA SAISON.				NOMBRE DES MALADES suivant LA DURÉE DE LA CAPTIVITÉ.						NOMB DES MA suiva l'état de à l'e dans la
21 à 30.	31 à 40.	41 à 50.	51 à 60.	Au-dessus de 60	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1re année.	2e année.	3e année.	4e année.	5e année.	Plus de 5 années	Existence de la maladie.
6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
3	1	3	4	3	6	3	3	2	3	7	1	1	»	2	7
»	1	»	»	»	»	1	1	»	2	»	»	»	»	»	»
13	23	10	10	»	11	17	18	12	9	11	36	2	»	»	11
59	76	59	52	36	103	66	46	95	99	51	59	33	26	42	9
8	9	4	5	5	6	10	11	6	4	11	9	4	3	2	12
22	25	17	1	»	19	21	13	21	37	21	11	2	»	3	18
90	99	57	20	6	56	101	83	52	94	66	54	31	20	27	5
98	64	44	18	5	53	61	72	62	118	59	32	18	11	10	6
4	3	5	»	1	4	1	3	5	2	3	3	2	»	3	1
2	4	3	»	»	1	4	1	3	3	1	4	»	1	»	1
1	3	4	1	»	4	3	»	3	4	4	»	»	2	»	»
8	11	15	10	7	9	10	24	13	20	13	3	4	6	10	26
9	14	3	1	4	7	10	14	4	24	7	2	1	»	1	»
26	20	16	8	7	41	22	15	10	32	17	14	14	5	6	28
9	17	4	1	»	11	7	7	10	23	10	»	1	»	1	16
1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
2	3	1	1	»	»	2	2	4	»	3	1	2	2	»	1
»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»
3	9	10	9	8	13	11	7	11	25	8	3	3	1	2	12
4	5	9	5	1	8	9	5	2	9	7	2	2	3	1	3
36	27	28	9	10	32	39	29	21	46	25	24	14	6	6	1
27	25	22	13	23	28	27	35	27	32	35	18	12	15	5	»
4	15	3	2	6	10	13	6	3	19	10	·3	»	»	»	26
26	23	25	22	19	31	30	16	44	24	26	20	15	17	19	3
8	9	4	5	5	6	10	11	6	4	11	9	4	3	2	12
4	1	1	1	1	1	2	3	2	5	3	»	»	»	»	»
2	2	2	5	»	2	1	4	4	1	2	2	1	4	1	1
2	7	3	2	1	4	3	7	3	8	2	2	4	»	1	»
9	4	2	1	»	3	5	6	5	7	7	3	1	1	»	»
37	34	38	31	22	52	34	58	44	39	36	24	26	40	23	»
»	1	2	3	»	1	2	»	4	2	2	»	3	»	»	»
82	34	29	12	13	39	54	42	58	71	32	24	18	28	20	75
»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»
13	12	5	2	»	12	10	5	8	14	10	7	2	1	1	2
2	»	3	1	1	2	3	1	1	2	2	»	1	»	2	1
2	3	2	»	»	4	2	1	1	7	»	»	»	1	»	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3	»	3	»	»	3	2	3	1	9	»	»	»	»	»	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	2	7	1	»	2	3	6	7	5	8	3	1	»	1	»
1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
12	2	1	»	»	3	6	3	3	15	»	»	»	»	»	10
28	19	9	6	4	15	14	24	18	16	15	15	12	2	11	»
1	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
862	607	455	262	188	602	622	586	576	837	526	388	234	198	203	298
1,239	950	701	364	121	»	»	»	»	1,210	867	499	372	229	464	»
53.44	63.89	64.91	71.99	155.37	»	»	»	»	69.25	60.67	77.75	62.90	86.46	43.75	»

ST. PRIS.

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTI

Tableau N° XXI.— MALADES décédés dans les infirmeries et classés d'après la nature d
dan

NATURE DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des MALADES.	NOMBRE DES MALADES suivant LA FORME — Aiguë.
1		2	3
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	40	20
	2° Maladies des artères et des veines	2	1
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	100	78
	4° Maladies des bronches et du larynx	35	12
	5° Phthisie pulmonaire	179	80
Appareil digestif et annexes	6° Angines	1	1
	7° Indigestions et embarras gastriques	2	2
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc	59	24
	9° Péritonites	12	9
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	10	8
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	7	4
	12° Maladies des organes génitaux	3	2
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	52	49
	14° Névralgies	»	»
	15° Névroses	3	2
	16° Epilepsie	1	»
	17° Folie	1	»
	18° Idiotie	»	»
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	»	»
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	»	»
	21° Abcès, furoncles, ulcères, etc	8	4
	22° Erysipèle	9	9
	23° Maladies diverses de la peau	»	»
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	»	»
	25° Rhumatismes articulaires	1	1
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc	10	6
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	23	8
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	32	27
	29° Fièvre typhoïde	34	34
	30° Fièvres diverses	8	5
	31° Fièvres éruptives	»	»
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	38	9
	33° Scorbut	2	»
	34° Scrofules	18	10
	35° Cancers	6	4
Maladies contagieuses	36° Syphilis	2	2
	37° Teigne	»	»
	38° Gale	»	»
Maladies de cause toxique	39° Empoisonnements	»	»
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	3	3
	41° Hernies	1	1
	42° Accouchements	»	»
	43° Maladies indéterminées	5	5
	44° Maladies simulées	»	»
	45° Suicides	1	1
Épidémies	46° Choléra	»	»
	47° Cholérine	»	»
	48° Variole	8	8
	49° Varioloïde	»	»
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»
	TOTAUX	716	429
	POPULATION MOYENNE	18,109	»
	PROPORTION POUR 100	4.22	»

PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…lle, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé au moment d…
…on.

HOMMES.

	…OMBRE DES MALADES SUIVANT L'AGE.					NOMBRE DES MALADES SUIVANT LA SAISON.				NOMBRE DES MALADES suivant LA DURÉE DE LA CAPTIVITÉ.						NO… DES … s… l'état d… à l… dans l…
	21 à 30. 6	31 à 40. 7	41 à 50. 8	51 à 60. 9	Au-dessus de 60. 10	1er trimestre. 11	2e trimestre. 12	3e trimestre. 13	4e trimestre. 14	1re année. 15	2e année. 16	3e année. 17	4e année. 18	5e année. 19	Plus de 5 années. 20	Existence de la maladie. 21
2	1	6	12	4	15	14	12	9	5	15	13	4	5	1	2	2
	»	»	»	1	1	1	»	1	»	»	2	»	»	»	»	1
	28	33	13	6	12	34	21	20	25	41	21	12	9	13	4	14
	9	12	»	6	7	9	9	7	10	15	8	5	4	3	»	13
	85	33	22	16	7	35	48	62	34	23	34	61	39	16	6	76
	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»
	»	2	»	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	1	»	»
	7	8	16	14	13	19	18	11	11	15	18	11	7	6	2	8
	5	»	2	»	3	4	1	4	3	4	4	2	2	»	»	»
	1	4	2	2	1	4	»	2	4	3	4	1	1	1	»	3
	1	2	3	»	1	1	2	3	1	2	3	2	»	»	»	2
	»	1	1	1	»	2	1	»	»	1	»	1	1	»	»	»
	6	14	6	4	19	20	14	7	11	20	19	5	7	1	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1	1	»	»	1	1	1	»	1	2	1	»	»	»	»	2
	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	1
	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	1
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	2	3	3	4	2	2	»	2	2	2	»	2	»	2
	1	1	2	4	1	2	»	3	4	2	5	1	1	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
	1	1	3	4	1	1	1	4	4	4	2	1	2	1	»	1
	13	7	2	»	»	11	2	4	6	16	4	2	1	»	»	9
	12	16	»	4	»	8	4	11	9	8	3	12	8	1	»	3
	12	14	2	1	3	16	1	13	4	11	18	2	3	»	»	»
	3	4	»	1	»	2	2	2	2	2	3	3	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	4	5	7	2	20	14	9	9	6	10	17	5	1	3	2	2
	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»
	7	7	2	»	»	4	7	4	3	5	8	3	2	»	»	3
	1	»	2	2	1	1	»	3	2	1	3	1	1	»	»	»
	2	»	»	»	»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	2
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1	2	»	»	»	2	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»
	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	1
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1	1	1	1	1	2	1	1	1	2	1	1	1	»	»	1
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2	3	2	»	1	»	5	2	1	2	4	2	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	205	178	102	78	114	214	166	187	149	208	204	141	98	49	16	147
	6,865	4,459	2,425	2,048	805	»	»	»	»	7,381	4,225	2,835	2,021	1,018	629	»
	2.99	3.99	4.41	3.81	14.16	»	»	»	»	2.81	4.82	4.96	4.84	4.81	2.54	»

MAISONS CENTRALES,

Tableau N° XXII. — MALADES décédées dans les infirmeries et classées d'après la nat[...] l'entrée[...]

NATURE DES MALADIES		NOMBRE TOTAL des MALADES.	NOMBRE DES MALA[DES] suivant LA FORM[E] Aiguë.	Chronique.
1		2	3	4
Appareil circulatoire	1° Maladies du cœur et du péricarde	6	2	
	2° Maladies des artères et des veines	»	»	
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	16	14	
	4° Maladies des bronches et du larynx	9	4	
	5° Phthisie pulmonaire	28	9	
Appareil digestif et annexes	6° Angines	»	»	
	7° Indigestions et embarras gastriques	»	»	
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc.	19	7	
	9° Péritonites	5	5	
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	2	1	
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	1	»	
	12° Maladies des organes génitaux	»	»	
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	13	8	
	14° Névralgies	»	»	
	15° Névroses	»	»	
	16° Epilepsie	»	»	
	17° Folie	»	»	
	18° Idiotie	»	»	
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire	19° Maladies des yeux	»	»	
	20° Maladies des oreilles, du nez et de la bouche	»	»	
	21° Abcès, furoncles, ulcères, etc.	»	»	
	22° Erysipèle	3	3	
	23° Maladies diverses de la peau	»	»	
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	»	»	
	25° Rhumatismes articulaires	»	»	
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc.	»	»	
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	1	»	
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	»	»	
	29° Fièvre typhoïde	11	11	
	30° Fièvres diverses	1	»	
	31° Fièvres éruptives	»	»	
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	4	1	
	33° Scorbut	»	»	
	34° Scrofules	1	»	
	35° Cancers	6	»	
Maladies contagieuses	36° Syphilis	»	»	
	37° Teigne	»	»	
	38° Gale	»	»	
Maladies de cause toxique	39° Empoisonnements	»	»	
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, plaies, luxations	1	1	
	41° Hernies	»	»	
	42° Accouchements	»	»	
	43° Maladies indéterminées	»	»	
	44° Maladies simulées	»	»	
	45° Suicides	»	»	
Épidémies	46° Choléra	»	»	
	47° Cholérine	»	»	
	48° Variole	»	»	
	49° Varioloïde	»	»	
	50° Dyssenterie, diarrhée	»	»	
	Totaux	127	66	
	Population moyenne	3,641	»	
	Proportion pour 100	3.48	»	

…CE ET DE CORRECTION.

…maladie, l'âge, la saison, la durée de la captivité et l'état de santé
…saison.

FEMMES.

NOMBRE DES MALADES SUIVANT L'AGE.					NOMBRE DES MALADES SUIVANT LA SAISON.				NOMBRE DES MALADES suivant LA DURÉE DE LA CAPTIVITÉ.					
[illegible]	31 à 40.	41 à 50.	51 à 60.	Au-dessus de 60.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1re année.	2e année.	3e année.	4e année.	5e année.	Plus de 5 années.
6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
[illegible]	2	1	3	»	2	1	1	2	2	3	»	1	»	»
[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
[illegible]	6	4	1	1	5	3	4	4	4	5	3	3	1	»
[illegible]	6	1	1	»	1	5	2	1	2	2	3	1	»	1
3	9	2	2	»	9	8	7	4	13	4	6	3	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	4	5	6	4	8	3	5	3	5	6	3	2	1	2
1	1	3	»	»	1	1	2	1	»	2	1	»	1	1
1	1	»	»	»	»	1	1	»	1	»	1	»	»	»
»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	»	6	3	2	3	4	4	2	5	4	3	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	1	»	»	»	1	»	2	2	1	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5	3	1	»	»	1	3	4	3	4	3	3	»	1	»
»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	4	3	1	»	»	1	»	1	»	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
»	»	2	3	1	»	3	1	2	1	3	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
28	34	27	21	12	33	35	33	26	40	34	26	11	6	10
1,239	950	701	364	121	»	»	»	»	1,230	867	499	372	229	464
2.26	3.58	3.85	5.77	9.92	»	»	»	»	3.30	3.92	5.21	2.96	2.62	2.16

MAISONS CENTRALES MAISONS DE DÉTEN

Tableau N° XXIII. — RENSEIGNEMENTS numér

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	NOMBRE au 31 décembre 1874.		CAS CONSTATÉS PENDANT L'ANNÉE.			TOTA
				Aliénés épileptiques ou non			
		Aliénés épi-leptiques ou non.	Épi-leptiques non aliénés.	ayant donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.	n'ayant pas donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.	Épi-leptiques non aliénés.	Aliénés épi-leptiques ou non.
1	2	3	4	5	6	7	8
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.							
Albertville	Emprisonnement	1	»	3	»	3	4
Aniane	Travaux forcés	»	»	»	»	»	»
	Reclusion	1	»	»	2	3	3
Beaulieu	Reclusion	6	7	1	»	»	7
	Emprisonnement	1	6	»	1	2	2
Clairvaux	Emprisonnement	8	7	»	3	6	11
Embrun	Emprisonnement	»	»	»	»	1	»
Eysses	Emprisonnement	»	2	»	»	3	»
Fontevrault	Reclusion	3	4	»	»	2	3
	Emprisonnement	7	8	»	15	11	22
Gaillon	Emprisonnement	1	3	2	»	6	3
Loos	Reclusion	»	2	»	»	1	»
	Emprisonnement	»	6	»	»	5	»
Melun	Reclusion	11	4	4	»	»	15
Nîmes	Reclusion	»	2	»	»	1	»
	Emprisonnement	»	9	»	2	3	2
Poissy	Emprisonnement	6	10	»	»	7	6
Riom	Reclusion	»	3	»	1	7	1
	Emprisonnement	»	4	»	»	»	»
Casabianda	Emprisonnement	»	»	»	»	2	»
Castelluccio	Emprisonnement	»	»	»	»	»	»
Chiavari	Emprisonnement	»	2	»	»	»	»
	Totaux	45	79	10	24	63	79

…ENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…détenus aliénés ou épileptiques et les suicides.

…UX HOMMES.

SORTIES.			RESTE au 31 DÉCEMBRE 1875.		NOMBRE DE SUICIDES							
…ÉPILEPTIQUES …OU NON.	ÉPILEPTIQUES NON ALIÉNÉS.				TENTÉS				ACCOMPLIS			
Transférés dans des établissements hospitaliers.	Libérés, graciés ou décédés	Transférés dans des établissements hospitaliers.	Aliénés épileptiques ou non.	Épileptiques non aliénés	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants.	par chute.	par d'autres moyens.	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants.	par chute.	par d'autres moyens.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
1	»	»	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
3	1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
2	3	2	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
3	5	2	4	6	»	1	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	»	4	»	»	1	»	»	»	»	»
7	6	6	9	7	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	»	3	7	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	15	4	»	1	»	»	»	»	»	»
»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	7	1	1	4	»	»	»	»	»	»	»	»
4	4	1	2	12	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	1	10	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
22	39	21	43	82	»	2	1	»	1	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	NOMBRE au 31 décembre 1874. Aliénés épi-leptiques ou non.	NOMBRE au 31 décembre 1874. Épi-leptiques non aliénés.	CAS CONSTATÉS pendant l'année. Aliénés épileptiques ou non ayant donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.	CAS CONSTATÉS pendant l'année. Aliénés épileptiques ou non n'ayant pas donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.	CAS CONSTATÉS pendant l'année. Épi-leptiques non aliénés.	TOTAL Aliénés épi-leptiques ou non.
1	2	3	4	5	6	7	8
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.							
Belle-Isle	Détention	»	4	1	»	»	1
Thouars	Détention	»	»	»	4	»	4
Embrun	Emprisonnement	»	2	»	»	»	»
Landerneau	Emprisonnement	»	3	3	2	»	5
	Totaux	»	9	4	6	»	10

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES PÉNALES.	3	4	5	6	7	8
Auberive	Reclusion	»	»	»	1	»	1
	Emprisonnement	1	»	»	3	»	4
Cadillac	Travaux forcés	1	»	»	»	»	1
	Reclusion	1	»	»	»	»	1
	Emprisonnement	»	»	2	»	»	2
Clermont	Travaux forcés	»	»	»	1	»	1
	Emprisonnement	»	»	»	1	»	1
Doullens	Travaux forcés	»	2	»	2	1	2
	Emprisonnement	»	1	»	2	6	2
Montpellier	Travaux forcés	»	»	1	»	»	1
Rennes	Emprisonnement	»	2	»	3	»	3
	Totaux	3	5	3	13	7	19

AUX HOMMES.

SORTIES.				RESTE au 31 DÉCEMBRE 1875.		NOMBRE DE SUICIDES.								NOMBRE des INDIVIDUS ayant tenté ou accompli des suicides qui avaient donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.
…s épileptiques ou non.		ÉPILEPTIQUES NON ALIÉNÉS				TENTÉS.				ACCOMPLIS.				
…és, …is … …és.	Transférés dans des établissements hospitaliers.	Libérés, graciés ou décédés.	Transférés dans des établissements hospitaliers.	Aliénés épileptiques ou non.	Épileptiques non aliénés.	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants.	par chute.	par d'autres moyens.	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants.	par chute.	par d'autres moyens.	
…	11	12	13	14	15	16	17	18	19	10	21	23	23	24
»	»	3	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	6	8	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»

AUX FEMMES.

»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	2	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	14	10	»	3	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION ET PÉNITENCIERS AGRI-COLES DE LA CORSE.

Tableau N° XXIV. — INDUSTRIES exploitées. — Nombre de journées de tra-vail. — Nombre moyen des travailleurs pendant l'année. — Nombre des tra-vailleurs au 31 décembre 1875. — Produit de la main-d'œuvre. — Produit par journée de travail.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ALBERTVILLE.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN des travailleurs pendant l'année.			NOMBRE des travailleurs au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICA-TIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail gratifications comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Balais	1,923	6	»	6	»	»	»	1,460 39	74 60	1,534 99	0 [illegible]
Cabas	2,143	7	»	7	»	»	»	840 59	38 75	879 34	0 [illegible]
Chapelets	645	2	»	2	12	»	12	95 37	4 »	99 37	0 1[illegible]
Chaussons (tressage de)	24,019	78	»	78	89	»	89	12,203 06	897 33	13,100 39	0 5[illegible]
Cordonnerie cousue	16,235	37	15	52	53	59	112	10,832 45	1,243 97	12,076 42	0 [illegible]
Galoches	11,118	32	4	36	31	»	31	8,493 73	423 90	8,917 63	0 [illegible]
Ganterie	2,610	8	1	9	16	»	16	1,740 75	120 85	1,861 60	0 6[illegible]
Sacs en papier	46	»	»	»	»	»	»	18 64	2 »	20 64	0 [illegible]
Tailleurs	10,231	20	13	33	30	5	35	7,155 55	627 15	7,782 70	0 6[illegible]
Tissage de fil	11,194	34	2	36	21	»	21	7,958 68	844 38	8,803 06	0 7[illegible]
Service intérieur économique	18,953	61	»	61	65	»	65	12,288 90	736 90	13,025 80	0 6[illegible]
Travaux extérieurs. Travaux aux bâtiments des établissements	1,334	4	»	4	»	»	»	1,387 66	223 52	1,611 18	1 [illegible]
Travaux divers	3,419	11	»	11	»	»	»	3,066 28	392 01	3,458 29	0 8[illegible]
Totaux	103,870	300	35	335	317	64	381	67,542 05	5,629 36	73,171 41	0 6[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX		335			381			73,171 41			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ANIANE.

NOMENCLATURE des ...RIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN des travailleurs pendant l'année.			NOMBRE des travailleurs au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
...tons de corne..........	12,210	38	1	39	32	1	33	9,787 61	1,195 35	10,982 96	0 80 16
...ses (Fabrication de).....	9,049	27	2	29	23	»	23	9,120 07	607 40	9,727 47	1 00 78
...onnerie clouée.........	6,783	19	3	22	21	»	21	6,732 45	711 60	7,444 05	0 99 25
...donnerie cousue.........	31,525	79	23	102	72	26	98	25,052 52	2,470 35	27,522 87	0 79 47
...uiserie...............	7,551	25	»	25	22	»	22	6,172 32	1,752 58	7,924 90	0 81 74
...dales, espadrilles.......	11,444	35	2	37	44	6	50	9,838 75	689 84	10,528 59	0 85 97
...terie.................	4,289	13	»	13	10	»	10	1,633 79	381 86	2,015 65	0 38 09
...lleurs d'habits........	4,805	13	2	15	13	»	13	3,044 09	741 82	3,785 91	0 63 35
...age de fil et laine.....	3,547	11	1	12	14	»	14	3,208 43	502 75	3,711 18	0 90 45
...nerie.................	68,074	208	12	220	184	8	192	71,206 83	3,505 70	74,712 53	1 04 60
...rvice intérieur économique	31,421	101	»	101	87	»	87	19,572 61	1,111 23	20,683 84	0 62 29
...avaux exté...ieurs { Travaux divers....	554	2	»	2	»	»	»	440 60	20 »	460 60	0 79 53
Totaux...........	191,252	571	46	617	522	41	563	165,810 07	13,690 48	179,500 55	0 86 70
TOTAUX GÉNÉRAUX........		617			563			179,500 55			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

BEAULIEU.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Boutons de corne	17,611	48	9	57	52	11	63	14,932 38	1,658 54	16,590 92	0 84
Chaussons (Claquage)	21,144	68	»	68	»	»	»	9,606 97	196 33	9,803 30	0 45
Collage de contre-forts.	8,711	28	»	28	49	»	49	6,498 58	2 76	6,501 44	0 74
Cordonnerie clouée.........	1.883	6	»	6	5	»	5	1,903 92	110 42	2,014 34	1 01
Cordonnerie cousue.........	75,505	217	26	243	224	50	274	84,099 57	3,766 98	87,866 55	1 11
Ébénisterie.................	38,791	100	25	125	71	60	131	36,661 17	1,751 16	38,412 33	0 94
Papeterie (reliure)..........	4,425	14	»	14	20	»	20	4,224 45	233 48	4,457 93	0 [illegible]
Passementerie..............	17,831	56	2	58	42	6	48	21,217 89	1,008 38	22,226 27	1 19
Sacs en papier	3,251	11	»	11	10	»	10	3,363 60	351 82	3,715 42	1 03
Travaux divers....	6,820	22	»	22	22	»	22	5,891 77	54 70	5,946 47	0 86
Service intérieur économique.	30,579	99	»	99	84	»	84	24,880 37	653 89	25,534 26	0 81
Totaux......	226,551	669	62	731	579	127	706	213,280 77	9,788 46	223,069 23	0 94
TOTAUX GÉNÉRAUX....		731			706			223,069 23			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

CLAIRVAUX.

NOMENCLATURE des …TRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
…ons de nacre	89,464	289	»	289	302	»	302	72,009 87	5,722 80	77,732 67	0 80 49
…es	33,027	106	»	106	121	»	121	25,247 16	2,695 85	27,943 01	0 76 44
…ssons (Tressage de)	70,710	228	»	228	284	»	284	34,344 28	6,171 54	40,515 82	0 48 57
…donnerie clouée	14,043	45	»	45	74	»	74	9,148 74	341 »	9,489 74	0 65 14
…donnerie cousue	6,903	19	3	22	18	10	28	5,848 60	883 04	6,731 64	0 84 72
…ets	36,749	119	»	119	143	»	143	31,093 64	4,037 02	35,130 66	0 84 61
… en fer	51,386	166	»	166	195	»	195	71,876 09	6,253 08	78,129 17	1 40 09
…res linéaires (Fabrication …)	13,126	42	»	42	46	»	46	12,617 22	816 »	13,433 22	0 96 12
… en toiles	2,673	9	»	9	19	»	19	954 63	2 50	957 13	0 35 70
…leurs	12,363	30	10	40	44	13	57	13,529 45	360 54	13,889 99	1 09 43
…ge de fil et coton	25,351	82	»	82	90	»	90	14,258 65	3,025 42	17,284 07	0 56 24
…ge de toiles métalliques	20,680	67	»	67	41	»	41	19,193 57	644 »	19,837 57	0 92 81
…ge de velours	15,108	49	»	49	66	»	66	12,426 65	1,243 50	13,670 15	0 82 25
… Agricole	4,592	14	»	14	13	»	13	2,296 08	100 45	2,396 53	0 50 00
… Économique	79,702	257	»	257	152	»	152	59,906 32	5,852 32	65,758 64	0 75 16
… Exploitation forestière	1,598	5	»	5	»	»	»	1,111 14	» 50	1,111 64	0 69 53
… Routes	480	2	»	2	12	»	12	476 51	» »	476 51	0 99 20
… Fabrication de chaux, tuiles	27,056	87	»	87	75	»	75	47,350 77	92 »	47,442 77	1 75 01
… Travaux aux bâtiments des établissements	32,794	106	»	106	115	»	115	19,618 92	1,897 80	21,516 72	0 59 82
… Travaux divers	2,619	8	»	8	6	»	6	2,366 45	124 55	2,491 »	0 90 35
Totaux	540,344	1,730	13	1,743	1,816	23	1,839	455,674 74	40,263 91	495 938 65	0 84 33
TOTAUX GÉNÉRAUX		1,743			1,839			495,938 65			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

EMBRUN.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	[illegible]
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Chaises (Fabrication de)....	3,292	7	4	11	23	1	24	1,599 32	187 06	1,786 38	0 [illegible]
Chapellerie de feutre.......	2,370	6	2	8	19	»	19	1,876 47	249 21	2,125 68	0 [illegible]
Chaussons (Tressage des)...	7,097	12	11	23	73	8	81	1,874 98	173 74	2,048 72	0 [illegible]
Corderie	1,970	5	1	6	20	1	21	747 92	111 92	859 84	0 [illegible]
Cordonnerie cousue.........	7,110	20	3	23	42	5	47	3,827 34	473 48	4,300 82	[illegible]
Frisons (Cardage de).... ...	9,051	19	10	29	65	2	67	3,575 32	552 69	4,128 01	0 [illegible]
Tailleurs..................	1,769	6	»	6	12	»	12	966 96	95 10	1,062 06	0 [illegible]
Tissage de fil	2,761	7	2	9	18	»	18	1,084 24	316 48	1,400 72	0 [illegible]
— de velours	1,676	5	»	5	14	2	16	635 90	173 31	809 21	0 [illegible]
Service intérieur économique.	14,365	46	»	46	81	»	81	8,352 09	158 55	8,510 64	0 [illegible]
Totaux........	51,461	133	33	166	367	19	386	24,540 54	2,491 54	27,032 08	0 [illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX......		166			386			27,032 08			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

EYSSES.

NOMENCLATURE des [...]STRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[...]tons de nacre	17,425	48	8	56	57	7	64	12,123 58	1,692 69	13,816 27	0 73 59
[...]paraçonnerie	17,630	57	»	57	66	»	66	3,033 71	163 53	3,197 24	0 17 20
[...]ises (Fabrication de bois de	320	1	»	1	1	»	1	367 10	6 50	373 60	1 14 71
[...]apellerie de feutre	2,480	7	1	8	»	»	»	2,082 72	150 50	2,233 22	0 83 98
[...]onnerie clouée	17,673	57	»	57	64	»	64	12,788 05	1,798 50	14,586 55	0 72 35
[...]nnerie cousue	51,746	167	»	167	156	»	156	35,881 19	2,858 56	38,739 75	0 69 34
[...]ure sur bois	9,509	24	7	31	24	9	33	8,796 47	426 32	9,222 79	0 92 50
[...]isterie	5,399	17	»	17	19	»	19	6,152 48	96 25	6,248 73	1 13 95
[...]es	17,413	56	»	56	64	»	64	16,677 91	1,223 30	17,901 21	0 95 77
[...] pour brosses (Prépara[...]on de)	12,205	39	»	39	48	»	48	9,040 03	750 24	9,790 27	0 74 06
[...]ndales	58,339	188	»	188	231	»	231	37,181 29	975 92	38,157 21	0 63 73
[...]age de fil, laine et coton.	38,067	123	»	123	97	»	97	22,794 64	1,847 28	24,641 92	0 59 88
[...]age à la main — d° —	8,540	28	»	28	39	»	39	3,628 67	316 46	3,945 13	0 42 48
[...]s métalliques	11,771	38	»	38	37	»	37	9,188 17	938 50	10,126 67	0 78 05
[...]rvice intérieur économique	53,181	172	»	172	122	»	122	29,579 70	1,460 52	31,040 22	0 55 62
Totaux	321,698	1,022	16	1,038	1,025	16	1,041	209,315 71	14,705 07	224,020 78	0 65 06
Totaux généraux		1,038			1041			224,020 78			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

FONTEVRAULT.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1874. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Boutons de nacre	62,620	166	36	202	180	26	206	67,652 99	385 »	68,037 99	1 [illegible]
Chaussonnerie (Tressage de)	92,621	264	35	299	233	25	258	25,269 50	3,965 78	29,235 28	0 [illegible]
Cordonnerie clouée	61,197	150	47	197	200	86	286	49,251 26	1,593 96	50,845 22	0 [illegible]
Cordonnerie cousue	11,323	36	»	36	38	1	39	12,115 45	247 »	12,362 45	1 [illegible]
Ébénisterie	13,042	43	»	43	48	1	49	15,984 91	282 »	16,266 91	1 [illegible]
Enveloppes de bouteilles	4,625	15	»	15	7	»	7	5,245 79	171 »	5,416 79	1 [illegible]
Essieux et ressorts pour voitures	20,221	60	5	65	»	»	»	23,771 10	1,260 05	25,031 15	1 [illegible]
Menuiserie	11,943	39	»	39	41	»	41	16,842 82	645 57	17,488 39	1 [illegible]
Saboterie	6,153	20	»	20	20	»	20	10,823 98	276 63	11,100 61	1 [illegible]
Sangles	5,299	17	»	17	15	»	15	4,877 37	254 50	5,131 87	0 [illegible]
Semelles	547	2	»	2	3	»	3	607 98	7 »	614 98	1 [illegible]
Tailleurs	32,095	87	17	104	95	21	95	25,260 81	753 58	26,014 39	0 [illegible]
Tissage de fil	32,072	122	»	122	107	1	108	31,134 73	351 50	31,486 23	0 [illegible]
Tonnellerie	248	»	»	»	»	»	»	521 43	15 »	536 43	2 [illegible]
Service intérieur économique	58,251	188	»	188	153	»	153	38,275 85	1,406 93	39,682 78	0 [illegible]
Travaux extérieurs — Travaux aux bâtiments des établissements	11,215	36	»	36	33	»	33	10,490 03	128 »	10,618 03	0 [illegible]
Travaux extérieurs — Travaux divers	1,128	4	»	4	»	»	»	836 07	»	836 07	0 [illegible]
Totaux	430,600	1,249	140	1,389	1,173	161	1,334	338,970 07	11,745 50	350,705 57	0 [illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX			1,389			1,334			350,705 57		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

GAILLON.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c	fr. c.
rosserie	60,152	158	36	194	177	34	211	53,027 68	3,736 73	56,764 41	0 88 15
haises (Fabrication de)	17,590	44	13	57	45	14	59	24,631 13	1,062 12	25,693 25	1 40 02
Id (Rempaillage)	22,062	54	17	71	66	20	86	25,166 19	928 73	26,094 92	1 14 07
aussons — Tressage	31,324	111	»	101	107	»	107	17,402 80	4,823 51	22,226 31	0 55 55
aussons — Claquage	27,571	89	»	89	96	»	96	22,312 89	2,434 42	24,747 31	0 80 92
rdonnerie clouée	18,437	49	11	60	48	11	59	14,092 06	2,101 47	16,193 53	0 76 43
arterie	14,231	46	»	46	49	»	49	7,809 32	263 85	8,073 17	0 54 87
sserie	34,215	88	22	110	79	28	107	44,324 20	1,169 35	45,493 55	1 29 54
annerie	11,235	35	1	36	»	»	»	7,637 92	334 09	7,972 01	0 67 98
ervice intérieur économique	42,048	136	»	136	116	»	116	32,436 17	1,265 14	33,701 31	0 77 14
ravaux divers	9,376	30	»	30	16	»	16	9,868 57	1,077 48	10,946 05	1 05 25
Totaux	288,241	830	100	930	799	107	906	258,708 93	19,196 89	277,905 82	0 89 75
Totaux généraux		930			906			277,905 82			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

LOOS.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
								fr. c.	fr. c.	fr. c.
Boutonnerie de nacre	45,144	127	19	146	131	39	170	43,249 70	3,245 58	46,495 28
Chaises (Fabrication de)....	22,716	60	13	73	68	15	83	12,751 05	4,482 23	17,233 28
Chaussons (Tressage de).....	40,736	124	7	131	101	26	127	12,207 67	179 50	12,387 17
Chaussons (Montage de).....	12,937	39	3	42	46	2	48	5,718 32	160 06	5,878 38
Cordonnerie clouée.........	41,195	129	4	133	16	»	16	34,144 29	1,702 80	35,847 09
Ébénisterie................	10,801	27	8	35	24	20	44	12,893 50	708 95	13,602 45
Écharpillage	8,542	27	»	27	29	»	29	2,507 36	120 68	2,628 04
Lits en fer................	3,083	10	»	10	26	»	26	3,267 39	73 50	3,340 89
Parapluies.................	15,459	50	»	50	23	»	23	18,999 30	486 75	19,486 05
Sparterie..................	3,397	11	»	11	»	»	»	1,568 99	25 50	1,594 49
Tailleurs..................	41,510	127	7	134	131	12	143	27,917 90	1,867 60	29,785 50
Tissage de fil.............	70,132	226	»	226	230	»	230	57,365 50	5,267 95	62,633 45
Vannerie...................	18,708	42	18	60	42	29	71	10,392 30	3,131 17	13,523 47
Service intérieur économique	32,486	105	»	105	99	»	99	18,718 90	809 45	19,528 35
Travaux extérieurs — Travaux aux bâtiments des établissements.......	7,385	24	»	24	21	»	21	4,372 45	721 40	5,093 85
Totaux..........	374,231	1,128	79	1,207	987	143	1,130	266,074 62	22,983 12	289,057 74
TOTAUX GÉNÉRAUX.....		1,207			1,130			289,05774		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

MELUN.

NOMENCLATURE des [...]STRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN des travailleurs pendant l'année. Ouvriers.	Apprentis.	Total.	NOMBRE des travailleurs au 31 décembre 1875. Ouvriers.	Apprentis.	Total.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
1	2	3	4	5	9	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[...]erie	33,296	99	8	107	119	9	128	34,448 06	996 22	35,444 28	1 03 46
[...]onnerie de nacre	23,886	77	»	77	»	»	»	24,410 98	1,169 16	25,580 14	1 02 19
[...]eux	10,175	32	1	33	45	»	45	14,206 10	1,774 63	15,980 73	1 39 61
[...]is de gravures de modes	8,298	23	4	27	34	2	36	10,614 91	691 38	11,306 29	1 27 92
[...]nnerie cousue	6,590	21	»	21	18	»	18	8,208 33	1,976 71	9,285 34	1 24 56
[...]gerie	164	1	»	1	»	»	»	280 50	50 65	331 15	1 71 03
[...]ies	27,428	85	4	89	100	7	107	26,746 84	1,016 58	28,663 42	0 97 51
[...]caillerie	14,495	47	»	47	47	»	47	16,705 59	865 74	17,571 33	1 15 25
[...]urs	4,481	14	»	14	18	»	18	5,046 90	1,562 87	6,609 77	1 12 62
[...]e de laine	16,334	50	2	52	60	2	62	21,223 98	1,034 44	22,258 42	1 29 93
[...]e de toile métallique	8,532	27	»	27	22	»	22	9,273 85	206 50	9,480 35	1 08 70
[...]ux divers	111	1	»	1	1	»	1	277 50	» »	277 50	2 50 00
[...]rie	105,986	333	9	342	318	2	320	98,236 37	5,293 60	103,529 97	0 92 68
[...]ice intérieur économique	38,795	125	»	125	104	»	104	39,186 15	1,680 37	40,866 52	1 01 00
[...] Travaux aux bâtiments des établissements	2,753	12	»	12	11	»	11	4,214 81	527 16	4,741 97	1 12 30
Totaux	302,324	947	28	975	897	22	919	313,081 17	18,846 01	331,917 18	1 03 55
Totaux généraux		975			919			331,927 18			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

NIMES.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Caisses d'emballage	5,888	14	5	19	31	8	39	4,729 03	809 49	5,538 52	0 [illegible]
Canettage de coton	8,950	29	»	29	23	»	23	6,641 47	1,665 49	8,304 96	0 [illegible]
Chaises (Fabrication de bois de)	21,788	48	22	70	68	28	96	18,477 »	1,875 50	20,352 50	0 [illegible]
Chapeaux de paille	4,650	12	3	15	26	3	29	2,793 26	252 69	3,045 95	0 [illegible]
Chaussons (Tressage de)	12,771	41	»	41	27	»	27	3,946 15	459 10	4,405 25	0 [illegible]
Chiffons (Triage de)	19,328	62	»	62	36	»	36	11,904 36	1,053 07	12,957 43	0 [illegible]
Cordonnerie clouée	43,700	115	26	141	124	37	161	41,912 47	6,657 60	48,570 07	[illegible]
Dessins pour tapisserie	3,648	12	»	12	18	»	18	4,117 87	792 73	4,910 60	1 [illegible]
Espadrilles	4,326	11	3	14	31	6	37	3,777 89	306 25	4,084 14	0 [illegible]
Lits en fer	14,932	42	6	48	39	6	45	13,399 36	1,706 47	15,105 83	0 [illegible]
Pipes	13,230	36	7	43	43	6	49	16,483 54	1,469 35	17,952 89	1 [illegible]
Sparterie	11,323	36	»	36	»	»	»	3,945 67	387 46	4,333 13	0 [illegible]
Tailleurs d'habits	14,289	32	14	46	32	20	52	15,360 24	1,908 05	17,268 29	1 [illegible]
Tissage de fil, laine, coton	30,823	100	»	100	79	»	79	25,855 50	3,017 18	28,872 77	0 [illegible]
Tricotage	4,071	13	»	13	6	»	6	3,491 62	206 50	3,698 12	0 [illegible]
Vannerie	40,141	118	12	130	148	13	161	31,226 50	1,950 98	33,177 48	0 [illegible]
Service intérieur économique	51,997	168	»	168	147	»	147	34,510 37	5,165 14	39,675 51	0 [illegible]
Travaux extérieurs. — Travaux aux bâtiments des établissements	6,317	20	»	20	5	»	5	6,064 45	965 43	7,029 88	0 [illegible]
Totaux	312,172	909	98	1,007	883	127	1,010	248,636 84	30,646 48	279,283 32	0 [illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX		1,007			1,010			279,283 32			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

POISSY.

NOMENCLATURE des ...IES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c	fr. c.	fr. c.	fr. c.
...jour	34,981	112	»	112	144	»	144	33,674 77	1,000 31	34,675 08	0 96 26
...ils à gaz	10,993	34	1	35	26	1	27	15,360 70	1,339 00	16,699 70	1 39 71
...s de corne	11,727	38	»	38	39	»	39	23,936 91	596 90	24,533 81	2 04 11
...nage	58	»	»	»	»	»	»	80 12	» »	80 12	1 38 13
...sons (Tressage de)	7,649	23	1	24	14	»	14	3,927 53	112 50	4,040 03	0 51 36
...iers	2,584	7	2	9	27	4	31	2,894 70	380 50	3,275 20	1 12 02
...lonnerie clouée	28,180	82	9	91	81	9	90	37,099 74	5,322 61	42,422 35	1 31 65
...erie cousue	18,502	55	5	60	69	3	72	21,736 43	3,033 66	24,770 09	1 17 48
...rie	8,826	21	8	29	19	7	26	8,724 31	1,034 17	9,758 48	0 98 84
...re sur coquille	10,630	29	5	34	27	3	30	11,905 49	601 25	12,506 74	1 11 99
...rs	29,427	95	»	95	109	4	113	49,715 20	2,093 04	51,808 24	1 68 94
...e, spaterie	1,512	5	»	5	»	»	»	709 11	» »	709 11	0 46 89
...iers (Lissage de)	178	1	»	1	7	15	22	148 70	6 50	155 20	0 83 54
...ies	13,395	42	1	43	40	1	41	14,441 39	657 25	15,098 64	1 07 81
...lo	26,587	84	2	86	60	»	60	29,024 64	2,071 40	31,096 04	1 09 16
...les	1,139	4	»	4	45	»	45	868 76	» »	868 76	0 76 27
...rs	13,998	45	»	45	45	»	45	16,563 11	2,758 74	19,321 85	1 18 32
...erie	35,620	108	7	115	69	»	69	37,909 21	1,325 95	39,235 16	1 06 42
...rvice intérieur économique.	43,671	141	»	141	109	»	109	35,390 76	1,342 15	36,732 91	0 81 03
Totaux	299,655	926	41	967	930	47	977	344,111 58	23,675 93	367,787 51	1 14 83
TOTAUX GÉNÉRAUX			967			977		367,787 51			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

RIOM.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Chaussons (Tressage de)....	31,555	100	1	101	88	36	124	17,660 73	2,391 75	20,052 48	0 55
Cordonnerie clouée.........	33,847	96	13	109	89	18	107	21,237 23	2,875 79	24,113 02	0 62
Ébénisterie................	3,441	11	»	11	9	»	9	2,754 30	490 50	3,244 80	0 80
Mégisserie.................	34,357	103	8	111	95	2	97	32,967 79	5,201 27	38,169 06	0 95
Ouvraison de soies	21,038	68	»	68	63	5	68	17,798 92	3,188 45	20,987 37	0 84
Tailleurs de pierres........	4,225	13	»	13	16	»	16	2,907 52	400 25	3,307 77	0 68
Tissage de soie............	25,582	69	15	84	88	15	103	21,479 37	3,576 15	25,055 52	0 83
Service intérieur économique.	32,146	104	»	104	92	»	92	20,388 99	2,685 70	23,074 77	0 63
Totaux.......	186,191	564	37	601	540	76	616	137,194 85	20,809 94	158,004 79	0 73
TOTAUX GÉNÉRAUX.....		601			616			158,004 79			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

CASABIANDA.

NOMENCLATURE des ...RIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Agricole	23,272	75	»	75	70	»	70	15,224 01	1,066 66	16,290 67	0 65 41
Économique	69,415	223	»	223	149	»	149	42,640 07	1,685 12	44,325 19	0 63 71
Carrières	3,323	11	»	11	5	»	5	2,773 35	31 10	2,804 45	0 83 45
Desséchements	7,259	24	»	24	5	»	5	4,305 96	33 50	4,339 46	0 59 31
Exploitation agricole	67,909	219	»	219	256	»	256	41,671 63	9 95	42,637 58	0 61 36
Exploitation forestière	6,493	21	»	21	25	»	25	5,587 80	203 20	5,791 »	0 86 04
Fabrication de chaux, tuiles	75	»	»	»	»	»	»	60 »	» »	60 »	0 80 »
Routes	948	3	»	3	»	»	»	566 80	» »	566 80	0 59 78
Taille de pierres	748	2	»	2	»	»	»	724 30	18 70	743 »	0 96 82
Travaux aux bâtiments des établissements	26,178	84	»	84	105	»	105	24,332 14	1,236 14	25,568 32	0 89 12
Travaux divers	307	1	»	1	7	»	7	121 40	» »	121 40	0 39 54
Totaux	205,927	664	»	664	622	»	622	138,007 46	5,240 41	143,247 87	0 67 01
TOTAUX GÉNÉRAUX		664			622			143,247 87			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

CASTELLUCCIO.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.		JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
			OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
									fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Service intérieur	Agricole	7,234	23	»	23	25	»	25	4,320 85	523 72	4,844 57	[illegible]
	Économique	37,807	122	»	122	103	»	103	20,770 55	1,802 90	22,573 45	[illegible]
Travaux extérieurs.	Exploitation agricole	75,165	242	»	242	288	»	288	39,610 35	1,535 63	41,145 98	[illegible]
	Travaux aux bâtiments des établissements	7,043	23	»	23	19	»	19	5,144 10	598 75	5,742 85	[illegible]
Totaux		127,249	410	»	410	435	»	435	69,845 85	4,561 »	74,306 85	[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX			410			435			74,306 85			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

CHIAVARI.

	NOMENCLATURE des [industries] EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
									fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
…vice …rieur	Agricole	15,435	49	»	49	46	»	46	8,869 58	384 18	9,253 76	0 57 46
	Économique	42,504	137	»	137	140	»	140	23,265 20	788 57	24,053 77	0 54 74
…vaux …té- …urs.	Carrières	7,077	23	»	23	22	»	22	4,631 »	186 34	4,817 34	0 65 43
	Exploitation agricole	121,228	392	»	392	509	»	509	60,643 21	554 62	61,197 83	0 50 02
	Routes	19,826	64	»	64	25	»	25	10,287 71	135 23	10,422 94	0 51 89
	Taille de pierres	2,557	8	»	8	8	»	8	1,789 90	112 42	1,902 32	0 70 »
	Travaux aux bâtiments des établissements	7,071	23	»	23	25	»	25	5,469 30	119 11	5,588 41	0 77 34
	Travaux divers	25,944	84	»	84	97	»	97	17,898 45	1,191 17	19,089 62	0 68 98
	Trav. pour des tiers	311	1	»	1	2	»	2	166 30	30 25	196 55	0 53 47
	Totaux	241,953	781	»	781	874	»	874	133,020 65	3,501 89	136.522 54	0 54 97
	Totaux généraux		781			874			136,522 54			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

BELLE-ISLE.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année. OUVRIERS.	NOMBRE MOYEN ... APPRENTIS.	NOMBRE MOYEN ... TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875. OUVRIERS.	NOMBRE ... APPRENTIS.	NOMBRE ... TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Chaussons (Tressage de).....	1,410	5	»	5	26	»	26	552 30	2 »	554 30	[illegible]
Filets de pêche.....	13,421	43	»	43	23	»	23	4,208 42	928 24	5,136 66	[illegible]
Service intérieur. Agricole.............	931	3	»	3	2	»	2	589 50	40 50	630 »	[illegible]
Service intérieur. Économique.........	27,214	88	»	88	75	»	75	19,752 05	492 30	20,244 35	[illegible]
Travaux extérieurs. Exploitation agricole..	4,017	13	»	13	8	»	8	4,390 32	181 »	4,571 32	[illegible]
Travaux extérieurs. Travaux divers.......	4,490	14	»	14	9	»	9	5,769 79	376 81	6,146 60	[illegible]
Totaux........	51,483	166	»	166	143	»	143	35,262 38	2,020 85	37,283 23	[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX....		166			143			37,283 23			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

THOUARS.

NOMENCLATURE des ...RIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875. OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
...rie	1,159	4	»	4	»	»	»	1,236 15	477 98	1,714 13	1 06 65
...donnerie clouée	550	2	»	2	17	»	17	329 50	10 »	339 50	0 59 90
...donnerie cousue	2,788	9	»	9	9	»	9	4,109 70	» »	4,109 70	1 47 40
...ises (Fabrication et rempaillage de)	80	1	»	1	1	»	1	96 90	» »	96 90	1 21 12
...arronnage	44	1	»	1	»	»	»	68 50	» »	68 50	1 55 68
...seurs de noix	739	2	»	2	»	»	»	185 74	42 97	228 71	0 25 13
...es	1,048	3	»	3	6	»	6	1,713 98	266 57	1,980 55	1 63 54
...graphie	220	1	»	1	»	»	»	355 98	» »	355 98	1 61 80
...rs	6,720	21	»	21	18	»	18	6,838 33	» »	6,838 33	1 01 76
...vice intérieur économique	32,771	105	»	105	85	»	85	31,037 58	196 »	31,233 58	0 94 71
...vaux ...rieurs { Travaux aux bâtiments des établissements	9,717	31	»	31	49	»	49	14,820 93	960 74	15,781 67	1 52 53
Totaux	55,836	180	»	180	185	»	185	60,793 29	1,954 26	62,747 55	1 08 87
TOTAUX GÉNÉRAUX		180			185			62,747 55			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMME

EMBRUN. *Condamnés pour faits insurrectionnels.*

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année			Produit net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 6 et 7	[illegible]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9
					fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Chaises (Fabrication de bois de)	1,782	6	»	6	911 04	52 »	963 04	0 54
Chapellerie de feutre	1,251	3	1	4	857 78	161 20	1,018 98	0 81
Chaussons (Tressage de)	2,039	6	1	7	565 86	52 93	618 79	0 30
Cordonnerie clouée	3,086	8	2	10	1,500 24	55 37	1,555 61	0 [illegible]
Frisons (Cardage de)	1,122	3	»	3	537 40	70 92	608 32	0 54
Ganterie	311	1	»	1	126 06	8 90	134 96	0 43
Papier verré	369	1	»	1	221 40	39 93	261 33	0 70
Tailleurs	1,262	4	»	4	731 06	60 02	791 08	0 62
Tissage de fil, laine	1,166	4	»	4	373 40	» 55	373 95	0 31
Velours (Tissage de)	1,087	3	»	3	372 50	46 95	419 45	0 38
Service intérieur économique	8,563	28	»	28	5,154 76	18 17	5,172 93	0 60
Totaux	22,038	67	4	71	11,351 50	566 94	11,918 44	0 51
TOTAUX GÉNÉRAUX		71			11,918 44			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

LANDERNEAU.

NOMENCLATURE des STRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
ssonnerie (Tressage de).	45,485	147	»	147	157	»	157	24,576 08	1,076 68	25,652 76	0 54 03
onnerie cousue........	2,138	7	»	7	6	»	6	1,605 85	276 69	1,882 54	0 75 10
pes....	8,081	26	»	26	23	»	23	971 96	» 04	972 »	0 12 02
ilanterie et Serrurerie...	11,967	39	»	39	41	»	41	13,284 81	1,086 39	14,371 20	1 11 01
ementerie............	7,036	23	»	23	»	»	»	3,733 42	685 46	4,418 88	0 53 06
eurs................	13,144	42	»	42	47	»	47	14,080 28	2,535 10	16,615 38	1 07 12
ux divers............	3,037	9	»	9	6	»	6	1,593 70	4,503 25	6,096 95	0 52 47
ice intérieur économique.	23,941	77	»	77	61	»	61	16,699 01	412 65	17,111 66	0 69 75
Totaux............	114,829	370	»	370	341	»	341	76,545 71	10,575 66	87,121 37	0 66 66
TAUX GÉNÉRAUX........		370			341			87,121 37			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

AUBERIVE.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	[illegible]
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Couture fine	45,442	144	2	146	159	»	159	46,431 48	576 »	47,007 48	[illegible]
Couture grosse	39,075	123	3	126	143	9	152	35,166 23	142 80	35,309 03	[illegible]
Couture mécanique	55,033	176	2	178	176	»	176	57,066 65	1,559 65	58,626 30	[illegible]
Service intérieur économique	17,397	56	»	56	54	»	54	10,648 20	44 15	10,692 35	[illegible]
Totaux	156,947	499	7	506	532	9	541	149,312 56	2,322 60	151,635 16	[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX		506			541			151,635 16			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

CADILLAC.

NOMENCLATURE des …TRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	r. c.	fr. c.	fr. c.
…ture — fine	51,647	162	5	167	148	4	152	30,219 65	544,50	30,764 15	0 58 51
…ture — mécanique	31,657	99	3	102	93	6	99	22,375 08	218,50	22,593 58	0 70 68
…ssage	36,217	113	4	117	100	7	107	31,562 59	540 »	32,102 59	0 87 15
…ice intérieur économique.	12,934	42	»	42	37	»	37	8,362 75	56 50	8,419 25	0 64 66
Totaux	132,455	416	12	428	378	17	395	92,520 07	1,359 50	93,879 57	0 69 85
TOTAUX GÉNÉRAUX		428			395			93,879 57			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

CLERMONT.

NOMENCLATURE DES INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
		OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
								fr. c.	fr. c.	fr. c.
Boutons en linge	2,820	9	»	9	41	»	41	1,995 31	14 »	2,009 31
Cheveux	17,344	56	»	56	42	»	42	8,447 19	238 30	8,685 49
Cordonnerie clouée	180,704	583	»	583	597	»	597	169,283 78	3,822 40	173,106 18
Couture fine	22,513	73	»	73	65	»	65	26,315 12	390 50	26,705 72
Service intérieur économique.	32,603	105	»	105	99	»	99	24,751 25	492 50	25,243 75
Totaux	255,984	826	»	826	844	»	844	230,792 65	4,957 70	235,750 35
TOTAUX GÉNÉRAUX		826			844			235,750 35		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

DOULLENS.

NOMENCLATURE DES ...RIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
fine	91,048	293	»	293	298	»	298	70,227 74	444 85	70,727 54	0 77 68
...re mécanique	32,404	105	»	105	107	»	107	39,800 75	545 »	40,395 75	1 22 82
grosse	12,399	40	»	40	40	»	40	5,393 61	60 »	5,453 61	0 43 50
...térieur économique.	14,659	47	»	47	42	»	42	7,965 36	167 05	8,132 41	0 54 33
...aux	150,510	485	»	485	487	»	487	123,387 46	1,321 40	124,709 36	0 81 97
...AUX GÉNÉRAUX		485			487			124,709 36			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

MONTPELLIER.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	[illegible]
		OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	[illegible]
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Corsets..................	142,733	398	4	402	416	4	420	112,157 37	971 35	113,128 72	0 8[illegible]
Rempaillage de chaises.....	4,303	11	3	14	»	»	»	2,828 96	27 »	2,855 96	0 [illegible]
Service intérieur économique.	13,291	43	»	43	41	»	41	9,754 14	181 60	9,935 74	0 [illegible]
Totaux..........	142,327	452	7	459	457	4	461	124,740 47	1,179 95	125,920 42	0 [illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX.......		459			461			125,920 42			

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

RENNES.

NOMENCLATURE des [IND]USTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année. OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875. OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[...]ture fine	41,619	134	»	134	153	»	153	29,538 22	471 90	30,010 12	0 70 97
[...]ture grosse	31,297	101	»	101	93	»	93	18,898 62	234 30	19,132 92	0 60 38
[...]ture mécanique	63,234	204	»	204	245	»	245	57,815 65	1,472 10	59,287 75	0 91 43
[...]ssage	20,213	65	»	65	70	»	70	15,329 79	477 15	15,806 94	0 75 84
[...]tage	9,473	31	»	31	14	»	14	1,739 02	63 70	1,802 72	0 18 36
[Ser]vice intérieur économique.	22,535	73	»	73	68	»	68	10,056 20	257 05	10,313 25	0 44 62
Totaux	188,371	608	»	608	643	»	643	133,377 50	2,976 20	136,353 70	0 70 81
TOTAUX GÉNÉRAUX		608			643			136,353 70			

MAISONS CENTRALES,

SONS DE DÉTENTION ET PÉNITENCIERS AGRICOLE

DE LA CORSE.

LEAU N° XXV. — RÉCAPITULATION des pr its du travail par industrie dans tous les Établiss nts, en 1875.

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION

Tableau N° XXV. — RÉCAPITULATION des produit

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOM

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.								fr. c.
Abat-jour	34,981	112	»	112	144	»	144	33,674 77
Appareils à gaz	10,993	34	1	35	26	1	27	15,360 70
Balais	1,923	6	»	6	»	»	»	1,460 39
Boutons de corne	41,548	124	10	134	123	12	135	48,656 90
Boutons de linge	»	»	»	»	»	»	»	» »
Boutons de nacre	238,539	707	63	770	670	72	742	219,447 12
Brosserie	105,653	296	44	340	344	43	387	96,515 77
Cabas	2,143	7	»	7	»	»	»	840 59
Cadres	33,027	106	»	106	121	»	121	25,247 16
Caisses d'emballage	5,888	14	5	19	31	8	39	4,729 03
Canettage de coton	8,950	29	»	29	23	»	23	6,641 47
Caparaçons	17,630	57	»	57	66	»	66	3,033 71
Chaises (Fabrication et rempaillage de)	96,817	241	71	312	294	78	372	92,111 86
Chapelets	645	2	»	2	12	»	12	95 37
Chapellerie de feutre	4,850	13	3	16	19	»	19	3,959 19
Chapellerie de paille	4,659	12	3	15	26	3	29	2,793 26
Chaussons (Tressage et claquage de)	380,132	1,167	58	1,225	1,158	97	1,255	166,474 88
Cheveux	10,175	32	1	33	45	»	45	14,206 10
Chiffons (Coupage et triage de)	19,328	62	»	62	36	»	36	11,904 36
Collage de contre-forts	8,711	28	»	28	49	»	49	6,498 68
Corderie	1,970	5	1	6	20	1	21	747 92
Cordonnerie clouée	266,938	748	113	861	722	161	883	228,310 21
Cordonnerie cousue	225,439	651	75	726	690	154	844	207.602 18
Corsets	36,749	119	»	119	143	»	143	31,093 64
Couture fine	»	»	»	»	»	»	»	» »
Couture grosse	»	»	»	»	»	»	»	» »
Couture mécanique	»	»	»	»	»	»	»	» »
Dessins pour tapisserie	3,648	12	»	12	18	»	18	4,117 87
Dorure sur bois	9,509	24	7	31	24	9	33	8,796 47
Ebénisterie, Menuiserie	99,794	283	41	324	253	88	341	106,185 81
Enluminage de gravures	8,298	23	4	27	34	2	36	10,614 91
Epluchage, Echarpillage	8,542	27	»	27	29	»	29	2,507 36
Essieux, Ressorts pour voitures	20,221	60	5	65	»	»	»	23,771 10
Frisons (Cardage de)	9,051	19	10	29	65	2	67	3,575 32
Galoches, Espadrilles et Sandales	80,901	255	6	261	306	6	312	55,513 77
Ganterie	2,610	8	1	9	16	»	16	1,740 75
Gravure sur coquille	10,630	29	5	34	27	3	30	11,905 49
Horlogerie, Bijouterie	164	1	»	1	»	»	»	280 50
Joigneurs	29,427	95	»	95	109	4	113	49,715 29
Lits en fer	69,321	218	6	224	260	6	266	88,542 84
Mégisserie, Peausserie	68,572	191	30	221	174	30	204	77,291 99
Mesures linéaires	13,126	42	»	42	46	»	46	12,617 22
Ouvraison de soie	21,038	68	»	68	63	5	68	17,798 92
Paille, Sparterie, Coco	43,703	137	3	140	97	6	103	24,690 56
Parapluies	56,282	177	5	182	163	8	171	60,187 53
Passementerie	17,831	56	2	58	42	6	48	21,217 89
Peignes	17,413	56	»	56	64	»	64	16,677 91
Pipes	13,230	36	7	43	43	6	48	16,483 54
Reliure	4,425	14	»	14	20	»	20	4,224 45
Repassage	»	»	»	»	»	»	»	» »
Saboterie	6,153	20	»	20	20	»	20	10,823 98
Sacs en papier	3,297	11	»	11	10	»	10	3,382 24
Sacs en toiles	2,673	9	»	9	19	»	19	954 63

…ERS AGRICOLES DE LA CORSE.

…il par industrie dans tous les Établissements, en 1875.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

…colonnes …et 10.	Produit par journée de travail gratifications non comprises.	Journées de travail.	Nombre moyen des travailleuses pendant l'année. Ouvrières.	Apprenties.	Total.	Nombre des travailleuses au 31 décembre 1875. Ouvrières.	Apprenties.	Total.	Produit net.	Gratifications.	Total des colonnes 20 et 21.	Produit par journée de travail, gratifications non comprises.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
fr. c.	fr. c.								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
675 08	0 96 26	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
699 70	1 39 79	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
534 99	0 75 40	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
107 69	1 17 11	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
» »	»	2,820	9	»	9	41	»	41	1,995 31	14 »	2,009 31	0 70 76
662 35	0 91 99	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
998 96	0 91 35	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
879 34	0 39 17	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
943 01	0 76 44	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
538 52	0 80 49	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
304 96	0 74 20	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
197 24	0 17 20	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
261 40	0 95 14	4,303	11	3	14	»	»	»	2,828 96	27 »	2,855 96	0 65 74
9 37	0 14 78	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
358 90	0 81 63	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
045 95	0 60 07	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
440 44	0 43 78	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
080 73	1 39 61	17,344	56	»	56	42	»	42	8,447 19	238 30	8,685 49	0 48 70
057 43	0 61 59	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
501 44	0 74 60	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
859 84	0 43 66	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
525 96	0 85 53	180,704	583	»	583	597	»	597	169,283 78	3,822 40	173,106 18	0 93 68
655 93	0 91 64	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
130 66	0 84 61	124,733	398	4	402	416	4	420	112,157 37	971 35	113,128 72	0 89 91
» »	»	252,269	806	7	813	823	4	827	202,732 21	2,482 75	205,214 96	0 80 34
» »	»	82,771	264	3	267	276	9	285	59,458 46	437 10	59,895 56	0 71 63
» »	»	182,328	584	5	589	621	6	627	177,058 13	3,845 25	180,903 38	1 09 07
910 60	1 12 38	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
222 79	0 92 50	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
946 99	1 06 40	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
306 29	1 27 92	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
628 04	0 29 35	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
031 15	1 17 56	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
128 01	0 45 50	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
003 43	0 68 62	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
861 60	0 66 69	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
506 74	1 11 99	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
331 15	1 71 03	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
808 24	1 68 94	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
375 89	1 27 73	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
662 61	1 12 72	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
433 22	0 96 12	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
967 37	0 84 60	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
226 48	0 56 50	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
248 11	1 06 94	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
926 27	1 19 »	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
901 21	0 95 77	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
952 89	1 24 59	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
347 93	0 95 40	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
» »	» »	56,430	178	4	182	170	7	177	46,892 38	1,017 15	47,909 53	0 83 10
100 61	1 75 91	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
3,756 06	1 02 58	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
957 13	0 35 70	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOM[…]

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIF[…]
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.		TOT[…]
1	1	3	4	5	6	7	8	9	[illegible]
								fr. c.	[illegible]
Sangles	5,299	17	»	17	15	»	15	4,877 37	[illegible]
Sellerie, bourellerie	29,171	91	4	95	87	4	91	31,919 34	[illegible]
Semelles	1,686	6	»	6	48	»	48	1,476 74	[illegible]
Serrurerie, Quincaillerie	14,495	47	»	47	47	»	47	16,705 59	[illegible]
Service intérieur agricole	50,533	161	»	161	154	»	154	30,710 52	[illegible]
Service intérieur économique	677,321	2,186	»	2,186	1,803	»	1,803	460,161 »	[illegible]
Tailleurs d'habits	135,541	374	63	437	420	71	491	114,845 01	[illegible]
Tissage.. de fil, laine et coton	244,821	783	7	790	755	3	758	188,513 11	[illegible]
Tissage.. de toile métallique	40,983	132	»	132	100	»	100	37,655 59	[illegible]
Tissage.. de velours, soie	42,366	123	15	138	168	17	185	34,541 92	[illegible]
Tonnellerie	248	»	»	»	»	»	»	521 43	[illegible]
Travaux divers intérieurs	7,167	24	»	24	30	15	45	6,398 09	[illegible]
Travaux extérieurs. Carrières	10.400	34	»	34	27	»	27	7,404 35	[illegible]
Travaux extérieurs. Desséchements	7,259	24	»	24	5	»	5	4,305 96	[illegible]
Travaux extérieurs. Exploitation agricole	264,302	853	»	853	1,053	»	1,053	141,925 19	[illegible]
Travaux extérieurs. Exploitation forestière	8,091	26	»	26	25	»	25	6,698 94	[illegible]
Travaux extérieurs. Fabrication de chaux, tuiles	27,131	87	»	87	75	»	75	47,410 77	[illegible]
Travaux extérieurs. Routes	21,254	69	»	69	37	»	37	11,331 02	[illegible]
Travaux extérieurs. Tailleurs de pierre	7,530	23	»	23	24	»	24	5,421 72	[illegible]
Travaux extérieurs. Travaux aux bâtiments	103,090	332	»	332	334	»	334	81,093 86	[illegible]
Travaux extérieurs. Travaux divers	43,658	141	»	141	128	»	128	34,764 12	[illegible]
Tricotage	4,071	13	»	13	6	»	6	3,491 62	[illegible]
Vannerie	279,764	844	59	903	761	52	813	256,609 13	[illegible]
TOTAUX	4,203,719	12,833	728	13,561	12,766	973	13,739	3,383,805 90	[illegible]
Établissements affectés aux condamnés de l'insurrection.									
Brosserie	1,159	4	»	4	»	»	»	1,236 15	[illegible]
Cassage de noix	739	2	»	2	»	»	»	185 74	[illegible]
Chaises (Fabrication et rempaillage de)	1,862	7	»	7	1	»	1	1,007 94	[illegible]
Chapellerie de feutre	1,251	3	1	4	»	»	»	857 78	[illegible]
Chaussons (Tressage et claquage de)	48,934	158	1	159	183	»	183	25,694 84	[illegible]
Charronnage	44	1	»	1	»	»	»	68 50	[illegible]
Cordonnerie clouée	3,636	10	2	12	17	»	17	1,829 74	[illegible]
Cordonnerie cousue	4,926	16	»	16	15	»	15	5,715 55	[illegible]
Etoupes	8,081	26	»	26	23	»	23	971 96	[illegible]
Ferblanterie	11,967	39	»	39	41	»	41	13,284 81	[illegible]
Filets de pêche	13,421	43	»	43	23	»	23	4,208 42	[illegible]
Frisons (Cardage de)	1,122	3	»	3	»	»	»	537 40	[illegible]
Galoches	1,048	3	»	3	6	»	6	1,713 98	[illegible]
Ganterie	311	1	»	1	»	»	»	126 06	[illegible]
Lithographie	220	1	»	1	»	»	»	355 98	[illegible]
Papier verré	369	1	»	1	»	»	»	221 40	[illegible]
Passementerie	7,036	23	»	23	»	»	»	3,733 42	[illegible]
Service intérieur agricole	931	3	»	3	2	»	2	589 50	[illegible]
Service intérieur économique	92,489	298	»	298	221	»	221	72,643 40	[illegible]
Tailleurs	21,126	67	»	67	65	»	65	21,649 67	[illegible]
Tissage de fil, laine et coton	1,166	4	»	4	»	»	»	373 40	[illegible]
Tissage de velours, soie	1,087	3	»	3	»	»	»	372 50	[illegible]
Travaux divers	3,037	9	»	9	6	»	6	1,593 70	[illegible]
Travaux extérieurs. Exploitation agricole	4,017	13	»	13	8	»	8	4,390 32	[illegible]
Travaux extérieurs. Travaux aux bâtiments	9,717	31	»	31	49	»	49	14,820 93	[illegible]
Travaux extérieurs. Divers	4,490	14	»	14	6	»	9	5,769 79	[illegible]
TOTAUX	244,186	783	4	787	669	»	669	183,952 88	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEUSES pendant l'année. OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	NOMBRE DES TRAVAILLEUSES au 31 décembre 1875. OUVRIÈRES.	APPRENTIES.	TOTAL.	PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 20 et 21.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
fr. c.	fr. c.								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5,131 87	0 92 04	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
14,371 24	1 09 42	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
1,483 74	0 88 17	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
17,571 33	1 15 25	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
22,785 53	0 60 77	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]8,767 96	0 67 94	113,419	366	»	366	341	»	341	71,537 90	1,198 85	72,736 75	0 63 07
[illegible]6,520 46	0 84 73	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]6,036 95	0 77 »	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
10,444 59	0 67 50	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
10,534 88	0 81 53	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
536 43	2 10 25	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
6,459 29	0 89 27	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
7,621 79	0 71 19	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
4,339 46	0 59 31	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]4,961 39	0 53 69	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
6,902 64	0 83 31	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]7,502 77	1 74 74	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]1,466 25	0 53 29	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
5,953 09	0 72 »	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible],511 21	0 78 63	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible],399 58	0 79 63	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible],698 12	0 85 76	9,473	31	»	31	14	»	14	1,739 02	63 70	1,802 72	0 18 36
[illegible]2,130 62	0 92 40	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible]31,481 89	0 80 50	1,026,594	3,286	26	3,312	3,341	30	3,371	854,130 71	14,117 85	868,248 56	0 83 20
1,714 13	1 06 65	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
228 71	0 25 13	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
1,059 94	0 54 13	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
1,018 98	0 81 37	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
26,825 85	0 52 51	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
68 50	1 55 68	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
1,895 11	0 50 32	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
5,992 24	1 16 03	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
972 »	0 12 02	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
14,371 20	1 11 01	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
5,136 66	0 31 35	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
608 32	0 54 19	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
1,980 55	1 63 54	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
134 96	0 43 08	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
355 98	1 61 80	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
261 33	0 70 73	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
4,418 88	0 53 06	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
630 »	0 63 31	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
73,762 52	0 78 54	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
24,244 79	1 02 48	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
373 95	0 31 98	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
419 45	0 38 54	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
6,096 95	0 52 47	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
4,571 32	1 09 29	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
15,781 67	1 52 53	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
6,146 60	1 28 50	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»
[illegible],070 59	0 75 33	»	»	»	»	»	»	»	» »	» »	» »	»

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION ET PÉNITENCI AGRICOLES DE LA CORSE.

Tableau N° XXVI. — RÉCAPITULATION du nombre des travailleurs et produits du travail par Établissement, en 1875.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.								fr. c.	fr. c.	fr. c.
Albertville....	103,870	300	35	335	317	64	381	67,542 05	5,629 36	73,171 41
Aniane	191,252	571	46	617	522	41	563	165,810 07	13,690 48	179,500 55
Beaulieu	226,551	669	62	731	579	127	706	213,280 77	9,788 46	223,069 23
Clairvaux	540,344	1,730	13	1,743	1,816	23	1,839	455,674 74	40,263 91	495,938 65
Embrun........	51,461	133	33	166	367	19	386	24,540 54	2,491 54	27,032 08
Eysses.........	321,698	1,022	16	1,038	1,025	16	1,041	209,315 71	14,705 07	224,020 78
Fontevrault...	430,600	1,249	140	1,389	1,173	161	1,334	338,960 07	11,745 50	350,705 57
Gaillon........	288,241	830	100	930	799	107	906	258,708 93	19,196 89	277,905 82
Loos...........	374,231	1,128	79	1,207	987	143	1,130	266,074 62	22,983 12	289,057 74
Melun.........	302,324	947	28	975	897	22	919	313,081 17	18,846 01	331,927 18
Nimes..........	312,172	909	98	1,007	883	127	1,010	238,636 84	3,064 48	279,283 32
Poissy.........	299,655	926	41	967	930	47	977	344,111 58	23,675 93	367,787 51
Riom...........	186,191	564	37	601	540	76	616	137,194 85	20,809 94	158,004 79
Casabianda.....	205,927	664	»	664	622	»	622	138,007 46	5,240 41	143,247 87
Castelluccio..	127,249	410	»	410	435	»	435	69,845 85	4,461 »	74,306 85
Chiavari.......	241,953	781	»	781	874	»	874	133,020 65	3,501 89	136,522 54
Totaux...	4,203 719	12,833	728	13,561	12,766	973	13,739	3,383,805 90	247,675 99	3,631,481 89

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

...SSEMENTS.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS pendant l'année.			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			PRODUIT net.	GRATIFICATIONS	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.	OUVRIERS.	APPRENTIS.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
...ons de ...tion et ...isons de cor...ction spécia...s aux con...nés pour ...s insurrec...nels.......								fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
...ISLE.....	51,483	166	»	166	143	»	143	35,262 38	2,020 85	37,283 23	0 68 49
...RS..	55,836	180	»	180	185	»	185	60,793 29	1,954 26	62,747 55	1 08 87
...……..	22,038	67	4	71	»	»	»	11,351 50	566 94	11,918 44	0 51 50
...REAU....	114,829	370	»	370	341	»	341	76,545 71	10,575 66	87,121 37	0 66 66
TOTAUX...	244,186	783	4	787	669	»	669	183,952 88	15,117 71	199,070 59	0 75 33

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

...VE.......	156,947	499	7	506	532	9	541	149,312 56	2,322 60	151,635 16	0 95 13
...AC.......	132,455	416	12	428	378	17	395	92,520 07	1,359 50	93,879 57	0 69 85
...ONT......	255,984	826	»	826	844	»	844	230,792 65	4,957 70	235,750 35	0 90 15
...LENS.......	150,510	485	»	485	487	»	487	123,387 46	1,321 90	124,709 36	0 81 97
...TPELLIER ...	142,327	452	7	459	457	4	461	124,740 47	1,179 95	125,920 42	0 87 64
...ES........	188,371	608	»	608	643	»	643	133,377 50	2,976 20	136,353 70	0 70 81
TOTAUX...	1,026,594	3,286	26	3,312	3,341	30	3,371	854,130 71	14,117 85	868,248 56	0 83 20

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION

Tableau N° XXVII. — RÉPARTITION des prod

ÉTABLISSEMENTS AFF

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	AUX DÉTENUS.					MOYENNE DU PÉ (réserve et disponi Total par jour
	PÉCULE.	A ajouter, pour gratifications et bonis.	A déduire pour dégâts, malfaçons et punitions.	TOTAL NET DU PÉCULE.		
				Réserve.	Disponible.	de détention.
1	2	3	4	5	6	7
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Albertville	27,783 30	5,629 36	389 »	13,884 14	19,139 52	0 18 80
Aniane	69,710 14	13,690 48	643 93	34,840 68	47,916 01	0 29 82
Beaulieu	86,467 77	9,788 46	1,284 42	43,236 54	51,735 27	0 30 72
Clairvaux	194,991 17	40,263 91	3,421 06	97,502 87	134,331 15	0 31 45
Embrun	10,176 99	2,491 54	59 40	5,085 35	7,523 78	0 16 67
Eysses	88,209 01	14,705 07	572 42	44,081 96	58,259 70	0 22 49
Fontevrault	145,411 82	11,745 50	1,935 06	72,675 73	82,546 53	0 24 36
Gaillon	114,044 89	19,196 89	1,791 32	57,000 96	74,449 50	0 32 91
Loos	111,766 55	22,983 12	2,876 90	55,856 27	76,016 50	0 25 20
Melun	121,362 64	18,846 01	1,623 47	60,660 51	77,924 67	0 34 99
Nîmes	108,671 32	30,646 48	3,805 40	54,312 72	81,199 68	0 28 53
Poissy	155,178 93	23,675 93	1,031 96	77,565 51	100,257 39	0 41 28
Riom	57,494 66	20,809 94	1,047 66	28,733 50	48,523 44	0 26 02
Casabianda	54,598 59	5,240 41	690 07	27,433 83	31,715 10	0 21 10
Castelluccio	32,217 19	4,461 »	688 85	16,100 94	19,888 40	0 21 93
Chiavari	54,594 38	3,501 89	1,118 07	27,284 43	29,693 77	0 17 62
Totaux	1,432,679 35	,247,675 99	22,978 99	716,255 94	941,120 41	0 27 79

…TENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

… main-d'œuvre par Établissement, en 1875.

… AUX HOMMES.

	…DU PÉCULE disponible par journée	AUX ENTREPRENEURS.			AU TRÉSOR.					
…n.	de travail.	Portion à eux attribuée par leur marché.	Moyenne des dixièmes concédés par journée de détention.	Retenues ou indemnités à leur profit.	Portion restant à la disposition du gouvernement.	Moyenne des dixièmes non concédés par journée de détention.	Cinquième pour frais d'atelier.	Retenues, amendes, punitions.	TOTAUX des recettes du Trésor.	Recettes pour ordre.
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
…c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
…90	0 18 43	39,758 75	0 22 64	286 86	» »	»	» »	102 14	102 14	» »
…24	0 25 05	96,099 93	0 34 59	364 78	» »	»	» »	279 15	279 15	» »
…71	0 22 84	126,813 »	0 41 02	1,023 17	» »	»	» »	261 25	261 25	» »
…65	0 24 86	» »	»	844 59	212,851 73	0 28 60	» »	2,576 47	215,428 20	47,831 84
…88	0 01 45	14,363 55	0 18 94	46 45	» »	»	» »	12 95	12 95	» »
…80	0 18 11	121,106 70	0 26 61	272 37	» »	»	» »	300 05	300 05	» »
…96	0 19 17	» »	»	1,126 10	158,687 54	0 36 85	» »	808 96	159,496 50	34,860 71
…64	0 26 39	» »	»	309 87	120,518 51	0 30 17	» »	1,481 45	121,999 96	24,145 53
…53	0 20 31	154,308 07	0 29 49	2,024 28	» »	»	» »	852 62	852 62	» »
…68	0 25 77	» »	»	» »	164,820 72	0 41 62	» »	1,623 47	166,444 19	26,897 81
…10	0 26 01	139,965 52	0 29 06	1,144 23	» »	»	» »	2,661 17	2,661 17	» »
…27	0 33 46	188,932 65	0 45 84	513 51	» »	»	» »	518 45	518 45	» »
…34	0 26 06	79,700 19	0 26 84	561 01	» »	»	» »	486 65	486 65	» »
…31	0 15 40	» »	»	11 »	» »	»	» »	679 07	679 07	83,408 87
…12	0 15 62	» »	»	» »	» »	»	» »	688 85	688 85	37,628 66
…18	0 21 27	» »	»	» »	185 09	0 00 06	» »	1,118 07	1,303 16	78,241 18
…78	0 22 38	961,048 36	0 31 83	8,528 22	657,063 59	0 30 19	»	14,450 77	671,514 36	333,014 60

ÉTABLISSEMENTS …

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	AUX DÉTENUS.					MOYENNE DU PÉ… (Réserve et disponible.) Total par jour…
	PÉCULE.	À ajouter, pour gratifications et boni.	À déduire pour dégats, malfaçons et punitions.	TOTAL NET DU PÉCULE.		
				Réserve.	Disponible.	de détention.
1	2	3	4	5	6	7
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BELLE-ISLE	17,949 18	2,020 85	17 15	8,970 20	10,982 68	0 09 22
THOUARS	29,921 02	1,954 26	67 80	14,956 34	16,851 14	0 13 64
EMBRUN	5,653 46	566 94	15 45	2,823 26	3,381 69	0 14 76
LANDERNEAU	38,201 21	10,575 66	143 76	19,089 53	29,543 58	0 31 49
TOTAUX	91,724 87	15,117 71	244 16	45,839 33	60,759 09	0 16 48

ÉTABLISSEMENTS …

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	PÉCULE.	À ajouter	À déduire	Réserve.	Disponible.	de détention.
AUBERIVE	59,973 20	2,322 60	» »	29,978 11	32,317 69	0 29 38
CADILLAC	35,756 69	1,359 50	440 50	17,869 39	18,806 30	0 21 40
CLERMONT	92,632 71	4,957 70	489 38	46,295 18	50,805 85	0 30 44
DOULLENS	49,954 73	1,321 90	110 79	24,971 05	26,194 79	0 27 16
MONTPELLIER	49,006 81	1,179 95	206 24	24,490 75	25,489 77	0 25 39
RENNES	50 676 60	2,976 20	107 73	25,323 97	28,221 10	0 22 16
TOTAUX	338,000 74	14,117 85	1,354 64	168,928 45	181,835 50	0 26 39

…AUX HOMMES.

…E DU PÉCULE disponible …r journée.		AUX ENTREPRENEURS.			AU TRÉSOR					Recettes pour ordre.
…s.	de travail.	Portion à eux attribué par leur marché.	Moyenne des dixièmes concédés par journée de détention.	Retenues ou indemnités à leur profit.	Portion restant à la disposition du gouvernement.	Moyenne des dixièmes non cédés par journée de détention.	Cinquième pour frais d'atelier.	Retenues, amendes, punitions.	TOTAUX des recettes du Trésor	
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
…c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
67	0 21 33	»	»	» »	7,250 07	0 03 34	» »	17 15	7,267 22	10,063 13
22	0 30 17	7,000 75	0 03 »	12 05	5,841 58	0 02 50	» »	55 75	5,897 33	18,029 94
04	0 15 34	5,698 04	0 13 55	8 45	» »	»	» »	7 »	7 »	» »
13	0 25 73	38,344 50	0 24 82	28 06	» »	»	» »	115 70	115 70	» »
40	0 24 88	51,043 29	0 11 87	48 56	13,091 65	0 02 91	» »	195 60	13,287 25	28,093 07

…AUX FEMMES.

24	0 20 59	89,339 36	0 42 14	» »	» »	»	» »	» »	» »	» »
86	0 14 20	56,763 38	0 33 13	428 55	» »	»	» »	11 95	11 95	» »
92	0 19 85	138,159 94	0 43 31	483 88	» »	»	» »	5 50	5 50	» »
96	0 17 40	73,432 73	0 38 98	100 59	» »	»	» »	10 20	10 20	» »
95	0 17 90	75,733 66	0 38 47	163 74	» »	»	» »	42 50	42 50	» »
68	0 14 98	82,700 90	0 34 23	69 93	» »	»	» »	37 80	37 80	» »
68	0 17 71	516,129 97	0 38 08	1,246 69	» »	»	» »	107 95	107 95	» »

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE D

Tableau N° XXVIII. — DÉPENSES des Condamnés

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	DÉPENSES A LA CANTINE.				SECOURS aux familles.	RESTITUTIONS.
	Pain.	Autres aliments.	Objets d'habillement et menus ustensiles.	TOTAL.		
1	2	3	4	5	6	7
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.	fr. c.	fr c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
ALBERTVILLE	824 81	15,623 06	2,203 35	18,651 22	1,266 »	» »
ANIANE	791 03	38,638 22	4,987 70	44,416 95	3,152 77	30 »
BEAULIEU	5,199 »	33,383 05	2,838 08	41,420 13	4,650 35	150 »
CLAIRVAUX	30,387 28	74,905 18	9,781 25	115,073 71	7,255 52	10 10
EMBRUN	458 56	6,887 59	1,059 91	8,406 06	204 48	» »
EYSSES	3,835 67	48,506 35	» »	52,342 02	2,796 54	» »
FONTEVRAULT	13,156 37	60,313 95	5,307 49	78,777 81	2,580 51	» »
GAILLON	5,434 67	36,595 33	» »	42,030 »	4,782 19	» »
LOOS	9,002 15	47,782 84	2,016 20	58,801 19	3,282 »	7 28
MELUN	3,113 91	65,672 67	6,391 15	75,177 73	6,876 95	200 10
NIMES	3,426 75	59,182 64	7,114 68	69,724 07	5,286 10	» »
POISSY	4,207 47	59,074 52	3,574 53	66,856 52	3,660 »	86 »
RIOM	850 05	36,152 40	3,244 86	40,247 31	5,402 05	48 10
CASABIANDA	» »	18,086 25	7,285 95	25,372 20	1,713 75	» »
CASTELLUCCIO	1,534 92	14,388 44	3,139 70	19,063 06	905 »	» »
CHIAVARI	3,383 30	29,920 02	713 47	34,016 79	633 »	» »
TOTAUX	85,605 94	645,112 51	59,638 32	790.376 77	54,447 21	531 58

ON ET PÉNITENCIERS AGRICOLES DE LA CORSE.

duit de leur travail et les fonds déposés à leur profit.

S AUX HOMMES.

9	TOTAL général des dépenses (colonnes 5, 6, 7, 8 et 9). 10	DÉPENSES PAR JOURNÉE DE DÉTENTION. Pain et autres aliments. 11	Objets d'habillement et dépenses accidentelles. 12	Autres dépenses. 13	TOTAL. 14	ÉVALUATION DES VIVRES SUPPLÉMENTAIRES DONNÉS GRATUITEMENT — PAR L'ADMINISTRATION. Pain. 15	Autres aliments et boissons. 16	PAR LES FABRICANTS. Pain. 17	Autres aliments et boissons. 18	TOTAL. (col. 15, 16, 17 et 18). 19	PAR JOURNÉE de détention. 20
r. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
»	21,656 98	0 09 37	0 02 20	0 00 76	0 12 33	» »	» »	» »	» »	» »	» »
»	50,860 74	0 14 19	0 02 96	0 01 15	0 18 30	827 92	» »	» »	» »	827 92	0 00 29
»	50,081 30	0 12 48	0 01 97	0 01 75	0 16 22	233 20	2,537 01	» »	» »	2,770 21	0 00 89
»	128,157 73	0 14 14	0 02 05	0 01 01	0 17 20	2,506 30	» »	1,181 14	» »	3,687 44	0 00 49
49	9,004 18	0 09 66	0 01 87	0 00 30	0 11 83	375 57	» »	» »	518 98	894 55	0 01 10
»	65,875 26	0 11 50	0 02 35	0 00 61	0 14 46	403 38	» »	» »	» »	403 38	0 00 08
»	85,785 52	0 11 53	0 01 34	0 00 59	0 13 46	410 05	» »	» »	» »	410 05	0 00 06
47	56,396 52	0 10 52	0 02 21	0 01 39	0 14 12	689 95	1,285 28	» »	» »	1,975 23	0 00 49
46	64,749 23	0 10 85	0 00 86	0 00 66	0 12 37	» »	» »	» »	» »	» »	» »
»	85,834 18	0 17 37	0 02 33	0 01 97	0 21 67	179 53	» »	» »	» »	179 53	0 00 04
30	78,285 26	0 13 18	0 02 17	0 01 10	0 16 45	2,910 67	» »	» »	» »	2,910 67	0 00 61
85	73,577 82	0 14 67	0 01 45	0 00 95	0 17 07	1,289 38	» »	» »	» »	1,289 38	0 00 29
20	47,443 86	0 12 46	0 01 09	0 02 42	0 15 97	» »	» »	» »	» »	» »	» »
»	28,026 70	0 06 81	0 02 56	0 00 95	0 10 32	16,036 34	52,852 35	» »	» »	68,888 69	0 24 57
»	21,925 31	0 09 70	0 03 10	0 00 56	0 13 36	» »	8,805 80	» »	» »	8,805 80	0 05 36
»	35,887 14	0 10 30	0 00 22	0 00 57	0 11 09	» »	25,861 38	» »	» »	25,861 38	0 07 90
77	903,567 73	0 12 25	0 01 90	0 01 00	0 15 15	25,862 29	91,341 82	1,181 14	518 98	118,904 23	0 02 10

ÉTABLISSEMENTS AF[…]

ÉTABLISSEMENTS.	DÉPENSES A LA CANTINE.				SECOURS aux familles.	RESTITUTIONS.	DÉPE[…] ac[…] dente[…] po[…] de le[…] etc.
	Pain.	Autres aliments.	Objets d'habillement et menus ustensiles.	TOTAL.			
1	2	3	4	5	6	7	8
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	[illegible]
BELLE-ISLE	448 38	20,039 34	4,424 91	24,912 63	771 »	» »	[illegible]
THOUARS	596 66	30,880 53	7,601 20	39,078 39	849 »	5 »	[illegible]
EMBRUN	115 92	4,693 72	794 69	5,604 33	285 60	» »	[illegible]
LANDERNEAU	18 22	22,671 95	5,830 63	28,520 80	3,350 70	10 10	[illegible]
TOTAUX	1,179 18	78,285 54	18,651 43	98,116 15	5,256 30	15 10	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS A[…]

ÉTABLISSEMENTS.	Pain.	Autres aliments.	Objets d'habillement et menus ustensiles.	TOTAL.	SECOURS aux familles.	RESTITUTIONS.	8
AUBERIVE	» »	18,491 89	5,096 46	23,588 35	3,497 52	» »	[illegible]
CADILLAC	» »	13,091 90	1,679 69	14,771 59	1,845 18	14 38	[illegible]
CLERMONT	» »	27,268 88	4,363 50	31,632 38	6,288 05	» »	[illegible]
DOULLENS	» »	13,407 65	2,698 55	16,106 20	2,650 »	9 50	[illegible]
MONTPELLIER	» »	17,322 50	3,586 69	20,909 19	1,030 10	» »	[illegible]
RENNES	» »	17,716 15	2,798 07	20,514 22	3,306 84	101 50	[illegible]
TOTAUX	» »	107,298 97	20,222 96	127,521 93	18,617 69	125 38	[illegible]

AUX HOMMES.

TOTAL général des dépenses.	DÉPENSES PAR JOURNÉE DE DÉTENTION. Pain et autres aliments	Objets d'habillement et dépenses accidentelles.	Autres dépenses	TOTAL.	ÉVALUATION DES VIVRES SUPPLÉMENTAIRES DONNÉS GRATUITEMENT — PAR L'ADMINISTRATION. Pain.	Autres aliments et boissons.	PAR LES FABRICANTS. Pain.	Autres aliments et boissson.	TOTAL (col. 15, 16, 17 et 18).	PAR JOURNÉE de détention.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
28,114 77	0 09 47	0 02 04	0 01 48	0 12 99	14 77	232 91	» »	» »	247 68	0 00 11
41,874 94	0 13 50	0 04 09	0 00 36	0 17 95	924 10	1,620 »	28 66	1,617 50	4,190 26	0 01 79
6,350 28	0 11 32	0 02 95	0 00 67	0 14 94	265 57	» »	» »	38 50	304 07	0 00 71
35,604 45	0 14 68	0 06 19	0 02 17	0 23 05	47 31	» »	» »	» »	47 31	0 00 03
111,944 44	0 12 29	0 04 21	0 00 81	0 17 31	1,251 75	1,852 91	28 66	1,656 »	4,789 32	0 00 74

UX FEMMES.

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
29,172 30	0 08 72	0 02 40	0 02 63	0 13 75	» »	» »	» »	» »	» »	»
18,163 50	0 07 64	0 01 29	0 01 09	0 10 02	» »	» »	» »	» »	» »	»
39,640 82	0 08 54	0 01 85	0 02 02	0 12 41	» »	» »	» »	765 70	765 70	0 00 24
20,062 92	0 07 12	0 01 43	0 00 11	0 08 66	» »	» »	» »	» »	» »	»
23,689 52	0 08 80	0 02 70	0 00 53	0 12 03	» »	» »	» »	» »	» »	»
25,313 46	0 07 33	0 01 73	0 01 41	0 10 47	» »	» »	» »	» »	« »	»
156,042 52	0 08 07	0 02 22	0 01 44	0 11 73	» »	» »	» »	765 70	765 70	0 00 24

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTIO…

Tableau n° XXIX. — RENSEIGNEMENTS…

ÉTABLISSEMENTS AFF…

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'individus libérés, par expiration de la peine.	par grâce.	TOTAL.	TEMPS PASSÉ dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles. 1 an et moins.	plus de 1 an à 2 ans.	plus de 2 ans à 3 ans.	plus de 3 ans à 4 ans.	plus de 4 ans à 5 ans.	plus de 5 ans.	CONDUITE. Bonne.	Médiocre.	Mauvaise.	Ayant encouru de nouvelles condamnations pendant leur captivité.	ANTÉCÉDENTS. Récidivistes.	SITUATION LÉGALE. Soumis à la surveillance.	DESTINATIO… Étrangers expulsés.	Incorporés dans les armées de terre et de mer.	Malades ou infirmes dirigés sur les établissements hospitaliers.	sur leur demande.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																			
ALBERTVILLE	175	4	179	»	144	19	4	10	2	115	54	9	1	120	68	9	5	»	[illegible]
ANIANE	306	19	325	»	256	34	10	13	12	95	183	47	»	70	91	18	15	»	[illegible]
BEAULIEU	310	18	328	35	205	52	5	18	13	239	67	22	»	212	97	3	14	6	[illegible]
CLAIRVAUX	922	35	957	3	743	128	49	24	10	604	286	65	2	312	278	41	36	»	[illegible]
EMBRUN	1	»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	[illegible]
EYSSES	448	31	479	73	297	46	20	37	6	422	42	15	»	240	126	7	12	5	[illegible]
FONTEVRAULT	594	21	615	»	475	61	31	37	11	218	211	186	»	211	177	9	28	3	[illegible]
GAILLON	510	12	522	3	418	54	12	23	12	366	69	81	6	156	135	6	35	»	[illegible]
LOOS	569	16	585	137	339	51	18	27	13	470	61	53	1	197	171	70	20	2	[illegible]
MELUN	78	19	97	»	»	2	14	36	45	82	9	6	»	10	91	4	»	»	[illegible]
NIMES	533	19	552	80	301	39	68	41	23	245	234	71	2	293	157	97	36	»	[illegible]
POISSY	680	39	719	89	392	174	39	21	4	468	166	84	1	533	186	49	27	1	[illegible]
RIOM	310	10	320	»	231	22	15	14	38	188	70	62	»	»	83	4	7	»	[illegible]
CASABIANDA	196	19	215	»	39	55	79	25	17	95	82	36	2	93	122	1	13	»	[illegible]
CASTELLUCCIO	112	10	122	1	27	48	34	2	10	53	47	20	2	13	43	»	32	»	[illegible]
CHIAVARI	189	20	209	»	»	22	64	83	40	143	46	20	»	61	»	»	4	»	[illegible]
TOTAUX	5,933	292	6,225	421	3,868	807	462	411	256	3,804	1,627	777	17	2,522	1,825	318	284	17	[illegible]

…RS AGRICOLES DE LA CORSE.

…dividus libérés pendant l'année 1875.

…UX HOMMES.

Moyens présumés d'existence, après la libération, des individus autres que les expulsés, les incorporés ou les malades. — Non remis à une société de patronage. — Paraissant avoir des ressources personnelles.	Non remis à une société de patronage. — En état de travailler. — Ayant du travail assuré.	Non remis à une société de patronage. — En état de travailler. — N'ayant pas de travail assuré.	Non remis à une société de patronage. — Hors d'état de travailler.	Remis à une société de patronage.	Âge. — Au-dessous de 21 ans.	Âge. — De 21 à 25 ans.	Âge. — De 26 à 30 ans.	Âge. — De 31 à 40 ans.	Âge. — De 41 à 50 ans.	Âge. — De 51 ans et plus.	Instruction au moment de la sortie. — Possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure.	Instruction au moment de la sortie. — Sachant lire et écrire.	Instruction au moment de la sortie. — Sachant lire.	Instruction au moment de la sortie. — Illettrés.	Situation pécuniaire. — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule de 20f à 60f.	Situation pécuniaire. — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule de plus de 60f à 100f.	Situation pécuniaire. — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule de plus de 100f.	Situation pécuniaire. — N'ayant rien reçu à leur résidence, mais ayant pourvu sur leur pécule à leurs frais d'habillement et de route.	Situation pécuniaire. — Ayant reçu des secours de l'État à leur sortie.
24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	147	8	10	»	13	34	35	44	29	24	3	90	17	69	51	25	22	71	10
19	83	178	12	»	39	56	57	82	47	44	56	111	62	96	137	41	57	62	28
1	190	105	8	1	22	56	62	78	64	46	57	208	39	24	19	15	31	254	9
15	419	407	39	»	67	172	153	264	168	133	40	665	29	223	275	169	258	228	27
»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»
4	120	319	12	»	52	92	67	115	93	60	8	209	10	252	155	74	137	105	8
19	119	398	38	1	45	98	94	173	114	91	24	330	8	253	187	77	112	198	41
30	330	81	40	»	83	94	104	118	72	51	168	135	82	137	146	83	153	134	6
73	127	276	17	»	61	94	81	119	121	109	67	226	153	139	145	59	89	231	61
»	43	45	5	»	»	3	26	22	26	20	4	70)	4	19	6	4	62	23	2
41	232	127	19	»	71	124	139	95	50	73	34	212	96	210	126	46	51	296	33
62	31	481	68	»	77	83	132	209	132	86	103	317	132	167	102	240	239	113	5
2	90	194	23	»	46	56	51	79	53	35	44	135	31	110	90	48	77	96	9
15	13	167	6	»	»	35	96	76	8	»	3	92	15	105	26	26	46	117	»
5	43	41	1	»	23	80	19	»	»	»	8	92	9	13	16	27	15	64	»
49	52	104	»	»	»	24	55	90	34	6	21	97	16	75	25	47	14	123	»
335	2,040	2,931	298	2	599	1,101	1,171	1,565	1,011	778	640	2,990	703	1,892	1,540	948	1,383	2,115	239

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'individus libérés. Par expiration de la peine.	Par grâce.	Total.	TEMPS PASSÉ dans les maisons centrales ou les pénitenciers agricoles. Un an et moins.	Plus de 1 an à 2 ans.	Plus de 2 ans à 3 ans.	Plus de 3 ans à 4 ans.	Plus de 4 ans à 5 ans.	Plus de 5 ans.	CONDUITE. Bonne.	Médiocre.	Mauvaise.	Ayant encouru de nouvelles condamnations pendant leur captivité.	ANTÉCÉDENTS. Récidivistes.	SITUATION LÉGALE. Soumis à la surveillance.	DESTINATION Étrangers expulsés	Incorporés dans les armées de terre et de mer.	Malades ou infirmes dirigés sur les établissements hospitaliers
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Maisons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.																		
Belle-Isle.......	45	55	100	»	18	62	20	»	»	100	»	»	»	2	96	4	»	»
Thouars.........	49	34	83	»	»	5	31	45	2	74	9	»	»	5	79	3	»	»
Embrun..........	113	13	126	»	11	78	31	6	»	75	51	»	»	»	75	2	»	»
Landerneau......	189	74	263	»	30	154	76	3	»	185	40	38	»	12	22	1	2	»
Totaux.	396	176	572	»	59	299	158	54	2	434	100	38	»	19	272	10	2	»

ÉTABLISSEMENTS A

ÉTABLISSEMENTS.	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Auberive.........	177	10	187	36	94	25	9	10	13	121	34	32	»	46	54	8	»	1
Cadillac.........	138	17	155	»	69	24	15	18	29	62	58	35	»	23	47	»	»	»
Clermont........	305	13	318	»	231	35	10	16	26	97	144	77	»	162	77	11	»	»
Doullens.........	203	10	213	15	138	19	22	8	11	147	44	22	»	49	39	8	»	»
Montpellier......	169	9	178	45	69	18	13	18	15	111	56	11	»	16	53	11	»	»
Rennes..........	195	14	209	»	162	12	7	19	9	166	30	13	»	48	48	»	»	»
Totaux.....	1,187	73	1,260	96	763	133	76	89	103	704	366	190	»	344	318	38	»	1

AUX HOMMES.

[illegible] (23)	Moyens présumés d'existence après la libération des individus autres que les expulsés, les incorporés ou les malades — Non remis à une société de patronage — Paraissant avoir des ressources personnelles. (24)	Non remis à une société de patronage — En état de travailler — Ayant du travail assuré. (25)	Non remis à une société de patronage — En état de travailler — N'ayant pas de travail assuré. (26)	Non remis à une société de patronage — Hors d'état de travailler (27)	Remis à une société de patronage (28)	Age — Au-dessous de 21 ans. (29)	Age — De 21 à 25 ans. (30)	Age — De 26 à 30 ans (31)	Age — De 31 à 40 ans. (32)	Age — De 41 à 50 ans. (33)	Age — De 51 ans et plus. (34)	Instruction au moment de la sortie — Possédant l'instruction primaire ou une instruction supérieure. (35)	Instruction — Sachant lire et écrire. (36)	Instruction — Sachant lire. (37)	Instruction — Illettrés. (38)	Situation pécuniaire — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule — De 20f à 60f. (39)	Situation pécuniaire — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule — De plus de 60f à 100f (40)	Situation pécuniaire — Ayant reçu à leur résidence un solde de pécule — De plus de 100f (41)	N'ayant rien reçu à leur résidence mais ayant pourvu sur leur pécule à leurs frais d'habillement et de route. (42)	Ayant reçu des secours de l'État à leur sortie. (43)
»	18	57	20	1	»	2	6	10	35	33	14	57	25	12	6	23	21	32	24	»
1	5	39	33	3	»	»	1	10	29	32	11	2	69	8	4	16	19	34	14	»
»	5	97	20	2	»	7	27	59	27	5	1	29	55	49	23	47	35	6	38	»
»	1	41	217	1	»	7	27	33	67	67	32	1	232	17	13	66	39	35	123	»
1	29	234	290	7	»	16	61	112	188	137	58	89	381	56	46	152	114	107	199	»

AUX FEMMES.

(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	(29)	(30)	(31)	(32)	(33)	(34)	(35)	(36)	(37)	(38)	(39)	(40)	(41)	(42)	(43)
1	»	58	106	14	»	16	22	31	56	40	22	4	93	13	77	59	25	60	41	2
8	16	23	115	1	»	»	28	35	56	27	9	»	34	26	95	30	19	97	5	4
»	70	136	70	19	12	37	33	42	67	63	76	99	57	70	92	62	63	108	85	»
»	11	72	92	30	»	8	29	53	60	32	31	22	59	44	88	53	71	49	35	5
»	7	71	84	5	»	7	15	30	52	53	21	4	46	31	97	52	18	40	59	9
1	4	62	238	5	»	8	30	35	62	50	24	2	52	23	132	40	15	12	140	2
10	108	422	605	74	12	76	157	226	353	265	183	131	341	207	581	296	211	366	365	22

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION ET PÉNITENCIERS A… COLES DE LA CORSE.

Tableau N° XXX. — RÉPARTITION des journées de détention suivant l'état d'occup… de chômage, de repos, de maladie et de punition, pendant l'année 1875.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Journées de travail en commun.	Journées de travail à l'isolement.	Journées de chômage, faute de travail	Journées de condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail.	Journées de repos : Infirmes, vieillards, arrivants et libérés.	Journées de repos : Jours fériés.	Journées de repos : Par prescription médicale.	Journées de repos : Par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc.	Journées de maladie.	Journées de cellule à l'isolement sans travail.	Journées de cellule par punition disciplinaire.	Journées de salle de discipline.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maisons centrales et pénitenciers agricoles												
ALBERTVILLE	103,870	»	22,774	»	18,871	20,673	3,699	»	3,649	»	2,072	»
ANIANE	191,131	121	2,262	»	38,336	27,549	4,975	»	5,877	2,665	4,337	561
BEAULIEU	223,300	3,251	12,476	»	9,889	40,047	2,079	»	11,089	3,531	3,481	»
CLAIRVAUX	535,619	4,725	»	6,169	64,191	102,926	5,475	225	17,365	526	4,672	2,236
EMBRUN	50,568	893	1,474	»	8,173	9,459	908	»	3,163	4	1,331	»
EYSSES	318,793	2,905	18,958	»	14,533	68,530	1,615	»	17,092	1,550	1,696	9,340
FONTEVRAULT	430,600	»	2,776	»	58,708	75,949	13,681	14,116	16,000	9,420	15,803	»
GAILLON	288,241	»	15,927	»	6,740	62,264	2,597	620	12,252	»	10,808	»
LOOS	374,231	»	29,525	»	12,591	70,059	9,037	»	7,666	4,553	4,017	11,538
MELUN	301,829	495	6,243	»	7,216	50,531	2,840	»	17,024	»	5,914	3,920
NIMES	312,172	»	27,996	»	15,206	71,522	6,344	»	19,156	1,350	15,971	4,919
POISSY	295,723	3,932	37,500	»	2,149	57,015	7,264	»	17,389	2,977	6,895	»
RIOM	186,191	»	7,755	»	47,408	35,584	967	2,439	12,571	1,344	2,582	»
CASABIANDA	205,927	»	»	»	400	18,432	27,167	6,986	17,461	»	3,938	»
CASTELLUCCIO	127,249	»	»	»	663	19,176	4,327	2,748	2,134	»	7,792	»
CHIAVARI	241,953	»	»	»	720	47,844	7,048	6,632	10,914	»	8,218	»
TOTAUX.	4,187,397	16,322	185,666	6,169	305,794	777,560	100,023	33,766	190,802	27,920	99,527	32,514

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

...ABLISSE-...ENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL en commun.	JOURNÉES DE TRAVAIL à l'isolement.	JOURNÉES de chômage, faute de travail	Journées de condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail	JOURNÉES DE REPOS. Infirmes, vieillards, arrivants et libérés	JOURNÉES DE REPOS. Jours fériés.	JOURNÉES DE REPOS. Par prescription médicale	JOURNÉES DE REPOS. Par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc.	JOURNÉES de maladie	JOURNÉES DE CELLULE à l'isolement sans travail.	JOURNÉES DE CELLULE par punition disciplinaire	JOURNÉES de salle de discipline.	TOTAL des journées de détention
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
...sons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.													
...-Isle...	51,483	»	110,698	3,690	11,130	5,914	430	»	12,852	19,170	1,083	»	216,450
...as.....	55,836	»	122,452	»	»	32,047	342	»	17,173	2,639	2,665	»	233,154
...n......	22,038	»	2,377	»	6,624	4,455	1,645	»	2,522	2,558	235	»	42,454
...rneau..	114,758	71	»	»	10,455	18,353	3,279	»	5,220	»	2,323	»	154,459
Totaux.	244,115	71	235,527	3,690	28,209	60,769	5,696	»	37,767	24,367	6,306	»	646,517
ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.													
...rive....	156,947	»	1,122	»	11,780	29,220	1,696	»	10,677	»	556	»	211,998
...llac....	132,455	»	628	»	3,685	22,978	3,735	»	7,134	»	738	»	171,353
...mont....	255,674	310	906	»	2,324	47,001	794	»	10,206	55	1,738	»	319,008
...llens....	150,510	»	»	»	5,283	26,626	2,707	»	2,357	»	898	»	188,381
...tpellier.	141,940	387	»	»	12,537	24,634	2,874	»	12,763	470	1,212	»	196,817
...nes......	188,371	»	»	»	8,205	33,479	966	»	10,190	»	416	»	241,627
Totaux.	1,025,897	697	2,656	»	43,814	183,938	12,772	»	53,327	525	5,558	»	1,329,184

MAISONS CENTRALES, MAISONS DE DÉTENTION ET PÉNITENCIERS AGRI-COLES DE LA CORSE.

Tableau N° XXXI. — RÉPARTITION de la population, au 31 décembre 18[illegible] suivant l'état d'occupation, de chômage, de repos, de maladie et de puniti[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	TRAVAILLANT		Au chômage, faute de travail.	Condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail.	AU REPOS.			A l'infirmerie.	EN CELLULE.		A la salle de discipline.	TOTA[illegible]
	en commun.	à l'isolement.			Infirmes, vieillards, arrivants et libérés.	Par prescription médicale.	Par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc		A l'isolement sans travail.	Par punition disciplinaire		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	[illegible]
Maisons centrales et Pénitenciers agricoles.												
Albertville	381	»	»	»	45	18	»	19	»	8	»	[illegible]
Aniane	561	2	»	»	57	8	»	11	2	8	»	[illegible]
Beaulieu	696	10	»	»	24	9	»	17	3	15	»	[illegible]
Clairvaux	1,811	28	»	»	116	16	12	48	4	9		[illegible]
Embrun	377	9	»	»	21	14	»	21	»	9	»	[illegible]
Eysses	1,030	11	»	»	25	4	20	43	6	1	31	[illegible]
Fontevrault	1,334	»	64	»	147	26	72	41	31	36	»	[illegible]
Gaillon	906	»	11	»	21	18	3	32	»	15	»	[illegible]
Loos	1,130	»	66	»	27	12	»	37	12	5	36	[illegible]
Melun	918	1	46	»	22	15	»	37	»	7	7	[illegible]
Nimes	1,010	»	2	»	104	17	»	46	12	31	18	[illegible]
Poissy	964	13	64	»	»	22	»	49	»	16	»	[illegible]
Riom	616	»	»	»	68	5	»	23	3	7	»	[illegible]
Casabianda	622	»	»	»	»	223	»	56	»	9	»	[illegible]
Castelluccio	435	»	»	»	»	34	»	5	»	10	»	[illegible]
Chiavari	874	»	»	»	»	9	»	27	»	32	»	[illegible]
Totaux	13,665	74	523	»	677	450	107	512	73	218	92	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX HOMMES.

…BLISSEMENTS.	TRAVAILLANT en commun.	TRAVAILLANT à l'isolement.	Au chômage, faute de travail.	Condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail.	AU REPOS. Infirmes, vieillards, arrivants et libérés.	AU REPOS. Par prescription médicale.	AU REPOS. Par suite de mauvais temps, de réparation à l'outillage, etc	A l'infirmerie.	EN CELLULE. A l'isolement sans travail.	EN CELLULE. Par punition disciplinaire	A la salle de discipline.	TOTAL.
1	2	3	5	5	6	7	8	9	10	11	12	13
…isons de détention et maisons centrales de correction spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.												
…LE-ISLE..........	143	»	299	20	34	1	»	45	35	»	»	577
…EARS..........	185	»	387	»	20	»	»	54	4	1	»	651
…UN..............	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
…ERNEAU........	341	»	»	»	13	19	»	12	1	5	»	391
Totaux.....	66	»	686	20	67	20	»	111	40	6	»	1,619

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FEMMES.

…IVE............	541	»	»	»	17	5	»	24	»	2	»	598
…LAC............	395	»	»	»	21	»	»	21	»	»	»	437
…ONT............	843	1	»	»	5	»	»	18	»	»	»	867
…LENS............	487	»	»	»	22	2	»	6	»	»	»	517
…PELLIER.........	460	1	»	»	33	10	»	30	»	7	»	541
…ES............	643	»	»	»	22	10	»	26	»	4	»	705
Totaux.....	3,369	2	»	»	120	27	»	125	»	13	»	3,656

III.

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

ÉTABLISSEMENTS D'ÉD

Tableau N° I. — MOUVEMENT d'entrée et de sortie pen

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES				
			par correction paternelle.	venant des prisons du département où ils ont été jugés.	par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	réintégrés	
						après la mise en liberté provisoire.	après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2	3	4	5	6	7	8
FRANCE. Établissements publics.							
LES DOUAIRES (Colonie pénitentiaire)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	448	»	88	3	5	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	1	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	2	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
SAINT-BERNARD (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	412	»	128	»	3	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	4	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	1	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	9	5	»	»	»	»
SAINT-HILAIRE (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	393	»	151	24	2	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	»	»	1	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
BOULARD (Colonie correctionnelle, annexe de Saint-Hilaire).	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	35	»	»	»	»	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	2	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	5	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
SAINT-MAURICE (Colonie pénitentiaire).	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	202	»	39	»	8	[illegible]
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	1	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	2	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
LE VAL-D'YÈVRE (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	396	»	84	52	10	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
DIJON (Quartier correctionnel)	Placés sous la tutelle administrative (Art. 66.)	34	»	3	11	»	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	3	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	23	»	4	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
LYON (id)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	55	»	»	3	1	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	8	»	8	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
NANTES (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	»	»	11	54	»	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	9	3	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	»	»	12	16	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
ROUEN (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	126	»	1	32	»	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	4	»	3	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	65	»	13	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
VILLENEUVE-SUR-LOT (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	9	»	4	3	»	»
	Condamnés pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés pour plus de 2 ans	30	»	6	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
	TOTAUX	2,268	5	567	201	29	1

...ON CORRECTIONNELLE.

...nnée 1875. — Effectif au 31 décembre 1875.

...S AUX GARÇONS.

SORTIES											TOTAL de la population au 31 décembre 1875.
LIBÉRÉS					TRANSFÉRÉS						
par expira- tion du ... la ...rrec- tion.	à titre pro- visoire par décision ministé- rielle.	par grâce.	par évasion.	par décès, mort acciden- telle, suicide	dans une maison centrale.	dans une prison départe- mentale.	dans un établis- sement public de jeunes détenus.	dans un établis- sement privé.	dans un établis- sement hospi- talier.	TOTAL.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
46	60	»	6	8	»	»	12	»	1	133	415
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
122	42	»	»	4	»	»	3	21	1	193	352
3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14
70	22	»	8	5	»	1	26	25	»	157	420
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3	»	»	»	»	»	»	32	»	»	35	»
»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	2	»
»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
18	8	»	5	1	»	4	3	14	1	54	201
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
60	50	»	17	6	»	»	1	18	»	152	401
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6	7	»	»	»	»	1	»	»	»	14	34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
12	3	»	»	2	»	»	»	1	»	18	41
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	»	1	»	»	»	1	»	3	13
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	64
4	»	»	»	»	»	»	1	»	»	5	7
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	27
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
44	1	»	»	4	»	»	2	»	»	51	108
5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	2
9	2	»	»	3	»	»	»	»	»	14	64
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
4	9	1	»	»	»	»	»	»	»	14	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
417	206	1	36	35	»	6	87	80	3	871	2,229

ÉTABLISSEMENTS AF[illegible]

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES: par correction paternelle.	ENTRÉES: venant des prisons du département où ils ont été jugés.	ENTRÉES: par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	ENTRÉES: réintégrés après la mise en liberté provisoire.	ENTRÉES: réintégrés après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2	3	4	5	6	7	8
Établissements privés.							
AUTREVILLE (Colonie pénitentiaire.).........	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66).	32	»	30	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle...............	»	»	»	»	»	»
BAR-SUR-AUBE (id.).....	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	44	»	9	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
LES MEETZ-BAYEL (id.).	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	30	»	9	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.....	»	»	»	»	»	»
BEAURECUEIL (id.)......	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	194	»	40	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	1	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	3	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
CITEAUX (id.)..........	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	749	»	143	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	1	»	1	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	2	»	1	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.............	»	»	»	»	»	»
FONTGOMBAULT (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)..	379	»	60	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.............	»	»	»	»	»	»
FONTILLET (id.)........	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	199	»	38	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins.........	1	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
FOUILLEUSE (id.).......	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	22	»	8	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans..........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.............	»	»	»	»	»	»
LA GRANDE-TRAPPE (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	230	»	25	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	1	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
L'ILE-DU-LEVANT (id.)..	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	270	»	87	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins..........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans.	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.............	»	»	»	»	»	»
LA BORDE (id.).........	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	26	»	10	»	»	»
	Condamnés.... pour 2 ans et moins.........	»	»	»	»	»	»
	Condamnés.... pour plus de 2 ans...........	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle.............	»	»	»	»	»	»

AUX GARÇONS.

SORTIES											TOTAL de la population au 31 décembre 1875.	TOTAL de la population par établissement au 31 décembre 1875.	JOURNÉES de présence	POPULATION MOYENNE.
LIBÉRÉS					TRANSFÉRÉS									
par expiration du temps de la correction.	à titre provisoire par décision ministérielle.	par grâce.	par évasion.	par décès, mort accidentelle, suicide	dans une maison centrale.	dans une prison départementale.	dans un établissement public de jeunes détenus	dans un établissement privé.	dans un établissement hospitalier.	TOTAL				
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
2	1	»	2	»	»	»	2	»	4	11	51	51	17,093	47
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
4	3	»	6	2	»	»	»	»	»	15	43	43	16,477	45
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
5	2	»	2	»	»	»	1	»	»	10	30	30	10,908	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
35	1	»	14	»	»	»	4	1	»	54	193	196	71,742	197
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	1			
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
121	8	»	13	7	»	1	2	1	2	155	746	750	276,654	758
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2			
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	2			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
46	11	»	8	2	»	»	7	»	1	75	371	371	137,436	377
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
34	6	»	»	12	»	»	»	»	»	52	185	185	70,834	194
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
2	3	»	6	»	»	»	2	»	»	13	23	23	8,129	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
17	21	»	4	»	»	»	3	»	»	45	213	213	77,645	213
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
45	7	»	»	5	»	»	»	1	12	70	298	298	106,079	291
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	4	»	»	»	1	1	»	6	31	31	11,102	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			

ÉTABLISSEMENTS AFF[...]

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES				
			par correction paternelle.	venant des prisons du département où ils ont été jugés.	par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	[illegible]	
						après la mise en liberté provisoire.	après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2	3	4	5	6	7	8
Établissements privés. (*Suite.*)							
LA LOGE (colonie pénitentiaire.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	147	»	21	25	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
LANGONNET (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	432	»	118	»	»	1
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	6	»	2	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
LE LUC (id.)	Placés sous la tutelle administrative.. (Art. 66.)	177	»	85	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	1	»	1	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	1	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
METTRAY (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	727	»	127	2	2	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	1	»	1	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	1	1	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	9	13	»	»	»	[illegible]
MOISSELLES (id.)	Placés sous la tutelle administrative (Art. 66.).	58	»	»	9	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
NAUMONCEL (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66).	195	»	45	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	3	»	1	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
NOGENT-COURCELLES (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	252	»	86	»	»	1
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	1	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
OULLINS (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	211	»	60	4	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	19	»	»	»	»	[illegible]
SAINTE-FOY (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	70	»	21	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	1	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	2	»	1	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	5	»	»	»	»	[illegible]
SAINT-ILAN (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	200	»	40	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	2	»	2	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]
SAINT-URBAIN. (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	61	»	17	1	»	[illegible]
	Condamnés.... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	[illegible]
	Condamnés.... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	[illegible]
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	[illegible]

… AUX GARÇONS.

	SORTIES											TOTAL de la population au 31 décembre 1875.	TOTAL de la population par établissement au 31 décembre 1875.	JOURNÉES DE présence	POPULATION MOYENNE.
	LIBÉRÉS					TRANSFÉRÉS									
	par expiration du temps de la correction.	à titre provisoire par décision ministérielle.	par grâce.	par évasion.	par décès, mort accidentelle, suicide	dans une maison centrale.	dans une prison départementale.	dans un établissement public de jeunes détenus	dans un établissement privé.	dans un établissement hospitalier.	TOTAL				
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	26
47	34	8	4	1	1	»	1	1	»	1	51	143	143	53,015	145
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
27	46	21	»	8	3	»	2	2	»	1	83	476	482	174,931	479
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	6			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
[illegible]	44	2	»	11	1	»	1	1	»	»	60	210	211	71,523	196
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1			
1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
[illegible]	78	38	»	1	2	»	»	5	»	»	124	745	764	276,076	756
1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1			
2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2			
13	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	16			
9	»	2	»	1	1	»	»	»	»	1	5	62	62	23,304	64
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
[illegible]	10	3	1	19	6	»	»	»	1	»	40	203	204	75,666	207
1	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	3	1			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
100	42	8	»	16	1	»	»	9	1	1	78	274	275	103,094	282
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
77	40	9	»	17	3	»	1	1	1	»	72	216	216	77,785	213
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	19	»	»	»	»	»	»	»	»	»	19	»			
25	12	2	»	4	»	»	»	3	»	1	22	73	79	26,235	72
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1			
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3			
»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	2			
40	11	2	»	2	4	»	»	2	»	2	23	217	220	74,398	204
2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
18	5	1	»	»	»	»	»	3	»	2	11	68	68	23,032	63
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			

ÉTABLISSEMENTS AF[…]

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES — par correction paternelle.	ENTRÉES — venant des prisons du département où ils ont été jugés.	ENTRÉES — par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	ENTRÉES — RÉINTÉGRÉS après la mise en liberté provisoire.	ENTRÉES — RÉINTÉGRÉS après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2	3	4	5	6	7	8
Établissements privés. (*Suite.*)							
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	87	»	48	»	»	»
	Condamnés... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
TESSON (Colonie pénitentiaire.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	157	»	54	84	»	1
	Condamnés... pour 2 ans et moins	1	»	»	»	»	»
	Condamnés... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
VAILHAUQUEZ (id.)	Placés sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	376	»	93	»	»	»
	Condamnés... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnés... pour plus de 2 ans	»	»	1	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
ÉTABLISSEMENTS...	privés. — Totaux	5,383	13	1,289	136	2	14
	publics. — Id.	2,268	5	567	201	29	1
ALGÉRIE.							
M'ZÉRA (Colonie pénitentiaire privée)	Placés sous la tutelle administrative (Art. 66.)	137	»	37	»	»	»
	Condamnés... pour 2 ans et moins	13	»	11	»	»	»
	Condamnés... pour plus de 2 ans	21	»	5	»	»	»
	Détenus par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
	TOTAL GÉNÉRAL DES GARÇONS	7,822	18	1,909	337	31	15
			2,460				

ÉTABLISSEMENTS AFF[…]

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	3	4	5	6	7	8
Établissements publics.							
NEVERS (quartier correct.)	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	33	»	»	10	»	»
	Condamnées.... pour 2 ans et moins	»	»	2	»	»	»
	Condamnées.... pour plus de 2 ans	12	»	3	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
SAINT-LAZARE. (Quartier distinct de la maison d'arrêt et de correction	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	10	»	51	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	1	»	14	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	2	22	»	»	»	»
SAINTE-MARTHE (Maison pénitentiaire)	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	71	»	14	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	1	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
	TOTAUX	130	22	84	10	»	»

AUX GARÇONS.

SORTIES											TOTAL de la population au 31 décembre 1875.	TOTAL de la population par établissement au 31 décembre 1875.	JOURNÉES de présence	POPULATION MOYENNE.
LIBÉRÉS					TRANSFÉRÉS									
par expiration du temps de la correction.	à titre provisoire par décision ministérielle.	par grâce.	par évasion.	par décès, mort accidentelle, suicide	dans une maison centrale.	dans une prison départementale.	dans un établissement public de jeunes détenus.	dans un établissement privé.	dans un établissement hospitalier.	TOTAL.				
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	24	25	26
20	»	»	3	1	1	1	10	»	»	36	99	99	27,408	75
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
3	2	»	16	2	»	»	6	1	4	34	274	275	70,253	193
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
61	13	1	4	11	»	»	2	»	»	92	381	382	131,702	361
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
755	175	6	164	65	1	7	67	7	32	1,279	5,671	5,671	2,012,521	5,514
417	206	1	36	35	»	6	87	80	3	871	2,229	2,229	804,275	2,203
30	1	»	5	7	»	»	2	»	»	45	136	177	61,303	168
7	»	»	»	2	»	»	»	»	»	9	15			
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	26			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
1,210	382	7	205	109	1	13	156	87	35	2,205	8,077	8,077	2,878,099	7,885
2,205														

AUX FILLES.

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	24	25	26
10	»	1	»	1	»	»	»	»	1	13	30	45	15,813	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2			
»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	2	13			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	7	37	»	44	17	22	6,600	18
12	»	»	»	»	»	1	»	»	»	13	2			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
13	»	»	»	»	»	»	»	8	»	21	3			
5	8	»	»	3	»	»	»	»	»	16	69	69	26,100	72
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
41	9	1	»	5	»	1	7	45	1	110	136	136	48,513	133

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES par correction paternelle.	ENTRÉES venant des prisons du département où elles ont été jugées.	ENTRÉES par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	RÉINTÉGRÉES après la mise en liberté provisoire.	RÉINTÉGRÉES après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2	3	4	5	6	7	8
Établissements privés.							
AMIENS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	50	»	12	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	1	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
ANGERS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	198	»	40	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	4	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
BAVILLIERS	Placées sous la tutelle administrative. Art. 66.).	98	»	37	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	1	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	4	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
BORDEAUX	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	61	»	15	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	2	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et plus	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
BOURGES	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	57	»	10	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
DÔLE	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	32	»	13	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
LE MANS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	41	»	3	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	1	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
LIMOGES	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.).	83	»	17	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	2	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	1	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
MÉPLIER-BLANZY	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	80	»	14	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
MONTPELLIER	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)	117	»	23	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	1	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	3	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	»	»	»	»	»	»
COUVENT DE LA MADELEINE	Placées sousl a tutelle administrative. (Art. 66.)	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
	Condamnées... pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle	70	255	»	»	»	»

AUX FILLES.

SORTIES — LIBÉRÉES — par expiration du temps de la correction.	SORTIES — LIBÉRÉES — à titre provisoire par décision ministérielle.	SORTIES — LIBÉRÉES — par grâce.	SORTIES — par évasion.	SORTIES — par décès, mort accidentelle, suicide	SORTIES — TRANSFÉRÉES — dans une maison centrale.	SORTIES — TRANSFÉRÉES — dans une prison départementale.	SORTIES — TRANSFÉRÉES — dans un établissement public de jeunes détenues.	SORTIES — TRANSFÉRÉES — dans un établissement privé.	SORTIES — TRANSFÉRÉES — dans un établissement hospitalier.	TOTAL	TOTAL de la population au 31 décembre 1875.	TOTAL de la population par établissement au 31 décembre 1875.	JOUR… d… prés…
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	2…
17	»	1	»	1	»	1	»	»	1	21	41	41	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
29	4	»	»	5	»	»	»	»	1	39	199	203	72
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
17	2	»	2	1	»	»	2	»	1	25	112	117	39
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
7	3	»	»	»	1	»	»	»	»	11	65	67	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
4	»	»	2	2	»	»	2	»	»	10	58	58	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
4	»	»	1	1	»	»	»	»	»	6	39	39	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
6	»	»	»	1	»	»	1	»	»	8	36	37	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
9	1	»	»	3	»	»	»	»	»	13	87	90	32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
14	2	»	»	2	»	»	»	»	»	18	76	76	27
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
18	1	»	»	2	»	»	»	»	»	21	119	122	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1		
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	120	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
158	»	»	»	»	»	»	13	19	15	205	120		

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	CATÉGORIES		POPULATION au 31 décembre 1874.	ENTRÉES				
				par correction paternelle.	venant des prisons du département où elles ont été jugées.	Par transfèrement d'un autre établissement d'éducation correctionn.	RÉINTÉGRÉES	
							après la mise en liberté provisoire	après séjour dans un établissement hospitalier.
1	2		3	4	5	6	7	8
Etablissements privés. (*Suite.*)								
DIACONESSES	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		8	»	1	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		35	18	»	»	»	»
ISRAÉLITES	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		4	»	1	»	1	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		121	»	19	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
ROUEN	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		300	»	71	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	2	»	1	»	»	»
		pour plus de 2 ans	3	»	3	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
SAINTE-ANNE-D'AURAY	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		153	»	42	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	1	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	1	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
SAINT-OMER	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		78	»	13	»	»	1
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	2	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
SENS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		60	»	10	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
TOURS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		37	»	14	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		5	17	»	»	»	2
VARENNE-LES-NEVERS	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		39	»	8	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
SAINTE-JULIE VILLE-PREUX	Placées sous la tutelle administrative. (Art. 66.)		20	»	4	»	»	»
	Condamnées	pour 2 ans et moins	»	»	»	»	»	»
		pour plus de 2 ans	»	»	»	»	»	»
	Détenues par correction paternelle		»	»	»	»	»	»
ÉTABLISSEMENTS	Privés. — Totaux		1,772	290	375	»	1	3
	Publics. — Id.		130	22	84	10	»	»
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS	FILLES. — Totaux		1,902	312	459	10	1	3
	GARÇONS. — Id.		7,822	18	1,909	337	31	15
TOTAL GÉNÉRAL DES GARÇONS ET DES FILLES			9,724	330	2,368	347	32	18
				3,249				

… AUX FILLES.

SORTIES														
LIBÉRÉES					TRANSFÉRÉES									
par expiration du temps de la correction	à titre provisoire par décision ministérielle.	par grâce.	par évasion	par décès, mort accidentelle, suicide	dans une maison centrale.	dans une prison départementale.	dans un établissement public de jeunes détenues.	dans un établissement privé.	dans un établissement hospitalier.	TOTAL	TOTAL de la population au 31 décembre 1875.	TOTAL de la population par établissement au 31 décembre 1875.	JOURNÉES de présence	POPULATION MOYENNE.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2	7	46	16,281	45
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	39			
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	5	5	1,467	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
24	2	»	»	2	»	»	»	»	»	28	112	112	40,414	111
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
49	4	»	2	4	»	»	1	»	»	60	312	319	115,427	316
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2			
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	5			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
14	4	»	»	2	»	»	»	»	»	20	175	176	62,047	170
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
18	»	»	»	3	»	»	»	»	»	21	71	73	28,546	78
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
6	1	»	1	»	»	»	2	»	1	11	59	59	22,873	63
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
4	»	1	»	1	»	»	»	»	»	6	45	51	8,508	51
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
17	»	»	»	»	»	»	»	»	1	18	6			
8	»	1	»	»	»	»	»	»	1	10	37	37	13,768	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	2	22	22	7,716	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»			
443	26	3	8	31	1	1	21	20	21	575	1,870	1,870	672,235	1,842
41	9	1	»	5	»	1	7	45	1	110	136	136	48,513	133
484	35	4	8	36	1	2	28	65	22	685	2,006	2,006	720,748	1,975
1,210	382	7	205	109	1	13	156	87	35	2,205	8,077	8,077	2,878,099	7,883
1,694	417	11	213	145	2	15	184	152	57	2,890	10,083	10,083	3,598,847	9,860
2,890														

ÉTABLISSEMENTS D'É

Tableau N° II. — RÉPARTITION de la population, au 31 décem

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	PLACÉS SOUS LA TUTELLE DE L'ADMINISTRATION. (ART. 66 DU CODE PÉNAL.)							
	Pour moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	De 2 à 4 ans.	De 4 à 6 ans.	De 6 à 8 ans.	De 8 à 10 ans.	De 10 à 12 ans.	De 12 à 14 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Établissements publics.								
LES DOUAIRES	»	1	61	169	138	45	1	»
SAINT-BERNARD	2	14	167	116	35	12	6	»
SAINT-HILAIRE	1	7	47	159	121	70	15	»
BOULARD	»	»	»	»	»	»	»	»
SAINT-MAURICE	»	»	41	85	47	21	5	2
LE VAL-d'YÈVRE	»	7	67	171	99	41	12	4
DIJON	»	1	14	8	9	1	1	»
LYON	»	»	4	28	7	2	»	»
NANTES	»	1	11	32	9	9	2	»
ROUEN	»	»	4	61	26	14	3	»
VILLENEUVE-SUR-LOT	9	4	1	»		»	»	»
Totaux	12	35	417	829	491	215	45	6
Établissements privés.								
AUTREVILLE	»	5	7	19	18	2	»	»
BAR-SUR-AUBE	»	1	10	12	14	6	»	»
LES MEETZ-BAYEL	1	»	2	9	13	5	»	»
BEAURECUEIL	»	4	24	82	53	27	2	1
CITEAUX	»	14	159	273	196	89	14	1
FONTGOMBAULT	»	7	46	149	120	34	12	3
FONTILLET	»	15	24	78	43	20	5	»
FOUILLEUSE	»	1	6	13	3	»	»	»
LA GRANDE-TRAPPE	»	1	23	59	65	48	15	2
L'ILE-DU-LEVANT	»	13	72	110	70	22	10	1
LA BORDE	»	1	5	12	10	1	2	»
LA LOGE	1	6	15	50	56	9	5	1
LANGONNET	»	3	36	181	152	78	23	3
LE LUC	4	4	38	83	54	22	5	»
METTRAY	»	1	49	281	232	137	37	8
MOISSELLES	»	1	8	32	18	2	1	»
NAUMONCEL	»	6	43	69	53	24	7	1
NOGENT (COURCELLES)	»	11	130	94	35	4	»	»
OULLINS	»	7	99	72	24	7	5	2
SAINTE-FOY	»	»	8	33	24	6	2	»
SAINT-ILAN	»	3	44	88	57	19	5	1
SAINT-URBAIN	»	»	9	35	15	6	2	1
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	»	»	19	44	25	8	2	1
TESSON	»	12	47	111	61	35	8	»
VAILHAUQUEZ	»	37	94	133	105	12	»	»
Totaux. Établissements privés	6	153	1,017	2,122	1,516	623	162	26
Totaux. — publics	12	35	417	829	491	215	45	6
TOTAUX. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS	18	188	1,434	2,951	2,007	838	207	32

ION CORRECTIONNELLE.

, d'après la durée de la peine ou de la correction.

AUX GARÇONS.

	CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT. (ART. 67 ET 69 DU CODE PÉNAL.)							TOTAL PAR CATÉGORIE.			TOTAL
Pour un an	De 1 à 2 ans.	De 2 à 4 ans.	De 4 à 6 ans.	De 6 à 8 ans.	De 8 à 10 ans.	De 10 à 12 ans.	TOTAL.	ACQUITTÉS (Art. 66 du Code pénal).	CONDAMNÉS (Art. 67 et 69 du Code pénal).	DÉTENUS par correction paternelle.	général.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
»	1	»	»	»	1	»	2	415	2	»	417
1	»	»	»	»	»	»	1	352	1	14	367
»	»	1	»	»	»	»	1	420	1	»	421
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	1	»	1	»	»	»	2	201	2	»	203
»	»	»	»	»	»	»	»	401	»	»	401
»	2	4	12	2	1	2	24	34	24	»	58
»	»	4	9	»	»	»	13	41	13	»	54
»	7	7	16	3	1	»	34	64	34	»	98
»	2	14	25	11	8	6	66	108	66	»	174
»	»	19	2	1	»	»	22	14	22	»	36
1	13	49	65	17	11	8	165	2,050	165	14	2,229
			»								
»	»	»	»	»	»	»	»	51	»	»	51
»	»	»	»	»	»	»	»	43	»	»	43
»	»	»	1	»	»	»	»	30	»	»	30
»	»	»	2	»	1	»	3	193	3	»	196
1	1	»	»	»	»	»	4	746	4	»	750
»	»	»	»	»	»	»	»	371	»	»	371
»	»	»	»	»	»	»	»	185	»	»	185
»	»	»	»	»	»	»	»	23	»	»	23
»	»	»	»	»	»	»	»	213	»	»	213
»	»	»	»	»	»	»	»	298	»	»	298
»	»	»	»	»	»	»	»	31	»	»	31
»	»	»	2	»	»	»	»	143	»	»	143
»	»	1	»	2	1	»	6	476	6	»	482
1	»	»	1	»	»	»	1	210	1	»	211
»	1	1	»	»	»	»	3	745	3	16	764
»	»	»	»	»	»	»	»	62	»	»	62
»	1	»	»	»	»	»	1	203	1	»	204
1	»	»	»	»	»	»	1	274	1	»	275
»	»	»	1	»	»	»	»	216	»	»	216
»	1	»	»	2	»	»	4	73	4	2	79
»	1	»	»	»	»	»	3	217	3	»	220
»	»	»		»	»	»	»	68	»	»	68
»	»	»	»	»	»	»	»	99	»	»	99
»	1	»	»	»	»	»	1	274	1	»	275
»	»	»	1	»	»	»	1	381	1	»	382
3	6	2	8	4	2	»	28	5,625	28	18	5,671
1	13	49	65	17	11	8	165	2,050	165	14	2,229
6	19	51	73	21	13	8	193	7,675	193	32	7,900

ÉTABLISSEMENTS AF

ÉTABLISSEMENTS.	PLACÉES SOUS LA TUTELLE DE L'ADMINISTRATION. (ART. 66 DU CODE PÉNAL.)							
	Pour moins d'un an.	De 1 à 2 ans.	De 2 à 4 ans.	De 4 à 6 ans.	De 6 à 8 ans.	De 8 à 10 ans.	De 10 à 12 ans.	De 12 à 14 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	6
Établissements Publics.								
NEVERS	»	»	5	17	5	3	»	»
SAINT-LAZARE	»	1	4	7	4	1	»	»
SAINTE-MARTHE	»	»	14	27	17	8	3	»
TOTAUX	»	1	23	51	26	12	3	»
Privés.								
AMIENS	»	3	11	17	6	4	»	»
ANGERS	»	»	19	83	56	32	8	1
BAVILLIERS	»	7	34	37	23	11	»	»
BORDEAUX	»	2	11	35	10	6	1	»
BOURGES	»	1	6	26	16	8	1	»
DÔLE	»	»	3	14	12	7	2	1
LE MANS	»	»	6	8	16	4	2	»
LIMOGES	»	1	13	41	21	7	4	»
MÉPLIER-BLANZY	»	»	15	44	13	2	1	1
MONTPELLIER	»	4	26	45	34	9	1	»
COUVENT DE LA MADELEINE	»	»	»	»	»	»	»	»
DIACONESSES	»	»	2	2	1	1	1	»
ISRAÉLITES	»	»	1	»	3	1	»	»
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	»	1	26	38	36	8	3	»
ROUEN	3	16	60	130	82	17	4	»
SAINTE-ANNE-D'AURAY	»	1	8	46	78	29	13	»
SAINT-OMER	1	18	26	19	6	1	»	»
SENS	»	3	18	18	11	3	4	2
TOURS	»	»	9	14	11	5	5	1
VARENNES-LEZ-NEVERS	»	»	9	14	11	2	1	»
SAINTE-JULIE de VILLEPREUX	1	»	4	8	8	1	»	»
TOTAL... Établissem. privés	5	57	307	639	454	158	51	6
TOTAL... Établissem. publics	»	1	23	51	26	12	3	»
FILLES. Établ. publics et privés	5	58	330	690	480	170	54	6
GARÇONS. Établissements publics et privés	18	188	1,434	2,951	2,007	838	207	32
TOTAUX GÉNÉRAUX, pour les garçons et les filles	23	246	1,764	3,641	2,487	1,008	261	38

AUX FILLES.

CONDAMNÉES A L'EMPRISONNEMENT. (ART. 67 ET 69 DU CODE PÉNAL.)								TOTAL. PAR CATÉGORIE.			TOTAL général.
Pour un an.	De 1 à 2 ans.	De 2 à 4 ans.	De 4 à 6 ans.	De 6 à 8 ans.	De 8 à 10 ans.	De 10 à 12 ans	TOTAL	ACQUITTÉES (Art. 66. du Code pénal).	CONDAMNÉES (art. 67 et 69 du Code pénal).	DÉTENUES par correction paternelle.	
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
»	2	8	4	»	1	»	15	30	15	3	45
»	»	»	»	»	»	»	2	17	2	»	22
»	»	»	»	»	»	»	»	69	»	»	69
»	2	8	4	»	1	»	17	116	17	3	136
»	»	»	»	»	»	»	»	41	»	»	41
»	»	»	3	»	1	»	4	199	4	»	203
»	»	»	2	»	2	»	5	112	5	»	117
1	»	»	»	»	»	»	2	65	2	»	67
»	»	»	»	»	»	»	»	58	»	»	58
»	2	»	»	»	»	»	»	39	»	»	39
»	1	»	»	1	»	»	1	36	1	»	37
»	»	»	4	»	»	»	3	87	3	»	90
»	»	»	»	»	»	»	»	76	»	»	76
1	»	»	1	1	»	»	3	119	3	»	122
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	120	120
»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	39	46
»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5
»	»	»	»	»	»	»	»	112	»	»	112
»	1	3	1	»	»	1	7	312	7	»	319
»	»	»	»	»	1	»	1	175	1	»	176
»	»	»	1	»	»	1	2	71	2	»	73
»	»	»	»	»	»	»	»	59	»	»	59
»	»	»	»	»	»	»	»	45	»	6	51
»	»	»	»	»	»	»	»	37	»	»	37
»	»	»	»	»	»	»	»	22	»	»	22
2	4	3	9	2	4	2	28	1,677	28	165	1,870
»	2	8	4	»	1	»	17	116	17	3	136
2	6	11	13	2	5	2	45	1,793	45	168	2,006
6	19	51	73	21	13	8	193	7,765	193	32	7,900
8	25	62	86	23	18	10	238	9,468	238	200	9,906

ÉTABLISSEMENTS D'É...

Tableau N° III. — RÉPARTITION de la population, au 31 décembre 1875, ...

ÉTABLISSEMENTS AFF...

ÉTABLISSEMENTS. 1	ASSASSINAT, empoisonnement. 2	MEURTRE, coups et blessures. 3	INCENDIE. 4	ATTENTAT à la pudeur, aux mœurs. 5
Établissements Publics.				
Les Douaires	»	5	3	9
Saint-Bernard	»	5	4	11
Saint-Hilaire	»	10	11	15
Boulard	»	»	»	»
Saint-Maurice	»	5	»	12
Le Val-d'Yèvre	1	5	6	8
Dijon	»	3	2	1
Lyon	»	2	1	4
Nantes	»	6	2	19
Rouen	3	5	8	16
Villeneuve-sur-Lot	»	5	»	6
Totaux	4	51	37	101
Établissements Privés.				
Autreville	»	»	1	1
Bar-sur-Aube	»	»	1	»
Les-Meetz-Bayel	»	»	»	3
Beaurecueil	1	5	»	2
Citeaux	2	18	17	22
Fontgombault	1	8	4	8
Fontillet	1	4	5	6
Fouilleuse	»	»	»	»
La Grande-Trappe	»	4	4	8
L'Ile-du-Levant	1	5	1	14
La Borde	»	»	1	3
La Loge	»	1	1	6
Langonnet	»	9	3	17
Le Luc	»	3	»	9
Mettray	»	13	18	28
Moisselles	»	»	»	»
Naumoncel	»	1	6	20
Nogent-Courcelles	»	7	»	29
Oullins	»	2	1	6
Sainte-Foy	»	1	»	2
Saint-Ilan	»	4	5	11
Saint-Urbain	»	»	3	2
Société de Patronage de la Seine	»	»	»	4
Tesson	»	9	6	16
Vailhauquez	»	7	2	19
Garçons. — Établissements.. privés	6	101	79	236
Garçons. — Établissements.. publics	4	51	37	101
Totaux	10	152	116	337

CATION CORRECTIONNELLE.

vant la nature des crimes, délits, contraventions, et suivant les juridictions.

TÉS AUX GARÇONS.

VOL SIMPLE, escroquerie, etc.	MENDICITÉ.	VAGABONDAGE.	AUTRES CRIMES et délits.	DÉSOBÉISSANCE à l'autorité paternelle.	TOTAL par établissement.	JUGÉS par les tribunaux correctionnels.	par les cours d'assises.	par les tribunaux militaires ou maritimes.
7	8	9	10	11	12	13	14	15
171	97	112	8	»	417	399	13	5
232	28	45	13	14	367	287	66	»
282	11	73	7	»	421	417	4	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»
115	11	49	6	»	203	201	2	»
234	24	107	2	»	401	398	3	»
31	9	6	»	»	58	54	4	»
32	»	4	4	»	54	49	2	3
53	2	6	»	»	98	95	3	»
71	7	22	21	»	174	140	12	22
21	»	1	»	»	36	31	4	1
1,242	189	425	61	14	2,229	2,071	113	31
34	1	10	2	»	51	49	2	»
30	3	6	»	»	43	42	1	»
22	»	»	»	»	30	30	»	»
117	11	56	1	»	196	195	1	»
519	32	108	9	»	750	742	8	»
263	31	51	»	»	371	369	2	»
123	7	25	2	»	185	176	9	»
20	»	2	»	»	23	22	1	»
147	19	5	»	»	213	210	3	»
194	9	52	4	»	298	296	2	»
18	2	5	»	»	31	31	»	»
43	8	51	2	»	143	136	7	»
322	17	83	»	»	482	468	14	»
152	7	34	3	»	211	211	»	»
447	73	110	11	16	764	742	6	»
40	2	16	1	»	62	62	»	»
133	13	21	1	»	204	204	»	»
84	28	117	»	»	275	275	»	»
131	11	61	1	»	216	213	3	»
49	»	23	1	2	79	77	»	»
133	17	39	»	»	220	219	1	»
48	5	3	2	»	68	67	1	»
48	10	32	»	»	99	99	»	»
154	25	50	4	»	275	274	1	»
289	7	45	8	»	382	380	2	»
3,560	338	1,005	52	18	5,671	5,589	64	»
1,242	189	425	61	14	2,229	2,071	113	31
4,802	527	1,430	113	32	7,900	7,660	177	31

ÉTABLISSEMENTS AFF[...]

ÉTABLISSEMENTS. 1	ASSASSINAT, empoisonnement. 2	MEURTRE, coups et blessures. 3	INCENDIE. 4	ATTENTAT à la pudeur, aux mœurs. 5
Établissements publics.				
NEVERS	1	»	3	5
SAINT-LAZARE	»	»	»	1
SAINTE-MARTHE	»	1	1	2
TOTAUX	1	1	4	8
Établissements privés.				
AMIENS	»	»	»	1
ANGERS	»	3	12	25
BAVILLIERS	»	1	3	18
BORDEAUX	»	»	»	11
BOURGES	»	2	1	7
DÔLE	»	»	»	3
LE MANS	»	2	2	1
LIMOGES	»	1	4	7
MEPLIER-BLANZY	»	1	»	5
MONTPELLIER	1	1	»	14
LA MADELEINE	»	»	»	»
DIACONESSES	»	»	»	»
ISRAÉLITES	»	»	»	»
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	1	»	»	13
ROUEN	1	11	16	51
SAINTE-ANNE-D'AURAY	»	1	3	15
SAINT-OMER	1	»	1	4
SENS	»	»	»	8
TOURS	»	»	2	2
VARENNES-LEZ-NEVERS	»	1	1	1
SAINTE-JULIE	»	»	»	4
FILLES. — ÉTABLISSEMENTS privés	4	24	45	190
FILLES. — ÉTABLISSEMENTS publics	1	1	4	8
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS... Filles	5	25	49	198
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS... Garçons	10	152	116	337
TOTAUX GÉNÉRAUX. — Garçons et Filles	15	177	165	535

ÉS AUX FILLES.

VOL SIMPLE, escroquerie, etc.	MENDICITÉ.	VAGABONDAGE.	AUTRES CRIMES et délits.	DÉSOBÉISSANCE à l'autorité paternelle.	TOTAL par établissement.	JUGÉS par les tribunaux correctionnels.	JUGÉS par les cours d'assises.	JUGÉS par les tribunaux militaires ou maritimes.
7	8	9	10	11	12	13	14	15
20	2	10	3	»	45	40	5	»
9	3	6	»	3	22	19	»	»
53	5	6	»	»	69	68	»	1
82	10	22	3	3	136	127	5	1
31	4	4	»	»	41	41	»	»
117	16	16	2	»	203	194	9	»
78	5	8	»	»	117	115	2	»
31	15	6	»	»	67	67	»	»
39	2	7	»	»	58	58	»	»
20	3	13	»	»	39	39	»	»
19	9	2	»	»	37	35	2	»
62	6	8	1	»	90	88	2	»
56	5	7	»	»	76	76	»	»
81	10	12	»	»	122	120	2	»
»	»	»	»	120	120	»	»	»
6	»	1	»	39	46	7	»	»
4	»	1	»	»	5	5	»	»
43	16	39	»	»	112	112	»	»
161	29	41	»	»	319	313	6	»
107	17	23	5	»	176	175	1	»
57	2	5	1	»	73	71	2	»
30	12	9	»	»	59	59	»	»
24	9	8	»	6	51	45	»	»
20	3	6	»	»	37	37	»	»
12	1	5	»	»	22	21	1	»
998	164	221	9	165	1,870	1,678	27	»
82	10	22	3	3	136	127	5	1
1,080	174	243	12	168	2,006	1,805	32	1
4,802	527	1,430	113	32	7,900	7,660	177	31
5,88[illegible]	701	1,673	125	200	9,906	9,465	209	32
						9,706		

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDU

Tableau N° IV. — RÉPARTITION de la population, au 31 décemb

ÉTABLISSEMENTS AFF

DÉPARTEMENTS.	Établissements publics.															
	LES DOUAIRES.	SAINT-BERNARD.	SAINT-HILAIRE.	BOULARD.	SAINT-MAURICE.	LE VAL-D'YÈVRE.	DIJON.	LYON.	NANTES.	ROUEN.	VILLENEUVE-SUR-LOT.	AUTREVILLE.	BAR-SUR-AUBE.	LES METZ-BAYEL.	BEAURECUEIL.	CITEAUX.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Ain	»	»	»	»	»	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	25
Aisne	»	35	5	»	7	21	»	2	»	5	1	1	»	»	»	6
Allier	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
Alpes (Basses-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»
Alpes (Hautes-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»
Alpes-Maritimes	»	»	»	»	»	»	1	4	»	1	»	»	»	»	»	»
Ardèche	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ardennes	»	6	»	»	2	3	»	»	»	4	»	»	2	»	»	1
Ariége	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
Aube	1	»	»	»	»	»	4	»	2	»	»	1	29	2	»	2
Aude	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Aveyron	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
Bouches-du-Rhône	»	»	»	»	»	»	1	7	»	1	1	»	»	»	163	1
Calvados	2	»	2	»	»	7	»	»	3	11	»	1	»	»	»	1
Cantal	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charente	»	1	1	»	»	»	»	1	1	»	1	»	»	»	»	»
Charente-Inférieure	»	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	»	»	»	»	»
Cher	»	»	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Corrèze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Corse	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»
Côte-d'Or	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	111
Côtes-du-Nord	»	»	19	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»
Creuse	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Dordogne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Doubs	»	»	»	»	»	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	51
Drôme	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Eure	73	»	2	»	5	2	»	»	1	12	»	1	1	»	»	»
Eure-et-Loir	24	»	4	»	4	7	»	»	1	5	»	2	»	»	»	»
Finistère	»	»	12	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»
Gard	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
Garonne (Haute-)	«	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»
Gers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Gironde	»	»	3	»	»	5	»	»	9	»	8	»	»	»	1	1
Hérault	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Ille-et-Vilaine	»	»	18	»	»	»	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»
Indre	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»
Indre-et-Loire	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Isère	»	»	»	»	»	1	4	3	1	»	»	»	»	»	»	64
Jura	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42
Landes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Loir-et-Cher	»	»	8	»	20	7	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Loire	»	»	»	»	»	1	2	»	»	1	»	»	»	»	»	22
Loire (Haute-)	»	»	»	»	»	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Loire-Inférieure	»	»	45	»	»	»	»	»	5	1	»	»	»	»	»	»
Loiret	»	»	1	»	25	16	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»
Lot	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
Lot-et-Garonne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
Lozère	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maine-et-Loire	»	»	80	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»

…ION CORRECTIONNELLE.

…875, suivant les départements où les enfants ont été jugés.

…ÉS AUX GARÇONS.

Établissements privés.																			TOTAL par DÉPARTEMENT.
…	FOUILLEUSE.	LA GRANDE-TRAPPE.	L'ILE-DU-LEVANT.	LA BORDE.	LA LOGE.	LANGONNET.	LE LUC.	METTRAY.	MOISSELLES.	NAUMONCEL.	NOGENT. (Courcelles)	OULLINS.	SAINTE-FOY.	SAINT-ILAN.	SAINT-URBAIN.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE.	TESSON.	VAILHAUQUEZ.	
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
»	»	»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	1	44
4	»	»	»	1	8	»	»	18	1	13	3	»	1	20	7	»	17	»	176
20	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	42
»	»	»	4	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	14
»	»	»	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16
»	»	»	35	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43
»	»	»	14	»	»	»	17	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	4	37
»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	8	1	»	»	2	2	»	1	»	36
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	10
»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44
»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	18
»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	24	29
»	»	»	45	»	»	»	7	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	7	241
»	»	105	10	»	4	»	»	26	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	176
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	42
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	8	1	56
34	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	37
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	8
»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	117
»	»	»	»	»	»	62	»	6	»	»	»	»	»	72	»	»	1	»	166
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	7	1	55
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58
»	»	»	28	»	»	»	32	1	»	»	»	2	1	»	»	»	»	7	72
»	3	»	»	1	1	6	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	117
»	»	»	»	»	»	»	»	18	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	68
»	»	»	»	»	»	134	»	»	»	»	»	»	»	8	»	»	2	»	165
»	»	»	5	»	»	»	18	»	»	»	»	1	6	»	»	»	»	6	38
»	»	»	»	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	52
»	»	»	2	»	»	»	5	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	22	32
2	»	»	»	»	2	»	9	4	»	»	»	2	2	»	1	»	31	12	223
»	»	»	8	»	»	»	8	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	37	55
»	»	»	»	»	»	85	»	39	»	»	»	»	»	45	»	»	1	»	202
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	51
»	»	»	»	»	»	»	»	118	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	121
»	»	»	3	»	»	»	6	1	»	»	»	3	»	»	»	»	2	9	97
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45
»	»	»	1	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	25
»	»	»	»	»	»	»	»	30	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	74
»	»	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»	36	»	»	»	»	»	3	77
1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	14
»	»	»	»	»	»	52	»	93	»	»	»	»	2	3	»	»	7	»	208
9	»	»	»	»	2	»	»	7	»	»	»	»	»	»	1	»	4	»	67
»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	14
»	»	»	»	»	»	»	6	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	30
»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
1	»	»	»	»	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	16	»	117

ÉTABLISSEMENTS AFFE

DÉPARTEMENTS.	Établissements publics.															
	LES DOUAIRES.	SAINT-BERNARD.	SAINT-HILAIRE.	BOULARD.	SAINT-MAURICE.	LE VAL-D'YÈVRE.	DIJON.	LYON.	NANTES.	ROUEN.	VILLENEUVE-SUR-LOT.	AUTREVILLE.	BAR-SUR-AUBE.	LES METZ-BAYEL.	BEAURECUEIL.	CITEAUX.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Manche	4	»	»	»	»	6	»	»	»	11	»	»	»	»	»	»
Marne	»	»	1	»	»	2	4	»	»	2	»	»	4	3	»	11
Marne (Haute-.)	»	»	»	»	»	»	8	»	»	1	»	»	2	17	»	1
Mayenne	»	»	6	»	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»
Meurthe-et-Moselle	1	»	12	»	»	2	3	»	3	1	3	3	»	2	»	37
Meuse	»	»	2	»	»	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Morbihan	»	»	8	»	»	»	»	»	4	2	»	3	»	»	»	»
Nièvre	»	»	»	»	»	6	2	»	»	»	»	2	»	»	»	1
Nord	1	173	2	»	16	4	1	2	4	3	»	»	»	1	»	14
Oise	»	24	»	»	6	9	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Orne	2	»	1	»	»	7	»	»	»	6	»	1	»	»	»	»
Pas-de-Calais	2	74	1	»	4	5	»	4	1	5	»	»	»	»	»	2
Puy-de-Dôme	»	»	»	»	»	12	»	»	1	»	»	2	»	»	»	2
Pyrénées (Basses-)	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»
Pyrénées (Hautes-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pyrénées-Orientales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Rhin (Haut-)	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	18
Rhône	»	1	»	»	»	19	»	8	»	»	»	»	1	»	»	18
Saône (Haute-)	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	28
Saône-et-Loire	»	»	»	»	»	13	2	»	1	»	»	»	»	»	»	78
Sarthe	»	»	11	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»
Savoie	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	23
Savoie (Haute-)	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	17
Seine	69	6	81	»	87	154	3	5	11	40	5	»	3	2	»	51
Seine-Inférieure	176	1	30	»	7	18	1	6	1	13	»	»	»	»	1	1
Seine-et-Marne	3	»	1	»	»	6	2	»	»	3	»	2	»	»	»	4
Seine-et-Oise	59	»	3	»	9	11	»	5	4	30	»	16	»	»	»	2
Sèvres (Deux-)	»	»	10	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»
Somme	»	46	6	»	11	20	»	»	2	5	»	6	»	»	»	3
Tarn	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
Tarn-et-Garonne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Var	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»
Vaucluse	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»
Vendée	»	»	13	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»
Vienne	»	»	22	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»
Vienne (Haute-)	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»
Vosges	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	5	1	3	»	61
Yonne	»	»	»	»	»	1	4	»	»	»	»	»	»	»	»	47
Principauté de Monaco	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Algérie et Colonies	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tribunaux consulaires dans les Échelles du Levant	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	417	367	421	»	203	401	58	54	98	174	36	51	43	30	196	750
Totaux généraux	2,229															

ÉS AUX GARÇONS.

Établissements privés.

FONTILLET.	FOUILLEUSE.	LA GRANDE-TRAPPE.	L'ÎLE-DU-LEVANT.	LA BORDE.	LA LOGE.	LANGONNET.	LE LUC.	METTRAY.	MOISSELLES.	NAUMONCEL.	NOGENT.	OULLINS.	SAINTE-FOY.	SAINT-ILAN.	SAINT-URBAIN.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE.	TESSON.	VAILHAUQUÈZ.	TOTAL par DÉPARTEMENT.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
1	»	65	3	»	6	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	109
1	»	»	»	2	»	»	»	1	»	65	»	»	»	»	8	»	2	»	106
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	5	»	»	»	2	»	»	»	45
1	»	»	»	»	»	»	»	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	53
»	»	»	»	1	2	»	1	»	»	38	3	»	3	»	3	»	5	»	123
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	48	»	»	1	»	»	»	»	»	60
»	»	»	»	»	2	99	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	3	»	123
26	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35
2	»	»	»	»	»	»	»	12	8	13	2	»	»	20	11	»	22	»	312
3	»	»	»	»	»	1	»	13	»	»	»	»	»	7	7	»	5	»	78
»	1	42	1	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	72
»	»	»	»	»	»	1	»	15	3	5	1	»	»	12	7	»	16	7	160
1	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	32	29
»	»	»	4	»	»	»	13	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	4	51
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	»	»	1	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	19
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	21
»	»	»	8	»	»	»	6	»	»	»	»	148	3	»	»	»	»	14	225
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	38
»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	101
»	»	»	»	»	»	»	»	67	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	83
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	2	31
»	»	»	3	»	»	»	2	»	34	»	»	6	»	»	»	»	»	6	36
19	5	»	2	10	103	28	»	124	11	1	253	1	28	15	1	97	41	3	1,293
»	13	1	»	2	1	6	»	8	»	»	1	»	3	1	»	»	22	»	344
37	»	»	»	»	»	»	»	11	3	»	»	»	»	»	»	»	2	»	70
2	1	»	»	2	3	»	»	34	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	176
»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	4	»	»	»	8	»	26
3	»	»	»	»	»	2	»	23	»	2	1	»	»	14	11	»	5	»	157
»	»	»	2	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	24
»	»	»	1	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	24
»	»	»	40	»	»	»	3	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	46
»	»	»	39	»	»	»	36	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	9	90
»	»	»	»	»	»	6	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31
»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	41
1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	44
»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	5	5	»	»	»	3	»	»	2	95
9	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	63
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
185	23	213	298	31	143	482	211	764	62	204	275	216	79	220	68	99	275	382	7,900

5,671

00

ÉTABLISSEMENTS AFFE

DÉPARTEMENTS.	Établissements publics.								
	NEVERS.	SAINT-LAZARE.	SAINTE-MARTHE.	AMIENS.	ANGERS.	BAVILLIERS.	BORDEAUX.	BOURGES.	DÔLE.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
AIN	2	»	»	»	»	»	»	»	»
AISNE	2	»	12	3	»	»	»	»	»
ALLIER	»	»	»	»	»	»	»	6	»
ALPES (BASSES-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ALPES (HAUTES-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ALPES-MARITIMES	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ARDÈCHE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ARDENNES	»	»	»	»	»	2	»	»	»
ARIÉGE	»	»	»	»	»	»	1	»	»
AUBE	1	»	»	»	»	»	»	»	»
AUDE	»	»	»	»	»	»	1	»	»
AVEYRON	»	»	»	»	»	»	»	»	»
BOUCHES-DU-RHÔNE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CALVADOS	2	»	»	»	2	»	»	»	»
CANTAL	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CHARENTE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CHARENTE-INFÉRIEURE	1	»	»	»	»	»	»	1	»
CHER	1	»	»	»	»	»	»	10	»
CORRÈZE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CORSE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CÔTE-D'OR	1	»	»	»	»	1	»	»	1
CÔTES-DU-NORD	»	»	»	»	»	»	»	1	»
CREUSE	1	»	»	»	»	»	»	»	»
DORDOGNE	»	»	»	»	»	»	1	»	»
DOUBS	1	»	»	»	»	2	»	»	5
DRÔME	»	»	»	»	»	»	»	»	»
EURE	»	»	»	»	2	»	»	»	»
EURE-ET-LOIR	1	»	4	»	»	»	»	1	»
FINISTÈRE	1	»	»	»	»	»	»	1	»
GARD	»	»	1	»	»	»	»	»	»
GARONNE (HAUTE-)	»	»	»	»	»	»	4	»	»
GERS	»	»	»	»	»	»	3	»	»
GIRONDE	1	»	»	»	»	»	38	»	»
HÉRAULT	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ILLE-ET-VILAINE	2	»	»	»	30	»	»	2	»
INDRE	1	»	»	»	»	»	1	»	»
INDRE-ET-LOIRE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ISÈRE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
JURA	»	»	»	»	»	»	»	1	7
LANDES	»	»	»	»	»	»	1	»	»
LOIR-ET-CHER	1	»	»	»	»	»	»	»	»
LOIRE	1	»	»	»	»	»	»	»	»
LOIRE (HAUTE-)	»	»	»	»	»	»	»	»	»
LOIRE-INFÉRIEURE	»	»	»	»	49	»	»	»	»
LOIRET	»	»	1	»	1	»	»	14	»
LOT	»	»	»	»	»	»	3	»	»
LOT-ET-GARONNE	»	»	»	»	»	»	3	»	»
LOZÈRE	»	»	»	»	»	»	»	»	»
MAINE-ET-LOIRE	»	»	»	»	40	»	»	»	»
MANCHE	»	»	»	»	18	»	»	1	»
MARNE	»	»	4	»	»	28	»	4	1
MARNE (HAUTE-)	1	»	»	»	»	16	»	»	2
MAYENNE	3	»	1	»	8	»	»	»	»

ÉS AUX FILLES.

Établissements privés.															TOTA par DÉPARTE
LE MANS.	LIMOGES.	MÉPLIER BLANZY.	MONTPELLIER.	COUVENT DE LA MADELEINE.	DIACONESSES.	ISRAÉLITES.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE.	ROUEN.	SAINTE-ANNE-D'AURAY.	SAINT-OMER.	SENS.	TOURS.	VARENNE-LÈZ-NEVERS.	SAINTE-JULIE.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	25
»	»	2	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	45	»	»	»	»	»	»	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	18	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	35	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	»	»	»	»	»	»	»	34	»	»	»	»	»	»	3
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
»	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	7	»	»	»	1	»	»	»	»	2	»	13	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	47	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	10	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	67	»	»	1	»	1	1	7
9	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	38	»	»	»	»	»	4
»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	1	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	4
»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	»	»	2
»	1	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	1	»	1
»	4	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	5
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	2	»	»	»	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
8	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2

ÉTABLISSEMENTS AFFE

DÉPARTEMENTS.	Établissements publics.								
	NEVERS.	SAINT-LAZARE	SAINTE-MARTHE.	AMIENS.	ANGERS.	BAVILLIERS.	BORDEAUX.	BOURGES.	DÔLE.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Meurthe-et-Moselle	»	»	2	»	»	18	»	»	»
Meuse	2	»	3	»	»	15	»	»	3
Morbihan	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Nièvre	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Nord	3	»	»	5	»	»	»	»	[illegible]
Oise	2	»	7	1	»	»	»	1	[illegible]
Orne	1	»	»	»	18	»	»	»	[illegible]
Pas-de-Calais	»	»	1	1	»	»	»	»	[illegible]
Puy-de-Dôme	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Pyrénées (Basses-)	»	»	»	»	»	»	5	»	[illegible]
Pyrénées (Hautes-)	»	»	»	»	»	»	2	»	[illegible]
Pyrénées-Orientales	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Rhin (Haut-)	»	»	»	»	»	3	»	»	[illegible]
Rhône	1	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Saône (Haute-)	»	»	»	»	»	8	»	»	[illegible]
Saône-et-Loire	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Sarthe	1	»	»	»	2	»	»	»	[illegible]
Savoie	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Savoie (Haute-)	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Seine	2	22	10	»	12	1	»	10	[illegible]
Seine-Inférieure	3	»	1	»	»	»	»	»	[illegible]
Seine-et-Marne	2	»	1	1	»	»	»	2	[illegible]
Seine-et-Oise	1	»	21	»	2	»	»	1	[illegible]
Sèvres (Deux-)	»	»	»	»	6	»	»	»	[illegible]
Somme	»	»	»	30	»	»	»	2	[illegible]
Tarn	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Tarn-et-Garonne	»	»	»	»	»	»	1	»	[illegible]
Var	2	»	»	»	»	»	3	»	[illegible]
Vaucluse	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Vendée	»	»	»	»	12	»	»	»	[illegible]
Vienne	»	»	»	»	1	»	»	»	[illegible]
Vienne (Haute-)	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Vosges	»	»	»	»	»	23	»	»	[illegible]
Yonne	1	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Algérie et Colonies	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Étranger	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Totaux	45	22	69	41	203	117	67	58	39
Totaux généraux		136							

ÉS AUX FILLES.

	Établissements privés.														
LE MANS.	LIMOGES.	MÉPLIER BLANZY.	MONTPELLIER.	COUVENT DE LA MADELEINE.	DIACONESSES.	ISRAÉLITES.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE.	ROUEN.	SAINTE-ANNE-D'AURAY.	SAINT-OMER.	SENS.	TOURS.	VARENNES-LEZ-NEVERS.	SAINTE-JULIE	TOTAL par DÉPARTEMENT.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»	23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	»	»	»	»	»	26
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	11
»	»	»	»	»	1	»	»	11	»	29	»	»	»	»	49
»	»	»	»	»	»	»	»	24	»	2	»	»	»	»	37
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	19
»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	39	»	»	»	»	47
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	4
»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5
»	4	27	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	4	»	40
»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13
»	1	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17
20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23
»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
»	10	»	2	120	29	3	112	2	56	»	»	8	2	20	421
»	»	»	»	»	»	»	»	120	»	»	»	»	»	»	124
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	13	1	1	»	23
»	2	»	»	»	3	»	»	4	»	»	»	»	»	1	35
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	3	»	»	»	»	37
»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7
»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6
»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12
»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7
»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	35
»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	21	1	1	»	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
37	90	76	122	120	46	5	112	319	176	73	59	51	37	22	2,006
	1,870														
2,006															

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUC

Tableau N° V. — RÉPARTITION de la population, a

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	AGE AU 31 DÉCEMBRE 187					
	au-dessous de 8 ans.	de 8 à 10 ans.	de 10 à 12 ans.	de 12 à 14 ns	de 14 à 16 ans.	de 16 à 18 ans.
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
Les Douaires	3	11	39	133	125	63
Saint-Bernard	1	5	37	67	139	105
Saint-Hilaire	1	9	32	66	136	143
Boulard	»	»	»	»	»	»
Saint-Maurice	»	5	12	37	51	81
Le Val-d'Yèvre	»	8	31	70	128	136
Dijon	»	1	1	8	17	25
Lyon	»	»	1	1	18	25
Nantes	»	»	1	8	40	39
Rouen	»	»	1	8	17	85
Villeneuve-sur-Lot	»	»	»	»	6	22
Totaux	5	39	155	398	677	724
Établissements privés.						
Autreville	»	1	1	12	16	20
Bar-sur-Aube	»	»	9	4	10	18
Les-Meetz-Bayel	»	1	2	8	12	7
Beaurecueil	»	»	14	26	66	64
Citeaux	17	85	128	218	168	97
Fontgombault	1	6	30	78	107	120
Fontillet	»	4	17	46	56	31
Fouilleuse	»	»	»	»	8	11
La Grande-Trappe	2	6	19	51	68	54
L'Ile-du-Levant	»	15	41	97	99	40
La Borde	»	2	7	12	9	1
La Loge	»	4	9	18	50	51
Langonnet	1	2	23	92	136	168
Le Luc	»	3	14	33	65	74
Mettray	4	13	45	149	222	237
Moisselles	»	»	2	10	23	24
Naumoncel	»	14	29	48	71	29
Nogent (Courcelles)	»	2	13	25	61	109
Oullins	»	12	21	73	57	47
Sainte-Foy	»	3	6	21	25	23
Saint-Ilan	»	5	30	69	76	34
Saint-Urbain	1	2	4	16	19	22
Société de Patronage de la Seine	»	2	8	19	28	28
Tesson	»	9	57	59	90	44
Vailhauquès	»	5	35	135	148	49
Garçons. — Établissements privés	26	196	564	1,319	1,690	1,420
Garçons. — Établissements publics	5	39	155	398	677	724
Garçons. — Établissements publics et privés	31	235	719	1,717	2,367	2,144

ION CORRECTIONNELLE.

1 décembre 1875, suivant l'âge des jeunes détenus.

ÉS AUX GARÇONS.

de 18 à 20 ans.	Plus de 20 ans.	TOTAL.	AGE AU MOMENT DU DÉLIT. au-dessous de 8 ans	de 8 à 10 ans.	de 10 à 12 ans.	de 12 à 14 ans.	de 14 à 15 ans.	de 15 ans.	TOTAL GÉNÉRAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
42	1	417	4	9	47	143	98	116	417
13	»	367	6	19	63	139	87	53	367
34	»	421	2	32	87	157	75	68	421
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
17	»	203	3	14	37	68	31	50	203
28	»	401	8	31	94	127	96	45	401
6	»	58	1	1	25	12	10	9	58
9	»	54	»	2	9	17	21	5	54
9	1	98	»	4	10	33	47	4	98
55	8	174	»	9	24	39	35	67	174
8	»	36	»	»	»	1	21	14	36
221	10	2,229	24	121	396	736	521	431	2,229
1	»	51	»	1	9	19	15	7	51
2	»	43	»	5	14	12	7	5	43
»	»	30	1	3	9	11	5	1	30
26	»	196	4	12	47	52	37	44	196
37	»	750	25	163	245	207	66	44	750
29	»	371	9	37	101	126	47	51	371
11	»	185	»	17	49	66	29	24	185
4	»	23	»	»	2	3	12	6	23
13	»	213	5	37	75	67	14	15	213
6	»	298	»	43	88	102	60	5	298
»	»	31	»	6	9	12	4	»	31
11	»	143	3	10	16	47	37	30	143
62	»	482	4	44	116	182	60	76	482
22	»	211	4	8	45	76	51	37	211
94	»	764	18	93	227	233	101	92	764
3	»	62	»	1	11	19	17	14	62
13	»	204	1	50	64	66	23	»	204
65	»	275	»	8	35	86	116	30	275
6	»	216	9	23	58	69	35	22	216
1	»	79	»	8	17	29	13	12	79
6	»	220	1	21	63	82	28	25	220
4	»	68	2	6	12	28	12	8	68
14	»	99	2	9	14	35	13	26	99
16	»	275	3	34	84	77	41	36	275
10	»	382	2	58	130	119	55	18	382
456	»	5,671	93	697	1,540	1,825	888	628	5,671
221	10	2,229	24	121	396	736	521	431	2,229
677	10	7,900	117	818	1,936	2,561	1,409	1,059	7,900

ÉTABLISSEMENTS.	ÉTABLISSEMENTS AFFE					
	AGE AU 31 DÉCEMBRE 187					
	au-dessous de 8 ans.	de 8 à 10 ans.	de plus de 10 à 12 ans.	de plus de 12 à 14 ans.	de plus de 14 à 16 ans.	de plus de 16 à 18 ans.
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
NEVERS	»	»	»	1	10	26
SAINT-LAZARE	»	»	4	6	8	3
SAINTE-MARTHE	»	2	5	24	24	8
Totaux	»	2	9	31	42	37
Établissements privés.						
AMIENS	»	2	4	12	16	7
ANGERS	»	4	18	35	58	3[illegible]
BAVILLIERS	»	»	17	21	28	2[illegible]
BORDEAUX	»	2	5	18	16	2[illegible]
BOURGES	»	2	7	19	20	1[illegible]
DÔLE	»	»	4	9	16	7
LE MANS	»	1	1	4	6	1[illegible]
LIMOGES	1	3	2	20	23	3[illegible]
MÉPLIER BLANZY	»	»	5	16	23	3[illegible]
MONTPELLIER	»	2	11	14	36	4[illegible]
MADELEINE	4	17	18	17	26	[illegible]
DIACONNESSES	»	5	7	9	15	8
ISRAÉLITES	»	»	»	2	3	»
SOCIÉTÉ DE PATRONNAGE DE LA SEINE	»	11	15	28	36	17
ROUEN	1	36	43	67	72	64
SAINTE-ANNE-D'AURAY	»	4	19	26	58	53
SAINT-OMER	»	»	3	14	34	19
SENS	1	6	13	17	15	4
TOURS	»	3	7	9	19	8
VARENNES-LEZ-NEVERS	»	»	2	8	19	7
SAINTE-JULIE	»	1	»	6	6	9
FILLES. — ÉTABLISSEMENTS { privés	7	92	201	371	545	45[illegible]
FILLES. — ÉTABLISSEMENTS { publics	»	9	9	31	42	37
ÉTABLISSEMENTS { publics et privés (filles)	7	101	210	402	587	49[illegible]
ÉTABLISSEMENTS { publics et privés (garçons)	31	235	719	1,717	2,367	2,14[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX DES GARÇONS ET DES FILLES	38	336	929	2,119	2,954	2,64[illegible]
				9,906		

ÉS AUX FILLES.

			AGE AU MOMENT DU DÉLIT.						
de plus de …8 à 20 ans.	Plus de 20 ans.	TOTAL.	au-dessous de 8 ans.	de plus de 8 à 10 ans.	de plus de 10 à 12 ans.	de plus de 12 à 14 ans.	de plus de 14 à 15 ans.	de plus de 15 ans.	TOTAL GÉNÉRAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
8	»	45	»	1	4	9	11	20	45
1	»	22	»	»	6	7	5	4	22
6	»	69	»	5	20	18	22	4	69
15	»	136	»	6	30	34	38	28	136
»	»	41	1	6	10	15	8	1	41
26	3	203	3	14	52	62	41	31	203
10	20	117	»	16	18	40	43	»	117
5	»	67	1	4	18	23	19	2	67
»	»	58	»	7	11	27	13	»	58
3	»	39	1	6	8	11	4	9	39
6	»	37	»	5	7	13	7	5	37
8	»	90	1	3	13	31	20	22	90
»	»	76	»	7	9	19	29	12	76
18	»	122	2	27	22	44	21	6	122
15	3	120	4	17	18	17	26	38	120
2	»	46	3	7	16	5	11	4	46
»	»	5	»	1	2	1	1	»	5
5	»	112	»	14	15	34	27	22	112
35	1	319	9	27	51	106	81	45	319
15	1	176	»	9	33	56	41	37	176
2	1	73	»	8	19	25	13	8	73
3	»	59	3	7	13	23	12	1	59
5	»	51	1	8	10	13	10	9	51
1	»	37	»	4	7	15	10	1	37
»	»	22	»	1	2	9	8	2	22
159	29	1,870	29	198	354	589	445	255	1,870
15	»	136	»	6	30	34	38	28	136
174	29	2,006	29	204	384	623	483	283	2,006
677	10	7,900	117	818	1,936	2,561	1,409	1,059	7,900
851	39	9,906	146	1,022	2,320	3,184	1,892	1,342	9,906
			9.906						

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° VI. — RÉPARTITION de la population, au 31 décembre 1875, d'après l'état civil et la situation des familles des jeunes détenus.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉTAT CIVIL.			SITUATION DES FAMILLES. Enfants appartenant à des parents					RENSEIGNEMENTS DIVERS.			
	Enfants légitimes.	Enfants naturels.	TOTAL.	aisés.	vivant de leur travail.	mendiants, vagabonds, prostituées.	inconnus, disparus.	TOTAL.	Enfants dont les parents ont subi des condamnations.	Orphelins d'un de leurs parents.	Orphelins de père et de mère.	Élèves des hospices
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Établissements publics.												
LES DOUAIRES	334	83	417	»	254	106	57	417	87	28	16	[illegible]
SAINT-BERNARD	322	45	367	»	322	18	27	367	101	21	143	[illegible]
SAINT-HILAIRE	368	53	421	15	308	90	8	421	49	24	117	[illegible]
BOULARD	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
SAINT-MAURICE	175	28	203	»	191	9	3	203	28	10	75	[illegible]
LE VAL-D'YÈVRE	357	44	401	2	344	17	38	401	35	15	28	[illegible]
DIJON	54	4	58	6	45	3	4	58	8	1	4	[illegible]
LYON	44	10	54	1	47	3	3	54	2	9	4	[illegible]
NANTES	88	10	98	5	68	23	2	98	13	28	3	[illegible]
ROUEN	150	24	174	7	115	25	27	174	17	66	15	[illegible]
VILLENEUVE-SUR-LOT	33	3	36	10	24	2	»	36	»	16	»	[illegible]
Totaux	1,925	304	2,229	46	1,718	296	169	2,229	340	218	405	[illegible]
Établissements privés												
AUTREVILLE	46	5	51	4	30	13	4	51	9	»	4	[illegible]
BAR-SUR-AUBE	33	10	43	»	41	2	»	43	10	11	1	[illegible]
LES MEETZ-BAYEL	26	4	30	»	20	10	»	30	4	10	1	[illegible]
BEAURECUEIL	172	24	196	8	159	19	10	196	12	72	27	[illegible]
CITEAUX	663	87	750	1	622	68	59	750	53	44	179	[illegible]
FONTGOMBAULT	296	75	371	1	325	29	16	371	43	115	39	[illegible]
FONTILLET	147	38	185	1	105	38	41	185	25	37	24	[illegible]
FOUILLEUSE	23	»	23	1	22	»	»	23	4	»	»	[illegible]
LA GRANDE-TRAPPE	173	40	213	1	165	30	17	213	50	91	17	[illegible]
L'ÎLE-DU-LEVANT	274	24	298	12	267	15	4	298	12	15	12	[illegible]
LA BORDE	27	4	31	»	11	8	12	31	6	17	2	[illegible]
LA LOGE	136	7	143	»	113	14	16	143	8	69	9	[illegible]
LANGONNET	419	63	482	»	364	34	84	482	81	179	39	[illegible]
LE LUC	157	54	211	13	115	54	29	211	11	5	7	[illegible]
METTRAY	618	146	764	3	544	131	86	764	134	296	51	[illegible]
MOISSELLE	58	4	62	»	62	»	»	62	10	31	4	[illegible]
NAUMONCEL	190	14	204	9	92	88	15	204	35	27	24	[illegible]
NOGENT	248	27	275	4	259	5	7	275	19	56	22	[illegible]
OULLINS	191	25	216	1	206	9	»	216	21	56	29	[illegible]
SAINTE-FOY	68	11	79	3	70	2	4	79	2	27	6	[illegible]
SAINT-ILAN	198	22	220	1	168	19	32	220	55	70	20	[illegible]
SAINT-URBAIN	58	10	68	1	50	10	7	68	11	»	5	[illegible]
SOCIÉTÉ de PATRONAGE de la SEINE	83	16	99	»	80	1	18	99	3	37	11	[illegible]
TESSON	239	36	275	1	137	106	31	275	14	7	54	[illegible]
VAILHAUQUEZ	299	83	382	8	201	45	128	382	55	69	40	[illegible]
GARÇONS. Établissements privés	4,842	829	5,671	73	4,228	750	620	5,671	687	1,341	627	[illegible]
GARÇONS. Établissements publics	1,925	304	2,229	46	1,718	296	169	2,229	340	218	405	[illegible]
GARÇONS. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS	6,767	1,133	7,900	119	5,946	1,046	789	7,900	1,027	1,559	1,032	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉTAT CIVIL.			SITUATION DES FAMILLES. Enfants appartenant à des parents					RENSEIGNEMENTS DIVERS.			
	Enfants légitimes.	Enfants naturels.	TOTAL.	aisés.	vivant de leur travail.	mendiants, vagabonds, prostituées.	inconnus, disparus.	TOTAL.	Enfants dont les parents ont subi des condamnations.	Orphelins d'un de leurs parents.	Orphelins de père et de mère.	Élèves des hospices
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Établissements publics.												
NEVERS	42	3	45	2	31	9	3	45	11	»	2	»
SAINT-LAZARE	17	5	22	1	16	3	2	22	»	5	2	»
SAINTE-MARTHE	62	7	69	2	36	21	10	69	26	2	10	1
Totaux	121	15	136	5	83	33	15	136	37	7	14	1
Établissements privés.												
AMIENS	33	8	41	1	18	9	13	41	13	18	6	»
ANGERS	173	30	203	»	158	36	9	203	66	74	11	1
BAVILLIERS	91	26	117	»	84	29	4	117	34	4	22	»
BORDEAUX	52	15	67	»	39	17	11	67	19	21	9	2
BOURGES	56	2	58	»	49	3	6	58	20	27	4	»
DÔLE	29	10	39	»	35	4	»	39	9	16	3	»
LE MANS	26	11	37	1	19	13	4	37	13	4	15	»
LIMOGES	76	14	90	»	51	32	7	90	28	37	5	2
MÉPLIER-BLANZY	68	8	76	»	54	14	8	76	6	5	19	»
MONTPELLIER	89	33	122	»	101	12	9	122	12	45	12	1
COUVENT DE LA MADELEINE	95	25	120	6	110	3	1	120	»	49	12	1
DIACONESSES	44	2	46	»	36	»	10	46	4	8	17	»
ISRAÉLITES	4	1	5	»	5	»	»	5	»	1	1	»
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	92	20	112	»	65	26	21	112	26	42	19	»
ROUEN	221	98	319	9	107	169	34	319	205	159	80	5
SAINTE-ANNE-D'AURAY	154	22	176	»	107	44	25	176	33	17	76	»
SAINT-OMER	58	15	73	»	72	»	1	73	2	22	4	1
SENS	47	12	59	»	45	11	3	59	37	22	2	»
TOURS	41	10	51	1	28	20	2	51	10	5	13	1
VARENNES-LEZ-NEVERS	32	5	37	»	28	4	5	37	10	12	3	3
SAINTE-JULIE de VILLEPREUX	19	3	22	1	19	»	2	22	4	7	3	1
FILLES. Établissements privés	1,500	370	1,870	19	1,230	446	175	1,870	551	595	336	18
FILLES. Établissements publics	121	15	136	5	83	33	15	136	37	7	14	1
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. Filles	1,621	385	2,006	24	1,313	479	190	2,006	588	602	350	19
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. Garçons	6,767	1,133	7,900	119	5,946	1,046	789	7,900	1,027	1,559	1,032	135
TOTAUX GÉNÉRAUX DES GARÇONS ET DES FILLES	8,388	1,518	9,906	143	7,259	1,525	979	9,906	1,615	2,161	1,382	154
	9,906				9,906							

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° VII. — RÉPARTITION de la population, suivant les religions, au 31 décembre 1875

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

ÉTABLISSEMENTS.	CATHOLIQUES.	PROTESTANTS.	ISRAÉLITES.	MAHOMÉTANS.	SANS RELIGION RECONNUE.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
Les Douaires	417	»	»	»	»	417
Saint-Bernard	360	»	7	»	»	367
Saint-Hilaire	421	»	»	»	»	421
Boulard	»	»	»	»	»	»
Saint-Maurice	203	»	»	»	»	203
Le Val-d'Yèvre	401	»	»	»	»	401
Dijon	58	»	»	»	»	58
Lyon	54	»	»	»	»	54
Nantes	97	»	1	»	»	98
Rouen	174	»	»	»	»	174
Villeneuve-sur-Lot	31	5	»	»	»	36
Totaux	2,216	5	8	»	»	2,229
Établissements privés.						
Autreville	51	»	»	»	»	51
Bar-sur-Aube	43	»	»	»	»	43
Les-Meetz-Bayel	30	»	»	»	»	30
Beaurecueil	196	»	»	»	»	196
Citeaux	750	»	»	»	»	750
Fontgombault	371	»	»	»	»	371
Fontillet	185	»	»	»	»	185
Fouilleuse	23	»	»	»	»	23
La Grande-Trappe	213	»	»	»	»	213
L'Ile-du-Levant	298	»	»	»	»	298
La Borde	31	»	»	»	»	31
La Loge	143	»	»	»	»	143
Langonnet	482	»	»	»	»	482
Le Luc	211	»	»	»	»	211
Mettray	764	»	»	»	»	764
Moisselles	62	»	»	»	»	62
Naumoncel	204	»	»	»	»	204
Nogent (Courcelles)	275	»	»	»	»	275
Oullins	216	»	»	»	»	216
Sainte-Foy	2	77	»	»	»	79
Saint-Ilan	220	»	»	»	»	220
Saint-Urbain	68	»	»	»	»	68
Société de Patronage de la Seine	99	»	»	»	»	99
Tesson	275	»	»	»	»	275
Vailhauquez	382	»	»	»	»	382
Garçons... Établissements privés	5,594	77	»	»	»	5,671
Garçons... Etablissements publics	2,216	5	8	»	»	2,229
Garçons. — Etablissements publics et privés	7,800	82	8	»	»	7,900

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

ÉTABLISSEMENTS.	CATHOLIQUES.	PROTESTANTES	ISRAÉLITES.	MAHOMÉTANES.	SANS RELIGION RECONNUE.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
NEVERS	45	»	»	»	»	45
SAINT-LAZARE	21	»	1	»	»	22
SAINTE-MARTHE	69	»	»	»	»	69
TOTAUX	135	»	1	»	»	136
Établissements privés.						
AMIENS	41	»	»	»	»	41
ANGERS	203	»	»	»	»	203
BAVILLIERS	117	»	»	»	»	117
BORDEAUX	67	»	»	»	»	67
BOURGES	58	»	»	»	»	58
DÔLE	39	»	»	»	»	39
LE MANS	37	»	»	»	»	37
LIMOGES	90	»	»	»	»	90
MEPLIER-BLANZY	76	»	»	»	»	76
MONTPELLIER	122	»	»	»	»	122
COUVENT DE LA MADELEINE	119	1	»	»	»	120
DIACONESSES	»	46	»	»	»	46
ISRAÉLITES	»	»	5	»	»	5
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	112	»	»	»	»	112
ROUEN	319	»	»	»	»	319
SAINTE-ANNE-D'AURAY	176	»	»	»	»	176
SAINT-OMER	73	»	»	»	»	73
SENS	59	»	»	»	»	59
TOURS	51	»	»	»	»	51
VARENNES-LEZ-NEVERS	37	»	»	»	»	37
SAINTE-JULIE	22	»	»	»	»	22
FILLES. . { Établissements privés	1,818	47	5	»	»	1,870
FILLES. . { Établissements publics	135	»	1	»	»	136
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. . { Filles	1,953	47	6	»	»	2,006
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. . { Garçons	7,800	82	8	»	»	7,900
TOTAUX GÉNÉRAUX DES GARÇONS ET DES FILLES	9,753	129	14	»	»	9,906
	9,906					

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° VIII. — RÉPARTITION de la population au 31 décembre 1875, suivant les professions exercées avant l'entrée dans l'Établissement.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

ÉTABLISSEMENTS.	PROFESSIONS exercées par les enfants avant leur entrée dans la maison ou qui leur étaient enseignées.				TOTAL des colonnes 2, 3, 4, 5.
	Industrielles.	Agricoles.	Autres professions.	Sans profession.	
1	2	3	4	5	6
Établissements publics.					
Les Douaires	53	112	7	245	417
Saint-Bernard	157	43	3	164	367
Saint-Hilaire	55	18	17	331	421
Boulard	»	»	»	»	»
Saint-Maurice	63	12	16	112	203
Le Val-d'Yèvre	121	60	17	203	401
Dijon	3	30	7	18	58
Lyon	14	13	6	21	54
Nantes	16	»	81	1	98
Rouen	36	26	53	59	174
Villeneuve-sur-Lot	8	8	4	16	36
Totaux	526	322	211	1,170	2,229
Établissements privés.					
Autreville	6	23	7	15	51
Bar-sur-Aube	8	5	2	28	43
Les-Meetz-Bayel	7	6	3	14	30
Beaurecueil	42	7	34	113	196
Citeaux	29	62	5	654	730
Fontgombault	43	58	45	225	371
Fontillet	33	40	»	112	185
Fouilleuse	5	12	3	3	23
La Grande-Trappe	12	33	4	164	213
L'Ile-du-Levant	11	38	10	239	298
La Borde	1	1	5	24	31
La Loge	32	6	41	64	143
Langonnet	111	90	3	278	482
Le Luc	18	17	7	169	211
Mettray	131	88	38	507	764
Moisselles	»	»	43	19	62
Naumoncel	10	32	34	128	204
Nogent (Courcelles)	109	8	15	143	275
Oullins	25	5	»	186	216
Sainte-Foy	35	11	7	26	79
Saint-Ilan	16	11	»	193	220
Saint-Urbain	8	4	10	46	68
Société de patronage de la Seine	79	3	11	6	99
Tesson	58	3	22	192	275
Vailhauquez	27	325	30	»	382
Garçons. Établissements privés	856	888	379	3,548	5,671
Garçons. Établissements publics	526	322	211	1,170	2,229
Garçons. — Établissements publics et privés	1,382	1,210	590	4,718	7,900

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

ÉTABLISSEMENTS.	PROFESSIONS exercées par les enfants avant leur entrée dans la maison ou qui leur étaient enseignées.				TOTAL des colonnes 2, 3, 4, 5.
	Industrielles.	Agricoles.	Autres professions.	Sans profession.	
1	2	3	4	5	6
Établissements publics.					
NEVERS	24	5	4	12	45
SAINT-LAZARE	14	3	3	2	22
SAINTE-MARTHE	6	3	10	50	69
TOTAUX	44	11	17	64	136
Établissements privés.					
AMIENS	3	1	9	28	41
ANGERS	28	13	37	125	203
BATILLIERS	8	14	18	77	117
BORDEAUX	40	»	15	12	67
BOURGES	»	»	14	44	58
DÔLE	1	»	1	37	39
LE MANS	3	4	5	25	37
LIMOGES	7	2	16	65	90
MÉPLIER-BLANZY	»	»	»	76	76
MONTPELLIER	10	2	10	100	122
COUVENT DE LA MADELEINE	85	»	»	35	120
DIACONESSES	»	»	46	»	46
ISRAÉLITES	»	»	»	5	5
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	34	»	10	68	112
ROUEN	40	20	33	226	319
SAINTE-ANNE-D'AURAY	32	3	30	111	176
SAINT-OMER	6	3	12	52	73
SENS	5	10	9	35	59
TOURS	8	6	6	31	51
VARENNES-LEZ-NEVERS	3	3	7	24	37
SAINTE-JULIE	6	»	2	14	22
FILLES. { Établissements privés	319	81	280	1,190	1,870
FILLES. { Établissements publics	44	11	17	64	136
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. { Filles	363	92	297	1,254	2,006
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS. { Garçons	1,382	1,210	590	4,718	7,900
TOTAL GÉNÉRAL DES GARÇONS ET DES FILLES	1,745	1,302	887	5,972	9,906
	9,906				

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° IX. — Antécédents judiciaires des jeunes détenus présents au 31 décembre 1875.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES JEUNES DÉTENUS qui, avant leur entrée, avaient été envoyés en correction,					TOTAL des récidivistes.
	1 fois.	2 fois.	3 fois.	4 fois.	5 fois et plus.	
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
LES DOUAIRES	15	1	»	»	»	16
SAINT-BERNARD	63	15	3	1	»	82
SAINT-HILAIRE	1	1	»	»	»	2
BOULARD	»	»	»	»	»	»
SAINT-MAURICE	8	3	2	»	»	13
VAL-D'YÈVRE	19	4	1	»	»	24
DIJON	4	3	»	»	»	7
LYON	7	1	2	»	»	10
NANTES	13	2	3	»	»	18
ROUEN	29	5	2	»	»	36
VILLENEUVE-SUR-LOT	2	«	»	»	»	2
TOTAUX	161	35	13	1	»	210
Établissements privés.						
AUTREVILLE	»	»	»	»	»	»
BAR-SUR-AUBE	1	2	»	»	»	3
LES MEETZ-BAYEL	5	»	»	»	»	5
BEAURECUEIL	20	2	»	1	»	23
CITEAUX	21	3	4	»	»	28
FONTGOMBAULT	3	»	»	»	»	3
FONTILLET	16	4	3	2	3	28
FOUILLEUSE	6	1	»	»	»	7
LA GRANDE-TRAPPE	13	»	»	»	»	13
L'ILE-DU-LEVANT	12	»	»	»	»	12
LA BORDE	»	»	»	»	»	»
LA LOGE	8	5	2	1	»	16
LANGONNET	»	»	»	»	»	»
LE LUC	1	»	»	»	»	1
METTRAY	136	34	22	7	33	232
MOISSELLES	»	»	»	»	»	»
NAUMONCEL	15	19	4	»	»	38
NOGENT	27	12	»	»	»	39
OULLINS	5	2	3	1	»	11
SAINTE-FOY	11	5	6	»	»	22
SAINT-ILAN	1	»	»	»	»	1
SAINT-URBAIN	3	»	»	»	»	3
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	»	»	»	»	»	»
TESSON	7	2	»	»	»	9
VAILHAUQUEZ	»	»	»	»	»	»
GARÇONS. — ÉTABLISSEMENTS privés	311	91	44	12	36	494
GARÇONS. — ÉTABLISSEMENTS publics	161	35	13	1	»	210
ÉTABL^ts PUBLICS ET PRIVÉS. — GARÇONS	472	126	57	13	36	704
	704					

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES JEUNES DÉTENUES qui, avant leur entrée, avaient été envoyées en correction.					TOTAL des RÉCIDIVISTES.
	1 fois	2 fois.	3 fois.	4 fois.	5 fois et plus.	
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
…ers	4	»	»	»	»	4
…nt-Lazare	3	1	»	»	»	4
…ste-Marthe	»	»	»	»	»	»
Totaux	7	1	»	»	»	8
Établissements privés.						
…ens	1	»	»	»	»	1
…ers	4	3	»	»	»	7
…villiers	»	1	»	»	»	1
…deaux	»	»	»	»	»	»
…rges	»	»	»	»	»	»
…e	»	»	»	»	»	»
… Mans	»	»	»	»	»	»
…oges	2	»	»	»	»	2
…lier-Blanzy	»	»	»	»	»	»
…tpellier	»	»	»	»	»	»
…vent de la Madeleine	12	8	5	3	»	28
…aconesses	2	»	»	»	»	2
…aelites	»	1	»	»	»	1
…iété de patronage de la Seine	15	8	7	5	3	38
…uen	2	2	»	»	»	4
…nte-Anne-d'Auray	»	»	»	»	»	»
…nt-Omer	12	1	»	»	»	13
…s	»	»	»	»	»	»
…urs	»	»	»	»	»	»
…ennes-lez-Nevers	»	»	»	»	»	»
…nte-Julie	»	»	»	»	»	»
…lles. — Établissements privés	50	24	12	8	3	97
…lles. — Établissements publics	7	1	»	»	»	8
…lles. — Établts publics et privés	57	25	12	8	3	105
…rçons. — Établts publics et privés	472	126	57	13	36	704
…aux généraux des Garçons et des Filles	529	151	69	21	39	809
	809					

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDU

Tableau N° X. — ÉTAT de l'instruction au mome

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	AVANT L'ENTRÉE.					
	COMPLÈTEMENT illettrés.	SACHANT lire.	SACHANT lire et écrire.	POSSÉDANT l'instruction primaire.	AYANT une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	TOTAL des colon 2, 3, 4, 5
1	2	3	4		6	7
Établissements publics.						
LES DOUAIRES	239	102	72	4	»	[illegible]
SAINT-BERNARD	344	13	9	1	»	[illegible]
SAINT-HILAIRE	114	118	174	15	»	[illegible]
BOULARD	»	»	»	»	»	
SAINT-MAURICE	101	38	50	9	5	[illegible]
VAL-D'YÈVRE	249	78	74	»	»	[illegible]
DIJON	12	28	18	»	»	[illegible]
LYON	37	9	8	»	»	[illegible]
NANTES	30	34	31	8	»	[illegible]
ROUEN	80	39	51	4	»	[illegible]
VILLENEUVE-SUR-LOT	13	2	18	3	»	[illegible]
TOTAUX	1,219	461	505	39	5	[illegible]
Établissements privés.						
AUTREVILLE	34	5	12	»	»	[illegible]
BAR-SUR-AUBE	31	5	7	»	»	[illegible]
LES MEETZ-BAYEL	16	7	7	»	»	[illegible]
BEAURECUEIL	115	55	26	»	»	[illegible]
CITEAUX	534	145	71	»	»	[illegible]
FONTGOMBAULT	249	37	82	3	»	[illegible]
FONTILLET	104	44	35	2	»	[illegible]
FOUILLEUSE	5	4	7	7	»	[illegible]
LA GRANDE-TRAPPE	144	34	35	»	»	[illegible]
L'ILE-DU-LEVANT	232	40	18	8	»	[illegible]
LA BORDE	11	»	9	11	»	[illegible]
LA LOGE	38	27	41	35	2	[illegible]
LANGONNET	289	68	125	»	»	[illegible]
LE LUC	87	30	92	1	1	[illegible]
METTRAY	383	164	209	8	»	[illegible]
MOISSELLES	24	7	18	13	»	[illegible]
NAUMONCEL	132	39	30	3	»	[illegible]
NOGENT-COURCELLES	64	69	79	63	»	[illegible]
OULLINS	149	44	22	1	»	[illegible]
SAINTE-FOY	25	11	30	13	»	[illegible]
SAINT-ILAN	174	17	29	»	»	[illegible]
SAINT-URBAIN	25	10	14	19	»	[illegible]
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	18	15	38	28	»	[illegible]
TESSON	138	56	61	20	»	[illegible]
VAILHAUQUEZ	181	89	112	»	»	[illegible]
ÉTABLISSEMENTS... privés. — Totaux	3,202	1,022	1,209	235	3	[illegible]
ÉTABLISSEMENTS... publics. — Id.	1,219	461	505	39	5	[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,421	1,483	1,714	274	8	[illegible]

ON CORRECTIONNELLE.

l'entrée dans l'établissement et au 31 décembre 1875.

S AUX GARÇONS.

DEPUIS L'ENTRÉE.

ILLETTRÉS.			SACHANT LIRE.			SACHANT LIRE ET ÉCRIRE.		POSSÉDANT l'instruction primaire ou une instruction supérieure.		TOTAL des colonnes 7 à 17.	NOMBRE d'enfants ayant fréquenté les cours		BIBLIOTHÈQUES.	
Ayant appris		Demeurés illettrés.	Ayant appris		N'ayant fait aucun progrès.	Ayant reçu le complément de l'instruction primaire	N'ayant pas fait de progrès.	Ayant fait des progrès.	N'ayant pas fait de progrès.		de dessin.	de musique	Nombre de volumes existants.	Nombre de volumes donnés en lecture pendant l'année.
à lire et à écrire.	à lire, à écrire et à calculer		à écrire.	à écrire et à calculer										
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
61	34	69	49	48	5	57	15	4	»	417	»	»	248	685
94	40	8	7	6	»	9	»	1	»	367	»	38	249	780
43	29	15	73	42	3	127	47	15	»	421	»	37	342	2,347
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	«	»
38	32	3	6	32	»	50	»	14	»	203	»	»	251	214
54	4	96	34	39	5	66	8	»	»	401	»	38	250	650
6	2	2	6	21	1	9	9	»	»	58	»	»	234	1,028
5	3	1	»	9	»	8	»	»	»	54	»	»	50	1,560
10	1	5	6	25	3	26	5	3	»	98	»	»	562	645
54	4	25	29	3	7	40	11	4	»	174	»	»	145	2,855
5	7	»	»	2	»	18	»	3	»	36	»	»	77	130
370	216	224	210	227	24	410	95	44	»	2,229	»	113	2,408	10,724
9	»	16	1	4	»	6	6	»	»	51	»	»	»	»
18	9	»	»	5	»	5	2	»	»	43	»	»	120	173
3	2	6	4	3	»	5	2	»	»	30	»	»	»	»
27	33	15	20	25	10	5	21	»	»	196	»	»	355	232
186	156	31	57	16	12	71	»	»	»	750	65	97	»	»
122	38	8	12	24	1	78	4	3	»	371	32	30	147	356
24	21	19	14	30	»	31	4	2	»	185	»	»	528	1,343
4	»	»	1	3	»	5	2	4	3	23	»	»	»	»
60	53	20	8	25	1	29	6	»	»	213	4	28	180	»
45	27	67	23	17	»	10	8	8	»	298	»	»	682	725
2	3	3	»	»	»	9	»	8	3	31	»	»	»	»
10	5	11	16	8	3	25	16	22	15	143	»	»	500	845
33	124	31	20	48	»	125	»	»	»	482	15	65	1,026	2,311
32	6	22	19	6	5	38	54	1	1	211	»	15	»	»
129	151	25	51	111	2	206	3	8	»	764	18	114	2,100	2,627
6	»	3	4	2	1	15	3	10	3	62	»	»	»	»
21	65	2	18	12	9	24	6	2	1	204	»	»	»	»
12	6	21	32	20	17	51	28	52	11	275	»	»	200	580
41	71	2	15	29	»	22	»	1	»	216	48	52	500	1,920
5	8	5	2	6	3	26	4	11	2	79	»	79	700	620
70	25	33	2	15	»	18	11	»	»	220	19	40	300	900
7	5	5	7	3	»	11	3	19	»	68	»	»	20	35
7	10	»	6	9	»	35	3	5	23	98	1	48	400	730
30	6	62	18	22	16	»	61	»	20	275	»	»	»	»
39	75	19	53	27	9	93	14	»	»	382	»	»	60	1,440
942	899	426	403	530	89	948	261	156	82	5,671	202	568	7,818	14,837
370	216	224	210	227	24	410	95	44	»	2,229	»	113	2,408	10,724
1,312	1,115	650	613	757	113	1,358	356	200	82	7,900	202	681	10,226	25,561

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	DEPUIS L'ENTRÉE. complétement illettrées	sachant lire.	sachant lire et écrire.	possédant l'instruction primaire.	ayant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	tot de colo 2,3,4,
1	2	3	4	5	6	7
Établissements publics.						
Nevers	21	12	6	2	»	
Saint-Lazare	8	3	10	1	»	
Sainte-Marthe	51	11	7	»	»	
Totaux	84	26	23	3	»	
Établissements privés.						
Amiens	26	5	9	1	»	
Angers	161	28	14	»	»	
Bavilliers	51	15	50	1	»	
Bordeaux	54	13	»	»	»	
Bourges	40	11	7	»	»	
Dôle	20	4	15	»	»	
Le Mans	21	9	7	»	»	
Limoges	61	26	3	»	»	
Méplier-Blanzy	43	19	14	»	»	
Montpellier	90	17	15	»	»	
Madeleine	53	18	42	7	»	
Diaconesses	15	10	13	8	»	
Israélites	2	1	2	»	»	
Société de patronnage de la Seine	49	43	20	»	»	
Rouen	228	58	33	»	»	
Sainte-Anne-d'Auray	122	36	17	1	»	
Saint-Omer	66	4	3	»	»	
Sens	47	7	5	»	»	
Tours	40	3	8	»	»	
Varennes-lez-Nevers	32	5	»	»	»	
Sainte-Julie	9	5	5	3	»	
Établissements… privés. — Totaux	1,230	337	282	21	»	1,
Établissements… publics. — Id	84	26	23	3	»	
Établissements publics et privés.. Filles	1,314	363	305	24	»	2,
Établissements publics et privés.. Garçons	4,421	1,483	1,714	274	8	7,
Totaux généraux des garçons et des filles	5,735	1,846	2,019	298	8	9,
	9,906					

ÉS AUX FILLES.

DEPUIS L'ENTRÉE

ILLETTRÉES. Ayant appris lire.	ILLETTRÉES. Ayant appris à lire et à écrire.	ILLETTRÉES. Ayant appris à lire, à écrire et à calculer	Demeurées illettrées	SACHANT LIRE. Ayant appris à écrire.	SACHANT LIRE. Ayant appris à écrire et à calculer	SACHANT LIRE. N'ayant pas fait de progrès.	SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. Ayant reçu le complément de l'instruction primaire	SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. N'ayant pas fait de progrès.	POSSÉDANT l'instruction primaire ou une instruction supérieure. Ayant fait des progrès.	POSSÉDANT l'instruction primaire ou une instruction supérieure. N'ayant pas fait de progrès.	TOTAL des colonnes 8 à 18.	NOMBRE d'enfants ayant fréquenté les cours de dessin.	NOMBRE d'enfants ayant fréquenté les cours de musique	BIBLIOTHÈQUES. Nombre de volumes existants.	BIBLIOTHÈQUES. Nombre de volumes donnés en lecture pendant l'année.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
11	8	2	4	6	2	4	5	1	3	»	45	»	»	40	455
2	3	»	3	2	1	»	»	10	»	1	22	»	»	243	172
4	19	20	8	3	8	»	7	»	»	»	69	»	»	92	92
17	30	22	15	11	11	4	12	11	2	1	136	»	»	375	719
1	10	5	10	2	3	»	5	4	1	»	41	»	»	60	50
46	39	42	34	10	18	»	14	»	»	»	203	»	»	500	600
»	35	10	6	12	3	»	50	»	1	»	117	»	»	203	199
12	15	15	12	6	6	1	»	»	»	»	67	»	»	»	»
9	15	10	6	1	10	»	7	»	»	»	58	»	»	90	138
1	3	12	4	2	2	»	15	»	»	»	39	»	»	70	60
2	4	13	2	»	8	1	6	1	»	»	37	»	»	200	175
26	15	8	2	12	13	1	2	1	»	»	90	»	»	200	175
7	23	13	»	10	9	»	14	»	»	»	76	»	»	»	»
14	24	48	4	»	17	»	15	»	»	»	122	»	»	»	»
8	35	6	4	12	6	»	27	15	»	7	120	»	»	»	»
2	3	10	»	2	8	»	10	3	8	»	46	»	46	1,000	400
»	»	2	»	»	1	»	2	»	»	»	5	»	»	75	178
18	17	9	5	25	14	4	9	11	»	»	112	»	»	175	750
105	72	48	3	35	22	1	32	1	»	»	319	»	»	675	1,023
34	40	38	10	7	27	»	16	1	1	»	176	»	»	»	»
11	26	18	11	»	4	»	3	»	»	»	73	»	16	»	340
16	14	12	5	4	3	»	4	1	»	»	59	»	»	800	1,525
21	11	8	»	»	3	»	8	»	»	»	51	»	»	360	260
11	10	10	1	»	5	»	»	»	»	»	37	»	»	»	»
3	3	2	1	2	2	1	2	3	3	»	22	»	»	»	»
357	414	339	120	142	184	11	241	41	14	7	1,870	»	62	4,408	5,873
17	30	22	15	11	11	4	12	11	2	1	136	»	»	375	719
374	444	361	135	153	195	15	253	52	16	8	2,006	»	62	4,783	6,592
,344	1,312	1,115	650	613	757	113	1,358	356	200	82	7,900	202	681	10,226	25,561
718	1,756	1,476	785	766	952	128	1,611	408	216	90	9,906	202	743	15,009	32,153

9,906

ÉTABLISSEMENTS D'É

Tableau N° XI. — ÉTAT religieux, mo

ÉTABLISSEMENTS AFF

ÉTABLISSEMENTS.	ÉTAT RELIGIEUX.			RÉCOMPENSES.							
	Ont fait leur première communion pendant l'année.	Ont renouvelé leur première communion.	Ont reçu la confirmatio	Grâces.	Mises en liberté provisoire.	Livrets de caisse d'épargne.	Livres et instruments d'honneur.	Récompenses pécuniaires.	Récompenses honorifiques.	Autres récompenses.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Établissements publics.											
LES DOUAIRES	87	225	183	»	60	»	»	»	212	»	[illegible]
SAINT-BERNARD	67	43	87	»	42	»	»	251	72	»	[illegible]
SAINT-HILAIRE	31	309	»	»	22	»	»	»	57	521	[illegible]
BOULARD	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
SAINT-MAURICE	33	»	»	»	9	»	»	»	51	»	[illegible]
VAL-D'YÈVRE	32	99	»	»	50	»	»	»	45	»	[illegible]
DIJON	»	6	»	»	7	3	»	»	»	»	[illegible]
LYON	12	4	»	»	4	»	»	5	»	»	[illegible]
NANTES	10	60	»	»	»	»	»	40	5	»	[illegible]
ROUEN	8	5	52	»	3	»	»	2	»	6	[illegible]
VILLENEUVE-SUR-LOT	5	23	»	1	9	»	»	»	3	»	[illegible]
TOTAUX	285	776	322	1	206	3	»	298	445	527	[illegible]
Établissements privés.											
AUTREVILLE	»	»	»	»	1	»	»	50	»	50	[illegible]
BAR-SUR-AUBE	9	11	20	»	3	»	2	69	1	»	[illegible]
LES MEETZ BAYEL	»	»	9	»	2	»	2	70	2	6	[illegible]
BEAURECUEIL	1	24	38	»	1	»	52	155	53	81	[illegible]
CITEAUX	105	586	100	»	8	90	»	7,692	674	»	[illegible]
FONTGOMBAULT	62	304	228	»	11	10	47	408	89	83	[illegible]
FONTILLET	33	119	6	»	6	»	»	33	19	432	[illegible]
FOUILLEUSE	2	21	15	»	3	»	»	»	»	»	[illegible]
LA GRANDE-TRAPPE	31	189	177	»	22	»	»	497	517	203	[illegible]
L'ILE-DU-LEVANT	80	80	»	»	7	»	»	340	357	780	[illegible]
LA BORDE	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
LA LOGE	23	17	»	4	8	6	4	3	28	34	[illegible]
LANGONNET	33	432	»	»	21	»	895	988	1,198	915	[illegible]
LE LUC	36	135	»	»	2	»	»	85	32	18	[illegible]
METTRAY	81	594	232	»	38	68	»	695	597	»	[illegible]
MOISSELLES	22	21	»	»	2	»	»	632	49	383	[illegible]
NAUMONCEL	39	165	65	1	3	»	»	35	»	204	[illegible]
NOGENT COURCELLES	33	31	158	»	8	»	»	275	8	»	[illegible]
OULLINS	29	181	73	»	9	»	»	1,436	52	»	[illegible]
SAINTE-FOY	»	»	»	»	2	49	164	100	14	»	[illegible]
SAINT-ILAN	35	139	»	»	2	»	166	220	147	1,180	[illegible]
SAINT-URBAIN	»	44	»	»	1	»	»	17	5	27	[illegible]
SOCIÉTÉ de PATRONAGE de la SEINE	1	68	»	»	»	»	»	»	»	90	90
TESSON	»	»	»	»	2	»	»	»	803	»	805
VAILHAUQUÈS	122	180	150	1	13	»	»	1,471	»	1,471	[illegible]
GARÇONS { Établissements privés.	777	3,341	1,271	6	175	223	1,332	15,271	4,645	5,957	[illegible]
GARÇONS { Établissements publics	285	776	322	1	206	3	»	298	445	527	1,480
GARÇONS. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS	1,062	4,117	1,593	7	381	226	1,332	15,569	5,090	6,484	[illegible]

ATION CORRECTIONNELLE.

disciplinaire pendant l'année 1875.

ÉS AUX GARÇONS.

ONDAMNÉS par les tribunaux		TRANSFÉRÉS	PUNITIONS disciplinaires.			NATURE DES INFRACTIONS.							ÉVASIONS		
endant la étention	pendant l'évasion de l'établissement.	dans d'autres établissements par mesure disciplinaire.	Cachot ou cellule.	Autres punitions disciplinaires.	TOTAL des colonnes 16 et 17.	Vols.	Immoralité.	Voies de fait.	Paresse.	Insubordination	Autres infractions.	TOTAL des colonnes 19 à 24.	entrés.	CONSOMMÉES. Évadés repris pendant l'année.	CONSOMMÉES. Évadés non repris au 31 décembre.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
»	»	12	49	7,519	7,368	534	15	732	1,235	35	5,017	7,568	»	4	2
»	»	3	57	2,058	2,115	232	16	250	799	101	717	2,115	»	»	»
»	»	»	288	1,987	2,275	56	33	54	324	80	2,423	2,970	»	7	1
»	»	»	3	35	38	»	»	10	14	3	17	44	»	»	»
1	»	2	39	2,186	2,225	58	4	177	98	»	2,245	2,582	4	4	1
»	1	»	86	1,750	1,836	112	31	49	106	44	1,694	2,036	5	11	6
»	»	»	130	116	246	16	3	25	28	19	170	261	2	»	»
»	»	»	83	756	839	24	8	46	35	69	657	839	»	»	»
»	»	»	111	127	238	14	11	1	18	73	121	238	»	»	»
1	»	»	306	2,966	3,272	27	21	50	288	49	2,837	3,272	»	»	»
»	»	»	15	25	40	1	3	2	5	2	37	50	»	»	»
2	1	17	1,167	19,525	20,692	1,074	145	1,396	2,950	475	15,935	21,975	11	26	10
2	2	2	33	480	513	18	2	»	126	11	356	513	1	»	»
»	»	»	34	61	95	»	1	8	27	11	48	95	»	5	1
1	»	1	17	60	77	3	6	11	14	17	41	92	»	1	1
»	»	4	79	117	196	19	14	4	15	11	139	202	4	14	1
»	1	2	166	756	922	14	36	»	27	51	794	922	13	9	4
»	1	7	48	5,349	5,397	243	104	728	1,090	84	3,148	5,397	6	7	1
»	»	»	85	642	727	162	7	»	272	5	281	727	»	»	»
»	»	2	25	155	180	7	7	11	85	37	33	180	5	6	»
»	1	3	102	1,119	1,221	89	3	21	177	95	836	1,221	»	3	1
»	»	»	228	183	411	152	43	16	132	108	75	526	7	»	»
»	»	2	43	213	256	15	12	7	144	47	33	258	»	1	3
»	»	1	1,032	436	1,468	163	224	16	111	796	160	1,470	8	1	»
»	3	2	»	530	530	58	6	5	93	3	369	534	14	6	2
»	»	1	25	50	75	1	6	3	34	23	9	76	5	8	3
»	»	5	565	561	1,126	178	27	10	345	59	507	1,126	14	1	»
»	»	»	47	941	988	12	18	57	226	74	732	1,119	»	1	»
»	»	»	11	64	75	11	»	13	7	1	43	75	6	3	18
»	»	9	34	212	246	8	6	7	106	48	71	246	16	13	3
»	3	2	43	395	438	4	»	»	104	8	327	443	»	13	4
»	2	3	201	423	624	30	2	7	14	119	452	624	4	4	»
1	»	2	»	193	193	15	4	2	80	2	90	193	9	»	2
»	»	3	9	47	56	22	2	»	17	18	48	107	2	»	»
2	»	10	»	5	5	»	»	»	5	»	»	5	»	»	»
»	1	6	138	595	733	63	»	3	554	57	144	821	10	12	4
»	»	»	32	1,537	1,569	33	42	»	115	53	1,326	1,569	4	1	3
6	14	67	2,997	13,124	18,121	1,320	572	929	3,920	1,738	10,062	18,541	128	109	51
2	1	17	1,467	19,525	20,692	1,074	145	1,396	2,950	475	15,935	21,975	11	26	10
8	15	84	4,064	34,649	38,813	2,394	717	2,325	6,870	2,213	25,997	40,516	139	135	61

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS	ÉTAT RELIGIEUX.			RÉCOMPENSES							
	Ont fait leur première communion pendant l'année.	Ont renouvelé leur première communion.	Ont reçu la confirmation.	Grâces.	Mise en liberté provisoire.	Livrets de caisse d'épargne	Livres et instruments d'honneur.	Récompenses pécuniaires.	Récompenses honorifiques.	Autres récompenses.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Établissements publics.											
NEVERS	1	3	1	1	1	»	»	120	12	»	134
SAINT-LAZARE	1	6	12	»	»	»	»	»	55	»	55
SAINTE-MARTHE	10	58	»	»	8	»	6	»	63	111	188
TOTAUX	12	67	13	1	4	»	6	120	130	111	377
Établissements privés.											
AMIENS	8	5	8	1	»	»	40	»	149	19	[illegible]
ANGERS	16	11	51	»	4	1	36	203	96	150	[illegible]
BAVILLIERS	»	»	»	»	2	58	40	»	60	228	[illegible]
BORDEAUX	6	50	15	»	3	»	10	»	23	100	[illegible]
BOURGES	4	5	21	»	»	»	11	18	35	10	[illegible]
DÔLE	8	7	9	»	»	»	34	28	9	31	[illegible]
LE MANS	1	6	15	»	»	»	7	4	9	46	[illegible]
LIMOGES	12	63	5	»	1	»	13	66	62	240	[illegible]
MÉPLIER-BLAVZY	5	5	41	»	2	26	»	28	20	20	[illegible]
MONTPELLIER	5	93	32	»	1	»	227	476	22	248	[illegible]
COUVENT DE LA MADELEINE	14	53	»	»	»	»	42	35	64	109	[illegible]
DIACONESSES	1	3	»	»	»	»	»	»	»	46	[illegible]
ISRAÉLITES	»	»	»	»	1	»	»	»	32	19	[illegible]
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	14	»	»	»	2	30	47	60	85	98	[illegible]
ROUEN	40	62	78	»	4	23	82	230	»	42	[illegible]
SAINTE-ANNE-D'AURAY	21	147	27	»	4	»	57	726	125	125	[illegible]
SAINT OMER	6	3	6	»	»	20	15	18	15	15	[illegible]
SENS	5	5	»	»	1	»	80	7	40	115	[illegible]
TOURS	4	40	»	1	»	»	22	15	6	42	[illegible]
VARENNES-LEZ-NEVERS	»	32	»	1	»	»	12	37	30	5	[illegible]
SAINTE-JULIE	4	1	5	»	»	1	»	»	»	25	[illegible]
FILLES { Établissements privés	177	591	313	3	26	158	774	1,951	881	1,755	[illegible]
FILLES { Établissements publics	12	67	13	1	9	»	6	120	130	111	377
FILLES. — Établissements publics et privés	189	658	326	4	35	158	780	2,071	1,011	1,866	[illegible]
GARÇONS. — Établissements publics et privés	1,062	4,117	1,593	7	381	226	1,332	15,569	5,090	6,484	[illegible]
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,251	4,775	1,919	11	416	384	2,112	17,640	6,101	8,350	35,014
				35,014							

ÉS AUX FILLES.

CONDAMNÉES par les tribunaux: pendant la détention	CONDAMNÉES par les tribunaux: pendant l'évasion de l'établissement.	TRANSFÉRÉES dans d'autres établissements par mesure disciplinaire.	PUNITIONS disciplinaires: Cachot ou cellule.	PUNITIONS disciplinaires: Autres punitions disciplinaires.	PUNITIONS disciplinaires: TOTAL des colonnes 23 et 24.	NATURE DES INFRACTIONS: Vols.	NATURE DES INFRACTIONS: Immoralité.	NATURE DES INFRACTIONS: Voies de fait.	NATURE DES INFRACTIONS: Paresse.	NATURE DES INFRACTIONS: Insubordination.	NATURE DES INFRACTIONS: Autres infractions	NATURE DES INFRACTIONS: TOTAL des colonnes 13 à 18.	ÉVASIONS: TENTÉES.	ÉVASIONS: CONSOMMÉES. Évadées reprises pendant l'année.	ÉVASIONS: CONSOMMÉES. Évadées non reprises au 31 décembre.
27	28	26	23	24	25	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
»	»	»	15	10	25	4	6	»	10	5	30	55	»	»	»
»	»	»	18	24	42	»	2	6	4	18	12	42	»	»	»
»	»	»	30	180	210	5	»	10	50	45	100	210	»	»	»
»	»	»	63	214	277	9	8	16	64	68	142	397	»	»	»
»	»	»	»	120	120	6	13	3	20	32	46	120	»	»	»
»	»	»	3	69	72	11	5	»	22	11	23	72	»	»	»
2	»	2	4	227	231	10	»	»	19	4	198	231	»	2	»
»	»	1	5	37	42	4	2	1	20	4	11	42	»	»	»
»	»	2	2	18	20	15	3	»	12	3	»	33	2	1	1
»	1	»	4	19	23	2	2	»	7	2	10	23	»	»	1
»	»	1	7	26	33	»	11	»	4	15	7	37	»	»	»
»	»	»	40	174	214	16	5	3	58	30	102	214	1	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	»	33	48	»	»	»
»	»	»	33	112	145	9	»	»	37	37	62	145	»	»	»
»	»	»	15	55	70	41	15	»	53	9	45	163	»	»	»
»	»	»	4	25	29	1	10	»	8	10	»	29	»	»	»
»	»	»	»	43	43	»	»	»	26	9	8	43	»	»	»
»	»	»	65	670	735	35	80	3	260	180	200	758	»	»	»
»	»	1	63	130	193	50	53	16	82	12	32	243	6	1	1
»	»	»	26	267	293	16	11	2	157	44	128	358	»	»	»
»	»	»	8	30	38	4	»	»	15	4	25	48	»	»	»
»	»	2	8	75	83	34	»	»	84	17	65	200	»	»	»
»	»	»	12	20	32	8	4	»	18	6	6	42	»	»	»
»	»	»	4	23	29	3	2	»	2	10	12	29	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	1	9	303	2,142	2,445	265	216	28	919	439	1,013	2,880	9	4	3
»	»	»	63	214	277	9	8	16	64	68	142	307	»	»	»
2	1	9	366	2,356	2,722	274	224	44	983	507	1,155	3,187	9	4	3
8	15	84	4,164	34,649	38,818	2,394	717	2,325	6,870	2,213	25,997	40,516	139	135	61
10	16	93	4,530	37,005	41,535	2,668	941	2,369	7,853	2,720	27,152	43,703	148	139	64
			41,535			43,703									

ÉTABLISSEMENTS D'ÉD

Tableau N° XII.

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	NATURE D							
	PHTHISIE PULMONAIRE.		SCROFULES.		FIÈVRE TYPHOÏDE.		SCORBUT.	
	Malades.	Décédés.	Malades.	Décédés.	Malades.	Décédés.	Malades.	Décédés
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Établissements publics.								
Les Douaires	3	3	»	»	»	»	»	
Saint-Bernard	3	2	4	»	8	1	2	
Saint-Hilaire	10	4	1	»	»	»	»	
Boulard	»	»	»	»	»	»	»	
Saint-Maurice	1	»	»	»	»	»	»	
Val-d'Yèvre	1	1	1	»	4	»	4	
Dijon	3	»	8	»	1	»	»	
Lyon	5	1	»	»	1	1	»	
Nantes	7	»	5	»	»	»	»	
Rouen	10	7	2	»	»	»	»	
Villeneuve-sur-Lot	6	»	2	»	»	»	»	
Totaux	49	18	23	»	14	2	6	
Établissements privés.								
Autreville	»	»	1	»	»	»	»	
Bar-sur-Aube	2	1	»	»	»	»	»	
Les Meetz-Bayel	»	»	»	»	2	»	»	
Beaurecueil	»	»	»	»	»	»	»	
Citeaux	37	4	1	»	»	»	»	
Fontgombault	1	1	1	»	2	»	»	
Fontillet	4	3	2	»	1	1	»	
Fouilleuse	»	»	»	»	»	»	»	
La Grande-Trappe	»	»	»	»	»	»	»	
L'Ile-du-Levant	1	»	2	»	3	3	»	
La Borde	»	»	»	»	»	»	»	
La Loge	3	1	1	»	2	»	»	
Langonnet	4	»	»	»	»	»	»	
Le Luc	10	»	1	»	»	»	»	
Mettray	4	»	8	»	1	»	»	
Moisselles	»	»	»	»	1	»	»	
Naumoncel	3	»	»	»	4	2	»	
Nogent-Courcelles	2	»	1	»	1	»	1	
Oullins	2	1	»	»	25	2	»	
Sainte-Foy	2	»	»	»	»	»	»	
Saint-Ilan	5	1	3	»	»	»	»	
Saint-Urbain	»	»	»	»	»	»	»	
Société de patronage de la Seine	1	1	2	»	1	»	»	
Tesson	»	»	»	»	»	»	»	
Vailhauquez	6	6	»	»	»	»	»	
Garçons. — Établissements publics	87	19	23	»	43	8	1	
Garçons. — Établissements privés	49	18	23	»	14	2	6	
Garçons. — Établissements publics et privés	136	37	46	»	57	10	7	

…ATION CORRECTIONNELLE.

…TAT sanitaire.

…ÉS AUX GARÇONS.

…ADIES.												
MALADIES des …es digestives.		AUTRES MALADIES.		TOTAUX.		SUICIDES.	MORTS accidentelles.	CAS D'ALIÉNATION constatés pendant l'année sur des jeunes détenus		NOMBRE des JOURNÉES d'infirmerie.	POPULATION moyenne.	PROPORTION p. 100 DES DÉCÈS.
…lades.	Décédés.	Malades.	Décédés.	Malades.	Décédés.			ayant donné antérieurement des signes d'aliénation	N'ayant pas donné antérieurement des signes d'aliénation			
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
11	1	197	3	211	7	»	1	»	»	3,941	419	1.91
13	1	47	»	77	4	»	»	»	»	3,129	379	1.06
37	1	127	»	175	5	»	»	»	»	2,158	405	1.23
1	»	5	»	6	»	»	»	»	»	52	8	0.00
4	»	110	1	115	1	»	»	»	»	1,331	199	0.50
9	»	211	5	230	6	»	»	»	»	2,543	396	1.52
30	»	26	»	68	»	»	»	»	»	695	55	0.00
2	1	39	»	47	3	»	»	»	»	1,162	56	5.36
6	»	28	1	46	1	»	»	»	»	888	66	1.52
1	»	62	»	75	7	»	»	»	»	1,475	186	3.76
»	»	10	»	18	»	»	»	»	»	283	34	0.00
114	4	862	10	1,068	34	»	1	»	»	17,657	2,203	1.59
1	»	10	»	12	»	»	»	»	»	270	47	0.00
1	»	3	1	6	2	»	»	»	»	115	45	4.44
4	»	11	»	17	»	»	»	»	»	210	30	0.00
5	»	8	»	13	»	»	»	»	»	455	197	0.00
8	2	21	2	67	8	»	»	»	»	1,657	758	1.06
23	»	78	1	105	2	»	»	»	»	2,219	377	0.53
37	5	39	2	83	11	»	1	»	»	1,519	194	6.18
2	»	6	»	8	»	»	»	»	»	25	22	0.00
»	»	18	»	18	»	»	»	»	»	232	213	0.00
1	»	24	2	31	5	»	»	»	»	521	291	1.72
»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	57	30	0.00
»	»	3	»	9	1	»	»	»	»	102	145	0.69
2	»	19	3	25	3	»	»	»	»	274	479	0.63
4	»	44	1	59	1	»	»	»	»	706	196	0.51
167	»	207	2	387	2	»	»	»	»	6,396	756	0.26
»	»	1	1	2	1	»	»	»	1	102	64	1.56
»	»	18	4	25	6	»	»	»	»	479	207	2.90
14	»	13	1	32	1	»	»	»	»	480	282	0.35
»	»	3	»	30	3	»	»	»	»	1,050	213	1.41
1	»	7	»	10	»	»	»	»	»	56	72	0.00
»	»	72	3	80	4	»	»	»	»	1,662	204	1.96
»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	63	0.00
2	»	11	»	17	1	»	»	»	»	528	75	1.33
45	»	73	1	118	1	»	1	»	»	1,264	193	1.04
42	2	125	3	173	11	»	»	»	»	4,009	361	3.04
359	9	818	27	1,331	63	»	2	»	1	24,388	5,514	1.18
114	4	862	10	1,068	34	»	1	»	»	17,657	2,203	1.59
473	13	1,680	37	2,399	97	»	3	»	1	42,045	7,717	1.26

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS	NATURE DE							
	PHTHISIE PULMONAIRE.		SCROFULES.		FIÈVRE TYPHOÏDE.		SCORBUT.	
	Malades.	Décédées.	Malades.	Décédées.	Malades.	Décédées.	Malades.	Décédées.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Établissements publics.								
Nevers	1	1	»	»	1	»	»	»
Saint-Lazare	2	»	5	»	1	»	»	»
Sainte-Marthe	2	1	3	»	2	1	»	»
Totaux	5	2	8	»	4	1	»	»
Établissements privés.								
Amiens	3	1	4	»	»	»	»	»
Angers	7	4	»	»	»	»	»	»
Bavilliers	»	»	»	»	»	»	»	»
Bordeaux	7	»	3	»	»	»	»	»
Bourges	2	2	3	»	»	»	»	»
Dôle	1	1	»	»	1	»	»	»
Le Mans	»	»	1	»	1	1	»	»
Limoges	4	1	»	»	»	»	»	»
Méplier-Blanzy	2	2	»	»	»	»	»	»
Montpellier	2	2	1	»	»	»	»	»
Couvent de la Madeleine	»	»	4	»	1	»	»	»
Diaconesses	»	»	»	»	2	1	»	»
Israélites	»	»	»	»	»	»	»	»
Société de patronage de la Seine	1	1	35	»	»	»	3	»
Rouen	34	4	112	»	»	»	»	»
Sainte-Anne-d'Auray	2	2	»	»	»	»	»	»
Saint-Omer	2	2	2	»	1	1	»	»
Sens	1	»	6	»	»	»	»	»
Tours	»	»	5	»	2	»	»	»
Varennes-lèz-Nevers	»	»	2	»	»	»	»	»
Sainte-Julie	»	»	1	»	»	»	»	»
Filles. — Établissements privés	68	22	179	»	8	3	3	»
Filles. — Établissements publics	5	2	8	»	4	1	»	»
Filles.—Établissements publics et privés	73	24	187	»	12	4	»	»
Garçons. — Établissements publics et privés	136	37	46	»	57	10	7	3
Totaux généraux pour les garçons et les filles	209	61	233	»	69	14	7	3

ÉS AUX FILLES.

ALADIES.								CAS D'ALIÉNATION constatés pendant l'année sur des jeunes détenues				
MALADIES des oies digestives.		AUTRES MALADIES.		TOTAUX.		SUICIDES.	MORTS acci-dentelles.	ayant donné anté-rieurement des signes d'aliénation	N'ayant pas donné anté-rieurement des signes d'aliénation	NOMBRE des JOURNÉES d'infirmerie.	POPULATION moyenne	PROPORTION p. 100 DES DÉCÈS
alades.	Décédées	Malades.	Décédées	Malades.	Décédées							
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
»	»	1	1	3	2	»	»	1	»	154	43	4.65
22	»	41	»	71	»	»	»	»	»	2,475	18	»
7	»	19	1	33	3	»	»	»	»	536	72	4.17
29	»	61	2	107	5	»	»	1	»	3,165	133	3.76
4	»	4	»	15	1	»	»	»	»	354	46	2.17
»	»	5	1	12	5	»	»	»	»	1,002	199	2.51
»	»	2	1	2	1	»	»	»	»	19	108	0.92
2	»	8	»	20	»	»	»	»	»	854	59	»
»	»	1	»	6	2	»	»	»	»	194	58	3.45
»	»	4	»	6	1	»	»	»	»	249	33	3.03
»	»	3	»	5	1	»	»	»	»	89	38	2.63
1	»	6	2	11	3	»	»	»	»	1,278	88	3.40
»	»	»	»	2	2	»	»	»	»	75	76	2.63
»	»	12	»	15	2	»	»	»	»	825	120	1.67
39	»	26	»	70	»	»	»	»	1	537	120	»
»	»	2	»	4	1	»	»	»	»	82	45	2.22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»
2	1	9	»	50	2	»	»	»	»	287	111	1.80
60	»	»	»	206	4	»	»	1	»	616	316	1.26
»	»	9	»	11	2	»	»	»	»	271	170	1.18
»	»	1	»	6	3	»	»	»	»	160	78	3.84
»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	125	63	»
»	»	10	1	17	1	»	»	»	»	625	51	1.96
2	»	1	»	5	»	»	»	»	»	20	38	»
»	»	3	»	4	»	»	»	»	»	310	21	»
110	1	106	5	474	31	»	»	1	1	7,972	1,842	1.68
29	»	61	2	107	5	»	»	1	»	3,165	133	3.76
139	1	167	7	581	36	»	»	2	1	11,137	1,975	1.82
473	13	1,680	37	2,399	97	»	3	»	1	42,045	7,717	1.26
612	14	1,847	44	2,980	133	»	3	2	2	53,182	9,692	1.45
						136		4				

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° XIII. — Renseignements sur le travail pendant l'année 1875.

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LES DOUAIRES — Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875.			LES DOUAIRES — Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINT-BERNARD. — Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINT-BERNARD. — Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	4	»	4	1,214	»	1,214	4	»	4	1,395	»	[illegible]
Buanderie	10	»	10	890	»	890	19	»	19	6,162	»	[illegible]
Cuisine	14	»	14	4,023	»	4,023	5	»	5	1,500	»	[illegible]
Infirmerie	2	»	2	929	»	929	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	24	»	24	6,797	»	6,797	26	3	29	7,831	637	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	8	»	8	1,362	»	1,362	»	»	»	»	»	
Bergerie	4	»	4	1,009	»	1,009	5	»	5	1,364	»	[illegible]
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,800	»	[illegible]
Conduite d'attelages	20	»	20	6,000	»	6,000	5	»	5	1,500	»	[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	12	»	12	4,886	»	4,886	15	»	15	4,276	»	[illegible]
Porcherie	4	»	4	1,049	»	1,049	2	»	2	114	»	[illegible]
Travaux agricoles	157	»	157	58,009	»	58,009	137	»	137	49,811	»	[illegible]
Vacherie	12	»	12	4,529	»	4,529	16	»	16	5,743	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	2,884	»	2,884	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	14	»	14	455	»	455	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	10	»	10	3,282	»	3,282	6	»	6	1,579	»	[illegible]
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	3	»	»	»	35	»	35	10,285	»	[illegible]
Charpentiers	3	»	»	1,122	»	1,122	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	14	»	19	6,836	»	6,836	33	»	33	9,654	»	[illegible]
Cordonniers	9	»	»	4,716	»	4,716	13	»	13	4,705	»	[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LES DOUAIRES (*Suite*)						SAINT-BERNARD (*Suite*)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	6	»	9	2,369	»	2,369	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	6	»	6	2,242	»	2,242	4	»	4	1,161	»	1,161
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	3	»	3	1,108	»	1,108	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
Menuisiers	10	»	10	3,698	»	3,698	6	»	6	1,574	»	1,574
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,241	»	1,241
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	42	»	42	»	»	»	8	»	8	»	»	»
Inoccupés.. en punition	15	»	15	»	»	»	4	»	4	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	11	»	11	»	»	»	10	»	10	»	»	»
Totaux	417	»	417	119,409	»	119,409	364	3	367	111,692	637	112,329
Total général	417			119,409			367			112,239		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-HILAIRE.						BOULARD.					
	Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	2	»	2	616	»	616	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	9	»	9	2,809	»	2,809	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	10	»	10	6,161	»	6,161	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	4	»	4	2,287	»	2,287	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	45	»	45	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	23	»	23	7,313	»	7,313	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	7	»	7	2,098	»	2,098	»	»	»	»	»	
Porcherie	2	»	2	838	»	838	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	293	»	293	57,714	4,240	61,954	»	»	»	2,386	»	2,3[illegible]
Vacherie	10	»	10	2,664	»	2,664	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	9	»	9	2,177	»	2,177	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	13	»	13	6,297	»	6,297	»	»	»	»	»	
Cordonniers	7	»	7	878	»	878	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-HILAIRE (*Suite*)						BOULARD (*Suite*)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	10	»	10	2,263	»	2,263	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	5	»	5	1,530	»	1,530	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	2	»	2	645	»	645	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	5	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	7	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	421	»	421	96,335	4,240	100,575	»	»	»	2,386	»	2,386
Total général	421			100,575			»			2,386		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-MAURICE. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINT-MAURICE. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			VAL D'YEVRE. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			VAL D'YEVRE. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	2	»	2	216	»	216	3	»	3	925	»	92
Buanderie	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,515	»	1,51
Cuisine	6	»	6	2,230	»	2,230	6	»	6	2,106	»	2,10
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	7	»	7	2,385	»	2,385	7	»	7	2,223	»	2,22
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	2	»	2	963	»	963	6	»	6	1,786	»	1,78
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	12	»	12	1,984	»	1,984	13	»	13	5,384	»	5,38
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	1	»	1	1,822	»	1,822	5	»	5	1,525	»	1,52
Porcherie	3	»	3	966	»	966	2	»	2	730	»	73
Travaux agricoles	133	»	133	37,480	»	37,480	277	»	277	81,506	5,076	86,58
Vacherie	6	»	6	1,567	»	1,567	5	»	5	1,825	»	1,82
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	5	»	5	1,378	»	1,378	2	»	2	743	»	74
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	5	»	5	1,344	»	1,344	34	»	34	7,096	»	7,09
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	1	»	1	382	»	38
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-MAURICE (*Suite*) — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	VAL D'YEVRE (*Suite*) — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	3	»	3	434	»	434	2	»	2	573	»	573
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	2	»	2	744	»	744
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	«	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	4	»	4	397	»	397
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	1	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	15	»	»	»	»	»	5	»	5	»	»	»
Totaux	203	»	»	53,769	»	53,769	381	20	401	109,462	5,076	114,538
Total général	203			53,769			401			114,538		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	DIJON.						LYON.					
	Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	2	»	2	969	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,019	»	[illegible]
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,255	»	[illegible]
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements.	»	»	»	»	»	»	18	»	18	5,373	»	[illegible]
Cordonniers	54	»	54	16,172	»	16,172	4	»	4	152	»	[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émmailleurs de chaines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	DIJON (Suite.)						LYON (Suite.)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875.		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3		5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	1	»	1	167	»	167
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	12	»	12	2,753	»	2,753
Inoccupés.. malades	3	»	3	»	»	»	1	»	1	»	»	»
Inoccupés.. en punition	1	»	1	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	58	»	58	16,172	»	16,172	54	»	54	12,688	»	12,688
Total général	58			16,172			54			12,688		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NANTES. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			NANTES. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			ROUEN. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			ROUEN. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,143	»	2,143
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	19	»	19	7,491	»	7,491
Brossiers	»	»	»	»	»	»	43	»	43	10,405	»	10,40[illegible]
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Confection de lingerie, vêtements	16	»	16	3,840	»	3,840	»	»	»	»	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	25	»	25	3,979	»	3,[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	17	»	17	4,602	»	4,[illegible]
Espadrilles	78	»	78	13,987	»	13,987	»	»	»	»	»	[illegible]

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NANTES (Suite).						ROUEN (Suite).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	11	»	11	4,207	»	4,207
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	24	»	24	4,795	»	4,795
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	4	»	4	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	10	»	10	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	14	»	14	»	»	»
Totaux	98	»	98	17,827	»	1,827	174	»	174	37,622	»	37,622
Total général	98			17,827			174			37,622		

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

Tableau N° XIII. — Renseignements sur le travail pendant l'année 1875

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LES DOUAIRES						SAINT-BERNARD.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875.			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	4	»	4	1,214	»	1,214	4	»	4	1,395	»	1,3…
Buanderie	10	»	10	890	»	890	19	»	19	6,162	»	6,1…
Cuisine	14	»	14	4,023	»	4,023	5	»	5	1,500	»	1,3…
Infirmerie	2	»	2	929	»	929	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	24	»	24	6,797	»	6,797	26	3	29	7,831	637	8,4…
Services agricoles.												
Basse-cour	8	»	8	1,362	»	1,362	»	»	»	»	»	
Bergerie	4	»	4	1,009	»	1,009	5	»	5	1,364	»	1,3…
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,800	»	1,…
Conduite d'attelages	20	»	20	6,000	»	6,000	5	»	5	1,500	»	1,5…
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	12	»	12	4,886	»	4,886	15	»	15	4,276	»	4,2…
Porcherie	4	»	4	1,049	»	1,049	2	»	2	114	»	11…
Travaux agricoles	157	»	157	58,009	»	58,009	137	»	137	49,811	»	49,8…
Vacherie	12	»	12	4,529	»	4,529	16	»	16	5,743	»	5,7…
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	2,884	»	2,884	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	14	»	14	455	»	455	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	10	»	10	3,282	»	3,282	6	»	6	1,579	»	1,57…
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	3	»	»	»	35	»	35	10,285	»	10,2…
Charpentiers	3	»	»	1,122	»	1,122	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements.	14	»	19	6,836	»	6,836	33	»	33	9,654	»	9,65…
Cordonniers	9	»	»	4,716	»	4,716	13	»	13	4,705	»	4,70…
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LES DOUAIRES (*Suite*)						SAINT-BERNARD (*Suite*)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	6	»	9	2,369	»	2,369	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	6	»	6	2,242	»	2,242	4	»	4	1,161	»	1,161
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	3	»	3	1,108	»	1,108	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
Menuisiers	10	»	10	3,698	»	3,698	6	»	6	1,574	»	1,574
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,241	»	1,241
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	42	»	42	»	»	»	8	»	8	»	»	»
Inoccupés.. en punition	15	»	15	»	»	»	4	»	4	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	11	»	11	»	»	»	10	»	10	»	»	»
Totaux	417	»	417	119,409	»	119,409	364	3	367	111,692	637	112,329
Total général	417			119,409			367			112,239		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-HILAIRE.						BOULARD.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	2	»	2	616	»	616	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	9	»	9	2,809	»	2,809	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	10	»	10	6,161	»	6,161	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	4	»	4	2,287	»	2,287	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	45	»	45	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	23	»	23	7,313	»	7,313	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	7	»	7	2,098	»	2,098	»	»	»	»	»	
Porcherie	2	»	2	838	»	838	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	293	»	293	57,714	4,240	61,954	»	»	»	2,386	»	2,3
Vacherie	10	»	10	2,664	»	2,664	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	9	»	9	2,177	»	2,177	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	13	»	13	6,297	»	6,297	»	»	»	»	»	
Cordonniers	7	»	7	878	»	878	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-HILAIRE (*Suite*)						BOULARD (*Suite*)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	10	»	10	2,263	»	2,263	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	5	»	5	1,530	»	1,530	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	2	»	2	645	»	645	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	5	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	7	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	421	»	421	96,335	4,240	100,575	»	»	»	2,386	»	2,386
Total général	421			100,575			»			2,386		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-MAURICE. NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			SAINT-MAURICE. NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			VAL D'YEVRE. NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			VAL D'YEVRE. NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	2	»	2	216	»	216	3	»	3	925	»	92
Buanderie	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,515	»	1,51
Cuisine	6	»	6	2,230	»	2,230	6	»	6	2,108	»	2,10
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	7	»	7	2,385	»	2,385	7	»	7	2,223	»	2,223
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	2	»	2	963	»	963	6	»	6	1,786	»	1,78
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	12	»	12	1,984	»	1,984	13	»	13	5,384	»	5,38
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	1	»	1	1,822	»	1,822	5	»	5	1,525	»	1,52
Porcherie	3	»	3	966	»	966	2	»	2	730	»	73
Travaux agricoles	133	»	133	37,480	»	37,480	277	»	277	81,506	5,076	86,5
Vacherie	6	»	6	1,567	»	1,567	5	»	5	1,825	»	1,82
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	5	»	5	1,378	»	1,378	2	»	2	743	»	74
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements.	5	»	5	1,344	»	1,314	34	»	34	7,096	»	7,09
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	1	»	1	382	»	38
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-MAURICE (Suite) — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			SAINT-MAURICE (Suite) — NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			VAL D'YEVRE (Suite) — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			VAL D'YEVRE (Suite) — NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	3	»	3	434	»	434	2	»	2	573	»	573
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	2	»	2	744	»	744
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	«	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	4	»	4	397	»	397
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	1	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	15	»	»	»	»	»	5	»	5	»	»	»
Totaux	203	»	»	53,769	»	53,769	381	20	401	109,462	5,076	114,538
Total général	203			53,769			401			114,538		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	DIJON. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			DIJON. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			LYON. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			LYON. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOT[AL.]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1[3]
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	2	»	2	969	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,019	»	2,
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,255	»	1,
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	18	»	18	5,373	»	5,
Cordonniers	54	»	54	16,172	»	16,172	4	»	4	152	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	DIJON (*Suite.*)						LYON (*Suite.*)					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875.		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	1	»	1	167	»	167
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	12	»	12	2,753	»	2,753
Inoccupés.. malades	3	»	3	»	»	»	1	»	1	»	»	»
Inoccupés.. en punition	1	»	1	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	58	»	58	16,172	»	16,172	54	»	54	12,688	»	12,688
Total général	58			16,172			54			12,688		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NANTES.						ROUEN.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,143	»	2,14
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	19	»	19	7,491	»	7.
Brossiers	»	»	»	»	»	»	43	»	43	10,405	»	10,
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	16	»	16	3,840	»	3,840	»	»	»	»	»	
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	25	»	25	3,979	»	3,
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	17	»	17	4,602	»	4,
Espadrilles	78	»	78	13,987	»	13,987	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NANTES (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			ROUEN (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	11	»	11	4,207	»	4,207
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	24	»	24	4,795	»	4,795
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	4	»	4	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	10	»	10	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	14	»	14	»	»	»
Totaux	98	»	98	17,827	»	1,827	174	»	174	37,622	»	37,622
Total général	98			17,827			174			37,622		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	VILLENEUVE-SUR-LOT. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			VILLENEUVE-SUR-LOT. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			AUTREVILLE. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			AUTREVILLE. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	1	»	1	365	»	3
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,545	»	1,
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	365	»	3
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	44	»	44	12,280	»	12
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cordonniers	36	»	»	11,705	»	11,705		»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	36	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	VILLENEUVE-SUR-LOT (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			AUTREVILLE (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	36	»	36	11,705	»	11,705	51	»	51	14,555	»	14,555
Total général	36			11,705			51			14,555		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS

NATURE DES TRAVAUX.	BAR-SUR-AUBE.						LES MEETZ BAYEL.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	1	»	1	250	»	250	1	»	1	280	»	[illegible]
Buanderie	»	»	»	»	»	»	2	»	2	560	»	[illegible]
Cuisine	»	»	»	»	»	»	1	»	1	365	»	[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Lingerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	1	»	1	200	»	200	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	3	»	3	840	»	[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	40	»	40	12,770	»	12,770	22	»	22	6,398	263	[illegible]
Vacherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	280	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFEDTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	BAR-SUR-AUBE (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			BAR-SUR-AUBE (*Suite*). NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			LES MEETZ BAYEL (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			LES MEETZ BAYEL (*Suite*). NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
erblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
orgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
umistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
alochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
raveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
rillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
mprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
apidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
écaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
açons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
anœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
aréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
enuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
iroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
onteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
pticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
rfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
uvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
âtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
assementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
eintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
lacage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
élieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
aillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
isserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
onneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
anniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ravaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
noccupés.. malades	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
noccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
noccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	43	»	43	13,220	»	13,220	30	»	30	8,723	265	8,988
Total général	43			13,220			30			8,988		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	BEAUREGUEIL. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.	CITEAUX. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez les particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	2	»	2	873	»	873	5	»	5	1,500	»	1,50
Buanderie	1	»	1	291	»	291	»	»	»	»	»	»
Cuisine	3	»	3	905	»	905	»	»	»	»	»	»
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	30
Travaux divers	8	»	8	2,328	»	2,328	41	»	41	12,300	»	12,30
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelage	2	»	2	582	»	582	17	»	17	5,100	»	5,10
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	11	»	11	3,201	»	3,201	43	»	43	12,892	»	12,89
Porcherie	4	»	4	1,164	»	1,164	6	»	6	1,800	»	1,80
Travaux agricoles	99	»	99	26,292	2,517	28,809	380	»	380	108,729	»	105,7
Vacherie	1	»	1	291	»	291	13	»	13	3,872	»	3,87
Vignes	»	»	»	»	»	»	22	»	22	6,600	»	6,60
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	75	»	75	22 572	»	22,57
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	14	»	14	4,074	»	4,074	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	17	»	17	5,100	»	5,10
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	9	»	9	2,700	»	2,70
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	16	»	16	4,900	»	4,90
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	16	»	16	4,656	»	4,656	24	»	24	7,200	»	7,200
Cordonniers	11	»	11	3,201	»	3,201	18	»	18	5,346	»	5,346
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	BEAURECUEIL (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			CITEAUX (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	3	»	3	900	»	900
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	2	»	2	582	»	582	15	»	15	4,500	»	4,500
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	2	»	2	580	»	580
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Patissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	43	»	43	12,836	»	12,836
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	18	»	18	5,238	»	5,238	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	196	»	196	53,678	2,517	56,195	750	»	750	219,727	»	219,727
Total général	196			56,195			750			219,727		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	FONTGOMBAULT. Nombre d'enfants occupés pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	FONTGOMBAULT. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	FONTILLET. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	FONTILLET. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	3	»	3	900	»	900	2	»	2	618	»	618
Buanderie	3	»	3	900	»	900	1	»	1	309	»	309
Cuisine	3	»	3	1,095	»	1,095	4	»	4	1,460	»	1,460
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	2	»	2	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	6	»	6	1,680	»	1,680	3	»	3	927	»	927
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	2	»	2	730	»	730	3	»	3	1,095	»	1,095
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	9	»	9	2,340	»	2,340	8	»	8	2,472	»	2,472
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	15	»	15	3,900	»	3,900	2	»	2	618	»	618
Porcherie	2	»	2	730	»	730	1	»	1	365	»	365
Travaux agricoles	234	»	234	48,500	»	48,500	143	»	143	43,187	»	43,187
Vacherie	2	»	2	730	»	730	1	»	1	365	»	365
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	2	»	2	618	»	618
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	1	»	1	300	»	300	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	3	»	3	900	»	900	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	32	»	32	9,600	»	9,600	10	»	10	3,090	»	3,090
Cordonniers	3	»	3	900	»	900	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émmailleurs de chaines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	FONTGOMBAULT (*Suite*).						FONTILLET (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	2	»	»	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	32	»	»	9,600	»	9,600	2	»	2	618	»	618
Manœuvres	»	»	32	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	8	»	»	2,400	»	2,400	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	2	»	8	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Saboliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	9	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	371	»	371	86,405	»	86,405	185	»	185	55,742	»	55,742
Total général	371			86,405			185			55,742		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	FOUILLEUSE.						LA GRANDE TRAPPE.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	2	»	2	96	»	96	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,131	»	1,1
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	•	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14,313	»	14,3
Services agricoles.												
Basse-cour	1	»	1	365	»	365	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	4	»	4	1,403	»	1,403	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	2	»	2	396	»	396	16	»	16	4,136	»	4,1
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	14	»	14	4,354	»	4,354	142	»	142	29,467	»	29,4
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	1	»	1	299	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	1	»	1	76	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	•	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	FOUILLEUSE (Suite).						LA GRANDE TRAPPE (Suite).					
	Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	3	»	3	1,480	»	1,480
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,126	»	1,126
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	51	»	51
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	11	»	11	2,792	»	2,792
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	3	»	3	954	»	954
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	13	»	13	3,575	»	3,575
Tisserands	»	»	»	»	»	»	15	»	15	4,222	»	4,222
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	23	»	23	6,614	»	6,614	213	»	213	63,622	»	63,622
Total général	23			6.614			213			63,622		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	L'ILE DU LEVANT.						LA BORDE.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	3	»	3	1,095	»	1,095	1	»	1	300	»	300
Buanderie	4	»	4	1,460	»	1,460	1	»	1	300	»	300
Cuisine	2	»	2	730	»	730	1	»	1	300	»	300
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	9	»	9	3,285	»	3,285	»	»	»	»	»	»
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	1	»	1	365	»	365	1	»	1	300	»	300
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	7	»	7	2,555	»	2,555	13	»	13	3,900	»	3,900
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	6	»	6	2,190	»	2,190	1	»	1	300	»	300
Porcherie	1	»	1	365	»	365	»	»	»	»	»	»
Travaux agricoles	222	»	222	81,030	»	81,030	12	»	12	3,600	»	3,600
Vacherie	»	»	»	365	»	365	1	»	1	300	»	300
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	1	»	1	365	»	365	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	14	»	14	5,110	»	5,110	»	»	»	»	»	»
Cordonniers	5	»	5	1,825	»	1,825	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	L'ILE DU LEVANT (*Suite*).						LA BORDE (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
rblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ndeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
rgerons	4	»	4	1,460	»	1,460	»	»	»	»	»	»
umistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
alochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
raveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
rillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
nprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
apidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
écaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
açons, tailleurs de pierres	5	»	5	1,825	»	1,825	»	»	»	»	»	»
anœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
aréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
enuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
iroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
onteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
pticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
rfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
uvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
âtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
assementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
eintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
cage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
elieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
abotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
culpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
elliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
erruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
aillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
isserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
onneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
anniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
ravaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
occupés.. malades	13	»	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»
occupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
occupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	298	»	298	104,025	»	104,025	31	»	31	9,300	»	9,300
Total général	298			104,025			31			9,300		

Digitized by Google

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LA LOGE. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			LA LOGE. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			LANGONNET. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			LANGONNET. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	1	»	1	310	»	310	2	»	2	614	»	[illegible]
Buanderie	1	»	1	310	»	310	»	»	»	»	»	
Cuisine	5	»	5	1,550	»	1,550	4	»	4	1,460	»	[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	6	»	6	1,860	»	1,860	8	»	8	2,312	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	6	»	6	1,860	»	1,860	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	4	»	4	1,240	»	1,240	20	»	20	5,780	»	[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	10	»	10	3,000	»	3,000	13	»	13	3,757	»	[illegible]
Porcherie	1	»	1	310	»	310	1	»	1	365	»	[illegible]
Travaux agricoles	96	»	96	25,849	»	25,849	352	»	352	94,123	»	[illegible]
Vacherie	2	»	2	620	»	620	4	»	4	1,460	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	2	»	2	578	»	[illegible]
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	2	»	2	578	»	[illegible]
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	10	»	10	3,000	»	3,000	28	»	2[illegible]	8,092	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	7	»	7	2,023	»	[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	2	»	2	578	»	[illegible]
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LA LOGE (*Suite*) — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			LA LOGE (*Suite*) — NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			LANGONNET (*Suite*). — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			LANGONNET (*Suite*). — NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	11	»	11	3,179	»	3,179
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	1	»	1	310	»	310	15	»	15	4,335	»	4,335
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	11	»	11	3,179	»	3,179
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés — malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés — en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés — autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	143	»	143	40,219	»	40,219	482	»	482	132,413	»	132,413
Total général	143			40,219			482			132,413		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LE LUC. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	LE LUC. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	METTRAY. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	METTRAY. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	3	»	3	927	»	927	4	»	4	1,171	»	1,17[illegible]
Buanderie	4	»	4	1,236	»	1,236	11	»	11	3,220	»	3,[illegible]
Cuisine	5	»	5	1,545	»	1,545	4	»	4	1,171	»	1,17[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	1,236	»	1,236	11	»	11	3,220	»	3,[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	4	»	4	1,236	»	1,236	1	»	1	292	»	[illegible]
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	1	»	1	292	»	[illegible]
Conduite d'attelages	8	»	8	2,472	»	2,472	23	»	23	7,027	»	7,[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	2	»	2	618	»	618	55	»	55	16,982	»	16,9[illegible]
Porcherie	2	»	2	618	»	618	1	»	1	292	»	[illegible]
Travaux agricoles	160	»	160	49,440	»	49,440	514	»	514	157,143	662	157,[illegible]
Vacherie	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,464	»	1,4[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	11	»	11	3,220	»	3,[illegible]
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	22	»	22	6,734	»	6,7[illegible]
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	2	»	2	618	»	618	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	12	»	12	3,708	»	3,708	24	»	24	7,320	»	7,3[illegible]
Cordonniers	2	»	2	618	»	618	21	»	21	6,441	»	6,44[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	LE LUC (Suite).						METTRAY (Suite).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés pendant l'année 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,756	»	1,756
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	3	»	3	927	»	927	8	»	8	2,342	»	2,342
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrands	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,171	»	1,171
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	26	»	26	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	6	»	6	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	6	»	6	»	»	»
Totaux	211	»	211	65,199	»	65,199	764	»	764	221,258	662	221,920
Total général	211			65,199			764			221,920		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	MOISSELLES.						NAUMONCEL.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	30
Buanderie	»	»	»	»	»	»	6	»	6	780	»	78
Cuisine	2	»	2	730	»	730	4	»	4	1,460	»	1,46
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	2	»	2	730	»	730	»	»	»	»	43	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	12	»	12	4,633	»	4,63
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	2	»	2	610	»	610	12	»	12	1,500	»	1,39
Porcherie	»	»	»	»	»	»	2	»	2	730	»	73
Travaux agricoles	»	»	»	»	275	275	150	»	150	37,177	»	37,17
Vacherie	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,460	»	1,46
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	28	»	28	8,664		8,664	10	»	10	3,000	»	3,0
Cordonniers	26	»	26	7,488	»	7,488	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»		»	»		»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	MOISSELLES (*Suite*) Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			MOISSELLES (*Suite*) Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			MAUMONCEL (*Suite*) Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			MAUMONCEL (*Suite*) Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	1	»	1	258	»	258	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	1	»	1	247	»	247	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	300
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	62	»	62	18,727	275	19,002	204	»	204	51,340	43	51,383
Total général	62			19,002			204			51,383		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NOGENT COURCELLES.						OULLINS.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	30
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	»	»	»	»	»	»	12	»	12	3,600	»	3,60
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,725	»	1,72
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	3	»	3	900	»	90
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	50	»	50	14,475	»	14,47
Porcherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	30
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	8	»		2,401	»	2,40
Vacherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	30
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	44	»	44	12,645	»	12,64
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	33	»	33	9,873	»	9,87
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	13	»	13	3,599	»	3,59
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	25	»	25	7,200	»	7,20
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	NOGENT COURCELLES (*Suite*).						OULLINS (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1878			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,101	»	1,101
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	15	»	15	4,200	»	4,200
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	275	»	275	82,500	»	82,500	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	275	»	275	82,500	»	82,500	216	»	216	62,619	»	62,619
Total général	275			82,500			216			62,619		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE-FOY. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINTE-FOY. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINT-ILAN. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINT-ILAN. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie..	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	[illegible]
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	1	»	1	365	»	365	2	»	2	730	»	[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	1	»	1	365	»	365	4	»	4	1,200	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	1	»	1	280	»	280	4	»	4	1,200	»	[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	7	»	7	1,985	»	1,985	»	»	»	»	»	
Porcherie	1	»	1	365	»	365	2	»	2	730	»	[illegible]
Travaux agricoles	50	»	50	7,152	6,003	13,155	157	»	157	45,438	»	[illegible]
Vacherie	1	»	1	365	»	365	4	»	4	1,460	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	[illegible]
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	3	»	3	900	»	[illegible]
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements.	15	»	15	3,400	»	3,400	18	»	18	5,400	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	7	»	7	2,100	»	[illegible]
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE-FOY (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			SAINT-ILAN (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,500	»	1,500
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,200	»	1,200
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	300
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	7	»	7	2,100	»	2,100
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Patissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	79	»	79	14,277	6,003	20,280	220	»	220	64,858	»	64,858
Total général	79			20,280			220			64,858		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-URBAIN.						SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux agricoles	2	»	2	606	»	606	»	1	1	»	300	30
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	»
Vignes	66	»	66	19,778	»	19,778	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	8	8	»	2,400	2,40
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	60
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boulangers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	60
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	60
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	13	13	»	3,900	3,90
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	60
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	5	5	»	1,500	1,5
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	30
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINT-URBAIN (*Suite*).						SOCIÉTÉS DE PATRONAGE DE LA SEINE (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	600
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	1,500	1,500
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	900	900
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	4	4	»	1,200	1,200
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	7	7	»	2,100	2,100
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menusiers	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	600
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Patissiers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	900	900
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	4	4	»	1,200	1,200
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	3	3	»	900	900
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	600
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	2	2	»	600	600
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	300	300
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,800	»	1,800
Totaux	68	»	68	20,384	»	20,384	6	93	99	1,800	27,900	29,700
Total général	68			20,384			99			29,700		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	TESSON. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			TESSON. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			VAILHAUQUEZ. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			VAILHAUQUEZ. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	chez des particuliers.	dans l'établissement.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	6	»	6	1,800	»	1,800	1	»	1	300	»	300
Buanderie	8	»	8	2,400	»	2,400	15	»	15	750	»	750
Cuisine	6	»	6	1,800	»	1,800	8	»	8	2,920	»	2,920
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18,00	»	1,800
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	2	»	2	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	2	»	2	600	»	600	1	»	1	290	»	290
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	4	»	4	1,200	»	1,200	4	»	4	1,109	»	1,109
Porcherie	2	»	2	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Travaux agricoles	100	60	160	30,500	7,000	37,500	320	»	320	80,230	»	80,230
Vacherie	2	»	2	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	20	»	20	6,000	»	6,000	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	8	»	8	2,400	»	2,400	23	»	23	6,900	»	6,900
Cordonniers	15	»	15	4,500	»	4,500	2	»	2	581	»	581
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX GARÇONS.

NATURE DES TRAVAUX.	TESSON (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			TESSON (*Suite*). NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			VAILHAUQUEZ (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			VAILHAUQUEZ (*Suite*). NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	12	»	12	3,600	»	3,600	2	»	2	560	»	560
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	2	»	2	600	»	600	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupés.. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	215	60	275	57,200	7,000	64,200	382	»	382	95,440	»	95,440
Total général	275			64,200			382			95,440		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	NEVERS.						SAINT-LAZARE.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cuisine	2	»	2	720	»	720	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	2	»	2	720	»	720	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	39	»	39	11,500	»	11,500	16	»	16	3,314	»	3,3
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	NEVERS (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			NEVERS (*Suite*). Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINT-LAZARE (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINT-LAZARE (*Suite*). Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Patissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	1	»	1	»	»	»	6	»	6	»	»	»
Inoccupées. en punitions	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	45	»	45	12,940	»	12,940	22	»	22	3,314	»	3,314
Total général	45			12,940			22			3,314		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE-MARTHE. NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			SAINTE-MARTHE. NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			AMIENS. NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			AMIENS. NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	240	»	[illegible]
Buanderie	5	»	5	1,500	»	1,500	8	»	8	768	»	[illegible]
Cuisine	2	»	2	730	»	730	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	2	»	2	600	»	600	2	»	2	240	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	59	»	59	20,801	»	20,801	30	»	30	8,640	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE-MARTHE (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			AMIENS (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	69	»	69	23,631	»	23,631	41	»	41	9,888	»	9,888
Total général	69			23,631			41			9,888		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	ANGERS.						BAVILLIERS.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	3	»	3	927	»	927	24	»	24	2,650	»	[illegible]
Buanderie	15	»	15	3,787	»	3,787	2	»	2	2,350	»	[illegible]
Cuisine	4	»	4	980	»	980	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	19	»	19	4,999	»	4,999	22	»	22	2,367	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	76	»	76	21,290	»	21,290	»	»	»	»	»	
Jardinage	4	»	4	675	»	675	»	»	»	4,000	»	[illegible]
Porcherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	300	»	[illegible]
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	4	»	4	1,460	»	[illegible]
Vignes	10	»	10	2,204	»	2,204	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	72	»	72	20,450	»	20,450	64	»	64	19,60[illegible]	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	ANGERS (*Suite*).						BAVILLIERS (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées — malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées — en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées — autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	203	»	203	55,312	»	55,312	117	»	117	32,736	»	32,736
Total général	203			55,312			117			32,736		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	BORDEAUX.						BOURGES.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	302	»	[illegible]
Buanderie	9	»	9	260	»	260	4	»	4	1,200	»	1,200
Cuisine	6	»	6	740	»	740	»	»	»	»	»	»
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,448	»	2,448
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Jardinage	»	»	»	»	»	»	10	»	10	3,060	»	[illegible]
Porcherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	302	»	[illegible]
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Vacherie	»	»	»	»	»	»	1	»	1	306	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	40	»	40	12,000	»	12,000	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	»	»	»	»	»	»	33	»	33	10,098	»	10,098
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	«	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	BORDEAUX (*Suite*).						BOURGES (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabottiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	9	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	67	»	67	13,000	»	13,000	58	»	58	17,716	»	17,716
Total général	67			13,000			58			17,716		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	DOLE.						LE MANS.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875.			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	2	»	2	104	»	184	1	»	1	150	»	15
Buanderie	7	»	7	84	»	84	4	»	4	660	»	66
Cuisine	»	»	»	»	»	»	1	»	1	200	»	20
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	2	»	2	730	»	730	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	7	»	7	800	»	800	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	4	»	4	800	»	80
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	21	»	21	7,023	»	7,023	20	»	20	3,340	»	3,34
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	DOLE (*Suite*).						LE MANS (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	1e	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	5	»	5	»	»	»
Totaux	39	»	39	8,741	»	8,741	37	»	37	5,550	»	5,550
Total général	39			8,741			37			5,550		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	LIMOGES.						MEPLIER-BLANZY.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	4	»	4	208	»	[illegible]
Buanderie	8	»	8	2,480	»	2,480	»	»	»	48	»	[illegible]
Cuisine	2	»	2	620	»	620	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	47	»	47	13,912	»	13,912	6	»	6	300	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	8	»	8	2,480	»	2,480	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	72	»	72	3,720	»	3,720	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	2	»	2	80	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements.	10	»	10	3,100	»	3,100	64	»	64	21,500	»	21,90[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	LIMOGES (*Suite*).						MEPLIER BLANZY (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	90	»	90	26,312	»	26,123	76	»	76	22,536	»	22,536
Total général	90			26,312			76			22,536		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	MONTPELLIER.						COUVENT DE LA MADELEINE.					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Buanderie	5	»	5	1,543	»	1,545	»	»	»	»	»	
Cuisine	4	»	4	1,460	»	1,460	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	6	»	»	2,190	6	2,190	8	»	8	2,120	»	2,1[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	4	»	4	1,236	»	1,236	»	»	»	»	»	
Porcherie	3	»	3	1,095	»	1,095	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	6	»	6	1,854	»	1,854	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements.	91	»	91	18,119	»	18,119	112	»	112	29,686	»	29,6[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	MONTPELLIER (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			COUVENT DE LA MADELEINE (Suite). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonnelliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	122	»	122	27,499	»	27,499	120	»	120	31,806	»	31,806
Total général	122			27,499			120			31,806		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	DIACONESSES. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			ISRAELITES. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Economiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Buanderie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cuisine	»	»	»	»	»	»	1	»	1	286	»	28[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vacherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»		»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	46	»	46	14,168	»	14,168	4	»	4	1,144	»	1,1[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ebénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	DIACONESSES (*Suite*).						ISRAÉLITES (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	46	»	46	14,168	»	14,168	5	»	5	1,430	»	1,430
Total général	46			14,168			5			1,430		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE. — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	ROUEN. — NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875 — dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875 — dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	6	»	6	1,500	»	1,500
Buanderie	6	»	6	1,800	»	1,800	7	»	7	1,750	»	1,750
Cuisine	3	»	3	900	»	900	12	»	12	3,600	»	3,600
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	9	»	9	2,700	»	2,700	31	»	31	8,290	»	8,290
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	12	»	12	3,360	»	3,360
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	»	»	»	»	»	»	20	»	20	5,600	»	5,600
Porcherie	»	»	»	»	»	»	2	»	2	560	»	560
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	80	»	80	22,400	»	22,400
Vacherie	»	»	»	»	»	»	8	»	8	2,240	»	2,240
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonnniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	87	»	87	26,100	»	26,100	140	»	140	39,200	»	39,200
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ebénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			ROUEN (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	4	»	4	»	»	»	1	»	1	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	112	»	112	31,500	»	31,500	319	»	319	88,500	»	88,500
Total général	112			31,500			319			88,500		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE-ANNE-D'AURAY. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINT-OMER. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	3	»	3	930	»	[illegible]
Buanderie	9	»	9	2,790	»	2,790	9	»	9	2,790	»	[illegible]
Cuisine	3	»	3	1,095	»	1,095	4	»	4	1,460	»	[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	7	»	7	2,555	»	2,555	8	»	8	2,520	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	3	»	3	945	»	[illegible]
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	24	»	24	7,440	»	7,440	7	»	7	2,800	»	[illegible]
Porcherie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	2	»	2	1,240	»	[illegible]
Vacherie	»	»	»	»	»	»	5	»	5	1,575	»	[illegible]
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	130	»	130	40,300	»	40,300	30	»	30	9,406	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SAINTE ANNE D'AURAY (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINT-OMER (*Suite*). Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	2	»	2	»	»	»	2	»	2	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	176	»	176	54,180	»	54,180	73	»	73	23,646	»	23,646
Total général	176			54,180			73			23,646		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SENS.						TOURS					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	2	»	2	312	»	312	»	»	»	»	»	
Buanderie	6	»	6	298	»	298	5	»	5	1,120	»	[illegible]
Cuisine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Travaux divers	5	»	5	1,460	»	1,460	»	»	»	»	»	
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Jardinage	16	»	16	1,256	»	1,256	7	»	7	1,915	»	[illegible]
Porcherie	1	»	1	160	»	160	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vacherie	1	»	1	160	»	160	»	»	»	»	»	
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Confection de lingerie, vêtements	28	»	28	3,111	»	3,111	31	»	31	8,625	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Emmailleurs de chaînes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	SENS (*Suite*).						TOURS (*Suite*).					
	NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Selliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	»	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	5	»	5	»	»	»
Totaux	59	»	59	6,757	»	6,757	51	»	51	11,660	»	11,660
Total général	59			6,757			51			11,660		

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	VARENNES-LEZ-NEVERS. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			VARENNES-LEZ-NEVERS. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875			SAINTE-JULIE. Nombre d'enfants occupés au 31 décembre 1875			SAINTE-JULIE. Nombre de journées de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement	chez des particuliers	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Services Économiques.												
Boulangerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Buanderie	6	»	6	1,830	»	1,830	3	»	3	930	»	[illegible]
Cuisine	»	»	»	»	»	»	2	»	2	730	»	[illegible]
Infirmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meunerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	3	»	3	995	»	[illegible]
Services agricoles.												
Basse-cour	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bergerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Caves et magasins	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite d'attelages	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Conduite de bestiaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jardinage	4	»	4	1,220	»	1,220	»	»	»	365	»	[illegible]
Porcherie	1	»	1	365	»	365	1	»	1	1,700	»	[illegible]
Travaux agricoles	8	»	8	2,440	»	2,440	2	»	2	»	»	»
Vacherie	1	»	1	365	»	365	»	»	»	»	»	»
Vignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Autres Travaux.												
Ajusteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bijoutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Blanchisseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bouchonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Boutonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Brossiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cartonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charrons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapelets	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chapeliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Charpentiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ciseleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cloutiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Confection de lingerie, vêtements	17	»	17	5,185	»	5,185	8	»	8	2,996	»	[illegible]
Cordonniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Couvreurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ébénistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emmailleurs de chaînes	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Émouleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Espadrilles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ÉTABLISSEMENTS AFFECTÉS AUX FILLES.

NATURE DES TRAVAUX.	VARENNES-LEZ-NEVERS (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875			SAINTE-JULIE (*Suite*). NOMBRE D'ENFANTS occupés au 31 décembre 1875			NOMBRE DE JOURNÉES de travail pendant l'année 1875		
	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.	dans l'établissement.	chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ferblantiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fondeurs de caractères	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Forgerons	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumistes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Galochiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Graveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grillageurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Imprimeurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Lapidaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mécaniciens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maçons, tailleurs de pierres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Manœuvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maréchaux-ferrants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Menuisiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Miroitiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monteurs en bronze	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Opticiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Orfèvres	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ouvriers en peignes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pâtissiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Passementiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Peintres sur verre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Placage de brosses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sabotiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Sculpteurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Relieurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Serruriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Taillandiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tisserands	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tonneliers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur cuivre	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur fer	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs sur ivoire	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Tourneurs repousseurs	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vanniers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux divers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. malades	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. en punition	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Inoccupées. autres causes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	37	»	37	11,405	»	11,405	22	»	22	7,716	»	7,716
Total général	37			11,405			32			7,716		

ÉTABLISSEMENTS D'É

Tableau XIV. — RÉCAPITULATION des ren

ÉTABLISSEMENTS AFF

NATURE DES TRAVAUX	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.					
	Nombre de jeunes détenus 31 décembre 1875.			Nombre de journées de tr… pendant l'année 1875.		
	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL
	2	3	4	5	6	7
Services économiques.						
Boulangerie	15	»	15	4,366	»	[illegible]
Buanderie	34	»	34	8,567	»	[illegible]
Cuisine	40	»	40	12,670	»	[illegible]
Infirmerie	2	»	2	929	»	[illegible]
Travaux divers	84	3	87	28,509	637	[illegible]
Services agricoles.						
Bergerie	21	»	21	7,409	»	[illegible]
Basse-cour	8	»	8	1,362	»	[illegible]
Caves	6	»	6	1,845	»	[illegible]
Conduite des attelages	73	»	73	23,181	»	[illegible]
Jardinage	40	»	40	14,607	»	[illegible]
Porcherie	13	»	13	3,697	»	[illegible]
Travaux agricoles, horticoles, terrassements, etc.	997	20	1,017	286,906	9,316	[illegible]
Vacherie	49	»	49	16,328	»	[illegible]
Travaux industriels.						
Ajusteurs	8	»	8	4,903	»	[illegible]
Brossiers	68	»	68	15,067	»	[illegible]
Cordonniers	149	»	149	42,689	»	[illegible]
Charpentiers	8	»	8	2,377	»	[illegible]
Confection de linge et vêtements	133	»	133	40,440	»	[illegible]
Charrons	32	»	32	9,156	»	[illegible]
Forgerons, maréchaux	28	»	28	7,485	»	[illegible]
Ferblantiers	9	»	9	2,369	»	[illegible]
Maçons	10	»	10	3,382	»	[illegible]
Menuisiers	16	»	16	5,272	»	[illegible]
Relieurs	»	»	»	»	»	[illegible]
Taillandiers	»	»	»	»	»	[illegible]
Vanniers	28	»	28	5,192	»	[illegible]
Travaux industriels divers	166	»	166	40,359	»	[illegible]
TOTAUX	2,037	23	2,060	589,067	9,953	[illegible]
INOCCUPÉS						
Malades	68	»	68	»	»	[illegible]
En punition	39	»	39	»	»	[illegible]
Pour autres causes	62	»	62	»	»	[illegible]
Totaux généraux	2,206	23	2,229	589,067	9,953	[illegible]

[…]TION CORRECTIONNELLE.

[…]ements sur le travail pendant l'année.

[…]S AUX GARÇONS.

Établissements privés.						Total.					
[…] de jeunes détenus […] 31 décembre 1875.			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875.			Nombre de jeunes détenus au 31 décembre 1875.			Nombre de journées de travail pendant l'année 1875.		
[…]ans […]blisse- […] ou […] an- […]nes.	A titre de louage chez des particuliers.	Total.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	Total.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	Total.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	Total.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
39	»	39	11,838	»	11,838	54	»	54	16,204	»	16,204
59	»	59	12,612	»	12,612	93	»	93	21,179	»	21,179
72	»	72	23,682	»	23,682	112	»	112	36,352	»	36,352
»	»	»	»	»	»	2	»	2	929	»	929
120	»	120	49,781	43	49,824	204	3	207	78,290	680	78,970
22	»	23	7,078	300	7,378	43	1	44	14,487	300	14,487
1	1	1	365	»	365	9	»	9	1,727	»	1,727
1	»	1	292	»	292	7	»	7	2,137	»	2,137
147	»	147	45,339	»	45,339	220	»	298	68,520	»	68,520
257	1	258	73,239	300	73,539	297	1	297	87,846	300	88,146
28	»	28	9,099	»	9,099	41	»	41	12,796	»	12,796
3,356	61	3,416	938,111	17,022	955,133	4,353	81	4,434	1,225,017	26,333	1,251,355
43	1	44	7,715	300	8,015	92	1	93	24,043	300	24,343
149	»	149	44,155	»	44,155	157	»	157	49,058	»	49,058
37	2	39	11,100	600	11,700	105	2	107	26,167	600	26,767
144	13	157	42,599	3,900	46,499	293	13	306	85,288	3,900	89,188
22	»	22	6,611	»	6,611	30	»	30	8,988	»	8,988
298	1	299	88,714	300	89,014	431	1	432	129,154	300	129,454
38	»	38	11,511	»	11,511	70	»	70	20,667	»	20,667
55	1	56	16,331	300	16,631	83	1	84	23,816	300	24,116
3	2	5	1,480	600	2,080	12	2	14	3,849	600	4,449
96	7	103	28,897	2,100	30,997	106	7	113	32,279	2,100	34,379
58	2	60	16,525	600	17,121	74	2	76	21,793	600	22,393
54	3	57	16,136	900	17,036	54	3	57	16,136	900	17,036
281	»	281	84,300	»	84,300	281	»	281	84,300	»	84,300
18	»	18	5,238	»	5,238	46	»	46	10,430	»	10,430
17	58	75	11,101	17,400	28,501	183	58	241	51,460	17,400	68,860
5,415	153	5,568	1,563,845	44,665	1,608,510	7,452	176	7,628	2,182,874	27,173	2,207,530
53	»	53	»	»	»	121	»	121	»	»	»
23	»	23	»	»	»	62	»	62	»	»	»
27	»	27	»	»	»	89	»	89	»	»	»
5,518	153	5,671	1,563,845	44,665	1,608,510	7,724	176	7,900	2,182,874	27,173	2,207,530

ÉTABLISSEMENTS AFF[...]

NATURE DES TRAVAUX	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.					
	NOMBRE DE JEUNES DÉTENUS, au 31 décembre 1875.			NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAV[...] pendant l'année 1875.		
	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers	TOTAL.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7
SERVICES ÉCONOMIQUES.						
Boulangerie	»	»	»	»	»	
Buanderie	5	»	5	1,500	»	1,5[...]
Cuisine	4	»	4	1,450	»	1,4[...]
Travaux divers	4	»	4	1,320	»	1,3[...]
SERVICES AGRICOLES.						
Bergerie	»	»	»	»	»	
Caves	»	»	»	»	»	
Conduite des attelages	»	»	»	»	»	
Jardinage	»	»	»	»	»	
Porcherie	»	»	»	»	»	
Travaux agricoles, horticoles, etc.	»	»	»	»	»	
Vacherie	»	»	»	»	»	
SERVICES INDUSTRIELS.						
Brodeuses	1	»	1	50	»	
Confection de linge et de vêtements	111	»	111	34,965	»	34,9[...]
Ravaudeuses	»	»	»	»	»	
Repasseuses	2	»	2	600	»	6[...]
Tricoteuses	»	»	»	»	»	
TOTAUX	127	»	127	39,885	»	39,8[...]
INOCCUPÉES.						
Malades	8	»	8	»	»	
En punition	1	»	1	»	»	
Pour autres causes	»	»	»	»	»	
TOTAUX GÉNÉRAUX	136	»	136	39,885	»	39,[...]

...ES AUX FILLES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS.						TOTAL.					
...BRE DE JEUNES DÉTENUS au 31 décembre 1875.			NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL pendant l'année 1875.			NOMBRE DE JEUNES DÉTENUS, au 31 décembre 1875.			NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL pendant l'année 1875.		
Dans l'établisse-ment ou ses ...nexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.	Dans l'établissement ou ses annexes.	A titre de louage chez des particuliers.	TOTAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
23	»	23	4,673	»	4,676	23	»	23	4,673	»	4,673
135	»	135	26,790	»	26,791	140	»	140	28,290	»	28,290
44	»	44	14,421	»	14,420	48	»	48	15,871	»	15,871
180	»	180	49,779	»	49,778	184	»	184	51,099	»	51,099
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8	»	8	1,312	»	1,312	8	»	8	1,312	»	1,312
12	»	12	3,360	»	3,360	12	»	12	3,360	»	3,360
182	»	182	52,787	»	52,787	182	»	182	52,787	»	52,787
14	»	14	3,822	»	3,822	14	»	14	3,822	»	3,822
114	»	114	34,154	»	34,154	114	»	114	34,154	»	34,154
33	»	33	8,700	»	8,700	33	»	33	8,700	»	8,700
17	»	17	4,613	»	4,613	18	»	18	4,663	»	4,663
1,012	»	1,012	283,434	»	283,434	1,123	»	1,123	318,399	»	318,399
23	»	23	7,125	»	7,125	23	»	23	7,125	»	7,125
10	»	10	2,670	»	2,670	12	»	12	3,270	»	3,270
16	»	16	4,418	»	4,418	16	»	16	4,418	»	4,418
1,823	»	1,823	502,058	»	502,058	1,950	»	1,950	541,943	»	541,943
23	»	23	»	»	»	31	»	31	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»
24	»	24	»	»	»	24	»	24	»	»	»
1,870	»	1,870	502,058	»	502,058	2,006	»	2,006	541,943	»	541,943

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUC

Tableau N° XV. — RENSEIGNEMENTS sur les Jeunes détenus qui ont été correction paternelle ne figure

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE total des jeunes libérés définitivt, graciés ou mis en liberté provisoire pendant l'année.	AGÉS					RÉCIDIVISTES A LEUR ENTRÉE.	INSTRUCTION PRIMAIRE.				INSTRUCTION RELIGIEUSE.		CONDUITE tenue DANS L'ÉTABLISS-SEMENT.	
		de 12 ans et au-dessous.	de plus de 12 à 16 ans.	de plus de 16 à 18 ans.	de plus de 18 à 20 ans.	de plus de 20 ans.		Sachant lire seulement.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Complètement illettrés.	Ayant fait leur 1re communion.	N'ayant pas fait leur 1re communion.	Bonne.	Médiocre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
FRANCE															
Publics.															
LES DOUAIRES	107	»	3	58	46	»	2	7	33	64	3	107	»	23	65
SAINT-BERNARD	168	»	61	64	43	»	31	11	65	92	»	168	»	125	32
SAINT-HILAIRE	92	1	12	43	35	1	1	2	31	59	»	92	»	59	26
BOULARD	3	»	»	2	1	»	»	»	»	3	»	3	»	»	1
SAINT-MAURICE	27	»	3	18	6	»	3	»	5	22	»	27	»	26	1
VAL-D'YÈVRE	110	»	24	64	22	»	8	17	24	40	29	109	1	84	21
DIJON	19	»	3	10	6	»	»	3	3	12	1	19	»	14	3
LYON	16	»	»	9	7	»	4	»	»	16	»	16	»	8	3
NANTES	5	1	2	2	»	»	3	2	2	»	1	3	2	1	1
ROUEN	61	»	3	21	35	2	8	3	7	49	2	60	1	19	22
VILLENEUVE-SUR-LOT	16	»	1	10	5	»	3	»	9	4	3	16	»	10	6
TOTAUX	624	2	112	301	206	3	63	45	179	361	39	620	4	369	181
Privés.															
AUTREVILLE	3	»	»	»	3	»	»	»	1	2	»	3	»	3	»
BAR-SUR-AUBE	7	»	4	3	»	»	»	»	»	7	»	7	»	6	1
LES MEETZ-BAYEL	7	»	2	4	1	»	»	2	2	2	1	7	»	3	4
BEAURECUEIL	37	»	13	14	10	»	4	1	15	20	1	36	1	32	4
CITEAUX	129	2	30	70	27	»	5	18	26	81	4	128	1	92	29
FONTGOMBAULT	57	2	9	28	18	»	»	3	19	35	»	56	1	45	9
FONTILLET	41	»	8	26	7	»	4	8	4	29	»	41	»	30	6
FOUILLEUSE	5	»	2	3	»	»	»	»	1	4	»	5	»	4	1
LA GRANDE-TRAPPE	39	»	4	24	11	»	4	11	»	24	4	39	»	32	7
L'ILE-DU-LEVANT	52	»	15	28	9	»	»	16	26	10	»	52	»	12	10
LA BORDE	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
LA LOGE	46	»	14	26	6	»	2	7	16	20	3	46	»	22	14
LANGONNET	69	»	8	29	32	»	»	6	7	51	5	69	»	60	9
LE LUC	48	»	2	27	19	»	1	12	9	26	1	48	»	42	4
METTRAY	117	1	14	19	83	»	21	9	18	90	»	117	»	114	3
MOISSELLES	2	»	2	»	»	»	»	»	1	»	1	1	1	2	»
NAUMONCEL	16	»	1	13	2	»	»	2	3	11	»	16	»	13	2
NOGENT COURCELLES	50	»	4	19	27	»	3	10	18	16	6	50	»	38	7
OULLINS	49	»	6	37	6	»	3	»	9	40	»	49	»	36	11
SAINTE-FOY	14	»	6	8	»	»	2	»	4	10	»	»	14	10	2
SAINT-ILAN	14	1	4	5	4	»	»	»	3	9	2	14	»	10	4
SAINT-URBAIN	6	»	»	5	1	»	1	1	2	3	»	6	»	2	2
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	20	»	1	3	8	8	»	»	3	15	2	20	»	13	6
TESSON	5	»	2	2	1	»	»	»	2	1	2	5	»	4	1
VAILHAUQUEZ	75	»	14	40	21	»	»	3	19	51	2	75	»	48	19
ÉTABLISSEMENTS privés	908	6	165	433	296	8	50	109	208	557	34	890	18	673	155
ÉTABLISSEMENTS publics	624	2	112	301	206	3	63	45	179	361	39	620	4	369	181
GARÇONS.—Établissements publics et privés	1,532	8	277	734	502	11	113	154	387	918	73	1,510	22	1,042	336

[...]TION CORRECTIONNELLE.

[...]bérés ou graciés pendant l'année 1875. (Les enfants qui étaient détenus par voie de [...]s dans ce tableau.)

[...]ÉS AUX GARÇONS.

INSTRUCTION PROFESSIONNELLE. — Ayant appris dans l'établissement un métier				RÉSULTATS de l'instruction professionnelle.	N'étant pas en état de gagner leur vie			RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PLACEMENT.			Placés par les soins du Directeur					
[...]	industriel.	une autre profession.	aucune profession.	Étant en état de gagner leur vie.	par suite d'infirmités ou de mauvaise santé.	par insuffisance d'instruction professionnelle.	par défaut d'intelligence.	Restés dans l'établissement.	Rentrés dans leurs familles.	Confiés à des Sociétés de patronage ou à des Institutions d'assistance.	engagés militaires.	comme ouvriers, domestiques, agriculteurs ou à autre titre.	Ayant reçu des habillements à leur sortie.	ÉVALUATION du montant des frais d'habillement.	Ayant reçu des secours de route.	MONTANT des sommes données pour secours de route.
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
														fr. c.		fr. c.
54	48	»	5	97	2	5	3	»	50	»	2	55	62	1,696 56	49	599 40
120	40	8	»	161	3	4	»	»	137	1	1	29	158	3,418 07	158	1,114 95
80	12	»	»	81	»	9	2	»	49	»	17	26	89	2,414 98	80	1,729 60
3	»	»	»	3	»	»	»	»	3	»	»	»	3	92 55	3	80 55
23	4	»	»	27	»	»	»	»	15	»	1	11	19	689 94	19	315 75
102	7	1	»	103	2	4	1	»	53	6	6	45	70	1,919 60	64	734 30
»	19	»	»	19	»	»	»	»	19	»	»	»	18	324 »	19	547 10
»	16	»	»	11	»	3	2	»	13	1	2	»	16	468 20	12	296 55
1	»	»	4	1	»	4	»	»	5	»	»	»	2	52 95	2	50 »
»	41	6	14	55	2	2	2	»	48	2	6	5	52	1,508 »	50	789 15
»	16	»	»	16	»	»	»	»	16	»	»	»	16	393 »	16	300 »
383	203	15	23	574	9	31	10	»	408	10	35	171	505	12,977 85	472	6,557 35
3	»	»	»	3	»	»	»	»	1	»	»	2	3	180 »	3	70 »
7	»	»	»	7	»	»	»	»	3	»	»	4	7	350 »	7	165 »
7	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	7	7	260 50	»	» »
32	4	»	1	28	»	7	2	3	32	»	»	2	37	625 70	37	527 55
71	56	»	2	114	1	11	3	1	90	»	7	31	128	5,120 »	128	5,446 65
43	12	»	2	55	2	»	»	»	47	2	6	2	57	2,593 »	57	2,060 50
40	1	»	»	41	»	»	»	»	35	»	»	6	40	1,343 »	39	832 »
5	»	»	»	5	»	»	»	»	1	»	»	4	4	160 »	4	120 »
28	11	»	»	38	»	»	1	»	15	»	»	24	39	1,560 »	39	834 59
50	2	»	»	52	»	»	»	»	50	»	»	2	52	2 080 »	52	1,145 15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »	»	» »
37	6	2	1	44	1	1	»	»	30	6	4	6	34	1,088 »	46	4,131 15
47	22	»	»	67	2	»	»	5	40	»	9	15	68	2,040 »	67	2,476 40
29	17	2	»	46	»	2	»	»	44	»	»	4	48	1,920 »	48	1,508 »
95	22	»	»	114	2	1	»	»	67	»	10	40	117	5,851 50	117	5,432 89
»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	» »	»	» »
16	»	»	»	16	»	»	»	»	11	»	»	5	16	337 50	16	277 25
»	50	»	»	44	3	2	1	»	49	1	»	»	42	1,542 »	42	714 20
29	20	»	»	49	»	»	»	1	33	2	»	13	49	1,960 »	49	1,699 »
12	2	»	»	14	»	»	»	»	4	»	»	10	14	1,050 »	13	463 50
13	1	»	»	14	»	»	»	»	10	»	»	4	13	345 »	14	346 45
6	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	6	6	203 »	»	» »
1	13	6	»	20	»	»	»	»	17	»	1	2	18	900 »	1	15 »
»	»	»	5	5	»	»	»	»	4	»	»	1	5	120 »	4	8 »
70	5	»	»	56	5	14	»	»	58	»	1	16	75	3,000 »	58	1,781 »
641	244	12	11	847	16	38	7	10	641	11	38	208	879	34,629 20	841	30,054 28
383	203	15	23	574	9	31	10	»	408	10	35	171	505	12,977 85	472	6,557 35
1,024	447	27	34	1,421	25	69	17	10	1,049	21	73	379	1,384	47,607 05	1,313	36,611 63

ÉTABLISSEMENTS AFFE

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE total des jeunes libérées définitiv, graciées ou mises en liberté provisoire pendant l'année.	AGÉES de 12 ans et au-dessous.	de plus de 12 à 16 ans.	de plus de 16 à 18 ans.	plus de 18 à 20 ans.	de plus de 20 ans.	RÉCIDIVISTES À LEUR ENTRÉE.	INSTRUCTION PRIMAIRE. sachant lire seulement.	sachant lire et écrire.	sachant lire, écrire et calculer.	Complètement illettrées.	INSTRUCTION RELIGIEUSE. Ayant fait leur 1re communion.	N'ayant pas fait leur 1re communion.	CONDUITE tenue DANS L'ÉTABLISSEMENT. Bonne.	Médiocre.	Mauvaise.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Publics.																
NEVERS	12	1	1	3	6	1	4	3	3	6	»	12	»	8	4	
SAINT-LAZARE	12	1	10	1	»	»	»	3	4	1	4	9	3	11	»	
SAINTE-MARTHE	14	»	1	11	2	»	»	2	2	10	»	14	»	11	2	
TOTAUX	38	2	12	15	8	1	4	8	9	17	4	35	3	30	6	
Privés.																
AMIENS	19	»	5	9	5	»	»	»	13	6	»	10	9	8	7	
ANGERS	33	»	2	14	17	»	»	2	8	22	1	33	»	15	17	
BAVILLIERS	19	»	5	11	3	»	»	»	6	13	»	19	»	17	2	
BORDEAUX	10	»	3	1	6	»	»	3	2	4	1	10	»	6	2	
BOURGES	4	»	»	»	4	»	»	»	»	4	»	4	»	3	1	
DÔLE	4	»	»	1	2	1	»	1	1	2	»	4	»	4	»	
LE MANS	6	»	»	»	3	3	»	2	»	3	1	6	»	2	1	
LIMOGES	10	1	2	1	6	»	1	2	1	7	»	8	2	7	3	
MÉPLIER-BLANZY	16	»	3	2	10	1	»	2	7	7	»	16	»	13	3	
MONTPELLIER	20	»	2	11	7	»	»	1	2	16	1	20	»	9	9	
COUVENT DE LA MADELEINE	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
DIACONESSES	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	1	
ISRAÉLITES	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	1	
SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE LA SEINE	26	»	3	12	11	»	»	4	6	15	1	26	»	8	14	
ROUEN	55	4	5	24	22	»	1	3	10	42	»	55	»	26	26	
SAINTE-ANNE-D'AURAY	19	»	»	2	17	»	»	»	4	15	»	19	»	8	11	
SAINT-OMER	18	»	7	9	2	»	3	4	5	7	2	18	»	8	10	
SENS	7	1	1	3	2	»	»	1	2	4	»	4	3	4	3	
TOURS	5	»	»	3	2	»	»	1	»	4	»	5	»	4	1	
VARENNES-LES-NEVERS	9	»	»	1	6	2	»	3	2	3	1	9	»	3	3	
SAINTE-JULIE	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»	
FILLES. ÉTABLISSEMENTS privés..	283	6	39	106	125	7	5	29	69	177	8	268	15	146	115	[illegible]
FILLES. ÉTABLISSEMENTS publics.	38	2	12	15	8	1	4	8	9	17	4	35	3	30	6	
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS..... FILLES....	321	8	51	121	133	8	9	37	78	194	12	303	18	176	121	[illegible]
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS..... GARÇONS..	1,532	8	277	734	502	11	113	154	387	918	73	1,510	22	1,042	336	15
TOTAUX GÉNÉRAUX POUR LES GARÇONS ET LES FILLES	1,853	16	328	855	635	19	122	191	465	1,112	85	1,813	40	1,218	457	17
		1,853						1,853				1,853		1,853		

…S AUX FILLES.

INSTRUCTION PROFESSIONNELLE. Ayant appris dans l'établissement un métier			RÉSULTATS de l'instruction professionnelle.				RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PLACEMENT.								
			Étant en état de gagner leur vie.	N'étant pas en état de gagner leur vie			Restées dans l'établissement.	Rentrées dans leurs familles.	Confiées à des Sociétés de patronage ou à des Institutions d'assistance.	Placées par les soins du Directeur		Ayant reçu des habillements à leur sortie.	ÉVALUATION du montant des frais d'habillement.	Ayant reçu des secours de route.	MONTANT des sommes données pour secours de route.
industriel.	une autre profession.	aucune profession.		par suite d'infirmités ou de mauvaise santé.	par insuffisance d'instruction professionnelle.	par défaut d'intelligence.				engagés militaires.	comme ouvrières, domestiques, agriculteurs ou à autre titre.				
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
													fr. c.		fr. c.
11	1	»	12	»	»	»	»	7	5	»	»	12	684 »	»	» »
8	»	4	7	2	3	»	»	11	1	»	»	»	» »	»	» »
14	»	»	14	»	»	»	»	6	8	»	»	12	540 »	»	» »
33	1	4	33	2	3	»	»	24	14	»	»	24	1,224 »	»	» »
16	2	»	15	1	»	3	2	12	»	»	5	14	464 60	16	129 95
10	7	»	30	2	»	1	1	26	»	»	6	33	1,722 35	21	336 35
8	»	»	19	»	»	»	»	15	4	»	»	19	1,440 »	19	473 »
9	»	1	8	1	1	»	»	8	»	»	2	8	307 »	5	53 »
3	»	»	4	»	»	»	»	4	»	»	»	4	120 »	4	72 »
3	»	»	4	»	»	»	»	2	»	»	2	4	111 10	2	16 20
4	1	»	5	»	»	1	1	3	1	»	1	5	202 25	2	28 »
8	»	»	8	»	2	»	6	3	»	»	1	10	727 »	3	42 »
16	»	»	15	»	»	1	»	13	»	»	3	16	406 »	16	195 »
16	»	»	19	1	»	»	3	17	»	»	»	17	595 »	17	322 25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» »	»	» »
»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	50 »	1	10 »
1	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	» »	»	» »
26	»	»	22	1	»	3	1	17	»	»	8	26	1,304 85	3	43 »
25	6	»	53	2	»	»	3	31	»	»	21	55	3,922 »	18	712 »
17	»	»	19	»	»	»	1	13	»	»	5	19	855 »	19	704 85
13	3	»	18	»	»	»	»	14	»	»	4	18	570 »	18	213 50
3	1	1	6	»	»	1	»	6	1	»	»	7	325 »	7	45 »
5	»	»	5	»	»	»	»	5	»	»	»	5	175 »	4	30 »
6	1	»	9	»	»	»	»	7	»	»	2	9	315 »	8	180 »
1	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	» »	»	» »
190	22	2	261	8	4	10	18	199	6	»	60	270	13,612 15	183	3,606 10
33	1	4	33	2	3	»	»	24	14	»	»	24	1,224 »	»	» »
223	23	6	294	10	7	10	18	223	20	»	60	294	14,836 15	183	3,606 10
447	27	34	1,421	25	69	17	10	1,049	21	73	379	1,384	47,607 05	1,313	36,611 63
670	50	40	1,715	35	76	27	28	1,272	41	73	439	1,678	62,443 20	1,496	40,217 73
1,853			1,853				1,853								

IV.

AISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION,

CHAMBRES ET DÉPÔTS DE SÛRETÉ.

CHAMBRES ET DÉPOTS D[…]

Tableau unique. — **MOUVEMENT de la population des Chambr[…]**

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE au 31 décembre 1875		POPULATION au 31 décembre 1874.				ENTRÉES pendant l'année 1875.			
	des Chambres de sûreté.	des Dépôts de sûreté.	Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Détenus civils. Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.	Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Détenus civils. Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ain	37	7	2	»	»	2	972	60	234	[illegible]
Aisne	33	2	1	1	»	2	699	216	42	[illegible]
Allier	26	2	1	»	»	1	375	38	43	[illegible]
Alpes (Basses-)	29	»	»	»	»	»	369	32	64	[illegible]
Alpes (Hautes-)	26	»	6	1	»	7	210	8	75	[illegible]
Alpes-Maritimes	26	»	3	1	»	4	631	60	64	[illegible]
Ardèche	35	»	1	»	»	1	833	133	29	[illegible]
Ardennes	30	»	3	»	»	3	397	102	33	[illegible]
Ariége	26	1	»	»	»	»	403	26	17	[illegible]
Aube	25	»	»	»	»	»	187	30	6	[illegible]
Aude	30	»	1	»	»	1	246	18	52	[illegible]
Aveyron	42	»	1	»	»	1	511	68	24	[illegible]
Bouches-du-Rhône	25	6	2	»	»	2	1,305	92	65	[illegible]
Calvados	34	3	1	»	»	1	600	137	23	[illegible]
Cantal	21	2	»	»	»	»	218	36	23	[illegible]
Charente	25	»	»	»	»	»	252	32	12	[illegible]
Charente-Inférieure	36	»	»	»	»	»	464	45	36	[illegible]
Cher	31	1	»	»	»	»	333	33	12	[illegible]
Corrèze	24	2	»	»	»	»	234	34	28	[illegible]
Corse	91	»	»	»	»	»	1,126	107	61	[illegible]
Côte-d'Or	36	»	»	»	»	»	482	61	96	[illegible]
Côtes-du-Nord	43	»	»	»	»	»	335	80	42	[illegible]
Creuse	26	»	»	»	»	»	97	8	12	[illegible]
Dordogne	49	»	»	»	»	»	381	65	31	[illegible]
Doubs	29	»	3	»	»	3	643	82	36	[illegible]
Drôme	36	»	2	»	»	2	905	97	45	[illegible]
Eure	20	16	»	»	»	»	559	89	48	[illegible]
Eure-et-Loir	29	»	1	»	»	1	349	30	31	[illegible]
Finistère	39	»	»	»	»	»	462	89	27	[illegible]
Gard	37	»	»	»	»	»	773	31	39	[illegible]
Garonne (Haute-)	35	1	»	»	»	»	478	26	25	[illegible]
Gers	25	2	»	»	»	»	303	43	17	[illegible]
Gironde	46	»	»	»	»	»	866	87	53	[illegible]
Hérault	33	»	1	2	3	6	1,650	103	138	[illegible]
Ille-et-Vilaine	41	»	»	1	»	1	555	108	73	[illegible]
Indre	22	3	1	»	»	1	131	11	10	[illegible]
Indre-et-Loire	31	»	»	»	»	»	291	30	33	[illegible]
Isère	50	1	1	»	»	1	878	75	128	[illegible]
Jura	34	»	»	»	»	»	355	83	54	[illegible]
Landes	27	»	»	»	»	»	269	24	14	[illegible]
Loir-et-Cher	27	»	»	»	»	»	277	27	18	[illegible]
Loire	29	1	»	»	»	»	1,152	144	40	[illegible]
Loire (Haute-)	26	2	»	»	»	»	159	26	20	[illegible]
Loire-Inférieure	43	»	»	»	»	»	537	73	23	[illegible]
Loiret	31	»	»	»	»	»	408	44	31	[illegible]
Lot	26	»	»	»	»	»	206	51	16	[illegible]
Lot-et-Garonne	33	»	»	»	»	»	281	41	21	[illegible]
Lozère	26	»	»	»	»	»	182	17	29	[illegible]
A reporter	1,329	52	31	6	3	40	24,329	2,952	2,005	[illegible]

URETÉ DES DÉPARTEMENTS.

t Dépôts de sûreté des départements, pendant l'année 1875.

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875. Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1875. Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.	JOURNÉES DE DÉTENTION. Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.	ÉVADÉS PENDANT L'ANNÉE. Repris.	Non repris.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
974	60	233	1,267	»	»	1	1	1,290	77	356	1,723	»	»
698	217	42	957	2	»	»	2	958	350	65	1,373	»	»
376	38	43	457	»	»	»	»	409	43	55	509	»	»
369	32	64	465	»	»	»	»	412	35	89	536	»	»
216	9	75	300	»	»	»	»	226	10	86	322	1	»
634	61	64	759	»	»	»	»	921	80	86	1,087	»	»
831	132	29	992	3	1	»	4	1,218	194	48	1,460	»	»
400	102	33	535	»	»	»	»	436	123	66	625	»	»
403	26	17	446	»	»	»	»	445	35	23	503	»	»
187	30	6	223	»	»	»	»	217	33	10	260	»	»
247	18	52	317	»	»	»	»	282	24	80	386	»	»
512	68	24	604	»	»	»	»	635	81	35	751	»	»
1,304	92	65	1,461	3	»	»	3	2,450	159	110	2,719	»	»
601	137	23	761	»	»	»	»	725	156	37	918	»	»
218	36	23	277	»	»	»	»	253	39	27	319	»	»
252	32	12	296	»	»	»	»	255	32	19	306	»	»
464	45	36	545	»	»	»	»	484	46	40	570	»	»
333	33	12	378	»	»	»	»	376	41	15	432	»	»
234	34	28	296	»	»	»	»	300	43	49	392	»	»
1,126	107	61	1,294	»	»	»	»	1,241	134	61	1,436	»	»
482	61	96	639	»	»	»	»	482	61	96	639	»	»
334	80	42	456	1	»	»	1	367	87	63	517	»	»
97	8	12	117	»	»	»	»	105	10	18	133	»	»
381	65	31	477	»	»	»	»	469	71	53	593	»	»
646	82	36	764	»	»	»	»	708	88	69	865	»	»
907	97	45	1,049	»	»	»	»	1,169	119	57	1,345	»	»
559	89	48	696	»	»	»	»	551	89	63	703	»	»
350	30	31	411	»	»	»	»	371	32	45	448	»	»
462	89	27	578	»	»	»	»	490	89	29	608	»	»
773	31	39	843	»	»	»	»	932	36	39	1,007	»	»
478	26	25	529	»	»	»	»	535	31	38	604	»	»
303	43	17	363	»	»	»	»	343	52	27	422	»	»
866	87	53	1,006	»	»	»	»	833	90	75	998	»	»
1,651	105	141	1,897	»	»	»	»	2,514	162	321	2,997	»	»
555	109	73	737	»	»	»	»	587	109	102	798	»	»
132	11	10	153	»	»	»	»	142	13	18	173	»	»
291	30	33	354	»	»	»	»	291	30	33	354	»	»
879	75	128	1,082	»	»	»	»	1,005	88	166	1,259	»	1
355	83	54	492	»	»	»	»	391	89	64	544	»	»
269	24	14	307	»	»	»	»	308	32	23	363	»	»
277	27	18	322	»	»	»	»	277	27	18	322	»	»
1,152	144	40	1,336	»	»	»	»	1,456	233	66	1,755	»	»
159	26	20	205	»	»	»	»	208	31	38	277	»	»
537	73	25	635	»	»	»	»	584	80	42	706	1	»
408	44	31	483	»	»	»	»	408	44	31	483	»	»
206	51	16	273	»	»	»	»	206	51	16	273	»	»
281	41	21	343	»	»	»	»	281	41	21	343	»	»
182	17	29	228	»	»	»	»	222	18	33	273	»	»
24,351	2,957	2,097	29,405	9	1	1	11	29,961	3,885	2,613	36,459	2	1

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE au 31 décembre 1875		POPULATION au 31 décembre 1874.				ENTRÉES pendant l'année 1875.			
	des Chambres de sûreté.	des Dépôts de sûreté.	Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Détenus civils. Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	TOTAL.	Détenus civils. Hommes et jeunes garçons.	Détenus civils. Femmes et jeunes filles.	Militaires et marins.	total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
report	1,329	52	31	6	3	40	24,329	2,952	2,095	[illegible]
Maine-et-Loire	49	2	»	»	»	»	582	66	22	[illegible]
Manche	46	1	»	»	»	»	298	81	9	[illegible]
Marne	31	»	»	»	»	»	354	71	34	[illegible]
Marne (Haute-)	27	»	1	»	»	1	300	50	30	[illegible]
Mayenne	29	»	»	»	»	»	360	60	15	[illegible]
Meurthe-et-Moselle	25	»	»	»	»	»	1,005	122	84	[illegible]
Meuse	30	»	1	»	»	1	320	46	39	[illegible]
Morbihan	38	1	2	»	»	2	602	119	29	[illegible]
Nièvre	27	»	»	»	»	»	317	32	29	[illegible]
Nord	33	13	11	4	»	15	2,145	418	121	[illegible]
Oise	43	»	»	»	»	»	490	61	37	[illegible]
Orne	40	»	1	»	»	1	405	79	15	[illegible]
Pas-de-Calais	40	1	2	»	»	2	577	93	45	[illegible]
Puy-de-Dôme	44	1	»	»	»	»	394	59	53	[illegible]
Pyrénées (Basses-)	43	1	»	»	»	»	663	125	78	[illegible]
Pyrénées (Hautes-)	24	»	»	»	»	»	287	32	24	[illegible]
Pyrénées-Orientales	30	»	2	»	»	2	2,088	38	109	[illegible]
Rhin (Haut-) (Partie française)	5	»	»	»	»	»	132	54	12	[illegible]
Rhône	27	4	5	1	»	6	4,422	813	35	[illegible]
Saône (Haute-)	28	2	2	»	»	2	463	59	11	[illegible]
Saône-et-Loire	45	4	»	»	»	»	551	120	35	[illegible]
Sarthe	40	»	1	»	»	1	389	33	37	[illegible]
Savoie	28	1	»	»	»	»	510	50	56	[illegible]
Savoie (Haute-)	27	»	»	»	»	»	540	73	61	[illegible]
Seine	»	1	»	»	»	»	1,078	149	16	[illegible]
Seine-Inférieure	46	»	»	»	»	»	845	165	43	[illegible]
Seine-et-Marne	36	»	»	»	»	»	593	55	43	[illegible]
Seine-et-Oise	68	2	»	»	»	»	1,169	132	120	[illegible]
Sèvres (Deux-)	30	2	»	»	»	»	219	16	10	[illegible]
Somme	36	»	»	»	»	»	345	34	33	[illegible]
Tarn	36	2	»	»	»	»	208	10	16	[illegible]
Tarn-et-Garonne	20	3	»	»	»	»	186	27	16	[illegible]
Var	31	1	»	»	»	»	550	39	111	[illegible]
Vaucluse	24	2	»	»	»	»	322	24	23	[illegible]
Vendée	39	»	»	»	»	»	452	59	30	[illegible]
Vienne	30	»	»	»	»	»	224	25	21	[illegible]
Vienne (Haute-)	23	3	»	»	»	»	202	32	24	[illegible]
Vosges	26	»	1	»	»	1	610	103	19	[illegible]
Yonne	33	»	»	»	»	»	314	38	15	[illegible]
TOTAUX	2,859	101	60	11	3	74	49,840	6,614	3,655	[illegible]
	2,960		74				60,109			
Alger	38	»	»	»	»	»	4,903	143	4,268	[illegible]
Constantine	20	6	19	»	»	19	3,185	»	»	[illegible]
Oran	33	»	»	»	»	»	6,001	172	»	[illegible]
	61	6	19	»	»	19	14,089	315	4,268	[illegible]

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.				POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1875.				JOURNÉES DE DÉTENTION.				ÉVADÉS PENDANT L'ANNÉE.	
Détenus civils.		Militaires et marins.	TOTAL.	Détenus civils.		Militaires et marins.	TOTAL.	Détenus civils.		Militaires et marins.	TOTAL.	Repris.	Non repris.
Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.			Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.			Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.				
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
24,351	2,957	2,097	29,405	9	1	1	11	29,961	3,885	2,613	36,459	2	1
582	66	22	670	»	»	»	»	647	79	25	751	»	»
298	81	8	387	»	»	1	1	291	88	18	397	»	»
354	71	34	459	»	»	»	»	398	82	49	529	»	»
301	50	30	381	»	»	»	»	325	53	47	425	»	»
360	60	15	435	»	»	»	»	353	62	19	434	»	»
1,005	121	83	1,209	»	1	1	2	1,180	138	149	1,467	»	2
321	46	39	406	»	»	»	»	387	55	54	496	»	»
604	119	29	752	»	»	»	»	665	158	47	870	»	»
317	32	29	378	»	»	»	»	448	44	36	528	»	»
2,141	421	121	2,683	15	1	»	16	4,857	975	318	6,150	»	1
490	61	37	588	»	»	»	»	492	62	65	619	»	»
405	79	15	499	1	»	»	1	439	80	21	540	»	»
577	92	45	714	2	1	»	3	1,080	215	115	1,410	»	»
394	59	53	506	»	»	»	»	420	68	84	572	»	»
663	125	78	866	»	»	»	»	705	131	141	977	»	»
285	31	24	340	2	1	»	3	316	32	34	382	»	»
[illegible]090	38	109	2,237	»	»	»	»	2,302	44	140	2,486	»	»
132	54	12	198	»	»	»	»	155	56	27	238	»	»
4,422	812	35	5,269	5	2	»	7	5,249	1,034	66	6,349	»	»
465	59	11	535	»	»	»	»	522	70	17	609	»	»
550	120	35	705	1	»	»	1	740	160	67	967	»	»
390	33	37	460	»	»	»	»	421	36	50	507	»	»
510	50	56	616	»	»	»	»	569	53	104	726	»	»
539	73	61	673	1	»	»	1	564	72	90	726	»	»
1,075	149	16	1,240	3	»	»	3	1,619	268	36	1,923	»	»
844	165	43	1,052	1	»	»	1	890	169	59	1,118	»	»
593	55	43	691	»	»	»	»	627	60	45	732	»	»
1,169	132	120	1,421	»	»	»	»	1,262	147	233	1,612	»	»
219	16	10	245	»	»	»	»	227	16	19	262	»	»
345	34	33	412	»	»	»	»	344	33	50	427	»	»
207	9	16	232	1	1	»	2	219	30	21	270	»	»
186	27	16	229	»	»	»	»	203	32	23	258	»	»
550	39	111	700	»	»	»	»	621	51	161	833	1	»
322	24	23	369	»	»	»	»	412	34	35	481	»	»
452	59	30	541	»	»	»	»	581	76	37	694	»	»
224	25	21	270	»	»	»	»	237	26	28	291	»	»
202	32	24	258	»	»	»	»	211	38	32	281	»	»
609	101	19	729	2	2	»	4	705	125	41	871	»	»
314	38	15	367	»	»	»	»	314	38	15	367	»	»
[illegible]857	6,615	3,655	60,127	43	10	3	56	61,739	8,636	5,659	76,034	3	4
60,127				56				76,034				7	
4,903	143	4,268	9,314	»	»	»	»	16,290	534	4,450	21,274	»	»
3,150	»	»	3,150	54	»	»	54	21,427	»	»	21,427	»	»
6,001	172	»	6,173	»	»	»	»	9,040	250	»	9,290	»	»
14,054	315	4,268	18,637	54	»	»	54	46,737	784	4,450	51,991	»	»

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE

Tableau N° I. — MOUVEMENT général d'en

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875.													
				VENANT				RÉINTÉGRÉS						TOTAL		Pa[…] expi[…] de […] la p[…]
				de l'état de liberté.		d'autres prisons et autres lieux de détention.		après évasion.		après transfèrement dans un hôpital.		après transfèrement dans un asile d'aliénés.				
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Ain	Bourg	24	16	198	37	247	43	»	»	»	»	»	»	415	80	[illegible]
	Belley	10	»	114	14	108	4	»	»	»	»	»	»	222	18	[illegible]
	Gex	6	1	66	6	173	16	»	»	»	»	»	»	240	22	[illegible]
	Nantua	6	»	41	9	161	6	»	»	»	»	»	»	202	15	[illegible]
	Trévoux	82	1	119	12	322	19	»	»	»	»	»	»	441	31	[illegible]
Aisne	Laon	144	38	694	198	565	43	»	»	»	7	»		1,259	298	[illegible]
	Château-Thierry	26	5	161	33	44	12	»	»	»	»	»	»	205	45	[illegible]
	Saint-Quentin	1·6	36	701	253	86	14	»	»	»	1	»	»	787	268	[illegible]
	Soissons	31	6	219	61	72	9	»	»	»	1	»	»	291	71	[illegible]
	Vervins	41	10	196	57	158	73	»	»	»	»	»	»	354	130	[illegible]
Allier	Moulins	68	6	260	28	429	20	»	»	»	»	»	»	689	48	[illegible]
	Cusset	18	»	106	24	109	14	»	»	»	»	»	»	215	38	[illegible]
	Montluçon	24	7	237	49	124	18	»	»	1	1	»	»	362	68	[illegible]
	Gannat	110	2	86	14	81	5	»	»	»	»	»	»	167	19	[illegible]
Alpes (Basses-)	Digne	26	6	86	35	157	14	»	»	»	»	»	»	243	49	[illegible]
	Barcelonnette	2	»	39	1	13	»	»	»	»	»	»	»	52	1	[illegible]
	Castellane	2	»	38	4	13	2	»	»	»	»	»	»	52	6	[illegible]
	Forcalquier	10	2	63	9	74	7	»	»	»	»	»	»	137	16	[illegible]
	Sisteron	10	1	45	6	88	7	»	»	3	»	»	»	136	13	[illegible]
Alpes (Hautes-)	Gap	16	1	108	6	152	2	»	»	»	»	»	»	261	8	[illegible]
	Briançon	9	1	63	9	42	1	»	»	»	»	»	»	105	10	[illegible]
	Embrun	2	»	29	6	34	2	»	»	»	1	»	»	63	9	[illegible]
Alpes-maritimes	Nice. Maison d'arrêt et de justice	59	5	660	156	241	22	»	»	»	»	»	»	901	178	[illegible]
	Nice. Maison de correction	58	5	136	14	2·1	26	»	»	»	»	»	»	387	40	[illegible]
	Grasse	20	2	162	20	169	9	»	»	»	»	»	»	331	29	[illegible]
Ardèche	Privas	55	10	402	62	72	10	»	»	1	»	»	»	475	73	[illegible]
	Largentière	25	2	128	10	85	6	»	»	»	»	»	»	213	16	[illegible]
	Tournon	20	»	401	31	3	»	»	»	»	»	»	»	404	31	[illegible]
Ardennes	Mézières (Justice)	»	»	1	»	19	3	»	»	»	»	»	»	20	3	[illegible]
	Charleville (Arrêt et correct.)	37	1	345	58	80	14	»	»	»	»	»	»	425	73	[illegible]
	Rethel	61	15	134	27	123	24	»	»	»	2	»	»	257	53	[illegible]
	Rocroi	22	7	144	28	165	64	»	»	»	»	»	»	309	92	[illegible]
	Sedan	40	4	230	93	62	9	»	»	»	»	»	»	292	102	[illegible]
	Vouziers	7	1	82	21	25	2	»	»	»	»	»	»	107	23	[illegible]
Ariége	Foix	30	16	849	61	30	5	1	»	»	»	»	»	880	66	[illegible]
	Pamiers	9	2	86	24	72	4	»	»	»	»	»	»	158	28	[illegible]
	Saint-Girons	10	»	92	18	75	12	»	»	»	»	»	»	167	30	[illegible]
Aube	Troyes	99	26	503	109	69	15	»	»	»	3	»	»	572	127	[illegible]
	Arcis-sur Aube	18	3	59	10	21	5	»	»	»	»	»	»	80	13	[illegible]
	Bar-sur-Aube	19	1	147	27	16	»	»	»	»	2	»	»	163	29	[illegible]
	Bar-sur-Seine	13	1	105	23	12	1	»	»	»	»	»	»	117	21	[illegible]
	Nogent-sur-Seine	8	1	79	9	1	»	»	»	»	»	»	»	80	9	[illegible]

CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

sortie. — Effectif au 31 décembre 1875.

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif.		TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle.		TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats.		TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux.		TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés.		ÉVADÉS.		DÉCÉDÉS dans les Prisons.		EXÉCUTÉS.		TOTAL		POPULATION au 31 décembre 1875.		JOURNÉES de DÉTENTION par prison.	
Femmes	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes.	Femmes.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
»	79	22	25	2	175	3	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	448	83	21	14	8,996	5,084
»	46	3	5	»	38	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	230	17	12	1	4,453	266
»	87	10	1	»	94	7	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	240	21	6	2	2,593	427
»	28	2	3	»	107	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	194	15	14	»	3,205	360
»	48	6	11	»	27	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	446	31	77	1	29,085	747
»	25	12	105	42	65	9	3	8	1	»	»	»	6	»	»	»	1,274	303	129	33	55,388	13,745
»	33	2	9	6	31	6	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	211	46	20	4	8,037	1,685
»	63	17	39	15	127	23	1	1	1	»	»	»	4	1	»	»	816	287	77	17	28,767	10,068
»	22	»	17	5	79	16	1	4	2	»	»	»	»	»	»	»	298	67	24	10	8,811	2,547
»	54	44	7	3	35	9	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	356	131	39	9	13,635	4,128
»	26	1	27	8	338	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	689	42	68	12	26,818	2,984
»	66	8	7	»	29	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	215	37	18	4	5,916	713
»	36	4	20	9	94	11	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	361	70	25	5	11,056	2,197
»	16	1	»	»	58	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	170	20	7	1	5,407	549
»	57	4	22	2	41	5	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	244	53	25	2	12,037	1,271
»	17	»	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	53	1	1	»	827	121
»	9	1	1	1	13	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	50	6	4	»	1,130	251
»	33	6	2	3	34	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	131	18	16	»	3,419	355
»	19	1	30	2	59	4	3	1	»	»	1	»	»	»	»	»	143	14	3	»	2,193	179
»	21	2	123	1	46	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	265	9	12	»	5,749	286
»	55	3	3	»	6	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	109	10	5	1	3,520	123
»	15	3	3	»	22	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	63	9	2	»	1,724	56
»	203	19	60	7	336	32	»	1	4	1	»	»	1	»	»	»	899	175	61	8	20,566	1,957
»	»	»	»	»	12	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	392	35	53	10	26,452	2,504
»	40	2	4	1	83	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	315	23	36	8	9,475	880
»	123	16	28	2	10	2	2	»	1	»	»	»	1	»	»	»	476	70	54	12	21,192	4,077
»	52	7	1	»	27	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	221	15	17	3	4,816	598
»	100	8	22	»	21	3	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	386	30	38	1	10,459	691
»	4	»	12	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	19	3	1	»	868	358
»	39	3	24	3	85	11	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	431	68	31	5	10,211	1,397
1	14	4	12	»	19	2	»	2	»	1	»	»	4	»	»	»	270	57	48	11	17,987	4,546
1	66	33	3	»	33	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	303	92	28	7	9,148	2,148
»	52	14	7	»	57	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	315	103	17	3	7,377	1,483
»	8	2	1	1	13	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	101	22	13	1	2,227	561
»	730	7	6	3	21	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	888	77	22	5	6,958	2,398
»	8	»	3	»	73	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	157	28	10	2	3,938	803
»	3	»	3	2	52	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	171	30	6	»	2,248	744
»	56	12	46	13	44	10	3	3	»	»	»	»	1	»	»	»	586	131	85	22	34,027	7,486
»	19	4	6	»	49	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	93	17	5	1	2,661	506
»	35	3	9	1	24	1	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	169	28	13	2	4,696	652
»	17	»	2	1	34	10	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»	126	24	4	1	3,276	709
»	19	1	6	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	10	8	»	2,127	193

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1874. Femmes et jeunes filles.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté. Hommes et jeunes garçons.	VENANT de l'état de liberté. Femmes et jeunes filles.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Hommes et jeunes garçons.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	Pr[…] espèce[…] de […] la pr[…] Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Aude	Carcassonne	47	10	184	49	441	16	»	»	»	»	»	»	625	65	[illegible]
	Castelnaudary	9	1	88	19	19	4	»	»	1	»	»	»	108	23	[illegible]
	Limoux	2	1	90	10	48	»	»	»	»	»	»	»	138	10	[illegible]
	Narbonne	25	1	169	29	213	20	»	»	»	»	»	»	382	49	[illegible]
Aveyron	Rodez	32	2	204	45	77	11	»	»	3	1	»	»	284	57	[illegible]
	Espalion	9	»	93	14	61	8	»	»	»	1	»	»	15[illegible]	23	[illegible]
	Milhau	11	1	63	12	80	11	»	»	»	»	»	»	143	23	[illegible]
	Saint-Affrique	28	4	61	3	34	5	»	»	1	»	»	»	96	8	[illegible]
	Villefranche	15	»	127	37	126	22	»	»	»	»	»	»	253	59	[illegible]
Bouches-du-Rhône	Marseille. Arrêt	144	»	2,773	»	213	»	»	»	1	»	»	»	2,987	»	[illegible]
	Marseille. Correction	587	»	1,087	»	3,648	»	»	»	24	»	»	»	4,759	»	[illegible]
	Marseille. Maison des femmes (arrêt et correction).	»	89	»	1,159	»	40	»	»	»	»	»	»	»	1,199	[illegible]
	Aix	192	3	374	22	886	57	»	»	1	1	»	»	1,261	80	[illegible]
	Tarascon	50	6	422	59	309	93	»	»	»	»	»	»	731	152	[illegible]
Calvados	Caen	112	27	639	213	254	77	»	»	»	»	»	»	893	290	[illegible]
	Bayeux	45	22	199	101	110	32	»	»	»	»	»	»	309	133	[illegible]
	Falaise	13	6	156	72	41	7	»	»	»	»	»	»	197	79	[illegible]
	Lisieux	29	6	281	70	42	33	»	»	5	2	»	»	328	105	[illegible]
	Pont-l'Évêque	26	6	147	39	100	25	»	»	»	»	»	»	247	64	[illegible]
	Vire	17	10	100	46	79	25	»	»	»	»	»	»	179	71	[illegible]
Cantal	Aurillac	27	4	197	25	97	15	»	»	»	»	»	»	294	40	[illegible]
	Mauriac	3	1	47	4	28	2	»	»	»	»	»	»	75	6	[illegible]
	Murat	7	1	41	7	56	10	»	»	1	»	»	»	98	17	[illegible]
	Saint-Flour	19	1	62	6	95	18	»	»	»	1	»	»	157	25	[illegible]
Charente	Angoulême	86	16	343	64	78	24	»	»	»	»	»	»	421	88	[illegible]
	Barbezieux	4	1	87	13	6	»	»	»	»	»	»	»	93	13	[illegible]
	Cognac	17	4	182	43	1	»	»	»	»	»	»	»	183	43	[illegible]
	Confolens	6	1	49	16	23	»	»	»	»	»	»	»	72	16	[illegible]
	Ruffec	2	1	64	22	3	»	»	»	»	»	»	»	67	22	[illegible]
Charente-Infér.	La Rochelle	35	2	111	14	1,158	5	»	»	»	1	»	»	1,269	20	[illegible]
	Jonzac	16	1	45	9	33	7	»	»	»	»	»	»	78	16	[illegible]
	Marennes	12	1	74	28	337	4	»	»	»	»	»	»	411	32	[illegible]
	Rochefort	22	2	178	22	78	15	»	»	1	»	»	»	257	37	[illegible]
	Saint-Jean-d'Angély	67	1	337	40	87	10	»	»	»	»	»	»	424	50	[illegible]
	Saintes	13	2	118	19	37	»	»	»	»	»	»	»	155	19	[illegible]
Cher	Bourges	90	12	326	51	98	15	»	»	»	»	»	»	424	66	[illegible]
	Saint-Amand	17	5	266	38	9	2	»	»	»	»	»	»	275	40	[illegible]
	Sancerre	20	4	135	15	4	1	»	»	»	»	»	»	139	16	[illegible]
Corrèze	Tulle	32	8	136	32	127	3	»	»	»	»	»	»	263	35	[illegible]
	Brives	19	3	104	12	80	14	»	»	»	»	»	»	184	26	[illegible]
	Ussel	2	»	50	7	31	2	»	»	»	»	»	»	81	9	[illegible]
Corse	Ajaccio	27	1	438	45	107	1	»	»	»	1	»	»	545	47	[illegible]
	Bastia	62	14	445	43	104	7	1	»	8	2	»	»	558	52	[illegible]
	Calvi	14	1	241	28	4	»	»	»	»	»	»	»	245	28	[illegible]
	Corte	18	1	324	29	78	3	»	»	»	»	»	»	402	32	[illegible]
	Sartène	22	1	117	13	74	4	»	»	»	»	»	»	191	17	[illegible]

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

…s (20)	Par …ces. Hommes et jeunes garçons (21)	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Femmes et jeunes filles (22)	Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons (23)	Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Femmes et jeunes filles (24)	Transférés dans d'autres Prisons départementales, ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons (25)	Transférés dans d'autres Prisons départementales, ou dans les dépôts de forçats. Femmes et jeunes filles (26)	Transférés dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons (27)	Transférés dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles (28)	Transférés dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons (29)	Transférés dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles (30)	Évadés. Hommes et jeunes garçons (31)	Évadés. Femmes et jeunes filles (32)	Décédés dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons (33)	Décédés dans les Prisons. Femmes et jeunes filles (34)	Exécutés. Hommes (35)	Exécutés. Femmes (36)	Total. Hommes et jeunes garçons (37)	Total. Femmes et jeunes filles (38)	Population au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons (39)	Population au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles (40)	Journées de détention par prison. Hommes et jeunes garçons (41)	Journées de détention par prison. Femmes et jeunes filles (42)	TO[TAL] d[es] jour[nées] d[e] dét[en]ti[on] p[ar] dépa[rte]me[nt] (4[3])
»	59	9	22	5	337	8	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	628	69	44	6	18,052	3,171	
»	22	4	21	6	15	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	111	22	6	2	2,126	359	36…
»	40	5	1	»	23	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	139	11	1	»	2,557	91	
»	85	10	34	2	133	19	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	386	48	21	2	9,280	1,253	
»	49	5	25	7	31	5	3	1	3	»	»	»	»	»	»	»	260	51	56	8	19,528	3,279	
»	21	3	4	»	24	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	156	21	7	2	3,493	338	
»	9	4	5	»	60	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	142	21	12	3	2,965	736	44…
»	20	2	8	»	13	1	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	112	12	12	»	4,940	456	
1	17	8	14	3	29	5	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	233	47	35	12	7,588	1,078	
»	534	»	»	»	2,426	»	2	»	2	»	»	»	1	»	»	»	2,983	»	148	»	63,599	»	
»	277	»	981	»	668	»	34	»	1	»	»	»	28	»	»	»	4,970	»	376	»	172,876	»	
»	»	113	»	18	»	42	»	»	»	3	»	»	»	3	»	»	»	1,223	»	65	»	31,087	350…
»	381	24	230	13	316	16	3	2	1	2	»	»	4	»	»	»	1,318	74	135	9	61,255	2,448	
»	106	67	175	»	118	22	1	»	4	»	»	»	1	»	»	»	736	154	45	4	16,828	2,713	
1	100	33	196	49	81	21	»	»	»	»	»	»	3	1	»	»	897	278	108	39	44,024	14,843	
»	50	23	17	8	57	35	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	327	145	27	10	14,980	4,810	
»	15	5	16	3	34	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	196	82	14	3	5,189	1,786	
»	37	4	21	2	69	12	6	2	»	»	»	»	»	»	»	»	339	100	18	11	8,503	2,623	113
»	27	6	4	1	42	6	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	257	63	16	7	6,816	2,358	
»	12	3	17	8	37	12	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	179	77	17	4	6,037	1,885	
1	15	2	13	1	51	5	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	300	39	21	5	10,073	2,076	
»	11	1	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	72	5	6	2	2,188	230	20…
»	13	4	10	»	32	7	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	102	18	3	»	1,223	318	
»	11	1	9	1	23	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	161	24	15	2	3,899	782	
»	21	5	42	15	8	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	425	86	82	18	31,595	6,217	
»	21	3	1	»	30	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	91	14	6	»	1,952	186	
»	23	5	8	2	32	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	186	43	14	4	4,689	725	49…
»	14	3	3	»	23	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	74	16	4	1	1,723	187	
»	8	1	4	3	25	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	21	1	2	1,729	369	
»	37	2	27	2	1,098	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,282	21	22	1	10,239	1,154	
»	8	2	2	1	19	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	83	16	11	1	2,926	444	
»	12	»	6	1	317	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	419	52	4	1	4,045	693	
»	29	6	8	»	81	8	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	253	33	26	6	10,272	1.648	61,…
»	83	1	42	10	26	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	420	46	71	5	24,415	2,091	
»	30	3	4	»	74	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	164	20	4	1	3,176	437	
»	57	14	51	9	40	4	»	»	»	»	»	»	3	2	»	»	439	71	75	7	26,117	3,998	
»	29	5	7	2	28	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	275	44	17	1	5,425	1,010	40…
»	43	»	1	»	16	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	151	19	8	1	2,850	1,067	
1	32	4	18	3	35	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	267	39	28	4	12,569	2,974	
»	5	»	12	2	47	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	189	27	14	2	6,281	1,171	24,…
»	»	»	1	»	13	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	82	8	1	1	1,284	123	
»	19	3	47	»	37	»	2	2	»	»	2	»	»	»	»	»	535	46	37	2	8,601	1,815	
1	68	9	75	2	28	1	10	2	»	»	»	»	»	»	»	»	536	58	84	8	32,728	5,220	
»	3	2	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	245	27	14	2	5,655	815	71,…
»	4	»	»	»	104	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	397	30	23	3	7,895	756	
»	1	»	»	»	23	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	199	16	14	2	6,979	1,100	

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les prisons.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté.		VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention.		RÉINTÉGRÉS après évasion.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés.		TOTAL		Par expiration de la ci[…]
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Côte-d'Or	Dijon	88	22	527	193	522	89	»	»	»	»	»	»	1,079	292	511
	Beaune	12	1	146	17	90	9	»	»	»	»	»	»	236	26	136
	Châtillon-sur-Seine	9	»	112	9	15	1	»	»	»	»	»	»	127	10	54
	Semur	10	1	80	12	66	11	»	»	»	»	»	»	146	23	73
Côtes-du-Nord.	Saint-Brieuc	106	33	142	97	337	64	»	»	»	»	»	1	479	162	[illegible]
	Dinan	9	1	101	30	39	19	»	»	»	»	»	»	140	49	[illegible]
	Guingamp	12	2	121	50	52	11	»	»	»	»	»	»	173	61	112
	Lannion	10	6	189	73	63	3	»	»	»	»	»	»	252	76	213
	Loudéac	5	2	75	21	26	9	»	»	»	»	»	»	101	30	65
Creuse	Guéret	10	7	86	11	131	7	»	»	»	»	»	»	217	18	73
	Aubusson	4	1	91	27	26	6	»	»	»	»	»	»	117	33	61
	Bourganeuf	3	»	38	3	3	»	»	»	»	»	»	»	41	3	[illegible]
	Chambon	6	»	22	4	13	1	»	»	»	»	»	»	35	5	[illegible]
Dordogne	Périgueux	99	17	163	44	319	49	1	»	»	»	»	»	483	93	[illegible]
	Bergerac	11	1	121	28	43	16	»	»	»	»	»	»	164	44	[illegible]
	Nontron	10	1	50	8	43	3	»	»	»	»	»	»	93	11	44
	Ribérac	9	1	79	16	45	3	»	»	»	»	»	1	124	20	59
	Sarlat	21	5	124	34	61	10	»	»	»	»	»	»	185	44	79
Doubs	Besançon — Maison d'arrêt et de justice	25	2	286	41	254	23	»	»	»	»	»	»	540	67	[illegible]
	Besançon — de correction	127	22	150	56	314	39	»	»	»	»	»	»	464	95	379
	Baume-les-Dames	18	1	114	24	47	6	»	»	»	»	»	»	161	30	[illegible]
	Montbéliard	31	2	235	38	110	20	»	»	1	»	»	»	346	58	[illegible]
	Pontarlier	30	1	234	32	155	15	»	»	2	»	»	»	391	47	206
Drôme	Valence	92	18	682	122	233	31	»	»	»	»	»	»	915	153	[illegible]
	Die	7	3	174	21	1	»	»	»	»	»	»	»	175	21	[illegible]
	Montélimar	26	2	279	19	44	6	»	»	»	»	»	»	323	25	[illegible]
	Nyons	8	»	53	7	27	4	»	»	1	»	»	»	81	11	43
Eure	Évreux	124	31	299	73	344	53	»	»	»	»	»	»	643	126	[illegible]
	Bernay	28	9	148	26	92	16	»	»	7	7	»	»	247	51	144
	Les Andelys	9	6	143	31	88	19	»	»	»	2	»	»	233	50	[illegible]
	Louviers	24	6	280	54	80	14	»	»	2	1	»	»	361	70	[illegible]
	Pont-Audemer	18	5	181	60	89	15	»	»	1	2	»	»	271	77	174
Eure-et-Loir.	Chartres	116	19	505	96	358	42	»	»	»	»	»	»	863	138	[illegible]
	Châteaudun	21	3	152	22	80	9	»	»	»	»	»	»	232	31	[illegible]
	Dreux	24	1	138	27	78	11	»	»	»	»	»	»	216	38	[illegible]
	Nogent-le-Rotrou	4	2	125	28	47	4	»	»	»	»	»	»	172	32	103
Finistère.	Quimper — justice, arrêt	15	6	24	»	66	16	»	»	»	»	»	»	90	16	45
	Quimper — correction	38	15	539	108	96	24	»	»	1	»	»	»	635	133	566
	Brest	137	77	1,124	639	121	7	»	»	3	»	»	»	1,246	649	1,055
	Châteaulin	11	1	248	44	64	14	»	»	»	»	»	»	312	58	256
	Morlaix	38	13	399	84	68	16	»	»	8	»	»	»	475	100	383
	Quimperlé	7	3	132	32	114	22	»	»	»	»	»	»	246	54	121
Gard	Nîmes	90	11	537	114	799	44	»	»	1	»	»	»	1,337	158	630
	Alais	41	3	228	43	43	2	»	»	»	»	»	»	271	45	[illegible]
	Le Vigan	8	1	93	6	24	1	»	»	»	»	»	»	117	7	78
	Uzès	7	»	210	22	22	2	»	»	»	»	»	»	232	24	153
Garonne (Haute-.)	Toulouse	196	42	1,026	721	430	222	»	»	2	4	»	»	1,458	947	[illegible]
	Muret	14	1	68	22	62	5	»	»	»	»	»	»	130	27	[illegible]
	Saint-Gaudens	16	3	96	36	94	15	»	»	»	»	»	»	190	51	[illegible]
	Villefranche	12	»	169	14	12	»	»	»	»	»	»	»	181	14	[illegible]

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

Par ...âge. Femmes et jeunes filles.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales... Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons... Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	ÉVADÉS. Hommes et jeunes garçons.	ÉVADÉS. Femmes et jeunes filles.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Femmes et jeunes filles.	EXÉCUTÉS. Hommes.	EXÉCUTÉS. Femmes.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	POPULATION au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Hommes et jeunes garçons.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Femmes et jeunes filles.	TOTA[L] des journé[es] de détention par départ[e]ment
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	214	18	186	65	113	22	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	1,024	267	143	37	40,469	10,873	64,1..
»	57	4	9	3	27	7	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	230	26	18	1	6,121	742	
»	33	3	14	2	24	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	126	10	10	»	2,448	234	
»	35	3	10	2	28	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	152	24	4	»	2,781	519	
»	19	3	81	30	139	9	»	»	»	1	»	»	4	1	»	»	509	158	76	37	32,588	13,508	67,1..
»	16	6	10	3	27	9	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	140	45	9	5	3,003	1,140	
»	19	8	8	5	40	10	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	179	60	6	3	3,655	1,474	
»	6	2	11	7	13	3	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	244	72	18	10	5,792	3,203	
»	7	3	12	2	17	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	101	32	5	»	2,005	812	
»	26	1	7	3	106	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	214	19	13	6	4,264	1,372	8,6..
»	13	3	1	»	37	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	112	29	9	5	1,059	442	
»	5	»	1	»	10	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	3	3	»	775	38	
»	5	»	»	»	11	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	38	5	3	»	606	115	
»	30	3	106	24	95	6	»	»	2	»	2	»	3	1	»	»	513	95	69	15	30,413	4,362	56,9..
»	27	3	5	3	36	8	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	161	41	14	4	4,998	1,095	
1	7	»	4	»	29	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	85	9	18	3	3,507	667	
»	41	2	3	»	21	7	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	124	21	9	»	3,257	473	
»	32	14	8	2	70	14	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	190	48	16	1	5,769	2,441	
»	125	19	88	2	308	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	534	63	31	6	11,680	1,422	98,9..
1	»	»	49	7	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	445	96	146	21	46,221	7,174	
1	15	2	20	3	31	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	160	29	19	2	5,449	1,503	
»	31	7	5	»	72	4	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	346	56	31	4	11,825	1,575	
»	92	6	15	2	58	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	373	43	48	5	11,061	1,081	
»	223	58	102	25	162	7	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	894	153	113	18	35,040	6,914	55,3..
»	24	3	4	»	31	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162	22	20	2	4,185	438	
»	85	1	9	3	89	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	326	26	23	1	6,369	687	
»	23	3	6	1	9	5	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	83	11	6	»	1,385	332	
1	64	8	56	12	51	6	»	»	5	»	»	»	5	2	1	»	646	138	121	19	44,950	9,695	91,2..
»	58	4	24	5	22	8	8	7	1	»	»	»	»	»	»	»	257	55	18	5	9,675	1,565	
»	27	5	22	5	41	10	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	224	54	18	2	5,474	1,224	
»	16	»	13	5	78	10	1	2	2	1	»	»	1	»	»	»	358	73	27	3	7,859	1,731	
»	16	»	13	»	51	9	1	4	1	»	»	»	»	»	»	»	256	79	33	3	7,126	1,988	
»	109	12	41	9	151	2	»	»	»	»	»	»	4	1	»	»	871	136	108	21	41,261	8,819	66,9..
»	61	5	4	1	60	9	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	249	33	4	1	5,317	646	
»	47	8	7	3	33	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	223	34	17	5	6,641	1,062	
»	35	7	7	1	23	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	169	32	7	2	2,636	611	
»	8	6	41	12	14	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	21	27	1	3,484	955	113,70..
»	15	»	2	3	41	5	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	624	131	49	17	13,762	4,677	
»	30	8	120	9	53	6	3	8	»	»	»	»	3	3	»	»	1,264	664	119	62	43,862	22,505	
»	3	3	4	»	47	6	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	311	57	12	2	4,928	961	
»	29	8	13	8	57	8	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	429	109	24	4	10,677	3,539	
»	10	5	108	12	11	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	250	55	3	2	3,323	1,027	
1	176	19	125	22	401	8	1	2	4	»	»	»	3	1	2	»	1,345	154	82	15	32,545	4,086	63,6..
»	23	2	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	271	42	41	6	15,965	1,843	
»	27	»	2	1	13	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	120	8	5	»	2,544	278	
»	36	6	8	»	33	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	230	24	9	»	5,804	594	
»	89	31	159	33	262	43	1	1	4	1	»	»	10	»	1	»	1,447	941	207	48	70,368	13,982	101,5..
»	8	»	1	1	33	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	135	27	9	1	4,199	642	
»	51	17	4	»	43	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	188	51	18	3	5,241	1,182	
»	15	1	»	1	32	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	174	14	19	»	5,723	185	

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1874. Femmes et jeunes filles.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté. Hommes et jeunes garçons.	VENANT de l'état de liberté. Femmes et jeunes filles.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Hommes et jeunes garçons.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	Par expir… de la pei… Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gers	Auch	38	9	70	25	122	14	»	»	»	»	»	»	192	39	113
	Condom	11	2	87	19	54	16	»	»	»	»	»	»	141	35	[illegible]
	Lectoure	6	»	58	12	3	2	»	»	»	»	»	»	61	14	[illegible]
	Lombez	10	»	29	6	25	2	1	»	»	»	»	»	55	8	[illegible]
	Mirande	8	2	69	25	57	14	»	»	»	»	»	»	126	39	68
Gironde	Bordeaux, Fort du Hâ	311	92	1,839	472	551	70	»	»	»	»	»	»	2,390	542	1,650
	Bordeaux, La Bottière	38	»	»	»	81	»	»	»	»	»	»	»	81	»	110
	Bazas	8	1	88	11	35	3	»	»	»	»	»	»	123	14	73
	Blaye	16	2	89	11	71	1	»	»	3	»	»	»	163	12	[illegible]
	La Réole	14	2	78	15	55	1	»	»	»	»	»	»	133	16	85
	Lesparre	8	»	70	11	31	2	»	»	»	»	»	»	101	13	67
	Libourne	22	2	147	16	175	37	»	»	1	»	»	»	323	53	165
Hérault	Montpellier	236	32	837	265	1,178	89	»	»	1	»	»	»	2,016	351	843
	Béziers	117	5	669	101	491	38	»	»	»	2	»	»	1,160	141	714
	Lodève	65	4	137	21	230	9	»	»	»	»	»	»	367	30	227
	Saint-Pons	9	1	80	12	18	3	1	»	»	»	»	»	99	15	73
Ille-et-Vilaine	Rennes	159	42	602	353	385	78	»	»	»	»	»	»	1,047	431	515
	Fougères	25	4	95	18	54	8	»	»	1	»	»	»	150	26	122
	Montfort	7	5	64	17	42	1	»	»	»	2	»	»	106	20	77
	Redon	23	2	218	43	90	41	»	»	»	1	»	»	308	83	146
	Saint-Malo	33	11	457	135	14	2	»	»	»	»	»	»	471	137	301
	Vitré	25	6	162	34	22	7	»	»	»	»	»	»	184	41	117
Indre	Châteauroux	31	14	207	32	124	14	»	»	»	»	»	»	331	46	181
	Issoudun	6	1	133	20	36	10	»	»	»	»	»	»	169	30	76
	La Châtre	6	1	66	9	2	»	»	»	»	»	»	»	68	9	47
	Le Blanc	6	1	43	9	»	»	»	»	»	»	»	»	43	9	[illegible]
Indre-et-Loire	Tours	62	16	426	102	331	35	»	»	»	»	»	»	757	137	333
	Chinon	26	2	114	17	72	8	»	»	»	»	»	»	.186	25	133
	Loches	1	2	76	6	31	1	»	»	1	»	»	»	108	7	72
Isère	Grenoble	179	17	628	87	214	24	»	»	»	»	»	»	842	111	552
	Bourgoing	18	4	128	22	74	12	»	»	»	»	»	»	202	34	101
	Saint-Marcellin	15	3	178	16	40	5	»	»	»	»	»	»	218	21	92
	Vienne	36	2	335	53	106	12	»	»	»	»	»	»	441	65	194
Jura	Lons-le-Saulnier	69	11	247	21	174	22	»	»	»	»	»	»	421	43	219
	Dôle	16	2	174	36	74	12	»	»	»	»	»	»	218	48	113
	Arbois	25	6	243	43	23	1	»	»	1	»	»	»	267	44	202
	Saint-Claude	16	4	113	15	68	23	»	»	»	»	»	»	181	38	115
Landes	Mont-de-Marsan	39	8	194	45	54	9	»	»	»	»	»	»	248	51	186
	Dax	18	5	150	37	52	1	»	»	»	»	»	»	202	38	143
	Saint-Sever	13	1	73	22	67	13	1	»	»	»	»	»	141	35	77
Loir-et-Cher	Blois	69	15	338	48	204	20	»	»	»	3	»	»	542	71	301
	Romorantin	6	3	184	18	16	1	»	»	»	»	»	»	200	19	131
	Vendôme	19	1	138	33	57	8	»	»	»	»	»	»	195	41	96
Loire	Saint-Étienne	139	31	1,309	672	95	7	»	»	»	»	»	»	1,404	679	1,117
	Montbrison	21	4	147	19	136	9	»	»	»	»	»	»	283	28	161
	Roanne	17	6	234	70	75	14	»	»	2	»	»	»	311	84	186
Loire (Haute-)	Le Puy	50	10	201	51	122	14	»	»	»	»	»	»	323	65	[illegible]
	Brioude	8	2	44	6	67	10	»	»	»	»	»	»	111	16	52
	Yssengeaux	16	»	96	7	43	8	»	»	»	»	»	»	139	10	99

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons.	Par acquittement… Femmes et jeunes filles.	Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons.	Transférés dans des Maisons centrales… Femmes et jeunes filles.	Transférés dans d'autres Prisons départementales, ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons.	Transférés dans d'autres Prisons… Femmes et jeunes filles.	Transférés dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons.	Transférés dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles.	Transférés dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	Transférés dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	Évadés. Hommes et jeunes garçons.	Évadés. Femmes et jeunes filles.	Décédés dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons.	Décédés dans les Prisons. Femmes et jeunes filles.	Exécutés. Hommes.	Exécutés. Femmes.	Total. Hommes et jeunes garçons.	Total. Femmes et jeunes filles.	Population au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons.	Population au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles.	Journées de détention par prison. Hommes et jeunes garçons.	Journées de détention par prison. Femmes et jeunes filles.	Total des journées de détention par département.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
3	4	34	8	52	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	202	43	28	5	9,534	2,405	
16	6	2	»	36	6	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	143	36	9	1	3,921	519	
11	2	2	»	20	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	60	14	7	»	1,270	328	24,114
6	1	»	»	20	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	63	8	2	»	1,801	228	
25	6	2	1	32	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	121	33	13	8	3,102	1,006	
422	100	149	17	200	38	»	»	5	2	»	»	5	5	1	»	2,434	562	297	72	114,332	24,912	
»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	113	»	6	»	5,664	»	
31	1	1	»	19	3	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	125	15	6	»	2,826	376	
34	3	9	1	23	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	154	13	25	1	7,068	380	172,016
16	2	4	»	32	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	138	16	9	2	3,545	375	
11	3	7	1	21	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	13	3	»	3,098	154	
45	4	29	12	76	7	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	318	53	27	2	8,112	1,174	
616	85	265	7	242	4	13	1	2	»	»	»	2	»	»	»	1,984	363	268	23	80,521	9,584	
256	39	35	1	133	16	3	2	2	»	»	»	»	»	»	»	1,148	142	129	4	38,168	2,031	160,143
55	5	3	»	63	5	3	1	1	»	»	»	»	»	»	»	352	32	80	2	26,068	702	
11	»	»	»	21	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	106	16	2	»	2,882	187	
52	11	212	53	267	96	»	»	3	»	»	»	4	»	»	»	1,055	433	151	40	50,187	19,616	
9	1	9	3	22	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162	27	13	3	4,286	521	
10	1	2	1	16	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	105	23	8	2	2,643	492	106,005
24	4	83	43	58	10	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	313	79	18	8	6,746	978	
62	4	9	1	99	29	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	473	136	31	12	10,144	4,176	
22	»	15	2	45	11	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	201	45	8	2	5,080	1,136	
24	5	16	3	99	8	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	326	45	36	15	13,213	3,013	
19	3	13	2	58	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	167	29	8	2	2,453	473	21,875
9	1	4	1	11	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	71	10	3	»	1,273	105	
11	2	10	3	11	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	10	4	»	1,085	260	
82	7	171	23	110	10	20	8	»	»	»	»	»	»	»	»	739	141	80	12	28,189	3,828	
16	1	2	»	32	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	185	22	27	5	6,083	846	40,930
7	2	1	»	16	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	97	8	12	1	1,850	134	
132	15	91	19	77	5	2	1	7	»	»	»	»	»	»	»	865	109	156	19	65,895	6,530	
43	3	4	»	44	6	»	»	5	2	»	»	»	»	»	»	197	35	23	3	4,535	1,173	97,036
53	1	4	»	73	7	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	224	22	9	2	4,284	712	
122	20	28	6	98	10	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	443	61	34	6	11,918	1,989	
62	5	17	5	88	4	1	»	1	»	»	»	3	1	»	»	432	46	58	8	22,071	3,874	
16	2	8	2	43	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	250	49	14	1	5,986	851	47,298
13	3	8	1	55	13	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	278	46	14	4	5,738	1,521	
24	6	6	»	24	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	172	34	25	8	7,491	766	
19	3	20	4	16	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	246	51	41	11	15,973	4,016	
24	3	8	»	30	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	208	40	12	3	6,469	764	31,941
21	3	7	»	34	6	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	140	31	14	5	3,830	789	
75	5	26	11	41	2	»	4	6	1	»	»	»	»	»	»	539	77	72	9	24,985	5,454	
22	1	6	1	35	9	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	195	21	11	1	3,408	478	38,904
42	3	6	2	53	6	2	1	2	2	»	»	»	»	»	»	203	42	11	»	3,957	653	
97	9	56	5	141	10	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1,414	694	129	16	51,198	10,893	
35	5	46	»	36	3	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	279	30	25	2	8,362	694	79,003
48	21	17	7	46	7	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	303	86	25	4	6,199	1,657	
30	7	19	5	24	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	330	73	43	2	18,280	2,288	
»	»	33	5	26	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	111	15	8	3	2,110	277	26,198
24	1	1	»	25	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	150	10	5	»	3,134	109	

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté.		VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention.		RÉINTÉGRÉS après évasion.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés.		TOTAL		Pa… expi… de la pei…
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Loire-Inférieure	Nantes	213	47	1,240	369	398	38	»	»	»	»	»	»	1,638	407	1,09[illegible]
	Ancenis	6	»	137	16	8	»	»	»	1	»	»	»	146	16	66
	Châteaubriant	23	5	219	35	8	1	»	»	1	»	»	»	228	36	185
	Paimbœuf	12	»	77	13	28	6	»	»	»	»	»	»	105	19	84
	Saint-Nazaire	64	5	647	87	7	»	»	»	»	»	»	»	654	87	508
Loiret	Orléans	119	18	306	101	539	113	»	»	»	»	»	»	845	214	539
	Gien	13	2	189	21	5	2	»	»	»	»	»	»	194	23	134
	Montargis	13	3	147	31	52	6	»	»	»	»	»	»	199	37	96
	Pithiviers	11	»	99	21	40	3	»	»	»	»	»	»	139	24	88
Lot	Cahors	33	9	144	42	108	13	»	»	»	»	»	»	252	55	194
	Figeac	20	1	91	23	53	9	»	»	1	»	»	»	145	32	86
	Gourdon	5	»	47	10	54	»	»	»	»	»	»	»	101	10	58
Lot-et-Garonne	Agen	63	9	140	51	912	53	»	»	1	»	»	»	1,053	104	173
	Marmande	27	1	158	15	19	9	»	»	1	»	»	»	178	24	110
	Nérac	10	1	52	10	58	10	»	»	1	1	»	»	111	21	74
	Villeneuve-sur-Lot	8	2	103	9	38	1	»	»	»	»	»	»	141	10	89
Lozère	Mende	20	1	167	16	64	9	»	»	»	1	»	»	21	26	179
	Florac	4	»	48	4	25	2	»	»	»	»	»	»	73	6	51
	Marvejols	19	4	149	12	38	3	»	»	»	»	»	»	187	15	160
Maine-et-Loire	Angers	135	35	801	199	312	54	»	»	1	1	»	1	1,114	255	781
	Beaugé	13	2	151	25	6	3	»	»	»	1	»	»	157	29	91
	Cholet	14	3	165	22	2	»	»	»	»	»	»	»	167	22	119
	Saumur	14	5	280	74	156	5	»	»	»	»	»	»	436	79	160
	Segré	16	5	97	14	123	11	»	»	»	»	1	»	221	25	157
Manche	Saint-Lô	63	26	210	81	172	52	»	»	»	»	»	»	382	133	368
	Avranches	16	3	128	45	84	21	»	»	»	1	»	»	212	67	127
	Cherbourg	17	10	210	307	45	2	»	»	»	»	»	»	255	309	131
	Coutances	17	4	91	45	45	20	»	»	»	»	»	»	136	65	69
	Mortain	13	4	70	22	34	10	»	»	»	»	»	»	104	32	67
	Valognes	9	2	105	46	59	14	»	»	»	»	»	»	164	60	91
Marne	Châlons-sur-Marne	187	42	377	126	261	36	»	»	»	»	»	»	638	162	589
	Epernay	41	4	299	44	110	18	»	»	»	»	»	»	409	62	212
	Reims	82	31	945	364	36	3	»	»	»	»	»	»	981	367	545
	Sainte-Menehould	8	1	55	10	23	1	»	»	»	»	»	»	78	11	44
	Vitry-sur-Marne	13	4	116	32	46	6	»	»	»	»	»	»	162	38	83
Marne (Haute-)	Chaumont	33	14	109	20	196	92	»	»	»	»	»	»	305	112	198
	Langres	22	5	267	74	52	41	»	»	»	»	»	»	319	115	160
	Vassy	21	2	262	55	101	15	»	»	»	»	»	»	363	70	281
Mayenne	Laval	104	19	497	81	127	59	»	»	»	»	»	»	624	140	389
	Château-Gonthier	24	2	294	45	17	2	»	»	»	»	»	»	311	47	199
	Mayenne	31	4	200	64	49	6	»	»	»	»	»	»	249	70	157
Meurthe et Moselle	Nancy	232	48	1,496	603	250	40	»	»	1	1	»	»	1,747	644	1,159
	Lunéville	32	6	254	57	213	19	»	»	»	»	»	»	467	76	331
	Toul	22	5	280	29	63	5	»	»	1	»	»	»	344	34	153
	Briey	15	3	130	22	165	21	»	»	»	»	»	»	295	43	161
Meuse	Bar-le-Duc	68	18	249	117	97	21	»	»	»	»	»	»	346	138	248
	Saint-Mihiel	11	2	88	24	166	15	»	»	»	»	»	»	254	39	123
	Montmédy	17	3	116	28	52	5	»	»	»	»	»	»	168	33	80
	Verdun	16	5	377	70	21	6	»	»	»	»	»	»	398	76	251

SORTIS PENDANT L'ANNÉE 1875.

Par grâce. Femmes et jeunes filles. 20	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons. 21	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Femmes et jeunes filles. 22	Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons. 23	Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Femmes et jeunes filles. 24	Transférés dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons. 25	Transférés dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Femmes et jeunes filles. 26	Transférés dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons. 27	Transférés dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles. 28	Transférés dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons. 29	Transférés dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles. 30	Évadés. Hommes et jeunes garçons. 31	Évadés. Femmes et jeunes filles. 32	Décédés dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons. 33	Décédés dans les Prisons. Femmes et jeunes filles. 34	Exécutés. Hommes. 35	Exécutés. Femmes. 36	Total. Hommes et jeunes garçons. 37	Total. Femmes et jeunes filles. 38	Population au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons. 39	Population au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles. 40	Jou[rnées de] dé[tention]… Hommes et jeunes garçons. 41
3	120	30	193	26	144	5	»	»	8	1	»	»	6	1	»	»	1,601	413	250	41	78,6
»	37	7	2	»	35	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	141	16	11	»	3,8
»	27	1	12	3	53	6	4	»	»	»	»	»	»	1	»	»	222	38	29	3	7,2
»	1	»	3	2	21	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	109	19	8	»	2,7
»	71	12	22	10	70	11	»	»	1	2	»	»	1	»	»	»	673	83	45	9	17,1
»	106	19	77	13	109	22	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	854	217	110	15	35,0
»	19	1	3	3	30	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	183	23	24	2	4,5
»	41	5	4	2	54	10	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	196	40	16	»	4,8
»	18	3	4	1	36	3	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	146	23	4	1	3,1
1	22	4	10	3	29	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	255	52	30	12	12,4
»	18	4	2	»	43	9	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	151	31	11	2	3,6
»	17	»	7	»	20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	99	10	7	»	2,9
»	39	4	105	36	737	9	1	»	2	»	»	»	1	»	»	»	1,058	109	58	4	20,8
2	38	2	4	»	28	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	190	23	15	2	6,5
»	8	1	2	»	25	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	111	19	10	3	3,7
»	23	1	2	1	33	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	140	12	9	»	4,8
»	»	»	32	»	19	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	223	26	28	1	8,6
»	10	»	»	»	12	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	74	6	3	»	1,7
»	7	2	2	1	26	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	195	18	11	1	4,6
»	109	24	109	21	122	5	3	»	5	1	»	»	2	»	»	»	1,111	260	138	30	54,3
»	28	5	4	2	27	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	150	27	20	4	4,2
»	12	2	9	3	29	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	169	23	12	2	4,7
»	42	10	120	6	103	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	425	80	25	4	7,5
»	28	»	5	»	33	9	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	225	29	12	1	4,7
»	38	16	40	11	29	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	376	135	69	24	25,4
1	23	5	2	»	57	22	2	2	4	»	»	»	»	»	»	»	216	68	12	2	4,9
»	19	6	26	8	67	14	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	265	317	7	2	5,5
»	28	14	28	17	28	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	144	65	9	4	4,3
»	14	3	4	1	25	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	110	34	7	2	3,2
»	11	1	9	8	45	14	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	160	55	13	7	5,3
»	70	13	54	4	70	11	»	»	»	»	»	»	7	»	»	»	707	178	118	26	53,7
»	91	12	14	5	93	16	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	419	62	31	4	10,9
»	162	49	69	31	188	25	»	»	5	4	»	»	3	1	»	»	972	367	91	31	27,8
»	10	2	»	1	6	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	60	12	26	»	7,2
»	28	5	15	4	40	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	168	35	7	7	5,3
»	47	9	40	50	95	23	1	3	2	»	»	»	»	»	»	»	305	115	33	11	11,68
»	17	5	40	39	89	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	306	117	35	3	8,32
»	25	6	15	6	48	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	369	70	15	2	7,05
»	19	2	130	45	69	4	»	»	3	»	»	»	1	»	»	»	622	142	106	17	36,99
»	21	1	5	3	90	13	3	»	»	2	»	»	»	»	»	»	318	47	17	2	7,20
»	23	2	14	5	66	14	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	263	68	17	6	8,70
»	174	40	148	30	227	14	1	1	4	»	»	»	1	»	2	»	1,727	637	252	55	77,9
»	47	6	16	3	94	9	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	479	76	20	6	9,69
»	57	4	67	4	72	6	1	»	4	»	»	»	3	»	»	»	337	38	29	1	7,07
»	76	5	4	1	49	10	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	292	43	18	3	6,50
2	23	6	42	14	35	8	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	345	137	69	19	21,48
»	18	1	28	9	72	11	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	243	39	22	2	7,03
»	17	4	4	1	61	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162	31	23	5	5,35
»	28	12	12	3	103	15	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	398	77	16	4	8,85

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉS PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté.		VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention.		RÉINTÉGRÉS après évasion.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés.		TOTAL		Par expiration de la peine
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Morbihan	Vannes	73	26	333	96	106	50	»	»	»	»	»	»	529	146	398
	Lorient	47	15	352	163	174	23	»	»	»	»	»	»	526	186	349
	Ploërmel	9	4	61	16	45	10	»	»	»	»	»	»	106	26	65
	Pontivy	11	5	147	46	96	25	»	»	»	»	»	»	263	71	198
Nièvre	Nevers	64	18	198	50	267	45	»	»	»	»	»	»	465	95	283
	Château-Chinon	5	»	57	11	43	11	»	»	»	»	»	»	100	22	49
	Clamecy	11	1	119	10	29	2	»	»	»	1	»	»	148	13	106
	Cosne	9	1	111	12	119	10	»	»	»	»	»	»	230	22	143
Nord	Lille	300	85	1,677	342	1,181	214	1	»	»	3	»	»	2,859	559	1,651
	Avesnes	95	14	770	144	15	13	»	»	3	1	»	»	788	158	748
	Cambrai	66	27	772	144	31	1	»	»	»	»	»	»	803	145	679
	Douai	145	31	335	79	616	139	»	»	3	2	»	»	954	220	368
	Dunkerque	58	20	996	255	8	»	»	»	»	»	»	»	1,004	255	884
	Hazebrouck	40	8	99	77	34	13	»	»	»	»	»	»	133	90	103
	Valenciennes	62	14	647	200	163	31	»	»	»	»	»	»	810	231	565
	Quartier correctionnel de Loos	147	»	»	»	358	»	»	»	»	»	»	»	358	»	325
Oise	Beauvais	213	23	401	100	254	23	»	»	»	»	»	»	655	123	539
	Clermont	30	6	204	31	230	31	»	»	»	»	»	»	434	62	240
	Compiègne	31	7	311	56	149	15	»	»	»	»	»	»	460	81	307
	Senlis	27	3	261	50	84	17	»	»	»	»	»	»	345	67	258
Orne	Alençon	86	17	117	42	237	42	2	»	»	»	»	»	356	84	212
	Argentan	28	5	285	72	25	8	»	»	»	4	»	»	310	84	191
	Domfront	10	2	193	56	7	»	»	»	1	»	»	»	201	56	127
	Mortagne	14	3	153	38	111	11	»	»	»	»	»	»	264	49	151
Pas-de-Calais	Arras	203	61	560	104	303	86	»	»	»	»	»	»	863	190	713
	Béthune	34	7	646	140	212	19	»	»	»	1	»	»	858	160	660
	Boulogne	71	26	880	309	15	3	»	»	23	10	»	»	918	322	678
	Montreuil	14	9	252	75	21	3	»	»	»	1	»	»	273	79	208
	Saint-Omer	20	6	335	97	53	5	»	»	»	»	»	»	388	102	235
	Saint-Pol	9	6	240	42	27	2	»	»	»	»	»	»	267	44	19[illegible]
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	93	13	482	108	491	17	»	»	7	6	»	»	980	131	468
	Ambert	11	»	62	4	20	1	»	»	1	»	»	»	83	5	56
	Issoire	15	5	160	22	93	15	1	»	»	1	»	»	254	38	171
	Riom	46	3	151	13	208	20	»	»	»	»	»	»	359	33	179
	Thiers	25	»	92	11	59	7	»	»	»	»	»	»	151	18	109
Pyrénées (Basses-)	Pau	87	27	244	73	187	56	»	»	»	»	»	»	431	129	240
	Bayonne	50	10	723	119	12	1	»	»	»	1	»	»	735	121	398
	Saint-Palais	12	5	166	55	»	1	»	»	»	»	»	»	166	56	137
	Oloron	8	4	91	28	15	2	»	»	»	»	»	»	106	30	70
	Orthez	3	2	135	16	36	6	»	»	»	»	»	»	171	22	91
Pyrénées (Hautes-)	Tarbes	44	5	180	19	71	17	»	»	»	1	»	»	251	37	117
	Lourdes	7	»	122	46	11	9	»	»	»	»	»	»	133	55	94
	Bagnères	11	»	92	12	39	8	»	»	»	1	»	»	131	21	81
Pyrénées-Orientales	Perpignan	67	4	647	69	374	1	»	»	1	»	»	»	1,022	70	227
	Céret	15	»	93	13	304	8	»	»	»	»	»	»	397	21	106
	Prades	5	2	91	6	61	6	»	»	1	»	»	»	153	12	63
Rhin (Haut-). (Partie française.)	Belfort	51	11	334	76	311	66	»	»	2	5	»	»	647	147	335

SORTIS PENDANT L'ANNÉE 1875.																			Population au 31 décembre 1875.		Journées de détention par prison.		Total des journées de détention par département.
ar … ce.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif.		Transférés dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle.		Transférés dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats.		Transférés dans les hôpitaux.		Transférés dans les asiles d'aliénés.		Évadés.		Décédés dans les Prisons.		Exécutés.		Total						
Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes.	Femmes.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	30	3	90	18	26	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	541	153	58	19	24,771	10,621	
»	39	10	21	5	128	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	537	192	36	9	11,619	3,574	
»	15	2	4	4	22	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	30	9	»	2,539	858	61,786
»	8	3	11	3	21	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	238	75	16	1	6,299	1,505	
»	118	4	38	21	23	4	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	462	104	67	9	21,384	4,825	
»	17	3	»	3	34	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	100	22	5	»	2,083	615	
»	20	2	3	3	17	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	148	13	11	1	3,218	169	36,200
»	31	3	4	1	52	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	230	22	9	1	3,516	399	
3	417	64	162	30	651	112	»	4	»	»	1	»	11	1	»	»	2,896	555	263	89	114,000	29,407	
2	29	4	19	1	»	»	3	1	1	»	»	»	»	»	»	»	801	154	82	18	34,787	8,532	
»	23	»	17	»	71	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	790	158	79	14	27,774	7,726	
1	32	7	380	42	187	45	3	2	1	»	»	»	2	2	»	»	973	204	126	47	53,173	14,795	
1	64	14	7	3	37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	995	262	67	13	24,038	6,956	430,138
»	18	»	4	»	12	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	137	86	36	12	15,248	3,946	
»	78	3	53	8	112	12	2	»	»	»	»	»	4	»	»	»	797	234	75	11	26,309	5,171	
»	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	7	»	»	»	346	»	159	»	57,676	»	
»	38	3	64	14	47	1	»	»	2	»	»	»	9	»	»	»	720	120	148	26	62,730	9,148	
»	52	6	27	8	115	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	434	64	30	4	10,800	1,949	
»	13	2	26	10	116	10	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	463	80	28	8	11,494	1,442	106,778
»	12	1	11	1	61	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	355	66	17	4	8,070	1,145	
»	15	1	75	21	83	13	3	»	»	»	2	»	3	»	»	»	304	92	48	9	23,020	4,872	
»	44	18	20	8	60	9	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	315	84	23	5	6,415	2,006	
»	32	6	8	3	29	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	197	53	14	5	4,276	951	47,687
»	51	»	14	2	46	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	268	49	10	3	5,047	1,070	
3	31	4	59	22	77	5	1	»	»	»	»	»	6	1	»	»	889	215	177	36	63,145	18,630	
»	39	4	13	2	129	22	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	841	151	51	16	19,864	3,804	
»	34	3	37	10	146	32	26	11	»	»	»	»	»	»	»	»	921	334	68	14	24,892	6,697	
»	7	1	9	1	41	7	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	266	81	21	7	8,063	2,732	170,073
»	19	7	60	11	38	10	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	384	101	24	7	11,361	2,874	
»	16	1	8	1	45	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	260	47	16	3	6,653	1,298	
2	69	18	75	2	355	9	8	4	4	1	»	»	»	»	»	»	980	130	93	14	31,858	5,661	
1	17	1	2	»	7	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	85	5	9	»	2,436	77	
»	24	5	8	2	33	5	»	1	2	1	1	»	»	»	»	»	242	33	27	10	7,220	1,478	70,747
»	41	5	66	9	70	4	»	»	2	»	»	»	3	»	»	»	361	32	41	4	15,815	1,403	
»	26	1	7	»	19	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	162	18	14	»	4,106	693	
»	70	20	50	12	74	1	1	1	»	»	1	»	»	1	»	»	438	128	80	28	27,918	9,062	
»	260	10	22	4	57	20	1	2	»	»	»	»	1	»	»	»	741	118	41	13	16,647	4,013	
»	3	1	4	2	20	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	166	56	12	5	5,759	1,818	72,359
»	12	1	3	»	16	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	102	31	12	3	2,753	812	
»	16	4	10	»	44	9	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	162	24	12	»	3,077	500	
»	61	4	60	8	26	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	264	33	31	9	11,308	3,078	
1	23	2	1	1	8	7	»	»	2	1	»	»	1	»	»	»	128	48	12	7	4,238	937	24,186
»	12	3	2	»	24	4	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»	121	18	21	3	4,009	616	
»	672	18	36	2	56	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	903	58	96	16	23,089	2,874	
»	62	6	1	»	222	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	391	20	21	1	6,584	226	36,234
»	31	1	»	»	47	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	142	11	16	3	3,049	412	
»	240	41	8	5	55	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	612	138	56	20	21,186	4,600	25,786

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté.		VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention.		RÉINTÉGRÉS après évasion.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés.		TOTAL		Par expirat de la pei
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Rhône....	Lyon. Maison d'arrêt et de justice..........	201	»	2,750	»	734	»	»	»	»	»	1	»	3,485	»	[illegible]
	Lyon. — de correction....	168	89	262	128	548	1,347	»	»	»	»	1	1	811	1,476	748
	Villefranche	36	7	296	27	11	3	»	»	»	»	»	»	307	30	215
Saône (Haute-).	Vesoul Maison d'arrêt et de justice..........	10	1	40	7	94	14	»	»	»	»	»	»	134	21	27
	Vesoul — de correction....	40	5	172	42	148	18	»	»	»	»	»	»	320	60	208
	Gray..	14	2	153	22	74	10	»	»	1	»	»	»	228	33	121
	Lure	32	7	282	57	199	25	»	»	»	»	»	»	481	82	361
Saône-et-Loire.	Mâcon..................	18	»	180	23	130	13	»	»	»	»	»	»	310	36	213
	Autun	21	»	152	38	138	21	1	»	»	»	»	»	291	59	153
	Châlon-sur-Saône.........	100	16	266	99	297	59	»	»	»	4	»	»	563	162	324
	Charolles................	14	1	104	21	90	13	»	»	1	»	»	»	195	34	116
	Louhans.................	21	4	135	26	55	5	»	»	»	»	»	»	190	31	160
Sarthe....	Le Mans.................	112	27	758	142	293	57	»	»	»	»	»	»	1,051	199	800
	La Flèche................	12	4	255	32	11	2	»	»	»	»	»	»	266	34	148
	Mamers..................	8	»	120	18	61	11	»	»	»	»	»	»	181	29	107
	Saint-Calais.............	4	1	86	9	51	4	»	»	»	»	»	»	137	13	66
Savoie...	Chambéry,..................	15	10	264	45	353	27	»	»	»	»	»	»	617	72	361
	Albertville..............	13	1	124	17	»	»	»	»	»	»	»	»	124	17	76
	Moutiers.................	5	1	39	10	37	1	»	»	1	»	»	»	77	11	34
	St-Jean-de-Maurienne........	14	1	56	15	103	11	»	»	»	»	»	»	159	26	99
Savoie (Haute-).	Annecy	51	10	287	46	190	16	»	»	»	»	»	»	477	62	254
	Thonon..................	28	7	200	18	92	8	»	»	»	»	»	»	292	26	172
	St-Julien................	16	1	93	10	124	26	»	»	»	»	»	»	217	36	125
	Bonneville...............	16	1	126	20	102	18	»	»	»	1	»	»	228	39	153
Seine à Paris et à Saint-Denis.	Maison d'arrêt............	1,108	»	7,511	»	160	»	»	»	»	»	»	»	7,671	»	1,906
	Dépôt des condamnés.......	331	»	»	»	2,369	»	»	»	»	»	»	»	2,369	»	608
	Maison de justice...........	97	»	4,412	»	1,495	»	»	»	»	»	1	»	5,908	»	[illegible]
	St-Lazare (Arrêt et correction pour les femmes)........	4	1,208	»	427	26	11,409	»	»	»	»	»	»	26	12,836	»
	Maison de correction de Sainte-Pélagie.............	609	»	1,340	»	2,053	»	»	»	»	»	»	»	3,393	»	[illegible]
	Maison de correction de la Santé..................	1,013	»	6,275	»	1,077	»	»	»	»	»	»	»	7,352	»	4,507
	Maison d'arrêt et de correction des jeunes détenus...	147	1	246	»	1,148	1	»	»	»	»	»	»	1,394	1	[illegible]
	Maison de répression de St-Denis.................	521	222	40	9	1,020	500	»	»	»	»	»	»	1,060	518	65
	Dépôt près la Préfecture de police	186	73	25,632	20,343	3,490	1,952	»	»	12	2	7	1	29,141	22,298	[illegible]
Seine-Inférieure.	Rouen.. Maison de justice..	8	3	12	4	138	20	»	»	»	»	»	»	150	24	»
	Rouen.. — de correction...	400	141	1,926	669	582	125	»	»	»	»	»	»	2,508	794	[illegible]
	Dieppe	27	5	377	118	55	12	»	»	»	»	»	»	432	130	247
	Le Havre.................	209	37	2,357	512	134	23	»	»	»	»	»	»	2,491	535	1,901
	Neufchâtel...............	35	7	185	56	127	27	»	»	1	1	»	»	313	84	187
	Yvetot...................	26	2	249	81	134	14	»	»	»	»	»	»	383	95	203
Seine-et-Marne.	Melun....................	45	6	369	54	69	6	»	»	»	»	»	»	438	60	232
	Coulommiers...............	30	2	139	24	61	5	»	»	»	»	»	»	200	29	124
	Fontainebleau.............	66	10	154	25	200	14	»	»	»	»	»	»	354	39	236
	Meaux....................	55	12	304	48	127	12	»	»	»	»	1	»	432	60	310
	Provins..................	15	3	85	25	58	7	»	»	»	»	»	»	143	32	96

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

Femmes et jeunes filles.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons.	Par acquittement, etc. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales, etc. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons, etc. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	ÉVADÉS. Hommes et jeunes garçons.	ÉVADÉS. Femmes et jeunes filles.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Femmes et jeunes filles.	EXÉCUTÉS. Hommes.	EXÉCUTÉS. Femmes.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	POPULATION au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Hommes et jeunes garçons.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Femmes et jeunes filles.	TOTAL des journées de détention par département.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	666	»	307	»	1,104	»	2	»	27	»	1	»	10	»	»	»	3,493	»	193	»	80,437	»	186,583
»	1	72	2	16	62	50	»	»	2	12	»	»	2	»	»	»	819	1,486	190	79	61,411	33,561	
»	44	1	7	»	38	6	1	»	2	»	»	»	1	»	»	»	308	31	35	6	9,755	1,419	
»	33	8	19	6	53	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	132	20	12	2	3,575	529	
1	»	»	3	1	107	8	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	324	59	36	6	13,297	2,439	43,371
1	48	6	1	»	53	7	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	224	32	18	2	4,655	457	
»	64	9	13	3	36	5	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	477	81	36	8	16,060	2,359	
»	19	3	7	»	67	9	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	307	33	21	3	7,911	1,058	
»	50	7	10	3	72	18	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	287	56	25	3	7,992	1,117	
»	126	31	90	14	46	16	»	1	2	»	»	»	2	»	»	»	590	156	73	22	35,269	8,178	70,257
»	31	8	6	»	41	6	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	197	34	12	1	3,906	785	
»	11	7	9	5	24	7	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	205	35	6	»	3,529	512	
»	51	18	106	34	98	14	1	1	4	2	»	»	6	1	»	»	1,066	203	97	23	37,088	10,248	
»	35	3	16	1	68	9	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	263	36	15	2	5,116	731	61,575
»	14	2	4	»	57	9	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	183	29	6	»	3,887	540	
»	23	»	8	1	33	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	131	13	10	1	3,692	273	
»	59	4	140	12	151	6	»	»	3	1	»	»	3	1	»	»	619	68	83	14	30,730	5,164	
»	6	2	39	3	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	121	16	16	2	3,202	243	46,552
»	17	2	6	»	16	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	75	12	7	»	1,567	282	
»	29	2	6	»	25	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	160	22	13	5	4,234	1,130	
»	34	2	42	2	121	6	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	460	65	68	7	23,076	3,478	
»	57	5	11	»	51	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	291	23	29	10	6,615	3,291	50,330
»	16	2	9	2	64	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	215	35	18	2	5,290	1,422	
»	22	3	15	1	40	6	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	233	38	11	2	5,952	1,206	
»	2,663	»	94	»	2,833	»	»	»	47	»	»	»	6	»	»	»	7,690	»	1,089	»	395,469	»	
»	»	»	1,378	»	295	»	»	»	3	»	»	»	10	»	1	»	2,288	»	412	»	136,396	»	
»	120	»	»	»	1,399	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,923	»	82	»	37,024	»	
32	»	9,713	»	335	26	158	»	6	»	4	»	1	»	32	»	»	26	12,845	4	1,499	2,369	469,126	
»	24	»	105	»	121	»	2	»	5	»	»	»	7	»	»	»	3,616	»	386	»	190,007	»	2,404,688
»	22	»	482	»	2,365	»	5	»	14	»	»	»	65	»	»	»	7,505	»	860	»	367,837	»	
»	931	1	333	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,382	1	159	1	70,571	365	
»	616	209	»	»	180	67	»	»	»	»	»	»	210	87	»	»	1,071	449	510	291	188,924	98,128	
»	11,355	7,854	1,400	»	15,946	14,257	157	10	262	145	»	»	3	»	»	»	29,123	22,263	204	108	97,893	50,499	
»	14	10	73	11	59	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	146	26	12	1	6,974	962	
3	288	294	195	90	255	16	»	»	1	1	»	»	12	4	»	»	2,488	813	420	122	146,961	45,175	
»	97	5	29	6	70	26	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	443	128	16	7	8,934	3,165	
»	340	63	58	27	187	26	»	1	»	»	»	»	6	»	»	»	2,493	525	207	47	71,770	16,592	321,912
»	31	7	14	»	87	17	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	822	87	26	4	10,102	2,466	
»	28	3	6	2	150	17	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	389	90	20	7	6,806	2,005	
»	119	14	24	6	64	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	412	54	41	12	21,123	2,328	
»	40	3	8	1	25	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	201	24	29	7	9,150	1,318	
»	73	8	23	»	46	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	384	45	36	4	15,410	1,936	78,141
»	73	9	19	3	35	6	»	»	5	1	»	»	1	1	»	»	445	65	42	7	18,065	2,630	
1	22	3	6	»	16	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	142	30	16	5	5,160	1,021	

DÉPARTEMENTS	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1874. Femmes et jeunes filles.	ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté. Hommes et jeunes garçons.	VENANT de l'état de liberté. Femmes et jeunes filles.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Hommes et jeunes garçons.	VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après évasion. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital. Femmes et jeunes filles.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	Par expiration de la peine. Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Seine-et-Oise.	Versailles. Arrêt et justice..	41	4	448	53	631	43	»	»	»	»	»	»	1,079	96	13
	Versailles. Correction.......	227	65	508	119	941	116	»	»	»	4	»	»	1,449	239	1,344
	Corbeil..................	29	2	197	33	171	20	»	»	»	»	»	»	368	53	233
	Etampes..................	10	5	97	16	23	4	»	»	»	»	»	»	120	20	91
	Mantes..................	18	4	194	41	97	28	»	»	»	»	»	»	291	69	141
	Pontoise..................	57	9	443	78	324	46	»	»	2	1	»	»	769	125	463
	Rambouillet..............	15	1	153	20	72	9	»	»	»	»	»	»	225	29	116
Sèvres (Deux-).	Niort..................	37	4	115	15	169	13	»	»	»	»	»	»	284	28	107
	Bressuire..............	8	»	78	12	82	8	»	»	1	»	»	»	161	20	108
	Melle..................	9	1	92	15	4	»	»	»	»	»	»	»	96	15	54
	Parthenay..............	6	»	28	7	35	1	»	»	»	1	»	»	63	9	45
Somme...	Amiens.. Maison d'arrêt et de justice.....	60	13	659	140	363	89	»	»	»	»	»	»	1,022	229	336
	Amiens.. — de correction.	144	34	157	61	497	137	»	»	»	»	»	»	654	198	385
	Abbeville..............	19	6	373	80	120	16	»	»	»	»	»	»	493	96	350
	Doullens..............	18	3	133	27	26	3	»	»	»	»	»	»	159	30	103
	Montdidier..............	13	1	170	39	42	2	»	»	2	»	»	»	214	41	106
	Péronne..............	22	4	243	40	78	13	»	»	»	»	»	»	321	53	191
Tarn......	Albi..................	37	5	121	39	98	15	»	»	»	»	»	»	219	54	145
	Castres..............	13	6	130	34	56	6	»	»	»	»	»	»	186	40	136
	Gaillac..............	19	»	71	20	50	2	»	»	1	»	»	»	122	22	73
	Lavaur..............	7	»	66	13	15	2	»	»	»	»	»	»	81	15	40
Tarn-et-Garonne.	Montauban..............	98	12	230	39	153	24	1	»	1	»	»	»	385	63	276
	Castelsarrasin..........	5	5	106	31	50	5	»	»	»	»	»	»	156	36	90
	Moissac..............	13	2	113	19	44	7	»	»	»	»	»	»	157	26	63
Var.......	Draguignan..............	52	4	139	12	297	16	»	»	»	»	»	»	436	28	148
	Brignoles..............	24	»	148	6	76	7	»	»	»	»	»	»	224	13	102
	Toulon..............	89	5	767	213	258	4	»	»	2	1	»	»	1,027	218	581
Vaucluse	Avignon..............	123	14	594	81	446	24	»	»	»	1	»	»	1,040	106	416
	Apt..................	8	4	188	22	4	»	»	»	»	3	»	»	192	25	100
	Carpentras..............	19	»	85	17	56	7	»	»	»	»	»	»	141	24	58
	Orange..............	9	2	156	20	73	8	»	»	1	»	»	»	230	28	104
Vendée...	La Roche-sur-Yon..........	35	5	107	12	170	18	»	»	»	»	»	»	277	30	142
	Fontenay-le-Comte..........	27	4	121	18	116	12	»	»	5	2	»	»	242	32	144
	Les Sables-d'Olonne........	11	1	163	23	74	15	»	»	2	1	»	»	239	39	213
Vienne...	Poitiers..............	48	6	200	23	172	18	»	»	»	»	»	»	372	41	141
	Châtellerault..........	11	»	90	14	9	8	1	»	2	1	»	»	102	23	60
	Civray..............	2	1	51	7	40	9	»	»	»	»	»	»	91	16	73
	Loudun..............	7	1	43	8	21	4	»	»	»	»	»	»	64	12	44
	Montmorillon..........	14	2	47	8	32	6	»	»	1	»	»	»	80	14	55

SORTIES PENDANT L'ANNÉ 1875.

Par … tice. Femmes et jeunes filles.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	ÉVADÉS. Hommes et jeunes garçons.	ÉVADÉS. Femmes et jeunes filles.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Femmes et jeunes filles.	EXÉCUTÉS. Hommes.	EXÉCUTÉS. Femmes.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	POPULATION au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Hommes et jeunes garçons.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Femmes et jeunes filles.	TO… d… jour… d… dét… ti… p… dépa… me…
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	4…
»	266	20	104	13	684	62	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1,070	95	50	5	22,312	1,684	
1	»	2	6	11	126	10	4	6	1	»	»	»	8	1	»	»	1,494	255	182	49	76,076	18,902	
»	26	2	20	4	87	7	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	367	54	30	1	9,903	1,325	
»	14	»	3	1	12	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	120	22	10	3	4,210	1,305	173,
»	70	7	8	9	71	15	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	292	70	17	3	7,290	1,672	
»	154	21	10	1	126	29	4	1	»	1	1	»	»	»	»	»	759	119	67	15	21,727	3,014	
»	43	»	11	3	57	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	227	30	13	»	5,159	830	
1	34	1	13	4	124	4	»	»	2	1	»	»	1	»	»	»	280	26	41	6	12,774	1,239	
»	21	2	3	»	22	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	154	19	15	1	3,190	411	21,
»	23	»	1	»	16	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	96	14	9	2	1,896	557	
»	»	»	2	»	15	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	62	8	7	1	1,397	108	
»	189	89	136	22	357	68	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»	1,021	234	61	8	22,883	4,248	
1	»	»	37	1	4	1	1	»	»	»	»	»	3	2	»	»	633	188	165	44	49,200	14,400	
»	4	1	22	5	83	11	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	471	98	41	4	10,123	1,772	119,9
»	12	3	17	2	40	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	172	31	5	2	3,667	687	
»	13	4	14	1	77	9	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	213	38	14	4	4,713	931	
»	16	3	17	4	105	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	329	56	14	1	5,953	1,364	
»	26	2	20	3	19	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	»	213	54	43	5	11,986	2,723	
»	10	»	2	3	34	8	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	183	43	16	3	4,390	678	25,9
»	14	»	5	»	40	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	133	22	8	»	3,265	255	
»	11	4	2	1	23	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	86	14	2	1	2,450	167	
»	47	8	27	8	63	7	»	1	1	»	1	»	1	»	»	»	417	66	66	9	25,315	3,127	
»	26	1	»	»	32	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	149	39	12	2	3,247	670	37,5
»	34	3	2	»	54	7	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	155	24	15	4	4,471	715	
»	135	10	52	7	32	1	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	406	29	82	3	25,111	1,293	
»	70	4	5	3	48	2	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	228	13	20	»	6,146	337	59,88
»	170	19	116	1	149	10	5	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1,023	220	93	3	24,464	2,532	
»	137	12	57	9	389	41	»	1	1	»	»	»	3	»	»	»	1,004	110	159	10	60,911	4,265	
»	41	8	3	»	37	4	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	181	28	19	1	4,032	564	
»	24	8	35	4	34	4	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	151	23	9	1	4,453	532	79,9
»	53	7	14	»	54	11	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	226	27	13	3	4,532	631	
1	55	6	39	3	30	»	2	»	1	»	»	»	1	»	»	»	272	31	40	4	15,443	2,555	
»	55	7	9	1	40	6	3	2	2	»	»	»	»	»	»	»	253	35	16	1	6,205	976	30,46
»	4	1	1	2	22	4	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	241	38	9	2	4,609	678	
1	65	7	63	12	90	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	366	38	54	9	18,312	4,181	
»	14	»	10	»	21	6	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	109	20	4	4	3,272	418	
»	4	1	3	1	5	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	88	16	5	»	1,939	332	32,71
»	4	»	15	»	4	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	13	3	»	2,246	299	
»	13	3	2	»	18	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	89	16	5	»	1,494	222	

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1874.		ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE 1875. VENANT de l'état de liberté.		VENANT d'autres prisons et autres lieux de détention.		RÉINTÉGRÉS après évasion.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un hôpital.		RÉINTÉGRÉS après transfèrement dans un asile d'aliénés.		TOTAL		Pr[...] expir[...] d[...] la p[...]
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Vienne (Haute-).	Limoges	54	11	426	222	194	40	»	»	»	»	»	»	620	262	357
	Bellac	8	»	94	5	39	7	»	»	»	»	»	»	133	12	108
	Rochechouart	4	»	43	11	34	7	»	»	»	»	»	»	77	18	58
	Saint-Yrieix	12	1	31	3	16	3	»	»	»	»	»	»	47	6	44
Vosges	Épinal. Arrêt et justice	13	2	100	24	128	20	»	»	»	»	»	»	228	44	19
	Épinal. Correction	87	24	247	53	225	43	»	»	»	»	»	»	472	96	489
	Mirecourt	19	1	271	35	110	17	»	»	»	»	»	»	381	52	310
	Neufchâteau	14	2	166	30	12	»	»	»	»	»	»	»	178	30	118
	Remiremont	34	5	360	41	109	16	»	»	1	»	»	»	470	57	330
	Saint-Dié	87	13	554	177	8	2	»	»	1	1	»	»	563	180	481
Yonne	Auxerre	116	12	266	55	226	36	»	»	»	1	»	»	492	92	341
	Avallon	4	5	69	15	28	6	»	»	»	»	»	»	97	21	51
	Joigny	19	3	128	36	45	7	»	»	»	1	»	»	173	41	121
	Sens	16	»	182	24	15	1	»	»	1	2	»	»	198	27	92
	Tonnerre	6	1	100	8	10	3	»	»	»	»	»	»	110	11	56
	TOTAUX	19,646	4,450	141,945	43,467	65,290	22,806	13	»	178	127	12	5	207,438	66,405	102,337
ALGERIE.																
Alger	Alger	414	»	942	»	722	»	»	»	»	»	»	»	1,664	»	730
	Blidah	165	»	810	41	164	2	»	»	»	9	»	»	974	43	613
	Tizi Ouzou	58	»	384	17	»	»	»	»	»	»	»	»	384	17	175
	Cherchell	»	5	63	4	»	»	»	»	»	»	»	»	63	4	41
	Milianah	43	»	313	12	»	»	»	»	»	»	»	»	313	12	50
	Dra-el-Mizan		»	119	2	»	»	»	»	»	»	»	»	119	2	22
	Ténès	3	»	97	6	»	»	»	»	»	»	»	»	97	6	97
	Le Lazaret	»	36	»	80	»	10	»	»	»	»	»	»	»	90	1
Constantine.	Constantine	301	7	1,427	43	506	7	2	»	4	1	»	»	1,939	51	719
	Bone	149	4	1,452	30	56	»	5	»	19	1	»	»	1,532	31	613
	Bougie	39	»	166	23	15	1	1	»	5	1	»	»	187	25	136
	Philippeville	36	3	682	14	487	21	1	»	»	»	»	»	1,170	35	430
	Sétif	180	4	527	18	67	»	2	»	17	»	»	«	613	18	314
Oran	Oran	442	20	1,242	95	339	14	1	»	31	7	»	«	1,613	116	1,029
	Mostaganem	110	2	579	22	9	»	1	«	12	4	»	»	601	26	290
	Tlemcem	43	1	361	32	»	»	»	»	16	3	»	»	377	35	204
	Mascara	4	1	375	5	»	»	»	»	1	»	»	»	376	5	121
	Sidi-Bel-Abbès	7	2	609	16	»	»	»	»	2	2	»	»	611	18	308
	Nemours	»	»	63	2	»	»	»	»	»	»	»	»	63	2	1
	Tiaret	»	»	213	18	»	»	»	»	»	»	»	»	213	18	10
	TOTAUX pour l'Algérie.	1,964	85	10,424	480	2,365	55	13	»	107	19	»	»	12,909	554	3,733

SORTIES PENDANT L'ANNÉE 1875.

Par ... rice. Femmes et jeunes filles.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Hommes et jeunes garçons.	Par acquittement, ordonnance de non-lieu ou ordre administratif. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans des Maisons centrales ou dans des établissements d'éducation correctionnelle. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans d'autres Prisons départementales ou dans les dépôts de forçats. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les hôpitaux. Femmes et jeunes filles.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Hommes et jeunes garçons.	TRANSFÉRÉS dans les asiles d'aliénés. Femmes et jeunes filles.	ÉVADÉS. Hommes et jeunes garçons.	ÉVADÉS. Femmes et jeunes filles.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Hommes et jeunes garçons.	DÉCÉDÉS dans les Prisons. Femmes et jeunes filles.	EXÉCUTÉS. Hommes.	EXÉCUTÉS. Femmes.	TOTAL. Hommes et jeunes garçons.	TOTAL. Femmes et jeunes filles.	POPULATION au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons.	POPULATION au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Hommes et jeunes garçons.	JOURNÉES de DÉTENTION par prison. Femmes et jeunes filles.	TOTAL des journées de détention par département.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	144	25	96	12	29	2	1	»	3	»	»	»	1	»	»	»	631	265	43	8	20,521	4,327	
»	3	4	2	1	24	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	138	12	3	»	2,129	201	30,670
»	12	4	»	1	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	18	3	»	1,760	231	
»	»	»	1	»	7	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	52	7	7	»	1,297	204	
»	26	9	23	4	168	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	236	45	5	1	5,064	697	
1	4	2	28	5	6	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	470	102	89	18	26,301	6,715	
»	18	2	13	2	31	5	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	375	49	25	4	5,938	998	94,169
»	6	1	7	3	39	6	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	172	28	20	3	5,192	770	
»	18	1	19	4	49	12	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	468	60	36	2	13,527	1,544	
»	46	16	19	3	50	11	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	598	184	52	9	22,508	4,942	
1	78	13	40	14	48	»	1	1	3	»	»	»	1	1	»	»	516	89	92	15	34,828	6,135	
»	22	10	»	6	20	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	91	25	7	1	3,146	759	
»	17	4	4	»	40	7	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	183	44	9	3	4,391	816	58,721
»	40	4	6	1	60	12	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	201	25	13	2	4,794	732	
»	18	1	4	»	31	4	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	112	10	4	2	2,618	502	
93	35,464	20,373	15,402	2,430	52,880	17,504	511	196	579	213	24	1	597	163	10	»	208,566	66,541	48,518	4,484	6,912,285	1,708,552	8,620,837
»	244	»	563	»	179	»	»	»	»	»	3	»	11	»	»	»	1,761	»	317	»	131,213	»	
»	143	7	102	6	137	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	999	41	140	1	53,203	856	
»	98	5	35	»	97	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	402	19	40	5	14,361	896	
»	8	2	»	»	13	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	62	4	1	»	694	13	219,493
»	37	2	»	»	229	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	324	12	2	»	2,832	75	
»	14	»	»	»	74	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	110	2	9	»	1,543	22	
»	18	»	»	»	48	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	93	6	7	»	1,099	41	
»	»	27	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	87	»	39	»	12,645	
»	385	12	470	»	231	14	7	1	»	»	»	»	5	»	»	»	1,812	46	428	12	117,999	4,302	
»	758	19	127	1	15	1	20	1	»	»	17	»	2	»	»	»	1,553	33	128	2	50,713	1,095	
»	37	8	13	»	15	1	6	1	»	»	1	»	1	»	»	»	211	23	15	2	7,139	416	243,347
»	102	4	»	»	509	25	»	»	»	»	2	»	3	»	1	»	1,166	35	40	3	17,335	426	
»	281	7	41	»	49	2	15	»	»	»	2	»	»	»	»	»	710	18	83	4	42,844	1,078	
»	297	30	151	10	150	1	47	14	»	»	4	»	5	»	»	»	1,679	112	376	24	140,072	8,216	
»	244	14	»	»	127	5	14	2	»	»	1	»	1	»	»	»	608	26	103	2	35,684	838	
»	115	17	»	»	41	2	16	3	»	»	»	»	»	»	»	»	376	34	44	2	15,922	1,083	
»	111	2	»	»	129	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	362	6	18	»	4,549	36	216,297
»	165	5	»	»	207	9	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	575	17	43	3	7,278	360	
»	50	2	»	»	13	»	»	»	»	«	»	»	»	»	»	»	63	2	»	»	506	46	
»	140	16	»	»	62	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	213	18	»	»	1,660	43	
»	3,250	179	1,507	25	2,386	82	129	24	»	»	39	»	30	»	1	»	13,079	539	1,794	100	646,644	32,493	679,137

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE

Tableau N° II. — RÉPARTITION de l'effectif au 31 décembre 1875, sui

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉT… pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
AIN	Bourg	14	3	1	1	»	»	3	»	2	»	1	9	»	»	»	1
	Belley	6	»	1	»	»	»	1	»	3	1	»	»	»	»	1	»
	Gex	4	1	»	»	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»
	Nantua	8	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Trévoux	11	1	»	»	»	»	4	»	16	»	42	»	»	»	4	»
AISNE	Laon	11	1	»	»	»	»	13	1	19	8	80	22	1	1	3	»
	Château-Thierry	6	2	»	»	»	»	3	»	3	2	8	»	»	»	»	»
	Saint-Quentin	19	1	3	1	»	3	11	3	16	3	26	6	»	»	»	»
	Soissons	11	1	1	»	»	1	2	1	4	4	5	1	»	»	»	»
	Vervins	5	5	»	»	»	»	2	1	8	1	13	1	»	»	4	1
ALLIER	Moulins	12	1	1	»	»	»	»	»	7	»	47	9	1	1	»	»
	Cusset	9	1	»	»	»	»	2	»	3	»	2	»	»	»	1	»
	Montluçon	15	4	»	»	»	»	2	»	5	»	2	1	»	»	»	»
	Gannat	3	»	»	»	»	»	1	»	3	1	»	»	»	»	»	»
ALPES (BASSES-).	Digne	6	1	»	1	»	»	»	»	2	»	17	»	»	»	»	»
	Barcelonnette	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Castellane	2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Forcalquier	10	»	»	»	»	»	2	»	4	»	»	»	»	»	»	»
	Sisteron	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»
ALPES (HAUTES-).	Gap	»	»	1	»	»	»	3	»	3	»	4	»	»	»	»	»
	Briançon	2	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	1	»	»	»	»
	Embrun	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
ALPES-MARITIMES.	Nice { Maison d'arrêt et de justice.	36	7	3	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	2	1
	Nice { Maison de correction	»	»	»	»	»	»	6	5	17	1	30	4	»	»	»	»
	Grasse	6	3	»	»	»	1	5	»	16	2	8	2	»	»	1	»
ARDÈCHE	Privas	12	2	1	»	»	»	6	3	27	4	6	3	1	»	1	»
	Largentière	9	»	1	»	»	»	1	2	3	1	2	»	»	»	1	»
	Tournon	19	»	»	»	»	»	6	»	8	1	4	»	»	»	1	»
ARDENNES.	Mézières (Justice)	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Charleville (Arrêt et correction)	6	»	7	1	»	»	2	1	5	»	1	»	»	»	10	3
	Rethel	2	3	»	»	»	»	2	»	10	2	28	5	»	»	6	»
	Rocroi	8	5	1	»	»	»	3	»	5	»	1	»	1	»	9	2
	Sedan	5	2	3	»	1	»	1	1	4	»	1	»	»	»	2	»
	Vouziers	5	1	1	»	»	»	4	»	1	»		»	»	»	»	»
ARIÉGE	Foix	4	»	»	»	»	»	3	1	4	1	9	3	»	»	»	»
	Pamiers	2	»	2	»	»	»	1	1	5	1	»	»	»	»	»	»
	Saint-Girons	2	»	»	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»
AUBE	Troyes	17	3	4	4	»	»	4	»	11	»	49	15	»	»	»	»
	Arcis-sur-Aube	2	»	1	»	»	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»
	Bar-sur-Aube	9	»	1	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Bar-sur-Seine	2	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Nogent-sur-Seine	1	»	1	»	»	»	1	»	3	»	2	»	»	»	»	»

…E CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

…situation légale. — Population moyenne. Population maxima.

Femmes.	Passagers civils. Hommes.	Passagers civils. Femmes.	Passagers militaires ou marins.	Jeunes détenus — par voie de correction paternelle. Garçons.	Jeunes détenus — par voie de correction paternelle. Filles.	Jeunes détenus — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	Jeunes détenus — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	Jeunes détenus — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	Jeunes détenus — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	Jeunes détenus — jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	Jeunes détenus — jugés attendant leur transfèrement. Filles.	Total par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Total par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Total général des deux sexes par prison.	Total général des deux sexes par département.	Population moyenne par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Population moyenne par département et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par département et par sexe. Femmes et Filles.	Nombre maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons.	Nombre maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Femmes et jeunes Filles.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	14	35		25	14			46	19
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		12	1			16	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	8	148	7	1	133	19	16	3
»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»	14		9	1			24	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	1	78		80	2			102	6
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	129	33	162		152	38			183	52
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	4	24		22	5			31	9
»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	77	17	94	362	79	27	314	88	118	34
»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	24	10	34		24	7			40	13
»	1	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	39	9	48		37	11			52	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	68	12	80		73	8			93	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	1	19	137	16	2	134	18	25	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	5	30		30	6			45	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	8		15	2			26	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	2	27		33	3			50	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1		2	»			6	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4	51	3	1	53	6	8	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	»	16		9	1			18	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		6	1			9	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	12		15	1			28	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1	6	20	10	»	30	1	22	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2		5	»			11	1
»	»	»	3	»	»	»	»	3	»	»	»	61	8	69		56	6			77	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	53	10	63	176	72	7	154	15	93	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	8	44		26	2			41	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	54	12	66		59	11			78	18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	3	20	125	13	2	101	15	21	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	38	1	39		29	2			51	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1		2	1			10	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	5	36		28	4			39	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	48	11	59	165	49	12	130	29	61	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	7	35		25	6			34	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	3	20		20	4			32	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	1	14		6	2			13	5
»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22	5	27		19	7			37	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	2	12	45	11	2	36	11	14	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		6	2			14	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	85	22	107		93	21				
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1	6		7	1				
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	13	2	15	141	13	2	128	27	178	40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		9	2				
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		6	1				

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉT[ENUS] pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
AUDE	Carcassonne	5	2	»	»	»	»	5	1	2	»	30	2	»	1	1	»
	Castelnaudary	5	»	»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»
	Limoux	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Narbonne	7	1	1	»	»	»	3	»	7	1	»	»	»	»	3	»
AVEYRON	Rodez	8	1	1	»	»	»	5	»	7	1	32	5	»	»	»	»
	Espalion	1	2	1	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»
	Milhau	2	»	2	»	»	»	2	2	4	1	1	»	»	»	1	»
	Saint-Affrique	3	»	»	»	»	»	2	»	3	»	3	»	»	»	»	»
	Villefranche	13	»	2	»	»	»	12	8	7	4	»	»	»	»	»	»
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Marseille. Maison d'arrêt	140	»	»	»	»	»	»	»	3	»	5	»	»	»	»	»
	Marseille. Maison de correction	11	»	2	»	1	»	91	»	88	»	155	»	»	»	10	»
	Marseille. Maison de correction (Femmes)	»	26	»	»	»	5	»	7	»	18	»	5	»	»	»	4
	Aix	65	3	12	»	»	»	14	»	39	2	»	»	»	»	2	»
	Tarascon	17	1	2	»	»	»	8	2	6	1	3	»	»	»	2	»
CALVADOS	Caen	41	7	3	1	»	»	5	3	13	11	44	16	»	»	»	»
	Bayeux	4	4	4	1	»	»	1	»	9	3	6	»	»	»	»	»
	Falaise	»	»	1	1	»	»	3	1	5	1	5	»	»	»	»	»
	Lisieux	7	1	2	1	»	2	3	2	4	4	1	1	»	»	»	»
	Pont-l'Évêque	9	»	»	»	»	»	4	»	»	3	3	4	»	»	»	»
	Vire	4	1	1	»	»	»	4	»	3	3	5	»	»	»	»	»
CANTAL	Aurillac	4	»	»	»	»	»	1	»	3	»	12	4	1	»	»	1
	Mauriac	»	2	»	»	»	»	1	»	4	»	1	»	»	»	»	»
	Murat	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Flour	7	»	1	»	»	»	5	»	»	1	2	1	»	»	»	»
CHARENTE	Angoulême	17	4	»	»	»	»	4	1	15	2	46	11	»	»	»	»
	Barbezieux	1	»	2	»	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Cognac	1	2	1	»	»	»	3	»	2	1	2	1	»	»	»	»
	Confolens	1	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Ruffec	»	1	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»
CHARENTE-INFÉRIEURE	La Rochelle	2	»	»	»	»	»	1	»	14	1	3	»	»	»	»	»
	Jonzac	4	1	»	»	»	»	5	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Marennes	1	»	»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»
	Rochefort	10	3	»	»	»	»	3	1	10	2	3	»	»	»	»	»
	Saintes	14	»	»	»	»	»	4	1	43	1	10	2	»	1	»	»
	Saint-Jean-d'Angely	1	»	1	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
CHER	Bourges	9	1	4	»	»	»	3	»	11	1	47	5	»	»	»	»
	Saint-Amand	4	1	3	»	»	»	4	»	6	»	»	»	»	»	»	»
	Sancerre	3	»	»	»	»	»	4	»	»	1	1	»	»	»	»	»
CORRÈZE	Tulle	5	1	6	1	»	»	4	»	3	1	8	1	»	»	»	»
	Brives	4	»	2	»	»	»	1	»	7	2	»	»	»	»	»	»
	Ussel	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CORSE	Ajaccio	14	1	»	»	»	1	5	»	4	»	11	»	»	»	»	»
	Bastia	7	1	2	3	»	»	4	»	20	»	46	4	»	»	»	»
	Calvi	2	»	»	»	1	2	5	»	3	»	3	»	»	»	»	»
	Corte	7	1	»	»	»	»	7	1	6	1	3	»	»	»	»	»
	Sartène	2	»	»	»	1	»	1	»	4	1	6	1	»	»	»	»

par mesure adminis-trative.		PASSAGERS civils.		PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS								TOTAL par prison et par sexe.		TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par départe-ment.	POPULATION MOYENNE				NOM[BRE] maxi[mum] de déte[nus] [que] chaque [prison] ait ren[fermé] pendant
					par voie de correction pater-nelle.		prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		con-damnés à un emprison-nement de six mois et au-dessous.		jugés attendant leur transfère-ment.						par prison et par sexe.		par département et par sexe.		
[Hommes.]	Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.
[21]	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	44	6	50		49	9			74
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	8	82	6	1	87	13	12
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1		7	»			19
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	2	23		25	3			39
	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	1	56	8	64		54	9			72
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		10	1			16
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15	147	8	2	107	16	15
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	»	12		14	1			25
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	12	47		21	3			42
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	»	148		174	»			252
6	»	10	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	376	»	376		474	»			755
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	65	65	782	»	85	862	99	»
»	1	»	»	1	»	»	»	2	»	»	2	1	135	9	144		168	7			227
1	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	4	49		46	7			69
»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	108	39	147		121	41			154
»	1	»	»	»	»	»	3	»	»	1	»	»	27	10	37		41	13			60
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	3	17		14	5			20
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	18	11	29	274	23	7	235	77	37
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	7	23		19	6			38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	21		17	5			24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	5	26		28	6			38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	8		6	1			9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3	54	3	1	48	10	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		11	2			17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	18	100		84	17			111
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		5	1			15
»	»	»	»	»	»	»	1	»	4	»	»	»	14	4	18	132	13	2	112	22	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	4	1	5		5	1			10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	3		5	1			9
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	22	1	23		28	3			66
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		8	1			16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		11	2			28
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	6	32	153	28	5	151	18	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	71	5	76		67	6			82
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		9	1			17
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	75	7	82		70	11			95
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	1	18	109	14	2	92	16	19
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	1	9		8	3			20
1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	28	4	32		34	8			48
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16	50	17	3	55	11	26
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2		4	»			10
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	37	2	39		24	5			45
»	»	»	»	3	»	»	1	»	1	»	»	»	84	8	92		89	14			134
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16	189	15	2	169	26	45
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	3	26		22	2			40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16		19	3			13

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi. Hommes.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi. Femmes.	CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale. Hommes.	CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale. Femmes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police. Hommes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police. Femmes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous. Hommes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous. Femmes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un mois jusqu'à trois. Hommes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un mois jusqu'à trois. Femmes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus de trois mois jusqu'à un an. Hommes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus de trois mois jusqu'à un an. Femmes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine. Hommes.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine. Femmes.	DÉTE[NUS] pour dettes envers l'État. Hommes.	DÉTE[NUS] pour dettes envers l'État. Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
CÔTE-D'OR	Dijon	10	7	7	3	2	5	19	6	15	5	47	6	»	»	7	2
	Beaune	3	»	1	»	»	»	6	»	5	1	1	»	»	»	»	»
	Châtillon-sur-Seine	6	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»
	Semur	1	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»
CÔTES-DU-NORD.	Saint-Brieuc	6	6	25	»	»	»	3	»	12	7	26	24	»	»	»	»
	Dinan	2	1	»	»	»	»	5	1	1	3	1	»	»	»	»	»
	Guingamp	2	»	»	»	»	»	3	2	1	1	»	»	»	»	»	»
	Lannion	1	1	2	2	»	»	10	4	5	3	»	»	»	»	»	»
	Loudéac	»	»	1	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»
CREUSE	Guéret	6	1	»	»	»	»	»	»	2	1	5	4	»	»	»	»
	Aubusson	1	2	1	»	»	»	1	2	4	1	2	»	»	»	»	»
	Bourganeuf	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Chambon	1	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»
DORDOGNE	Périgueux	10	6	»	»	»	»	3	1	6	3	42	5	3	»	4	»
	Bergerac	4	»	1	»	»	»	4	2	3	»	2	1	»	»	»	1
	Nontron	8	2	1	»	»	»	3	»	5	1	1	»	»	»	»	»
	Ribérac	7	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Sarlat	5	»	4	»	»	»	3	»	»	1	»	»	»	»	4	»
DOUBS	Besançon. Maison d'arrêt et de justice	21	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1
	Besançon. Maison de correction	1	»	»	»	»	»	3	1	23	4	109	15	2	1	5	»
	Baume	3	»	»	»	»	»	9	»	5	2	2	»	»	»	»	»
	Montbéliard	9	4	»	»	»	»	3	»	3	»	1	»	»	»	15	»
	Pontarlier	5	»	1	»	»	»	9	1	12	3	3	1	»	»	17	»
DRÔME	Valence	24	4	3	1	»	»	13	3	26	5	39	4	»	»	7	1
	Die	11	2	»	»	»	»	4	»	5	»	»	»	»	»	»	»
	Montélimar	7	»	»	»	»	»	6	»	10	1	»	»	»	»	»	»
	Nyons	3	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
EURE	Evreux	17	4	»	»	»	»	2	»	5	2	94	13	1	»	1	»
	Bernay	7	1	2	1	1	»	3	1	4	2	»	»	»	»	»	»
	Les Andelys	8	1	2	»	»	»	1	1	7	»	»	»	»	»	»	»
	Louviers	11	2	2	»	»	»	5	»	6	1	3	»	»	»	»	»
	Pont-Audemer	16	1	2	»	1	»	2	»	8	»	3	2	»	»	»	»
EURE-ET-LOIR.	Chartres	24	6	6	1	»	»	»	»	19	2	50	11	1	1	1	»
	Châteaudun	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»
	Dreux	2	»	»	»	»	»	6	1	4	2	5	2	»	»	»	»
	Nogent-le-Rotrou	3	»	1	1	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»
FINISTÈRE	Quimper. Maison d'arrêt et de justice	23	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Quimper. Maison de correction	4	3	»	»	2	»	8	1	5	2	28	8	»	»	1	3
	Brest	16	6	1	»	1	13	5	3	19	4	73	36	»	»	»	»
	Châteaulin	2	1	1	»	»	»	2	1	6	»	»	»	»	»	»	»
	Morlaix	9	»	»	»	1	»	3	»	11	3	»	»	»	»	»	»
	Quimperlé	1	»	»	»	»	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»
GARD	Nîmes	16	4	1	»	»	»	5	»	13	»	37	9	1	1	8	1
	Alais	20	4	1	»	»	»	7	1	13	»	»	1	»	»	»	»
	Le Vigan	3	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»
	Uzès	2	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»

par mesure administrative. Femmes.	PASSAGERS civils. Hommes.	PASSAGERS civils. Femmes.	PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS — par voie de correction paternelle. Garçons.	JEUNES DÉTENUS — par voie de correction paternelle. Filles.	JEUNES DÉTENUS — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	JEUNES DÉTENUS — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	JEUNES DÉTENUS — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	JEUNES DÉTENUS — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	JEUNES DÉTENUS — jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	JEUNES DÉTENUS — jugés attendant leur transfèrement. Filles.	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	TOTAL par prison et par sexe. Femmes et Filles.	TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Femmes et Filles.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Femmes et Filles.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Femmes et jeunes Filles.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
1	15	2	»	1	»	13	»	»	»	6	»	143	37	180		111	30			158	41
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	18	1	19	213	17	2	143	34	24	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	10		7	1			13	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4		8	1			20	5
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	2	»	76	37	113		89	37			144	52
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	5	14		8	3			15	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	3	9	169	10	4	128	55	22	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	10	28		16	9			19	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		5	2			13	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	6	19		12	4			21	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	5	14	39	3	1	19	5	9	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		2	»			6	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		2	»			7	2
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	69	15	84		83	12			113	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		14	3			21	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	3	21	149	10	2	132	25	18	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		9	1			16	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	1	17		16	7			25	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	6	37		32	4			51	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	146	21	167	313	127	20	236	35	152	25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	19	2	21		15	4			29	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	4	35		32	4			52	12
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	48	5	53		30	3			52	5
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	113	18	131		96	19			124	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	2	22	183	11	1	128	23	20	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	1	24		17	2			33	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		4	1			9	5
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	121	19	140		123	27			143	36
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	5	23		27	4			40	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20	249	15	3	207	44	25	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	3	30		22	5			30	10
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	33	3	36		20	5			41	11
»	»	»	3	»	»	2	»	»	»	»	»	108	21	129		113	24			135	33
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5	165	15	2	153	31	32	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	5	22		18	3			24	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		7	2			11	6
»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	1	»	27	1	28		10	3			29	8
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	49	17	66		38	13			61	29
»	»	»	1	»	»	»	»	3	»	»	»	119	62	181	322	120	62	220	94	157	180
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14		14	3			17	12
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	24	4	28		29	10			44	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	2	5		9	3			24	8
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	82	15	97		89	11			120	17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	6	47	158	44	7	156	20	68	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		16	1			26	4
»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		7	1			12	2

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS												DÉ…		
				attendant leur transfèrement à leur destination légale.		à l'emprisonnement de simple police.		A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL								pour dettes envers l'État.	po… det… env… le… par… cali…	
								pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.				
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
GARONNE (HAUTE-).	Toulouse	25	9	5	2	»	»	14	8	19	6	112	16	»	»	»	»	6
	Muret	4	1	1	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Gaudens	8	1	»	»	»	»	4	1	6	1	»	»	»	»	»	»	»
	Villefranche	4	»	2	»	»	»	4	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»
GERS	Auch	6	2	»	»	»	»	3	1	2	1	16	1	»	»	»	»	»
	Condom	4	»	»	1	»	»	1	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»
	Lectoure	1	»	2	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Lombez	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Mirande	6	2	»	»	»	»	1	2	5	4	»	»	»	»	1	»	»
GIRONDE	Bordeaux (Fort du Hâ)	89	12	5	2	»	»	30	2	49	10	114	21	2	»	7	25	»
	Bordeaux (La Bottière)	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»
	Bazas	3	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Blaye	6	»	4	»	»	»	4	1	9	»	2	»	»	»	»	»	»
	La Réole	3	»	»	»	»	»	1	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»
	Lesparre	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Libourne	15	1	»	»	»	»	6	»	4	1	2	»	»	»	»	»	»
HÉRAULT	Montpellier	90	8	15	»	»	»	22	2	64	4	59	6	»	»	13	3	»
	Béziers	39	3	3	»	»	»	19	1	25	»	38	»	»	»	5	»	»
	Lodève	5	»	»	»	»	»	1	»	5	1	65	»	»	»	4	1	»
	Saint-Pons	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
ILLE-ET-VILAINE.	Rennes	23	3	7	3	»	»	4	1	13	4	100	29	»	»	»	»	»
	Fougères	4	1	»	»	»	»	5	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»
	Montfort	2	1	2	1	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Redon	4	1	»	»	»	»	5	6	7	1	1	»	»	»	»	»	»
	Saint-Malo	7	3	4	»	»	»	6	3	14	6	»	»	»	»	»	»	»
	Vitré	»	1	»	»	»	»	2	1	6	»	»	»	»	»	»	»	»
INDRE	Châteauroux	6	6	1	1	»	»	2	»	6	3	21	5	»	»	»	»	»
	Issoudun	2	2	1	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»
	La Châtre	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Le Blanc	1	»	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
INDRE-ET-LOIRE.	Tours	17	5	4	»	»	»	13	1	19	3	27	3	»	»	»	»	»
	Chinon	11	»	1	»	»	»	5	1	6	1	4	3	»	»	»	»	»
	Loches	10	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
ISÈRE	Grenoble	38	2	4	»	»	»	15	2	35	4	67	9	»	1	2	1	»
	Bourgoin	4	1	3	»	»	»	6	»	4	»	5	1	»	»	»	1	»
	Saint-Marcellin	4	»	»	»	»	»	2	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»
	Vienne	14	2	3	»	»	1	3	»	8	1	1	»	»	»	2	»	»
JURA	Lons-le-Saunier	11	1	4	»	»	»	1	»	11	»	25	7	2	»	4	»	»
	Dôle	6	1	»	»	»	»	4	»	3	»	»	»	»	»	1	»	»
	Arbois	4	1	»	1	»	»	4	1	4	1	1	»	»	»	1	»	»
	Saint-Claude	2	»	2	»	»	»	4	»	3	6	3	1	»	»	10	»	»
LANDES	Mont-de-Marsan	9	1	»	»	»	»	3	1	4	3	25	6	»	»	»	»	»
	Dax	1	»	2	»	»	»	5	2	3	1	1	»	»	»	»	»	»
	Saint-Sever	1	2	3	1	»	»	5	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»
LOIR-ET-CHER.	Blois	8	2	5	»	»	»	14	»	10	»	33	7	»	»	»	»	»
	Romorantin	3	1	4	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Vendôme	2	»	1	»	»	»	2	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»

par mesure adminis-trative		PASSAGERS civils.		PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle.		JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous.		JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement.		TOTAL par prison et par sexe.		TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe.		POPULATION MOYENNE par département et par sexe.		NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année.	
	Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.	Femmes et jeunes Filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	25	2	»	»	»	»	»	»	1	1	»	207	48	255		193	38			249	59
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10	305	12	2	234	44	20	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	3	21		14	3			19	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	19	»	19		15	1			22	2
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	5	33		26	6			41	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		11	1			16	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7	73	3	1	55	12	9	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2		5	1			10	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	8	21		10	3			14	8
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	297	72	369		313	68			379	98
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		15	»			21	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		9	1			15	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	1	26	450	19	1	396	75	37	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		10	1			21	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		8	1			11	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	2	29		22	3			37	7
»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	1	»	268	23	291		221	26			284	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	129	4	133	508	105	6	405	35	136	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	2	82		71	2			85	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2		8	1			12	3
»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	1	»	151	40	191		138	54			170	60
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	3	16		12	1			28	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10	296	7	1	217	73	13	6
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	18	8	26		18	3			31	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	12	43		28	11			43	23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10		14	3			27	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	15	51		36	9			50	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10	68	7	1	49	11	10	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		3	»			10	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4		3	1			9	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	12	92		77	10			93	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	5	32	137	17	2	99	13	31	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		5	1			13	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	156	19	175		181	18			204	24
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	23	3	26	252	12	3	238	28	23	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		12	2			23	6
»	1	»	»	»	»	»	2	1	»	»	1	»	34	6	40		33	5			47	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	8	66		60	8			75	14
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	1	15	132	16	2	113	16	25	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		16	4			34	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	25	8	33		21	2			30	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	11	52		44	11			72	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15	86	18	2	73	16	28	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	5	19		11	3			19	2
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	72	9	81		68	15			83	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12	104	9	1	88	18	18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	11		11	2			22	6

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		pour dettes envers l'État.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
LOIRE	Saint-Étienne	19	4	»	»	2	»	23	3	29	4	55	5	1	»	»
	Montbrison	1	»	15	1	»	»	4	»	4	1	»	»	1	»	»
	Roanne	2	»	6	1	»	»	10	2	6	»	1	»	»	1	»
LOIRE (HAUTE-).	Le Puy	8	»	5	1	»	»	1	»	6	»	20	1	1	»	2
	Brioude	2	3	2	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Yssengeaux	2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1
LOIRE-INFÉRIEURE	Nantes	32	2	1	1	»	»	25	4	42	7	120	26	2	1	1
	Ancenis	9	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
	Châteaubriant	6	1	»	»	»	»	7	»	7	1	8	1	»	»	»
	Paimbœuf	3	»	»	»	»	»	2	»	1	»	1	»	1	»	»
	Saint-Nazaire	6	1	»	»	1	1	13	3	21	3	»	1	»	»	4
LOIRET	Orléans	14	4	2	»	2	»	17	3	19	3	53	4	»	1	»
	Gien	8	1	3	1	1	»	6	»	5	»	»	»	»	»	»
	Montargis	6	»	»	»	»	»	3	»	7	»	»	»	»	»	»
	Pithiviers	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	2	»	»	»	»
LOT	Cahors	4	2	1	1	»	»	2	3	5	»	17	6	»	»	1
	Figeac	4	»	»	»	»	»	3	2	1	»	»	»	»	»	1
	Gourdon	4	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
LOT-ET-GARONNE	Agen	4	»	11	3	»	»	4	»	3	»	28	1	»	»	1
	Marmande	7	1	»	»	»	»	4	1	2	»	»	»	»	»	2
	Nérac	4	»	1	1	»	»	3	»	2	1	»	1	»	»	»
	Villeneuve	5	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2
LOZÈRE	Mende	10	»	»	»	»	»	2	»	4	»	12	1	»	»	»
	Florac	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
	Marvejols	2	»	»	»	»	»	2	»	4	1	3	»	»	»	»
MAINE-ET-LOIRE.	Angers	49	7	4	2	»	»	6	2	15	6	60	13	1	»	»
	Beaugé	4	2	»	»	»	»	7	»	6	2	1	»	»	»	1
	Cholet	2	»	»	»	»	»	4	»	5	2	1	»	»	»	»
	Saumur	10	2	5	»	»	»	6	1	3	1	»	»	»	»	1
	Segré	8	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
MANCHE	Saint-Lô	4	2	1	2	»	»	2	»	2	»	59	20	»	»	»
	Avranches	4	»	»	»	»	»	2	»	4	2	1	»	»	»	»
	Cherbourg	2	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
	Coutances	»	2	7	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»
	Mortain	3	2	»	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Valognes	10	3	»	»	»	»	»	2	3	2	»	»	»	»	»
MARNE	Châlons-sur-Marne	11	4	3	»	»	1	2	»	12	1	84	19	»	1	»
	Epernay	8	»	2	1	»	»	4	»	13	1	1	»	»	2	1
	Reims	29	7	20	11	»	4	9	2	23	5	1	»	1	1	4
	Sainte-Menehould	1	»	»	»	»	»	1	»	2	»	2	»	20	»	»
	Vitry-le-Français	2	6	1	»	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»	»
MARNE (HAUTE-).	Chaumont	12	»	1	»	»	»	3	»	2	2	15	8	»	»	»
	Langres	11	»	»	»	»	»	3	2	7	1	12	»	1	»	1
	Vassy	3	1	»	»	1	»	2	»	7	1	2	»	»	»	»
MAYENNE	Laval	19	3	1	»	»	»	4	2	10	3	68	9	1	»	3
	Château-Gonthier	1	»	»	»	»	»	7	1	4	»	5	1	»	»	»
	Mayenne	5	»	1	»	»	»	4	3	4	3	3	»	»	»	»

…re …is- …re. Femmes.	Passagers civils. Hommes.	Passagers civils. Femmes.	Passagers militaires ou marins.	Jeunes détenus — par voie de correction paternelle. Garçons.	Jeunes détenus — par voie de correction paternelle. Filles.	Jeunes détenus — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	Jeunes détenus — prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	Jeunes détenus — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	Jeunes détenus — condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	Jeunes détenus — jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	Jeunes détenus — jugés attendant leur transfèrement. Filles.	Total par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Total par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Total général des deux sexes par prison.	Total général des deux sexes par département.	Population moyenne par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Population moyenne par département et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par département et par sexe. Femmes et Filles.	Nom[bre] maxi[mum] de déte[nus] chaque … ait re… pendant … Hommes et jeunes Garçons.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	129	16	145		140	30			175
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	2	27	201	23	2	180	37	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		17	5			32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43	2	45		50	6			74
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	3	11	61	6	1	65	7	17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		9	»			20
»	»	»	25	»	»	1	»	1	»	»	»	250	41	291		215	45			265
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	11		11	1			18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	29	3	32	396	20	3	300	59	37
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		7	1			14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	9	54		47	9			75
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	110	15	125		104	22			131
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	24	2	26	172	12	2	137	27	26
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	»	16		13	2			22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		8	1			17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	12	42		34	8			44
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	11	2	13	62	10	1	52	9	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		8	»			16
»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	58	4	62		57	10			102
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17	101	18	3	98	19	33
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		10	2			17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		13	4			18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	1	29		24	2			40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3	44	5	»	42	4	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		13	2			24
»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	138	30	168		149	35			172
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	20	4	24		12	3			22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14	248	13	2	207	47	25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		20	5			30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		13	2			20
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	69	24	93		70	25			88
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	2	14		14	4			22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9	158	15	10	135	51	35
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	4	13		12	5			17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		9	3			12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	7	20		15	4			25
»	»	»	»	»	»	2	»	4	»	»	»	118	26	144		147	29			199
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	31	4	35		30	7			46
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	91	31	122	341	76	28	287	68	104
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	»	26		19	1			29
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	7	7	14		15	3			25
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	33	11	44		32	11			39
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	3	38	99	23	6	74	21	34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		19	4			32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	17	123		202	20			120
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	2	19	165	19	4	145	29	26
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	6	23		24	5			45

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		à l'emprisonnement de simple police.		À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTEN[US] pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
MEURTHE-ET-MOSELLE.	Nancy	31	11	5	1	1	3	12	5	25	11	134	16	9	2	23	6
	Lunéville	8	2	»	»	»	»	2	1	4	3	»	»	»	»	5	»
	Toul	13	»	7	»	»	»	1	»	7	»	»	»	»	»	1	1
	Briey	8	1	2	»	»	»	2	2	3	»	»	»	»	»	2	»
MEUSE	Bar-le-Duc	7	»	1	»	»	3	1	1	5	4	53	10	1	1	1	»
	Saint-Mihiel	12	»	2	1	»	»	2	1	5	»	»	»	»	»	1	»
	Montmédy	4	1	2	»	»	»	4	1	4	3	5	»	»	»	2	»
	Verdun	3	»	»	»	»	»	7	»	4	2	2	2	»	»	»	»
MORBIHAN.	Vannes	12	4	»	»	»	»	4	»	8	»	34	15	»	»	»	»
	Lorient	13	3	2	»	»	»	12	1	9	5	»	»	»	»	»	»
	Ploërmel	3	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»
	Pontivy	3	»	»	»	»	»	7	1	4	»	»	»	»	»	»	»
NIÈVRE	Nevers	34	3	2	»	»	»	5	2	10	2	15	2	»	»	»	»
	Cosne	1	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Clamecy	8	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Château-Chinon	5	1	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»
NORD	Lille	33	17	1	»	»	»	14	»	110	21	42	36	2	»	47	10
	Avesnes	2	2	»	»	»	»	34	»	19	4	25	11	»	»	1	»
	Cambrai	14	»	»	»	2	1	10	1	20	9	29	3	»	»	»	»
	Douai	23	5	1	2	»	»	5	8	17	»	50	28	»	»	22	1
	Dunkerque	1	»	»	»	9	4	17	»	8	4	20	5	»	»	10	»
	Hazebrouck	5	5	»	»	»	»	4	2	3	5	24	»	»	»	»	»
	Valenciennes	23	»	»	»	1	»	9	2	12	3	26	6	»	»	»	»
	Quartier correctionnel de Loos	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	»	»	»	»
OISE	Beauvais	7	1	3	»	»	»	4	1	12	3	122	21	»	»	»	»
	Clermont	13	»	2	»	»	»	5	3	8	1	»	»	»	»	»	»
	Compiègne	9	2	4	1	»	»	6	3	9	2	»	»	»	»	»	»
	Senlis	1	2	1	»	»	»	4	1	11	1	»	»	»	»	»	»
ORNE	Alençon	4	»	2	2	»	»	»	»	»	»	42	7	»	»	»	»
	Argentan	12	»	1	4	»	»	5	»	5	1	»	»	»	»	»	»
	Domfront	»	»	2	2	1	»	8	2	3	1	»	»	»	»	»	»
	Mortagne	4	2	1	»	»	»	2	»	3	»	»	1	»	»	»	»
PAS-DE-CALAIS.	Arras	7	»	1	»	»	»	4	1	19	2	143	33	1	»	»	»
	Béthune	15	3	1	»	2	1	17	6	11	4	3	1	»	»	»	»
	Boulogne-sur-Mer	14	3	»	»	»	1	7	2	35	7	5	1	»	»	2	»
	Montreuil	4	»	»	1	1	»	6	»	7	2	3	4	»	»	»	»
	Saint-Omer	4	1	1	»	»	»	4	1	8	2	5	2	»	»	1	1
	Saint-Pol	2	»	»	»	»	»	3	»	8	1	2	2	»	»	»	»
PUY-DE-DOME.	Clermont-Ferrand	7	1	5	»	1	1	6	»	13	6	28	5	15	»	1	»
	Ambert	»	»	»	»	»	»	3	»	4	»	2	»	»	»	»	»
	Issoire	9	6	»	»	1	»	6	2	5	1	5	1	»	»	»	»
	Riom	7	1	5	»	»	»	3	1	15	1	11	»	2	»	1	1
	Thiers	1	»	1	»	»	»	2	»	7	»	3	»	»	»	»	»
PYRÉNÉES (BASSES-).	Pau	12	1	»	»	»	»	6	»	7	1	54	26	»	»	»	»
	Bayonne	11	3	3	1	»	»	5	1	19	7	1	1	»	»	»	»
	Saint-Palais	1	»	»	»	»	»	4	»	7	4	»	1	»	»	»	»
	Oloron	3	»	2	»	»	»	6	»	1	2	»	»	»	»	»	1
	Orthez	3	»	2	»	»	»	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»

par mesure administrative. Femmes. 22	PASSAGERS civils. Hommes. 23	PASSAGERS civils. Femmes. 24	PASSAGERS militaires ou marins. 25	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons. 26	Filles. 27	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. 28	Filles. 29	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. 30	Filles. 31	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons. 32	Filles. 33	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 34	Femmes et Filles. 35	TOTAL général des deux sexes par prison. 36	TOTAL général des deux sexes par département. 37	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 38	F mmes et Filles. 39	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons. 40	Femmes et Filles. 41	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons. 42	Femmes et jeunes Filles. 43
»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	252	55	307		214	49			268	74
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	6	26	384	27	4	278	58	42	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	1	30		19	2			34	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	18	3	21		18	3			25	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	69	19	88		59	21			72	34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22	2	24	160	19	3	117	32	35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	23	5	28		15	4			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	4	20		24	4			32	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	19	77		68	29			104	40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	9	45	148	32	10	124	45	63	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	2			15	4
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	16	1	17		17	4			27	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	67	9	76		59	15			81	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5	103	5	2	83	19	13	2
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	11	1	12		9	1			20	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		10	1			24	3
»	»	»	»	3	»	1	1	7	4	»	»	263	89	352		312	81			367	95
»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»	»	82	18	100		95	23			123	33
»	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	79	14	93		76	21			102	32
»	»	»	»	»	»	»	1	7	2	1	»	126	47	173		146	41			177	62
»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	67	13	80	1,091	66	19	968	210	87	32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	12	48		43	11			64	20
»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	75	11	86		72	14			86	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	159		158	»			190	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	26	174		172	25			215	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	30	4	34	265	30	5	256	36	35	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	8	36		32	3			41	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	21		22	3			24	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	48	9	57		63	14			83	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	5	28	117	18	5	107	25	32	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	5	19		12	3			19	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		14	3			33	10
»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	177	36	213		173	51			208	61
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	51	16	67		55	11			75	17
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	1	»	68	14	82		68	18			78	31
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	7	28	440	22	7	367	99	38	11
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	24	7	31		31	8			41	17
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19		18	4			26	11
»	»	1	15	»	»	»	»	»	»	2	»	93	14	108		87	16			109	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	»			20	2
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	10	37	215	20	4	168	26	35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44	4	48		43	4			63	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»	14		11	2			26	8
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	80	28	106		76	25			92	34
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	44	13	57		46	11			63	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	5	17	209	16	5	154	44	23	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15		8	2			17	6
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	12		8	1			22	4

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		[illegible] pour dettes envers l'État.		[illegible]
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
PYRÉNÉES (HAUTES-).	Tarbes	9	1	»	»	»	»	»	»	6	»	14	8	»	»	»	»	»
	Lourdes	6	2	»	2	»	»	3	2	2	1	1	»	»	»	»	»	»
	Bagnères	6	1	1	»	»	»	4	1	5	»	4	1	»	»	1	»	»
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan	15	2	1	2	»	»	10	2	13	6	28	3	2	»	4	1	»
	Céret	5	»	3	»	»	»	5	»	4	»	»	»	»	»	4	1	»
	Prades	6	1	»	»	»	»	3	2	5	»	1	»	»	»	»	»	»
RHIN (H.-) (Partie françe.)	Belfort	12	5	»	1	1	»	5	1	13	4	15	4	»	»	7	5	»
RHÔNE	Lyon. Maison d'arr. et de just.	78	»	8	»	»	»	43	»	17	»	11	»	2	»	22	»	[illegible]
	Lyon. Maison de correction	»	13	»	1	»	»	»	10	95	19	72	15	23	»	»	10	»
	Villefranche	4	»	»	»	1	»	10	1	6	1	9	3	1	»	4	»	»
SAÔNE (HAUTE-).	Vesoul. Maison d'arr. et de just.	7	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	[illegible]
	Vesoul. Maison de correction	»	»	»	»	»	»	3	»	12	1	19	4	1	»	»	»	»
	Gray	6	»	»	»	»	»	6	»	5	»	»	»	»	»	»	2	»
	Lure	5	3	3	»	1	»	2	1	8	2	15	2	»	»	2	»	»
SAÔNE-ET-LOIRE.	Mâcon	5	1	»	»	»	»	8	»	2	1	5	1	1	»	»	»	»
	Autun	4	2	»	»	»	»	2	»	11	1	8	»	»	»	»	»	»
	Châlon-sur-Saône	7	1	5	2	»	»	8	1	11	3	41	15	1	»	»	»	»
	Charolles	3	»	1	»	»	»	»	»	7	»	»	1	»	»	»	»	»
	Louhans	1	»	1	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
SARTHE	Le Mans	15	4	»	»	»	2	12	3	22	7	37	7	1	»	»	»	»
	La Flèche	5	1	1	»	»	»	3	»	5	1	»	»	»	»	»	»	»
	Mamers	2	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Calais	3	1	1	»	»	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
SAVOIE	Chambéry	15	2	»	»	»	»	1	»	3	»	37	7	25	3	1	2	»
	Albertville	6	1	»	»	»	»	3	1	5	»	1	»	»	»	»	»	»
	Moutiers	1	»	»	»	»	»	»	»	4	»	1	»	»	»	»	»	»
	St-Jean-de-Maurienne	5	1	1	»	»	»	1	»	5	2	1	1	»	»	»	»	»
SAVOIE (HAUTE-).	Annecy	9	»	2	»	»	»	3	»	9	»	43	6	1	1	1	»	»
	Thonon	7	1	2	»	»	»	5	»	13	2	2	2	»	5	»	»	»
	Saint-Julien	8	»	1	1	»	»	2	»	2	1	»	»	»	»	4	»	»
	Bonneville	3	»	»	»	»	»	1	1	4	1	»	»	»	»	1	»	»
SEINE. (A Paris et à St-Denis.)	Maison d'arrêt	796	»	7	»	»	»	31	»	146	»	107	»	2	»	»	»	»
	Dépôt des condamnés	91	»	94	»	»	»	»	»	37	»	190	»	»	»	»	»	»
	Maison de justice	57	»	»	»	12	»	»	»	»	»	11	»	2	»	»	»	»
	Saint-Lazare (Maison d'arr. et de correct. pour les femmes)	»	169	»	31	»	»	»	75	»	166	4	201	»	1	»	»	»
	Maison de correction de Sainte-Pélagie	8	»	»	»	»	»	189	»	105	»	68	»	2	»	10	»	»
	Maison de correction de la Santé	13	»	25	»	»	»	254	»	288	»	237	»	16	»	5	»	»
	Maison d'arrêt et de correction des jeunes détenus	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Maison de répression de Saint-Denis	»	»	»	»	»	»	»	»	36	23	»	»	»	»	»	»	»
	Dépôt près la Préfecture de police	177	40	»	»	»	»	6	1	3	»	»	»	1	»	2	»	»

par …vre …i- …ive. Femmes. 22	PASSAGERS civils. Hommes. 23	PASSAGERS civils. Femmes. 24	PASSAGERS militaires ou marins. 25	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons. 26	Filles. 27	prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. 28	Filles. 29	condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. 30	Filles. 31	jugés attendant leur transfèrement. Garçons. 32	Filles. 33	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 34	Femmes et Filles. 35	TOTAL général des deux sexes par prison. 36	TOTAL général des deux sexes par département. 37	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 38	Femmes et Filles. 39	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons. 40	Femmes et Filles. 41	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons. 42	Femmes et jeunes Filles. 43
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	31	9	40	83	31	8	54	13	44	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	7	19		12	3			19	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	3	24		11	2			22	5
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	96	16	112	153	63	8	89	10	243	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	1	22		18	1			26	3
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19		8	1			18	2
»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	56	20	76	76	58	13	58	13	80	23
»	»	»	»	1	»	3	»	»	»	3	»	193	»	193	503	220	»	415	96	317	»
10	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	190	79	269		168	92			208	116
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	6	41		27	4			36	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14	120	10	1	103	15	17	4
»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	6	42		36	7			47	9
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20		13	1			25	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	8	44		44	6			62	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	3	24	166	22	3	162	31	36	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	3	28		22	3			34	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	73	22	95		97	22			117	26
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		11	2			21	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		10	1			21	4
»	1	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	97	23	120	154	102	28	136	32	137	36
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	15	2	17		14	2			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		10	1			17	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	1	11		10	1			19	4
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	83	14	97	140	84	14	109	19	108	20
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	16	2	18		9	1			20	2
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	7	»	7		4	1			12	3
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	5	18		12	3			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	7	75	147	63	10	111	26	90	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	10	39		18	9			28	13
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20		14	4			25	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	11	2	13		16	3			30	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,089	»	1,089	5,305	1,084	»	4,073	1,693	1,174	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	412	»	412		374	»			453	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	»	82		101	»			162	»
354	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1,199	1,203		6	1,285			10	1,445
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	386	»	386		521	»			650	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	860	»	860		1,008	»			1,099	»
1	»	»	»	22	»	47	»	7	»	70	»	159	1	160		193	1			252	1
288	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	510	291	801		518	269			517	309
87	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	204	108	312		268	138			387	513

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		à l'emprisonnement de simple police.		à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		pour dettes envers l'État.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
SEINE-INFÉRIEURE.	Rouen, Maison de justice...	12	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Rouen, Maison d'arr. et de corr.	61	6	10	»	1	»	18	5	50	26	245	67	12	13	»
	Dieppe	7	2	5	1	»	2	1	»	3	2	»	»	»	»	»
	Le Havre	49	8	»	»	6	2	16	7	69	12	57	17	»	»	9
	Neufchâtel	11	2	1	»	»	»	6	1	5	1	»	»	»	»	»
	Yvetot	6	3	»	1	»	»	5	1	5	»	2	2	»	»	»
SEINE-ET-MARNE.	Melun	15	6	1	»	»	»	1	1	7	1	11	4	1	»	1
	Coulommiers	8	4	»	»	»	»	2	»	5	»	13	3	»	»	1
	Fontainebleau	12	»	»	2	»	»	12	»	8	1	4	1	»	»	»
	Meaux	12	1	»	»	»	»	4	»	7	2	19	4	»	»	»
	Provins	5	»	2	»	»	»	2	«	2	2	5	3	»	»	»
SEINE-ET-OISE.	Versailles, Maison d'arr. et de just.	43	5	2	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	1
	Versailles, Maison de correction	1	9	»	»	2	»	9	6	55	8	115	26	»	»	»
	Corbeil	19	»	»	»	»	»	5	1	4	»	2	»	»	»	»
	Etampes	1	2	1	»	»	»	3	»	3	»	2	1	»	»	»
	Mantes	11	2	»	»	»	»	»	»	2	»	3	1	»	»	»
	Pontoise	21	2	7	4	»	»	8	2	22	4	4	3	»	»	1
	Rambouillet	7	»	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
SÈVRES (DEUX-).	Niort	10	3	»	»	1	»	4	1	8	»	17	2	1	»	»
	Bressuire	1	»	1	1	»	»	5	»	6	»	»	»	»	»	»
	Melle	3	1	4	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
	Parthenay	»	»	5	»	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»
SOMME...	Amiens, Maison d'arr. et de just.	28	5	9	»	3	»	3	»	2	»	6	1	»	»	3
	Amiens, Maison de correction	1	»	»	»	»	»	13	4	54	15	95	24	»	»	»
	Abbeville	3	1	14	2	»	»	17	1	6	»	»	»	»	»	1
	Doullens	1	»	»	»	»	»	2	1	1	»	1	»	»	»	»
	Montdidier	5	2	»	»	»	»	4	2	4	»	1	»	»	»	»
	Péronne	4	1	1	»	1	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»
TARN...	Albi	8	»	3	»	»	»	1	»	11	1	17	4	»	»	»
	Castres	7	»	1	»	»	»	3	1	5	2	»	»	»	»	»
	Gaillac	3	»	»	»	»	»	3	»	2	»	»	»	»	»	»
	Lavaur	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
TARN-ET-GARONNE.	Montauban	7	1	10	2	»	»	3	2	8	2	38	2	»	»	»
	Castelsarrasin	5	1	2	1	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»
	Moissac	5	»	3	2	»	»	3	1	2	»	2	1	»	»	»
VAR......	Draguignan	16	»	»	»	»	»	3	»	14	1	47	2	»	»	»
	Brignoles	10	»	1	»	»	»	2	»	5	»	1	»	»	»	»
	Toulon	34	1	12	»	»	»	21	1	17	1	3	»	»	»	1
VAUCLUSE.	Avignon	18	1	103	»	»	»	8	2	18	4	9	3	1	»	2
	Apt	13	»	»	»	»	»	3	»	1	1	»	»	»	»	1
	Carpentras	6	»	1	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»
	Orange	9	2	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	2
VENDÉE..	La Roche-sur-Yon	6	1	»	»	»	»	1	»	7	»	25	3	»	»	»
	Fontenay-le-Comte	3	»	»	»	»	»	5	»	5	1	1	»	»	»	»
	Les Sables-d'Olonne	1	1	»	»	»	»	3	»	3	1	2	»	»	»	»

par mesure adminis-trative.	PASSA-GERS civils.		PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS par voie de correc-tion pater-nelle.		prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		con-damnés à un emprison-nement de six mois et au-dessous.		jugés attendant leur transfère-ment.		TOTAL par prison et par sexe.		TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par départe-ment.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe.		par departement et par sexe.		NOMBRE maximum de detenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année.	
Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.	Femmes et jeunes Filles.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		19	3			53	5
4	»	»	11	»	»	12	1	»	»	»	»	420	122	542		403	124			482	129
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	7	23	889	24	9	690	193	44	17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	207	47	254		197	45			233	68
»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	26	4	30		28	7			41	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	20	7	27		19	5			34	11
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	41	12	53		58	6			72	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	7	36		25	3			35	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	4	40	199	42	5	188	21	70	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42	7	49		49	7			62	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	5	21		14	3			23	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	50	5	55		61	5			88	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	182	49	231		208	52			251	67
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	1	31	445	27	4	402	80	48	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		12	5			25	7
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	17	3	20		20	4			37	6
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	67	15	82		60	8			78	18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	»	13		14	2			25	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	6	47		35	3			53	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	1	16	82	8	1	52	5	20	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	9	2	11		5	1			10	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	8		4	»			8	3
»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	61	8	69		63	12			82	25
»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	165	44	209		135	39			170	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	4	45	363	28	5	265	65	44	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	2	7		10	2			20	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		13	3			30	5
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	14	1	15		16	4			32	11
»	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	43	5	48		33	7			49	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19	78	12	2	61	10	21	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		9	1			19	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	1	3		7	»			12	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	66	9	75		69	8			96	12
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	2	14	108	9	2	90	12	17	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	4	19		12	2			22	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	3	85		69	4			90	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	»	20	201	17	1	153	12	30	3
»	»	»	»	»	»	3	»	1	»	»	»	93	3	96		67	7			127	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	10	169		167	12			263	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	19	1	20	215	11	2	202	18	20	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		12	2			31	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	3	16		12	2			16	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	40	4	44		42	7			59	12
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	16	1	17	72	17	3	72	12	33	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		13	2			22	5

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTE[NUS] pour dettes envers l'État.		pour dettes envers les parti[culiers]
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
VIENNE...	Poitiers	16	2	2	»	»	»	1	»	5	1	26	5	1	1	»	»	»
	Châtellerault	»	»	»	1	»	»	»	2	4	1	»	»	»	»	»	»	»
	Civray	1	»	»	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Loudun	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Montmorillon	2	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
VIENNE (HAUTE-).	Limoges	11	4	»	»	»	»	6	»	10	1	14	3	2	»	»	»	»
	Bellac	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Rochechouart	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Yrieix	6	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
VOSGES...	Épinal { Maison d'arr.	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
	Épinal { Maison de correction	»	»	»	»	»	1	5	3	10	1	68	11	2	»	4	2	»
	Mirecourt	6	»	»	»	2	»	5	»	4	4	»	»	»	»	8	»	»
	Neufchâteau	3	1	2	»	1	»	1	2	2	»	»	»	»	»	11	»	»
	Remiremont	7	»	1	»	»	»	5	1	18	1	»	»	»	»	5	»	»
	Saint-Dié	13	»	»	1	»	»	3	2	9	2	»	»	»	»	25	3	»
YONNE...	Auxerre	11	1	7	1	»	»	2	»	10	4	61	9	1	»	»	»	»
	Avallon	5	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Joigny	3	2	»	»	1	»	1	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»
	Sens	9	2	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Tonnerre	1	1	2	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	TOTAUX	4,400	756	798	143	71	61	2,086	373	3,525	757	5,803	1,242	180	43	490	102	14

par mesure adminis-trative. (Hommes)	par mesure adminis-trative. Femmes.	PASSAGERS civils. Hommes.	PASSAGERS civils. Femmes.	PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Filles.	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Filles.	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	TOTAL par prison et par sexe. Femmes et Filles.	TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Femmes et Filles.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Femmes et Filles.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Femmes et jeunes Filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	1	»	54	9	63		50	11			65	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	4	8		9	1			23	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5	84	5	1	74	15	5	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	8		6	1			11	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		4	1			10	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43	8	51		56	12			78	26
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	»	3	64	6	1	71	15	13	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	»	3		5	1			11	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		4	1			12	3
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1	6		14	2			25	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	89	18	107		72	18			95	25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29	264	16	3	215	43	32	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	3	23		14	2			29	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	2	38		37	4			56	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	52	9	61		62	14			112	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	92	15	107		95	17			109	27
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	8		9	2			14	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	3	12	148	12	2	136	25	23	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	2	15		13	2			23	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	2	6		7	2			12	3
[illegible]	912	84	8	125	37	1	128	9	60	14	127	7	18,518	4,434	22,952	22,952	18,938	4,681	18,938	4,681	25,928	6,812
													22,952						23,619		32,840	

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un mois jusqu'à trois.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus de trois mois jusqu'à un an.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTEN[US] pour dettes envers l'État.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
LOIRE....	Saint-Étienne........	19	4	»	»	2	»	23	3	29	4	55	5	1	»	»
	Montbrison.........	1	»	15	1	»	»	4	»	4	1	»	»	1	»	»
	Roanne............	2	»	6	1	»	»	10	2	6	»	1	»	»	1	»
LOIRE (HAUTE-).	Le Puy............	8	»	5	1	»	»	1	»	6	»	20	1	1	»	2
	Brioude............	2	3	2	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Yssengeaux.........	2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1
LOIRE-INFÉRIEURE	Nantes.............	32	2	1	1	»	»	25	4	42	7	120	26	2	1	1
	Ancenis............	9	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
	Châteaubriant.......	6	1	»	»	»	»	7	»	7	1	8	1	»	»	»
	Paimbœuf...........	3	»	»	»	»	»	2	»	1	»	1	»	1	»	»
	Saint-Nazaire.......	6	1	»	»	1	1	13	3	21	3	»	1	»	»	4
LOIRET...	Orléans............	14	4	2	»	2	»	17	3	19	3	53	4	»	1	»
	Gien...............	8	1	3	1	1	»	6	»	5	»	»	»	»	»	»
	Montargis..........	6	»	»	»	»	»	3	»	7	»	»	»	»	»	»
	Pithiviers..........	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	2	»	»	»	»
LOT......	Cahors.............	4	2	1	1	»	»	2	3	5	»	17	6	»	»	1
	Figeac.............	4	»	»	»	»	»	3	2	1	»	»	»	»	»	1
	Gourdon............	4	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
LOT-ET-GARONNE	Agen...............	4	»	11	3	»	»	4	»	3	»	28	1	»	»	1
	Marmande...........	7	1	»	»	»	»	4	1	2	»	»	»	»	»	2
	Nérac..............	4	»	1	1	»	»	3	»	2	1	»	1	»	»	»
	Villeneuve..........	5	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2
LOZÈRE...	Mende..............	10	»	»	»	»	»	2	»	4	»	12	1	»	»	»
	Florac..............	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
	Marvejols...........	2	»	»	»	»	»	2	»	4	1	3	»	»	»	»
MAINE-ET-LOIRE.	Angers.............	49	7	4	2	»	»	6	2	15	6	60	13	1	»	»
	Beaugé.............	4	2	»	»	»	»	7	»	6	2	1	»	»	»	1
	Cholet..............	2	»	»	»	»	»	4	»	5	2	1	»	»	»	»
	Saumur.............	10	2	5	»	»	»	6	1	3	1	»	»	»	»	1
	Segré..............	8	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
MANCHE...	Saint-Lô...........	4	2	1	2	»	»	2	»	2	»	59	20	»	»	»
	Avranches..........	4	»	»	»	»	»	2	»	4	2	1	»	»	»	»
	Cherbourg..........	2	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
	Coutances..........	»	2	7	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»
	Mortain............	3	2	»	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Valognes...........	10	3	»	»	»	»	»	2	3	2	»	»	»	»	»
MARNE...	Châlons-sur-Marne..	11	4	3	»	»	1	2	»	12	1	84	19	»	1	»
	Epernay............	8	»	2	1	»	»	4	»	13	1	1	»	»	2	1
	Reims..............	29	7	20	11	»	4	9	2	23	5	1	»	1	1	4
	Sainte-Menehould...	1	»	»	»	»	»	1	»	2	»	2	»	20	»	»
	Vitry-le-Français...	2	6	1	»	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»	»
MARNE (HAUTE-).	Chaumont...........	12	»	1	»	»	»	3	»	2	2	15	8	»	»	»
	Langres............	11	»	»	»	»	»	3	2	7	1	12	»	1	»	1
	Vassy..............	3	1	»	»	1	»	2	»	7	1	2	»	»	»	»
MAYENNE..	Laval..............	19	3	1	»	»	»	4	2	10	3	68	9	1	»	3
	Château-Gonthier...	1	»	»	»	»	»	7	1	4	»	5	1	»	»	»
	Mayenne............	5	»	1	»	»	»	4	3	4	3	3	»	»	»	»

par mesure adminis-trative. Femmes.	Passagers civils. Hommes.	Passagers civils. Femmes.	Passagers militaires ou marins.	Jeunes détenus par voie de correction paternelle. Garçons.	Jeunes détenus par voie de correction paternelle. Filles.	Jeunes détenus prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	Jeunes détenus prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	Jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	Jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	Jeunes détenus jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	Jeunes détenus jugés attendant leur transfèrement. Filles.	Total par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Total par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Total général des deux sexes par prison.	Total général des deux sexes par département.	Population moyenne par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par prison et par sexe. Femmes et Filles.	Population moyenne par département et par sexe. Hommes et Garçons.	Population moyenne par département et par sexe. Femmes et Filles.	Nombre maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons.	Nombre maximum … Femmes et jeunes Filles.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	129	16	145		140	30			175	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	2	27	201	23	2	180	37	38	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		17	5			32	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43	2	45		50	6			74	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	3	11	61	6	1	65	7	17	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		9	»			20	
»	»	»	25	»	»	1	»	1	»	»	»	250	41	291		215	45			265	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	11		11	1			18	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	29	3	32	396	20	3	300	59	37	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		7	1			14	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	9	54		47	9			75	[illegible]
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	110	15	125		104	22			131	[illegible]
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	24	2	26	172	12	2	137	27	26	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	»	16		13	2			22	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		8	1			17	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	12	42		34	8			44	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	11	2	13	62	10	1	52	9	20	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		8	»			16	
»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	58	4	62		57	10			102	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17	101	18	3	98	19	33	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		10	2			17	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		13	4			18	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	1	29		24	2			40	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3	44	5	»	42	4	12	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		13	2			24	
»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	138	30	168		149	35			172	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	20	4	24		12	3			22	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14	248	13	2	207	47	25	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		20	5			30	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		13	2			20	
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	69	24	93		70	25			88	[illegible]
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	2	14		14	4			22	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9	158	15	10	135	51	35	[illegible]
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	4	13		12	5			17	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		9	3			12	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	7	20		15	4			25	
»	»	»	»	»	»	2	»	4	»	»	»	118	26	144		147	29			199	[illegible]
»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	31	4	35		30	7			46	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	91	31	122	341	76	28	287	68	104	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	»	26		19	1			29	
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	7	7	14		15	3			25	
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	33	11	44		32	11			39	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	3	38	99	23	6	74	21	34	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		19	4			32	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	17	123		202	20			120	[illegible]
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	2	19	165	19	4	145	29	26	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	6	23		24	5			45	[illegible]

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTE[illegible] pour dettes envers l'État.	[illegible]	[illegible]
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	[illegible]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
MEURTHE-ET-MOSELLE.	Nancy	31	11	5	1	1	3	12	5	25	11	134	16	9	2	25	6	»
	Lunéville	8	2	»	»	»	»	2	1	4	3	»	»	»	»	5	»	»
	Toul	13	»	7	»	»	»	1	»	7	»	»	»	»	»	1	1	»
	Briey	8	1	2	»	»	»	2	2	3	»	»	»	»	»	2	»	»
MEUSE	Bar-le-Duc	7	»	1	»	»	3	1	1	5	4	53	10	1	1	1	»	»
	Saint-Mihiel	12	»	2	1	»	»	2	1	5	»	»	»	»	»	1	»	»
	Montmédy	4	1	2	»	»	»	4	1	4	3	5	»	»	»	2	»	»
	Verdun	3	»	»	»	»	»	7	»	4	2	2	2	»	»	»	»	»
MORBIHAN.	Vannes	12	4	»	»	»	»	4	»	8	»	34	15	»	»	»	»	»
	Lorient	13	3	2	»	»	»	12	1	9	5	»	»	»	»	»	»	»
	Ploërmel	3	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Pontivy	3	»	»	»	»	»	7	1	4	»	»	»	»	»	»	»	»
NIÈVRE	Nevers	34	3	2	»	»	»	5	2	10	2	15	2	»	»	»	»	»
	Cosne	1	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Clamecy	8	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Château-Chinon	5	1	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
NORD	Lille	33	17	1	»	»	»	14	»	110	21	42	36	2	»	47	10	»
	Avesnes	2	2	»	»	»	»	34	»	19	4	25	11	»	»	1	»	»
	Cambrai	14	»	»	»	2	1	10	1	20	9	29	3	»	»	»	»	»
	Douai	23	5	1	2	»	»	5	8	17	»	50	28	»	»	22	1	»
	Dunkerque	1	»	»	»	9	4	17	»	8	4	20	5	»	»	10	»	»
	Hazebrouck	5	5	»	»	»	»	4	2	3	5	24	»	»	»	»	»	»
	Valenciennes	23	»	»	»	1	»	9	2	12	3	26	6	»	»	»	»	»
	Quartier correctionnel de Loos	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	»	»	»	»	»
OISE	Beauvais	7	1	3	»	»	»	4	1	12	3	122	21	»	»	»	»	»
	Clermont	13	»	2	»	»	»	5	3	8	1	»	»	»	»	»	»	»
	Compiègne	9	2	4	1	»	»	6	3	9	2	»	»	»	»	»	»	»
	Senlis	1	2	1	»	»	»	4	1	11	1	»	»	»	»	»	»	»
ORNE	Alençon	4	»	2	2	»	»	»	»	»	»	42	7	»	»	»	»	»
	Argentan	12	»	1	4	»	»	5	»	5	1	»	»	»	»	»	»	»
	Domfront	»	»	2	2	1	»	8	2	3	1	»	»	»	»	»	»	»
	Mortagne	4	2	1	»	»	»	2	»	3	»	»	1	»	»	»	»	»
PAS-DE-CALAIS.	Arras	7	»	1	»	»	»	4	1	19	2	143	33	1	»	»	»	»
	Béthune	15	3	1	»	2	1	17	6	11	4	3	1	»	»	»	»	»
	Boulogne-sur-Mer	14	3	»	»	»	1	7	2	35	7	5	1	»	»	2	»	»
	Montreuil	4	»	»	1	1	»	6	»	7	2	3	4	»	»	»	»	»
	Saint-Omer	4	1	1	»	»	»	4	1	8	2	5	2	»	»	1	1	»
	Saint-Pol	2	»	»	»	»	»	3	»	8	1	2	2	»	»	»	»	»
PUY-DE-DOME.	Clermont-Ferrand	7	1	5	»	1	1	6	»	13	6	28	5	15	»	1	»	»
	Ambert	»	»	»	»	»	»	3	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»
	Issoire	9	6	»	»	1	»	6	2	5	1	5	1	»	»	»	»	»
	Riom	7	1	5	»	»	»	3	1	15	1	11	»	2	»	1	1	»
	Thiers	1	»	1	»	»	»	2	»	7	»	3	»	»	»	»	»	»
PYRÉNÉES (BASSES-).	Pau	12	1	»	»	»	»	6	»	7	1	54	26	»	»	»	»	»
	Bayonne	11	3	3	1	»	»	5	1	19	7	1	1	»	»	»	»	»
	Saint-Palais	1	»	»	»	»	»	4	»	7	4	»	1	»	»	»	»	»
	Oloron	3	»	2	»	»	»	6	»	1	2	»	»	»	»	»	1	»
	Orthez	3	»	2	»	»	»	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»

par …ure …inis- …ive, Femmes. 22	PASSAGERS civils. Hommes. 23	PASSAGERS civils. Femmes. 24	PASSAGERS militaires ou marins. 25	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons. 26	Filles. 27	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. 28	Filles. 29	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. 30	Filles. 31	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons. 32	Filles. 33	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 34	Femmes et Filles. 35	TOTAL général des deux sexes par prison. 36	TOTAL général des deux sexes par département. 37	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons. 38	F mmes et Filles. 39	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons. 40	Femmes et Filles. 41	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons. 42	Femmes et jeunes Filles. 43
»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	252	55	307		214	49			268	74
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	6	26	384	27	4	278	58	42	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	1	30		19	2			34	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	18	3	21		18	3			25	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	69	19	88		59	21			72	34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22	2	24	160	19	3	117	32	35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	23	5	28		15	4			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	4	20		24	4			32	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	19	77		68	29			104	40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	9	45	148	32	10	124	45	63	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	2			15	4
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	16	1	17		17	4			27	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	67	9	76		59	15			81	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5	103	5	2	83	19	13	2
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	11	1	12		9	1			20	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		10	1			24	3
»	»	»	»	3	»	1	1	7	4	»	»	263	89	352		312	81			367	95
»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»	»	82	18	100		95	23			123	33
»	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	79	14	93		76	21			102	32
»	»	»	»	»	»	»	1	7	2	1	»	126	47	173		146	41			177	62
»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	67	13	80	1,091	66	19	968	210	87	32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	12	48		43	11			64	20
»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	75	11	86		72	14			86	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	159		158	»			190	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	26	174		172	25			215	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	30	4	34	265	30	5	256	36	35	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	8	36		32	3			41	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	21		22	3			24	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	48	9	57		63	14			83	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	5	28	117	18	5	107	25	32	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	5	19		12	3			19	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		14	3			33	10
»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	177	36	213		173	51			208	61
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	51	16	67		55	11			75	17
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	1	»	68	14	82	440	68	18	367	99	78	31
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	7	28		22	7			38	11
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	24	7	31		31	8			41	17
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19		18	4			26	11
»	»	1	15	»	»	»	»	»	»	2	»	93	14	108		87	16			109	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	»			20	2
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	10	37	215	20	4	168	26	35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44	4	48		43	4			63	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»	14		11	2			26	8
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	80	28	106		76	25			92	34
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	44	13	57		46	11			63	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	5	17	209	16	5	154	44	23	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15		8	2			17	6
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	12		8	1			22	4

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un mois jusqu'à trois.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus de trois mois jusqu'à un an.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉT[ENUS] pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
AUDE	Carcassonne	5	2	»	»	»	»	5	1	2	»	30	2	»	1	1	»
	Castelnaudary	5	»	»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»
	Limoux	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Narbonne	7	1	1	»	»	»	3	»	7	1	»	»	»	»	3	»
AVEYRON	Rodez	8	1	1	»	»	»	5	»	7	1	32	5	»	»	»	»
	Espalion	1	2	1	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»
	Milhau	2	»	2	»	»	»	2	2	4	1	1	»	»	»	1	»
	Saint-Affrique	3	»	»	»	»	»	2	»	3	»	3	»	»	»	»	»
	Villefranche	13	»	2	»	»	»	12	8	7	4	»	»	»	»	»	»
BOUCHES-DU-RHÔNE	Marseille. Maison d'arrêt	140	»	»	»	»	»	»	»	3	»	5	»	»	»	»	»
	Marseille. Maison de correction	11	»	2	»	1	»	91	»	88	»	155	»	»	»	10	»
	Marseille. Maison de correction (Femmes)	»	26	»	»	»	5	»	7	»	18	»	5	»	»	»	4
	Aix	65	3	12	»	»	»	14	»	39	2	»	»	»	»	2	»
	Tarascon	17	1	2	»	»	»	8	2	6	1	3	»	»	»	2	»
CALVADOS	Caen	41	7	3	1	»	»	5	3	13	11	44	16	»	»	»	»
	Bayeux	4	4	4	1	»	»	1	»	9	3	6	»	»	»	»	»
	Falaise	»	»	1	1	»	»	3	1	5	1	5	»	»	»	»	»
	Lisieux	7	1	2	1	»	2	3	2	4	4	1	1	»	»	»	»
	Pont-l'Évêque	9	»	»	»	»	»	4	»	»	3	3	4	»	»	»	»
	Vire	4	1	1	»	»	»	4	»	3	3	5	»	»	»	»	»
CANTAL	Aurillac	4	»	»	»	»	»	1	»	3	»	12	4	1	»	»	1
	Mauriac	»	2	»	»	»	»	1	»	4	»	1	»	»	»	»	»
	Murat	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Flour	7	»	1	»	»	»	5	»	»	1	2	1	»	»	»	»
CHARENTE	Angoulême	17	4	»	»	»	»	4	1	15	2	46	11	»	»	»	»
	Barbezieux	1	»	2	»	»	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Cognac	1	2	1	»	»	»	3	»	2	1	2	1	»	»	»	»
	Confolens	1	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Ruffec	»	1	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»
CHARENTE-INFÉRIEURE	La Rochelle	2	»	»	»	»	»	1	»	14	1	3	»	»	»	»	»
	Jonzac	4	1	»	»	»	»	5	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Marennes	1	»	»	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»
	Rochefort	10	3	»	»	»	»	3	1	10	2	3	»	»	»	»	»
	Saintes	14	»	»	»	»	»	4	1	43	1	10	2	»	1	»	»
	Saint-Jean-d'Angely	1	»	1	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
CHER	Bourges	9	1	4	»	»	»	3	»	11	1	47	5	»	»	»	»
	Saint-Amand	4	1	3	»	»	»	4	»	6	»	»	»	»	»	»	»
	Sancerre	3	»	»	»	»	»	4	»	»	1	1	»	»	»	»	»
CORRÈZE	Tulle	5	1	6	1	»	»	4	»	3	1	8	1	»	»	»	»
	Brives	4	»	2	»	»	»	1	»	7	2	»	»	»	»	»	»
	Ussel	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
CORSE	Ajaccio	14	1	»	»	»	1	5	»	4	»	11	»	»	»	»	»
	Bastia	7	1	2	3	»	»	4	»	20	»	46	4	»	»	»	»
	Calvi	2	»	»	»	1	2	5	»	3	»	3	»	»	»	»	»
	Corte	7	1	»	»	»	»	7	1	6	1	3	»	»	»	»	»
	Sartène	2	»	»	»	1	»	1	»	4	1	6	1	»	»	»	»

par …ure …minis- …tive. Femmes.	PASSAGERS civils. Hommes.	PASSAGERS civils. Femmes.	PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Filles.	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons.	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles.	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons.	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles.	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons.	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Filles.	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	TOTAL par prison et par sexe. Femmes et Filles.	TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Femmes et Filles.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons.	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Femmes et Filles.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons.	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Femmes et jeunes Filles.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	44	6	50	82	49	9	87	13	74	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	8		6	1			12	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1		7	»			19	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	2	23		25	3			39	3
»	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	1	56	8	64	147	54	9	107	16	72	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		10	1			16	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15		8	2			15	4
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	»	12		14	1			25	5
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	12	47		21	3			42	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	»	148	782	174	»	862	99	252	»
»	10	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	376	»	376		474	»			755	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	65	65		»	85			»	107
1	»	»	1	»	»	»	2	»	»	2	1	135	9	144		168	7			227	17
»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	4	49		46	7			69	6
»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	108	39	147	274	121	41	235	77	154	53
1	»	»	»	»	»	3	»	»	1	»	»	27	10	37		41	13			60	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	3	17		14	5			20	9
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	18	11	29		23	7			37	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	7	23		19	6			38	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	21		17	5			24	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	5	26	54	28	6	48	10	38	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	2	8		6	1			9	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		3	1			8	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		11	2			17	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	18	100	132	84	17	112	22	111	23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		5	1			15	2
»	»	»	»	»	»	1	»	4	»	»	»	14	4	18		13	2			24	4
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	4	1	5		5	1			10	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	3		5	1			9	6
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	22	1	23	153	28	3	151	18	66	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		8	1			16	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		11	2			28	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	6	32		28	5			38	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	71	5	76		67	6			82	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		9	1			17	4
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	75	7	82	109	70	11	92	16	95	19
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	1	18		14	2			19	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	1	9		8	3			20	4
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	28	4	32	50	34	8	55	11	48	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16		17	3			26	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2		4	»			10	3
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	37	2	39	189	24	5	169	26	43	4
»	»	»	3	»	»	1	»	1	»	»	»	84	8	92		89	14			134	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16		15	2			45	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	3	26		22	2			40	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	2	16		19	3			13	1

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un mois jusqu'à trois.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus de trois mois jusqu'à un an.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTEN[…] pour dettes envers l'État.		pour dett[…] envers les parti[…]
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
CÔTE-D'OR	Dijon	10	7	7	3	2	5	19	6	15	5	47	6	»	»	7	2	»
	Beaune	3	»	1	»	»	»	6	»	5	1	1	»	»	»	»	»	»
	Châtillon-sur-Seine	6	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»
	Semur	1	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
CÔTES-DU-NORD.	Saint-Brieuc	6	6	25	»	»	»	3	»	12	7	26	24	»	»	»	»	»
	Dinan	2	1	»	»	»	»	5	1	1	3	1	»	»	»	»	»	»
	Guingamp	2	»	»	»	»	»	3	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»
	Lannion	1	1	2	2	»	»	10	4	5	3	»	»	»	»	»	»	»
	Loudéac	»	»	1	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
CREUSE...	Guéret	6	1	»	»	»	»	»	»	2	1	5	4	»	»	»	»	»
	Aubusson	1	2	1	»	»	»	1	2	4	1	2	»	»	»	»	»	»
	Bourganeuf	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Chambon	1	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
DORDOGNE	Périgueux	10	6	»	»	»	»	3	1	6	3	42	5	3	»	4	»	»
	Bergerac	4	»	1	»	»	»	4	2	3	»	2	1	»	»	»	1	»
	Nontron	8	2	1	»	»	»	3	»	5	1	1	»	»	»	»	»	»
	Ribérac	7	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Sarlat	5	»	4	»	»	»	3	»	»	1	»	»	»	»	4	»	»
DOUBS....	Besançon. Maison d'arrêt et de justice	21	4	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	»
	Besançon. Maison de correction	1	»	»	»	»	»	3	1	23	4	109	15	2	1	5	»	»
	Baume	3	»	»	»	»	»	9	»	5	2	2	»	»	»	»	»	»
	Montbéliard	9	4	»	»	»	»	3	»	3	»	1	»	»	»	15	»	»
	Pontarlier	5	»	1	»	»	»	9	1	12	3	3	1	»	»	17	»	»
DRÔME,...	Valence	24	4	3	1	»	»	13	3	26	5	39	4	»	»	7	1	»
	Die	11	2	»	»	»	»	4	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»
	Montélimar	7	»	»	»	»	»	6	»	10	1	»	»	»	»	»	»	»
	Nyons	3	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
EURE.....	Evreux	17	4	»	»	»	»	2	»	5	2	94	13	1	»	1	»	»
	Bernay	7	1	2	1	1	»	3	1	4	2	»	»	»	»	»	»	»
	Les Andelys	8	1	2	»	»	»	1	1	7	»	»	»	»	»	»	»	»
	Louviers	11	2	2	»	»	»	5	»	6	1	3	»	»	»	»	»	»
	Pont-Audemer	16	1	2	»	1	»	2	»	8	»	3	2	»	»	»	»	»
EURE-ET-LOIR.	Chartres	24	6	6	1	»	»	»	»	19	2	50	11	1	1	1	»	»
	Châteaudun	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»
	Dreux	2	»	»	»	»	»	6	1	4	2	5	2	»	»	»	»	»
	Nogent-le-Rotrou	3	»	1	1	»	»	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
FINISTÈRE	Quimper. Maison d'arrêt et de justice	23	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Quimper. Maison de correction	4	3	»	»	2	»	8	1	5	2	28	8	»	»	1	3	»
	Brest	16	6	1	»	1	13	5	3	19	4	73	36	»	»	»	»	»
	Châteaulin	2	1	1	»	»	»	2	1	6	»	»	»	»	»	»	»	»
	Morlaix	9	»	»	»	1	»	3	»	11	3	»	»	»	»	»	»	»
	Quimperlé	1	»	»	»	»	»	»	1	2	1	»	»	»	»	»	»	»
GARD.....	Nîmes	16	4	1	»	»	»	5	»	13	»	37	9	1	1	8	1	»
	Alais	20	4	1	»	»	»	7	1	13	»	»	1	»	»	»	»	»
	Le Vigan	3	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Uzès	2	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»

par mesure administrative.		Passagers civils.		Passagers militaires ou marins.	Jeunes détenus par voie de correction paternelle.		Jeunes détenus prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		Jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous.		Jeunes détenus jugés attendant leur transfèrement.		Total par prison et par sexe.		Total général des deux sexes par prison.	Total général des deux sexes par département.	Population moyenne par prison et par sexe.		Population moyenne par département et par sexe.		Nombre maximun de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année.	
Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.	Femmes et jeunes Filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
1	1	15	2	»	1	»	13	»	»	»	6	»	143	37	180	213	111	30	143	34	158	41
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	18	1	19		17	2			24	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	10		7	1			13	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4		8	1			20	5
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	2	»	76	37	113	169	89	37	128	55	144	52
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	5	14		8	3			15	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	3	9		10	4			22	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	10	28		16	9			19	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		5	2			13	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	6	19	39	12	4	19	5	21	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	5	14		3	1			9	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		2	»			6	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		2	»			7	2
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	69	15	84	149	83	12	132	25	113	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		14	3			21	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	3	21		10	2			18	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		9	1			16	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	1	17		16	7			25	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	6	37	313	32	4	236	35	51	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	146	21	167		127	20			152	25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	19	2	21		15	4			29	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	4	35		32	4			52	12
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	48	5	53		30	3			52	5
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	113	18	131	183	96	19	128	23	124	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	2	22		11	1			20	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	1	24		17	2			33	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		4	1			9	5
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	121	19	140	249	123	27	207	44	143	36
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	5	23		27	4			40	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20		15	3			25	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	3	30		22	5			30	10
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	33	3	36		20	5			41	11
»	»	»	»	3	»	»	2	»	»	»	»	»	108	21	129	165	113	24	153	31	135	33
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		15	2			32	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	5	22		18	3			24	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		7	2			11	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	1	»	27	1	28	322	10	3	220	94	29	8
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	49	17	66		38	13			61	29
»	»	»	»	1	»	»	»	»	3	»	»	»	119	62	181		120	62			157	180
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14		14	3			17	12
»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	24	4	28		29	10			44	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	2	5		9	3			24	8
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	82	15	97	158	89	11	156	20	120	17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	6	47		44	7			68	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		16	1			26	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		7	1			12	2

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi. Hommes.	PRÉVENUS Femmes.	CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale. Hommes.	attendant leur transfèrement Femmes.	à l'emprisonnement de simple police. Hommes.	à l'emprisonnement de simple police. Femmes.	À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous. Hommes.	pour un mois et au-dessous. Femmes.	pour plus d'un mois jusqu'à trois. Hommes.	pour plus d'un mois jusqu'à trois. Femmes.	pour plus de trois mois jusqu'à un an. Hommes.	pour plus de trois mois jusqu'à un an. Femmes.	pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine. Hommes.	pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine. Femmes.	DÉTE[NUS] pour dettes envers l'État. Hommes.	pour dettes envers l'État. Femmes.	po[ur] dett[es] env[ers] le[s] part[i]culi[ers]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
GARONNE (HAUTE-).	Toulouse	25	9	5	2	»	»	14	8	19	6	112	16	»	»	»	»	6
	Muret	4	1	1	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Gaudens	8	1	»	»	»	»	4	1	6	1	»	»	»	»	»	»	»
	Villefranche	4	»	2	»	»	»	4	»	8	»	»	»	»	»	»	»	»
GERS	Auch	6	2	»	»	»	»	3	1	2	1	16	1	»	»	»	»	»
	Condom	4	»	»	1	»	»	1	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»
	Lectoure	1	»	2	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Lombez	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Mirande	6	2	»	»	»	»	1	2	5	4	»	»	»	»	1	»	»
GIRONDE	Bordeaux (Fort du Hâ)	89	12	5	2	»	»	30	2	49	10	114	21	2	»	7	25	»
	Bordeaux (La Bottière)	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»
	Bazas	3	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Blaye	6	»	4	»	»	»	4	1	9	»	2	»	»	»	»	»	»
	La Réole	3	»	»	»	»	»	1	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»
	Lesparre	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Libourne	15	1	»	»	»	»	6	»	4	1	2	»	»	»	»	»	»
HÉRAULT	Montpellier	90	8	15	»	»	»	22	2	64	4	59	6	»	»	13	3	»
	Béziers	39	3	3	»	»	»	19	1	25	»	38	»	»	»	5	»	»
	Lodève	5	»	»	»	»	»	1	»	5	1	65	»	»	»	4	1	»
	Saint-Pons	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
ILLE-ET-VILAINE.	Rennes	23	3	7	3	»	»	4	1	13	4	100	29	»	»	»	»	»
	Fougères	4	1	»	»	»	»	5	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»
	Montfort	2	1	2	1	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Redon	4	1	»	»	»	»	5	6	7	1	1	»	»	»	»	»	»
	Saint-Malo	7	3	4	»	»	»	6	3	14	6	»	»	»	»	»	»	»
	Vitré	»	1	»	»	»	»	2	1	6	»	»	»	»	»	»	»	»
INDRE	Châteauroux	6	6	1	1	»	»	2	»	6	3	21	5	»	»	»	»	»
	Issoudun	2	2	1	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»
	La Châtre	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Le Blanc	1	»	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
INDRE-ET-LOIRE.	Tours	17	5	4	»	»	»	13	1	19	3	27	3	»	»	»	»	»
	Chinon	11	»	1	»	»	»	5	1	6	1	4	3	»	»	»	»	»
	Loches	10	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
ISÈRE	Grenoble	38	2	4	»	»	»	15	2	35	4	67	9	»	1	2	1	»
	Bourgoin	4	1	3	»	»	»	6	»	4	»	5	1	»	»	»	1	»
	Saint-Marcellin	4	»	»	»	»	»	2	1	3	1	»	»	»	»	»	»	»
	Vienne	14	2	3	»	»	1	3	»	8	1	1	»	»	»	2	»	»
JURA	Lons-le-Saunier	11	1	4	»	»	»	1	»	11	»	25	7	2	»	4	»	»
	Dôle	6	1	»	»	»	»	4	»	3	»	»	»	»	»	1	»	»
	Arbois	4	1	»	1	»	»	4	1	4	1	1	»	»	»	1	»	»
	Saint-Claude	2	»	2	»	»	»	4	»	3	6	3	1	»	»	10	»	»
LANDES	Mont-de-Marsan	9	1	»	»	»	»	3	1	4	3	25	6	»	»	»	»	»
	Dax	1	»	2	»	»	»	5	2	3	1	1	»	»	»	»	»	»
	Saint-Sever	1	2	3	1	»	»	5	1	5	1	»	»	»	»	»	»	»
LOIR-ET-CHER.	Blois	8	2	5	»	»	»	14	»	10	»	33	7	»	»	»	»	»
	Romorantin	3	1	4	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Vendôme	2	»	1	»	»	»	2	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»

par mesure adminis-trative		Passagers civils.		Passagers militaires ou marins.	Jeunes détenus: par voie de correction paternelle.		Jeunes détenus: prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		Jeunes détenus: condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous.		Jeunes détenus: jugés attendant leur transfèrement.		Total par prison et par sexe.		Total général des deux sexes par prison.	Total général des deux sexes par département.	Population moyenne par prison et par sexe.		Population moyenne par département et par sexe.		Nombre maximum de détenus que chaque prison eût renfermé pendant l'année.	
…mes	Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.	Femmes et jeunes Filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	25	2	»	»	»	»	»	»	1	1	»	207	48	255	305	193	38	234	44	249	59
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		12	2			20	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	3	21		14	3			19	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	19	»	19		15	1			22	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	5	33	73	26	6	55	12	41	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		11	1			16	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		3	1			9	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2		5	1			10	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	8	21		10	3			14	8
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	297	72	369	450	313	68	396	75	379	98
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		15	»			21	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		9	1			15	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	1	26		19	1			37	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		10	1			21	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		8	1			11	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	2	29		22	3			37	7
»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	1	»	268	23	291	508	221	26	405	35	284	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	129	4	133		103	6			136	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	2	82		71	2			85	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2		8	1			12	3
»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	1	»	151	40	191	296	138	54	217	73	170	60
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	3	16		12	1			28	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10		7	1			13	6
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	18	8	26		18	3			31	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31	12	43		28	11			43	23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10		14	3			27	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	15	51	68	36	9	49	11	50	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	2	10		7	1			10	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		3	»			10	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	4		3	1			9	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	80	12	92	137	77	10	99	13	93	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	5	32		17	2			31	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		5	1			13	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	156	19	175	252	181	18	238	28	204	24
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	23	3	26		12	3			23	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		12	2			23	6
»	1	»	»	»	»	»	2	1	»	»	1	»	34	6	40		33	5			47	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	8	66	132	60	8	113	16	75	14
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	1	15		16	2			25	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		16	4			34	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	25	8	33		21	2			30	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	11	52	86	44	11	73	16	72	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15		18	2			28	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	5	19		11	3			19	2
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	72	9	81	104	68	15	88	18	83	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		9	1			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	11		11	2			22	6

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTEN[US] pour dettes envers l'État.
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
LOIRE....	Saint-Étienne........	19	4	»	»	2	»	23	3	29	4	55	5	1	»	»
	Montbrison.........	1	»	15	1	»	»	4	»	4	1	»	»	1	»	»
	Roanne............	2	»	6	1	»	»	10	2	6	»	1	»	»	1	»
LOIRE (HAUTE-).	Le Puy............	8	»	5	1	»	»	1	»	6	»	20	1	1	»	2
	Brioude...........	2	3	2	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Yssengeaux........	2	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1
LOIRE-INFÉRIEURE	Nantes............	32	2	1	1	»	»	25	4	42	7	120	26	2	1	1
	Ancenis...........	9	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
	Châteaubriant......	6	1	»	»	»	»	7	»	7	1	8	1	»	»	»
	Paimbœuf..........	3	»	»	»	»	»	2	»	1	»	1	»	1	»	»
	Saint-Nazaire......	6	1	»	»	1	1	13	3	21	3	»	1	»	»	4
LOIRET...	Orléans...........	14	4	2	»	2	»	17	3	19	3	53	4	»	1	»
	Gien..............	8	1	3	1	1	»	6	»	5	»	»	»	»	»	»
	Montargis.........	6	»	»	»	»	»	3	»	7	»	»	»	»	»	»
	Pithiviers........	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	2	»	»	»	»
LOT......	Cahors............	4	2	1	1	»	»	2	3	5	»	17	6	»	»	1
	Figeac............	4	»	»	»	»	»	3	2	1	»	»	»	»	»	1
	Gourdon...........	4	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
LOT-ET-GARONNE	Agen..............	4	»	11	3	»	»	4	»	3	»	28	1	»	»	1
	Marmande..........	7	1	»	»	»	»	4	1	2	»	»	»	»	»	2
	Nérac.............	4	»	1	1	»	»	3	»	2	1	»	1	»	»	»
	Villeneuve........	5	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2
LOZÈRE...	Mende.............	10	»	»	»	»	»	2	»	4	»	12	1	»	»	»
	Florac............	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
	Marvejols.........	2	»	»	»	»	»	2	»	4	1	3	»	»	»	»
MAINE-ET-LOIRE.	Angers............	49	7	4	2	»	»	6	2	15	6	60	13	1	»	»
	Beaugé............	4	2	»	»	»	»	7	»	6	2	1	»	»	»	1
	Cholet............	2	»	»	»	»	»	4	»	5	2	1	»	»	»	»
	Saumur............	10	2	5	»	»	»	6	1	3	1	»	»	»	»	1
	Segré.............	8	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
MANCHE...	Saint-Lô..........	4	2	1	2	»	»	2	»	2	»	59	20	»	»	»
	Avranches.........	4	»	»	»	»	»	2	»	4	2	1	»	»	»	»
	Cherbourg.........	2	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»
	Coutances.........	»	2	7	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»
	Mortain...........	3	2	»	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»
	Valognes..........	10	3	»	»	»	»	»	2	3	2	»	»	»	»	»
MARNE...	Châlons-sur-Marne..	11	4	3	»	»	1	2	»	12	1	84	19	»	1	»
	Epernay...........	8	»	2	1	»	»	4	»	13	1	1	»	»	2	1
	Reims.............	29	7	20	11	»	4	9	2	23	5	1	»	1	1	4
	Sainte-Menehould...	1	»	»	»	»	»	1	»	2	»	2	»	20	»	»
	Vitry-le-Français...	2	6	1	»	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»	»
MARNE (HAUTE-).	Chaumont..........	12	»	1	»	»	»	3	»	2	2	15	8	»	»	»
	Langres...........	11	»	»	»	»	»	3	2	7	1	12	»	1	»	1
	Vassy.............	3	1	»	»	1	»	2	»	7	1	2	»	»	»	»
MAYENNE..	Laval.............	19	3	1	»	»	»	4	2	10	3	68	9	1	»	3
	Château-Gonthier...	1	»	»	»	»	»	7	1	4	»	5	1	»	»	»
	Mayenne...........	5	»	1	»	»	»	4	3	4	3	3	»	»	»	»

par mesure administrative. Femmes. (22)	PASSAGERS civils. Hommes. (23)	PASSAGERS civils. Femmes. (24)	PASSAGERS militaires ou marins. (25)	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons. (26)	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Filles. (27)	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. (28)	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles. (29)	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. (30)	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles. (31)	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons. (32)	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Filles. (33)	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (34)	TOTAL par prison et par sexe. Femmes et Filles. (35)	TOTAL général des deux sexes par prison. (36)	TOTAL général des deux sexes par département. (37)	POPULATION MOYENNE. par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (38)	POPULATION MOYENNE. par prison et par sexe. Femmes et Filles. (39)	POPULATION MOYENNE. par département et par sexe. Hommes et Garçons. (40)	POPULATION MOYENNE. par département et par sexe. Femmes et Filles. (41)	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons. (42)	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Femmes et jeunes Filles. (43)
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	129	16	145	201	140	30	180	37	175	52
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	2	27		23	2			38	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		17	5			32	17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43	2	45	61	50	6	65	7	74	16
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	3	11		6	1			17	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		9	»			20	3
»	»	»	25	»	»	1	»	1	»	»	»	250	41	291	396	215	45	300	59	265	56
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	11		11	1			18	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	29	3	32		20	3			37	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		7	1			14	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	45	9	54		47	9			75	15
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	110	15	125	172	104	22	137	27	131	16
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	24	2	26		12	2			26	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	»	16		13	2			22	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1	5		8	1			17	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	12	42	62	34	8	52	9	44	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	11	2	13		10	1			20	1
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		8	»			16	2
»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	58	4	62	101	57	10	98	19	102	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		18	3			33	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		10	2			17	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		13	4			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	1	29	44	24	2	42	4	40	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		5	»			12	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1	12		13	2			24	3
»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	138	30	168	248	149	35	207	47	172	61
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	20	4	24		12	3			22	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14		13	2			25	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29		20	5			30	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		13	2			20	7
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	69	24	93	158	70	25	135	51	88	35
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	2	14		14	4			22	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		15	10			35	20
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	4	13		12	5			17	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	2	9		9	3			12	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	7	20		15	4			25	9
»	»	»	»	»	»	2	»	4	»	»	»	118	26	144	341	147	29	287	68	199	42
»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	31	4	35		30	7			46	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	91	31	122		76	28			104	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	26	»	26		19	1			29	3
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	7	7	14		15	3			25	4
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	33	11	44	99	32	11	74	21	39	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	3	38		23	6			34	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	2	17		19	4			32	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	17	123	165	202	20	145	29	120	27
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	2	19		19	4			26	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	6	23		24	5			45	19

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi. Hommes.	PRÉVENUS … Femmes.	CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale. Hommes.	… Femmes.	à l'emprisonnement de simple police. Hommes.	… Femmes.	A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous. Hommes.	… Femmes.	pour plus d'un mois jusqu'à trois. Hommes.	… Femmes.	pour plus de trois mois jusqu'à un an. Hommes.	… Femmes.	pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine. Hommes.	… Femmes.	DÉTEN[…] pour dettes envers l'État. Hommes.	… Femmes.	pou[r] dett[es] envi[ers] le[s] par[ti]culi[ers]. Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
MEURTHE-ET-MOSELLE.	Nancy	31	11	5	1	1	3	12	5	25	11	134	16	9	2	25	6	»
	Lunéville	8	2	»	»	»	»	2	1	4	3	»	»	»	»	5	»	»
	Toul	13	»	7	»	»	»	1	»	7	»	»	»	»	»	1	1	»
	Briey	8	1	2	»	»	»	2	2	3	»	»	»	»	»	2	»	»
MEUSE	Bar-le-Duc	7	»	1	»	»	3	1	1	5	4	53	10	1	1	1	»	»
	Saint-Mihiel	12	»	2	1	»	»	2	1	5	»	»	»	»	»	1	»	»
	Montmédy	4	1	2	»	»	»	4	1	4	3	5	»	»	»	2	»	»
	Verdun	3	»	»	»	»	»	7	»	4	2	2	2	»	»	»	»	»
MORBIHAN.	Vannes	12	4	»	»	»	»	4	»	8	»	34	15	»	»	»	»	»
	Lorient	13	3	2	»	»	»	12	1	9	5	»	»	»	»	»	»	»
	Ploërmel	3	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Pontivy	3	»	»	»	»	»	7	1	4	»	»	»	»	»	»	»	»
NIÈVRE	Nevers	34	3	2	»	»	»	5	2	10	2	15	2	»	»	»	»	»
	Cosne	1	»	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Clamecy	8	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Château-Chinon	5	1	»	»	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
NORD	Lille	33	17	1	»	»	»	14	»	110	21	42	36	2	»	47	10	»
	Avesnes	2	2	»	»	»	»	34	»	19	4	25	11	»	»	1	»	»
	Cambrai	14	»	»	»	2	1	10	1	20	9	29	3	»	»	»	»	»
	Douai	23	5	1	2	»	»	5	8	17	»	50	28	»	»	22	1	»
	Dunkerque	1	»	»	»	9	4	17	»	8	4	20	5	»	»	10	»	»
	Hazebrouck	5	5	»	»	»	»	4	2	3	5	24	»	»	»	»	»	»
	Valenciennes	23	»	»	»	1	»	9	2	12	3	26	6	»	»	»	»	»
	Quartier correctionnel de Loos	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	»	»	»	»	»
OISE	Beauvais	7	1	3	»	»	»	4	1	12	3	122	21	»	»	»	»	»
	Clermont	13	»	2	»	»	»	5	3	8	1	»	»	»	»	»	»	»
	Compiègne	9	2	4	1	»	»	6	3	9	2	»	»	»	»	»	»	»
	Senlis	1	2	1	»	»	»	4	1	11	1	»	»	»	»	»	»	»
ORNE	Alençon	4	»	2	2	»	»	»	»	»	»	42	7	»	»	»	»	»
	Argentan	12	»	1	4	»	»	5	»	5	1	»	»	»	»	»	»	»
	Domfront	»	»	2	2	1	»	8	2	3	1	»	»	»	»	»	»	»
	Mortagne	4	2	1	»	»	»	2	»	3	»	»	1	»	»	»	»	»
PAS-DE-CALAIS.	Arras	7	»	1	»	»	»	4	1	19	2	143	33	1	»	»	»	»
	Béthune	15	3	1	»	2	1	17	6	11	4	3	1	»	»	»	»	»
	Boulogne-sur-Mer	14	3	»	»	»	1	7	2	35	7	5	1	»	»	2	»	»
	Montreuil	4	»	»	1	1	»	6	»	7	2	3	4	»	»	»	»	»
	Saint-Omer	4	1	1	»	»	»	4	1	8	2	5	2	»	»	1	1	»
	Saint-Pol	2	»	»	»	»	»	3	»	8	1	2	2	»	»	»	»	»
PUY-DE-DOME.	Clermont-Ferrand	7	1	5	»	1	1	6	»	13	6	28	5	15	»	1	»	»
	Ambert	»	»	»	»	»	»	3	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»
	Issoire	9	6	»	»	1	»	6	2	5	1	5	1	»	»	»	»	»
	Riom	7	1	5	»	»	»	3	1	15	1	11	»	2	»	1	1	»
	Thiers	1	»	1	»	»	»	2	»	7	»	3	»	»	»	»	»	»
PYRÉNÉES (BASSES-).	Pau	12	1	»	»	»	»	6	»	7	1	54	26	»	»	»	»	»
	Bayonne	11	3	3	1	»	»	5	1	19	7	1	1	»	»	»	»	»
	Saint-Palais	1	»	»	»	»	»	4	»	7	4	»	1	»	»	»	»	»
	Oloron	3	»	2	»	»	»	6	»	1	2	»	»	»	»	»	1	»
	Orthez	3	»	2	»	»	»	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»

Femmes. (22)	PASSAGERS civils. Hommes. (23)	PASSAGERS civils. Femmes. (24)	PASSAGERS militaires ou marins. (25)	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle. Garçons. (26)	Filles. (27)	JEUNES DÉTENUS prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. (28)	Filles. (29)	JEUNES DÉTENUS condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. (30)	Filles. (31)	JEUNES DÉTENUS jugés attendant leur transfèrement. Garçons. (32)	Filles. (33)	TOTAL par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (34)	Femmes et Filles. (35)	TOTAL général des deux sexes par prison. (36)	TOTAL général des deux sexes par département. (37)	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (38)	Femmes et Filles. (39)	POPULATION MOYENNE par département et par sexe. Hommes et Garçons. (40)	Femmes et Filles. (41)	NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année. Hommes et jeunes Garçons. (42)	Femmes et jeunes Filles. (43)
»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	»	252	55	307	384	214	49	278	58	268	74
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	6	26		27	4			42	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	1	30		19	2			34	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	18	3	21		18	3			25	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	69	19	88	160	59	21	117	32	72	34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22	2	24		19	3			35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	23	5	28		15	4			18	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	4	20		24	4			32	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58	19	77	148	68	29	124	45	104	40
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	9	45		32	10			63	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	2			15	4
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	16	1	17		17	4			27	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	67	9	76	103	59	15	83	19	81	21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		5	2			13	2
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	11	1	12		9	1			20	2
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		10	1			24	3
»	»	»	»	3	»	1	1	7	4	»	»	263	89	352	1,091	312	81	968	210	367	95
»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»	»	82	18	100		95	23			123	33
»	»	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	79	14	93		76	21			102	32
»	»	»	»	»	»	»	1	7	2	1	»	126	47	173		146	41			177	62
»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	67	13	80		66	19			87	32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	12	48		43	11			64	20
»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	75	11	86		72	14			86	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	»	159		158	»			190	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	148	26	174	265	172	25	256	36	215	30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	30	4	34		30	5			35	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28	8	36		32	3			41	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	4	21		22	3			24	7
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	48	9	57	117	63	14	107	25	83	20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23	5	28		18	5			32	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	5	19		12	3			19	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		14	3			33	10
»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	177	36	213	440	173	51	367	99	208	61
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	51	16	67		55	11			75	17
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	1	»	68	14	82		68	18			78	31
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	7	28		22	7			38	11
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	24	7	31		31	8			41	17
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19		18	4			26	11
»	»	1	15	»	»	»	»	»	»	2	»	93	14	108	215	87	16	168	26	109	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	»	9		7	»			20	2
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27	10	37		20	4			35	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44	4	48		43	4			63	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»	14		11	2			26	8
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	80	28	106	209	76	25	154	44	92	34
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	44	13	57		46	11			63	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	5	17		16	5			23	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	3	15		8	2			17	6
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	12		8	1			22	4

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, accusés, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		à l'emprisonnement de simple police.		À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉTE[NUS] pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
PYRÉNÉES (HAUTES-).	Tarbes	9	1	»	»	»	»	»	»	6	»	14	8	»	»	»	»
	Lourdes	6	2	»	2	»	»	3	2	2	1	1	»	»	»	»	»
	Bagnères	6	1	1	»	»	»	4	1	5	»	4	1	»	»	1	»
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan	15	2	1	2	»	»	10	2	13	6	28	3	2	»	4	1
	Céret	5	»	3	»	»	»	5	»	4	»	»	»	»	»	4	1
	Prades	6	1	»	»	»	»	3	2	5	»	1	»	»	»	»	»
RHIN (H.-) Partie françe.)	Belfort	12	5	»	1	1	»	5	1	13	4	15	4	»	»	7	5
RHÔNE...	Lyon . Maison d'arr. et de just.	78	»	8	»	»	»	43	»	17	»	11	»	2	»	22	»
	Lyon . Maison de correction	»	13	»	1	»	»	»	10	95	19	72	15	23	»	»	10
	Villefranche	4	»	»	»	1	»	10	1	6	1	9	3	1	»	4	»
SAÔNE (HAUTE-).	Vesoul Maison d'arr. et de just.	7	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»
	Vesoul Maison de correction	»	»	»	»	»	»	3	»	12	1	19	4	1	»	»	»
	Gray	6	»	»	»	»	»	6	»	5	»	»	»	»	»	»	2
	Lure	5	3	3	»	1	»	2	1	8	2	15	2	»	»	2	»
SAÔNE-ET-LOIRE.	Mâcon	5	1	»	»	»	»	8	»	2	1	5	1	1	»	»	»
	Autun	4	2	»	»	»	»	2	»	11	1	8	»	»	»	»	»
	Châlon-sur-Saône	7	1	5	2	»	»	8	1	11	3	41	15	1	»	»	»
	Charolles	3	»	1	»	»	»	»	»	7	»	»	1	»	»	»	»
	Louhans	1	»	1	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»
SARTHE...	Le Mans	15	4	»	»	»	2	12	3	22	7	37	7	1	»	»	»
	La Flèche	5	1	1	»	»	»	3	»	5	1	»	»	»	»	»	»
	Mamers	2	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Calais	3	1	1	»	»	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»
SAVOIE...	Chambéry	15	2	»	»	»	»	1	»	3	»	37	7	25	3	1	2
	Albertville	6	1	»	»	»	»	3	1	5	»	1	»	»	»	»	»
	Moutiers	1	»	»	»	»	»	»	»	4	»	1	»	»	»	»	»
	St-Jean-de-Maurienne	5	1	1	»	»	»	1	»	5	2	1	1	»	»	»	»
SAVOIE (HAUTE-).	Annecy	9	»	2	»	»	»	3	»	9	»	43	6	1	1	1	»
	Thonon	7	1	2	»	»	»	5	»	13	2	2	2	»	5	»	»
	Saint-Julien	8	»	1	1	»	»	2	»	2	1	»	»	»	»	4	»
	Bonneville	3	»	»	»	»	»	1	1	4	1	»	»	»	»	1	»
SEINE. A Paris et à St-Denis.	Maison d'arrêt	796	»	7	»	»	»	31	»	146	»	107	»	2	»	»	»
	Dépôt des condamnés	91	»	94	»	»	»	»	»	37	»	190	»	»	»	»	»
	Maison de justice	57	»	»	»	12	»	»	»	»	»	11	»	2	»	»	»
	Saint-Lazare (Maison d'arr. et de correct. pour les femmes)	»	169	»	31	»	»	»	75	»	166	4	201	»	1	»	»
	Maison de correction de Sainte-Pélagie	8	»	»	»	»	»	189	»	105	»	68	»	2	»	10	»
	Maison de correction de la Santé	13	»	25	»	»	»	254	»	288	»	257	»	16	»	5	»
	Maison d'arrêt et de correction des jeunes détenus	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Maison de répression de Saint-Denis	»	»	»	»	»	»	»	»	36	23	»	»	»	»	»	»
	Dépôt près la Préfecture de police	177	40	»	»	»	»	6	1	3	»	»	»	1	»	2	»

Femmes. (22)	Passagers civils. Hommes. (23)	Passagers civils. Femmes. (24)	Passagers militaires ou marins. (25)	Jeunes détenus. Par voie de correction paternelle. Garçons. (26)	Par voie de correction paternelle. Filles. (27)	Prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Garçons. (28)	Prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi. Filles. (29)	Condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Garçons. (30)	Condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous. Filles. (31)	Jugés attendant leur transfèrement. Garçons. (32)	Jugés attendant leur transfèrement. Filles. (33)	Total par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (34)	Total par prison et par sexe. Femmes et Filles. (35)	Total général des deux sexes par prison. (36)	Total général des deux sexes par département. (37)	Population moyenne par prison et par sexe. Hommes et Garçons. (38)	Population moyenne par prison et par sexe. Femmes et Filles. (39)	Population moyenne par département et par sexe. Hommes et Garçons. (40)	Population moyenne par département et par sexe. Femmes et Filles. (41)	Nombre maximum de détenus ... Hommes et jeunes Garçons. (42)
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	31	9	40	83	31	8	54	13	44
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	7	19		12	3			19
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	3	24		11	2			22
»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	96	16	112	153	63	8	89	10	243
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	1	22		18	1			26
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19		8	1			18
»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	56	20	76	76	58	13	58	13	80
»	»	»	»	1	»	3	»	»	»	3	»	193	»	193	503	220	»	415	96	317
10	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	190	79	269		168	92			208
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	35	6	41		27	4			36
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	2	14		10	1			17
»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	6	42	120	36	7	103	15	47
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20		13	1			25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	8	44		44	6			62
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	3	24		22	3			36
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	3	28		22	3			34
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	73	22	95	166	97	22	162	31	117
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		11	2			21
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		10	1			21
»	1	»	9	»	»	»	»	»	»	»	»	97	23	120		102	28			137
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	15	2	17	154	14	2	136	32	18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	»	6		10	1			17
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	1	11		10	1			19
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	83	14	97		84	14			108
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	16	2	18	140	9	1	109	19	20
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	7	»	7		4	1			12
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	5	18		12	3			18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	7	75		63	10			90
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	10	39	147	18	9	111	26	28
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	18	2	20		14	4			25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	11	2	13		16	3			30
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,089	»	1,089		1,084	»			1,174
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	412	»	412		374	»			453
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	»	82		101	»			162
[illegible]	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1,199	1,203		6	1,285			10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	386	»	386	5,305	521	»	4,073	1,693	650
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	860	»	860		1,008	»			1,099
1	»	»	»	22	»	47	»	7	»	70	»	159	1	160		193	1			252
58	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	510	291	801		518	269			517
67	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	204	108	312		268	138			387

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS attendant leur transfèrement à leur destination légale.		CONDAMNÉS à l'emprisonnement de simple police.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour un mois et au-dessous.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour plus d'un mois jusqu'à trois.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour plus de trois mois jusqu'à un an.		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.		DÉT[…] pour dettes envers l'État.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
SEINE-INFÉRIEURE.	Rouen, Maison de justice...	12	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Rouen, Maison d'arr. et de corr.	61	6	10	»	1	»	18	5	50	26	245	67	12	13	»	»
	Dieppe............	7	2	5	1	»	2	1	»	3	2	»	»	»	»	»	»
	Le Havre..........	49	8	»	»	6	2	16	7	69	12	57	17	»	»	9	»
	Neufchâtel.........	11	2	1	»	»	»	6	1	5	1	»	»	»	»	»	»
	Yvetot.............	6	3	»	1	»	»	5	1	5	»	2	2	»	»	»	»
SEINE-ET-MARNE.	Melun.............	15	6	1	»	»	»	1	1	7	1	11	4	1	»	1	»
	Coulommiers.......	8	4	»	»	»	»	2	»	5	»	13	3	»	»	1	»
	Fontainebleau......	12	»	»	2	»	»	12	»	8	1	4	1	»	»	»	»
	Meaux.............	12	1	»	»	»	»	4	»	7	2	19	4	»	»	»	»
	Provins...........	5	»	2	»	»	»	2	«	2	2	5	3	»	»	»	»
SEINE ET-OISE.	Versailles, Maison d'arr. et de just.	43	5	2	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	1	»
	Versailles, Maison de correction	1	9	»	»	2	»	9	6	55	8	115	26	»	»	»	»
	Corbeil...........	19	»	»	»	»	»	5	1	4	»	2	»	»	»	»	»
	Etampes...........	1	2	1	»	»	»	3	»	3	»	2	1	»	»	»	»
	Mantes............	11	2	»	»	»	»	»	»	2	»	3	1	»	»	»	»
	Pontoise..........	21	2	7	4	»	»	8	2	22	4	4	3	»	»	1	»
	Rambouillet........	7	»	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
SÈVRES (DEUX-).	Niort.............	10	3	»	»	1	»	4	1	8	»	17	2	1	»	»	»
	Bressuire..........	1	»	1	1	»	»	5	»	6	»	»	»	»	»	»	»
	Melle..............	3	1	4	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»
	Parthenay..........	»	»	5	»	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	»
SOMME...	Amiens, Maison d'arr. et de just.	28	5	9	»	3	»	3	»	2	»	6	1	»	»	3	2
	Amiens, Maison de correction	1	»	»	»	»	»	13	4	54	15	95	24	»	»	»	»
	Abbeville..........	3	1	14	2	»	»	17	1	6	»	»	»	»	»	1	»
	Doullens...........	1	»	»	»	»	»	2	1	1	»	1	»	»	»	»	»
	Montdidier.........	5	2	»	»	»	»	4	2	4	»	1	»	»	»	»	»
	Péronne...........	4	1	1	»	1	»	4	»	2	»	»	»	»	»	»	»
TARN...	Albi..............	8	»	3	»	»	»	1	»	11	1	17	4	»	»	»	»
	Castres............	7	»	1	»	»	»	3	1	5	2	»	»	»	»	»	»
	Gaillac............	3	»	»	»	»	»	3	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Lavaur............	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
TARN-ET-GARONNE.	Montauban.........	7	1	10	2	»	»	3	2	8	2	38	2	»	»	»	»
	Castelsarrasin......	5	1	2	1	»	»	2	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Moissac...........	5	»	3	2	»	»	3	1	2	»	2	1	»	»	»	»
VAR......	Draguignan........	16	»	»	»	»	»	3	»	14	1	47	2	»	»	»	»
	Brignoles..........	10	»	1	»	»	»	2	»	5	»	1	»	»	»	»	»
	Toulon............	34	1	12	»	»	»	21	1	17	1	3	»	»	»	1	»
VAUCLUSE.	Avignon...........	18	1	103	»	»	»	8	2	18	4	9	3	1	»	2	»
	Apt...............	13	»	»	»	»	»	3	»	1	1	»	»	»	»	1	»
	Carpentras.........	6	»	1	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
	Orange............	9	2	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	2	»
VENDÉE..	La Roche-sur-Yon..	6	1	»	»	»	»	1	»	7	»	25	3	»	»	»	»
	Fontenay-le-Comte..	3	»	»	»	»	»	5	»	5	1	1	»	»	»	»	»
	Les Sables-d'Olonne.	1	1	»	»	»	»	3	»	3	1	2	»	»	»	»	»

par mesure administrative.		PASSAGERS civils.		PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS par voie de correction paternelle.		prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous.		jugés attendant leur transfèrement.		TOTAL par prison et par sexe.		TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE par prison et par sexe.		par departement et par sexe.		NOMBRE maximum de détenus que chaque prison ait renfermé pendant l'année.	
Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.	Femmes et jeunes Filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1	13		19	3			53	5
»	4	»	»	11	»	»	12	1	»	»	»	»	420	122	542		403	124			482	129
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	7	23	889	24	9	690	193	44	17
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	207	47	254		197	45			233	68
»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	26	4	30		28	7			41	11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	20	7	27		19	5			34	11
»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	41	12	53		58	6			72	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29	7	36		25	3			35	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	4	40	199	42	5	188	24	70	12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42	7	49		49	7			62	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	5	21		14	3			23	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	50	5	55		61	5			88	9
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	182	49	231		208	52			251	67
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	1	31	445	27	4	402	80	48	8
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	3	13		12	5			25	7
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	17	3	20		20	4			37	6
1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	67	15	82		60	8			78	18
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	»	13		14	2			25	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	6	47		35	3			53	8
2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	1	16	82	8	1	52	5	20	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	9	2	11		5	1			10	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	8		4	»			8	3
»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	61	8	69		63	12			82	25
»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	165	44	209		135	39			170	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	41	4	45	363	28	5	265	65	44	10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	2	7		10	2			20	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	4	18		13	3			30	5
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	14	1	15		16	4			32	11
»	»	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	43	5	48		33	7			49	14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	3	19	78	12	2	61	10	21	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	»	8		9	1			19	3
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	1	3		7	»			12	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	66	9	75		69	8			96	12
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	12	2	14	108	9	2	90	12	17	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	4	19		12	2			22	4
2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	82	3	85		69	4			90	7
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	»	20	201	17	1	153	12	30	3
2	»	»	»	»	»	»	3	»	1	»	»	»	93	3	96		67	7			127	24
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	159	10	169		167	12			263	15
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	19	1	20	215	11	2	202	18	20	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	10		12	2			31	4
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	3	16		12	2			16	2
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	40	4	44		42	7			59	12
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	16	1	17	72	17	3	72	12	33	6
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	2	11		13	2			22	5

DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont situées les PRISONS.	PRÉVENUS, ACCUSÉS, condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS												DÉTE		
				attendant leur transfèrement à leur destination légale.		à l'emprisonnement de simple police.		A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL								pour dettes envers l'État.		pour dettes envers les particuliers
								pour un mois et au-dessous.		pour plus d'un mois jusqu'à trois.		pour plus de trois mois jusqu'à un an.		pour plus d'un an autorisés exceptionnellement à y subir leur peine.				
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
	Poitiers	16	2	2	»	»	»	1	»	5	1	26	5	1	1	»	»	»
	Châtellerault	»	»	»	1	»	»	»	2	4	1	»	»	»	»	»	»	»
VIENNE	Civray	1	»	»	»	»	»	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
	Loudun	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Montmorillon	2	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Limoges	11	4	»	»	»	»	6	»	10	1	14	3	2	»	»	»	»
VIENNE (HAUTE-).	Bellac	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Rochechouart	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	Saint-Yrieix	6	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Épinal — Maison d'arr.	3	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
	Épinal — Maison de correction	»	»	»	»	»	1	5	3	10	1	68	11	2	»	4	2	»
VOSGES	Mirecourt	6	»	»	»	2	»	5	»	4	4	»	»	»	»	8	»	»
	Neufchâteau	3	1	2	»	1	»	1	2	2	»	»	»	»	»	11	»	»
	Remiremont	7	»	1	»	»	»	5	1	18	1	»	»	»	»	5	»	»
	Saint-Dié	13	»	»	1	»	»	3	2	9	2	»	»	»	»	25	3	»
	Auxerre	11	1	7	1	»	»	2	»	10	4	61	9	1	»	»	»	»
	Avallon	5	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
YONNE	Joigny	3	2	»	»	1	»	1	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»
	Sens	9	2	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
	Tonnerre	1	1	2	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
	TOTAUX	4,400	756	798	143	71	61	2,086	373	3,525	757	5,803	1,242	180	43	490	102	14

par ...ure ...inis-...tive.	PASSAGERS civils.		PASSAGERS militaires ou marins.	JEUNES DÉTENUS								TOTAL par prison et par sexe.		TOTAL général des deux sexes par prison.	TOTAL général des deux sexes par département.	POPULATION MOYENNE				NOM... maxi... de déten... chaque ... ait ren... pendant l...
				par voie de correction paternelle.		prévenus, accusés, jugés en appel ou en pourvoi.		condamnés à un emprisonnement de six mois et au-dessous.		jugés attendant leur transfèrement.						par prison et par sexe.		par département et par sexe.		
Femmes.	Hommes.	Femmes.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.			Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et Garçons.	Femmes et Filles.	Hommes et jeunes Garçons.
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	1	»	54	9	63		50	11			65
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	4	8		9	1			23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5	84	5	1	74	15	5
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3		6	1			11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	5		4	1			10
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	43	8	51		56	12			78
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	»	3	64	6	1	71	15	13
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	»	3		5	1			11
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»	7		4	1			12
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1	6		14	2			25
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	89	18	107		72	18			95
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	4	29	264	16	3	215	43	32
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20	3	23		14	2			29
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	36	2	38		37	4			56
»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	52	9	61		62	14			112
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	92	15	107		95	17			109
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	8		9	2			14
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	3	12	148	12	2	136	25	23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	13	2	15		13	2			23
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	2	6		7	2			12
912	84	8	125	37	1	128	9	60	14	127	7	18,518	4,434	22,952	22,952	18,938	4,681	18,938	4,681	25,928
												22,952						23,619		32,

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE E

Tableau N° III. — RENSEIGNEMEN

DÉPARTEMENTS où sont situées les prisons.	NATURE DES MALADIES ayant motivé, pendant l'année, l'entrée à l'infirmerie ou à l'hôpital.				JOURNÉES					
	AIGUËS.		CHRONIQUES.		D'INFIRMERIE.		D'HÔPITAL.		À L'INFIRMERIE des prisons.	
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ain	13	4	10	1	405	122	»	»	3	[illegible]
Aisne	93	69	55	25	1,409	1,048	238	418	10	[illegible]
Allier	122	15	29	9	1,289	203	97	200	»	[illegible]
Alpes (Basses-)	8	2	3	1	98	7	60	31	»	[illegible]
Alpes (Hautes-)	11	1	7	2	34	10	49	80	»	[illegible]
Alpes-Maritimes	9	1	5	1	359	71	148	42	1	[illegible]
Ardèche	14	1	13	4	497	247	59	»	1	[illegible]
Ardennes	8	4	2	»	239	341	1	92	3	[illegible]
Ariége	7	3	5	4	15	21	9	34	»	[illegible]
Aube	9	3	28	2	336	»	16	62	1	[illegible]
Aude	84	4	6	»	532	»	60	»	2	[illegible]
Aveyron	4	2	10	5	246	72	28	63	»	[illegible]
Bouches-du-Rhône	249	52	167	16	7,314	1,697	1,222	240	33	[illegible]
Calvados	44	15	41	16	709	318	175	43	6	[illegible]
Cantal	28	2	11	4	133	27	12	26	1	[illegible]
Charente	23	13	39	7	1,158	452	»	»	3	[illegible]
Charente-Inférieure	29	5	12	3	549	26	124	77	»	[illegible]
Cher	27	7	14	4	158	80	»	»	3	[illegible]
Corrèze	20	4	5	2	366	64	»	»	»	[illegible]
Corse	105	9	63	5	1,137	121	400	75	»	[illegible]
Côte-d'Or	17	3	30	4	570	48	1	3	3	[illegible]
Côtes-du-Nord	31	18	21	10	3,087	305	»	6	6	[illegible]
Creuse	7	3	2	1	145	163	»	»	»	[illegible]
Dordogne	10	8	3	35	133	140	»	598	4	[illegible]
Doubs	244	20	83	11	2,874	263	55	»	3	[illegible]
Drôme	39	5	13	3	811	343	18	»	3	[illegible]
Eure	44	15	31	7	568	206	353	656	6	[illegible]
Eure-et-Loir	35	6	13	»	1,034	20	30	28	4	[illegible]
Finistère	39	40	19	5	452	897	60	95	3	[illegible]
Gard	19	7	17	5	461	172	115	147	3	[illegible]
Garonne (Haute-)	35	5	7	5	306	82	85	23	10	[illegible]
Gers	4	3	2	5	125	403	»	»	»	[illegible]
Gironde	57	8	15	7	1,761	736	31	89	5	[illegible]
Hérault	108	4	60	3	69	»	855	183	2	[illegible]
Ille-et-Vilaine	29	11	32	15	1,101	1,081	71	58	4	[illegible]
Indre	8	11	5	2	62	141	»	»	»	[illegible]
Indre-et-Loire	33	9	9	»	41	17	470	100	»	[illegible]
Isère	45	8	64	16	1,489	196	16	44	»	[illegible]
Jura	39	7	17	1	602	63	15	»	3	[illegible]
Landes	16	9	10	2	167	60	10	»	»	[illegible]
Loir-et-Cher	36	20	17	13	715	13	20	627	»	[illegible]
Loire	86	6	46	3	413	36	5	»	4	[illegible]
Loire (Haute-)	6	5	22	1	471	124	27	25	»	[illegible]
Loire-Inférieure	84	41	51	15	1,855	1,250	90	»	6	[illegible]

[...]E CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

[...]r l'état sanitaire pendant l'année 1875.

[...]ÉDÉS				NOMBRE DES MALADES présents au 31 décembre 1875				CAS D'ALIÉNATION MENTALE constatés pendant l'année.				CAS d'épilepsie constatés pendant l'année.	
[...]ICIDES.		A L'HÔPITAL.		A L'INFIRMERIE.		A L'HÔPITAL.		INDIVIDUS ayant donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.		INDIVIDUS n'ayant pas donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.			
[...]mmes et [je]unes [gar]çons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	1	1	»
»	»	3	1	»	2	1	2	3	»	1	»	4	1
»	»	1	»	7	1	2	2	»	»	»	»	»	»
»	»	1	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»
1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
»	»	»	»	»	1	1	1	4	1	»	»	1	»
»	»	»	»	3	1	»	»	5	»	»	»	»	»
1	»	»	»	1	1	»	»	2	1	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»
»	»	4	»	»	»	»	»	3	»	»	»	9	»
»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»
»	»	2	»	»	»	»	1	9	»	»	»	1	»
1	»	9	1	18	2	»	»	8	4	»	1	24	»
»	»	1	»	2	2	»	»	1	»	»	»	1	»
»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	2	»
»	»	»	»	3	3	»	»	»	1	»	»	6	»
»	»	3	»	2	»	»	»	1	»	»	»	2	1
»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	2	»
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»
»	»	3	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	5	1	»	»	5	1	2	»	1	»
»	»	»	»	6	1	»	»	»	1	»	»	3	2
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	»	1	»
»	»	»	»	14	»	»	»	4	»	»	»	4	1
»	»	»	»	2	2	»	»	»	»	»	»	1	»
»	»	1	»	1	»	»	1	8	1	1	»	2	»
»	»	»	»	1	»	1	»	4	»	»	»	1	»
»	»	2	1	1	»	»	2	2	»	1	»	»	2
»	»	»	»	3	»	»	»	4	1	»	»	2	1
»	»	»	»	3	1	»	»	2	1	3	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	»	»
»	»	»	»	5	»	»	»	1	»	6	2	2	»
»	»	1	»	»	»	1	»	7	»	1	»	3	1
»	»	»	»	5	»	»	»	3	1	»	»	1	»
»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	»	2	»
»	»	4	»	»	»	»	1	3	»	»	1	»	»
»	»	1	»	2	2	»	»	15	3	1	»	»	»
»	»	2	»	»	»	»	»	4	1	1	»	3	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	7	1	»	1	6	2	3	1	4	1
»	»	2	»	9	»	»	»	2	1	»	»	1	»
»	»	»	»	2	1	»	»	3	1	»	»	4	1
1	1	»	»	9	7	»		»	»	9	3	4	»

DÉPARTEMENTS où SONT SITUÉES LES PRISONS.	NATURE DES MALADIES ayant motivé pendant l'année l'entrée à l'infirmerie ou à l'hôpital.				JOURNÉES				A L'INFIRMERIE des prisons.
	AIGUES.		CHRONIQUES.		D'INFIRMERIE.		D'HÔPITAL.		
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
LOIRET	7	3	3	1	216	25	»	»	1
LOT	2	»	2	1	142	7	33	»	»
LOT-ET-GARONNE	8	3	6	3	127	30	168	14	»
LOZÈRE	20	4	1	»	49	9	»	13	1
MAINE-ET-LOIRE	29	5	38	23	507	512	213	23	2
MANCHE	15	13	23	9	513	277	78	29	1
MARNE	61	25	15	5	1,469	661	»	»	10
MARNE (HAUTE-)	94	27	13	5	296	75	42	105	»
MAYENNE	5	2	10	2	143	55	66	»	1
MEURTHE-ET-MOSELLE	64	39	38	18	3,190	1,123	38	18	4
MEUSE	11	6	3	»	210	123	9	»	1
MORBIHAN	43	16	18	9	928	303	»	»	»
NIÈVRE	2	5	5	1	103	10	»	24	»
NORD	129	32	145	43	5,602	1,686	102	58	23
OISE	71	12	44	10	1,536	221	»	»	10
ORNE	25	11	10	2	987	296	18	30	3
PAS-DE-CALAIS	33	20	50	16	1,228	717	884	709	7
PUY-DE-DÔME	22	10	10	6	422	127	274	283	3
PYRÉNÉES (BASSES-)	45	24	12	6	372	356	43	101	1
PYRÉNÉES (HAUTES-)	8	5	8	2	121	»	23	52	2
PYRÉNÉES-ORIENTALES	8	1	16	2	251	61	322	»	»
RHIN (HAUT-) (Partie française)	3	7	»	»	»	187	94	443	»
RHÔNE	221	159	105	65	5,553	3,733	35	»	12
SAÔNE (HAUTE-)	13	3	3	»	270	68	1	»	4
SAÔNE-ET-LOIRE	9	4	3	2	272	176	9	9	3
SARTHE	68	20	11	3	781	376	3	10	7
SAVOIE	9	»	11	1	439	61	32	»	3
SAVOIE (HAUTE-)	5	2	6	7	138	452	»	18	»
SEINE	1,773	1,205	1,682	2,873	74,842	166,807	»	»	297
SEINE-INFÉRIEURE	97	64	92	62	3,996	2,479	23	190	18
SEINE-ET-MARNE	16	4	6	1	293	48	14	»	2
SEINE-ET-OISE	190	78	40	21	2,598	2,097	147	284	10
SÈVRES (DEUX-)	17	5	3	2	214	62	99	18	2
SOMME	53	13	16	3	1,561	908	209	»	4
TARN	59	6	7	1	639	41	175	»	»
TARN-ET-GARONNE	4	»	15	1	389	40	137	87	1
VAR	33	3	17	1	306	12	104	20	»
VAUCLUSE	80	16	60	10	3,150	440	20	158	3
VENDÉE	8	1	7	2	474	18	164	96	1
VIENNE	29	10	19	5	840	789	126	31	2
VIENNE (HAUTE-)	3	»	3	1	172	21	42	»	»
VOSGES	74	62	21	17	1,354	1,229	43	16	4
YONNE	26	11	29	6	676	302	12	60	2
TOTAL par espèce	5,442	2,424	3,738	3,528	154,664	198,708	8,837	7,064	581
	7,866		7,266		353,372		15,901		742
TOTAL GÉNÉRAL	15,132				369,273				

…CÉDÉS				NOMBRE DES MALADES présents au 31 décembre 1875				CAS D'ALIÉNATION MENTALE constatés pendant l'année.				CAS d'épilepsie constatés pendant l'année.	
SUICIDES.		À L'HÔPITAL.		À L'INFIRMERIE.		À L'HÔPITAL.		INDIVIDUS ayant donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.		INDIVIDUS n'ayant pas donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.			
Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»
»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	»	3	»
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	2	1	»	6	2	1	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	5	»	»	»	1	»
»	»	»	»	2	2	»	»	7	4	»	»	2	1
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»
»	»	»	»	»	»	»	»	3	1	»	2	»	»
1	»	2	»	11	5	»	»	7	»	1	»	10	»
»	»	1	»	1	»	»	»	1	»	1	1	»	»
»	»	»	»	5	»	»	1	»	»	»	»	2	»
»	»	»	»	1	»	»	»	2	2	»	»	2	»
1	»	»	1	13	9	»	»	11	2	3	1	2	3
»	»	»	»	3	1	»	»	2	»	»	»	»	»
»	»	»	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	2	»	2	1	3	3	1	1	»	»	7	2
»	»	1	»	»	»	2	»	8	1	1	»	3	»
»	»	1	»	»	4	»	»	»	»	1	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	1	3	1	»	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
1	»	2	»	16	7	»	»	26	15	6	»	10	1
»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	4	»
1	»	»	»	1	2	»	»	5	1	»	»	5	»
»	»	»	»	3	1	»	»	3	2	»	»	1	»
»	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	»	»
»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
4	»	1	»	195	447	»	»	38	1	285	148	117	61
»	»	1	2	11	4	»	»	1	»	1	»	3	»
»	1	3	»	1	»	»	»	3	1	3	»	3	2
»	»	1	1	8	5	»	»	13	3	»	»	5	4
»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	2	1	3	»
»	»	»	»	7	2	1	»	2	»	1	»	2	»
1	»	1	»	2	»	1	»	1	1	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»
»	»	4	»	3	»	1	»	1	1	»	»	6	1
»	»	1	»	6	»	»	»	3	»	»	»	»	»
»	»	1	»	1	»	»	»	3	»	»	»	3	»
»	»	»	»	4	2	»	»	»	»	»	»	4	»
1	»	1	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»
»	»	»	»	2	2	»	»	2	3	»	»	1	»
1	»	»	»	2	3	1	»	9	»	»	»	1	»
16	2	66	8	334	531	19	17	299	67	342	163	295	86
18		74		865		36		336		505		381	
834				901				871					

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET D

TABLEAU N° IV. — RENSEIGNEMENTS sur l'é

DÉPARTEMENTS où sont situées les PRISONS.	NATURE DES INFRACTIONS.										PUNI					
	ACTES de violence.		IMMORALITÉ.		REFUS de travail.		AUTRES INFRACTIONS.		TOTAL		CELLULE.		PAIN SEC.		AUTRES PRIVATIONS.	
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
AIN	12	»	3	»	12	1	41	5	68	6	38	»	30	6	»	»
AISNE	25	6	5	»	12	1	254	36	296	43	155	32	98	9	31	2
ALLIER	13	2	3	3	8	»	46	8	70	13	40	3	22	7	7	2
ALPES (BASSES-)	2	1	»	»	5	»	49	4	56	5	33	1	17	4	»	»
ALPES (HAUTES-)	2	1	1	»	1	»	16	3	20	4	11	3	7	1	»	»
ALPES-MARITIMES	119	3	28	2	48	»	324	16	519	21	240	12	226	8	38	1
ARDÈCHE	2	»	1	»	4	»	63	2	70	2	37	2	17	»	16	»
ARDENNES	»	2	4	»	»	»	14	4	18	6	8	1	9	3	1	2
ARIÉGE	3	»	»	»	»	»	19	6	22	6	12	»	2	»	»	5
AUBE	14	2	3	2	8	»	123	59	148	63	56	7	87	54	»	»
AUDE	11	»	15	»	16	»	198	4	240	4	73	»	99	4	53	»
AVEYRON	14	4	3	»	1	»	32	6	40	10	35	8	15	2	»	»
BOUCHES-DU-RHONE	134	2	41	4	286	»	2,317	16	2,778	22	1,247	17	503	4	690	»
CALVADOS	47	»	6	6	20	1	413	44	486	51	183	23	283	25	17	3
CANTAL	3	»	»	»	6	»	38	14	47	14	17	2	28	8	»	»
CHARENTE	6	2	»	2	4	»	14	3	24	7	13	7	11	»	»	»
CHARENTE-INFÉRIEURE	2	»	»	»	5	»	11	»	18	»	11	»	7	»	»	»
CHER	»	»	»	»	2	»	56	3	58	3	28	»	26	3	4	»
CORRÈZE	2	»	»	»	1	»	6	»	9	»	8	»	»	»	1	»
CORSE	6	1	»	»	»	»	81	1	87	2	79	2	»	»	»	»
CÔTE-D'OR	30	5	6	2	8	1	185	54	229	62	98	18	66	12	31	6
CÔTES-DU-NORD	14	1	1	»	15	»	70	36	100	37	30	9	56	22	2	3
CREUSE	1	»	2	1	»	»	3	3	6	4	3	1	3	3	»	»
DORDOGNE	7	»	»	»	4	»	110	25	121	25	68	6	51	18	2	1
DOUBS	27	2	2	1	9	»	216	4	254	7	151	4	71	8	6	»
DRÔME	5	»	2	»	3	»	63	2	73	2	30	1	17	»	24	1
EURE	32	4	3	»	8	»	68	12	111	16	99	10	6	2	2	4
EURE-ET-LOIR	23	5	5	2	6	»	115	21	149	28	80	20	56	1	4	1
FINISTÈRE	28	9	14	7	20	7	62	78	124	101	46	22	77	79	1	»
GARD	23	2	10	»	5	»	102	1	140	3	58	»	56	1	17	2
GARONNE (HAUTE-)	9	1	»	»	17	2	266	25	292	28	145	6	110	14	12	2
GERS	»	»	»	»	3	»	32	10	35	10	17	2	18	8	»	»
GIRONDE	5	»	6	2	39	2	266	9	316	13	99	»	183	13	14	»
HÉRAULT	41	1	21	9	28	»	405	13	495	23	194	11	290	11	9	1
ILLE-ET-VILAINE	42	11	8	3	19	6	116	28	185	48	84	41	101	7	»	»
INDRE	8	2	5	2	»	»	26	9	39	13	11	5	25	8	2	»
INDRE-ET-LOIRE	5	»	»	»	4	»	16	»	25	»	13	»	12	»	»	»
ISÈRE	61	»	14	»	8	3	481	8	564	11	322	9	236	2	6	»
JURA	15	1	1	1	6	1	67	»	89	3	63	3	25	»	»	»
LANDES	8	»	2	2	18	1	31	12	54	15	23	7	30	8	»	»
LOIR-ET-CHER	»	»	»	»	»	1	11	4	11	5	6	5	5	»	»	»
LOIRE	6	1	3	6	4	»	113	6	126	13	46	1	30	9	5	1
LOIRE (HAUTE-)	12	1	4	»	5	1	63	5	84	7	15	2	54	4	15	1
LOIRE-INFÉRIEURE	38	6	»	3	9	»	190	16	237	25	125	22	100	3	2	»
LOIRET	5	»	3	»	13	2	133	14	154	16	58	2	93	14	»	»
LOT	3	»	5	»	2	»	85	22	95	22	18	1	39	8	20	3
LOT-ET-GARONNE	16	»	»	»	2	»	66	12	84	12	26	»	42	5	»	»
LOZÈRE	6	»	1	1	3	»	32	1	42	2	20	»	16	1	5	1

[…]RRECTION DES DÉPARTEMENTS.

[…]plinaire pendant l'année 1875.

[…]ONS.			Nombre d'individus en cellule de punition au 31 décembre 1875.		Nombre d'individus punis. 1 fois		2 fois.		3 fois et plus.		Total		Évasions. Tentées.		Consommées. Évadés repris pendant l'année.		Évadés non repris pendant l'année.	
[…]utres […]itions. Femmes et jeunes filles.	Total. Hommes et jeunes garçons.	Total. Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons	Femmes et jeunes filles	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons	Femmes et jeunes filles	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
»	68	6	»	»	50	4	6	5	2	»	58	5	»	»	»	»	»	»
»	298	43	1	»	252	36	13	2	6	1	271	39	1	»	»	»	»	»
1	70	13	»	»	48	7	11	3	»	»	59	10	»	»	»	»	»	»
»	53	5	1	»	41	1	3	»	2	1	46	2	2	»	»	»	1	»
»	20	4	1	»	14	1	1	»	1	1	16	2	1	»	»	»	»	»
»	504	21	1	»	121	14	33	1	51	1	205	16	2	»	»	»	»	»
»	70	2	»	»	38	2	13	»	2	»	53	2	»	»	»	»	»	»
»	18	6	»	»	18	6	»	»	»	»	18	6	»	»	»	»	»	»
1	22	6	»	»	18	6	2	»	»	»	20	6	»	»	1	»	2	»
2	148	63	»	»	56	26	14	8	21	6	91	40	»	»	»	»	»	»
»	240	4	»	»	135	4	36	»	11	»	182	4	1	»	»	»	»	»
»	50	10	»	»	31	8	8	1	1	»	40	9	1	»	»	»	»	»
1	2,778	22	14	»	1,009	11	434	4	294	1	1,737	16	3	»	»	»	»	»
»	486	51	1	»	230	25	37	8	36	3	303	36	3	»	»	»	»	»
4	47	14	»	»	23	7	9	2	2	1	34	10	»	»	»	»	»	»
»	24	7	»	»	19	5	1	1	1	»	21	6	»	»	»	»	»	»
»	18	»	»	»	16	»	1	»	»	»	17	»	»	»	»	»	»	»
»	58	3	»	»	50	3	4	»	»	»	54	3	1	»	»	»	»	»
»	9	»	»	»	5	»	2	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»
»	87	2	1	»	57	2	9	»	4	»	70	2	»	»	1	»	1	»
»	204	39	1	»	125	23	26	5	9	2	160	30	4	»	»	»	»	»
3	100	37	2	»	55	18	12	3	6	4	73	25	1	1	»	»	»	»
»	6	4	»	»	3	»	»	2	1	»	4	2	»	»	»	»	»	»
»	121	25	»	»	82	21	12	2	5	»	99	23	»	»	1	»	2	»
»	254	7	»	»	166	7	23	»	14	»	203	7	»	»	»	»	»	»
»	73	2	»	»	42	2	8	»	5	»	55	2	3	»	»	»	1	»
»	111	16	»	»	92	10	2	1	5	1	99	12	»	»	»	»	»	»
6	149	28	1	»	92	7	13	5	9	3	114	15	»	»	»	»	»	»
»	124	101	»	2	64	40	12	11	11	10	107	61	»	»	»	»	»	»
»	140	3	1	»	50	3	24	»	11	»	88	3	»	»	»	»	»	»
[illegible]	292	28	»	»	152	19	43	3	18	1	213	23	»	»	»	»	»	»
6	35	10	»	»	13	6	5	2	4	»	22	8	»	»	1	»	»	»
»	316	13	»	»	217	7	30	3	13	»	260	10	»	»	»	»	»	»
»	495	23	6	»	225	12	58	3	42	1	325	16	»	»	1	»	»	»
»	185	48	»	»	97	22	27	2	10	6	134	30	»	»	»	»	»	»
»	39	13	»	»	24	6	3	2	3	1	27	12	»	»	»	»	»	»
»	25	»	»	»	18	»	2	»	1	»	21	»	»	»	»	»	»	»
»	564	11	»	1	283	4	88	2	35	1	400	7	»	»	»	»	»	»
»	89	3	»	»	49	1	11	1	6	»	66	2	»	»	»	»	»	»
»	54	15	»	»	25	9	10	3	3	»	28	12	2	»	»	»	»	»
»	11	5	»	»	7	5	2	»	»	»	9	5	»	»	»	»	»	»
»	121	11	»	»	53	7	19	2	8	»	80	9	2	»	»	»	»	»
»	84	7	2	»	30	2	18	1	6	1	54	4	1	»	»	»	»	»
»	237	25	»	»	96	10	20	3	24	2	140	15	»	»	»	»	»	»
[illegible]	153	16	»	»	77	7	18	3	7	1	102	11	»	»	»	»	»	»
3	85	15	»	»	34	7	18	2	5	1	57	10	»	»	»	»	»	»
»	70	5	»	»	35	2	3	»	2	»	40	2	»	»	»	»	»	»
»	42	2	»	»	26	2	8	»	»	»	34	2	»	»	»	»	»	»

DÉPARTEMENTS où sont situées les PRISONS.	NATURE DES INFRACTIONS.										PUNITIO							
	ACTES de violence.		IMMORALITÉ.		REFUS de travail.		AUTRES INFRACTIONS.		TOTAL.		CELLULE.		PAIN SEC.		AUTRES PRIVATIONS.		[illegible]
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
MAINE-ET-LOIRE	9	2	3	3	5	»	27	9	44	14	18	4	25	9	1	1	»
MANCHE	10	3	»	»	»	»	92	26	102	29	57	11	89	47	3	»	»
MARNE	65	9	13	9	24	2	234	27	336	47	105	12	102	23	63	10	29
MARNE (HAUTE-)	6	»	»	3	1	»	18	9	25	12	14	»	6	12	»	»	»
MAYENNE	14	3	4	1	1	1	21	4	40	9	28	7	11	2	»	»	»
MEURTHE-ET-MOSELLE	53	2	19	»	7	»	104	4	183	6	163	5	16	1	»	»	4
MEUSE	»	»	»	»	1	»	140	20	141	20	32	8	84	12	»	»	»
MORBIHAN	8	3	2	»	»	»	62	»	72	3	32	3	21	»	14	»	»
NIÈVRE	4	»	»	»	1	»	55	1	60	1	21	»	39	1	»	»	»
NORD	120	8	11	4	36	9	718	135	885	156	346	42	323	69	85	25	7
OISE	17	1	67	8	11	»	186	46	281	55	49	4	175	44	39	6	»
ORNE	20	»	10	1	2	»	180	21	212	22	66	5	79	12	43	5	»
PAS-DE-CALAIS	31	2	24	7	6	1	141	8	202	18	90	10	83	4	23	4	»
PUY-DE-DÔME	16	1	4	1	5	1	52	8	77	11	62	8	10	1	5	»	»
PYRÉNÉES (BASSES-)	20	»	9	1	17	2	107	15	153	18	91	12	62	6	»	»	»
PYRÉNÉES (HAUTES-)	2	»	»	1	5	»	14	5	21	6	5	»	16	6	»	»	»
PYRÉNÉES-ORIENTALES	6	»	4	»	7	»	55	2	72	2	28	»	26	2	8	»	»
RHIN (HAUT-)	10	»	2	4	4	2	58	8	74	14	33	14	41	»	»	»	»
RHÔNE	119	8	59	4	55	4	2,632	78	2,865	94	409	42	1,762	14	14	34	584
SAÔNE (HAUTE-)	6	»	1	1	1	1	36	1	44	3	22	2	19	1	1	»	»
SAÔNE-ET-LOIRE	8	»	3	1	11	»	51	10	73	11	46	1	16	6	3	»	»
SARTHE	7	3	2	»	4	»	36	4	49	7	22	2	25	5	2	»	»
SAVOIE	6	2	4	2	6	2	25	2	41	8	27	4	3	»	»	»	»
SAVOIE (HAUTE-)	14	3	7	5	3	»	63	2	87	10	42	5	34	1	11	4	»
SEINE	227	31	88	7	216	55	3,617	260	4,148	353	3,307	228	664	»	»	»	6
SEINE-INFÉRIEURE	183	2	29	3	75	4	2,787	40	3,074	49	395	19	1,004	24	987	5	458
SEINE-ET-MARNE	12	»	2	»	8	1	214	33	236	34	74	2	129	27	7	»	»
SEINE-ET-OISE	40	5	89	14	40	3	1,050	24	1,219	46	273	21	352	8	263	6	»
SEVRES (DEUX-)	19	1	»	»	15	»	34	6	68	7	18	8	37	3	13	1	»
SOMME	11	6	2	3	2	2	83	23	98	34	54	17	25	4	9	11	»
TARN	11	2	1	»	2	»	15	»	29	2	21	»	5	2	»	»	»
TARN-ET-GARONNE	3	»	»	»	1	»	18	»	22	»	16	»	6	»	»	»	»
VAR	44	»	9	»	15	»	169	4	237	4	111	»	84	4	38	»	»
VAUCLUSE	2	»	12	1	6	»	217	»	237	1	179	1	33	»	»	»	1
VENDÉE	1	»	»	»	4	»	32	»	37	»	9	»	19	»	9	»	»
VIENNE	3	»	6	3	6	»	55	2	70	5	21	2	49	4	»	»	»
VIENNE (HAUTE-)	2	1	»	»	1	»	40	7	43	8	29	6	5	2	9	»	»
VOSGES	14	2	19	»	16	»	139	7	188	9	133	7	54	2	»	»	»
YONNE	23	6	1	6	2	»	209	108	295	120	247	69	21	20	6	1	»
TOTAL PAR ESPÈCE	1,963	183	769	154	1,313	120	21,392	1,623	25,437	2,080	11,031	903	8,871	734	2,695	155	1,163
	2,143		923		1,433		23,015		27,517		11,934		9,605		2,850		1,171
TOTAL GÉNÉRAL	27,517										27,274						

AUTRES …TIONS. (20)	AUTRES …TIONS. Femmes et jeunes filles. (21)	TOTAL. Hommes et jeunes garçons. (22)	TOTAL. Femmes et jeunes filles. (23)	NOMBRE D'INDIVIDUS en cellule de punition au 31 décembre 1875. Hommes et jeunes garçons. (24)	NOMBRE D'INDIVIDUS en cellule de punition au 31 décembre 1875. Femmes et jeunes filles. (25)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 1 fois. Hommes et jeunes garçons. (26)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 1 fois. Femmes et jeunes filles. (27)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 2 fois. Hommes et jeunes garçons. (28)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 2 fois. Femmes et jeunes filles. (29)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 3 fois et plus. Hommes et jeunes garçons. (30)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. 3 fois et plus. Femmes et jeunes filles. (31)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. TOTAL. Hommes et jeunes garçons. (32)	NOMBRE D'INDIVIDUS PUNIS. TOTAL. Femmes et jeunes filles. (33)	ÉVASIONS. TENTÉES. Hommes et jeunes garçons. (34)	ÉVASIONS. TENTÉES. Femmes et jeunes filles. (35)	ÉVASIONS. CONSOMMÉES. Évadés repris pendant l'année. Hommes et jeunes garçons. (36)	ÉVASIONS. CONSOMMÉES. Évadés repris pendant l'année. Femmes et jeunes filles. (37)	ÉVASIONS. CONSOMMÉES. Évadés non repris pendant l'année. Hommes et jeunes garçons. (38)	ÉVASIONS. CONSOMMÉES. Évadés non repris pendant l'année. Femmes et jeunes filles. (39)	PRO[…] t[…] POUR comm[…] la […] Affi[…]tive et infa[…]man[…]tes. Hommes. (40)
»	»	44	14	»	»	27	12	2	1	8	»	32	13	»	»	»	»	»	»	»
3	1	102	29	»	»	69	27	6	»	4	»	79	27	1	»	»	»	»	»	»
9	»	328	45	»	1	160	30	33	5	21	1	214	36	»	»	»	»	»	»	»
5	»	25	12	»	»	15	12	5	»	»	»	20	12	»	»	»	»	»	»	»
1	»	40	9	1	»	22	7	6	1	2	»	30	8	»	»	»	»	»	»	»
»	»	183	6	»	»	94	4	28	1	11	»	183	6	»	»	»	»	»	»	»
25	»	141	20	»	»	58	14	12	3	12	»	82	17	»	»	»	»	»	»	»
5	»	72	3	8	»	50	3	8	»	2	»	60	8	»	»	»	»	»	»	»
»	»	60	1	»	»	46	1	7	»	»	»	53	4	»	»	»	»	»	»	»
37	16	858	152	5	»	348	35	98	5	47	18	493	58	3	»	1	»	»	»	»
18	4	281	55	2	»	152	43	48	5	11	1	281	55	»	»	»	»	»	»	»
34	»	212	22	»	1	75	11	29	4	20	1	124	16	»	»	2	»	»	»	»
1	»	202	18	2	»	146	11	49	2	6	1	171	14	»	»	»	»	»	»	»
»	2	77	11	1	»	55	11	5	»	4	»	64	11	»	»	1	»	»	»	»
»	»	153	18	»	»	123	16	7	1	4	»	134	17	»	»	»	»	1	»	»
»	»	21	6	4	»	15	6	3	»	»	»	18	6	»	»	»	»	»	»	»
10	»	72	2	»	»	42	2	9	»	4	»	55	2	»	»	»	»	»	»	»
»	»	74	14	»	»	88	8	9	»	6	2	53	10	»	»	»	»	»	»	»
6	»	2,865	91	2	»	726	76	216	3	300	2	1,242	81	»	»	»	»	1	»	»
2	»	44	3	»	»	33	1	4	1	1	»	38	2	»	»	»	»	»	»	»
8	4	73	11	»	»	59	9	4	1	2	»	65	10	»	»	1	»	»	»	»
»	»	49	7	»	»	39	3	5	2	»	»	44	5	»	»	»	»	»	»	»
11	4	41	8	»	»	22	2	2	1	1	»	25	3	»	»	»	»	»	»	»
»	»	87	10	»	»	56	8	8	1	5	»	69	9	3	»	»	»	»	»	»
24	125	4,148	353	12	8	2,991	288	283	16	192	10	3,469	314	»	»	»	»	»	1	»
0	»	3,074	49	6	»	465	29	135	7	334	2	934	40	3	»	»	»	»	»	»
1	4	211	33	1	»	89	16	30	7	14	1	133	24	3	»	1	»	»	»	»
9	16	1,219	43	3	»	412	12	178	7	143	4	733	23	»	»	»	»	1	»	»
»	»	68	7	»	»	83	5	16	1	1	»	50	6	»	»	»	»	»	»	»
20	2	98	34	»	»	76	28	8	»	2	2	86	30	»	»	»	»	1	»	»
»	»	29	2	»	»	13	2	4	»	2	»	19	2	1	»	»	»	»	»	»
»	»	22	»	»	»	19	»	»	»	1	»	20	»	»	»	1	»	»	»	»
4	»	237	4	1	»	86	2	28	1	23	»	137	3	1	»	»	»	»	»	»
14	»	227	1	1	»	123	1	25	»	18	»	161	1	»	»	1	»	»	»	1
»	»	37	»	»	»	21	»	2	»	3	»	26	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	70	5	»	»	35	3	10	1	5	»	70	5	»	1	»	»	»	»	»
»	»	43	8	»	»	35	6	4	1	»	»	39	7	»	»	»	»	»	»	»
1	»	188	9	»	»	77	9	27	»	19	»	123	9	»	»	»	»	»	»	»
»	»	274	90	1	»	98	12	28	2	40	28	166	42	1	»	»	»	»	»	»
09	205	25,269	2,005	75	8	11,529	1,204	2,508	176	1,963	123	16,000	1,503	41	2	13	»	11	1	1
1,714		27,274		83		12,733		2,684		2,086		17,503		46		13		12		1
						17,503										25				
														71						

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE

Tableau N° V.— RÉSULTA

DÉPARTEMENTS.	PRISONS.	POPULATION au 31 décembre 1875.		POPULATION moyenne.		PRÉSENTS à l'école au 31 décembre 1874.		ADMIS pendant l'année.		TOTA
		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
ALLIER	Moulins	68	12	73	8	»	»	28	»	[illegible]
AUBE	Nogent	8	»	6	1	»	»	14	»	[illegible]
AVEYRON	Rodez	56	8	54	9	21	»	70	»	[illegible]
CHER	Bourges	75	7	70	11	»	»	26	»	[illegible]
CORRÈZE	Tulle	28	4	34	8	6	»	65	»	[illegible]
CÔTES-DU-NORD	Saint-Brieuc	76	37	89	37	27	»	34	»	[illegible]
DORDOGNE	Périgueux	69	15	83	12	19	»	49	»	[illegible]
DRÔME	Valence	113	18	96	19	8	»	13	»	[illegible]
EURE-ET-LOIR	Chartres	108	21	113	24	15	»	49	»	[illegible]
FINISTÈRE	Brest	119	62	120	62	»	»	35	17	[illegible]
GARONNE (HAUTE-)	Toulouse	207	48	193	38	15	»	58	»	[illegible]
ILLE-ET-VILLAINE	Rennes	151	40	138	54	»	13	»	23	[illegible]
INDRE	Châteauroux	36	15	36	9	24	»	84	»	[illegible]
ISÈRE	Grenoble	156	19	181	18	27	»	56	»	[illegible]
JURA	Lons-le-Saunier	58	8	60	8	11	»	16	»	[illegible]
LANDES	Mont-de-Marsan	41	11	44	11	16	»	53	»	[illegible]
LOIRE	Saint-Etienne	129	16	140	30	17	»	86	»	[illegible]
LOIRE-INFÉRIEURE	Nantes	250	41	215	45	41	»	153	»	[illegible]
LOIRET	Orléans	110	15	104	22	24	6	71	19	[illegible]
MARNE	Châlons-sur-Marne	118	26	147	29	15	»	39	»	[illegible]
	Reims	91	31	76	28	11	»	71	»	[illegible]
MEURTHE-ET-MOSELLE	Nancy	252	55	214	49	»	»	98	»	[illegible]
MEUSE	Bar-le-Duc	69	19	59	21	6	»	14	»	[illegible]
MORBIHAN	Vannes	58	19	68	29	38	»	45	23	[illegible]
NIÈVRE	Nevers	67	9	59	13	12	»	36	»	[illegible]
NORD	Lille	263	89	312	81	16	»	256	»	[illegible]
OISE	Beauvais	148	26	172	25	15	»	113	»	[illegible]
PAS-DE-CALAIS	Arras	177	36	173	51	28	»	80	»	[illegible]
PYRÉNÉES (BASSES-)	Pau	80	28	76	25	18	»	30	»	[illegible]
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan	96	16	63	8	27	»	97	»	[illegible]
RHÔNE	Lyon	190	79	168	92	39	»	150	»	[illegible]
SEINE	Jeunes détenus	159	1	193	1	118	»	1,327	»	[illegible]
SEINE-INFÉRIEURE	Rouen (correction)	420	122	403	124	68	»	223	»	[illegible]
SEINE-ET-OISE	Versailles (correction)	182	49	208	52	35	»	135	»	[illegible]
SOMME	Amiens (correction)	163	44	135	39	10	»	75	»	[illegible]
	Abbeville	41	4	28	5	4	»	80	»	[illegible]
TARN-ET-GARONNE	Montauban	66	9	69	8	13	»	12	»	[illegible]
VAUCLUSE	Avignon	159	10	167	12	17	»	74	»	[illegible]
VIENNE	Poitiers	54	9	50	11	19	»	82	»	[illegible]
VIENNE (HAUTE-)	Limoges	43	8	56	12	10	»	47	»	[illegible]
	Totaux	4,756	1,076	4,746	1,141	790	19	4,044	82	[illegible]
	TOTAUX GÉNÉRAUX	5,832		5,887		809		4,126		[illegible]

…E CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

…l'enseignement.

…ENTS.		RESTE au 31 décembre 1875.		RÉSULTATS DE L'ENSEIGNEMENT. ILLETTRÉS. Ayant appris à lire.		Ayant appris à lire et à écrire.		N'ayant pas fait de progrès.		SACHANT LIRE. Ayant appris à écrire		Ayant appris à écrire et à calculer.		N'ayant pas fait de progrès.		SACHANT LIRE ET ÉCRIRE. Ayant fait des progrès.		N'ayant pas fait de progrès.		POSSÉDANT une instruction plus développée. Ayant fait des progrès.		N'ayant pas fait de progrès.	
Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
9	»	19	»	6	»	3	»	2	»	4	»	2	»	2	»	5	»	1	»	3	»	»	»
12	»	2	»	2	»	3	»	5	»	1	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
67	»	24	»	4	»	1	»	5	»	15	»	11	»	1	»	37	»	3	»	12	»	2	»
3	»	33	»	10	»	»	»	»	»	6	»	»	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»
63	»	8	»	7	»	11	»	3	»	6	»	15	»	5	»	18	»	4	»	»	»	»	»
49	»	12	»	25	»	9	»	8	»	3	»	4	»	1	»	6	»	3	»	2	»	»	»
43	»	25	»	9	»	18	»	4	»	2	»	13	»	4	»	5	»	2	»	10	»	1	»
21	»	»	»	8	»	5	»	2	»	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
49	»	15	»	4	»	17	»	1	»	»	»	3	»	1	»	16	»	»	»	21	»	1	»
15	11	20	6	11	3	7	2	2	2	4	4	3	4	2	»	3	2	»	»	3	»	»	»
65	»	8	»	5	»	11	»	18	»	18	»	11	»	4	»	2	»	3	»	1	»	»	»
»	21	»	15	»	8	»	2	»	11	»	4	»	2	»	4	»	1	»	4	»	»	»	»
83	»	25	»	31	»	8	»	12	»	12	»	10	»	15	»	2	»	1	»	»	»	4	»
58	»	23	»	6	»	14	»	6	»	4	»	8	»	2	»	30	»	4	»	6	»	»	»
14	»	13	»	2	»	2	»	3	»	2	»	8	»	2	»	8	»	7	»	»	»	»	»
50	»	19	»	12	»	23	»	2	»	1	»	13	»	»	»	14	»	»	»	4	»	»	»
89	»	14	»	25	»	11	»	»	»	14	»	15	»	»	»	32	»	»	»	6	»	»	»
149	»	45	»	49	»	35	»	11	»	12	»	42	»	2	»	39	»	3	»	1	»	»	2
72	17	23	8	24	3	18	4	2	2	2	7	16	2	1	1	20	3	3	1	9	»	»	»
57	»	17	»	8	»	14	»	2	»	13	»	11	»	»	»	4	»	»	»	2	»	»	»
66	»	16	»	9	»	10	»	2	»	15	»	22	»	4	»	14	»	1	»	3	»	2	»
57	»	41	»	4	»	11	»	3	»	1	»	29	»	4	»	23	»	6	»	17	»	»	»
15	»	5	»	3	»	2	»	»	»	3	»	1	»	»	»	9	»	»	»	2	»	»	»
65	16	18	7	20	9	14	5	2	3	12	1	18	»	»	»	14	5	»	»	3	»	»	»
40	»	8	»	6	»	9	»	3	»	7	»	5	»	2	»	12	»	1	»	2	»	1	»
263	»	9	»	104	»	»	»	60	»	57	»	»	»	»	»	50	»	»	»	1	»	»	»
109	»	19	»	23	»	12	»	5	»	15	»	37	»	3	»	21	»	»	»	12	»	»	»
86	»	22	»	20	»	13	»	7	»	18	»	3	»	»	»	40	»	1	»	6	»	»	»
15	»	33	»	4	»	10	»	3	»	8	»	12	»	3	»	2	»	2	»	4	»	»	»
106	»	18	»	11	»	14	»	15	»	6	»	6	»	1	»	39	»	7	»	24	»	1	»
142	»	37	»	»	»	90	»	6	»	»	»	39	»	4	»	40	»	»	»	10	»	»	»
309	»	136	»	141	»	46	»	285	»	24	»	8	»	36	»	152	»	425	»	101	»	227	»
213	»	76	»	47	»	19	»	14	»	43	»	16	»	4	»	89	»	11	»	43	»	5	»
128	»	42	»	33	»	25	»	2	»	21	»	21	»	3	»	32	»	5	»	28	»	»	»
83	»	2	»	18	»	12	»	14	»	9	»	7	»	12	»	6	»	5	»	1	»	1	»
82	»	2	»	18	»	28	»	»	»	14	»	»	»	»	»	22	»	»	»	2	»	»	»
10	»	15	»	4	»	8	»	1	»	»	»	8	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»
76	»	15	»	17	»	34	»	3	»	9	»	8	»	»	»	12	»	3	»	4	»	1	»
73	»	22	»	9	»	7	»	13	»	16	»	11	»	22	»	15	»	2	»	4	»	2	»
45	»	12	»	10	»	11	»	8	»	2	»	5	»	»	»	5	»	»	»	16	»	»	»
1,949	65	885	36	749	23	585	13	534	18	402	16	445	8	142	5	850	11	512	5	365	»	250	2
4,014		921		772		598		552		418		453		147		861		517		365		252	
				1,922						1,018						1,378				617			
				4,935																			

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE

Tableau N° VI. — INDUSTRIES EXERCÉES. — Produit du trav

INDUSTRIES.	AIN.	AISNE.	ALLIER.	ALPES (BASSES-).	ALPES (HAUTES-).	ALPES-MARITIMES.
1	2	3	4	5	6	7
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Service intérieur	2,152 30	5,500 30	1,296 35	683 20	250 10	1,96
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaînes, Chaînettes, Chapelets, Perles	» »	511 88	» »	» »	» »	»
Allumettes, Veilleuses, Bouchons	» »	» »	» »	» »	» »	»
Almanachs (Pliage d')	» »	» »	» »	» »	» »	»
Bonneterie	488 60	2,121 16	» »	» »	» »	»
Boutons	» »	» »	» »	» »	» »	»
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie	» »	» »	» »	» »	» »	»
Brosserie, Plumeaux, Balais	» »	» »	» »	» »	» »	»
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étoupes, Épluchage, Triage de laine, soie et coton, Délissage de chiffons	3,495 54	1,611 96	102 89	» »	» »	»
Cartonnage, Boîtes à bougies, Ballons, Jouets d'enfants	141 06	» »	» »	» »	» »	»
Chapellerie	» »	» »	» »	» »	» »	»
Chaussonnerie	792 45	327 57	507 71	» »	» »	1,12
Copies, Découpage de papier, Papeterie, Imagerie	318 24	13,835 52	99 70	157 90	» »	»
Corderie, Filets de pêche, Émouchettes	» »	434 20	» »	» »	» »	»
Cordonnerie et piquage	583 20	319 82	2,551 83	303 50	104 60	»
Corroierie, Sellerie, Cuirs artificiels	» »	» »	32 80	» »	» »	»
Corsets (Piquage de)	» »	» »	» »	» »	» »	»
Couture	63 20	14,773 65	» »	3 »	» »	»
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers	271 59	1,472 89	1,487 06	» »	» »	»
Échalas (Aiguisage d')	» »	»	» »	» »	» »	»
Enveloppes de bouteilles	» »	» »	» »	» »	» »	41
Espadrilles et Sandales	» »	» »	» »	» »	» »	»
Filature de laine, chanvre, coton et soie	310 79	» »	» »	» »	» »	18
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	» »	» »	» »	» »	» »	4,054
Peignes, Frottage de vessies	» »	» »	» »	» »	» »	»
Parapluies	» »	» »	» »	» »	» »	»
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Horlogerie, Bijouterie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Chevillerie, Blanchisserie de limes, Couverts	» »	307 20	436 05	» »	» »	»
Sommiers élastiques	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tailleurs	» »	1,687 46	145 »	4 50	» »	»
Tissage de fil, coton, laine et soie	» »	» »	353 69	» »	» »	»
Toiles métalliques	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tresses de paille, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	15 15	2,160 58	» »	66 35	150 80	1,43
Triage de légumes, noix, moutarde, Cassage de noix, d'amandes	43 »	» »	1,672 31	1,506 25	241 10	12
Vannerie	396 »	1,212 65	305 50	» »	» »	»
Travaux divers	» »	563 54	356 40	34 90	253 48	5
Totaux	9,071 12	46,840 37	9,347 29	2,759 60	1,000 08	9,009

E CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

r industrie et par département pendant l'année 1875.

ARDÈCHE.	ARDENNES.	ARIÉGE.	AUBE.	AUDE.	AVEYRON.	BOUCHES-DU-RHÔNE.	CALVADOS.	CANTAL.	CHARENTE.	CHARENTE-INFÉRIEURE.	A REPORTER.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
863 80	1,981 40	247 »	1,842 27	2,017 82	1,153 20	12,246 45	4,328 37	658 50	2,307 10	1,934 30	41,427 26
» »	» »	» »	190 40	» »	14 40	» »	69 02	15 12	» »	» »	800 82
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	» »	» »	311 37	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	311 37
» »	63 65	» »	1,093 30	» »	» »	» »	190 39	13 48	78 15	14 30	4,063 03
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	» »	» »	» »	» »	133 20	» »	1,066 90	» »	» »	» »	1,200 10
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	373 60	19 58	1,083 06	2,595 08	2,052 13	4,829 39	1,056 92	92 50	1,349 27	5,745 54	24,407 45
638 35	13 75	» »	» »	» »	» »	8,655 44	515 05	91 46	» »	» »	10,049 11
» »	» »	» »	» »	» »	492 »	» »	» »	» »	» »	» »	492 »
590 93	» »	» »	8,890 18	38 95	» »	» »	1,017 15	97 08	» »	78 52	13,487 04
» »	20 »	» »	» »	10 68	» »	» »	» »	33 96	62 70	» »	14,538 70
» »	» »	46 19	» »	» »	» »	» »	71 40	76 34	125 55	174 40	928 08
953 51	» »	33 »	110 65	206 96	1,172 40	929 43	3,547 75	» »	1,027 45	637 54	12,511 64
» »	» »	» »	» »	» »	138 »	» »	» »	» »	» »	» »	170 80
» »	» »	» »	7,001 14	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,001 11
911 70	181 20	168 05	122 15	359 76	46 15	5,143 45	1,677 14	179 90	578 06	» »	24,207 41
» »	13 50	» »	381 25	79 94	344 94	» »	199 18	295 »	680 50	294 27	5,520 12
» »	» »	» »	325 47	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	325 47
653 71	7,766 93	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,748 64	1,230 91	14,441 99
» »	» »	1,214 86	497 91	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1,712 77
» »	» »	6 17	» »	» »	237 30	» »	88 22	55 86	» »	» »	881 39
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	28 96	» »	» »	62 »	4,145 26
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	2,448 51	» »	» »	» »	» »	485 65	832 35	» »	» »	» »	4,509 79
» »	» »	» »	829 79	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	829 79
41 30	» »	» »	» »	» »	81 »	» »	496 02	» »	» »	172 80	2,631 08
» »	» »	164 79	» »	» »	23 64	» »	118 80	1,591 32	» »	» »	2,252 24
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1,887 30	830 36	2,717 66
» »	» »	» »	281 70	2,587 02	» »	8,174 96	431 87	19 66	574 22	1,799 62	17,695 43
» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,574 98	» »	» »	1,495 40	» »	9,699 88
» »	639 50	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	44 64	2,553 65
35 27	1,053 95	70 »	20 45	345 33	7 80	191 90	215 31	389 40	» »	» »	3,591 18
4,704 57	14,556 02	1,969 64	22,981 09	8,241 54	5,896 16	45,231 65	15,960 80	3,609 58	14,914 34	13,019 20	239,102 75

INDUSTRIES.	REPORT.	CHER.	CORRÈZE.	CORSE.	CÔTE-D'OR.	CÔTES-DU-NORD.	CREUSE.
1	2	3	4	5	6	7	8
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Service intérieur	41,427 26	1,414 90	615 70	» »	2,104 30	1,358 14	[illegible]
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaînes, Chaînettes, Chapelets, Perles	800 82	» »	6 60	» »	» »	» »	[illegible]
Allumettes, Veilleuses, Bouchons	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Almanachs (Pliage d')	311 37	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Bonneterie	4,063 03	»	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Boutons	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie	1,200 10	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Brosserie, Plumeaux, Balais	» »	» »	» »	» »	» »	10 43	[illegible]
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Etoupes, Epluchage, Triage de laine, soie et coton, Délissage de chiffons	24,407 45	38 32	10 10	» »	712 95	2,064 60	[illegible]
Cartonnage, Boîtes à bougies, Ballons, Jouets d'enfants	10,049 11	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Chapellerie	492 00	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Chaussonnerie	13,487 04	13 44	7 40	» »	2,684 96	7 60	[illegible]
Copies, Découpage de papier, Papeterie, Imagerie	14,538 70	» »	13 90	» »	» »	63 55	[illegible]
Corderie, Filets de pêche, Émouchettes	928 08	» »	70 95	» »	» »	» »	[illegible]
Cordonnerie et piquage	12,511 64	4,204 06	72 30	» »	514 08	566 11	[illegible]
Corroierie, Sellerie, Cuirs artificiels	170 80	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Corsets (Piquage de)	7,001 14	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Couture	24,207 41	636 08	325 14	» »	1,362 52	77 16	[illegible]
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers	5,520 12	55 85	13 »	» »	24 47	11 70	[illegible]
Échalas (Aiguisage d')	325 47	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Enveloppes de bouteilles	14,441 99	12 16	46 80	» »	» »	» »	[illegible]
Espadrilles et Sandales	1,712 77	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Filature de laine, chanvre, coton et soie	881 23	» »	82 70	» »	» »	2,576 45	[illegible]
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	4,145 26	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Peignes	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Parapluies	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Horlogerie, Bijouterie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Chevillerie, Blanchisserie de limes, Couverts	4,509 79	121 00	32 »	» »	» »	» »	[illegible]
Sommiers élastiques	829 79	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Tailleurs	2,631 08	» »	8 »	» »	5 50	17 60	[illegible]
Tissage de fil, coton, laine et soie	2,252 24	» »	27 80	» »	» »	749 65	[illegible]
Toiles métalliques	2,717 66	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Tresses de paille, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	17,695 43	2,954 94	179 52	» »	67 33	44 42	[illegible]
Triage de légumes, noix, moutarde, Cassage de noix, d'amandes	9,699 88	269 09	319 46	» »	» »	» »	[illegible]
Vannerie	2,553 65	200 71	» »	» »	98 71	131 54	[illegible]
Travaux divers	3,591 18	54 25	265 09	» »	1,557 00	549 41	[illegible]
Totaux	229,102 75	9,974 80	2,096 46	» »	9,131 91	8,228 33	[illegible]

DORDOGNE.	DOUBS.	DRÔME.	EURE.	EURE-ET-LOIR.	FINISTÈRE.	GARD.	GARONNE (HAUTE-).	GERS.	GIRONDE.	HÉRAULT.	A REPORTER.
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
…65 15	1,816 38	1,733 10	4,996 94	3,656 40	2,588 34	3,543 19	3,022 77	433 60	5,510 98	7,562 24	83,487 46
» »	253 55	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1,060 97
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	311 37
» »	123 28	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,208 41
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
28 30	31 »	» »	39 10	14 48	» »	» »	57 80	» »	» »	» »	1,370 78
» »	83 49	125 32	» »	» »	» »	» »	» »	» »	969 45	» »	1,206 89
4,272 04	96 »	37 30	2,688 18	213 03	15,191 57	381 63	3,299 33	155 59	1,117 27	8,096 37	62,942 60
» »	» »	1,611 59	» »	» »	» »	» »	666 16	» »	» »	» »	12,326 89
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	402 »
241 39	5,142 5	68 50	10,764 63	1,496 01	» »	1,554 04	» »	» »	» »	114 19	35,581 65
30 60	20 62	9 35	25 83	» »	1,149 87	» »	» »	» »	114 13	» »	15,995 55
330 05	28 21	» »	75 »	» »	» »	» »	510 05	272 60	6 »	» »	2,334 70
691 57	2,499 60	537 34	7,731 94	867 01	358 05	1,705 99	50 50	» »	139 30	1,271 83	33,721 31
» »	» »	551 02	» »	5,281 73	» »	» »	» »	» »	» »	» »	6,003 25
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,001 14
83 10	405 53	1,325 88	12 50	1,538 54	383 60	» »	243 65	354 82	5,413 28	963 65	37,332 86
895 52	667 26	148 62	151 21	7 66	30 »	» »	6 »	106 »	2,062 14	230 70	9,930 35
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	325 47
» »	» »	2,207 62	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1,621 90	» »	18,329 97
» »	» »	» »	» »	125 42	» »	2,449 97	14,307 02	» »	12,894 33	8,677 30	40,166 81
136 30	482 31	» »	» »	» »	» »	» »	59 51	257 74	179 85	» »	4,786 52
» »	12 »	» »	» »	» »	» »	» »	3,163 20	» »	» »	» »	7,320 46
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
» »	1,020 26	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	2,301 71	» »	8,674 76
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	829 79
11 90	370 53	70 »	139 45	71 »	» »	» »	459 80	76 70	263 75	288 55	4,413 86
343 50	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	860 98	» »	» »	4,234 17
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	276 75	» »	2,994 41
149 78	2,032 »	» »	1,042 40	900 74	» »	» »	» »	1,032 31	2,454 96	2,480 90	31,044 08
617 63	5,8 05	585 14	» »	49 18	» »	1,262 20	» »	» »	» »	447 60	13,801 21
13 30	» »	1,303 »	84 50	121 40	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,506 71
524 70	8,403 66	» »	595 80	» »	880 50	48 30	1,125 61	122 98	1,001 70	607 51	19,327 78
9,833 83	24,636 18	10,313 28	28,347 48	14,342 60	20,581 93	10,945 37	26,971 40	3,673 41	36,417 50	30,743 83	476,064 48

INDUSTRIES.	REPORT.	ILLE-ET-VILAINE.	INDRE.	INDRE-ET-LOIRE.	ISÈRE.	JURA.	LANDES.
1	2	3	4	5	6	7	8
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Service intérieur	83,487 46	3,413 43	716 »	1,850 06	3,768 24	1,014 80	[illegible]
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes Chaînes, Chaînettes, Chapelets, Perles	1,060 97	» »	» »	» »	» »	» »	»
Allumettes, Veilleuses, Bouchons	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Almanachs (Pliage d')	311 37	» »	» »	» »	» »	» »	»
Bonneterie	4,208 41	» »	41 40	» »	» »	» »	»
Boutons	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie	1,370 78	» »	» »	995 87	3,362 61	» »	»
Brosserie, Plumeaux, Balais	1,206,89	» »	» »	528 93	6,370 11	44 74	»
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étoupes, Épluchage, Triage de laine, soie et coton, Délissage de chiffons	62,912 60	1,442 33	313 80	189 80	5,170 13	41 40	»
Cartonnage, Boîtes à bougies, Ballons, Jouets d'enfants	12,326 89	» »	» »	» »	» »	257 55	»
Chapellerie	492 »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Chaussonnerie	35,584 65	3,996 24	» »	» »	» »	5,250 04	»
Copies, Découpage de papier, Papeterie, Imagerie	15,995 55	1,831 25	» »	1,100 92	» »	370 16	»
Corderie, Filets de pêche, Émouchettes	2,334 70	» »	662 75	» »	» »	» »	[illegible]
Cordonnerie et piquage	33,721 31	42 40	148 76	486 45	141 15	400 »	[illegible]
Corroierie, Sellerie, Cuirs artificiels	6,003 25	» »	» »	» »	» »	» »	»
Corsets (Piquage de)	7,001 14	» »	» »	» »	» »	» »	»
Couture	37,332 86	241 45	354 55	816 30	» »	624 73	»
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers	9,930 35	28 »	1 60	87 60	» »	1,843 22	[illegible]
Échalas (Aiguisage d')	325 47	» »	» »	» »	» »	» »	»
Enveloppes de bouteilles	18,329 97	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Espadrilles et Sandales	40,166 81	» »	» »	» »	» »	» »	»
Filature de laine, chanvre, coton et soie	4,786 52	1,133 41	» »	2 80	» »	26 93	»
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	7,320 46	» »	» »	» »	» »	» »	»
Peignes	» »	444 77	» »	» »	» »	» »	»
Parapluies	» »	492 32	» »	» »	» »	» »	»
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Horlogerie, Bijouterie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Chevillerie, Blanchisserie de limes, Couverts	8,674 76	» »	» »	» »	» »	» »	»
Sommiers élastiques	829 79	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tailleurs	4,413 86	50 30	» »	7 50	» »	243 27	»
Tissage de fil, coton, laine et soie	4,234 17	1,004 83	» »	18 75	» »	88 25	»
Toiles métalliques	2,994 41	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tresses de paille, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	31,044 08	» »	696 24	460 20	2,827 11	» »	»
Triage de légumes, noix, moutarde, Cassage de noix, d'amandes	13,801 21	» »	1,065 »	829 38	1,719 87	54 60	»
Vannerie	4,506 71	888 03	111 »	» »	» »	» »	»
Travaux divers	19,327 78	2,986 27	3 50	165 11	7,853 43	124 38	[illegible]
Totaux	476,064 48	17,995 03	4,114 60	7,509 67	31,212 65	9,384 07	[illegible]

LOIR-ET-CHER. 9	LOIRE. 10	LOIRE (HAUTE-). 11	LOIRE-INFÉRIEURE. 12	LOIRET. 13	LOT. 14	LOT-ET-GARONNE. 15	LOZÈRE. 16	MAINE-ET-LOIRE. 17	MANCHE. 18	MARNE. 19	A REPORTER. 20
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,956 80	3,461 14	653 53	4,689 30	2,784 11	404 96	1,437 91	564 85	3,655 01	2,362 25	4,396 06	122,240 01
23 15	» »	164 38	» »	» »	» »	» »	» »	10 80	» »	» »	1,259 30
11 60	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	11 60
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	311 37
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,249 81
» »	» »	» »	» »	279 39	» »	» »	» »	» »	» »	» »	279 39
» »	» »	279 39	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	244 50	6,455 54
20 »	» »	» »	» »	2,923 82	» »	116 85	» »	51 96	» »	4,942 65	16,203 95
148 03	1,826 27	» »	719 56	2,021 77	74 64	66 55	93 45	1,851 03	1,129 84	5,930 01	83,964 21
19 20	» »	» »	423 22	1,210 72	» »	» »	» »	» »	» »	1,028 94	15,266 52
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	136 10	» »	» »	» »	628 10
1,109 46	6 30	» »	» »	717 90	24 15	» »	» »	» »	1,838 32	10,198 94	57,723 60
» »	1,826 43	» »	» »	» »	» »	» »	17 71	325 91	» »	258 45	21,726 38
82 22	» »	» »	» »	» »	» »	164 69	» »	» »	» »	» »	3,294 36
1,399 74	603 80	6 »	45 84	577 62	» »	211 65	» »	1,065 12	59 40	8,845 03	47,754 27
1,612 95	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	218 06	» »	» »	7,834 26
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,001 14
294 85	1,103 24	164 08	2,148 45	349 02	» »	» »	» »	776 21	64 99	3,733 16	48,003 89
» »	122 08	» »	631 81	» »	42 18	149 62	161 69	1,024 40	» »	777 80	14,776 35
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	325 47
» »	» »	6 75	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	953 56	23,865 21
» »	» »	» »	10,486 60	» »	2,226 46	5,124 04	» »	» »	» »	» »	58,003 91
63 87	» »	134 20	» »	» »	92 64	128 04	» »	533 12	411 39	7 70	7,323 42
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	65 25	» »	» »	7,385 71
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	414 77
» »	» »	» »	38 »	» »	» »	» »	» »	1,652 55	» »	» »	2,182 87
» »	5,563 62	» »	344 80	2,967 71	» »	» »	» »	733 61	117 78	5,928 10	24,320 38
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	829 79
» »	73 20	1,018 64	18 68	» »	4 50	8 50	» »	623 65	57 60	280 42	6,790 12
1,322 11	653 90	» »	» »	» »	1,591 52	» »	» »	442 39	32 71	15 »	9,310 63
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	2,994 41
718 34	» »	1 80	» »	4 55	» »	» »	36 71	50 60	13 30	9 70	35,862 63
37 »	839 12	» »	» »	453 10	» »	» »	» »	3,818 82	1 35	489 04	23,108 49
16 »	» »	» »	5,200 38	88 32	» »	346 05	» »	5,268 19	3,178 06	18 50	19,621 24
68 »	2,565 01	339 01	282 69	42 02	383 61	172 05	124 15	306 28	1,010 03	2,497 21	38,300 33
8,903 32	18,634 11	2,965 17	25,024 33	14,420 05	4,844 66	7,925 95	1,134 66	22,475 96	10,285 02	50,554 77	719,683 83

INDUSTRIES.	REPORT.	MARNE (HAUTE-).	MAYENNE.	MEURTHE-ET-MOSELLE.	MEUSE.	MORBIHAN.	NIÈVRE.	NORD.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Service intérieur	122,240 51	987 48	2,316 25	1,943 05	2,068 66	2,125 95	2,726 14	[illegible]
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaînes, Chaînettes, Chapelets, Perles	1,259 30	» »	» »	» »	» »	» »	322 33	»
Allumettes, Veilleuses, Bouchons	11 60	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Almanachs (Pliage d')	311 37	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Bonneterie	4,249 84	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Boutons	279 39	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie	6,455 54	» »	1,562 45	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Brosserie, Plumeaux, Balais	16,205 95	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étoupes, Epluchage, Triage de laine, soie et coton, Délissage de chiffons	83,964 21	2,183 58	11,838 75	7,662 04	893 11	4,384 69	2,042 15	[illegible]
Cartonnage, Boîtes à bougies, Ballons, Jouets d'enfants	15,266 52	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Chapellerie	628 10	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Chaussonnerie	57,723 00	1,251 14	» »	14,367 84	5,096 25	» »	91 67	[illegible]
Copies, Découpage de papier, Papeterie, Imagerie	21,726 38	» »	» »	766 86	» »	» »	14 35	[illegible]
Corderie, Filets de pêche, Émouchettes	3,294 36	» »	» »	» »	16 »	5 »	» »	[illegible]
Cordonnerie et piquage	47,754 27	» »	146 95	6,325 02	416 03	130 85	228 64	[illegible]
Corroierie, Sellerie, cuirs artificiels	7,834 26	» »	» »	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Corsets (Piquage de)	7,001 14	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Couture	48,003 89	» »	1,170 24	2,608 45	1,541 86	396 75	31 35	[illegible]
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers	14,776 35	» »	16 80	225 40	33 »	466 10	83 35	[illegible]
Échalas (Aiguisage d')	325 47	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Enveloppes de bouteilles	23,865 21	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Espadrilles et Sandales	58,003 91	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Filature de laine, chanvre, coton et soie	7,323 42	» »	4 50	» »	» »	57 36	» »	»
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	7,385 71	» »	17 50	» »	» »	» »	» »	[illegible]
Peignes	444 77	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Parapluies	2,182 87	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Horlogerie, Bijouterie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Chevillerie, Blanchisserie de limes, Couverts	24,320 38	» »	» »	» »	50 »	» »	» »	[illegible]
Sommiers élastiques	829 79	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tailleurs	6,790 12	» »	37 »	492 04	159 30	» »	32 20	[illegible]
Tissage de fil, coton, laine et soie	9,310 63	» »	» »	» »	1,412 93	» »	7 30	[illegible]
Toiles métalliques	2,994 41	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tresses de paille, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	35,862 63	» »	70 44	567 94	» »	» »	1,494 90	[illegible]
Triage de légumes, noix, moutarde, Cassage de noix, d'amandes	23,108 49	» »	» »	» »	» »	» »	229 95	[illegible]
Vannerie	19,621 24	» »	» »	» »	431 43	» »	12 85	[illegible]
Travaux divers	38,300 38	1,076 78	880 94	372 55	133 60	173 21	1,169 88	[illegible]
Totaux	719,653 83	5,498 98	16,499 37	36,893 64	12,252 47	7,739 91	8,487 15	[illegible]

OISE.	ORNE.	PAS-DE-CALAIS.	PUY-DE-DÔME.	PYRÉNÉES (BASSES-).	PYRÉNÉES (HAUTES-).	PYRÉNÉES-ORIENTALES.	RHIN (HAUT-). (Partie française.)	RHÔNE.	SAÔNE (HAUTE-).	SAÔNE-ET-LOIRE.	A REPORTER.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
…700 93	1,655 10	5,059 71	1,131 79	1,744 34	801 08	2,175 89	109 50	16,078 40	1,383 84	2,748 47	184,201 12
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	136 90	» »	» »	1,721 53
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	656 32
» »	644 72	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	311 37
» »	» »	460 65	» »	8 40	» »	» »	» »	» »	» »	91 30	6,302 70
…634 07	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	15,044 25
» »	91 30	2,912 20	1,824 26	» »	» »	» »	» »	» »	47 45	» »	14,259 48
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	16,245 15
…33 74	21 50	963 21	272 17	593 85	2,714 48	» »	2,280 85	8,970 78	222 22	3,595 67	151,543 69
» »	» »	112 55	» »	» »	» »	» »	» »	1,089 18	» »	2,544 12	49,012 37
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	340 34	968 44
…908 90	2,800 22	» »	3,454 87	» »	» »	» »	» »	» »	530 75	4,129 30	106,995 80
» »	» »	» »	» »	392 »	» »	» »	» »	» »	20 »	8 10	23,138 39
» »	19 20	179 87	» »	376 40	12 75	» »	» »	» »	9 40	» »	5,922 38
…22 74	566 81	3,060 14	258 61	1,321 70	168 77	109 60	1,140 15	2,678 40	744 54	161 77	70,818 14
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	289 57	10,007 48
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,001 14
…329 05	652 80	2,454 14	» »	351 65	139 63	71 95	68 85	6,797 77	26 83	635 01	83,372 35
…78 81	22 59	1,471 15	406 80	299 90	96 »	191 62	282 95	3,129 82	198 50	732 21	24,412 03
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	325 47
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	2,388 76	» »	26,253 97
» »	» »	» »	» »	10,317 43	159 52	1,856 17	» »	» »	» »	» »	70,337 03
» »	150 21	» »	» »	302 05	» »	» »	» »	» »	140 44	» »	8,977 95
…43 50	» »	» »	» »	» »	396 50	» »	» »	» »	» »	» »	11,337 50
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	444 77
» »	» »	» »	128 38	1,737 67	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,048 92
…264 73	» »	» »	1,854 40	» »	» »	93 60	» »	1,009 50	978 73	1,226 89	31,833 73
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	829 79
» »	92 94	309 72	» »	8 60	140 08	» »	170 65	2,450 07	179 60	» »	14,547 60
» »	» »	282 04	» »	106 »	» »	» »	» »	6,860 46	1,173 27	184 33	25,766 72
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	4,774 01	» »	» »	7,768 42
…185 22	533 19	461 97	» »	» »	» »	2,420 91	» »	» »	132 »	507 50	44,017 81
» »	27 »	» »	» »	» »	» »	220 12	» »	» »	» »	395 72	24,002 63
» »	1,885 22	331 27	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	246 90	22,806 57
…22 30	284 23	691 41	» »	1,326 20	229 97	350 58	972 65	3,493 86	929 32	77 05	50,528 09
…844 78	9,477 24	18,759 04	9,331 28	18,886 19	4,858 78	7,400 44	5,023 60	57,169 15	9,105 65	17,913 65	1,086,839 20

INDUSTRIES.	REPORT.	SARTHE.	SAVOIE.	SAVOIE (HAUTE-).	SEINE.	SEINE-INFÉRIEURE.	SEINE-ET-MARNE.	SEINE-ET-OISE.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Service intérieur	184,301 12	1,935 36	1,337 70	2,116 44	51,508 14	29,745 06	5,172 36	8,048 [illegible]
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaînes, Chaînettes, Chapelets, Perles	1,721 53	» »	2 40	» »	32,062 20	749 56	» »	1,195 [illegible]
Allumettes, Veilleuses, Bouchons	656 32	» »	» »	» »	4,823 75	» »	» »	»
Almanachs (Pliage d')	311 37	» »	» »	» »	3,645 90	» »	» »	»
Bonneterie	6,302 70	»	3 50	251 67	» »	» »	» »	»
Boutons	15,044 25	» »	» »	» »	7,576 89	30,574 25	1,385 34	»
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie	14,259 48	» »	7 20	16 10	» »	» »	» »	»
Brosserie, Plumeaux, Balais	16,245 15	» »	29 66	» »	15,931 »	3,160 13	» »	»
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étoupes, Épluchage, Triage de laine, soie et coton, Délissage de chiffons	151,543 69	2,519 95	381 60	321 45	13,432 81	5,823 44	» »	179 8[illegible]
Cartonnage, Boîtes à bougies, Ballons, Jouets d'enfants	19,012 37	» »	» »	» »	50,117 34	» »	» »	»
Chapellerie	968 44	» »	25 30	» »	» »	» »	» »	»
Chaussonnerie	106,995 80	122 52	3,997 88	51 »	20,025 84	17,886 98	362 98	2,739? [illegible]
Copies, Découpage de papier, Papeterie, Imagerie	23,138 39	2,445 84	90 25	» »	72,584 68	» »	» »	2,900 [illegible]
Corderie, Filets de pêche, Émouchettes	5,922 36	317 87	» »	6 90	» »	58 60	155 95	12
Cordonnerie et piquage	70,818 14	749 21	86 25	» »	69,429 14	3,877 18	763 86	13,830 [illegible]
Corroierie, Sellerie, Cuirs artificiels	10,007 48	» »	» »	» »	12,963 47	» »	» »	»
Corsets (Piquage de)	7,001 14	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Couture	83,372 35	1,282 88	313 76	373 35	131,272 07	9,102 15	1,469 41	1,881? [illegible]
Ébénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers	24,412 03	» »	21 80	» »	14,069 56	» »	236 75	556 [illegible]
Échalas (Aiguisage d')	325 47	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Enveloppes de bouteilles	26,253,97	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Espadrilles et Sandales	70,337 03	» »	» »	» »	» »	» »	» »	8,067 [illegible]
Filature de laine, chanvre, coton et soie	8,977 95	810 65	338 44	19 95	» »	» »	» »	»
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	11,337 50	18 50	» »	» »	1,773 90	» »	» »	»
Peignes	444 77	» »	» »	» »	3,476 23	» »	» »	»
Parapluies	4,048 92	» »	» »	» »	7,666 65	» »	» »	»
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Horlogerie, Bijouterie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Chevillerie, Blanchisserie de limes, Couverts	31,833 73	3,172 91	37 30	» »	25,998 87	» »	228 »	76 [illegible]
Sommiers élastiques	829 79	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tailleurs	14,547 60	» »	144 45	» »	16,390 27	1,001 62	106 50	[illegible]
Tissage de fil, coton, laine et soie	25,766 72	» 94	16 90	680 11	2,119 10	» »	» »	»
Toiles métalliques	7,768 42	» »	» »	» »	» »	» »	» »	»
Tresses de paille, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	44,017 81	382 70	148 80	57 70	11,785 58	2,589 90	924 54	7,681 [illegible]
Triage de légumes, noix, moutarde, Café, Cassage de noix, d'amandes	24,002 63	514 81	281 50	» »	3,768 47	4,553 31	» »	56 [illegible]
Vannerie	22,806 87	»	3 40	» »	» »	» »	19,362 51	529
Travaux divers	50,528 09	» »	239 75	1,923 15	23,666 16	6,411 02	46 »	»
Totaux	1,086,839 20	14,264 14	7,507 84	5,817 82	596,088 02	124,533 20	30,214 20	47,[illegible]

SÈVRES (DEUX-).	SOMME.	TARN.	TARN-ET-GARONNE.	VAR.	VAUCLUSE.	VENDÉE.	VIENNE.	VIENNE (HAUTE-).	VOSGES.	YONNE.	TOTAL.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1,111 55	5,766 47	827 70	721 15	3,098 60	3,576 91	1,426 85	2,257 68	839 65	2,808 24	2,912 04	309,401 64
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	35,968 81
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	5,480 07
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	3,957 27
» »	» »	» »	» »	» »	» »	4 60	» »	» »	» »	2 »	6,561 47
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	63,580 73
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	966 71	1,176 73	16,426 22
371 59	8,882 61	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	502 10	» »	45,122 24
1,322 79	864 03	3,182 36	1,814 68	2,368 26	» »	» »	» »	394 09	3,425 96	» »	187,575 30
938 12	» »	» »	» »	» »	344 16	» »	» »	» »	» »	» »	70,411 99
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	15 69	» »	732 98	1,742 41
15 60	754 11	» »	» »	260 29	1,166 40	» »	» »	» »	4,520 38	» »	158,898 32
27 40	165 »	» »	» »	8 »	» »	» »	» »	» »	77 18	1,077 31	101,823 09
» »	» »	818 »	» »	207 20	» »	» »	76 35	» »	80 85	» »	7,656 10
1,071 36	2,931 54	» »	978 11	1,623 97	2,256 15	» »	» »	743 47	622 46	929 81	170,710 94
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	26 50	» »	» »	» »	22,997 45
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,001 14
» »	» »	» »	508 26	13 »	1,379 35	91 20	129 61	385 56	1,172 30	» »	232,750 13
73 90	571 90	» »	499 30	» »	44 80	5 »	70 40	130 55	1,504 47	764 59	42,961 09
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	325 47
17 33	» »	» »	» »	13 84	» »	» »	632 20	1,749 »	» »	» »	28,666 34
» »	» »	» »	» »	1,047 73	530 85	1,778 31	» »	» »	» »	» »	84,781 56
12 10	» »	» »	» »	» »	» »	46 60	» »	5 20	71 30	» »	10,282 22
» »	» »	» »	» »	853 32	» »	» »	» »	» »	» »	» »	13,983 22
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	3,921 »
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	11,715 57
» »	346 »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	501 18	» »	62,194 97
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	829 79
» »	» »	» »	» »	» »	267 18	» »	» »	91 54	532 62	200 33	33.644 92
4 60	» »	» »	2,141 29	» »	» »	» »	» »	81 »	3,468 51	» »	34,279 17
» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	7,768 42
322 22	12 80	14 10	» »	405 20	7,077 68	57 05	2,933 24	285 87	2,290 43	1,799 57	83,589 30
14 55	» »	» »	» »	4 »	2,747 74	» »	1,338 71	36 69	» »	544 54	37,863 90
» »	» »	» »	» »	» »	» »	301 13	39 80	» »	» »	507 54	43,550 56
6 20	1,686 39	611 81	1,451 37	8 89	» »	18 24	330 46	13 34	453 80	416 18	85,810 85
5,300 31	21,980 85	5,453 97	8,114 16	12,912 30	19,391 22	3,731 98	7,834 95	4,771 65	22,998 49	11,153 62	2,036,479 77

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE E

Tableau N° VII. — RÉPARTITION du produit du travail pendant l'anné

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de JOURNÉES de travail.		PRODUIT DU TRAVAIL (Gratifications comprises).		PRODUIT par JOURNÉE de travail.		NOMBRE MOYEN des DÉTENUS occupés pendant l'année dans les prisons du département.		RÉPARTITION D	
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	AU TRÉSOR.	À L'ENTREPRE- NEUR.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.
Ain	19,675	3,682	8,173 »	898 02	» 42	» 24	63	12	» »	4,390
Aisne	53,552	17,990	38,322 07	8,518 30	» 72	» 50	174	56	» »	22,759
Allier	21,857	2,243	8,486 75	860 54	» 39	» 38	60	6	» »	4,633
Alpes (Basses-)	8,647	271	2,706 65	52 95	» 31	» 20	28	1	» »	1,373
Alpes (Hautes-)	2,564	24	988 68	11 40	» 39	» 47	7	»	» »	450
Alpes-Maritimes	17,543	1,728	8,377 43	632 27	» 48	» 37	57	6	» »	4,452
Ardèche	9,969	1,905	3,792 87	911 70	» 38	» 47	32	6	» »	2,349
Ardennes	15,980	3,350	13,112 51	1,443 51	» 82	» 43	52	11	» »	6,931
Ariége	3,313	836	1,738 94	230 70	» 53	» 28	11	2	» »	972
Aube	24,121	3,324	20,745 31	2,235 78	» 86	» 67	78	11	» »	10,877
Aude	15,198	1,565	7,288 66	952 88	» 48	» 61	49	5	» »	3,933
Aveyron	10,002	1,358	5,472 28	473 88	» 54	» 35	32	4	» »	2,944
Bouches-du-Rhône	78,713	14,937	38,427 05	6,759 60	» 49	» 45	255	48	» »	22,008
Calvados	21,209	12,353	11,572 02	4,378 78	» 55	» 35	68	40	» »	7,674
Cantal	9,096	975	3,347 04	262 54	» 37	» 27	29	3	» »	1,804
Charente	24,265	2,900	14,149 87	764 47	» 58	» 26	78	10	» »	7,156
Charente-Inférieure	28,193	2,156	12,213 86	805 34	» 43	» 37	91	7	» »	6,344
Cher	13,709	3,186	8,800 57	1,174 23	» 64	» 37	44	10	» »	4,911
Corrèze	5,182	2,311	1,584 49	511 97	» 31	» 22	17	7	» »	996
Corse	»	»	» »	» »	» »	» »	»	»	» »	»
Côte-d'Or	16,451	3,400	7,691 69	1,440 22	» 46	» 42	53	11	» »	4,449
Côtes-du-Nord	19,137	11,997	5,126 69	3,101 64	» 27	» 26	62	39	» »	3,995
Creuse	1,606	1,073	488 83	234 59	» 30	» 22	5	3	» »	354
Dordogne	22,846	3,611	8,738 10	1,095 73	» 38	» 30	74	11	» »	4,744
Doubs	41,843	4,645	24,063 38	1,572 80	» 57	» 34	134	14	» »	12,372
Drôme	17,046	3,703	8,986 90	1,326 38	» 53	» 36	55	12	» »	5,023
Eure	51,542	9,704	24,418 02	3,929 46	» 47	» 40	166	31	» »	13,116
Eure-et-Loir	25,043	6,296	12,227 88	2,114 72	» 48	» 34	81	20	» »	6,951
Finistère	40,009	12,504	16,157 34	4,424 59	» 40	» 35	129	40	» »	10,104
Gard	13,759	2,197	10,139 72	805 65	» 74	» 37	44	7	» »	5,362
Garonne (Haute-)	42,914	6,741	22,794 26	4,177 14	» 53	» 62	139	22	» »	13,007
Gers	8,956	1,107	3,292 94	380 47	» 37	» 34	29	4	» »	1,789
Gironde	72,163	17,991	27,551 04	8,866 46	» 38	» 49	557	57	» »	17,906
Hérault	54,593	2,453	29,512 90	1,230 93	» 54	» 50	176	8	» »	15,045
Ille-et-Vilaine	31,348	15,179	14,135 44	3,859 59	» 45	» 25	101	49	» »	8,786
Indre	11,049	2,105	3,422 25	692 35	» 31	» 33	36	7	» »	1,980
Indre-et-Loire	18,591	2,983	6,156 77	1,352 90	» 33	» 45	60	10	» »	3,656
Isère	41,318	5,790	28,683 98	2,528 67	» 69	» 43	133	18	» »	15,204
Jura	19,324	3,511	8,536 06	848 01	» 44	» 24	62	11	» »	4,400
Landes	13,048	1,501	5,714 87	590 46	» 43	» 39	40	6	» »	3,112
Loir-et-Cher	13,376	2.641	7,809 40	993 92	» 58	» 37	43	9	» »	4,321
Loire	24,776	5,660	16,304 47	2,329 64	» 66	» 41	80	18	» »	9,062
Loire (Haute-)	5,954	1,617	2,090 81	874 36	» 35	» 54	19	5	» »	1,455
Loire-Inférieure	62,886	12,181	21,370 18	3,654 15	» 34	» 30	202	39	» »	11,984
Loiret	26'376	3,504	12,928 41	1,491 64	» 49	» 43	85	11	» »	7,015
Lot	8,896	1,831	4,203 76	640 90	» 47	» 35	28	5	» »	2,408
Lot-et-Garonne	15,778	2,558	7,176 14	749 81	» 45	» 29	51	8	» »	3,705

[illegible] CORRECTION DES DÉPARTEMENTS.

[illegible]5. — Nombre des travailleurs et des inoccupés au 31 décembre 1875.

[illegible]UIT DU TRAVAIL. — [illegible] AUX DÉTENUS ([illegible]ications comprises). — [illegible]mmes [je]unes [gar]çons.	PRODUIT DU TRAVAIL. — AUX DÉTENUS (gratifications comprises). — Femmes et jeunes filles.	PRODUIT DU TRAVAIL. — TOTAL.	GRATIFICATIONS pour LE TRAVAIL. — Hommes et jeunes garçons.	GRATIFICATIONS pour LE TRAVAIL. — Femmes et jeunes filles.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — PRÉVENUS, accusés condamnés en appel ou en pourvoi. — Hommes et jeunes garçons.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — PRÉVENUS, accusés condamnés en appel ou en pourvoi. — Femmes et jeunes filles.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — CONDAMNÉS. — Hommes et jeunes garçons.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — CONDAMNÉS. — Femmes et jeunes filles.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — TOTAL. — Hommes et jeunes garçons.	NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS. — TOTAL. — Femmes et jeunes filles.	NOMBRE des INOCCUPÉS. — Hommes et jeunes garçons.	NOMBRE des INOCCUPÉS. — Femmes et jeunes filles.	MOYENNE du PRODUIT du travail par journée de détention. — Hommes et jeunes garçons.	MOYENNE du PRODUIT du travail par journée de détention. — Femmes et jeunes filles.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.									fr. c.	fr. c.
[illegible] 14	465 20	9,071 12	42 60	» »	12	1	61	11	73	12	57	6	» 16	» 13
[illegible] 69	4,415 06	46,840 37	269 30	7 60	13	1	131	49	144	50	145	23	» 33	» 26
[illegible] 41	430 31	9,347 29	38 80	» »	»	»	75	13	75	13	43	6	» 17	» 13
[illegible] 36	26 72	2,739 60	» »	» »	4	»	28	»	32	»	17	2	» 14	» 02
[illegible] 45	7 20	1,000 08	25 27	» »	»	»	9	»	9	»	10	1	» 23	» 02
[illegible] 41	331 26	9,009 70	20 »	» »	1	1	58	11	59	12	91	14	» 25	» 12
[illegible] 21	911 70	4,704 57	3 60	» »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 10	» 17
[illegible] 04	751 01	14,556 02	» »	» »	4	»	54	9	58	9	80	18	» 27	» 14
[illegible] 02	118 30	1,969 64	» »	» »	»	»	32	»	32	»	6	7	» 14	» 06
[illegible] 36	1,192 40	22,981 09	76 95	» »	12	1	62	20	74	21	41	5	» 44	» 23
[illegible] »	498 39	8,241 54	20 »	» »	»	»	51	4	51	4	21	6	» 23	» 20
[illegible] 05	239 33	5,896 16	3 40	» »	»	»	55	2	55	2	67	23	» 14	» 08
[illegible] 95	3,780 35	45,231 65	73 50	» »	4	15	237	40	241	55	463	23	» 12	» 19
[illegible] 28	2,332 79	15,950 80	359 73	2 50	15	6	94	42	109	48	91	26	» 14	» 15
[illegible] 52	131 27	3,609 58	» »	» »	»	»	28	5	28	5	17	4	» 19	» 07
[illegible] 07	490 21	14,914 34	377 89	12 70	8	3	82	16	90	9	17	6	» 34	» 10
[illegible] 44	405 74	13,019 20	14 95	» »	9	»	93	9	102	19	36	6	» 22	» 12
[illegible] 21	634 10	9,974 80	2 »	» »	»	»	58	7	58	9	42	2	» 26	» 19
[illegible] 22	279 43	2,096 46	7 50	18 70	1	»	19	4	20	4	23	3	» 08	» 12
» »	» »	» »	» »	» »	»	»	»	»	»	»	172	17	» »	» »
[illegible] 52	732 22	9,131 91	42 76	» »	4	6	86	20	90	26	85	12	» 15	» 11
[illegible] 80	1,580 14	8,228 33	22 90	» »	1	8	69	41	70	49	44	6	» 11	» 15
[illegible] 43	122 47	723 42	» »	» »	»	1	7	6	7	7	21	4	» 07	» 13
[illegible] 37	587 43	9,833 83	33 12	» »	10	7	82	13	92	20	34	3	» 18	» 12
[illegible] 18	816 12	24,636 18	52 85	» »	2	4	146	20	148	24	127	14	» 28	» 12
[illegible] 46	1,326 38	10,313 28	75 80	» 50	»	»	»	»	»	21	»	»	» 19	» 16
[illegible] 18	2,129 09	28,347 48	913 54	» »	21	4	126	19	147	23	70	9	» 33	» 24
[illegible] 33	1,077 67	14,342 60	260 54	» »	1	»	76	20	77	20	59	9	» 22	» 19
[illegible] 23	2,235 08	20,581 93	» »	» »	10	1	154	65	164	66	70	22	» 20	» 13
[illegible] 89	402 83	10,945 37	91 05	» »	5	»	46	5	51	5	86	16	» 18	» 12
[illegible] 67	2,213 68	26,971 40	265 95	» »	31	10	170	23	201	33	52	19	» 27	» 26
[illegible] 07	192 22	3,673 41	» »	» »	5	2	37	10	42	12	16	3	» 16	» 08
[illegible] 29	4,504 16	36,417 50	214 55	» »	»	»	245	62	245	62	128	15	» 19	» 32
[illegible] 99	641 20	30,743 83	302 22	» »	8	10	166	6	174	16	305	13	» 20	» 10
[illegible] 38	1,977 27	17,995 03	175 81	33 43	3	4	84	37	87	41	142	26	» 18	» 14
[illegible] 92	360 51	4,114 60	» »	» »	2	1	35	10	37	11	14	6	» 19	» 18
[illegible] 96	704 09	7,509 67	» »	» »	12	3	84	9	96	12	57	6	» 17	» 28
[illegible] 28	1,371 93	31,212 65	» »	» »	»	»	142	21	142	21	80	9	» 33	» 24
[illegible] 11	451 32	9,384 07	77 »	» »	10	4	54	8	64	12	47	9	» 21	» 14
[illegible] 08	295 23	6,305 33	» »	» »	1	»	42	8	43	8	24	11	» 21	» 10
[illegible] 37	497 01	8,803 32	56 28	» »	»	»	47	6	47	16	47	5	» 24	» 15
[illegible] 12	1,617 76	18,634 11	317 10	69 90	»	»	87	11	87	11	92	11	» 25	» 17
[illegible] 06	451 02	2,965 17	40 »	» »	»	1	22	4	22	5	34	»	» 35	» 54
191 18	1,848 59	25,024 33	781 40	15 »	9	1	198	39	207	40	136	13	» 19	» 17
[illegible] 39	784 41	14,420 05	225 85	11 70	22	3	105	12	127	15	63	16	» 27	» 17
111 54	324 87	4,844 66	» »	» »	1	»	32	8	33	8	15	6	» 22	» 17
[illegible] 24	398 31	7,925 95	231 65	23 97	10	3	47	4	57	7	35	2	» 20	» 11

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de JOURNÉES de travail.		PRODUIT DU TRAVAIL (Gratifications comprises).		PRODUIT par JOURNÉE de travail.		NOMBRE MOYEN des DÉTENUS occupés pendant l'année dans les prisons du département.		RÉPARTITIO[N]	
	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	AU TRÉSOR.	A L'ENTRE[PRENEUR]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	f[r.]
Lozère	2,833	203	1,045 81	88 85	» 37	» 44	9	1	» »	55
Maine-et-Loire	49,429	8,850	19,651 26	2,824 70	» 40	» 32	159	29	» »	10,74
Manche	13,576	6,402	7,438 84	2,826 18	» 48	» 44	50	21	» »	5,06
Marne	61,751	12,279	44,226 95	6,327 82	» 71	» 51	199	39	» »	23,50
Marne (Haute-)	8,549	1,925	4,882 15	616 83	» 57	» 32	28	5	» »	2,69
Mayenne	26,336	3,886	14,552 58	1,946 79	» 55	» 50	85	13	» »	8,07
Meurthe-et-Moselle	51,268	9,868	31,747 34	5,146 30	» 59	» 52	165	31	» »	17,90
Meuse	19,915	6,478	9,809 11	2,443 36	» 49	» 37	64	21	» »	5,93
Morbihan	21,260	8,189	5,750 46	1,989 45	» 27	» 24	68	26	» »	3,68
Nièvre	20,718	1,883	7,772 24	714 91	» 37	» 38	67	6	» »	4,06
Nord	162,692	42,136	68,825 03	16,427 02	» 42	» 39	525	136	» »	42,10
Oise	45,836	8,644	31,463 07	5,081 71	» 68	» 58	147	27	» »	17,9
Orne	17,800	4,726	7,776 10	1,701 14	» 43	» 36	57	16	» »	4,6
Pas-de-Calais	38,242	18,644	13,873 54	4,885 50	» 36	» 26	123	60	» »	9,2
Puy-de-Dôme	16,284	3,131	8,177 05	1,154 23	» 50	» 37	53	10	» »	4,4
Pyrénées (Basses-)	32,999	9,507	15,729 76	3,156 43	» 47	» 33	106	31	» »	8,9
Pyrénées (Hautes-)	9,761	876	4,527 15	331 63	» 46	» 38	31	3	» »	2,4
Pyrénées-Orientales	11,052	1,320	6,654 99	835 45	» 60	» 63	36	4	» »	3,5
Rhin (Haut-) (Partie française)	9,992	2,520	4,355 38	670 22	» 43	» 26	32	8	» »	2,2
Rhône	74,008	16,684	48,267 72	8,901 43	» 65	» 53	239	54	» »	30,5
Saône (Haute-)	18,639	2,657	8,402 21	703 44	» 45	» 26	60	8	» »	4,3
Saône-et-Loire	28,270	4,215	16,261 82	1,651 83	» 57	» 39	91	14	» »	8,6
Sarthe	22,146	6,435	12,140 19	2,123 95	» 54	» 33	71	21	» »	6,9
Savoie	13,709	3,858	6,321 39	1,186 45	» 46	» 31	44	12	» »	3,6
Savoie (Haute-)	9,985	4,694	3,939 35	1,878 47	» 39	» 40	32	15	» »	2,8
Seine	774,178	248,821	433,043 65	163,044 37	» 56	» 66	2,505	805	155,200 72	114,9
Seine-Inférieure	175,156	46,602	99,118 11	25,415 09	» 56	» 54	565	150	1,272 01	58,1
Seine-et-Marne	35,111	3,710	27,587 39	2,626 81	» 78	» 70	113	12	» »	11,4
Seine-et-Oise	86,574	17,222	40,900 03	6,662 82	» 47	» 38	279	56	» »	22,3
Sèvres (Deux-)	8,415	2,096	4,634 38	705 80	» 55	» 33	27	6	» »	2,7
Somme	34,206	8,615	18,849 14	3,131 71	» 55	» 36	110	28	» »	10,8
Tarn	10,307	1,723	4,797 20	656 77	» 47	» 38	33	5	» »	2,6
Tarn-et-Garonne	13,755	1,823	7,249 50	864 66	» 53	» 47	45	6	» »	3,9
Var	17,744	1,864	11,971 77	940 53	» 67	» 50	57	6	» »	6,3
Vaucluse	32,729	1,801	18,670 82	720 40	» 57	» 40	105	6	» »	9,1
Vendée	12,987	1,589	3,052 94	679 04	» 24	» 43	42	5	» »	1,8
Vienne	13,495	3,421	6,666 03	1,168 92	» 49	» 34	44	11	» »	3,7
Vienne (Haute-)	8,614	2,126	4,207 55	564 10	» 49	» 27	28	7	» »	2,3
Vosges	40,249	7,883	19,674 13	3,324 36	» 48	» 42	129	25	» »	10,8
Yonne	19,437	3,125	10,187 42	966 20	» 52	» 39	63	10	» »	5,3
Totaux	3,175,403	806,917	1,661,670 20	374,809 57	» 52 37	» 46 41	10,243	2,603	156,472 73	812,5
	3,982,320		2,036,479 77		» 51 16		12,846		2,036,[…]	

[...]DUIT DU TRAVAIL.			GRATIFICATIONS pour LE TRAVAIL.		NOMBRE DES DÉTENUS OCCUPÉS.						NOMBRE des INOCCUPÉS.		MOYENNE du PRODUIT du travail par journée de détention.	
[...] AUX DÉTENUS ([...]tifications comprises).		TOTAL.			PRÉVENUS, accusés condamnés en appel ou en pourvoi.		CONDAMNÉS.		TOTAL.					
[...]ommes [...]jeunes [...]rçons.	Femmes et jeunes filles.		Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.	Hommes et jeunes garçons.	Femmes et jeunes filles.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.									fr. c.	fr. c.
535 69	45 03	1,134 66	18 15	» »	»	»	18	2	18	2	24	»	» 07	» 06
[...]250 57	1,475 48	22,475 96	83 71	» »	41	13	118	16	159	29	48	12	» 26	» 16
[...]811 01	1,431 11	10,285 02	73 33	4 30	»	2	41	21	41	23	76	18	» 15	» 15
[...]682 73	3,353 14	50,554 77	1,390 91	4 »	20	11	174	45	194	56	79	12	» 42	» 25
[...]496 04	308 42	5,498 98	66 50	» »	»	»	30	6	30	6	53	10	» 18	» 08
[...]379 79	1,047 94	16,499 37	» »	» »	9	2	97	16	106	18	34	7	» 27	» 18
[...]461 22	2,589 52	36,893 64	202 85	» »	28	7	193	41	223	48	96	17	» 31	» 24
[...]077 81	1,242 18	12,252 47	54 03	11 »	5	1	85	20	90	21	40	9	» 23	» 21
[...]045 06	1,004 96	7,739 91	132 »	1 »	21	4	85	22	106	26	13	3	» 13	» 12
[...]038 52	366 05	8,487 15	73 55	» »	6	4	52	5	58	9	34	2	» 26	» 18
[...]720 87	8,427 46	85,252 05	573 48	231 60	3	10	664	135	667	145	220	59	» 19	» 21
[...]985 14	2,601 29	36,544 78	197 75	» »	5	3	170	29	175	32	48	10	» 33	» 37
[...]591 72	882 27	9,477 24	20 20	8 60	8	»	55	14	63	14	32	8	» 20	» 19
[...]616 29	2,459 54	18,759 04	144 95	2 »	»	»	105	49	105	49	252	34	» 10	» 13
[...]511 48	589 73	9,331 28	216 82	» »	»	»	84	10	84	10	103	18	» 13	» 12
[...]251 29	1,663 27	18,886 19	50 55	3 57	9	2	112	39	121	41	38	8	» 28	» 19
[...]375 07	165 94	4,858 77	» »	» »	1	»	25	5	26	5	38	14	» 23	» 07
[...]306 91	424 73	7,490 44	118 40	» »	»	»	50	10	50	10	83	10	» 29	» 29
[...]352 05	382 29	5,025 62	87 70	» »	»	»	39	19	39	19	17	1	» 20	» 14
[...]944 14	4,690 23	57,169 15	897 43	54 75	15	13	211	60	226	73	167	10	» 28	» 24
[...]573 36	365 89	9,105 65	214 12	8 »	1	»	52	7	53	7	49	11	» 22	» 12
[...]440 46	841 57	17,913 65	243 18	1 90	4	»	100	23	104	23	33	6	» 27	» 14
[...]177 11	1,094 94	14,264 14	225 71	» »	»	»	74	20	74	20	54	6	» 24	» 18
[...]497 92	619 71	7,507 84	35 85	1 »	10	5	55	11	65	16	54	5	» 16	» 17
[...]00 31	953 07	5,817 82	34 10	» »	1	3	47	16	48	19	78	2	» 10	» 20
[...]93 34	88,485 37	596,088 02	» »	» »	679	110	2,025	767	2,704	877	1,002	722	» 29	» 26
[...]97 60	12,796 91	124,533 20	1,680 72	» »	101	12	504	148	605	160	96	28	» 39	» 36
[...]72 30	1,345 90	30,214 20	255 44	» »	19	2	98	18	117	20	47	15	» 40	» 28
[...]789 42	3,395 51	47,562 85	1,855 32	» 89	22	3	225	46	247	49	122	27	» 28	» 23
[...]15 14	439 24	5,340 18	29 62	1 25	4	2	40	5	44	7	28	3	» 24	» 30
[...]609 50	1,562 64	21,980 85	297 11	» »	6	»	122	41	128	41	172	22	» 19	» 13
[...]434 85	342 06	5,453 97	» »	» »	1	»	43	5	44	5	25	4	» 22	» 17
[...]677 37	455 10	8,114 16	66 20	» »	»	»	62	9	62	9	31	6	» 22	» 19
[...]409 45	472 39	12,912 30	89 70	» »	1	»	99	4	100	4	95	2	» 21	» 22
[...]35 94	360 20	19,391 22	374 20	» »	»	»	151	13	151	13	49	2	» 25	» 12
[...]62 62	340 50	3,731 98	27 30	» »	4	»	44	7	48	7	17	»	» 12	» 16
[...]478 37	592 60	7,834 95	166 95	6 80	»	2	50	9	50	11	21	2	» 24	» 21
[...]130 07	284 52	4,771 65	1 20	» »	»	»	26	2	26	2	30	6	» 16	» 11
[...]616 68	1,736 06	22,998 49	56 30	» »	10	1	118	23	128	24	99	13	» 25	» 21
[...]233 95	562 63	11,153 62	132 »	» »	11	1	83	12	94	13	31	10	» 20	» 11
[...]948 37	198,485 97	2,036,479 77	15,814 42	558 66	1,301	314	10,104	2,510	11,405	2,824	7,113	1,610	» 24 06	» 21 92
			16,373 08		1,615		12,614		14,229		8,723		0 fr. 2368	

VI.

DÉPÔT

DE CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS

DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ.

DÉPOT DES CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ.

TABLEAU N° I.

Mouvement d'entrée et de sortie des condamnés pendant l'année 1875. Population au 31 décembre 1875.

Catégories.	Population restant au 31 décembre 1875.	Entrées pendant l'année 1875. Venant du lieu de condamnation.	Venant des maisons centrales.	Réintégrés après extraction.	Réintégrés après évasion.	Total	Entrés dans une autre catégorie par commutation de peine.	Sorties pendant l'année 1875. Graciés.	Transférés dans des maisons centrales ou des prisons départem.	Transférés à la Nouvelle-Calédonie ou à la Guyane.	Transférés dans des établissements hospitaliers.	Évadés.	Décédés.	Total	Changés de catégorie de condamnation par commutation de peine.	Population au 31 décembre 1875 par catégorie.	Journées de détention.	Population moyenne.	Nombre de détenus que peut contenir l'établissement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Déportation..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Trav. forcés.	225	980	13	5	»	998	»	»	4	1,044	»	»	7	1,055	31	137	82,612	226	480
Détention....	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Reclusion....	»	»	»	»	»	»	27	»	27	»	»	»	»	27	»	»	»	»	»
Emprisonnt..	»	»	»	»	»	»	3	»	3	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»
Totaux....	225	980	13	5	»	998	31	»	35	1,044	»	»	7	1,086					

TABLEAU N° I bis.

Départs à destination de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane.

Dates des départs.	Noms des navires.	Nombre des individus présentés aux commissions médicales.	Nombre de condamnés reconnus hors d'état d'être embarqués. Provisoirement.	Définitivement.	En état d'être embarqués.	Nombre des individus embarqués à destination de La Nouvelle-Calédonie.	La Guyane.
1	2	3	4	5	6	7	8
1875.							
4 mars.....	Le Var......	231	2	»	229	219	»
22 mars.....	Le Finistère.	40	»	»	40	»	40
4 juin......	L'Orne......	245	1	»	244	235	»
23 août.....	L'Entreprenante.	23	»	»	23	»	23
4 septembre	Le Rhin	276	2	»	274	270	»
3 décembre.	Le Finistère.	65	»	»	65	»	65
5 décembre.	La Néréide..	197	2	»	195	192	»
	Totaux....	1,077	7	»	1,070	916	128

TABLEAU N° II.

Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875 suivant les juridictions et la durée de la peine.

Jugés	
par les cours d'assises.	819
par les tribunaux militaires	179
Total	998
Condamnés	
de 5 à 7 ans.	223
de plus de 7 à 10 ans.	260
de plus de 10 à 15 ans	162
de plus de 15 à 20 ans.	147
à plus de 20 ans	4
à perpétuité	202
Total.	998

TABLEAU N° III. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant les crimes qui ont motivé la condamnation.

CRIMES.	TOTAUX PAR CRIME.
1	2
§ 1er.	
Assassinat	87
Empoisonnement	5
Fausse monnaie et contrefaçon de billets de banque	29
Incendie	85
Parricide	5
Pillage, dévastation de monuments, de denrées, marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion, envahissement de maison habitée avec violence, etc	16
Séquestration de personnes	»
Vol qualifié	532
§ 2.	
Banqueroute frauduleuse	6
Extorsion de signatures	2
Faux en écriture publique	12
Faux en écriture privée	15
Infanticide (Complicité d')	10
Suppression d'enfants (Complicité de)	1
Vente et achat d'effets militaires	6
§ 3 (Divers).	
Néant.	
§ 4.	
Attentat à la pudeur	113
Bigamie	2
Meurtre	36
Viol	36
§ 5 (Crimes ou délits spéciaux).	
Néant.	
TOTAUX	998

TABLEAU N° IV. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant les départements et les possessions françaises où ils ont été condamnés.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE.
1	2
Ain	4
Aisne	14
Allier	6
Alpes (Basses-)	1
Alpes (Hautes-)	3
Alpes-Maritimes	6
Ardèche	3
Ardennes	6
Ariége	1
Aube	8
Aude	5
Aveyron	3
Bouches-du-Rhône	38
Calvados	28
Cantal	2
Charente	7
Charente-Inférieure	9
Cher	9
Corrèze	6
Corse	6
Côte-d'Or	5
Côtes-du-Nord	8
Creuse	1
Dordogne	6
Doubs	10
Drôme	12
Eure	14
Eure-et-Loir	7
Finistère	8
Gard	14
Garonne (Haute-)	12
Gers	8
Gironde	20
Hérault	18
Ille-et-Vilaine	10
Indre	3
Indre-et-Loire	8
Isère	9
Jura	5
Landes	9
Loir-et-Cher	7
Loire	12
Loire (Haute-)	5
Loire-Inférieure	17
Loiret	11
Lot	1
Lot-et-Garonne	7
Lozère	1
Maine-et-Loire	12
Manche	6
A reporter ...	431

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE.
1	2
Report	431
Marne	12
Marne (Haute-)	5
Mayenne	9
Meurthe-et-Moselle	10
Meuse	7
Morbihan	8
Nièvre	10
Nord	25
Oise	10
Orne	8
Pas-de-Calais	12
Puy-de-Dôme	12
Pyrénées (Basses-)	6
Pyrénées (Hautes-)	8
Pyrénées-Orientales	16
Rhin (Haut-)	»
Rhône	27
Saône (Haute-)	6
Saône-et-Loire	10
Sarthe	6
Savoie	5
Savoie (Haute-)	6
Seine	128
Seine-Inférieure	35
Seine-et-Marne	9
Seine-et-Oise	20
Sèvres (Deux-)	2
Somme	16
Tarn	4
Tarn-et-Garonne	8
Var	10
Vaucluse	10
Vendée	6
Vienne	7
Vienne (Haute-)	4
Vosges	20
Yonne	6
Algérie { Département d'Alger	27
Algérie { — Constantine	11
Algérie { — Oran	14
Colonies françaises	12
Tribunaux consulaires dans les Echelles du Levant	»
En Mer	»
Principauté de Monaco	»
TOTAL	998

TABLEAU N° V. — Répartition par nationalité, des étrangers entrés pendant l'année 1875.

DÉSIGNATION DE LA NATIONALITÉ DES CONDAMNÉS.	TOTAL.
1	2
Belgique	14
Espagne	10
États Allemands	5
Italie	17
Suisse	2
Autres pays d'Europe	2
Autres parties du monde	3
TOTAL	53

BLEAU N° VI. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant l'âge.

De 16 à 20 ans.	De 21 à 25 ans.	De 26 à 30 ans.	De 31 à 40 ans.	De 41 à 50 ans.	De 51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Plus de 70 ans.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
110	224	227	218	150	66	3	»	998

BLEAU N° VII. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant l'état civil.

Célibataires et veufs sans enfants.	Célibataires et veufs ayant des enfants.	MARIÉS		Total
		avec enfants.	sans enfants.	
1	2	3	4	5
741	28	174	55	998

BLEAU N° VIII. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant la religion.

Catholiques.	Protestants.	Israélites.	Mahométans.	N'appartenant à aucun culte reconnu par l'État.	Total.
1	2	3	4	5	6
955	34	2	4	3	998

TABLEAU N° IX. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, suivant les métiers et professions exercés au moment du jugement.

MÉTIERS ET PROFESSIONS.	Total par profession.
§ 1	
Propriétaires, rentiers	6
§ 2 — PROFESSIONS LIBÉRALES	
Agents d'affaires, d'assurance, de remplacement, Interprètes, Ecrivains publics	1
Avocats, Officiers ministériels, Clercs	8
Architectes, Peintres, Sculpteurs, Musiciens, Artistes dramatiques	2
Dentistes, Herboristes, Chimistes	»
Dessinateurs, Géomètres, Photographes, Modeleurs	1
Ecclésiastiques, Religieux	6
Etudiants	»
Hommes de lettres	»
Instituteurs, Professeurs	7
Médecins, Chirurgiens, Vétérinaires	»
§ 3	
Employés des services publics	7
Employés de commerce, d'industrie ou de fabrique	18
§ 4 — COMMERÇANTS, FABRICANTS	
Aubergistes, Logeurs, Cabaretiers, Cafetiers, Brasseurs, Restaurateurs	10
Barbiers, Coiffeurs, Perruquiers	11
Manufacturiers	»
Négociants, Marchands, Commissionnaires en marchandises, Banquiers	[illegible]
§ 5 — PROFESSIONS ALIMENTAIRES	
Bouchers, Charcutiers	[illegible]
Boulangers, Pâtissiers, Vermicelliers, Meuniers	[illegible]
Cuisiniers, Confiseurs, Rôtisseurs	[illegible]
§ 6 — OUVRIERS D'ATELIER ET DE FABRIQUE	
Blanchisseurs, Repasseurs	[illegible]
Bonnetiers, Passementiers, Tullistes, Dentellistes, Gantiers, Fleuristes	[illegible]
Boutonniers, Peigniers	[illegible]
Brossiers, Vanniers, Rempailleurs de chaises	7
Chapeliers, Casquettiers	2
Cordonniers, Chaussonniers, Piqueurs, Claqueurs	48
Fouleurs, Teinturiers, Dégraisseurs, Savonniers, Papetiers	4
Relieurs, Brocheurs, Découpeurs de cartes	6
Selliers, Bourreliers	[illegible]
Tailleurs	22
Tanneurs	8
Tisseurs, Fileurs, Apprêteurs, Imprimeurs sur étoffes ou papiers peints, Peigneurs	19
Typographes, Lithographes, graveurs	7
Verriers	2
§ 7 — INDUSTRIE DU BATIMENT ET DU MOBILIER	
Bijoutiers, Argenteurs, Doreurs, Ciseleurs, Emailleurs, Horlogers	[illegible]
Carriers, Mineurs, Briquetiers, Tuiliers, Chaufourniers	[illegible]
Charpentiers, Scieurs de long	[illegible]
Forgerons, Serruriers, Maréchaux ferrants, Chauffeurs mécaniciens, Plombiers, Zingueurs, Tourneurs en fer, Tréfileurs, Cloutiers, Taillandiers, Tailleurs de limes, Chaudronniers, Armuriers	[illegible]
Maçons, Tailleurs de pierres, Paveurs, Plâtriers, Plafonneurs, Fumistes	[illegible]
Menuisiers, Ebénistes, Tapissiers, Tourneurs en bois, Charrons, Carrossiers, Tonnelliers, Sabotiers, Layetiers, Cercliers, Bouchonniers	51
Peintres en bâtiments, en voitures, Vitriers, Vernisseurs, Couvreurs	[illegible]
§ 8 — PROFESSIONS AGRICOLES, JOURNALIERS, ETC.	
Bateliers, Mariniers, Pêcheurs	7
Bûcherons, Charbonniers, Résiniers	6
Cantonniers, Casseurs de pierres, Poseurs de rails	3
Charretiers, Chargeurs, Camionneurs, Cochers, Conducteurs de diligences, Postillons, Rouliers, Voituriers, Palefreniers	21
Cultivateurs, Bergers, Bouviers, Fermiers, Jardiniers, Pépiniéristes, Laboureurs, Métayers, Vignerons, Domestiques de ferme	134
Domestiques de ville, Portiers	17
Equarrisseurs, Vidangeurs, Fossoyeurs	»
Journaliers, Manœuvres, Terrassiers	170
§ 9 — PROFESSIONS NOMADES	
Colporteurs, Marchands ambulants, Revendeurs, Brocanteurs	22
Rémouleurs, Etameurs, Raccommodeurs, Ramoneurs	4
Saltimbanques, Bateleurs, Chanteurs ambulants	4
§ 10	
Militaires et marins	41
§ 11	
Vagabonds, Mendiants	»
§ 12	
A la charge de leurs familles, sans métiers ni professions	79
Total	[illegible]

LEAU N° X. — État par catégorie pénale des récidivistes, d'après le nombre les condamnations antérieures entraînant les peines de la récidive.—Nombre les individus non légalement récidivistes qui, antérieurement, avaient subi es condamnations à un an et au-dessous ou avaient été renfermés comme unes détenus dans des colonies ou quartiers d'éducation correctionnelle.

AYANT SUBI DES CONDAMNATIONS ENTRAINANT LES PEINES DE LA RÉCIDIVE.					TOTAL.	NOMBRE DES CONDAMNÉS QUI SANS SE TROUVER PLACÉS SOUS L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 56, 57 et 58 DU CODE PÉNAL CONCERNANT LA RÉCIDIVE.				
						ont subi, antérieurement, des condamnations d'un an et au-dessous			TOTAL	ont été détenus dans des établissements ou quartiers d'éducation correctionnelle.
Une.	Deux.	Trois.	Quatre.	Plus de quatre.		Une.	Deux.	Trois et plus.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
279	147	104	76	47	653	96	57	53	206	55

LEAU N° XI. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, après les parts à eux attribuées sur le produit de leur travail, selon la égorie pénale à laquelle ils appartiennent.

CONDAMNÉS RECEVANT						TOTAL.
1/10	2/10	3/10	4/10	5/10	6/10	
1	2	3	4	5	6	7
197	202	599	»	»	»	998

EAU N° XII. — Répartition des détenus entrés pendant l'année 1875, sous le rapport de l'instruction.

ÉTAT AU MOMENT DE L'ENTRÉE DANS L'ÉTABLISSEMENT.						TOTAL.
Illettrés.	Sachant lire.	Sachant lire et écrire.	Sachant lire, écrire et calculer.	Possédant l'instruction primaire complète.	Possédant une instruction supérieure à l'enseignement primaire.	
1	2	3	4	5	6	7
331	18	627	11	4	7	99

TABLEAU N° XIII. — Renseignements relatifs a…

Remise entière du restant de la peine.	COMMUTATION des travaux forcés à perpétuité en travaux forcés à temps.	COMMUTATION des travaux forcés à temps en détention.	en reclusion.	en emprisonnement.	TOTAL.	de moins d'un an…
1	2	3	4	5	6	7
»	»		27	3	31	

TABLEAU N° XIV. — Renseigne…

CATÉGORIES PÉNALES.	PEINES PRONONCÉES PAR LES TRIBUNAUX PENDANT LA CAPTIVITÉ: Mort.	Travaux forcés.	Reclusion.	Emprisonnement.	Total des colonnes 2 à 5.	NATURE DES INFRACTIONS: Vols.	VOIES DE FAIT: Contre le personnel supérieur.	contre les agents de surveillance ou les Contre-maîtres libres.	Envers d'autres détenus.	Rébellion, Mutinerie.	Actes d'immoralité.	Infractions au silence.	Refus de travail.	Paresse, négligence dans le travail.	Usage de tabac.	Jeux, trafic, possession illicite d'argent.	Infractions diverses.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Déportation……	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Travaux forcés….	»	»	»	»	»	26	»	9	26	261	7	1,960	8	30	7	80	323
Détention……..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Reclusion……..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Emprisonnement..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux…….	»	»	»	»	»	26	»	9	26	261	7	1,960	8	30	7	80	323
Totaux généraux..	»					2,737											

…râces, commutations et réductions de peine.

Réduction sur la peine: d'un an à trois ans.	Réduction sur la peine: de trois à quatre ans.	Réduction sur la peine: de cinq ans et plus.	Réduction sur la peine: Total.	Total des remises, commutations et réductions de peines: sur la proposition de l'administration.	Total des remises, commutations et réductions de peines: sur la demande des condamnés ou de leur famille.	Total des remises, commutations et réductions de peines: Total.
8	9	10	11	12	13	14
»	»	4	4	»	35	35

…r l'état disciplinaire.

Punitions prononcées par la justice disciplinaire de l'établissement: Salle de discipline.	Pain sec.	Autres privations alimentaires.	Réduction de dixièmes.	Autres punitions pécuniaires.	Autres punitions.	Total des colonnes 20 à 26.	Nombre de condamnés punis.	Punitions récidivées: 2 punitions.	3 punitions.	4 punitions et plus.	Journées de cellule par punition disciplinaire.	Journées de salle de discipline.	Journées de cellule dans les quartiers d'isolement.	Journées de privations alimentaires.	Évasions: Tentées.	Évasions consommées: Évadés repris pendant l'année.	Évadés non repris au 31 décembre.
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	80	1,069	»	182	186	1,739	761	137	114	79	1,671	»	480	5,649	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	80	1,069	»	182	186	1,739	761	137	114	79	1,671	»	480	5,649	»	»	»
1,739								330								»	

TABLEAU N° XV. — Malades admis aux infirmeries et classés d'après la nature de la maladie, l'âge, la saison, l'état de la santé avant l'entrée.

	NATURE des MALADIES. 1	Nombre total des malades. 2	Nombre des maladies suivant la forme: Aiguë. 3	Chronique. 4	Nombre des maladies suivant l'âge: de 16 à 20. 5	de 21 à 30. 6	de 31 à 40. 7	de 41 à 50. 8	de 51 à 60. 9	au dessus de 60. 10	Nombre des maladies suivant la saison: 1er trimestre. 11	2e trimestre. 12	3e trimestre. 13	4e trimestre. 14	Nombre des malades suivant l'état de santé à l'entrée à la maison: existence de la maladie. 15	Constitution faible. 16	[illegible] état de santé. 17
Appareil circulatoire.	1° Maladies du cœur et du péricarde	3	2	1	»	»	1	1	1	»	2	1	»	»	2	1	
	2° Maladies des artères et des veines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Appareil respiratoire.	3° Pneumonies, pleurésies, etc.	5	3	2	»	1	2	1	1	»	1	2	1	1	2	2	
	4° Maladies des bronches et du larynx	11	7	4	4	5	»	2	»	»	3	4	2	2	1	2	
	5° Phthisie pulmonaire	5	1	4	»	1	2	1	1	»	2	1	1	1	1	1	
Appareil digestif et annexes.	6° Angines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	7° Indigestions et embarras gastriques	67	63	4	6	35	10	10	6	»	11	24	20	12	3	5	5
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc.	20	14	6	2	1	10	2	5	»	3	9	4	4	4	3	1
	9° Péritonites	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	2	»	2	»	»	1	1	»	»	»	1	»	1	1	1	
Appareil génito-urinaire.	11° Maladies des voies urinaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	12° Maladies des organes génitaux	3	3	»	»	1	»	1	1	»	1	»	1	1	»	»	
Appareil cérébro-spinal et nerveux.	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	14° Névralgies	2	2	»	»	1	»	1	»	»	»	1	1	»	2	»	
	15° Névroses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	16° Epilepsie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	17° Folie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	18° Idiotie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Appareil des sens, de la peau, du tissu cellulaire.	19° Maladies des yeux	4	4	»	1	»	2	»	1	»	»	1	2	1	1	»	
	20° Maladies du nez, des oreilles et de la bouche	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	21° Abcès, furoncles, ulcères etc.	9	8	1	1	3	1	2	2	»	2	3	1	3	»	[illegible]	
	22° Erysipèles	7	7	»	»	2	3	1	1	»	»	2	1	4	»	1	
	23° Maladies diverses de la peau	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Appareil locomoteur.	24° Rhumatismes	5	»	5	»	»	1	2	2	»	1	3	»	1	5	»	
	25° Rhumatismes articulaires.	6	1	5	»	»	2	1	3	»	2	1	1	2	5	1	
	26° Arthrites, caries, nécroses, etc.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Pyrexies.	28° Fièvre intermitente	16	11	5	2	10	1	3	»	»	2	7	5	2	7	7	
	29° Fièvre typhoïde	1	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	
	30° Fièvres diverses	7	6	»	»	2	1	1	2	1	1	2	3	1	5	2	
	31° Fièvres éruptives	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	33° Scorbut	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	34° Scrofules	4	»	4	1	2	1	»	»	»	»	1	1	2	4	»	
	35° Cancers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Maladies contagieuses.	36° Syphilis	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	37° Teigne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	38° Gale	8	8	»	3	2	1	2	»	»	1	3	2	2	8	»	
Maladies de cause toxique.	39° Empoisonnements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Maladies de cause mécanique.	40° Contusions, plaies, luxations	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	
	41° Hernies	7	7	»	1	2	2	2	»	»	2	1	1	3	4	»	
	42° Accouchements	1	»	1	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	
	43° Maladies indéterminées	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	44° Maladies simulées	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	45° Suicides	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	46° Variole	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	Total des admissions	193	148	45	21	69	42	34	26	1	35	67	47	44	60	28	[illegible]

[T]ABLEAU n° XVI. — Malades décédés dans les infirmeries et classés d'après la nature de la maladie, l'âge, la saison, l'état de la santé au moment de l'entrée.

	NATURE des MALADIES.	Nombre total des malades	Nombre des maladies suivant la forme		Nombre des malades suivant l'âge						Nombre des malades suivant la saison				Nombre des malades suivant l'état de la santé à l'entrée dans la maison.		
			Aiguë	Chronique	16 à 20	21 à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	au-dessus de 60 ans.	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Existence de la maladie	Constitution faible	Bon état de santé
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Appareil circulatoire.	1° Maladies du cœur et du péricarde	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2° Maladies des artères et des veines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil respiratoire	3° Pneumonies, Pleurésies, etc.	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»
	4° Maladies des bronches et du larynx	1	»	1	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	1	»	»
	5° Phthisie pulmonaire	1	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	1	1	1	»	»
Appareil digestif et annexes	6° Angines	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	7° Indigestions et embarras gastriques	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	8° Gastrites, entérites, diarrhées, etc	2	»	2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	»
	9° Péritonites	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	10° Maladies du foie, des voies biliaires et de la rate	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil génito-urinaire	11° Maladies des voies urinaires	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	12° Maladies des organes génitaux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil cérébro-spinal et nerveux	13° Maladies du cerveau, de la moelle, des méninges	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	14° Névralgie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	15° Névrose	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	16° Epilepsie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	17° Folie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	18° Idiotie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil des sens, de la peau et du tissu cellulaire.	19° Maladies des yeux	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	20° Maladies du nez, des oreilles et de la bouche	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	21° Abcès, Furoncles, Ulcères, etc.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	22° Erysipèles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	23° Maladies diverses de la peau.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil locomoteur	24° Rhumatismes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	25° Rhumatismes articulaires	1	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»
	26° Arthrites, Caries, Nécroses, etc.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Appareil sécrétoire	27° Hydropisies diverses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pyrexies	28° Fièvres intermittentes	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	29° Fièvre typhoïde	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»
	30° Fièvres diverses	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	31° Fièvres éruptives	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cachexies	32° Anémie, débilité, gangrène	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
	33° Scorbut	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	34° Scrofules	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	35° Cancers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
[Mal]adies contagieuses	36° Syphilis	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	37° Teigne	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	38° Gale	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Maladie de cause toxique	39° Empoisonnements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Maladies de cause mécanique	40° Contusions, Plaies, Luxations.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	41° Hernies	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	42° Accouchements	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	43° Maladies indéterminées	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	44° Maladies simulées	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	45° Suicides	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Epidémies	46° Variole	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	47°	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	48°	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totaux	7	2	5	»	4	»	1	2	»	1	3	2	1	4	3	»

TABLEAU N° XVII. — Renseignements numériques sur les détenus aliénés ou épileptiques et les suicides.

NOMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1874.		CAS CONSTATÉS PENDANT L'ANNÉE.			TOTAL		SORTIES				RESTE AU 31 DÉCEMBRE 1875.		NOMBRE DE SUICIDES								Nombre des individus ayant tenté ou accompli des suicides qui avaient donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.
		Aliénés Épileptiques ou non.					Aliénés épileptiques ou non		Épileptiques non aliénés.				TENTÉS				ACCOMPLIS.				
Aliénés épileptiques ou non	Épileptiques non aliénés	ayant donné antérieurement des signes d'aliénation mentale.	n'ayant pas antérieurement de signes d'aliénation mentale.	Épileptiques non aliénés.	Aliénés épileptiques ou non	Épileptiques non aliénés.	Libérés, graciés ou décédés	Transférés dans des établissements hospitaliers.	Libérés, graciés ou décédés	Transférés dans des établissements hospitaliers	Aliénés épileptiques ou non	Épileptiques non aliénés.	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants	par chute	par d'autres moyens.	par suspension ou strangulation.	au moyen d'instruments tranchants	par chute.	par d'autres moyens.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

BLEAU N° XVIII. — Industries exploitées. — Nombre de journées de travail. — Nombre moyen des travailleurs pendant l'année. — Nombre des travailleurs au 31 décembre 1875. — Produit de la main-d'œuvre. — Produit par journée de travail.

NOMENCLATURE des INDUSTRIES EXPLOITÉES.	JOURNÉES de travail.	NOMBRE MOYEN DES TRAVAILLEURS PENDANT L'ANNÉE			NOMBRE DES TRAVAILLEURS au 31 décembre 1875.			Produit net	Gratifications.	TOTAL des colonnes 9 et 10.	PRODUIT par journée de travail, gratifications non comprises.
		ouvriers.	apprentis.	total.	ouvriers.	apprentis.	total.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
ordonnerie cousue	2,763	9	»	»	1	»	»	888 01	70 33	958 34	0 32 13
haises	2,297	7	»	»	5	»	»	714 19	30 80	744 99	0 31 09
filochage	10,855	67	»	»	48	»	»	2,753 95	116 21	2,870 16	0 13 25
enuiserie	2,484	8	»	»	10	»	»	2,457 75	131 17	2,588 92	0 98 94
ies en papier	8,649	28	»	»	31	»	»	2,383 51	105 45	2,488 96	0 27 55
ailleurs	3,865	13	»	»	5	»	»	1,345 25	83 98	1,429 23	0 34 75
onnellerie	2,657	9	»	»	»	»	»	822 46	140 50	962 96	0 30 95
ervice intérieur économique	12,596	41	»	»	31	»	»	9,650 05	131 41	9,781 46	0 76 61
Totaux	56,166	182	»	»	131	»	»	21,015 17	809 85	21,825 02	0 37 42
Totaux généraux		182			131			21,825 02			

TABLEAU N° XIX. — Répartition des produ

Désignation des établissements.	AUX DÉTENUS			TOTAL NET DU PÉCULE.		MOYENNE DU PÉCULE (réserve et disponible) TOTAL PAR JOURNÉE.		MOYENNE DU PÉCU DISPONIBLE PAR JOUR	
	Pécule.	A ajouter pour gratifications et bonis.	A déduire pour dégâts, malfaçons et punitions.	Réserve.	Disponible.	de détention.	de travail.	de détention.	de trav
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
St-Martin-de-Ré	5,274 29	809 85	» »	» »	6,084 14	» »	» »	0 07 37	0 10

TABLEAU N° XX. — Dépenses des condamnés sur le

DÉPENSES A LA CANTINE.				Secours aux familles.	Restitutions.	Dépenses accidentelles, ports de lettres, etc.	Dépenses exceptionnelles.	TOT GÉNÉ des dépen (colonn 4, 5, 6, 7
Pain.	Autres aliments.	Objets d'habillement et autres dépenses	TOTAL.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
728 73	6,898 82	6,404 70	14,032 25	328 65	30 31	872 37	» »	15,103

[...]a main-d'œuvre pendant l'année 1875.

AUX ENTREPRENEURS			AU TRÉSOR					RECETTES pour ordre.
[...]rtion [...] attribuée [...]r leur [...]rché.	Moyenne des dixièmes concédés par journée de détention.	Retenues ou indemnités à leur profit.	Portion restant à la disposition du gouvernement.	Moyenne des dixièmes non concédés par journée de détention.	Cinquième pour frais d'atelier.	Retenues, amendes, punitions.	Totaux des recettes du Trésor.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19
fr. c.	fr. c.	fr. c	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[...],740 88	0 19 05	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »

[...]t de leur travail et les fonds déposés à leur profit.

[...]SES PAR JOURNÉE DE DÉTENTION				ÉVALUATION DES VIVRES SUPPLÉMENTAIRES DONNÉS GRATUITEMENT.					
				PAR L'ADMINISTRATION.		PAR LES FABRICANTS.			
Pain et autres [...]ments	Objets d'habillement et dépenses accidentelles.	Autres dépenses.	TOTAL	Pain.	Autres aliments et boissons.	Pain.	Autres aliments et boissons.	Total (colonnes 14, 15, 16 et 17).	Par journée de détention.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
[...] c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[...],09 23	0,08 81	0 00,68	0,18 72	179 65	» »	» »	» »	179 65	0,00 22

TABLEAU N° XXI. — Répartition des journées de détention suivant l'é[tat] d'occupation, de chômage, de repos, de maladie et de punition.

Journées de travail. en commun.	Journées de travail. à l'isolement.	Journées de chômage faute de travail.	Journées de condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté de travail.	Journées de repos. Infirmes, vieillards, arrivants, et libérés.	Journées de repos. Jours fériés	Journées de repos. Par prescription médicale	Journées de repos. Expectative d'embarquement	Journées de maladie	Journées de cellule. à l'isolement sans travail	Journées de cellule. par punition disciplinaire	Journées de salle de discipline	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
56,166	»	»	»	822	8,27	37	11,811	3,353	480	1,671	»	82,6[illegible]

TABLEAU N° XXII. — Répartition de la population au 31 décembre 18[..] suivant l'état d'occupation, de chômage, de repos, de maladie et de puniti[on].

Travaillant en commun.	Travaillant à l'isolement.	Au chômage faute de travail.	Condamnés à la déportation ou à la détention n'ayant pas accepté le travail.	Au repos. Infirmes, vieillards, arrivants et libérés.	Au repos. Par prescription médicale.	Au repos. Expectative d'embarquement.	à l'infirmerie	En cellule. à l'isolement sans travail	En cellule. Par punition disciplinaire.	A la salle de discipline.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
131	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	13[illegible]

VI.

COMPTE DES DÉPENSES.

(EXERCICE 1875.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

les tableaux.

I. — Dépenses du service des transfèrements.

[. — Id. des maisons centrales, des pénitenciers agricoles, des maisons de détention et du dépôt de forçats.

[. — Id. des établissements de jeunes détenus, publics.

s.— Id. — privés.

. — Id. des maisons d'arrêt, de justice et de correction, chambres et dépôts de sûreté.

— Personnel des maisons centrales, des pénitenciers agricoles, des maisons de détention, des dépôts de forçats et des établissements publics de jeunes détenus. — Renseignements divers.

— Id. des maisons d'arrêt, de justice et de correction et des dépôts de sûreté. — Renseignements divers.

Tableau N° I. — DÉPENSES du service des transfèrements en 1875.

	NATURE DES DÉPENSES		MONTANT des DÉPENSES.
	Transfèrements par les voitures cellulaires.		fr. c.
	DÉPENSES ORDINAIRES.		
	Traitement du personnel et accessoires		154,185 90
	Habillement des gardiens		7,449 60
	Loyer des locaux pour remiser les voitures à Paris, impositions, assurances, chauffage, éclairage		8,238 25
	Dépenses d'entretien du matériel		24,814 37
	Dépenses d'entretien du vestiaire		277 42
DÉPENSES DES VOITURES EN ROUTE.	Frais de locomotion: En chemin de fer 290,839 20; Par terre 87,143 45	377,982 65	392,262 05
	Frais de nourriture des prisonniers transférés	10,302 20	
	Frais de blanchissage, de chauffage, d'éclairage et de réparations aux voitures	2,417 25	
	Dépenses diverses et accidentelles	1,559 95	
	Dépenses diverses		2,603 55
	TOTAL des dépenses ordinaires		589,831 14
	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		
	Achat de trois wagons cellulaires		22,500 00
	TOTAL		612,331 14
	Transfèrements par d'autres moyens que par les voitures cellulaires.		
	FRANCE.		
TRANSFÈREMENT PAR LES CONVOIS CIVILS.	421 Condamnés à plus d'un an ou à un an et au-dessous, et jeunes détenus transférés à la prison la plus voisine pour se constituer prisonniers. 30 Condamnés libérés regagnant leurs foyers. 64 Expulsés du territoire conduits aux frontières. 40 Condamnés atteints d'aliénation mentale transférés dans les asiles d'aliénés. 14 Condamnés revenant de témoignage réintégrés dans les prisons départementales et dans les maisons centrales. 42 Condamnés extraits des prisons départementales et des maisons centrales pour comparaître devant les conseils de révision et réintégrés dans ces établissements. 5 Evadés réintégrés.	7,407 29	10,209 04
	Transport des prisons de Marseille au port ou du port aux prisons de 1154 condamnés escortés par la gendarmerie.	1,113 75	
	Transport de Bastia à Casabianda, sous l'escorte de la gendarmerie de 400 condamnés amenés du continent.	1,688 »	
TRANSFÈREMENT PAR LES CHEMINS DE FER.	92 Condamnés à plus d'un an ou à un an et au-dessous et jeunes détenus transférés à la prison la plus voisine pour se constituer prisonniers. 400 Condamnés libérés regagnant leurs foyers. 8 Expulsés du territoire conduits aux frontières. 31 Condamnés atteints d'aliénation mentale transférés dans les asiles d'aliénés. 48 Condamnés revenant de témoignage réintégrés dans es prisons départementales et dans les maisons centrales. 13 Condamnés extraits des prisons départementales et des maisons centrales pour comparaître devant les conseils de révision et réintégrés dans ces établissements. 23 Jeunes détenus protestants dirigés sur la colonie privée de Sainte-Foy sous l'escorte d'agents de cet établissement.		28,913 10
	A reporter		39,122 14

NATURE DES DÉPENSES.			MONTANT des DÉPENSES.
			fr. c.
	Report		39,122 14
TRANSFÈREMENT PAR LES NAVIRES DE L'ETAT OU …MPAGNIES MARITIMES.	Remboursement au ministère de la marine pour transport, sur des navires de l'Etat, de 675 condamnés transférés de Marseille en Corse.	10,473 19	15,896 65
	Transport de 101 condamnés transférés d'Auray à Belle-Isle et de 33 condamnés de Belle-Isle à Auray	517 50	
	Transport de 87 jeunes détenus transférés de Toulon à l'Ile du Levant et de 20 jeunes détenus dirigés de l'Ile du Levant sur Toulon.	392 60	
	Frais de passage de Dieppe et du Havre en Angleterre de 12 étrangers expulsés	144 60	
	Transport, sous l'escorte de 47 gendames, de 4 libérés et de 67 condamnés transférés de Corse à Marseille à destination du dépôt de forçats, des maisons centrales et des établissements d'éducation correctionnelle	1,452 06	
	Frais de débarquement à Bastia de 400 condamnés dirigés sur le pénitencier de Casabianda	90 70	
	Transport de 745 condamnés aux travaux forcés, de la Rochelle au dépôt de Saint-Martin-de-Ré, et de 11 ayant obtenu une commutation de peine de Saint-Martin à la Rochelle	2,826 »	
Transfèrement dans l'intérieur de Paris des détenus des prisons de la Seine			124 85
TRANSFÈREMENT DES JEUNES FILLES …US L'ESCORTE DE PER…ONNES DE LEUR SEXE.	De 337 jeunes détenues placées dans les établissements d'éducation correctionnelle	12,498 14	13,328 14
	De 10 jeunes filles libérées du quartier correctionnel de Nevers, reconduites dans leur famille	830 »	
INDEMNITÉS A LA GENDARMERIE POUR …AIS EXTRAORDINAIRES D'ESCORTE.	De 745 condamnés transférés de la Rochelle au dépôt de Saint-Martin et de 11 condamnés dirigés de Saint-Martin-de-Ré sur la Rochelle.	745 50	2,185 65
	De 67 condamnés transférés de Corse à Marseille	607 50	
	De 675 condamnés transférés de Marseille en Corse, à destination des trois pénitenciers	546 45	
	De divers condamnés dans les départements	286 20	
	TOTAL		83,017 58

ALGÉRIE.

	fr. c.
Transports maritimes entre l'Algérie et la France et vice versa, et sur le littoral de la colonie	14,979 19
Transport sur les chemins de fer et les routes de terre	13,378 43
TOTAL	28,357 62

Secours de route aux condamnés au bannissement, aux libérés des maisons de correction départementales et aux forçats rapatriés.

	fr. c.
France	28,211 08
Algérie	415 26
TOTAL	28,626 34

RÉCAPITULATION.

		fr. c.
Transport des détenus et des libérés par les voitures cellulaires (France)		612,331 14
	fr. c.	
— par d'autres moyens. —	83,017 58	111,375 20
— — (Algérie)	28,357 62	
		723,706 34
Secours de route		28,626 34
ENSEMBLE		752,332 68

Tableau N° II. — DÉPENSES des Maisons centrales et des péni[…]

ÉTABLISSEMENTS.	PERSONNEL.	ENTRETIEN des DÉTENUS.	MOBILIER.	TRAVAUX ORDINAIRES aux bâtiments.	DÉPENS[…] DIVER[…] et accidente[…]
1	2	3	4	5	6
FRANCE.					
Maisons centrales en entreprise.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
ALBERTVILLE	47,263 08	65,816 92	2,403 97	4,935 38	[illegible]
ANIANE	65,488 »	99,391 74	1,016 50	4,269 94	[illegible]
AUBERIVE	32,361 »	25,439 76	330 »	4,171 96	[illegible]
BEAULIEU	75,907 74	63,053 09	256 »	10,529 47	[illegible]
CADILLAC	29,547 95	22,313 56	» »	1,917 23	[illegible]
CLERMONT	48,582 55	» »	75 »	4,532 17	[illegible]
DOULLENS	43,040 24	» »	546 »	4,447 49	
EYSSES	79,564 22	111,182 12	370 »	8,615 94	[illegible]
LOOS	102,488 »	197,503 62	1,315 38	13,963 33	[illegible]
MONTPELLIER	44,051 40	26,570 29	259 »	3,327 08	[illegible]
NIMES	92,283 96	178,051 34	410 »	6,048 97	[illegible]
POISSY	93,663 92	124,044 62	13 80	11,487 90	[illegible]
RENNES	54,723 66	8,318 55	17,040 96	1,638 25	[illegible]
RIOM	77,778 65	80,158 48	333 »	690 60	[illegible]
EMBRUN (du 1er juin au 31 décembre,)	38,615 26	39,180 49	461 60	419 36	[illegible]
TOTAUX	925,359 63	1,041,024 58	24,831 21	80,995 01	[illegible]
Maisons centrales en régie.					
CLAIRVAUX	125,837 47	517,437 71	11,714 31	3,806 23	[illegible]
FONTEVRAULT	106,863 98	390,929 54	600 »	11,825 58	[illegible]
GAILLON	107,344 84	313,225 33	198 70	39,905 33	[illegible]
MELUN	100,979 08	314,534 67	2,607 86	18,579 11	[illegible]
	441,025 37	1,536,127 25	15,120 87	74,116 25	[illegible]
REPORT DES MAISONS EN ENTREPRISE	925,359 63	1,041,024 58	24,831 21	80,995 01	[illegible]
TOTAUX POUR LES MAISONS CENTRALES	1,366,385 »	2,577,151 83	39,952 08	155,111 26	[illegible]
Pénitenciers agricoles.					
CASABIANDA	108,078 48	313,458 62	12,802 49	18,010 18	[illegible]
CASTELLUCCIO	64,216 »	173,430 40	2,860 47	3,642 57	[illegible]
CHIAVARI	104,558 69	284,005 01	1,888 »	» »	[illegible]
TOTAUX	276,853 17	770,894 03	17,550 96	21,652 75	[illegible]
Maisons de détention, et Maisons centrales spéciales aux condamnés pour faits insurrectionnels.					
EMBRUN (maison centrale du 1er janvier au 31 mai)	24,434 11	21,917 11	225 »	153 »	
BELLE-ISLE (maison de détention)	71,376 67	169,869 99	670 20	» »	
LANDERNEAU (maison centrale)	50,573 31	88,461 94	5,449 51	3,841 57	[illegible]
THOUARS (maison de détention)	70,672 »	252,937 69	780 21	» »	[illegible]
TOTAUX	217,056 09	533,186 73	7,124 92	3,994 57	[illegible]
DÉPÔT DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ	44,764 84	75,151 25	1,144 79	6,135 »	[illegible]
ALGÉRIE.					
LAMBÈZE	58,067 64	197,706 65	219 09	19,908 80	[illegible]
L'HARRRACH	54,443 40	138,012 03	69 »	» »	[illegible]
LE LAZARET	9,469 71	7,329 27	205 »	3,932 63	
TOTAUX	121,980 75	343,047 95	493 09	23,841 43	[illegible]

…res agricoles, du dépôt des forçats et des maisons de détention.

…LOITATION …RICOLE. 7	TOTAL. 8	REMBOURSEMENTS sur les produits du travail. 9	TOTAL. 10	A DÉDUIRE: PRODUIT du travail et autres produits versés au Trésor. 11	RESTE EN DÉPENSE. 12	NOMBRE de JOURNÉES de détention. 13	PRIX MOYEN de LA JOURNÉE. 14	ACQUISITIONS et CONSTRUCTIONS. 15
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	r. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
» »	120,469 35	78,330 81	198,800 16	81,318 03	117,482 13	175,608 »	0 66	56,017 85
» »	170,438 58	184,863 14	355,301 72	193,452 80	161,848 92	277,814 »	0 54	» »
» »	62,302 72	148,091 25	210,393 97	156,713 95	53,680 02	211,996 »	0 20	» »
» »	149,785 »	221,193 37	370,978 37	236,653 17	134,325 20	309,143 »	0 43	» »
» »	53,833 89	102,417 14	156,251 03	97,603 98	58,647 05	171,353 »	0 34	» »
» »	53,191 12	238,288 55	291,479 67	242,625 73	48,853 94	319,008 »	0 15	» »
» »	48,043 68	119,541 12	167,584 80	129,982 54	37,602 26	188,381 »	0 20	» »
» »	199,734 78	239,933 05	439,667 83	248,341 88	191,325 95	455,012 »	0 42	» »
» »	315,531 31	295,334 75	610,866 06	312,706 01	298,160 05	580,893 »	0 51	» »
» »	74,347 71	127,467 24	201,814 95	131,180 01	70,634 94	196,817 »	0 35	» »
» »	276,794 27	281,805 72	558,599 99	390,022 35	168,577 64	474,636 »	0 35	» »
» »	229,753 76	357,551 93	587,305 69	393,299 55	194,006 14	430 844 »	0 45	» »
» »	81,903 12	131,984 71	213,887 83	141,497 83	72,390 »	241,627 »	0 29	441,856 94
» »	158,960 73	167,598 37	326,559 10	168,475 22	158,083 88	296,841 »	0 53	» »
» »	78,684 41	23,916 23	102,600 64	29,538 19	73,062 45	75,973 »	0 96	» »
» »	2,073,774 43	2,718,317 38	4,792,091 81	2,953,411 24	1,838,680 57	4,405,948 »	0 42	500,874 79
» »	658,956 22	128,703 66	787,659 88	508,925 01	278,734 87	744,129 »	0 37	» »
» »	511,110 10	109,008 81	620,118 91	352,318 64	267,800 27	637,053 »	0 42	» »
» »	460,751 50	86,458 50	547,210 »	273,674 97	273,535 03	399,449 »	0 68	9,427 03
» »	437,491 37	42,559 08	480,050 45	333,087 48	146,962 97	396,012 »	0 37	» »
» »	2,068,309 19	366,730 05	2,435,039 24	1,468,006 10	967,033 14	2,176 643 »	0 44	9,427 03
» »	2,073,774 43	2,718,317 38	4,792,091 81	2,953,411 24	1,838,680 57	4,405,948 »	0 42	500,874 79
» »	4,142,083 62	3,085,047 43	7,227,131 05	4,421,417 34	2,805,713 71	6,582,591 »	0 42 6	510,301 82
62,853 78	516,478 55	51,673 75	568,152 30	116,878 80	451,273 50	280,311 »	1 60	125,263 98
42,195 64	287,090 08	23,436 88	310,456 96	51,952 14	258,504 82	164,089 »	1 57	» »
43,209 15	435,460 85	40,350 98	475,811 83	87,369 80	388,442 03	323,329 »	1 20	» »
148,258 57	1,238,959 48	115,461 61	1,354,421 09	256,200 74	1,098,220 35	767,729 »	1 43	125,263 98
» »	46,729 22	23,036 33	69,765 55	18,774 61	50,990 94	42,454 »	1 20	» »
» »	241,916 86	12,850 12	254,766 98	49,209 49	205,557 49	216,450 »	0 94	» »
» »	148,825 09	106,585 94	255,411 03	102,791 43	152,619 60	154,459 »	0 98	» »
» »	324,515 75	29,583 44	354,099 19	76,436 45	277,662 74	233,154 »	1 19	» 2
» »	761,986 92	172,055 83	934,042 75	247,211 98	686,830 77	646,517 »	1 06	» »
» »	127,236 17	49,958 65	177,194 82	52,748 35	124,446 47	82,612 »	1 50	» »
» »	277,552 18	61,568 76	339,120 94	76,145 07	262,975 87	302,552 »	0 87	» »
» »	192,952 13	69,261 43	262,213 56	85,302 12	176,911 44	353,877 »	0 50	» »
» »	20,936 61	3,628 57	24,565 18	3,429 80	21,135 38	32,003 »	0 66	» »
» »	491,440 92	134,458 76	625,899 68	164,876 99	461,022 69	688,432 »	0 67	» »

ÉTABLISSEMENTS.	PERSONNEL.	ENTRETIEN des détenus.	MOBILIER.	TRAVAUX ORDINAIRES aux bâtiments	DÉPENSES diverses et accidentelles	EXPLOITATIONS AGRICOLES.	TOTAL.	REMBOURSEMENT sur les produits du travail.	TOTAL.	A DÉDUIRE : produits du travail et autres produits versés au Trésor.	RESTE en DÉPENSE.	NOMBRE de JOURNÉES de détention	PRIX-MOYEN de la JOURNÉE.	ACQUISITIONS et CONSTRUCTIONS
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
GARÇONS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Les Douaires (Eure)...........	75,611 25	105,591 83	344 12	19,817 97	105 »	29,000 65	230,470 82	1,312 93	231,783 75	16,991 80	214,791 95	153,943	1 40	» »
Saint-Bernard (Nord).........	64,906 25	98,958 83	293 70	1,118 20	» »	30,673 35	195,950 33	3,045 13	198,995 46	26,696 28	172,299 18	138,275	1 24	» »
Saint-Hilaire (Vienne)...	67,474 28	94,905 65	1,125 17	» »	197 40	23,421 36	186,423 86	1,725 49	188,149 35	8,463 76	179,685 59	150,625	1 19	» »
Saint-Maurice (Loir-et-Cher)....	41,875 78	44,246 34	1,327 06	5,900 42	171 55	18,665 40	112,186 55	150 18	112,336 73	7,223 40	105,113 33	72,724	1 44	48,208 30
Val-d'Yèvre (Cher)............	36,831 70	46,811 99	210 50	5,545 30	60 »	39,530 46	128,989 95	989 87	129,979 82	27,938 18	102,041 64	144,438	0 70	» »
	286,699 26	389,814 64	3,300 55	32,381 89	533 95	141,291 22	854,021 51	7,223 60	861,245 11	87,313 42	773,931 69	659,005	1 1744	48,208 30
FILLES.														
Sainte-Marthe (Seine-et-Oise..	9,838 80	29,374 51	» »	461 19	1,622 31	» »	41,296 81	2 75	41,299 56	49 20	41,250 36	26,100	1 58	» »

Tableau N° III *bis*. — DÉPENSES des Établissements privés de jeunes détenus.

ÉTABLISSEMENTS. 1	PRIX de journée. 2	ENTRETIEN et trousseaux. 3	SUBVENTIONS. 4	TOTAL. 5	NOMBRE de journées de détention. 6
France. GARÇONS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
treville (Haute-Marne)	0 75	12,819 75	7,500 »	20,319 75	17,093
ar-sur-Aube (Aube)	0 75	12,357 75	» »	12,357 75	16,477
atel (Aube)	0 75	8,181 »	» »	8,181 »	10,908
aurecueil (Bouches-du-Rhône)	0 75	53,806 50	» »	53,806 50	71,742
iteaux (Côte d'Or)	0 75	207,490 50	» »	207,490 50	276,654
ontgombault (Indre)	0 75	103,077 »	8,000 »	111,077 »	137,436
ostillet (Cher)	0 75	53,125 50	» »	53,125 50	70,834
ande-Trappe (La) (Orne)	0 75	58,233 75	» »	58,233 75	77,645
e du Levant (L') (Var)	0 75	79,559 25	» »	79,559 25	106,079
angonnet (Morbihan)	0 80	139,944 80	» »	139,944 80	174,931
a Borde (Aube)	0 75	8,318 40	» »	8,318 40	11,102
a Loge (Cher)	0 75	39,761 25	» »	39,761 25	53,015
e Luc (Gard)	0 75	53,642 25	» »	53,642 25	71,523
ettray (Indre-et-Loire)	0 80	216,677 45	» »	216,677 45	270,866
oisselles (Seine-et-Oise)	0 75	17,478 »	» »	17,478 »	23,304
aumoncel (Meuse)	0 75	52,303 80	» »	52,303 80	75,666
ogent (Haute-Marne)	0 70	82,475 20	4,000 »	86,475 20	103,094
ullins (Rhône)	0 75	58,338 75	» »	58,338 75	77,785
ainte-Foy (Dordogne)	0 75	19,675 25	» »	19,675 25	26,235
aint-Ilan (Côtes-du-Nord)	0 80	59,518 40	7,500 »	67,018 40	74,398
aint-Urbain (Haute-Marne)	0 75	17,274 »	» »	17,274 »	23,032
sson (Deux-Sèvres)	0 75	52,689 75	» »	52,689 75	70,253
ailhauquès (Hérault)	0 75	97,757 10	» »	97,757 10	120,771
ociété générale de patronage	0 70	1,873 20	2,700 »	4,573 20	2,676
ociété de patronage de la Seine	0 70	24,155 60	» »	24,155 60	27,408
ociété de patronage du Rhône	0 75	1,361 25	» »	1,361 25	1,815
TOTAL		1,531,895 45	29,700 »	1,561,595 45	1,992,745

Dépense moyenne par journée de détention, y compris les trousseaux et les subventions, 0 fr. 78 36.

ÉTABLISSEMENTS. 1	PRIX de journée. 2	ENTRETIEN et trousseaux. 3	SUBVENTIONS. 4	TOTAL. 5	NOMBRE de journées de détention. 6
France. JEUNES FILLES.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
miens (Somme)	0 70	11,874 80	» »	11,874 80	16,964
ngers (Maine-et-Loire)	0 60	43,542 60	500 »	44,042 60	72,571
avilliers (territoire de Belfort)	0 60	23,565 60	3,000 »	26,565 60	39,276
ordeaux (Gironde)	0 60	13,035 »	» »	13,035 »	21,725
urges (Cher)	0 60	12,697 20	» »	12,697 20	21,163
le (Jura)	0 60	7,249 80	500 »	7,749 80	12,083
moges (Haute-Vienne)	0 60	19,211 40	5,500 »	24,711 40	32,019
ns (le) (Sarthe)	0 60	8,421 60	» »	8,421 60	14,036
plier-Blanzy (Saône-et-Loire)	0 70	19,315 10	2,000 »	21,315 10	27,593
areth (Hérault)	0 60	26,377 80	500 »	26,877 80	43,943
is — Dames Diaconessses	0 60	9,768 60	» »	9,768 60	16,281
is — Dames Israélites	0 60	880 20	» »	880 20	1,467
is — Société de patronage	0 60	24,068 40	2,000 »	26,068 40	40,114
is — Couvent de la Madeleine	» »	16,000 »	» »	16,000 »	43,800
uen (Seine Inférieure)	0 60	74,710 »	3,500 »	78,210 »	115,427
inte-Anne-d'Auray (Morbihan)	0 60	37,228 20	2,000 »	39,228 20	62,047
nt-Omer (Pas-de-Calais)	0 60	17,127 60	» »	17,127 60	28,546
ns (Yonne)	0 60	13,723 80	» »	13,723 80	22,873
urs (Indre-et-Loire)	0 60	9,837 60	500 »	10,337 60	18,508
rennes (Nièvre)	0 60	8,260 80	1,000 »	9,260 80	13,768
llepreux (Seine-et-Oise)	0 60	4,629 60	4,300 »	8,929 60	7,716
TOTAL		401,525 70	25,300 »	426,825 70	671,920

Dépense moyenne par journée, y compris les trousseaux et les subventions, 0 fr. 63 52.

ÉTABLISSEMENTS. 1	PRIX de journée. 2	ENTRETIEN et trousseaux. 3	SUBVENTIONS. 4	TOTAL. 5	NOMBRE de journées de détention. 6
Algérie. GARÇONS.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
léa	1 »	65,457 »	» »	65,457 »	61,217

Dépense moyenne par journée, y compris les trousseaux, 1 fr. 06 c.

Tableau N° IV. — DÉPENSES des

DÉPARTEMENTS	PERSONNEL.	ENTRETIEN des DÉTENUS.	MOBILIER
1	2	3	4
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
AIN	18,766 64	45,346 73	157 50
AISNE	35,785 34	78,109 19	427 50
ALLIER	22,877 69	36,299 41	1,184 30
ALPES (BASSES-)	11,845 34	15,927 16	91 »
ALPES (HAUTES-)	8,583 35	11,372 98	39 »
ALPES-MARITIMES	20,484 85	44,534 15	184 50
ARDÈCHE	12,676 25	25,724 58	592 »
ARDENNES	18,771 57	29,861 57	121 »
ARIÉGE	8,148 95	11,676 42	» »
AUBE	15,101 10	34,986 99	36 »
AUDE	18,249 38	25,923 09	40 »
AVEYRON	19,951 12	37,428 97	552 25
BOUCHES-DU-RHÔNE	76,276 64	243,212 68	3,541 50
CALVADOS	27,049 45	65,117 55	282 50
CANTAL	16,778 71	17,374 18	231 »
CHARENTE	20,338 30	35,527 42	983 15
CHARENTE-INFÉRIEURE	22,354 05	44,486 95	1,214 63
CHER	13,705 46	26,387 39	198 »
CORRÈZE	10,546 31	17,355 69	341 10
CORSE	24,944 03	46,822 27	» »
CÔTE-D'OR	23,910 53	59,765 47	105 45
CÔTES-DU-NORD	28,177 35	47,114 17	411 50
CREUSE	9,829 30	6,674 33	126 50
DORDOGNE	24,936 20	39,230 90	392 75
DOUBS	21,520 51	65,539 82	784 30
DRÔME	19,011 70	33,706 20	550 50
EURE	23,048 67	54,927 22	184 50
EURE-ET-LOIR	16,057 55	40,815 66	439 »
FINISTÈRE	25,677 59	68,512 53	223 »
GARD	15,109 59	44,045 77	184 50
GARONNE (HAUTE-)	34,046 07	79,054 97	411 10
GERS	13,261 94	17,163 49	» »
GIRONDE	52,659 08	113,423 72	1,778 75
HÉRAULT	25,708 68	86,016 14	212 »
ILLE-ET-VILAINE	28,233 85	65,343 55	275 15
INDRE	15,120 95	13,722 11	827 25
INDRE-ET-LOIRE	25,248 35	26,193 36	394 50
ISÈRE	25,858 74	54,728 62	» »
JURA	16,195 »	34,141 09	7,458 15
LANDES	10,627 47	21,115 72	» »
LOIR-ET-CHER	14,178 71	23,347 59	3,805 70
LOIRE	27,702 33	44,090 91	410 »
LOIRE (HAUTE-)	10,946 51	19,928 61	» »
LOIRE-INFÉRIEURE	43,185 70	104,042 46	360 »
LOIRET	20,781 77	33,766 10	795 43
LOT	9,229 38	12,562 18	» »
LOT-ET-GARONNE	13,160 01	29,760 09	» »
LOZÈRE	8,292 13	15,690 42	3,877 68
MAINE-ET-LOIRE	23,592 40	60,155 82	94 35
MANCHE	22,766 57	40,964 49	307 »

...s d'arrêt, de justice et de correction.

Uniforme des gardiens. 5	Imprimés et fournitures de bureau et d'école. 6	Dépenses diverses et accidentelles. 7	Frais de garde dans les dépôts de sûreté. 8	Total. 9	Nombre de journées de détention. 10	Prix moyen de la journée. 11
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
1,158 03	28 25	15 »	» »	65,572 25	56,938	1 14
1,155 85	2,351 95	66 40	250 »	118,146 23	148,184	0 79
516 47	698 26	41 »	» »	61,617 13	56,149	1 09
793 55	73 50	» »	» »	28,730 55	22,319	1 28
412 83	61 40	100 »	» »	20,569 56	11,780	1 82
471 50	82 95	» »	» »	65,757 95	62,921	1 04
659 08	83 65	» »	» »	39,735 56	43,293	0 91
483 50	41 35	10 10	» »	49,289 09	58,936	0 83
475 79	51 35	» »	» »	20,352 51	17,592	1 15
650 08	484 25	86 10	» »	51,344 52	56,593	0 90
1,268 45	483 95	125 »	» »	46,089 87	37,275	1 23
433 82	204 55	52 »	» »	58,622 71	45,152	1 29
1,704 87	1,584 15	1,828 30	450 »	328,598 14	353,525	0 92
1,200 61	1,194 35	130 90	» »	94,975 36	114,774	0 82
737 45	750 21	4 »	» »	35,875 55	21,108	1 70
1,063 78	1,046 10	» »	» »	58,960 75	49,678	1 19
1,362 69	60 »	» »	» »	69,478 34	62,110	1 11
871 93	32 05	150 »	» »	41,344 83	40,899	1 01
491 20	47 45	» »	» »	28,781 75	24,794	1 16
1,213 14	555 10	439 20	» »	73,973 74	73,000	1 01
533 18	971 70	600 »	» »	85,886 33	84,998	1 01
921 98	477 15	7 45	» »	77,109 60	67,697	1 13
430 39	32 80	110 »	» »	17,203 32	8,804	1 95
1,232 83	1,174 95	72 95	» »	67,039 73	57,575	1 16
890 34	1,688 16	» »	» »	90,423 13	99,856	0 90
369 58	130 10	» »	» »	53,768 08	56,695	0 94
741 31	541 20	661 »	» »	80,103 90	91,990	0 87
618 82	329 70	» »	» »	58,262 72	67,441	0 86
756 63	223 57	» »	» »	95,393 32	114,308	0 82
323 64	1,024 30	213 80	» »	60,901 60	64,666	0 94
1,092 90	1,519 95	491 97	» »	116,616 96	102,126	1 14
469 36	73 15	» »	» »	30,967 94	24,536	1 26
1,184 57	1,889 80	580 41	» »	171,516 33	173,014	0 99
1,167 30	1,360 33	29 35	» »	114,493 80	163,140	0 70
1,629 59	699 70	73 90	» »	96,255 74	106,803	0 90
490 35	575 05	25 »	» »	30,760 71	22,048	1 39
1,095 69	1,321 20	1,765 15	» »	56,018 25	41,284	1 35
719 07	504 90	589 35	» »	82,400 68	98,295	0 83
338 32	» »	» »	» »	58,132 56	47,842	1 21
552 01	162 »	» »	» »	32,457 20	32,204	1 006
523 76	74 10	150 »	» »	42,079 86	39,227	1 07
536 17	793 05	210 »	» »	73,742 46	80,758	0 91
233 53	113 85	» »	» »	31,222 50	26,475	1 17
1,438 63	2,118 50	688 41	» »	151,833 70	155,941	0 97
673 64	151 70	265 »	» »	56,433 66	56,759	0 99
363 16	11 45	50 »	» »	22,216 17	23,046	0 96
593 13	551 85	1,424 20	» »	45,489 28	55,537	0 81
390 15	32 »	137 »	» »	28,419 38	16,877	1 68
1,365 26	904 80	80 »	» »	86,192 83	93,413	0 92
677 50	» »	131 45	» »	64,847 01	68,082	0 95

DÉPARTEMENTS.	PERSONNEL.	ENTRETIEN des DÉTENUS.	MOBILIER.
1	2	3	4
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Marne	33,235 37	71,988 91	929 [illegible]
Marne (Haute-)	10,081 43	22,901 17	125 [illegible]
Mayenne	16,043 76	41,664 58	292 »
Meurthe-et-Moselle	31,253 14	60,473 20	298 [illegible]
Meuse	17,282 58	31,178 72	484 7[illegible]
Morbihan	30,135 45	36,808 70	32 »
Nièvre	26,374 02	35,772 36	395 [illegible]
Nord	56,177 78	197,238 30	2,283 02
Oise	23,665 18	73,476 88	13,525 60
Orne	16,081 14	32,408 37	461 »
Pas-de-Calais	30,810 81	91,187 81	1,172 15
Puy-de-Dôme	22,480 30	40,274 55	769 »
Pyrénées (Basses-)	27,375 79	43,247 42	1,971 [illegible]
Pyrénées (Hautes-)	14,131 48	14,315 13	» »
Pyrénées-Orientales	12,023 09	26,965 83	254 [illegible]
Rhin (Haut-) ou territoire de Belfort	5,198 40	17,043 76	» »
Rhône	69,910 31	109,776 34	1,379 [illegible]
Saône (Haute)	15,357 01	29,471 54	» »
Saône-et-Loire	26,461 40	43,298 88	191 »
Sarthe	21,240 81	37,063 67	484 [illegible]
Savoie	17,376 75	27,787 95	108 »
Savoie (Haute-)	19,731 59	34,168 58	919 [illegible]
Seine	628,191 66	1,476,438 36	30,326 [illegible]
Seine-Inférieure	99,573 30	199,422 49	1,561 [illegible]
Seine-et-Marne	23,313 34	51,269 08	25 »
Seine-et-Oise	77,064 53	103,921 03	935 [illegible]
Sèvres (Deux-)	11,006 64	15,310 74	522 [illegible]
Somme	34,196 32	60,981 33	878 »
Tarn	11,873 06	20,550 12	60 [illegible]
Tarn-et-Garonne	15,609 52	22,009 88	226 »
Var	21,000 80	43,119 05	420 70
Vaucluse	28,373 72	48,555 43	730 50
Vendée	11,210 91	21,076 89	344 »
Vienne	19,538 90	23,352 24	344 50
Vienne (Haute-)	13,132 12	20,601 98	306 88
Vosges	25,936 52	48,904 72	263 15
Yonne	15,490 77	41,384 90	65 »
Totaux	2,649,250 95	5,564,429 2	97,394 30
Alger	32,705 69	92,485 42	60 60
Constantine	40,449 54	186,144 74	1,207 18
Oran	33,680 03	99,201 46	» »
	106,835 26	377,831 62	1,267 78

(1) PRISONS DE LA SEINE.

Dépenses	2,172,613 18
Remboursements	116,761 31
Total	2,289,374 49
A déduire : Produits	342,260 09

Reste en dépense .... 1,947,114 40, par suite le prix de journée [illegible] trouve réduit à 0 fr. 92 c. 1.

…NIFORME des GARDIENS.	IMPRIMÉS et FOURNITURES de bureau et d'école.	DÉPENSES DIVERSES et accidentelles.	FRAIS de GARDE dans les dépôts de sûreté.	TOTAL.	NOMBRE de JOURNÉES de détention.	PRIX MOYEN de LA JOURNÉE.
5	6	7	8	9	10	11
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
602 12	1,268 12	160 »	» »	108,123 82	130,271	0 83
371 72	274 60	» »	» »	33,753 92	34,740	0 97
778 98	31 50	» »	» »	58,803 82	63,809	0 92
1,350 70	921 15	240 »	» »	94,836 84	123,993	0 76
822 39	54 40	» »	» »	49,822 84	54,951	0 90
946 88	1,104 80	453 50	200 »	69,681 33	62,656	1 11
934 88	790 55	1,716 31	» »	65,983 62	52,550	1 25
2,907 82	2,012 60	2,622 20	250 »	263,491 72	378,612	0 69
744 31	914 60	224 40	» »	112,550 97	107,397	1 04
574 84	42 10	225 60	» »	49,793 05	48,197	1 03
1,349 85	350 »	130 »	400 »	125,400 62	171,483	0 73
749 44	290 20	» »	» »	64,563 49	71,319	0 90
749 44	835 25	11 35	» »	73,490 75	73,336	1 002
536 30	102 60	» »	» »	29,105 51	24,568	1 18
484 35	97 15	7 50	» »	39,842 42	38,720	1 02
185 86	6 50	» »	» »	22,434 52	26,024	0 86
2,299 29	2,261 30	2,558 05	» »	188,184 69	213,523	0 88
789 27	30 90	» »	» »	45,648 72	43,980	1 03
1,709 58	1,140 60	6 90	» »	72,808 36	71,224	1 02
1,059 62	1,098 40	» »	» »	60'946 79	62,082	0 98
725 04	821 90	330 08	» »	47,149 72	47,278	0 99
475 32	65 »	» »	» »	55.360 37	51,056	1 08
15,077 51	7,991 32	14,588 03	» »	2,172,613 18	2,113,131	1 02 (1)
2,881 30	2,230 67	4,667 30	» »	310,336 96	391,019	0 79
581 63	546 45	116 90	» »	75,852 40	78,873	0 96
1,492 46	1,984 45	655 »	» »	186,052 07	177,051	1 05
293 96	81 75	95 30	» »	27,310 84	21,834	1 25
1,792 32	1,348 67	» »	» »	99,196 64	120,368	0 81
561 01	56 55	» »	» »	33,101 39	26,184	1 26
430 68	1,002 30	336 67	» »	39,605 35	37,803	1 04
719 90	590 75	126 40	50 »	66,087 60	60,716	1 08
1,065 49	1,361 »	1,116 01	» »	81,202 15	80,401	1 01
206 85	99 55	17 20	» »	32,955 40	31,160	1 05
354 17	498 25	24 90	» »	44,112 96	33,006	1 33
441 93	67 35	1,500 »	» »	36,050 26	30,951	1 16
822 28	153 85	783 »	» »	76,863 52	95,067	0.81
352 03	114 95	» »	» »	57,407 65	59,088	0 97
87,709 23	62,010 11	44,056 99	1,600 »	8,506,451 40	8,806,878	0 965
» »	410 »	6,633 58	» »	132,298 29	240,767	0 55
1,586 87	1,603 75	95 »	» »	231,231 08	264,774	0 87
» »	» »	936 »	» »	133,817 99	225,587	0 59
1,586 87	2,013 75	7,665 08	» »	497,300 36	731,128	0 68

Tableau N° V. — PERSONNEL des Maisons centrales et des pénitenciers [...] du dépôt de forçats de Saint-Mar[...]

ÉTABLISSEMENTS.	SERVICE ADMINISTRATIF.					SERVICE ÉCONOMIQUE.			SERVICE AGRICOLE.					SERVICE des BATIMENTS.		Service de l'enseignement. Instituteurs (1).	Contre-maîtres.	SERVI[CE] RELIGI[EUX]	
	Directeurs.	Inspecteurs.	Greffiers-comptables, greffiers, agents-comptables.	Commis aux écritures.	Employés auxiliaires.	Économes.	Économes adjoints.	Teneurs de livres.	Régisseurs des cultures.	Agents auxiliaires des cultures.	Conducteurs des travaux agricoles.	Jardiniers.	Mécaniciens, Patrons de barque.	Architectes.	Conducteurs des travaux de bâtiments.			Aumôniers catholiques.	Pasteurs protestants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
FRANCE.																			
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																			
Établissements affectés aux hommes.																			
ALBERTVILLE (maison centrale).	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	»
ANIANE.......—	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	»
BEAULIEU....—	1	1	1	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	»
CLAIRVAUX...—	1	2	2	2	1	1	»	4	»	»	»	1	»	1	1	2	(2) 1	2	»
EMBRUN......—	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
EYSSES.......—	1	1	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
FONTEVRAULT.—	1	2	2	4	»	1	1	1	»	»	»	»	»	1	»	1	»	2	»
GAILLON.....—	1	2	1	3	»	1	»	3	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»
LOOS........—	1	3	2	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
MELUN.......—	1	1	2	3	»	1	»	1	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
NIMES.......—	1	1	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
POISSY.......—	1	1	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
RIOM........—	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	»
CASABIANDA (Pénitenc. agricole).	1	1	1	3	»	1	1	1	»	»	1	»	1	1	»	1	»	1	»
CASTELLUCIO.—	1	1	»	2	»	1	»	2	»	»	1	»	»	»	1	1	»	1	»
CHIAVARI....—	1	1	1	1	»	1	»	2	»	1	1	»	1	»	1	1	1	1	»
TOTAUX............	16	21	20	43	1	7	2	14	»	1	3	1	2	14	3	17	2	19	6
Établissements affectés aux femmes																			
AUBERIVE......................	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	»	»	1	»
CADILLAC......................	1	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
CLERMONT......................	1	»	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	*1	»	»	»	1	*1
DOULLENS......................	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	»	»	1	»
MONTPELLIER..................	1	1	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	»	»	1	*1
RENNES.........................	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	*1	»	»	1	»
TOTAUX............	6	3	6	11	»	»	»	1	»	»	»	»	»	5	1	»	»	6	2
Maisons de détention et maisons centrales de correction affectées aux condamnés de l'insurrection.																			
BELLE-ISLE.....................	1	1	1	1	»	1	»	2	»	»	»	»	»	»	*1	»	»	1	»
THOUARS.......................	1	1	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	*1
LANDERNEAU...................	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	1	»	1	*1
TOTAUX............	3	3	3	5	»	1	»	3	»	»	»	»	»	1	1	1	»	3	2

NOTA. — Tous les fonctionnaires et employés sont internes, à l'exception de ceux qui sont désignés par une astérisque.

(1) Dans les établissements affectés aux femmes ou aux jeunes filles, une des surveillantes est chargée du service de l'enseignement

…es, des maisons de détention, des colonies publiques de jeunes détenus et …ré. — Renseignements divers.

…VICE …ANTÉ.		SERVICE DE GARDE ET DE SURVEILLANCE.								RENSEIGNEMENTS DIVERS.				
	Pharmaciens.	Gardiens-chefs.	Premiers gardiens, brigadiers des gardes externes.	Gardiens ordinaires et gardes externes.	Sœurs supérieures.	Sœurs assistantes.	Sœurs surveillantes.	Portières. Surveillantes laïques.	NOMS des entrepreneurs.	DATE du commencement des marchés.	DURÉE des marchés.	EXPIRATION de la période courante.	PRIX de journée alloué aux entrepreneurs.
	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
									MM.		ANNÉES.		fr. c.
	»	1	1	28		»	»	»	Redier et Couton.	1er octobre 1875.	6 ou 9	30 septembre 1881.	0 39 50
	*1	1	1	37	»	»	»	»	Giraud.	1er juin 1875.	6 ou 9	31 mai 1881.	0 36 90
	1	»	2	41	»	»	»	»	Vinnebault et Lebreton.	1er mai 1874.	6 ou 9	30 avril 1880.	0 19 50
	1	1	2	64	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
	*1	1	1	40	»	»	»	»	Didier et Ferrary.	5 juin 1872.	3, 6 ou 9	5 juin 1878.	0 51 00
	»	1	2	50	»	»	»	»	Delsol Lanes et Lebourgeois	15 novembre 1875.	6 ou 9	14 novembre 1881.	0 24 30
	1	1	4	59	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
	1	1	4	47	»	»	»	»	D°.	»	»	»	»
	*1	1	5	45	»	»	»	»	Martel et Potié.	1er mai 1872.	6 ou 9	30 avril 1878.	0 34 00
	1	1	2	49	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
	1	1	3	50	»	»	»	»	Audibert et Robinet.	1er janvier 1875.	6 ou 9	31 décembre 1880.	0 36 90
	1	1	3	51	»	»	»	»	Martel et Potié.	1er janvier 1874.	6 ou 9	31 décembre 1879.	0 28 49
	1	1	2	43	»	»	»	»	Quibert-Palissaux.	1er juillet 1875.	6	30 juin 1880.	0 23 90
	»	1	3	48	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
	»	1	2	28	»	»	»	»	D°.	»	»	»	»
	»	1	4	50	»	»	»	»	D°.	»	»	»	»
	11	15	41	733	»	»	»	»					
1	»	»	1	3	1	1	17	»	Hayem.	1er janvier 1874.	6 ou 9	31 décembre 1879.	0 12 00
1	»	»	1	2	1	1	12	1	Hayem.	1er janvier 1867.	6 ou 9	31 décembre 1875.	0 13 00
1	*1	»	1	4	1	1	24	»	Latour.	1er novembre 1862.	18	31 octobre 1880.	»
1	*1	»	1	5	1	1	16	1	Hayem.	16 février 1872.	9	15 février 1881.	L'entrepreneur paie 1 c
2	*1	»	1	4	1	1	14	1	Petit, Farcy et Oppenheim.	1er avril 1872.	6 ou 9	31 mars 1878.	0 13 50
2	»	»	1	3	1	1	29	»	Hayem.	1er septembre 1872.	6 ou 9	31 août 1878.	»
8	3	»	6	21	6	6	112	3					
*1	*1	1	2	41	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
*1	*1	1	2	30	»	»	»	»	Céalis.	1er octobre 1875.	6 ou 9	30 septembre 1881.	1 03 70
*1	*1	1	1	27	»	»	»	»	Millot.	1er mai 1876.	non fixée.	non fixée.	Prix variant suivant le nombre de détenus.
3	3	3	5	98	»	»	»	»					

…arde-moulin. — (3) Un des deux médecins est externe.

ÉTABLISSEMENTS.	SERVICE ADMINISTRATIF.					SERVICE ÉCONOMIQUE.			SERVICE AGRICOLE.					SERVICE des BÂTIMENTS		Service de l'enseignement. Instituteurs (2).	Contre-maîtres.	SERVICE RELIGIEUX	
	Directeurs.	Inspecteurs.	Greffiers-comptables, greffiers, agents-comptables.	Commis aux écritures.	Employés auxiliaires.	Économes.	Économes adjoints.	Teneurs de livres.	Régisseurs des cultures.	Agents auxiliaires des cultures.	Conducteurs des travaux agricoles.	Jardiniers.	Mécaniciens, Patrons de barque.	Architectes.	Conducteurs des travaux de bâtiment.			Aumôniers catholiques.	Pasteurs protestants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
DÉPÔT DE FORÇATS DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»	»	*1	*1
Établissements publics de jeunes détenus.																			
LES DOUAIRES (Garçons)........	1	1	1	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	»	»	1	8	1	»
SAINT-BERNARD —	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»
SAINT-HILAIRE —	1	1	»	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
SAINT-MAURICE —	1	»	1	1	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	1	4	1	»
VAL-D'YÈVRE —	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	1	»
SAINTE-MARTHE (Filles) (1)......	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»
TOTAUX............	6	4	3	1	»	3	1	6	»	3	»	»	»	»	»	6	12	6	»
ALGÉRIE.																			
Maisons centrales (Hommes).																			
LAMBÈZE....................	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»
L'HARRACH..................	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»
TOTAUX..........	2	2	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»
Maisons centrales (Femmes).																			
LE LAZARET..................	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	*1	»
RÉCAPITULATION.																			
Maisons centrales et pénitenciers agricoles.																			
FRANCE.. Établissements affectés aux hommes ..	16	21	20	43	1	7	2	14	»	1	3	1	3	14	3	17	1	19	6
FRANCE.. Établissements affectés aux femmes...	6	3	6	11	»	»	»	1	»	»	»	»	»	5	1	»	»	6	2
ALGÉRIE. Établissements affectés aux hommes ..	2	2	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»
ALGÉRIE. Établissements affectés aux femmes...	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
DÉPÔT DE FORÇATS DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ............	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE JEUNES DÉTENUS..............	6	4	3	1	»	3	1	6	»	3	»	»	»	»	»	6	12	6	»
TOTAUX GÉNÉRAUX...	32	31	32	59	1	10	3	21	»	4	3	1	3	19	5	23	13	35	9

NOTA. — Tous les fonctionnaires et employés sont internes, à l'exception de ceux qui sont désignés par une astérisque.
(1) Directrice. — (2) Dans les établissements affectés aux femmes ou aux jeunes filles, une des surveillantes est chargée du service de l'enseign[...]

ERVICE SANTÉ.		SERVICE DE GARDE ET DE SURVEILLANCE.							RENSEIGNEMENTS DIVERS.				
[illegible]	Pharmaciens.	Gardiens-chefs.	Premiers-gardiens, brigadiers des gardes externes.	Gardiens ordinaires et gardes externes.	Sœurs supérieures.	Sœurs assistantes.	Sœurs surveillantes.	Portières. Surveillantes laïques.	NOMS des entrepreneurs.	DATES du commencement des marchés.	DURÉE des marchés.	EXPIRATION de la période courante.	PRIX de journée alloué aux entrepreneurs.
[illegible]	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
									MM.		ANNÉES.		fr. c.
1	»	1	1	25	»	»	»	»	Légrand.	16 décembre 1873.	3, 6 ou 9	15 décembre 1879.	0 85 00
1	»	1	2	36	»	»	»	»	En régie.	»	»	»	»
»	»	1	2	29	»	»	»	»	Dd.	»	»	»	»
1	»	1	4	40	»	»	»	»	Dd.	»	»	»	»
1	»	1	1	16	»	»	»	»	Dd	»	»	»	»
1	»	1	1	18	»	»	»	»	Dd.	»	»	»	»
1	»	»	»	»	»	»	»	5	Dd.	»	»	»	»
5	»	5	10	139	»	»	»	5					
1	»	1	3	30	»	»	»	»	Léturc et Tranchant.	1er juillet 1870.	12	30 juin 1882.	0 65 00
1	»	1	1	43	»	»	»	»	Alcay.	1er janvier 1874.	6, 9 ou 12	31 décembre 1879.	0 39 00
2	»	2	4	73	»	»	»	»					
4	1	»	»	1	»	»	»	4	Alcay.	1er janvier 1874.	6 ou 12	31 décembre 1879.	0 39 00
23	11	15	41	733	»	»	»	»					
8	3	»	6	21	6	6	112	3					
2	»	2	4	73	»	»	»	»					
4	1	»	»	1	»	»	»	4					
1	»	1	1	25	»	»	»	»					
5	»	5	10	139	»	»	»	5					
43	15	23	62	992	6	6	112	12					

Tableau N° VI. — PERSONNEL des Maisons d'arrêt,

Circonscriptions pénitentiaires.	Départements.	Résidences des directeurs.	Service administratif. Directeurs.	Inspecteurs.	Greffiers, comptables et commis. Internes.	Externes.	Instituteurs. Internes.	Externes.	Service religieux. Aumôniers catholiques. Internes.	Externes.	Pasteurs et rabbins.	Service de santé. Chirurgiens, médecins, pharmaciens. Internes.	Externes.	Servi[…] Gardiens-chefs.	Premiers gardiens	Gardiens commis-greffiers
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1	Seine	Paris	9	»	24	2	»	2	11	1	1	11	12	10	18	[illegible]
2	Seine-et-Oise	Versailles	1	1	2	»	»	»	1	5	»	»	6	7	1	3
	Eure-et-Loir			»	»	»	»	1	»	4	»	»	4	4	»	1
3	Eure	Directeur de la maison centrale de Gaillon	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
4	Seine-Inférieure	Rouen	1	1	5	»	1	»	2	4	»	»	5	6	2	1
5	Oise	Directeur de la maison centrale de Clermont	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	[illegible]
6	Somme	Directeur de la maison centrale de Doullens	»	»	1	»	»	»	»	5	»	»	6	6	1	»
	Pas-de-Calais			»	1	1	»	»	»	6	»	»	6	6	»	»
7	Nord	Directeur de la maison centrale de Loos	»	»	1	1	1	»	1	6	»	»	7	7	2	2
8	Aisne	Laon	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	3
	Ardennes			»	»	»	»	»	»	6	»	»	7	6	»	»
9	Seine-et-Marne	Directeur de la maison centrale de Melun	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
10	Marne	Châlons	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	6	5	»	3
	Meuse			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
11	Meurthe-et-Moselle	Nancy	1	»	1	»	»	»	»	4	»	»	4	4	1	1
	Vosges			»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	6	»	1
12	Marne (Haute-)	Directeur de la maison centrale d'Auberive	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	1	»
13	Aube	Directeur de la maison centrale de Clairvaux	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	»
14	Yonne	Dijon	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	»
	Côte-d'Or			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
15	Saône (Haute-)	Besançon	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Doubs			»	1	»	»	»	»	3	»	»	4	5	»	»
	Jura			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Territoire de Belfort			»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1	»	»
16	Saône-et-Loire	Mâcon	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
	Ain	Bourg	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	»
17	Nièvre	Nevers	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
	Allier	Moulins	»	»	»	»	1	»	»	4	»	»	4	4	»	1
18	Orne	Le Mans	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
	Mayenne			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	1
	Sarthe			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
19	Calvados	Directeur de la maison centrale de Beaulieu	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	6	6	»	1
	Manche			»	»	»	»	»	»	6	»	»	6	6	»	»
20	Ille-et-Vilaine	Directeur de la maison centrale de Rennes	»	»	»	»	»	»	»	6	»	»	6	6	»	1
	Côtes-du-Nord	Saint-Brieuc	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
21	Finistère	Vannes	1	»	»	»	»	»	»	6	»	»	5	6	»	1
	Morbihan			»	1	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	3
22	Loire-Inférieure	Nantes	1	»	1	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	3
	Vendée			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
23	Maine-et-Loire	Directeur de la maison centrale de Fontevrault	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
24	Sèvres (Deux-)	Poitiers	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Vienne			»	1	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	2
25	Indre-et-Loire	Blois	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	2
	Loir-et-Cher			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	1
	Loiret			»	1	»	1	1	»	4	»	»	5	4	»	1
26	Cher	Bourges	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
	Indre	Châteauroux	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Creuse			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»

…stice et de correction. — Renseignements divers.

…VEILLANCE.				RENSEIGNEMENTS DIVERS.			
…veil-…ntes …ques.	Surveil-lantes reli-gieuses.	Gar-diens des dépôts.	EMPLOIS divers.	NOMS des Entrepreneurs.	PRIX de journée.	DATE du commencement des marchés.	DURÉE des marchés.
19	20	21	23	24	25	26	27
					fr. c.		Années.
3	61	»	22	En régie.	» »	»	»
7	5	»	»	MM. Céalis.	» 58	1er septembre 1870.	3, 6, 9
4	»	»	»	Lherminier.	» 60	1er octobre 1872.	3, 6, 9
4	2	»	»	Céalis.	» 59	1er mai 1870.	3, 6, 9
5	12	»	1	Leroy.	» 49.8	30 avril 1873.	3 ans
3	3	»	»	Brunswick.	» 54.9	15 novembre 1875.	3, 6, 9
5	6	»	»	David.	» 50	1er janvier 1869.	9
5	2	1	»	Deligny et David.	» 52	1er janvier 1872.	3, 6, 9
8	4	2	»	Deligny.	« 51	1er octobre 1874.	6 ans 3 mois.
6	»	2	»	Deligny.	» 50	1er août 1873.	2 ans 5 m. ou 5 ans 5 m.
6	»	»	»				
5	»	»	»	Lhermitte.	» 64.9	1er août 1874.	3, 6, 9
3	5	»	»	L'Herminier.	» 54	1er mars 1875.	3, 6, 9
4	»	»	»	Deligny.	» 56	1er janvier 1873.	3 ans et 10 m. ou 6 ans
3	4	»	»	Moraux.	» 48	1er janvier 1867.	3, 6, 9
6	»	»	»	Fève et Brunotte.	» 51	1er janvier 1873.	3, 6, 9
3	»	»	»	Jobard.	» 65	1er novembre 1871.	3, 6, 9
5	»	»	»	Céalis.	» 61.6	1er avril 1872.	3, 6, 9
5	»	»	»	Brunswick.	» 69.8	1er janvier 1875.	3, 6, 9
4	»	»	»				
4	»	»	»	Chavet.	» 66.5	1er janvier 1873.	3, 6, 9
4	1	»	»	Fattelay.	» 70	1er janvier 1872.	3, 6, 9
4	»	»	»	Robert.	» 70	1er janvier 1872.	3, 6, 9
»	2	»	»	La Communauté des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul de Strasbourg.	» 65	1er janvier 1873.	4 ans
5	»	»	»	Brunswick.	» 60	1er juin 1875.	3, 6, 9
5	»	»	»	L. P. Bochet.	» 80.2	1er janvier 1873.	3
3	»	»	»	Moreau.	» 67.9	1er juillet 1874.	3, 6, 9
4	»	»	»	P. G. Gillot.	» 64	1er janvier 1871.	3, 6, 9
3	2	»	»	Colleau.	» 67	1er octobre 1871.	3, 6, 9
2	2	»	»	Céalis.	» 64.6	1er mai 1873.	30 sept. 1877 (D. min.)
3	3	»	»	Ligneul.	» 59	1er novembre 1873.	au 30 septembre 1877
5	3	»	»	Céalis.	» 57.7	1er août 1875.	3, 6, 9
6	»	»	»	Colleau.	» 60	4 mai 1871.	3, 6, 9
6	3	»	»	Céalis.	» 60	1er juin 1869.	au 31 mai 1876
6	1	»	»	Céalis.	» 65	1er janvier 1873.	3, 6, 9
8	»	»	»	Lhermitte.	» 59	15 mai 1874.	3, 6, 9
3	3	1	»	Alléguen.	» 58	1er septembre 1874.	3, 6, 9
5	4	»	»	Duburguet.	» 66.7	1er juillet 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»				
4	3	»	»	Lhermite.	» 64	1er septembre 1872.	3, 6, 9
3	2	»	»	Cadiot.	» 70	1er juillet 1874.	7 ans
4	2	»	»				
2	3	»	»	Dubourdieu	» 58	1er janvier 1875.	3, 6, 9
2	3	»	»				
3	3	»	»				
2	2	»	»	Céalis.	» 64	1er janvier 1873.	3, 6, 9
4	»	»	»	Dupuis.	» 62	1er janvier 1862.	3, 6, 9
4	»	»	»	Thuillat.	» 74.8	1er janvier 1873.	3, 6, 9

Circonscriptions pénitentiaires.	Départements.	Résidences des directeurs.	Service administratif. Directeurs.	Service administratif. Inspecteurs.	Greffiers, comptables et commis. Internes.	Greffiers, comptables et commis. Externes.	Instituteurs. Internes.	Instituteurs. Externes.	Service religieux. Aumôniers catholiques. Internes.	Aumôniers catholiques. Externes.	Pasteurs et rabbins.	Service de santé. Chirurgiens, médecins pharmaciens. Internes.	Chirurgiens, médecins pharmaciens. Externes.	Gardiens-chefs.	Premiers gardiens.	Gardiens-commis greffiers.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
27	Puy-de-Dôme	Directeur de la maison centrale de Riom	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
28	Loire	Saint-Etienne	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	1
	Rhône	Lyon	1	»	3	»	»	»	1	2	»	»	2	3	1	2
29	Savoie	Directeur de la maison centrale d'Albertville	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	4	»	»
	Savoie (Haute-)			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
30	Isère	Grenoble	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
	Alpes (Hautes-)	Gap	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
31	Drôme	Avignon	1	»	»	»	»	»	»	4	1	»	4	4	»	1
	Vaucluse			»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	1
	Ardèche			»	»	»	»	»	»	3	1	»	3	3	»	1
32	Loire (Haute-)	Aurillac	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
	Cantal			»	»	»	»	»	1	4	»	»	4	4	»	»
33	Corrèze	Périgueux	1	»	»	»	»	1	»	3	»	»	3	3	»	»
	Dordogne			»	»	»	1	»	»	5	»	»	6	5	»	1
	Vienne (Haute-)			»	»	»	1	»	»	4	»	»	4	4	»	1
34	Charente	Angoulême	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
	Charente-Inférieure			»	»	»	»	»	»	6	»	»	6	6	»	»
35	Gironde	Bordeaux	1	»	1	»	»	»	1	6	1	»	7	7	»	2
	Landes			»	»	»	1	»	»	3	»	»	3	3	»	»
36	Pyrénées (Basses-)	Pau	1	»	»	1	»	»	»	5	»	»	5	5	»	1
	Pyrénées (Hautes-)			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
37	Garonne (Haute-)	Toulouse	1	»	»	1	»	»	»	4	1	»	4	4	»	1
	Gers			»	»	»	»	»	»	5	»	»	5	5	»	»
	Ariége			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
38	Aude	Carcassonne	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Pyrénées-Orientales			»	»	1	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
39	Tarn	Montauban	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	4	4	»	»
	Tarn-et-Garonne			»	»	»	1	»	»	3	1	»	4	3	»	»
40	Lot	Directeur de la maison centrale d'Eysses	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	»
	Lot-et-Garonne			»	»	»	»	»	»	4	1	»	4	4	»	»
41	Hérault	Directeur de la maison centrale de Montpellier	»	»	»	»	»	»	»	4	2	»	4	4	»	1
	Aveyron	Rodez	»	»	»	»	1	»	»	5	»	»	5	5	»	»
42	Lozère			»	»	»	»	»	»	3	1	»	3	3	»	»
	Gard	Directeur de la maison centrale de Nimes	1	»	»	»	»	»	»	4	3	»	4	4	»	1
43	Bouches-du-Rhône	Marseille	1	1	2	»	»	»	1	3	2	»	4	5	2	3
44	Alpes (Basses-)	Draguignan	1	»	»	»	»	»	»	5	»	»	7	5	»	»
	Var			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	2
	Alpes-Maritimes			»	»	»	»	»	»	3	»	»	3	3	»	1
45	Corse	Directeur du pénitencier agricole de Chiavari	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	6	5	»	1
		Totaux	43	3	46	5	9	4	19	357	15	11	383	381	28	63
46	Alger	Alger	1	»	2	»	»	»	»	1	»	»	3	3	»	»
47	Constantine	Constantine	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	4	6	»	»
48	Oran	Oran	1	»	2	»	»	»	»	1	»	»	3	5	1	»
		Totaux	46	3	51	5	9	4	19	360	15	11	393	395	29	63
			105				13		394			404				
			2,988													

…RVEILLANCE.				RENSEIGNEMENTS DIVERS.			
…eil- …es …es.	Surveillantes religieuses.	Gardiens des dépôts.	EMPLOIS divers.	NOMS des Entrepreneurs.	PRIX de journée.	DATE du commencement des marchés.	DURÉE des marchés.
…	20	21	22	23	24	25	26
					fr. c.		Années.
5	»	»	»	MM. Quibert-Pallissaux.	» 59.4	1er janvier 1872.	3, 6, 9
1	5	»	»	Derbecq.	» 54	1er avril 1872.	3, 6, 9
1	9	»	»	Derbecq.	» 51.7	1er septembre 1875.	3, 6, 9
1	5	»	»	Brunswick.	» 60	1er octobre 1869.	3, 6, 9
2	5	»	»	Brunswick.	» 67	1er octobre 1869.	3, 6, 9
5	»	»	»	Boucon aîné.	» 55 3	1er janvier 1873.	3, 6, 9
3	»	»	»	Boucon aîné	» 68.9	1er novembre 1875.	3, 6, 9
3	2	»	»				
3	2	»	»	Céalis.	» 59	1er janvier 1875.	3, 6, 9
2	2	»	»				
3	»	»	»	Derbecq.	» 75	1er janvier 1875.	3, 6, 9
4	»	»	»	Baduel.	» 75	1er janvier 1870.	3, 6, 9
3	1	»	»				
5	1	»	»	Céalis.	» 66.8	1er juillet 1875.	3, 6, 9
4	1	»	»				
5	»	»	»	Bonnaud frères.	» 71	1er mai 1874.	3, 6,
6	»	»	»				
5	6	»	»	Céalis.	» 65	1er juin 1871.	9 ans 7 mois
3	»	»	»	Céalis.	» 65	1er janvier 1872.	9 ans
5	»	»	»	J. Carrive.	» 58	1er mai 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»				
3	4	»	»				
5	»	»	»	Lebourgeois.	» 68.7	1er mai 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»				
4	»	»	»	Bochet.	» 68.9	1er mars 1873.	3, 6, 9
3	»	»	»				
4	»	»	»	Rousset.	» 78	1er janvier 1872.	2, 5, 8
3	»	»	»	Delmas.	» 58	1er janvier 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»	Bénech.	» 54	1er juin 1874.	3, 6, 9
4	»	»	»				
3	3	»	»	Pugnaire.	» 52.9	1er janvier 1873.	3, 6, 9
6	»	»	»	Aubry.	» 82	1er janvier 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»	Cabanne.	» 93	1er juin 1874.	3, 6, 9
3	2	»	»	Aubert.	» 68	1er juin 1874.	3, 6, 9
3	5	»	»	Bochet.	» 68	1er juin 1873.	3, 6, 9
5	»	»	»				
3	»	»	»	Gasquet et Boisselin.	» 70.8	1er janvier 1874.	3, 6, 9
3	»	»	»				
5	»	»	»	Vve Pulicani.	» 64	1er janvier 1875.	3, 6, 9
1339	199	6	23				
»	»	»	»	MM. Alcay.	» 39	1er janvier 1874.	6, 12
				Léo (Constantine, Philippeville).	» 60	1er septembre 1870.	3, 6, 9
5	»	»	»	Do (Bougie).	» 65	»	3, 6, 9
				Do (Bone).	» 52.5	»	3, 6, 9
				Long (Sétif).	» 92	»	3, 6, 9
2	»	»	»	Do	» 44	1er janvier 1875.	9 ans
1346	199	6	23				
…49							

DÉCRETS,

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS

PUBLIÉS PENDANT L'ANNÉE 1875.

DÉCRETS,

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS.

ANNÉE 1875.

Arrêté concernant les agents du service de surveillance et des services spéciaux des prisons de la Seine. — 3e bureau.

24 mai 1872.

Le Ministre de l'intérieur,
Vu l'article 29, paragraphe 2, du décret du 24 décembre 1869;
Sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête:

ARTICLE PREMIER.

Les traitements des agents du service de garde et de surveillance et des services spéciaux des prisons de la Seine sont fixés ainsi qu'il suit:

Service de garde et de surveillance.

Gardiens-chefs	classe unique	10	à	2,000 fr.
Premiers gardiens	1re classe	8	à	1,800
Id.	2e classe	9	à	1,600
Gardiens ordinaires	1re classe	72	à	1,500
Id.	2e classe	74	à	1,400
Id.	3e classe	76	à	1,300
Surveillantes laïques	classe unique	6	à	900
Fouilleuses	id.	6	à	800

Services spéciaux.

Garde-magasin général	classe unique	1	à 3,000
Lingère générale	id.	1	à 2,400
Surveillant du mobilier	id.	1	à 1,800
Surveillante des travaux	id.	1	à 1,100
Aide lingère générale	id.	1	à 1,300
Lingères	id.	7	à 900
Tailleurs	id.	1	à 1,400
Garcons de bureau	id.	6	à 1,300

Paris, le 24 mai 1872.

Victor LEFRANC.

Arrêté portant suppression de l'inspection générale des prisons de la Seine. — Organisation du service de contrôle. — 3e bureau.

23 janvier 1873.

Le Ministre de l'intérieur,

Vu les articles 2, 3, 6, 12 et 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII, sur l'organisation administrative :

Vu les articles 605, 611 paragraphe 3, 612 et 613 paragraphe 1, du Code d'instruction criminelle, déterminant les attributions des préfets et des maires ou du préfet de police en ce qui concerne le service des maisons d'arrêt, de justice et de correction ;

Vu les articles 1 et 6 de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII, et l'article 18 de l'ordonnance du 9 avril 1819 qui confère au préfet de police dans le département de la Seine, les attributions dévolues dans les autres départements aux préfets et aux maires ;

Vu l'article 13 de la loi du 5 mai 1855, mettant à la charge de l'Etat les dépenses des maisons d'arrêt, de justice et de correction ;

Vu la loi portant règlement des budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1872 et 1873 ;

Sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les deux emplois d'inspecteurs généraux et celui d'inspectrice générale des prisons de la Seine sont supprimés.

ART. 2.

Le contrôle du préfet de police sur les divers services pénitentiaires qui sont dans ses attributions, est exercé par un fonctionnaire, placé sous son autorité immédiate et qui porte le titre de contrôleur du service des prisons de la Seine.

Deux commis sont adjoints au contrôleur pour le seconder dans son travail.

ART. 3.

Une dame inspectrice est attachée, sous l'autorité immédiate du préfet de police, à la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Lazare. Elle peut être char-

gée, en outre, par le préfet de police, de missions spéciales dans les quartiers de jeunes détenues des dames diaconesses, de la maison de refuge des israélites et du couvent des dames de Saint-Michel, à Paris.

ART. 4.

Le contrôleur du service des prisons de la Seine et l'inspectrice de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Lazare sont nommés par le ministre, sur la présentation du préfet de police et l'avis du directeur de l'administration pénitentiaire.

ART. 5.

Les traitements des fonctionnaires et employés désignés au présent arrêté sont ainsi fixés :

Contrôleur du service des prisons de la Seine. . . . . 6,000 fr.

Inspectrice de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Lazare. 3.000

1 commis 2,400

1 commis 1,500

ART. 6.

Le contrôleur du service des prisons de la Seine et l'inspectrice de la prison de Saint-Lazare ont droit, pour leurs frais de bureau et de tournée, à des indemnités dont le taux est déterminé par décision spéciale du ministre de l'intérieur.

Fait à Versailles, le 23 janvier 1873.

E. DE GOULARD.

ANNEXE N° 2

Lettre à MM. les conseillers généraux sur le patronage des libérés (1).

20 octobre 1874

Monsieur le Conseiller général, aux Etats-Unis d'Amérique et dans la plupart des grands pays de l'Europe, notamment en Angleterre et en Allemagne, existent des sociétés de patronage, dont la mission est de procurer du travail aux libérés animés de bonnes intentions qui, à leur sortie de prison, par suite de la défiance qu'ils inspirent, ne peuvent trouver de l'ouvrage par eux-mêmes.

L'utilité d'une institution de cette nature, en France, a été fréquemment constatée depuis un grand nombre d'années : un projet de loi présenté, en 1847, à la Chambre des pairs, mais que les événements politiques firent abandonner, prévoyait la formation d'œuvres de patronage en faveur des libérés, autant dans l'intérêt de ces derniers que dans celui de la société tout entière.

Les publicistes qui se sont occupés de la réforme pénitentiaire ont unanimement reconnu que le patronage devait en être l'indispensable corollaire. Néanmoins, on semblait hésiter à inaugurer dans notre pays, à l'exemple de plusieurs nations

(1) *Code des prisons*, t. VI, p. 115.

voisines et des États-Unis, une institution qui peut certainement produire quelques mécomptes, mais dont les avantages ne sont pas douteux si l'assistance des sociétés établies en faveur des libérés ne profite qu'à des individus véritablement amendés, choisis avec la plus grande prudence, sous la garantie d'une enquête minutieuse, facilitée par l'administration, et éclairée, au besoin, par des visites dans les établissements pénitentiaires.

A la fin de 1871, après les dévastations dont Paris avait été le théâtre, le moment a paru opportun à quelques hommes de bonne volonté, de s'occuper de la moralisation des libérés et de rechercher les moyens de remédier aux désordres qu'ils occasionnent dans nos villes. Le patronage leur a semblé la plus efficace des mesures capables de neutraliser une partie des plus redoutables recrues de l'armée du mal en rendant à une vie honnête et laborieuse tous les flétris de la justice qui, après avoir subi leur peine, ne demandent pas mieux que de se réhabiliter par le travail et par une conduite régulière.

C'est dans ce but, essentiellement pratique, qu'a été fondée à Paris une grande société, destinée à agir dans toute la France.

L'esprit public s'est montré favorable à cette œuvre qui, en peu de temps, a pu réaliser, au moyen de dons et de souscriptions, les fonds nécessaires pour commencer ses travaux.

Des notabilités de tout genre l'ont fortifiée de leur adhésion, et, sur la proposition de l'honorable M. Jaillant, directeur général des établissements pénitentiaires, l'un des plus dévoués fondateurs de l'œuvre, M. le ministre de l'intérieur, appréciant hautement ses services, lui a accordé un local pour l'installation de son secrétariat dans un des édifices dépendant de cette administration. Mentionnée avec honneur dans l'enquête sur les prisons ordonnée par l'Assemblée nationale, particulièrement recommandée dans les rapports de MM. le vicomte d'Haussonville et La Caze (1), accueillie avec sympathie par les divers organes de la presse, la Société générale de patronage a, aujourd'hui, une certaine notoriété. Bien qu'elle ne fonctionne régulièrement que depuis vingt mois environ, elle a déjà patronné plus de 260 libérés, ainsi que le constatent le compte rendu de ses travaux pour 1873 (2) et une récente publication intitulée: *Le patronage des libérés dans les départements*. La plupart des individus qu'elle a protégés ont été pourvus de positions convenables et justifient, presque tous, la confiance de l'œuvre ; un certain nombre qu'il paraissait avantageux d'éloigner de la métropole ou de rapatrier dans leurs départements ont obtenu, grâce au patronage, les moyens de se rendre, soit dans les colonies, soit dans les villes où ils avaient intérêt à fixer leur résidence.

Aux termes de ses statuts, l'action de la Société générale ne doit pas se limiter à Paris, quoiqu'elle y trouve un vaste champ de travail; elle doit encore se faire sentir dans les départements, où tant de libérés sont livrés à eux-mêmes, c'est-à-dire aux inspirations de la misère et quelquefois du désespoir. Grâce à son intervention, des comités de patronage fonctionnent où sont en voie de formation dans quelques villes, mais ce n'est là que l'exception. Aussi, de grands efforts sont tentés en ce moment, par notre œuvre, en vue de trouver des imitateurs sur tous les points de la France.

En attendant qu'une organisation générale puisse être obtenue, la Société de Paris a dû suppléer à l'absence d'œuvres de patronage dans les départements. De nombreuses demandes lui ont été adressées par des libérés étrangers au département de la Seine. Quand, à la suite d'une enquête rigoureuse, ces demandes lui ont paru

(1) *Voir* ci-après, pages 393 et 394.

(2) Ce document est envoyé gratuitement à toute personne qui en fait la demande.

fondées, elle y a donné satisfaction, soit en procurant des emplois aux pétitionnaires, soit en leur distribuant des secours temporaires. L'accomplissement de cette importante partie de sa tâche a imposé à la Société générale des dépenses considérables, et lui en occasionne tous les jours de nouvelles. C'est à ce titre que notre œuvre croit avoir droit à la bienveillance des conseils généraux, et qu'elle sollicite d'eux, par l'organe de son président, l'allocation d'une subvention. Quelque minime que soit la somme votée, elle constituera pour nous un puissant encouragement et produira, pour la cause du patronage des libérés, les plus utiles résultats. Il n'est pas douteux, en effet, que l'adhésion des hommes honorablement connus qui composent l'assemblée départementale dont vous faites partie, ne provoque, en faveur de l'institution dont nous avons pris l'initiative, un mouvement d'opinion qui pourra susciter la fondation de sociétés locales.

Si toutefois, Monsieur le Conseiller général, les ressources dont peut disposer votre département ne paraissaient pas suffisantes pour permettre d'allouer une subvention à notre œuvre, nous ne vous serions pas moins reconnaissants d'accorder votre appui à un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France.

Agréez, Monsieur le Conseiller général, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Président de la Société générale,
LEFÉBURE,
Membre de l'Assemblée nationale.

Le premier vice-président,
MÉRY,
Ancien sous-préfet.

ANNEXE N° 3.

Vœux émis ou subventions votées en faveur de la Société générale pour le patronage des libérés.

DÉPARTEMENTS. — EXTRAITS DES DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES.

Ain. — Le conseil général tient à donner à l'œuvre le témoignage de sa sympathie et renvoie à la session d'août 1875 la question de l'allocation d'une subvention. (Session d'avril 1875.)

Aisne. — Le conseil ne peut être que très-sympathique à l'œuvre poursuivie par la Société générale. Il y a entre ses membres et les fondateurs de cette association communauté de pensées et de désirs pour l'avenir, d'appréciation des besoins sociaux et de charitable intérêt pour les libérés amendés. (Session d'octobre 1874.)

Allier. — Le conseil émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés et exprime le désir que la Société générale atteigne le but charitable qu'elle ponrsuit. (Session d'avril 1875.)

Alpes (Basses-). — Le conseil, s'associant aux paroles de son honorable président, manifeste sa plus vive sympathie pour cette charitable association et regrette que la pénurie du budget lui interdise d'apporter un concours plus effectif à cette œuvre si éminemment moralisatrice. (Session d'avril 1875.)

Alpes (Hautes-). — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Alpes-Maritimes. — Le conseil a exprimé le regret que la pénurie des ressources du département ne lui permît pas de donner un témoignage de son intérêt à la Société générale pour le patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Ardèche. — Le conseil déclare que cette institution a toutes ses sympathies et qu'elle mérite la bienveillance de tous. (Session d'octobre 1874.)

Ardennes. — Le conseil général, considérant qu'il n'est pas de but plus noble que de sauver tous les hommes de bonne volonté qui ont un désir sincère de revenir à la pratique du bien, qu'il n'est pas de but plus utile que de décharger la société de la responsabilité des récidives qui s'excusent toujours par le manque de travail, vote en faveur de l'Œuvre du patronage de Paris une subvention de 300 francs. (Session d'avril 1875.)

Ariège. — Le conseil, sur la demande du rapporteur, a renvoyé l'examen de la question à la session d'août 1875.

Aube. — Le conseil ne peut qu'approuver les efforts tentés par la Société de patronage des libérés; il en reconnaît l'incontestable utilité et se serait empressé d'accorder une subvention si l'état des finances du département l'avait permis. Toutefois, à défaut d'un concours pécuniaire, il lui donne son appui moral en émettant un vœu favorable au développement de cette utile institution. (Session d'octobre 1874.)

Aude. — Le conseil général ne peut être que sympathique à l'œuvre dont il s'agit, et renvoie à la session d'août la question relative à l'allocation d'une subvention. (Session d'avril 1875.)

Aveyron. — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Bouches-du-Rhône. — Le conseil émet un vœu favorable au développement de la Société générale pour le patronage des libérés, dont il apprécie les excellents résultats. (Session d'octobre 1874.)

Calvados. — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Cantal. — Le conseil n'a pas été saisi de la question,

Charente. — Comme le but que poursuit la Société de patronage est éminemment utile, le conseil exprime un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'octobre 1874.)

Charente-Inférieure. — L'utilité de cette institution en France étant reconnue depuis un grand nombre d'années, et sa moralité n'ayant pas besoin d'être démontrée, le conseil accorde à la Société générale pour le patronage des libérés le double encouragement qu'elle sollicite et inscrit au budget une somme de 200 francs à titre de subvention. (Session d'octobre 1874.)

Cher. — Le conseil exprime sa vive sympathie pour l'œuvre poursuivie par la Société générale et émet un vœu favorable au développement de cette institution. (Session d'avril 1875.)

Corrèze. — Le but éminemment moralisateur que se propose la Société de patronage, l'action incontestablement utile qu'elle peut exercer, la recommande d'une manière particulière à la sympathie du conseil général, qui offre ses vœux à cette association si méritante. (Séance d'octobre 1874.)

Corse. — Le conseil reconnaît les avantages résultant de l'œuvre bienfaisante et moralisatrice entreprise pour les libérés avec le concours de M. le ministre de l'intérieur. Il exprime ses sympathies pour une institution si utile. (Session d'avril 1875.)

Côte-d'Or. — Le conseil, comprenant combien une pareil œuvre mérite d'être encouragée, transmet au président de la Société générale pour le patronage des libérés toute sa sympathie. (Session d'octobre 1874.)

Côtes-du-Nord. — Le conseil émet, avec empressement, l'expression du vif désir qu'il éprouve de voir se propager les associations pour le patronage des libérés. (Session d'avril 1875.)

Creuse. — Le conseil émet un vœu favorable au développement, de la Société générale pour le patronage des libérés, dont il apprécie l'action bienfaisante. (Session d'avril 1875.)

Dordogne. — Le but de cette institution est trop moral et trop élevé pour que le conseil général de la Dordogne ne s'empresse pas de lui donner le témoignage le plus complet de son approbation et de ses sympathies. Il y ajoute une subvention de 100 francs. (Sessions d'octobre 1874 et d'août 1875.)

Doubs. — Le conseil, considérant l'importance des services que peut rendre le patronage des libérés en France, appelle de ses vœux le développement de cette institution et se réserve de vérifier, à l'époque où il établira son budget, s'il peut accorder une subvention. (Session d'avril 1875.)

Drôme. — Le conseil général, considérant que l'œuvre, entreprise par la Société de patronage des libérés mérite, à tous les points de vue, d'être encouragée, vote, à titre d'encouragement, une allocation de 200 francs. (Session d'octobre 1874.)

Eure. — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Eure-et-Loir. — Le conseil, considérant que le but de l'œuvre, favorable à l'intérêt des libérés bien intentionnés, comme à celui de la société tout entière, est louable sous tous les rapports, émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'avril 1875.)

Finistère. — Le conseil général fait les vœux les plus sincères pour le complet développement de cette institution si utile et si morale. (Session d'octobre 1874.)

Gard. — Le conseil général s'associe aux vues de l'œuvre et vote une subvention de 300 francs, en priant la Société d'établir une succursale à Nîmes, dès que la chose sera possible. (Session d'octobre 1874.)

Garonne (Haute-). — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Gers. — Le conseil émet un vœu favorable au développement de cette association si digne des sympathies générales. (Session d'octobre 1874.)

Gironde. — Le conseil émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'octobre 1874.)

Hérault. — Cette œuvre moralisatrice, dont le but philanthropique est suffisamment indiqué par son appellation même, paraît au conseil digne d'être encouragée par l'allocation d'une subvention de 250 francs. L'assemblée exprime le vœu qu'un pareil témoignage lui soit accordé par les autres départements. (Session d'avril 1875.)

Ille-et-Vilaine. — Le conseil émet un vœu sympathique à l'œuvre du patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Indre. — Le conseil émet un vœu favorable au développement de l'œuvre que poursuit la Société de patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Indre-et-Loire. — Le conseil émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'octobre 1874.)

Isère. — Le conseil, estimant que le but de l'œuvre est essentiellement moral et charitable, vote en faveur de la Société générale une allocation de 200 francs. (Session d'avril 1875.)

Jura. — Le conseil a voté une subvention de 100 francs. (Session d'août 1875.)

Landes. — Le conseil émet le vœu que le gouvernement favorise le plus possible le développement de la Société de patronage des libérés et désirerait pouvoir seconder plus efficacement une œuvre si utile sous divers rapports. (Session d'avril 1875.)

Loir-et-Cher. — Le conseil regrette que la situation financière du département ne lui permette de prêter à cette œuvre si utile qu'un concours moral. (Session d'octobre 1874.)

Loire. — Le conseil exprime sa sympathie pour cette œuvre dont l'utilité ne saurait être contestée et émet un vœu favorable au développement de la Société pour le patronage des libérés. (Session d'avril 1875.)

Loire (Haute-). — Le conseil rend un hommage sympathique aux intentions de la Société générale pour le patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Loire-Inférieure. — Le conseil reconnaît que l'œuvre est appelée à rendre de sérieux services et lui accorde tout son appui moral et sympathique, qui ne peut être que favorable à son développement. (Session d'avril 1875.)

Loiret. — Le conseil général, en vue de manifester l'intérêt qu'il porte à la Société de patronage des libérés, émet le vœu que le gouvernement prête à cette société son concours le plus efficace pour le développement des bienfaits qu'elle doit nécessairement réaliser. (Session d'octobre 1874.)

Lot. — Le conseil regrette de ne pouvoir, par une allocation de fonds, seconder la Société de patronage. (Session d'avril 1875.)

Lot-et-Garonne. — Le conseil émet un vœu en faveur du patronage des libérés, qu'il considère comme des plus utiles. (Session d'octobre 1874.)

Lozère. — Le conseil prie M. le préfet de vouloir bien transmettre à la Société générale l'expression de ses plus vives sympathies pour une œuvre si philanthropique et si bienfaisante. (Session d'avril 1875.)

Maine-et-Loire. — Le conseil émet le vœu que l'administration supérieure favorise le développement du patronage des libérés. Il reconnaît l'utilité de la Société générale et désire que cette excellente institution reçoive une grande extension. (Session d'octobre 1874.)

Manche. — Le conseil a voté une somme de 300 francs au budget de 1876 en faveur de l'œuvre du patronage des libérés. (Session d'août 1875.)

Marne. — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Marne (Haute-). — Le conseil émet un vœu favorable au développement de la Société générale pour le patronage des libérés. (Session d'avril 1875.)

Mayenne. — Le conseil, reconnaissant le but moralisateur de la Société, encourage, par un vote unanime, l'œuvre poursuivie par les fondateurs qui ont voulu prendre, à leur sortie de prison, les adultes libérés, afin de les placer, de les conseiller, de les diriger, et d'en faire d'honnêtes citoyens. (Session d'avril 1875.)

Meurthe-et-Moselle. — Le conseil appréciant les avantages de cette utile institution et reconnaissant les importants services qu'elle est appelée à rendre en France, transmet à son président l'expression de sa vive sympathie. Il prie, en outre, M. le préfet de vouloir bien seconder les efforts qui ont été tentés à Nancy, en vue de l'amélioration du sort des libérés et favoriser la création d'un comité chargé de s'occuper de cette intéressante question dans le département de Meurthe-et-Moselle. (Session d'octobre 1874.)

Meuse. — Le conseil émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France, cette institution lui paraissant le corollaire indispensable de la réforme pénitentiaire et son utilité ne pouvant être douteuse. (Session d'avril 1875.)

Morbihan. — Le conseil s'associe aux vœux qui terminent un rapport ainsi conçu: « Comme nous, vous êtes depuis longtemps pénétrés de cette pensée que, si la société a le droit et le devoir de réprimer, elle ne doit pas toujours et à jamais être sans pitié pour ceux qui cherchent franchement et sincèrement à se réhabiliter. Ce que chacun de nous n'ose et ne peut peut-être pas entreprendre, d'autres se sont réunis pour le faire: remercions-les au nom du département que nous représentons, au nom de la société tout entière; formons les vœux les plus ardents pour le développement de leur œuvre. » (Session d'octobre 1874.)

Nièvre. — Le conseil général déclare accorder sa bienveillante sympathie à la Société générale pour le patronage des libérés. (Session d'avril 1875.)

Nord. — Le conseil général, prenant en considération l'importance de mener à bien cette œuvre utile à plus d'un titre, accorde à la Société générale pour le patronage des libérés tout son appui moral. (Session d'octobre 1874.)

Oise. — Le conseil général s'associe à l'expression de sympathie manifestée par la commission en faveur de la Société, qui lui paraît digne du plus haut intérêt, et vote en sa faveur une subvention de 200 francs. (Session d'avril 1875.)

Orne. — Le conseil reconnaît l'utilité des institutions destinées à venir en aide aux libérés et recommande l'étude d'une société de ce genre à M. le préfet pour le département de l'Orne. (Session d'avril 1875.)

Pas-de-Calais. — Le conseil a reconnu l'utilité des sociétés destinées à ramener au bien les libérés. (Session d'avril 1875.)

Puy-de-Dôme. — Le conseil émet un vœu favorable au développement de la Société générale, dont il apprécie la haute importance. (Session d'avril 1875.)

Pyrénées (Basses-). — Aucune délibération n'a été prise.

Pyrénées (Hautes-). — Le conseil reconnaît que la Société est appelée à rendre de grands services et déclare qu'il ne peut qu'en désirer le développement. (Session d'avril 1874.)

Pyrénées-Orientales. — Le conseil approuve complétement les vues de la Société et forme les vœux les plus ardents pour qu'elle obtienne le plus grand développement et une complète réussite. (Session d'avril 1875.)

Rhin (Haut-). — *Territoire de Belfort.* — Le conseil a reconnu l'utilité des institutions de patronage (Session d'avril 1875). Son président, M. Vieillar Migeon, s'est fait inscrire, comme donateur de l'œuvre, pour une somme annuelle de 100 francs.

Rhône. — Le conseil n'a pas examiné la question.

Saône (Haute-). — Le conseil, par l'organe de son rapporteur, déclare que le but de la Société est louable et que ses efforts sont dignes d'encouragement. (Session d'avril 1875.)

Saône-et-Loire. — Le conseil, appréciant vivement cette institution d'une haute moralité et désireux de prouver à la Société générale toute sa sympathie, inscrit au budget une subvention de 100 francs. Il émet un vœu favorable à cette œuvre qu'il déclare digne d'encouragements pour les services qu'elle a rendus et qu'elle est appelée à rendre. (Session d'octobre 1874.)

Sarthe. — Le conseil général émet un vœu favorable à la Société générale pour le patronage des libérés, en reconnaissant la portée morale de cette institution, si digne d'être encouragée, et les bons résultats qu'elle peut obtenir. (Session d'octobre 1874.)

Savoie. — Le conseil reconnaît le caractère éminemment bienfaisant, moral et même socialement utile de l'œuvre, et vote en sa faveur une subvention de 300 francs, en émettant le vœu qu'une société du même genre soit créée près la maison centrale d'Albertville. Il prie M. le préfet d'user de son influence à cet effet. (Session d'avril 1875.)

Savoie (Haute-). — Le conseil ne sera saisi de la question qu'à la session d'août 1875.)

Seine. — Le conseil vote, en faveur de la Société générale pour le patronage des libérés, une subvention de 1,000 francs.

Seine-et-Marne. — Aucune délibération n'a été adoptée.

Seine-et-Oise. — Le conseil, considérant que le but et le caractère de la Société générale, sont de nature à lui mériter la sympathie universelle et qu'il ne peut y avoir de doute à cet égard sur les sentiments de ses membres, émet, en faveur du développement de l'œuvre du patronage des libérés, le vœu le plus sympathique. (Session d'août 1875.)

Seine-Inférieure. — Le conseil, considérant que l'utilité de l'institution n'a pas besoin d'être démontrée, que le but poursuivi par les fondateurs mérite d'être encouragé, vote une subvention de 500 francs et émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'avril 1875.)

Sèvres (Deux-). — Le conseil n'a pas été saisi de la question.

Somme. — Aucune délibération n'a été prise.

Tarn. — Le conseil émet un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'octobre 1874.)

Tarn-et-Garonne. — Le conseil reconnaît l'utilité des institutions de patronage et se propose de subventionner celle qui est en voie de formation dans le Lot-et-Garonne. (Session d'avril 1875.)

Var. — Le conseil a émis un vœu favorable au développement du patronage des libérés en France. (Session d'avril 1875.)

Vaucluse. — Le conseil a le regret de ne pouvoir, en raison de la situation financière du département, voter une subvention en faveur de l'œuvre de patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Vendée. — Le conseil général veut donner la preuve de sa sympathie pour une institution hautement morale et éminemment utile, et vote, en faveur de la Société générale, une subvention de 100 francs. (Session d'avril 1875.)

Vienne. — Le conseil s'associe au vœu de l'œuvre pour laquelle il exprime toutes ses sympathies. Il demande à M. le préfet de comprendre dans les propositions pour le budget de 1875, une allocation en faveur de la Société de patronage. (Session d'avril 1875.)

Vienne (Haute-). — Le conseil décide qu'il sera alloué une somme de 100 francs à la Société générale pour le patronage des libérés. (Session d'octobre 1874.)

Vosges. — Le conseil général des Vosges émet le vœu que la Société générale pour le patronage des libérés, dont il apprécie la haute utilité, reçoive tout le développement dont elle est susceptible. (Session d'avril 1875.)

Yonne. — Le conseil général, s'associant à la pensée généreuse qui a présidé à la fondation de l'œuvre, émet un vœu favorable à son développement et réserve la question de l'allocation d'une subvention pour la discussion du budget de 1876. (Session d'avril 1875.)

ASSEMBLÉE NATIONALE.

1° Rapport présenté à la commission d'enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires, par M. le vicomte d'Haussonville, membre de l'Assemblée nationale

EXTRAIT.

« C'est à faciliter l'œuvre du patronage que doit tendre tout l'ensemble des institutions pénitentiaires d'un pays civilisé. Les institutions pénitentiaires les plus rationnellement conçues risquent de demeurer inefficaces si, à l'heure de la libération, le détenu qu'elles ont eu pour but de moraliser est livré, sans transition et sans appui, à toutes les difficultés de l'existence, à toutes les séductions de la liberté. Mais, d'un côté, l'œuvre du patronage s'exercera en vain si le système pénitentiaire ne présente pas les garanties de moralité et de préservation qu'on est en droit d'en attendre. Toutes ces questions sont rattachées, en effet, les unes aux autres par un lien indissoluble, et c'est chimère de croire qu'on peut détacher l'organisation du patronage de la réforme générale des prisons, de même que c'est faire œuvre stérile que de réformer le système pénitentiaire si l'on ne complète cette réforme par une organisation vigoureuse du patronage.

« La plus grande difficulté contre laquelle les libérés et ceux qui les patronnent aient à lutter, c'est la répugnance qu'inspire l'homme dont une condamnation a flétri la vie. Cette répugnance est légitime et même morale dans une certaine mesure. Où serait, en effet, la récompense terrestre de l'honnête homme qui a résisté à la tentation, s'il ne la trouvait pas dans la préférence qu'on lui accorde sur celui qui a failli? Mais combien cette difficulté n'est-elle pas encore aggravée si l'opinion publique n'a pas foi dans l'efficacité du système pénitentiaire sur la régénération des condamnés, bien plus, si elle est persuadée de l'action corruptrice et délétère du régime des prisons sur ceux qui y ont été enfermés. Or, nulle part, peut-être, cette répulsion instinctive n'est plus forte qu'en France, et l'impression peu favorable qu'on entretient sur le régime des prisons vient encore en fortifier les effets. L'opinion publique n'est pas (et, à d'autres points de vue, il faut s'en réjouir) très-portée à l'illusion sur ce chapitre, et ni les prisons départementales, ni les maisons centrales n'ont, sur ce point, une réputation supérieure à leur mérite. On ne peut donc s'étonner d'avoir à constater que le patronage des libérés adultes n'existe pas, pour ainsi dire, en France, du moins à l'état d'institution sociale. Notre tâche serait, en effet, bien vite remplie si nous n'avions qu'à constater les efforts individuels que la charité privée a tentés sur différents points du territoire pour venir en aide aux souffrances qui ont frappé ses yeux, sans qu'aucun plan d'ensemble ait présidé à l'organisation de ces efforts, sans qu'aucun lien postérieur soit venu en coordonner les résultats. C'est le propre de la charité de procéder ainsi de prime-saut et de courir aux souffrances là où elle les aperçoit, comme on court à l'incendie. Mais la charité à aussi ses défaillances, ses irrégularités, on pourrait presque dire ses caprices. Ici, elle se montre féconde et presque prodigue; là elle demeure stérile et parcimonieuse. Dans cette inégale répartition de ses faveurs, ce sont presque toujours les grands centres de population qui sont les mieux partagés, et Paris est au premier rang. Votre commission a chargé notre honorable collègue, M. La Caze, de lui adresser un rapport spécial sur les œuvres du patronage que renferme cette grande capitale, où la bienfaisance se cache plus soigneusement que le vice, et dont on

peut dire ce qu'un homme illustre disait de la vie : « Que si elle a de tristes secrets, elle renferme aussi de beaux mystères. » M. La Caze donnera sans doute une mention particulière à cette grande Société pour le patronage des libérés adultes, fondée récemment par l'un des membres adjoints de votre commission, l'honorable M. Jules de Lamarque, qui a consacrée à l'amélioration du système pénitentiaire dans notre pays une longue carrière administrative aussi modeste que bien remplie. L'institution de cette Société constitue une première tentative de centralisation et d'organisation générale du patronage. Si le patronage prend, dans notre pays, l'extension que nous désirons lui voir prendre, nul doute que cette Société, dont l'action est encore restreinte, ne soit destinée à un grand avenir. »

2° Rapport de M. Louis LA CAZE, membre de l'Assemblée nationale, sur les institutions de patronage à Paris. (Commission d'enquête parlementaire sur le régime des établissements pénitentiaires.)

EXTRAIT.

« Une commission instituée en 1869 avait reconnu, comme nous, que le patronage, pour porter tous ses fruits, devait résulter d'un régime pénitentiaire plus moralisateur que celui qui est la base du régime actuel. Dans la pensée exprimée par M. de Lamarque dans un excellent discours, la société dont il posait les bases devait se mettre à l'œuvre dès que les améliorations projetées auraient reçu la sanction des Chambres.

« La guerre et la révolution vinrent ajourner violemment ces projets de réformes ; mais, d'autre part, la participation des repris de justice aux crimes de la Commune, dans une redoutable proportion, venait de signaler ce danger social une fois de plus. La Société était prête ; l'esprit de charité qui l'animait ne se résigna pas à différer son œuvre, et ses statuts reçurent, le 9 juin 1872, l'approbation du gouvernement.

« Cette société se propose d'étendre son action sur toute la France, de se mettre en rapport avec les directeurs d'établissements pénitentiaires, après y avoir été autorisée par l'administration, de susciter partout des comités et de créer des asiles pour les libérés. Comme on le voit, l'œuvre est immense, et quoique ses statuts aient moins le caractère d'un plan d'organisation définitive que celui d'un programme d'expériences à tenter, M. de Lamarque signale d'avance, dans le compte rendu qu'il vient de faire en assemblée générale, les difficultés et les mécomptes qui ne manqueront pas de se produire.....

« Il est utile qu'une société privée et qui n'engage pas l'administration elle-même fasse un appel à la bonne volonté des patrons, qu'elle centralise les renseignements et, épargnant aux libérés, encore honnêtes, de longues recherches, puisse ainsi les sauver parfois de la chute à laquelle les exposerait le chômage des premiers jours. Il y a dans la charité privée des vocations particulières qu'attire la difficulté même de la tâche à entreprendre, que la perspective des déboires excite, au lieu de les décourager, et la société qui débute est de nature à développer chez les gens de bien quelques-unes de ces aptitudes charitables. Sans doute elle ne saurait se porter garante des libérés qui dès à présent viennent s'adresser à elles. Elle ne les connaît guère que par voie administrative, par les renseignements transmis par les directeurs des prisons de province ; pour ce qui concerne les libérés de Paris, on ne peut demander à la préfecture de police de transmettre à une société libre des renseignements sur la population de ses établissements pénitentiaires ; mais, par des placements prudemment calculés qui tendent à ne pas laisser le libéré exposé aux tenta-

tions qu'on redouterait pour lui, il est souvent possible, tout en l'utilisant, de le protéger contre lui-même. Le patron n'a rien à redouter d'un escroc qui n'a dans l'atelier qu'à manier des barres de fer, ni d'un homme connu pour sa violence dans l'exercice d'une profession où il travaille loin de toute cause d'excitation. Peut-être y a-t-il là, dans la répartition attentive de cette population de libérés dont on travaillerait à dérouter les instincts pervers en les privant de l'aliment qui les a développés, la meilleure chance du succès pour la Société de patronage et le germe de tout un système de traitement ingénieux dont nous avons emporté l'idée de quelques minutes de conversation avec le directeur de l'agence.

« Ce n'est là qu'un début dans une voie où nous ne pouvons qu'applaudir aux efforts d'une Société qui n'engage que sa propre responsabilité et que l'administration peut encourager, à la condition expresse de ne jamais se confondre avec elle. Comme le dit très-bien M. de Lamarque, elle ne doit pas être seulement un centre d'action, mais un centre d'observations pratiques, étudiant toutes les questions que soulève le patronage, en les faisant sortir du domaine de la théorie pour les ramener aux données de l'expérience. Puisse-t-elle légitimer les espérances que conçoivent beaucoup d'esprits généreux ! Quoi qu'il arrive, les déceptions même qu'elle rencontrerait seraient un enseignement précieux qu'on devrait à sa courageuse initiative, et cette enquête du dévouement et de la charité sera la plus fructueuse de toutes pour le patronage des adultes. »

1875.

Note pour les directeurs des prisons et établissements pénitentiaires.

6 janvier 1875.

L'Administration a trop souvent le regret de constater, surtout depuis quelque temps, des erreurs dans les divers documents qui lui sont adressés de plusieurs établissements pénitentiaires. Lorsque ces erreurs leur sont signalées, certains directeurs pensent se disculper en les imputant aux employés sous leurs ordres.

Une semblable excuse est inadmissible; la responsabilité, comme l'autorité des directeurs s'étendant à toutes les parties du service.

Ces fonctionnaires ne doivent pas négliger le soin de relire attentivement leur correspondance avant de la signer, et de vérifier les pièces qu'ils produisent. Les règlements leur font une obligation de contrôler la comptabilité en espèces et en matières : le même contrôle leur incombe plus rigoureusement encore, en ce qui touche les questions d'écrou, de fixation de la date des libérations, etc., à l'occasion desquelles la moindre erreur peut entraîner les plus graves conséquences.

Je recommande instamment à MM. les directeurs de ne pas perdre de vue cette partie importante de leurs attributions.

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. JAILLANT.

Circulaire. — Demande des budgets spéciaux pour l'exercice 1875. — 2e bureau.

Circulaire. — Instructions au sujet des grâces collectives à accorder en 1875. — 1er bureau.

10 janvier.

Monsieur le Préfet, je vous adresse ci-joint les bulletins nominatifs destinés à recevoir les renseignements relatifs aux condamnés qui, par application de l'ordonnance du 6 février 1818 (1), auront paru dignes de participer aux grâces collectives à accorder en 1875.

La circulaire du 15 janvier 1874 (2) contient toutes les indications nécessaires à la préparation de ce travail. Ses prescriptions ont été suivies avec exactitude et les propositions que j'ai transmises à M. le garde des sceaux, généralement bien motivées, n'ont donné lieu à aucune observation. Je vous prie d'inviter MM. les directeurs à s'y reporter. Il conviendra, à cette occasion, de rappeler particulièrement à leur attention les prescriptions suivantes:

Les propositions de grâces devront être limitées à 10 0/0 du chiffre de la population de l'établissement. Les détenus qui n'ont pas subi la moitié de leur peine, ne peuvent être l'objet que de propositions exceptionnelles. Les condamnés qui auraient participé, l'année dernière, aux effets de la clémence du chef de l'Etat ne doivent pas, en 1875, figurer sur le tableau des grâces. Les individus condamnés à perpétuité, graciés une première fois, ne peuvent être l'objet d'une proposition, qu'après avoir subi la moitié, au moins, de la peine substituée. En ce qui concerne les récidivistes, il n'y a lieu de les présenter qu'après une expiation suffisamment rassurante, et lorsqu'il est permis de croire à un repentir sincère; enfin, on devra inscrire, à l'encre rouge, dans les colonnes 18 et 19 préparées à cet effet, les remises de peines déjà accordées, et indiquer, à la colonne des observations, si le détenu proposé a figuré dans les présentations de l'année dernière ou des années précédentes.

Je vous recommanderai encore, Monsieur le Préfet, d'inviter les directeurs à vous informer, en temps utile, des changements qui pourraient modifier les conclusions de leur travail et à vous signaler, notamment, les transfèrements des condamnés qui, après avoir été portés sur la liste, seraient envoyés dans une autre prison. Il importe, en effet, que je sois en mesure de porter ces mouvements à la connaissance de M. le garde des sceaux.

Comme l'année dernière, les grâces seront accordées, en 1875, vers la fin de juin, époque jugée la plus favorable pour le placement des libérés qui ont besoin de se procurer du travail, notamment de ceux appartenant aux populations rurales. Vous aurez donc soin de prévenir les directeurs qu'ils auront à tenir compte de cette indication, pour examiner si les condamnés à proposer auront subi la moitié de leur peine à ladite époque

Les directeurs devront vous adresser leurs présentations dans le plus bref délai, afin qu'elles puissent me parvenir, par votre intermédiaire, au plus tard le 1er

(1) *C. des Pris.* t. I, p. 70.
(2) *C. des Pris.*, t. VI, p. 2.

mars prochain. Je vous prie de tenir la main à ce que ce délaî ne soit pas dépassé. Les propositions relatives aux militaires, marins et arabes, devront faire l'objet d'états séparés.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Envoi de modèles pour les bulletins mensuels. — 5e bureau.

25 janvier.

Monsieur le Préfet, la loi de finances du 5 août 1874 a ouvert au budget général du département de l'intérieur pour l'exercice 1875, en ce qui concerne les dépenses du service des prisons et établissements pénitentiaires autres que celles qui s'appliquent aux remboursements sur le produit du travail, deux crédits dictincts affectés, l'un au traitement du personnel (chapitre XIV), l'autre aux frais d'entretien et de transport des détenus, aux travaux de réparation, d'appropriation, de construction des bâtiments, etc. (Chapitre XV.)

C'est suivant cette classification nouvelle qu'ont été dressés les cadres des budgets spéciaux des maisons d'arrêt, de justice et de correction, ainsi que ceux des maisons centrales, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats, qui ont fait l'objet de mes circulaires des 30 novembre 1873 et 7 janvier 1875.

Des dispositions analogues doivent être adoptées pour la rédaction des bulletins mensuels de dépenses.

Vous trouverez ci-joint les formules qui remplaceront les cadres actuellement en usage. Le no 1 servira pour les maisons centrales et le dépôt de forçats, soumis au système de l'entreprise ; le no 2 pour les maisons centrales ou les maisons de détention, les pénitenciers agricoles, les établissements publics de jeunes détenus, administrés par voie de régie ; le no 3, pour les maisons d'arrêt, de justice et de correction. — Il n'est rien changé aux cadres concernant les établissements privés de jeunes détenus.

J'ai le regret de constater que, malgré les nombreuses circulaires sur la matière, la rédaction des documents de cette nature donne trop souvent lieu à de sérieuses critiques qui attestent le peu de soin apporté à leur rédaction par quelques directeurs.

Je crois donc utile de rappeler sommairement ici les instructions antérieures relatives à la constatation des dépenses effectuées, ainsi qu'à l'évaluation des dépenses restant à faire au dernier jour du mois où chaque bulletin est arrêté.

La circulaire du 2 décembre 1853 (*Code des prisons*, t. II, p. 298) a indiqué, d'une manière générale, le but que l'administration centrale a en vue en demandant les bulletins mensuels. Ces documents doivent la mettre en position de connaître les besoins réels des divers établissements et d'y pourvoir en temps utile, de savoir dans quelles proportions les crédits sont engagés, c'est-à-dire quelles sont les dépenses faites et combien il en reste à faire pour assurer le service jusqu'à la fin de l'année, de constater, s'il y a lieu, l'insuffisance des allocations au budget général et d'aviser aux mesures à prendre afin de remédier à cette insuffisance.

La circulaire du 13 janvier 1866 (*Code des prisons*, t. IV, p. 252) n'est pas moins précise à cet égard. Elle explique que c'est au moyen des renseignements relatés aux bulletins de dépenses que l'administration centrale apprécie les ressources dont elle peut disposer pour satisfaire aux besoins qui se révèlent dans le courant de l'année et pour donner une impulsion plus vive aux améliorations entreprises; elle insiste également sur la nécessité d'inscrire exactement toutes les dépenses faites et d'établir chaque mois les prévisions afférentes à la période restant à courir jusqu'à la fin de l'année, en tenant compte des modifications qu'apportent les circonstances aux évaluations primitives des budgets spéciaux. Les omissions qui seraient commises pourraient, en effet, donner lieu, en fin d'exercice, à un découvert sur l'ensemble des crédits, tandis que l'exagération des dépenses prévues dans un établissement aurait pour conséquence de laisser absolument sans emploi des fonds qui auraient pu recevoir, dans une autre partie du service, une destination utile. Ces deux inconvénients sont également fâcheux.

Il importe que les directeurs se pénètrent bien de la pensée qui a dicté les circulaires dont il est question, et qu'ils ne perdent pas de vue, pour la constatation des dépenses, ce principe rappelé dans la circulaire précitée du 2 décembre 1853 et dans celle du 21 mars 1854 (*Code des prisons*, t. III, p. 1), à savoir: qu'en matière de comptabilité publique, ce n'est pas le payement ni même la liquidation qui constitue la dépense, mais bien le service effectué dans les conditions réglementaires: tout service exécuté donne immédiatement naissance à un droit, et par conséquent à une dépense qui doit figurer aux bulletins mensuels.

Ces circulaires, qui ont visé spécialement l'omission, souvent commise aux bulletins mensuels, de dépenses telles que des prix de location, des indemnités de logement, de caisse, etc., accordées à des employés, sous le prétexte qu'elles ne se règlent que par trimestre, par semestre ou par année, sont complétées, relativement aux travaux de bâtiment, par l'instruction du 27 avril 1864 (*Code des prisons*, t. IV, p. 163), qui insiste pour que les chiffres indiquant la situation des travaux en cours d'exécution représentent, aussi rigoureusement que possible, la valeur des ouvrages faits et des matériaux reçus à pied d'œuvre depuis l'ouverture de l'exercice, quelle que soit d'ailleurs l'époque de la liquidation et du payement des travaux ou fournitures.

Il importe aussi de mentionner chaque mois, aux bulletins, l'indemnité qui peut être due à l'entrepreneur à raison de l'élévation du prix des grains. Sans doute, les mercuriales servant de base au règlement de cette indemnité ne parviennent pas toujours aux directeurs assez tôt pour qu'il leur soit possible d'inscrire aux documents dont il s'agit des chiffres exacts; mais il est facile à ces fonctionnaires de se procurer, auprès des entrepreneurs ou de toutes autres personnes compétentes, des renseignements sur les cours des blés et, par suite, de calculer, au moins approximativement, le montant de l'indemnité afférente à chaque mois, sauf à opérer, lors du règlement trimestriel, les rectifications nécessaires.

Tels sont, Monsieur le Préfet, les points principaux sur lesquels il m'a paru nécessaire d'appeler de nouveau l'attention des directeurs. Je me plais à espérer que ceux-ci se conformeront, à l'avenir, aux prescriptions des circulaires sur la matière, tant en ce qui concerne la rédaction des bulletins que la transmission à mon administration, le 10 de chaque mois au plus tard, de ces pièces dont ils ont, en même temps, à vous adresser une expédition.

Ils doivent veiller personnellement à la rédaction de ce travail, et je n'hésiterai point à user de rigueur contre ceux qui n'y apporteraient pas le soin que l'administration est en droit d'exiger.

Je vous serai obligé, Monsieur le Préfet, de tenir la main, de votre côté, à ce qu'aucune dépense ne soit effectuée sans que le chef du service qu'elle concerne en soit informé: cette observation s'applique notamment aux frais de transfèrement, aux secours de route, aux frais de séjour de détenus malades dans les hôpitaux, ou d'aliénés dans les asiles, aux gratifications et secours. Il importe aussi que, pour donner aux directeurs les moyens de consigner aux bulletins le montant exact des dépenses qui n'y auraient d'abord été inscrites qu'approximativement, vous leur fassiez connaître les décisions ministérielles portant règlement des mémoires, décomptes, etc.

J'adresse à chacun de ces fonctionnaires un exemplaire de la présente circulaire et des modèles qui l'accompagnent.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire.

J. Jaillant.

Circulaire. — Exercice de la contrainte par corps contre les détenus libérés. — 2e bureau.

26 janvier.

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 17 juin 1874, j'ai réglé les mesures à prendre pour assurer l'exercice de la contrainte par corps contre les débiteurs du Trésor renfermés dans les maisons centrales. Depuis la mise à exécution de cette circulaire, on a remarqué que la recommandation reste le plus souvent sans résultat, parce que les condamnés, qui ne pourraient toucher le solde de leur pécule qu'à leur nouvelle résidence, n'ont, au moment de leur libération, aucune somme disponible au moyen de laquelle ils pourraient, bien qu'ils en eussent l'intention, s'acquitter envers le Trésor.

Pour remédier à cette situation, j'ai décidé, sur la demande de mon collègue, M. le ministre des finances, que les comptables des maisons centrales et établissements assimilés pourraient imputer sur le pécule des détenus, mais seulement du consentement de ces derniers, et vers le moment de l'expiration de leur peine, les sommes pour lesquelles ils sont recommandés. Ces sommes seront versées entre les mains des agents du ministère des finances chargés d'en opérer le recouvrement, et le montant en sera déduit du mandat qui doit être délivré à chaque libéré, pour être payé à sa résidence.

Comme il importe que les détenus aient entre les mains la preuve de leur libération envers le Trésor, il conviendra que ce versement ait lieu, au plus tard, la veille de la mise en liberté, entre les mains du percepteur des contributions directes, qui en délivrera quittance pour le compte de celui de ses collègues chargé du recouvrement.

Je transmets expédition de la présente circulaire aux directeurs des maisons centrales et établissements assimilés situés dans votre département.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Décomptes et états de situation des travaux aux bâtiments. — Cabinet du directeur.

30 janvier.

Monsieur le Préfet, conformément aux circulaires des 17 décembre 1858, 13 novembre 1860 et 14 janvier 1862, et suivant que le recommandent toutes les décisions d'autorisation, vous faites dresser, pour m'être soumis, aussitôt après achèvement, les décomptes des travaux exécutés aux bâtiments de l'Etat, dans les maisons centrales et autres établissements pénitentiaires assimilés de votre département.

Si les décomptes de quelques-uns des travaux terminés en 1874 ne m'avaient pas encore été adressés, je vous prie de me les faire parvenir dans le plus bref délai.

En ce qui concerne ceux en cours d'exécution, à la fin de la même année, il n'y a pas lieu à la rédaction d'un décompte dans la forme prescrite par la circulaire du 17 décembre 1858; il suffira de produire, séparément, pour chaque travail ayant fait l'objet d'un devis spécial, un état de situation indiquant, avec la distinction par exercice, le montant total de la valeur des ouvrages faits ou fournitures effectuées, jusqu'au 31 décembre, quelle que soit, d'ailleurs, l'importance des à-compte payés ou exigibles.

Cet état devra être produit, alors même qu'il n'aurait été rien fait ni fourni en 1874, et que les travaux et fournitures remonteraient à des années antérieures, à moins qu'il n'y ait pas lieu de poursuivre l'achèvement du projet (question sur laquelle les directeurs auront à s'expliquer), mon administration ayant, dans le cas contraire, intérêt à savoir pour quel chiffre cet achèvement doit grever soit l'exercice 1875, soit les exercices ultérieurs.

Par la même raison, et bien que dans ce cas il ne puisse être que négatif, on devra produire un état de situation pour chaque autre travail autorisé et non commencé, mais non abandonné.

Les envois devront m'être faits avant le 1er mars, savoir:

Pour les maisons centrales de force et de correction affectées aux condamnés de droit commun, alors même qu'elles contiendraient des quartiers de détentionnaires, et pour les pénitenciers agricoles de la Corse, sous le timbre: « *Direction de l'administration pénitentiaire — 2e bureau;* »

Pour les maisons centrales affectées aux individus condamnés à raison de faits insurrectionnels, pour les maisons de détention et pour le dépôt de Saint-Martin-de-Ré, sous le timbre: « *Direction de l'administration pénitentiaire — 3e bureau;* »

Pour les colonies publiques de jeunes détenus, sous le timbre: « *Direction de l'administration pénitentiaire — 1er bureau.* »

J'adresse un exemplaire de la présente circulaire au directeur d

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Interdiction de placer sous les matelas ou couvertures les serviettes mouillées. — 1er bureau.

30 janvier.

Monsieur le Directeur, dans beaucoup d'établissements d'éducation correctionnelle, les détenus ont l'habitude de placer sous leurs matelas ou couvertures, pour les soustraire à la vue, les serviettes mouillées qui ont servi à leur toilette. Cet usage est nuisible à tous les points de vue, puisque le linge ne sèche jamais et que l'humidité se trouve concentrée dans la literie.

Le moyen le plus simple pour obvier à cet inconvénient est d'obliger les détenus à suspendre leurs essuie-mains à un clou fixé à la tête du lit.

Je désire voir adopter cette mesure dans toutes les maisons d'éducation correctionnelle, et je vous prie de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il en soit ainsi dans l'établissement que vous dirigez.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Disposition à adopter dans les dépôts de munitions. — 2e bureau.

1er février.

Monsieur le Préfet, au mois d'août dernier, une explosion a été sur le point d'avoir lieu à la maison centrale d'Eysses, dans la poudrière où sont déposées les munitions du détachement préposé à la garde extérieure de l'établissement (1).

Il convient de prendre des précautions de nature à prévenir toute chance de pareils accidents. Il ne s'agit pas, pour atteindre ce but, de construire à grands frais des poudrières séparées des autres bâtiments, mais d'appliquer, soit dans celles qui existent, soit là où il n'y a en pas, les dispositions recommandées par mon collègue, M. le ministre de la guerre, pour les approvisionnements de munitions placés à l'intérieur des casernes.

Ces approvisionnements sont établis dans des chambres situées en dehors de la circulation, présentant des conditions convenables de siccité, et dont les fenêtres, pour plus de sécurité, sont fermées avec des volets garnis de plaques de tôle. Ces locaux doivent être, autant que possible, précédés d'une antichambre. Si l'on ne peut trouver d'emplacement convenable au rez-de-chaussée, il est nécessaire de s'assurer que les planchers sont d'une solidité suffisante.

(1) Une souris, attirée par la matière graisseuse qui garnit l'extrémité des cartouches pour fusils Chassepot, avait, en y portant la dent, fait éclater le fulminate.

Malgré les précautions qui viennent d'être indiquées, il faut éviter de faire, dans les chambres ainsi disposées, l'ouverture des récipients contenant les cartouches. On ne doit pas, non plus, y conserver des caisses ou barils entamés. Enfin la poudre pour les exercices de tir dans les chambres, et les amorces pour cartouches de tubes à tir, doivent être placées dans un local séparé.

Je vous prie d'inviter les directeurs des maisons centrales et établissements assimilés situés dans votre département, à vous adresser, avec un devis dressé par l'architecte, un rapport sur les dispositions à prendre pour se conformer aux recommandations qui précèdent. Je vous serai obligé de me transmettre le tout, avec vos propositions.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que les précautions dont il s'agit doivent s'appliquer, non-seulement aux munitions à l'usage des garnisons, mais aussi à celles qui sont destinées aux gardiens.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant.

Circulaire. — Précautions recommandées aux employés internes, au sujet de l'exécution de la consigne des factionnaires. — 2e bureau.

2 février.

Monsieur le Directeur, un déplorable accident a eu lieu, dans le courant du mois d'octobre dernier, à la maison centrale de Clairvaux. L'architecte de cet établissement, rentrant, à dix heures du soir, dans son logement, qui est situé à l'intérieur de l'enceinte, a été blessé mortellement par une sentinelle. Il semble résulter des renseignements parvenus à mon ministère que le factionnaire aurait peut-être agi avec une certaine précipitation. Il a, paraît-il, crié trois fois : *Qui vive !* mais à des intervalles si rapprochés qu'il n'a pas eu le temps d'entendre la réponse.

Quoi qu'il en soit, il importe de prendre, pour prévenir le retour de pareils accidents, toutes les précautions que peut suggérer la prudence. Veuillez adresser à ce sujet des recommandations aux employés logés dans l'intérieur des établissements pénitentiaires d'hommes placés sous votre direction. Vous leur rappellerez qu'ils doivent s'arrêter et rester au lieu où il se trouvent non-seulement à la première sommation qui leur en est faite, mais au simple cri de : *Qui vive !* Vous leur recommanderez, en outre, de se munir d'une lanterne allumée, lorsqu'ils rentrent ou sortent après le coucher du soleil.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant.

Circulaire. — Envoi des cadres relatifs à la statistique de 1873. — Maisons centrales.

16 février.

Monsieur le Directeur, je vous adresse vingt-six cadres destinés à recevoir les renseignements statistiques pour l'année 1873.

Des modifications ont été apportées à plusieurs tableaux, et certaines notes explicatives on été complétées. J'appelle votre attention sur ces changements et additions.

Vous ne perdrez pas de vue, dans les calculs relatifs au travail, que le nombre des jours ouvrables a été de 309.

L'administration a eu trop souvent le regret de constater que les tableaux de la statistique étaient dressés et expédiés avec peu de soin. Je vous recommande de veiller personnellement à l'exactitude des renseignements produits. En cas de négligence dûment constatée, je n'hésiterais pas à sévir contre qui de droit.

Vous voudrez bien, d'ailleurs, vous reporter aux circulaires antérieures sur la matière et vous conformer aux prescriptions qu'elles contiennent.

Les tableaux devront m'être adressés d'ici au 15 mars prochain, pour tout délai.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant.

Envoi des cadres relatifs à la statistique de 1873. — Maisons d'arrêt, de justice et de correction. — 3e bureau.

17 février.

La lettre d'envoi contient les mêmes observations que celle du 16 février. (Maisons centrales.)

Circulaire. — Envoi d'un modèle d'état de situation du crédit pour ladite année et pour les années suivantes. — 5e bureau.

23 février.

Monsieur le Préfet, il importe que la direction de l'administration pénitentiaire soit exactement renseignée sur la situation, en fin d'exercice, des crédits mis à votre disposition pour solder les dépenses ordinaires et extraordinaires des établissements pénitentiaires de votre département.

C'est à l'aide de ces renseignements qu'il est possible de connaître les créances restant à payer, en même temps que les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas

été employés au 31 août de la seconde année de l'exercice, et, dans le cas d'insuffisance, de pouvoir demander, en temps utile, des crédits supplémentaires.

Il m'a paru y avoir lieu, en conséquence, de remplacer l'état comparatif des dépenses annuelles, dont la circulaire du 24 mai 1867 avait prescrit l'envoi, par un état de situation conforme au modèle dont je vous envoie ci-joint deux exemplaires.

Je vous serai obligé de vouloir bien faire remplir, pour l'exercice 1873, un de ces deux modèles, que vous m'adresserez dans le plus bref délai, sous le timbre du 5e bureau de la direction de l'administration pénitentiaire. Vous conserverez l'autre dans vos bureaux, comme spécimen de l'état de situation du crédit que vous aurez à me transmettre annuellement, avant le 1er octobre, au fur et à mesure de la clôture de chaque exercice.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre, et par délégation :
L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire.
J. JAILLANT.

Fixation du traitement des directeurs des prisons de la Seine. — 3e bureau.

4 mars.

Monsieur le Préfet, par lettre du 6 décembre 1874, vous m'avez proposé de fixer, ainsi qu'il suit, les traitements des directeurs des prisons de la Seine :

1re classe.	6,000 fr.
2e classe.	5,000
3e classe.	4,000

Prenant en considération les motifs exposés dans cette lettre, j'adopte votre proposition.

Recevez, Monsieur le Préfet, etc.

Le Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre :
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
C. DE WITT.

Lettre d'envoi de la circulaire d'ensemble. — Cabinet du Directeur.

20 mars.

Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser, ainsi que mes prédécesseurs l'ont fait les années précédentes, un cahier de notes relatives à diverses parties du

service des prisons. Je vous serai très-obligé de veiller à l'exécution des recommandations qui font l'objet de cette communication.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur les paragraphes 42 et 43.

Le paragraphe 42 explique que MM. les préfets peuvent, sur l'avis de la commission de surveillance et celui du directeur, imposer aux prévenus, dans certaines circonstances, le port du costume pénal; vous jugerez sans doute utile de consulter également l'autorité judiciaire.

Le paragraphe 43 fait connaître que les inspecteurs généraux du service des prisons ont été chargés d'examiner la situation des détenus malades traités dans les hôpitaux; il conviendra d'informer de l'éventualité de ces visites MM. les administrateurs desdits établissements.

J'adresse un exemplaire de cette circulaire d'ensemble aux directeurs des prisons, et je recommande à ces fonctionnaires de faire copier à tous les gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction les paragraphes de cette instruction portant les numéros 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 16, 41, 43, 44, 45, 46, 47 et 50.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation:
L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant.

Circulaire d'ensemble.

Objets généraux.

1. — Instruction des affaires.

Il arrive encore fréquemment, nonobstant les recommandations contenues à cet égard dans la circulaire d'ensemble du 20 mars 1868, que l'administration est saisie, par les autorités locales, d'affaires dont l'instruction est incomplète.

Ainsi, on présente des propositions se rattachant au travail des condamnés, à la discipline, au culte, à l'hygiène, etc., sans les faire accompagner des avis des employés que ces questions concernent spécialement, c'est-à-dire de l'inspecteur, de l'aumônier, du médecin, etc.

Il importe d'éviter ces omissions, qui ont pour effet d'apporter à la solution des affaires un retard préjudiciable aux intérêts du service.

2. — Dépenses autorisées d'urgence par MM. les préfets.

A raison de l'urgence ou par l'application des décrets de décentralisation, MM. les préfets autorisent certaines dépenses, achats de fournitures ou exécution de travaux. Il convient, lorsqu'ils en soumettent le règlement à l'approbation ministérielle, de joindre au décompte de ces fournitures ou de ces travaux la demande du directeur au vu de laquelle ils ont donné leur autorisation et la lettre dans laquelle ils l'ont

formulée. Ces pièces sont indispensables pour que le contrôle de l'administration centrale puisse s'exercer efficacement au point de vue soit de la nécessité, soit de l'urgence des besoins auxquels il a été pourvu.

3. — Timbres des quittances délivrées ou reçues par les comptables.

L'application des dispositions de la loi du 23 août 1871 relatives aux timbres des quittances (art. 18) ayant soulevé des difficultés en ce qui concerne les opérations afférentes au pécule des détenus, on croit utile de porter à la connaissance de tous les directeurs les solutions données par l'administration des finances aux questions spéciales qui lui avaient été soumises par celle de l'intérieur.

Sont exemptées du timbre de 10 centimes : 1° les quittances apposées sur les mandats de régularisation de payements effectués à titre de remboursements sur les produits du travail des condamnés ; 2° les pièces d'ordre délivrées par le vaguemestre ou l'agent-comptable, telles que bordereaux de mandats d'articles d'argent, états de frais de port de lettres, etc., etc. ; les récépissés de dépôts de fonds faits entre les mains du gardien-chef par les gendarmes ou par les agents des transfèrements à l'arrivée des prisonniers dans les établissements pénitentiaires ; 3° les reçus donnés aux comptables ou aux gardiens-chefs par les gendarmes ou par les agents des transfèrements pour solde de pécule de détenus extraits ; 4° les récépissés délivrés par la caisse des dépôts et consignations, à l'occasion du versement de fonds ayant appartenu à des détenus décédés ; 5° les pièces relatives aux dépôts et retraits de fonds de pécule des détenus des maisons d'arrêt, de justice et de correction effectués à la même caisse.

Sont passibles du droit de timbre de 10 centimes : 1° les récépissés délivrés par les greffiers, agents-comptables, ou gardiens-chefs, soit aux entrepreneurs ou fabricants, à raison du versement du produit du travail des détenus, soit aux parents ou amis de ceux-ci pour versement de fonds fait à leur profit, soit aux détenus eux-mêmes pour leurs propres versements ; 2° les quittances constatant le remboursement aux entrepreneurs de la portion du travail qui leur est concédée ; 3° les quittances relatives aux dépenses dites de cantine et autres dépenses analogues ; 4° les quittances de payement de solde de pécule aux détenus libérés ainsi que celles qui se rapportent à des fournitures de vêtements et autres objets faits aux détenus au moment de leur libération.

Le droit de timbre doit toujours, suivant les circonstances, être à la charge des entrepreneurs, fabricants ou fournisseurs, des parents ou amis des détenus ou de ces derniers.

4. — Bibliothèques.

L'inscription des noms des détenus sur les livres des bibliothèques pénitentiaires pouvant avoir, pour l'avenir, des inconvénients au point de vue de l'intérêt des familles, il a été décidé qu'il ne serait fait désormais mention sur le bulletin collé à la dernière page des volumes que des numéros d'écrou des condamnés auxquels ils sont confiés.

5. — Notices individuelles des condamnés.

Par une circulaire en date du 14 mai 1873, M. le garde des sceaux a décidé, d'accord avec le ministre de l'intérieur, que les parquets fourniraient, pour tous les condamnés, des notices individuelles destinées à accompagner les extraits de jugements.

Une autre circulaire, du 6 janvier 1874, a apporté une restriction aux prescriptions de celle du 14 mai précédent, en limitant la production des notices aux individus condamnés à plus de quatre mois d'emprisonnement. Enfin, par des instructions en date du 3 décembre dernier, M. le ministre de la justice, pour éviter tout retard dans la transmission des imprimés nécessaires à la rédaction des notices, et pour assurer en même temps un contrôle utile, a décidé que les parquets devraient faire directement, au fur et à mesure des besoins, la demande des formules à MM. les procureurs généraux auxquels elles sont transmises par le département de l'intérieur qui s'est chargé de les fournir.

Les directeurs des prisons doivent veiller à ce que les dossiers de tous les condamnés à plus de quatre mois d'emprisonnement soient complétés par la notice dont il s'agit. En cas de retard dans la production de ce document, ces fonctionnaires adresseront une réclamation au parquet du lieu de la condamnation, par l'intermédiaire de l'administration centrale.

6. — Actes de l'état civil intéressant les détenus ou leurs familles.

La circulaire d'ensemble du 20 mars 1870 a prescrit aux gardiens des établissements pénitentiaires de ne prendre d'autre qualification que celle d'employé d'administration lorsqu'ils figurent comme témoins à l'acte de décès d'un détenu. Cette recommandation avait pour but d'assurer, dans sa lettre et dans son esprit, l'exécution de l'article 85 du Code civil qui défend de mentionner aux actes de l'état civil les circonstances du décès d'un condamné.

Il convient de prendre les mêmes précautions en ce qui concerne les actes de naissance et de mariage bien que le Code n'en fasse pas mention. Les enfants des détenus, ont, dans les deux cas, le même intérêt à ce que les extraits qu'ils auront à produire plus tard ne constatent pas la flétrissure de leurs parents.

On doit également éviter dans les actes de baptême, les mentions qui pourraient révéler qu'un enfant est né dans un établissement pénitentiaire.

7. — Patronage des libérés.

La société générale pour le patronage des libérés dont le siége est rue de Varennes, 78 *bis* (ministère de l'intérieur), a pris pour règle de ne patronner à Paris que des individus ayant des raisons sérieuses pour se fixer dans cette ville.

MM. les directeurs des prisons sont invités à ne transmettre à l'œuvre que les demandes des libérés qui auraient un intérêt tout particulier à se rendre dans le département de la Seine.

8. — Franchise postale.

Par décision de M. le ministre des finances, en date du 12 avril 1875, les fonctionnaires désignés dans le tableau ci-après sont autorisés à correspondre entre eux en franchise, aux conditions et dans les limites exprimées audit tableau.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ENTRE LESQUELS LA CORRESPONDANCE valablement contre-signée, peut circuler en franchise.		FORME sous laquelle la correspondance doit être présentée.	CIRCONSCRIPTION dans laquelle la correspondance peut circuler.
Commissaires de police.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Toute la Républ.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	Commissaires de police	S B	Id.
	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Id.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
	Gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction	S B	Circ. pénitentre.
	Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	S B	Toute la Républ.
	Préfets	S B *	Circ. pénitentre.
	Procureurs généraux	S B	Toute la Républ.
	— de la République	S B	Id.
	Sous-préfets	S B	Circ. pénitentre.
Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats.	Commissaires de police	S B	Toute la Républ.
	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Id.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
	Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	S B	Id.
	Préfets	S B *	Département.
	Procureurs généraux	S B	Toute la Républ.
	— de la République	S B	Id.
	Sous-préfets	S B	Arr. s. préf.
Gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Circ. pénitentre.
	Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	S B	Toute la Républ.
Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Id.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
	Gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction	S B	Id.
	Préfets	S B	Id.
	Sous-préfets	S B	Id.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ENTRE LESQUELS LA CORRESPONDANCE, valablement contre-signée, peut circuler en franchise.		FORME SOUS LAQUELLE la correspondance doit être présentée.	CIRCONSCRIPTION DANS LAQUELLE la correspondance peut circuler.
Ministre de l'intérieur.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	L F	Toute la Républ.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	L F	Id.
	Gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction	L F	Id.
Préfets.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B *	Circ. pénitentre.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Toute la Républ.
	Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	S B	Id.
Procureurs généraux.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Toute la Républ.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
Procureurs de la République.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Id.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Id.
Sous-préfets.	Directeurs des circonscriptions pénitentiaires.	S B	Circ. pénitentre.
	Directeurs des maisons centrales de force et de correction, des maisons de détention, des pénitenciers agricoles, des établissements publics de jeunes détenus et des dépôts de forçats	S B	Arr. s. préf.
	Inspecteurs généraux des prisons en tournée.	S B	Toute la Républ.

* Ou par lettres fermées, en cas de nécessité.

PERSONNEL.

9. — Récompenses.

Chaque année, l'administration propose, pour l'octroi des médailles d'honneur, les fonctionnaires, employés ou agents qui ont fait preuve de fermeté et de dévouement dans l'accomplissement de leurs devoirs ou qui exposent leur vie pour maintenir l'ordre dans les prisons. Elle espère pouvoir cette année obtenir cette distinction honorifique pour les deux plus anciens gardiens-chefs des grandes prisons pour peines qui comptent de longs et honorables services.

Le tableau suivant indique les décorations accordées du 20 mars 1874 au 20 mars 1875.

M. Jaillant, inspecteur général honoraire, directeur de l'administration pénitentiaire.	Nommé commandeur de la Légion d'honneur par décret du 6 janvier 1875. A reçu le 20 avril suivant une médaille d'or de 1re classe, à raison du dévouement dont il a fait preuve dans une circonstance difficile, lorsqu'il occupait l'emploi d'inspecteur à la maison centrale de Nîmes.

Médaille d'or de 2e classe.

M. Grauss, gardien-chef à Melun.	S'est fait remarquer par sa courageuse attitude lors d'une révolte à la maison centrale de Melun.

Médaille d'argent de 1re classe.

M. Drouhin, inspecteur à Fontevrault.	A soutenu une lutte dangereuse avec un détenu qui, armé d'une hache, venait d'en menacer un contre-maître libre.
M. Daugreilh, gardien-chef à Belle-Isle.	S'est fait remarquer par sa conduite énergique dans la répression d'une révolte.
M. Creiss, agent du service des transports cellulaires.	S'est distingué par un concours actif dans deux incendies à Rennes et à Agen. A été gravement contusionné dans une de ces circonstances.
M. Imbert, 1er gardien à Melun.	Blessé grièvement par un détenu. S'est dévoué en plusieurs circonstances pour le maintien de l'ordre.
M. Bacquart, gardien-chef à Montdidier.	Conduite courageuse pendant la guerre de 1870-1871.

Médaille d'argent de 2e classe.

M. Bozzi, 1er gardien à Castellucio.	Blessé grièvement par un détenu.
M. Moisson, gardien-chef à Étampes.	Même motif.
M. Tranchant, gardien ordinaire à Fontevrault.	Même motif.
M. Lecomte, gardien ordinaire à Beaulieu.	Même motif.
M. Étienne, gardien-chef à Chartres.	S'est distingué par son dévouement en plusieurs circonstances difficiles.
M. Meunier, gardien ordinaire à Melun.	A été l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de deux détenus.
M. Koch, gardien ordinaire à Nîmes.	A été l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat.
M. Bérard, gardien ordinaire à Nîmes.	A reçu une blessure dans une lutte où il prêtait main-forte au gardien-chef.
M. Héraud, gardien ordinaire à Nîmes.	A été grièvement blessé par un reclusionnaire.
M. Agostini, gardien-chef à Casabianda.	A reçu une blessure en arrêtant un individu qui trafiquait avec les détenus.
M. Durand, gardien-chef à Lodève.	S'est signalé en faisant rentrer dans le devoir des détenus en état de rebellion.
M. Rivet, gardien ordinaire à Lyon.	Même motif.
M. Guérin, 1er gardien à Belle-Isle.	S'est fait remarquer par sa conduite courageuse dans la répression d'une révolte.
M. Gontran, gardien ordinaire à Belle-Isle.	Même motif.
M. Pouy, gardien-chef à Marmande.	A réprimé de nombreuses tentatives d'évasion.
M. Bergé, gardien-chef à Eysses.	S'est particulièrement distingué en désarmant un détenu dangereux.

D'autres employés ou agents se sont également fait remarquer par leur dévouement et ont reçu des lettres de félicitations.

Ce sont :

MM. Ollivier, directeur de la maison de détention de Thouars ;

Laguesse, inspecteur dans le même établissement ;

Ribes, gardien-chef à Tarbes.

Les 1ers gardiens Desaux et Laugel ont obtenu de l'avancement à raison de leur belle conduite lors d'une révolte à Thouars, et le gardien ordinaire Denis, de la même maison, a reçu une gratification.

10. — Punitions.

Si l'administration ne manque pas de récompenser les agents qui le méritent, elle a le devoir de sévir contre ceux qui se rendent coupables d'infractions à la discipline ou dont la conduite laisse à désirer.

Il convient de placer à la suite du tableau des récompenses celui des punitions graves qu'elle a été obligée d'infliger.

Le relevé suivant indique les mesures disciplinaires encourues, en 1875, par les agents du service de surveillance.

	GARDIENS CHEFS.	GARDIENS ORDINAIRES.	TOTAUX.
Révocations	3	66	69
Réductions de traitements	3	6	9
Changements de résidence (*par mesure disciplinaire*).	8	19	27
Retenues d'appointements	8	27	35

Les gardiens-chefs dé Libourne, Béziers et Saint-Pons ont été révoqués.

Ceux de Limoux, Lannion, Montbéliard, Nérac, Agen et Chatellerault ont été dirigés sur des maisons centrales pour y remplir l'emploi de gardien ordinaire.

Le mode d'examen adopté pour l'admission aux emplois de gardiens-chefs fournit, depuis quelques années, des candidats réunissant les conditions nécessaires pour faire un bon service. Aussi est-on décidé à ne confier la gestion de prisons départementales qu'à des préposés dont la conduite ne laisse rien à désirer. L'administration n'hésitera pas à remplacer ceux dont l'insuffisance lui serait signalée.

En principe, il n'y a pas lieu de déplacer les agents qui ont manqué à leurs devoirs; il est préférable de les punir sur place afin que leurs collègues profitent mieux de l'exemple. Si on les dirige sur une autre résidence, ces préposés ne tardent pas à oublier les motifs de leur disgrâce et leurs nouveaux chefs, ne connaissant pas leurs défauts, ne peuvent les surveiller efficacement. A moins donc de raisons particulières, il convient de ne proposer que les punitions suivantes en tenant compte des antécédents et de la gravité des fautes·

Arrêts simples;
Arrêts avec privation de solde;
Réduction de traitement;
Rétrogradation pour les agents gradés;
Radiation simple des cadres;
Révocation.

11. — Ecole des gardiens.

Les circulaires d'ensemble de 1869 et de 1873 (*Code des prisons*, t. IV, p. 438 et t. V, 384) ont recommandé l'adoption de diverses mesures propres à développer l'instruction primaire dans le personnel de surveillance. Des écoles existent aujourd'hui dans la plupart des maisons centrales et des prisons départementales importantes. Enfin la circulaire du 20 mars 1874 a fait connaître les préposés auxquels l'administration a cru devoir témoigner sa satisfaction.

Tout récemment un travail d'ensemble concernant les agents qui ont donné leurs soins à l'instruction de leurs collègues et ceux qui en ont profité, a été établi dans les bureaux du ministère. A cette occasion, les récompenses indiquées au tableau suivant ont été distribuées:

AGENTS QUI ONT CONCOURU A L'INSTRUCTION DE LEURS COLLÈGUES.

Des ouvrages d'une certaine valeur ont été accordés.

1° A la sœur Marie Alype, Surveillante à la maison centrale de Montpellier.

2° Au sieur Boulanger, Gardien-chef à la prison de Saint-Brieuc.

Les agents dont les noms suivent ont reçu des gratifications :

Clerc, gardien-chef.	Valence.
Pegaud, gardien ordinaire.	Aniane.
Beck, gardien-commis-greffier.	Avignon.
Blatner, id.	Saint-Etienne.
Cluse, gardien-chef.	Lons-le-Saulnier.
Didelin, gardien-commis-greffier.	Beauvais.
Fily, gardien ordinaire.	Vannes.
Padovani, id.	id.
Eckenfelder, gardien-chef.	Abbeville.
Fénart (Louis), gardien ordinaire.	Saint-Bernard.
Delaval, id.	id.
Meurillon Valentin, id.	id.

AGENTS SIGNALÉS PAR LEURS PROGRÈS A L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE.

Des livres d'honneur ont été envoyés par l'administration centrale aux agents dont les noms suivent :

Robert,	G. Ord.	Versailles.
Tafoureau,	id.	id.
Léveillé,	id.	Rouen.
Groussard,	id.	id.
Blin,	id.	id.
Ternières,	id.	id.
Legras,	id.	id.
Avond,	id.	id.
Letourneur,	id.	id.
Muriel,	id.	id.
Gaillard,	id.	id.
Briand,	id.	id.
Marchand,	id.	Montpellier.
Toupet,	id.	Saint-Bernard.
Leclercq,	id.	id.
Carpentier,	id.	id.
Hallard,	id.	id.
Delcroix,	id.	id.
Fénart (Alfred),	id.	id.
Meurillon,	id.	id.
Robin,	id.	id.
Capitaine,	id.	Rennes.
Baudet,	id.	Saint Brieuc.
Guillemot,	id.	Nantes.
Leroux,	id.	id.
Borne,	id.	id.
Garel,	id.	id.
Hélène,	G. C. G.	Vannes.
Perin,	G. O.	Clairvaux.
Weber,	id.	id.
Brochet,	id.	id.
Thouvenot,	id.	id.
Mathey,	id.	id.
Favreau,	id.	Thouars.
Lagarde,	id.	id.
Dupuy,	id.	Périgueux.
Bouvier,	id.	Albertville.
Collombat,	id.	id.
Corteggiani,	id.	id.
Pugnet,	id.	id.
Gaillot,	id.	Melun.
Foissy,	id.	id.
Rivière,	id.	id.
Sinoncelli,	id.	id.
Lavergne,	id.	id.
Aubry,	id.	id.

En vue d'encourager davantage les gardiens à profitér des facilités qui leur sont données pour s'instruire, il a paru qu'il y avait lieu de les exonérer des frais d'achat des livres élémentaires et des fournitures de papier, plumes, encre, crayons, etc. Cette dépense restera à la charge de l'Etat dans les maisons en régie, et à celle des entrepreneurs dans les établissements soumis au régime de l'entreprise. A cet effet, une disposition a été insérée dans les cahiers des charges des maisons centrales dont les services ont été récemment adjugés. Pour les autres et jusqu'à nouvelle adjudication, les directeurs devront faire figurer ces acquisitions dans un compte spécial qu'ils enverront chaque année au ministère pour régularisation. Ils auront soin, d'ailleurs, de réduire au strict nécessaire les dépenses dont il s'agit.

12. — Changement de résidence dans un intérêt personnel.

Il arrive fréquemment que des gardiens sollicitent un changement de résidence pour des raisons d'intérêt personnel.

Si la mesure ne doit pas nuire au service, et si l'intéressé est digne de bienveillance, l'administration centrale autorise volontiers les mutations désirées. Elle signale les demandes aux directeurs sous les ordres desquels les agents veulent être placés pour que ces fonctionnaires y donnent suite à l'occasion, en ce qui les concerne.

Toutefois, dans l'intérêt du Trésor, il a été décidé qu'à l'avenir tout agent qui demanderait son envoi dans une autre localité devrait s'engager à supporter les frais de voyage, à défaut de quoi, il ne sera pas donné suite à l'affaire.

13. — Déplacement dans l'intérêt du service.

L'administration centrale a remarqué que les fonctionnaires ou employés auxquels une nouvelle résidence est assignée, ne se rendent pas promptement à leur poste. Ces retards nuisent au service et doivent être évités.

A l'avenir, dès qu'un employé aura reçu l'avis de son déplacement, il devra, par l'intermédiaire de son directeur, qui lui aura notifié la décision ministérielle, informer du jour de son départ l'administration centrale et le fonctionnaire de la circonscription dans laquelle il doit se rendre, ou demander un sursis. Si ce dernier voit des inconvénients à ce que le sursis demandé soit accordé, il en référera à l'administration centrale, qui appréciera, et prendra, suivant le cas, les dispositions nécessaires pour assurer le service.

Ces prescriptions s'appliquent notamment aux gardiens ordinaires nouvellement nommés gardiens-chefs dans les prisons d'arrondissement. Ces postes ne sauraient rester vacants : les anciens titulaires doivent être relevés de leurs fonctions à titre urgent.

14. — Frais de voyage.

La circulaire d'ensemble de 1874 a prescrit aux directeurs des prisons départetales de produire, pour le remboursement de leurs frais de voyage, un état par trimestre conforme au modèle annexé à cette circulaire. Le même mode doit être suivi en ce qui concerne les déplacements des directeurs et employés des maisons centrales. Il y a lieu, toutefois, pour la facilité des vérifications, d'apporter une modification au modèle dont il s'agit, et de diviser la colonne affectée aux sommes déboursées pour locomotion en deux parties, dont l'une comprendra les dépenses relatives au trajet parcouru en chemin de fer, et l'autre les dépenses afférentes aux autres moyens de locomotion.

15. — Secours accordés à des agents nouvellement nommés pour leur permettre de supporter la retenue du premier douzième de leurs appointements.

Bien que les ressources du budget pénitentiaire, pour l'exercice 1875, soient très-limitées, et que, depuis le commencement de l'année, l'administration centrale se soit vue dans la nécessité de refuser des secours à des agents dont la situation précaire lui a été signalée, le service des prisons a accueilli la plupart des demandes présentées par des gardiens nouvellement nommés, qui étaient hors d'état de supporter la retenue du premier douzième de leurs traitements pour le service des pensions civiles.

Elle fera son possible pour continuer à leur venir en aide, dans la mesure des ressources dont elle dispose; toutefois, les allocations devant être proportionnées à la situation des intéressés, elle invite les directeurs à toujours faire connaître la position de famille des préposés. En transmettant les demandes par la voie hiérar-

chique, on indiquera si les gardiens sont célibataires ou mariés, et, dans ce dernier cas, le nombre d'enfants à leur charge.

16. — Admission des femmes d'employés dans les chapelles des maisons centrales d'hommes.

Aux termes de la circulaire du 14 juin 1836 (1), les femmes ne peuvent être introduites dans aucune partie des maisons centrales affectées aux hommes sans porter atteinte aux principes de convenance qui ont motivé cette interdiction. Toutefois, on peut admettre à la rigueur que les familles des employés assistent aux offices dans les chapelles des établissements pénitentiaires, lorsque cette exception est motivée par l'éloignement de l'église paroissiale. Dans ce cas, il conviendra de prendre les dispositions utiles pour que rien ne révèle leur présence aux détenus.

MAISONS CENTRALES.

17. — Voitures et chevaux affectés au service des maisons centrales et établissements assimilés.

Les voitures et chevaux affectés au service des maisons centrales et établissements assimilés sont exempts d'impôts au profit de l'État, comme lui appartenant et n'étant mis à la disposition des directeurs que pour l'exercice de leurs fonctions.

L'administration des finances a reconnu ce principe ; mais ses agents ont proposé, dans quelques localités, de soumettre à la taxe les chevaux et les voitures dont il s'agit, par la raison qu'ils ne sont pas uniquement consacrés à un service public, et sont aussi à l'usage personnel des directeurs et de leurs familles.

Bien qu'il soit difficile de distinguer avec précision le service public et l'usage personnel, il convient, pour éviter le retour des difficultés qui se sont déjà produites, que les directeurs ne donnent pas lieu, à l'avenir, à de semblables observations de la part de l'administration des contributions directes.

18. — Chauffage et éclairage des employés.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 10 juillet 1874, les fonctionnaires et employés des maisons centrales reçoivent en nature les allocations de chauffage et éclairage qui leur sont dues par l'entreprise, sauf rétrocession par eux à des tiers, mais jamais à l'entrepreneur, des quantités totales ou partielles qu'ils ne consomment pas.

Ces prescriptions avaient pour but d'empêcher qu'il ne s'établit aucune relation d'intérêt entre le personnel administratif et les entrepreneurs.

L'exécution de la circulaire précitée a rencontré, dans la pratique, certaines difficultés sur lesquelles un directeur a appelé l'attention de l'autorité supérieure.

Il a paru, après examen, qu'il était possible de donner satisfaction aux intérêts des employés, sans que ces derniers eussent à entrer en rapport avec l'entreprise, au moyen de la disposition suivante :

Les prestations dont il s'agit pourront être perçues sous forme d'indemnité, par les ayants droit qui le demanderont. A cet effet, le prix, par unité de mesure, du bois ou du charbon de terre et de la bougie ou de l'huile à brûler, sera déterminé au commencement de chaque année, par arrêté préfectoral, selon la valeur de ces combustibles dans la localité. Le montant des indemnités revenant, à ce titre, aux fonctionnaires ou employés, sera, aux époques fixées par l'article 8 de l'arrêté du

(1) *C. des Pr.* T. I, p. 185.

15 septembre 1870, versé par l'entrepreneur aux mains du greffier-comptable, qui en fera aussitôt la répartition entre les ayants droit. Cette opération sera constatée comme recette et dépense d'ordre au journal de caisse.

19. — Greffiers-comptables chargés provisoirement des fonctions d'inspecteur.

On a constaté que, dans certaines maisons centrales le greffier-comptable chargé provisoirement de suppléer l'inspecteur faisait la remise de sa caisse et de son service à un intérimaire.

A moins de circonstances exceptionnelles, dont il devra être rendu compte à l'administration centrale, tout comptable appelé à remplir momentanément l'emploi d'inspecteur doit continuer les fonctions qui lui sont propres, sauf à confier à un commis quelques-uns des détails de ses écritures.

20. — Installation des greffiers-comptables.

On a perdu de vue, dans quelques établissements, les dispositions relatives à l'installation des comptables. (Art. 221 et 224 du règlement du 4 août 1864.)

Il est recommandé aux directeurs de s'y conformer rigoureusement à l'avenir.

21. — Marchés pour l'exploitation du travail dans les établissements en régie.

L'administration a approuvé, le 17 mars 1873, un cahier des charges, clauses et conditions générales pour l'exploitation du travail des détenus dans les maisons centrales administrées par voie de régie économique.

Les directeurs doivent appliquer les diverses dispositions de ce document lors de la préparation des marchés qu'il sont appelés à passer avec les fabricants, et s'ils ne peuvent éviter de s'en écarter sur certains points, il convient qu'ils expliquent et justifient, dans leurs rapports, les dérogations auxquelles il leur a paru nécessaire de souscrire.

Enfin, on rappelle à ces fonctionnaires que toute concession de marché n'est définitive qu'après l'approbation ministérielle.

22. — Travaux de bâtiment ou de mobilier. — Rectifications apportées aux devis par les décisions d'autorisation. — Décomptes.

Il arrive fréquemment que les architectes, en établissant les décomptes, reproduisent simplement dans les colonnes à ce destinées, les chiffres des devis présentés par eux, sans tenir compte des modifications qui y ont été apportées par l'administration centrale. Il en résulte que la comparaison des décomptes avec les devis fait ressortir, soit des excédants de dépense qui n'existent pas, soit des économies qui n'ont pas été réalisées.

Pour éviter ces irrégularités, il importe que les décisions ministérielles approbatives des travaux soient communiquées textuellement par MM. les préfets aux directeurs, et par ceux-ci aux architectes, et que ces derniers s'y conforment exactement tant pour l'exécution des travaux que pour la rédaction des décomptes.

23. — Cartes et plans.

Les cartes et plans dressés par les architectes des établissements pénitentiaires et qu'il est nécessaire de plier pour les placer dans le dossier, se détériorent promptement lorsqu'ils sont faits sur papier végétal. Pour éviter cet inconvénient, il conviendra, à l'avenir, d'établir tous ces documents sur du papier-toile, dit toile à calquer.

24. — Comptes annuels des dépenses des maisons centrales.

Chaque année, une circulaire spéciale rappelle aux directeurs des maisons centrales et établissements assimilés l'obligation de présenter, dans les premiers jours du mois de mars, avec les pièces requises, le compte général des dépenses faites pour l'établissement qu'ils dirigent, pendant l'exercice précédent.

L'administration ne saurait trop insister sur cette recommandation. L'examen du compte et la communication des observations auxquelles il a pu donner lieu entraînent souvent des lenteurs qui, en cas de reversements à effectuer, ne permettent plus d'y procéder avant la clôture de l'exercice, de manière à en obtenir le rétablissement au crédit du ministère.

Il importe aussi que MM. les préfets veuillent bien donner des instructions dans leurs bureaux, pour que le contrôle qui s'y exerce ne retienne pas trop longtemps les documents dont il s'agit.

25. — Comptabilité-matières.

Les inventaires, les comptes de gestion et les comptes financiers sont presque toujours transmis tardivement. (5e bureau de la direction de l'administration pénitentiaire.)

Il importe que les directeurs veillent à l'avenir, avec plus de soin, à l'exécution des prescriptions des articles 45 et 49 du règlement du 26 décembre 1853 et de la circulaire du 8 mars 1855.

26. — Avances faites par la caisse du produit du travail et autres produits accessoires.

Il arrive fréquemment que, dans certains établissements en régie, on ne se conforme pas aux instructions contenues dans la circulaire du 31 janvier 1872 (*Code des prisons*, t. V, p. 497), relativement aux avances faites pour des dépenses du service économique, au moyen de fonds recouvrés sur les produits du travail et autre produits accessoires. Par suite, les comptables se trouvent dans l'impossibilité verser, avant la clôture de l'exercice, le montant intégral des produits recouvrés D'autre part, on élude ainsi les dispositions restrictives de l'article 94 du décret 31 mai 1862, concernant les avances aux services régis par économie.

L'attention des directeurs est appelée d'une manière toute particulière sur ces abus.

27. — Bulletins supplémentaires des dépenses de remboursement sur les produits du travail.

L'administration attache une importance sérieuse à ce qu'il lui soit transmis des bulletins supplémentaires pour les dépenses de remboursement sur les produits du travail, constatées après l'envoi du bulletin du mois de décembre. C'est, en effet, à l'aide de ces documents qu'elle peut reconnaître si les crédits mis à la disposition des préfectures sont suffisants pour la délivrance des mandats de régularisation.

28. — Correspondance des directeurs avec les maires, curés, etc.

Aux termes de la circulaire du 6 avril 1867, l'admission d'un détenu dans les quartiers de préservation et d'amendement doit être précédée d'une investigation minutieuse, portant sur ses antécédents ainsi que sur la situation de sa famille à tous les points de vue. En ce qui concerne les condamnations antérieures, les ren-

seignements peuvent être fournis par les parquets, avec lesquels les directeurs des maisons centales correspondent en franchise. Mais, pour d'autres informations non moins essentielles, il est nécessaire de s'adresser aux maires, aux curés, desservants, commissaires de police et quelquefois aux familles elles-mêmes.

Le mode employé pour transmettre les questionnaires n'est pas le même dans tous les établissements. Il convient de généraliser la pratique déjà adoptée par quelques directeurs, et de faire passer les demandes de renseignements par l'intermédiaire de la préfecture qui les enverra à destination.

29. — Évasions.

Les évasions semblent devenir plus fréquentes dans les maisons centrales, et contrairement aux instructions, il n'en est pas toujours donné avis à l'administration centrale. D'un autre côté, les rapports par lesquels les directeurs rendent compte de ces événements sont souvent incomplets et ne permettent pas d'apprécier exactement la part de responsabilité incombant aux agents du service de surveillance.

On ne peut que recommander, à ce sujet, l'observation des règles tracées par la circulaire d'ensemble de 1873, à propos des évasions qui se produisent dans les prisons départementales.

30. — Évasions. — Prime de capture.

Aux termes de la circulaire du 26 septembre 1866 concernant les gratifications dues à l'occasion de la reprise des condamnés évadés des maisons centrales et pénitenciers agricoles, MM. les préfets n'ont pas à demander d'autorisation préalable pour le payement de la prime fixée par le décret du 19 du même mois, mais seulement à rendre compte de la mesure prise par eux à cet effet. Cette prescription n'est pas toujours observée.

31. — Précautions à prendre contre les tentatives de meurtre.

Il existe à l'intérieur des cellules de quelques établissements, des plinthes, des cimaises, des lambris, etc., qui peuvent être arrachés par les détenus dans le but de s'en faire une arme. Un gardien de la maison d'Eysses a récemment failli être victime d'une tentative de ce genre. Il importe que les cellules soient simplement revêtues d'un enduit solide en ciment lorsque la construction est faite en moëllons : si elle est en briques, on doit se borner à refaire les joints et à peindre le tout à l'huile. Les directeurs devront, s'il y a lieu, faire établir des projets d'appropriation à cet effet, et les adresser par la voie hiérarchique à l'administration centrale.

En outre, et pour plus de sécurité il convient de généraliser une pratique déjà suivie dans plusieurs établissements. Lorsqu'un gardien doit entrer dans une cellule, il ordonne au détenu de se placer tout au fond, debout, et les mains pendantes, et n'ouvre la porte qu'après s'être assuré que le condamné est dans la position voulue.

Ces mesures ne sont pas applicables aux individus maintenus à l'isolement sur leur demande et qui doivent être classés à la deuxième catégorie, dans les états de situation des cellules et cachots.

32. — Correspondance des détenus.

Les facilités de correspondance accordées aux détenus ne sont pas les mêmes dans toutes les maisons centrales et les établissements assimilés. Il importe de faire

cesser ces anomalies dans l'application du principe posé par la circulaire du 1er septembre 1836 (*Code des Prisons*, t. Ier, p. 186). A l'avenir, les condamnés auront, en principe, sauf le cas de punition, la faculté d'écrire un jour par mois, une ou plusieurs lettres. Ils ne pourront, d'ailleurs, correspondre qu'avec leurs ascendants, descendants, époux, beaux-pères, belles-mères, frères et sœurs, oncles et tantes ou les tuteurs ou subrogés-tuteurs qui leur auront été nommés, en exécution de l'article 29 du Code pénal.

Les directeurs accorderont, lorsqu'ils le jugeront convenable, et à titre exceptionnel, l'autorisation de correspondre avec d'autres personnes, ou celle d'écrire plus d'une fois par mois.

33. — Distributions de chapelets.

Aux termes de la circulaire du 20 mars 1868, des livres ou objets pieux peuvent, sur la demande des aumôniers, être mis à la disposition des détenus, dans le but de favoriser en eux le développement des sentiments religieux. Pour les condamnés qui ne savent pas lire, les chapelets rentrent naturellement dans la catégorie de ces objets pieux ; toutefois, il pourrait y avoir inconvénient à en autoriser la distribution d'une manière indéterminée et sans contrôle. Elle ne pourra dès lors avoir lieu qu'après que la dépense aura été approuvée par l'administration supérieure, sur la demande de l'aumônier et les propositions du directeur.

34. — Barbe et cheveux des détenus.

La circulaire d'ensemble du 20 mars 1868 interdit aux directeurs de permettre aux détenus dont la libération est prochaine de porter la barbe et de laisser croître leurs cheveux.

Diverses considérations ont déterminé l'administration à atténuer ce qu'il y a d'absolu dans cette prohibition. Dorénavant, les directeurs pourront accorder aux détenus qui le mériteront par leur conduite, l'autorisation de laisser croître leur barbe et leurs cheveux pendant le mois qui précédera leur libération.

35. — Effets de lingerie et vestiaire emportés par des transférés.

La circulaire d'ensemble du 20 mars 1869 fait connaître les dispositions à prendre, pour qu'il soit tenu compte à l'entrepreneur de l'établissement expéditeur des effets emportés par les détenus transférés définitivement dans un autre établissement, et pour qu'il soit pris charge desdits objets par l'entreprise ou la régie de l'établissement destinataire.

Dans le but de faciliter l'inscription régulière de la valeur des objets dont il s'agit, soit à l'inventaire des entrepreneurs, soit aux livres de comptabilité des économes, les circulaires des 20 mars 1869 et 24 juin 1872 prescrivent l'envoi à l'administration centrale, avec une expédition de l'état de décompte des détenus transférés, d'un bordereau nominatif, en double expédition, portant le détail et l'évaluation des effets emportés par chaque convoi. Ce bordereau doit être remplacé par un certificat négatif, quand les détenus transférés n'ont emporté que des effets à eux appartenant.

Ces dispositions n étant pas toujours observées, en ce qui concerne l'envoi du dernier document, on croit devoir rappeler aux directeurs les termes des instructions susmentionnées.

36. — Dixièmes supplémentaires.

Aux termes de la circulaire du 14 juillet 1854, les listes de propositions pour l'application de l'arrêté du 25 mars 1854, doivent contenir les noms des détenus selon leur classement pénal, en commençant par ordre de mérite, dans chaque catégorie ; une accolade réunit les noms de ceux qui peuvent avoir des droits égaux à récompense.

Ces prescriptions sont parfois omises dans la rédaction des états soumis à l'approbation ministérielle.

D'autre part, les quantités portées dans les colonnes 4, 5 et 14 des mêmes états ne sont pas toujours formulées suivant les règles orthographiques de la numération décimale. En outre, il arrive fréquemment que l'on oublie de rappeler, dans la colonne 4, la catégorie pénale d'origine des détenus, et de mentionner, dans la colonne 5, le taux que ceux-ci ont atteint par l'effet des précédentes allocations supplémentaires.

Les directeurs sont expressément invités à ne pas perdre de vue, pour l'avenir, ces observations.

37. — Gratifications.

Les abus auxquels ont donné lieu les gratifications accordées aux détenus par les entrepreneurs, à l'occasion du travail, ont appelé l'attention de l'administration supérieure. Un projet de règlement sur cette matière est en ce moment à l'étude. En attendant qu'une résolution définitive ait été prise à cet égard, il importe que les propositions de gratifications soient toujours soumises aux directeurs, qui ont le droit et le devoir d'examiner s'il convient de les accueillir. La circulaire d'ensemble du 20 mars 1870, en blâmant l'exagération des gratifications dont il s'agit, avait déjà fait remarquer qu'elles dépassaient souvent 10 0/0 du salaire résultant de l'application des tarifs ; on indiquait ainsi qu'il faut considérer ce taux comme un maximum. Il y a lieu d'ériger en règle ce qui n'était qu'une simple recommandation. Dorénavant, le total des gratifications admises ne devra jamais s'élever au delà du dixième du montant de la feuille de paye de chaque atelier.

38. — Travail des femmes.

Il appartient aux directeurs de veiller à ce qu'il ne soit pas fait un usage excessif des forces des condamnés, surtout dans les établissements de femmes.

Il n'est pas possible de leur tracer, à cet égard, des règles absolues ; mais il a paru utile de leur rappeler qu'ils ne doivent jamais s'écarter des prescriptions de l'article 1er de la loi du 9 septembre 1848 qui limite à 12 heures la durée du travail effectif, sauf dans les cas exceptionnels prévus par le décret du 17 mai 1851.

39. — Régime alimentaire. — Emploi du poivre dans la préparation de la soupe.

Quelques plaintes s'étant élevées au sujet de la quantité de poivre prescrite par la dernière édition du cahier des charges pour la préparation de la soupe des détenus, l'administration centrale a consulté, sur ce point, les directeurs. Il résulte de cette enquête que les proportions admises sont, en général, considérées comme bien établies et qu'il n'y a lieu d'apporter à cet égard aucune modification aux cahiers des charges. Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que, sur l'avis des médecins, les administrations locales augmentent ou diminuent la dose réglementaire, à raison des circonstances climatériques ou de l'état sanitaire de chaque établissement.

PRISONS DÉPARTEMENTALES.

40. — Chauffage et éclairage des employés

Les dispositions du paragraphe 18, concernant la conversion en numéraire des prestations dues aux fonctionnaires et employés internes pour leur chauffage et leur éclairage, sont applicables dans les prisons départementales assimilées aux maisons centrales.

41. — Classement des détenus.

En attendant que les prisons départementales soient pourvues de cellules assez nombreuses pour permettre d'isoler la totalité des détenus, il conviendrait de prendre des dispositions afin que les prévenus, incarcérés pour la première fois, soient séparés des prévenus ayant des antécédents judiciaires, et que les condamnés en simple police soient renfermés à part.

42. — Costume pénal.

Aux termes de l'article 65 du règlement du 30 octobre 1841, les condamnés qui subissent leur peine dans les prisons départementales sont tenus de porter le vêtement de la maison, à moins qu'ils n'en soient expressément dispensés par décision du préfet, sur l'avis de la commission de surveillance.

Or, on a constaté que des faveurs de cette nature avaient été accordées par des fonctionnaires autres que les préfets, ou bien que les commissions de surveillance n'avaient point été consultées. Il importe de ne pas perdre de vue les prescriptions relatées ci-dessus, non plus que celles de l'article 7 du règlement, portant que le directeur donne son avis dans tous les cas où la commission est appelée à donner le sien.

Dans certaines prisons, on a cru pouvoir appliquer par mesure générale la dispense du costume pénal à tous les condamnés dont la peine ne dépasse pas un mois. On comprend que l'application stricte de l'article 65 présente certaines difficultés lorsque la peine à subir est de très-courte durée. Ce terme d'un mois doit être rigoureusement appliqué partout, sauf le cas de dispense individuelle.

L'autorisation de ne pas porter les effets réglementaires ne doit être donnée, soit par mesure générale, soit par décision spéciale, qu'autant que les individus qui seraient appelés à en profiter pourraient être séparés des autres condamnés. Cette autorisation est, d'ailleurs, toujours révocable.

On rappelle en outre que, par une décision du préfet, rendue sur l'avis de la commission de surveillance et celui du directeur, d'après l'article 64, l'autorité administrative peut, dans un intérêt de police, obliger les prévenus à prendre le vêtement de la maison; il doit en être ainsi, en général, dans les prisons où l'état des locaux ne permet pas d'isoler cette catégorie de détenus.

43. — Séjour des détenus malades dans les hôpitaux.

L'administration, ainsi que cela ressort de ses instructions réitérées, attache une sérieuse importance à prévenir les abus auxquels peut donner lieu le placement de détenus malades dans les hôpitaux.

Il importe, en conséquence, que les gardiens-chefs veillent à ce que les infirmeries soient en état de recevoir les malades et à ce que le mobilier de ces infirmeries ne soit jamais détourné de son affectation spéciale.

Les directeurs doivent, plusieurs fois chaque mois à leur résidence, et lors de leurs tournées dans les autres localités de la circonscription, visiter les individus à l'égard desquels cette mesure exceptionnelle aurait été autorisée, afin de vérifier la nécessité de leur maintien hors de la prison et de s'assurer des dispositions prises à leur égard, au point de vue de la sûreté et de la discipline.

Le séjour de ces détenus dans les hôpitaux devra, d'ailleurs, être signalé à MM. les inspecteurs généraux des prisons, et, en particulier, à ceux du service de santé qui auront, de leur côté, à contrôler l'état des choses.

44. — Fonds laissés par les détenus décédés.

Les rapports de l'inspection générale constatent qu'un certain nombre de gardiens-chefs réclament l'inscription, sur le carnet modèle n° 5 annexé à la circulaire ministérielle du 16 avril 1860, des sommes qu'ils versent dans les caisses des receveurs des finances au compte de la caisse des dépôts et consignations comme provenant des détenus décédés.

Ces sommes ne devant, à aucun titre et en aucun cas, être réintégrées dans les caisses des prisons, le procédé dont il s'agit est irrégulier.

45. — Fers appliqués aux condamnés aux travaux forcés.

C'est à tort que, dans certaines maisons de justice, on applique les fers indistinctement à tous les condamnés aux travaux forcés attendant leur transfèrement.

La loi du 30 mai 1854 ayant complétement abrogé l'article 15 du Code pénal, les condamnés aux travaux forcés ne doivent pas, de plein droit, être assujettis à traîner le boulet. Mais cette mesure peut, aux termes de l'article 3 de ladite loi, être prise à leur égard à titre de punition disciplinaire ou dans l'intérêt de la sûreté, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'emploi des moyens de contrainte autorisés par l'article 614 du Code d'instruction criminelle.

46. — Gardes nationaux condamnés par les conseils de guerre.

Aux termes d'une instruction émanée du ministère de la guerre, à la date du 21 décembre 1868, les militaires condamnés à l'emprisonnement par les conseils de guerre ou par les tribunaux ordinaires doivent subir leur peine dans les pénitenciers militaires. Mais il ressort d'une dépêche de M. le ministre de la guerre, du 7 janvier 1875, que l'instruction précitée ne s'applique pas aux gardes nationaux condamnés par les conseils de guerre; ces individus doivent dès lors subir leur peine dans les prisons civiles.

47. — Entretien des détenus militaires passagers.

Autant que possible, les passagers reçoivent avant leur départ, outre le pain, une ration de soupe. Le complément des vivres de la journée leur est délivré à la prison dans laquelle ils doivent coucher.

Les vivres ne peuvent, sous aucun prétexte, être remplacés par une allocation pécuniaire.

48. — Poêles en faïence.

Une circulaire du 9 novembre 1874 a appelé l'attention des directeurs sur l'utilité qu'il pourrait y avoir à substituer les poêles en faïence aux poêles en tôle ou en fonte pour le chauffage des salles d'infirmerie.

Afin de prévenir des demandes d'autorisation auxquelles il ne serait pas donné suite, il paraît utile d'expliquer :

1° Que l'achat de poêles en faïence ne doit être opéré qu'au cas où les poêles en fonte ou en tôle seraient reconnus hors de service ;

2° Que l'on peut continuer à faire usage des poêles en fonte ou en tôle dans les prisons où l'infirmerie est rarement occupée, par suite du chiffre peu élevé de la population.

JEUNES DÉTENUS.

49. — Secours de route.

L'article 118 du règlement général du 10 avril 1869 fait aux fondateurs des établissements privés une obligation expresse de donner aux jeunes détenus les secours nécessaires pour se rendre à leur destination.

D'après les rapports d'inspection, cette prescription ne serait pas observée dans toutes les maisons d'éducation correctionnelle; on élude les dispositions dont il s'agit en imputant les frais de route sur les sommes que les enfants ont gagnées, à titre de gratification, pendant leur séjour dans l'établissement. On ne saurait trop blâmer les agissements de cette nature qui, indépendamment de leur caractère d'injustice, ont pour résultat de rendre illusoires les récompenses accordées aux jeunes détenus; au lieu d'exciter leur ardeur au travail, ils ne peuvent que les décourager. L'administration a la confiance qu'il suffira de signaler cet abus pour empêcher qu'il se produise de nouveau.

TRANSFÈREMENTS.

50. — Etats de quinzaine.

Les états numériques et nominatifs de quinzaine que transmettent les directeurs aux dates des 1er et 15 de chaque mois, ne sont pas toujours établis avec le soin désirable. Des lacunes y sont souvent remarquées. Les noms des condamnés en instance pour obtenir leur maintien ou un sursis de départ, sont quelquefois omis. La colonne d'observations ne mentionne pas tous les renseignements utiles sur la date du commencement de la peine, les motifs qui ont déterminé à ajourner le transfèrement, les évadés repris, la position des femmes nourrices, l'âge des enfants, etc., etc. On invite les directeurs à rédiger ce document avec clarté et sans omission.

Quand des condamnés ont été extraits des maisons centrales et transférés dans une prison départementale à la requête de la justice, ou pour toute autre cause, il importe de donner leurs noms et de faire connaître le motif de leur maintien exceptionnel.

51. — Frais de transport et visa des pièces de dépenses.

Les réquisitions produites à l'appui des mémoires des convoyeurs ou des compagnies de chemins de fer sont souvent mal libellées. La position des transférés n'y est pas suffisamment détaillée. Il est indispensable que les maires et les sous-préfets reçoivent des instructions précises à ce sujet, et que les directeurs chargés du visa de toutes les pièces de dépenses relatives aux transfèrements ne se bornent pas à apposer leur signature au bas de ces pièces; ils doivent les examiner avec la plus grande attention, et les compléter au besoin.

52. — Abus du transport par les convois civils.

En présence du réseau des voies ferrées, on ne s'explique pas l'usage qui est fait encore, dans certains départements, des convois civils pour les transports que ne peuvent exécuter les voitures cellulaires. L'habitude de recourir aux convoyeurs provient surtout de l'oubli des circulaires traitant la matière. En se reportant à celle du 6 janvier 1868 et aux instructions adressées aux parquets les 1er juin et 18 novembre 1864, par M. le garde des sceaux, les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire trouveront tous les éléments d'information qui leur sont nécessaires pour assurer régulièrement cette partie du service, chacun en ce qui le concerne.

Arrêté concernant les récompenses pécuniaires accordées aux jeunes détenus. — Cabinet du directeur.

25 mars.

Le vice-président du Conseil, ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 10 avril 1869 portant règlement pour les colonies et maisons pénitentiaires affectées à l'éducation correctionnelle des jeunes détenus;

Vu le règlement général du 4 août 1864 sur l'administration et la comptabilité des maisons centrales de force et de correction et des établissements pénitentiaires assimilés, en ce qui concerne le pécule des détenus, les produits du travail et autres produits accessoires;

Sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête:

ARTICLE PREMIER.

Il peut être accordé aux jeunes détenus dans les colonies pénitentiaires publiques des bons points à titre de récompense.

ART. 2.

Il est remis à chaque enfant, au moment de son entrée dans l'établissement, un carton ou ticket (modèle n° 1) lequel est divisé en 80 cases destinées à recevoir des marques indiquant la nature des bons points accordés. Ce ticket est retiré aux jeunes détenus à la fin de chaque mois et remplacé par un autre.

ART. 3.

Les bons points se rapportent aux six spécialités suivantes:

1° Travail. . . . . Losange bleu.
2° Ecole. . . . . Etoile rouge.
3° Propreté, tenue, conduite . . . . Losange noir.
4° Instruction religieuse . . . . Etoile noire.
5° Musique . . . . Losange rouge.
6° Manœuvres militaires, exercices de gymnastique. Etoile bleue.

ART. 4.

Il ne peut être distribué, chaque mois, pour l'ensemble des 6 spécialités, que 600 bons points pour 100 enfants. La répartition en est faite ainsi qu'il suit :

Travail	240
Ecole	240
Propreté, tenue, conduite	60
Instruction religieuse	30
Musique	18
Manœuvres militaires, exercices de gymnastique	12
	600

ART. 5.

Les marques sont apposées :

Pour le travail, par l'employé chargé de la direction des travaux de culture e par les agents ou contre-maîtres, chefs de chantiers ou d'ateliers ;

Pour l'école, par les instituteurs titulaires et auxiliaires ;

Pour la propreté, la tenue et la conduite, par le directeur, l'inspecteur et le gardien-chef ;

Pour l'instruction religieuse, par l'aumônier ;

Pour la musique, les manœuvres militaires et les exercices de gymnastique, par les agents chargés de l'enseignement de ces matières.

ART. 6

L'attribution, à chacun des employés ou agents désignés à l'article précéden (pour la distribution des récompenses afférentes aux 1re, 2e, 4e, 5e et 6e spécialités) du nombre de bons points dont il peut disposer, est réglée d'après les bases indiquées à l'article 4 et proportionnellement au nombre des jeunes détenus placés sous son autorité pour la spécialité à récompenser.

Le nombre des bons points applicables à la troisième catégorie est calculé d'après la quantité déterminée audit article 4, sur l'ensemble de la population : la répartition entre le directeur, l'inspecteur et le gardien-chef en est laissée, suivant les circonstances, à l'appréciation du chef de l'établissement.

ART. 7.

Les bons points peuvent, à titre de punition, être retirés par le directeur. Le retrait en est constaté par l'oblitération d'une ou plusieurs marques, opérée au moyen d'un poinçon spécial. Toute évasion donne lieu à la suppression de la totalité des bons points obtenus antérieurement.

ART. 8.

A la fin de chaque mois, le nombre des bons points non oblitérés figurant sur le ticket de chaque jeune détenu est totalisé.

Chaque bon point donne lieu à l'allocation d'une gratification de cinq centimes dont la moitié forme une réserve pour l'époque de la libération et dont l'autre moitié peut être employée dans l'établissement, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Ces allocations sont décomptées sur une feuille nominative. (Modèle n° 2.)

ART. 9.

Le directeur peut autoriser la distribution aux jeunes détenus possédant un pécule disponible de menus objets désignés par eux, tels que balles, billes, toupies ou autres jouets, carnets, porte-crayons, effets accessoires n'altérant pas l'uniformité du costume réglementaire.

Cette distribution a lieu le premier dimanche de chaque mois, en présence du directeur.

Les objets délivrés aux jeunes détenus sont inscrits avec leur valeur sur une feuille nominative mensuelle (modèle n° 3). Le montant en est imputé au pécule disponible de chaque jeune détenu. Cette disposition ne s'applique pas aux vivres supplémentaires qui seraient alloués en gratifications.

ART. 10.

Des retenues pour bris, dégradations ou punitions peuvent être imputées sur le pécule disponible. En cas de transfèrement dans un quartier correctionnel par mesure disciplinaire, le pécule disponible est retenu intégralement.

ART. 11.

Le montant du pécule réserve et disponible des jeunes détenus mis en liberté provisoire leur est payé en numéraire jusqu'à concurrence de cinq francs; le surplus est versé, à leur nom, à la caisse d'épargne la plus voisine, et les livrets remis par l'administration de ladite caisse au greffier-comptable de la colonie, sont envoyés, selon le cas, aux parents ou aux patrons des libérés.

Le jeune détenu mis en liberté définitive peut recevoir en numéraire sur le montant de son pécule une somme de 10 francs. Le surplus est converti en un mandat sur la poste au nom de la personne chez laquelle il se retire ou de l'un des membres de la société de patronage qui a pourvu à son placement.

Pour les libérés incorporés dans les armées de terre ou de mer, les mandats sont délivrés au nom du président du conseil d'administration du corps.

Les mandats sont adressés par le directeur aux titulaires desdits mandats. (Parents ou maîtres, membres des sociétés de patronage, présidents des conseils d'administration des corps.

ART. 12.

En cas de transfèrement dans un établissement privé, le montant du pécule réserve et le reliquat du pécule disponible sont versés, au nom du jeune détenu, à la caisse d'épargne, et le livret constatant le dépôt est envoyé au directeur de l'établissement où l'enfant est transféré.

En cas de transfèrement dans un quartier correctionnel, le montant du pécule réserve est adressé, avec le dossier du jeune détenu, au directeur de la circonscription pénitentiaire, en un mandat sur la poste, au nom de l'agent remplissant les fonctions de comptable dans l'établissement destinataire.

ART. 13.

Le pécule, tant disponible que réserve, des jeunes détenus décédés dans les colonies publiques n'est, en aucun cas, remis à leurs héritiers ou ayants droit.

Il est statué par le ministre, suivant les cas, sur l'emploi à faire du pécule des jeunes détenus transférés dans les établissements hospitaliers et non réintégrés à la colonie.

ART. 14.

Les opérations de recettes et de dépenses sur le pécule des jeunes détenus sont constatées au moyen d'un journal général (modèle n° 4), d'un registre des comptes individuels avec résumé des balances (n°s 5 et 6) et d'un livret conforme au n° 40 annexé au règlement du 4 août 1864. Le compte annuel est rendu dans la forme du modèle n° 44 *bis*.

Toutes les dispositions dudit règlement auxquelles il n'est pas dérogé par le présent demeurent applicables aux colonies de jeunes détenus.

Fait à Paris, le 25 mars 1875.

L. BUFFET.

Lettre d'envoi de l'arrêté du 25 mars 1875 concernant les récompenses pécuniaires accordées aux jeunes détenus. — Cabinet du directeur.

3 avril.

Monsieur le Préfet, en vous entretenant de la réorganisation de l'école de la colonie de , un de mes prédécesseurs vous a indiqué les conditions dans lesquelles il paraissait alors y avoir lieu d'organiser un système de récompenses pécuniaires destinées aux enfants placés dans les colonies publiques.

Les essais commencés à cette époque, et poursuivis jusqu'à ce jour, ont produit des résultats très-satisfaisants; les inspecteurs généraux et les directeurs les ont constatés. Ces fonctionnaires reconnaissent qu'il est indispensable de mettre définitivement en pratique ce moyen d'émulation qui a eu déjà pour effet la diminution des comparutions au prétoire et, conséquemment, des infractions antérieurement réprimées par la mise en cellule ou autres mesures disciplinaires. Il invite les enfants à l'étude et au travail en leur procurant immédiatement des avantages auxquels presque tous ont paru sensibles. Enfin, il réserve aux colons, pour l'époque de la mise en liberté, des ressources utiles.

Dans le but de régulariser cette importante partie du service, j'ai cru devoir prendre, à la date du 25 mars, un arrêté dont vous trouverez ci-joint l'ampliation.

En l'examinant, vous remarquerez que ce nouveau règlement n'a pas seulement pour but de récompenser les enfants; dans certaines circonstances, il a aussi pour effet de les punir par le retrait de bons points qu'on leur avait antérieurement accordés; c'est ainsi que, quand un colon s'est évadé, il perd la totalité de son pécule *disponible*. Quelques directeurs étaient même d'avis de supprimer, pour cette faute, tout ce qu'avait gagné l'enfant depuis son entrée dans l'établissement; mais, en accordant des récompenses pécuniaires aux jeunes détenus des colonies de l'Etat, mon administration a eu, *dans un intérêt d'ordre public*, l'intention de leur procurer des ressources pour l'époque de la libération. Cette considération l'a déterminée à prendre, à l'égard des enfants, les dispositions qui ont été adoptées pour les adultes, c'est-à-dire à ne les priver, en aucun cas, du pécule *réserve*.

Afin de provoquer chez les jeunes détenus toute l'émulation possible, j'examinerai, en juillet prochain, s'il y a lieu d'accorder des récompenses spéciales à ceux

d'entre eux qui auront obtenu, pendant le premier semestre de 1875, un maximum de bons points déterminé d'avance; mais cette amélioration ne pourra être introduite dans les colonies avant que les directeurs soient en situation de fournir des renseignements sur la quantité de bons points que les élèves studieux, soumis et laborieux peuvent recevoir en se conduisant parfaitement pendant six mois. C'est une étude que je vous prie de recommander à leur attention. Il en sera de même pour l'inscription au tableau d'encouragement et au tableau d'honneur; il conviendra également de fixer le nombre de bons points qu'un jeune détenu aura dû mériter avant d'être proposé pour la mise en liberté provisoire.

La comptabilité devra être tenue à partir du 1er janvier 1875 seulement. On aurait éprouvé des difficultés, au point de vue financier, pour opérer des rappels sur l'exercice 1874. En outre, la situation des crédits afférents à l'année dernière ne permet pas d'augmenter le chiffre de dépenses actuellement constaté. Toutefois, afin de ne pas décourager les colons, et pour qu'ils comprennent que l'administration n'entend pas les priver entièrement des récompenses qu'ils ont méritées depuis qu'on leur distribue des tickets, on pourra, dès à présent, leur délivrer de menus objets dont la valeur sera à peu près en rapport avec la quantité des bons points qu'ils ont reçus en 1874 et qui aurait pu former leur pécule *disponible*.

J'adresse une copie de la présente dépêche au directeur de la colonie de en y joignant des ampliations de mon arrêté du 25 mars dernier. Je vous serai obligé de vouloir bien veiller à l'exécution de ses prescriptions.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Prélèvement des amendes et frais de justice sur le pécule des détenus. — 2e bureau.

15 avril.

Monsieur le Préfet, il arrive fréquemment que des condamnés détenus dans les maisons centrales possèdent à leur pécule des sommes d'une certaine importance, provenant d'une autre source que leur travail. M. le ministre des finances m'a demandé s'il ne serait pas possible, dans ce cas, de prélever, sur le pécule disponible, les amendes et frais de justice dus au Trésor.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-inclus ma réponse, en date du 1er février 1875, dont le contenu a obtenu l'assentiment de mon collègue.

Pour assurer l'exécution des mesures concertées entre nos deux départements, les directeurs, lorsqu'ils seront saisis d'une réclamation des agents des finances, devront m'en transmettre le dossier par votre entremise, en y joignant la copie du compte du condamné, comprenant tant le pécule-réserve que le pécule disponible, avec indication de la provenance de toutes les sommes qui y figurent. Au vu de ces documents, j'examinerai s'il y a lieu soit d'autoriser le prélèvement, soit de faire connaître aux comptables chargés du recouvrement qu'ils devront procéder par voie de saisie-arrêt.

J'adresse aux directeurs une expédition de la présente circulaire et de la pièce jointe (1).

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

A. DESJARDINS.

Lettre au ministre des finances au sujet du prélèvement des amendes et frais de justice sur le pécule des condamnés.

1er février 1875.

Monsieur le Ministre et cher collègue, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître, le 31 octobre dernier, que votre proposition tendant à autoriser, dans certaines limites, le prélèvement des amendes et frais de justice sur le pécule des condamnés renfermés dans les maisons centrales avait été renvoyée à la commission parlementaire d'enquête sur le régime des prisons, et que la multiplicité des questions qui lui sont soumises ne permettait pas d'espérer une prompte solution.

Dans votre dépêche du 10 novembre, vous appelez mon attention sur un point qui vous semble pouvoir être réglé dès aujourd'hui, Vous proposez que les agents du Trésor puissent faire, entre les mains des greffiers-comptables, une saisie-arrêt sur les sommes désignées à l'article 7 (paragraphes 3, 4 et 5) du règlement général du 4 août 1864 sur la comptabilité des maisons centrales. Vous ajoutez qu'on pourrait soit autoriser les greffiers comptables à débiter d'office le pécule disponible des détenus qui ne pourraient rapporter la preuve du payement des amendes et frais mis à leur charge, soit vous donner avis des dépôts de l'espèce, en laissant à votre administration le soin d'avertir les comptables chargés du recouvrement.

Je n'ai aucune objection à élever contre le principe des saisies-arrêts. En fait, lorsque les agents du Trésor ont eu recours à cette mesure, j'ai autorisé les comptables des maisons centrales à verser entre leurs mains la portion du pécule disponible ne provenant pas du travail des détenus, toutes les fois que ces sommes ne pouvaient, à raison de leur minime importance être considérées comme une provision alimentaire. Il n'y a donc aucune difficulté à cet égard. Mais il n'en est pas tout à fait de même au sujet des mesures administratives que vous proposez. Il ne me semble pas qu'il appartienne aux greffiers-comptables d'exiger que les détenus leur apportent la preuve des payements qu'ils prétendent avoir effectués, ni de donner avis aux agents du Trésor des sommes qu'ils reçoivent pour le compte des détenus. Il ne me paraît pas possible d'imposer à ces employés un surcroît de travail qui pourrait devenir très-considérable. C'est à l'administration financière de prendre l'initiative, et de faire connaître aux directeurs les sommes dues à l'Etat par les individus sur le pécule desquels il y aurait lieu d'opérer des prélèvements, et l'on pourrait ici procéder suivant le mode établi à l'article 16 du règlement précité, ainsi conçu:

« Dans le cas où un tiers justifierait de ses droits à la restitution de sommes apportées par un « détenu au moment de son entrée, saisies sur lui, ou à lui envoyées pendant sa détention, le « remboursement, préalablement autorisé par le ministre, sera imputé intégralement sur le pé« cule disponible à titre de dépense exceptionnelle. »

Bien que cet article s'applique à des revendications de propriété, et non à de simples créances, je suis disposé à autoriser, au profit de l'Etat, des prélèvements analogues, sur les sommes apportées par les détenus à leur entrée, saisies sur eux, ou provenant de la vente d'effets ou de bijoux, lorsque le pécule disponible sera d'une certaine importance. Quant aux sommes envoyées pendant la détention, elles ont une affectation spéciale dont je ne crois pas pouvoir les détourner par simple mesure administrative, quand il n'a pas été pratiqué de saisie-arrêt. Dans tous les cas, et qu'il y ait eu ou non saisie-arrêt, les prélèvements ne devront jamais porter, ni sur le produit du travail ni sur les sommes qu'il paraîtra nécessaire de laisser aux

détenus, pour se procurer, pendant la détention, les adoucissements autorisés par les règlements pour l'achat de vêtements et d'instruments de travail à leur sortie, et pour couvrir leurs frais de voyage jusqu'à destination.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le projet d'une circulaire destinée à régler l'exécution de ces mesures. Je vous prie de vouloir bien me la renvoyer, en me faisant connaître si elle paraît répondre à vos vues, dans la mesure où je viens d'exposer qu'il convenait à mon administration de se tenir.

Agréez, etc.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire. — Demande de propositions pour la mise en liberté de jeunes détenus. — 1er bureau.

21 avril.

Monsieur le Préfet, tous les ans, un certain nombre de jeunes détenus, jugés par application de l'article 66 du Code pénal, sont, en récompense de leur bonne conduite, confiés à leurs familles, lorsqu'elles présentent des garanties de moralité ou placés en apprentissage dans des maisons de correction.

J'ai l'intention de prendre, cette année, une semblable mesure. Elle sera appliquée vers la fin du mois de juin, époque la plus favorable pour le placement des individus qui désirent s'engager chez des cultivateurs.

Je vous prie, en conséquence, de demander au chef de l'établissement d'éducation correctionnelle situé dans votre département, un état nominatif des jeunes délinquants qui, étant dans cette maison depuis un an, lui paraîtraient avoir des titres à la bienveillance de mon administration. Son choix devra se porter exclusivement sur les enfants qui auront fait leur première communion et dont l'instruction primaire et professionnelle sera à peu près complète.

Le ministère public près le tribunal qui a jugé chaque enfant devra ensuite être consulté par vous, au sujet de sa mise en liberté provisoire. Les propositions que vous aurez à m'adresser, à ce sujet, et que je désire recevoir d'ici au 1er mai, devront être divisées en deux parties. La première comprendra, ainsi que l'a expliqué la circulaire du 5 octobre 1867, les enfants qu'il y aurait lieu de remettre, dès à présent, à leurs familles ; la deuxième, ceux qui, dans le cours d'une année, à partir du mois de juin, pourront être, au fur et à mesure des demandes, placés chez des cultivateurs.

Vous pourrez comprendre, dans ce travail, les jeunes détenus condamnés, par application de l'article 67 du Code pénal, comme ayant agi avec discernement, à un emprisonnement d'une durée quelconque, qui vous paraîtraient dignes d'une mesure d'indulgence. Vous aurez à me les signaler séparément, et à joindre à vos propositions des extraits ou copies des jugements ou arrêts qui les concernent, et l'avis du parquet sur l'opportunité de leur accorder cette faveur.

M. le ministre de la justice a pensé que la loi de 1850 permettait de les placer en état de liberté préparatoire, de même que les jeunes détenus qui ont été jugés par application de l'article 66 du Code pénal.

Je suis disposé à adopter dorénavant cette mesure qui, par son caractère essen-

tiellement révocable jusqu'à l'expiration des jugements ou arrêts, me paraît offrir plus d'avantages que les remises de peine par voie de grâce.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. JAILLANT.

Circulaire. — Explication à insérer aux bulletins mensuels des dépenses. — 5e bureau.

1er mai.

Monsieur le Directeur, il importe que mon administration soit exactement renseignée chaque mois sur la situation des crédits, en ce qui concerne les traitements du personnel des prisons et établissements pénitentiaires. (Chapitre XIV du budget.)

A cet effet, il conviendrait d'insérer dans la colonne d'observations, aux développements du chapitre XIV, une note présentant : 1° le montant des prévisions établies d'après l'état du personnel audit jour, pour la période à courir jusqu'à la fin de l'année, ainsi que le total des dépenses faites ou prévues ; 2° le total des prévisions admises au budget spécial de l'exercice ; 3° la différence, en plus ou en moins, entre les deux totaux.

Cette note sera complétée par des explications précises sur les causes de la différence constatée.

Je recommande à vos soins personnels le travail dont il s'agit.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. JAILLANT.

Envoi aux inspecteurs généraux d'une note d'instructions pour leur tournée de 1875. — Cabinet du directeur.

10 mai.

Monsieur l'Inspecteur général, j'ai l'honneur de vous transmettre, avant votre départ pour la tournée d'inspection de 1875, une note relative à diverses questions intéressant le service des prisons et établissements pénitentiaires, sur lesquelles j'appelle votre attention d'une manière spéciale.

Vous jugerez sans doute utile de vous reporter aux instructions qui vous ont été adressées le 10 mai de chaque année et d'examiner, de nouveau, les affaires sur lesquelles l'administration centrale n'aurait pas encore statué d'une manière définitive.

Je vous invite à faire connaître l'époque de votre départ et l'itinéraire que vous adopterez, afin que vous puissiez recevoir, sans retard préjudiciable au service, les communications qui vous seraient destinées.

Recevez, Monsieur l'Inspecteur général, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
A. DESJARDINS.

Note jointe à la lettre adressée, le 10 mai 1875, à MM. les inspecteurs généraux des établissements pénitentiaires, par M. le ministre de l'intérieur.

PERSONNEL.

Aumôneries des prisons.

Quelques aumôniers ont exprimé le désir d'être autorisés à porter une croix en sautoir, dans le genre de celle des aumôniers militaires, sauf à déterminer un modèle spécial pour le service pénitentiaire. Ils pensent que ce signe distinctif serait, pour eux, aux yeux de la population des prisons, ce qu'est l'uniforme pour les employés de ces établissements. MM. les inspecteurs généraux sont priés de conférer à ce sujet avec les directeurs et les aumôniers, et de faire connaître si, dans leur opinion, il y aurait un avantage à adopter la mesure dont il s'agit.

Effectif du personnel de surveillance.

MM. les inspecteurs généraux trouveront ci-joint, chacun pour les établissements compris dans sa tournée, les notices concernant l'état et les besoins du service de surveillance: elles ont été dressées suivant l'avis exprimé par le conseil. Les directeurs ont été invités à conserver un double de ces notices.

MAISONS CENTRALES ET PRISONS DÉPARTEMENTALES.

Barreaux à placer aux fenêtres des établissements pénitentiaires.

Dans beaucoup d'établissements pénitentiaires, les fenêtres des dortoirs, couloirs et ateliers ne sont pas toujours garnies de barreaux ou de grillages. Les directeurs consultés à ce sujet ont exprimé des opinions divergentes : les uns estiment qu'il est indispensable de placer des barreaux, soit à la totalité, soit à une partie des fenêtres qui en sont encore dépourvues; les autres considèrent ce travail comme inutile.

Il importe que MM. les inspecteurs généraux étudient avec soin cette question, pendant leur tournée de 1875, et qu'ils adressent au ministère un rapport *spécial*, où ils feront connaître leur avis sur l'utilité qu'il y aurait à griller tout ou partie des fenêtres dans les divers établissements qu'ils auront visités, en indiquant, approximativement, à quel chiffre s'élèverait la dépense dont il s'agit.

En prévision de l'adoption du projet de loi sur les prisons départementales, il y a lieu de rechercher quels sont les établissements où le régime de l'emprisonnement individuel pourrait être immédiatement appliqué sans dépenses importantes, ceux où des travaux d'appropriations plus ou moins considérables seraient nécessaires et ceux qu'il serait indispensable de reconstruire.

Ces questions devront faire l'objet d'une étude attentive pendant la tournée de 1875. MM. les inspecteurs généraux trouveront ci-joint, en nombre suffisant, des imprimés destinés à mentionner, avec leur avis, les indications qu'ils auront pu recueillir. Ces imprimés, remplis en simple expédition, seront annexés aux rapports d'inspection, dans lesquels il suffira, dès lors, en ce qui concerne les bâtiments, de signaler les travaux urgents intéressant gravement la sûreté ou la salubrité.

Séjour des détenus malades dans les hôpitaux.

L'administration, ainsi que cela ressort de ses instructions réitérées, attache une sérieuse importance à prévenir les abus auxquels peut donner lieu le placement de détenus malades dans les hôpitaux.

Ce placement ne doit être autorisé que lorsqu'il y a impossibilité absolue de soigner convenablement, dans les prisons, les individus dont il s'agit, et il importe, d'un autre côté, que l'on prenne à leur égard, dans les établissements hospitaliers, toutes les précautions nécessaires au point de vue de la sûreté et de la discipline.

MM. les inspecteurs généraux sont priés de visiter, pendant leurs tournées d'inspection, les détenus traités dans les hôpitaux, et de faire connaître le résultat de leurs observations à cet égard.

Costume pénal. — Barbe et cheveux des condamnés.

Le conseil de l'inspection générale des prisons a exprimé le désir que l'administration fixât, d'une manière uniforme, la durée de la peine qui doit entraîner, dans les maisons départementales de correction, l'obligation, pour les condamnés, de revêtir le costume pénal, ainsi que d'avoir les cheveux coupés et la barbe rasée

Il a été tenu compte de la première partie de cette proposition par une disposition insérée à la circulaire d'ensemble et qui détermine le mode d'application de l'article 65 de l'arrêté du 30 octobre 1841.

En ce qui touche le port des cheveux et de la barbe, il y a lieu de remarquer qu'aucune prescription réglementaire n'existe à ce sujet. L'article 33 de l'arrêté du 30 octobre 1841 dispose seulement « qu'un ou plusieurs barbiers salariés par « l'administration sont attachés à chaque prison où ils se rendent aux heures « fixées par le règlement » et l'article 7 du modèle de règlement particulier indique que « le barbier se rend à la prison tous les vendredis à une heure; les « détenus sont rasés une fois par semaine et ont les cheveux coupés tous les deux « mois; ils peuvent se faire raser et couper les cheveux plus souvent par le barbier « de la prison, mais à leurs frais et d'après un tarif fixé par le maire. » — L'article 42 du cahier des charges met la dépense au compte des entrepreneurs.

Mais on ne saurait inférer de ces textes que les condamnés doivent avoir les cheveux coupés courts ou en brosse, ou ras, et la barbe entièrement rasée. Il ne s'agit donc pas, à cet égard, de la simple interprétation des règlements, mais bien de l'adoption de prescriptions formelles sur une partie du service non réglementée, et qui a une certaine importance dans les établissements où se subissent des peines de courte durée, prononcées souvent à raison d'infractions peu graves.

Il serait utile que MM. les inspecteurs généraux voulussent bien examiner cette question pendant leur tournée, de manière à se trouver en position d'émettre un avis motivé dans leur travail d'ensemble de l'année prochaine.

JEUNES DÉTENUS.

Instruction primaire.

L'administration, persuadée qu'après les enseignements de la religion, le moyen le plus efficace pour moraliser les jeunes détenus consiste dans la culture de l'intelligence par l'instruction élémentaire, a toujours porté son attention la plus vigilante sur l'enseignement scolaire donné dans les établissements d'éducation correctionnelle.

Le règlement général du 10 avril 1869 contient des dispositions spéciales sur cette importante partie de la mission dévolue à l'État par la loi du 5 août 1850. L'une de ces dispositions est ainsi conçue : *Les jeunes détenus passent tous les jours à l'école une heure au moins.* (Art. 66, § 1er.)

Plusieurs directeurs de colonies ou supérieurs de maisons d'éducation correctionnelle prennent à la lettre la prescription qui précède et l'interprètent même dans le sens le plus restrictif. Il résulte de cette pratique une regrettable insuffisance de l'instruction primaire à laquelle il importe de remédier.

Par décision du 25 août 1874, la durée des classes, dans les cinq colonies publiques, a été fixée à un minimum de quatre heures par jour en hiver (du 1er septembre au 28 février) et de trois heures en été.

MM. les inspecteurs généraux devront porter leur attention toute particulière sur l'instruction primaire dans les colonies privées. Les rapports adressés à l'administration centrale feront connaître leur avis sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'étendre à tous les établissements d'éducation correctionnelle les dispositions adoptées pour les colonies publiques.

TRANSFÈREMENTS.

Maintien abusif des condamnés à plus d'un an dans les prisons départementales.

Le maintien, dans les prisons départementales, sans autorisation ministérielle, des condamnés à plus d'un an d'emprisonnement, doit être l'objet d'une attention particulière de l'inspection générale et d'un rapport spécial toutes les fois qu'il n'y a pas autorisation de l'administration centrale.

Sous prétexte de donner des soins à des enfants nouveau-nés, un assez grand nombre de femmes nourrices, ou soi-disant telles, obtiennent l'autorisation de subir leur peine au chef-lieu du département Si cette tolérance, que conseille l'humanité, devenait, dans certains cas, une source d'abus, il serait utile d'en prévenir immédiatement le ministère, qui aviserait.

Transport par les diligences.

Trente-sept villes privées de voies ferrées ne peuvent être desservies par les wagons cellulaires. Pour opérer les transférements, il y a nécessité de recourir aux moyens de locomotion à l'usage du public. Ce mode de transport suscite, dans quelques localités, les plaintes des voyageurs.

Afin d'éviter la promiscuité et le contact trop direct, les agents du service cellulaire ont l'ordre de louer un compartiment entier des diligences et de s'opposer à toute communication entre les détenus et les autres personnes. Mais il n'en subsiste pas moins une sorte de communauté qui peut, à juste titre, éveiller certaines susceptibilités. MM. les inspecteurs généraux sont priés de rechercher, pendant leur tournée, s'il n'y aurait pas possibilité de se procurer, dans ces trente-sept villes, d'autres moyens de transport aussi rapides et aussi économiques que ceux actuellement employés.

Désignation des condamnés pour la Corse.

Jusqu'à présent, les détenus à diriger sur la Corse étaient choisis en dehors des ndividus appartenant aux cultes dissidents, des Corses, des Italiens et des Espagnols. M. le préfet de la Corse ayant fait remarquer que les condamnés originaires des Alpes-Maritimes parlent le même idiôme que les Corses, on ne devra désigner pour

les pénitenciers, aucun condamné provenant de l'ancien comté de Nice, à moins qu'il ignore la langue italienne et ses dérivés.

Les désignations pour la Corse doivent porter d'abord sur les condamnés qui se présentent spontanément, fussent-ils placés dans les quartiers de préservation et d'amendement, sauf à compléter les listes par les détenus jugés aptes à rendre d'utiles services dans les pénitenciers et réunissant, d'ailleurs, toutes les conditions d'âge, de santé, de nationalité et de religion indiquées dans les instructions précédentes.

Lettre relative à un système de désinfection au moyen de l'huile lourde. — 2e bureau.

22 mai.

Monsieur le Directeur, à la suite d'un grand nombre d'expériences entreprises dans le but de rechercher le meilleur système de vidanges, l'administration pénitentiaire a reconnu que les tinettes ou tonnes mobiles, avec emploi d'une certaine quantité d'huile lourde, constituaient un système à la fois simple et économique.

Pour vous mettre en mesure d'en étudier l'application dans l'établissement que vous dirigez, je vous transmets ci-joint, avec une feuille de dessins à l'appui (1), la copie d'une lettre qui a été adressée le 6 janvier 1875 par le directeur de la maison centrale de Melun, à son collègue d'Embrun, plus une note explicative émanée du même fonctionnaire.

Vous trouverez dans ces documents tous les renseignements nécessaires.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

COPIE D'UNE LETTRE *du directeur de la maison centrale de Melun au directeur de la maison centrale d'Embrun.* — Tinettes mobiles. — Envoi d'un croquis.

Melun, le 6 janvier 1875.

Mon cher collègue,

Selon le désir exprimé dans votre lettre du 31 décembre dernier, je m'empresse de vous adresser un croquis des tinettes mobiles que j'ai fait établir à la maison, comme essai, et qui fonctionnent au nombre de deux dans deux dortoirs.

Pour les confectionner, le tonnelier, détenu de la maison, s'est servi de vieux fûts de pétrole, dont les douves ont au moins 0m, 02 d'épaisseur.

Quant au siége d'aisances, on peut l'établir en sapin de 0m, 027, ainsi que le bouchon. Vous remarquerez que le système s'enlève d'une seule pièce, au moyen de deux poignées de fer,

(1) Cette feuille de dessins est tenue par l'administration centrale à la disposition des directeurs.

et l'on supprime par conséquent un abattant à charnières, chose toujours très-fragile, surtout aux mains des détenus.

Le tampon qui sert de fermeture à la tinette, lorsque l'on veut l'enlever, doit entrer dans cette dernière en la forçant; aussi lui a-t-on donné une certaine épaiseur pour pouvoir accuser davantage la forme d'un tronc de cône.

Le système du portage de la tonne n'a pas besoin d'explication spéciale; à l'aide d'un bâton deux hommes l'enlèvent facilement sur leurs épaules, car son poids, y compris tous ses appareils, n'excède pas 75 kilogrammes.

Sa contenance est de 56 litres environ, puisque ses dimensions se répartissent ainsi :

Longueur intérieure	0m, 75
Diamètre au bouge	0m, 36
— aux fonds	0m, 30

Tels qu'ils sont, la tinette et le siége nous reviennent à la somme de 27 fr. 49 c. qui se répartit ainsi :

Coût d'un vieux fût à pétrole ou à huile	2f	50
2 journées 1/2 de tonnelier	3	13
4 kilogrammes de ferrements divers	2	88
1 journée de serrurier	1	25
Zinc pour cuvette, matériaux et main-d'œuvre	2	50
14 mètres de sapin de Lorraine à 0, 72	7	48
2 journées de menuisier	2	50
Peinture de la tinette et du siége, environ	2	»
2 poignées en fer	1	80
Clous, 500 grammes	»	45
Chantier, bois de sapin de rebut, évalué	1	»
Total	27f	49

Dans le premier siége nous n'avions pas adapté de marches; mais le peu de hauteur empêchait la cuvette de zinc de s'évaser en ellipse, ce qui était un grave inconvénient; en ajoutant une marche nous avons gagné 0, 12 de chute, et la cuvette, tout en se terminant par un cercle parfait, dans sa partie qui plonge dans la tonne, a assez de hauteur pour s'évaser à la demande du trou du siége.

Tels sont les renseignements dont je crois devoir accompagner le croquis ci-joint; j'espère qu'ils vous seront utiles, si vous adoptez ce genre de fosses mobiles dans votre maison.

Depuis quelque temps nous essayons l'huile lourde pour la désinfection de ces tinettes.

Nous nous procurons ce produit, résidu de la distillation de la houille, chez M. Bourgeois-Roques, fabricant de produits chimiques, 41, rue Nationale, à Ivry-sur-Seine.

Cette huile s'employant pure, dans la proportion de 1/2 0/0, doit être versée d'abord dans une tonne vide, et c'est en surnageant au-dessus de la matière qu'elle empêche les émanations de se produire; jusqu'à présent, dans cette proportion, nous avons obtenu une désinfection complète. Chaque tinette étant d'une contenance de 56 litres, il faut 2 décilitres 1/2 pour opérer la désinfection. Cette huile nous coûte d'achat 15 centimes le litre, auxquels il convient d'ajouter 18 centimes pour tous frais, soit 33 centimes.

Nul doute que dans les usines à gaz, soit de Grenoble, de Lyon ou de Gap, vous puissiez vous procurer ce produit à meilleur compte.

Pour copie conforme :

Le Directeur,

Saillard.

NOTE EXPLICATIVE *pour l'établissement des tinettes mobiles.*

Pour la tinette proprement dite on emploiera, si faire se peut, des fûts ayant contenu du pétrole ou de l'huile, mais dont les douves auront au moins 0m, 02 d'épaisseur.

Pour le siége d'aisances et son bouchon, on se servira de planches de sapin de Lorraine de 0m, 027 d'épaisseur, le tout simplement cloué, sans assemblage.

Deux poignées en fer de 0m, 18 de longueur seront installées de chaque côté du siége et à moitié de sa hauteur; elles serviront à soulever l'appareil quand on voudra enlever la tinette qu'il recouvre.

Le tampon qui sert à l'obturation de la tinette, lorsqu'on veut la transporter doit entrer dans cette dernière à forcement, aussi doit-on lui donner une certaine épaisseur pour qu'il puisse accuser la forme d'un tronc de cône; le bois qu'on emploiera à sa confection doit être du chêne de 6 à 7 centimètres d'épaisseur.

Le système de portage de la tinette n'a pas besoin d'explication spéciale : à l'aide d'un fort bâton de frêne, deux hommes peuvent enlever le tout facilement sur leurs épaules, le poids total n'excédant pas 75 kilogrammes.

La contenance de la tinette est de 56 litres environ, ses dimensions se répartissent ainsi :

Longueur intérieure	0m, 75
Diamètre au bouge	0m, 36
Diamètre au fond	0m, 30

Le siége et la tinette exécutés par les ouvriers de la régie reviennent à 27 fr. 49 c., qui se répartissent ainsi :

Fût à pétrole ou à huile	2f	50
Confection de la tinette, 2 journées 1/2 de tonnelier	3	13
Ferrements divers, 4 kilogrammes	2	88
Une journée de serrurier	1	25
Pour la cuvette : zinc no 14 et main-d'œuvre	2	50
Pour le siége et le bouchon :		
14 mètres sapin de Lorraine à 0,72	7	48
2 journées de menuisier	2	50
Peinture de la tinette et du siége, évaluée	2	»
Deux poignées en fer	1	80
Clous, 500 grammes	»	45
Chantier pour la tinette, bois de rebut, évalué	1	»
TOTAL . . .	27f	49

Pour la désinfection de la tinette, on emploiera l'*huile dite lourde*, résultant de la distillation de la houille dans les usines à gaz. Cet hydrocarbure, s'employant pur dans la proportion de 1/2 0/0, doit être versé dans la tinette rincée préalablement et entièrement vide; c'est en surnageant au-dessus des matières que cette huile empêche les émanations de se produire.

Chaque tinette, comme il a été dit ci-dessus, étant d'une contenance de 56 litres environ, il faudra 2 décilitres 1/2 d'huile lourde pour opérer la désinfection complète.

Prise chez M. Bourgeois-Roques, fabricant de produits chimiques, 41, rue Nationale, à Ivry-sur-Seine, l'huile lourde revient à 0,33 le litre, rendue à Melun. Nul doute que les usines à gaz de province pourront la fournir à ce prix, sinon à meilleur marché.

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 22 mai 1875.

Paris, le 22 mai 1875.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

LOI DU 5 JUIN 1875

Du régime des inculpés, prévenus et accusés.

ARTICLE PREMIER. — Les inculpés, prévenus et accusés, seront à l'avenir individuellement séparés pendant le jour et la nuit.

Du régime des condamnés à l'emprisonnement.

Art. 2. — Seront soumis à l'emprisonnement individuel les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous.

Ils subiront leur peine dans les maisons de correction départementales.

Art. 3. — Les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour pourront, sur leur demande, être soumis au régime de l'emprisonnement individuel.

Ils seront, dans ce cas, maintenus dans les maisons de correction départementales jusqu'à l'expiration de leur peine, sauf décision contraire prise par l'administration, sur l'avis de la commission de surveillance de la prison.

Art. 4. — La durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement individuel sera, de plein droit, réduite d'un quart.

La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous.

Elle ne profitera, dans le cas prévu par l'article 3, qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, et dans la proportion du temps qu'ils y auront passé.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'organisation du travail, et déterminera le régime intérieur des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel.

Art. 6. — A l'avenir, la reconstruction ou l'appropriation des prisons départementales ne pourra avoir lieu qu'en vue de l'application du régime prescrit par la présente loi.

Les projets, plans et devis seront soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, et les travaux seront exécutés sous son contrôle.

Art. 7. — Des subventions pourront être accordées par l'État, suivant les ressources du budget, pour venir en aide aux départements, dans les dépenses de reconstructions et d'appropriation.

Il sera tenu compte, dans leur fixation, de l'étendue des sacrifices précédemment faits par eux pour leurs prisons, de la situation de leurs finances et du produit du centime départemental.

Elles ne pourront, dans aucun cas, dépasser:

La moitié de la dépense pour les départements dont le centime est inférieur à 20,000 francs;

Le tiers pour ceux dont le centime est supérieur à 20,000 francs, mais inférieur à 40,000 francs;

Le quart pour ceux dont le centime est supérieur à 40,000 francs.

Art. 8. — Le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué au fur et à mesure de la transformation des prisons.

Art. 9. — Un conseil supérieur des prisons, pris parmi les hommes s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires, est institué auprès du ministre de l'intérieur pour veiller, d'accord avec lui, à l'exécution de la présente loi.

Sa composition et ses attributions seront déterminées par un décret du Président de la République.

Circulaire. — Introduction du café au nombre des aliments vendus à la cantine. — 2e bureau.

10 juin.

Monsieur le Préfet, l'introduction du café, au nombre des aliments vendus dans les cantines des établissements pénitentiaires, a paru présenter des avantages au point de vue hygiénique. Les essais poursuivis pendant plusieurs mois, et dans lesquels il a été fait usage de la fève Rio, dite café militaire, ayant donné des résultats satisfaisants, j'ai décidé que la vente du café serait autorisée dans toutes les maisons centrales. Toutefois, il convient de ne pas perdre de vue que cette mesure a pour but, non de procurer une satisfaction aux condamnés, mais d'améliorer leur hygiène, en leur permettant de ne pas boire de l'eau pure.

Pour éviter tout ce qui pourrait sembler de nature à affaiblir le caractère de la répression pénale, la boisson dont il s'agit devra être préparée sous forme de tisane, à raison de 10 grammes de café torréfié pour un litre d'eau, et consommé sans sucre; chaque ration sera de 25 centilitres. Le prix de vente en sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 75 du cahier des charges des entreprises générales, en prenant pour base le prix de revient augmenté de 10 0/0. Dans les essais faits à Melun, le litre de tisane est revenu a 0 f 046; l'infusion se faisait dans un filtre pouvant contenir 80 litres, et à un état de concentration supérieur aux proportions indiquées ci-dessus. Le matin de la distribution, on y ajoutait de l'eau bouillante, en quantité convenable. Ce mode de préparation a donné de bons résultats. On pourrait augmenter la force de la tisane, au moyen d'un procédé recommandé par M. l'inspecteur général Dumesnil, et qui consiste à faire infuser, pendant douze heures, le marc de la veille, puis, à le faire chauffer jusqu'à ce qu'il se produise un commencement d'ébullition, mais pas au delà. Le produit est alors ajouté, au lieu d'eau bouillante, à l'infusion préparée dans le filtre.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire. — Introduction du café dans le régime des malades. — 2e bureau.

10 juin.

Monsieur le Directeur, les médecins de quelques maisons centrales ont demandé à être autorisés, d'une façon générale, à faire distribuer du café aux malades. Ils invoquaient l'efficacité de cette substance pour combattre l'anémie. Cette considération a sa valeur, et l'administration qui, dans un but hygiénique, vient d'introduire le café au nombre des aliments pouvant être vendus à la cantine, n'entend pas en interdire l'usage dans les infirmeries.

Néanmoins, il n'a pas paru qu'il y eût lieu de modifier les dispositions réglementaires actuelles. Le cahier des charges des entreprises générales permet, dès à présent, aux médecins d'ordonner le café aux malades, lorsqu'ils le jugent néces-

saire, soit à l'état dilué, comme tisane (art. 24), soit en infusion plus concentrée comme médicament (art. 22), soit même comme aliment (art. 21), pourvu que la quantité prescrite ne dépasse pas le prix de revient du régime ordinaire de l'infirmerie. Il n'y aurait aucun avantage à aller au delà, et il pourrait en résulter des abus regrettables.

Veuillez donner connaissance de la présente circulaire au médecin de l'établissement que vous dirigez.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Organisation d'une cantine à l'usage des gardiens. — 2e bureau.

16 juin.

Monsieur le Directeur, l'administration pénitentiaire se préoccupe depuis longtemps des moyens d'assurer aux gardiens des maisons centrales et établissements assimilés les avantages d'une nourriture saine, dont le prix de revient ne dépasse pas les limites de leurs modestes ressources. C'est dans ce but qu'a été insérée, à l'article 68 de la dernière édition du cahier des charges des entreprises générales, une disposition ainsi conçue:

« Dans le cas où les gardiens feraient préparer leurs aliments et prendraient « leurs repas en commun, la fourniture du combustible, pour le chauffage et « l'éclairage de la cuisine et du réfectoire de ces préposés, sera à la charge de l'en« trepreneur, ainsi que la fourniture, l'entretien, le renouvellement et le blanchis« sage du linge et le salaire d'un cuisinier détenu.

« Il sera tenu également de fournir, entretenir, réparer et remplacer, au besoin, « les fourneaux portatifs, marmites et objets mobiliers nécessaires à la cuisine et à « la table des gardiens. »

Dans les établissements en régie, l'administration pénitentiaire est disposée à prendre à sa charge les obligations imposées aux entrepreneurs par l'article précité. Elle l'a fait à la maison centrale de Melun, et la cantine organisée pour les gardiens de cet établissement a donné d'assez bons résultats pour qu'il y ait lieu d'en recommander l'installation dans tous les établissements où cette création ne rencontrera pas d'obstacles insurmontables.

A raison des avantages d'économie que présentent les repas préparés à frais communs, avantages d'autant plus grands que le nombre des consommateurs est plus considérable, et aussi dans l'intérêt de la discipline, enfin pour soustraire les gardiens aux entraînements qui peuvent résulter pour eux de la nécessité d'aller prendre leur nourriture au dehors, il y a lieu de rendre la cantine obligatoire pour tous ceux qui n'ont pas auprès d'eux de femme, d'enfants ou de parents. Mais, d'autre part, afin de ne pas relâcher les liens de famille, il conviendra de n'admettre à la cantine les gardiens mariés ou veufs avec enfants qu'exceptionnellement et par suite de circonstances particulières qu'il vous appartiendra d'apprécier.

Il a paru qu'il n'y avait pas lieu de prescrire, quant à présent, un mode de comp-

tabilité uniforme pour toutes les maisons centrales, et qu'il suffisait de vous indiquer, à titre de renseignement, les dispositions adoptées à Melun.

L'ordinaire y est confié à un premier-gardien et à un gardien désigné par le directeur. Le premier-gardien fait tous les achats, en présence du gardien qui lui est adjoint et tient le registre des recettes et des dépenses; le gardien-chef vérifie la comptabilité, au moins une fois par mois, et en rend compte au directeur.

Les nouveaux gardiens achètent eux-mêmes les ustensiles qui leur sont nécessaires; les objets cassés par la suite sont remplacés aux frais de l'ordinaire.

Les repas sont au nombre de trois: le matin, avant le lever des détenus, une soupe; entre dix heures et demie et midi et demi, soupe grasse, bœuf et légumes; enfin, de cinq heures à six heures et demie, viande et légumes. Les jours de congé, les gardiens payent leurs vivres et sont libres de les emporter chez eux; lorsqu'ils sont admis à l'infirmerie, ils ne figurent pas à l'ordinaire, et, par conséquent, n'ont rien à payer. Ils peuvent prendre du vin à la cantine, mais pas plus d'un litre et demi par jour. La cuisine est faite par un condamné payé par la régie, aidé d'un autre condamné choisi parmi les vieillards incapables d'un travail soutenu. La cotisation est fixé à 50 centimes par jour. Il en résulte ordinairement un boni dont le directeur règle, au bout de l'année, la répartition au prorata des journées de présence.

Je vous adresse ci-joint une copie du livret d'ordinaire de Melun, pour une période de huit jours.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Extrait *du livret d'ordinaire du corps des gardiens de la maison centrale de Melun.*

(Modèle G, ordonnance du 2 novembre 1833 pour infanterie, et du 21 décembre 1833 pour cavalerie.) — Se trouve à Paris, chez Clément, imprimeur-libraire, 58, rue de Rivoli.

RECETTES.

PRÊT DU 1er AU 8 DÉCEMBRE 1871,

Le 1er,	pour 46	hommes qui ont mangé à l'ordinaire,	46	journées à	0 fr. 50...	23 fr.
2	— 46	—	46	—		23
3	— 46	—	46	—		23
4	— 46	—	46	—		23
5	— 46	—	46	—		23
6	— 46	—	46	—		23
7	— 46	—	46	—		23
8	— 46	—	46	—		23

Les recettes du 1er au 8 décembre inclus s'élèvent à... 184 fr.

DÉPENSES.

Le 1er décembre.	6 kilogr. pain blanc pour la soupe à 0 fr. 47 c. le kilogr.	2 fr. 86 c.	21 fr. 81 c.
	6k, 250 viande, à 1 fr. 20 c. le kilogr. (*bœuf, veau ou mouton au même prix*)	7 50	
	Moutarde	» 50	
	3 litres de lait à 0 fr. 25 c. le litre	» 75	
	100 harengs frais	6 »	
	1 kilogr. saindoux.	2 20	
	10 kilogr. sel gris à 0 fr. 20 c.	2 »	
Le 2 décembre.	6 kilogr. de pain blanc pour la soupe, à 0 fr. 47 c. l'un. .	2 86	25 86
	12k, 500 viande à 1 fr. 20 c. .	15 »	
	1 kilogr. beurre.	3 »	
	Légumes verts pour la soupe (*choux, carottes et poireaux*)	3 »	
	Salade	1 50	
	Payé au commissionnaire pour les légumes.	» 50	
Le 3 décembre.	6 kilogr. pain blanc pour la soupe	2 86	19 61
	12k, 500 viande à 1 fr. 20 . .	15 »	
	1 bouteille d'huile à manger	1 50	
	Girofle	» 25	
Le 4 décembre.	6 kilogr. pain pour la soupe	2 86	21 86
	12k, 500 viande.	15 »	
	10 kilogr. haricots à 0 fr. 40 c.	4 »	
Le 5 décembre.	6 kilogr. pain pour la soupe	2 86	17 86
	12k, 500 viande.	15 »	
Le 6 décembre.	6 kilogr. pain de soupe . . .	2 86	27 56
	12k, 500 viande.	15 »	
	3 kilogr. macaroni à 0 fr. 80 c.	2 40	
	1 kilogr. de beurre à.	2 80	
	Gruyère	» 75	
	Choux et commission (*du marché à la maison centrale*) .	3 75	
Le 7 décembre.	6 kilogr. pain de soupe . . .	2 86	18 11
	6k, 250 viande	7 50	
	100 harengs frais	6 50	
	Moutarde.	» 50	
	3 litres de lait à 0 fr. 25 . .	» 75	
Le 8 décembre.	6 kilogr. pain de soupe . . .	2 86	17 86
	12k, 500 viande.	15 »	
	Total des dépenses pour 8 jours.		170 fr. 53 c.

Soit en moyenne 21 fr. 31 c. par jour, tandis que les recettes sont de 23 francs.

Boni pour les 8 jours: 184 francs — 170 fr. 53 c. = 13 fr. 47 c.

Nota. — Les recettes figurent sur le livret d'ordinaire, côté gauche, et les dépenses à droite, on totalise à chaque page, et, à la fin de chaque mois, on établit la récapitulation des recettes et des dépenses du mois, en ajoutant aux recettes le montant des remises de 5 0/0 faites par

certains fournisseurs, l'épicier, le boulanger, etc...; on établit la balance et l'on constate le *débêt* ou le *boni* sur les opérations du mois. On reporte ensuite le chiffre total du boni restant en caisse au dernier jour du mois précédent et l'on arrête définitivement le chiffre du boni au dernier jour du mois courant.

MENU DES REPAS DEPUIS LE 1er DÉCEMBRE.

Vendredi 1er.	Matin.	Panade à l'oignon.
	10 heures.	Julienne au lait.
		2 harengs frais à la moutarde.
	Soir.	Ragoût de mouton aux pommes.
		Légumes: Haricots au jus.
Samedi 2.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Bœuf au vin.
		Riz au gras.
Dimanche 3.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Veau rôti.
		Salade de saison.
Lundi 4.	Matin.	Panade à l'oignon.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Langue sauce piquante.
		Pommes de terre au jus.
Mardi 5.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Rôti de mouton.
		Haricots au jus.
Mercredi 6.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Bœuf aux carottes.
		Macaroni au gratin.
Jeudi 7.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Julienne au lait.
		2 harengs frais à la moutarde.
	Soir.	Mouton rôti.
Vendredi 8.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Bœuf au vin.
		Pommes de terre au jus.
Samedi 9.	Matin.	Panade.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Mouton rôti.
		Riz au gras.
Dimanche 10.	Matin.	Panade à l'oignon.
	10 heures.	Soupe grasse et bœuf.
	Soir.	Veau rôti.
		Salade de pommes de terre.

Circulaire. — Relative à la libération des condamnés pouvant appartenir à l'armée. — 2e bureau.

22 juin.

Monsieur le Directeur, la circulaire du 25 mai 1872 a prescrit de faire connaître d'avance, à l'autorité militaire, la date de la libération des condamnés que leur

âge désigne comme pouvant, à l'expiration de leur peine, être incorporés dans l'armée. M. le ministre de la guerre m'ayant informé que ces renseignements étaient parfois envoyés tardivement, vous devrez, à l'avenir, fournir les états nominatifs des individus dont il s'agit deux mois au moins avant l'expiration de leur peine. Ce laps de temps est nécessaire pour qu'on puisse examiner quelle destination chacun d'eux doit recevoir.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire. — Concernant les écritures du gardien-chef. — 2e bureau.

24 juin.

Monsieur le Directeur, l'administration pénitentiaire ayant porté son attention sur la multiplicité des écritures dont sont chargés les gardiens-chefs des maisons centrales et des pénitenciers agricoles, vous avez été, ainsi que vos collègues, invité à présenter, sur ce point, vos observations. De l'ensemble des rapports qui me sont parvenus, il résulte que, si l'on n'autorisait pas les gardiens-chefs à se faire aider dans le travail dont il s'agit, ils se verraient fréquemment détournés, au détriment de la discipline, du service de surveillance et de sûreté, auquel leur temps doit être principalement consacré.

Ces observations m'ont paru mériter d'être prises en considération. J'ai décidé, en conséquence, que les directeurs, lorsqu'ils en reconnaîtraient la nécessité, auraient la faculté de dispenser les gardiens-chefs, dans la mesure qui va être déterminée, d'une partie des écritures qui leur incombent.

En premier lieu, les registres d'écrou pourront, sans inconvénient, être tenus, soit par le greffier-comptable qui est déjà chargé du classement et de la conservation des dossiers judiciaires des détenus, ainsi que des mentions relatives aux mises en liberté, soit, à son défaut, par un commis aux écritures. Pour satisfaire à l'article 609 du Code d'instruction criminelle, il suffit que le gardien-chef soit astreint à signer chaque acte d'écrou.

En second lieu, un ou plusieurs gardiens pourront être appelés à prendre part avec le gardien-chef, aux écritures ci-après:

Registre de mouvement par quartiers et par ateliers ;

Registre des réclamations ;

Registre du classement des arrivants dans les ateliers ;

Listes des détenus cités au prétoire, de ceux qui sont proposés pour le pain de supplément et qui ont à passer à la visite du médecin ;

Avis de décès, extractions, évasions, réintégrations, etc.

Copies et expéditions.

Le travail dont il s'agit s'exécutera sous la responsabilité du gardien-chef. Celui-ci devra s'acquitter personnellement de toutes les écritures qui ne sont pas comprises dans l'énumération ci-dessus.

Aux termes du règlement d'attributions du 5 octobre 1831, « dans aucun cas et « sous aucun prétexte, il ne sera employé de comdamnés aux écritures du greffe « et de l'administration. » Cette disposition est, de tout point, applicable à celles du gardien-chef, et je vous recommande expressément d'en assurer la stricte exécution.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire. — Nécessité de faire produire une soumission quand il s'agit de travaux nécessitant une dépense de plus de 1,000 francs. — 2e bureau.

25 juin.

Monsieur le Préfet, lorsqu'une décision ministérielle a autorisé, dans une maison centrale, un pénitentier agricole, une colonie de jeunes détenus, ou même une prison départementale, des travaux qui ne doivent pas être l'objet d'une adjudication, on néglige quelquefois de faire souscrire un engagement régulier par l'entrepreneur à qui l'exécution en est confiée.

Ce mode de procéder pourrait donner lieu à quelques objections fondées sur l'article 80 du décret du 31 mai 1862, qui n'autorise les travaux sur simple mémoire ou les achats sur simple facture, que dans le cas où la dépense n'est pas supérieure à 1,000 francs.

Afin d'éviter toute apparence d'irrégularité, il conviendra, à l'avenir, toutes les fois qu'il y aura lieu de recourir à un entrepreneur spécial et que la dépense à faire dépassera le chiffre de 1,000 francs, d'exiger que cet entrepreneur s'engage, suivant l'une ou l'autre des formes indiquées par les nos 1°, 2° et 3° de l'article précité. Le marché ainsi passé sera produit à l'appui du mandat de payement délivré au nom de l'entrepreneur.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le ministre :

Le Sous-Secrétaire d'État,

A. DESJARDINS.

Circulaire. — Secours de route.

8 juillet.

Monsieur le Préfet, aux termes de la loi du 23 janvier 1874, les libérés soumis à la surveillance de la haute police ont le droit de choisir leur résidence en dehors d'un certain nombre de localités interdites.

Beaucoup d'entre eux, abusant de ces facilités nouvelles, désignent fréquemment,

pour résidences, des localités très-éloignées de la maison centrale, bien qu'elles ne soient pas leur lieu de naissance et qu'ils n'y fussent pas domiciliés avant leur condamnation, et cela, dans l'unique but d'obtenir des secours de route plus considérables, qu'ils dépensent souvent au premier gîte, sans se soucier de se rendre à leur destination.

Afin de mettre un terme à cet abus, il conviendra, dorénavant, de n'accorder de secours de route aux libérés que lorsqu'ils demanderont à retourner au lieu de leur naissance ou de leur domicile, ou lorsqu'ils justifieront avoir dans la localité choisie par eux un parent ou un patron qui s'engage à les recueillir ou à leur procurer du travail. Cette recommandation s'applique évidemment, et à plus forte raison, à l'allocation des moyens de transport.

Je vous prie de donner des instructions dans ce sens aux directeurs des établissements pénitentiaires situés dans votre département.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le Vice-Président du conseil, Ministre de l'Intérieur,

Le Sous-Secrétaire d'État,

A. Desjardins.

Circulaire. — Emploi des fonds saisis sur les condamnés au moment de leur arrestation. — 2e bureau.

10 juillet.

Monsieur le Préfet, des réclamations sont parfois adressées à l'administration pénitentiaire par les condamnés, relativement à la destination que l'autorité judiciaire donne aux fonds saisis sur eux au moment de leur arrestation.

Afin de mettre les agents locaux en position de satisfaire, en ce qui les concerne, aux demandes des détenus à ce sujet, M. le garde des sceaux a décidé, sur mes observations, qu'à l'avenir une note, indiquant la destination ou l'emploi des valeurs saisies, serait portée par les greffiers, sous le contrôle des parquets d'arrondissement, au bas des extraits qui, conformément au paragraphe 9 de la circulaire du 6 décembre 1859, sont transmis aux préfets par le ministère public, pour l'exécution des condamnations devenues définitives.

Ce renseignement sera reproduit pour ordre sur les livrets des détenus, au bas de la page destinée à l'inventaire des effets et bijoux.

J'adresse des exemplaires de la présente circulaire aux directeurs des établissements pénitentiaires situés dans votre département.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur et par délégation,

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. Jaillant.

Circulaire. — Frais de détention des marins étrangers dans les prisons. — 3e bureau.

16 juillet.

Monsieur le Préfet, les traités internationaux autorisent généralement les consuls à requérir l'incarcération des matelots déserteurs pour un laps de temps *maximum* déterminé, mais il n'existe aucune stipulation réglant le mode de recouvrement des frais de détention.

Après avoir consulté à ce sujet M. le ministre des affaires étrangères, il m'a paru y avoir lieu d'arrêter les dispositions suivantes:

Les frais de détention des prisonniers dont il s'agit seront dorénavant payés à l'entrepreneur des services, par mon administration, de la même manière et dans les mêmes conditions que ceux qui se rapportent aux détenus civils de toutes les catégories. Le remboursement de ces dépenses sera réclamé par le directeur lors de la mise en liberté des matelots, au consul de la nation intéressée, qui en versera le montant au comptable de la prison. Celui-ci en opérera le versement à la trésorerie générale des finances, au titre des produits divers du budget. Il est entendu que les consignations offertes pour cet objet par les consuls seront acceptées et appliquées, jusqu'à concurrence, aux versements à opérer.

Pour me mettre en position de faire rétablir au budget de mon ministère les sommes dépensées, à titre d'avances vous me transmettrez, chaque trimestre, sous le timbre du 5e bureau de la direction pénitentiaire, avec l'ordre de reversement, le récépissé du trésorier-payeur général.

Dans le cas où il se produirait quelques difficultés à l'occasion de l'exécution des instructions qui précèdent, vous auriez à m'en référer.

J'adresse au directeur un exemplaire de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation:

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire.
J. Jaillant.

Circulaire. — Application de l'article 4 de la loi du 5 juin 1875. — 3e bureau.

20 juillet.

Monsieur le Préfet, l'article 4 de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales contient la disposition suivante: « La durée des peines subies « sous le régime de l'emprisonnement individuel sera, de plein droit, réduite d'un « quart. — La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous. « — Elle ne profitera, dans le cas prévu par l'article 3 (condamnés à plus d'un an et « un jour soumis, sur leur demande, à l'emprisonnement individuel), qu'aux « condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, et dans la « proportion du temps qu'ils y auront passé. »

J'ai dû examiner, de concert avec M. le garde des sceaux, la question de savoir si cette disposition était applicable aux condamnés qui avaient subi, sous le régime de l'emprisonnement individuel, tout ou partie de leur peine, antérieurement à la promulgation de la loi précitée.

Mon collègue estime, et je me range entièrement à son avis, que cette question doit être résolue négativement. L'emprisonnement individuel n'a pas eu, jusqu'à la date de la loi, un caractère légal; s'il a été subi, ce n'a été qu'à la demande ou du consentement des condamnés eux-mêmes. D'autre part, s'il est vrai que les lois pénales doivent, lorsqu'elles sont moins rigoureuses que les lois anciennes, être appliquées même à des faits antérieurs à leur promulgation, ce principe ne saurait être invoqué dans l'espèce. La durée de l'emprisonnement subi en cellule n'a pu être calculée jusqu'à la date du 5 juin qu'en tenant compte du nombre de jours effectivement passés en prison par les condamnés. Ce calcul une fois fait ne peut être modifié, par cela seul qu'une loi nouvelle a établi, pour l'avenir, une réduction au profit des condamnés soumis à l'emprisonnement individuel. Il eût fallu, tout au moins, que la loi du 5 juin s'expliquât, à cet égard, d'une manière claire et formelle.

Toutefois, pour entrer dans l'esprit de la loi en suppléant au silence qu'elle a gardé, M. le garde des sceaux serait disposé à proposer une mesure d'indulgence en faveur des individus qui, ayant été condamnés à trois mois au moins d'emprisonnement, et ayant subi en cellule les trois quarts de leur peine, n'ont encouru aucune punition grave dans la prison.

Je vous prie, en conséquence, de m'adresser pour chacune des maisons de correction, départementales ou centrales, situées dans votre département et où il existe des cellules, un état nominatif des détenus actuellement soumis au régime de l'emprisonnement individuel. Cet état devra faire connaître:

La nature du fait qui a motivé la condamnation;

La date du jugement ou de l'arrêt et la juridiction qui l'a prononcé;

La durée de la peine telle qu'elle est fixée par le jugement;

Le jour où le condamné a commencé à subir sa peine;

Celui où il a commencé à être soumis au régime de l'emprisonnement individuel;

Sa conduite avant et depuis son entrée en cellule.

Je désire recevoir cet état dans le plus bref délai. Il est bien entendu qu'on y comprendra seulement les individus auxquels le régime de l'emprisonnement individuel a été appliqué dans les conditions d'isolement qu'exige la loi, c'est-à-dire ceux qui sont restés sans communication d'aucune nature avec d'autres détenus.

C'est sous la réserve formelle de l'accomplissement rigoureux des mêmes conditions que la réduction du quart sera opérée, de plein droit, sur la durée des peines subies depuis la promulgation de la loi du 5 juin. Vous recevrez prochainement des instructions au sujet de la reconnaissance des maisons départementales de correction comme prisons cellulaires. En attendant, vous aurez à me soumettre des propositions spéciales pour la solution des questions que soulèverait, dans votre département, l'exécution de l'article 4 de la loi du 5 juin 1875.

Vu l'urgence, j'adresse aux directeurs des exemplaires de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé L. BUFFET.

Pour copie conforme:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire. — Dispositions arrêtées pour désencombrer les maisons centrales. Transfèrements.

31 juillet.

Monsieur le Préfet, le nombre toujours croissant des condamnés (hommes) et la difficulté de leur placement dans les maisons centrales, toutes encombrées en ce moment, exigent l'adoption de mesures transistoires pour remédier à une situation que pourrait aggraver, à l'époque des chaleurs, l'apparition d'une épidémie.

Afin de concilier les devoirs de l'humanité avec les nécessités de la répression, j'ai jugé utile de soumettre à la signature de M. le Président de la République, un décret portant autorisation :

1° De maintenir provisoirement, pendant trois mois, dans les départements où ils ont été jugés, les condamnés d'un an et un jour à deux ans d'emprisonnement, qui n'auraient pas d'antécédents judiciaires et au sujet desquels l'autorité administrative locale et les parquets émettraient des avis favorables;

2° D'évacuer sur les prisons départementales les condamnés correctionnels détenus dans les maisons centrales, qui n'auraient plus que six mois d'emprisonnement à subir.

Cette dernière mesure n'aura rien d'absolu et s'appliquera seulement aux correctionnels dont le départ ne désorganiserait pas les ateliers et qui, d'ailleurs se seraient bien conduits pendant leur détention.

Dans l'intérêt de la prompte exécution de ces dispositions, j'ai besoin d'avoir sous les yeux, et je vous prie de m'adresser le plus tôt possible l'état nominatif des individus qu'il y aura lieu d'extraire de la maison centrale située dans votre département.

Cet état devra indiquer, indépendamment des noms et prénoms, la date des jugements, celle de l'expiration de la peine et la mention du département sur lequel les détenus à extraire devraient être dirigés.

Vous aurez aussi, Monsieur le Préfet, à m'adresser, avec l'avis favorable des parquets et le vôtre en regard du nom de chaque détenu, la liste des individus condamnés de un an et un jour à deux ans d'emprisonnement, dont le transfèrement devrait être ajourné momentanément, en vertu des dispositions qui précèdent.

J'ai la confiance qu'au mois de novembre prochain, l'envoi des condamnés de cette catégorie à leur destination réglementaire pourra être repris et que l'interruption partielle des transfèrements, pendant trois mois, suffira pour désencombrer les maisons centrales et atteindre le but que mon administration se propose.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de me soumettre, sans retard, les listes dont j'ai besoin pour mettre à exécution les dispositions de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Pour le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

A. Desjardins,

Pour Copie conforme:

L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire.

J. Jaillant.

Circulaire. — Tarifs de cantine. — 2e bureau.

4 août.

Monsieur le Préfet, l'arrêté du 10 mai 1839, afin de mettre un terme à des abus regrettables, avait interdit de vendre à la cantine des maisons centrales d'autres aliments que du pain de ration, des pommes de terre cuites à l'eau, du beurre et du fromage. L'arrêté du 6 septembre 1847 a autorisé, en outre, la vente de rations de bœuf ou de mouton, accommodées avec des légumes, et des fruits, suivant la saison.

Dans beaucoup d'établissements, ces prescriptions ont cessé d'être observées. L'examen des tarifs en vigueur a montré que le nombre des objets admis à la cantine s'élevait à 129, et que l'on y vendait du pain blanc, au lieu de se borner au pain de ration, suivant les dispositions des arrêtés précités.

Il est, par suite, devenu nécessaire de réviser cette partie importante de la réglementation pénitentiaire et de mettre un terme à une tolérance fâcheuse, sans toutefois revenir complétement au système de 1839, ni même à celui de 1847. En effet, depuis cette dernière époque, l'administration a introduit dans le régime ordinaire des maisons centrales beaucoup d'adoucissements qui s'expliquent et se justifient par l'amélioration incontestable de l'alimentation habituelle dans la vie libre, et il semble naturel de se laisser guider par les mêmes considérations dans la réglementation des cantines.

Il n'est pas moins opportun de faire disparaître de l'organisation du service des dépenses accidentelles des anomalies que rien ne motive. Non-seulement certains achats sont autorisés dans quelques maisons et interdits dans d'autres, mais on fait quelquefois payer aux détenus des objets, notamment les numéros de plaques, que l'entreprise, aux termes du cahier des charges, doit fournir à ses frais.

Par suite de ces considérations, j'ai adopté trois cadres, d'après lesquels devront dorénavant être dressés les tarifs de cantine.

Le premier de ces cadres (*Modèle n°* 1) est relatif aux vivres supplémentaires ; la colonne 1 contient une liste d'aliments dans laquelle les directeurs auront à choisir un certain nombre d'articles, en tenant compte des habitudes locales et des ressources de chaque région. Les colonnes 2, 3, 4, 5, 6 sont destinées à recevoir l'indication de la quotité de chaque ration, les demandes de l'entrepreneur, l'avis de l'inspecteur, les propositions du directeur et votre décision.

Aucun aliment ne sera admis à la cantine en dehors de la liste qui figure au modèle 1. Il n'y sera vendu d'autre pain que du pain de ration. L'usage du vin et des boissons fermentées, quelles qu'elles soient, continue à être interdit, de la façon la plus absolue, sauf décision ministérielle spéciale à tel ou tel établissement.

Les modèles 2 et 3 sont relatifs aux dépenses accidentelles des maisons d'hommes et des maisons de femmes. La colonne 1 contient la nomenclature des objets dont la vente est autorisée, la colonne 2 indique la nature de l'unité, les colonnes 3, 4, 5, 6, ont la même destination que dans le modèle n° 1.

Vous aurez à déterminer le prix de chaque objet, conformément aux dispositions de l'article 75 du cahier des charges.

Les tarifs ainsi arrêtés seront déposés aux archives de l'établissement. On en affichera, dans les réfectoires, des copies certifiées conformes par le directeur, et dans lesquelles on aura supprimé les colonnes 3, 4 et 5.

INSTRUCTION. — Application de la loi du 5 juin 1875.

10 août.

Monsieur le préfet, vous trouverez ci-joint (1) le texte de la loi sur le régime des prisons départementales, adoptée, le 5 juin 1875, par l'Assemblée nationale.

Aux termes de cette loi, les inculpés, les prévenus et les accusés devront être, à l'avenir, individuellement séparés pendant le jour et la nuit. Il en sera de même des condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous, et des condamnés à plus d'un an et un jour qui en obtiendraient l'autorisation sur leur demande : les uns et les autres subiront, en ce cas, leur peine dans les maisons de correction départementales.

Les inconvénients du régime de l'emprisonnement en commun sont trop évidents pour que j'aie besoin, après la remarquable discussion qui a eu lieu à ce sujet, d'insister sur les considérations qui commandaient d'y substituer le régime de l'emprisonnement individuel, le seul où il soit possible de trouver, contre le développement incessant de la récidive, les garanties que réclame l'intérêt social. Je veux donc me borner à vous donner ici les instructions nécessaires pour assurer l'exécution de la loi.

L'article 8 dispose que le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué au fur et à mesure de la transformation des prisons.

Ce régime comporte, en effet, certaines conditions essentielles : il ne suffit pas que les détenus soit confinés chacun dans une chambre séparée; il est indispensable que les locaux affectés à leur habitation puissent être chauffés, suffisamment éclairés pour les travaux du soir et la surveillance de nuit; que la ventilation y soit largement assurée, que les cellules soient munies de lieux d'aisances fixes ou mobiles, que les prisonniers puissent prendre de l'exercice dans des préaux individuels, assister, sans relations possibles entre eux, aux cérémonies de leur culte, recevoir les instructions du ministre de leur religion et les leçons de l'instituteur, enfin communiquer avec les personnes autorisées à les visiter.

Tant que ces conditions ne sont pas réalisées, on ne saurait, sans méconnaître les intentions du législateur, imposer l'emprisonnement individuel aux détenus non jugés, ni même y soumettre d'office les condamnés, et par conséquent faire profiter ceux-ci de la réduction d'un quart sur la durée de la peine, mesure qui peut résulter seulement de l'application intégrale du système.

Pour qu'une maison d'arrêt, de justice ou de correction soit reconnue et déclarée *prison cellulaire* par l'administration centrale, vous aurez à me présenter des propositions formelles, accompagnées de l'avis de la commission de surveillance et de celui du directeur de la circonscription. Au vu de ces propositions, je prendrai, s'il y a lieu, un arrêté qui sera notifié au procureur général par les soins de M. le garde des sceaux, afin que les juges sachent, avant de rendre leurs sentences, de quelle manière elles seront exécutées.

La première question qui doit préoccuper l'administration est donc celle de l'installation des bâtiments et du mobilier.

Il existe déjà un certain nombre de prisons cellulaires, mais presque toutes incomplètes et ayant été plus ou moins modifiées dans leurs dispositions intérieures, à raison de l'application qui y était faite du régime de l'emprisonnement en commun : il s'agit de les mettre en état de satisfaire aux exigences du régime de l'emprisonnement individuel. Parmi les prisons mixtes ou communes, quelques-unes

(1) *Voir à sa date.*

pourront, sans doute, être transformées. Pour le plus grand nombre, une reconstruction totale sera indispensable.

La dépense qu'entraînera l'exécution de ces travaux doit, en principe, être supportée par les départements.

Ce n'est pas là une charge nouvelle.

Le décret des 19-22 juillet 1791 avait constitué les maisons de correction; celui des 16-29 septembre de la même année, les maisons d'arrêt, les maisons de justice; celui des 23 septembre-6 octobre, les bagnes, maisons de force, maisons de gêne, maisons de détention. L'organisation de ces divers établissements, désignés sous l'expression générique de *prisons*, avait reçu des décrets des 16–29 septembre 1791 et 31 janvier 1793, l'empreinte des idées décentralisatrices de l'époque, marquée par des dispositions qui en confiaient la gestion aux procureurs généraux syndics, aux directoires de départements et aux municipalités. Le décret du 2 nivôse an II transporta ces attributions aux agents nationaux et administrations de districts, et le Code de l'an IV, promulgué postérieurement à la loi du 10 vendémiaire qui place sous l'autorité du ministre de l'intérieur « les prisons, maisons d'arrêt, de justice « et de correction, » les partagea, dans des conditions de compétence rigoureusement déterminées, entre les commissaires du pouvoir exécutif près les administrations de départements, ces administrations elles-mêmes, les administrations municipales de canton et les officiers municipaux.

Au milieu de ces modifications, qui correspondaient aux transformations incessamment subies par l'organisation administrative de la France, depuis le commencement de la révolution jusqu'à la loi du 28 pluviôse an VIII, le caractère local des prisons préventives ou pénales subsistait toujours.

Cependant, la loi du 11 frimaire an VII comprenait, article 2, parmi les « dépenses « générales » celles de constructions, grosses réparations et frais de premier établissement, et, article 13, parmi les dépenses départementales, celles d'entretien desdites prisons.

Mais un arrêté des consuls, du 25 vendémiaire an X, en énumérant, article 3, les dépenses dont le compte devait être soumis aux conseils généraux, mentionnait comme telles : les traitements des concierges, guichetiers, officiers de santé et autres employés, la nourriture des détenus, l'ameublement, les grosses réparations et toutes autres dépenses se rapportant aux prisons; et la loi du 13 floréal an X disposait formellement (art. 9) que ces dépenses seraient à la charge des départements à compter de l'an XI.

Aussi le décret du 16 juin 1808, qui créait des « maisons centrales de détention « pour la réunion des condamnés par les tribunaux criminels... et des condamnés « par voie de police correctionnelle lorsque la peine à subir n'est pas moindre « d'une année, » mit-il expressément à la charge « des départements pour lesquels « elles devaient être formées » non-seulement « les dépenses annuelles de consom- « mation, d'entretien et d'administration, » mais même « les frais de premier « établissement de ces maisons, dans la proportion de la population respective des « départements, et par une addition au rôle des contributions de chacun d'eux. » Ces dispositions impliquent évidemment, à plus forte raison, le maintien au compte des budgets départementaux, par application de l'article 9 de la loi du 13 floréal an X, des dépenses de toute nature concernant les prisons autres que les maisons centrales de détention, c'est-à-dire celles qui étaient affectées aux inculpés et prévenus (maisons d'arrêt), aux accusés (maisons de justice), et aux condamnés dont la peine n'atteignait pas une année (maisons départementales de correction.

Le système du décret du 16 juin 1808 a été consacré implicitement par la loi du

16 décembre de la même année, qui forme le titre VII du Code d'instruction criminelle et dont font partie les articles 603 et 604, relatifs à la distinction entre les maisons d'arrêt, les maisons de justice et les prisons pour peines. On lit, en effet, dans l'exposé des motifs : « La loi infligeant des peines plus graves les unes que « les autres ne peut pas permettre que l'individu condamné à des peines légères se « trouve enfermé dans le même local que le criminel condamné à des peines plus « graves. » Parlant du décret du 16 juin, l'orateur du gouvernement ajoutait : « Ce décret, en réunissant les départements qui doivent, par arrondissement, con« courir à l'établissement des prisons centrales, en fixant les lieux de quelques-uns « de ces établissements, vous tranquillise, législateurs, sur le succès de la loi « que nous présentons à votre sanction. »

Classification des prisons en maisons d'arrêt, maisons de justice, maisons de correction pour les peines légères, et maisons centrales pour les peines graves, imputation au compte des départements des dépenses de toutes les prisons, tel était l'état légal des choses lorsque intervint la loi de finances du 25 mars 1817. Cette loi ordonnait, sur les centimes additionnels à la contribution foncière et à la contribution personnelle et mobilière, un prélèvement de 14 centimes pour les dépenses départementales, fixes, communes et variables, et en établissait ainsi la répartition :

6 centimes versés au Trésor pour être tenus, en totalité, à la disposition du ministre de l'intérieur et employés, sur ses ordonnances, au payement des dépenses fixes ou communes telles que: traitements des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, abonnements des préfectures et sous-préfectures, *travaux et dépenses des maisons centrales de détention*, bâtiments des cours royales, etc.;

6 centimes versés dans les caisses des receveurs généraux des départements, pour être tenus à la disposition des préfets, et employés sur leurs mandats aux dépenses variables ci-après, lesquelles devaient être établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général et définitivement approuvé par le ministre: loyers des hôtels de préfecture, contributions, acquisitions, entretien et renouvellement du mobilier, *dépenses ordinaires des prisons*....., travaux des bâtiments des pré-préfectures, tribunaux, *prisons*, dépôts, casernes et autres édifices départementaux, etc., indemnités de terrains, acquisitions, etc.;

2 centimes formant le fonds commun.

En outre, les conseils généraux pouvaient, sauf l'approbation du ministre de l'intérieur, établir, jusqu'à concurrence de 5 centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, des impositions facultatives pour les dépenses variables ou autres d'utilité départementale.

Plus tard, les 6 centimes affectés aux dépenses fixes ou communes furent confondus dans les ressources générales du Trésor, et ces dépenses devinrent une charge du budget de l'État, mais les 6 autres centimes et les dépenses variables auxquelles ils étaient affectés, sont restés au compte des budgets départementaux. Cette imputation fut consacrée par la loi du 10 mai 1838, qui rangeait dans la 1re section desdits budgets « les grosses réparations et l'entretien des édifices dépar« tementaux......, les dépenses ordinaires des prisons départementales, les frais « de translation des détenus, des vagabonds et des forçats libérés. » L'article 13 de la loi de finances du 5 mai 1855 a exonéré les départements de ces dernières dépenses, en laissant à leur charge, comme par le passé, avec inscription à la 1re section des budgets, celles qui se rapportent aux grosses réparations et à l'entretien des bâtiments. Les lois des 18 juillet 1866 et 10 août 1871 n'ont en rien

modifié la situation respective des départements et de l'État au point de vue de l'imputation des dépenses.

Ainsi, de l'an XI à 1818, en vertu d'une loi (13 floréal an X), les dépenses quelconques des prisons civiles de toute catégorie ont été supportées par les départements. A partir de 1818, en vertu d'une autre loi (25 mars 1817), l'Etat a pris à sa charge celles qui s'appliquent seulement aux maisons centrales, c'est-à-dire aux établissements affectés aux femmes condamnées aux travaux forcés, et aux individus des deux sexes condamnés à la réclusion ou à un an au moins d'emprisonnement (plus d'un an, d'après l'ordonnance du 6 juin 1830) : les dépenses qui, aux termes de cette dernière loi, continuaient d'incomber aux départements, concernaient, par conséquent, non-seulement les maisons d'arrêt et les maisons de justice, mais encore les établissements affectés à ceux des condamnés à l'emprisonnement qui ne devaient pas subir leur peine dans les maisons centrales. C'est donc par suite d'une erreur qu'au cours de la discussion de la loi du 5 juin 1875, l'incarcération de cette catégorie de détenus dans les prisons départementales a été représentée comme étant le résultat d'usurpations de l'administration.

La loi du 5 juin 1875, loin d'aggraver la situation des départements, est plus favorable à leurs intérêts que la législation antérieure, puisqu'elle admet en principe, dans certain cas, la contribution de l'État à une dépense qui, jusqu'à présent, leur incombait intégralement. La seule obligation nouvelle qui soit imposée aux départements est de ne reconstruire ou approprier leurs prisons qu'en vue de l'application du mode d'emprisonnement institué par la loi ; à tous autres égards, l'indépendance des conseils généraux est entière.

Il est impossible d'admettre qu'une semblable prescription porte, ainsi que quelques personnes en ont exprimé la pensée, atteinte au droit de propriété des départements. Ce droit, en ce qui concerne les édifices affectés à des services publics, est d'une nature toute spéciale. « Les propriétés destinées à des services « publics » disait M. Vivien dans son rapport sur le projet qui est devenu la loi du 10 mai 1838, « sont placées, tant pour les actes de disposition que pour le mode « même de possession, sous la double autorité du département, comme propriétaire, et de l'État, comme gardien des intérêts généraux ; c'est, d'ailleurs, la con- « dition des droits conférés aux départements sur ces propriétés. » On ne doit pas perdre de vue, en effet, que l'origine de la propriété des départements se trouve dans la remise qui leur a été faite, par le décret de 1811, de biens appartenant à l'État et dont ils n'ont été investis qu'à titre onéreux et à la charge que les immeubles ainsi concédés seraient consacrés à des services publics. « Il y a, » comme l'a expliqué l'orateur du gouvernement, dans la discussion de la loi du 5 juin (1), « il y a deux principes engagés : l'un, c'est que les prisons départemen- « tales sont la propriété du département, l'autre, que ce n'est pas une propriété « ordinaire comme le serait une propriété privée, comme le serait une maison par- « ticulière... C'est une propriété grevée d'un service public, d'un service d'État, « et dont le département n'est pas maître de disposer pour un autre usage. Ces deux « principes étant posés, il est parfaitement clair que l'État, qui est en droit d'impo- « ser la charge à la propriété départementale, a également le droit de régler la ma- « nière dont cette charge sera remplie. Voilà tout ce que fait la loi... Il n'y a pas « confiscation ; il y a, au contraire, respect de la propriété qui n'a été donnée au « département que sous certaines conditions. »

Ces explications, Monsieur le Préfet, m'ont paru nécessaires pour vous mettre en

(1) Discours de M. Desjardins, sous-secrétaire d'État de l'intérieur. (Séance du 5 juin 1875.)

position de répondre aux objections que l'application de la loi du 4 juin pourrait soulever au sein des conseils généraux.

Aux termes de l'article 6, les projets, plans et devis pour la reconstruction ou l'appropriation des prisons départementales doivent être soumis à mon approbation.

Il importe, en effet, de réserver au gouvernement la décision souveraine en cette matière, attendu d'une part, que, comme je l'ai établi plus haut, l'installation des bâtiments se lie étroitement au fonctionnement même du système, et, d'autre part, que les finances de l'État peuvent se trouver engagées par l'allocation de subventions aux départements.

On ne saurait laisser les architectes locaux entièremenl livrés à leurs propres inspirations pour la rédaction des projets, sans les exposer à de fâcheux tâtonnements, et il est utile, dès lors, de leur faire connaître à l'avance les vues de l'administration.

Le conseil de l'inspection générale des prisons a été chargé de préparer un programme pour la construction des prisons cellulaires. Mais ses études ne sont pas encore terminées, et le résultat en devra, d'ailleurs, être soumis à l'appréciation du conseil supérieur institué par l'article 9. Je ne suis donc pas en position de vous adresser actuellement ce programme, et cependant, il serait regrettable de différer les premières mesures d'application du nouveau régime jusqu'à la session du mois d'avril 1876, dans les départements où les conseils généraux seraient disposés à voter les crédits nécessaires pour la transformation de leurs prisons.

Je crois devoir, en conséquence, vous remettre, dès à présent, une note que M. Normand, inspecteur général des bâtiments pénitentiaires, a rédigée sur ce sujet. Cette note est établie d'après les données tirées des plans des prisons cellulaires considérées comme les mieux installées, notamment en Belgique et en Hollande; par suite, il y a lieu de penser que, dans ses parties principales, le programme définitif ne s'en écartera pas sensiblement. Les architectes locaux devront en tenir compte, autant que possible, sans s'astreindre toutefois, d'une manière absolue, à en suivre tous les détails, en ce qui concerne les projets de réappropriation des prisons cellulaires existant actuellement, ou ceux de transformation des prisons mixtes ou communes: mais ils s'attacheront à en remplir avec soin les indications dans les constructions nouvelles. Lorsque les projets relatifs à ces constructions me parviendront, le programme définitif aura, sans doute, été déjà arrêté, et il sera facile alors d'apporter aux plans proposés les modifications d'importance secondaire qui seraient jugées convenables.

S'il existe dans votre département une ou plusieurs prisons cellulaires, je vous prie de faire étudier, sans retard, par l'architecte, de concert avec le directeur de la circonscription, les moyens de les utiliser. Les travaux nécessaires à cet effet devant, en général, être peu considérables, l'architecte en dressera, sur-le-champ, le devis définitif, et, pour éviter une perte de temps, vous pourrez, sans m'en référer préalablement, présenter au conseil général, dans sa prochaine session, une demande de crédit. Vous voudrez bien me rendre compte de la suite qu'aura reçue votre proposition. Si elle est accueillie, vous aurez à me transmettre le devis accompagné des plans et autres indications techniques dont la production est recommandée dans la note de l'inspecteur général des bâtiments pénitentiaires, en y joignant l'avis de la commission de surveillance, celui du directeur et le vôtre.

Pour la transformation de prisons mixtes ou communes ou la construction de prisons nouvelles, la rédaction et l'examen de projets complets exigeront de longues études qui se trouveraient sans utilité au cas où, à raison de l'élévation de la dépense qu'entraînent des travaux de cette nature, les ressources nécessaires ne pourraient être mises à votre disposition. Il conviendra donc, avant de passer outre, de

faire établir seulement une évaluation sommaire de la dépense, et d'appeler le conseil général à statuer sur les moyens d'y pourvoir. Vous me communiquerez le résultat de sa délibération.

Si le concours de l'État est réclamé, vous aurez à me transmettre un relevé des dépenses faites depuis 1853 par le département pour l'amélioration des ses prisons, et un exposé de sa situation financière.

C'est seulement lorsque l'allocation de ressources suffisantes aura été résolue en principe qu'il y aura lieu de dresser le projet définitif.

J'aurai à fixer d'abord la contenance de la prison à approprier ou à construire. Afin de me mettre à portée de prendre une décision, le directeur me fera connaître, par votre intermédiaire, le nombre *maximum* des détenus de chaque sexe et de toute catégorie que l'établissement a renfermé depuis dix ans. A ce renseignement sera joint un état présentant, au dernier jour du mois écoulé, la composition de l'effectif, suivant les catégories indiquées au tableau n° 2 de la statistique des maisons d'arrêt, de justice et de correction pour l'année 1873; s'il s'agit de la prison du chef-lieu du département, on mentionnera, en outre, le nombre par sexe des condamnés de plus de trois mois à un an renfermés audit jour dans celles des autres arrondissements. La décision que j'aurai prise au vu de ces renseignements et de ceux qui auront été réunis par mon administration sur les condamnés à plus d'un an, sera communiquée à l'architecte pour servir de base à son travail.

La note de l'inspecteur général des bâtiments pénitentiaires énumère les documents à fournir pour faciliter l'examen des projets et contient, au sujet des dispositions graphiques des plans, toutes les explications nécsesaires. Ces diverses pièces me seront transmises par vous avec l'avis de la commission de surveillance, celui du directeur et le vôtre.

A moins de circonstances particulières, il serait à désirer que les projets pussent être arrêtés préalablement au choix du terrain sur lequel doivent être élevées les constructions: on éviterait ainsi de graves inconvénients qui résultent parfois de l'exiguité ou de la configuration défectueuse des emplacements mis à la disposition des architectes. Quoi qu'il en soit, pour me permettre d'apprécier la convenance du terrain proposé, vous aurez à me faire parvenir un plan parcellaire de l'immeuble et un plan massé de la ville, sur lequel seront indiqués notamment le palais de justice, la gendarmerie, la gare du chemin de fer, la prison projetée, la prison actuelle, la distance entre chacun de ces deux derniers édifices et les trois autres; vous y joindrez l'avis du parquet sur les avantages ou les inconvénients que l'emplacement présenterait pour le service judiciaire, celui du médecin de la prison et du conseil d'hygiène sur la salubrité du site, celui de la commission de surveillance sur les diverses questions que peut soulever la désignation du terrain, enfin l'avis du directeur et vos observations.

Lorsque j'aurai approuvé le choix de l'emplacement et les dispositions du projet, si le montant de la dépense à faire pour l'achat du terrain et les constructions n'excède pas le chiffre total des évaluations sommaires préalables, vous pourrez procéder aux mesures d'exécution, à moins que le conseil général ne se soit réservé de prendre une décision au vu du projet définitif. Dans ce dernier cas, comme dans celui où les évalutions sommaires ayant servi de base au vote des crédits se trouveraient dépassées, vous auriez à soumettre de nouveau l'affaire à l'assemblée départementale.

Les inspecteurs généraux des divers services pénitentiaires et spécialement celui des bâtiments s'assureront que les travaux sont exécutés conformément aux plans

et devis approuvés, et vous-même, Monsieur le Préfet, vous voudrez bien, tous les trois mois, ou plus souvent, s'il est nécessaire, me rendre compte de leur état d'avancement. Aucun changement ne pourra être apporté aux projets sans mon autorisation, et, en outre, s'il en doit résulter une augmentation de dépense, sans l'adhésion du conseil général. Les travaux autres que ceux d'entretien ou de grosses réparations qu'il y aurait lieu d'effectuer ultérieurement, seront soumis aux mêmes règles, et, afin de permettre à mon administration d'exercer son contrôle, un plan détaillé de chaque prison restera déposé à la préfecture, pour celle du chef-lieu du département, à la sous-préfecture, pour les autres.

Le montant de la subvention qui serait accordée par l'État, mandaté par vous sur les crédits mis à votre disposition à cet effet, sera versé au compte du département, dans la caisse du trésorier-payeur général aux époques, et suivant les proportions qui auront été déterminées pour chaque cas particulier; les payements aux entrepreneurs pourront ainsi être imputés inclusivement sur les fonds départementaux, ce qui évitera des lenteurs et des complications d'écritures.

Après la réception des travaux, qui sera opérée en présence de l'inspecteur général des bâtiments pénitentiaires, je statuerai, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, sur la reconnaissance de l'établissement comme prison cellulaire.

Il sera pourvu, aux frais de l'État, à l'ameublement des cellules, lequel devra se composer d'un lit, d'une table et d'un siége, indépendamment de menus ustensiles, tels que gamelle, gobelet, balai, etc., et en outre (dans les prisons où il ne serait pas possible d'établir des tuyaux de descente pour les matières solides ou liquides), de récipients d'un modèle spécial disposés de manière à pouvoir être enlevés des cellules sans que l'on soit obligé d'y pénétrer. Dans certaines localités, l'éloignement des palais de justice nécessitera l'emploi de voitures cellulaires pour le transport des individus à conduire à l'audience ou à en ramener; les mesures à prendre à cet effet, seront réglées par mon administration, de concert avec celle de la justice.

La contenance des prisons nouvelles sera calculée de manière qu'il soit possible de placer en cellule toute les catégories de détenus désignés par la loi, comme devant être soumis, de plein droit ou sur leur demande, à l'emprisonnement individuel. Mais les prisons existant actuellement, qui seraient appropriées au système cellulaire, peuvent se trouver insuffisantes, et il importe de déterminer les mesures à prendre dans ce cas.

Aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 5 juin, l'emprisonnement individuel est la règle pour les inculpés, les prévenus, les accusés et les condamnés à un an et un jour et au-dessous. Quant aux condamnés à plus d'un an et un jour, l'article 3 dispose seulement qu'ils pourront, sur leur demande, être soumis au même régime dans les maisons de correction départemementales. Il est donc conforme à l'esprit de la loi de n'accueillir les demandes de cette catégorie de prisonniers qu'après avoir assuré complétement la détention des autres; et à cet égard, je dois expliquer qu'il ne suffirait pas qu'il se trouvât, à un moment donné, des cellules vacantes, pour que l'on pût les attribuer à des condamnés à plus d'un an et un jour: il est essentiel que l'on ait la certitude qu'elles ne feront pas défaut pour l'incarcération des inculpés, prévenus, accusés ou des condamnés à un an et un jour et au-dessous, qui viendraient ultérieurement à être écroués dans la prison, et à l'égard desquels l'emprisonnement individuel est de droit.

Mais, même parmi ceux-ci, il peut arriver qu'à raison de l'insuffisance des locaux on soit obligé de faire un choix.

On devra, d'abord, réserver aux inculpés, aux prévenus et aux accusés un nombre de cellules suffisant pour recevoir le *maximum* des détenus de ces catégories que,

suivant des probabilités appuyées sur l'expérience, la prison puisse avoir à renfermer. On affectera ensuite celles qui resteront disponibles aux condamnés à un an et un jour et au-dessous, en donnant la préférence aux mineurs de vingt et un ans, puis, parmi les détenus ayant atteint cet âge, à ceux qui sont condamnés pour la première fois. Si l'on a alors la possibilité de placer en cellule des condamnés en récidive, le choix entre ceux-ci sera opéré par vous, sur l'avis du parquet, de la commission de surveillance et du directeur; en cas de dissentiment, je statuerai, mais le condamné sera maintenu, en attendant ma décision, dans la cellule où il aura subi l'emprisonnement préventif.

Jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, on continuera, si les locaux le permettent, de réunir les condamnés à plus de trois mois dans la prison du chef-lieu du département, afin de faciliter l'organisation et le fonctionnement régulier du travail industriel. Mais il doit être entendu que cette centralisation ne s'opérera, de prisons cellulaires dans une prison en commun, qu'autant que les premières seraient encombrées, et que l'on pourra, au contraire, lorsqu'il sera constant que la contenance de la prison cellulaire d'un arrondissement dépasse les besoins du service local, y conduire des condamnés d'un autre arrondissement; comme, en ce cas, il s'agit d'un déplacement, les individus ayant les peines les plus longues à subir seront les premiers transférés. Ces mouvements exceptionnels n'auront lieu qu'avec mon autorisation et sur les avis du parquet, de la commission de surveillance et du directeur.

Sauf les exceptions que j'aurais spécialement autorisées, c'est seulement après qu'il aura été pourvu à l'emprisonnement individuel de tous les détenus des catégories désignées aux articles 1 et 2, appartenant à un arrondissement, que, s'il reste des cellules disponibles dans la prison, réserve faite de celles qui seraient nécessaires pour une augmentation normale de population, elles pourront être affectées à des condamnés à plus d'un an et un jour jugés dans ledit arrondissement.

Si le condamné qui réclame le bénéfice de l'article 3 est encore détenu dans la maison d'arrêt, sa demande sera transmise par le gardien-chef, avec l'extrait de jugement, la notice individuelle du postulant et une note sur sa conduite, au directeur, qui vous fera parvenir ces pièces accompagnées de son avis; vous prendrez, en outre, celui du parquet et de la commission de surveillance, et me soumettrez le tout en y joignant vos observations.

Si le condamné se trouve dans une maison centrale située dans le même département que la prison où devrait être subi l'emprisonnement individuel, le directeur recevra la demande et vous l'adressera avec les renseignements indiqués ci-dessus; vous procéderez ensuite comme il vient d'être dit. Lorsque la maison centrale sera située dans un autre département, le directeur de cet établisement me fera parvenir le dossier, et je vous le transmettrai pour que la demande soit soumise à l'examen du directeur de la circonscription, à celui du parquet ainsi que de la commission de surveillance, et à votre appréciation.

Mes décisions autorisant des condamnés à plus d'un an et un jour d'emprisonnement à subir leur peine en cellule devront être notifiées au procureur de la République.

Le deuxième paragraphe de l'article 3 accorde à l'administration la faculté, sur avis de la commission de surveillance, de faire cesser l'emprisonnement individuel, à l'égard des condamnés à plus d'un an et un jour, et il a été expliqué, dans discussion de la loi, que les condamnés à un an et un jour et au-dessous pourraient être l'objet de la même mesure.

On ne saurait admettre qu'il dépende du caprice des condamnés de se soustraire à

l'application d'un régime à l'adoption duquel l'Assemblée, comme le gouvernement, ne s'est pas décidée sans de puissants motifs. Le but de la loi serait manqué et les sacrifices que vont s'imposer l'État et les départements demeuraient infructueux, s'il suffisait qu'un condamné présentât des symptômes d'abattement ou d'exaltation, ou ressentit quelque malaise physique, pour obtenir sa sortie de cellule. Les visites plus fréquentes des personnes ayant autorité ou surveillance dans la prison, de sages exhortations, les communications rendues plus faciles avec la famille, les soins du médecin, l'aideront le plus souvent à traverser cette crise; et si la souffrance qu'il aura éprouvée produit sur son moral une impression durable, si elle lui inspire des résolutions salutaires, un semblable résultat est trop conforme à l'intérêt de la société et à l'intérêt du condamné lui-même, pour que l'on puisse se laisser arrêter par un sentiment de commisération mal entendu.

Ce n'est donc qu'avec une extrême réserve et dans des circonstances vraiment exceptionnelles que l'on devra rendre les condamnés à la vie en commun.

Cette mesure pourra être prescrite, soit d'office, soit sur la demande du détenu.

Dans le premier cas, si l'initiative émane du directeur, soit de son propre mouvement, soit d'après les indications du gardien-chef, du médecin, de l'aumônier, la proposition de ce fonctionnaire sera renvoyée par vous à l'examen de la commission de surveillance; si elle émane de la commission, le vœu qu'émettra celle-ci devra être communiqué au directeur, qui consultera le gardien-chef, le médecin et l'aumônier; le condamné sera mis en demeure de déclarer s'il entend réclamer le bénéfice de la disposition finale de l'article 3.

Dans le second cas, la demande sera soumise d'abord à la commission, puis au directeur, lequel procédera ainsi qu'il vient d'être dit.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le parquet sera appelé à faire connaître son opinion.

Le dossier que vous aurez à me soumettre avec vos observations comprendra donc: l'avis du directeur, accompagné des renseignements fournis par le gardien-chef, le médecin et l'aumônier; — l'avis de la commission de surveillance; — celui du parquet; — la demande ou la déclaration du condamné. Vous y joindrez l'extrait de jugement et la notice individuelle. En statuant sur vos propositions, je déterminerai la destination à assigner aux individus dont j'aurais autorisé la sortie de cellule. Ma décision sera notifiée au procureur de la République.

Ces formalités ne s'appliqueront pas, j'ai à peine besoin de le dire, aux détenus qui donneraient des signes non équivoques d'aliénation mentale et qui ne pourraient, sans danger, être maintenus dans la prison. Vous vous conformerez, en ce qui les concerne, aux prescriptions des circulaires des 7 décembre 1844, 20 février 1867 et 20 mars 1869.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux malades qu'il y aurait impossibilité de traiter dans la prison même, et qui devraient, pour ce motif, être envoyés momentanément à l'hôpital de la localité. Mais je ne saurais insister trop vivement pour qu'on n'ait recours à cette dernière mesure qu'en cas de nécessité absolue: le service médical sera, d'ailleurs, organisé en conséquence.

L'exécution de l'article 4 pouvant donner lieu à certaines difficultés, quelques explications me paraissent nécessaires.

Cet article porte :

« La durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement individuel sera, « de plein droit, réduite d'un quart.

« La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous.

« Elle ne profitera, dans le cas prévu par l'article 3, qu'aux condamnés ayant

« passé trois mois consécutifs dans l'isolement, et dans la proportion du temps « qu'ils y auront passé. »

J'ai cru devoir consulter à cet égard M. le garde des sceaux, et, d'accord avec mon collègue, j'ai adopté les règles suivantes:

Lorsque la durée de la peine prononcée comprendra un nombre de mois divisible par 4, on en retranchera simplement le quart, en comptant les mois de quantième à quantième selon le calendrier grégorien, sans avoir égard aux nombres différents de jours qu'ils pourront contenir.

Lorsque la division par 4 laissera un reste composé d'un nombre entier de mois, lequel ne pourra évidemment être que de 1, 2 ou 3, et devra subir, dès lors, une réduction de 1/4, 1/2, 3/4 de mois, on comptera le mois pour 30 jours, en faisant profiter le condamné de la fraction de jour donnée par le calcul, pour un quart ou trois quarts de mois: un quart de mois sera ainsi de 8 jours (au lieu de 7 1/2), un demi-mois de 15 jours, trois quarts de mois de 23 jours (au lieu de 22 1/2).

Après avoir ainsi procédé, s'il reste un nombre de jours inférieur à 30, et c'est le cas qui se présentera pour les condamnés à un an et un jour, et pour la plupart de ceux qui auraient subi une partie de leur peine sous le régime de l'emprisonnement en commun, la réduction sera calculée, conformément aux mêmes principes: toute fraction de jour comptera pour le condamné comme un jour entier, et le condamné à un an et un jour subira neuf mois, de même que le condamné à un an seulement.

A l'égard des individus qui n'auraient accompli sous le régime de l'emprisonnement individuel qu'une partie de leur peine, le jour de leur entrée en cellule et celui de leur sortie, quelle que soit l'heure à laquelle elles aient lieu, seront compris en entier dans le laps de temps passé sous ledit régime.

Si un condamné est rendu à la vie commune avant d'avoir achevé sa peine, pour déterminer l'époque de sa délibération, on prendra, selon les règles tracées ci-dessus, le tiers du nombre de mois et de jours durant lequel il aura été détenu en cellule, on l'ajoutera à ce nombre et on retranchera le total de la durée de la condamnation telle qu'elle résulte du jugement: la différence représentera la durée de l'emprisonnement à subir en commun (1).

Les conditions d'organisation du travail et le régime intérieur des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel doivent, aux termes de l'article 5 de la loi, être fixés par un règlement d'administration publique; les détails du service seront ensuite l'objet d'arrêtés ministériels.

Je ne suis pas encore en mesure de vous transmettre ces documents, au sujet desquels je désire prendre l'avis du Conseil supérieur des prisons. Il paraît, d'ailleurs, y avoir intérêt à en différer la rédaction, de manière qu'il soit possible d'y insérer les dispositions dont une expérience de quelque durée aurait permis de constater l'utilité.

On appliquera, en attendant, l'arrêté du 13 août 1843, portant règlement spécial pour les prisons départementales soumises au régime de l'emprisonnement individuel et dont un exemplaire est annexé à la présente circulaire. J'en enverrai aux

(1) Les peines de plus de trois mois subies en cellule étant, de plein droit réduites d'*un quart*, leur durée effective se trouve n'être que des *trois quarts* du laps de temps fixé par le jugement; il est clair, dès lors, que le *tiers* de la durée réduite est égal au *quart* de la durée primitive. Ainsi, un individu condamné à deux ans et obtenant de sortir de cellule après une année sera considéré comme ayant subi 16 mois (12 mois, plus le tiers de ces 12 mois, ou 4 mois) et aura par conséquent encore 8 mois à rester détenu sous le régime de l'emprisonnement en commun.

directeurs des circonscriptions dans lesquelles existent des prisons cellulaires un nombre suffisant pour qu'il en soit remis aux gardiens-chefs. Je ferai parvenir aussi à ces fonctionnaires les extraits des règlements, imprimés en placard, qui doivent être affichés dans les cellules, de même que les règles particulières à chaque prison, conformément aux articles 5 et 30 de l'arrêté.

Lorsque le règlement du 30 octobre 1841 et celui du 13 août 1843 ont été promulgués, le service des maisons d'arrêt, de justice et de correction n'était point entre les mains de l'État, et l'administration n'avait pas pour la représenter un fonctionnaire spécial responsable et ayant autorité sur les employés ou agents des diverses prisons d'un ou de plusieurs départements groupés en circonscription pénitentiaire. La loi du 5 mai 1855, le décret du 12 août 1856, l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, du 31 mai 1871, ainsi que les arrêtés ministériels et les instructions qui s'y rattachent, ont profondément modifié cet état de choses: la loi du 5 juin 1875 n'implique, à ce point de vue, aucun changement à la réglementation actuellement en vigueur.

Le directeur conserve donc toutes ses attributions, et jamais son concours n'aura été plus nécessaire que dans un moment où il s'agit de l'application de mesures qui exigent une grande connaissance du service pénitentiaire, l'influence d'une autorité hiérarchiquement constituée sur le personnel, et l'exécution rapide et ponctuelle des ordres de l'administration centrale. J'aurai même à examiner, sur votre proposition, Monsieur le Préfet, s'il ne conviendrait pas, au moins pendant la période d'organisation, de placer à la tête des prisons cellulaires les plus importantes un fonctionnaire présentant, sous le rapport de l'intelligence et de l'instruction, des garanties qu'on ne saurait attendre d'un simple gardien-chef.

Quoi qu'il en soit, il y aura lieu de modifier dans l'application quelques-unes des dispositions du règlement de 1843, qui ne se trouvent pas en harmonie avec le régime créé par la loi de 1855 et les décrets ou arrêtés qui ont centralisé le service des prisons: ce sont celles qui sont imprimées en italique dans l'exemplaire ci-joint.

Quant aux commissions de surveillance, le rôle qui leur appartient est ains défini dans une circulaire du 27 juin 1871: « Pour être efficace, leur mission doit « se borner au contrôle des services, à l'étude des améliorations qui pourraient y « être introduites. Les membres des commissions de surveillance n'ayant point de « responsabilité, ne sauraient faire acte d'autorité dans les prisons, où il importe, « d'ailleurs, de maintenir l'unité de commandement. C'est à vous, Monsieur le « Préfet, qu'ils doivent signaler les abus à faire cesser, les progrès à accomplir, et « vous pouvez être certain que j'examinerai avec intérêt les propositions que vous « me soumettrez à la suite de ces utiles communications. » Tels sont les principes qui me paraissent devoir régir les rapports entre l'administration et les commissions de surveillance. Les attributions consultatives de ces assemblées, développées encore par celles que leur confère la présente circulaire, sont assez étendues pour répondre à l'activité de leurs membres: les visites fréquentes qu'ils voudront bien, je n'en doute pas, faire dans les cellules, les soins qu'ils donneront à la réforme morale des prisonniers, l'assistance qu'ils prêteront aux libérés, fourniront, en outre, à leur charité ample matière à s'exercer.

Pour les quartiers affectés aux femmes et aux jeunes filles, il serait à désirer que l'on pût former des comités de dames disposées à porter dans les prisons des paroles de consolation et des conseils qui ne pourraient manquer de produire un grand bien. Au reste, je me propose de vous adresser sur ce point des instructions plus développées lorsque le moment sera venu d'organiser les institutions de patro-

nage qui sont le complément indispensable du régime de l'emprisonnement individuel.

Nous devons aussi, Monsieur le Préfet, compter sur la collaboration dévouée des aumôniers. Il ne faut pas qu'un jour se passe sans que plusieurs détenus reçoivent séparément leurs exhortations, de manière que tous puissent en profiter successivement, au moins une ou deux fois par semaine, indépendamment des instructions collectives qui doivent être adressées à la population le dimanche, les jours de fêtes, et plus souvent s'il est possible. Mais si les exigences de l'emprisonnement individuel rendent plus laborieuse la mission des ministres du culte, l'isolement des détenus la rendra certainement plus féconde. Vous me trouverez, d'ailleurs, disposé à examiner avec intérêt les propositions qui seraient faites en vue d'assurer aux aumôniers une rémunération convenable, et j'ai l'espoir que les représentants du pays ne refuseront pas au gouvernement les ressources nécessaires.

L'enseignement primaire est appelé à prendre une place importante dans le nouveau système pénitentiaire. Vous aurez à étudier, de concert avec le directeur et en prenant l'avis de la commission, les moyens de l'organiser. En attendant, on devra s'efforcer de développer le goût de la lecture chez les détenus possédant quelque instruction, faire des lectures à haute voix si la disposition des lieux le permet. Dans le cas où les bibliothèques actuelles seraient insuffisantes, vous voudriez bien m'en informer.

L'organisation du travail dans les cellules rencontrera des obstacles dont je ne méconnais pas la gravité, mais qu'il n'est pas impossible de surmonter. Tous les efforts du directeur devront tendre vers ce but. Votre appui, Monsieur le Préfet, ne lui manquera pas, et les membres des commissions de surveillance tiendront, j'en suis convaincu, à venir en aide à l'administration pour obtenir un résultat aussi important; les relations dont ils disposent et la connaissance qu'ils ont des besoins et des ressources de la localité seront, à ce point de vue, d'une utilité réelle.

D'un autre côté, les entrepreneurs des services économiques et des travaux industriels, qui profitent d'une portion du produit de la main-d'œuvre des détenus, ont tout intérêt à ce que ceux-ci ne restent point inoccupés. L'article 50 des cahiers des charges des adjudications auxquelles il a été procédé en 1874 et 1875 contient, d'ailleurs, une stipulation portant que « dans les prisons qui sont ou seraient con« struites ou appropriées suivant le système de l'emprisonnement individuel, les « prévenus et les accusés ne devront, dans aucun cas, être occupés hors de leurs « cellules, » et que « l'administration pourra exiger qu'il en soit de même à l'égard « des condamnés. » L'exécution de ces obligations devra être rigoureusement exigée, sous la sanction des clauses pénales formulées dans lesdits cahiers des charges. Le même article autorise, en outre, l'administration à occuper les condamnés, dans le cas où l'entrepreneur n'y pourvoirait point lui-même: on ne devra pas hésiter à user de ce droit et on aura soin, en tout cas, de donner aux détenus des facilités pour continuer l'exercice de leur profession, s'il peut se concilier avec les nécessités de l'ordre et de la sûreté de la prison.

J'appelle enfin d'une manière spéciale votre attention sur le personnel de surveillance. Depuis quelques années, il a été presque entièrement renouvelé et, en général, l'administration est satisfaite de ses choix, notamment en ce qui concerne les gardiens-chefs. L'application du régime de l'emprisonnement individuel exige, de la part de ces agents, des qualités toutes particulières, une conduite irréprochable, de l'intelligence, une certaine instruction, de l'activité, une fermeté qui n'exclut pas la douceur; tout en conservant l'esprit d'initiative et de décision si souvent nécessaire dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent, à moins qu'il

n'y ait réellement urgence, demander les ordres ou les instructions du directeur, à qui ils sont tenus, dans tous les cas, de rendre exactement compte des moindres détails de leur service. Les gardiens ordinaires, probes, exacts, vigilants, soumis, n'auront pas seulement à s'occuper de la surveillance, il sera indispensable qu'ils prêtent leur concours à la distribution et à la conduite du travail industriel, ainsi qu'à l'enseignement professionnel des détenus. Si le personnel des prisons cellulaires de votre département manquait des aptitudes nécessaires, vous voudriez bien m'en informer : j'aviserais alors aux moyens de le composer de sujets plus capables.

Peut-être, dans certains établissements, le nombre des gardiens sera-t-il insuffisant. Le directeur aura à vous faire connaître, à ce sujet, son avis, que vous me transmettrez avec vos observations.

Ce que je viens de dire des gardiens s'applique aux surveillantes des quartiers de femmes et de jeunes filles. J'examinerai, sur votre proposition, s'il ne conviendrait pas de préposer des religieuses à ce service, dans celles des prisons de quelque importance où il se trouve encore confié à la femme du gardien-chef.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les instructions qu'il m'a paru utile de donner quant à présent. Les envois successifs du programme définitif pour la construction des prisons, du règlement d'administration publique, ainsi que des arrêtés ministériels qui devront l'accompagner, me fourniront l'occasion de préciser ou de compléter certaines indications, et d'apporter, à des prescriptions formulées à titre provisoire, les modifications dont l'expérience aurait fait ressortir la nécessité. J'attache le plus grand prix aux observations que les commissions de surveillance, le directeur et vous-même voudrez bien m'adresser à cet égard.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous envoie des exemplaires à remettre à MM. les sous-préfets, aux commissions de surveillance, aux maires des villes où existent des maisons d'arrêt, de justice ou de correction et à l'architecte départemental. J'en transmets également au directeur de la circonscription, lequel en fera parvenir un à chacun des gardiens-chefs.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

L. BUFFET.

Règlement spécial pour les prisons départementales soumises au régime de l'emprisonnement individuel.

(Exécution de l'article 126 du règlement général.)

Article premier. — Le règlement général du 30 octobre 1841, pour les prisons départementales soumises au régime de l'emprisonnement en commun, est applicable aux prisons départementales construites suivant le système de l'emprisonnement individuel, sous la réserve des modifications et des règles spéciales suivantes :

Art. 2. — Toute communication est interdite aux prisonniers entre eux, pendant toute la durée de leur emprisonnement, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, sauf les exceptions autorisées par l'article 19 ci-après.

En conséquence, le gardien-chef veillera à ce que les prisonniers ne puissent se voir ni se parler, soit de cellule à cellule, soit à l'occasion de la circulation dans l'intérieur de la prison.

Art. 3. — Lorsque plusieurs prisonniers seront amenés en même temps à la prison, tout rapport devra immédiatement cesser entre eux; à cet effet, et jusqu'à ce qu'ils aient pu être placés dans les cellules, ils seront déposés isolément dans les cellules d'attente, ou, à défaut de ces cellules, gardés à vue.

Dans ces deux cas, les femmes seront complétement séparées des hommes.

Art. 4. — En cas d'insuffisance du nombre des cellules, pour que chaque détenu puisse en occuper une séparément, le préfet ou le sous-préfet, suivant la localité, désignera ceux qui pourront être réunis *deux par deux* ou en plus grand nombre, soit dans une même cellule, soit dans le local commun qui aura pu être disposé pour ce cas; le tout sans préjudice des ordres qui auront pu être donnés par le juge, en conformité de l'article 613 du Code d'instruction criminelle.

Art. 5. — Chaque détenu, à son arrivée, sera averti du régime de l'emprisonnement individuel auquel il sera soumis et des principaux devoirs qui en découleront pour lui.

En outre, les règles de la prison, en ce qui concerne les détenus, seront affichées dans chaque cellule, et il en sera fait lecture à haute voix chaque dimanche à toute la population.

Art. 6. — Lors de l'installation de chaque prisonnier dans sa cellule, on lui fera reconnaître que tout y est en état et selon les indications du bulletin affiché dans la cellule.

Art. 7. — Chaque jour, et sans préjudice des visites plus fréquentes que le gardien-chef jugera utile de faire ou de prescrire pour motif de sûreté, il sera fait une visite exacte de l'intérieur de chaque cellule et de son mobilier. Les dégradations qui y seront remarquées seront constatées, et il en sera rendu compte *au maire.*

Sont considérées comme dégradation les dessins, écrits, barbouillages, malpropretés, et généralement tout ce qui est susceptible de laisser une trace sur les parois ou sur le mobilier de la cellule.

Art. 8. — Les auteurs des dégâts, qu'ils les aient commis par accident ou volontairement, en devront la réparation, sans préjudice de la punition que, dans ce dernier cas, ils auront encourue.

S'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour en acquitter le montant, l'administration pourra s'en rembourser au moyen de la retenue des vivres autres que le pain. Le préfet ou le sous-préfet statuera à cet égard.

Art. 9. — Les simples gardiens et même le gardien-chef seront responsables des dégâts qu'ils n'auront pas signalés sur-le-champ, les premiers au gardien-chef, et celui-ci *au maire ou au membre de la commission de surveillance de service à la prison.*

Art. 10. — Les détenus peuvent être fouillés, non-seulement à leur arrivée, mais aussi souvent que le gardien-chef le juge nécessaire.

Celui-ci fera connaître *au maire* les objets qui auront été saisis.

Art. 11. — Les simples gardiens ne pourront regarder pendant le jour dans les cellules des prévenus et des accusés. Toutefois, le gardien-chef peut prescrire cette mesure de précaution quand il le juge nécessaire dans un intérêt d'ordre et de sûreté. Il en rend compte immédiatement *au maire et au membre de la commission de service.*

Art. 12. — A moins d'ordre exprès, les simples gardiens ne peuvent entrer dans les cellules occupées que pour des services réguliers et aux heures fixées à l'avance pour ces services.

Conformément à l'article 28 du règlement général du 30 octobre 1841, ils ne

peuvent entrer dans les cellules des femmes sans être accompagnés d'une surveillante.

Il est rendu compte *au maire* de ces visites, qui ne peuvent avoir lieu que pour des cas extraordinaires.

Art. 13. — Il est expressément défendu aux détenus, à moins d'urgence ou d'absolue nécessité, d'user, en dehors des heures déterminées par le règlement particulier, du moyen mis à leur disposition pour appeler les gardiens.

Art. 14. — Les prévenus et les accusés peuvent se livrer, dans leurs cellules, à toutes les occupations compatibles avec l'ordre, la sûreté et la salubrité de la prison.

Il en est de même des condamnés, jusqu'à ce ce que l'administration ait pu leur procurer un travail manuel.

L'arrêté du préfet *qui déterminera le mode d'organisation et de comptabilité du travail individuel* déterminera également les rapports qui pourront avoir lieu, à ce sujet, entre les maîtres ou les contre-maîtres du dehors, et les prisonniers dans leurs cellules.

En tout cas, tout travail est interdit le dimanche et les jours de fêtes religieuses reconnues.

Art. 15. — Les détenus, autres que les condamnés, à qui l'usage du tabac n'est pas interdit, ne peuvent fumer que sur les préaux, quand ils sont admis à s'y promener.

Art. 16. — L'usage du tabac, sous toutes ses formes, est absolument interdit aux jeunes détenus, lors même qu'ils ne sont que prévenus ou accusés.

Art. 17. — Le plus grand calme doit régner constamment dans toutes les parties de la maison. Aucun bruit autre que celui des métiers autorisés ne doit s'y faire entendre.

En conséquence, aucune parole ne peut être prononcée, par qui que ce soit, qu'à demi-voix, dans l'intérieur de la prison.

Art. 18. — Les avertissements généraux, pour les différents services et exercices intérieurs, sont donnés à haute voix.

Art. 19. — Les détenus qui sont parents ou alliés entre eux, et ceux qui seront compris dans la même instruction, pourront obtenir la permission de communiquer ensemble, si, en ce qui concerne les prévenus et les accusés, il n'y a point d'ordres contraires du juge d'instruction ou du président des assises.

Cette permission sera accordée par le préfet ou par le sous-préfet, qui déterminera en quel lieu de la maison et à quels jours et heures ces communications pourront avoir lieu, et combien de temps elles pourront durer.

Art. 20. — Sauf le cas d'autorisation spéciale accordée par le préfet ou par le sous-préfet, les personnes étrangères à l'établissement, admises à visiter des prisonniers, ne pourront communiquer avec eux qu'au parloir cellulaire, ou au greffe, s'il n'y a point de parloir cellulaire.

Le règlement particulier déterminera, pour chaque catégorie de prisonniers, les jours et heures auxquels pourront avoir lieu ces visites, et le temps qu'elles pourront durer.

Art. 21. — Lorsque, à défaut de parloir cellulaire, les communications auront lieu au greffe, les détenus ne pourront y être introduits plusieurs en même temps, à moins qu'ils ne soient autorisés à communiquer ensemble, conformément à l'article 19 ci-dessus.

Dans tous les cas, un gardien sera présent.

Art. 22. — Les permissions de visiter les détenus dans leurs cellules ne pourront

être accordées qu'à leurs femmes, maris, ascendants et descendants, frères, sœurs, tuteurs ou conseils.

Ces permissions détermineront la durée que pourra avoir chaque visite.

Art. 23. — Le gardien-chef, sous sa responsabilité et pour des motifs graves dont il rendra immédiatement compte au préfet ou au sous-préfet, pourra refuser l'entrée des cellules aux personnes munies de permissions pour y visiter des prisonniers.

Art. 24. — Les condamnés ne pourront, sans une autorisation spéciale du préfet ou du sous-préfet, recevoir d'autres visites, même au parloir ou au greffe, que celles des personnes désignées en l'article 106 du règlement général du 30 octobre 1841.

Art. 25. — Le gardien-chef aura le droit de fouiller ou faire fouiller tout visiteur qui sera autorisé à pénétrer dans l'intérieur de la prison, à la charge de rendre compte à l'autorité qui aura délivré la permission de l'usage qu'il aura fait de ce droit et des motifs qui l'y auront déterminé. Ne seront exemptés de cette formalité que ceux dont la permission de visite porterait cette exception.

Art. 26. — Les aumôniers et les personnes autres que les simples gardiens, ayant autorité ou surveillance dans la prison pénétreront, quand bon leur semblera, dans les cellules des prisonniers des diverses catégories, soit seuls, soit accompagnés d'un gardien ou d'une surveillante, suivant qu'ils le jugeront à propos.

Art. 27. — Lorsque le gardien-chef croira devoir retenir une lettre écrite à un détenu ou par un détenu, il devra la remettre au *maire ou au membre de la commission du service.*

Art. 28. — Les punitions sont prononcées par le maire.

Toutefois, en cas de persistance d'un détenu dans une infraction de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sûreté de la prison, le gardien-chef peut, en attendant la décision du maire, faire placer ce détenu dans une cellule de punition, sans préjudice de mesures plus répressives en cas de fureur ou de violence.

Art. 29. — *Dans les prisons où l'enseignement primaire sera introduit, un arrêté du préfet déterminera le mode à suivre pour que cet enseignement puisse être donné par l'instituteur aux détenus, sans que ceux-ci sortent de leurs cellules.*

En outre des prescriptons contenues dans le présent règlement spécial et de celles du règlement général du 30 octobre 1841, qui sont applicables au régime de l'emprisonnement individuel, un règlement particulier déterminera, pour chaque prison départementale soumise à ce régime, toutes les autres mesures d'ordre, de discipline, de propreté, de salubrité, ainsi que toutes les mesures de police et de détail qui pourront y recevoir leur application, et qui devront toutes être combinées de telle sorte que, en tout cas et toujours, le principe de la séparation continue des détenus entre eux soit invariablement observé et maintenu.

En conséquence, le règlement particulier déterminera, notamment :

Les heures du lever et du coucher des détenus, les heures de leurs repas, ainsi que le mode de distribution individuelle des vivres, les heures des offices et autres exercices religieux, ainsi que la manière dont les détenus y assisteront sans se voir ni sortir de leurs cellules;

Les heures et la durée des promenades individuelles, ainsi que l'ordre dans lequel elles auront lieu;

Les soins de propreté individuelle et autres auxquels chaque prisonnier sera astreint dans sa cellule.

Ce règlement, proposé et arrêté ainsi qu'il est dit en l'article 128 du règlement général, sera, avant son exécution, soumis à notre approbation.

Paris, le 13 août 1843.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Intérieur,

T. DUCHATEL.

Annexe à la circulaire du 10 août.

Choix du terrain.

Autant que possible, les prisons devraient toujours être construites sur des terrains éloignés du centre des villes, dans l'intérêt de l'hygiène. C'est le mode adopté en Belgique, en Hollande, etc., etc.

Si la prison ne peut être établie dans ces conditions, il est au moins de rigueur que les constructions avoisinantes ne puissent jamais avoir de vues plongeantes sur l'intérieur de la détention.

Dans tous les cas, il est indispensable :

1° D'assurer aux établissements projetés la surface nécessaire pour que toutes les dispositions utiles au service puissent être obtenues ;

2° D'assurer la ventilation des cours extérieures et intérieures ;

3° De disposer, autant que possible, au midi la façade des corps de bâtiments occupés par les détenus ;

4° De pourvoir la prison d'un approvisionnement d'eau abondant et de bonne qualité.

En Belgique, les projets d'une prison dressés conformément à un programme arrêté d'avance en vue d'un effectif déterminé indiquent d'abord les dispositions générales et la surface du terrain nécessaire pour la construction. L'administration recherche ensuite un emplacement propice.

Cette manière de procéder est de tout point préférable à celle qui consiste à acquérir le terrain avant qu'on ait procédé aux études architectoniques.

Dispositions générales.

Pour les grandes prisons, le système général des bâtiments peut être rayonnant à plusieurs bras ; dans celles d'une importance moindre les bâtiments peuvent se couper à angle droit. Cette dernière disposition permet d'éviter les angles aigus aux points d'intersection, où les locaux sont toujours peu aérés et ventilés.

En ce qui concerne les grandes prisons pour peines destinées à des condamnés d'un même sexe, on peut adopter le parti de plusieurs ailes uniformes convergeant à un point central de surveillance.

Pour les maisons d'arrêt, de justice et de correction, d'une certaine importance, il est indispensable que la prison ait trois divisions principales, destinées :

1° Aux hommes inculpés, prévenus et accusés ;

2° Aux condamnés ;

3° Aux femmes.

Interdiction de superposer les cellules d'hommes et de femmes.

Les cellules des hommes et celles des femmes ne doivent jamais être superposées ; cette disposition présente des inconvénients de diverses natures ; il y a lieu de les séparer de la manière la plus complète.

Système rayonnant des bâtiments.

Chaque aile, ou corps de bâtiment rayonnant disposé en cellules, peut, à la rigueur, se composer d'un rez-de-chaussée et de deux étages au plus. On ne doit pas avoir plus de 35 cellules sur la longueur d'un couloir ; c'est le maximum qu'un gardien puisse surveiller.

L'aile d'une prison se compose: d'un couloir, montant de fond dans toute la hauteur du bâtiment, et de cellules disposées soit des deux côtés, soit d'un côté seulement du couloir, suivant les nécessités et l'importance de l'édifice.

La disposition des cellules sur un seul côté du couloir peut permettre l'agrandissement ultérieur d'une prison neuve. Les architectes ont à prévoir, dans l'étude de leurs projets, la nécessité d'augmenter les bâtiments en vue d'un effectif plus élevé.

Couloir central de chaque aile.

Le couloir central, entre les deux rangs de cellules, ne doit pas avoir moins de 5 mètres de largeur. Il peut être éclairé, soit par le haut, soit sur le côté, s'il n'y a qu'un seul rang de cellules, et dans tous les cas, à ses extrémités. Quelles que soient d'ailleurs les dispositions adoptées, les architectes doivent avoir pour préoccupation principale la diffusion de l'air et de la lumière dans toutes les parties de la prison, ainsi qu'une ventilation large et facile.

Salle centrale à l'intersection des bâtiments.

Au point d'intersection des bâtiments, les grandes fenêtres sont nécessaires, surtout dans le système rayonnant. Elles doivent toujours pouvoir s'ouvrir facilement, sinon en totalité, au moins dans l'une de leurs parties, afin d'assurer la ventilation des cellules disposées sur un même couloir.

Le système des fenêtres anglaises glissant dans des rainures verticales au moyen de contre-poids pourrait être utilisé: il permet, en effet, d'ouvrir facilement les parties d'un accès difficile et de donner à la baie une large section.

Logement des agents de surveillance.

Il est nécessaire de réserver, à l'entrée de chaque aile, des chambres pour les gardiens, avec de grandes fenêtres dont les barreaux font saillie au dehors pour faciliter la surveillance de l'extérieur des bâtiments.

Postes d'eau. Monte-charge.

Chaque aile, dans toute prison, quelle que soit son importance, doit avoir un ou plusieurs postes d'eau à chaque étage, et, de plus, un monte-charge pour le service des vivres et celui des industries exploitées.

Services généraux.

Les dépendances de la prison ou services généraux doivent se composer:

D'un logement pour le gardien-chef, et, si la prison le comporte, d'un logement pour le directeur;

D'un local pour le greffe, avec petites cellules d'attente en proportion de l'importance de la prison;

D'une salle pour les avocats;

D'une salle pour le juge d'instruction;

D'une salle pour la commission de surveillance;

D'un parloir;

D'une cuisine avec dépendances;

De cabinets de bains;

D'une petite pièce pour désinfecter les vêtements;
De magasins pour les marchandises et pour les vivres;
D'une infirmerie cellulaire avec dépôt de morts;
Enfin, et suivant l'importance de la prison, d'une buanderie avec ses accessoires.

Logements des employés.

Les logements de fonctionnaires ou employés, sœurs, etc., etc., doivent toujours être situés à l'entrée et entièrement séparés de la prison proprement dite.

Ces habitations seront proportionnées à l'importance de l'établissement et réuniront les conditions de surface et de salubrité nécessaires. Les architectes veilleront, dans l'étude de leurs façades, à ce que les dispositions architectoniques qu'ils voudraient adopter ne nuisent en rien à ces conditions, qui sont de première nécessité.

Emplacement des services économiques.

Les cuisines, boulangerie, cabinets de bains, buanderie et leurs accessoires peuvent être souvent placés dans l'espace libre laissé par l'écartement des ailes.

Mais dans ce cas il est indispensable que le bâtiment qui contient ces services soit relié à ceux de la détention par un couloir couvert, dont les côtés pourraient être, suivant les localités et l'orientation, fermés par de simples grilles, sans toutefois qu'il puisse y avoir communication visuelle ou orale entre les détenus de la détention et ceux employés aux services économiques.

Il faut éviter le plus possible de mettre ces services généraux dans le sous-sol, afin que le transport des denrées et matières de toute sorte puisse se faire facilement et avec rapidité à l'aide de petits chariots.

Emploi des sous-sols des bâtiments.

Le sous-sol des bâtiments peut être aménagé en magasins pour les charbons, bois, huiles, etc., et en ateliers cellulaires plus grands que les cellules ordinaires, en vue des industries de tisserand ou autres qui exigent une atmosphère fraîche.

On doit aussi y disposer les calorifères et les pièces qui s'y rattachent: quelques magasins doivent être réservés au rez-de-chaussée.

Cuisine.

On évitera de placer la cuisine dans la partie centrale entre les ailes, soit au rez-de-chaussée, soit au sous-sol. Cet emplacement ne permet presque jamais d'assurer une ventilation suffisante pour que l'odeur et la buée des marmites ne se répandent pas, par les couloirs, dans l'ensemble de la prison.

La cuisine doit toujours être accompagnée de quelques cellules de petite dimension pour les éplucheurs de légumes; d'une laverie et d'une pièce de dépôt pour les vivres livrés à la consommation du jour.

On s'arrangera de manière à y disposer un fourneau pour la tisanerie, dans les prisons peu importantes.

Boulangerie.

La boulangerie doit, autant que possible, se trouver à proximité des magasins à farine; dans tous les cas, la communication entre les pétrins et les magasins sera

large, facile. La boulangerie se composera de fours et de cellules dans lesquelles se trouvent les pétrins.

Bains.

Les cabinets de bains seront en nombre suffisant pour assurer le service des arrivants sans gêner ou retarder celui des infirmeries et de la population valide.

Buanderie.

La buanderie, cellulaire comme toutes les parties de la prison, sera pourvue des annexes nécessaires; elle ne doit pas être trop rapprochée des locaux affectés aux détenus; une ventilation énergique y est indispensable; elle s'effectuera plutôt par le haut que par les côtés, afin d'éviter le dégagement de la vapeur d'eau.

Ce service sera donc établi assez loin du centre de la prison pour qu'il soit possible de lui donner le développement nécessaire. Ainsi qu'on l'a dit plus haut, ce service doit être installé au rez-de-chaussée et au même niveau que tous les autres services de cet étage, pour que de petits chariots puissent, au besoin, transporter le linge facilement et avec rapidité dans la lingerie et dans les autres parties de la maison.

Le lavage doit se faire en cellule. On aura sans doute rarement recours aux appareils générateurs.

Une petite chaudière, avec fourneau en fonte, disposée dans chaque cellule de buanderie, peut suffire, pour le plus grand nombre des cas, au lavage du linge.

Les appareils Bouillon-Muller, Charles, etc., pourront satisfaire facilement et à peu de frais aux exigences de ce service.

Dépôt du linge sale.

La buanderie comporte une pièce d'une étendue proportionnée à l'importance de l'établissement pour déposer le linge sale. En Belgique, on le place sur une estrade en bois composée d'un bâti et de barreaux formant plancher à claire-voie, élevé de 40 à 50 centimètres au-dessus du sol. Cette disposition, très-peu coûteuse, permet de laisser circuler l'air sous le linge et même de le purifier, en plaçant des matières désinfectantes entre le sol et la claire-voie.

Lingerie.

Il est à désirer que la lingerie soit aussi rapprochée que possible de la buanderie, mais, en même temps, à proximité des parties cellulaires de la maison; la surface qu'elle doit occuper sera proportionnée à l'importance de l'établissement.

Dans certaines prisons de Belgique, notamment à Louvain, les tablettes pleines des rayons sur lesquels se pose le linge sont remplacées par des tringles larges formant claire-voie très-serrée; les casiers ne touchent pas le mur. Ils en sont assez éloignés pour qu'un courant d'air s'établisse entre le linge et le mur.

Ces dispositions doivent être adoptées.

Chambre de désinfection.

Près de la lingerie on doit ménager une chambre où le linge sera désinfecté au moyen de fumigations répétées.

Cette chambre peut, à défaut d'appareil particulier, être organisée comme celle

dont il a été parlé ci-dessus pour le dépôt du linge sale. Un plancher à claire-voie, isolé du sol et sous lequel on brûlerait des matières désinfectantes, suffira dans le plus grand nombre de cas. En Belgique on emploie pour ces fumigations un mélange composé et dosé ainsi qu'il suit:

Sel marin, 142 grammes;

Protoxide de manganèse, 107 grammes.

On mêle avec un peu d'eau dans un vase de grès pour former une pâte, puis sur le mélange on verse 250 grammes d'acide sulfurique.

Il existe à la prison de Malines un petit appareil servant à la fois à désinfecter le linge et à détruire la vermine; il se compose d'une armoire tout en tôle, de 1^m, 50 $\times$ 0^m, 80. Le feu se place dessous, et on obtient rapidement et à peu de frais une température *minima* de 80 degrés, suffisante pour atteindre le but qu'on se propose.

Magasins généraux et magasins particuliers.

Les magasins généraux doivent se trouver en avant de la prison afin que l'entrée et la sortie des approvisionnements de toute sorte puissent avoir lieu facilement, sans qu'il soit nécessaire de pénétrer à l'intérieur de la détention. Les magasins particuliers seront établis à proximité des services qui s'y rattachent.

Infirmerie.

L'infirmerie, dans les petites prisons, peut consister principalement en quelques cellules plus grandes que les cellules ordinaires. On aura soin de les placer, autant que possible, au premier étage, et à l'exposition la plus convenable.

Dans les prisons d'une certaine importance, il est indispensable de réserver un quartier spécial pour l'infirmerie et les services qu'elle comporte. Ce quartier doit être isolé de la masse des bâtiments, auxquels il sera relié par un passage couvert.

Si le bâtiment d'infirmerie a un étage, l'escalier devra être large, doux et commode pour la circulation des convalescents, le transport des malades et des morts.

Préaux d'infirmerie.

Lorsque la prison a une certaine importance, il devient nécessaire de disposer au quartier de l'infirmerie un certain nombre de préaux cellulaires en éventail. Si le terrain le permet, l'architecte fera bien de donner à ces préaux une dimension un peu plus grande que celle des préaux destinés aux détenus valides, d'y planter quelques arbustes et surtout d'y ménager un abri.

Comme les cellules de la détention, celles de l'infirmerie seront pourvues d'un système de chauffage et d'un système de ventilation des plus actifs.

Chapelle.

La chapelle, dans les prisons cellulaires, a une grande importance, et par sa destination et par l'étude des détails que comportent ses dispositions.

Lorsqu'on doit adopter le parti rayonnant, la chapelle est bien placée au point d'intersection des bras ou ailes de bâtiments dirigés vers un centre commun, et les cellules dont elle se compose doivent avoir au minimum 2 mètres de haut, 60 centimètres de large et 80 centimètres de profondeur; elles seront établies en menuiserie et disposées de manière que les détenus puissent tous porter leurs regards sur l'autel, sans se voir entre eux.

La chapelle doit être entièrement indépendante de tous les autres services de la

prison. Dans les établissements importants, un escalier particulier conduira de chaque galerie aux cases correspondantes de la chapelle. Lorsque les détenus s'y rendent, un gardien ouvre les cellules, un autre se tient en observation près de la porte de la chapelle; un troisième, placé à l'intérieur, surveille l'entrée aux stalles et en ferme les portes. Dans beaucoup de prisons cellulaires, toutes les stalles sont contiguës, et c'est à travers une même rangée de stalles que se fait le défilé. On peut aussi séparer deux rangées de stalles par un couloir qui les dessert à droite et à gauche. Cette disposition est préférable à la première et doit être employée toutes les fois que l'espace en rendra l'application possible: elle offre l'avantage de pouvoir faire sortir un détenu de sa cellule pendant l'office pour une cause quelconque, sans déranger les autres.

École dans la chapelle.

Une division de la chapelle sert ordinairement à l'instruction scolaire. Dans ce cas, on laisse, autant que possible, une case libre entre deux détenus. Les devoirs se font dans la cellule de la prison, où l'instituteur va les corriger.

On doit réserver une place suffisante pour pouvoir mettre sur la plate-forme qui reçoit l'autel quelques prie-Dieu à l'usage du personnel administratif de la prison. Il importe aussi de réserver des places pour les surveillants de chaque section.

Les services d'un établissement pénitentiaire ne comportent ni luxe ni décoration; la sévérité de l'ensemble et des détails doit être en harmonie avec la destination de l'édifice. Cependant il n'est pas sans intérêt, au point de vue de l'impression morale à produire sur les détenus, que la chapelle s'écarte de cette règle jusqu'à un certain point. Il est à désirer que les crédits mis à la disposition de l'architecte lui permettent d'orner le lieu saint au moyen de quelques peintures d'un caractère simple, mais propres à fixer les regards du prisonnier, à faire un peu diversion à l'aspect froid et monotone des murs de sa cellule. Ce but peut, d'ailleurs, être atteint à peu de frais.

Poste central de surveillance.

Au-dessous de la chapelle doit être établi le poste de surveillance des ailes du bâtiment occupées par les détenus.

Cabinet du directeur.

Il est bon que le point central puisse être aménagé à rez-de-chaussée pour servir de cabinet au directeur de la prison. Cette disposition est surtout utile dans les prisons peu importantes; elle permet de surveiller d'autant mieux la prison, avec un personnel restreint, que les couloirs desservant les cellules et ceux conduisant à la porte d'entrée, aux services généraux, etc., pourraient converger sur cette partie centrale.

Parloir cellulaire.

Le parloir doit être disposé de façon que les visiteurs soient toujours tenus en dehors de la prison proprement dite, sans que les détenus aient à en sortir pour s'y rendre. Il sera cellulaire et se composera de deux compartiments séparés par des grillages espacés entre eux de 80 centimètres au moins, garnis en fil de fer solide, à mailles serrées. Un couloir régnera de chaque côté des loges, l'un pour les mou-

vements des détenus et des agents de la surveillance, l'autre pour les visiteurs. Les cases peuvent n'avoir au minimum que 3 mètres de haut, 1 mètre environ de large et 1m, 50 de profondeur.

Préaux.

Les préaux doivent être en nombre proportionné à l'importance de la prison, afin que chaque détenu puisse avoir au moins une heure de promenade par jour. On peut adopter pour base de ce nombre le cinquième de la population *maxima*, déduction faite des passagers, des malades, des détenus employés à certains services, etc.

Les préaux seront disposés en éventail, avec observatoire au centre et dans le prolongement direct du couloir des cellules. On s'attachera principalement à ce qu'il ne puisse y avoir aucune communication visuelle ou orale entre les fenêtres des cellules et les détenus lorsqu'ils sont aux préaux. Pour atteindre ce but, il est indispensable que les préaux soient établis à l'extrémité des couloirs des ailes; les préaux placés dans l'espace libre entre les ailes faciliteraient toujours des communications visuelles sinon orales.

Au centre de l'éventail formé par les préaux, se trouve le poste de surveillance. Le sol de ce poste doit être élevé au-dessus de celui des préaux de 50 à 60 centimètres au moins. La porte donnant accès au préau ouvre sur l'observatoire; elle doit être pleine, avec guichet de surveillance, ou à volets mobiles.

Une partie au moins du sol du préau doit être bitumée et avoir une pente suffisante pour que les eaux pluviales s'écoulent rapidement et que le détenu puisse se promener par tous les temps, soit dans une allée réservée exprès dans le préau, soit sous deux abris qui peuvent être disposés, l'un près de la porte d'entrée, l'autre près de la grille qui fermera l'extrémité du préau.

Quelques arbustes seront plantés dans l'espace laissé libre par l'écartement des ailes.

Cellules ordinaires.

Les cellules de détenu valide doivent avoir une dimension uniforme de 4 mètres de long, 2m, 50 de largeur et 3 mètres de hauteur, soit 30 mètres cubes.

Cellules d'infirmerie.

Celles d'infirmerie auront un cube d'au moins 45 mètres.

Cellules de punition.

En outre, il est nécessaire d'aménager quelques cellules pour les détenus punis, insoumis ou dangereux. Elles seront placées et disposées, autant que possible, de manière que leur voix ne puisse être entendue des autres parties de la prison.

Elles peuvent avoir les dimensions des cellules ordinaires au maximum; mais elles seront toujours munies d'une double fermeture, c'est-à-dire d'une porte à l'extérieur et d'une grille à l'intérieur.

La fenêtre doit être garnie soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, d'un volet mobile permettant de rendre à volonté la cellule complétement obscure.

L'architecte veillera attentivement à ce que, dans les cellules de punition surtout, le détenu ne puisse détacher aucun objet pour s'en servir comme d'une arme contre les gardiens.

Le lit ordinaire sera remplacé par un lit de camp en bois, solidement fixé dans un des angles de la cellule.

Fenêtre.

Bien qu'il soit important de donner à la cellule le plus d'air possible, il est nécessaire que la fenêtre soit placée assez haut pour que le détenu ne puisse regarder ni à l'intérieur des cours ou préaux, ni à l'extérieur de la prison, si celle-ci n'est pas complétement isolée des constructions du voisinage. La fenêtre doit, en outre, être disposée de façon qu'on puisse renouveler l'air intérieur de la cellule sans en ouvrir la porte.

Les fenêtres seront pour les architectes un objet d'études tout spécial ; aucun système connu ne paraît répondre complétement aux exigences de la détention, Leur dimension ne saurait être inférieure à 1m,20 sur 70 centimètres ; toutefois, si, par un procédé nouveau, on arrivait à faire ouvrir la fenêtre en entier, cette section pourrait sans doute être diminuée sans inconvénient.

Porte.

La porte de chaque cellule doit s'ouvrir sur le couloir ; elle aura 1m,95 de haut sur 75 centimètres de large (mesure prise entre tableaux) ; on y ménagera un regard placé à 1m,55 du sol.

La porte battra par le bas sur un seuil de 3 centimètres environ de hauteur, soit en fer, soit en pierre ; elle sera en feuillure sur les trois autres côtés. Il est nécessaire de réserver dans la porte un guichet de 18 centimètres sur 22 centimètres d'ouverture, ferré par le bas, se rabattant et formant tablette à l'extérieur de la cellule, avec chaînettes sur le côté pour le tenir ouvert. La face de ce guichet, côté de la cellule, doit être garnie d'une feuille de zinc solidement attachée. Il sera ferré et fermé de telle sorte que le détenu ne puisse, de l'intérieur de la cellule, en forcer la fermeture.

Ce guichet pourrait aussi, comme dans quelques prisons d'Angleterre, être fermé à certains moments par une porte treillagée à mailles très-fines, afin que la famille du détenu puisse être admise à le voir, sans qu'il soit nécessaire de le mener au parloir. Toutefois cette disposition n'est applicable qu'à la condition d'empêcher toute communication autre que la communication orale entre la famille et le détenu.

Appareils d'aisances.

Chaque cellule doit ête pourvue d'un appareil d'aisances fixe ou mobile.

Appareil mobile.

Sa fermeture devra être disposée de façon à empêcher les émanations autant que possible. Il peut être placé près de la porte de la cellule, dans une petite baie à double accès, d'une part sur la cellule et de l'autre sur le couloir. Le vase sera retiré par l'extérieur pour être ensuite vidé dans une fosse ou dans un tonneau, hors de la détention. Dans toute construction neuve, cette petite baie devra être ventilée par un tuyau d'au moins 10 centimètres de diamètre, s'il est cylindrique, et aboutissant par son extrémité au conduit de ventilation qui portera au dehors l'air vicié de la prison.

Appareil fixe.

L'appareil de vidange fixe peut être disposé comme ceux des prisons de Belgique, qui fonctionnent bien et qui dispensent de transvaser les matières.

Il se compose d'un siége en grès vernissé, circulaire, isolé du mur, ayant 43 centimètres de hauteur. Ce siége repose sur un tuyau également en grès, ayant la forme d'un syphon et communiquant avec un conduit de chute de 12 centimètres de diamètre intérieur. Ce conduit aboutit par un autre syphon à un égout placé dans l'axe longitudinal du couloir de chaque aile. Cet égout conduit les matières à une fosse placée hors des bâtiments, à l'extrémité de chaque aile rayonnant sur le point central.

Les siéges peuvent être faits aussi en fonte et plus économiquement qu'en grès; la surface intérieure, dans ce cas, devra être émaillée. L'architecte doit s'attacher, dans toute construction neuve, à ce que les tuyaux de chute restent apparents, afin que les infiltrations soient faciles à voir et à réparer.

L'égout doit avoir une section suffisante pour qu'un ouvrier puisse le parcourir. Il aura, de distance en distance, des regards à double couverture et sera muni dans sa longueur d'écluses destinées à chasser les matières, une fois par semaine, dans des fosses dont la vidange se fera, autant que possible, par le chemin de ronde.

Distribution d'eau dans la cellule.

La cellule doit être pourvue de la quantité d'eau nécessaire au détenu tant pour la boisson que pour les soins de propreté.

En Belgique, le système se compose d'une petite cuvette en fonte légère, d'environ 30 centimètres de diamètre, placée près du siége d'aisances, à 85 centimètres du sol de la cellule. Un petit robinet à deux eaux, placé au-dessus de cette cuvette, permet de prendre de l'eau et de la faire écouler directement dans le siége d'aisances. Les eaux du lavabo s'écoulent également par le siége d'aisances et servent, en le rinçant, à entraîner les matières.

Éclairage.

Si les cellules peuvent être éclairées au gaz, on placera les conduites dans la galerie de surveillance de chaque aile; elles resteront apparentes. Le robinet sera dans le couloir central, et l'éclairage des galeries sera distinct de celui des cellules.

Sonnerie.

Afin que chaque détenu puisse avertir le gardien, de nuit comme de jour, chaque cellule sera munie d'un appareil de sonnerie qui correspondra à un timbre de forte dimension, commun à toutes les cellules d'une même aile et placé près du point central de surveillance. Lorsque le détenu sonne, un signal s'abat en même temps en dehors du mur de la cellule et sur le couloir.

Un service électrique atteindrait le même but, si les ressources de la localité dans laquelle se trouve la prison permettaient de l'établir sans augmenter la dépense.

Mobilier de la cellule.

Le mobilier d'une cellule ordinaire doit se composer: d'un lit, d'une table, d'un tabouret et d'une étagère placée dans un angle de la cellule.

Lit.

Le lit peut être un hamac en toile avec cadre en bois, garni d'un matelas, d'un traversin, de deux couvertures et de deux draps. Le jour, le matelas et le hamac sont roulés ensemble, le traversin et les draps posés dessus et soigneusement pliés; le cadre ployé en deux se place entre la muraille et le hamac roulé.

Le hamac peut être remplacé par un lit de fer à fond de feuillard, solidement fixé dans la maçonnerie au moyen de supports sur lesquels il pivote pour se relever et se fixer au mur pendant le jour.

En Belgique, on emploie depuis quelque temps une couchette en fer inventée par M. Stivens, inspecteur général des prisons du royaume; elle peut, pendant le jour, renfermer la literie et en même temps servir de table. Elle a pour but de rendre le coucher plus commode et plus conforme que le hamac aux règles de l'hygiène, de diminuer l'espace occupé dans la cellule par le mobilier, de faciliter le service et d'apporter une économie dans la dépense de premier établissement.

Elle mesure, ouverte, $1^{m},82$ de long sur 65 centimètres de large et 35 centimètres de haut.

Table.

La table, formée d'un bâti d'encadrement et d'un panneau peint en noir d'un côté seulement, peut avoir 60 centimètres sur 50 centimètres. Elle doit être attachée au mur par des crampons qui lui permettent de se relever: dans cette position, elle s'appuie par le haut sur le mur, sert de support pour le livre de lecture et de tableau à calculer quand les détenus suivent l'école élémentaire.

Tabouret.

Le tabouret doit être placé à proximité de la table et solidement fixé au sol (1).

Étagère.

La place de l'étagère est dans un angle de la cellule, près de la porte: elle se compose de deux tablettes en bois, reliées par des montants et des bâtis d'assemblage. Sous la tablette inférieure on fixera quatre têtes de porte-manteaux.

La tablette supérieure reçoit le gobelet, la cuiller, la brosse à habits, l'essuie-mains, le capuchon, le numéro de bras et le peigne; la tablette inférieure reçoit à droite les livres, ardoises, cahiers, etc.; à gauche, les autres objets que le détenu peut avoir à sa disposition. Dans l'encoignure, sous l'étagère, sont rangés une brosse à balayer et une ramassette.

Dans le régime de la détention cellulaire, aucun détail n'est à négliger; l'étude de tous les besoins matériels de l'existence, l'application attentive des mesures propres à y satisfaire, doivent, en grande partie, assurer le succès du système. Ainsi il est indispensable que, dans l'arrangement intérieur de la cellule, chaque chose ait une place et qu'elle y soit toujours posée. La literie sera pliée avec soin et secouée chaque jour, les effets d'habillement suspendus au porte-manteau, l'étagère tenue très-proprement et tous les objets qu'elle reçoit rangés en ordre.

(1) En Belgique, cette précaution est considérée aujourd'hui comme inutile: cependant elle a sa raison d'être et peut-être est-il prudent, au moins au début, de ne pas la négliger en France.

En Belgique, on apporte beaucoup de soin, sinon une certaine recherche, dans le choix ou la confection des objets qui garnissent la cellule; ainsi le modèle d'étagère en usage aujourd'hui est tout en chêne poli et verni, avec petite porte vitrée; le sol est mis en couleur et entretenu avec une extrême propreté. On se sert, pour la mise en couleur, du mélange indiqué ci-dessous:

Minium rouge en poudre, 1^{kil},200 coûtant	0 fr.	80 c.
Huile de lin, trois quarts de litre	0	62
Broyer le tout ensemble et y ajouter:		
Essence de térébenthine, 200 grammes	0	24
Siccatif, 450 grammes	0	06
Céruse pour joints, 25 grammes	0	15
Vernis copal, 300 grammes	0	80
	2 fr.	67 c.

Cette quantité peut couvrir 9 mètres superficiels de carrelage; on donne deux couches à vingt-quatre heures d'intervalle.

Enfin un tapis est à la porte de chaque cellule pour que le détenu, au retour du préau, puisse essuyer ses chaussures.

Chauffage et ventilation.

Le chauffage et la ventilation d'un édifice sont des questions connexes qu'il est nécessaire de traiter simultanément.

La ventilation peut quelquefois s'effectuer naturellement, mais le plus souvent elle n'est produite que par un moyen mécanique ou par la chaleur. Toujours utile, sans aucun doute, dans les habitations privées, elle acquiert une importance de premier ordre dans les édifices publics qui réunissent un grand nombre d'individus, tels que les prisons, les hospices, les salles de spectacle, etc., etc.

En ce qui concerne les prisons, l'agglomération des détenus dans un espace relativement restreint développe rapidement des miasmes délétères nuisibles à l'existence de l'homme; il est d'autant plus nécessaire de les expulser énergiquement qu'ils sont respirés par des organes incapables de réagir contre les influences morbides douées d'une très-grande puissance de diffusion. Dans les pièces constamment habitées, et qui ont pour cause d'infection non-seulement la présence constante de l'homme, mais encore les miasmes développés par les matières qui servent à l'industrie dont s'occupe le détenu, les miasmes délétères s'attachent rapidement aux parois des murs et les infectent si le renouvellement de l'air n'est pas incessant.

« L'homme, dit Péclet (1), vicie l'air qui l'environne par la respiration et par la « transpiration cutanée et pulmonaire, et il faut déterminer le volume d'air qui doit « être fourni par individu et par heure dans un lieu habité pour que ce lieu « soit salubre. »

La ventilation dans les prisons, comme dans tous les édifices destinés à une agglomération d'individus peut s'obtenir : 1° par l'orientation de l'édifice, qui permettrait aux courants d'air dominant dans la contrée de balayer les miasmes répandus entre les bâtiments: ce moyen n'est certainement point à dédaigner, mais il est presque toujours insuffisant pour ventiler l'intérieur d'un édifice habité; 2° au moyen d'une ventilation naturelle, c'est-à-dire en opérant par la différence de densité entre l'air intérieur et celui extérieur, ou par l'action des vents, c'est-à-dire de bas en

(1) Péclet, *Traité de la chaleur considérée dans ses applications*, chap. XVII.

haut; ce mode de ventilation est insuffisant, surtout en été, dans les climats variables comme ceux de la France; il est alors indispensable d'avoir recours au moyen suivant; 3° par une ventilation artificielle que produisent, soit la chaleur, soit des moyens mécaniques: ce dernier mode est peu usité et serait généralement impraticable à raison de son prix de revient dans la plupart des prisons à construire; il exige des dispositions coûteuses et ne conviendrait que dans un établissement très-important.

La ventilation artificielle peut être produite par deux moyens: 1° l'aspiration; 2° la pulsion ou insufflation.

Dans le premier cas, l'air vicié est aspiré soit naturellement, soit artificiellement au dehors par des conduits réservés à cet effet. Dans le second système, l'air frais est aspiré du dehors par des moyens artificiels et poussé par ces mêmes moyens dans l'intérieur des pièces à ventiler, dont il renouvelle l'air en chassant celui qui est vicié dans des conduits réservés à cet effet dans l'intérieur de la construction.

D'après Péclet (1), l'air chaud doit toujours arriver par le bas de la pièce.

« Relativement au mode de renouvellement de l'air, il est évident, dit-il, que les « orifices d'accès de l'air chaud doivent toujours se trouver à la partie inférieure « mais les orifices de sortie peuvent être situés ou à la partie inférieure, ou à la « partie supérieure.

« ..... On ne peut employer, dit-il encore, que deux dispositions pour le renou« vellement de l'air: 1° des orifices d'accès et de sortie peu nombreux, placés à la « surface du sol ou à une petite hauteur, mais situés sur des points éloignés; 2° des « orifices de l'air très-nombreux, uniformément répartis sur le sol, et des orifices de « sortie situés à la partie supérieure.

« Le premier mode est d'une exécution plus facile que le second, et il occasionne « moins de dépense de construction; mais il a l'inconvénient d'amener sur les per« sonnes des couches d'air renfermant déjà les émanations de la respiration pulmonaire « et cutanée dont il s'est chargé pendant la descente. Cependant, quand le « renouvellement de l'air est suffisant, ces émanations étant disséminées dans un « très-grand volume, il n'en résulte pas d'inconvénient sensible. Le second mode « est sans contredit le meilleur, parce que l'air respiré est toujours pur.

« Quant à la ventilation d'été, l'air appelé devant être à une température moins « élevée que celui de la pièce, si l'air arrivait par la partie supérieure et sortait « par les orifices placés dans le sol, il descendrait immédiatement sur le sol et « gagnerait horizontalement ces orifices, de sorte que l'air de la pièce ne serait « pas renouvelé dans toute son étendue; pour que le renouvellement eût lieu, il « faudrait que les orifices d'accès et de départ fussent uniformément distribués dans « le plafond et dans le plancher. Mais si l'air froid entrant par le bas de la pièce « est appelé par des orifices placés vers le haut, l'air s'élèvera progressivement par « couches en s'échauffant par son contact avec les murailles et par la respiration, « et l'air de la pièce sera uniformément renouvelé. Il est évident que la plus mau« vaise de toutes les dispositions que l'on puisse employer consisterait à placer « dans le sol les orifices d'accès et de sortie. »

D'autres auteurs, non moins autorisés que Péclet, préconisent le système contraire: celui de la ventilation renversée. Ils y trouvent la véritable solution du problème et affirment que c'est le seul moyen d'obtenir un renouvellement de l'air aussi complet que le permet l'agitation de cet air provenant de causes étrangères à la

(1) Péclet, ouvrage déjà cité.

ventilation, comme les ouvertures des portes, la circulation des personnes présentes, etc. (1).

Malgré les objections qui ont été faites à leur système, ils prétendent, non sans raison peut-être, que si l'on n'allume pas le foyer, c'est-à-dire la force motrice, qui est une cause de dépense, il n'y a pas de ventilation ; que l'air qui sort de nos poumons étant à 38 degrés et l'air de la pièce de 18 à 20 degrés, les produits de la respiration tendent à remonter, puis sont ramenés en bas par l'appel, et qu'il y a par conséquent tendance à ce qu'ils soient respirés deux fois.

Ces deux systèmes ont donné lieu à de nombreux débats, d'où l'on peut conclure que chacun d'eux a des avantages et des inconvénients qui se compensent, et que, dans des cas difficiles à déterminer d'avance, l'un peut mieux que l'autre atteindre le but qu'on se propose. En résumé, le meilleur système de ventilation est celui qui renouvellera l'air le plus largement et le plus économiquement possible ; qui aura pour effet de faire appel de l'air vicié dans la partie où il existe et qui le remplacera par de l'air pur préalablement chauffé en hiver et rafraîchi en été.

Il semble que, pour les prisons, il y a lieu d'admettre avec Péclet, comme base de la ventilation à établir, 6 mètres cubes d'air par personne et par heure ; cette quantité suffirait, paraît-il, pour l'assainissement des lieux habités ou tout au moins pour obvier aux effets produits par la respiration et la transpiration.

Afin d'arriver à ce résultat, il est indispensable d'avoir un moteur qui peut être mécanique ou remplacé par le chauffage servant à faire appel et à chauffer les cellules.

On ne saurait développer ici les divers systèmes de ventilation connus et encore moins en prescrire l'emploi soit à titre d'indication générale, soit pour chaque cas particulier. On se borne à indiquer aux architectes le sens des études à faire ; ils s'y livreront avec toute la latitude qui doit être laissée à celui sur qui pèsera la responsabilité.

En thèse générale, pour ventiler une pièce, il faut une entrée destinée à introduire l'air extérieur, une sortie pour évacuer l'air intérieur, une force qui fasse mouvoir l'air dans les deux sens. L'entrée et la sortie doivent être proportionnées l'une à l'autre et placées à l'opposé l'une de l'autre, quel que soit d'ailleurs le système de ventilation adopté, et que l'air frais soit amené soit par le haut, soit par le bas de la pièce. La force se composera soit d'un tuyau de chaleur qui fera appel, et constituera par cela même un moyen mécanique, soit d'une gaîne d'une hauteur et d'une section suffisantes pour que la différence de densité de l'air entraîne dans les conduits l'air vicié de l'intérieur.

La hauteur de la cheminée d'appel a une grande influence sur l'effet produit, surtout, dit Péclet dans son *Traité sur la chaleur et la ventilation*, quand le canal d'appel a une grande longueur ou que l'air éprouve par une cause quelconque une grande résistance ; car alors la vitesse d'écoulement est presque porportionnelle à la racine carrée de la hauteur.

Il est dès lors fort important d'employer des cheminées d'appel hautes et larges, afin de ne porter l'air qu'à une température peu élevée et de faire passer au travers de ce conduit celui du calorifère, s'il est possible, ou le tuyau de fumée d'un foyer allumé, si le calorique, ce qui est fort rare, ne pouvait remplir cet usage.

De ce qui précède il est déjà facile de conclure, ainsi qu'on l'a dit en commençant, que le chauffage d'un établissement tel qu'une prison est étroitement lié à sa ventilation, et que, si ce chauffage est convenablement établi, non-seulement il répondra à ce premier besoin, mais il répondra également à celui non moins

(1) *Traité pratique de chauffage et de ventilation*, par Ch. Joly.

important de la ventilation. Le chauffage peut et doit varier selon le climat de la contrée dans laquelle sera construite la prison. Mais par contre, s'il est besoin d'une puissance moindre dans une région chaude, la ventilation, au contraire, a besoin d'y être plus active. Dans toutes les contrées, la température à établir dans les cellules paraît devoir être constamment de 13 à 14 degrés, quelle que soit la température extérieure.

Pour arriver à ce résultat, il y a de nombreux moyens de chauffage qu'il est impossible de mentionner ici ; ils varient, en effet, non-seulement de principe, mais encore de système, suivant les localités. Tous cependant rentrent dans l'économie de deux systèmes généraux produisant la chaleur : 1° par un courant d'air chaud ; 2° par un foyer faisant circuler, dans les pièces à chauffer et dans des tuyaux, de l'eau chaude ou de la vapeur.

Dans le premier cas, la chaleur produite par les calorifères est presque toujours sèche, dès lors peu hygiénique ; on la fait déboucher au moyen d'orifices dans la pièce à chauffer. Une clef ou une disposition particulière de la bouche de chaleur sert à la régler et à l'empêcher de se produire.

« D'après ce système, de quelque nature que soit l'appareil, » dit Péclet dans son ouvrage déjà cité, « aussitôt que l'air chaud a un long trajet à parcourir pour se « rendre dans le lieu qui doit être chauffé, ce mode de chauffage occasionne une « perte très-grande de combustible, à cause du refroidissement de l'air dans les « tuyaux de conduite. Cette perte est énorme quand les tuyaux sont placés dans le « sol, et elle est encore très-grande quand les tuyaux sont isolés et entourés de « matières peu conductrices. C'est un fait bien constaté par l'expérience, et qui « résulte de ce que l'air n'a qu'une faible chaleur spécifique, qu'on ne peut jamais « lui imprimer une grande vitesse, et par conséquent que les tuyaux de conduite « doivent avoir une très-grande section et de très-grandes surfaces de refroidisse« ment.

« Ainsi le chauffage des pièces par de l'air chauffé dans des calorifères ne peut « être avantageux qu'autant que l'air chaud n'a pas un grand trajet à parcourir. « Alors on peut employer différents calorifères. Les plus simples sont les calorifères « à fumée, mais ils ont l'inconvénient de donner quelquefois à l'air une mauvaise « odeur.

« Les calorifères à eau chaude sont compliqués, plus chers, mais ils exigent moins « de surveillance et donnent des effets plus constants, qui se prolongent longtemps « après l'extinction du foyer.

« Si le foyer ne peut être placé qu'à une grande distance des pièces, il faut trans« mettre la chaleur par des corps qui, sous le même volume, renferment le plus de « chaleur et auxquels on puisse imprimer une grande vitesse, afin de pouvoir les « faire circuler dans des canaux ayant une petite section, qui alors dans toute « leur étendue ne transmettent qu'une petite quantité de chaleur. On ne peut alors « employer que la vapeur et l'eau, et la vapeur est plus avantageuse, parce qu'on « peut donner aux tuyaux de conduite une moindre section et les contourner sans « que les sinuosités s'opposent au mouvement de la chaleur.

« Lorsque le bâtiment qui doit être chauffé est à une grande distance du foyer, « ou qu'il y a plusieurs bâtiments voisins à chauffer par un même foyer, on peut « employer une disposition qui consiste (1) à établir, pour chaque bâtiment, et même « à chaque étage, un circuit à eau chaude renfermant un réservoir de 2 mètres de « hauteur, aux extrémités duquel aboutissent celles du circuit, et qui contient un

(1) Disposition inventée par M. Grouvelle, ingénieur.

« serpentin dans lequel vient se condenser la vapeur fournie par une chaudière. Ce « mode de transmission de la chaleur présente, sur le chauffage direct de l'eau, « l'avantage de rendre indépendants les systèmes partiels de chauffage, de réduire « la pression que supportent les appareils, et de n'exiger que des tuyaux de conduite « d'un diamètre beaucoup plus petit et d'un moindre développement.

« Les tuyaux peuvent amener de la vapeur ou de l'eau chaude dans les calorifères « placés dans les pièces à chauffer, ou peuvent être entourés d'une enveloppe dans « laquelle l'air soit échauffé pour être versé ensuite dans les pièces.

« Dans presque tous les cas, la ventilation est trop petite pour qu'il soit avanta- « geux de la produire par un ventilateur mis en mouvement par une machine à « vapeur, et l'on ne peut employer que des cheminées d'appel ou des ventilateurs « mus par des hommes ; mais ces cheminées d'appel produisent un effet plus régu- « lier, plus assuré, et sont préférables. Il est toujours avantageux d'alimenter les « foyers des cheminées d'appel par des houilles sèches, qui brûlent lentement, parce « qu'on peut charger les foyers pour plusieurs heures. Lorsque la ventilation doit « avoir lieu de jour et de nuit, il serait plus avantageux encore d'employer de l'an- « thracite, et des foyers alimentés d'une façon continue par des trémies.

« Le chauffage à eau chaude par une circulation générale pouvant être employé « avec avantage *dans certaines circonstances* nous donnerons quelques détails sur « la disposition des appareils.

« Pour un bâtiment renfermant plusieurs étages, l'appareil se compose : 1° d'une « chaudière à eau chaude ; 2° d'un tuyau d'ascension, d'un grand diamètre, qui « monte par le chemin le plus court jusqu'au point le plus élevé du bâtiment ; « 3° d'un vase d'expression qui termine la colonne d'ascension ; 4° de tubes de « distribution horizontaux partant du vase d'expansion, en nombre égal à celui des « pièces de chaque étage, et prolongés jusqu'à la distance des appareils de chauffage « qu'ils doivent alimenter ; 5° de tubes verticaux qui font suite à ceux dont nous « venons de parler et qui communiquent avec les réservoirs à eau chaude ; 6° des « appareils de chauffage ; des tubes de retour d'eau disposés comme ceux de distri- « bution, et qui se réunissent en un seul communiquant à la partie inférieure de la « chaudière. »

Tels sont les principes généraux et théoriques qui peuvent guider les architectes dans la recherche des moyens à mettre en œuvre pour bien chauffer et ventiler, à peu de frais, les prisons cellulaires.

En résumé, le but à atteindre est celui-ci : 1° chaque appareil de chauffage doit servir à la fois à l'introduction de l'air pur et à l'extraction de l'air vicié ; 2° il doit envoyer dans la pièce à chauffer la plus grande somme possible de calorique, quel que soit son mode d'émission et de transmission. Il y a peu de modes de chauffage qui ne puissent satisfaire aux besoins de chaleur et de ventilation d'une prison de dimension restreinte, lorsque les appareils auront été convenablement disposés. Dans tous les cas, ils doivent toujours être simples, économiques, faciles à nettoyer et à inspecter, sans exiger des ouvriers spéciaux et des réparations coûteuses et fréquentes.

En Belgique, les services généraux et les cellules sont, en général, bien ventilés ; on n'y constate aucune odeur incommode.

« Les appareils destinés à la chaufferie sont placés dans les souterrains (1). Le « feu se fait au centre d'une double enveloppe remplie d'eau, qui constitue la bouil- « loire à circulation d'eau.

(1) *De la construction des prisons cellulaires en Belgique,* par J. Stevens, inspecteur général des prisons.

« De la partie supérieure de la bouilloire deux tuyaux ascensionnels montent dans « les conduits principaux de ventilation et conduisent l'eau directement au réser- « voir spécial placé dans la cheminée d'appel affectée à chaque appareil. Ce réser- « voir correspond à trois tuyaux qui, dirigés vers le bas, traversent chaque rangée « de cellules, pour revenir ensuite, en faisant le même parcours, à l'appareil « principal.

« Deux tuyaux remplis d'eau chaude passent ainsi dans toutes les cellules ; ils « sont placés dans un conduit horizontal pratiqué dans le pavement, contre le mur « extérieur ; ces conduits, recouverts d'une plaque de fer perforée, forment ainsi, « pour chaque cellule un petit réservoir de chaleur.

« Ces tuyaux sont pourvus de soupapes au point de départ du réservoir distribu- « teur et au point de retour à la chaudière. Les appareils offrent donc le moyen « d'interrompre leur action dans les sections inoccupées et dans celles dont les con- « duits de chaleur devraient subir des réparations. On peut ainsi intercepter toute « circulation d'eau chaude dans les cellules et faire fonctionner les calorifères même « en été, pour la ventilation, si le besoin s'en faisait sentir.

« Des robinets de vidange sont placés au bas des tuyaux de retour de chacune « des sections.

« Ainsi le calorique est utilisé là ou son action doit se faire sentir, puisque c'est « directement dans les cellules qu'il se dégage en égale quantité ; son siége de rayon- « nement se trouve donc dans la cellule même. C'est en cela que gît la première « différence avec le système anglais, en ce qui concerne le chauffage ; et le calori- « que ne peut donc pas, comme dans ce système, se concentrer contre les parois « d'un grand conduit placé dans les souterrains.

« L'introduction de l'air est double : d'abord on a pratiqué dans la fenêtre (en « Belgique la fenêtre est dormante, moins un carreau qui s'ouvre seul) un ventila- « teur de 30 centimètres de hauteur sur 44 de largeur, par où l'air frais s'introduit « directement dans la cellule, sans être mis en contact avec les tuyaux de chaleur ; « ensuite à l'une des extrémités de la plaque de fer recouvrant les conduits du « calorifère, est laissée une ouverture qui permet à la chaleur de s'introduire dans « la cellule. Le côté opposé de la plaque correspond à une ouverture pratiquée dans « l'épaisseur du mur extérieur par laquelle l'air pur du dehors pénètre dans le « réservoir, et par celui-ci dans la cellule.

« Le réservoir dont nous venons de parler, ainsi que la prise d'air frais, se trouvent « au niveau du pavement.

« L'air vicié est extrait par un conduit de 22 centimètres, établi au point le plus « élevé de la voûte, dans l'épaisseur du mur, du côté opposé à celui par où entrent « l'air et la chaleur. Il doit occuper l'angle diagonalement opposé à la bouche de « chaleur. Ce conduit aboutit, à son extrémité supérieure, dans un canal principal « qui court horizontalement sous le toit, pour se dégager dans une cheminée verti- « cale, au bas de laquelle est établi le réservoir à eau chaude du calorifère, dont le « tuyau de fumée traverse également la cheminée.

« La dimension du canal principal doit, au minimum, être équivalente à la section « réunie de tous les conduits d'évacuation qui s'y déversent.

« Dans certaines prisons où le système d'évacuation est établi sous les combles, « le conduit d'extraction est prolongé jusqu'au niveau du pavement, et l'on a disposé « deux bouches d'échappement, l'une dans le haut, l'autre dans le bas de la cellule. « L'utilité de cette dernière ouverture repose sur l'idée erronée que l'air vicié par « la respiration occupe les régions inférieures dans les appartements. Il est admis « aujourd'hui que les produits gazeux des fonctions respiratoires, plus denses que

« l'air, à la vérité, au lieu d'émaner à l'état de pureté de l'organisme vivant, sont « mélangés en quantité relativement petite, à un fort volume d'air atmosphérique, et, « possédant la température du corps, ils montent et se répandent promptement dans « toute l'atmosphère de la pièce. Des savants affirment que, dans l'air le plus riche « en acide carbonique, il n'y a aucune différence entre les diverses couches, et que « des dispositions spéciales de ventilateurs pour évacuer l'air des parties les plus « basses n'ont absolument aucune raison d'être.

« L'emplacement de l'orifice destiné à l'évacuation de l'air vicié a soulevé plu- « sieurs discussions. Nous pensons que cet orifice doit occuper la partie la plus « élevée de la cellule, si le système d'évacuation est établi sous les combles du « bâtiment, et qu'au contraire il doit se trouver au niveau du pavement, lorsque « l'évacuation s'opère par le bas, à l'aide d'un canal établi dans les souterrains. « L'expérience apprend que les deux systèmes fonctionnent avec succès lorsque « l'un et l'autre se trouvent reliés à une cheminée d'appel convenablement chauffée. « Le second système a sur le premier l'avantage d'opérer au moyen d'une cheminée « plus élevée, puisqu'elle part du sous-sol; mais, à côté de cet avantage, il offre un « inconvénient sérieux sur lequel nous croyons devoir insister.

« On sait que l'atmosphère d'une chambre habitée ne s'élève jamais à la tempé- « rature du corps humain, qui est de 38 degrés centigrades environ ; or, comme l'air « ambiant est beaucoup moins chaud que l'air respiré de la poitrine d'un homme, « ce dernier air s'élèvera nécessairement à la partie supérieure de la pièce et s'en « échappera immédiatement, si le conduit d'extraction se trouve établi dans le haut.

« Dans ce système, le détenu ne sera jamais exposé à respirer un air insalubre « tandis qu'il y sera toujours exposé dans l'autre système, et voici pourquoi : l'air « impropre à la respiration est constamment ramené de la partie supérieure de la « pièce vers la partie inférieure pour arriver à l'orifice d'extraction, situé au niveau « du pavement ; il s'ensuit que le détenu respire continuellement de l'air vicié. Cet « inconvénient est très-grave et suffirait à lui seul pour faire exclure ce système.

« Il importe que le conduit d'extraction de l'air vicié reste constamment ouvert; « lorsqu'il est fermé, la température de la cellule est à son minimum ; elle atteint « son maximum lorsque l'ouverture est complétement libre. Les détenus sont por- « tés à attribuer aux ouvertures de dégagement un effet tout opposé ; ils les ferment, « croyant ainsi conserver la chaleur, mais ils n'obtiennent qu'un notable amoindris- « sement dans l'affluence de l'air chaud, et les locaux se refroidissent. »

Tel est en Belgique le mode de chauffage et de ventilation des principaux établissements pénitentiaires. La maison centrale de Louvain en offre une remarquable application. Le fonctionnement des deux appareils est très-satisfaisant ; les cellules sont en général bien ventilées. Un point cependant laisse à désirer : les conduits d'air vicié sont placés horizontalement dans les combles ; ils devraient être voûtés, carrelés et enduits sur toutes leurs surfaces. Le mouvement d'écoulement de l'air augmenterait de rapidité par la facilité qu'il trouverait à glisser sur des parois unies et circulaires, et il serait facile de les parcourir pour vérifier les ouvertures des petites cheminées d'extraction partant des cellules.

Distribution des eaux.

Il est indispensable d'établir, dans toute prison, une distribution abondante d'eau saine et aussi pure que possible. Les architectes ne sauraient apporter trop d'attention à ce service.

Les eaux doivent toujours être installées dans toute prison, soit qu'on la construise

à neuf, soit qu'il s'agisse seulement de remanier et d'approprier un édifice où la détention se subissait suivant le régime de la vie en commun.

Les eaux doivent toujours y être amenées aussi largement que possible ; elles peuvent provenir de conduites alimentant la ville, ou de puits et de citernes s'il n'y a pas d'autres moyens. Dans tous les cas, il est utile de les élever dans des réservoirs placés sous les combles et mis à l'abri de la gelée et surtout de la chaleur. La distribution s'en fera de ces réservoirs dans chaque cellule, et le robinet à deux eaux sera placé au-dessus de la petite cuvette, près du siége d'aisances dont il a été parlé plus haut. (Description de la cellule.)

Il importe que les tuyaux d'arrivée et de distribution des eaux restent, autant que possible, apparents, afin que les fuites puissent facilement être reconnues et réparées.

En résumé, les constructions cellulaires doivent, dans leur ensemble, offrir toutes les garanties possibles pour que le détenu ne puisse s'évader par surprise ou par force. Il y a lieu de composer les distributions intérieures des divers services avec soin et intelligence, afin qu'ils puissent fonctionner facilement, d'une manière régulière et avec un personnel peu nombreux.

Les services affectés au détenu : la cellule, la chapelle, le préau doivent présenter toutes les conditions de séparation, d'abord, l'espace, la salubrité et la commodité ensuite.

DE LA RÉDACTION DES PLANS.

L'entreprise et les sacrifices qu'imposent aux départements l'exécution de la loi du 5 juin dernier s'étendront sur un grand nombre d'années ; il en ressortira de nombreux renseignements.

Il est nécessaire que tous les documents produits soient centralisés, et pour cela présentés suivant des règles communes, fixes, invariables pour tous ; qu'il y ait de l'ordre dans l'élaboration de la transformation du système, et qu'il soit possible, à tout instant, de se rendre compte facilement des résultats obtenus, de comparer les divers plans qui auront été dressés.

Pour arriver à ce but, il est indispensable que les architectes se conforment aux indications suivantes :

Les projets des constructions entièrement neuves, ainsi que ceux concernant l'agrandissement ou l'appropriation des prisons existantes, comprendront :

1° Un plan général des lieux à l'échelle de 2 millimètres pour mètre, indiquant la masse des constructions projetées, avec les abords du terrain sur lequel elles doivent être établies.

Ce plan devra toujours être accompagné de coupes permettant de bien apprécier le relief du sol ;

2° Les plans des fondations et ceux des divers étages à l'échelle de 1 centimètre pour mètre ;

3° Les coupes longitudinales et transversales, ainsi que les élévations des façades sur la même échelle ;

4° Les dessins à l'échelle de 5 centimètres pour mètre des principaux détails de construction, d'aménagement des cellules et de décoration ;

5° Un mémoire explicatif des vues et considérations qui auront déterminé l'adoption du projet dans son ensemble et des dispositions de détail proposées par l'architecte ;

6° Un devis descriptif des ouvrages à exécuter, indiquant les conditions et les

procédés d'exécution, la nature, la qualité des matériaux, et toutes les données nécessaires à l'appréciation des ouvrages ;

7° Un métré et un devis estimatif de ces ouvrages ;

8° Un cahier des charges et un modèle de soumission de l'entreprise.

Toutefois, afin de faciliter le travail et d'abréger le temps nécessaire à l'étude complète du projet, l'architecte aura la faculté de soumettre à l'administration supérieure une esquisse ou avant-projet composé :

Du plan de masse indiqué ci-dessus, sous le n° 1 ;

Des plans des divers étages à l'échelle seulement de 5 milimètres pour mètre.

Lorsque cet avant-projet aura reçu l'approbation ministérielle, l'architecte devra produire en double expédition toutes les pièces relatées ci-dessus des nos 1 à 8.

Il fera toutes les corrections qui auront pu être reconnues nécessaires, jusqu'à ce que son projet ait reçu une approbation définitive. Alors un exemplaire devra en être déposé dans les bureaux de la préfecture du département ; un autre restera à Paris dans les archives du ministère. Ces plans seront réunis dans des albums spéciaux préparés à cet effet pour le contrôle que l'administration pénitentiaire doit exercer, en vertu de la loi, pendant l'exécution des travaux.

L'architecte ne pourra faire commencer aucun ouvrage sans l'approbation écrite du ministre ; il se conformera strictement, dans l'exécution, aux plans qui auront été approuvés.

Si, pendant le cours de l'exécution des travaux, il était reconnu utile de faire des changements au projet approuvé, l'architecte devra en demander l'autorisation au ministre, par la voie hériarchique, et lui soumettre les nouvelles dispositions projetées.

Lorsque les travaux seront achevés, l'architecte en avisera, toujours par la voie hiérarchique, l'administration supérieure, qui désignera une personne chargée d'assister à leur réception.

Toutefois, cette vérification et cette réception des travaux par le délégué de l'administration supérieure auront pour but unique de reconnaître si les dispositions des bâtiments, adoptés avant l'exécution des travaux, ont été fidèlement exécutées. Cette réception n'atténuera en rien la responsabilité de l'architecte, auteur de la construction, responsabilité définie par les articles 1792, 1793 et 2270 du Code civil.

L'Inspecteur général
des bâtiments pénitentiaires,
A. NORMAND.

APPROUVÉ :
Le Vice-Président du conseil,
Ministre de l'intérieur,
L. BUFFET.

Arrêté sur l'organisation des prisons en Algérie.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'intérieur,

Vu l'article 2 du décret du 18 décembre 1874 portant : « Les lois, ordonnances et « décrets concernant les établissements pénitentiaires de la métropole sont exécu- « toires en Algérie. Toutefois, le ministre de l'intérieur pourra, sur l'avis du gouver- « neur général civil, maintenir, à titre transitoire, pendant un temps qu'il déter- « minera, les dispositions spéciales actuellement en vigueur dans la colonie. »

Vu les ordonnances royales des 2 avril 1817 et 6 juin 1830 et l'arrêté ministériel du 20 octobre 1810 concernant la classification des prisons;

Vu les décrets des 12 août 1856 et 24 décembre 1869, l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 31 mai 1871 et les arrêtés ministériels des 25 décembre 1869, 15 septembre 1870 et 30 novembre 1873, relatifs au personnel desdits établissements dans la métropole;

Vu le décret du 26 mai 1874 réglant l'organisation du service pénitentiaire en Algérie;

Vu l'avis du gouverneur général civil de l'Algérie;

Sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête :

Article 1er.

Les prisons et établissements pénitentiaires de l'Algérie relevant de l'autorité civile comprennent, indépendamment de ceux dont les similaires existent dans la métropole, des prisons annexes, maisons d'arrêt et de correction, établies dans les localités où siégent des juges de paix à compétence étendue. (Décret du 26 mai 1874, art. 1er.)

Le personnel de ces prisons est régi par les mêmes règles que celui des maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Les individus condamnés correctionnellement par sentence du juge de paix à un emprisonnement dont la durée n'excède par deux mois, peuvent subir leur peine dans une prison annexe; si la peine est de plus de deux mois, ils sont transférés dans la maison de correction du chef-lieu de l'arrondissement. (*Ibid.*, art. 2.)

Article 2.

Les directeurs des prisons civiles d'Alger, de Constantine et d'Oran prendront le titre et exerceront les fonctions de directeurs des 46e, 47e et 48e circonscriptions pénitentiaires, comprenant chacune un des trois départements de l'Algérie.

Article 3.

Le temps de service *minimum* exigé par les articles 21, 22 et 23 du décret du 24 décembre 1869 pour les promotions de classe est réduit à un an, à dater de leur arrivée dans la colonie, à l'égard des fonctionnaires ou employés des services spéciaux appartenant au personnel des prisons de la métropole, envoyés en Algérie.

Article 4.

Les directeurs des maisons centrales, ceux des circonscriptions pénitentiaires, les inspecteurs et greffiers-comptables des divers établissements, nommés avant le 1er janvier 1875, ne pourront être admis dans le personnel des prisons de la métropole avec leur grade, qu'autant, qu'ils seraient de 1re classe, les directeurs depuis deux ans, les inspecteurs et greffiers-comptables depuis un an.

Ceux qui ne rempliraient pas cette condition, auront à descendre au grade immédiatement inférieur où ils prendront rang du jour de leur nomination au grade qu'ils occupaient en Algérie.

Article 5.

Les indigènes ne peuvent être admis dans le service des prisons qu'en qualité de gardiens ordinaires, à moins qu'ils ne soient naturalisés. Ils sont assimilés aux Européens sous tous les autres rapports.

Le nombre des indigènes attachés au service de surveillance ne pourra excéder, dans chaque établissement, le tiers de l'effectif du corps des gardiens.

Article 6.

Les traitements des fonctionnaires et employés de l'administration qui ne comptent, dans le personnel des prisons, que des services coloniaux, sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs des maisons centrales	1re classe	4.000 fr. »
	2e —	3.500 »
	3e —	3.000 »
Directeurs de circonscriptions pénitentiaires	1re classe	3.000 »
	2e —	2.500 »
Inspecteurs des maisons centrales et des maisons d'arrêt, de justice et de correction	1re classe	2.500 »
	2e —	2.000 »
Greffiers-comptables des mêmes établissements	1re classe	2.600 »
	2e —	2.300 »
	3e —	2.000 »
	4e —	1.800 »
	5e —	1.600 »
Commis aux écritures et commis interprètes des mêmes établissements	1re classe	1.500 »
	2e —	1.200 »
Gardiens-chefs des maisons centrales	1re classe	2.000 »
	2e —	1.800 »
	3e —	1.500 »

La disposition du paragraphe 1er de l'article 21 du décret du 24 décembre 1869 portant que nul ne peut être promu à la première classe de son emploi s'il ne compte vingt ans de service dans l'administration des prisons, dont dix dans l'emploi, ne leur est pas applicable.

Ceux qui, ayant débuté par un emploi dans les prisons de l'Algérie, passeraient dans un établissement de la métropole, ne pourront, en cas de retour dans la colonie, jouir du traitement attribué à leur grade en Europe par l'arrêté du 25 décembre 1869, qu'autant qu'ils seraient restés attachés pendant trois ans au service pénitentiaire en France.

Article 7.

Les traitements des employés des services spéciaux sont déterminés par les arrêtés de nomination. Il en est de même de ceux des surveillantes des femmes et des jeunes détenues.

Article 8.

Les traitements des agents du service de surveillance sont ainsi fixés :

Gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice ou de correction	Prisons ayant annuellement une population de 31 détenus et au-dessus	1re classe	1.800 fr.	»
		2e —	1.500	»
		3e —	1.200	»
		4e —	1.000	»
	Prisons ayant annuellement une population de 30 détenus et au dessous	1re —	1.600	»
		2e —	1.400	»
		3e —	1.200	»
		4e —	1.000	»
Gardiens-chefs des prisons annexes	Prisons ayant une population de 31 détenus et au-dessus	1re classe	1.300	»
		2e —	1.200	»
		3e —	1.100	»
		4e —	1.000	»
	de 30 et au-dessous	1re —	1.200	»
		2e —	1.100	»
		3e —	1.000	»
		4e —	900	»
Premiers gardiens des maisons centrales et des maisons d'arrêt, de justice ou de correction		1re classe	1.400	»
		2 —	1.300	»
Gardiens ordinaires et gardiens commis-greffiers des maisons centrales		1re classe	1.200	»
		2e —	1.100	»
		3e —	1.000	»
		4e —	900	»
		Stagiaires	800	»
Gardiens ordinaires et gardiens commis-greffiers des maisons d'arrêt, de justice ou de correction		1re classe	1.100	»
		2e —	1.000	»
		3e —	900	»
		4e —	800	»

Article 9.

Les nouvelles fixations résultant des articles 6 et 8 du présent arrêté seront appliquées par des décisions individuelles aux fonctionnaires, employés ou agents actuellement en service.

Fait à Paris, le 14 août 1875.

L. Buffet.

Circulaire. — Nomination des gardiens des prisons départementales.

31 août.

Monsieur le Préfet, le décret du 24 décembre 1869 et l'arrêté ministériel du 15 septembre 1870 réservent aux préfets, sauf approbation du ministre, la nomination des gardiens ordinaires dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction. Depuis quelques années, certains tempéraments ont dû être apportés à cette règle pour les raisons suivantes: les autorités locales, d'une part, éprouvaient parfois des difficultés dans le recrutement des préposés dont il s'agit et recouraient, pour leur désignation, à l'administration centrale, qui recevait journellement une assez grande quantité de demandes d'emplois. D'autre part, le décret du 24 octobre 1868 (pour l'application duquel vous a été adressée une circulaire à la date du 15 avril de l'année suivante) réservait, pour les trois quarts, les emplois de gardien ordinaire dans les prisons et établissements pénitentiaires, aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats qui, après une période de cinq années de services, auraient

contracté et terminé un rengagement de cinq autres années et mérité un certificat de bonne conduite. Cette mesure, qui offrait au choix de l'administration pénitentiaire un nombre de candidats considérable, lui imposait, en même temps, l'obligation de restreindre presque entièrement ce choix à une catégorie spéciale d'individus, et vous aviez été invité, Monsieur le Préfet, à faciliter le placement des militaires présentés par M. le ministre de la guerre.

Aujourd'hui, ces considérations ont cessé d'exister: le décret d'octobre 1868, abrogé,en ce qui concerne les sous-officiers, par la loi du 24 juillet 1873, relative aux emplois civils réservés à l'armée, ne peut non plus être appliqué quant aux caporaux, brigadiers et soldats. En effet, il exigeait de ceux-ci dix années de présence sous les drapeaux pour qu'ils pussent concourir à l'obtention de certaines places. Or, aux termes de la nouvelle loi sur le recrutement, les militaires autres que les sous-officiers ne peuvent rester sous les drapeaux au delà de l'âge de vingt-neuf ans. Il leur serait, dès lors, impossible, à moins qu'ils ne fussent engagés volontaires avant l'âge du tirage au sort, de compter l'ancienneté de service exigée par ce décret; on s'exposerait, d'ailleurs, à ne pouvoir exercer le recrutement pour les emplois non réservés aux sous-officiers que parmi un très-petit nombre de candidats. La législation a donc modifié les errements suivis par l'autorité militaire qui cesse, en effet, de fournir les listes périodiques de candidats au ministère de l'intérieur. Quant aux demandes adressées directement par leurs auteurs au service des prisons, le nombre en est lui-même plus restreint et suffit à peine aux besoins des maisons centrales. De là, pour l'administration, l'impossibilité de répondre, dans les délais nécessaires, aux demandes que les préfectures continuent à lui adresser, comme par le passé, pour le remplacement des gardiens retraités, démissionnaires ou décédés, dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Cet inconvénient sera évité si l'on en revient à l'application des règlements, c'est-à-dire à la nomination, par les préfets, des gardiens de prisons départementales. Il importe donc que vous preniez, dès à présent, des mesures en vue du recrutement de ces agents; il vous appartient d'employer, à cet effet, les moyens qui vous paraîtront, les plus efficaces. L'insertion d'un avis dans le *Recueil des actes administratifs* ou dans les journaux de votre département constituerait, sans doute une publicité suffisante. A cette occasion, je crois devoir vous rappeler les conditions d'admission dans les cadres : la limite d'âge est fixée à trente-deux ans; elle est prolongée, toutefois, jusqu'à quarante-sept ans, pour les militaires retraités; nul n'est admis s'il n'est âgé de vingt et un ans au moins. Il importe également que les candidats possèdent les aptitudes physiques nécessaires pour supporter les fatigues du service, et qu'ils aient reçu quelque instruction primaire. Au surplus, lorsqu'un candidat aurait produit les pièces destinées à constater son état civil et sa moralité, certificats de bonne conduite, extrait du casier judiciaire et autres, il y aurait lieu de le faire examiner par le directeur de la circonscription pénitentiaire qui vous transmettrait son rapport.

Je vous serai obligé, Monsieur le Préfet, de vouloir bien mettre, le plus tôt possible, en application les instructions qui précèdent, afin d'éviter tout retard dans le remplacement des gardiens.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du conseil, Ministre de l'Intérieur,

Signé L. BUFFET.

Pour copie conforme:

L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Circulaire du garde des sceaux. — Direction des affaires criminelles et des grâces. — 1er bureau.

1er septembre.

Monsieur le Procureur général, je vous transmets ci-joint un exemplaire de la circulaire qui vient d'être adressée par M. le ministre de l'intérieur à MM. les préfets au sujet de la loi du 5 juin 1875, sur le régime des prisons départementales (1).

Il importe que vous connaissiez les mesures prises pour assurer l'application de cette loi, qui, en substituant l'emprisonnement individuel à l'emprisonnement en commun, modifie profondément le mode d'exécution d'une peine que les tribunaux sont chaque jour appelés à prononcer.

Les points suivants, réglés par les instructions de M. le ministre de l'intérieur, m'ont paru de nature à fixer plus particulièrement votre attention :

1° Aux termes de l'article 8 de la loi, le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué progressivement, au fur et à mesure de la transformation des prisons. Les inculpés, les prévenus et les accusés ne pourront réclamer le bénéfice de l'emprisonnement individuel, et, d'autre part, ne pourront y être assujettis que lorsque la maison d'arrêt, de justice ou de correction dans laquelle ils seront détenus aura été déclarée prison cellulaire par un arrêté de M. le ministre de l'intérieur. Vous recevrez, par mon intermédiaire, notification de cet arrêté, et les tribunaux, instruits par vos soins de la transformation accomplie, sauront, avant de prononcer une peine d'emprisonnement de quelle manière cette condamnation sera exécutée ;

2° Lorsqu'il sera nécessaire de construire une prison cellulaire, le parquet sera appelé à donner son avis sur les avantages ou les inconvénients que l'emplacement proposé présenterait pour le service judiciaire. Le préfet s'adressera directement au procureur de la République du lieu où la prison nouvelle devra être établie. Ce magistrat vous transmettra son avis motivé en y joignant, celui du juge d'instruction ; vous y ajouterez vos observations, et le tout sera adressé, par mon intermédiaire, à M. le ministre de l'intérieur ;

3° Les nouvelles prisons départementales recevront les dispositions nécessaires pour que tous les détenus désignés par la loi puissent être soumis à l'emprisonnement individuel. Mais les prisons anciennes, appropriées en vue de l'application du régime nouveau, pourront se trouver insuffisantes. Il deviendra donc nécessaire de faire un choix et de déterminer les catégories de détenus qui, de préférence aux autres, seront placés dans les cellules disponibles.

Les inculpés, les prévenus, les accusés, d'une part, et, de l'autre, les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous, doivent, d'après une disposition impérative de la loi, être détenus séparément.

Les détenus de cette catégorie devront être les premiers à bénéficier du système nouveau, et parmi eux il conviendra de donner la préférence à ceux qui seront en état de détention préventive. On réservera donc à ces derniers un nombre de cellules suffisant, en se réglant sur le *maximum* probable du nombre des inculpés, prévenus ou accusés que la prison pourra avoir à renfermer.

Les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous seront ensuite admis dans les cellules qui seront disponibles. On y placera d'abord les mineurs de vingt et un ans. Les cellules vacantes seront ensuite attribuées aux condamnés majeurs, condamnés pour la première fois. S'il est possible de placer en cellule les individus déjà condamnés, le choix entre ceux-ci sera opéré par le préfet, sur l'avis

(1) *Voir* ci-dessus, circulaire du 10 août 1875.

du procureur de la République, de la commission de surveillance et du directeur. En cas de dissentiment, M. le ministre de l'intérieur statuera.

Le procureur de la République donnera également son avis sur les demandes qui seront adressées à l'administration par les condamnés à plus d'un an et un jour à l'effet de subir leur peine en cellule, lorsque l'état des prisons permettra d'y admettre cette catégorie de détenus, et il recevra notification des décisions qui seront prises à cet égard par l'autorité administrative; Il sera également consulté quand il y aura lieu de transférer les condamnés d'un arrondissement dans la prison cellulaire d'un autre arrondissement.

Enfin, le parquet devra faire connaître son opinion sur la question de savoir si un détenu, soit sur l'initiative de l'administration, soit sur sa propre demande, doit être rendu au régime commun.

Dans ces différents cas, le procureur de la République pourra transmettre directement son avis au préfet.

4° La circulaire ci-jointe contient des indications relativement au mode de calcul qui devra être employé pour réduire d'un quart, conformément à l'article 4 de la loi, la durée de l'emprisonnement subi sous le régime cellulaire. Ces dispositions ont été concertées entre mon département et celui de l'intérieur. Vous remarquerez que lorsque la peine à subir sera, après la réduction opérée, d'un nombre entier de jour et d'une fraction, le condamné devra être tenu quitte de cette fraction de jour.

Vous devrez vous régler sur ces principes pour apprécier les réclamations qui pourront vous être adressées par des condamnés relativement à l'époque de leur libération.

Depuis la promulgation de la loi du 5 juin 1875, plusieurs détenus qui, à une époque antérieure, avaient été autorisés à subir leur peine en cellule, ont réclamé le bénéfice de l'article 4 de la loi, prétendant avoir droit à une réduction proportionnelle au temps qu'ils ont passé dans l'isolement. En droit, cette prétention ne saurait être admise. Il est évident que la loi nouvelle est sans influence sur les peines déjà subies sous l'empire de la législation précédente, à une époque où l'emprisonnement individuel n'était pas organisé et n'avait aucune existence légale. Toutefois, il m'a paru équitable d'attribuer, par voie de décision gracieuse, aux condamnés qui se trouvent dans cette situation, le bénéfice de la réduction. Je proposerai, en conséquence, à M. le Président de la République, de leur accorder une remise partielle de leur peine.

Je vous prie, Monsieur le Procureur général, de m'accuser réception de la présente circulaire et d'en porter les dispositions à la connaissance de vos substituts, en prenant les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

Recevez, Monsieur le Procureur général, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,
J. DUFAURE.

Le Directeur des affaires criminelles et des grâces,
A. RIBOT.

Circulaire —. Enseignement élémentaire dans les colonies de jeunes détenus.

1er septembre.

Monsieur le Directeur, depuis trois ans, l'administration centrale se préoccupe vivement des différentes questions relatives à l'instruction primaire des enfants dans les cinq colonies publiques.

En 1873, elle a prescrit la formation de trois cours dans chaque établissement (élémentaire — moyen — supérieur), puis elle a publié le programme des connaissances à enseigner aux trois divisions. En opérant ainsi, on avait pensé que des subdivisions seraient formées par les instituteurs dans le but de faciliter leur tâche, et qu'il serait tenu compte du degré d'instruction des enfants.

Les concours généraux de 1874 et 1875 ont fait remarquer qu'on n'a pas opéré partout de la même manière, et, afin qu'en 1876 les épreuves annuelles aient lieu dans de meilleures conditions, il me paraît nécessaire de vous indiquer, dès à présent, la manière de fractionner l'effectif de votre colonie, c'est-à-dire de le diviser en trois cours, et de le subdiviser en sept classes. Vous trouverez ci-joint une formule (tableau I) indiquant les différents degrés d'instruction à parcourir par l'enfant qui arrive dans l'établissement complétement illettré. Les indications ci-après répondent à celles de ladite formule : elles serviront à classer uniformément, d'après le degré de savoir, tous les jeunes détenus présents, en ce moment, dans les cinq colonies de l'État.

Cours supérieur.

Classe unique.

Seront placés dans le cours supérieur les colons possédant actuellement les connaissances ci-après indiquées :

Tableau	A	colonne	1.	Lisant couramment.
id.	B	id.	1, 2.	Faisant bien l'anglaise et la ronde, ayant une bonne anglaise.
id.	C	id.	1.	Sachant faire les problèmes simples se rapportant aux quatre opérations fondamentales et connaissant le système métrique.
id.	D	id.	1, 2.	Connaissant les dix parties du discours ou la grammaire jusqu'au participe.
id.	E	id.	1, 2.	Connaissant assez bien l'histoire de France, ou quelques règnes.
id.	F	id.	1, 2, 3.	Ayant des notions sur la géographie des cinq parties du monde, connaissant la géographie de la France et de l'Europe ou simplement un peu celle des cinq parties du monde.

Cours moyen.

Les enfants du cours moyen étant plus nombreux que ceux du cours supérieur, convient de les diviser en deux groupes.

1re Classe.

Tableau	A	colonnes	1, 2.	Lisant couramment ou avec quelques difficultés.
id.	B	id.	3.	Ayant une anglaise passable.
id.	C	id.	2.	Sachant faire seulement les quatre opérations.
id.	D	id.	3.	Connaissant la grammaire jusqu'au verbe.
id.	E	id.	3.	Ayant quelques notions d'histoire.
id.	F	id.	4.	Ayant quelques notions de géographie.

2e Classe.

ableau	A	colonnes	2, 3.	Lisant avec quelques difficultés ou lentement.

Tableau	B	Colonnes	3, 4.	Ayant une anglaise passable ou mauvaise.
id.	C	id.	3.	Sachant faire les trois premières opérations.
id.	D	id.	4.	Connaissant le nom, l'article et l'adjectif.

Indication du nombre d'élèves placés dans chaque cours et dans chaque classe et désignation du professeur.

Cours élémentaires.

1re Classe.

Tableau	A	colonne	4.	Éprouvant de nombreuses difficultés en lisant.
id.	B	id.	5.	Faisant assez bien les mots en gros.
id.	C	id.	4.	Sachant faire les deux premières opérations.
id.	D	id.	5.	Connaissant le nom et l'article.

2e Classe.

Tableau	A	colonne	5.	Éprouvant des difficultés à tous les mots.
id.	B	id.	6.	Faisant mal les mots en gros.
id.	C	id.	5.	Sachant faire l'addition.
id.	D	id.	6. 7.	Connaissant les notions préliminaires de la grammaire et le nom.

3e Classe.

Tableau	A	colonnes	6. 7.	Éprouvant des difficultés à toutes les syllabes et connaissant les voyelles et les consonnes doubles.
id.	B	id.	7.	Faisant des lettres.
id.	C	id.	6.	Sachant lire et écrire les nombres.

4e Classe.

Tableau	A	colonnes	8, 9.	Connaissant les lettres de l'alphabet ou n'ayant aucune connaissance.
id.	B	id.	8, 9.	Commençant à faire des barres ou n'écrivant pas.
id.	C	id.	7, 8.	Sachant lire les nombres ou n'ayant aucune notion de numération.

Il ressort des statistiques scolaires dressées depuis deux ans et des renseignements fournis par les inspecteurs généraux que le nombre des enfants complétement illettrés et de ceux sachant à peine lire et écrire est relativement considérable. On peut l'évaluer aux deux tiers de la population totale des colonies publiques. Or, si on veut obtenir des résultats satisfaisants, il importe de prendre les mesures nécessaires pour élever le niveau de l'instruction élémentaire des colons les plus arriérés.

Nota. Il serait désirable que l'instituteur fût spécialement chargé, en dehors de la direction générale des études, des leçons à donner aux enfants du cours supérieur et qu'il eût sous ses ordres au moins trois employés professeurs et autant de gardiens aptes à enseigner la lecture, l'écriture et les quatre règles aux jeunes détenus des 2e, 3e et 4e classes du cours élémentaire. Si, dans un établissement, le personnel enseignant est insuffisant pour répondre à ses besoins il conviendra d'indiquer au verso de cette formule les mesures prises pour obvier à cet inconvénient, et de faire connaître notamment: 1° la quantité de colons moniteurs employés à l'enseignement mutuel; 2° s'ils appartiennent au cours supérieur ou moyen; 3° les dispositions adoptées pour compenser, par des leçons spéciales, le temps qu'ils perdent à montrer à lire et à écrire à leurs camarades.

Jusqu'à présent on a demandé aux instituteurs de mettre en relief leurs meilleurs élèves: les compositions ont été, comparées entre elles au ministère, et des récompenses ont été accordées à ceux dont les copies étaient le plus satisfaisantes. C'était déjà un progrès, mais il ne faut pas s'attacher seulement au travail des enfants les plus instruits, il importe aussi de s'occuper d'une manière toute spéciale de ceux qui sont actuellement arriérés: la sollicitude spéciale des instituteurs doit se porter sur eux.

Dans cet ordre d'idées, j'ai décidé que le cours élémentaire serait partagé en quatre groupes: 1re classe, 2e classe, 3e classe et 4e classe.

Il est donc entendu qu'à partir du 1er octobre 1875 l'effectif total de chacune des cinq colonies publiques sera divisé en trois cours et subdivisé en sept classes.

A cet effet, je vous invite à faire examiner, de la manière la plus scrupuleuse, par l'instituteur et les employés professeurs, le degré d'instruction des enfants de la colonie de. . . . . . .

Vous voudrez bien, à la suite de ce travail, m'envoyer avant la fin de ce mois le tableau II ci-joint. Cette liste indiquera par colonie le nombre des enfants de chaque cours et de chaque classe ainsi que le nom de l'instituteur, employé ou agent qui en seront chargés, pendant l'année scolaire 1875-76.

Lorsque vous m'aurez fourni ces indications, je vous adresserai des instructions complémentaires et des modèles de registre qui serviront à constater les progrès des jeunes détenus.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

L'Inspecteur général,
Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant

Circulaire. — Décès des détenus. — Avis à donner aux familles.

2 septembre.

Monsieur le Préfet, aux termes de l'article 80 du Code civil, — « En cas de décès, « dans les hôpitaux militaires, civils ou autres maisons publiques, les supérieurs, « directeurs, administrateurs et maîtres de ces maisons seront tenus d'en donner « avis, dans les vingt-quatre heures à l'officier de l'état civil qui s'y transportera, pour « s'assurer du décès, et en dressera l'acte, conformément à l'article précédent, sur « les déclarations qui lui auront été faites et sur les renseignements qu'il aura « pris........... L'officier de l'état civil enverra l'acte de décès à celui du dernier « domicile de la personne décédée, qui l'inscrira sur les registres. »

Cette dernière prescription paraît, comme les précédentes devoir s'appliquer aux décès survenus dans les prisons; mais j'ai lieu de craindre qu'elle ne soit pas toujours exactement observée; l'administration centrale a, plusieurs fois, reçu des plaintes à ce sujet.

Afin d'éviter que de pareilles réclamations puissent désormais se produire, les directeurs des maisons centrales, maisons de détention, pénitenciers agricoles, prisons départementales et établissements publics ou privés de jeunes détenus devront, toutes les fois et aussitôt que des condamnés y seront décédés, en informer, par des lettres dont vous trouverez ci-inclus les modèles, le maire du dernier

domicile du défunt, et, à défaut de domicile connu, le maire du lieu de naissance, qui sera, en même temps, invité à en donner avis à la famille.

Pour les individus appartenant à la ville de Paris ou à l'agglomération lyonnaise, les lettres seront adressées à M. le préfet de police ou à M. le préfet du Rhône.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous serai obligé de faire parvenir des exemplaires aux chefs des établissements pénitentiaires situés dans votre département.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

Signé L. BUFFET.

Pour copie conforme:

L'Inspecteur général,

Directeur de l'administration pénitentiaire

J. JAILLANT.

Circulaire. — Le greffe correctionnel du tribunal de la Seine est dispensé de consigner, sur les extraits de condamnation, l'emploi ou la destination des valeurs saisies sur les condamnés. — N° 35.

8 septembre.

Monsieur le Préfet, une circulaire du 10 juillet 1875 vous a informé qu'à l'avenir une note indiquant la destination ou l'emploi des valeurs saisies au moment de l'arrestation des condamnés, serait portée au bas des extraits transmis aux préfets par le ministère public, pour l'exécution des condamnations.

M. le garde des sceaux m'a communiqué un rapport par lequel M. le procureur général près la cour d'appel de Paris fait connaître que le nouveau travail imposé au greffe correctionnel du tribunal de la Seine ne permettait plus de délivrer, le lendemain même du jour où la décision judiciaire a acquis un caractère définitif, les extraits dont la production est nécessaire pour la translation des condamnés à leur destination pénale.

Dans cette situation, j'ai pensé, d'accord avec M. le garde des sceaux, que le greffe correctionnel du tribunal de la Seine pouvait être dispensé de l'exécution des instructions contenues dans la circulaire de la chancellerie, du 9 juin 1875, rappelées dans celle que je vous ai adressée le 10 juillet.

Je vous prie de donner connaissance de la présente décision aux directeurs des établissements pénitentiaires situés dans votre département. Ces fonctionnaires devront, en cas de réclamations, s'adresser à M. le procureur de la République près le tribunal de la Seine, qui fera fournir, par le greffier, tous les renseignements relatifs à la destination donnée aux valeurs saisies sur les individus condamnés par ce tribunal.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil,

Ministre de l'Intérieur.

Par délégation,

L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,

J. JAILLANT.

Arrêté

14 septembre.

Le Ministre de l'Intérieur, vice-président du conseil;
Vu la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales;
Vu la circulaire du 10 août 1875;
Vu les propositions du préfet de police en date du 29 août 1875.
Sur le rapport du directeur de l'administration pénitenciaire,

Arrête :

Article 1er.

La prison sise à Paris, boulevard Mazas, est reconnue maison d'arrêt et de correction cellulaire.

Article 2.

Le quartier de la prison sise à Paris, rue de la Santé, disposé pour l'isolement continu, est, avec ses dépendances, reconnu et déclaré maison de correction cellulaire.

Article 3.

Le présent arrêté sera exécutoire à dater du jour où les directeurs des établissements désignés ci-dessus en auront reçu notification.

L. BUFFET.

Circulaire. — Personnel.

18 septembre.

Monsieur le Préfet, par une circulaire en date du 29 décembre 1871 (1), le chef du service des prisons a appelé l'attention des directeurs sur la tendance qu'ont certains agents ou employés à se faire recommander par des personnes influentes et à chercher des appuis en dehors de leurs chefs.

L'administration centrale, en signalant les inconvénients de cette pratique, faisait remarquer que toute demande transmise par la voie hiérarchique était l'objet d'un examen attentif.

Malgré ces recommandations, il arrive journellement que des directeurs, des employés et même des gardiens croient pouvoir s'affranchir des règles de la hiérarchie et adressent directement au ministère des demandes qui n'auraient dû y parvenir que par votre intermédiaire. Cet usage abusif, contraire à tous les prin-

cipes, loin d'activer l'examen de la pétition, en retarde la prise en considération, puisque mon administration est obligée de renvoyer le dossier à votre préfecture pour renseignements et avis. Dans cet ordre d'idées, j'ai décidé que toute demande adressée en dehors de la voie hiérarchique resterait sans réponse; et cette prescription s'applique aux communications qui seraient faites, non plus dans l'intérêt personnel de l'employé, mais à propos d'affaires de service. Je vous invite à faire connaître mes intentions à cet égard aux directeurs de maisons centrales ou autres établissements pénitentiaires situés dans votre département, et, par leur organe, aux agents placés sous leurs ordres.

Afin d'assurer l'application plus prompte des instructions qui précèdent, j'envoie aux directeurs un exemplaire de la présente circulaire.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Le Ministre de l'Intérieur,
Par délégation:
L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. Jaillant.

Circulaire. — Exécution de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1872.

25 septembre.

Monsieur le Préfet, aux termes de l'article 34 de la loi sur l'armée, du 27 juillet 1872, tout homme inscrit sur le registre matricule, qui change de domicile, est tenu d'en faire la déclaration à la mairie de la commune qu'il quitte et à la mairie du lieu où il vient s'établir.

M. le ministre de la guerre a décidé, le 20 août dernier, que désormais les employés des administrations de l'État ne seront pas tenus de produire eux-mêmes les déclarations exigées par l'article 34 précité, et de faire viser personnellement leurs titres par la gendarmerie quand ils recevront un ordre de départ exécutoire à bref délai; ces formalités *devront être remplies par les administrations auxquelles ils appartiennent.* En outre, les dispositions spéciales relatives aux changements de domicile, pour les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (c'est-à-dire l'autorisation préalable de l'officier général exerçant le commandement territorial) ne seront, dans aucun cas, applicables aux employés des administrations publiques appelés à occuper des emplois dans ces départements.

Il ressort de cette décision, Monsieur le Préfet, que c'est aux administrations elles-mêmes à faire les déclarations de domicile prescrites par la loi du 27 juillet 1872. Chaque mutation d'un employé ou agent tenu, comme réserviste, au service militaire dans l'armée active donnera donc lieu à l'envoi, par le directeur de la circonscription pénitentiaire ou de l'établissement, d'un bulletin nominatif individuel dont le modèle est ci-joint: vous voudrez bien transmettre sans délai à mon ministère ce document, afin que la double déclaration à la mairie de départ et à celle d'arrivée puisse être notifiée à l'autorité compétente par les soins de l'administration pénitentiaire.

Je transmets un double de la présente circulaire aux directeurs.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Pour le ministre,
Le Sous-Secrétaire d'Etat,
A. DESJARDINS.

Pour copie conforme:
L'Inspecteur général, Directeur de l'administration pénitentiaire,
J. JAILLANT.

Circulaire. — Exécution de la loi du 5 juin 1875.

14 octobre.

Monsieur le Préfet, pour faire suite à la note de l'inspecteur général des bâtiments pénitentiaires qui accompagnait ma circulaire du 10 août dernier, relative à l'exécution de la loi du 5 juin 1875, j'ai l'honneur de vous adresser un nouveau travail du même fonctionnaire, contenant la description des principales prisons cellulaires de la Belgique et des Pays-Bas.

Les architectes chargés de la préparation des projets d'appropriation ou de construction des prisons suivant le système de l'emprisonnement individuel puiseront dans ces notices, et dans l'étude des figures qui y sont jointes, d'utiles indications.

Je saisis cette occasion pour faire connaître qu'après entente entre le ministère de la justice et celui de l'intérieur, il a été décidé que l'avis qui doit, sur la demande du préfet, être donné par le procureur de la République au sujet du choix de l'emplacement des nouvelles prisons, sera adressé par ce magistrat au procureur général, qui le fera parvenir, avec l'avis du juge d'instruction et ses observations, à M. le garde des sceaux. Mon collègue communiquera le tout à mon administration.

Je vous prie de remettre un exemplaire de la présente circulaire et de son annexe à l'architecte départemental. J'en expédie un au directeur de la circonscription pénitentiaire.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur.
Pour le ministre:
Le Sous-Secrétaire d'État,
A. DESJARDINS.

Dispositions générales et particulières relatives à la construction des prisons, suivant le système cellulaire, proposées par M. Normand, inspecteur général des bâtiments pénitentiaires.

BELGIQUE.

LOUVAIN.

Pénitencier pour des condamnés à longues peines.

La maison centrale de Louvain a été ouverte le 1er octobre 1860. Elle contient 596 cellules; la surface du terrain est de 4 hectares 1/2 (250 mètres sur 180 mètres)

soit 45,000 mètres carrés. Construite sur les plans de M. Dumont, architecte, elle présente l'un des types les plus complets de la prison cellulaire.

Le prix de revient par cellule serait, d'après le rapport de MM. Voisin et d'Haussonville, de 2,985 fr. 71 c. Les renseignements qui m'ont été donnés sur place établissent qu'il aurait été un peu plus élevé, soit 3,020 francs.

L'emplacement a été bien choisi; le terrain est légèrement incliné. Cette disposition n'a peut-être pas été appropriée, aussi convenablement qu'on aurait pu le faire, aux besoins de la détention. Ainsi le rez-de-chaussée de la partie cellulaire est en contre-bas de celui des bâtiments d'administration. Il en résulte un manque de dégagements à l'entrée; en outre, on ne peut pénétrer dans l'intérieur sans descendre une vingtaine de marche, ce qui présente des difficultés pour le service en général.

Le plan se compose de six ailes d'inégale longueur, rayonnant sur une salle centrale; ces ailes contiennent les cellules divisées en vingt-quatre sections de vingt-cinq cellules chacune. Dans l'opinion de M. Stevens, inspecteur général des prisons de Belgique, il eût mieux valu faire six ailes de cent cellules, ayant chacune trois subdivisions. Dix-huit gardiens eussent suffi, dans ce cas, pour la surveillance, tandis qu'avec la disposition actuelle il est indispensable qu'il y en ait vingt-quatre. M. Stevens fait encore remarquer, avec beaucoup de raison, que dans le plan rayonnant ce n'est point le terrain qui doit déterminer la longueur des ailes, mais bien le nombre de cellules à surveiller par un même gardien. Trente-quatre ou trente-cinq cellules forment le maximum qu'un gardien puisse desservir et surveiller.

Entre les deux ailes, sur le devant du « *cellulaire* », se trouvent les bâtiments de l'administration, reliés à la détention par un couloir permettant en tous temps des communications faciles avec l'ensemble des constructions.

Les magasins sont trop restreints et insuffisamment reliés aux services dont ils dépendent.

Les ailes qui rayonnent autour de la salle centrale contiennent les cellules, disposées de chaque côté d'un couloir régnant dans toute la longueur du bâtiment, ayant 4m, 50 de largeur et montant dans toute la hauteur des étages. Des balcons portés sur des potences en fer desservent les cellules à chaque étage; leur balustrade est en fer et à croisillons; elle n'a que 97 centimètres de haut, dimension qui paraît insuffisante pour la sécurité des gardiens en cas de lutte avec les détenus.

Au centre de la salle centrale, se trouve le poste de surveillance avec l'autel au-dessus; autour, les stalles formant chapelle cellulaire pour les détenus, lorsque se célèbre l'office divin. Cette chapelle sert en même temps d'école. Le rez-de-chaussée, au pourtour de la partie centrale, est occupé par la cuisine, la buanderie, un dortoir et un réfectoire pour les gardiens.

Un certain nombre de cellules de punitions sont installées dans les ailes cellulaires; leur disposition rappelle celle des condamnés à mort, Elles sont de plus petite dimension que celles ordinaires, et munies de deux portes distantes l'une de l'autre d'un mètre environ. Le guichet de distribution des aliments se trouve dans la porte intérieure. La fenêtre de ces cellules est garnie, à l'intérieur, d'un volet fixe, en chêne, perforé de petits trous; un volet mobile est appliqué à l'extérieur et permet de rendre la cellule obscure; enfin elles contiennent un lit de camp, et, une caisse fixe, en bois, destinée à recevoir le vase de nuit, est disposée de manière à ce qu'elle ne puisse être enlevée par le détenu.

Pour les industries qui ont besoin de plus de fraîcheur ou d'une surface plus grande que celle de la cellule ordinaire, des cellules de dimensions convenables sont réservées dans le sous-sol.

Dans chaque galerie centrale, une pièce plus petite que les autres renferme un appareil de pompe élevant les eaux dans des réservoirs placés sous les combles, d'où elles se distribuent ensuite dans les diverses parties du *cellulaire*.

Bien que la chapelle réponde aux besoins du service, elle pourrait cependant être perfectionnée par l'établissement d'un couloir entre deux rangés de stalles. Cette disposition est adoptée dans la prison de Rotterdam. Un escalier particulier conduit de chaque section de galerie à la section correspondante de la chapelle. Un vitrage mobile ferme l'extrémité des ailes sur la chapelle ainsi que l'emplacement réservé aux détenus. La chapelle se trouve ainsi isolée des autres parties de la prison, et, de l'autel, dont les marches sont élevées, on voit bien tous les détenus dans leurs stalles.

Sous l'autel, se trouve la salle centrale de surveillance formée par des cloisons vitrées avec parties ouvrantes.

La cuisine, placée sur le pourtour de la salle centrale réunissant les ailes entre elles, est un peu petite et manque d'annexes. Il eût été nécessaire d'y joindre quelques cellules pour les éplucheurs de légumes, la laverie et le dépôt des vivres.

Malgré les précautions prises, l'odeur de la cuisine se répand souvent dans le *cellulaire*. La pitance des détenus se prépare dans deux chaudières dont les couvercles se meuvent par un système de contre-poids.

La buanderie est placée dans le sous-sol; elle est pourvue de toutes ses annexes; il existe des cellules ayant chacune un appareil de petite dimension pour faire bouillir le linge et un cuvier pour le laver et le rincer. Le séchoir à air chaud et à tiroirs, est chauffé par la chaleur perdue d'une machine à vapeur située à proximité. Les communications entre la buanderie et le *cellulaire* sont un peu difficiles par suite des montées et des descentes fréquentes qu'il faut faire pour communiquer avec ces deux services. La ventilation générale, d'ailleurs bien installée, devient cependant insuffisante lorsque le lessivage se fait dans des proportions un peu grandes. Alors, les exhalaisons de la buanderie, ainsi que celles de la boulangerie et de la cuisine, se répandent à l'intérieur de la détention.

La boulangerie, établie dans la partie cellulaire au pourtour de la salle centrale, n'a pas assez de développement. Les fours et le pétrin sont du système Rolland ; on en est satisfait.

Les cellules ordinaires ont la fenêtre à 1^m, 75 du sol; elle est fixe et n'a qu'un seul carreau ouvrant, de 30 centimètres sur 40. L'air de la cellule se renouvelle par la ventilation artificielle, qui fonctionne bien; il est rare que l'air soit vicié d'une manière appréciable à l'odorat.

Les cellules d'infirmerie sont plus grandes : elles ont 3^m,80 sur 3^m,52 et 3^m,40 soit un cube de 45^m,478,

La ventilation s'opère au moyen de l'air extérieur arrivant du bas par une ouverture ménagée dans le mur extérieur, en contre-bas de la fenêtre et des conduites de chaleur. L'air extérieur arrive aussi par le carreau ouvrant dans la fenêtre; l'air vicié s'échappe par deux ouvertures placées, à l'opposé de celles qui amènent l'air extérieur, dans le mur séparant la cellule du couloir central. L'une de ces ouvertures est percé en bas, près du siége d'aisances, l'autre au-dessus, dans le haut de la cellule. Ces deux ouvertures sont pratiquées sur un conduit de 22 centimètres de diamètre qui dirige l'air vicié dans un canal principal situé sous les combles. Les conduits de toutes les cellules y débouchent, et l'ensemble se dégage dans une cheminée verticale traversée par le conduit de fumée du calorifère, et au bas de laquelle est établi son réservoir à eau chaude.

Le chauffage de la cellule, ainsi que celui de toute la prison, se fait par l'eau chaude circulant dans des tuyaux en fonte. Il est produit par neuf calorifères, dont un pour l'infirmerie. Les deux tuyaux d'arrivée et de retour de l'eau sont placés sous la fenêtre, soit en contre-bas du sol, soit en contre-haut. Dans ce dernier cas, les tuyaux sont renfermés dans une caisse en tôle de 20 centimètres sur 58 de haut. L'air frais du dehors est amené dans cette caisse par la prise d'air extérieure dont j'ai parlé ci-dessus, s'échauffe au contact des tuyaux et s'échappe à l'une des extrémités de la plaque en fer recouvrant les conduits de chaleur, par des trous réservés dans le coffre en tôle. La face de devant du coffre est ferrée par en bas; elle s'ouvre et se rabat pour permettre les réparations.

L'expérience a fait reconnaître qu'il était préférable que l'appareil de chauffage de la cellule fût placé en contre-haut du sol de la pièce, plutôt qu'en contre-bas.

Pour les soins de propreté personnelle, les détenus ont une petite cuvette en fonte émaillée établie à poste fixe dans un angle de la cellule; au-dessus de cette cuvette, un robinet à deux eaux permet, soit de remplir la cuvette, soit de rincer le siége d'aisances placé à côté.

Ce siége, en grès vernissé, avec une rainure à la partie supérieure pour recevoir le couvercle, est posé sur un siphon également en grès.

Les matières se réunissent dans un collecteur circulaire de 70 centimètres de diamètre intérieur, construit dans l'axe et en contre-bas du sol du couloir central du cellulaire. Ce collecteur, auquel il serait préférable de donner une plus grande section pour qu'un homme pût s'y introduire, reçoit tous les tuyaux de chute, qui sont relevés à leur extrémité et forment siphon. De cette façon, l'air du collecteur ne peut remonter dans les cellules et les matières sont entraînées dans une fosse située extérieurement, à l'extrémité des couloirs. De distance en distance, des écluses de chasse sont ménagées, et le conduit est nettoyé une fois au moins par semaine.

LOUVAIN.

Maison d'arrêt et de correction.

Cet établissement est situé à proximité de celui dont il vient d'être question; construit sur les plans de M. Derre, architecte, et inauguré le 1er mai 1869, il reproduit les détails décrits ci-dessus; en outre, une salle est réservée et aménagée pour pouvoir contenir, en cas d'augmentation exceptionnelle de l'effectif, 28 détenus en commun. Mais ces détenus ne sont réunis que pendant le jour; la nuit, ils couchent isolément dans de petites cellules en fer et en grillage.

Le maximum de détenus que peut recevoir la maison d'arrêt est de 198, dont 41 femmes.

D'après les renseignements qui m'ont été donnés, cette prison aurait coûté 800,000 francs, ce qui porterait le prix de revient de la cellule à la somme de 4,044 francs.

La salle des avocats est à proximité du greffe, d'où la surveillance peut s'exercer par une ouverture ménagée à cet effet.

La porte des cellules offre cette particularité que c'est la gâche qui entre dans

la serrure lorsque l'on ferme la porte. Cette disposition, ingénieusement combinée, ne permet pas au détenu d'introduire dans la serrure un objet qui l'empêche de se fermer.

Le siége d'aisances avec tuyau de descente, en usage à l'établissement pénitentiaire, est remplacé, dans la maison d'arrêt, par un seau posé sur un tour, lequel est mû par une manivelle qui fait passer le vase de l'intérieur à l'extérieur, d'où il est enlevé: ce dernier système ne vaut point le premier.

Les fenêtres des cellules sont en fer, ferrées par le bas, et s'ouvrent à soufflet; elles sont vitrées en verre double strié, ce qui ne permet pas au détenu de voir à l'extérieur.

Aux portes des cellules, sont des plaques de propreté en fonte, peintes en noir.

ANVERS.

Maison de sûreté civile et militaire.

A l'entrée de la prison, un premier corps de bâtiment, subdivisé en trois parties, contient: le passage d'entrée, le logement du portier, un corps de garde; d'un côté, le logement du directeur, de l'autre, celui de l'aumônier.

A la suite de ce bâtiment, une cour, puis trois grandes ailes de bâtiment d'environ 55 mètres de longueur chacune, et renfermant, dans le premier corps, les divers services administratifs, la cuisine, les salles pour la commission de surveillance, pour les juges d'instruction civils et militaires, la cuisine de l'infirmerie, les magasins.

Un couloir régnant dans l'axe et sur toute la longeur de cette aile conduit à une salle centrale, sur laquelle viennent rayonner les deux autres corps de bâtiment qui renferment le grand quartier des hommes.

A la jonction de ces trois corps de bâtiment, se trouvent la salle centrale de surveillance, la chapelle cellulaire pour les détenus et l'autel pour célébrer la messe.

A droite et à gauche du corps de bâtiment de l'administration, il en existe deux autres qui renferment: au rez-de-chaussée, celui de gauche, le parloir des hommes, des cellules de répression pour les hommes; au premier étage, des cellules pour les hommes, et au deuxième étage, celles des femmes.

Le bâtiment de droite, renferme: en sous-sol, la buanderie cellulaire; au rez-de-chaussée, le logement des sœurs; au premier étage, des cellules de femmes, et au deuxième étage, des cellules pour les hommes.

Cet enchevêtrement des locaux occupés par les deux sexes a de sérieux inconvénients; il ne se répète point, toutefois, dans les dernières constructions qui ont été élevées.

Entre ces différents corps de bâtiment sont les préaux cellulaires, rayonnant sur une salle centrale de surveillance.

Si l'on s'en rapporte à un article publié par le *Moniteur belge*, le 31 août 1867, cette prison, construite sur les plans de M. Dumont, architecte, et qui contient 312 détenus, aurait coûté 954,000 francs, soit 3,057 francs par cellule.

Depuis son achèvement, on a reconnu que la position des préaux cellulaires entre les corps de bâtiment était défectueuse; en effet, les communications visuelles pen-

vent avoir lieu entre les détenus en cellule et ceux des préaux; l'expérience a prouvé que le meilleur moyen d'obvier à ces inconvénients était de placer les préaux à l'extrémité des ailes et des couloirs qui les divisent en deux sur leur longueur.

Les cellules sont en tout semblables à celles de Louvain; les portes s'ouvrent en dedans de la cellule et battent, en se fermant, sur un seuil en pierre formant une petite saillie.

Dans un angle, près de la porte, une petite étagère de forme circulaire avec deux tablettes et quatres têtes de portemanteaux permet au détenu de déposer ses vêtements, livres et autres menus objets. Ce modèle est généralement remplacé aujourd'hui par un autre à pan coupé, avec porte vitrée sur le devant, et fermée par un bouton en cuivre à bascule, ces étagères sont en chêne ciré et poli; les anciennes sont seulement peintes à l'huile.

Les cellules d'infirmerie ou de pistole sont plus grandes que les cellules ordinaires; elles ont $3^m,35 \times 3^m,60$ et $3^m,10$ de haut, soit $37^m,386$ c.

Les fenêtres sont tout en fer, ferrées par le bas, et s'ouvrant à soufflet; une lourde poignée à bascule, percée de trous et se manœuvrant dans une sorte de grande gâche également percée, sert à faire mouvoir la fenêtre; le degré d'ouverture en est réglé par une clavette passée dans les trous. Tout ce mécanisme fonctionne assez difficilement et ne permet pas d'ouvrir largement la fenêtre.

La chapelle est cellulaire et diffère de celles de Bruges, de Gand et de Louvain en ce qu'un couloir de 55 centimètres de largeur est ménagé entre deux rangées de cellules. Les portes s'ouvrant à droite et à gauche sur ce couloir, un détenu peut être extrait de sa cellule sans déranger les autres et sans être vu par eux.

MALINES.

Maison de sûreté civile et militaire.

La prison de Malines, élevée sur les plans de M. Kayzer, architecte, est l'un des derniers édifices pénitentiaires construits en Belgique.

Elle se compose de cinq ailes rayonnant sur une salle centrale et reproduisant, en grande partie, les détails de la maison de Louvain.

Cette prison est construite en vue d'un agrandissement ultérieur; deux ailes qui n'ont de cellules que d'un seul côté du couloir, pourront être doublées ultérieurement d'un second rang.

L'observatoire central est au premier étage; il permet de surveiller à la fois les quartiers des hommes et celui des femmes, à travers la cloison vitrée.

Au-dessus de cet observatoire, est placé l'autel. Les stalles formant chapelle au pourtour ont 77 centimètres sur 55, avec couloir séparant deux rangées de cellules et y donnant accès de droite et de gauche.

Les fenêtres des cellules sont tout en fer; elles s'ouvrent en pivotant sur l'axe horizontal.

Le lavabo est semblable à celui de Louvain, mais le siége d'aisances est remplacé par un vase en métal que reçoit une niche, sans communication avec le couloir central, mais ventilée. Cette niche est pratiquée dans le mur, entre la cellule et

le couloir; les vases se vident dans un évier placé dans une cellule près de la salle centrale.

Le chauffage est à eau chaude ; il est produit par trois calorifères; les tuyaux dans lesquels circule l'eau sont placés sous la fenêtre, en contre-haut du sol de la cellule.

La ventilation s'effectue comme à la maison de Louvain.

Le lavage du linge se fait en cellules au moyen d'un petit appareil à lessive et d'un cuvier.

Le linge sale est disposé sur une estrade en bois, à claire-voie, élevée de 45 à 50 centimètres du sol. L'air peut circuler autour du linge, qu'on désinfecte au besoin par l'emploi d'ingrédients placés sous l'estrade.

La cuisson des aliments s'opère dans des chaudières en fonte, autour desquelles circule la fumée; mais ces chaudières sont mobiles et peuvent s'enlever facilement, soit pour les besoins du nettoyage, soit pour ceux du remplacement ou de la réparation.

Toute la charpente des combles des ailes est en fer à double T et à cornières; elle est très-légère. Le lattis même est en fer et les ardoises y sont fixées au moyen de crochets également en fer.

La prison de Malines est construite pour avoir 86 cellules, dont 18 pour les femmes. Elle aurait coûté, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, 525,000 francs, ce qui porterait le prix de revient de la cellule à 6,104 francs.

BRUGES.

Maison de sûreté civile et militaire.

La prison de Bruges reproduit les données générales des maisons qui viennent d'être décrites. Le couloir central a un aspect plus monumental, et des coupoles à pendentifs sont ménagées à l'intersection des bras ou ailes cellulaires.

La cellule des détenus est installée comme celle des autres prisons.

La fenêtre, tout en fer, s'ouvre à soufflet à l'intérieur; elle est ferrée par en haut, et une crémaillère, également en fer, placée sur le côté, sert à régler l'ouverture, dont la libre disposition est laissée au détenu. Le maximum d'ouverture n'est que de 19 centimètres.

Le lavabo, le siége d'aisances, le gaz, le chauffage, la ventilation, sont disposés comme à la maison de Louvain.

La serrure de la porte de la cellule a une poignée à bouton en olive qui ferme la serrure à double tour; il sort un signal, sous forme de panneton en cuivre, pour indiquer que la porte est fermée.

La chapelle est cellulaire, les stalles ont 79 centimètres sur 72 de largeur.

Les cellules des condamnés à mort sont plus petites que les autres; elles sont divisées sur leur longueur, en deux parties inégales, par une grille. Un gardien se tient dans la portion comprise entre la grille et le couloir central, et surveille tous les mouvements du condamné.

GAND.

Maison pénitentiaire et maison de sûreté civile et militaire.

Il existe dans la ville de Gand deux prisons: l'une de construction ancienne déjà, la maison pénitentiaire; l'autre, de date récente, la maison de sûreté civile et militaire.

C'est à la maison pénitentiaire qu'a été appliqué, en 1855, le premier essai de régime cellulaire. Construite primitivement pour la détention en commun, cette prison se prêtait difficilement à la transformation qu'il était nécessaire de lui faire subir pour la mettre à même de répondre aux besoins et aux exigences du régime cellulaire. Aussi une portion seulement des bâtiments a-t-elle été affectée à la détention cellulaire, et le surplus conservé pour la vie en commun avec séparation de nuit, en cellules.

La maison de sûreté civile et militaire, contiguë à la maison pénitentiaire est, au contraire, entièrement cellulaire. Ses dispositions d'ensemble et de détail ne présentent aucune particularité à noter et reproduisent les dispositions de Louvain.

Les cellules de nuit de la maison pénitentiaire sont disposées d'une façon partilière; ces cellules n'ont que $2^{m},65$ de long, $1^{m},46$ de large et $2^{m},65$ de haut. Elles donnent sur un portique, constamment ouvert par de larges arcades garnies seulement de grilles. La cellule prend l'air par la porte qui reste ouverte tout le jour. La nuit, lorsqu'on enferme le détenu, une partie peut rester ouverte, ou se fermer au moyen d'un volet de $0^{m},50 \times 0^{m},44$, glissant à coulisse dans des rainures, de haut en bas, et se fermant par un bouton et une vis de pression.

Les cellules sont peintes à l'huile, la partie inférieure en imitation de granit gris, le surplus des murs en ton pierre avec double filet bleu au pourtour.

L'infirmerie et le réfectoire reçoivent tous les détenus en commun.

BRUXELLES.

Prison des Petits Carmes.

Bien que cette prison soit importante puisqu'elle contient 510 détenus, soit 430 hommes et 80 femmes, ses dispositions architectoniques ne présentent aucun intérêt. Toutes les pièces sont voûtées.

Les détenus sont emprisonnés suivant les deux systèmes, soit en commun avec cellules de nuit, soit en cellules. Les cellules de nuit, ou alcôves, sont tout en fer composées de fers à T simples ou doubles réunis entre eux par des parties de tôle et de treillages; ces alcôves ont $1^{m},45$ de large, $2^{m},05$ de longs et 2 mètres de haut. La couchette, placée sur un côté, a 70 centimètres de large.

Les cellules de jour et de nuit ont un petit lavabo d'angle avec robinet au-dessus.

Les chassis des fenêtres sont entièrement en fer; la fenêtre, ferrée par en bas, s'ouvre à soufflet et peut se rabattre entièrement.

Les portes des cellules ont $1^{m},72$ de haut sur 65 centimètres de largeur.

La ventilation s'opère par le système dit retourné. La chaleur arrive par le haut de la pièce, et l'air vicié est évacué par une bouche placée dans le bas.

Un tapis de pied est placée extérieurement, devant la porte de chaque cellule, pour que le détenu essuie ses chaussures en revenant du préau; il en est de même pour les dortoirs. La tenue générale de la prison est irréprochable,: tout y est propre, la ventilation fonctionne bien.

La partie inférieure de tous les murs de la prison est peinte en noir au goudron et se renouvelle tous les ans; la partie au-dessus de cette frise est peinte au badigeon à la chaux et renouvelée deux fois par an.

PAYS-BAS.

ROTTERDAM.

La prison, de construction récente (1872), est bâtie dans une vaste prairie, à quelque distance de la ville.

Les dispositions en sont cellulaires. La pierre de taille, rare et chère, n'est employée que dans une partie des soubassements, pour les bandeaux et les appuis de croisées : le reste des maçonneries est en briques. Des enduits en ciment recouvrent certaines parties, et donnent, au premier abord, à l'ensemble de la construction, un aspect plus riche que ne le comporte la réalité.

A l'intérieur des cellules; la brique a été laissée apparente; elle a été seulement jointoyée et peinte à l'huile. Le soubassement est en ton gris, et le restant des murs en ton pierre clair.

L'ensemble des bâtiments rayonne sur une salle centrale, servant seulement à la surveillance du quartier des hommes, mais non à celui des femmes.

Contrairement à l'usage suivi généralement en Belgique, où la salle centrale sert à la fois à la surveillance et à l'emplacement de l'autel, à Rotterdam, la chapelle est à part, dans un bâtiment entièrement séparé de ceux de la détention.

Les préaux sont aussi complétement isolés des bâtiments ; ils sont de très-petite dimension, 0m,75 × 3m,60 × 7m,60, ce qui leur donne seulement 16m,49 superficiels. Cette mesure paraît tout à fait insuffisante. Les communications visuelles peuvent avoir lieu entre les détenus aux préaux et ceux en cellules. Le nombre de ces préaux est aussi insuffisant, et ne permet de donner aux détenus qu'une demi-heure de promenade par jour.

La prison peut renfermer 320 détenus, dont 80 femmes; elle est tenue très-proprement, mais la ventilation laisse à désirer; les émanations de la cuisine se répandent du sous-sol, dans lequel elle est placée, à l'intérieur des bâtiments de la détention.

Toutes les fenêtres des bureaux ou autres services administratifs sont à coulisse, du système dit à *guillotine;* elles se remontent au moyen de contre-poids logés dans de petits caissons, sur le côté des fenêtres. Ce système fonctionne très-bien.

Le couloir central de chaque aile de bâtiment a 5m,15 de largeur; il est voûté et ventilé par le haut.

Des fontaines en forme de niche sont établies dans chaque couloir.

Les cellules, placées à droite et à gauche, ont 2m,45 sur 4m,05 et 2m,95 de haut, soit un cube de 29m,271.

Les portes s'ouvrent sur l'intérieur de la cellule et viennent par le bas, en se fermant, battre sur un seuil légèrement en saillie sur le plancher. Elles ont 63 centimètres de largeur et 1m,80 de hauteur.

La serrure n'a point de verrou, mais une forte poignée pour tirer la porte.

Un guichet ouvrant, ferré par en bas, sert à passer les aliments au détenu lors de la distribution des vivres, sans qu'on ait besoin d'ouvrir la porte. Ce guichet se rabat, et forme une tablette sur laquelle se pose la gamelle; une chaînette placée sur le côté maintient la tablette dans la disposition horizontale.

Au-dessus du guichet, est un regard semblable à ceux en usage dans les prisons de France.

Le lit, fixé au mur, est tout en fer avec fond de fer feuillard. Il se relève contre la muraille pendant le jour.

Dans un angle de la cellule, est fixée une petite étagère en forme de quart de cercle : elle a trois tablettes.

Le détenu n'a à sa disposition, pour ses besoins de propreté, qu'un seau en tôle à fermeture dite hydraulique; son couvercle, en tôle également, est muni de garnitures destinées à entrer dans des rigoles où l'on doit verser de l'eau. Une planche découpée se pose dessus, lorsque le détenu veut s'en servir. Ce système, qui ne présente aucun avantage sur ceux usités en France, n'est pas à imiter. Il est de beaucoup inférieur aux dispositions adoptées en Belgique.

Les cellules sont chauffées par l'eau chaude circulant dans des tuyaux placés sous la fenêtre.

Les fenêtres, tout en fer, ferrées par le bas, s'ouvrent à soufflet avec goussets en tôle sur les côtés; elles manœuvrent au moyen de tiges coudées et contre-coudées mises en mouvement par un appareil de crémone, renfermé dans une boîte en fonte avec forte poignée entrant dans un canon carré.

La fenêtre a 1m,15 × 0m,55; la section d'air donnée par l'ouverture en soufflet paraît insuffisante.

La chapelle, construite dans l'espace libre entre deux ailes, n'offre point de dispositions notablement différentes de celles qui ont été déjà décrites.

Comme à la prison d'Anvers, les deux premiers rangs du bas sont réservés aux femmes.

Un large couloir de 90 centimètres sépare deux rangées de cellules qui ont 0m,71 × 0m,64, portes fermées.

La chapelle sert alternativement au culte catholique et au culte réformé. L'autel est enfermé dans une armoire, et placé très-haut; une balustrade est au devant; lorsque la chapelle sert au culte réformé, l'armoire reste fermée.

La chapelle ne contient que 178 cellules, bien que la population de la prison soit de 320, dont 80 femmes.

AMSTERDAM.

C'est à Amsterdam que la Hollande a fait son premier essai de prison cellulaire.

La prison a été ouverte le 1er octobre 1850 et contient 208 cellules, dont 40 pour les femmes.

La forme générale des bâtiments affecte celle d'un T renversé, avec pans coupés à l'intersection des ailes. Sur le devant, se trouvent les bâtiments d'administration et les services généraux.

Les deux ailes de droite et de gauche sont exclusivement occupées par les hommes; le troisième est en partie occupée par les hommes; les femmes sont placées à l'extrémité de cette aile. Une clôture sépare les deux divisions.

Les préaux sont disposés en arc de cercle dans l'espace laissé libre par les ailes se croisant à angle droit. Ils sont en trop petit nombre et ne sont séparés entre eux que par des clôtures en bois. L'abri est trop petit et ne se compose que d'un auvent fort étroit. Il n'y a que dix préaux de chaque côté; ceux des femmes sont situés à l'extrémité de la galerie centrale de l'aile qu'elles occupent.

Le sol de la partie centrale, au point d'intersection des ailes, est élevé d'un demi-étage sur celui du rez-de chaussée des galeries de ces ailes.

Les escaliers montant aux cellules du premier et du second étage sont placés sur les pans coupés de la salle, à l'intersection des ailes; ils sont en fer et fonte à jour.

Les fardeaux sont portés aux étages par un monte-charges placé dans une pièce près de la salle centrale.

Les balcons qui desservent les cellules à chaque étage sont entièrement en fer; le sol est composé de plaques en fonte striée; la balustrade n'a que 90 centimètres de haut, mesure qui est insuffisante.

Il n'existe point de chapelle proprement dite: l'autel mobile, monté sur roulettes, est placé dans une armoire sur le balcon qui fait face à la galerie centrale et à environ $3^m,50$ à 4 mètres du sol surélevé de la salle centrale. Les détenus assistent à l'office, de leurs cellules, dont on laisse la porte entre-baillée; l'ouverture est d'environ 10 centimètres. Une chaîne, fixée au mur du couloir, se rattache à la porte et empêche le détenu d'en augmenter l'ouverture réglementaire. Après la messe, l'autel est rentré dans l'armoire.

La porte des cellules s'ouvre en feuillure, comme à Rotterdam, en poussant sur l'intérieur; elle est munie d'un regard, d'un guichet de $0^m,18 \times 0^m,22$, fermé par une porte en forte tôle, et d'une serrure sans verrou.

Le lit, fixé au mur, se relève pendant le jour; le surplus du mobilier de la cellule se compose: d'un vase d'aisance en grès vernissé avec couvercle en bois, placé dans l'un des angles de la cellule, d'une petite cuvette en pierre de 35 centimètres de diamètre avec robinet au-dessus, placée plus haut que le siége d'aisances et un peu de côté, d'une petite table fixée au mur, contre lequel elle se relève, d'une chaise, et enfin d'une petite étagère attachée dans un angle et composée de trois tablettes.

La fenêtre de la cellule a $1^m,05 \times 0^m,44$, elle est fixe et vitrée de carreaux cannelés. L'air extérieur ne peut s'introduire dans la cellule que par un carreau de $0^m,45 \times 0^m,06$ s'ouvrant à soufflet sur une charnière placée par le haut.

Sous la fenêtre, une prise d'air est ménagée dans le mur de face du bâtiment; elle a une section de $0^m,18 \times 0^m,10$; elle se ferme ou s'ouvre pour régler la ventilation, au moyen d'une sorte de tiroir en tôle dont le devant est treillagé.

Cette ventilation, ainsi d'ailleurs que celle de toute la prison, est insuffisante pour assurer un renouvellement convenable de l'air; aussi, malgré les grandes fenêtres de l'extrémité des galeries centrales, celles de la salle, à l'intersection des ailes, et les châssis réservés au sommet de la voûte de la galerie, l'aération générale laisse à désirer. Cette prison n'est point un type à imiter.

L'Inspecteur général des bâtiments pénitentiaires,

A. NORMAND.

APPROUVÉ:

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre.

Le Sous-Secrétaire d'État,

A. DESJARDINS.

Circulaire. — Correspondances des prévenus et des accusés.

28 octobre.

Monsieur le Préfet, aux termes des articles 9 et 17 du règlement général pour les prisons départementales, du 30 octobre 1841, le directeur, et dans les localités où ne réside pas ce fonctionnaire, le gardien-chef, prend connaissance de la correspondance des détenus à l'arrivée et au départ. Aucune disposition ne prescrit la communication aux magistrats des lettres écrites par les prévenus et les accusés ou à eux adressées. Cette communication pouvant être demandée par mesure individuelle et pour des cas particuliers, j'ai décidé, après avoir pris l'avis de M. le garde des sceaux, que les règles suivantes seraient adoptées pour faciliter les investigations de la justice et garantir, en même temps, la responsabilité des agents du service pénitentiaire.

Les lettres adressées à des prévenus ou accusés, et celles écrites par eux seront transmises aux magistrats qui en feraient la demande (les premières cachetées) avec un bordereau en deux expéditions dont vous trouverez ci-joint le modèle. Sur l'une de ces expéditions, le dépôt desdites lettres entre les mains du magistrat sera constaté. Les lettres que l'autorité judiciaire ne jugerait pas utile de retenir seraient envoyées au gardien-chef accompagnées de l'autre expédition du bordereau portant, dans une colonne *ad hoc*, mention de l'avis du magistrat. L'autorité administrative restera libre, d'ailleurs, d'arrêter, pour des motifs intéressant l'ordre ou la discipline de la prison, des lettres qui n'auraient été l'objet d'aucune observation de la part des magistrats.

J'adresse aux directeurs des exemplaires de la présente circulaire, dont ils devront en faire parvenir un à chacun des gardiens-chefs de leur circonscription.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Pour le ministre:

Le sous-secrétaire d'État,

A. Desjardins.

Décret concernant le conseil supérieur des prisons

3 novembre.

Le Président de la République française,

Vu l'article 9 de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales, ainsi conçu:

« Un conseil supérieur des prisons, pris parmi les hommes s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires, est institué auprès du ministre de l'intérieur, pour veiller, d'accord avec lui, à l'exécution de la présente loi. Sa composition et ses attributions seront réglées par un décret du Président de la République. »

Sur la proposition du Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Décrète :

Art. 1er — Il est institué auprès du ministre de l'intérieur un conseil supérieur des prisons.

Art. 2. — Le conseil supérieur se compose: 1° des membres de l'Assemblée nationale désignés par elle pour faire partie de la commission d'enquête sur le régime des établissements pénitentiaires; 2° de 16 membres de droit; 3° de 12 membres nommés par le ministre de l'intérieur.

Art. 3. — Les membres de droit sont:

Le sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur.

Le vice-président du Conseil d'État.

Le premier président de la Cour de cassation.

Le procureur général près la Cour de cassation.

L'archevêque de Paris, qui pourra se faire représenter par un délégué.

L'abbé Crozes, aumônier de la grande Roquette.

Le président du consistoire de l'église réformée de Paris.

Le grand rabbin du consistoire central des israélites.

Le préfet de police.

Le directeur de l'administration pénitentiaire.

Le directeur de l'administration départementale et communale.

Le directeur des affaires criminelles et des grâces.

Les chefs de service qui ont dans leurs attributions, aux ministères de la guerre et de la marine, des établissements pénitentiaires.

Le président de l'Académie de médecine.

Art. 4. — Les membres dont la nomination appartient au ministre de l'intérieur seront choisis parmi les membres ou anciens membres des assemblées législatives, les membres de l'Institut, les personnes appartenant ou ayant appartenu à la magistrature, les publicistes et les membres des sociétés de patronage s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires.

Les membres nommés par le ministre sont renouvelés par tiers tous les cinq ans.

Les membres sortants peuvent être renommés.

Aux deux premiers renouvellements, les membres sortants seront désignés par la voie du sort.

Les nominations nouvelles auront lieu sur une liste triple de candidats, présentée par le conseil au ministre de l'intérieur.

En cas de vacance par suite de démission ou de décès, le nouveau membre est nommé pour le laps de temps pendant lequel celui qu'il remplace avait à rester en fonctions.

Art. 5. — Le conseil élit dans son sein un vice-président et un ou plusieurs secrétaires; il peut désigner hors de son sein un ou plusieurs secrétaires adjoints.

Art. 6. — Il est présidé par le ministre de l'intérieur ou, à défaut, par le sous-secrétaire d'État, ou, à défaut, par le vice-président.

Art. 7. — Il fait le règlement intérieur de ses travaux, qui doit être approuvé par un arrêté ministériel.

Art. 8. — Le conseil supérieur est consulté sur les programmes généraux de construction et d'appropriation des prisons destinées à l'emprisonnement individuel;

Sur les projets de règlements généraux concernant l'application du régime l'emprisonnement individuel ;

Sur la fixation des subventions qui peuvent être allouées aux départements pour la reconstruction et la transformation de leurs prisons ;

Sur la reconnaissance et le classement des maisons d'arrêt, de justice et de correction comme prisons destinées à l'emprisonnement individuel.

AR. 9. — Il est rendu compte annuellement au conseil supérieur des prisons de l'état des maisons d'arrêt, de justice et de correction soumises au régime de l'emprisonnement individuel et de tout ce qui concerne l'application de la loi du 5 juin 1875.

ART. 10 — Le ministre peut renvoyer à l'examen du conseil toute question se rattachant au régime pénitentiaire.

Le conseil peut présenter au ministre ses vues sur toute question se rattachant au régime pénitentiaire.

Les membres du conseil supérieur peuvent visiter tous les établissements pénitentiaires dépendant du ministère de l'intérieur.

ART. 11. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.*

MARÉCHAL DE MAC MAHON,
DUC DE MAGENTA.

Par le Président de la République:
Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

L. BUFFET.

Arrêté

Le Ministre de l'intérieur,

Vu l'article 2 du décret en date du 3 novembre, réglant la composition et les attributions du conseil supérieur des prisons;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État,

Arrête:

Sont nommés membres du conseil supérieur des prisons:

MM.

Lefèvre-Pontalis (Amédée), membre de l'Assemblée nationale,
Lefébure, membre de l'Assemblée nationale,
Salvy, membre de l'Assemblée nationale,
De Peyramont, membre de l'Assemblée nationale,
Bérenger, membre de l'Assemblée nationale,
Adnet, membre de l'Assemblée nationale,
De Préssensé, membre de l'Assemblée nationale,
Tailhand, membre de l'Assemblée nationale,
Félix Voisin, membre de l'Assemblée nationale,
Mettetal, membre de l'Assemblée nationale,
Vicomte d'Haussonville, membre de l'Assemblée nationale,
Roux (Honoré), membre de l'Assemblée nationale,
La Caze, membre de l'Assemblée nationale,
Savoye, membre de l'Assemblée nationale,
Comte de Bois-Boissel, membre de l'Assemblée nationale,

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

L. BUFFET.

Arrêté.

Le Ministre de l'intérieur,
Vu l'article 2 du décret en date du 3 novembre réglant la composition et les attributions du conseil supérieur des prisons,
Sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat,

Arrête:

Sont nommés membres du conseil supérieur des prisons:

MM.
Faustin-Hélie, membre de l'Institut, président de chambre honoraire à la Cour de cassation,
Jaillant, ancien inspecteur général des prisons, directeur honoraire de l'administration pénitentiaire,
Loyson, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Lyon,
Babinet, conseiller à la Cour de cassation, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces,
de Bosredon, ancien secrétaire général du ministère de l'intérieur, ancien conseiller d'État,
Bonnier, professeur de législation criminelle et de procédure civile et criminelle à la Faculté de droit de Paris,
Charles Lucas, membre de l'Institut, ancien inspecteur général des prisons,
Duc, membre de l'Institut, vice-président du conseil d'architecture à la préfecture de la Seine,
Fernand Desportes, avocat, publiciste,
Victor Bournat, avocat, publiciste, secrétaire général de la Société de patronage des jeunes détenus,
Michaux, sous-directeur au ministère de la marine et des colonies,
Lecour, chef de division à la préfecture de police,

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

L. BUFFET.

Circulaire. — Surveillance de la haute police. — Direction de la Sûreté publique.

5 novembre.

Monsieur le Préfet, un de mes prédécesseurs, en vous adressant, le 25 mars 1874, une des instructions relatives à l'application de la loi du 23 janvier précédent, vous rappelait qu'un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique compléterait cette loi, en ce qui concerne le mode d'exercice de la surveillance de la haute police et les conditions sous lesquelles elle peut être suspendue.

Ce décret a été rendu le 30 août 1875, et inséré au N° 269 du *Bulletin des lois*.

Il a réglé les points suivants:

1° La forme du passe-port qui doit être délivré au surveillé;
2° Les formalités à remplir lors de l'arrivée du surveillé au lieu de sa résidence;
3° Les formalités à remplir lorsque le surveillé change de résidence;
4° Le mode de constatation de la présence du surveillé au lieu de sa résidence;
Et enfin 5° les conditions sous lesquelles, après un temps d'épreuve, la surveillance peut être suspendue.

Forme du passe-port.

I. — Les circulaires ministérielles des 29 avril 1834 et 21 mars 1859 avaient prescrit la délivrance aux surveillés de passe-ports gratuits, distingués par deux signes particuliers, l'insertion en tête de la formule et à la suite du titre des mots: *servant de feuille de route*, et l'inscription, dans l'endroit le plus apparent des lettres F, R ou C, suivant la catégorie à laquelle appartenaient les surveillés.

Cette double marque, très-apparente, et dont l'examen même superficiel du passe-port permettait aux plus illettrés de reconnaître l'existence, avait le grave inconvénient de dénoncer trop clairement au public la situation légale du surveillé. A ce point de vue, cette pratique a suscité des critiques qui ont déterminé l'administration à la remplacer par une indication qui, bien qu'intelligible pour les agents de l'autorité, n'attirât pas aussi facilement l'attention des particuliers.

Tel est le but de l'article 1er du décret du 30 août, qui est ainsi conçu:

La feuille de route avec itinéraire obligé, remise au condamné qui se rend à sa résidence, sera établie en la forme ordinaire des passe-ports gratuits, sauf l'insertion avant la date, de la mention suivante, écrite à la main: « délivré en exécution de la loi du 23 janvier 1874 ».

La formule du passe-port se prête à cette insertion, puisque les mots: *délivré sur*, qui la terminent, sont suivis d'un espace en blanc.

L'itinéraire obligé sera inscrit au verso du passe-port. Il devra être combiné de façon à interdire, dans tous les cas, au surveillé, le passage dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne.

Formalités à remplir lors de l'arrivée du surveillé au lieu de sa résidence.

II. — Une fois arrivé au lieu de sa résidence, le surveillé ne doit plus pouvoir la quitter que dans les conditions déterminées par l'article 44 du Code pénal. Il importe donc de ne pas laisser en sa possession un titre de voyage dont il pourrait abuser.

L'article 2 du décret dispose, en conséquence, que: dans les vingt-quatre heures de son arrivée à destination, le surveillé devra déposer sa feuille de route à la mairie, ou au bureau de police, dans les communes où il existe un ou plusieurs commissaires de police; il lui sera remis en échange un permis de séjour délivré par le maire, qui transmettra la feuille de route à la préfecture, où elle sera conservée en dépôt.

Bien que préférable au reçu que le maire ou le commissaire de police remettait généralement au surveillé en échange de sa feuille de route, le permis de séjour, qui est à peu près tombé en désuétude, ne constitue pas, pour le condamné qui veut se relever par le travail, une recommandation suffisante. La loi ne s'oppose pas, il est vrai, à ce qu'il soit muni d'un livret professionnel; mais ce livret lui est souvent refusé, dans la crainte qu'il ne puisse s'en servir comme d'un titre de voyage, en surprenant le visa du maire.

Il m'a paru que ce danger pourrait être évité, si l'on prenait soin d'inscrire à la

première page des livrets remis aux surveillés et sous les mots *livret professionnel* la mention suivante: *ne pouvant servir de titre de voyage.*

Cette précaution permettra de ne plus refuser désormais la délivrance du livret aux surveillés qui en feront la demande, et dont les sérieuses intentions de travail paraîtront mériter les encouragements de l'administration. Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, donner des instructions, à ce sujet, aux maires de votre département, en leur signalant l'importance que le gouvernement attache à ce que des défiances exagérées n'empêchent plus les individus frappés par la justice de demander à un travail régulier leurs moyens d'existence.

Formalités à remplir lorsque le surveillé change de résidence

III. — L'article 3 du décret est ainsi conçu:

« Dans les huit jours qui précéderont le changement de résidence du surveillé, la feuille de route sera renvoyée par le préfet au maire, qui la visera pour la nouvelle destination du surveillé, et la remettra à celui-ci en échange du permis de séjour; si cette feuille est périmée, le préfet en fera parvenir une nouvelle au maire qui la remettra au surveillé en échange du permis de séjour et la visera au moment du départ. »

Ces dispositions ne comportent aucun commentaire.

Dans le cas où le surveillé aurait reçu un livret professionnel, ce livret devra être remis au maire avec le permis de séjour, mais il sera envoyé à la préfecture qui le fera parvenir à la nouvelle résidence où il sera restitué au surveillé en échange de son passe-port.

Constatation de la présence du surveillé au lieu de sa résidence.

IV. — Le décret du 8 décembre 1851 avait laissé à l'administration le soin de déterminer les formalités propres à constater la présence du condamné dans le lieu de sa résidence, et la circulaire du ministre de la police du 22 mars 1852 s'en était rapportée, à cet égard, aux préfets, tout en leur recommandant de faire tous leurs efforts pour concilier les intérêts de l'humanité avec les exigences de la sûreté publique.

Dans certaines grandes villes, et à Paris notamment, il avait été tenu compte dans une très-large mesure, de ces recommandations; mais partout ailleurs, on s'était borné à imposer à peu près uniformément aux surveillés, l'obligation de se présenter au bureau de police à des époques déterminées qui finissaient par être connues de tous. Cette pratique avait pour conséquence de révéler promptement la condition des surveillés, non-seulement aux agents inférieurs de l'autorité, mais à la population, aussi a-t-elle depuis longtemps soulevé de vives critiques, auxquelles se sont associés un certain nombre de vos collègues dans leurs réponses aux circulaires ministérielles des 25 mars et 10 juin 1874. Pas plus que la forme du passe-port, le mode de constatation de la présence du surveillé au lieu de sa résidence ne doit indiquer sa situation légale au public: l'administration seule a le devoir de la connaître, il faut qu'elle seule en ait la possibilité. Les formalités qui seraient de nature à la divulguer, et en premier lieu l'obligation de se présenter corporellement au bureau de police, ne doivent donc être maintenues qu'autant que le caractère, les antécédents et les habitudes du surveillé, ne permettraient pas de considérer un autre mode de contrôle comme suffisamment efficace. En tous cas, il importe d'éviter que tous les condamnés libérés d'une même ville, se ren-

contrent périodiquement au bureau de police et puissent y contracter des relations dangereuses pour l'ordre public. L'article 4 du décret du 30 août a prescrit, en conséquence, de convoquer chaque surveillé à une époque spéciale.

C'est l'objet du premier paragraphe, qui est ainsi conçu:

« Le surveillé sera tenu de faire constater sa présence au lieu de sa résidence, en se présentant à la mairie, ou au bureau de police à des époques qui seront déterminées, pour chaque surveillé, par le maire, sauf l'approbation du préfet.

Le second ajoute que: « Le préfet pourra, après avoir pris l'avis du maire, dispenser le surveillé de cette obligation, à charge de faire constater sa présence de toute autre façon ».

Ainsi, il pourra être ordonné que tel surveillé se présentera au bureau de police, tel autre à la mairie et que tel autre même sera dispensé de comparaître.

Le rôle et la mission de chacun des fonctionnaires appelés à concourir à cette partie du service, sont d'ailleurs, faciles à déterminer.

Le commissaire de police n'a personnellement, sauf dans certains grands centres et sous réserve de délégation spéciale, aucune décision à prendre à l'égard des surveillés: il est uniquement chargé de leur notifier celles dont ils ont été l'objet de la part des préfets ou des maires et de veiller à leur exécution.

Au maire, il appartient de fixer, sous l'approbation du préfet, les époques auxquelles les surveillés doivent se présenter à la mairie ou au bureau de police, pour faire constater leur présence,

Quant à la dispense de l'obligation de comparaître, c'est le préfet seul qui a le droit de la prononcer et d'y substituer un autre mode de contrôle, après avoir consulté le maire, mais sans être lié par son avis.

Suspension de la surveillance.

V. — Quand le surveillé, sans réunir cependant encore toutes les conditions qui seraient propres à justifier la faveur irrévocable de la grâce, aura cependant mérité par sa conduite qu'un essai plus complet encore soit tenté en sa faveur, vous trouverez dans l'article 48 § 2 de la loi nouvelle, qui a autorisé la suspension de la surveillance, les moyens de récompenser ses efforts, en le faisant bénéficier d'une sorte de libération anticipée et révocable.

L'article 5 du décret du 30 août détermine ainsi les conditions dans lesquelles cette suspension peut être prononcée.

« La surveillance pourra être suspendue par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du préfet, après un temps d'épreuve qui ne devra jamais être inférieur à la moitié de la durée totale de cette surveillance ».

Cette mesure pourra toujours être rapportée par une décision ultérieure du ministre de l'intérieur qui sera notifiée au surveillé. La notification aura pour effet de le replacer sous l'application des articles 44 et 45 du Code pénal; il sera mis en demeure de souscrire immédiatement une déclaration de résidence et à défaut de cette déclaration, il sera procédé d'office, conformément à l'article 44 § 2 du Code pénal.

Ainsi, c'est au ministre seul qu'est réservé le droit de suspendre la surveillance; ce droit, il ne peut en user qu'après que le surveillé a subi la moitié de la durée totale de sa peine accessoire. Enfin la mesure est toujours révocable: le surveillé qui est placé dans cette condition exceptionnelle, n'est pas complétement affranchi de la tutelle de l'administration; l'autorité préfectorale a le droit et le devoir de faire exercer sur lui une surveillance inostensible, de signaler ses changements

de domicile et de proposer au besoin, au ministre de l'intérieur, de revenir sur une faveur dont il aurait été fait abus.

Observations générales.

VI. — Je vous rappelle en terminant que si le législateur a voulu qu'il fût apporté dans le régime de la surveillance légale tous les tempéraments compatibles avec les exigences de la sécurité publique, il n'a pas entendu faciliter aux repris de justice soumis à cette peine accessoire les moyens de se soustraire au contrôle de l'administration. Aussi, je vous prie de veiller avec le plus grand soin à ce que les ruptures de ban me soient dénoncées sans retard. Dès que les maires, ou les commissaires de police vous auront informé de la disparition d'un surveillé, vous voudrez bien me transmettre immédiatement cette indication, avec tous les renseignements propres à faire retrouver la trace du coupable.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, m'accuser réception de la présente circulaire, en même temps que vous la ferez connaître, par la voie du *Recueil administratif*, aux diverses autorités qui concourent à la mise en pratique de la loi du 23 janvier 1874.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,
L. BUFFET.

Circulaire. — Feuilles d'audience.

19 novembre.

Monsieur le Préfet, mon attention a été appelée, à différentes reprises, sur les inconvénients que présentait l'obligation, pour les gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction, de s'en rapporter momentanément, et en l'absence de documents certains, aux allégations des gendarmes d'escorte ou des détenus ramenés de l'audience, pour connaître la décision intervenue à l'égard de ceux-ci.

Il peut se faire, en effet, que, par défaut d'intelligence ou par suite d'un état d'abattement passager, les individus condamnés ou acquittés ne puissent fournir exactement cette indication, et que, de leur côté, les gendarmes de service commettent quelque erreur, soit par inattention, soit par défaut de mémoire.

J'ai cru devoir signaler à M. le garde des sceaux cet état de choses, d'où pourraient résulter des cas de détention illégale.

Mon collègue m'informe que, par une circulaire en date du 26 octobre dernier, il a recommandé à MM. les procureurs généraux de prendre des dispositions pour qu'à l'avenir tous les parquets envoient, chaque soir, au greffe de la prison une feuille signée du chef du parquet ou de son substitut, indiquant la décision intervenue à l'audience correctionnelle ou à celle de la cour d'assises, à l'égard de chaque détenu. Dans le cas où la détention d'un inculpé renvoyé de la poursuite ne devra pas être maintenue pour autre cause, le magistrat présent à l'audience rédigera l'ordre d'élargissement, lequel sera également transmis, le jour même, au gardien-chef.

Ces mesures suffiront, sans doute, pour prévenir les inconvénients signalés. Mais il importe, en outre, que les feuilles transmises quotidiennement aux gardiens-chefs soient conservées aux archives de chaque prison. La transmission des feuilles journalières précédant la production des pièces régulières, il est de toute nécessité que ces documents soient l'objet d'une comparaison attentive au greffe de la prison.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de tenir la main à l'exécution de ces prescriptions.

J'adresse au directeur de la circonscription un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire pour qu'il en soit remis à chacun des gardiens-chefs.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,
Par délégation :
Le Directeur de l'administration pénitentiaire,
CHOPPIN.

Circulaire. — Demande du budget spécial pour l'exercice 1876.

3 décembre.

Monsieur le Préfet, je vous prie d'inviter le directeur d
à vous adresser, en triple expédition, le projet de budget spécial de cet établissement, pour l'exercice 1876.

La loi de finances du 3 août 1875, qui a réparti en huit chapitres, au budget général du ministère de l'intérieur, les crédits affectés aux services de l'administration pénitentiaire, a maintenu au chapitre XIV les traitements du personnel, et, au chapitre XV, les dépenses des maisons centrales et des pénitenciers agricoles.

Aucune modification ne doit donc être apportée, en ce qui concerne ces établissements, aux dispositions prescrites par la circulaire du 7 janvier 1875, pour la préparation des budgets spéciaux.

Il importe seulement de déterminer, avec plus de précision, la distinction entre les dépenses qui doivent figurer à la première et à la deuxième section du chapitre XV.

A l'avenir, la 2e section devra comprendre toutes les acquisitions d'immeubles quel qu'en soit le chiffre, et les travaux de bâtiment à exécuter, par voie d'entreprise, dont la dépense totale sera supérieure à 20,000 francs, alors même que cette dépense serait répartie sur plusieurs exercices. Les autres travaux de bâtiment seront portés à la première section du même chapitre.

Je vous serai obligé de signaler cette distinction à l'attention du directeur et de lui en recommander la plus scrupuleuse observation.

Pour le surplus, je me réfère aux prescriptions de la circulaire susrappelée du 7 janvier 1875 et aux circulaires antérieures, sur la matière, notamment celles des 25 novembre 1868 et 23 novembre 1870. (Code des prisons, t. IV, p. 400 et t. V, p. 106.)

Les budgets devront vous être adressés, en triple expédition, avec un rapport justificatif, *avant le* 15 *janvier*, et je désire qu'après y avoir inscrit vos propositions, dans la colonne à ce destinée, vous m'en transmettiez deux expéditions, *avant la*

fin du même mois, sous le timbre: *Direction de l'administration pénitentiaire,* 2e *bureau*, en y joignant telles observations qu'il appartiendra,

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Pour le Vice-président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et, par délégation:

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHOPPIN.

Demande du compte des dépenses de l'exercice 1875.

4 décembre.

Monsieur le Préfet, aux termes de la circulaire du 26 mars 1867, les comptes des dépenses des maisons centrales, pénitenciers agricoles, maisons de détention et colonies publiques de jeunes détenus, doivent parvenir à mon ministère, au plus tard, avant le 1er avril de l'année qui suit celle à laquelle se rapporte le compte. Je vous prie d'inviter le directeur d...... à prendre les dispositions nécessaires pour que vous soyez en mesure de me faire cette transmission dans le délai prescrit.

Ce fonctionnaire devra se reporter, pour la rédaction, et vos bureaux, Monsieur le Préfet, pour la vérification de ce compte, non-seulement aux instructions générales sur la matière, et notamment à la circulaire précitée du 26 mars 1867, mais aussi aux observations particulières auxquelles a pu donner lieu l'examen du compte de l'exercice 1874. Je vous prie d'adresser à ce sujet des recommandations à M..... afin qu'il évite également, en ce qui le concerne, tout ce qui pourrait motiver des redressements analogues à ceux qui ont dû être faits précédemment.

Les envois devront avoir lieu au ministère, savoir:

Pour les maisons centrales de force et de correction, affectées aux condamnés de droit commun, alors même qu'elles contiendraient des quartiers de détentionnaires, et pour les pénitenciers agricoles, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, — 2e bureau »;

Pour les maisons de détention, les maisons centrales affectées aux condamnés pour faits insurrectionnels, et pour le dépôt de forçats de Saint-Martin-de-Ré, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, 3e bureau; »

Pour les colonies publiques de jeunes détenus, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, 1er bureau. »

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Le Ministre de l'intérieur:

Par délégation:

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHOPPIN.

Circulaire. — Décomptes et états de situation des travaux aux bâtiments.

9 décembre.

Monsieur le Préfet, conformément aux circulaires des 17 décembre 1858, 13 novembre 1860 et 14 janvier 1862, et suivant que le recommandent toutes les

décisions d'autorisation, vous faites dresser, pour m'être soumis, aussitôt après achèvement, les décomptes des travaux exécutés aux bâtiments de l'État, dans les maisons centrales et autres établissements pénitentiaires assimilés de votre département.

Si les décomptes de quelques-uns des travaux terminés en 1875 ne m'avaient pas encore été adressés, je vous prie de me les faire parvenir dans le plus bref délai.

En ce qui concerne ceux en cours d'exécution à la fin de la même année, il n'y a pas lieu à la rédaction d'un décompte, dans la forme prescrite par la circulaire du 17 décembre 1858; il suffira de produire séparément, pour chaque travail ayant fait l'objet d'un devis spécial, un état de situation, indiquant, avec la distinction par exercice, le montant total de la valeur des ouvrages faits ou fournitures effectuées jusqu'au 31 décembre, quelle que soit, d'ailleurs, l'importance des à-compte payés ou exigibles.

Cet état devra être produit, alors même qu'il n'aurait été rien fait, ni fourni, en 1875, et que les travaux et fournitures remonteraient à des années antérieures, à moins qu'il n'y ait pas lieu de poursuivre l'achèvement du projet (question sur laquelle les directeurs auront à s'expliquer), mon administration ayant, dans le cas contraire, intérêt à savoir pour quel chiffre cet achèvement doit grever, soit l'exercice 1876, soit les exercices ultérieurs.

Par la même raison, et bien que, dans ce cas, il ne puisse être que négatif, on devra produire un état de situation pour chaque autre travail autorisé et non commencé, mais non abandonné.

Les envois devront m'être faits avant le 1er février, savoir :

Pour les maisons centrales de force et de correction affectées aux condamnés de droit commun, alors même qu'elles contiendraient des quartiers de détentionnaires, et pour les pénitenciers agricoles de la Corse, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, — 2e bureau; »

Pour les maisons centrales affectées aux individus condamnés à raison de faits insurrectionnels, pour les maisons de détention et pour le dépôt de Saint-Martin-de-Ré, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, — 3e bureau; »

Pour les colonies publiques de jeunes détenus, sous le timbre: « Direction de l'administration pénitentiaire, — 1er bureau. »

J'adresse un exemplaire de la présente circulaire au directeur d.....:

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Pour le ministre et par délégation:

Le Directeur de l'administration pénitentiaire,

CHOPPIN.

Circulaire. — Maisons d'arrêt, de justice et de correction et chambres de Sûreté. — Comptabilité.

Monsieur le Préfet, les modifications apportées par les lois de finances, pour les exercices 1875 et 1876, à la classification des dépenses du service des prisons, nécessitent de notables changements dans la disposition des comptes trimestriels des maisons d'arrêt, de justice et de correction, dont la production est prescrite par les circulaires des 2 février 1857, 25 janvier et 9 décembre 1859.

D'autre part, il a été constaté depuis longtemps, soit par l'administration centrale, à l'occasion du contrôle auquel sont soumises les pièces fournies à l'appui de ces

comptes, soit par les inspecteurs généraux lors de leurs vérifications, que divers modèles réglementaires d'états ou de registres avaient subi, dans plusieurs départements, des changements, dont quelques-uns étaient heureusement conçus, mais qui tous avaient l'inconvénient d'altérer l'uniformité de procédés que l'on doit s'efforcer de maintenir dans la gestion de services aussi fortement centralisés que ceux des prisons.

Enfin certaines opérations n'ont été jusqu'à présent l'objet d'aucune règlementation. S'il a été suppléé, en partie, à cette lacune par l'initiative de directeurs intelligents et zélés, des différences aussi considérables existent entre les errements qui se sont ainsi établis. Il s'en faut, d'ailleurs, que l'exemple de ces fonctionnaires ait été partout suivi, et, même dans les circonscriptions les mieux administrées, bien des points restent encore à régler.

Il m'a donc paru utile de coordonner, d'après des vues d'ensemble, les dispositions dont des besoins nouveaux ou l'expérience acquise ont fait ressortir la nécessité, et d'arrêter une série de modèles de registres ou de pièces, qui devront être rigoureusement suivis pour la constatation et la justification des dépenses ainsi que des faits qui peuvent s'y rapporter d'une manière plus ou moins directe, ou dont la connaissance est indispensable pour permettre d'en contrôler la régularité.

Ces modèles, que vous trouverez ci-joint, sont au nombre de 36. Je vais examiner succesivement chacun d'eux.

N° 1. — Rapport journalier du gardien-chef au directeur.

Les détails que ce document est destiné à renfermer donneront au directeur le moyen d'être tenu constamment au courant de la situation des diverses prisons de sa circonscription, et de fournir promptement à l'administration les renseignements dont l'envoi périodique lui est prescrit ainsi que ceux qui peuvent lui être demandés, d'urgence, dans certaines circonstances. Les dispositions du cadre simplifieront, d'ailleurs, notablement la correspondance entre ce chef de service et ses subordonnés. Les minutes du rapport journalier seront établies sur des feuilles préalablement reliées par trimestre. L'expédition de chaque rapport sera renvoyée au gardien-chef qui la retournera au directeur après avoir transcrit les observations de ce fonctionnaire sur le registre des minutes. Au siége de la circonscription, il suffira que le registre soit visé chaque soir par le directeur.

N° 2. — État nominatif des individus des deux sexes entrés et sortis.

C'est sur cette formule que sera dressé l'état de mouvement, que les gardiens-chefs sont tenus de remettre au parquet. Un double de l'état dont il s'agit sera joint, toutes les fois qu'il y aura lieu, au rapport journalier envoyé au directeur.

N°s 3 et 4. — Registre de contrôle nominatif. (Hommes et jeunes garçons. — Femmes et jeunes filles.)

On y portera le nom de tout détenu entrant: les changements de position légale survenus pendant la détention, seront constatés tant par une mention à la colonne 12, que par l'inscription des numéros du registre d'écrou.

N°s 5. — Même registre pour les militaires et marins.

Pas d'observations.

Nos 6. — Registre numérique des mouvements journaliers.

Les totaux mensuels des colonnes 40 à 50 de ce registre devront être égaux à ceux qui ressortiront de la totalisation, mois par mois, opérée aux registres nº 3 à 5 : la récapitulation annuelle servira à la rédaction de l'état I de la statistique.

Nº 7. — État de traitement.

Le directeur et les employés attachés à la direction figureront sur un état distinct.

Nº 8. — État des indemnités de caisse.

Nº 9. — État des indemnités de logement.

Pas d'obervations.

Nº 10. — État des frais des voyages effectués par des fonctionnaires, employés ou agents, dans l'intérêt du service.

Cet état ne s'applique pas aux changements de résidence, lesquels donnent lieu à la production des feuilles de proposition dont le modèle est joint à la circulaire du 20 mars 1873.

Nos 11, — État nominatif trimestriel des détenus, par maison d'arrêt, de justice ou de correction; — 12, — Etat nominatif trimestriel par chambre de sûreté; — 13, — Résumé des états nº 12; — 14, — Etat numérique des journées de détention pour le payement d'à-compte mensuels; — 15, — Etat nominatif trimestriel des individus ayant séjourné dans les diverses prisons du département.

Jusqu'à présent, les états nominatifs des détenus, destinés à servir à la liquidation des sommes dues, pour prix de journées, aux entrepreneurs généraux des services, avaient été établis mensuellement. Il a paru y avoir lieu, dans un but de simplification et par analogie avec ce qui se pratique pour les maisons centrales, de ne dresser ces états que trimestriellement, et de régler, sur des états purement numériques, les journées des deux premiers mois de chaque trimestre.

L'État nº 11 devra être établi par le gardien-chef, d'après les indications des registres nos 3 à 5, et présenter une concordance parfaite avec les totaux du registre Nº 6. Cet état, ainsi que les nos 12 et 13, sera communiqué à l'entrepreneur pour la rédaction de celui qu'il doit produire (nº 15). On aura soin de classer, sur ce dernier, les noms des détenus, par catégorie, et, dans chaque catégorie, par prison suivant la division et l'ordre indiqués au décompte final. On fera ressortir séparément le total de chaque catégorie, pour le reporter audit décompte. Il est entendu qu'aucune autre signature que celles de l'entrepreneur, du directeur et du préfet ne devra être apposée sur l'état nº 15. Dans le cas où le marché de l'entrepreneur prendrait fin au cours d'un trimestre, ou établirait des pièces distinctes pour chaque entreprise.

Nº 16. — État de l'indemnité due à raison du prix des grains. — 17. — Etat des rations supplémentaires.

Pas d'observations.

N° 16. — Mémoires de livraisons, etc.

L'emploi de ce modèle n'est pas rigoureusement obligatoire, et on devra admettre les factures, rédigées par les fournisseurs, qui par leur correction, ne s'en écarteraient pas d'une manière trop sensible. Lorsqu'il s'agira de fournitures de chaussures faites pour les libérés nécessiteux, on aura soin de joindre au mémoire une note indiquant le nom du détenu, son avoir au pécule, la distance qu'il à parcourir pour se rendre à sa destination, ainsi que les circonstances qui motivent la dépense.

N° 20. — Etat des frais de port et d'affranchissement des lettres.

Pas d'observations.

N° 21. — Etat des sommes payées à titre de secours aux condamnés libérés. — 22. — Billet de sortie.

L'administration n'autorisera, sur les crédits affectés au service des prisons, le remboursement aux communes, des sommes avancées à ce titre, que sur la production d'état trimestriels entièrement conformes au modèle, et visés par le directeur de la circonscription pénitentiaire. Le billet de sortie, au dos duquel chaque receveur municipal mentionnera le montant du secours payé par lui, sera retenu par celui du lieu d'arrivée du libéré et produit à l'appui de l'état de secours.

Il sera utile que les préfets adressent en ce sens aux receveurs municipaux des instructions appelant notamment leur attention sur la nécessité d'exiger des individus réclamant des secours de route comme condamnés libérés, la production du billet de sortie constatant leur situation. De leur côté, les gardiens-chefs devront avertir les détenus de la condition à laquelle est subordonnée l'allocation des secours de route.

N° 23. — État des détenus malades traités aux frais de l'administration dans les hopitaux. — 24. — Billet d'entrée à l'hôpital.

Il est bien entendu que le billet d'entrée devra être établi dans tous les cas de transfèrement à l'hôpital, tandis que l'état de frais de séjour sera produit à l'appui des comptes, dans celui seulement où la dépense incombera à l'administration.

N° 25. État de frais de séjour de détenus aliénés dans les asiles.

Pas d'observations.

N° 26. — Bordereau des voitures fournies pour le transport des condamnés par les convois civils. — n° 27. — Ordre de fournitures.

Les convoyeurs négligent souvent de réclamer, en temps, opportun les sommes qui leur sont dues ; il importe de les inviter formellement à produire, dans les huit premiers jours du mois qui suit l'expiration de chaque trimestre, un bordereau des voitures fournies par eux, entièrement conforme au modèle n° 26, et il conviendra d'insérer une clause à cet effet dans les marchés à passer à l'avenir pour ce service. Les bordereaux devront être transmis, sans retard, par les préfectures aux directeurs, qui les vérifieront et les renverront aussitôt, revêtus de leurs visa, s'il y a lieu. Le mandatement de cette catégorie de dépenses est, d'ailleurs, subordonné à l'approbation préalable du ministre.

No 28. — Compte trimestriel des dépenses.

Le compte ne doit contenir ni rature, ni surcharge. Les dépenses qui ne s'appliquent pas exclusivement à un établissement figureront « au service de la direction. » La date des décisions ministérielles qui autorisent des dépenses ou en règlent le montant, doit être indiquée dans la colonne d'observation, en ce qui concerne les sommes inscrites aux colonnes 17, 18, 20, à 28, lesquelles ne peuvent être mandatées et comprises au compte qu'en vertu desdites décisions. Ce document est adressé au ministre dans le mois qui suit l'expiration de chaque trimestre, pour les trois premiers, et à l'époque fixée par la circulaire annuelle relative au compte de l'exercice, pour le quatrième trimestre. On aura soin de ne pas modifier les chiffres des règlements trimestriels; en cas d'erreur ou omission, il en sera référé à l'administration centrale. Il importe, d'ailleurs, de tenir la main à ce que toutes les décisions concernant leur service soient communiquées aux directeurs et toutes les pièces comptables revêtues de leur visa.

29 à 35. — Bordereaux de pièces justificatives à joindre aux comptes trimestriels.

Pas d'observations.

36. — Registre servant à constater les dépenses effectuées et la remise des mandats aux ayants droit.

Ce livre est tenu par exercice. On doit inscrire, dans les colonnes 9 à 17, les dépenses au fur et à mesure de leur constatation par le directeur. Au cas où le montant du mandat de payement d'une fourniture ou service (col 23) ne serait pas égal aux chiffres des liquidations préparatoires, la cause des différences serait indiquée dans la colonne d'observations. Tout les mandats doivent, d'ailleurs, être adressés au directeur, qui les fait parvenir aux ayants droits.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les explications qui m'ont paru utiles pour l'intelligence des divers modèles annexés à la présente circulaire. La plupart n'ont été arrêtés définitivement qu'après des essais répétés dans plusieurs départements et il a été tenu compte des objections auxquelles certaines dispositions des tracés primitifs avaient donné lieu. J'ai donc la confiance que l'emploi de cette série de registres et d'états ne rencontrera pas de difficultés. Il n'y devra être apporté, sans mon autorisation aucune modification.

A l'avenir, la liste des imprimés de toute nature nécessaire pour la consommation d'une année devra m'être soumise préalablement à toute commande, dans le courant du mois de novembre de l'année précédente. Cette liste rappellera la date des règlements et instructions en exécution desquels il est fait usage des registres, états ou autres pièces demandées, ainsi que les numéros des modèles; pour les documents dont l'emploi n'aurait encore été l'objet d'aucune indication formelle, des types seront joints à la proposition d'achat. Par exception, les fournitures destinées au service de l'année 1876 pourront être effectuées sans qu'il m'en soit préalablement référé. Mais on n'omettra pas de produire à l'appui du budget la liste dont il s'agit.

L'administration a passé pour la fourniture des imprimés et registres, dont les modèles sont annexés à la présente circulaire, un marché qui sera ultérieurement transmis aux directeurs.

Les formules ci-annexées seront mises en service à partir du premier janvier prochain. Toutefois, les comptes trimestriels de l'exercice 1875, à la rédaction des-

quels il a été sursis, d'après les recommandations que j'ai adressées le 24 mars 1875 aux directeurs, devront, de même que les bordereaux y annexés, être établis suivant les nouveaux modèles. On remarquera que les dépenses réparties au budget du ministère de l'intérieur pour ledit exercice, en deux chapitres (XIV, traitemements du personnel, XV, entretien et frais de transports des détenus, mobilier etc.) en formeront trois pour l'exercice 1876 (XIV, traitements, XV, entretien des détenus, mobilier, etc., XVIII, transport des détenus); les indications des comptes de ce dernier exercice devront être modifiées en conséquence.

En ce qui concerne l'exercice 1877, une nouvelle nomenclature sera probablement adoptée, et il conviendra, dès lors, de surseoir pour ledit exercice à toute demande d'imprimés relatifs au compte et à ses annexes.

Je fais parvenir au directeur de la circonscription pénitentiaire dans laquelle sont comprises les prisons de votre département, un exemplaire de la circulaire et des modèles qui l'accompagnent. Ce fonctionnaire devra donner aux agents sous ses ordres les instructions dont ceux-ci pourraient avoir besoin pour bien comprendre et exactement appliquer les dispositions qui les concernent.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,
Pour le ministre :
Le Sous-Secrétaire d'État,
A. DESJARDINS.

Circulaire. — Maisons centrales et établissements assimilés.

28 décembre.

Monsieur le Préfet, sous la date du 13 juillet dernier, j'avais signalé au directeur de la maison centrale de Beaulieu les observations de l'inspecteur général de tournée, cette année, dans l'établissement, sur les inconvénients qu'il y avait pour le service à laisser les numéros d'écrou atteindre un chiffre trop élevé.

Cette communication a donné lieu, de la part de M. Raulin, à un rapport au vu duquel je lui ai adressé la dépêche que voici :

« Monsieur le Directeur, j'ai reçu le rapport que vous m'avez adressé, le 9 novem-
« bre, en suite de ma communication du 13 juillet dernier relative au renouvelle-
« ment des numéros d'écrou, à la maison centrale de Beaulieu. »

« Comme à la date de ce jour, ces numéros s'élèvent à 24,910, il vous paraîtrait y
« avoir lieu de continuer la nomenclature jusqu'au chiffre de 25,000, après quoi il
« serait procédé à une nouvelle série, en commençant par le n° 1 jusqu'à 10,000. Ce
« dernier nombre ne serait jamais dépassé. »

« J'autorise l'application du mode d'opérer susindiqué. »

Le principe posé dans cette dépêche m'ayant paru devoir être étendu aux autres maisons centrales et établissements assimilés, je vous prie, Monsieur le Préfet, de donner, à cet effet, des instructions au directeur d

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Pour le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur
et par délégation :
Le Directeur de l'administration pénitentiaire,
CHOPPIN.

TABLE DES MATIÈRES.

RAPPORT A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Quatrième partie. — ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

FRANCE.

Cinquième partie. — MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION, CHAMBRES ET DÉPOTS DE SURETÉ.

FRANCE.

TABLEAUX.

I.

TRANSFÈREMENT PAR LES VOITURES CELLULAIRES DES DÉTENUS ET CONDAMNÉS DE TOUTES CATÉGORIES.

II.

MAISONS CENTRALES DE FORCE ET DE CORRECTION OU DE DÉTENTION ET PÉNITENCIERS AGRICOLES.

III.

ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE.

IV.

MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION. — CHAMBRES ET DÉPÔTS DE SURETÉ.

V

DÉPÔT DES CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS DE SAINT-MARTIN-DE-RÉ.

VI.

COMPTE DES DÉPENSES. — RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS.

DOCUMENTS ANTÉRIEURS A L'ANNÉE 1875.

Pages.

DOCUMENTS PUBLIÉS EN 1875.

PRISONS DÉPARTEMENTALES.

JEUNES DÉTENUS.

Pages.

TRANSFÈREMENTS.

Pages.

Clichy. — Impr. Paul Dupont, 12 Rue du Bac-d'Asnières, 12. (1331-77.)



